



**HAL**  
open science

# Au seuil du tournant modernisateur : les acteurs de la JAC/F dans le Jura de 1925 à 1940

Claire Alemu

► **To cite this version:**

Claire Alemu. Au seuil du tournant modernisateur : les acteurs de la JAC/F dans le Jura de 1925 à 1940. Histoire. Université de Lyon, 2020. Français. NNT : 2020LYSE2092 . tel-03701176

**HAL Id: tel-03701176**

**<https://theses.hal.science/tel-03701176>**

Submitted on 21 Jun 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



N° d'ordre NNT : 2020LYSE2092

## THESE de DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Opérée au sein de

L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2

**École Doctorale : ED 483**

**Sciences sociales**

Discipline : Histoire

Soutenue publiquement le 5 novembre 2020, par :

**Claire BAILLY**

---

### **Au seuil du tournant modernisateur.**

*Les acteurs de la JAC/F dans le Jura de 1925 à 1940.*

---

Devant le jury composé de :

Denis PELLETIER, Directeur d'études HDR, École Pratique des Hautes Études, Président

Claude Isabelle BRELOT, Professeure émérite des universités, Université Lumière Lyon 2, Rapporteur

Frédéric GUGELOT, Professeur d'université, Université de Reims Champagne-Ardenne, Rapporteur

Magali DELLA SUDDA, Chargée de recherche HDR, Sciences po Bordeaux, Rapporteur

Jean-Luc MAYAUD, Professeur émérite des universités, Université Lumière Lyon 2, Directeur de thèse

# Contrat de diffusion

Ce document est diffusé sous le contrat *Creative Commons* « [Paternité – pas d'utilisation commerciale - pas de modification](#) » : vous êtes libre de le reproduire, de le distribuer et de le communiquer au public à condition d'en mentionner le nom de l'auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ni l'utiliser à des fins commerciales

Université Lumière Lyon 2

École doctorale ED 483

Sciences sociales

**Au seuil du tournant  
modernisateur : les acteurs de  
la JAC/F dans le Jura de 1925  
à 1940**

Par Claire BAILLY ALEMU

Thèse de doctorat en Histoire

Sous la direction de Jean-Luc MAYAUD

Présentée et soutenue publiquement le

Composition du jury :

-  
-  
-  
-  
-



*À Izel, à Sacha...*



# Sigles

## Sigles et abréviations :

### Archives :

ADJ : archives départementales du Jura

AM : archives municipales

ADDSC : archives diocésaines du diocèse de Saint-Claude

*JJ : Jeunes du Jura*

*JA : La jeunesse agricole*

*JAF : La jeunesse agricole féminine*

SRDSC : La Semaine religieuse du diocèse de Saint-Claude

### Organisations :

AC : Action catholique

ACA : Assemblée des Cardinaux et Archevêques

ACS : Action catholique spécialisée

ACE : Action catholique des enfants

ACJF : Association catholique de la jeunesse française

AF : Action française

ALP : Action libérale populaire

CERCA : Centre d'enseignement rural par correspondance d'Angers

CFTC : Confédération française des travailleurs chrétiens

CGA : Confédération générale de l'agriculture

CGT : Confédération générale du travail

CMR : Chrétiens en monde rural

CNJA : Cercle national des jeunes agriculteurs / Centre national des jeunes agriculteurs

CUMA : Coopérative d'utilisation de matériel agricole

FDSEA : Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles

FNC : Fédération nationale catholique



FNSEA : Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles

JAC/F : Jeunesse agricole catholique / féminine

JAV : Jeunesse agricole des Vaillantes

JOC/F : Jeunesse ouvrière chrétienne / féminine

LAC : Ligue agricole catholique

LFF : Ligue des femmes française

LPDF : Ligue patriotique des Françaises

LSA : Ligue sociale des acheteurs

MFR : Mouvement familial rural

MRJC : Mouvement rural des jeunesses chrétiennes

MRP : Mouvement républicain populaire

SAF : Société des agriculteurs de France

SFIO : Section française de l'Internationale ouvrière

UNR : Union pour la nouvelle République

UCFA : Union catholique de la France agricole

UNVF : Union nationale pour le vote des femmes

UFSF : Union française pour le suffrage des femmes

**Autres :**

EAC : Enseignements agricoles par correspondance

JR : Journée rurale

GRACS : Groupe de recherche sur l'Action catholique spécialisée

SR : Semaine rurale

# Remerciements

Le point de départ de cette recherche reste le cours d'histoire rurale de licence 3 de l'université Lumière. Jean-Luc Mayaud et Claude-Isabelle Brelot sont sans conteste ceux à qui j'adresse mes plus vifs remerciements, tant pour m'avoir initiée au métier d'historien que pour m'avoir révélé que le « rural » pouvait être un objet d'étude auquel appliquer une méthode d'analyse rigoureuse et fine. Sans la confiance accordée par Jean-Luc Mayaud et la bienveillance et le soutien indéfectible de Claude-Isabelle Brelot, ce projet n'aurait sans doute jamais vu le jour.

C'est en second lieu toute l'équipe du laboratoire d'étude rurale que je souhaite remercier. Les cours d'Édouard Lynch et de Pierre Cornu, leurs conseils avisés, leur regard critique et leur soutien sincère, m'ont permis d'avancer et de dépasser les difficultés d'un travail qui a pu s'inscrire dans une dynamique collective et notamment de réflexion autour de l'agrarisme et du développement rural. L'équipe d'enseignants-chercheurs et les doctorants du laboratoire, tant géographes que sociologues et historiens m'ont offert une ouverture à la transdisciplinarité et les moyens de renouveler mes questionnements et ma méthodologie. Les réflexions nourries et le soutien amical de Claudia Chang et d'Aurore Navarro m'ont accompagné dès mes débuts alors qu'Anne-Line Brosse, Lucile Peytavin, Lisalou Martone, Perrine Vandembroucke, Pierre-Marie Georges, Gilles Della Vedova, Gaëlle Charcosset n'ont cessé d'alimenter mes hypothèses.

Ce sont d'abord et avant tout ces dynamiques collectives qui génèrent émulation et évolution. Le GRACS fut pour moi le lieu par excellence d'une exploration intellectuelle qui a laissé la part belle à la fraternité : qu'Anthony Favier et Briec Guinard soient ici sincèrement remerciés pour cette belle aventure humaine.

Je veux aussi exprimer ma profonde gratitude à Monsieur Claude Bosc, qui m'a été d'un grand secours à de nombreuses reprises dans mes recherches aux archives diocésaines ainsi qu'à Patricia Guyard aux archives départementales du Jura. Un grand merci aussi à tous ceux qui m'ont permis en Master 1 et Master 2 d'ajouter l'option humaine à mon travail, à tous ces anciens militants et militantes qui m'ont chaleureusement accueillie dans leur foyer, qui ont répondu à mes questionnaires écrits, qui m'ont prêté leurs documents personnels. Bien que je n'aie que très peu mobilisé leurs ressources dans ce travail de thèse, chronologie oblige, ils restent la mémoire vivante qui encourage à collecter, à creuser et à donner de la chair au passé.

Rémy Gaudillier et Simon Girardet sont ici à remercier tant pour leur soutien et leurs encouragements que pour les divers cartons d'archives qu'ils ont aimablement mis à ma disposition.

Et puisque la vie d'une doctorante est loin de se résumer entièrement à sa thèse, je tiens à remercier les collègues enseignants-chercheurs et les doctorants qui m'ont accompagnée pendant toutes mes années d'enseignement à Lyon 2 au premier lieu desquels Didier Renard qui m'a fourni une nourriture intellectuelle suffisamment dense et éclairante pour prendre du recul sur mon sujet de recherche et pour révéler mon intérêt pour la pédagogie.

Je remercie également de tout cœur les personnes extérieures au mouvement et au monde universitaire qui m'ont apporté un soutien moral et affectif indéniable, et qui parfois, ont concouru à la réalisation de mon travail: Anne-Cécile pour sa maîtrise de la cartographie, ses conseils avisés et ses exigences bienveillantes ; Geoffroy pour sa patience et son aide dans des fonds d'archives particulièrement étranges ; Valléry pour ses relectures acérées et éclairées ; Mattieu, Boris, Émilie, Sylvain et mes parents qui ont été attentifs à mon travail et qui ont fait preuve d'une extrême tolérance et compréhension dans les moments difficiles.

Enfin, je remercie tout particulièrement Surafel, qui par sa maîtrise de l'informatique, ses remarques, ses conseils et son appui inconditionnel indépendamment des circonstances a permis la réalisation de ce travail.

# Table des matières

Sigles .....	5
Remerciements .....	7
<b>Introduction .....</b>	<b>15</b>
<b>Définition du sujet .....</b>	<b>15</b>
<b>Historiographie .....</b>	<b>21</b>
Une Église en mission : Action catholique et mouvements de jeunesse .....	21
Le développement rural au XX <sup>e</sup> siècle : un état de la question biaisé ?.....	33
Quels acteurs du rural ?.....	57
La JAC.....	67
<b>Pour une contribution à une histoire sociale du militantisme catholique .....</b>	<b>96</b>
<b>Première partie : Faire surgir la JAC/F des organisations de jeunesse : héritages, conflits, enjeux (1919-1933).....</b>	<b>99</b>
<b>Chapitre 1 : La genèse de la JAC jurassienne : entre continuités sociales et renouveau apostolique.....</b>	<b>105</b>
I La JAC : mouvement d'Action catholique.....	106
1) L'Action catholique : enjeux d'une définition .....	109
2) De l'apostolat des laïcs à l'apostolat du « semblable ».....	119
3) Dynamiques jurassiennes d'Action catholique.....	125
a. Les jeunes du Jura .....	126
b. L'ACJF .....	128
c. Le Sillon .....	130
II Détourner les jeunes catholiques de l'action civique ? aux origines des premiers groupes de JC/JAC.....	137
1) La voie du milieu ? À gauche le Cartel, à droite la FNC.....	138
a. Une jeunesse en ordre de bataille contre les réminiscences de l'anticléricalisme	138
b. Assimilation, tensions et séparation entre Fédération nationale catholique jurassienne et Union diocésaine. ....	143
c. Un intérêt précaire pour les Ligues .....	150
2) Le passage de la Jeunesse catholique à la Jeunesse agricole catholique : filiations, permanences et échecs. ....	153

a.	Vers la spécialisation des groupes de Jeunesse catholique.....	154
b.	La greffe de la JAC sur les groupes préexistants .....	156
III	La double mission de la JAC : sortir l'Église et le rural de la « crise ».....	163
1)	Rencontre entre « crise catholique » et « crise agricole ».....	163
2)	Dynamiques de la formation professionnelle à la JAC avant-guerre : EAC et JAC, enjeux d'une complémentarité.....	175
3)	117 eacistes face à la JAC.....	185

**Chapitre 2 : Les Œuvres féminines dans le diocèse de Saint-Claude : un moyen de faire perdurer l'encadrement nobiliaire ?..... 199**

I	Émergence et structuration des Vaillantes du Jura.....	200
1)	La création des Vaillantes du Jura : le fruit d'un contexte politique .....	200
2)	L'impulsion décisive du directeur des Œuvres ?.....	203
3)	La spécialisation : entre intuitions locales et directives nationales.....	209
a.	L'inspiration jociste .....	209
b.	Les Semaines rurales .....	211
c.	Les Enseignements féminins par correspondance .....	212
d.	La JAV .....	215
II	Des dirigeantes issues des grandes familles du syndicalisme agricole .....	219
1)	Les trois grandes familles du syndicalisme agricole jurassien : Bouvet/Milcent/Froissard.....	220
a.	D'Alfred Bouvet à Suzanne Ponsar : le paternalisme industriel.....	221
b.	Entre prédication et enseignement : l'apostolat libéral et social des Milcent.....	224
c.	Le patronage châtelain de la famille de Froissard façon Villeneuve-Bargemont.....	230
2)	Les familles périphériques : Monnier, Picot d'Aligny, De Vaulchier puis de Longeville et de Broissia.....	233
a.	L'utopie catholique de Baudin .....	233
b.	Entre la baïonnette et la plume : Les Vaulchier du Deschaux .....	235
c.	La famille d'Aligny : légitimer une ascendance sociale par le droit ?.....	237
d.	Froissard-Broissia : des stratégies matrimoniales qui payent .....	238
e.	Un patronage qui reste local : la famille de Longeville.....	240
III	Constitution, transmission et adaptation d'un projet de régénération sociale .....	242
1)	Entre évergétisme et clientélisme .....	242
2)	Le ciment fondateur : le catholicisme social.....	245
3)	Les femmes au cœur de la transmission et de la perpétuation du projet social catholique ? .....	249
IV	Les mouvements catholiques féminins : un État dans l'État ? .....	252
1)	La création d'un champ d'action propre aux femmes.....	253

2) Conflits et tensions autour de l'encadrement des jeunes filles.....	262
<b>Deuxième partie : Construire et implanter le mouvement (1931-1940).....</b>	<b>279</b>
<b>Chapitre 3 : De la JAV à la JACF : implantation et structuration des mouvements de jeunesse catholique féminins dans le Jura des années 1930.....</b>	<b>283</b>
I Articulations entre Vaillantes, JAV et JACF.....	284
1) Les Vaillantes du Jura : un maillage dense sur le territoire jurassien.....	284
2) L'élan donné par la spécialisation en Jeunesse agricole des Vaillantes (JAV) ...	288
3) Mutations des groupes vers la JACF .....	292
II Modalités, réussites et échecs de l'affiliation .....	296
1) Se constituer en section jaciste .....	296
2) L'échec de l'affiliation .....	302
III Structurer et densifier le maillage jaciste.....	312
1) Des sections chapeautées par une secrétaire diocésaine .....	313
2) La formation des centres de militantes : dégager une élite endogène au mouvement.....	320
<b>Chapitre 4 : « Par elles, pour elles, entre elles » ? Fonctionnement et articulations dans la JACF.....</b>	<b>327</b>
I Perpétuation dans l'encadrement (1935-1937).....	328
1) Assurer la transition avec les « dames d'Œuvres ».....	329
2) Des responsables locales issues des rangs des Vaillantes.....	334
II Enjeux et stratégie d'un changement de direction (1937-1938).....	338
1) Le triumvirat à la tête de la JACF jurassienne .....	339
2) Les coulisses de la démission de la secrétaire diocésaine.....	341
3) Ambiguïtés autour de la nomination de la nouvelle responsable fédérale.....	345
III Les nouvelles responsables formées par la JACF : un rôle de médiatrice .....	348
1) Profils des nouvelles recrues du comité diocésain .....	348
2) La seconde génération de responsables diocésaines .....	354
IV Évolutions du recrutement à la JACF : responsables locales, militantes et sympathisantes .....	363
1) Quels recrutements pour quels objectifs ?.....	363
2) Les sections de militantes : des micro-sociétés traditionnelles ? .....	370
3) Plasne : entre reproduction sociale et formation des militantes.....	375

<b>Chapitre 5 : L'évolution des militants au sein de la JAC .....</b>	<b>381</b>
I Un fonctionnement pyramidal .....	382
1) Développement et structuration du mouvement.....	382
2) Les premiers dirigeants de la JAC jurassienne.....	385
II Origines des responsables fédéraux .....	388
1) Un bureau fédéral dominé par des fils de l'élite agricole locale .....	389
2) Structures et ancrages familiaux .....	395
III Devenirs militants : entre exemplarités des parcours et désengagements .....	404
1) Carrières des jacistes dans les années 1930 .....	404
2) Rester à la terre ?.....	408
3) Devenirs post-JAC de quelques responsables.....	410
IV Pierre Butin : origine et parcours d'un agriculteur militant.....	418
1) Des Roche aux Butin : transmissions sociales dans une famille de l'élite agricole lavignoise .....	419
2) L'évolution d'une exploitation familiale en polyculture des années 1930 aux années 1960.....	422
3) Pierre Butin entre héritages, conquêtes et désengagement. ....	424
 <b>Troisième partie : Prétendre, paraître et être : l'idéal jaciste en question.....</b>	 <b>437</b>

**Chapitre 6 : Didactiques apostoliques et métamorphoses du rapport au religieux chez les militants de la JAC/F .....** 443

I Quelles appropriations de la parole religieuse ?.....	445
1) Vulgariser l'Action catholique et former des « militants » .....	445
2) Retraites et recollections : réinvestir une formation traditionnelle ? .....	450
3) Multiplicité des pratiques du commentaire d'Évangile.....	453
4) Prière et chants : exaltation collective du sentiment religieux .....	456
II Agir en chrétien ou diffuser les préceptes de l'Évangile au quotidien.....	459
1) Le devoir d'exemplarité .....	459
2) Moraliser les filles, missionner les garçons : des attributions religieuses genrées ?	462
III À la JACF : une foi à « deux vitesses » ? .....	468
1) Le rôle et la nature de la femme au prisme de l'analyse des attributions au sein de la JACF.....	468
2) L'éclairage offert par les correspondances .....	473
3) Les évolutions des rapports des jacistines au religieux.....	478

<b>Chapitre 7 : Le rôle social attribué au militant : discours, pratiques et possibles .....</b>	<b>485</b>
I Conquérir le social.....	486
1) Former des chefs .....	486
2) Former l'agriculteur modèle.....	496
3) Chef d'exploitation, chef de famille : de l'exemplarité dans la sphère privée...	508
II Discours prescriptif et discours sur soi à la JACF .....	515
1) L'idéal de la militante jaciste.....	516
2) Les enquêtes : un moyen de prise en compte du quotidien et de la parole des militantes ? .....	518
3) Ajustements vers la formation agricole.....	524
4) Une insertion des jeunes filles dans la sphère publique par la pratique militante ? .....	530
a. Un espace de discussion libre ? .....	531
b. Une mise à distance des codes de la correspondance ?.....	533
c. Les déplacements.....	536
d. L'activité de propagande .....	539
<b>Chapitre 8 : Christianiser l'agrarisme ?.....</b>	<b>547</b>
I « Catholiques parce que paysans? » : le travail de l'Église sur les symboliques identitaires.....	548
1) Le constat d'un mépris envers les paysans qui reste fondateur dans l'engagement jaciste.....	548
2) La noblesse du travail paysan.....	554
3) De la nécessaire unité du rural .....	557
II Didactiques d'un renforcement du sentiment religieux par la requalification du travail agricole : les pratiques religieuses liées à l'agricole.....	561
1) Une liturgie empaysannée .....	561
2) Célébrer dans la joie la fierté paysanne.....	567
<b>Conclusion.....</b>	<b>581</b>
<b>Sources et méthodes pour une histoire de la JAC .....</b>	<b>593</b>
I « Faire son miel de toute fleur » .....	593
II Jeux d'échelles : du groupe à l'individu, du global au local. Discours de la méthode	600
III Présentation frontale des corpus .....	609
<b>État des sources .....</b>	<b>617</b>
<b>Bibliographie.....</b>	<b>688</b>



**Annexes ..... 730**

# Introduction

## Définition du sujet

Sujet favori des ruralistes depuis plus de 50 ans, la JAC apparaît comme terrain d'étude par excellence pour des sciences humaines qui cherchent à comprendre les mécanismes d'une mobilisation collective imposante voire dominante et d'une organisation sociale endogène au milieu rural. La JAC concentre en effet le fantasme de la compréhension du passage de l'archaïsme à la modernité ainsi que celui d'une classe « en soi » à une classe « pour soi » pour reprendre la terminologie marxiste qui voyait la paysannerie comme un sac de pommes de terre incapable de prendre en charge sa destinée. Pour autant et à première vue, rien ne destinait ce mouvement d'Église à devenir le fer de lance de la modernité rurale ni même l'objet passionné et disputé d'un champ d'étude qui aurait pu disparaître avec « la fin des paysans ». Mouvement d'Action catholique spécialisée, la JAC, branche de l'Association Catholique de la Jeunesse Française (ACJF), naît officiellement le 17 mars 1929. Si la chronique de sa naissance dépend grandement des contextes locaux et notamment diocésains, il convient néanmoins d'en brosser l'histoire à grands traits en guise de première approche.

Dès le congrès de l'ACJF de 1898 à Besançon le baron Georges de Montenach pose la question de l'apostolat spécialisé. Mais il faut attendre 1925 avec la création de la Jeunesse ouvrière chrétienne belge autour de l'abbé Cardjin pour qu'elle soit portée à l'ordre du jour en France. Si l'ACJF avait été créée pour permettre aux jeunes laïcs de prendre part en tant que chrétiens à la société civile, l'objectif de la JOC est d'ajouter une dimension apostolique énergique qui s'exercerait dans un milieu considéré comme paganisé. Le mouvement se situe donc dès le début dans le cadre de l'Action catholique telle qu'elle est définie par Pie XI. Plus encore, comme le souligne François Leprieur : « De toute évidence, la JOC réalise ce qui se cherche dans l'ACJF, c'est-à-dire une pastorale militante spécialisée, prenant en compte, par conséquent, les besoins d'un milieu social donné, sans faire exception des personnes<sup>1</sup> ». Pie XI donne toute sa légitimité à cette action spécialisée avec l'encyclique *Quadragesimo Anno* du 15 mai 1931 en soulignant que « les premiers apôtres, les apôtres immédiats des ouvriers, seront

---

<sup>1</sup> CONQ Jean, GUILLOTEAU Charles-Henri, LEPRIEUR François, VILBOUX Bernard, *JAC/MRJC. Origines et mutations*, Paris, Editions de la Chronique sociale, 1996. p. 27.

des ouvriers, les apôtres du monde industriel et commerçant seront des industriels et des commerçants ». Cette innovation se justifie par la conception organique de la société que défend l'Église : en effet, malgré l'unité requise pour les mouvements d'Action catholique, la principale revendication de l'Église depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle reste la restauration des corps intermédiaires dont la Révolution a fait table rase<sup>2</sup> afin de ne pas laisser l'individu seul face à l'État. En France la JOC est créée en 1927 en dehors de l'ACJF mais elle se rattache rapidement à cette organisation afin de se doter d'un cadre plus officiel et ne pas faire concurrence aux équipes ouvrières du mouvement. En effet, cette dernière s'est dotée de différentes sections dans les années 1920 dont une « section agraire » qui laisse la place à une « commission rurale » en 1928. Le seul membre de la commission, Jacques Ferté<sup>3</sup>, est un agriculteur qui travaille en étroite collaboration avec l'Union catholique de la France agricole (UCFA), son aumônier le père Alfred Foreau et avec les pères Noël Drogat et Maurice de Ganay, jésuites et membres de l'Action populaire<sup>4</sup>. À ce réseau se greffent ceux des Enseignements agricoles par correspondance (EAC)<sup>5</sup> qui ont pour objectif de pallier le manque de formation des jeunes ruraux en matière d'agriculture afin de leur permettre de rester à la terre et ceux des Semaines rurales qui visent à la formation de cadres pour le milieu<sup>6</sup>. L'impulsion donnée par la création de la JOC est ainsi décisive et à partir de 1927 les jonctions entre ces divers organismes convergent vers une interrogation commune à savoir si « les campagnes de France n'ont-elles donc pas besoin, elles aussi, d'apôtres ? La paysannerie de France ne peut-elle pas, elle aussi, être sauvée par des paysans, comme la classe ouvrière l'est par les meilleurs de ses fils?<sup>7</sup> ». Alors que depuis 1927, la Lorraine avait créé au sein de l'ACJF fédérale une Jeunesse agricole catholique, Jacques Ferté, ébloui par cette expérience invite son président Robert Gravier à en rendre compte à Paris. Tout est donc en place avec la théorie de la JOC, les réseaux des organisations de formation agricole et le modèle pratique de la Lorraine pour que l'ACJF décide, le 17 mars 1929, de créer en son sein une branche spécialisée d'Action catholique en milieu rural : la Jeunesse agricole catholique. Dès cette date, la commission rurale de l'ACJF prévoit la création d'un bulletin spécifique à l'Action catholique rurale et la création d'un secrétariat

---

<sup>2</sup> Avec la loi Le Chapelier du 14 juin 1791 qui proscrit toute organisation et notamment les corporations de métiers ainsi que les rassemblements ouvriers et paysans et le compagnonnage.

<sup>3</sup> Voir à son sujet : CHOLVY Gérard, « L'homme et la femme d'œuvre », dans DURIEZ Bruno (dir.) Les catholiques dans la République 1905-2005, Paris, Éditions de l'Atelier, 2005, pp. 217-224, p. 221.

<sup>4</sup> L'Action populaire est fondée en 1903 dans le but de diffuser la doctrine sociale de l'Église et d'encourager les mouvements d'Action catholique.

<sup>5</sup> Créés avant la Première guerre mondiale, mais qui se développent surtout dans les années 1920 autour du père Marc Dubruel et de l'école de Purpan.

<sup>6</sup> Créées à Lyon en 1911 surtout sur l'initiative de « La chronique sociale » et de « l'Union des syndicats agricoles du Sud-Est ».

<sup>7</sup> JAC, Manuel de la JAC, Paris, Éditions de la JAC, 1932, p. 5.

spécialisé. Ce bulletin<sup>8</sup> paraît pour la première fois en mai 1929 et annonce la nomination d'un aumônier adjoint pour la branche agricole de l'ACJF, le père Alfred Foreau. Alors que se précisent les réflexions sur la rédaction d'un manuel de la JAC autour du père Noël Drogat, la décision est prise de lancer un journal de masse dès novembre 1929. Ainsi paraît *La jeunesse agricole* en mars 1930 alors que le *Manuel de la JAC* est prêt pour juin de la même année.

L'organisation jaciste commence à se distinguer en utilisant des noms d'échelons distincts de ceux de l'ACJF: la cellule de base est la section, l'intermédiaire la fédération diocésaine et enfin, l'échelon supérieur, la fédération nationale. Robert Gravier nommé président fin 1930 est épaulé par le père Alfred Foreau. En 1933, la JAC revendique déjà 500 sections réparties dans 65 diocèses avec 6000 cotisants. Le journal *La jeunesse agricole*, perçu par ses fondateurs comme le principal instrument du mouvement tant du point de vue conquête que formation, tire fin 1930 à quelques 6000 exemplaires avant de toucher plus de 24 000 lecteurs quatre ans plus tard. C'est justement en 1934 que paraît un numéro spécial de *La jeunesse agricole*, qui fait pour la première fois un état des lieux précis du mouvement en publiant la carte de France des fédérations diocésaines et le nombre d'adhérents de ses fédérations<sup>9</sup>. Au premier août le mouvement déclare ainsi compter 615 sections dans 67 diocèses regroupant plus de 7000 cotisants. Ce numéro spécial revient aussi sur la théorie du mouvement avec de nombreux articles touchant à toutes les sphères d'action de la JAC. Le premier congrès national de la JAC doit se dérouler à Tours, près du tombeau de saint Martin, l'apôtre des campagnes, du 7 au 9 septembre 1935. Ce congrès attire plus de 3000 jeunes venus de toute la France et produit, par sa préparation à l'échelle de chaque fédération, un nouvel élan. Il permet aux différentes fédérations de percevoir la réalité d'un mouvement, de leur donner confiance et espoir et surtout de les inciter à continuer leurs conquêtes. Ainsi la JAC progresse lentement mais sûrement entre 1935 et 1939, date à laquelle se tient la fête de son dixième anniversaire, rassemblant au Vel d'Hiv, à Paris plus de 25 000 participants<sup>10</sup>. Le secrétariat général compte cinq responsables, avec à leur tête, Pierre Lemasson, secrétaire général alors que plus de 1600 sections<sup>11</sup> voient le jour en France.

Du côté féminin, c'est aussi en Lorraine que se développent les premiers mouvements d'Action catholique rurale féminins avec les Semeuses de Lorraine, elles-mêmes issues de

---

<sup>8</sup> Bulletin des jeunes agriculteurs catholiques.

<sup>9</sup> *La jeunesse agricole*, numéro spécial, 15 septembre 1934 Annexe A-5

<sup>10</sup> *La jeunesse agricole*, 1ère quinzaine de mai 1939, n° 158.

<sup>11</sup> ADJ 4K5 : le document d'affiliation de la section de Rahon, daté du 20 juillet 1939 indique qu'elle est la 1662e section à s'être constituée.

l'association de la protection de la jeune fille. En 1927 donc, alors que les Semeuses se constituent et participent à leurs premières Semaines rurales, les EAC leur sont aussi ouverts. Cependant l'élan lorrain est freiné par la présence de la Ligue patriotique française<sup>12</sup>, association catholique de jeunes filles implantée dans toute la France, dont le milieu rural, et touchant près d'un million et demi de femmes. Mais la Ligue qui n'a pas d'autres objectifs que la rechristianisation des jeunes avec une méthode un peu confuse laisse rapidement la place à l'organisation jaciste. En effet, les débats sur la création de la JACF mettent en concurrence la JAC et la Ligue, l'implantation de cette dernière risquant de nuire au développement d'un mouvement féminin de la JAC indépendant. Après de nombreuses tractations entre le père Alfred Foreau et mademoiselle de Rostu, présidente de la Ligue, celle-ci accepte finalement, lors de la réunion du 10 mai 1933, de laisser la JACF se développer de manière autonome. Cette réunion fondatrice qui réunit le père Alfred Foreau, les Semeuses de Lorraine, des directrices d'établissements ménagers, les représentantes de la Ligue et d'autres personnalités du milieu apostolique féminin, est reconnue en juin par l'Assemblée des cardinaux et archevêques (ACA) donnant ainsi une existence officielle à la JACF. Un journal se développe ainsi : *La jeunesse agricole féminine* et le père jésuite Albert Achard est nommé aumônier national pour le mouvement et le congrès-pèlerinage national de 1938 à Lourdes rassemble 12 000 jeunes filles<sup>13</sup>.

La JACF a été créée sur les mêmes constats que son homologue masculin : « la terre se meurt » et la France se déchristianise. La paysannerie décline tant du point de vue matériel que symbolique et la déchristianisation des campagnes en serait la cause. La JAC est donc la réponse à ce qui est perçu comme une « dégénérescence » due à la modernité. Par son action apostolique elle rendrait sa vertu à la paysannerie, ce qui, ajouté à la revitalisation du milieu agricole en lui fournissant une nouvelle élite compétente, permettrait à la « civilisation » paysanne de se préserver. La crise est donc autant perçue au niveau moral que matériel, le premier déterminant le second, du moins dans sa justification théorique. La JAC et la JACF qui ont donc pour objectif commun et affiché « la christianisation de la famille paysanne <sup>14</sup>», possèdent les mêmes méthodes de travail, le même type d'organisation et la même spécialisation agricole. En effet, si la JAC voulait rechristianiser la campagne, elle devait s'appuyer aussi sur une organisation

---

<sup>12</sup> CONQ Jean, GUILLOTEAU Charles-Henri, LEPRIEUR François, VILBOUX Bernard, *JAC/MRJC. Origines et mutations*, op cité. p. 104.

<sup>13</sup> DURUPT Marie Joséphe: « Les mouvements d'Action catholique, facteurs d'évolution du milieu rural », thèse de science politique sous la direction de René Rémond, IEP de Paris, 1963, p. 6.

<sup>14</sup> « La JACF, 13 mai 1932, note de 2 pages dactylographiées, sans auteur mais vraisemblablement de la main du père Foreau », cité par LEPRIEUR François, *JAC/MRJC Origines...*, op. cité, p. 111.

féminine qui puisse agir dans le même sens car « le problème de la terre est d'abord un problème féminin<sup>15</sup> » si l'on considère que sans femmes animées d'un désir de rester aux champs, les hommes ne pourraient plus fonder de famille ; il s'agit donc de préserver le tissu rural. Entre volonté de préservation d'un « monde catholique » dans le contexte de la sécularisation par la restauration de la « civilisation paysanne » et renouvellement symbolique et social du milieu agricole autour de l'émergence de nouvelles élites compétentes, les objectifs initiaux du mouvement paraissent ainsi paradoxaux.

Cette brève présentation, avant tout institutionnelle, n'élucide en rien tant les enjeux de la fondation du mouvement ainsi que sa pérennisation dans le paysage rural du XX<sup>e</sup> siècle. Et si deux problématiques s'imposent d'emblée, à savoir celle de l'articulation entre militantisme catholique et militantisme rural, entre apostolat et agrarisme et celle de l'éventuelle conciliation avec une « modernité » qu'il reste à définir, d'autres ont émergé au fil des lectures et des découvertes archivistiques. Ces dernières ont par ailleurs contribué à redéfinir notre sujet de recherche et notamment sa périodisation. En effet, nous projetions à l'origine de travailler sur le processus de « modernisation agricole », défini comme « révolution silencieuse » par Michel Debatisse. En ambitionnant d'élucider la part que la JAC et ses acteurs auraient pris aux transformations rapides et profondes qui ont touché le milieu agricole français pendant les quatre décennies qui ont suivi la Libération, nous pensions interroger tant le processus qui aurait pu conduire une grande partie des populations rurales à l'adhésion au projet modernisateur qu'élucider le rôle que l'Église aurait pu jouer et qui en retour aurait influé sur son rapport et son investissement au monde. Ces questionnements restent de vigueur dès le moment où le processus de développement et de structuration du mouvement parvient à mobiliser sans doute près de 200 000 jeunes ruraux<sup>16</sup> à la veille de la guerre et près de 500 000 dans les années 1950<sup>17</sup>. Ils sont néanmoins altérés par le fait qu'une périodisation plus réduite conduit à ne questionner que le seuil du tournant modernisateur et qu'ils n'ambitionnent pas de rendre compte de l'effectivité du rôle que la JAC a pu directement jouer dans ce qu'une partie de la

---

<sup>15</sup> CONQ Jean, GUILLOTEAU Charles-Henri, LEPRIEUR François, VILBOUX Bernard, *JAC/MRJC. Origines et mutations*, op cité., p. 97.

<sup>16</sup> Ce chiffre qui reste approximatif, se fonde sur l'existence en 1938 de près de 87 fédérations diocésaines et en 1940 de 1600 sections masculines et sans doute autant de sections féminines (puisqu'en 1942, Etival-les-Crozet qui demande son affiliation est considérée comme la 1898<sup>ème</sup> section JACF) qui doivent compter chacune plus de 10 militants et mobiliser près du triple de jeunes à l'image du Jura qui compte près de 800 militants et plus de 2500 sympathisants JAC et JACF confondus. La mobilisation nationale de 12 000 jeunes filles en 1938 et de 25 000 jeunes hommes en 1939 peut également rendre compte de cet engouement.

<sup>17</sup> Les congrès diocésains du 25<sup>ème</sup> anniversaire de la JAC et ceux de 1960 étudiés par Marie-Josèphe Durupt rassemblent près de 500 000 jeunes sur toute la France; DURUPT Marie-Josèphe..., op citée, p. 6.

littérature scientifique considère encore comme le cœur même du processus. D'autres questionnements prennent appui sur un état de la question qui, s'il reste guidé par celui concernant la JAC/F, puise également ses racines dans l'histoire religieuse et dans l'histoire rurale et notamment dans celle de leurs acteurs et de leurs mobilisations.

# Historiographie

## Une Église en mission : Action catholique et mouvements de jeunesse

Dans le contexte de sécularisation de la société française qui débute au XIX<sup>e</sup> siècle, nombreux sont les historiens qui se sont interrogés sur les positionnements de l'Église catholique et les stratégies qu'elle a pu déployer afin de remédier au processus à la faveur de problématiques concernant son adaptation et son éventuelle « modernisation ».

La matrice de l'intransigeantisme a ainsi été définie par Émile Poulat<sup>18</sup> alors que l'un de ses avatars, le catholicisme social, a fait l'objet de nombreuses études dont Jean-Marie Mayeur<sup>19</sup>, Yvon Tranvouez<sup>20</sup> et Yves-Marie Hilaire, restent les plus fervents scrutateurs<sup>21</sup>. Catholicisme libéral et démocratie chrétienne<sup>22</sup> ont pu peiner à trouver leurs historiens d'autant plus que le courant semble s'être dissous après la condamnation du Sillon et dans le ralliement des catholiques à la République dans la première partie du XX<sup>e</sup> siècle. Alors que Roger Aubert et Adrien Dansette<sup>23</sup> étudient les conséquences induites par les métaphores de l'apostolat et de la pastorale, Etienne Fouilloux et Denis Pelletier pensent « la crise catholique » et les diverses recompositions du catholicisme de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle<sup>24</sup>. Si ces cadres théoriques permettent d'interroger les mutations des réflexions de l'Église et révéler son adaptation

---

<sup>18</sup> POULAT Émile, *Intégrisme et catholicisme intégral, un réseau secret international antimoderniste : La "Sapinière," 1909-1921*, Paris, Éditions Casterman, 1969 ; *Église contre Bourgeoisie — Introduction au devenir du catholicisme actuel*, Tournai, Éditions Casterman, 1977.

<sup>19</sup> Dans un article qui fait référence, Jean-Marie Mayeur a ainsi défini les distinctions entre les diverses pensées du catholicisme : MAYEUR Jean-Marie, « Catholicisme intransigeant, catholicisme social, démocratie chrétienne », *Annales Économies, Sociétés, Civilisation*, n° 2, 1972, pp. 483-499.

<sup>20</sup> TRANVOUEZ Yvon, *Catholiques d'abord. Approches du mouvement catholique en France (XIX<sup>ème</sup> – XX<sup>ème</sup> siècles)*, Paris, Les Éditions Ouvrières, « Églises/Sociétés », 1988.

<sup>21</sup> Citons également les premiers travaux sur le sujet : DUROSELLE Jean-Baptiste, *Les débuts du catholicisme social en France (1822-1870)*, Presses Universitaires de France, Bibliothèque de la Science politique, Paris, 1951 ; ROLLET, Henri, *L'action sociale des Catholiques en France (1871-1901)*, Paris, Éditions Vrin, 1948.

<sup>22</sup> MAYEUR Jean-Marie, *Des partis catholiques à la démocratie chrétienne XIX<sup>ème</sup> XX<sup>ème</sup>*, Colin, Paris, 1980. MAYEUR Jean-Marie, *Catholicisme social et démocratie chrétienne : principes romains, expériences françaises*, Paris, Éditions du Cerf, 1986.

<sup>23</sup> DANSETTE Adrien, *Destin du catholicisme français 1926-1956*, Paris, Éditions Flammarion, 1957.

<sup>24</sup> FOUILLOUX Etienne, *Une Église en quête de liberté. La pensée catholique française entre le modernisme et Vatican II, 1914-1962*, Paris, Desclée de Brouwer, 1998 ; FOUILLOUX Etienne, *Les chrétiens français entre crise et Libération, 1937-1947*, Paris, Éditions du Seuil, 1997. DURIEZ Bruno, FOUILLOUX Etienne; PELLETIER Denis, VIET-DEPAULE Nathalie (dir), *Les catholiques dans la République : 1905-2005*, Paris, les Éditions de l'Atelier, 2005 ; PELLETIER Denis, *La crise catholique. Religion, société, politique en France (1965-1978)*, Paris, Payot, 2002. TRANVOUEZ Yvon, *Catholiques et communistes. La crise du progressisme chrétien 1950-1955*, Éditions du Cerf, 2000.



croissante au monde qui l'entoure, des études plus circonscrites, notamment sur les mouvements d'Action catholique et les laïcs comme acteurs de l'Église, constituent le cœur de nos ressources en ce qu'elles permettent de croiser histoire sociale et histoire religieuse et d'approcher au plus près la réalité des changements vécus et éprouvés par les populations catholiques.

Les laïcs ont toujours eu une place importante dans l'Église mais celle-ci s'accroît considérablement au XX<sup>e</sup> siècle alors que l'Église cherche à se positionner face à l'émergence de la modernité politique issue de la Révolution française. Ils sont en effet perçus par l'institution comme pouvant être le fer de lance de l'instauration d'une contre-société catholique, dans une optique d'abord défensive, puis vers la fin du siècle et le pontificat de Léon XIII, offensive. Cette place accordée aux laïcs fait qu'ils constituent l'un des objets de recherche les plus attractifs pour les chercheurs en histoire religieuse au XX<sup>e</sup> siècle. C'est notamment autour d'études sur l'Action catholique puis l'Action catholique spécialisée dans le cadre de laquelle s'inscrit la JAC que leur rôle est mis au jour.

Si la majorité des auteurs restent prudents et n'emploient le terme « Action catholique » que pour désigner les mouvements qui se formalisent sous l'impulsion de Léon XIII et de son encyclique *Rerum Novarum* dans laquelle il enjoint les laïcs à s'engager pleinement dans la société, les Œuvres antérieures sont qualifiées sous le vocable de « mouvements catholiques »<sup>25</sup>. À partir du dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle et de l'impulsion du magistère, les mouvements sont donc désignés comme se rattachant tantôt à une « première Action catholique »<sup>26</sup>, tantôt une « Action catholique générale »<sup>27</sup>. Si tous ne s'entendent pas exactement sur ce qu'elle recouvre, certains s'en tenant à une définition de l'opportunité offerte aux laïcs de se former pour s'investir dans la cité sur des questions sociales ou politiques, d'autres élargissant le champ à tous les mouvements catholiques ayant une activité sociale ou de défense religieuse<sup>28</sup>, nous prenons le parti d'opter pour cette première définition, tant la

---

<sup>25</sup> Elles recouvrent notamment tout le réseau d'Œuvres porté par le clergé et les congrégations religieuses ainsi que les divers mouvements qui ont pu être à l'initiative de laïcs comme la Société Saint-Vincent de Paul ou les Cercles ouvriers d'Albert de Mun. AUBERT Roger, BRULS J, CRUNICAN P-E, TRACY-ELLIS J, *Nouvelle histoire de l'Église : Tome 5, l'Église dans le monde moderne (1848 à nos jours)*, Paris, Éditions du Seuil, 1975, p. 141-142.

<sup>26</sup> CHOLVY Gérard et HILAIRE Yves-Marie, *Histoire religieuse de la France contemporaine*, t. 2, 1880-1930, Toulouse, Éditions Privat, 1986 ; PIERRARD Pierre, *Les laïcs dans l'Église de France. XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Les Éditions Ouvrières, 1988.

<sup>27</sup> Terme repris notamment par Anthony Favier dans sa thèse où il dresse un tableau de l'évolution de la taxinomie et des modèles d'apostolat véhiculés par les différents mouvements au XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles ; FAVIER Anthony, *Égalité, mixité, sexualité : Le genre et l'intime chez de jeunes catholiques de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC-F) dans les années 1968 et au-delà (1954-1987)*, thèse d'histoire sous la direction de Claude Prudhomme, Université Lyon 2, 2015, p. 27.

<sup>28</sup> Alain-René Michel estime ainsi que la première Action catholique « ne se limite pas à la seule activité

spécificité apostolique nous apparaît novatrice et constitue le moteur de l'émergence de l'Action catholique spécialisée dont elle reste le cœur.

Les premiers travaux sur des mouvements d'Action catholique, celui de Charles Molette sur l'ACJF et de Jeanne Caron sur le Sillon, restent marqués par une histoire institutionnelle, où la part belle est faite à l'évolution idéologique et organisationnelle et aux relations avec les autres mouvements et à la hiérarchie ecclésiastique. Si elles restent fortement marquées par leur perspective d'histoire politique et religieuse, elles ne replacent pas encore leur objet d'étude dans une problématique plus globale des changements dans la société française et visent avant tout à poser les jalons d'une connaissance des mouvements. Dans les mêmes années, la thèse de Jean-Marie Mayeur sur l'abbé Jules Lemire<sup>29</sup> offre une nouvelle perspective en éclairant l'histoire du catholicisme par une entrée biographique qui confronte la diversité des discours et des pratiques de l'Église à la société du début du XX<sup>e</sup> siècle et qui rend compte du terreau social qui nourrit le militantisme d'un abbé démocrate<sup>30</sup>.

L'historiographie religieuse qui faisait jusqu'alors des pratiques et des rites le cœur de ses objets s'ouvre de plus en plus, dans les années 1970, à l'étude du peuple des fidèles<sup>31</sup> et notamment aux mouvements associatifs. Les historiens redécouvrent alors pleinement le rôle des laïcs dans l'Église d'autant plus que cette action, qui structure l'organisation des fidèles depuis le début du siècle, est en crise. Alors que Geneviève Poujol<sup>32</sup> s'intéresse à la genèse de l'idée d'éducation populaire en étudiant celle de l'ACJF et que la JOC suscite l'intérêt des chercheurs du milieu ouvrier<sup>33</sup>, c'est surtout sous l'impulsion décisive de Gérard Cholvy que se développent des travaux sur les mouvements de jeunesse, y compris hors du cadre de l'Action

---

apostolique ; toute action sociale ou encore toute activité de défense religieuse sont aussi d'action catholique en ce début de XX<sup>e</sup> siècle et encore dans les années 1920 » ; MICHEL Alain-René, *Catholiques en démocratie*, Paris, Éditions du Cerf, Collection histoire, 2006, p. 138.

<sup>29</sup> MAYEUR Jean-Marie, *Un prêtre démocrate : L'Abbé Lemire 1853-1928*, Paris, Éditions Casterman, Collection Religion et sociétés, 1968.

<sup>30</sup> PELLETIER Denis, « Les pratiques charitables françaises entre « histoire sociale » et « histoire religieuse ». Essai d'historiographie critique », dans PELLETIER Denis et VON BUELTZINGSLOEWEN Isabelle, *La charité en pratique : chrétiens français et allemands sur le terrain social*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, Collection Les mondes germaniques, 1999, pp. 33-47, p. 36.

<sup>31</sup> C'est notamment dans le cadre d'études sur la diversité des formes de pratiques religieuses des français qui prennent pour cadre le diocèse que s'effectue ce renouveau. Citons notamment comme exemple : LANGLOIS Claude, *Le Diocèse de Vannes au XIX<sup>e</sup> siècle, 1800-1830*, Paris, Klincksieck, 1974 ; LAGRÉE Michel, *Mentalités, religion et histoire en Haute-Bretagne au XIX<sup>e</sup> siècle. Le diocèse de Rennes 1815-1848*, Paris, Klincksieck, 1977 ; HILAIRE Yves-Marie, *Une chrétienté au XIX<sup>e</sup> siècle. La vie religieuse des populations du diocèse d'Arras (1840 — 1914)*, Lille, PU Lille III, 1977.

<sup>32</sup> POUJOL, Geneviève, *La dynamique des associations : la genèse de l'Association catholique de la jeunesse française, la Ligue de l'enseignement, les Unions chrétiennes de jeunes gens, 1844-1905*, Paris, Centre d'études sociologiques, 1978.

<sup>33</sup> BEDARIDA François, MAITRON Jean, *Christianisme et monde ouvrier*, Cahiers du « mouvement social », n° 1, Paris, Les Éditions ouvrières, 1975 ; ROUSSEAU André, « L'Action catholique ouvrière », dans *Actes de la recherche en Sciences sociales*, 1982, p. 70-71.

catholique. L'objectif, au-delà de la question du rôle que les laïcs auraient pu jouer dans les mutations de l'Église, est également de comprendre en quoi ces mouvements auraient pu constituer le terreau social d'engagements ultérieurs, notamment sociaux et politiques.

Gérard Cholvy mène ses investigations avant tout dans le cadre de journées d'étude où les rencontres entre chercheurs permettent de générer une réflexion collective et des publications qui restent des références. Ainsi il s'intéresse tout d'abord aux mouvements de jeunesse de l'Action catholique spécialisée au cours d'une journée d'étude en 1979 sur les mouvements de jeunesse chrétiens dans l'Entre-deux-guerres avant de conduire en 1982 des recherches sur « La mémoire des organisations de jeunesse : témoins de l'amont », dans le cadre de l'Association française d'histoire religieuse contemporaine. Ces travaux ouvrent notamment la voie à un colloque sur les « Organisations de jeunesse en milieu chrétien et juif » organisé en 1983 par la Commission d'histoire ecclésiastique comparée dont les actes seront publiés en 1985<sup>34</sup> puis à une journée d'étude sur les mêmes mouvements face au totalitarisme des années 1930 dans une perspective qui permet la confrontation des différentes confessions afin de « sortir du "ghetto" d'une historiographie trop confessionnelle<sup>35</sup> ». Si Yvon Tranvouez a pu qualifier son travail de « pionnier<sup>36</sup> » c'est également parce que loin de se cantonner à l'histoire de la seule Action catholique, il élargit également le champ en direction de la multitude d'Œuvres de jeunesse que la France a connues et notamment les patronages. Ainsi après avoir signalé la nécessité de ces recherches<sup>37</sup>, il organise un colloque en 1987 dont les actes sont publiés l'année suivante sous le titre *Le patronage : ghetto ou vivier ?*<sup>38</sup> qui permettent de revenir sur des mouvements dont l'ampleur dans la France de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle reste fondamentale et qui demeurent encore mal connus. Les actes des journées d'étude de Lyon, coorganisées avec Bernard Comte et Vincent Feroldi autour des « témoins de l'Évangile » et publiés sous le titre *Jeunesse chrétienne au XXe siècle*<sup>39</sup>, restent fondateurs en ce qu'ils laissent une place de choix à l'étude des mouvements d'ACS qu'ils contribuent dans le même temps à dynamiser.

---

<sup>34</sup> CHOLVY Gérard (dir.), *Mouvements de Jeunesse chrétiens et juifs : sociabilité juvénile dans un cadre européen 1799-1968*, Paris, Éditions du Cerf, 1985.

<sup>35</sup> CHOLVY Gérard, « Les mouvements de jeunesse chrétiens et juifs face aux totalitarismes dans les années 1930 », *Revue d'Histoire de l'Église de France*, 1987, n° 191, pp. 249-252.

<sup>36</sup> TRANVOUEZ, Yvon, « Les "patros" revisités » dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 16, octobre-décembre 1987, p. 106-109.

<sup>37</sup> CHOLVY Gérard, « Patronages et Œuvres de jeunesse dans la France contemporaine », *Revue d'histoire de l'Église de France*, tome LXVIII, n° 181, juillet-décembre 1982, pp. 235-256

<sup>38</sup> CHOLVY Gérard (dir.), *Le patronage, ghetto ou vivier?*, Actes du colloque des 11 et 12 mars 1987, Paris, Éditions Nouvelle Cité, 1988.

<sup>39</sup> CHOLVY Gérard, COMTE Bernard, FEROLDI Vincent, *Jeunesse chrétienne au XXe siècle*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1991.

L'accumulation des connaissances, permis notamment par le développement important des mémoires et thèses soutenues dans les années 1980-1990<sup>40</sup>, offre un panorama relativement complet des mouvements de jeunesse chrétienne à l'orée des années 2000. *L'Histoire des organisations et mouvements chrétiens de jeunesse en France*<sup>41</sup> fait le point sur ces avancées, renouvelle les problématiques et ouvre de nouveaux champs de recherche. Ainsi, le XIX<sup>e</sup> siècle apparaît comme un temps de formation d'une jeunesse aisée qui contribue à une activité intense de piété et de charité en initiant les premiers groupements de laïcs qui préfigurent les patronages. L'émergence d'une « jeunesse militante » autour de l'ACJF à la fin du siècle marque le passage vers un apostolat plus actif — bien que toujours réservé à des jeunes gens disposant de ressources économiques, sociales et culturelles pour prétendre parfaire leur formation — et vers un ralliement à la République dont le Sillon constitue à la fois l'aboutissement et la pierre d'achoppement. Sa condamnation marque plusieurs générations de fidèles bien que Marc Sangnier porte son action sur le terrain politique avec la « Jeune république » et les détourne de l'action politique pour se concentrer sur la formation spirituelle et l'apostolat. Redynamisés au sortir de la guerre par les encouragements pontificaux, les mouvements de jeunesse se développent sous la forme d'une Action catholique générale où les fédérations diocésaines, tant de jeunes gens que de jeunes filles, fournissent des effectifs considérables et inaugurent des réflexions sur la spécialisation. Enfin, le développement de l'Action catholique spécialisée et du scoutisme permet la formation d'une jeunesse chrétienne, socialement plus mixte et — au moins dans le cadre de cette première — l'émergence de militants aptes à investir les sphères sociales et politiques contribuant ainsi à un désenclavement de l'Église. L'étude de l'essoufflement des années 1950-1960 puis de la crise post-soixante-huitarde permet d'éclairer les dynamiques nouvelles qui agitent l'Église et la société notamment face aux tensions toujours renouvelées entre action spirituelle et action temporelle et à la montée du marxisme dans les organisations.

Ce bilan général ne rend que peu compte des apports des divers questionnements et des méthodes qui ont permis tant l'avancée générale des connaissances sur le sujet que de construire nos problématiques de recherche. Ainsi, il convient de signaler des travaux qui, portant sur

---

<sup>40</sup> Citons entre autres : MICHEL Alain-René, *La JEC face au nazisme et à Vichy, 1938-1944*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires de Lille, 1988; COURTOIS Jean-François, « L'engagement des laïcs dans un diocèse rural : l'exemple de la Lozère au travers de sa jeunesse, 1880-1965 », thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Gérard Cholvy, Université de Montpellier 3, 1992 ; FOURCADE Michel, « Feu la modernité ? Maritain et les maritanismes », thèse pour le doctorat d'histoire sous la direction de Gérard Cholvy, Université de Montpellier 3, 2000. RICHOU Françoise, « La JOC/F dans l'Ouest », thèse de doctorat en sociologie sous la direction de Michel Verret, Université de Nantes, 1986.

<sup>41</sup> CHOLVY, Gérard, *Histoire des organisations et mouvements chrétiens de jeunesse en France (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Éditions du Cerf, 1999.

l'Action catholique ou l'évoquant peu ou prou, sur l'histoire du catholicisme au XX<sup>e</sup> siècle ont guidé notre démarche et notre réflexion. Ce sont tout d'abord les recherches d'histoire sociale, dont la plupart portent sur la JOC — les historiens du milieu ouvrier étant plus sensibles à cette démarche — qui offrent un regard nouveau sur les militants catholiques. Ainsi alors que certains reconstituent les trajectoires militantes des anciens militants et observent leur avenir syndical et politique<sup>42</sup>, d'autres reviennent sur leurs origines<sup>43</sup> ou réalisent leur biographie<sup>44</sup> dans des questionnements qui portent principalement sur la promotion sociale des membres de ce mouvement. Les études prosopographiques qui visent à éclairer l'essence du militantisme se développent également autour d'Éric Belouet pour la JOC<sup>45</sup> et de Bernard Giroux pour la JEC<sup>46</sup> alors que l'ouvrage *La Bretagne en portrait(s) de groupe*<sup>47</sup>, publié en 2016, présente de nombreuses études qui rendent compte de l'avancée de la démarche appliquée aux élites et aux militants politiques et religieux<sup>48</sup>. Ces travaux font écho à ceux menés par Frédéric Le Moigne sur les évêques français<sup>49</sup> bien qu'il faille souligner que la biographie reste un genre privilégié

<sup>42</sup> NIZEY Jean, « Les militants de la JOC dans le Maitron », dans DREYFUS Michel, PENNETIER Claude, VIET-DEPAULE Nathalie (dir.), *La part des militants. Biographie et mouvement ouvrier : autour du Maitron, Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1996, p. 313-330. BELOUET Éric, « Itinéraires militants d'ouvriers chrétiens : pour une approche prosopographique des cadres de la JOC-JOCF (1927-1968) », *Cahiers d'histoire*, n° 69, 1997, p. 89-105. BELOUET Éric « Itinéraires de militants ouvriers chrétiens : pour une approche prosopographique des cadres de la JOC-JOCF (1927-1968) », dans *Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique*, n° 69, 1997, pp. 89-105. BELOUET Éric, « Solidarités jocistes, itinéraires post-jocistes. Propositions pour une étude de réseaux appliquée à un mouvement de jeunesse », dans GUILLAUME Pierre (dir.), *Les Solidarités. Le lien social dans tous ses états*, Pessac, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 2001, pp. 357-364.

<sup>43</sup> RICHOU Françoise, « La JOC, Jeunesse ouvrière chrétienne. Déterminants socioculturels de l'idéologie jociste et de l'adhésion au mouvement », DEA de sociologie, Nantes, 1982. RICHOU Françoise, « Apprendre à combattre : l'engagement dans la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (1927-1987) », dans *Le Mouvement Social*, juillet-sept 1994, n° 168, pp. 51-82. ROGARD Vincent, *Les catholiques et la question sociale : Morlaix, 1840-1914. L'avènement des militants*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1997.

<sup>44</sup> ORIOL Cécile, « Marcel Montcel, militant ouvrier chrétien (période 1912-1960) », mémoire de maîtrise d'histoire, Saint-Étienne, 1993. Plusieurs notices biographiques dans PENNETIER Claude (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier mouvement social, 1945-1968*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 9 tomes (série en cours), 2006-2013.

<sup>45</sup> BELOUET Éric « Itinéraires de militants ouvriers chrétiens : pour une approche prosopographique des cadres de la JOC-JOCF (1927-1968) », dans *Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique*, n° 69, 1997, pp. 89-105. BELOUET Éric, « Solidarités jocistes, itinéraires post-jocistes. Propositions pour une étude des réseaux appliquée à un mouvement de jeunesse », dans GUILLAUME Pierre (dir.), *Les Solidarités. Le lien social dans tous ses états*, Pessac, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 2001, pp. 357-364

<sup>46</sup> GIROUX Bernard, « Dictionnaire biographique des responsables nationaux et des aumôniers de la JEC (1929-1975) » dans BARBICHE Bernard, SORREL Christian (dir.) *La Jeunesse étudiante chrétienne 1929-2009*, dans *Chrétiens et société*, n° 12, 2011.

<sup>47</sup> BOUGEARD Christian, PRIGENT François (dir.), *La Bretagne en portrait(s) de groupe. Les enjeux de la méthode prosopographique (Bretagne XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.

<sup>48</sup> Citons notamment la contribution dans cet ouvrage de Bernard GIROUX : « Quelle élite forme la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) pendant les Trente Glorieuses ? », pp. 267-278.

<sup>49</sup> LE MOIGNE Frédéric, *Les évêques français de Verdun à Vatican II. Une génération en mal d'héroïsme*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005 ; DAUZET Dominique Marie. Dauzet, LE MOIGNE Frédéric (dir.), *Dictionnaire des évêques de France au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions du Cerf, 2010. Citons également le travail précurseur de Philippe BOUTRY : *Prêtres et paroisses au pays du curé d'Ars*, Paris, Éditions du Cerf, 1986 ; *Souverain et Pontife. Recherches prosopographiques sur la Curie romaine à*

pour rendre compte des parcours des clercs et notamment des aumôniers d'Action catholique ou de ceux qui furent particulièrement engagés dans le catholicisme social ou la démocratie chrétienne<sup>50</sup>. Ces études permettent d'approcher au plus près les acteurs et de rendre compte de l'insertion de leur parcours et de leurs expériences individuelles dans un cadre plus large qu'il s'agisse de celui de l'Église ou de la société française.

D'autres travaux, évoquant peu ou prou l'ACS et qui s'inscrivent dans l'histoire du catholicisme du XX<sup>e</sup> siècle ont guidé nos recherches. C'est tout d'abord le travail de Corine Bonafoux Verrax sur la Fédération nationale catholique (FNC)<sup>51</sup> et celui de Jacqueline Roux sur les Fédérations diocésaines de jeunes filles<sup>52</sup> qui nous ont permis d'appréhender les années 1920, décennie au final relativement délaissée. Leurs questionnements sur les organisations préexistantes aux mouvements spécialisés et sur les tensions entre les acteurs de l'Église permettent d'accéder à une meilleure compréhension des enjeux sous-tendant l'organisation des catholiques après la Première guerre mondiale. Si les débats entre action civique et action spirituelle se renouvellent avec l'émergence de la FNC dans un cadre différent de celui soulevé par l'existence puis de la condamnation de l'Action française<sup>53</sup>, le mouvement étant acculturé à la République, il convient de se demander dans quelle mesure ils auraient pu contribuer à la formalisation voire au triomphe de l'ACS. Le débat se situe visiblement sur la même ligne du côté féminin puisque comme le démontre le travail de Magali Della Sudda<sup>54</sup>, les jeunes filles se sont également retrouvées au cœur des tensions entre l'action spirituelle prônée par les fédérations diocésaines et les stratégies politiques développées par les femmes de la LPDF même si l'enjeu se situait plus sur le terrain de l'encadrement que de la formation à

---

*l'âge de la Restauration (1814-1846)*, Rome, École française de Rome, 2002.

<sup>50</sup> DROULERS Paul, *Le P. Desbuquois et l'Action populaire, 1919-1946*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1981 ; BRESSOLETTE Claude, *L'Abbé Maret. Le combat d'un théologien pour une démocratie chrétienne 1830-1851*, Paris, Éditions Beauchesne, 1977 ; PIERRARD Pierre, *Georges Guérin, une vie pour la JOC*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1997. GHERBI Rachida, « *Le chanoine Dewitte (1893-1979), aumônier de la JOC* », mémoire de maîtrise d'histoire sous la direction de Yves-Marie Hilaire, Université de Lille 3, 1989. TRANVOUEZ Yvon, *Un curé d'avant-hier. Le chanoine Chapalain, Lambézéllec, (1932-1956)*, Brest-Paris, Editions de la Cité, 1989.

<sup>51</sup> BONAFOUX-VERRAX Corinne, *La Fédération nationale catholique 1924-1944*, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Serge Bernstein, IEP de Paris, 1999.

<sup>52</sup> ROUX Jacqueline, « Les Fédérations diocésaines de jeunes filles 1904-1945 : une ACJF féminine ? », thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Gérard Cholvy, Université de Montpellier 3, 1990 publiée sous la forme : *Sous l'étendard de Jeanne. Les fédérations diocésaines de jeunes filles. 1904-1945*, Paris, Éditions du Cerf, 1995.

<sup>53</sup> PRÉVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939*, Paris, Éditions Fayard, 2001 ; LEYMARIE Michel, PRÉVOTAT Jacques (dir.), *L'Action française. Culture, société, politique*, Paris, Presses universitaires du Septentrion, 2008.

<sup>54</sup> DELLA SUDDA Magali, « Une activité politique féminine conservatrice avant le droit de suffrage en France et en Italie : socio-histoire de la politisation des femmes catholiques au sein de la Ligue patriotique des Françaises (1902-1933) et de l'Unione fra le donne cattoliche d'Italia (1909-1919) », thèse d'histoire sous la direction de Laura Lee Downs et Lucetta Scaraffia, Paris, EHESS, 2007.

proprement parler. L'élucidation des conflits ayant permis la naissance puis le développement de l'ACS et de la JAC reste de mise grâce à ces travaux qui s'intéressent à des groupements qui peuvent être considérés comme les « vaincus » de la spécialisation puisqu'ils ont périclité dans les années 1930 avant de disparaître après la Guerre. Entre conflits d'individus, conflits théoriques, traditions communautaires et potentiel collectif, il convient de s'interroger sur les différentes dynamiques qui ont pu contribuer à l'émergence ou à la requalification de la jeunesse catholique et de comprendre comment et pourquoi la voie vers la spécialisation a pu être un choix stratégique avant tout influencé par les contextes diocésains comme le fait remarquer Jacqueline Roux qui élabore une typologie des différents choix réalisés par les fédérations diocésaines de jeunes filles. En tentant de réaliser une histoire des possibles qui ne présage pas de la victoire de l'ACS, nous ambitionnons également de rendre compte d'une décennie finalement relativement délaissée par l'historiographie religieuse qui préfère se consacrer au triomphe des années 1930 et au moment de crise de la Seconde Guerre mondiale.

Jacqueline Roux ouvre également la voie à une histoire des femmes catholiques souvent délaissée faute de sources bien qu'il faille néanmoins signaler les travaux des chercheurs lyonnais sur le sujet<sup>55</sup>. Si celle-ci dresse avant tout un panorama des organisations, elle s'interroge néanmoins sur des diversités d'organisations qui soulèvent l'enjeu considérable de l'encadrement des jeunes filles dans des dynamiques diocésaines et nationales où conflits et tensions restent patents. Ici encore le champ reste à défricher malgré quelques études sur la JOCF conduites par Françoise Richou<sup>56</sup>. Surtout le profil social des militantes n'est en rien dessiné, les travaux se concentrant souvent sur les dirigeantes, plus accessibles et plus visibles. Dans ce cadre il convient de signaler la thèse de Magali Della Sudda sur la LPDF qui permet de retracer l'engagement de dames patronnesses et leur mobilisation de ressources et de stratégies afin de prendre part à la vie civique de leur temps. L'auteure analyse finement les ressorts d'une pratique militante qui permet à ces femmes de se positionner comme « entrepreneuses politiques » et ouvre la voie à des recherches sur le militantisme catholique

---

<sup>55</sup> FOUILLOUX Étienne, « Femmes et catholicisme dans la France contemporaine », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, 2, 1995, p. 319-32 ; DUMONS Bruno, « Histoire des femmes et histoire religieuse contemporaine » ,

*Clio. Histoire, femmes et sociétés*, 15, 2002, pp. 147-157. COVA Anne et DUMONS Bruno (dir.), *Femmes, genre et catholicisme, nouvelles recherches, nouveaux objets (France, XIX<sup>e</sup> XX<sup>e</sup>)*, Chrétiens et société, Lyon, Larhra-réséa, 2012.

<sup>56</sup> RICHOU Françoise, *La JOCF dans l'Ouest...*, thèse citée ; MAQUOI Nathalie, *Être militante à la JOCF: de la Libération au concile de Vatican II*, mémoire de DEA sous la direction de Denis Pelletier, université Lyon 2, 2004. PICHÉ Lucie, *Femmes et changement social au Québec. L'apport de la Jeunesse ouvrière catholique féminine, 1931-1966*, Québec, Les Presses de l'Université de Laval, 2003 ; Notons également la présence d'un mémoire sur la JICF : MOUSTIER, Raphaëlle de, « *Un mouvement d'Action catholique spécialisé : la JICF 1935-1945* », maîtrise sous la direction de J. Gadille, Université Lyon 2, 1970.

qui croiseraient les apports de la sociologie et de la science politique. La thèse d'Anthony Favier sur la JOCF<sup>57</sup> est à signaler tant elle renouvelle les approches sur les mouvements de jeunesse dans une perspective de genre où l'élucidation de la masculinité et de la féminité catholique ouvrière côtoie l'analyse de l'intime et de ses débats au sein de l'Église. Si le travail de Christophe Capuano n'éclaire que peu l'histoire des femmes catholiques, il permet néanmoins, par l'approche de la famille et du familialisme de rendre compte des idéologies et des réseaux qui sous-tendent tout un pan de la conception du rôle social de la femme avant et pendant la période de Vichy tout en réalisant des analyses de trajectoires qui éclairent le devenir de certains militants d'ACS<sup>58</sup>. La publication des actes d'un colloque sur les *Militants catholiques de l'Ouest XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle* en 2004<sup>59</sup> permet d'ouvrir une réflexion dans le temps long sur ces individus qui ont mené « avec conviction » une action « pour changer une situation ou promouvoir une évolution » et interroge sur les réussites et les échecs de ces actions. Ce travail collectif permet de poser les jalons pour de futures recherches autour du concept de « militant » encore peu usité et conceptualisé lorsqu'il s'agit d'un engagement à la droite de l'échiquier politique si l'on excepte les travaux sur la JOC largement empreints de la culture scientifique des recherches sur le monde ouvrier.

La thèse de Françoise Richou, qui reprend le terme bourdieusien « d'habitus » pour qualifier les dispositions des jocistes pour le « combat » militant, reste l'un des apports principaux de la sociologie à la question de l'ACS bien que les travaux et les enquêtes de Gabriel Le Bras, initiateur de la sociologie religieuse, gardent toute leur pertinence pour éclairer la diversité des pratiques militantes au milieu du siècle<sup>60</sup>. L'article de Claude Grignon qui s'interroge sur les nouvelles formes de « présence de l'Église » dans le champ politique et celui de la production idéologique dans le contexte de « la crise du champ religieux » permet de mettre en lumière les renouveaux de la culture catholique et notamment « l'intellectualisation de la croyance » par une approche sociologique qui, même si elle reste isolée n'en est pas moins fondatrice<sup>61</sup>. Les apports de Charles Suaud à la question méritent également d'être soulignés

---

<sup>57</sup> FAVIER Anthony, *Égalité, mixité, sexualité : Le genre et l'intime chez de jeunes catholiques de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC-F) dans les années 1968 et au-delà (1954-1987)*, thèse citée.

<sup>58</sup> CAPUANO Christophe, « Le "familial" en France sous le régime de Vichy : territoires, réseaux et trajectoires. Les exemples de la Bourgogne et de la Franche-Comté », thèse d'histoire sous la direction de Serge Wolikow, Université de Bourgogne, 2008.

<sup>59</sup> WACHE, Brigitte, *Militants catholiques de l'Ouest. De l'action religieuse aux nouveaux militantismes, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004.

<sup>60</sup> LE BRAS Gabriel, *Études de sociologie religieuse : sociologie de la pratique religieuse dans les campagnes françaises*, tome 1, Paris, Presses Universitaires de France, 1956. BOULARD Fernand, *Premiers itinéraires en sociologie religieuse*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1954.

<sup>61</sup> GRIGNON Claude, « Sur les relations entre les transformations du champ religieux et les transformations de l'espace politique », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol 16, septembre 1977, pp. 3-34.



tant ils éclairent d'un jour nouveau les rapports à l'apostolat et à l'engagement catholique<sup>62</sup> tout comme le travail qu'il a codirigé avec Nathalie Viêt Depaule sur les prêtres-ouvriers<sup>63</sup> qui ouvre des perspectives d'analyse sur les curés du XX<sup>e</sup> siècle bien qu'il faille noter que le recours aux entretiens oraux apparaisse nécessaire. Il faudra aussi noter les apports du colloque organisé sur le Sillon en 2004 à Besançon qui entre également dans une histoire religieuse en se prêtant au champ de l'histoire sociale à travers certaines de ses contributions et à celui de l'histoire politique en tentant d'élucider un moment du militantisme démocrate<sup>64</sup>.

L'histoire politique des catholiques de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle reste principalement traitée par le prisme de l'intransigeantisme, du catholicisme social et de la démocratie chrétienne ou plus simplement par celui du Ralliement à la République<sup>65</sup>. Bien qu'il faille souligner les apports de Gerd Rainer Horn qui voit dans les mouvements d'ACS la genèse d'une théologie de la libération<sup>66</sup>, d'Agnès Rochefort qui éclaire le moment 1936<sup>67</sup> et de David Bensoussan sur les droites catholiques bretonnes sur lesquelles nous reviendrons<sup>68</sup>. C'est surtout sur l'Après-guerre que se concentrent les études qui s'interrogent sur les rapports entre les catholiques et les grandes tendances contemporaines, notamment la gauche de l'échiquier politique comme en témoigne entre autres la publication dirigée par Denis Pelletier et Jean-Louis Schegel, *À la gauche du Christ*<sup>69</sup>, qui recense les avancées sur ce point<sup>70</sup>.

Toutes ces recherches ont en commun de s'interroger sur les rapports des catholiques et par extension de l'Église à la « modernité ». Qu'il s'agisse de modernité sociale, politique ou

---

<sup>62</sup> SUAUD Charles, *La vocation : conversions et reconversions des prêtres ruraux*, Paris, Les Éditions de minuit, 1978 ; « Conversion religieuses et reconversion économiques », dans *Actes de la recherche en Sciences sociales*, n° 44-45, 1982, pp. 72-94 ; « Pour une socio-histoire d'un phénomène religieux : le renouveau missionnaire français au XX<sup>e</sup> siècle » dans *Histoire et missions chrétiennes*, n° 9, 2009, pp. 131-133.

<sup>63</sup> VIET-DEPAULE Nathalie et SUAUD Charles, *Prêtres et ouvriers. Une double fidélité mise à l'épreuve (1944-1969)*, Paris, Karthala, 2004.

<sup>64</sup> MAYEUR Jean-Marie (dir.), *Le Sillon de Marc Sangnier et la démocratie sociale : actes du colloque des 18 et 19 mars 2004*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2007.

<sup>65</sup> DURIEZ Bruno, FOUILLOUX Étienne, PELLETIER Denis, VIET-DEPAULE Nathalie (dir.), *Les catholiques dans la République. 1905-2005*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2005.

<sup>66</sup> HORN Gerd-Rainer, *The Spirit of Vatican II : Western European Progressive Catholicism in the Long Sixties*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

<sup>67</sup> Agnès ROCHEFORT-TURQUIN, *Front Populaire. « Socialistes parce que chrétiens »*, Paris, Éditions du Cerf, 1986.

<sup>68</sup> BENSOUSSAN David, « Les droites en Bretagne dans l'Entre-deux-guerres : tensions et déchirements dans un monde catholique et rural », thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Serge Bernstein, IEP de Paris, 2002.

<sup>69</sup> *Les Chrétiens de gauche de 1945 à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, 2012.

<sup>70</sup> Citons également pour les mouvements d'ACS et la politique : SOULAGE Vincent, « Après 1968, le « moment politique » d'un mouvement qui se cherche (1965-1982), dans BARBICHE Bernard et SORREL Christian (dir.), *La Jeunesse Étudiante Chrétienne 1929-2009*, Lyon, LARHRA-RÉSÉA, Chrétiens et Sociétés, Documents et Mémoires, 8, pp. 57-68 ; BONHOTAL Jean-Pascal, *La JOC face aux problèmes politiques et sociaux de 1927 à 1981* », dans *Masses ouvrières*, n° 376, mars 1982.

culturelle, la question reste de mesurer quel degré d'adhésion l'Église a pu lui apporter voire en quoi elle a pu y contribuer. L'acception du terme « modernité » reste assez large et ne désigne pas seulement une modernité philosophique issue des Lumières et de la Révolution dont les avatars demeurent pour les intransigeants l'individualisme, le rationalisme et la sécularisation mais également toutes formes d'innovations qui ont pu contribuer à la formation du monde contemporain tel que nous le connaissons, qu'il s'agisse des avancées pédagogiques, de l'émancipation féminine, de l'amélioration des conditions de vie d'un point de vue social et économique, de la mondialisation ou de la politisation des catholiques. Les historiens du religieux s'interrogent également sur la forme de « modernité » que l'Église aurait pu développer, en partant du principe qu'à aucun moment les chefs de l'Église n'acceptent ni ne reconnaissent la « modernité » philosophique qui porte atteinte à la suprématie de la théologie, en observant les modalités de développement des « nouveautés dans la pratique » et notamment les méthodes d'apostolat des mouvements d'ACS<sup>71</sup>, encouragées par le Saint-Siège dans le sens ou celles-ci peuvent très largement influencer sur une nouvelle perception du monde. Le colloque de Lyon de 2002, « Catholicisme et modernisation de la société française » dont les actes ont été publiés l'année suivante<sup>72</sup>, relève ainsi « le paradoxe frappant pour les historiens du social et les historiens du religieux : la cohabitation parfois difficile dans le monde catholique entre des valeurs souvent conservatrices et des pratiques sociales parfois innovantes ». Il a permis d'effectuer un bilan des travaux sur cette question en éclairant l'inscription des organisations catholiques et de leurs acteurs dans les changements de la société française, malgré leur usage de discours de préservation d'une société catholique et d'ouvrir de nouvelles perspectives de recherche au cœur desquelles se trouvent les mouvement d'ACS. Le questionnement des liens entre modernité et catholicisme reste central dans le travail de Michel Lagrée qui après avoir rédigé une maîtrise sur la FGSPF<sup>73</sup> et travaillé sur la JOC pendant l'Occupation<sup>74</sup>, s'intéresse aux attitudes des catholiques face à la technique dans *La bénédiction de Prométhée*<sup>75</sup>. La

---

<sup>71</sup> Voir de leur philosophie comme c'est le cas pour le travail de SORET Jean-Hugues, « Courants philosophiques dans l'Action catholique en France: Blondel et Maritain », thèse de philosophie religieuse soutenue à l'Institut catholique de Paris en 1991 sous la direction de Pierre Colin et publiée sous la forme de: SORET Jean-Hugues, *Philosophie de l'Action catholique : Blondel et Maritain*, Paris, Éditions du Cerf, 2007.

<sup>72</sup> CHESSEL Marie-Emmanuelle, DUMONS Bruno (dir.), *Catholicisme et modernisation de la société française 1890-1960*, Lyon, Cahiers du centre Pierre Léon, 2003.

<sup>73</sup> LAGRÉE Michel, « Les origines de la FGSPF, 1898-1914. Du catholicisme social aux mouvements de jeunesse », mémoire de maîtrise sous la direction de René Rémond, Université de Nanterre, 1969.

<sup>74</sup> LAGRÉE Michel, « La JOC en zone occupée d'après de nouveaux témoignages », dans Jacqueline SAINCLIVIER, Christian BOUGEARD, *La Résistance et les Français. Enjeux stratégiques et environnement social*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1995, pp. 141-154.

<sup>75</sup> *La bénédiction de Prométhée. Religion et technologie, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Éditions Fayard, 1999.

publication d'un recueil posthume d'articles en 2002, *Religion et modernité*<sup>76</sup>, est significatif de la réflexion de l'historien qui accorde une large place aux militants d'Action catholique dans les changements culturels qui travaillent le catholicisme.

En nous demandant si la « modernisation » de l'Église catholique serait une réaction aux pressions extérieures, aux changements économiques et sociaux de la société civile tout au long du XX<sup>e</sup> siècle ou au contraire, si elle est issue d'un mouvement interne au champ religieux, résultant soit d'un processus général de développement soit de l'action d'une « minorité agissante », nous nous inscrivons dans le type de questionnements qui ont guidé la plupart des chercheurs sur l'Église au XX<sup>e</sup> siècle et ambitionnons, par l'exemple de la JAC dans les années 1930, de contribuer à leurs apports.

En l'état actuel des travaux, une historiographie de la Jeunesse agricole catholique en France paraît à première vue aisée puisque très peu d'historiens ont travaillé sur le sujet. Outre quelques mémoires de maîtrise ou de DESS épars, portant sur de rares départements, une seule thèse a été réalisée en histoire : il s'agit de celle de Vincent Flauraud, « La JAC dans le Massif Central méridional (Aveyron, Cantal) des années 1930 aux années 1960 », soutenue à l'université d'Aix-Marseille 1 en 2003. Trop peu de substance donc, pour évoquer, peser et analyser les choix méthodologiques, les postulats et les résultats d'historiens qui ont travaillé sur le mouvement jaciste. S'il est possible de réaliser un état de la question, c'est parce que de nombreuses autres sciences sociales ont investi la JAC comme objet d'étude. En effet, agronomes, économistes et surtout sociologues ont produit de nombreux travaux sur le sujet. Mais là encore, la synthèse est difficile : de par la diversité des regards et des méthodes, mais aussi parce qu'il s'agit de démêler la littérature scientifique de la littérature produite par le sujet lui-même, qui peut receler les indices d'une certaine scientificité. De nombreux chercheurs se sont par ailleurs inspirés des recherches et des travaux des acteurs de la JAC en les considérant comme de la bibliographie et non comme des sources. Les résultats de certains d'entre eux ont également corroboré les écrits des militants. Enfin, à leur tour, de rares acteurs du mouvement sont eux-mêmes devenus chercheurs et ont été proclamés spécialistes du sujet.

Il s'agit donc de démêler les différentes productions mais aussi et surtout de comprendre les liens qu'elles ont pu entretenir entre elles malgré la diversité des approches dont elles ont fait l'objet. En effet, il nous semble que, dans leurs interrogations et leurs méthodes, de nombreuses interactions se sont réalisées entre les disciplines, donnant par là même une certaine

---

<sup>76</sup> Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002.

uniformité au discours sur le mouvement. Si la JAC est sans conteste un objet pluridisciplinaire, il est cependant rare qu'un objet de recherche, quel qu'il soit, concentre autant d'unanimité scientifique. Notre objectif est donc de retracer les évolutions des interactions entre les scientifiques et leur objet, c'est à dire les questions qu'ils lui soumettent, les postulats qu'ils lui attribuent, les méthodologies qu'ils lui imposent, afin de comprendre les enjeux que soulève l'étude du mouvement jaciste.

Le détour par un état des lieux de la recherche concernant le milieu rural au XX<sup>e</sup> siècle nous semble nécessaire dès le moment où c'est à partir de l'analyse du contexte agricole et rural et à la lumière des bouleversements qu'a connus le milieu de la fin de la guerre aux années 1980 qu'est interprétée et écrite l'histoire de la JAC. Cela peut nous permettre de comprendre en quoi et pourquoi au moment où la JAC devient un objet d'étude en soi, dans les années 1970, un consensus s'est réalisé dans l'interprétation de son rôle, tout autant dans la vulgate populaire que chez les scientifiques. Et si cette étude déborde du cadre de notre chronologie et soulève des problématiques plus globales que celles auxquelles nous prétendons nous confronter, elle semble nécessaire du fait que la période entière, considérée comme homogénéisante sur le plan de l'adhésion au productivisme agricole, a produit suffisamment de littérature scientifique pour pouvoir influencer voire biaiser le rapport des chercheurs ainsi que le nôtre à la JAC. Un éclairage sur l'historiographie des acteurs du développement rural du XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle nous permettra de compléter notre positionnement de recherche vis-à-vis de la JAC, positionnement qui s'est plus construit sur une méthodologie et des questionnements que sur la volonté d'élucider la totalité du sens d'un mouvement dans toute sa chronologie.

## Le développement rural au XX<sup>ème</sup> siècle : un état de la question biaisé ?

L'ouvrage de Michel Debatisse *La révolution silencieuse, le combat des paysans*<sup>77</sup>, explique, à partir du parcours militant de l'auteur, comment l'agriculture serait entrée dans la modernité par la constitution d'exploitations ayant un seuil de rentabilité élevé en accélérant la mise à la retraite des anciens et en s'organisant entre agriculteurs. Cette « révolution » serait donc une évolution sociale qui aurait permis la construction d'une agriculture nouvelle,

---

<sup>77</sup> Éditions Calman-Levy, 1963.

moderne techniquement, économiquement et socialement mais aussi une évolution culturelle qui aurait permis l'émancipation des jeunes de leurs aînés et des paysans de leurs anciens notables, par le truchement d'un mouvement social progressiste. L'expression s'est vulgarisée, tant dans les organisations agricoles que chez les scientifiques et semble la seule à l'heure actuelle, à exprimer les changements qu'a connus l'agriculture durant « les trente glorieuses ». Si la JAC est perçue comme l'un des principaux acteurs de cette « révolution silencieuse », il convient dès lors avant tout d'observer comment l'unanimité autour de cette « révolution » a été construit puis déconstruit par les scientifiques des différentes disciplines qui travaillent sur les changements touchant le milieu rural et/ou agricole pendant cette période.

C'est au sortir de la Seconde guerre mondiale avec le développement de l'idéologie planiste que les travaux scientifiques concernant le rural prennent un essor important répondant par là même en partie aux attentes des autorités publiques. Dans le cadre du développement agricole, ce sont donc les sociologues qui sont chargés d'identifier les « sociétés rurales » et de déterminer leur aptitude à l'insertion dans un nouveau système socio-économique qui prendrait le contrepied du système « traditionnel »<sup>78</sup>. Les agronomes déterminent les critères d'action optimaux<sup>79</sup>, les économistes identifient les modalités de transformation des structures économiques<sup>80</sup> alors que les géographes accompagnent ces mutations en soulevant les enjeux de l'aménagement du territoire. Les travaux se complètent et se rejoignent, toujours dans l'optique de rendre l'agriculture plus performante et plus rentable. Mais si la plupart des disciplines telles que la sociologie rurale, l'agronomie ou l'économie rurale naissent ou se

---

<sup>78</sup> Le champ disciplinaire émerge en réponse aux attentes publiques, notamment par le développement d'une équipe de sociologie rurale en 1949 au sein de la première structure de sociologie du CNRS, le Centre d'études sociologiques autour d'Henri Lefebvre : « Le terreau qui assure la croissance de la sociologie rurale au lendemain de la guerre est nourri du besoin de connaissances qu'exigent la planification et l'élaboration des politiques de modernisation, agricoles et rurales. », dans ALPHANDÉRY Pierre, SENCÉBÉ Yannick, « L'émergence de la sociologie rurale en France », dans *Études rurales*, n° 183, 2009, pp. 23-40, p. 23.

<sup>79</sup> L'Institut des recherches agronomiques (IRA) est fondé en 1921 suite au rapport réclamé par l'Académie des sciences et présenté par Eugène Tisserand, dans le but de prévoir la rénovation de l'agriculture après la Guerre et la coordination des activités de recherches. Si c'est une loi qui a été à l'origine de sa création en 1921, c'est par décrets que les activités de son département d'économie et de sociologie rurale, devenu INRA-économie après 1946, sont dictées. L'objectif des recherches de l'institution après la guerre, est guidé par les questions contemporaines concernant l'agriculture et son développement avec le regroupement auprès des agronomes des économistes et des sociologues de plus en plus nombreux dont les figures principales restent Michel Cepède et surtout René Dumont. « C'est par décret que la mission de l'INRA-économie limitée d'abord à l'étude « de la rentabilité des techniques » (décret de 1955) étend son champ d'action à « toutes recherches à caractère économique et technologique intéressant l'agriculture et le monde rural » (décret de 1961) », DEBROUX Josette, « Une association pour "organiser" les études rurales, l'Association des ruralistes français », dans *L'Homme et la société*, 2004, n° 154, pp. 199-219, p. 203.

<sup>80</sup> Avec la création de la Société française d'économie rurale (SFER) en 1949 autour de Michel Augé-Laribé.

développent dans cette optique de réponse aux attentes des politiques publiques, il n'en reste pas moins que s'affirme une pensée scientifique qui dépasse largement les cadres institués.

C'est en grande partie à l'aune des travaux de la seconde équipe de sociologie rurale du CNRS et notamment ceux d'Henri Mendras que sont envisagées l'orientation des recherches concernant le milieu rural et le développement agricole au XX<sup>e</sup> siècle<sup>81</sup>. Ce dernier décide de centrer les recherches du groupe de sociologie rurale autour des changements contemporains du milieu rural, de ce qu'il suppose être une « révolution »<sup>82</sup>. Se développant dans le temps même du processus de « modernisation », les travaux portent sur le passage de l'état de paysan à celui d'agriculteur et sur les changements structurels induits par la rationalisation technico-économique de l'agriculture. Cette sociologie du changement, en reprenant l'axiome agrarien de l'opposition ville/campagne, cherche à définir et à comprendre l'intégration des sociétés paysannes à la société globale c'est-à-dire leur désintégration. Ces recherches se doublent d'une prise de position sur un « monde rural » jugé archaïque et sur les bénéfices de l'intégration à la société industrielle. C'est un positionnement évolutionniste. « Cette sociologie se veut proche du terrain, assume une visée normative en se voulant au service du progrès et se trouve délibérément tournée vers l'action »<sup>83</sup>. Henri Mendras estime que son rôle tout comme celui de ses collègues est d'accompagner cette modernisation et de faire prendre conscience aux ruraux qu'ils se doivent de changer pour ne pas disparaître : « Comment leur dire que la civilisation urbaine et technique, aujourd'hui dominante, est fondée sur des principes qui leur sont étrangers, et qu'ils doivent renoncer à leur philosophie de vie s'ils veulent prendre leur place ? »<sup>84</sup>. Mendras compile ses années de recherche dans l'ouvrage *La fin des paysans*, publié en 1967. Il analyse une société qui, par la force des choses, aurait accepté la naturalité du progrès, toujours pensé comme positif et qui aurait par là même bradé la « civilisation paysanne ». La modernisation, selon sa thèse, amène la fin d'un monde jugé suranné, tant du point de vue culturel qu'économique. Mais l'auteur se morfond également sur la déperdition de toute une culture folklorique et des solidarités organiques que la société aurait échangées contre le « progrès ».

---

<sup>81</sup> La sociologie rurale apparaît également de façon plus diffuse à l'intérieur de divers organismes de recherches, comme la station centrale d'économie et de sociologie de l'INRA ou au sein du Centre d'études économiques de la IV<sup>e</sup> section de l'EPHE

<sup>82</sup> « Le groupe de sociologie rurale, organisation et recherches en cours », dans *Revue française de sociologie*, 1965, vol 6, pp. 148-151.

<sup>83</sup> ALPHANDERY Pierre, BILLAUD Jean-Paul, « Retour sur la sociologie rurale », dans *Études rurales*, n° 183, 2009, pp. 9-22.

<sup>84</sup> MENDRAS Henri, *Sociologie de la campagne française*, Paris, Presses universitaires de France, 1959, p. 19.

Si les travaux de Mendras ont largement été remis en question par la suite<sup>85</sup>, cet ouvrage reste une référence tant du point de vue scientifique que pour les amateurs des questions rurales.

Nombreux sont les chercheurs qui ont repris la thèse de l'entrée de l'agriculture dans la « modernité » dans les années 1960, du moins, l'entrée massive de la société paysanne dans cette « modernité ». Entrée à la fois politique, décidée d'en haut après les manques et les disettes dus à la Seconde guerre mondiale mais aussi entrée volontariste de la part des paysans qui par choix de rationalisation de leurs techniques et par volonté d'inscription dans une catégorie socioprofessionnelle auraient unanimement adhéré au « progrès ». Les volontés locales auraient rencontré les plans nationaux. Les paysans auraient enfin été assez mûrs, conscients et responsables pour prendre « le train de la modernité ». Les chercheurs semblent s'être mis d'accord sur ce qui avait précédemment freiné cette entrée dans le « progrès » : le protectionnisme agricole de la fin du XIX<sup>e</sup> et notamment le mélinisme serait responsable du « retard » de l'agriculture. Les paysans n'en seraient donc pas responsables, le pouvoir les aurait empêchés de se moderniser, en ne leur offrant ni les moyens scolaires, ni les moyens économiques. Si cette idée est en vogue chez les jeunes de la JAC et du CNJA, elle l'est aussi chez les chercheurs<sup>86</sup>. Dans l'imaginaire collectif tout comme dans l'imaginaire scientifique, l'optique positiviste et scientiste demeure. Le progrès technique et scientifique est appréhendé comme la principale modalité d'une amélioration humaine dans une société donnée, sur le modèle d'une évolution linéaire. Maxime Prével analyse aujourd'hui de manière plus précise le lien entre productivisme et développement humain pendant la période des « Trente glorieuses » en travaillant sur les « imaginaires techno-scientifiques consubstantiels à l'idéologie productiviste » : « Le cœur de l'idéologie agricole dominante est incontestablement occupé par le concept de progrès. Le jugement qui attribue une valeur positive au productivisme se fonde en effet sur cette représentation moderne. Dans cette optique, produire toujours plus est une bonne chose car cela permet à l'agriculture de progresser, c'est-à-dire de s'améliorer au fur et à mesure que le temps s'écoule. Pour les thuriféraires du productivisme, l'augmentation infinie de la production agricole participe donc au mouvement général de progression qui accroît la valeur de l'humanité. Puisque cette dernière est capable – au moins au plan de l'imaginaire –

---

<sup>85</sup> Notamment par les travaux des ethnologues qui observent la pérennité de nombreux phénomènes ou par ses collègues sociologues comme Marcel Jollivet qui critiquent sa méthodologie comme nous le verrons par la suite.

<sup>86</sup> Dans l'ouvrage *Une France sans paysans*, les auteurs soutiennent que la volonté des autorités publiques de conserver un vote paysan conservateur qui soit fort a entraîné un « retard » : « on était prêt, pour cela à freiner le développement économique ». Et d'ajouter plus loin, de manière quelque peu cynique : « La III<sup>e</sup> République avait, dans sa politique, un double souci : empêcher autant que possible le monde agricole français d'évoluer, tout en conservant ses bonnes grâces : on peut dire qu'elle y a bien réussi ». GERVAIS Michel, SERVOLIN Claude, WEIL Jean, *Une France sans paysans*, Éditions du Seuil, 1965, p. 43-45

de repousser toujours plus les contraintes naturelles, la preuve est faite qu'elle n'a jamais été aussi civilisée et aussi éloignée de ses origines animales. Selon cette représentation évolutionniste, l'homme est donc condamné à suivre une progression infinie qui le conduira toujours plus près de la perfection. Quant à ceux qui refusent de suivre le « train du progrès », ils sont automatiquement rétrogradés au motif qu'ils sont incapables de rompre avec des techniques traditionnelles perçues comme arriérées.<sup>87</sup> »

Des années 1960 aux années 1970 les chercheurs se détachent du discours dominant et de leurs objectifs de départ et de leur engagement pour l'action publique au service de l'entrée des sociétés rurales dans la « modernité ». Confrontés au terrain, ils sont de plus en plus sceptiques quant aux réductions qu'induit leur méthodologie et quant à la légitimité des cadres théoriques dans lesquels s'insère leur recherche. Ils découvrent que leurs postulats de départ, qui visaient à définir les « sociétés rurales » comme archaïques et routinières et les changements comme « nécessaires » et « irrévocables », révèlent leur ignorance du milieu et leur incapacité à penser leur discipline. Si ce sont souvent les cadres d'analyse marxiste qui ont permis de se dégager d'une pensée alors dominante, ce sont également les apports et les croisements avec d'autres sciences humaines et notamment l'ethnologie qui participent au renouvellement du regard sur les mutations du milieu rural. En effet, alors que l'objectif de l'ethnographie des années 1950 était de « recueillir les derniers feux » d'une présumée « civilisation<sup>88</sup> », dans les années 1960 cette perspective de travail s'amenuise, et le folklore n'est plus collecté pour lui-même, mais plutôt pour être restitué dans le cadre d'une analyse plus généraliste des sociétés rurales. C'est notamment autour de deux études, l'une menée à Plozevet autour d'Edgard Morin<sup>89</sup> et l'autre dans la région de l'Aubrac dirigée conjointement par Georges-Henri Rivière et André Leroi-Gourhan<sup>90</sup>, que la collaboration entre ethnologues, sociologues, agronomes, historiens et économistes permet une nouvelle appréhension du rural en observant qu'il n'y a pas de désintégration totale des sociétés traditionnelles<sup>91</sup>.

---

<sup>87</sup> PREVEL Maxime, « L'usine à la campagne. Socio-anthropologie du productivisme agricole », *Ruralia*, 2006-18/19, [En ligne], mis en ligne le 28 août 2007. URL : <http://ruralia.revues.org/document1481.html>. Consulté le 04 janvier 2010.

<sup>88</sup> SEGALIN Martine, « Un regard sur le Centre d'ethnologie française », *Revue pour l'histoire du CNRS*, n° 13, 2005, en ligne, consulté le samedi 2 mai 2009, url : <http://histoire-cnrs.revues.org/document1683.html>

<sup>89</sup> Cette étude a été réalisée entre 1961 et 1965 et 1965 et 1970.

<sup>90</sup> Cette étude a été réalisée entre 1964 et 1968.

<sup>91</sup> L'étude de Plozevet avait pour objectif de comprendre le changement d'un village confronté à la « modernité ». Et si Edgard Morin conclut, dans une vision culturaliste, typique des représentations des scientifiques de l'époque, que le village est en train de s'intégrer à la civilisation urbaine, il ajoute cependant : « La grande intégration et les forces d'homogénéisation extrêmement actives qui sont à l'œuvre n'entraînent nullement la désintégration de tous les héritages du passé, des diversités locales et régionales » ; MORIN Edgard, *Commune en France : la Métamorphose de Plodémet*, Paris, Éditions Fayard, 1967, p. 277.



C'est également dans le cadre de programmes collectifs<sup>92</sup> que la sociologie rurale, confrontée au terrain, prend peu à peu conscience des limites et des lacunes de sa méthode. Comme le notent Pierre AlphanDéry et Yannick Sencébé : « En s'intéressant au changement à partir des structures sociales léguées par l'histoire, les sociologues ruraux infléchissent leur posture évolutionniste initiale et se font plus critiques.<sup>93</sup> ». L'étude sur le terrain permet alors de se rendre compte, avec la diversité des communautés, que le « rural » n'est pas synonyme d'archaïsme mais qu'il représente des solidarités, des fonctionnalités, des stratégies et des cultures différentes qui n'entrent pas toujours en contradiction avec l'idée de « modernité ». De plus Mendras cherche à dépasser l'approche culturaliste initiale en travaillant dans le même sens que les ethnologues et affirme qu'il n'y a pas d'acculturation totale des sociétés rurales à la « civilisation » urbaine. Il développe l'idée qu'un « ajustement réciproque<sup>94</sup> » entre société englobante et société locale est à l'œuvre, que la ville n'est pas le seul moteur de la « modernité » et que les deux entités s'influencent réciproquement. Cette affirmation d'une homogénéisation imparfaite et la reconnaissance de la conservation des sociétés rurales de certaines de leurs spécificités, pratiques ou valeurs, va à l'encontre de l'idée originelle d'une ville comme seul moteur des impulsions culturelles et économiques du changement. Les critiques formulées par Marcel Jollivet<sup>95</sup> et Nicole Eizner<sup>96</sup>, qui portent avant tout sur le point de vue évolutionniste de Mendras et son approche d'anthropologie structurelle qui posent un problème épistémologique, permettent de repenser la dynamique du changement social en l'intégrant dans un cadre théorique qui articule le local et le global dans une dimension d'analyse marxiste. Le bouleversement est ainsi perçu comme l'adaptation à la « société englobante », définie comme une société capitaliste, et les modalités du changement des sociétés traditionnelles sont lues comme l'intégration de ces sociétés à la logique capitaliste<sup>97</sup>. Dans le même temps les travaux réalisés autour de Pierre Bourdieu qui perçoit les paysans comme « une classe objet<sup>98</sup> »

---

<sup>92</sup> La DGRST et la DATAR lancent un programme au sein du groupe de sociologie rurale intitulé : « Inventaire et typologie des sociétés rurales françaises » qui donnera lieu à des recherches de 1962 à 1967 et d'où sortiront de nombreuses publications, notamment un atlas de la France rurale, diverses monographies et études comparatives et synthétisées dans les deux tomes : *Les collectivités rurales françaises*.

<sup>93</sup> ALPHANDÉRY Pierre, SENCEBÉ Yannick, « L'émergence de la sociologie rurale en France », dans *Études rurales*, n° 183, 2009, pp. 23-40, p. 38.

<sup>94</sup> JOLLIVET Marcel, « Un temps fort de la sociologie rurale française », dans *Études rurales*, n° 183, 2009, pp. 67-82, p. 70.

<sup>95</sup> JOLLIVET Marcel (dir), *Les collectivités rurales françaises*, tome 2 : *Sociétés paysannes ou lutte de classe au village*, Paris, Librairie Armand Colin, 1974.

<sup>96</sup> EIZNER Nicole, « De la "communauté rurale" à la "collectivité locale" », dans JOLLIVET Marcel (dir), *Les collectivités rurales françaises*, tome 2 : *Sociétés paysannes...*, op. cit., pp. 129-154,

<sup>97</sup> JOLLIVET Marcel, « Un temps fort de la sociologie rurale française », dans *Études rurales*, n° 183, 2009, pp. 67-82

<sup>98</sup> BOURDIEU Pierre, « La paysannerie une classe objet », dans *Actes de la recherche en Sciences Sociales*, 17-

produisent un discours sur la domination dans lequel ils intègrent le rural. Pour la sociologie bourdieusienne « la paysannerie » doit être étudiée dans un cadre plus général qui met en évidence la structuration dichotomique de l'espace social autour des mécanismes de domination et de concurrence. La « société rurale » ne serait donc en aucun cas un « monde » à part, mais plutôt une entité dominée, contrainte par les changements sociaux de la structure sociale générale. Si ce positionnement épistémologique à l'égard du « rural » est loin d'avoir influencé la majorité des ruralistes, et qu'il est resté relativement confiné à l'intérieur du CSE<sup>99</sup>, il n'en reste pas moins que le contenu de leurs travaux a permis d'indéniables avancées dans la recherche sur les « sociétés rurales » vers des pistes souvent inexplorées des mécanismes sociaux et de la symbolique sociale. Ainsi, de nombreux travaux se sont concentrés sur l'enseignement<sup>100</sup>, les systèmes matrimoniaux<sup>101</sup> et les successions et héritages<sup>102</sup>, et s'ils ne sont pas tous consacrés au milieu rural, ils lui font néanmoins une large place, toujours dans l'idée que l'analyse du rural doit s'insérer dans une problématique plus globale de la « domination sociale ».

Les apports des économistes marxistes sur l'évolution de l'exploitation agricole permettent également, toujours dans une dynamique collective, un renouveau du regard sur la rationalisation technico-économique de l'agriculture. Marcel Jollivet développe ainsi des relations privilégiées avec Claude Servolin et Marcel Gervais dans une optique de travail qu'il qualifie de « socio-économique »<sup>103</sup>. Ce petit groupe se rapproche également de politologues de

---

18, novembre 1977, pp. 2-6.

<sup>99</sup> Centre de sociologie européenne. Pierre Bourdieu en prend la direction en 1968.

<sup>100</sup> BOURDIEU Pierre, PASSERON Jean-Claude, *Les Héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris, Éditions de Minuit, 1964 ; GRIGNON Claude, « L'orientation scolaire des élèves d'une école rurale », dans *Revue française de sociologie*, n° 9, 1968, pp. 218-226 ; GRIGNON Claude, « L'enseignement agricole et la domination symbolique de la paysannerie », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 1, janvier 1975, pp. 75-98.

<sup>101</sup> BOURDIEU Pierre, « Reproduction interdite. La dimension symbolique de la domination économique », dans *Études rurales*, n° 113-114, 1989, pp. 15-36 ; BOURDIEU Pierre, « Célibat et condition paysanne », dans *Études rurales*, n° 5-6, 1962, pp. 32-135 ; BOURDIEU Pierre, *Le Bal des célibataires : Crise de la société paysanne en Béarn*, Paris, Éditions du Seuil, 2002.

<sup>102</sup> CHAMPAGNE Patrick, *L'Héritage refusé. La crise de la reproduction de la paysannerie française (1950-2000)*, Paris, Éditions du Seuil, 2002 ; CHAMPAGNE Patrick, « Élargissement de l'espace social et crise de l'identité paysanne », dans *Cahiers d'Économie et Sociologie rurale*, n° 3, décembre 1986, pp. 73-89 ; CHAMPAGNE Patrick, « Jeunes agriculteurs et vieux paysans : crise de la succession et apparition du "troisième âge" », dans *Actes de la recherche en sciences-sociales*, n° 26, 1979, pp. 83-107.

<sup>103</sup> « Ce que je faisais, je n'étais même plus sûr que c'en était : j'appelais cela plutôt de la « socio-économie », parce que je me rendais compte que je travaillais davantage avec des économistes qu'avec des sociologues. Mais avec certains économistes, non avec tous : je travaillais avec des économistes qui se posaient des questions qui me concernaient ou qui me posaient des questions qui les concernaient ; c'était, en l'occurrence, les économistes de l'INRA évoqués par Mendras (Gervais, Servolin, Weil, 1965 ; Servolin, 1986, 1989) », dans JOLLIVET Marcel, « Comment se fait la sociologie : à propos d'une controverse en sociologie rurale », dans *Sociétés contemporaines*, n° 49-50, 2003, pp. 43-60, en ligne : <http://www.cairn.info/revue-societes-contemporaines-2003-1-page-43.htm>, consulté le 4 février 2015.

la FNSP, soucieux d'intégrer une approche marxiste dans leurs analyses, notamment d'Yves Tavernier et d'Hélène Delorme, qui travaillent sur le syndicalisme et la politique agricole. Il résultera de ces différentes collaborations de nombreux ouvrages<sup>104</sup> qui intègrent idéologies, rôle de l'État et des partis politiques, rapports de production, système capitaliste, mouvements sociaux et pouvoir local<sup>105</sup> dans la compréhension de la dynamique des changements sociaux.

L'École des Annales qui voit le jour dans les années 1930 autour de Marc Bloch, de Lucien Febvre et de leur revue *Annales d'histoire économique et sociale*<sup>106</sup> amène une nouvelle donne dans l'historiographie française. Il ne s'agit plus de réaliser une histoire événementielle au service des vainqueurs et des politiques, mais de se concentrer sur les populations, sur les anonymes en comprenant les évolutions socio-économiques générales. Cette histoire privilégie le temps long<sup>107</sup> et l'étude des structures sociales et économiques au détriment d'une primauté du politique qui avait cours jusqu'alors. Ils travaillent ainsi sur une « révolution agricole » qui s'inscrit dans la durée et définissent, chacun à leur manière, ce concept de « révolution ». Ceci outre leur intérêt pour une période spécifique, a abouti à une multitude d'interprétations quant à la situation dans le temps de ces « révolutions ». Ainsi si Georges Duby démontre que la modernisation agricole trouverait ses origines dès le X<sup>e</sup> siècle, d'autres estiment que la première révolution agricole serait celle du néolithique, qui a permis le passage d'une société de chasseurs-cueilleurs à une société sédentarisée d'agriculteurs et d'éleveurs. Michel Augé-Laribé, quant à lui, dans un ouvrage<sup>108</sup> qui a fait date, propose une lecture de cette « révolution » de 1600 à nos jours. Mais en général dans les années 1950-1960 les historiens estiment que la « révolution agricole » a débuté au XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est l'amélioration des techniques culturales, l'augmentation des rendements, le développement du machinisme agricole et l'apparition des engrais chimiques, le développement de l'espace marchand, encouragés par le mouvement physocratique qui auraient permis l'entrée de l'agriculture dans l'ère « moderne ». En effet, « l'habitude s'est prise de désigner, sous le nom de révolution agricole, les grands bouleversements de la technique et des usages agraires qui, dans toute l'Europe, à des dates

---

<sup>104</sup> TAVERNIER Yves, GERVAIS Michel, SERVOLIN Claude (dir), *L'univers politique des paysans dans la France contemporaine*, Paris, Librairie Armand-Colin, 1972 ; COULOMB Pierre, DELORME Hélène, HERVIEU Bertrand, JOLLIVET Marcel, LACOMBE Pierre (dir.), *Les agriculteurs et la politique*, Paris, Éditions de la FNSP, 1990. Et surtout, la collaboration la plus marquante : GERVAIS Michel, JOLLIVET Marcel, TAVERNIER Yves, *La fin de la France paysanne*, dans DUBY Georges, WALLON Armand (dir) *Histoire de la France rurale*, tome 4, Paris, Éditions du Seuil, 1977.

<sup>105</sup> Surtout à travers l'analyse de la figure du « notable ».

<sup>106</sup> Créée en janvier 1929.

<sup>107</sup> Surtout sous l'influence de Fernand Braudel. Cf BRAUDEL Fernand, « La longue durée », dans *Annales, Économies, Sociétés, Civilisations*, 1958, pp. 725-753.

<sup>108</sup> AUGÉ-LARIBÉ Michel, *La révolution agricole*, Paris, Éditions Albin-Michel, 1955.

variables selon les pays, marquèrent l'avènement des pratiques de l'exploitation contemporaine<sup>109</sup> ». De Marc Bloch à Ernest Labrousse, nombreux sont les historiens qui défendent cette conception. Ainsi, dans les années 1960, de nombreux débats s'amorcent chez les historiens qui remettent en cause l'idée d'une « révolution silencieuse ». C'est peut-être ce manque d'unanimité et ces nombreuses tergiversations qui font que les sociologues, agronomes et économistes de l'époque ne s'engagent guère dans les lectures historiennes. Ceci a pour conséquence que les scientifiques « du présent » ne resituent pas leur étude dans une perspective historique plus longue qui leur aurait peut-être permis de relativiser l'importance des changements des années 1960 et, par exemple, de les percevoir comme un aboutissement et non comme un début. Mais cette lecture historique du passé amène surtout à considérer que c'est le protectionnisme agricole qui aurait freiné le développement<sup>110</sup>. Michel Augé-Laribé notamment estime que la société rurale aurait été figée sur les plans économiques et politiques à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle afin de conserver un ordre culturel, ordre social qui permettrait par le vote conservateur la stabilité politique. Pour Eugen Weber<sup>111</sup>, la France était un pays de sauvages jusqu'à la III<sup>e</sup> République qui, grâce à l'école, au service militaire et à la presse, a pu acculturer ses masses paysannes à la modernité. L'idée développée est la même que chez Henri Mendras : il y a un avant et un après modernisation qui, dans un temps relativement court, fait passer les populations rurales soit de l'état de sauvage à l'état de citoyen soit de l'état de paysan à celui d'agriculteur. Si pour Eugen Weber ce phénomène d'acculturation se produit pendant la III<sup>e</sup> République, pour Mendras, il est issu de la « révolution silencieuse ».

Dans les mêmes années, la publication de l'ouvrage de Pierre Barral, *Les agrariens français de Méline à Pisani*, apporte un regard définitivement neuf et singulier en proposant l'agrarisme<sup>112</sup> comme système de représentation du rural. En effet, ce paradigme, fondé sur le postulat de l'unité du rural, donc, de l'existence d'un « monde rural » dont les membres auraient plus d'intérêts communs, que de divisions internes se présente pour Pierre Barral comme la

---

<sup>109</sup> BLOCH Marc, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, Paris, Editions Armand Colin, 1931.

<sup>110</sup> L'idée est notamment développée par l'historien Michel Augé-Laribé qui s'en prend durement au protectionnisme : en parlant de la politique agricole des années 1880 il soutient que « la protection agricole n'était encore qu'insignifiante. Oui, mais les mauvaises mœurs dans les relations internationales étaient inaugurées (...) c'est après qu'elle a donné sa confiance aux empiriques et aux charlatans du protectionnisme que la France agricole de 1879 à 1914, a mis trois fois plus de temps qu'il ne fallait pour réaliser les améliorations évidemment nécessaires et qu'elle a vu passer devant elle des concurrents plus avisés », dans AUGÉ-LARIBÉ Michel, *La Politique agricole de la France de 1880 à 1940*, Paris, Presses universitaires de France, 1950, pp. 76-77

<sup>111</sup> WEBER Eugen, *Peasants Into Frenchmen: The Modernization of Rural France, 1880–1914*, Stanford University Press, 1976.

<sup>112</sup> Notons ici, que Pierre Barral s'est refusé à conceptualiser l'agrarisme et qu'il a préféré parler « d'agrariens ».

première force sociale des « sociétés rurales ». Ainsi, selon l'auteur, c'est ce paradigme qui imprègne tous les champs sociaux et permet la compréhension des « sociétés rurales ». Il estime que les luttes agricoles pour une reconnaissance sociale et économique, motivées par la volonté de reconnaissance de la parité, se traduisent par l'acceptation du système de marché dominant. Et si les agriculteurs jouent encore sur le registre de leurs spécificités, notamment en matière de défense des prix et de protection sociale, c'est parce qu'ils se sentent exclus du pouvoir économique et ont accepté les modalités de leur intégration. Ainsi Pierre Barral note : « La contestation (...) nous semble cependant s'insérer dans une adhésion à la société globale : elle ne cherche plus une séparation, mais une défense à l'intérieur du consensus collectif<sup>113</sup> ». Mais *Les agrariens français de Méline à Pisani* demeure en marge de la pensée sur le rural produite à l'époque. Si l'ouvrage est aujourd'hui apprécié à sa juste valeur, c'est sans doute parce que des réminiscences de l'agrarisme sont observables dans le milieu rural depuis quelques années<sup>114</sup> et parce que le système qu'il a ainsi défini, ouvre de nouvelles perspectives de recherche et reste l'un des plus pertinents dans la compréhension des « sociétés rurales » du XIX<sup>e</sup>, du XX<sup>e</sup> siècle et, peut-être du XXI<sup>e</sup> siècle. Il fait également figure de référence puisqu'il est l'un des premiers à présenter une histoire des « sociétés rurales », qui englobe le XIX<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle, allant de 1860 à l'écriture du livre, 1967.

L'analyse marxiste reste cependant de mise dans les années 1970 et l'ouvrage de Barral donna lieu à de nombreuses réactions dont celles de Philippe Gratton<sup>115</sup> qui publie successivement *Les Luttes de classe dans les campagnes* et *Les Paysans français contre l'agrarisme* en 1971 et 1972. En effet, c'est par la théorie de la lutte des classes que Philippe Gratton aborde les différents problèmes des paysanneries entre 1920 et 1953. Son ouvrage remet en cause le mythe de l'unité paysanne et tend à faire passer l'agrarisme pour un fait minoritaire dans le milieu agricole. Son intérêt réside notamment dans le fait qu'il met entre guillemets l'expression « monde rural » pour lui préférer le terme de « sociétés rurales » au pluriel. C'est une approche qui privilégie « les aspects dissolvants de l'unité terrienne<sup>116</sup> ». Si la communauté scientifique a beaucoup critiqué le manque d'objectivité de l'auteur ainsi que les

---

<sup>113</sup> BARRAL Pierre, *Les agrariens français de Méline à Pisani*, Paris, Librairie Armand Colin, 1968, p. 349.

<sup>114</sup> Comme le démontre la récente publication : CORNU Pierre, MAYAUD Jean-Luc (dir), *Au nom de la terre. Agrarisme et agrariens en France et en Europe du 19<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, La boutique de l'Histoire, 2007.

<sup>115</sup> Celui-ci soutient un doctorat d'histoire après avoir fait des études de sociologie et de science politique. Il est nommé chercheur au CNRS en 1965 et se spécialise sur les paysanneries contemporaines avant de devenir auteur de théâtre au début des années 1970.

<sup>116</sup> GRATTON Philippe, « Notes bibliographiques de BARRAL Pierre, *Les agrariens français de Méline à Pisani* », dans *Revue française de Sciences Politiques*, 1969, vol. 19, pp. 899-301.

lacunes de sa méthodologie<sup>117</sup> et de ses sources, il n'en reste pas moins que l'ouvrage peut être considéré comme la première pierre jetée dans les eaux calmes, homogènes et unanimes de la communauté scientifique qui tendait à présenter les « sociétés rurales » comme consensuelles, non politisées<sup>118</sup> et routinières<sup>119</sup> et le capitalisme comme un « bienfait ». Ainsi, en décrivant les luttes paysannes et en les inscrivant dans le cadre théorique de la lutte des classes, il réhabilite le paysan comme pouvant se penser lui-même et pouvant inscrire sa pensée dans des cadres idéologiques.

Si de nombreux présupposés sociologiques et économiques des années 1950 ont été largement remis en question et si les sciences humaines se sont peu à peu dégagées d'une perception évolutionniste, il n'en reste pas moins que la sociologie mendrassienne est passée à la postérité et que, par-là, de nombreux postulats ne sont toujours pas considérés comme de simples hypothèses. En témoigne notamment un article de Pierre Bourdieu publié en 1989<sup>120</sup>. En effet, ce dernier, en reprenant le titre de l'ouvrage d'Alexandre Koyré « Du monde clos à l'univers infini » pour décrire les bouleversements connus par le milieu rural dans les années 1950, valide la thèse d'un changement soudain. Selon lui, il y a « une ouverture objective et subjective du monde paysan » dans un milieu auparavant défini comme « un microcosme clos » par « l'autoconsommation », « l'isolement géographique » qui rendait possible un particularisme culturel dont les plus fervents avatars auraient été une forme d'apolitisme et une hiérarchie sociale enracinée par manque de rapports sociaux de force dû à la croyance en la toute-puissance des contraintes naturelles<sup>121</sup>.

L'idée de « révolution silencieuse » est loin d'être remise en question. Sociologues, économistes, agronomes et autres chercheurs restent convaincus de la pertinence des

---

<sup>117</sup>GUILLON J-P, « Notes bibliographiques de GRATTON Philippe, Les paysans français contre l'agrarisme », dans *Économie rurale*, 1972, vol 94, pp. 71-75.

<sup>118</sup>Du moins de l'ignorance de la politique nationale.

<sup>119</sup> Comme en témoignent les propos de Daniel Faucher, géographe qui écrit en 1948 : « Il y a un état d'esprit, un comportement spécifiquement paysan, qui ne relève pas seulement de l'ignorance, d'une sorte d'insuffisance de développement intellectuel et de savoir, qui est au contraire lié en quelque sorte à la vie paysanne aux modes et au but du travail paysan. », dans FAUCHER Daniel, « Routine et innovation dans la société paysanne », dans *Journal de psychologie normale et pathologique*, 1948, pp. 89-102.

<sup>120</sup> BOURDIEU Pierre, « Reproduction interdite : la dimension symbolique de la domination économique », dans *Études Rurales*, n° 113-114, janvier-juin 1989, pp. 15-36.

<sup>121</sup> Pierre Bourdieu ne date pas précisément ces changements. Mais ce moment « d'unification du marché des biens économiques et symboliques » qui fait disparaître les « valeurs paysannes » intervient lors « du renforcement de la domination de marché sur la petite agriculture », c'est-à-dire au moment où l'exploitation est simultanément dépendante des intrants nécessaires à sa modernisation et, en aval, de l'industrie agro-alimentaire. Et lorsqu'il note « à travers l'intervention économique des pouvoirs publics, et en particulier l'indexation des prix, c'est une action politique, propre à susciter des réactions politiques qui a fait son apparition dans le monde quasi naturel de l'économie paysanne », on peut supposer qu'il parle effectivement de la période qu'on a qualifiée de « révolution silencieuse » car cette indexation des prix date de 1962.

années 1960 comme marquant une rupture pour les « sociétés rurales »<sup>122</sup>. Si « la fin des paysans » n'est pas parfaite, elle n'en indique pas moins le mouvement général dans lequel s'engage la société française. Il faut notamment attendre la fin des années 1970 et surtout les années 1980, pour que de nouveaux éléments permettent de relativiser l'importance de ces bouleversements. C'est notamment le démantèlement de la théorie du « monde clos » par les dix-neuviémistes et l'approfondissement des critiques à l'égard du système productiviste qui permettent, petit à petit, de réaffirmer la dimension historique du milieu rural et ses capacités stratégiques.

Si Marc Bloch rédige en 1931 *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, c'est surtout une vingtaine d'années plus tard<sup>123</sup>, à l'heure de la seconde école des Annales, que les historiens se concentrent de plus en plus sur l'histoire rurale. En effet, sous l'influence d'Ernest Labrousse, qui réaffirme l'importance de l'économie rurale, et de la géographie qui prête de plus en plus attention aux conditions matérielles de la vie rurale, nombreux sont les jeunes historiens qui s'engagent dans un travail de monographies à l'échelle départementale, et, comme le note Jean-Luc Mayaud, « en un temps où l'histoire de France se départementalise, la ruralité est inévitable et les études se ruralisent<sup>124</sup> ». Si l'étude des facteurs socio-économiques dans l'analyse des sociétés rurales reste de mise, quelques historiens commencent néanmoins à les éclairer par la compréhension du politique<sup>125</sup>. En travaillant tout autant sur les structures et

---

<sup>122</sup> Nous pourrions rapidement évoquer ici un des éléments qui explique le positionnement intellectuel de bon nombre d'auteurs de référence de l'époque, à savoir qu'ils sont issus du milieu rural et ont grandi dans cette atmosphère de la toute croyance au progrès technique. Il nous a paru évident que leur engagement pour la modernité, malgré leurs attaches scientifiques, a pu jouer un rôle dans l'élaboration de leurs postulats de départ puisque comme le note Antoine Prost : « Comme toute chance, la connaissance intime par engagement personnel est aussi un risque. Elle permet à l'historien d'aller plus vite et plus loin dans la compréhension de son sujet, mais elle peut aussi étouffer sa lucidité sous le bouillonnement des affects » ; PROST Antoine, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Éditions du Seuil, 1996, p. 95. Nous pouvons notamment citer Marcel Faure, auteur des *Paysans dans la société française* (Paris, Éditions Armand Colin, 1966) militant de la culture populaire en milieu rural et proche de la JAC et du CNJA. Paul Houée, sociologue, a fait partie du mouvement « Économie et humanisme » si bien décrit par Denis Pelletier dans sa thèse, et est devenu prêtre en soutenant et incarnant la gauche du mouvement jaciste. Enfin, Jean-Pierre Houssel, a quant à lui été militant de la JAC et du CDJA de la Loire avant de devenir géographe de l'université Lyon 2. L'engagement de ces auteurs dans le mouvement social agricole des années 1950 et 1960 a sans doute contribué à leur forger une idée bien précise de ce que devait être le développement rural : un développement qu'ils affirment être « humaniste », au service des agriculteurs et de la société, mais surtout centré autour de l'idée même du progrès et de la nécessaire orientation des sociétés rurales vers une « modernité » inéluctable.

<sup>123</sup> Notons que *Les Caractères originaux de l'histoire rurale française* connaissent beaucoup plus de succès à leur réédition en 1952 et surtout à la publication du supplément établi d'après les travaux de l'auteur en 1956. C'est également dans la même période, en 1946, qu'est rééditée *L'histoire de la campagne française* de Gaston Roupnel, initialement publiée en 1932.

<sup>124</sup> MAYAUD Jean-Luc, « Une histoire rurale éclatée (1945-1993). La France au XIX<sup>ème</sup> siècle », dans FAURE Alain, PLESSIS Alain et FARCY Jean-Claude (dir), *La terre et la cité. Mélanges offerts à Philippe Vigier*, Paris, Éditions Créaphis, 1994, pp. 21-31, p. 22.

<sup>125</sup> La compréhension du politique reste subordonnée à l'économique et au social, mais les événements sont de nouveaux mobilisés puisqu'ils sont perçus à la fois comme révélateurs des structures sociales et politiques et

les conjonctures politiques, que sur les évolutions, sociales, économiques et culturelles, ces historiens visent à se rapprocher d'une histoire qui soit plus globale. Si ces thèses restent toujours centrées sur les aspects socio-économiques, un nouveau glissement s'effectue à la fin des années 1960, notamment autour de Michel Vovelle, d'Alain Corbin<sup>126</sup> et de Maurice Agulhon. Ce dernier ambitionne de comprendre le retournement politique du Midi autour du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle en travaillant notamment sur les ascensions et les régressions sociales de la "bourgeoisie". Il abandonne très vite l'approche quantitative pour se concentrer sur les modalités culturelles et sociales de « l'éveil de la conscience politique du peuple ». En développant le concept de « sociabilité » et en faisant de nombreux emprunts aux ethnologues, Agulhon réalise alors ce qu'il appelle un « déménagement historiographique »<sup>127</sup>. Si l'anthropologie historique a fait école tantôt sous le nom « d'histoire des mentalités » tantôt sous celui de « nouvelle histoire », il n'y a pas de rupture mais plutôt un glissement par rapport à l'école des Annales. En effet, Lucien Febvre encourageait la compréhension de « l'outillage mental » en ambitionnant de comprendre la totalité de la psychologie individuelle et Marc Bloch envisageait « de ne pas séparer les mentalités de leur enracinement social, de les replacer dans le cadre des contraintes institutionnelles ou matérielles qui les orientent<sup>128</sup> ».

Dans les mêmes années, l'histoire politique se développe et surtout s'autonomise. Alors que la Fédération nationale des sciences politiques autour de la figure de René Rémond envisage la sphère politique comme étant autonome et initie les premiers travaux sur le

---

comme déclencheurs de nouvelles prises de position. Philippe Vigier note alors au sujet de sa thèse : « J'ai entendu faire une "étude sociale et politique", ne pas sacrifier à la description quantifiée des structures socio-économiques et de la dépression du milieu du siècle, l'analyse d'une histoire politique, essentielle à la compréhension de ces premières années d'application du suffrage universel ». VIGIER Philippe, *La seconde République dans la région alpine. Étude politique et sociale*. T. 1 : *Les notables (vers 1845 – fin 1848)*, T. 2 *Les paysans (1849-1952)*, Paris, Presses universitaires de France, 1963. VIGIER Philippe, « Un quart de siècle de recherches historiques sur la province », dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1975, vol 222, pp. 622-645, p. 626.

<sup>126</sup> CORBIN Alain, *Archaïsme et modernité en Limousin au XIX<sup>e</sup> siècle, 1845-1880*, thèse soutenue en 1972, Paris, Marcel Rivière, 1975.

<sup>127</sup> « Que d'historiens de ma génération, mis au travail par Labrousse dans l'économique-et-social, ont glissé ensemble, d'un mouvement non concerté, collectif et irrésistible, vers l'exploration de réalités moins matérielles ! (...) Autour de 1950, à l'apogée de l'influence de Labrousse, il y avait encore quelque chose de novateur, et même vaguement de gauche, à faire de l'histoire économique et sociale. Vingt ans après, la bataille de l'histoire des infrastructures était largement gagnée, celle-ci était devenu un domaine de recherche légitime (...). C'est alors l'exploitation du "mental collectif" qui a pris le caractère de front pionnier, qu'il s'agisse des mentalités d'une vie quotidienne que l'on voulait arracher à la "petite histoire", ou de la dimension anthropologique qu'on tentait d'ajouter à une histoire politique reconsidérée. » AGULHON Maurice, « Vu des coulisses », dans NORA Pierre (dir), *Essais d'égo-histoire*, Paris, Éditions Gallimard, 1987, pp. 9-59, pp. 41-42.

<sup>128</sup> BURGUIERE André, « L'anthropologie historique et l'école des *Annales* », dans *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, n° 22, 1999, [En ligne], mis en ligne le 17 janvier 2009. URL : <http://ccrh.revues.org/index2362.html>. Consulté le 8 février 2010.



XX<sup>e</sup> siècle, les historiens de l'EHESS rejoignant la « nouvelle histoire » et estimant que ce sont en partie les représentations et non plus les structures économiques et sociales qui aident à la compréhension des actions humaines, se concentrent sur la période moderne et le XIX<sup>e</sup> siècle. Les études des historiens des années 1960 et 1970, notamment celles, précédemment cités, de Philippe Vigier, de Maurice Agulhon et d'Alain Corbin, permettent l'ouverture de l'histoire à de nombreuses problématiques extérieures et sortent « du strict champ de la ruralité pour l'insérer dans la "société englobante" que théorisent des sociologues réunis autour d'Henri Mendras<sup>129</sup> ». Les études d'histoire rurale se multiplient et, alors que les monographies départementales confirment la complexité des sociétés rurales, les historiens du rural visent à dépasser cette démarche totalisante en se concentrant sur des aspects plus spécifiques afin d'approcher une compréhension plus fine. Il s'agit de travailler avant tout en envisageant les révélateurs du passage de l'archaïsme à la modernité. Que ce soit en étudiant les aspects de la politisation<sup>130</sup>, l'ouverture culturelle ou l'acculturation<sup>131</sup>, les changements dans les structures foncières<sup>132</sup>, l'évolution économique<sup>133</sup> ou de l'évolution démographique<sup>134</sup>, la plupart des travaux visent à comprendre les modalités de la transformation des sociétés rurales dans un temps plus ou moins long. Cette histoire n'est pas une histoire politique parce que la compréhension des comportements électoraux et des réactions politiques des populations est expliquée par le social et l'économique. La spécialisation accrue des historiens du rural dans les années 1970 les amène donc à rénover les champs de recherche. Et c'est surtout chez les historiens de l'économie comme activité sociale que cette spécialisation permet, en se fondant principalement sur des études quantitatives, une compréhension plus fine des structures et des rapports de production dans le milieu rural qui offre la possibilité de nouveaux éclairages sur la production agricole. On passe alors de l'étude du « paysan » à l'étude de l'exploitation car elle

---

<sup>129</sup> MAYAUD Jean-Luc, « Une histoire rurale éclatée (1945-1993). La France au XIX<sup>e</sup> siècle », dans FAURE Alain, PLESSIS Alain et FARCY Jean-Claude (dir), *La terre et la cité. Mélanges offerts à Philippe Vigier*, Paris, Éditions Créaphis, 1994, pp. 21-31, p.23.

<sup>130</sup> AGULHON Maurice, *La République au village. Les populations du Var de la Révolution à la Seconde République*, Paris, Plon, 1970 ; ou encore RINAUDO Yves, *Les vendanges de la République. Une modernité provençale. Les paysans du Var à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1982.

<sup>131</sup> WEBER Eugen, *Peasants Into Frenchmen: The Modernization of Rural France, 1880–1914*, Stanford University Press, 1976.

<sup>132</sup> Notamment la thèse complémentaire de Philippe Vigier, *Essai sur la répartition de la propriété foncière dans la région alpine et son évolution de l'origine du cadastre à la fin du Second Empire*, SEVPEN, 1963.

<sup>133</sup> POSTEL-VINAY Gilles, *La rente foncière dans le capitalisme agricole. Analyse de la voie "classique" du développement du capitalisme dans l'agriculture à partir de l'exemple du Soissonais*, Paris, François Maspero, 1974. Ou l'étude des variations de la production céréalière à l'époque moderne dans la thèse de Hugues Neveux dans sa thèse, *Les grains du Cambrésis de la fin du XVI<sup>e</sup> au début du XVII<sup>e</sup> siècle, vie et déclin d'une structure économique*, Lille, Université de Lille 3, 1974.

<sup>134</sup> Notamment autour des travaux de Marcel Morineau.

est perçue comme plus pérenne que ce premier. En ce sens, l'étude de la propriété « ne sert plus seulement à alimenter la réflexion sur le politique et le social<sup>135</sup> », elle permet de percevoir l'exploitation agricole comme un agent économique.

C'est avant tout la découverte<sup>136</sup> de la proto-industrialisation par Franklin Mendels<sup>137</sup> qui porte atteinte à la vision traditionnelle de la ruralité. En effet, en démontrant que de nombreux ateliers et manufactures rurales précédaient la révolution industrielle, il dément le présupposé d'une genèse purement urbaine du développement économique moderne. Jean-Luc Mayaud note alors : « La nouveauté de l'analyse est d'autant plus grande qu'elle remet en cause les certitudes acquises tant sur l'industrialisation que sur le développement agricole.<sup>138</sup> ». Avec la théorie de la proto-industrialisation et l'affirmation de la complémentarité de l'urbain et du rural dans le processus d'industrialisation, une ouverture est faite vers un réexamen de l'exploitation et de ses dynamiques. C'est autour des mêmes questionnements sur la petite exploitation que s'effectue la découverte de la pluriactivité. « Jusqu'alors enfermés dans l'archétype du mono-actif agricole, les paysans du XIX<sup>e</sup> siècle sont découverts dans la multiplicité de leurs statuts économiques, juridiques et sociaux<sup>139</sup> », et les études sur la complexité de l'exploitation familiale se développent, notamment autour de Ronald Hubscher<sup>140</sup>. En effet, jusqu'alors, les historiens ne percevaient guère la complexité de l'exploitation familiale en projetant des catégories qu'ils avaient sous les yeux au XIX<sup>ème</sup> siècle, notamment celles de l'agriculture, de la mécanisation, et d'une politisation qui s'effectue à droite ou à gauche. Tout en imaginant que politisation est égale à républicanisation, ils supposaient que le paysan du XIX<sup>e</sup> siècle était mono-actif, c'est à dire, simplement « agriculteur ». La complémentarité du développement agricole et industriel dans certaines régions donne ainsi un nouveau visage à la ruralité. Jean-Luc Mayaud prend la suite de ces réflexions en élaborant des problématiques autour des stratégies de l'exploitation familiale. En démontrant que la logique de dynamisme et de développement local est loin d'être subordonnée à une logique économique de la rentabilité, que ces logiques peuvent même être antinomiques, il réhabilite la pertinence du modèle de la

---

<sup>135</sup> MAYAUD Jean-Luc, *La petite exploitation rurale triomphante*, Éditions Belin, Paris, 1999, p. 18.

<sup>136</sup> Nombreux sont ceux qui avaient déjà insisté sur l'importance des industries rurales, mais ils n'avaient pas analysé le phénomène et ne l'avaient pas replacé dans un cadre conceptuel de compréhension des sociétés rurales ou du développement rural.

<sup>137</sup> MENDELS Franklin, « Protoindustrialization, the first phase of the industrialization process », in *Journal of Economic History*, mars 1972, pp. 241-261.

<sup>138</sup> MAYAUD Jean-Luc, *La petite exploitation rurale triomphante*, Éditions Belin, Paris, 1999, p. 22.

<sup>139</sup> MAYAUD Jean-Luc, *La petite exploitation rurale triomphante*, Éditions Belin, Paris, 1999, p. 19.

<sup>140</sup> HUBSCHER Ronald, « La petite exploitation en France : reproduction et compétitivité (fin XIX<sup>ème</sup>-début XX<sup>ème</sup> siècle) », dans *Annales, économies, sociétés, civilisation*, n° 1, janvier-février 1985, pp. 3-32.

petite exploitation familiale. Loin d'être un archaïsme du passé, celle-ci est flexible et moderne et si elle a été « triomphante », elle peut encore être porteuse d'avenir. D'autres études démontrent que la spécialisation précoce est souvent la résultante d'un calcul d'intégration dans une économie moderne<sup>141</sup>. Dans ce renouvellement de l'histoire rurale française, la mise en évidence de la pluriactivité paysanne est décisive puisqu'elle permet la déconstruction et reconstruction de la dynamique économique des exploitations et la remise en cause l'idée d'une industrialisation impulsée par la ville, et donc d'un développement économique uniquement urbanisé, tout comme celle, d'une campagne inadaptée au progrès et enfermée dans une monoactivité fictive.

La création en 1974 de l'Association des ruralistes français (ARF) ouvre un lieu de débat qui décloisonne les historiens dans le cadre d'un travail pluridisciplinaire. C'est surtout autour de thèmes tel que la proto-industrialisation et la pluriactivité<sup>142</sup> que le XIX<sup>e</sup> siècle est relu dans une perspective qui renoue avec l'histoire économique et sociale et surtout, qui donne à voir les sociétés rurales comme étant résolument complexes et certainement beaucoup moins « archaïques » que cela n'était auparavant admis. Suite à la redécouverte de la réalité des petites exploitations, qui constituent l'écrasante majorité des exploitations au XIX<sup>e</sup> siècle, les études foncières mettent en évidence que la plupart des paysans sont de petits propriétaires. Loin de vivre dans une autarcie mythique, ils participent à « l'économie globale » et les stratégies des individus sont réhabilitées au détriment de l'étude des structures qui s'avèrent beaucoup plus mouvantes qu'il n'y paraissait jusqu'alors.

Dans le même temps l'enquête sur les « TRA », lancé en 1980 par Jacques Dupâquier, sur environ trois mille familles dont le patronyme commence par ces trois lettres, vise, à l'aide de la démographie historique, à reconstituer les mécanismes de la mobilité sociale en France<sup>143</sup>. Parmi les nombreux enseignements de cette enquête, il est à noter qu'elle a permis une meilleure

---

<sup>141</sup> Comme c'est le cas pour la spécialisation pastorale du Haut-Doubs et du Jura, bien que celle-ci cohabite parfaitement avec une spécialisation industrielle de qualité (horlogerie, lunetterie...). Voir à ce sujet OLIVIER Jean-Marc, *Des clous, des horloges et des lunettes. Les campagnards moréziens en industrie (1780-1914)*, CTHS-Histoire n° 6, Paris, Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 2004.

<sup>142</sup> « Comme telle. Il a fallu que surviennent les crises des années 70 pour qu'avec l'Association des ruralistes français, notamment, se pose la question de la pluriactivité. Les historiens se sont alors mis à étudier cet aspect et qu'ont-ils découvert ? Que la pluriactivité était la situation la plus fréquente des agriculteurs français du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est à dire que l'on a inventé, en même temps que les lois Pisani/Debré, l'agriculture monoactive. Le rural n'existait plus. », MAYAUD Jean-Luc, « Revenir au paysan c'est retourner avant 1950 », Université d'été de Marciac, 4 août 2004, (en ligne) URL : [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=1231](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1231)

<sup>143</sup> Jusqu'alors l'étude de la mobilité des sociétés rurales restait cloisonnée entre les sous-spécialités des disciplines et la démographie. Aucune synthèse n'avait eu lieu et « l'exode rural » était devenu un mythe collectif caractérisé par un récit tragique de l'impact de la modernité sur le « monde rural ». Ce concept fataliste empêchait de penser le rôle des acteurs sociaux.

compréhension des mobilités rurales du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est surtout l'étude d'une « contre-mobilité », ville/campagne qui est révélée comme une constante<sup>144</sup> et la forte mobilité intercommunale des ruraux. Les travaux de Paul-André Rosental qui démantèle le mythe de « l'exode rural »<sup>145</sup>, de l'ethnologue Martine Segalen<sup>146</sup> et de Laurence Fontaine<sup>147</sup> poursuivent dans cette direction démontrant que les stratégies sociales, économiques et familiales sont au cœur des phénomènes migratoires dans le milieu rural. En restaurant le champ des possibles et en mettant à jour des configurations dynamiques, les chercheurs réaffirment la complexité des migrations et se détachent de plus en plus clairement du modèle simpliste et fataliste de l'attraction différentielle des territoires. Que ce soit Pierre Cornu en récusant la prédisposition de certains territoires à la déprise humaine et en analysant le poids du discours social dans le développement de cette déprise<sup>148</sup>, ou Béatrice Franques qui travaille sur la construction de la diabolisation du mouvement et qui lutte contre l'idée d'une sédentarisation des ruraux<sup>149</sup>, nombreuses sont les recherches des années 1990 à nos jours, qui réaffirment la mobilité des ruraux. Avec ces différents travaux sur les mobilités, qu'ils émanent d'historiens, de géographes ou d'ethnologues, puisqu'ici encore les problématiques se sont croisées et la pluridisciplinarité des approches est certaine, l'hypothèse du milieu rural comme « monde clos » et immobile est définitivement mise à bas.

Les études sur la politisation, dans la lignée de Maurice Agulhon, se sont surtout concentrées sur les départements « rouges », ou du moins, ceux qui ont connu des révoltes ou des mutations politiques radicales. Ces travaux, s'ils ont permis de réhabiliter les engagements politiques des paysans et de démontrer leur « modernité » par des choix idéologiques « progressistes », faisaient figure d'exception, tout comme les sujets qu'ils analysaient. À une époque où la politisation était considérée comme synonyme de républicanisation, les ruraux étaient perçus comme encore assujettis à la domination de la notabilité, qu'elle procède de l'aristocratie, de la nouvelle bourgeoisie ou de l'Église. Et souvent la politisation était perçue

---

<sup>144</sup> DUPAQUIER Jacques, KESSLER Denis, (dir), *La société française au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions Fayard, 1992.

<sup>145</sup> ROSENTAL Paul-André, *Les sentiers invisibles. Espaces, familles et migrations dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1999.

<sup>146</sup> SEGALEN Martine, *Quinze générations de bas-bretons. Parenté et société dans le pays bigouden Sud. 1720-1980*, Paris, Presse universitaires de France, 1985.

<sup>147</sup> FONTAINE Laurence, *Le Voyage et la mémoire, colporteurs de l'Oisans au XIX<sup>e</sup> siècle*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 1984.

<sup>148</sup> CORNU Pierre, *La forteresse vide. Une histoire des hautes terres du Massif central entre déprise humaine et emprise symbolique (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, thèse pour le doctorat en histoire sous la direction de Gilbert Garrier et Jean-Luc Mayaud, Université Lyon 2, 2000.

<sup>149</sup> FRANQUES Béatrice "L'invention de la sédentarité rurale.", *EspacesTemps.net*, Textuel, 05.04.2004 <http://espacestemp.net/document566.html>

comme descendante, c'est à dire acceptée par les « sociétés rurales », sous la pression de notables bienveillants. C'est à la fois l'étiologie de l'histoire sociale dans les années 1970 et 1980 qui attire les historiens des élites vers l'histoire rurale et le renouveau des approches face aux modalités de l'entrée des ruraux dans la politique nationale qui concourent à revaloriser les stratégies politiques de ces derniers. Jean-Luc Mayaud dans sa thèse<sup>150</sup> qui tente de définir les sociétés paysannes du Doubs, à première vue, immuables, explore les modalités de leur intégration à la communauté nationale au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle avant de s'attarder sur l'affirmation d'un particularisme départemental, culturel et économique qui fait glisser ces sociétés vers le conservatisme légitimiste. Le peu d'influence des médiateurs dans cette « démocratie rurale » et les voies originales de son développement économique (organisation en fruitières et forte pluriactivité), l'amène à soutenir l'idée d'une prise en compte relativement précoce des enjeux politique par la population. Surtout, il démontre que le vote conservateur n'en reste pas moins un vote politique, issu de choix et de stratégies de calcul, et qu'en aucun cas, il ne peut être assimilé à de l'apolitisme. Les études sur les élites rurales quant à elles, notamment autour du concept de « notable »<sup>151</sup>, tentent de mettre en évidence le consentement nécessaire des populations rurales à la domination de ce dernier. Ainsi, si la « déférence sociale » se transforme en « déférence politique », c'est surtout par le fait de consentements stratégiques des populations. Le notable doit rendre compte de son utilité sociale et de l'efficacité de son rôle de relais entre la société villageoise et la « société englobante » sous peine d'être destitué. L'opposition de la micropolis au notable peut également permettre aux villageois de découvrir « le chemin d'une émancipation à la faveur de laquelle il recouvre la plénitude de ses droits, dans le mouvement d'une politisation qui s'opère par le bas<sup>152</sup> ».

Ces travaux qui permettent de remettre en cause la vision d'une politique suivant un mouvement exclusivement descendant vers les populations ouvrent la voie à des études prenant en considération la « communauté rurale » comme le lieu des apprentissages politiques. Ainsi,

---

<sup>150</sup> MAYAUD Jean-Luc, *Les secondes Républiques du Doubs*, Paris, Annales Littéraires de l'université de Besançon, Édition Les Belles-Lettres, 1986.

<sup>151</sup> Voir à ce propos : GIBSON Ralph, « Les notables et l'Église dans le diocèse de Périgueux, 1821-1905 », thèse de doctorat d'histoire, Université Lyon 3, 1979; CORBIN Alain, *Le village des cannibales*, Paris, Éditions Aubier, 1990; HALEVY Daniel, *La fin des notables*, Paris, Éditions Grasset, 1930 ; TUDESQ André-Jean, *Les grands notables en France (1840-49), étude historique d'une psychologie sociale*, Paris, Presses universitaires de France, 1964, 2 vol. En général le notable est perçu comme cumulant distinction et interconnaissance villageoise : il est inséré dans les dynamiques sociales et fait figure de médiateur par rapport à la « société englobante ».

<sup>152</sup> BRELOT Claude-Isabelle, « Les notables au XIX<sup>e</sup> siècle au prisme des études comparées », dans MAYAUD Jean-Luc, RAPHAEL Lutz (dir), *Histoire de l'Europe rurale contemporaine : du village à l'État*, Paris, Éditions Armand-Colin, 2006, pp. 99-116, p. 107.

même conservateurs, les ruraux peuvent être perçus comme « modernes », parce qu'indépendants et politisés. L'ouverture des sociétés rurales et leur intégration dans la communauté nationale semble donc évidente pour la grande majorité des historiens du XIX<sup>e</sup> siècle. En effet, tous ces travaux remettent en cause l'idée d'un monde clos vivant en autarcie. La découverte de la modernité du XIX<sup>e</sup> siècle et de la complexité de sociétés rurales qui sont loin d'être réductibles à un prétendu archaïsme, permettent de porter un regard plus critique sur les bouleversements des années 1960.

L'histoire rurale apparaît « éclatée » au même titre que l'histoire en général. Alors que « la nouvelle histoire » mettait en avant la problématisation autour d'études macro-historiques fondées sur une analyse quantitative, sérielle et structurale des sociétés, la discipline se renouvelle en se concentrant sur des thèmes et des objets de recherche de plus en plus précis, abandonnant par là même la prétention de réaliser une histoire totale. C'est à la fois la crise du marxisme, qui entraîne la remise en cause de l'importance des déterminismes socio-économiques et la remise en cause du structuralisme, qui amène cette dispersion de l'histoire rurale autour de différents objets. Mais cet éclatement des champs de recherches en histoire rurale entraîne énormément de diversité dans les problématiques et les découvertes, d'autant plus que le corps ruraliste se renforce de plus en plus dans une optique pluridisciplinaire avec l'ARF. La richesse des croisements des regards entre sociologues, géographes, ethnologues et historiens, semble combler les manques d'une théorisation générale. Depuis la remise en cause du paradigme labrousien et d'une histoire structurale et globale et le croisement des problématiques des historiens avec celles d'autres disciplines, surtout de l'ethnologie et de la sociologie, les historiens du rural se sont donc détachés de l'étude des structures sociales pour se concentrer sur des champs et des terrains d'analyse moins larges et pour redonner toute sa place à la compréhension des acteurs. Ceux-ci ne sont plus perçus comme passifs et déterminés par les structures économiques et sociales, mais agissants et susceptibles de faire des choix. On réhabilite alors leur marge d'intervention, notamment en travaillant sur des échelles plus réduites afin de scruter de manière plus fine les mécanismes en présence.

À partir des années 1970 et 1980, des phénomènes inédits tels que le renouveau démographique avec l'apparition des néo-ruraux et les usages résidentiels, patrimoniaux et récréatifs des territoires ruraux se développent. La campagne devient, dans les représentations, plus un espace d'usage qu'un espace de production. Il n'y a plus de « rural » comme groupe social mais comme territoire, comme espace. Le recours au rural contre les excès de la modernisation revient en force, dans une vision souvent néo-agrarienne, suite à la remise en

cause du modèle post-fordiste dans les années 1970, ce qui entraîne une requalification du milieu rural et de ses populations. Dans le même temps le productivisme agricole est contesté par une partie de l'opinion publique sensibilisée à la question écologique, et par certains syndicats qui observent les conséquences sociales, hémorragie démographique et prolétarianisation, du nouveau système. C'est surtout au moment où le système ne fonctionne plus, que les chercheurs s'interrogent sur les enjeux de cette crise en revenant sur les modalités des premiers succès. Le début d'une critique structurelle du productivisme agricole s'opère en premier lieu par un changement de vocabulaire chez les chercheurs. Dans la suite des travaux de Marcel Jollivet et de Claude Servolin<sup>153</sup> s'effectuent alors des tentatives de redéfinition du système. Alors que dans les années 1960 et 1970, les changements agricoles sont pensés comme une « normalisation » « naturelle » et « irrémédiable », dans les années 1980 se généralise l'idée qu'il s'agit d'un « modèle de développement » parmi d'autres, que les changements possèdent une logique systémique. Cette reconnaissance entraîne une qualification plus poussée de ce modèle : un changement de vocabulaire s'opère et les chercheurs ne parlent plus de « progrès », de « modernité » ou de « normalisation ». Alors que Claude Servolin parle « d'agriculture individuelle<sup>154</sup> », certains sociologues préfèrent le terme de « modèle d'intensification de l'agriculture<sup>155</sup> », alors que d'autres chercheurs parlent d'« un régime d'accumulation intensive<sup>156</sup> » ou d'un « modèle technico-économique de développement des exploitations<sup>157</sup> ». Cette richesse taxinomique est un premier pas vers la qualification d'un modèle qui n'est plus perçu comme fataliste.

---

<sup>153</sup> Ces derniers, notamment en définissant la « société englobante » comme une « société capitaliste », estiment dès lors que la modernisation de l'agriculture s'apparente à l'intégration de l'agriculture dans le système de production capitaliste. Voir SERVOLIN Claude, « Aspects économiques de l'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste », dans TAVERNIER Yves, GERVAIS Marcel, SERVOLIN Claude, *L'univers politique des paysans dans la France contemporaine*, Paris, Librairie Armand Colin ("Cahiers de la FNSP" 184) 1972.

<sup>154</sup> SERVOLIN Claude, *L'agriculture moderne*, Paris, Édition du Seuil, 1989.

<sup>155</sup> ALPHANDERY, BARCELO, BITOUN, DUPONT, REMY, WOLFER, *Les formes de l'intensification en élevage bovin. Les cas du lait et des jeunes bovins*, Paris, INRA, mai 1980.

<sup>156</sup> ALLAIRE Gilles « Le modèle de développement agricole des années 1960 », dans *Économie rurale*, n° 184, 1988, pp. 171-181. Gilles Allaire reprend ici un concept développé notamment dans les années 1980 par Bertrand et par Boyer dans leur théorie de la régulation. Ces derniers n'avaient pas appliqué leur modèle à l'agriculture. Voir : BOYER Robert, *La théorie de la régulation ; une analyse critique*, Paris, Éditions La Découverte, 1986 et BERTRAND Hugues, "Le régime central d'accumulation de l'après-guerre et sa crise. Enseignements d'une étude en sections productives sur la France de 1950 à 1974", *Critiques de l'économie politique*, 1979, n° 7-8, avril-septembre.

<sup>157</sup> COULOMB Pierre, NALLET Henri, *Le Syndicalisme agricole et la création du paysan modèle*, Paris, INRA, 1980.

L'ouvrage publié en 1989, *Les champs du départ, une France rurale sans paysans ?*<sup>158</sup>, offre une définition intéressante du phénomène de modernisation : pour les auteurs il s'agit d'un « processus de rationalisation technico-économique » de l'agriculture. En s'interrogeant d'emblée sur la validité de la prophétie mendrassienne, ils s'inscrivent parfaitement dans les problématiques contemporaines. Si leur travail vise à offrir des pistes de réflexions sur le devenir de l'agriculture, notamment en matière de choix de structures et de production, ils n'hésitent pas à revenir très longuement sur les origines de la modernisation agricole. Cette démarche, qui offre ainsi une relecture originale des mutations qui ont touché le milieu rural, s'axe principalement autour de l'analyse des formes institutionnelles de la modernité. Les auteurs font alors naître la politique agricole moderne dans les années 1930 et estiment que parler de « révolution » pour la période des années 1960 peut paraître abusif puisqu'il s'agirait avant tout d'une normalisation des rapports entre l'État et la profession autour du CNJA puis de la FNSEA dans un contexte de stabilité politique. L'étude de la politique des trente années antérieures amène alors les auteurs à parler d'une « surestimation du fait politique »<sup>159</sup> en ce qui concerne la « rupture » des années 1960<sup>160</sup>. En développant une analyse approfondie des mécanismes institutionnels ayant amené à la « modernisation technico-économique » et en s'arrêtant plus longuement sur le contexte et la constitution des rapports entre l'État et le CNJA, les auteurs estiment que « l'agriculture des années 1960 est ainsi le produit de ruptures et de synthèses »<sup>161</sup>. De même, sous le titre évocateur, « La sociologie rurale en question », la revue *Études rurales* en 2009, tente de dresser un bilan et un état des lieux des recherches autour de la « ruralité ». Près du tiers des articles reviennent sur la constitution du champ sociologique rural et les auteurs sont assez critiques face à leurs aînés, notamment ceux qui les ont eus directement comme professeurs et qui se sont construits à la fois dans leur héritage mais surtout en les

---

<sup>158</sup> ALPHANDERY Pierre, BITOUN Pierre, DUPONT Yves, *Les champs du départ. Une France rurale sans paysans ?* Paris, Éditions La Découverte, 1989.

<sup>159</sup> *Ibidem*, p. 123.

<sup>160</sup> « Nous avons vu que tous les auteurs qui ont cherché à interpréter le mouvement général de modernisation de l'agriculture s'accordent sur l'idée selon laquelle l'entrée, nécessaire et inévitable, de l'agriculture dans la modernité ne se réalise réellement qu'à partir des années soixante. C'est le moment où une nouvelle élite paysanne, composée de jeunes agriculteurs formés à la JAC et animateurs du CNJA depuis 1956, conquiert les principaux postes aux dépens des responsables syndicaux traditionnels et se prononce résolument en faveur d'une politique de modernisation et de coopération étroite avec les pouvoirs publics. Cette interprétation est en réalité le produit d'une vision strictement institutionnelle et politique des mouvements sociaux et d'une application à l'agriculture de la conception économiste et finaliste de l'histoire qui rapporte les pratiques sociales aux "nécessités" du progrès du marché. Dans cette conception, le christianisme jaciste est jugé secondaire et le courant des jeunes agriculteurs est conçu comme le faire-valoir d'une modernisation dont ni le sens, ni le caractère inéluctable ne sont à aucun moment discutés », dans ALPHANDERY Pierre, BITOUN Pierre, DUPONT Yves, *Les champs du départ...*, ouv. cit., p. 171.

<sup>161</sup> *Ibidem*.



remettant en question. Ainsi, de Marcel Jollivet à Rose-Marie Lagrave en passant par Pierre Alphanéry et Pierre Müller, le retour sur la discipline s'effectue surtout au travers de ceux qui ont vécu la "rupture". Les « jeunes chercheurs » ne sont pas pour autant absents dans l'examen attentif de l'histoire de la sociologie rural puisque Yannick Sencébé, participe également au regard introspectif sur la sociologie rurale dans *Études rurales* alors que Gilles Laferté et Nicolas Renahy analysent les trois types de regards avec lesquels a été abordé le milieu rural depuis les années 1960 sous le titre évocateur de « Tradition, modernisation, domination. Trois regards des études rurales françaises cristallisés autour d'une enquête (RCP Châtillonnais, 1966-1975) ». Ce regard introspectif sur la conceptualisation du « rural » chez les chercheurs les amène à conclure que « les campagnes françaises ne semblent ni un réservoir de traditions éternelles, ni le territoire d'entrepreneurs comme les autres, ni un monde promis à sa destruction prochaine.<sup>162</sup> ». Les autres disciplines ne sont pas en reste et œuvrent également à fournir des analyses sur les évolutions théoriques et méthodologiques autour de l'objet « rural ». Ainsi, le colloque « Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales » qui s'est tenu en 2006, laisse-t-il une large place à ce genre de contributions puisque deux des thèmes abordés s'intitulent « historicité du regard scientifique » et « usages des sciences sociales »<sup>163</sup>. En conclusion les organisateurs notaient alors : « Les sciences sociales qui ont traité des questions rurales sont longtemps restées imperméables à une histoire armée d'archives et de méthodologie critique, laissant la recherche orpheline de son histoire. Il s'agit aujourd'hui de prendre ces conflits des aînés comme des objets sociaux, c'est-à-dire de comprendre la diversité des socialisations scientifiques et des modes de scientificité propres à chaque temps ou mondes scientifiques<sup>164</sup>. » L'introspection de la sociologie a donc été constitutive du déplacement de son regard face à la « modernisation » agricole. Mais la discipline n'a pas pour autant eu le monopole de la critique du système dominant, loin s'en faut, elle s'inscrivait également dans un mouvement plus vaste, qui ne peut être compris qu'à la lecture de son contexte.

---

<sup>162</sup> LAFERTE Gilles, REHANY Nicolas, « Tradition, modernisation, domination. Trois regards des études rurales françaises cristallisés autour d'une enquête (RCP Châtillonnais, 1966-1975) », texte présenté au 31ème colloque de la Social Science History Association, Minneapolis, 2-5 novembre 2006, Working paper Cesaer, n° 2, p. 13.

<sup>163</sup> Parmi les contributions nous pouvons notamment citer [BARTHEZ Alice, "Au sujet de l'historicité du regard scientifique"](#); [GARCIA-PARPET Marie-France, "La construction intellectuelle des marchés agricoles : La Société française des économistes ruraux et la revue Économie rurale"](#); [DEBROUX Josette, "Le "monde rural" et les études rurales à travers les colloques de l'Association des Ruralistes Français" et CHANDIVER Arnault, "Les sciences sociales et l'encadrement de la "renaissance rurale", qui traite notamment de l'apport des géographes.](#)

<sup>164</sup> BESSIERE Céline, LAFERTE Gilles « Conclusions du colloque ». « Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales », Dijon, 17-19 mai 2006, p. 6.

La critique qui était faite de la « révolution » agricole dans les années 1970 reprenait en grande partie les outils d'analyse marxiste. La critique du productivisme agricole s'insérait donc dans la critique du système capitaliste en général, producteur d'inégalités sociales. Dans les années 1980, la critique est surtout fondée sur la conception et la validité du « progrès » et de la « modernité ». La société post-fordiste remet en cause les principes mêmes des Lumières qui font de l'homme le centre de l'univers et du progrès la voie vers l'évolution. C'est une crise de l'anthropocentrisme, qui voit émerger un nouveau sujet identifié tantôt sous le vocable « d'environnement » ou de « biodiversité » et plus généralement sous celui de « nature ». L'anthropomorphisme de la « nature » permet alors de justifier ses droits sur l'espace rural, qui entrent souvent en contradiction avec ceux de la société. Cela remet en cause l'idée fondamentale que l'homme ait pour vocation d'être le maître des choses et que la culture soit supérieure à la nature. Alors que la « nature » devient le nouveau centre d'intérêt et le nouvel enjeu sociétal, le « progrès » se transforme pour certains en méfait alors qu'en général, on cherche à le moraliser, à le rendre plus éthique. C'est dans ce contexte social qu'un retour s'effectue sur « la modernité agricole » des années 1960. Le productivisme agricole est donc remis en cause et les travaux se multiplient sur les conséquences néfastes de la « révolution silencieuse ». Alors que les géographes étudient la dimension territoriale des « dégâts » (modification des paysages, désertification accrue dans certaines zones), les agronomes se concentrent sur les conséquences environnementales de l'intensification de la production, les économistes sur la surproduction croissante, pendant que les sociologues se penchent sur l'émergence des mouvements sociaux contestataires et s'interrogent sur l'investissement de leur discipline dans ces mutations.

L'étude des enjeux environnementaux semble, avec les études patrimoniales<sup>165</sup>, à l'heure actuelle, concentrer l'intérêt des ruralistes du présent. Surtout, l'approche qu'ils ont de leur sujet est souvent culturelle ou politique et occulte bien souvent la dimension sociale, si elle ne la remet pas en cause<sup>166</sup>. Dans la tendance générale de l'émergence de la « nature » comme sujet,

---

<sup>165</sup> À ce sujet voir notamment cet article qui évoque la « fièvre patrimoniale » : LAFERTE Gilles, REHANY Nicolas, « L'ethnologue face aux usages sociaux de l'ethnologie », dans *L'Homme*, n° 166 avril-juin 2003.

<sup>166</sup> Jean-Luc Mayaud et Pierre Cornu notent alors : « On pourrait développer également l'exemple de la relecture « environnementaliste » de l'histoire de l'ère industrielle : légitime dans son questionnement, elle devient aberrante dans son argumentation lorsqu'elle sert à remettre en cause la « question sociale » qui fut au cœur de cette phase historique. Or c'est justement dans les phases de changement global de paradigme que la pression sur le discours de l'histoire se fait la plus forte, tantôt pour lui faire valider l'idée d'une « rupture » avec le passé, tantôt (ou en même temps) pour lui demander de mettre au jour quelque antiquité prestigieuse à laquelle on serait resté fidèle – ou mieux encore, dont on aurait restauré le culte. » MAYAUD Jean-Luc, CORNU Pierre, « L'histoire comme pensée critique du présent », en ligne url : <http://lampe-tempeste.blog.lemonde.fr/de-l%E2%80%99histoire-comme-pensee-critique-du-présent/>

on pourrait être tenté de voir les chercheurs confrontés à la même situation que celle des années 1960. Entre les sollicitations de la société civile et celles des politiques pour la production d'un discours scientifique sur l'importance des considérations environnementales, la tentation est grande de tomber dans la révérence à l'égard du sujet et d'en oublier son positionnement scientifique<sup>167</sup>. L'illusion que le présent soit l'aboutissement du passé et de ses dynamiques et que ce qui est perçu comme juste aujourd'hui l'était également hier, doit être maîtrisée par une rigueur scientifique qui recherche tout autant continuités, requalifications, possibilités, que ruptures. Toutes les réalités ne sont pas apparentes, le présent ne donne pas de vue absolue et surtout, il faut garder à l'esprit que c'est lui qui produit les sources qui vont illusionner les historiens futurs.

Jusqu'au milieu des années 1970, les chercheurs ont travaillé dans l'illusion que la « modernisation » agricole et l'ouverture du milieu rural serait un aboutissement du progrès, dans une vision positiviste de l'histoire. Ensuite, si les chercheurs ont tenté de mettre à jour les politiques publiques en faveur de la modernisation et le jeu social des acteurs, ils sont restés relativement cloisonnés dans l'étude du changement, et évacuent du cadre de leur recherche les marges, les survivances telle que la petite exploitation familiale.

Actuellement, le nouveau paradigme en vigueur entraîne une nouvelle illusion qui donne à voir les anciennes marges, les vaincus du capitalisme agro-industriel, comme l'aboutissement d'un mouvement contestataire d'une gauche paysanne écologique. Il y a une illusion de légitimité du présent parce que ce sont les vaincus qui trouvent leur revanche mais aussi parce que la domination actuelle serait éthique alors que l'ancienne était économique. Ceux qui étaient perçus comme des « fous » de par leur engagement écologiste et ceux qui ont « résisté » à l'invasion capitaliste sont désormais perçus comme étant les chantres du nouveau progressisme agricole et rural<sup>168</sup>. Encore faudrait-il regarder de près leurs motivations : entre retour à l'idée agrarienne d'une terre « qui ne ment pas », stratégies économiques, lutte idéologique contre un système capitalisme antihumaniste, avec au choix analyse chrétienne ou marxiste, peur du changement voire technophobie, purisme quasi fascisant<sup>169</sup> et anti-étatisme primaire, les raisons

---

<sup>167</sup> Voir à ce sujet la conclusion du colloque : Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales - Dijon, 17-19 mai 2006.

<sup>168</sup> Rappelons ici qu'Alain Corbin notait qu'il « convie [nt] de se méfier de tous les concepts qui dérivent de la lecture d'un cours de l'histoire et d'analyses rétrospectives menées en fonction d'un futur advenu ». CORBIN Alain, *Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot. Sur les traces d'un inconnu, 1798-1876*, Paris, Flammarion, 1998 p. 122.

<sup>169</sup> L'idéologie hygiéniste développée par le mouvement agrobiologiste qui tourne notamment autour l'idée de « régénérescence de la race », peut avoir quelques consonances fascistes. Des résurgences peuvent être observables aujourd'hui même si ces héritages ne sont pas clairement mis en avant. Voir à ce sujet : CESAR Christine, « Les métamorphoses des idéologues de l'agriculture biologique. La voie de La vie claire (1946-

du rejet de l'agriculture « conventionnelle » sont multiples. Et encore, il s'agit des convertis. Il faudrait aussi peut-être prendre en compte les petites exploitations qui ont survécu, en s'adaptant, mais sans passer par la voie productiviste des années 1950 jusqu'à ce début de XXI<sup>ème</sup> siècle. C'est en revenant de manière plus approfondie sur les origines de certains mouvements et sur leur histoire en évacuant les présupposés présents et en refusant une histoire descendante que l'on peut mettre à jour ces réalités. Et si les actuelles transformations du milieu rural encouragent les chercheurs à se pencher sur les nouveaux enjeux qui émergent, la mystification de la « révolution silencieuse » reste en grande partie de mise. Rares sont ceux qui reviennent sur la « rupture » des années 1960, le champ de recherche étant désinvesti par les sciences du présent et pas encore totalement investi par celles du passé.

## Quels acteurs du rural ?

Si la géographie et l'anthropologie ont longtemps été des sciences de la colonisation, la discipline historique s'est également révélée dans son rapport au pouvoir, notamment politique. En effet, le développement de la discipline s'est effectué dans un cadre officiel, ses discours ont souvent servi les régimes politiques en place<sup>170</sup> et bien qu'elle se soit peu à peu autonomisée, on lui reproche pourtant encore de travailler à justifier l'advenu et de se concentrer sur le récit des vainqueurs. Jean-Luc Mayaud s'interroge d'ailleurs : « Trop souvent l'historien ne se contente-t-il pas de légitimer ce qui est advenu, en trouvant des principes de causalité à ce qu'il s'est passé ? Pour ma part, il importe de travailler autrement et de former les étudiants à faire plutôt de la généalogie descendante : quelle est l'histoire des possibles à tel moment ? Histoire des possibles qui n'est pas forcément une histoire des vainqueurs. Les vainqueurs sont certes l'une des alternatives de l'Histoire, celle qui a triomphé, mais quels étaient les autres possibles à l'époque ? Une histoire des laissés-pour-compte ne s'impose-t-elle pas, afin qu'après avoir été "victimes de l'Histoire" ils ne deviennent pas les victimes des historiens ?<sup>171</sup> ».

---

1981) » et WOSS Nicolas, « Un monde agricole insoumis : agriculture biologique et agrarisme », dans CORNU Pierre, MAYAUD Jean-Luc, *Au nom de la terre. Agrarisme et agrariens en France et en Europe du 19e siècle à nos jours*, Paris, Éditions La Boutique de l'Histoire, 2007, pp. 335-347, p. 335.

<sup>170</sup> Antoine Prost notait : « La place de l'histoire dans l'enseignement secondaire renvoie explicitement à une fonction politique et sociale : c'est une propédeutique de la société moderne, telle qu'elle est issue de la Révolution et de l'Empire », PROST Antoine, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Éditions du Seuil, 1996, p. 23.

<sup>171</sup> MAYAUD Jean-Luc, « Revenir au paysan, c'est retourner avant 1950 », 10<sup>ème</sup> Université d'été de Marciac, 4 et 5 août 2004, en ligne URL : [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=1231](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1231)

Pourtant dans le milieu rural, comme ailleurs, les vainqueurs d'hier peuvent être les vaincus d'aujourd'hui. Les triomphateurs d'hier étaient ceux qui avaient adhéré au modèle économique dominant, qui avaient fait passer la paysannerie « du monde clos à l'univers infini<sup>172</sup> ». Ceux d'aujourd'hui seraient ceux qui ont « résisté » à ce même modèle dominant, qui ont cherché d'autres voies et alternatives de développement de l'exploitation agricole. Pour l'historien cette notion de victoire est relative. Il y a seulement des hommes qui, en fonction de la conjoncture, en fonction de leurs capitaux et de leurs ressources ont ou non fait des choix. Penser que les différents mécanismes qui conduisent un homme ou un groupe d'hommes à faire des choix ne sont pas systématiquement cohérents et complémentaires, c'est aussi faire une histoire des possibles et redonner à l'homme toute sa singularité et sa liberté.

À partir des années 1980, se développe cette histoire des vaincus, des marges. Plusieurs facteurs ont contribué à renouveler le regard sur la « révolution silencieuse » et ses acteurs. C'est tout d'abord la poussée de la pluridisciplinarité au sein des études rurales qui incite à un rapprochement entre les historiens et les ethnologues. Ce rapprochement s'effectue dans le cadre d'une division du travail scientifique où les "sciences rationnelles" traitent des vainqueurs et où les sciences du culturel et du symbolique se réservent l'histoire des perdants. Nous l'avons vu, malgré la vigueur de la « modernisation », les petites exploitations rurales ne disparaissent pas toutes, mais elles sont ignorées. Ce sont les ethnologues et les historiens qui peuvent rendre compte de cette continuité en premier lieu, puisque ce sont eux qui héritent des « paysans » comme objet d'étude. Leurs observations rejoignent celles des autres chercheurs, qui, confrontés aux réalités du terrain, observent la prégnance de "l'ancien" modèle. Dans le contexte des années 1980, notamment celui de la reconnaissance des syndicats minoritaires par Bertrand Hervieu et Edith Cresson, celui aussi de recherches autour de ce qui n'est pas l'agriculture performante et de la remise en cause du modèle productiviste, les travaux des ethnologues et des historiens sont de plus en plus pris en compte. Les oubliés, les vaincus qui n'auraient rien apporté au progrès, sont réhabilités dans la complexité de leurs dimensions. Il y a une forme de retournement de situation : les "oubliés" deviennent intéressants, les recherches des sciences du culturel et du symbolique gagnent dès lors en légitimité. Cette attention toute particulière accordée aux « vaincus », s'effectue dans le cadre du renouveau épistémologique de l'histoire qui accorde de plus en plus de place au fait culturel et qui privilégie une approche par les

---

<sup>172</sup> Alexandre Koyré

« marges » dans une démarche qui ne prétend pas pour autant générer une compréhension globale des sociétés<sup>173</sup>.

L'enthousiasme pour cette « nouvelle histoire » n'est pas unanime : elle a été largement critiquée, souvent par les héritiers des Annales qui refusent de renoncer à une histoire globale et qui voient dans cette mutation « un effet de mode<sup>174</sup> ». Que cette « nouvelle histoire » réponde à une demande sociale de culture de la marge, qu'elle ait une fonction quelque peu récréative de dépaysement, d'évasion, semble la résultante d'un rejet du structuralisme et de la volonté de formuler un discours d'ensemble sur les sociétés. Pourtant, les spécialistes de l'histoire rurale, notamment ceux qui évoluent dans le cadre de l'ARF, ne semblent pas avoir renoncé à cette ambition globale. C'est certainement par l'inscription des chercheurs dans une démarche pluridisciplinaire, sous l'influence de la sociologie, parce que leur champ d'étude est plus réduit qu'ils essaient de placer leurs questionnements dans des problématiques plus générales et qu'ils revendiquent des analyses systémiques. C'est dans cette démarche que nous voulons nous engager, dans la compréhension des modalités des modifications du champ sociologique de l'agriculture au milieu du siècle et dans la compréhension d'une dynamique sociale, économique et culturelle générale.

Il n'en reste pas moins que l'évolution actuelle de l'histoire et sa concentration sur des objets précis autorise une approche plus fine de certaines dynamiques à l'œuvre. *L'histoire en miettes* permet ainsi de renouveler les approches historiques. Le recours à une échelle plus réduite et à un cadrage plus fin des acteurs, permet d'aborder les sociétés sous un nouvel angle. Les allers-retours fréquents entre l'individu, les systèmes et les groupes sociaux dans lesquels il est inséré, que ce soit dans le cadre d'une approche biographique ou plus souvent prosopographique, évitent les écueils d'une histoire détachée de l'analyse des structures. « Saisir l'histoire dans la singularité individuelle<sup>175</sup> », pour reprendre le titre d'un article de Jean-Luc

---

<sup>173</sup> PROST Antoine, *Douze leçons* ..., ouv. cit., p. 43.

<sup>174</sup> Ainsi François Dosse déclare au sujet de la troisième génération des Annales : « Le nouveau discours historique, comme les anciens, s'adapte pareillement au pouvoir et à l'idéologie ambiante. (...) Le discours annaliste traduit la prédominance des médias, il s'adapte à ses normes et présente une histoire qui est essentiellement culturelle, ethnographique. Il s'agit d'un descriptif spectaculaire de la culture matérielle dans une approche néo-romantique où les fous côtoient les sorcières, où les marges, la périphérie se sont substituées au centre, où une nouvelle esthétique offre un envers nécessaire à la technocratie environnante, au béton les pieds dans l'eau. Cette histoire intègre les fantasmes, les refoulements pour réaliser un consensus autour de notre modernité, et l'historien a charge de ratisser tous ces déviants pour les ramener dans un univers composite où chacun a sa place dans un même ensemble social sans contradiction. » DOSSE François, *L'histoire en miettes : des Annales à la nouvelle histoire*, Paris, Éditions La Découverte, 1987, p. 255.

<sup>175</sup> MAYAUD Jean-Luc, « Saisir l'histoire dans la singularité individuelle ? », dans *Ruralia*, 1998-03, [En ligne], mis en ligne le 25 janvier 2005. URL : <http://ruralia.revues.org/document61.html>. Consulté le 19 mars 2010.

Mayaud, peut paraître utopique, mais cela semble réalisable, à la condition d'inscrire cette recherche dans un jeu d'échelles. Alors que les historiens ruralistes concentrent leurs efforts pour saisir « l'individu social », politistes et sociologues s'engagent dans la compréhension des groupes et des acteurs sociaux. La démarche n'est pas nouvelle, et elle reste marginale dans le domaine des études rurales, mais elle permet d'offrir une lecture spécifique de la « révolution silencieuse ».

Les politologues, dans la veine classique de l'étude des comportements électoraux initiée par André Siegfried<sup>176</sup> s'intéressent aux rapports entre paysans et politique et dans cette perspective se rapprochent des historiens et des sociologues. C'est notamment le paradoxe entre le déclin du poids de la paysannerie et l'augmentation des références et des intérêts politiques portés à cette dernière qui intéresse les chercheurs. Ainsi la FNSP publie de nombreux ouvrages qui tentent de mettre à jour cette contradiction, cette disproportion entre poids symbolique et poids démographique et socio-économique et qui visent à comprendre les rapports des paysans à la politique : *Les paysans et la politique*<sup>177</sup> en 1958, *L'univers politique des paysans*<sup>178</sup> en 1972, *Les agriculteurs et la politique*<sup>179</sup> en 1990. Cependant, comme le souligne Gilles Pécout : « On remarquera simplement que la démarche et l'interrogation historiques encore très présentes dans la publication de 1972 sont devenues beaucoup plus marginales en 1990. Signe éminent que les campagnes contemporaines paraissent intéresser davantage le politologue que l'historien du politique<sup>180</sup> ». Bien que la science politique ait intégré les apports de l'histoire et n'hésite plus à en fournir un récit, alors que les historiens se sont familiarisés avec les méthodes et les concepts utilisés par les politistes, il semble que le renouveau de l'histoire politique rurale trouve sa filiation chez les historiens du politique, beaucoup plus que chez les politologues. En effet, les disciples d'Yves Tavernier ou Pierre Müller<sup>181</sup> ne semblent pas s'être engagés sur le terrain du rural. Et l'ouvrage fondateur de Pierre Barral, *Les agrariens français de Méline à Pisani*, tout

---

<sup>176</sup> *Tableau politique de la France de l'ouest sous la troisième république*. 102 cartes et croquis, 1 carte hors texte, Paris, Armand Colin, 1913.

<sup>177</sup> FAUVET Jacques, MENDRAS Henri, *Les paysans et la politique dans la France contemporaine*, Paris, Éditions Armand-Colin, 1958.

<sup>178</sup> TAVERNIER Yves, GERVAIS Marcel, SERVOLIN Claude, *L'univers politique des paysans dans la France contemporaine*, Paris Éditions Armand Colin, 1972.

<sup>179</sup> COULOMB Pierre, DELORME Hélène, HERVIEU Bertrand, JOLLIVET Marcel, LACOMBE Philippe, *Les agriculteurs et la politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences-politiques, 1990.

<sup>180</sup> PECOUT Gilles, « Réflexions sur l'historiographie des campagnes françaises du XXème siècle », dans Canal Jordi, Pécout Gilles, Ridolfi Maurizio (dir.), *Sociétés rurales du XXe siècle : France, Italie et Espagne*, Rome, École française de Rome, 2004, pp. 7-21, p. 13.

<sup>181</sup> D'ailleurs ce dernier s'interrogeait récemment sur la pertinence des études de politique rurale : MULLER Pierre, « Peut-on penser le global à partir du rural ? Réflexions d'un politiste », dans *Économie rurale*, 300, 2007.

comme la thèse de Maurice Agulhon apparaissent comme étant les premières références de l'histoire politique rurale. Ainsi, les grandes thèses d'Isabel Boussard et de Robert Paxton sont avant tout les héritières des réflexions et de la typologie de Pierre Barral, même si elles s'en distinguent largement. C'est d'ailleurs cette direction que prend l'histoire politique : elle s'intéresse avant tout aux processus de constitution de groupe sociaux, aux institutions d'encadrement du milieu agricole et rural et à la politisation. Alors qu'Isabel Boussard concentre ses efforts sur la compréhension de la Corporation paysanne<sup>182</sup>, Robert Paxton quant à lui s'intéresse aux chemises vertes<sup>183</sup>, pendant qu'une bonne partie des historiens développent leur intérêt pour les « départements rouges ». Avec les apports de Jean-Luc Mayaud, qui travaille sur un « département bleu », les travaux s'affinent et cherchent à rendre compte de la complexité des processus de politisation, qui dépassent de loin la théorie de « l'inculcation de la démocratie » aux masses rurales<sup>184</sup>.

Après s'être dégageé de l'illusion de l'autonomie de l'histoire politique, les « historiens du politique », reviennent donc à la charge, en s'appuyant sur les apports de la sociohistoire. Autour de Serge Bernstein notamment, les thèses se multiplient, laissant une part à l'étude des phénomènes sociaux. Ainsi la thèse d'Édouard Lynch<sup>185</sup> qui vise à éclairer le moment agrariennes années 1930 et la politisation villageoise dans le cadre de l'analyse de la SFIO parvient à articuler local et global dans une démonstration rigoureuse et riche en sources. En observant l'unanimité de l'adhésion à l'idéologie agrarienne il démontre comment celle-ci a pu être constitutive du nationalisme français tout comme le moteur d'une réflexion sur la

---

<sup>182</sup> BOUSSARD Isabel, *La Corporation paysanne, une étape dans l'histoire du syndicalisme agricole français (1940-1944)*, Thèse de 3e cycle pour l'obtention du doctorat en lettres, Université Paris X-Nanterre, 1972; BOUSSARD Isabel, *Vichy et la Corporation paysanne*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1980.

<sup>183</sup> PAXTON Robert, *Le temps des chemises vertes. Révoltes paysannes et fascisme rural. 1929-1939*, Paris, Éditions du Seuil, 1996.

<sup>184</sup> Dans sa thèse *Pouvoir et politique en Haute-Bretagne rurale. L'exemple de Louvigné-de-Bais (16<sup>e</sup> - 19<sup>e</sup> siècles)*, Yann Lagadec notait alors que l'« histoire de la politisation — tout particulièrement celle du monde rural — trop souvent limitée à celle de l'"inculcation de la démocratie" selon l'expression de Maurice Agulhon. L'étude de la politisation se borne ainsi souvent à celle de "l'imposition d'une bonne manière de faire de la politique" (A. Collovald et F. Sawicki), une bonne manière trop largement résumée au seul vote républicain. Cela conduit logiquement à négliger des pans entiers des réalités des campagnes, et, de ce fait, à une histoire politique du monde rural tronquée, réduite au diptyque pour le moins réducteur archaïsme/modernité, tout particulièrement dans l'Ouest de la France où, on le sait, les campagnes — certaines d'entre elles au moins — se sont montrées souvent très rétives à la République sans pour autant refuser en bloc toute modernisation. », LAGADEC Yann, « Pouvoir et politique en Haute-Bretagne rurale. L'exemple de Louvigné-de-Bais (16<sup>e</sup> -19<sup>e</sup> siècles) », *Ruralia*, 2004-15, [En ligne], mis en ligne le 30 septembre 2005. URL : <http://ruralia.revues.org/document1051.html>. Consulté le 19 mars 2010.

<sup>185</sup> LYNCH Édouard, *Le parti socialiste (SFIO) et la société paysanne durant l'Entre-deux-guerres. Idéologie, politique agricole et sociabilité politique (1914-1940)*, thèse d'Histoire sous la direction de Serge Bernstein, IEP de Paris, 1998.



modernité agricole. Surtout, l'analyse des méthodes d'implantation et d'enracinement du parti, celles de ses réseaux et de la formation de militants éclaire tant le processus de politisation des campagnes que l'émergence de nouvelles formes de mobilisations paysannes, notamment dans le rapport aux autorités administratives. Edouard Lynch continue ses recherches sur les mobilisations paysannes et permet, en investiguant les années 1960 à 1980 de renouveler tant le champ archivistique<sup>186</sup> que les questionnements concernant les stratégies déployées par les acteurs de l'agriculture pour se faire entendre et défendre leurs intérêts<sup>187</sup>. Les travaux de Jean Vigreux<sup>188</sup> sur le parti communiste, à partir d'une approche multiscalaire, permettent d'éclairer à la fois l'intérêt du communisme pour les questions agraires qui contraste avec son écho limité et la « rencontre » entre le PCF et les sociétés rurales dans les années 1930. Et si l'étude du communisme au village permet de mettre au jour les réseaux et les individus sur lesquels tente de s'appuyer le parti, elle met également en évidence les continuités et les héritages, notamment républicains, socialistes et anticléricaux qui constituent un appui nécessaire pour permettre au PCF de pénétrer le rural. Ces deux études qui contribuent au chantier de la politisation des campagnes sont complétés par celles de Robert Paxton sur les Chemises vertes et de David Bensoussan sur les tensions entre les droites catholiques bretonnes sur la même période. Robert Paxton replace l'étude du dorgérisme, phénomène qu'il estime s'inscrire dans « le champ magnétique du fascisme », dans son dialogue avec les autres organisations agricoles et démontre que malgré un discours agrarien qui fit des émules dans certaines régions, de nombreux facteurs contribuèrent à son échec notamment l'ancrage de l'idée républicaine dans le milieu rural et la limitation du mouvement au charisme de son chef qui finalement restait tributaire du soutien des notables traditionnels. Ce dernier point est en partie repris par David Bensoussan qui démontre, dans le cas breton, l'appui stratégique du « bloc agraire » sur le dorgérisme. En mettant au jour les conflits entre les tenants de la démocratie chrétienne qui se réinventent dans le syndicat des cultivateurs cultivants et le « bloc agraire » qu'il estime être un concept opératoire pour qualifier la forte cohésion qui unit l'aristocratie foncière, le clergé et une partie de la paysannerie autour de la préservation d'un ordre social conservateur, David Bensoussan analyse finement les stratégies d'une élite traditionnelle qui cherche à maintenir

---

<sup>186</sup> Notamment par l'utilisation des images animées.

<sup>187</sup> **Dans le cadre d'une HDR présentée devant l'université Lyon 2 en 2011 : 'Jacquou le votant' : Sociétés paysannes en politique : engagements partisans, mobilisations collectives et représentations dans la France du 20<sup>e</sup> siècle.**

<sup>188</sup> VIGREUX Jean, *Waldeck Rochet, du militant paysan au dirigeant ouvrier*, Thèse de doctorat en histoire sous la direction de Serge Berstein, Institut d'études politiques de Paris, 1997 ; *La faucille après le marteau. Le communisme aux champs dans l'entre-deux-guerres*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2012.

son emprise et les constantes mutations de la contre-société catholique. Il analyse également « l'irruption de la paysannerie sur la scène sociale et politique » qui constitue un phénomène majeur dans les années d'Entre-deux-guerres en démontrant que le développement du dorgérisme et des cultivateurs-cultivants contribuent tant à la politisation des ruraux qu'à leur organisation en partie endogène. Ces recherches constituent un apport et un appui indéniable à notre travail, d'une part parce qu'elles appuient la thèse de l'importance de l'Entre-deux-guerres dans la formalisation des discours agrariens et rendent compte du processus, largement entamé au XIX<sup>e</sup> siècle, de la politisation des ruraux et la structuration de leur organisation. Et si les femmes semblent les grandes absentes de ces recherches, leur invisibilité ne doit pas présupposer de leur passivité dans les grandes mutations en cours dans le milieu rural et surtout dans la construction des paysans comme acteurs socio-politiques. Ici, archives et questionnements méritent d'être renouvelés afin d'éclairer la complexité de la formation d'un terreau militant dans toutes ses composantes, à l'image du travail réalisé par Jérôme Pelletier<sup>189</sup> qui rend compte de l'importance de la mobilisation féminine dans les groupements de vulgarisation agricole. Ces agricultrices, loin de se cantonner à une posture passive, ont su très largement s'approprier les outils de la « modernisation » agricole et conquérir une position sociale à l'extérieur de leur exploitation. Le travail de Sylvain Brunier<sup>190</sup> met également en lumière le rôle des femmes pendant la « révolution silencieuse » en revenant sur l'appui décisif au processus du groupe professionnel méconnu des conseillers et les conseillères agricoles. Sa thèse contribue à la compréhension tant de la prescription et de la diffusion de l'idéologie du progrès qu'à la connaissance de la construction d'une identité professionnelle et illustre le renouveau de l'histoire sociale autour de l'approche prosopographique et biographique.

En effet la réhabilitation des stratégies et des individus au détriment d'une compréhension plus générale des structures a amené de nouvelles méthodes dans la discipline historique ou, du moins, généralise le recours à ces nouvelles méthodes. Cette histoire se réalise en deux temps : cadrage plus fin des acteurs et choix d'une échelle réduite. Pour cerner de manière plus précise les acteurs, comprendre les relations qu'ils entretiennent entre eux et avec les organisations, l'administration, l'État, ce qui revient à mesurer leur degré d'intégration dans les différentes structures qui les entourent, le recours à la prosopographie semble pertinent.

---

<sup>189</sup> PELLETIER Jérôme, *La place des femmes dans la modernisation de l'agriculture en Loir-et-Cher de la Libération au début des années 1980*, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Michel Lescure, Paris X, 2010.

<sup>190</sup> BRUNIER Sylvain, *Conseillers et conseillères agricoles en France (1945-1983). L'amour du progrès aux temps de la "révolution silencieuse"*, thèse de doctorat d'histoire sous la direction d'Anne-Marie Granet-Abisset, université de Grenoble, 2012.

C'est vers cette voie que s'oriente l'histoire rurale en adoptant une méthode qui jusqu'alors était surtout appliquée à l'histoire religieuse, aux militants du monde ouvrier<sup>191</sup> et aux grands notables. C'est d'ailleurs sous l'influence des historiens des élites, attirés par l'histoire rurale dans « l'émiettement » de la discipline, que se réalise cette orientation méthodologique et leurs thèses restent des modèles en la matière pour tout historien du social<sup>192</sup>, même s'ils sont loin d'être des précurseurs et d'avoir le monopole de la démarche. L'objectif est d'observer les normes et les marges par la lecture des régularités et des discontinuités offertes par la méthode prosopographique. Fiches prosopographiques ou « biographies sociales » peuvent venir soutenir la précision de la méthode. La biographie fait également son retour, notamment en se concentrant sur des anonymes comme c'est le cas dans l'ouvrage d'Alain Corbin *Le Monde retrouvé de Louis-François Pinagot. Sur les traces d'un inconnu (1798-1876)*<sup>193</sup>. Le choix d'une échelle plus réduite s'effectue par un recours à la micro-histoire<sup>194</sup>. Cette démarche, en s'intéressant aux individus et en réduisant les échelles d'étude, permet de cerner au mieux la complexité des processus à l'œuvre dans les changements mais également dans les continuités. La compréhension des sociétés rurales apparaît plus pertinente à une échelle réduite : c'est généralement le cadre de la commune qui est choisi pour mettre au jour les différentes dynamiques.

Ces démarches qui complètent et renouvellent les travaux tant sur les élites du « monde agricole » que sur les acteurs intermédiaires du développement rural s'effectue généralement dans un retour à l'analyse du temps long. Le travail de Gilles Della Vedova<sup>195</sup> décrit ainsi l'importance du rôle joué par certaines familles agricoles aux côtés des notables isérois dans la spécialisation dans l'élevage bovin, la pluriactivité liée au travail et au commerce du bois et la construction d'un système touristique qui mettent en branle un processus de développement précoce et viable alors que celui de Gaëlle Charcosset<sup>196</sup> infléchit l'analyse des mécanismes de

---

<sup>191</sup> Avec la réalisation du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* (Le Maitron), 43 volumes publiés de 1964 à 1993.

<sup>192</sup> Citons chronologiquement : TODESQU André-Jean, *Les grands notables en France (1840-49), étude historique d'une psychologie sociale*, Paris, Presses universitaires de France, 1964; BERGERON Louis et CHAUSSINAND-NOGARET Guy (dir), *Grands notables du premier Empire*, Paris, Édition du CNRS, 1978; BRELOT Claude-Isabelle BRELOT, *La noblesse réinventée. Nobles de Franche-Comté de 1814 à 1870*, Annales littéraires de l'Université de Besançon, Paris, Édition Les Belles-Lettres, 1992.

<sup>193</sup> CORBIN Alain, *Le monde retrouvé* ..., ouv. cit..

<sup>194</sup> Cette démarche fut notamment développée en Italie autour de la revue *Quaderni Storici*.

<sup>195</sup> DELLA VEDOVA Gilles, *Les acteurs du développement rural en Isère : canton de Villard-de-Lans, 19<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> siècles*, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Jean-Luc Mayaud, Université Lyon 2, 2016.

<sup>196</sup> CHARCOSSET Gaëlle, *Le politique au village. Histoire sociale de l'institution municipale, 1800-1940. Arrondissement de Villefranche (Rhône)*, thèse de doctorat d'histoire, sous la direction de Jean-Luc Mayaud, 2018.

la politique au village en étudiant l'évolution de l'institution municipale et l'importance de l'engagement agrarien de ses acteurs dans un canton du Rhône. Dans cette même lignée, le travail de Mélanie Atrux-Tallau<sup>197</sup> éclaire d'un jour nouveau et sur un temps long la structuration du corps intermédiaire que constitue l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture. En ayant recours à la prosopographie qui lui permet de dresser des portraits fins et complets des élus de l'organisation, elle interroge leur position d'élite agricole ainsi que le sens de leur rôle de médiation et leur quête de légitimité. Les apports de la sociologie des organisations lui permettent de mettre en lumière les mécanismes fins de fonctionnement d'une instance de coordination qualifiée de « rouage souple » et révèlent également l'intérêt d'un recours à la pluridisciplinarité. Ce travail renouvelle en grande partie l'étude sur les dirigeants agricoles initiée par Sylvain Maresca<sup>198</sup> qui finalement, malgré son originalité et sa qualité méthodologique et théorique ne fit que peu d'émules avant les années 2000. Mais depuis peu, la mobilisation des agriculteurs, leur engagement syndical ou politique intéressent les chercheurs qui, puisant dans la sociologie des organisations et celle des mouvements sociaux<sup>199</sup>, réinvestissent l'approche des organisations et des acteurs de l'agriculture. Le travail d'Eric Doïdy sur les éleveurs jurassiens<sup>200</sup>, celui de François Purseigle sur les jeunes agriculteurs<sup>201</sup> illustrent ce renouveau tout comme celui d'Ivan Bruneau sur la Confédération paysanne<sup>202</sup>, qui distingue, grâce à l'analyse de leurs différents capitaux et de leurs trajectoires sociales, « les héritiers » des « néo-ruraux » qui constituent le syndicat contestataire. Avec l'étude des cultures organisationnelles de deux départements est démontrée tant la diversité du sentiment subjectif d'appartenance au « monde paysan » que les rapports parfois conflictuels entre individus et collectif.

---

<sup>197</sup> ATRUX-TALLAU Mélanie, *Histoire sociale d'un corps intermédiaire : l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (1924-1974)*, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Claude-Isabelle Brelot, université Lyon 2, 2010.

<sup>198</sup> MARESCA Sylvain, *Les dirigeants paysans*, Paris, Les Éditions de minuit, 1983.

<sup>199</sup> Voir à ce sujet : NEVEU Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, Édition La Découverte, 1996; MATHIEU Lilian, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Les Éditions Textuel, 2004.

<sup>200</sup> DOIDY Eric, « Cultiver l'enracinement. Réappropriations militantes de l'attachement chez les éleveurs jurassiens », dans *Politix*, n° 83, 2008, pp. 155-177.

<sup>201</sup> PURSEIGLE François, *L'engagement des jeunes agriculteurs dans les organisations professionnelles agricoles. Contribution à l'étude des processus d'entrée dans l'action collective*, thèse de doctorat de sociologie, sous la co-direction de Jean-Pierre Prod'homme et Pierre Roux, Institut national polytechnique de Toulouse, 2003.

<sup>202</sup> BRUNEAU Ivan, *La Confédération paysanne : s'engager à "juste" distance*, thèse de doctorat de science politique, sous la direction de Bernard Pudal, Université Paris X-Nanterre, 2006. Voir également : BRUNEAU Ivan, « Quand des paysans deviennent "soixante-huitards". Conversions politiques et subversions des normes professionnelles », dans, PUDAL, GOBILLE, MATONI, DAMAMME, (dir.), *Mai — Juin 68*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2008.

Loin du tableau descriptif qu'avait réalisé Yves Tavernier sur le syndicalisme agricole<sup>203</sup> en 1969, les chercheurs s'engagent ici dans la compréhension du sens et des mécanismes de l'engagement. Ce type d'initiative, avec les méthodes de l'ethnographie ouvrière et de la sociologie des mouvements sociaux jusque-là appliquées principalement aux mondes ouvriers ou aux « nouveaux mouvements sociaux », se développe, pour le plus grand bénéfice de la connaissance des ruraux et des modalités de leurs actions<sup>204</sup>. Ainsi, en conclusion du colloque sur « les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales », les auteurs notent que « concernant la redéfinition des territoires et carrières politiques, le renouvellement de la sociologie des élus et des élites associatives ou syndicales ou encore sur la mobilisation, la gestion et le contrôle des catégories populaires, le terrain des mondes ruraux ouvre de nombreuses perspectives innovantes à la sociologie politique<sup>205</sup> ».

Cette focalisation autour des individus et des groupes sociaux permet d'accéder à une nouvelle compréhension des phénomènes sociaux-politiques. Loin d'une vision positiviste et naturaliste de l'histoire des sociétés, les phénomènes sont déconstruits, pour mettre à jour la part des choix et celle des contraintes, dans un contexte local et global. Les réflexions actuelles sur la « modernisation » encouragent donc à regarder du côté des acteurs et de leurs stratégies. Si la « modernisation » est de plus en plus appréhendée comme étant la résultante d'actions rationnelles des groupes sociaux et de l'État, le décentrage de la période reste de mise et les processus à l'œuvre dans les années 1930 méritent encore d'être interrogés.

En reprenant une définition large de la « modernisation » qui englobe autant le processus de rationalisation technico-économique de l'agriculture que l'intégration de nouvelles normes culturelles et politiques, nous tenterons de mettre en lumière les ressorts et les modalités de définition, d'appropriation mais aussi d'élaboration de processus qui se situent au cœur de la rencontre entre dynamiques endogènes et exogènes au milieu rural. En replaçant les acteurs au centre des rapports à leur profession, à l'Église et à la société et dans une approche qui tente de dissoudre le déterminisme culturaliste par l'étude fine des discours et des pratiques, nous observerons l'évolution d'une partie importante des populations rurales catholiques dans leur

---

<sup>203</sup> TAVERNIER Yves, *Le syndicalisme paysan, FNSEA, CNJA*, Paris, Éditions Armand-Colin, 1969.

<sup>204</sup> Voir également ANTOINE Annie et MISCHI Julian, (dir.), *Sociabilité et politique en milieu rural*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008 ; BOURRIGAUD René, *Le développement agricole au XIX<sup>e</sup> siècle en Loire-Atlantique*, Nantes, Centre d'histoire du travail de Nantes, 1994 ; MISCHI Julian, RENAHY Nicolas, « Pour une sociologie politique des mondes ruraux », dans *Politix*, vol. 21, n° 83, 2008, pp. 9-21.

<sup>205</sup> BESSIERE Céline, LAFERTE Gilles, « Conclusion du colloque "Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales", Dijon, 17-19 mai 2006, p. 9, en ligne URL : <http://cemadoc.cemagref.fr/exl-php/colloques/30-2006les-mondes-ruraux-épreuve-des-sciences-sociales.htm>

rapport au monde qui contribue, sinon à une dynamique de changement global des sociétés, du moins à des ajustements réciproques avec les évolutions contemporaines.

## La JAC

C'est assez tardivement que la JAC a été considérée comme un objet de recherche en sciences humaines. En effet, le mouvement qui a mobilisé, dans ses plus grands moments, plusieurs milliers de jeunes ruraux, et qui changea de nom, peut-être d'orientation, en 1962, n'intéressa les chercheurs en sciences sociales que vers la fin des années 1970<sup>206</sup>. Depuis les années 1950, la majorité de la littérature produite l'est par le sujet lui-même : à savoir les acteurs de la JAC, ou du MRJC. Certains militants ou proches du mouvement ont réalisé des études approfondies qui font référence sur la JAC ce qui ne facilite pas le travail des chercheurs, ces sources étant souvent considérées comme de la bibliographie.

Le mouvement jaciste a publié entre 1930 et 1960 de nombreuses brochures, destinées avant tout à ses membres mais également à la jeunesse rurale ainsi qu'au clergé<sup>207</sup>. Par leur dimension descriptive et unanimiste, elles tentent parfois de rendre compte des problèmes du milieu rural, de la jeunesse et de l'Église, mais elles éludent toute problématique et toute analyse précise. Un ouvrage se distingue cependant dans cette multitude de productions internes : *Les chrétiens dans le monde rural*. Les auteurs sont des prêtres, engagés dans les mouvements d'Action catholique et ils présentent leur travail comme « plus qu'une étude, un témoignage<sup>208</sup> ». Si l'essentiel de l'ouvrage se concentre sur la pastorale rurale et, à travers l'apologie de l'Action catholique, manifeste une valeur programmatique indéniable, l'évocation des dynamiques

---

<sup>206</sup> Si on excepte la thèse de science-politique de Marie-Josèphe DURUPT, *Les mouvements d'Action catholique, facteurs d'évolution du milieu rural*, FNSP, soutenue en 1963 sous la direction de René Rémond. Mais la JAC n'étant pas ici l'unique objet de la thèse.

<sup>207</sup> À diverses occasions, il a tenté de revenir sur son histoire, afin de se présenter ou de justifier son action mais plus généralement dans une démarche mémorielle comme c'est le cas pour deux publications sorties à l'occasion de la célébration d'anniversaires du mouvement : *Vingt ans de JACF, 1933-1953* de A. Achard et *La JAC a 25 ans* de Michel d'Haene. Ces brochures sont destinées à fournir des points de repères aux militants et aux différents observateurs du mouvement et ne constituent donc en aucun cas de la matière bibliographique. Voir également YOLE Jean, *La JAC Pourquoi ? Comment ?*, Paris, Éditions de la jeunesse agricole, 1930. Jeunesse agricole catholique, *Manuel de la JAC*, Paris, Éditions Semailles, 1942, 116 p. Jeunesse agricole catholique, *Les premiers pas de la JAC*, Éditions de la jeunesse agricole, 1938, 32 p. et également Jeunesse agricole catholique féminine, *Les premiers pas de la JAC*, Éditions de la jeunesse agricole, 1942, 56 p.

<sup>208</sup> TOULAT Pierre, BOUGEARD Ange, TEMPLIER Joseph, *Les chrétiens dans le monde rural*, Paris, Éditions du Seuil, 1962, p. 10.

paroissiales, du rôle du prêtre et du cheminement spirituel des jeunes, soulèvent de nombreux problèmes dans une perspective analytique, notamment ceux qui concernent les relations entre les aumôniers et le clergé, ainsi qu'entre la hiérarchie et les mouvements d'Action catholique. Les auteurs signalent les désaccords internes au mouvement ainsi que les réactions de l'Église face à la contestation paysanne tout en évoquant son attitude face au contexte agricole et rural et donnent à voir une Action catholique rurale en mouvement. Au final, les auteurs estiment que la JAC répond en tout point aux objectifs de l'Action catholique et d'une Église progressiste puisqu'elle contribue à la rechristianisation des campagnes mais également parce qu'elle vise à former un homme complet, à collaborer à l'œuvre divine. Les auteurs soulignent l'importance des influences du personalisme d'Emmanuel Mounier, de la théologie du Père Teilhard de Chardin, de la doctrine sociale de l'Église et, implicitement de la philosophie blondélienne à travers la récurrence de l'expression « chrétiens d'action ». Pour ces clercs, l'action professionnelle du mouvement a également une visée spirituelle puisque « l'éducation théologique » est « l'âme de l'éducation complète<sup>209</sup> » et distille l'esprit chrétien dans les organisations agricoles que ses militants intègrent et surtout parce que l'adhésion au « progrès inéluctable » est perçue comme une soumission à la loi divine<sup>210</sup>.

La première apparition de la JAC dans une publication scientifique est l'article de Marcel Faure, « Action catholique en milieu rural<sup>211</sup> » qui occupe une quinzaine de pages dans l'ouvrage de la FNSP : *Les paysans et la politique dans la France contemporaine*, publié en 1958. L'auteur, agriculteur, s'exprime en sa qualité d'ancien militant jaciste, responsable national du service presse de 1946 à 1956, et surtout, en tant que directeur de la revue *Paysans*. Après avoir présenté le mouvement, son historique, sa structure, son organisation et sa pédagogie, l'auteur qui estime que ce sont « de petits et de très petits paysans qui forment sa très grande masse », souligne surtout sa relative sécularisation. En effet, il affirme que la JAC est « basée sur une doctrine de laïcs » et qu'elle « n'a pas un but premier et immédiat d'ordre religieux ». Son texte apparaît ainsi comme une justification de la souveraineté du mouvement

---

<sup>209</sup> TOULAT Pierre, BOUGEARD Ange, TEMPLIER Joseph, *Les chrétiens...*, op. cité, p. 10.

<sup>210</sup> « Dans ces prises de positions de chrétiens, nous décelons la volonté d'organiser la vie temporelle selon la vérité des choses, parce que les réalités aussi viennent de Dieu et les bienfaits qu'elles doivent procurer ne peuvent qu'être le résultat d'une utilisation adéquate conforme à leur nature. (...) Il y a une loi des choses en évolution : c'est dans sa reconnaissance qu'on peut espérer trouver une légitime sécurité. La science et la technique obligeant à un inéluctable progrès, le respect des lois naturelles en développement ininterrompu est pour nous, hommes du temporel, l'attitude fondamentale de notre dépendance à l'égard du Créateur. (...) Cet homme de la terre est chrétien en cela même qu'il cherche à conformer au dessein de Dieu ses objectifs de producteur et à ajuster sur son intention créatrice ses options d'organisateur. » TOULAT Pierre, BOUGEARD Ange, TEMPLIER Joseph, *Les chrétiens*, op. cité, p. 197.

<sup>211</sup> FAURE Marcel, « Action catholique en milieu rural », dans FAUVET Jacques, MENDRAS Henri (dir), *Les paysans et la politique dans la France contemporaine*, Paris, Librairie Armand Colin, 1958, pp. 345-360.

dans son action temporelle. Et s'il souligne que « les organisations professionnelles, soucieuses de renouveler leurs cadres, se heurtent, presque partout, à des éléments formés par la JAC<sup>212</sup> », il ne développe guère ce point ni le rôle de la JAC dans les transformations socio-économiques du milieu agricole, mais ouvre des pistes dans lesquelles vont s'engouffrer les anciens militants.

En effet, dès les années 1960, des anciens témoins rédigent des ouvrages mettant en évidence leurs trajectoires et leurs réflexions dans le contexte des changements du milieu rural et s'attachent à développer des analyses sur le rôle de la JAC. La plupart du temps il s'agit de témoignages<sup>213</sup>, de récits de vie traitant du rôle de la JAC dans les bouleversements du monde agricole français des années 1960. Ce sera notamment le cas des travaux d'anciens dirigeants du mouvement comme André Vial<sup>214</sup> ou Michel Debatisse<sup>215</sup>. Ce dernier cumule à la fois le droit de s'exprimer sur les changements socio-économiques en agriculture des années 1940 à 1970, en tant que dignitaire syndical national, et celui de s'exprimer au nom d'un mouvement de jeunesse agricole dont il a été l'un des principaux représentants dans les années 1950<sup>216</sup>. En monopolisant les deux discours il parvient ainsi à être le dépositaire le plus légitime d'une définition contextualisée de la JAC. Celle-ci est perçue comme un « cours élémentaire » de la formation à l'action collective, comme une école de la conscience professionnelle, comme la voie royale pour entrer dans le syndicalisme agricole. La démonstration de Debatisse, qui tend à prouver la responsabilité du CNJA dans les politiques agricoles des années 1960, corroborée par la communauté scientifique crée un lien de cause à effet entre la JAC et le CNJA et permet de poser le mouvement de jeunesse comme acteur central de l'entrée du rural dans « la modernité ». Le lien est ainsi fait entre JAC et « Révolution silencieuse », entre humanisme chrétien et « égalitarisme rural », entre éducation de masse et élévation économique, entre Église et modernité. Dès lors la thèse d'une « génération spontanée », qui aurait mis à bas le pouvoir des notables traditionnels tant dans la paroisse que dans la commune et dans les organisations professionnelles se développe. Les jeunes ruraux seraient les principaux acteurs

---

<sup>212</sup> *Ibidem*, p. 351.

<sup>213</sup> Jeunesse agricole catholique/Jeunesse agricole catholique féminine, *Témoignage 50 — Congrès du 20<sup>e</sup> anniversaire JAC et JACF*, 1950.

<sup>214</sup> VIAL André, *La foi d'un paysan*, Paris, Éditions de l'Epi, 1967.

<sup>215</sup> DEBATISSE Michel, *La révolution silencieuse. Le combat des paysans*, Paris, Editions Calmann-Lévy, 1963. L'auteur y raconte le combat d'une génération de paysans autour de la modernisation de l'agriculture et du milieu rural. Il s'agit de mettre en avant le rôle des jeunes et de leurs mouvements mais aussi de justifier leurs idées en plaidant pour la poursuite de ces transformations économiques et sociales.

<sup>216</sup> En effet Michel Debatisse fut tour à tour : secrétaire général de la JAC de 1953 à 1957; secrétaire général du CNJA de 1958 à 1964; secrétaire général adjoint de la FNSEA de 1964 à 1966; secrétaire général de la FNSEA de 1966 à 1971; président de la FNSEA de 1971 à 1978; secrétaire d'Etat aux industries agricoles et alimentaires de 1979 à 1981; député européen du Centre des démocrates sociaux (CDS) en 1979, de 1984 à 1989, de 1992 à 1994. Pour les autres responsabilités agricoles exercées voir : TAVERNIER Yves, *Le syndicalisme paysan, FNSEA, CNJA*, Paris, Librairie Armand Colin, 1969, p. 82.



des bouleversements du milieu agricole et rural. Ils auraient préparé le terrain psychologique du changement, travaillé à se former professionnellement mais également à devenir des hommes cultivés et enfin auraient acquis les bases de l'action militante, de l'organisation collective et des responsabilités au sein de la JAC. Cette dernière est dès lors perçue comme la pépinière des nouveaux cadres des organisations professionnelles.

Avec l'ouvrage de Gordon Wright<sup>217</sup> et surtout celui d'Henri Mendras, ces deux thèses complémentaires obtiennent une reconnaissance institutionnelle indéniable à partir de 1967: les chercheurs estiment alors que la JAC est un mouvement progressiste de par son pragmatisme, dynamisé par des jeunes donc porteurs de modernisation anti-agrarienne contre les traditions « routinières »; de plus, ses militants auraient intégré les organisations agricoles traditionnelles ou en auraient créé de nouvelles, dans le but de peser sur les décisions politiques et aurait porté cette politique agricole des années 1960<sup>218</sup>. Pour Henri Mendras, la JAC est avant tout pragmatique, elle n'utilise pas d'arguments idéologiques ou sentimentaux, en cela elle s'éloigne des positions agrariennes traditionnelles et reste dans un registre empreint de savoir et de rationalité. Il estime ainsi que c'est un conflit de « vision du monde » qui s'établit entre jeunes dirigeants catholiques et les élites traditionnelles agrariennes : « Pour les uns, les principes moraux et philosophiques doivent commander l'action, et la réalité doit être soumise à l'idée; pour les autres, la situation conditionne l'action et il faut « savoir pour agir<sup>219</sup> ». Ce conflit de générations est donc un « conflit de civilisation » qui ne peut donc pas entrer dans l'échiquier politique traditionnel. Enfin, il affirme que « parce que la jeune génération se trouvait toujours en dehors des organisations traditionnelles (...) les anciens dirigeants nationaux de la JAC acquièrent le contrôle du CNJA qu'ils transformèrent en un véritable syndicat des jeunes exploitants et de fils d'exploitants<sup>220</sup> » avant de s'intégrer dans les instances dirigeantes de la FNSEA.

Le rôle de la JAC dans la modernisation agricole, « révélé » et institué par Gordon Wright et par le maître de la sociologie rurale d'alors, est définitivement institutionnalisé par le

---

<sup>217</sup> L'historien américain Gordon Wright publie son ouvrage aux Etats-Unis en 1964 avant qu'il ne soit traduit en France, en 1967, la même année que la publication phare d'Henri Mendras : WRIGHT Gordon, *The Rural Revolution in France The Paesantry in the Twentieth Century*, California-USA, Stanford University Press, 1964; La révolution rurale en France, Paris, Editions Epi, 1967.

<sup>218</sup> Alors que Gordon Wright estime que la JAC est « la force la plus dynamique qui fut à l'œuvre pour transformer la France rurale », Henri Mendras insiste surtout sur l'idée de la promotion de nouveaux dirigeants : « Une véritable relève dans les élites rurales est en train de se faire par des élites purement agricoles. De plus, ces jeunes agriculteurs, dans leur quasi-totalité, ont été formés par l'Action catholique ». MENDRAS Henri, *La fin des paysans*, Paris, Editions Colin, 1967 ; Actes-Sud, 1992, pp. 308-309.

<sup>219</sup> *Ibidem*, p. 313.

<sup>220</sup> *Ibidem*, p. 314.

tome 4 de *l'Histoire de la France rurale* en 1977<sup>221</sup>. Nombreux sont les chercheurs qui, en travaillant sur les changements du milieu rural des années 1950 et 1960, reprennent à leur compte la thèse de l'importance du rôle de la JAC. Ils se concentrent surtout sur la JAC d'après-guerre, ne s'arrêtent guère sur les débuts du mouvement et sur ses aspects spirituels, insistent sur l'investissement des jacistes dans la modernisation, par leur adhésion au « progrès » et par leur engagement au sein du CNJA. La JAC est unanimement présentée comme une école de formation à l'action collective et tout particulièrement au syndicalisme agricole victorieux des années 1960. Pourtant, si ces auteurs ne s'appuient guère sur une investigation scientifique, une thèse de science politique a été publiée en 1963 concernant les mouvements d'Action catholique rurale.

Cette thèse de Marie-Josèphe Durupt, soutenue à la Fondation nationale des sciences politiques sous la direction de René Rémond en 1963 a pour titre : « Les mouvements d'Action catholique, facteur d'évolution du milieu rural »<sup>222</sup>. L'auteure travaille à la fois sur le MFR et sur la JAC au plan national en se demandant si ces mouvements ont contribué aux changements du milieu rural et selon quelles modalités. En utilisant les archives nationales du mouvement ainsi que la presse et en ayant recours à des questionnaires et des entretiens, elle décrit certes l'organisation et de la pédagogie de la JAC mais elle étudie surtout la diffusion du mouvement en élaborant une cartographie, qui sert d'ailleurs de base à de nombreuses recherches ultérieures, et tente d'évaluer l'intégration des militants mais surtout des dirigeants dans les organisations professionnelles, municipales et politiques<sup>223</sup>. Si les résultats paraissent peu probants en matière d'analyse de l'influence sociale du mouvement, l'auteure offre néanmoins une vision globale des dynamiques et des effectifs et inaugure une analyse de ce que René Rémond qualifie de « processus psychologique et sociologique par lequel les conceptions des mouvements se

---

<sup>221</sup> DUBY Georges, WALLON Armand, *Histoire de la France rurale*, T. 4 : GERVAIS Michel, JOLLIVET Marcel, TAVERNIER Yves, *La fin de la France paysanne depuis 1914*, Paris, Éditions du Seuil, 1977.

<sup>222</sup> DURUPT Marie-Josèphe, *Les mouvements d'action catholique, facteurs d'évolution...*, ouv. cit., thèse de science politique soutenue sous la direction de René Rémond, 1963. Le document n'a jamais été publié et n'est disponible qu'en deux exemplaires à la Fondation nationale des sciences politiques et au Centre technique du livre de l'ENS.

<sup>223</sup> Les résultats de ses travaux concernant l'intégration des organisations professionnelles par les militants de la JAC et du MFR, notamment l'intégration dans le CNJA, se cantonnent aux dirigeants. Alors que ceux concernant les liens entre la JAC et les CETA ne s'avèrent guère probants et l'estimation de 4000 maires ruraux issus des mouvements d'Action catholique rurale, semblent plus s'appuyer sur les revendications des mouvements que sur une étude approfondie. Pour l'intégration au sein des partis politiques, Marie-Josèphe Durupt estime que le panel des « cinquante-cinq militants MFR rassemblés pour une réunion régionale civique en 1963 » donne « une image assez fidèle de la répartition des tendances politiques. DURUPT Marie-Josèphe, « Les mouvements d'Action catholique... », Chapitre V « les organismes représentatifs agricoles », pp. 323-359 ; Chapitre VI « la communauté de base », pp. 360-385 ; Chapitre VII « engagements politiques », pp. 386-406.

communiquent à tout un milieu social<sup>224</sup> ». Yves Tavernier, lorsqu'il étudie les deux grandes structures du syndicalisme paysan en 1969, s'appuie sur les résultats de cette thèse pour mettre en évidence les héritages des dirigeants agricoles contemporains<sup>225</sup>. Mais si tous les auteurs qui s'intéressent à l'Action catholique rurale n'oublient pas de citer la thèse de Marie-Josèphe Durupt dans leur bibliographie, il apparaît que très peu parmi eux l'ont réellement consultée. Ce sont surtout les politistes, Yves Tavernier et Pierre Müller, qui semblent s'être appuyés sur son travail et Bertrand Hervieu et André Vial, qui la citent abondamment dans leur article « L'Église catholique et les paysans »<sup>226</sup>.

Le quatrième tome de la grande entreprise éditoriale dirigée par Georges Duby et Armand Wallon, *La France rurale*, fait figure de synthèse de tous les travaux antérieurs sur la JAC. L'ouvrage reprend ce qui désormais est devenu un lieu commun : la JAC originellement missionnaire<sup>227</sup> s'est muée, Après-guerre, en un mouvement représentatif de la jeunesse rurale qui a distillé une mentalité entrepreneuriale, un « humanisme technicien<sup>228</sup> » dans les sociétés agricoles avant de transformer et d'intégrer le CNJA<sup>229</sup>, qui est donc porteur des mêmes projets, projets qui aboutissent aux lois d'orientation agricole de 1960 et 1962<sup>230</sup>. Mais ce triomphalisme jaciste dans la littérature marque aussi le début de son déclin. En effet, les auteurs s'inscrivent dans un contexte particulier, la fin des années 1970 et leur regard rétrospectif sur le mouvement doit beaucoup à ce contexte. Ainsi ils notent que « les évènements de mai et de juin 1968 révèlent, dans la paysannerie comme dans tous les milieux, les attitudes politiques profondes et brisent l'apparente homogénéité des "anciens" de la JAC<sup>231</sup> ». Ils ouvrent ainsi la porte à des questionnements sur la disparité des héritages du mouvement et son « apparente homogénéité ».

Si le phénomène d'institutionnalisation du discours militant est en parti lié aux publications d'anciens militants, « ce mouvement d'appropriation par la paysannerie de certains

---

<sup>224</sup> REMOND René, « Notes bibliographique sur la thèse de Marie-Josèphe Durupt », dans *Revue française de science-politique*, V 13, 1963, pp. 1064-1066, p. 1066.

<sup>225</sup> « Ainsi les jeunes de l'Action catholique s'engagèrent dans l'organisation syndicale à partir de 1956 et occupèrent rapidement les principaux postes de direction, car ils disposaient seuls de cadres nombreux et compétents. En 1960 le conseil d'administration comptait 20 anciens dirigeants de la JAC sur 30 membres (dont 6 responsables nationaux, 5 régionaux et 9 départementaux). Ils étaient au nombre de 8 sur les 10 membres du bureau national. En 1959, des anciens animateurs de la JAC dirigeaient 45 cercles départementaux sur 85 et formaient les trois cinquièmes des cadres administratifs du CNJA », dans TAVERNIER Yves, *Le syndicalisme paysan, FNSEA, CNJA*, Paris, Editions Armand Colin, FNSP, 1969, pp.143-144 et p. 173

<sup>226</sup> Jusqu'à la fin des années 1970, aucune autre publication concernant la JAC ne cite clairement cette thèse, même la bibliographie de *La fin des paysans* n'en contient pas la trace.

<sup>227</sup> DUBY Georges, WALLON Armand, *Histoire de la France rurale*, Tome 4..., op cité p. 450.

<sup>228</sup> *Ibidem*, p. 519.

<sup>229</sup> *Ibidem*, p. 501.

<sup>230</sup> *Ibidem*, p. 519.

<sup>231</sup> *Ibidem*, p. 507.

moyens de représentation écrite s'est poursuivie par l'insertion dans le champ intellectuel d'anciens militants ou aumôniers de l'Action catholique, auteurs d'ouvrages, devenus journalistes, directeurs d'instituts de formation, de publications, de périodiques, chercheurs en sciences sociales, etc.<sup>232</sup>». Il faut ainsi signaler que si la démarche d'auteurs comme Marcel Faure<sup>233</sup>, Jean Pierre Houssel<sup>234</sup>, Paul Houée<sup>235</sup>, est scientifique, elle reste empreinte de leur engagement qui tend à accorder le premier rôle à la JAC dans ce qui a été appelé la « modernisation de l'agriculture » ou la « révolution silencieuse »<sup>236</sup>. Les auteurs qui évoquent le mouvement jaciste, jusqu'à la fin des années 1970 ne prétendent d'ailleurs pas faire une histoire de la JAC. Leur description du mouvement s'inscrit dans l'étude des changements du milieu rural, étude qui connaît ses heures de gloire depuis la fin des années 1960. Si ces chercheurs ne prennent pas la JAC comme objet d'étude, ils ont néanmoins « tous "installé" ce mouvement de jeunesse comme un acteur (voire, comme l'acteur) majeur de la mutation des campagnes intervenue depuis la Libération<sup>237</sup> ». L'entité collective jaciste est personnifiée, ce qui ne permet pas de cerner sa diversité interne, mais surtout, elle est assimilée aux jeunes ruraux dans leur ensemble. En effet, la JAC, puisqu'elle est le premier « mouvement de masse » en milieu rural, est souvent décrite comme représentative de la jeunesse rurale française. Cette construction de la JAC comme entité collective ne permet ni de penser son hétérogénéité, ni de

<sup>232</sup> MARESCA Sylvain, *Les dirigeants paysans*, Paris, Éditions de Minuit, 1983, p. 13.

<sup>233</sup> Marcel Faure, agriculteur dans les Alpes est membre de l'équipe nationale de la JAC de 1946 à 1956 avant de devenir directeur de la revue *Paysans* et de cofonder et codiriger l'IFOCAP. Il publie quelques articles sur la question agricole et surtout, en 1966, *Les paysans dans la société française*, qui devient une référence bibliographique pour la plupart des ruralistes. FAURE Marcel, *les paysans dans la société française*, Paris, Éditions Armand Colin, 1966. FAURE Marcel, « La formation de promotion. L'exemple de l'Institut de formation pour les cadres paysans », dans *Sociologia ruralis*, V3, 2008, pp. 360-369. FAURE Marcel, « Action catholique en milieu rural », dans FAUVET Jacques, MENDRAS Henri (dir), *Les paysans et la politique dans la France contemporaine*, Paris, Librairie Armand Colin, 1958, pp. 345-360.

<sup>234</sup> Jean-Pierre Houssel, a quant à lui été militant de la JAC et du CDJA de la Loire avant de devenir maître de conférences en géographie à l'université Lyon 2. HOUSSEL, Jean-Pierre, « La JAC dans la Loire », dans « La Jeunesse agricole catholique dans la région Rhône-Alpes (Actes du colloque du 9 novembre 1984) », Cahiers du CIERA, n° 6, 1987, p. 87-94 ; HOUSSEL, Jean-Pierre, « Pour une étude de l'héritage actuel de la JAC dans la modernisation des campagnes de la région Rhône-Alpes », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 61, n° 4, 1986, p. 461-475

<sup>235</sup> Paul Houée, prêtre, membre du groupe *Économie et Humanisme*, proche du père Lebreton, est devenu sociologue au CNRS puis à l'INRA, il est ainsi considéré comme un spécialiste des questions rurales. Militant engagé dans de nombreux réseaux sociaux locaux et internationaux, il est très proche du mouvement du MRJC, et fut à l'origine de la périodisation de la JAC en quatre étapes, découpage aujourd'hui reprise par de nombreux chercheurs. HOUÉE Paul, *Les Étapes du développement rural*, Paris, Éditions Économie et Humanisme & Les Éditions Ouvrières, 1972.

<sup>236</sup> A noter également que ce sont parfois les enfants de militants qui, intégrés dans la recherche, travaillent sur l'histoire du mouvement. Il en va ainsi de François Colson, économiste, chargé de recherche à l'INRA de Rennes, actuellement directeur d'Agrocampus Ouest, qui est le fils de René Colson, secrétaire national de la JAC de 1943 à 1947 et de Madeleine Allaire, présidente de la JACF de 1939 à 1943.

<sup>237</sup> FLAURAUD Vincent, *La JAC dans le Massif central méridional (Aveyron, Cantal) des années 1930 aux années 1960*, thèse pour le doctorat d'histoire sous la direction de Gérard Chastagnaret, Université Aix-Marseille 1, 3 volumes, 706 f°, soutenue le 18 décembre 2003 ; document PDF, p. 13.

penser les marges où se situent les jeunes ruraux qui n'ont pas participé au mouvement. Roger Le Guen notait : « N'y a-t-il pas lieu de distinguer les anciens jacistes, de la JAC proprement dite ? Sinon ne risquerions-nous pas de confondre, dans l'analyse et l'interprétation sociologiques, les mouvements catholiques et toutes les formes de regroupements ultérieurs qu'on dit "dominées" par d'anciens jacistes (CETA, CDJA, FDSEA, etc...)? La démarche ne serait-elle pas alors tautologique (La JAC a contribué à façonner une nouvelle agriculture dont elle est simultanément le produit)?<sup>238</sup> ».

Vers la fin des années 1970, une impulsion est donnée dans la production sur la JAC, notamment par le biais du cinquantième anniversaire du mouvement. Ainsi, si les écrits émanant du MRJC et des anciens acteurs se multiplient<sup>239</sup>, c'est aussi le cas des études scientifiques, qui s'appuient parfois sur des colloques et des rencontres organisées avec des anciens acteurs, mais tentent d'étudier le rôle du mouvement de manière plus approfondie. Plus généralement, il s'agit d'une opportunité mémorielle pour que les chercheurs exposent le résultat de leurs travaux<sup>240</sup>. Si la plupart des travaux ne se distinguent guère de ce qui a été décrit précédemment, deux nouveautés sont à mettre en évidence : c'est tout d'abord une investigation d'histoire sociale plus poussée mais également le développement d'une nouvelle approche du mouvement, approche que l'on pourrait qualifier de « culturelle ».

Avec pour objectif non dissimulé d'évaluer le poids de l'influence réelle de la JAC dans les transformations rurales, Yves Lambert et Roger Le Guen s'engagent dans une recherche à échelle réduite sur le terrain breton. Yves Lambert se pose alors la question du rôle de la JAC

---

<sup>238</sup> Il met également en garde contre cette perception homogène du mouvement et contre l'attribution qui est faite au mouvement d'une grande lucidité : « La JAC n'est pas une organisation dont les finalités ont toutes été consciemment vécues, généralement partagées ou harmonieusement structurées ; elle n'est pas plus instigatrice ou victime d'un « complot historique ». Ses raisons d'être, de penser et d'agir sont dans un ensemble de forces, une conjonction d'acteurs, de mécanismes et de stratégies qui paraissent après coup relativement rationnels mais qui, à l'époque étaient vécus comme des luttes, comme des "prises de risque"; en tout cas toujours comme la participation à une époque dont les protagonistes étaient loin d'avoir une conscience claire et entière ». LE GUEN Roger, « La place de la JAC dans l'évolution des exploitations agricoles du Maine-et-Loire », dans INRA, *JAC et modernisation de l'agriculture de l'Ouest*, Compte-rendu de la journée d'étude organisée le 18 mars 1980 à Rennes, INRA, Rennes, 1980, pp. 53-105, p. 56.

<sup>239</sup> « JAC —MRJC, 50 ans d'histoire », dans *Eglise aujourd'hui en monde rural*, n° 406 [n° spécial], mars 1979 ; BODIN Michel, LAMBERT Bernard, LEBOT Joachim, MOUSSEAU Roger, VIAL André, « Cinquante ans, de la JAC au MRJC », dans *Témoignage chrétien*, n° 1811, 26 mars-1<sup>er</sup> avril 1979, p.13-18 ; 50 ans d'animation rurale, JAC-MRJC 1929 — 1979, Paris, Éditions du MRJC, 1979.

<sup>240</sup> Nous pouvons notamment citer la journée d'étude organisée le 18 mars 1980 à Rennes qui donna la publication : *JAC et modernisation de l'agriculture de l'Ouest*, Compte-rendu de la journée d'étude organisée le 18 mars 1980 à Rennes, INRA, Rennes, 1980, pp. 53-105, p. 56. L'article de l'abbé Pierre Lacroix, « La jeunesse agricole catholique dans le Jura », après plusieurs années de recherche est publié tout au long de l'année 1979 dans *La Semaine religieuse du diocèse de Saint-Claude* à l'occasion du cinquantième anniversaire du mouvement.

dans l'histoire sociale de la petite région d'Ancenis, en Loire-Atlantique. En prenant appui sur le « marqueur social » que constitue la CANA, une coopérative liée aux systèmes de production moderne, il prend également en compte de nombreux facteurs<sup>241</sup> liés à la modernisation agricole, afin d'observer les degrés d'adhésion des jacistes aux changements. Surtout, le recensement de tous les anciens jacistes offre une comparaison fine avec le reste des agriculteurs et avec les responsables professionnels. Il met en évidence la JAC comme lieu de lutte de la paysannerie « contre l'aristocratie foncière et les marchands », souligne que la participation des anciens jacistes au sein des GAEC semble guère concluante et que « certains éléments retraduisent peu d'influence de la JAC : c'est le cas de la réalisation du remembrement, de l'assujettissement à la TVA ou de l'adhésion aux groupements de producteurs ». Il en conclut néanmoins qu'il « est incontestable que la JAC a incité à une modernisation active ». Il ouvre la voie à une étude sur le lien entre le catholicisme jaciste et l'adhésion à la « modernisation » en développant une réflexion basée sur l'hypothèse de Max Weber : il suppose ainsi que la doctrine sociale de la JAC a offert une éthique spécifique permettant la pénétration de l'esprit capitaliste. Roger Le Guen part d'une interrogation similaire<sup>242</sup> à celle d'Yves Lambert et vient quelque peu combler les lacunes de son étude, puisqu'il se focalise sur les voies qui mènent à la JAC, c'est-à-dire sur le profil des jeunes jacistes. S'il ambitionne d'étudier les systèmes de corrélation entre la JAC et la modernisation, il exclut clairement une relation causale, jugée, à son sens, beaucoup trop simpliste : « nous pouvons d'emblée écarter l'idée naïve selon laquelle la JAC aurait été motrice d'une rupture fondamentale des évolutions agraires entre 1945 et 1960. Nous observons seulement une accentuation des évolutions dans une période où intervient une multitude d'acteurs sociaux : État, OPA... ». Il ambitionne alors de « mettre le mouvement à sa place dans l'histoire et dans un ensemble social ». Pour cela il opte pour une démarche comparative entre jacistes et non-jacistes dans le cadre du département du Maine-et-Loire et adopte un panel de 600 exploitations, soit 80 % de celles du département. Il travaille ainsi sur les origines sociales des jacistes à l'aide de divers facteurs et parvient à la conclusion que les jacistes sont dans une position sociale et économique moyenne, légèrement supérieure à celle

---

<sup>241</sup> Il étudie notamment : « la densité de bovins à l'hectare de surface fourragère », les taux d'anciens élèves du CERCA, le taux d'adhésion aux GVA, la participation à l'agriculture de groupe (GAEC, CUMA? Mutuelle d'entraide...), l'adhésion au centre de gestion, les surfaces moyennes des exploitations, la proportion des anciens jacistes dans les organisations agricoles locales (FDSEA, CANA? Administrateurs crédit agricole, délégué syndicaux de branche), « l'orientation technico-économique : mixte, mixte avec spécialisation, spécialisée) et le nombre moyen de vaches (« taille des étables »).

<sup>242</sup> Roger Le Guen, partant du constat de la domination du pouvoir professionnel agricole par d'anciens jacistes, se demande en quoi le mouvement religieux jaciste a pu introduire des transformations techniques importantes. LE GUEN Roger, « La place de la JAC dans la transformation des exploitations agricoles », Angers, École supérieure d'agriculture, ronéotypé, septembre 1979.

des non-jacistes. Il étudie également leur structure familiale et observe une pratique religieuse, une intégration géographique et un taux de responsabilité des parents beaucoup plus élevé chez les jacistes avec, cependant, un niveau de formation égal. Il estime alors, de par le fort taux d'engagement des parents dans diverses organisations, agricoles ou religieuses, que les jacistes ont des « prédispositions héritées<sup>243</sup> » à l'engagement social. Les trajectoires sociales des jacistes démontrent que ceux-ci sont deux fois plus nombreux à avoir reçu une formation agricole, que leur croissance foncière et leur intensification agricole sont largement supérieures à la moyenne et que 2/3 contre 4/10 de non jacistes, sont engagés dans des structures agricoles officielles. La JAC est ainsi définie comme « un tremplin pour la vie montante », incite les militants à s'engager sur le plan professionnel, religieux et civique et encourage la modernisation. L'auteur, qui tente en conclusion, d'analyser l'éthique jaciste en reprenant également le modèle weberien, s'interroge sur le rôle réel et supposé de l'Église. Il estime que, si certains clercs ont pu encourager le lien entre le profane et le religieux par l'action, la remise en cause de la religion traditionnelle et le développement d'une éthique de la réussite sociale collective, la religion a de façon certaine eu un rôle clef dans la transformation du rapport entre pouvoir et savoir et que les jacistes ont tenté de « christianiser la vie sociale ». Il reconnaît également, amèrement, « une série de non-correspondances » entre le communautarisme personnaliste prônée par le mouvement et l'interprétation de certains jacistes qui ont opté pour des principes beaucoup plus individualistes. L'étude de Roger Le Guen nous semble être l'une des investigations les plus intéressantes concernant les militants jacistes bien qu'il n'opère pas de distinction entre les différents degrés d'engagement dans le mouvement. À première vue, ses travaux et ceux d'Yves Lambert viennent corroborer les « hypothèses-affirmations » précédentes : l'appartenance à la JAC serait effectivement un facteur de modernisation des exploitants agricoles, elle aurait pu offrir la possibilité d'une « promotion collective » pour le milieu agricole. Mais les deux auteurs relativisent suffisamment leur propos pour mettre en garde contre une vision unanimiste de la JAC qui serait à l'origine institutionnelle des changements économiques et sociaux du milieu rural. Surtout, leurs études sont localisées et en aucun cas, elles ne prétendent être généralisables. Pourtant, de nombreuses analogies sont faites entre ce que l'on pourrait appeler « le cas breton » et le reste de la France. En effet, alors qu'auparavant, c'étaient les témoignages, les récits de réussites individuelles qui étaient étendus aux jacistes français, dorénavant, la « France jaciste » est assimilée à l'exemple breton.

---

<sup>243</sup> *Ibidem*, p. 68.

C'est sûrement ce fait qui a conduit Sylvain Maresca à s'intéresser de plus près aux dirigeants agricoles et à offrir une thèse pour le moins controversée sur la JAC. En effet, au début des années 1980 ce sociologue met un frein à la théorie de la JAC comme lieu d'incubation de la masse, en travaillant localement sur la première génération de jacistes, qui serait, non pas « une élite spontanée » mais une bourgeoisie agricole cherchant à redéfinir sa légitimité en prenant des responsabilités associatives. L'idée principale qui est alors exprimée dans la littérature est, qu'Après guerre, les notables traditionnels auraient laissé place à des exploitants agricoles aux postes de dirigeants agricoles. Ce sont les lacunes méthodologiques de cette théorie qui amènent Sylvain Maresca à s'interroger sur la réalité des dirigeants agricoles : « Le caractère plus descriptif qu'explicatif, plus affirmatif que démonstratif, de ces scénarios historiques suscite de nombreuses questions qui sont le véritable point de départ théorique de notre réflexion.<sup>244</sup> ». Dans une thèse soutenue à l'EHESS sous la direction de Pierre Bourdieu<sup>245</sup>, qu'il développe dans de nombreux articles<sup>246</sup> et qu'il synthétise dans l'ouvrage *Les dirigeants paysans*, publié en 1983, il s'interroge alors sur les conditions d'apparition de cette élite et les conditions de sa légitimation<sup>247</sup>. Il étudie donc d'une part, les propriétés sociales et les ressorts des carrières des dirigeants, avant de s'attarder sur les représentations et les discours de ces derniers puisque, selon lui, la transformation sociale de la paysannerie implique une redéfinition de l'identité sociale. Son étude se localise en Meurthe-et-Moselle et en Charente, mais l'étude de la JAC est focalisée sur le département lorrain<sup>248</sup>. Il étudie ainsi les trajectoires des premiers dirigeants du mouvement jaciste en mettant en évidence les différents capitaux familiaux dont ceux-ci disposaient avant leur engagement dans le mouvement. En observant la géographie du recrutement il estime également que « la JAC a d'abord mobilisé les familles paysannes aisées les plus isolées géographiquement mais aussi socialement<sup>249</sup> ». La JAC serait donc un instrument nécessaire pour cette couche paysanne, pour effectuer le maintien d'un groupe social, de ses réseaux de sociabilité, bref pour assurer la cohésion de son ensemble en perte de

---

<sup>244</sup> MARESCA Sylvain, *Les dirigeants paysans...*, op. cité, pp. 9-10.

<sup>245</sup> MARESCA Sylvain, *La formation de l'élite paysanne : étude sociologique des dirigeants paysans*, thèse de sociologie soutenue à l'EHESS sous la direction de Pierre Bourdieu, 1981.

<sup>246</sup> MARESCA Sylvain, « Grandeur et permanence des grandes familles paysannes », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 31, janvier 1980, pp. 35-61. MARESCA Sylvain, « L'excellence professionnelle chez les dirigeants agricoles », dans *Economie rurale*, 1981, pp. 49-52.

<sup>247</sup> La méthode de l'auteur consiste à l'élaboration d'enquêtes biographiques sur les dirigeants agricoles avec les organigrammes des OPA mais en resituant leur action dans un le contexte local, donc en étudiant l'environnement social. En général, en plus d'étudier les champs dans lesquelles sont insérés les militants (religieux, politique, social), il travaille autour du concept de « capital » tel qu'il a été défini par Pierre Bourdieu.

<sup>248</sup> Notamment dans le chapitre « Grandeur et permanence... », op. cité, pp. 113-153.

<sup>249</sup> MARESCA Sylvain, *Les dirigeant...*, op. cité, p. 136.



vitesse. Entre la légitimation du pouvoir et le renforcement des réseaux de ce groupe, notamment par le mariage, la JAC serait donc un « répit dans leur marginalisation<sup>250</sup> » et que les carrières des premiers jacistes seraient importantes proportionnellement à leurs capitaux d'origine. Mais ce qui apparaît novateur surtout après la Seconde Guerre mondiale, c'est que le mouvement mobilise de façon de plus en plus massive et donne l'illusion d'une course égalitaire vers la promotion sociale. Se développe alors l'illusion que les enfants de la bourgeoisie agricole « ne devaient plus leurs responsabilités à leur nom, donc à leur patrimoine, mais à leurs compétences professionnelles et à leur culture, reconnues unanimement par les jacistes, que leur mouvement avait convaincu de la primauté du capital culturel<sup>251</sup> ». Pour l'auteur, ces mérites personnels ne seraient qu'une illusion face au poids des capitaux mobilisés en dehors de la JAC dans l'ascension sociale. Dans les années 1950, il estime que « l'illusion d'une génération spontanée » qui avait déjà cours pour la première génération de jacistes est renforcée dès le moment où cette paysannerie moyenne, définie comme faiblement dotée en capitaux mais insérée dans les réseaux sociaux locaux avec des responsabilités locales et plus instruite que la majorité, parvient à acquérir une position sociale plus importante, généralement à l'échelon départemental car l'augmentation des effectifs nécessite un encadrement plus dense et que s'est effectué un retrait progressif de la bourgeoisie agricole dans la JAC. L'intégration de la paysannerie moyenne dans le mouvement est également perçue comme « un instrument de lutte contre la lutte des classes », un renforcement de la mystique unificatrice de la société rurale et surtout, un moyen de brouillage des catégories sociales avec l'assimilation de la bourgeoisie agricole par l'affirmation d'une nouvelle définition de l'identité paysanne qui subordonne le maintien dans l'agriculture aux seuls mérites et compétences professionnels. La démonstration de Maresca vise ainsi à briser l'illusion d'une « génération spontanée » qui aurait pris la relève des notables traditionnels dans les organisations agricoles, mais surtout, dans le cadre des problématiques bourdieusiennes, à mettre en évidence que cette illusion est l'un des moteurs de la domination. Si son étude s'inscrit également dans un contexte départemental et qu'elle n'a pas vocation à être généralisée, elle permet d'entrevoir la diversité d'un mouvement qui a pris différents visages selon le contexte local.

Depuis le début des années 1980 et la publication de l'ouvrage de Sylvain Maresca, aucune recherche sur les aspects économiques et/ou sociaux du mouvement ne semble avoir été réalisée

---

<sup>250</sup> *Ibidem*, p. 138.

<sup>251</sup> *Ibidem*, p. 139.

pour elle-même si l'on évalue les apports de Vincent Flauraud<sup>252</sup> et de René Bourrigaud<sup>253</sup> en la matière. Les dispositions économiques et sociales des militants et l'influence de la JAC sur les trajectoires socio-économiques des individus et du milieu rural, n'ont pas été mesurées. Les seules études sur ces points semblent donc être restées cloisonnées sur le terrain breton et lorrain. Et, en général, on constate une montée en généralité de l'exemple breton, comme s'il était révélateur de la « France jaciste ». Ainsi l'histoire sociale et économique des dirigeants et des masses jacistes, à peine entamée, s'achève en laissant la place à une histoire qui tourne principalement autour de la réhabilitation de l'éthique jaciste, notamment parce que depuis les années 1980, la JAC devient un objet éclaté, étudié par différentes disciplines et surtout celles qui appréhendent le culturel.

À partir de cette date les études sur le mouvement prennent alors trois types de direction. Certains chercheurs estiment acquis le rôle qu'aurait pu jouer la JAC dans le processus de rationalisation technico-économique des années 1960 et s'appliquent à décrire son fonctionnement interne, à construire sa chronologie, à revenir sur ses origines<sup>254</sup> ou à adapter les différentes analyses antérieures à un nouveau terrain<sup>255</sup>. D'autres s'interrogent sur les

---

<sup>252</sup> Dans sa thèse Vincent Flauraud revient quelque peu sur la sociologie des responsables jacistes dans son troisième chapitre (pp. 160-166) qui vise à une étude de la génération d'avant-guerre, ainsi que dans son septième chapitre intitulé « des dirigeants représentatifs d'une moyenne paysannerie » (pp. 372-377), qui étudie la génération d'après-guerre. Ces pages mettent en évidence une multitude de critères qui relèvent beaucoup plus du domaine du culturel et de l'ethnologie de la famille. En effet, entre les lieux de naissance du dirigeant et celui de ses parents, le taux de parents vivants, les différences d'âge entre père et mère, le lieu de résidence, le rang de naissance du dirigeant, la structure familiale, le nombre de travailleurs sur l'exploitation, la taille des ménages et le nombre d'enfants peuvent nous éclairer sur le profil sociologique. Deux autres critères, la profession des parents et le pourcentage de salariés de l'exploitation auraient pu quant à eux être pertinents si seulement ils avaient été comparés à la moyenne départementale ou s'ils avaient fait l'objet d'un développement plus approfondi. Le manque de données économiques se fait cruellement sentir, surtout lorsque l'auteur estime que les dirigeants sont « représentatifs d'une moyenne paysannerie » ; Annexe 3.1. « Dirigeants, données démographiques et sociologiques », pp. 619-622 ; FLAURAUD Vincent, *La JAC dans le Massif central méridional (Aveyron, Cantal) des années 1930 aux années 1960*, thèse pour le doctorat d'histoire sous la direction de Gérard Chastagnaret, Université Aix-Marseille 1, 3 volumes, 706 f°, soutenue le 18 décembre 2003

<sup>253</sup> L'ouvrage de René Bourrigaud s'inscrit dans une démarche biographique qui laisse transparaître une étude sociale des paysans. Mais les trajectoires analysées sont avant tout politiques et syndicales. Il n'en reste pas moins que ce travail, très innovant et pertinent, met en lumière les difficultés des chercheurs face aux sources contemporaines et surtout de dépasser l'étude des cadres pour s'intéresser à l'ensemble des paysans. BOURRIGAUD René, *Paysans de Loire-Atlantique. Quinze itinéraires à travers le siècle*, Nantes, Centre d'histoire du travail, 2001.

<sup>254</sup> Notamment : LACROIX Pierre, « La JAC dans le Jura », dans *Semaine religieuse*, n° 8, 9, 10, 12, 1979, et n° 1, 1980; FABRIGOULE, Patrice, « Les origines de l'Action catholique rurale dans la France de l'Entre-deux-guerres », mémoire de maîtrise, université de Montpellier, 1994, 375 p. HOUSSEL Jean-Pierre, « Promotion collective et développement... », op cité pp. 31-34.

<sup>255</sup> C'est notamment le cas de Jean-Pierre Housset, qui semble supposer que le rôle de la JAC dans la région Rhône-Alpes fut le même que dans la région de l'Ouest étudiée par Yves Lambert et Roger Le Guen, sans pour autant s'appuyer sur des données révélatrices. HOUSSEL Jean-Pierre, « Pour une étude de l'héritage

modalités de la participation de la JAC à la modernité, notamment en relativisant son rôle et en se concentrant sur l'étude des représentations véhiculées par le mouvement, sur la réception des directives nationales et en général sur les changements de mentalité et spirituels amenés par le mouvement.

Yves Lambert et Roger Le Guen se demandaient déjà, en guise de conclusion de leurs recherches, quelle pouvait être la part que la religion, la spiritualité des jacistes, avait pu prendre dans la modernisation. Le paradoxe entre le souci majeur du mouvement de « rechristianiser le monde rural », de rétablir une « civilisation chrétienne », une « civilisation paysanne », et son action de fer de lance dans l'intégration du milieu dans la « modernité », soulève de nombreuses interrogations. Quelle fonction a joué la dimension catholique du mouvement dans les transformations socio-économiques de la paysannerie? C'est la question qui anime la plupart des recherches de la fin des années 1970 et des années 1980. Yves Lambert, en rejoignant l'hypothèse weberienne, estime alors que l'éthique catholique jaciste « en favorisant le passage de l'état de "sujet" à l'état de "personne", concourait directement au passage de l'état de "paysan" à celui de petit entrepreneur et, indirectement, au passage de la paysannerie de l'état de "classe en soi" à l'état de classe "pour soi" dotée de ses propres cadres paysans et de ses propres conceptions<sup>256</sup> ». François Leprieur<sup>257</sup> et Jean-Claude Boulanger<sup>258</sup> travaillent également dans ce sens et estiment que le christianisme intégral tel qu'il a été défini par Jacques Maritain a été déterminant dans la formation jaciste alors qu' autour de François Colson, trois chercheurs<sup>259</sup> tentent également de comprendre « comment un mouvement d'Action catholique spécialisé de jeunes a été amené à participer à un processus socio-économique<sup>260</sup> ». Ainsi, les auteurs qui font une histoire des rapports entre le mouvement et la modernisation, s'interrogent sur le sens que prend cette dernière chez les jacistes. En estimant que la JAC défend « le progrès au service de l'homme<sup>261</sup> », ils montrent comment la JAC a développé une conception philosophique totale

---

actuel de la Jeunesse agricole catholique dans la modernisation..., op cité.

<sup>256</sup> LAMBERT Yves, « La JAC et la modernisation de l'agriculture dans la région d'Ancenis », dans INRA, *JAC et modernisation de l'agriculture dans l'Ouest*, Rennes, INRA, 1980, pp. 29-51, p. 48.

<sup>257</sup> LEPRIEUR, François, « Histoire et idéologie religieuse de la JAC-JACF », dans « Analyse d'un mouvement social rural. La jeunesse agricole catholique (1929-1978) », Angers, École supérieure d'agriculture, 1978, pp.3-16.

<sup>258</sup> BOULANGER, Jean-Claude, *L'évolution du monde rural en France et l'attitude de la JAC de 1930 à 1950*, thèse de théologie, Paris, 1976, 407 p.

<sup>259</sup> BARRES D., BOURQUELOT Françoise, COLSON François, et NALLET Henri, *La JAC et la modernisation de l'agriculture*, INRA, Économie et sociologie rurales, Paris et Nantes, EHESS, mars 1980 ; Texte présenté par COLSON François, « La JAC et la modernisation de l'agriculture », dans INRA, *JAC et modernisation de l'agriculture de l'Ouest*, Rennes, INRA, 1980, pp. 107-135

<sup>260</sup> *Ibidem*, p. 110.

<sup>261</sup> *Ibidem*, p. 116.

qui articule vie temporelle et vie spirituelle. Ainsi ils insistent sur le fait que les jacistes optent pour un « productivisme de nature morale » qui implique de se mettre au service des hommes, à la fois en les nourrissant mais également en leur permettant de s'épanouir et estiment par conséquent que c'est pour « témoigner de la charité du Christ » que certains jacistes ont réussi ou échoué professionnellement et se sont engagés dans les organisations professionnelles par esprit de service « plus que par amour du pouvoir »<sup>262</sup>. Ce qui peut apparaître dans le contexte du début des années 1980 comme une tentative de justification de l'engagement de la JAC dans le productivisme agricole se lit également comme une réhabilitation de l'éthique religieuse d'autant plus que toute l'argumentation des auteurs concourt à mettre en évidence le désintéressement personnel des jacistes. La publication d'un recueil de textes posthumes de René Colson sous le titre : *Un paysan face à l'avenir rural. La JAC et la modernisation de l'agriculture*<sup>263</sup> renforce cette conception en revenant sur la méfiance et la suspicion d'ordre moral d'un des présidents nationaux du mouvement à l'égard du machinisme agricole<sup>264</sup> alors que Paul Houée note dans *Les politiques du développement rural : des années de croissance aux temps d'incertitude* que « l'influence jaciste et chrétienne, sa visée humaniste et solidaire, tempèrent les objectifs productivistes et la recherche de la performance individuelle<sup>265</sup> ». Les auteurs des *Champs du départ*<sup>266</sup> reprennent le raisonnement des auteurs de *La JAC et la modernisation de l'agriculture* pour expliquer la spécificité de la philosophie jaciste. Seulement ils envisagent cette spécificité philosophique, non pas comme une réalité mais comme un cadre conceptuel qui a permis un « syncrétisme » de l'identité paysanne. Ils s'éloignent ainsi du registre de la justification, considèrent le succès « jaciste » en termes d'audience et de cohérence théorique et non pas en termes de réussite réelle de la diffusion de l'esprit « humaniste » dans le système productiviste. « Au cœur du syncrétisme qui a produit le paysan moderne des années soixante, la JAC est le mouvement social paysan où se sont combinés, au nom d'un idéal chrétien qui se transformait en même temps, le rationalisme technico-économique des planistes et le corporatisme agrarien (...). En ce sens, on peut dire que l'humanisme chrétien progressiste

---

<sup>262</sup> Ibidem, pp. 116-133.

<sup>263</sup> COLSON René, *Un paysan face à l'avenir rural : La JAC et la modernisation de l'agriculture*, textes réunis par Madeleine Colson, François Colson et Henri Nallet, Paris, Édition de l'Epi, 1976.

<sup>264</sup> Pour autant, la méfiance et la suspicion à l'égard du machinisme qui animent la pensée de René Colson ne sont pas du même ordre que celles qui alimentent les débats du mouvement paysan vers la fin des années 1970. L'absence de situation des textes dans leur dimension religieuse, agrarienne et dans un contexte de changements où l'angoisse de la modernité était prégnante, encourage le lecteur à les assimiler à une critique avant-gardiste du capitalisme agricole. Et ce qui devrait être en grande partie perçu comme une « réaction » à la modernité est dès lors interprété comme une « résistance préventive » face à un modèle dominant jugé nuisible trente ans plus tard

<sup>265</sup> Éditions INRA Economica, Paris, 1989, p. 96.

<sup>266</sup> ALPHANDERY Pierre, BITOUN Pierre, DUPONT Yves, *Les champs du départ...*, op. cit..

de la JAC a, dans l'après-guerre, assuré pour longtemps la fusion des valeurs communautaires attachées à l'imaginaire de l'ancienne société rurale et de l'individualisme économique lié à l'extension de la logique marchande à l'ensemble de la société française. N'est-ce pas là d'ailleurs l'une des clefs d'interprétation de la doctrine d'Emmanuel Mounier, que celle-ci définissait dès les années trente comme "une révolution personnaliste et communautaire" ?<sup>267</sup> ».

L'aspect religieux qui avait déjà été traité par des initiés, des clercs, comme François Leprieur<sup>268</sup> ou Jean-Claude Boulanger, prend toute sa dimension avec la thèse de science politique de Hiroko Yamane Shiozaki: « De la conception catholique de la modernité à la conception moderne du catholicisme: la presse du mouvement JAC/MRJC, 1929-1972 », soutenue en 1982. Dans la lignée des travaux de François Colson, cette thèse affirme l'importance de l'évolution et du rôle de l'éthique religieuse chez les jacistes. D'autres travaux de Jean Conq<sup>269</sup> suivent mais aucun autre laïc ne va oser s'attaquer de trop près à la question religieuse. Les sociologues et autres chercheurs considèrent comme un acquis, voire institutionnaliseront<sup>270</sup>, l'hypothèse de l'influence de la philosophie de Jacques Maritain et d'Emmanuel Mounier sur la JAC jusqu'à ce que Jean-Hugues Soret le réfute. Ils insistent alors sur les apports du personnalisme communautaire d'Emmanuel Mounier, qui aurait permis au mouvement jaciste de penser l'élaboration d'un monde fondé sur des relations entre « personnes » et non pas entre « individus »<sup>271</sup>. Cette matrice intellectuelle, repérable chez les jacistes par l'utilisation du terme « personne » et par le dénigrement de l'individualisme perçu comme matérialiste, aurait été concrétisée par l'engagement de ces derniers au sein des organisations coopératives telles que les CUMA ou les GAEC<sup>272</sup>. Les chercheurs insistent

---

<sup>267</sup> *Ibidem*, pp. 211-212.

<sup>268</sup> LEPRIEUR, François, « Un cas de dépérissement de la doctrine sociale de l'Église. L'évolution du mouvement JAC-MRJC », dans *Lumière et vie*, Lyon, vol. 33, n° 170, 1984, p. 13-24. LEPRIEUR, François, « La première décennie de la JAC », *Cahiers de l'animation rurale*, n° 32, 2e trimestre 1981, p.49-59.

<sup>269</sup> CONQ Jean, « De la JAC Au MRJC : histoire de l'évolution d'un mouvement d'action catholique en milieu rural »: maîtrise, université de Paris 1, 1991. A noter que Jean Conq, tout comme François Leprieur, est prêtre.

<sup>270</sup> « Institutionnaliserons » dans le sens où cette hypothèse est reprise par la première référence bibliographique en histoire rurale à savoir le tome 4 de *l'Histoire de la France rurale* de Michel Gervais, Marcel Jollivet et Yves Tavernier: Les jacistes « ont été fortement influencés par la théologie de leurs aumôniers jésuites et par la démarche philosophique de Jacques Maritain et d'Emmanuel Mounier. Les thèmes du personnalisme chrétien imprègnent tous leurs écrits et guident leur action... », p. 498.

<sup>271</sup> HOUEE, Paul, *Les étapes du développement rural*, op. cit., p.16. Voir aussi BOULANGER Jean-Claude, thèse citée, p. 285-290 ; DURUPT, Marie-Josèphe, thèse citée, p. 23 ; HERVIEU Bertrand, VIAL André, « l'Eglise catholique... », op. cité...

<sup>272</sup> C'est notamment le cas de Martine Cocaud qui reprend l'expression de Denis Lefevre en soulignant que la JAC est une « pépinière de cumistes » : COCAUD Martine, « Un modèle de solidarité du monde agricole d'après-guerre : le mouvement des CUMA » dans *Colloque Sociabilités et politique en milieu rural*, presses universitaires de Rennes, Rennes, 2008, pp. 59-69, p. 62. Voir également ces ouvrages qui soulignent l'importance de la présence jaciste dans les CUMA: LEFEVRE Denis, *A l'ombre des machines : les CUMA, 50 ans de solidarités locales*, éditions Entraid', 1996, p. 58; HOUSSEL Jean-Pierre, « Promotion collective

également sur le fait que l'auteur de *l'Humanisme intégral*<sup>273</sup>, ait permis à la JAC de développer une justification de son action sur le terrain temporel. L'expression « humanisme intégral » est alors utilisée pour définir l'action jaciste qui serait l'application des préceptes chrétiens dans toute la vie, spirituelle et temporelle<sup>274</sup>. Si le jésuite Teilhard de Chardin<sup>275</sup> est parfois évoqué comme ayant inspiré le mouvement jaciste, c'est presque toujours Emmanuel Mounier et Jacques Maritain qui sont cités. La référence à ces cadres philosophiques est souvent au service d'une argumentation qui permet de relativiser l'engagement des jacistes dans le modèle productiviste<sup>276</sup> et reste assez superficielle, rares étant les chercheurs en science humaines qui s'aventurent sur le terrain de la théologie. Le travail de Jean-Hugues Soret<sup>277</sup> reste l'un des mieux renseignés sur le sujet et apporte un nouvel éclairage en soutenant que l'antagonisme entre l'Action catholique en général et la JAC en particulier, trouve ses origines dans les deux conceptions philosophiques différentes incarnées par Maurice Blondel et Jacques Maritain. Dès lors il réfute l'influence de ce dernier et réaffirme l'importance de la philosophie de l'action de Maurice Blondel.

Néanmoins, certains chercheurs ont tenté de travailler sur les influences intellectuelles du mouvement, en se dégageant quelque peu de la théologie ou de la philosophie. C'est le cas notamment de Pierre Müller qui, dans son ouvrage, *Le technocrate et le paysan*<sup>278</sup>, distingue trois « opérateurs intellectuels » qui auraient permis à la JAC d'occuper un rôle social important

---

et développement dans la France rurale progressive : l'exemple des Monts du Lyonnais », dans *Annales de géographie*, n° 109, 2000, pp. 21-42, p. 34. BARTEZ Alice, « Un acte de liberté de pensée en agriculture. La création du GAEC », dans *Économie rurale*, n° 300, 2007, pp. 115-119.

<sup>273</sup> MARITAIN Jacques, *Humanisme intégral. Problèmes temporels et spirituels d'une nouvelle chrétienté*, Paris, Fernand Aubier, 1936.

<sup>274</sup> Pour autant, cet « humanisme intégral », défini par Maritain, est un humanisme théocentrique opposé à l'humanisme anthropocentrique qui avait cours jusqu'alors et qui serait une des causes de la dégénérescence de la civilisation. Et si Maritain développe une conception profane et non plus sacrale du temporel et encourage à la construction d'une cité démocratique autonome de l'Église, il reste convaincu de la primauté du spirituel, est fortement attaché aux principes de la métaphysique scolastique et ne peut concevoir l'autonomie de la raison, avatar de la modernité, qui détruirait les fondements de la foi. Ces questions ne sont pas soulevées par les observateurs du mouvement jaciste qui préfèrent voir en Jacques Maritain le penseur d'un « humanisme » aux contours flous, susceptible d'être l'inspirateur de l'engagement des jacistes dans le milieu temporel. Surtout, le manque de contextualisation et d'approfondissement de sa pensée, permettent d'instrumentaliser ce concept d'« humanisme » en le détachant du cadre conceptuel auquel il appartient et en le faisant passer, implicitement, pour un humanisme anthropocentrique. CHENAUX Philippe, « *Humanisme intégral* » (1936) de Jacques Maritain, Paris, Éditions Le Cerf, 2006. SORET Jean-Hugues, *Philosophie de l'Action catholique : Blondel et Maritain*, Paris, Les Éditions du Cerf, 2007, p. 17.

<sup>275</sup> TOULAT Pierre, BOUGEARD Ange, TEMPLIER Joseph, *Les chrétiens dans le monde rural*, Paris, Éditions du Seuil, 1962; HOUSSEL Jean-Pierre, « Pour une étude de l'héritage actuel de la Jeunesse agricole catholique dans la modernisation des campagnes de la région Rhône-Alpes », dans *Revue de géographie de Lyon*, n° 61, 1986, pp. 461-475, p. 465

<sup>276</sup> VERCHERAND Jean, *Un siècle de syndicalisme agricole : la vie locale et nationale à travers le cas du département de la Loire*, Publication de l'Université de Saint-Étienne, 1994, p. 212.

<sup>277</sup> SORET Jean-Hugues, *Courants philosophiques dans l'action catholique et France : Blondel et Maritain*, Paris, Cerf, 2007.

<sup>278</sup> MULLER Pierre, *Le technocrate et le paysan*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1984.

: « liberté, responsabilité, globalité », auraient donné au mouvement « une idéologie profonde<sup>279</sup> » et permis aux jeunes agriculteurs chrétiens de s'engager dans le temporel et de situer leur action économique dans un cadre politique. Les différentes hypothèses sur les influences du mouvement jaciste, quelle que soit l'approche, posent de nombreuses questions : celle de leur mise en pratique réelle, et surtout, celle de la réinterprétation des concepts polysémiques mis en évidence par les acteurs ou même les chercheurs comme le démontre la réutilisation du concept de « globalité » par François Purseigle dans sa compréhension du mouvement social paysan des années 1970<sup>280</sup>. En 2003, Jean-Pierre Sylvestre reprend également les concepts clefs développés par Pierre Müller pour définir « l'éthique jaciste », tout en s'appuyant, de manière désormais "classique", sur l'influence de Mounier et Maritain. Il précise « toutefois, et contrairement aux militants du MRJC qui prendront la relève dans le milieu des années 1960, et participeront souvent au mouvement des "paysans-travailleurs", la grande majorité des jacistes ne suivra pas Mounier dans sa dénonciation du capitalisme<sup>281</sup>. ». Les cadres conceptuels de la pensée jaciste ainsi définis ne varient guère des années 1980 à nos jours. Si certains évoquent le rôle d'Économie et Humanisme<sup>282</sup> notamment à travers les figures du père Lebret et du père Allo, des jésuites<sup>283</sup> et du Père Teilhard de Chardin<sup>284</sup> ou de Paul-

---

<sup>279</sup> *Ibidem*, p. 65.

<sup>280</sup> Ce dernier se propose de revenir sur la matrice intellectuelle des engagements des jeunes paysans actuels et constate que 28 % ont des parents ayant fréquenté un mouvement de jeunesse, à 85 % d'origine chrétienne, le plus souvent la JAC. Dès lors, il s'intéresse à la « matrice culturelle » du mouvement, en revenant sur le concept de « globalité » qui constituerait selon lui, « l'une des lignes de fracture parmi les jeunes agriculteurs de l'époque, entre les tenants de la lutte des classes (Bernard Lambert) et les tenants du réformisme (Michel Debatisse). ». PURSEIGLE François, « Les jeunes agriculteurs et la mondialisation : Enjeux et paradoxes d'un positionnement catégoriel », dans Colloque international : Les mobilisations antimondialisation, décembre 2003, Institut d'Études Politiques, CEVIPOF-GERMM, Paris. document PDF. Voir également : « Le monde paysan et les sources chrétiennes de la solidarité internationale », dans AGRIKOLANSKY Éric, FILLIEULE Olivier, MAYER Nonna, dans *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, p. 75-97.

<sup>281</sup> SYLVESTRE Jean-Pierre, *Agriculteurs, ruraux et citoyens : les mutations des campagnes*, Paris, Educagri, 2003, p. 62.

<sup>282</sup> Vincent Flauraud remarque qu'à partir de 1960, l'influence d'Économie et Humanisme est croissante en Aveyron et dans le Cantal et se réalise notamment par les interventions répétées des membres du groupe pendant les sessions de formation ou les stages, FLAURAUD Vincent, « La JAC dans le Massif-central... » op. cité, p. 476; 511; 550.

<sup>283</sup> COLON David, « Les jésuites et la Jeunesse catholique en France dans l'entre-deux-guerres », dans *Histoire@Politique* 1/2008 (n° 04), p. 7-7, url : [http://www.cairn.info/resume.php?ID\\_ARTICLE=HP\\_004\\_0007](http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=HP_004_0007), consulté le 7 mai 2010. PARAVY, Gaston, « La JAC, mouvement éducatif : actualité d'une pédagogie », *Société Alfred Binet et Théodore Simon - L'éducation rurale*, n° 626-627, 1991, p. 113-124.

<sup>284</sup> TOULAT Pierre, BOUGEARD Ange, TEMPLIER Joseph, *Les chrétiens dans le monde rural*, Paris, Éditions du Seuil, 1962; HOUSSEL Jean-Pierre, « Pour une étude de l'héritage actuel de la Jeunesse agricole catholique dans la modernisation des campagnes de la région Rhône-Alpes », dans *Revue de géographie de Lyon*, n° 61, 1986, pp. 461-475, p 465 et « Dynamiques rurales et sociabilité catholique. Les municipalités des régions rurales progressives de pratique catholique majoritaire » dans *Politix*, V 4, 1991, pp. 59-67, p. 61.

Henry Chombart de Lauwe<sup>285</sup>, aucune analyse ne remet en cause les apports principaux des deux philosophes, hormis celle de Jean-Hugues Soret, qui eut très peu d'écho.

Si ces référents ont pu être opératoires chez les jacistes, il n'en reste pas moins qu'ils ne sont pas toujours accessibles à la majorité des militants, qu'ils sont polysémiques et laissent une marge d'interprétation trop importante aux individus pour justifier leurs engagements ultérieurs ou même pour affirmer que la JAC a pu développer une vision du monde uniforme. Il importe ici de s'éloigner des discours militants et de réaliser des études précises, à l'échelle des individus pour mesurer le réel poids de ces influences philosophique. Des outillages méthodologiques seraient ici à expérimenter ouvrant la voie à des échanges pluridisciplinaires. Cependant, nous pourrions laisser Vincent Flauraud en conclure que « si le référent culturel représenta assurément une assise culturelle essentielle, il ne faut pas être dupe : il constitua aussi pour une partie des militants un habillage conceptuel permettant, au sein de ces « pays chrétiens », de se dédouaner tout en menant une action profane<sup>286</sup>».

S'appuyant peu ou prou sur la supposée influence de Mounier sur le mouvement, « l'anticapitalisme » de la JAC est de plus en plus souligné dans les années 1970/1980, et souvent mis en parallèle avec un positionnement à gauche de l'échiquier politique. Comme le note Vincent Flauraud : « Les ralliements alors récents de mouvements de jeunesse catholiques au marxisme, étaient aussi dans les esprits, et, rétrospectivement, les auteurs peuvent voir dans la JAC les prémisses de ce ralliement<sup>287</sup> ». C'est surtout l'utilisation de termes à forte connotation marxiste pour qualifier le mouvement jaciste qui peut nous permettre de mettre en évidence ce regard rétrospectif des auteurs<sup>288</sup>. Pourtant la JAC se pense comme un mouvement unitaire, représentatif de toute la paysannerie<sup>289</sup>, refuse de mettre en cause l'unité du milieu

---

<sup>285</sup> C'est le cas de Jean-François Chosson qui s'interroge sur l'influence de l'école d'Uriage à travers la figure de Paul-Henry Chombart de Lauwe sur la JAC; dans CHOSSON, J. — F., « La décennie fondatrice, 1935-1945 », dans *Les enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture*. Actes du colloque de Dijon, 19-21 janvier 1999, Dijon, Educagri, p. 189-198, p. 191.

<sup>286</sup> FLAURAUD Vincent, « La JAC dans le Massif-central... », op. cité, p. 576.

<sup>287</sup> FLAURAUD Vincent, « La JAC dans le Massif-central... », op. cité », p. 14

<sup>288</sup> Ainsi alors qu'Yves Lambert parle de « lutte des classes » pour illustrer l'opposition entre les jacistes et « les notables qui encadraient traditionnellement les paysans », François Colson parle « d'émancipation sociale » et d'opposition aux « exploitants capitalistes ». LAMBERT Yves, « *JAC et modernisation de l'agriculture...* », op. cité, p. 35 ; « Dès 1949, la JAC accepte sans réserve l'idée de la modernisation parce qu'elle y voit la condition de l'émancipation sociale d'une couche de jeunes paysans qu'elle définit par opposition aux grands exploitants capitalistes et aux ouvriers agricoles », dans COLSON François, « La JAC et la modernisation de l'agriculture », dans INRA, *JAC et modernisation de l'agriculture de l'Ouest*, Rennes, INRA, 1980, pp. 107-135, p. 111.

<sup>289</sup> Surtout, l'assimilation systématique que font ces auteurs entre « notables » et « exploitants capitalistes », ne nous semble pas pertinente puisque ces deux catégories, loin d'être superposables, peuvent être elles aussi, antagonistes en fonction du contexte local. « La JAC a été un vecteur d'une industrialisation venant de l'extérieur, elle l'a bénie; dans la JAC on a parlé d'industrialisation, jamais de capitalisme. (...) On ne nous a pas préparés en tant que travailleurs à la lutte du monde du travail contre les détenteurs de l'argent ; on nous a



rural, et ne considère pas qu'il puisse être constitué de classes antagonistes<sup>290</sup>. En général, les observateurs du milieu rural, insistent surtout sur les engagements politiques ultérieurs de certains jacistes, en supposant que la JAC portait en elle cet « éclatement idéologique<sup>291</sup> », notamment en prenant appui sur la figure de Bernard Lambert, ancien jaciste qui s'engage dans la mouvance marxiste<sup>292</sup>. Les apports de ces travaux sont nombreux et permettent d'envisager le mouvement sous de nouveaux aspects. Il ne s'agit pas ici de remettre en cause ces démonstrations, mais de souligner leurs lacunes et de les réinsérer dans le contexte de leur écriture. Dès lors il est légitime de se demander si c'est la JAC qui a « tempéré les objectifs productivistes » ou au contraire si c'est le discours scientifique qui a « tempéré » l'image productiviste du mouvement en insistant sur cette « révolution dans les têtes<sup>293</sup> ».

L'analyse de « l'éthique jaciste » se développe dans les années 1980 et 1990. Si elle reste toujours attachée à démontrer le lien entre la théorie et l'action du mouvement, elle se détache peu à peu de l'explication de la « modernisation » agricole pour se concentrer sur la

---

appelés à la collaboration de classe puisque l'industrie agricole, la banque, étaient les vecteurs du progrès ». LAMBERT Bernard, dans INRA, *JAC et modernisation de l'agriculture de l'Ouest*, Rennes, INRA, 1980, p. 163

<sup>290</sup> René Colson fait ici figure d'exception. Il suppose que la mécanisation va entraîner dans le futur la création de deux classes antagonistes : « Depuis deux ans leur utilisation [des tracteurs] est en extension rapide, ils risquent d'être l'élément déterminant de la scission du "monde rural" en deux classes antagonistes », dans COLSON René, *Un paysan face à l'avenir rural...*, op. cité, p. 98. Mais il envisage le prolétaire comme un salarié ayant perdu l'indépendance dans le travail parce qu'il ne possède plus de terre et non pas la « prolétarianisation » comme un changement dans les rapports de production. Par ailleurs si une « lutte des classes » vient à se développer dans le milieu rural, René Colson la déplore et l'assimile à un « microbe » (p. 223). Si la JAC rejetait la prolétarianisation c'était avant tout pour conserver cette « unité » supposée du milieu rural.

<sup>291</sup> LE GUEN Roger, *La place de la JAC...*, op. cité, p. 105.

<sup>292</sup> Ainsi Bertrand Hervieu effectue un parallélisme implicite entre l'anticapitalisme mouniériste et Bernard Lambert : « Cet anticapitalisme [de Mounier] ne va pas sans poser de sérieux problèmes qui se retrouvent dans la JAC. Les perversions du capitalisme sont dénoncées mais le chemin révolutionnaire s'avère étroit en raison d'un certain nombre de valeurs à respecter telles que la personne humaine qui ne saurait être sacrifiée dans le présent (par la violence) au profit de l'avenir. Pourtant la sympathie de Mounier pour le marxisme n'est pas douteuse. Autant il a toujours refusé de se compromettre dans l'ordre bourgeois qui n'est qu'un "désordre établi", comme le constate après lui Bernard Lambert, autant il a toujours cherché le dialogue avec le marxisme », dans HERVIEU Bertrand, VIAL André, « L'Église catholique et les paysans », dans TAVERNIER Yves, GERVAIS Michel, SERVOLIN Claude, *L'univers politique...*, op. cité, p. 299-300. Laurent Laot qui traite du « Parti socialiste unifié et des paysans » souligne à plusieurs reprises l'influence du PSU dans le milieu agricole catholique (p. 227-240). Ainsi il note que « L'existence d'une certaine communauté d'origine entre les militants du PSU d'un côté (les ex mouvement de libération du peuple surtout) et les leaders du CNJA de l'autre favorise également ce rapprochement (les uns et les autres avaient été formés par les mouvements de jeunesse catholique) » sans pour autant expliquer le lien entre l'origine catholique de ces militants et leur engagement politique. Dans, TAVERNIER Yves, GERVAIS Michel, SERVOLIN Claude, *L'univers politique des paysans dans la France contemporaine*, Paris, Éditions Armand Colin, 1972, pp. 223-243

<sup>293</sup> COLSON François, « La Jeunesse agricole catholique, une pédagogie au service d'un projet humaniste », dans BOULET Michel [dir.], *Les enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture, 1760-1945. Actes du colloque ENESAD, 19-21 janvier 1999*, Dijon, Educagri éditions, 2000, pp. 213-221, p. 220.

« modernisation » religieuse et culturelle. Le lien entre « éthique jaciste » et adhésion à la rationalisation technico-économique est toujours souligné, mais n'est plus étudié en soi<sup>294</sup>. En effet, à partir des années 1980 surtout, les chercheurs envisagent le fait culturel en soi, et cherchent de moins en moins à le mettre en relation avec un contexte économique et social. En estimant que la JAC a eu une importance dans le milieu rural, les chercheurs se demandent notamment comment une organisation agrarienne a pu concevoir la « modernisation » agricole et le départ de masses paysannes comme un bienfait, comment elle a constitué une nouvelle élite agricole et quelles étaient les facteurs de sa réussite comme « mouvement de masse ». Pour répondre à ces questions et à celles qui sont soulevées autour de l'éthique religieuse, les chercheurs viennent à s'interroger sur les modalités de la transmission des savoirs au sein du mouvement. Mais c'est également l'intérêt croissant pour les aspects culturels dans la recherche des années 1980 qui encourage ce renouvellement des approches<sup>295</sup>. Comme nous l'avons souligné dans un premier chapitre, cet engouement va de pair avec un déclin pour les études socio-économiques et ouvre la voie à une correspondance de plus en plus étroite entre les différentes disciplines.

Le mouvement, de par son aspect professionnel et culturel, est de plus en plus considéré comme un mouvement d'éducation populaire en milieu rural et est ainsi appréhendé comme un « mouvement de masse » alors qu'auparavant, il était plus fréquent d'insister sur les figures emblématiques ou sur les responsables. L'originalité de la méthode du « voir, juger, agir » avait déjà été soulignée auparavant mais n'était pas un objet d'étude en soi comme c'est le cas à partir des années 1980. La thèse de Gaston Paravy<sup>296</sup> qui définit les jacistes comme les « promoteurs d'une culture paysanne », et celle d'Étienne Fauvet qui analyse un modèle d'« auto-éducation permanente<sup>297</sup> » qui serait le moteur de la réussite « du milieu tout entier » sont ainsi axées sur

---

<sup>294</sup> François Colson reprend néanmoins son analyse dans : « La JAC : une pédagogie au service d'un projet humaniste. Analyse des méthodes pédagogiques et du contenu de la formation mise en œuvre par la JAC 1929 — 45 », dans *Les enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture...*, op. cit., pp. 213-222. De plus Bernard Bruneteau reprend également ce type de réflexion dans son article : « Le référentiel catholique au service de la modernisation : l'exemple de la paysannerie technicienne française de l'après-guerre aux années soixante », dans BAUDOIN Jean et PORTIER Philippe (dir.), *Le mouvement catholique français à l'épreuve de la pluralité. Enquête autour d'une militance éclatée*, Rennes, PUR, 2002, p. 49-64.

<sup>295</sup> Il faut également souligner l'importance des publications du MRJC qui encouragent vivement à une relecture de la fonction d'animation et d'éducation de la JAC. En effet, le MRJC qui se définit lui-même comme « mouvement d'éducation populaire » en milieu rural, cherche à revenir sur sa genèse en insistant avant tout sur les aspects qu'il a développés ultérieurement. Le titre de l'ouvrage publié pour le 50ème anniversaire du mouvement est ici très révélateur : *50 ans d'animation rurale, JAC MRJC 1929-1979*, Paris, Éditions du MRJC, 1979.

<sup>296</sup> PARAVY Gaston, *La JAC, mouvement d'éducation, sa présentation dans le journal La Croix, 1929-1962*, thèse de doctorat en sciences de l'éducation, Université Lyon 2, 1981.

<sup>297</sup> FAUVET, Étienne, *La stratégie éducative de la JAC et du MRJC dans l'Ain (1935-1979). D'une expérience initiatrice à une éducation totale*, thèse de doctorat en sciences de l'éducation, université de Lyon 2, 1983, p. 403.

l'originalité pédagogique et l'importance éducative d'un mouvement qui aurait avant tout encouragé les jeunes à prendre des responsabilités dans le monde. Ces analyses sur la pédagogie du mouvement mettent avant tout en évidence le changement de regard qui s'opère sur la JAC. Le mouvement est de plus en plus considéré comme un mouvement éducatif, porteur d'une originalité pédagogique. Ce regard est également porté par l'attention croissante accordée aux loisirs du mouvement dans leurs visées pédagogiques. Si aucune étude spécifique n'est consacrée aux loisirs jacistes, nous pouvons constater, depuis les années 1990, une attention croissante portée à ce sujet, surtout dans le cadre des analyses départementales ou régionales qui se développent constamment depuis le début des années 1980<sup>298</sup>. C'est avant tout parce qu'il s'agit de l'aspect du mouvement le plus visible : les journaux locaux font surtout état de ce type d'événements du mouvement, et les archives jacistes, très lacunaires pourtant sur d'autres sujets, semblent relativement bien conservées dans de nombreux diocèses<sup>299</sup>. Étienne Fauvet avait par ailleurs longuement insisté sur les loisirs dans sa thèse, les considérant avant tout comme un instrument pédagogique, notamment par le développement des capacités organisationnelles des jeunes par leur apprentissage de la responsabilité. Les analyses autour des loisirs rejoignent ainsi celle autour de la notion « d'épanouissement » et de la formation de jeunes « complets », possédant une culture générale qui ne se limite pas à leur milieu sociologique<sup>300</sup>. L'étude des loisirs s'insère systématiquement dans l'étude de la pédagogie du mouvement jaciste et l'importance des sources les concernant amène les chercheurs à considérer que le mouvement est avant tout un mouvement d'animation du milieu rural, surtout dans la période d'Après-guerre. C'est la combinaison entre les aspects récréatifs de la JAC et ses aspects éducatifs qui encouragent à développer une définition du mouvement avant tout culturelle<sup>301</sup>. Le rôle social

---

<sup>298</sup> GASIGLIA Bertrand, « La Jeunesse agricole catholique (1945-1957) : une étude monographique », mémoire IEP Grenoble, sous la direction de M Crosiat et D. Labbé, 1994. THIEBAUD Patricia, « La JAC en Haute-Saône de 1930 à 1951 : l'action dynamique d'un groupe de jeunes paysans chrétiens dans un département immobile », mémoire de maîtrise soutenu sous la direction de Gaston Bordet, Université de Besançon, 1992.

<sup>299</sup> Nous pourrions supposer que le mouvement a produit beaucoup plus de documents concernant les loisirs que sur d'autres sujets : surtout depuis les années 1950, c'est l'aspect extérieur qu'il met le plus en évidence notamment parce qu'il prétend être un « mouvement de masse », donc, dans une démarche de propagande, il y aurait donc eu plus de production de documents sur cet aspect, même si la proportion de conservation peut rester la même que pour les autres activités.

<sup>300</sup> « Divertir », pp. 219-221; « Les loisirs : moyens d'éducation? », pp. 265-267; « Accompagner l'explosion des loisirs », pp. 319-337; « Pour des loisirs plus éducatifs », pp. 384-395; « Face aux nouveaux comportements socioculturels », pp. 556-571; dans FLAURAUD Vincent, *La JAC dans le Massif-central...*, op. cité. CHOSSON, J. — F., « La décennie fondatrice, 1935-1945 », dans *Les enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture...*, op. cit., p. 189-198, p. 192.

<sup>301</sup> Ainsi, Gaston Paravy notait : « Dans un premier regard, la JAC peut se présenter sous les traits d'un mouvement d'animation socioculturelle » alors que François Colson qui réalise une synthèse des travaux sur la pédagogie du mouvement et resitue le tout dans un cadre plus général concernant le sens de la JAC estime que c'est cette pédagogie qui a été le principal moyen de « la modernisation » agricole, toujours défini comme « un projet humaniste ». PARAVY, Gaston, « La JAC, mouvement éducatif : actualité d'une pédagogie », *Société Alfred Binet et Théodore Simon - L'éducation rurale*, n° 626-627, 1991, pp. 113-124,

de la JAC est un acquis pour la plupart des chercheurs<sup>302</sup> qui se lancent dans une approche culturelle du mouvement. Ils visent avant tout à comprendre par quels moyens la JAC fut aussi efficace en considérant comme un acquis sa participation dans un processus socio-économique désormais qualifié « d'humaniste ».

Sur cette lancée, l'aspect culturel de la JAC prend plus de poids dans les études du mouvement à partir des années 1990. Ainsi, comme le note Vincent Flauraud, « la JAC et la JACF deviennent des chantiers d'investigation (...) pour des champs en pleine émergence de la recherche en histoire sociale : histoire des femmes, histoire de la jeunesse, histoire culturelle...<sup>303</sup> ». Dans un contexte d'histoire « éclatée », les chercheurs qui travaillent sur la JAC ne prétendent plus réaliser une histoire totale et se concentrent sur des problématiques plus précises en envisageant les aspects du mouvement qui s'intègre dans des sphères d'étude telle que l'histoire de la jeunesse, l'histoire des femmes, la sociologie des élites ou des mobilisations collectives. Les productions se développent donc le plus souvent sous la forme d'articles, où un élément du mouvement jaciste fait partie d'une démonstration plus générale des spécialités des chercheurs. Ainsi Martyne Perrot, l'une des premières<sup>304</sup> à prendre la JACF comme objet d'étude à la fin des années 1980<sup>305</sup>. Cette ethnologue de formation, qui a surtout travaillé sur la famille, insiste notamment sur le rôle du foyer, lieu principal de l'activité jaciste féminine et sur la collaboration de la femme dans le travail agricole. Le foyer, perçu par la JACF comme le lieu d'épanouissement de la femme, confère une visibilité au travail féminin et son accaparement comme lieu de travail contribue à une division du travail et à créer une distinction entre la maison et l'exploitation<sup>306</sup>. Et lorsqu'elle travaille sur le rôle de la femme dans l'exploitation familiale, elle reconnaît la volonté de collaboration entre les sexes de la JAC/F

---

p. 117. COLSON François, « La jeunesse agricole catholique. Une pédagogie au service d'un projet humaniste », dans BOULET Michel (dir), *Les enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture...*, op. cit., pp. 213-223.

<sup>302</sup> Vincent Flauraud fait ici figure d'exception notoire. Si son travail relève avant tout d'une approche culturelle, il reste très circonspect quant au rôle social et professionnel de la JAC. Il offre en conclusion quelques éléments intéressants, notamment le fait que la cartographie de l'implantation jaciste correspond à celle du maintien de l'agriculture dans les années 1980, mais ne s'engage pas sur le terrain glissant que constitue l'affirmation d'une JAC vecteur de la « modernité » socio-économique.

<sup>303</sup> FLAURAUD Vincent, *La JAC dans le Massif-central...*, op. cité, p. 16.

<sup>304</sup> A noter cependant l'existence d'un article concernant la JACF : BOURQUELOT Françoise, « La JACF et l'évolution de la femme dans l'agriculture », dans *Analyse d'un mouvement social rural, la jeunesse agricole catholique (1929-1978)*, Angers, École supérieure d'agriculture, 1978, pp. 41-51.

<sup>305</sup> PERROT Martyne, « L'agricultrice selon la JACF : ruptures et permanences », dans *Pour - Femmes, les chemins de l'autonomie*, n° 108, 1986, p.52-56 ; PERROT, Martyne, "La jaciste, une figure emblématique", dans *Celles de la Terre*, Rose-Marie LAGRAVE (dir.), Paris, EHESS, 1987, pp.33-61 ; PERROT Martyne, "Les aspirations des jacistes et la transformation de l'image et du statut des femmes en milieu rural " (1933-1962), dans *Les Hommes, leurs espaces et leurs aspirations, Hommage à Paul Henry Chombart de Lauwe*, Paris, Éditions de l'Harmattan, 1994, pp.193-205.

<sup>306</sup> PERROT Martyne, « Les aspirations des jacistes... », op cité, p. 198.

mais insiste surtout sur le fait que « la JACF n'a pas résolu la question de l'autonomie de la femme qui reste uniquement l'épouse<sup>307</sup> ». L'article de Gérard Cholvy<sup>308</sup> qui s'attarde sur les relations de concurrence et de complémentarité entre un patronage féminin et la JACF dans une optique relativement institutionnelle et les deux mémoires universitaires sur la question<sup>309</sup>, s'intègrent avant tout dans une histoire culturelle et les militantes de la JACF ne sont pas envisagées comme actrices de potentiels changements. Les questionnements sur leur rôle dans le processus de « modernisation », religieuse, économique et sociale reste donc entier et malgré les lacunes des archives, il conviendrait de dépasser une approche des femmes qui reste relativement cloisonnée dans l'analyse des discours et des représentations afin de ne pas réduire les jacistes et par extension les femmes à une simple posture passive dans le processus d'évolution globale des sociétés.

Il faut attendre le manuel de Christine Bard, *Les femmes dans la société française au 20<sup>e</sup> siècle*<sup>310</sup>, pour que le rôle de la JACF dans l'histoire des femmes soit rapidement évoqué dans un ouvrage de synthèse. C'est justement le plus souvent dans ce type de production que les différents aspects de la JAC sont abordés, notamment ceux concernant l'histoire de la jeunesse<sup>311</sup>. Le plus souvent, le mouvement jaciste est cité indistinctement des autres mouvements d'Action catholique tels que la JOC ou la JEC. Les synthèses d'histoires religieuses abordent également régulièrement le mouvement, notamment celles consacrées à la mise en évidence du rôle du laïc dans l'Église bien que nous puissions citer des travaux plus précis notamment ceux d'André Charlot sur les recompositions religieuses de la JAC<sup>312</sup> et

<sup>307</sup> PERROT Martyne, « L'agricultrice selon la JACF : ruptures et permanences », *Pour - Femmes*, les chemins de l'autonomie, n° 108, 1986, p.52-56

<sup>308</sup> CHOLVY Gérard, « Des enfants de Marie à la jeunesse agricole féminine : Églises, jeunesse féminine et monde rural, 1930-1960 », 110<sup>e</sup> congrès soc. savantes, Montpellier 1985, CTHS, Sect. hist. moderne, 1985, t. 2, p. 343 — 351.

<sup>309</sup> GASIGLIA, Bertrand, « Militantisme au sein de la jeunesse agricole chrétienne féminine, 1933-1965 », mémoire de DEA, IEP de Grenoble, 1995. STOSSE, Richard, « Des mouvements catholiques de jeunesse féminine en Aveyron à travers leurs journaux. JFCA-JACF, 1936-1958 », mémoire de maîtrise, université de Paris X-Nanterre sous la direction de Philippe Levillain et Pascal Ory, 1988.

<sup>310</sup> Paris, Éditions Colin, 2001, pp. 106-107.

<sup>311</sup> FLAURAUD Vincent, « Être jeune dans l'espace rural : le prisme jaciste », Séminaire du Pôle rural de la Maison de la recherche en Sciences Humaines de Caen 2 décembre 2008 : « Être jeune dans l'espace rural » sous la responsabilité de Philippe MADELINE et Jean-Marc MORICEAU ; GASIGLIA Bertrand, « La Jeunesse agricole catholique (JAC), 1939-1945 » dans Jean-William DEREYMEZ (dir), *Être jeune en France (1939-1945)*, Mémoires du XX<sup>e</sup> siècle, Paris, Éditions L'Harmattan, 2001, pp. 217-223. PROST Antoine, « L'avènement des copains », dans PARIAS Louis-Henri, (dir), *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France*, Paris, Nouvelle librairie de France, 1982., t. 4, « L'école et la famille dans une société en mutation ». COUTROT Aline, « Le mouvement de jeunesse, un phénomène au singulier ? », dans CHOLVY Gérard (dir), *Mouvements de jeunesse chrétiens et juifs : sociabilité juvénile dans un cadre européen, 1799-1968*, Paris, Éditions du Cerf, 1985, pp. 109-124.

<sup>312</sup> CHARLOT André : « Sécularisation et recomposition de l'univers religieux à travers le mouvement jaciste (JAC-MRJC) en Mayenne, dans *Des curés aux entrepreneurs. La Vendée au XX<sup>e</sup> siècle. Actes du colloque tenu à La Roche-sur-Yon les 24, 25 et 26 avril 2003, La Roche-sur-Yon, 2004, pp. 277-299.*

d'Yvon Tranvouez « L'action catholique, un échec religieux ? À propos des jacistes du Finistère », qui s'appuie sur une enquête réalisée auprès des différentes générations de jacistes<sup>313</sup>. Cette étude s'insère par ailleurs dans un ouvrage qui fait une large place à la JAC : *Militants catholiques de l'Ouest. De l'action religieuse aux nouveaux militantismes, XIX<sup>e</sup> XX<sup>e</sup> siècles*<sup>314</sup>. À la croisée entre la sociologie et l'histoire religieuse, l'ouvrage offre de nombreux apports comme l'article du politiste Yohann Abiven et du géographe Eugène Calvez<sup>315</sup>, qui proposent de s'interroger sur l'acculturation des militants jacistes au « libéralisme philosophique ». Ils mettent alors de nombreux éléments en évidence, notamment en réaffirmant que la JAC était à sa création l'expression du catholicisme intransigeant tel qu'il a été défini par Émile Poulat et que le choix de la « modernisation » de l'agriculture aurait été le corollaire de cette appartenance puisqu'elle était perçue comme « facteur de conservation et d'enracinement » en rendant supportable la condition paysanne. Les auteurs reviennent sur la praxis jaciste qui aurait modifié le rapport de la JAC au religieux, rejoignant par là même Jean-Hugues Soret, et estiment que ce rapport constituerait une « entreprise de destruction des certitudes cléricales » et « d'apprentissage de l'autonomie personnelle ». Cette analyse de sociologie religieuse apporte ainsi de nouveaux éléments de compréhension à la « modernité » religieuse véhiculée par la JAC et aux origines intransigeantes du mouvement jaciste dont la « modernisation » économique serait l'un des pendants.

Les interrogations autour de la militance jaciste voient ainsi le jour dans le cadre de l'histoire religieuse mais cette approche par le prisme du militantisme catholique rejoint bien souvent celle effectuée par le prisme de la pédagogie. Ce n'est plus tant un engagement dans la « modernisation » qui est décrit, qu'un engagement des chrétiens dans la société civile. Si les chercheurs insistent de manière vague et générale sur le sens des responsabilités prises par les jacistes dans leur profession c'est parce que les années 1970 ont révélé des engagements

---

<sup>313</sup> TRANVOUEZ Yvon, « L'action catholique, un échec religieux ? À propos des jacistes du Finistère », dans WACHE Brigitte, *Militants catholiques de l'Ouest. De l'action religieuse aux nouveaux militantismes, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004, pp. 185-196. Yvon Tranvouez s'interroge ici sur la relative déchristianisation des militants. L'auteur prend ainsi comme point de départ cette « réussite » avec une certaine distance ironique : « Le développement agricole, c'est eux. La modernisation des campagnes, c'est eux. Les nouveaux maires c'est eux. Les loisirs ruraux, les Coupes de la joie, les fêtes de la terre, Films et culture, c'est encore eux. L'émancipation féminine, c'est toujours eux. Mais l'effondrement du catholicisme ? Faut-il dire malgré eux ou à cause d'eux ? ». Il considère que « l'échec religieux » se comprend également dans le sens où les jacistes « ont contribué à l'évolution de l'agriculture bretonne vers un modèle libéral et productiviste impitoyable pour les plus faibles, et contraire à la morale sociale chrétienne », Ibidem, p 281. Voir également TRANVOUEZ Yvon, « *Le militant d'Action catholique* », dans DURIEZ Bruno, FOUILLOUX Étienne, PELLETIER Denis et VIET-DEPAULE Nathalie (dir.), *Les Catholiques dans la République, 1905-2005*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2005, p. 225-237.

<sup>314</sup> WACHE Brigitte (dir.), op. cité.

<sup>315</sup> ABIVEN Yohan, CALVEZ Eugène, « Les avatars de l'identité catholique : les militants de la ruralité (1929-2000) », dans WACHE Brigitte, *Militants catholiques...*, op. cité, pp. 67-103.

paradoxaux et qu'une partie des anciens militants acquis à la « modernité » la dénoncent en estimant qu'elle est un avatar du système capitaliste. Ainsi, alors que François Purseigle retrouve chez les jeunes altermondialistes l'éthique mouniériste véhiculée par la JAC et l'internationalisme initié par le mouvement, Jean-Philippe Martin revient dans son ouvrage *Histoire des nouvelles gauches paysannes*<sup>316</sup> sur les héritages actuels de la JAC au sein de la gauche paysanne au cœur desquels il situe la critique du capitalisme. Mais si Jean-Philippe Martin lit partout l'héritage de la JAC<sup>317</sup>, de manière peu distincte d'ailleurs de celui du CNJA, il ne donne que très peu d'explications quant aux causes de la "rupture" des années 1970. Entre les inégalités dues à la modernisation, l'attachement plus au moins fort à l'unité du syndicalisme, les opportunités personnelles et la prise de position face à mai 1968, tout semble s'être passé comme si des militants qui avaient une « formation et des références communes<sup>318</sup> », face à un ensemble de conjonctures, auraient pris des chemins différents. C'est avec la même circonspection que nous pouvons lire Jacqueline Sainclivier<sup>319</sup> qui revient sur les engagements différents des anciens jacistes dans le domaine syndical et politique. En effet, si elle met en évidence les ruptures qui s'effectuent entre ces militants dans les années 1970, elle ne donne aucun élément qui permettrait de les comprendre. Pour elle il s'agit avant tout de réactions différentes face à l'événement « mai 68 » alors que jusque-là « les anciens jacistes avaient encore les mêmes modes d'action et des analyses proches quelles que fussent les générations<sup>320</sup> ».

---

<sup>316</sup> MARTIN Jean-Philippe, *Histoire des nouvelles gauches paysannes : des contestations des années 1960 à la Confédération-paysanne*, Paris, La Découverte, 2005.

<sup>317</sup> Surtout chez Bernard Lambert, dont il est affirmé qu'il « doit sa formation à la JAC », alors que ce dernier s'expliquait : « Je voudrais dire que mon expérience personnelle de naissance à une vie sociale, économique et politique ne m'est pas venue de la JAC. Au point de départ, en raison d'une longue maladie, j'ai été conduit à lire énormément, à m'intéresser aux problèmes techniques, à entamer un cycle de cours par correspondance (avec le CERCA bien sûr) et à contester à la fois la structure d'Église dans laquelle on se trouvait et la structure familiale et professionnelle dans laquelle je vivais », (INRA *JAC et modernisation de l'agriculture dans l'Ouest*, op cité, p. 149.). Évidemment les propos du syndicaliste ne doivent pas être considérés comme argent comptant. Bernard Lambert a aussi des intérêts à relativiser le rôle d'un mouvement catholique dans sa formation

<sup>318</sup> MARTIN Jean-Philippe, *Histoire des nouvelles gauches ...*, op. cité, p. 106-107.

<sup>319</sup> SAINCLIVIER Jacqueline, « Jacistes et renouveau politique et syndical de 1945 à la fin des années 1970 dans l'Ouest », dans WACHE Brigitte, *Militants catholiques de l'Ouest. De l'action religieuse aux nouveaux militantismes, 19<sup>e</sup> -20<sup>e</sup> siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004, pp 105-117.

<sup>320</sup> Les jacistes sont présentés comme ayant toujours un « socle de références communes » qu'elle définit globalement comme les autres chercheurs qui parlaient de « référentiels » chrétiens :

« Respecter la dignité de l'homme, le placer au centre des préoccupations était une constante dans la JAC et marqua profondément ses militantes et militants. Quelles que fussent les voies syndicales ou politiques qu'ils choisirent par la suite, tous restèrent marqués par cette dimension du christianisme, cette imprégnation signifiait aussi qu'ils défendaient une modernisation tenant compte des aspects humains. ». SAINCLIVIER Jacqueline, « Jacistes et renouveau politique et syndical... », art. cit ., pp 105-117.

Ainsi les recherches concernant la JAC s'orientent de plus en plus vers l'appréhension de ses acteurs en fonction de leur devenir ultérieur. Le mouvement est ainsi perçu comme ayant offert des ressources de formation à l'action ou des « référentiels » mobilisée par ses acteurs sans pour autant que ne soient approfondies les « carrières militantes<sup>321</sup> » des jacistes. C'est peut-être la théorie de la mobilisation des ressources par l'intermédiaire d'un travail de prosopographie qui prenne en compte la totalité du parcours des individus qu'il faudrait utiliser pour mieux cerner le phénomène jaciste. Il faudrait revenir, à la manière de Sylvain Maresca ou de Roger le Guen sur une approche du profil social et culturel des militants jacistes, les définir et les situer dans la société passée tant pour comprendre la situation du militant altermondialiste ou de « la nouvelle gauche » dans la société actuelle que comprendre le sens qu'a pu recouvrir l'engagement au sein de la JAC dans les années 1930 et Après-guerre. Dans ce sens, un travail d'élaboration de notices biographiques voit le jour, à l'image de celui de René Bourigeaud sur quinze paysans de Loire-Atlantique<sup>322</sup> ou de celui du père Didier Hascoët qui revient sur le parcours de cinq anciens jacistes<sup>323</sup>. En général, ce sont plutôt les biographies de dirigeants marquants<sup>324</sup> qui continuent de se développer en parallèle d'autobiographies<sup>325</sup> qui comme le note Vincent Flauraud « traduisent notamment le retour en force d'une demande mémorielle de la part des "anciens"<sup>326</sup> ». Se multiplient également les mémoires universitaires qui s'inscrivent dans une approche locale, généralement départementale. Ils tentent de renouer avec une compréhension globale du mouvement à cette échelle mais laissent néanmoins une large place aux phénomènes culturels<sup>327</sup>. En parallèle la littérature du mouvement se développe

<sup>321</sup> La « carrière militante » est notamment défini par Howard Becker dans *Outsiders* (New York, 1963) et reprise dans les travaux actuels des sociologues notamment par Olivier Fillieule ; FILLIEULE Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », dans *Revue française de science politique*, 51, février-avril 2001, pp. 199-215.

<sup>322</sup> BOURRIGAUD René, *Paysans de Loire-Atlantique. Quinze itinéraires à travers le siècle*, Nantes, Centre d'histoire du travail, 2001.

<sup>323</sup> HASCOËT Didier, *De la JAC à la politique. Cinq itinéraires finistériens : Pierre Abeguilé, Alphonse Arzel, Georges Dauphin, Louis Goasduff, Jo Lareur*, Quimper, Calligrammes, 1992.

<sup>324</sup> CROZES Daniel, *Raymond Lacombe. Un combat pour la terre*, Éditions du Rouergue, 1992; BRUNETEAU, Bernard, « Regard d'un historien sur Michel Debatisse », *Paysans*, n° 247, 1998. CHAVAGNE Yves, *Bernard Lambert, 30 ans de combat paysan*, Éditions La digitale, 1988

<sup>325</sup> JEANNEROD-PINARD, Michel, *Le reste viendra par surcroît : le combat d'une génération de militants paysans*, Fontain, Chez l'auteur, 1999. RICHARD Henri, *Le cep et la ronce*, Édité par l'auteur, 1976. PELTIER, Marie-Thérèse et Vincent, *Nous n'avons pas fini de marcher. Migration et partage : récit à deux voix* ; enquête, établissement du texte, notes et commentaires par Michel Valière, Limoges, CIPA 1998.

<sup>326</sup> FLAURAUD Vincent, *La JAC dans le Massif-central...*, op. cité, p. 17.

<sup>327</sup> Nous pouvons notamment citer : CUBEAU, Katia, « Histoire de la JAC et de la JACF dans la Vienne, 1936 – 1954 », mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine, université de Poitiers, 1993 ; BARET Denis, « La JAC dans le diocèse de Grenoble, 1938-1944 », mémoire de maîtrise, université de Grenoble II, 1998 ; THIEBAUT Patricia, « La JAC en Haute-Saône de 1930 à 1951 », mémoire de maîtrise sous la direction de Gaston Bordet, université de Besançon, 1992; LAOT, Gwenaëlle, « La révolution culturelle jaciste : aspects culturels de la JAC/F dans le Finistère (1945-1960) », mémoire de maîtrise d'histoire sous la direction d'Yvon Tranvouez, Brest, 2001.



notamment autour de commandes réalisées par le MRJC pour les différents anniversaires de la naissance de la JAC, ou en d'autres occasions : des ouvrages de synthèse voient ainsi le jour, comme celui de Jean Conq, Charles-Henri Guilloteau, François Leprieur et Bernard Vilboux: *JAC/MRJC.: origines et mutations*<sup>328</sup>, qui fait figure de référence incontournable pour les chercheurs tout comme pour les militants.

Alors que les études sur le mouvement se développent, le plus souvent sous la forme d'articles dans les revues scientifiques d'histoire, de géographie ou de sociologie, en 2003 est soutenue la première thèse sur le sujet en histoire, elle concerne deux départements : l'Aveyron et le Cantal. Vincent Flauraud nous livre ici une étude qui « renoue avec une approche globale de l'histoire sociale de la JAC et de la JACF afin de reprendre un questionnement général sur la signification sociale du mouvement ». Il tente d'éclaircir comment l'appartenance identitaire, catholique et rurale, a pu jouer un rôle, par la promotion collective et individuelle, dans ce qu'il appelle, « les grandes mutations "homogénéisantes" de cette époque »<sup>329</sup>. Il produit avant tout une synthèse sur l'économique et le social pour pouvoir concentrer son travail de recherche sur les aspects culturels du mouvement en privilégiant l'utilisation des sources produites par la JAC/F, notamment les archives du mouvement, la presse jaciste et les entretiens oraux pour établir un plan chrono-thématique qui permette de comprendre l'évolution de l'identité du mouvement dans le contexte local et national des transformations du milieu rural. S'il ne s'interroge pas sur la part effective que les militants jacistes ont pris dans la rationalisation technico-économique de l'agriculture, il n'en demeure pas moins qu'il livre une étude relativement complète sur la signification du mouvement, en démontrant les différentes logiques à l'œuvre entre deux diocèses qui réalisent des ajustements entre les valeurs et les aspirations du mouvement. Ainsi, si la JAC est avant tout un mouvement qui s'attaque à la disqualification sociale économique et culturelle du milieu rural en se basant sur des référentiels chrétiens et qui, par la même, participe à « la sauvegarde de la vitalité rurale<sup>330</sup> », il insiste sur l'importance du contexte local qui peut donner différents visages au mouvement. En conclusion, l'historien encourage vivement le recours à la prosopographie pour « repérer les motivations et les atouts ou handicaps sociaux préalables, et pour déterminer si la réussite très voyante de quelques jacistes reflète de façon absolue celle du mouvement, ou si d'autres logiques sont aussi

---

<sup>328</sup> *JAC/MRJC Origines et mutations. Un mouvement de jeunesse au cœur de la société française*, Lyon, Chronique Sociale, 1996.

<sup>329</sup> FLAURAUD Vincent, *La JAC dans le Massif-central...*, op. cité, p. 18.

<sup>330</sup> FLAURAUD Vincent, *La JAC dans le Massif-central...*, op. cité, p. 578.

à l'œuvre » parce qu'il remarque que la JAC aurait plutôt activé la « promotion sociale » dans des zones réceptives que créée de toute pièce cette promotion.

Ce détour sur l'état de la question concernant la JAC révèle à la fois les attentes de la communauté scientifique sur le rôle de la JAC dans les transformations socio-économiques qui ont touché le milieu rural mais également dans les mutations sociétales plus globales, notamment religieuses et culturelles Après-guerre. Si nous ne prétendons pas répondre à ces questions, nous ambitionnant néanmoins d'observer dans quelle mesure le mouvement jaciste dans les années 1930, a pu être l'acteur de changements qui prennent racine et appui dans une dialectique entre des discours agrariens et catholiques et une pratique militante qu'il convient encore d'élucider. C'est en observant de manière fine ces changements, à l'orée d'une période trop souvent considérée comme une rupture majeure, et dans une histoire des possibles qui tente de ne pas relire les années 1930 à la lumière des années 1960, que nous cherchons à analyser le sens de l'engagement jaciste.

# Pour une contribution à une histoire sociale du militantisme catholique

Avec près de 800 militants et 2500 sympathisants à la veille de la guerre, le mouvement jaciste jurassien fait figure du plus important mouvement de jeunesse dans le département<sup>331</sup>.

Loin de se cantonner à une histoire de l'advenu, dont il convient toujours de questionner le grand récit triomphant et totalisant du progrès<sup>332</sup>, l'enjeu consiste à comprendre, en amont de la naissance officielle de la JAC, comment l'Église a pu mobiliser. Car si la JAC est un mouvement d'Église, mandaté par le pouvoir romain, la liberté qu'elle a pu offrir aux laïcs reste à interroger. Pourquoi et dans quelle mesure a-t-elle permis une organisation voire une autonomisation de la jeunesse rurale ? Comment la volonté d'encadrement s'est-elle muée en une autorisation et une incitation à l'engagement ? L'analyse du passage d'une galaxie d'Œuvres encadrées par des clercs à un mouvement social capable de fournir des effectifs considérables et des cadres endogènes au milieu permettrait de participer à la compréhension des ressorts de structuration d'une action collective jugée efficace par l'historiographie.

C'est également par l'analyse de l'évolution du concept de militantisme tel qu'il est perçu par le mouvement que nous envisageons de comprendre le sens et les objectifs que s'assigne la JAC. Quelles sont les racines intellectuelles de ce projet ? S'agit-il d'un renouvellement du catholicisme intransigeant tel qu'Émile Poulat l'avait décrit ? Une tentative de requalification de l'action sociale de l'Église ? Quelles sont les parts d'héritage et de nouveauté dans la formalisation du projet apostolique de la JAC ? Il convient également de se demander comment le mouvement parvient à inscrire dans son projet de « régénération » une

---

<sup>331</sup> Ces estimations s'appuient sur notre travail de recherche et notamment sur nos bases de données. À titre indicatif, le commissaire spécial de police du département, suite à une demande du préfet émanant du ministre secrétaire d'État à l'intérieur de mai 1941 de la liste des organisations de jeunes du département fournit les effectifs suivants : JAC 300 affiliés, 1000 sympathisants ; JACF 250 affiliées, 1200 sympathisantes ; ADJ, 332W5.

<sup>332</sup> BONNEUIL Christophe, DENIS Gilles, MAYAUD Jean-Luc, « Pour une histoire des acteurs et des institutions des sciences et techniques de l'agriculture et de l'alimentation », dans BONNEUIL, Christophe, DENIS Gilles, MAYAUD Jean-Luc (dir.), *Sciences, chercheurs et agriculture : pour une histoire de la recherche agronomique*, Paris/Versailles, L'Harmattan, 2008, pp. 5-44.

dimension agrarienne. La conception de l'apostolat ici défendue se manifeste tout autant comme une mission religieuse au service du rural que comme une mission rurale au service du religieux. Les années 1930 peuvent ainsi apparaître comme le moment de la formalisation de l'agrarisme catholique.

Si la JAC/F fut le mouvement du désenclavement culturel du milieu rural si souvent décrit dans l'historiographie, il convient également d'observer dans quelle mesure celui-ci a pu débiter dans les années 1930. Ici, les historiens semblent unanimes pour décrire le moment comme celui « du temps de l'apostolat », récusant par là même toute évolution sensible en la matière et la situant Après-guerre autour de l'émergence des loisirs et de la jeunesse comme catégorie sociologique autonome. Loin de vouloir étudier les germes de cette possible évolution nous tenterons de voir comment la pratique militante a pu influencer tant sur le rapport à l'espace que sur le rapport au temps et l'inscription dans le social de cette jeunesse catholique. Si la vie quotidienne des militants a pu s'en trouver modifiée, il semble que celle des militantes l'ait été encore plus. Ici la question de l'évolution de la place des jeunes filles dans la société rurale mérite d'être observée finement d'autant plus que « la paysannerie » est systématiquement entendue dans sa conception masculine, que les femmes ne sont que rarement envisagées comme actrices des changements et surtout que l'historiographie en la matière reste très lacunaire.

L'analyse de l'Entre-deux-guerres nous semble cruciale dès le moment où cette période reste perçue comme un temps de « crise » tant démographique qu'économique et morale par les acteurs du milieu rural. C'est cette conception qui permet à la fois la structuration de nouveaux discours sur le rural et l'émergence de mouvements prétendant remédier à cette « crise ». C'est dans ce cadre que le projet jaciste naît et se développe et que les premiers acteurs censés prendre part au projet modernisateur apparaissent. Et si, comme l'ont largement démontré Mélanie Atrux et Isabel Boussard, la période d'Occupation n'apparaît guère comme une parenthèse mais plutôt une continuité voire un tremplin pour les élites agricoles, l'intérêt d'une histoire sociale de la JAC prend tout son sens. Qui sont les responsables et les militants de la JAC et de la JACF ? De quelles ressources disposent-ils pour pouvoir prétendre devenir l'élite rurale de demain ?

L'observation à l'échelle départementale permet de saisir plus finement les dynamiques d'une fédération dans sa confrontation avec le cadre du diocèse même si les variations de la focale de la commune au national sont de mise. Le Jura reste un département où les tentations radicales étaient moindres. Qu'il s'agisse de l'Action française, du dorgérisme et même du communisme rural, les Jurassiens sont restés relativement hermétiques tant à la démagogie populiste qu'à l'anti-républicanisme. La tradition qui prévaut dans les années 1930 reste celle des catholiques sociaux et des radicaux-socialistes dans un pays de petits propriétaires dont l'organisation endogène dans les fruitières fromagères semble marquer d'indépendance et de solidarité les rapports sociaux. Si les grandes heures du socialisme utopique ont pu marquer quelques individus voire quelques réseaux, les républicains ne semblent guère avoir eu la prétention et la volonté d'encadrer les populations rurales et sur ce point, le monopole de l'Église reste entier. Pourtant, si nous semblons loin des exemples bretons ou lorrains et que le terrain paraît moins sujet aux conflits sociaux, la prégnance des grandes familles du syndicalisme agricole conservateur reste d'actualité. Dès lors il s'agit aussi d'observer quel type d'élite rurale la JAC a prétendu produire ou reproduire dans un département où l'influence de l'Église est dominante.

De manière générale, nous nous demanderons comment, entre réajustements de l'emprise d'une élite sur la terre et renouveau apostolique, la JAC projette-t-elle de sortir le milieu rural de la « crise » autour d'une conception du militantisme qui englobe une dimension agrarienne et apostolique ?

**Première partie**

**Faire surgir la JAC/F des  
organisations de jeunesse :  
héritages, conflits, enjeux  
(1919-1933).**



## Introduction

Un travail collectif, lors d'une séance du Groupe de recherche sur l'Action catholique spécialisé (GRACS) sur « les origines des mouvements d'ACS<sup>1</sup> », nous a permis de déterminer que la notion de « mythe » peut être éclairante pour les comprendre et les aborder. En effet, les acteurs sociaux investis dans la création des premiers groupes ont pu rétrospectivement accentuer certains traits ou certains phénomènes, souvent avec le souci de souligner la nouveauté qu'induisait l'ACS et minimiser la parenté avec ce qui existait auparavant alors que les chercheurs ne sont pas à l'abri eux-mêmes, dans leur récit, de coller à cette vision conflictuelle de la rupture ou, du moins, de simplifier la genèse des groupes. Plus qu'un « mythe des origines », il en existe plusieurs, dont deux principaux qui peuvent varier à la marge et qui dépendent de la position occupée dans le champ social par les acteurs qui les portent. Ainsi nous avons repéré le mythe de la création des premiers groupes « par le haut », selon la volonté d'un seul homme qu'il s'agisse d'un évêque, d'un directeur d'Œuvres, d'un prêtre particulièrement engagé et parfois même d'un laïc zélé. Cette vision dépend tout particulièrement du biais induit par l'exploitation quasi exclusive des sources diocésaines ou émanant des milieux ecclésiastiques où le clergé tend à se présenter comme l'élément moteur du renouvellement de l'apostolat. Le second mythe, à l'opposé du premier, tend à présenter une création « par le bas » des premiers groupes, sous l'impulsion des laïcs eux-mêmes et selon la logique d'une dynamique collective qui occulte les clercs et tend à minimiser les parentés avec ce qui existait auparavant. Cette mise en récit des origines présente généralement des mouvements qui se développent rapidement, car ils répondraient à des aspirations sociales et à un désir des laïcs de prendre part à la destinée collective de l'Église. Cette vision occulte souvent le fait que, dans les années 1920-1930, c'est toute la société française, voire européenne, qui semble découvrir la force des organisations de masse et vibrer dans l'idée d'un renouvellement de la société porté par des groupes puissamment structurés. Ces deux interprétations des phénomènes sociaux ne sont d'ailleurs pas forcément contradictoires et peuvent se révéler également complémentaires. Comme dans la description de nombreux autres phénomènes sociaux mettant en jeu l'individuel et le collectif, il existe une difficulté à prendre en compte la part de chacune, tout comme les jeux d'échelles qui les structurent.

En effet, si les mouvements d'ACS, mouvements d'Église, semblent à première vue

---

<sup>1</sup> Deuxième séance du GRACS du 12 octobre 2011, « Définir l'Action catholique », <https://gracsfrance.files.wordpress.com>, Lyon. Nous reprenons ici en grande partie le compte-rendu de cette séance disponible en ligne sur le blog consacré au groupe de recherche.



subordonnés aux injonctions d'une hiérarchie stricte et organisée, ils n'apparaissent pas de manière uniforme et synchrone sur le territoire français et ne semblent pas suivre une logique simple ni linéaire : la JOC/F ne précède pas forcément la JAC/F, un mouvement masculin ne précède pas forcément un mouvement féminin, un espace à dominante agricole peut accueillir une section JOC tout comme un espace à dominante ouvrière une section JAC. Le processus d'affiliation de groupes préexistants à un mouvement national d'Action catholique spécialisée ne semble pas systématique alors que la concurrence entre mouvements d'ACS et d'Action catholique générale (ACG) ou entre patronage et ACS est loin d'être évidente. Différentes logiques semblent à l'œuvre en fonction des territoires. Et si les mouvements d'ACS en Italie n'ont pas pris la même coloration que les mouvements français, ceux de la Bretagne peuvent également se distinguer de ceux de l'Alsace ou du Sud de la France malgré une structuration nationale qui semble uniforme. Il convient donc de faire varier les échelles pour comprendre au mieux comment, entre injonctions pontificales et structuration paroissiale, les mouvements d'ACS et parmi eux, la JAC, ont pu naître et s'implanter durablement.

Entre individu et collectif, échelles européennes, nationales et locales, nous nous proposons donc d'observer quelles dynamiques ont pu conduire au développement de la JAC/F sur le territoire du Jura. À la veille de la guerre, le diocèse compte 40 sections de JAC, 25 de JACF, près de 500 jacistes et 800 jacistines et sûrement près de trois milliers de jeunes ruraux touchés par le mouvement. Comment en huit années un tel mouvement est-il parvenu à se déployer ? Si le mythe de la constitution *ex-nihilo* paraît largement dépassé, il convient néanmoins d'observer dans quelles mesures la JAC/F a pu prendre appui sur des groupes ou des structures préexistantes voire de quelles tensions elle a pu émerger. Les héritages restent à déchiffrer — loin de l'image d'une rupture et d'un renouveau souvent véhiculés dans l'historiographie — tout comme les oppositions qui peuvent être réelles. Se demander quels enjeux sociaux et sociétaux soulèvent la naissance et le développement de la JAC/F, c'est s'interroger sur le sens initial du mouvement et par là même tenter d'approcher sinon son essence du moins les motivations et les intérêts premiers de ses principaux initiateurs. Et parce que les conflits qui peuvent secouer le milieu catholique restent bien souvent latents ou sont rendus invisibles par la production de discours lisses et uniformes diffusant l'idée de catholiques unis et obéissants, c'est bien la variation des échelles et la réduction de la focale qui peut nous permettre de les mettre au jour. Pour répondre à ces interrogations au centre desquelles figure celle, fondamentale, de l'articulation des phénomènes et des acteurs sociaux qui concourent aux origines du mouvement, nous distinguerons dans deux chapitres la genèse du mouvement masculin et celle du mouvement féminin. Si tous deux concourent *a priori* aux

mêmes objectifs et sont issus de la même matrice de l'Action catholique, ils mobilisent des acteurs et des réseaux en grande partie distincts et peuvent se situer dans des champs d'action qui, dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, division sexuée des rôles oblige, diffèrent.



# **Chapitre 1 : La genèse de la JAC jurassienne : entre continuités sociales et renouveau apostolique**

L'étude des continuités et des ruptures dans la naissance et le développement de la JAC requiert de s'intéresser en premier lieu à la structure qui a permis et autorisé l'émergence d'un tel mouvement, à savoir l'Église. Pourquoi et comment s'est-elle trouvée en mesure de mobiliser les populations rurales ? Autour de quel projet ? C'est la variation des échelles qui peut nous permettre de comprendre comment le mouvement a pu se légitimer par le biais de discours structurants : comment ceux-ci ont-ils pu mêler les aspirations locales et les volontés nationales, imbriquer le catholicisme social et l'agrarisme ? De quelles valeurs ont-ils été porteurs et pour quelles finalités ?

Entre action spirituelle et action civique il convient aussi d'observer comment le mouvement parvient à concilier ces deux objectifs et surtout comment ceux-ci sont interprétés et réappropriés par les acteurs locaux tant à l'échelle de la fédération qu'à celle de la section.

Les continuités et les ruptures peuvent également se jouer au niveau tant collectif qu'individuel. Sur quelles mémoires collectives et sur quelles structures préexistantes peut s'appuyer le mouvement ? Quels individus sont potentiellement mobilisables ? Quelles aspirations et motivations tant collectives qu'individuelles peuvent les animer ? Ici, le retour sur les premières dynamiques de groupe et sur les expériences antérieures des jacistes pourrait nous aider à appréhender les logiques qui concourent à la formation des différentes sections du mouvement et à l'engagement militant de ses membres.

Pour répondre à ces questions dont l'intérêt central reste d'éluder les parts d'héritage et de nouveauté du projet jaciste dans un contexte de requalification de l'action sociale de l'Église, nous reviendrons tout d'abord sur la définition de l'Action catholique, ce qu'elle implique au niveau conceptuel, et ses premières traductions pratiques dans le Jura. Nous nous attarderons ensuite sur la délimitation du champ d'action des mouvements de jeunesse catholique dans le contexte particulier d'un diocèse qui voit l'émergence d'une FNC à tendance totalisante pour enfin terminer sur le lien théorique que le mouvement a pu créer entre catholicisme et agrarisme et sur ses conséquences pratiques tant sur le plan apostolique qu'agricole en matière de

formation professionnelle. Cela nous permettra, par « l'exploitation intensive<sup>1</sup> », comme le conseillait Jacques Revel, d'un objet d'étude plus réduit, les Enseignements agricoles par correspondance, de cerner au mieux, les dynamiques tant collectives qu'individuelles qui ont pu conduire à la naissance et au développement de la JAC dans le Jura.

## I La JAC : mouvement d'Action catholique

Commencer par décrire le cadre religieux, l'Action catholique, dans lequel se développe la JAC/F, nous apparaît nécessaire pour plusieurs raisons et ne suppose en rien que ce cadre ait été un préalable déterminant à l'émergence de ce mouvement comme des divers autres mouvements de laïcs.

Le choix d'une approche de la définition de l'Action catholique avant tout par les encycliques nous a semblé pouvoir se justifier par le fait que l'Église est avant tout une structure hiérarchique dans laquelle les actes du magistère ont valeur prescriptive, par la nécessité de poser le cadre théorique rigoureux dans lequel émerge la JOC puis la JAC et par la volonté de fournir un éclairage international prenant en compte un contexte et soulevant des enjeux plus généraux. Loin de remettre en question la nébuleuse d'initiatives de laïcs ayant contribué à la formalisation de cette définition, qui s'est pour la plupart constituée en amont, qui l'a largement irriguée par les réflexions issues de leurs expériences et qui ont en grande partie concouru à sa réactualisation, nous renvoyons à l'importante bibliographie sur la question avant tout centrée, pour sa part française, sur les patronages, l'ACJF, le Sillon et les congrégations<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> REVEL Jacques, « L'histoire au ras du sol », dans LEVI Giovanni, *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions Gallimard, 1989, pp. I-XXXIII.

<sup>2</sup>BREJON DE LAVERGNEE Matthieu, *La Société Saint-Vincent de Paul au XIX<sup>e</sup>. Un fleuron du catholicisme social*, Paris, Éditions du Cerf, 2008 ; CARON, Jeanne, *Le Sillon et la démocratie chrétienne*, Paris, Plon, 1966 ; CHOLVY Gérard, « De l'homme d'œuvre au militant : une évolution dans la conception du laïcat catholique en France depuis le XIX<sup>e</sup> siècle », Bibliothèque de la Revue d'Histoire Ecclésiastique, 71, 1985, pp. 215-42 ; *Mouvements de jeunesse chrétiens et juifs : sociabilité juvénile dans le cadre européen, 1799-1968*, Paris, Éditions du Cerf, 1985 ; « Le patronage, ghetto ou vivier ? », Actes du Colloque organisé à Paris par le GRECO 2 du CNRS 11-12 mai 1987, Paris, Nouvelle Cité, 1988. LANGLOIS Claude, *Le Catholicisme au féminin. Les Congrégations françaises à Supérieure Majeure au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions du Cerf, 1984. LEVILLAIN Philippe (1983), *Albert de Mun : catholicisme français et catholicisme romain du Syllabus au Ralliement*, Rome, École française de Rome, 1983. MAYEUR Jean-Marie, *Des partis catholiques à la démocratie chrétienne : XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Éditions Armand Colin, 1980 ; (dir.), *Catholicisme social et démocratie chrétienne. Principes romains, expériences françaises*, Paris, Éditions du Cerf, 1986 ; (dir.) *Le Sillon de Marc Sangnier et la démocratie sociale*, Actes du colloque des 18 et 19 mars

L'historiographie, la plupart du temps, s'appuie sur les textes pontificaux comme paliers pour définir et désigner les divers mouvements de laïcs. Ainsi, avant « *Rerum Novarum* » les historiens parlent d'émergence et de « montée des Œuvres<sup>3</sup> » ou de « mouvement catholique<sup>4</sup> », souvent de manière indistincte du catholicisme social, pour désigner « l'ensemble des idées, des initiatives, des formes d'action et d'organisation des catholiques dans la société civile depuis les lendemains de la Révolution<sup>5</sup> ». Et si le pontificat de Léon XIII et le développement de l'ACJF font utiliser à certains l'expression de « première Action catholique<sup>6</sup> » — extension taxinomique, restreignant au final son sens et sa portée — comme le souligne Gérard Cholvy, « beaucoup voient encore [en l'Action catholique spécialisée] la *seule* forme de l'Action catholique<sup>7</sup> » et estiment donc qu'elle ne se développe qu'à partir de 1926 voire au début des années 1930 avec la codification papale de Pie XII qui annonce que « les apôtres immédiats des ouvriers seront les ouvriers<sup>8</sup> »<sup>9</sup>. En effet, comme le note Yvon Tranvouez en 2005 : « l'Action catholique, et celle-là, précisément, à la fois spécialisée par milieux et structurée à partir des mouvements de jeunesse, dont le modèle a été tellement dominant qu'il a fini par s'identifier à une dénomination qui lui préexistait et qui, en théorie, ne s'y résumait pas<sup>10</sup> ». S'il paraît évident

---

2004, Annales Littéraires Besançon: Presses Universitaires de Franche-Comté, 2007. MOLETTE Charles, *L'Association catholique de la jeunesse française : 1886-1902, une prise de conscience du laïc catholique*, Paris, Éditions Armand Colin, 1968. MOULINET Daniel, *Laïc catholique et société française : les comités catholiques, 1870-1905*, Paris, Éditions du Cerf, 2008 ; PIERRARD Pierre, *Les laïcs dans l'Église de France : XIXe-XXe siècles*, Paris, Éditions ouvrières, 1988 ; SORREL Christian, *La République contre les congrégations. Histoire d'une passion française, 1899-1904*, Paris, Éditions du Cerf, 2003 ; TRANVOUEZ Yvon, *Catholiques d'abord : approches du mouvement catholique en France : XIXe-XXe siècle*, Paris, Les Éditions Ouvrières, 1988.

<sup>3</sup>CHOLVY, Gérard et HILAIRE, Yves-Marie, *Histoire religieuse de la France contemporaine, t. 1, 1800-1880*, Toulouse, Éditions Privat, 1985, p. 209.

<sup>4</sup>L'expression est notamment utilisée dans : AUBERT Roger, KNOWLES David, ROGIER Ludovicus Jacobus (dir.), *Nouvelle histoire de l'Église : Tome 5, l'Église dans le monde moderne (1848 à nos jours)*, Paris, Éditions du Seuil, 1975.

<sup>5</sup>MAYEUR, Jean-Marie, *Catholicisme social et démocratie chrétienne...*, op. cité, p. 67

<sup>6</sup>Ils désignent alors « tout un dispositif d'Œuvres, au sens très large, d'abord isolées, souvent d'initiative laïque, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, puis systématisées par le clergé dans la perspective « sociale » des enseignements pontificaux de la décennie 1890 ; enfin dotées de structures, diocésaines et/ou nationales, pour donner de nouvelles bases à l'Église après la Séparation de 1905 », CHOLVY Gérard et HILAIRE, Yves-Marie, *Histoire religieuse de la France contemporaine, t. 2, 1880-1930*, Toulouse, Éditions Privat, 1986.

<sup>7</sup>CHOLVY Gérard, « Préface » dans ROUX, Jacqueline, *Sous l'étendard de Jeanne. Les fédérations diocésaines de jeunes filles. 1904-1945*, Paris, Éditions du Cerf, 1995, p. 13

<sup>8</sup>« *Quadragesimo ano* », 15 mai 1931.

<sup>9</sup>L'étude d'Adrien Dansette qui traite de l'Action catholique la fait précisément débiter en 1926, date de création de la JOC. DANSETTE Adrien, *Destin du catholicisme français. 1926-1956*, Paris, Éditions Flammarion, 1957. Les thèses de Charles Molette sur l'ACJF et de Jeanne Caron sur le Sillon qui n'utilisent pas le terme « d'Action catholique » pour des mouvements qui en relèvent pourtant, rendent bien compte du monopole de l'utilisation du concept pour les mouvements d'ACS. CARON Jeanne, *Le Sillon et la démocratie chrétienne, 1894-1910*, Paris, Éditions Plon, 1969. MOLETTE Charles, *L'association catholique de la jeunesse française : 1886-1907 une prise de conscience du laïc catholique*, Paris, Éditions Armand Colin, 1968.

<sup>10</sup>TRANVOUEZ, Yvon, « Le militant d'action catholique », dans DURIEZ Bruno, FOUILLOUX Étienne, PELLETIER Denis et VIET-DEPAULE Nathalie, *Les catholiques dans la République. 1905-2005*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2005, p. 225.

que les encycliques entérinent un processus déjà à l'œuvre dans le milieu catholique, elles peuvent néanmoins avoir contribué au développement et au triomphe de l'Action catholique par leur valeur réglementaire et injonctive.

Il s'agit ici de rendre compte de certains éléments pouvant permettre de comprendre comment les textes du magistère ont pu influencer sur le changement social et inversement, comment le social a pu insuffler une dynamique à leur production. La manière dont le concept de « restauration » est défini et perçu différemment en fonction des situations historiques, que ce soit comme une « restauration chrétienne » face à la sécularisation et à la laïcisation du début du siècle, comme l'établissement de « la paix du Christ » Après-guerre ou comme « restauration de l'ordre social » dans le contexte de la crise économique, semble révélateur de cette adaptation constante de la papauté aux réalités sociales et politiques. Également, il s'agit de comprendre comment et pourquoi l'Église en est venue à accepter la nouvelle forme d'organisation d'un laïcat relativement autonome que représente l'Action catholique. Ces questions renvoient à celle de la stratégie développée par l'Église dans le contexte de sa marginalisation et également à celle de son éventuelle « conversion moderniste ». Puisqu'en effet, il semble que la restauration annoncée ait paradoxalement abouti à des rénovations ou des innovations au sein du catholicisme permettant notamment le développement progressif par l'Église de l'intransigeantisme, voie médiane entre socialisme et libéralisme<sup>11</sup>.

---

<sup>11</sup>Le concept a notamment été défini par les travaux de trois historiens : POULAT Émile, *Intégrisme et catholicisme intégral, un réseau secret international antimoderniste: La "Sapinière," 1909-1921*, Paris, Éditions Casterman, 1969 ; *Église contre Bourgeoisie — Introduction au devenir du catholicisme actuel*, Tournai, Éditions Casterman, 1977 ; MAYEUR Jean-Marie, « Catholicisme intransigeant, catholicisme social, démocratie chrétienne », dans *Annales ESC*, mars-avril 1972, pp. 483-499 ; TRANVOUEZ Yvon, *Catholiques d'abord. Approches du mouvement catholique en France (XIX<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Les Éditions Ouvrières, « Églises/Sociétés », 1988, 264 p.

## 1) L'Action catholique : enjeux d'une définition<sup>12</sup>

Si les laïcs ont toujours eu une place importante au sein de l'Église, travaillé avec les clercs et fait œuvre d'apostolat<sup>13</sup>, au XIX<sup>e</sup> siècle ils émergent comme acteurs incontournables dans la lutte contre le libéralisme, perçu comme l'incarnation même de la « modernité », et l'instauration d'une nouvelle société catholique. En effet, la matrice libérale, héritée en grande partie des Lumières pour sa forme philosophique et religieuse et de la Révolution française pour sa forme politique et économique, pose un problème à la structure hiérarchique qu'est l'Église dès le moment où elle définit l'individu comme être libre dans la société. Cette matrice trouve son incarnation dans un État « qui se démocratise progressivement en changeant les cadres de la légitimité politique autour de l'idée d'une Nation souveraine plutôt qu'un État chrétien et en imposant au catholicisme romain un nouveau statut avec la fin des privilèges du clergé, l'abolition des pouvoirs temporels de l'Église, et une laïcisation progressive des institutions<sup>14</sup> », mais aussi par la légitimation voir l'institutionnalisation de nouvelles valeurs telles que la liberté, notamment de conscience, et l'égalité. Entendue comme « modernité » à la fois par ses partisans et ses détracteurs, elle génère ainsi, par réaction, le développement d'une multitude d'ordres et de congrégations religieuses, mais aussi d'associations et de groupements laïcs qui ont pour objectif commun la défense de la place de l'Église dans la société<sup>15</sup>.

L'apogée de cette réaction est sans doute la publication du « Syllabus » en 1864, véritable dénonciation de toutes les erreurs de la modernité. Jean-Hugues Soret dans *Philosophies de l'Action-catholique* estime que : « L'Église se pense alors vraiment comme une

---

<sup>12</sup> Une séance du GRACS (Groupe de recherches sur l'Action catholique spécialisée) autour de « Définir l'Action catholique » en date du 12 octobre 2011, nous a permis, autour de trois interventions de revenir sur la genèse, la formalisation et l'historiographie de l'Action catholique. Nous réalisons ici la synthèse de cette après-midi d'étude dont les interventions sont publiées sur le site du GRACS: FAVIER Anthony, « Les mouvements de laïcs en France jusqu'à la définition de l'Action catholique »; BAILLY-ALEMU Claire, « L'Action catholique à travers les actes du magistère »; GUINARD Briec, « L'action catholique dans l'historiographie », séance du GRACS « Définir l'Action catholique », <https://gracsfrance.files.wordpress.com>

<sup>13</sup>En 1968, Charles Molette notait que « si l'on voulait retrouver les premières manifestations d'une collaboration entre le clergé et le peuple chrétien pour l'accomplissement de l'Église, il faudrait remonter jusqu'aux origines du christianisme » ; MOLETTE Charles, *L'Association Catholique de la Jeunesse française (1886-1907) : une prise de conscience du laïcat catholique*, Paris, Éditions Armand Colin, 1968, p. 6.

<sup>14</sup>FAVIER Anthony, « Les mouvements de laïcs en France jusqu'à la définition de l'Action catholique », séance du GRACS du 12 octobre 2011, « Définir l'Action catholique », p. 2. <https://gracsfrance.files.wordpress.com>

<sup>15</sup>Dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, plusieurs laïcs, convaincus de la déliquescence de la société post-révolutionnaire mettent en place une stratégie missionnaire de reconquête notamment en créant des organismes caritatifs à destination des plus vulnérables (enfants, milieux populaires, vieillards) et en revivifiant l'engagement de la bourgeoisie et de l'aristocratie dans la sphère religieuse. Au milieu de la galaxie d'Œuvres et de patronages qui émergent dans le cadre privilégié de la paroisse, nous pouvons notamment distinguer la Société Saint-Vincent-de-Paul, créée par Frédéric Ozanam en 1833. BREJON DE LAVERGNEE Matthieu, *La Société Saint-Vincent de Paul au XIXe. Un fleuron du catholicisme social*, Paris, Éditions du Cerf, 2008



véritable contre-société, à la mesure d'ailleurs de l'anticléricalisme qui monte dans tous les pays d'Europe en ces années. Son intransigeance se manifeste avec éclat dans la déclaration sur l'infaillibilité pontificale au concile du Vatican en 1876. Cette déclaration sonne comme un défi lancé au monde moderne. Elle indique la profondeur du fossé qui s'est creusé entre la pensée catholique et les idéaux modernes »<sup>16</sup>. La plupart des intellectuels catholiques s'inscrivent alors dans le même mouvement, à l'image de Louis de Bonald ou de Joseph de Maistre. Traditionalistes et contre-révolutionnaires, ils contribuent, avec les doctrines de l'ultramontanisme<sup>17</sup>, à façonner le « catholicisme intransigeant », le refus de composer avec la « modernité »<sup>18</sup> qui s'oppose au courant minoritaire du catholicisme libéral porté par Félicité de Laménais, Henri Lacordaire et Charles de Montalembert et condamné en 1832<sup>19</sup>. Au moment où les sociétés européennes semblent avoir choisi durablement un système politique moderne, la République, le modèle dominant<sup>20</sup> chez les catholiques reste le rejet systématique de la modernité<sup>21</sup>, ce que Philippe Boutry appelle le « catholicisme du refus »<sup>22</sup>.

Léon XIII, qui est élu pape en 1878, ne revient pas sur les condamnations antérieures et se situe dans le prolongement de ses prédécesseurs notamment autour de la doctrine de Saint Thomas d'Aquin et de la perception organique de la société<sup>23</sup>. Pour résister à l'individualisme, nouveau paradigme de la société moderne, il développe un ensemble d'idées qui, de manière offensive et non plus défensive, tentent de remédier aux problèmes contemporains. Ces idées sont condensées dans deux encycliques, *Il fermo proposito* et *Rerum Novarum*<sup>24</sup> qui définissent

<sup>16</sup>SORET Jean-Hugues, *Philosophie de l'Action catholique*, PARIS, Les Éditions du Cerf, 2007, p 28.

<sup>17</sup>Défendant la primauté spirituelle et juridictionnelle du pape sur le pouvoir politique, l'ultramontanisme prend son essor pendant la Restauration et vise à prendre le contre-pied de la Révolution en luttant contre la « modernité », notamment toute aspiration à la démocratie.

<sup>18</sup>POULAT Émile, *Église contre Bourgeoisie — Introduction au devenir du catholicisme actuel*, Tournai, Éditions Casterman, 1977. Le catholicisme intransigeant, « comme bien d'autres mouvements de « réveil », voulut mettre fin aux cloisonnements et aux dédoublements entre l'homme social, engagé dans la vie, et le chrétien vivant sa foi. Les catholiques « intégraux » veulent mettre la religion dans toute la vie et instaurer le règne social du Christ », MAYEUR Jean-Marie, « Catholicisme intransigeant, catholicisme social, démocratie chrétienne », *Annales Économies, Sociétés, Civilisation*, n° 2, 1972, pp. 483-499, p. 488.

<sup>19</sup>Autour du journal *l'Avenir*, le catholicisme libéral français en exaltant raison et liberté, défend notamment l'idée de souveraineté populaire et de laïcité. Ses principes sont condamnés par l'encyclique de Grégoire VI « *Mirari Vos* » le 15 août 1832.

<sup>20</sup>CHESEL Marie-Emmanuelle, DUMONS Bruno, « Introduction : Catholicisme et modernisation de la société française (1890-1960) », *Cahiers du centre Pierre Léon d'histoire économique et sociale*, n° 2, Lyon, 2003, pp.8-18, p. 9. Le catholicisme libéral, qui a toujours été extrêmement minoritaire, a été condamné par le Magistère : il n'en subsiste que quelques rares traces dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup>.

<sup>21</sup>De la « modernité » issue des Lumières et de la Révolution qui évolue dans le courant du siècle autour des aspirations démocratiques, de la sécularisation, du rationalisme et du positivisme.

<sup>22</sup>BOUTRY Philippe, « Avant propos », dans SACQUIN Michèle, *Entre Bossuet et Maurras. L'anti-protestantisme en France de 1814 à 1870*, Paris, École des Chartes, 1998, pp. XIII-XXIV.

<sup>23</sup>À ce sujet voir notamment: MAYEUR Jean-Marie, *Catholicisme social et démocratie chrétienne: principes romains, expériences françaises*, Paris, Éditions du Cerf, 1986.

<sup>24</sup>Toutes les citations d'actes du magistère sont présentées en italique puisque traduites du latin et sont issues du site officiel du Vatican : <https://w2.vatican.va>

et fixent des objectifs concrets à l'action des catholiques en mettant notamment cette action au service de la résolution de la « question sociale ».

Avec *Immortale Dei*, encyclique de 1885, Léon XIII va tout d'abord « confronter les nouvelles théories sociales avec la doctrine chrétienne »<sup>25</sup>. Alors qu'il y affirme que l'Église ne réproouve aucune forme de gouvernement, il fait surtout appel à la participation des chrétiens dans la vie civique ; l'objectif étant que les laïcs, se substituant aux clercs dans le domaine temporel, parviennent à diffuser l'influence de la religion catholique dans les institutions politiques. Il énonce même comme un « *devoir des catholiques* » le fait d'être actif dans la propagation de la foi et estime qu' « *en pratique, l'action peut s'exercer, soit dans les affaires privées et domestiques, soit dans les affaires publiques* »<sup>26</sup>. Le rôle qui est confié ici aux laïcs est nouveau : en effet, la propagation de la foi était traditionnellement réservée aux clercs<sup>27</sup>. Ce faisant, il rappelle la soumission nécessaire<sup>28</sup> des fidèles à la hiérarchie et aux préceptes de l'Église. Le devoir des catholiques de préserver la religion en s'investissant dans la vie publique se double donc d'une « invitation » à propager la foi, toujours sous l'égide et le contrôle de la hiérarchie : des bases théoriques nouvelles sont posées, même si elles ne sont pas encore clarifiées. En effet, c'est surtout avec *Rerum Novarum*, que Léon XIII se fait plus explicite quant aux moyens à disposition des catholiques pour remplir leur rôle. Certainement l'encyclique la plus connue des historiens, celle-ci est loin d'être due à la seule paternité de Léon XIII : elle est en grande partie issue des réflexions du groupe de L'Union de Friburg<sup>29</sup>, un cercle créé en 1884, qui a comme objectif de résoudre la « question sociale » et qui compte notamment parmi ses membres français, Albert de Mun, René de la Tour du Pin<sup>30</sup> et Louis Milcent, l'un des fondateurs du syndicalisme agricole français<sup>31</sup>, trois hommes dont les initiatives en matière de catholicisme social ont irrigué les théorisations papales.

En effet, l'Action catholique se rattache à la multitude d'expériences européennes qui surgissent pour défendre l'Église et un projet social de chrétienté face aux nouveaux cadres sociaux et politiques laïcisés et notamment celles du dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle qui font évoluer les stratégies missionnaires. Cette évolution, en France, est notamment à rattacher au

---

<sup>25</sup>Cité par Jean-Hugues Soret dans *Philosophie...* op cité: « Léon XIII, *Immortale Dei* », dans *Actes de Léon XIII*, Paris, Maison de la Bonne Presse, tome II, 1937, p 17.

<sup>26</sup>« *Immortale Dei* : Sur la constitution chrétienne des États », 1 novembre 1885.

<sup>27</sup>« *De la sorte, les catholiques obtiendront deux avantages très importants : celui d'aider l'Église à conserver et à propager la doctrine chrétienne, et celui de rendre le service le plus signalé à la société, dont le salut est fortement compromis par les mauvaises doctrines et les mauvaises passions.* »

<sup>28</sup> Au sens philosophique : ce qui ne peut être autrement.

<sup>29</sup> L'Union sociale d'études catholiques et économiques.

<sup>30</sup> Qui fut d'ailleurs le secrétaire du Conseil de direction de l'Union.

<sup>31</sup> Sur lequel nous reviendrons largement dans notre deuxième chapitre.

contexte de l'avènement du régime républicain et de l'essor du radicalisme perçus comme hostiles par une majorité des catholiques. Ces derniers, imprégnés du sentiment de leur marginalité dans une société qui leur échappe sont poussés vers une action de plus en plus organisée et développent un investissement sur le terrain du social dont l'État semble encore se désintéresser. Comme le note Anthony Favier : « L'éloignement des espoirs d'une restauration monarchique dans les années 1870-1880, le contrecoup patriotique de la défaite contre la Prusse et les succès grandissants de mouvements politiques ou syndicaux porteurs d'une critique anticléricale concourent à stimuler les initiatives catholiques. L'idéal de reconquête catholique combine alors des motifs proprement religieux et un souci de régénération patriotique et nationale. » Autour de l'œuvre des Cercles catholiques ouvriers fondée en 1871 par Albert de Mun<sup>32</sup> qui vise à soulager la détresse sociale par l'action charitable, le laïcat s'investit en nombre dans un objectif de régénération sociale. Ce mouvement qui compte près de 18 000 membres, dont 15 000 ouvriers, répartis en 150 cercles en 1875, symbolise le « dévouement de la classe dirigeante à la classe ouvrière » dans l'idéal d'une société organique où la collaboration de classe et l'inégalité restent centrales puisque l'autonomie des ouvriers n'est pas de mise et chaque cercle d'ouvriers est doublé d'un « comité de bourgeois » qui oriente son action<sup>33</sup>. Si le mouvement s'essouffle dans les années 1880, la création de l'ACJF (Association catholique de la jeunesse française) par Albert de Mun et Henri Bazire en 1886 relance le projet en visant à mobiliser les meilleurs éléments de la jeunesse catholique toujours en vue de rétablir l'ordre social chrétien mais en acceptant le Ralliement à la République prôné par Léon XIII. Passant de 1500 adhérents à ses débuts, à plus de 140 000 à la veille de la Première Guerre mondiale<sup>34</sup>, elle peut être lue comme la tentative de mise en place d'une éducation extrascolaire, autour des cercles d'études et d'un enseignement plus horizontal que vertical qui doit permettre une meilleure formation de la jeunesse catholique. Démocratisation et sécularisation font ainsi émerger des mouvements organisés, pensés comme des moyens de reconquête chrétienne de la société et acceptés par l'Église et ses clercs, une action collaborative avec un laïcat engagé sur le terrain du social. Et si, comme le rappelle Yvon Tranvouez « la question ouvrière est le fruit de la Révolution bourgeoise, libérale et individualiste et elle ne sera résolue que par la Contre-révolution populaire, catholique et associative<sup>35</sup> », l'action des

---

<sup>32</sup>Il est en cela notamment aidé par le religieux de Saint-Vincent de Paul Maurice Maignen et l'officier René de la Tour du Pin.

<sup>33</sup>FAVIER Anthony, « Les mouvements de laïcs en France jusqu'à la définition de l'Action catholique », séance du GRACS « Définir l'Action catholique », <https://gracsfrance.files.wordpress.com>

<sup>34</sup>MOLETTE Charles, *L'Association catholique de la jeunesse française : 1886-1902, une prise de conscience du laïcat catholique*, Paris, Éditions Armand Colin, 1968.

<sup>35</sup>TRANVOUEZ Yvon, *Catholiques d'abord : approches du mouvement catholique en France : XIXe-XXe siècle*,

catholiques, qui devient donc Action catholique dès le moment où elle est reconnue et encouragée par les pontifes, fait également et paradoxalement entrer les catholiques et l'Église dans la modernité sociale. En effet, par la reconnaissance des cadres de la légitimité politique contemporains, par l'investissement dans la question ouvrière, dans l'action temporelle, par la valorisation d'un enseignement plus horizontal avec les cercles d'études, par l'utilisation de la presse, des moyens de transport et par ses divers congrès et rassemblements, l'Action catholique fait basculer l'Église d'une logique d'action pastorale défensive et réactionnaire à une logique offensive et apostolique qui intègre et utilise les innovations culturelles et matérielles de la société contemporaine.

*Rerum novarum*, inspirée par cette nébuleuse de théories et d'expériences ayant pris corps dans les années 1870-1880 dans différentes parties de l'Europe, et se cristallisant donc à Fribourg, vise avant tout à résoudre la « question sociale ». Pour ce faire, l'encyclique prend d'abord acte des modifications, des changements sociétaux dus principalement à l'industrialisation, donc, assez généralement de la montée de l'individualisme. Nous n'allons pas ici reprendre tous ses enseignements qui ont déjà été très largement étudiés : ce qui nous intéresse avant tout, c'est qu'elle préconise comme solution, et insiste très longuement sur ce point, la création de corporations de travailleurs chrétiens. Le pape estime en effet que si c'est à la charge de l'État et des gouvernants de se substituer au prince, au roi, qui faisait autrefois régner paix et concorde sur terre, il est également du devoir des chrétiens de participer à la vie civile pour restaurer le christianisme : la corporation, élément par excellence de la société organique que défend l'Église, serait à la fois le moyen de résoudre la question sociale,<sup>36</sup> mais également le moyen d'éclairer, voire de convertir les masses<sup>37</sup>. Néanmoins l'encyclique rappelle une fois de plus la légitimité et le monopole de l'institution ecclésiastique dans la diffusion du royaume de dieu sur terre<sup>38</sup> et si rien ni personne ne peut se substituer occasionnellement ou provisoirement à l'Église dans cette tâche, elle peut fonder et soutenir des institutions humaines qui « *pourvoient au bonheur des classes déshéritées* », demander, voire exiger, la collaboration

---

Paris, Les Éditions Ouvrières, 1988, p. 56.

<sup>36</sup> « *En dernier lieu, les patrons et les ouvriers eux-mêmes peuvent singulièrement aider à la solution de la question par toutes les Œuvres propres à soulager efficacement l'indigence et à opérer un rapprochement entre les deux classes.* », « *Rerum novarum* », 15 mai 1891.

<sup>37</sup> « *Il résultera de là cet autre avantage, que l'espoir et la possibilité d'une vie saine et normale seront abondamment offerts aux ouvriers qui vivent dans le mépris de la foi chrétienne ou dans les habitudes qu'elle réprouve. Ils comprennent d'ordinaire qu'ils ont été le jouet d'espérances trompeuses et d'apparences mensongères.* », « *Rerum novarum* », 15 mai 1891.

<sup>38</sup> « *Mais cette charité chrétienne, qui se voue tout entière et sans arrière-pensée à l'utilité du prochain, ne peut être suppléée par aucune organisation humaine. L'Église seule possède cette vertu, parce qu'on ne la puise que dans le Cœur sacré de Jésus-Christ, et que c'est errer loin de Jésus-Christ que d'être éloigné de son Église.* », « *Rerum novarum* », 15 mai 1891.

et le soutien des fidèles : « *Toutefois, pour obtenir le résultat voulu, il faut sans aucun doute recourir de plus aux moyens humains. Tous ceux que la question regarde doivent donc viser au même but et travailler de concert, chacun dans sa sphère.*<sup>39</sup> ».

Léon XIII encourage donc la création de mouvements pour redonner sa place à l'Église dans la société en développant une spiritualité de l'action sociale, « qui enrichit une action catholique intégrale qui va ainsi se distinguer peu à peu de la seule position intransigeante<sup>40</sup> ». Ce faisant il rétablit et confirme l'unité chez les catholiques tout en insistant sur la nécessaire obéissance aux enseignements du Saint-Siège. Roger Aubert voit dans l'action de Léon XIII « se profiler ce qui sera la grande idée de l'Action catholique au XX<sup>e</sup> siècle, à savoir : substituer à la conception ancienne, purement politique, de gouvernements catholiques agissant d'en haut par voie institutionnelle, la conception nouvelle d'une action capillaire des fidèles au sein de leur milieu de vie.<sup>41</sup> ». Alors que Léon XIII encourage très largement la stratégie d'organisation des catholiques en mouvement et « ne cesse de prodiguer des encouragements à toutes les formes d'organisation d'un laïcat agissant<sup>42</sup> », il reste néanmoins assez vague sur de nombreux points. C'est surtout au moment où ces mouvements de chrétiens arrivent à maturité que son successeur se voit contraint de définir plus précisément leurs attributions, droits et devoirs, notamment parce qu'ils sont perçus comme un risque par l'Église.

Pie X, élu pape en 1903, est soucieux d'apostolat social même si « méfiant par instinct à l'égard des tendances progressistes, au plan des idées comme au plan social, [il] estimait que la politique d'ouverture au monde moderne poursuivie par son prédécesseur, si elle n'était peut-être pas à condamner en principe, avait du moins été menée avec trop peu de précautions et risquait d'avoir dans l'immédiat des conséquences fâcheuses.<sup>43</sup> ». L'encyclique *Il fermo proposito* est la première à concerner directement l'Action catholique, en 1905 ainsi définie : « *L'ensemble de toutes ces Œuvres, dont les principaux soutiens et promoteurs sont des laïques catholiques, et dont la conception varie suivant les besoins propres de chaque nation et les circonstances particulières de chaque pays, constitue précisément ce que l'on a coutume de désigner par un terme spécial et assurément très noble : Action catholique ou Action des*

---

<sup>39</sup>« *Rerum novarum* », 15 mai 1891

<sup>40</sup>Ibidem

<sup>41</sup>AUBERT Roger, « Trois pontificats : Pie X Léon XIII, Pie XI », dans ELLIS, CRUNICAN, BRULS, AUBERT, *Nouvelle histoire de l'Église, T5, L'Église dans le monde moderne (1848 à nos jours)*, Paris, Éditions du Seuil, 1975, p. 19.

<sup>42</sup>Ibidem.

<sup>43</sup>AUBERT Roger, « Trois pontificats : Pie X Léon XIII, Pie XI », dans ELLIS, CRUNICAN, BRULS, AUBERT, *Nouvelle histoire de l'Église, T5, L'Église dans le monde moderne (1848 à nos jours)*, Paris, Éditions du Seuil, 1975, p. 25.

*catholiques. Elle est toujours venue en aide à l'Église, et l'Église l'a toujours accueillie favorablement et bénie, bien qu'elle se soit diversement exercée selon les époques.*<sup>44</sup> »

S'il s'agit bien officiellement du premier document pontifical évoquant l'Action catholique, le pape ne se contente pas d'en déclarer la naissance, il prend clairement acte de son existence<sup>45</sup>.

Il convient de rappeler le contexte d'élaboration de l'encyclique. L'objectif était en effet d'inciter les laïcs à collaborer de manière plus intense avec le clergé, notamment suite à un épisode conflictuel entre le Saint-Siège et un mouvement d'Action catholique italien, *Opera dei Congressi*<sup>46</sup>. Ce mouvement, qui à l'origine se satisfait de la position du *non expedit* interdisant la participation des catholiques italiens à la vie politique, évolue au début du siècle vers différentes tendances qui revendiquent l'engagement dans le champ social et politique. En juillet 1904, Pie X prononce sa dissolution et c'est dans ce contexte et celui de la charge confiée à deux militants italiens de reconstituer l'Action catholique italienne sur les bases définies par la papauté que le pape rédige « *Il fermo proposito* ». Dès l'introduction, Pie X replace le texte dans un objectif plus large, celui de la restauration chrétienne de la société : « *Tout restaurer dans le Christ a toujours été la devise de l'Église, et c'est particulièrement la Nôtre, dans les temps périlleux que Nous traversons.* ». Il explique donc par quels moyens cette « restauration sociale » sera rendue possible, notamment en partant du principe que le christianisme n'a pas

---

<sup>44</sup>*Il fermo proposito*, 11 juin 1905.

<sup>45</sup>Dans la première partie de l'encyclique Pie X définit l'Action catholique en s'appuyant notamment sur l'exemple de l'Union populaire italienne, ce qui lui permet, dans une deuxième partie d'expliquer la place qu'elle doit tenir dans la société pour enfin terminer sur les devoirs qui lui sont assignés et les rapports qu'elle doit entretenir avec l'autorité ecclésiastique et la hiérarchie.

<sup>46</sup>C'est vers 1875 qu'est constitué ce mouvement créé pour cordonner et rassembler les Œuvres paroissiales et diocésaines. Il s'appuie sur les populations catholiques autour de comités paroissiaux et diocésains, permettant au peuple de rester attaché à la foi chrétienne, et oriente les débats vers les questions économiques et sociales. Alors qu'il est dominé par une posture intransigeante et qu'il respecte la position du « *non expedit* », à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, différentes tendances voient le jour en son sein autour de la question du rapport à la modernité. C'est notamment autour d'un prêtre, Romolo Murri, que des revendications se développent concernant une plus large autonomie du mouvement pour pouvoir s'engager sur le terrain politique. Des tensions apparaissent. Elles sont dues à des désaccords avec la hiérarchie à plusieurs reprises courant 1902-1903. Si le nouveau président du mouvement, le comte Grosoli, soupçonné d'être « ouvert aux préoccupations sociales et démocratiques », attise la méfiance de l'Église, la tendance de Murri au sein d'*Opera dei Congressi*, qui regroupait 2500 comités paroissiaux, gagne des partisans et rencontre un succès de plus en plus important. Le pape intervient en publiant un *motu proprio* en décembre 1903 où il dénonce les divergences de vues entre démocrates-chrétiens et intransigeants lors du congrès du mouvement à Bologne et dans lequel il insiste sur la nécessaire unité et soumission aux règles de l'Église en rappelant qu'en Italie, « la démocratie chrétienne ne doit jamais s'immiscer dans la politique, elle ne doit servir ni à des partis ni à des desseins politiques ; là n'est pas son domaine : mais elle doit être une action bienfaisante en faveur du peuple, fondée sur le droit naturel et les préceptes de l'Évangile. » (Pie X, *Motu Proprio Fin dalla prima* du 18 décembre 1903) ; MULTON Hilaire, « L'Opera dei Congressi. Aux origines de la politisation des catholiques italiens (1874-1904), dans LANGLOIS Claude, SORREL Christian, *Le catholicisme en Congrès (XIXe – XXe siècles)* Actes de la table ronde organisée à l'Institut européen en sciences des religions, Paris, 22-23 septembre 2005, *Chrétiens et Sociétés*, n° 8, 2009, pp. 29-43, p. 40. AUBERT Roger, « Pastorale et Action catholique », dans ELLIS, CRUNICAN, BRULS, AUBERT, *Nouvelle histoire de l'Église, T5, L'Église dans le monde moderne (1848 à nos jours)*, Paris, Éditions du Seuil, 1975, p. 154.

seulement une fonction spirituelle, mais qu'il vise également à jouer un rôle temporel en matière de morale et d'enseignement<sup>47</sup>. L'Action catholique se voit donc confier de multiples tâches dont le fil rouge est la réparation de ce qui est jugé comme un « désordre », à savoir, la sécularisation de la société et la laïcisation de ses institutions dont seraient issus tous les maux contemporains. Pour résoudre « la question sociale » qui reste centrale, il encourage très vivement les mouvements à se saisir des différents instruments promus par la « modernité » politique pour être plus efficaces, notamment la presse, tout en développant « *une propagande ferme, active, intelligente, disciplinée, capable de s'opposer directement à la propagande adverse.* ». En gardant en tête les dissensions ayant donné lieu à la dissolution de l'*Opera dei Congressi*, Pie X estime que pour être efficace, l'Action catholique doit avant tout reposer sur la concorde et la cohérence entre les différents mouvements et sur la formation des catholiques destinés à agir et surtout sur une soumission inconditionnelle à l'autorité de l'Église qui reste le moyen le plus efficace pour garantir cohésion et unité chez les catholiques qui s'engageraient dans les différents mouvements. C'est notamment la formation doctrinale qui est perçue comme un objet central et unificateur « *puisque les catholiques portent toujours la bannière du Christ, par cela même ils portent la bannière de l'Église; et il est donc raisonnable qu'ils la reçoivent des mains de l'Église, que l'Église veille à ce que l'honneur en soit toujours sans tache, et qu'à l'action de cette vigilance maternelle les catholiques se soumettent en fils dociles et affectueux.* ». Il rappelle surtout que tous ceux qui œuvrent dans l'Action catholique doivent être « *des catholiques à toute épreuve* » et « *sincèrement soumis à l'Église* » puisqu'ils se voient confier une mission d'une haute importance que Pie X identifie d'ailleurs à une mission apostolique : « *Avant tout, il faut être profondément convaincu que l'instrument est inutile s'il n'est approprié au travail que l'on veut exécuter. L'action catholique, se proposant de restaurer toutes choses dans le Christ, constitue un véritable apostolat à l'honneur et la gloire du Christ lui-même* ».

Cette encyclique, avant tout adressée « Aux Evêques d'Italie », comme notifié dès la première phrase, est reçue beaucoup plus largement et c'est en ce sens qu'elle est bien souvent

---

<sup>47</sup> « *Et pour Nous arrêter à cette seule dernière partie de la restauration désirée, vous voyez bien, Vénérables Frères, quel appui apportent à l'Église ces troupes choisies de catholiques qui se proposent précisément de réunir ensemble toutes leurs forces vives dans le but de combattre par tous les moyens justes et légaux la civilisation antichrétienne; réparer par tous les moyens les désordres si graves qui en dérivent ; replacer Jésus-Christ dans la famille, dans l'école, dans la société ; rétablir le principe de l'autorité humaine comme représentant celle de Dieu; prendre souverainement à cœur les intérêts du peuple et particulièrement ceux de la classe ouvrière et agricole, non seulement en inculquant au cœur de tous le principe religieux, seule source vraie de consolation dans les angoisses de la vie, mais en s'efforçant de sécher leurs larmes, d'adoucir leurs peines, d'améliorer leur condition économique par de sages mesures; », « *Il fermo proposito* » 11 juin 1905.*

considérée comme « la première charte de l'Action catholique ». Le laïcat est reconnu dans ses différentes entreprises qui devront désormais être entièrement consacrées à la volonté de « tout restaurer dans le Christ ». De nombreuses précisions sont apportées quant aux modalités, par leur intermédiaire, de la résolution de « la question sociale », et à la nécessité pour les catholiques d'agir comme des modèles de piété tout comme à celle de la totale soumission à la hiérarchie. Le pape rappelle également l'indispensable soumission de l'engagement des clercs à des finalités religieuses puisque « *le prêtre, élevé au-dessus des autres hommes pour remplir la mission qu'il tient de Dieu, doit se maintenir également au-dessus de tous les intérêts humains, de tous les conflits, de toutes les classes de la société.* »<sup>48</sup>.

Léon XIII codifie l'Action catholique comme recours de l'Église « aux moyens humains » pour pourvoir « au bonheur des classes déshéritées », une ressource pour remédier aux problèmes temporels en créant un champ d'action sociale catholique et en reconnaissant une spécificité de l'action des laïcs. C'est sans doute ce qui a longuement entretenu la confusion historiographique entre « catholicisme social » et « Action catholique »<sup>49</sup>, qui, si elle agit bien souvent sur le terrain du social, ne peut s'y réduire et reste avant tout un mode d'engagement et d'organisation du laïcat. En effet, l'émergence à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle du « catholicisme social », issu du catholicisme intransigeant en ce qu'il a d'intégral et en son projet d'établissement d'une contre-société catholique<sup>50</sup> apparaît comme « la rencontre qui s'opère sur le terrain entre ce courant doctrinaire et l'essor des Œuvres<sup>51</sup> ». Cette confusion, ajoutée à l'opposition, dans une vision dichotomique qui ne laisse guère de place à la nuance, au catholicisme libéral, a pu permettre d'exclure de l'Action catholique certains mouvements qui en relevaient pourtant<sup>52</sup> ou

---

<sup>48</sup>C'est notamment sur ce point que s'appuie, en 1910, la condamnation du Sillon avec la lettre « Notre charge apostolique », qui est adressée le 25 août 1910 à l'épiscopat français. Pie X profite de cet « *appel à la soumission* » pour rappeler la primauté des objectifs religieux dans les actions des différents mouvements catholiques, la toute-puissance des enseignements et des principes de l'Église et la nécessaire soumission à la hiérarchie. Il indique et fixe également le rôle et la place des prêtres au sein de ces mouvements, rôle prééminent de directeur spirituel qui devrait revenir à une élite formée dans cette intention.

<sup>49</sup>Voir à ce sujet : GUINARD Briec, « L'action catholique dans l'historiographie », séance du GRACS « Définir l'Action catholique », <https://gracsfrance.files.wordpress.com>

<sup>50</sup>« Ainsi le catholicisme intransigeant est-il la matrice d'un catholicisme « social », critique d'un monde et exaltation d'un autre. Utopique à sa manière en ce siècle d'utopie, il relève d'une religion incarnée qui régènerait le monde corrompu par la faute révolutionnaire. Il adopte un ton volontiers apocalyptique et déchiffre les signes du temps avec une assurance que n'entame pas une longue suite d'échecs et de désillusions. Face à la dure montée de la civilisation industrielle, les intransigeants aspirent à un retour au monde traditionnel : l'aristocratie ou le clergé nourrissent le projet d'une alliance avec le « bon peuple », préservé de la contagion révolutionnaire, contre la bourgeoisie libérale [et sont] favorables à un libéralisme tempéré simplement par le patronage et la bienfaisance sociale », MAYEUR Jean-Marie, « Catholicisme intransigeant, catholicisme social, démocratie chrétienne », *Annales Économies, Sociétés, Civilisation*, n° 2, 1972, pp. 483-499, p. 487.

<sup>51</sup>PELLETIER Denis, *Les catholiques en France depuis 1815*, Paris, Éditions de la découverte, 1997, p. 46.

<sup>52</sup>Nous pensons notamment aux mouvements ayant investi le champ politique, qu'il s'agisse de ceux dits de « démocratie chrétienne », issus du catholicisme libéral et trop rarement rattachés à l'Action catholique



d'en inclure d'autres de manière un peu trop évidente sans se poser la question de leur mode d'organisation<sup>53</sup> et de celle du sens de l'engagement des laïcs en leur sein<sup>54</sup>. Pie X réaffirme les objectifs de son prédécesseur inscrivant néanmoins l'Action catholique plus directement au service de la « restauration chrétienne » et de la lutte contre la sécularisation en envisageant l'action des catholiques, simplement « comme le prolongement de l'action du clergé<sup>55</sup> ». Il insiste également sur la primauté des objectifs religieux dans les actions des différents mouvements catholiques, la toute-puissance des enseignements et des principes de l'Église et la nécessaire soumission à la hiérarchie. Alors que son successeur, Benoît XV, ne produit pas de texte sur l'Action catholique, c'est Pie XI, élu en 1922 qui continue la mutation inaugurée par Pie X en assignant un but proprement spirituel à l'Action catholique : celle-ci est désormais perçue comme l'action apostolique des laïcs pour rétablir le règne du Christ et son œuvre temporelle reste un moyen et une conséquence de la priorité donnée à cette fin ultime. Surtout, il encourage les mouvements à se spécialiser par « milieu de vie » et à se mettre au service de l'évangélisation de leurs semblables.

---

comme en témoigne la thèse de Jeanne Caron sur le Sillon qui n'utilise pas l'expression ou le récent ouvrage collectif : MAYEUR Jean-Marie (dir.), *Le Sillon de Marc Sangnier et la démocratie sociale* ; actes du colloque des 18 et 19 mars 2004, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2007. Mais aussi des autres mouvements d'union politique tels que la Ligue Patriotique des Françaises (LPDF) du début du siècle, l'Action Française ou encore la Fédération nationale catholique (FNC) qui se développe en 1924. La principale chercheuse sur ce sujet, tout en reconnaissant qu'il s'agit d'un mouvement d'Action catholique générale, la définit comme étant de « nature hybride » : « Ligue de défense des libertés religieuses, première forme d'Action catholique, mais aussi groupe de pression voulant donner au vote catholique une lisibilité dans la société française » comme si seule la défense religieuse la rattachait à l'Action catholique et l'investissement dans le champ politique l'en excluait. BONAFoux-VERrAx Corinne, *A la droite de Dieu. La Fédération nationale catholique 1924-1944*, Éditions Fayard, Collection Nouvelles études contemporaines, 2004, p. 8.

<sup>53</sup> Œuvres et patronages sont-ils d'Action catholique dès le moment où peu d'autonomie est accordée aux laïcs dans un cadre essentiellement clérical ? C'est ce que suppose Alain-René Michel qui estime que l'Action catholique « ne se limite donc pas à la seule activité apostolique ; toute action sociale ou encore toute activité de défense religieuse sont aussi d'action catholique en ce début de XX<sup>e</sup> siècle et encore dans les années 1920 ». MICHEL Alain-René, *Catholiques en démocratie*, Paris, Éditions du Cerf, 2006, p. 138.

<sup>54</sup> Le sens de l'engagement et plus précisément la question du « militantisme catholique » ont émergé récemment sous l'impulsion de Michel Lagrée et ont fait l'objet d'un colloque organisé par Brigitte Waché en 2003. LAGrEE Michel, *Religion et cultures en Bretagne. 1850-1950*, Paris, Éditions Fayard, 1992, p. 157 ; WACHÉ Brigitte, « Introduction », dans WACHÉ Brigitte, (dir.) *Militants catholiques de l'Ouest. De l'action religieuse aux nouveaux militantismes, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004.

<sup>55</sup> AUBERT Roger, « Pastorale et Action catholique », dans ELLIS, CRUNICAN, BRULS, AUBERT, *Nouvelle histoire de l'Église, T5, L'Église dans le monde moderne (1848 à nos jours)*, Paris, Éditions du Seuil, 1975, p. 155.

## 2) De l'apostolat des laïcs à l'apostolat du « semblable »

Dans la nébuleuse de documents produits par Pie XI, considéré comme le pape de l'Action catholique, plusieurs encycliques et un certain nombre de documents de nature hétérogène visent à la codifier et surtout, à prendre en compte son évolution, au vu des nouveaux mouvements qui émergent dans les années 1920 et notamment ceux, définis comme « spécialisés »<sup>56</sup>. La première encyclique de Pie XI, « *Ubi Arcano dei Consilio* » publiée fin 1922, apparaît comme le programme de son pontificat. Il expose ses objectifs à long terme en laissant une part qui peut paraître assez réduite sur la forme à l'Action catholique, mais qui lui accorde pourtant sur le fond une grande importance. Après avoir énuméré et félicité plusieurs mouvements catholiques visant à la préservation et à la glorification du catholicisme, il rattache leurs actions et réalisations à l'accomplissement de l'œuvre apostolique : *A cet apostolat se rattache enfin tout cet ensemble d'organisations, de programmes et d'Œuvres qui, par l'appellation sous laquelle on les réunit, constituent l'action catholique, qui Nous est très particulièrement chère*. Comme ses prédécesseurs, il se félicite de leur réussite, réussite qui lui ne lui apparaît pas seulement utile et bénéfique, mais qui revêt une importance capitale puisque son développement est présenté comme ayant un caractère obligatoire<sup>57</sup>. Le pape soumet les réalisations des organisations catholiques à l'objectif de « restauration chrétienne », comme le préconisait déjà Pie X avec « *Il fermo proposito* », mais plus seulement pour répondre à la « question sociale » : ici cette restauration chrétienne est vue comme un gage de paix dans un contexte où, au sortir de la « grande boucherie » les difficultés et les inquiétudes européennes se concentrent principalement sur les tensions internationales. Le pontife estime ainsi que c'est l'Église, plus qu'une quelconque organisation, notamment la SDN, qui est à même de répondre à la demande de paix internationale. Les troupes de fidèles qui œuvrent dans divers mouvements et dans l'Action catholique sont mobilisées dans ce but, elles sont clairement mises en rapport

---

<sup>56</sup>En effet, c'est tout au long des années 1920 et du début des années 1930 que le pape définit et précise la mission des mouvements d'Action catholique, d'une manière empirique et souvent par bribes, non pas que Pie XI soit prudent et réservé sur la question — au contraire il semble que l'Action catholique soit l'une des idées maîtresses de son pontificat dès le début — mais il distille ses enseignements dans un ensemble de documents de nature relativement hétérogène qui, s'ils restent entendus et compris, sont dispersés et ne constituent pas une définition succincte. Cette difficulté peut être dépassée par la consultation de l'ouvrage d'Émile Guerry, *L'Action catholique, textes pontificaux*, le plus complet sur cette question aux Éditions Desclée de Brouwer, Paris, 1936.

<sup>57</sup> « *Toutes ces Œuvres, et les autres institutions de même nature qu'il serait trop long d'énumérer, il importe de les maintenir avec énergie ; bien plus, on doit les développer avec une ardeur chaque jour croissante en les enrichissant des perfectionnements nouveaux que réclament les circonstances de choses et de personnes. Cette tâche peut paraître ardue et difficile aux Pasteurs et aux fidèles ; elle n'en est pas moins évidemment nécessaire, et il faut la ranger parmi les devoirs primordiaux du ministère pastoral et de la vie chrétienne.* » « *Ubi Arcano dei Consilio* », 23 décembre 1922.

avec le programme de la « restauration du règne du Christ » par l'apostolat. Si « l'enseignement de Pie XI s'élabore de manière pragmatique, souvent sous l'influence des événements<sup>58</sup> » dans les années 1920 et que peu de précisions sont apportées concernant l'Action catholique<sup>59</sup>, c'est surtout à la fin de la décennie et suite à l'émergence des mouvements spécialisés que son message se fait plus clair et plus vigoureux.

En effet, il convient de rappeler que, dès le milieu des années 1920, de nombreuses initiatives jaillissent un peu partout en Europe avec la volonté de mettre en place un apostolat au plus près du quotidien et de la vie des hommes ; elles confirment l'intégration de l'idée de participation du laïcat à la tâche missionnaire de l'Église. En 1925 est ainsi fondé en Belgique, autour de l'abbé Joseph Cardjin, directeur des Œuvres sociales de Bruxelles, un mouvement d'Action catholique à destination des jeunes ouvriers : la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). Ce dernier envisage, dans un contexte de sécularisation « la reconquête du prolétariat par le prolétariat<sup>60</sup> ». Il souhaite que les jeunes ouvriers puissent être formés pour devenir « le levain qui puisse pénétrer toute la pâte ouvrière<sup>61</sup> » et ainsi fournir une solution à la déchristianisation, perçue comme une crise morale, du milieu. C'est semble-t-il, l'action combinée de l'abbé Georges Guérin de retour d'un voyage en Belgique où il a pris connaissance du mouvement et du jésuite Jean Boulier lié à l'Action populaire (AP), qui permet à la JOC française d'émerger<sup>62</sup>. C'est à Clichy qu'est ainsi fondée en 1927, la première section d'un mouvement qui prend rapidement de l'ampleur notamment grâce à la diffusion d'un ouvrage publié à la fin de l'année, *L'Appel de la JOC* qui tient lieu de manuel. L'idée du père Cardjin, reprise par les abbés Guérin et Boulier est donc de proposer aux ouvriers des cercles d'étude qui leur permettent d'analyser ce qu'ils vivent dans leur milieu de travail par une démarche établie autour d'un triptyque : « voir, juger, agir ». Encourageant ses membres à militer dans le syndicalisme chrétien, la JOC française est affiliée en tant que mouvement autonome à l'ACJF et prétend s'appuyer sur la doctrine sociale de l'Église autour du slogan « par eux, pour eux, entre eux » afin de « refaire chrétiens » les ouvriers. Si Joseph Cardjin a rencontré Pie XI un mois avant la fondation du mouvement<sup>63</sup>, et que l'initiative puise ses racines à la fois dans les méthodes de l'ACJF, les diverses expériences et théories de l'Action catholique et les Œuvres sociales catholiques à

---

<sup>58</sup>AGOSTINO Marc, *Le pape Pie XI et l'opinion (1922-1939)*, Rome, École française de Rome, 1991, p. 116.

<sup>59</sup>En 1926 le pape « rappelle aussi aux évêques la nécessité de la participation des laïcs à l'œuvre de l'apostolat notamment par l'intermédiaire de lettres aux évêques du Piémont et du Mexique, AGOSTINO Marc, *Le pape Pie XI et l'opinion (1922-1939)*, Rome, École française de Rome, 1991, p. 116.

<sup>60</sup>Cité par PIERRARD Pierre, *Georges Guérin, une vie pour la JOC*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1997, p. 108.

<sup>61</sup>Ibidem.

<sup>62</sup>DEBES Joseph, POULAT Émile, *L'Appel de la JOC*, Paris, Éditions du Cerf, 1986.

<sup>63</sup>PIERRARD Pierre, *Georges Guérin, une vie pour la JOC*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1997, p. 109.

destination des ouvriers, elle s'en distingue néanmoins dans le sens où elle revendique le développement endogène d'une élite chrétienne afin de rechristianiser la totalité d'un milieu populaire.

C'est le même objectif qui concourt à la fondation, deux ans plus tard, en 1929 de la Jeunesse agricole catholique (JAC) directement rattachée à l'ACJF. Partant du constat de la « dégénérescence » de la société due à la déchristianisation et de la croyance toute agrarienne que la paysannerie incarnerait une part des vertus essentielles de l'humanité, la JAC prétend résoudre ce qu'elle estime être une « crise morale et civilisationnelle » ainsi que « la crise agricole » en redonnant la fierté au travail et à la vie rurale. Le paradigme agrarien<sup>64</sup>, sur lequel nous reviendrons, insuffle au mouvement toute sa puissance théorique et ce dernier contribue dans le même temps à le redéfinir et le dynamiser par l'importance de la population de jeunes catholiques qu'il parvient à mobiliser. En prenant en charge le « déclin » matériel et moral de la paysannerie pensée comme groupe homogène, l'Église se donne les moyens d'un maintien voire d'un rétablissement auprès des populations rurales en s'adaptant au contexte culturel et économique contemporain. Le mouvement jaciste se développe ainsi, au sein de l'ACJF, dans l'optique de « refaire chrétiennes les campagnes de France » et de redonner « sa fierté au métier de paysan » afin de se positionner comme acteur principal du « redressement » national. La JAC, contrairement à la JOC, ne s'adresse pas à un « milieu » de travail puisqu'elle prétend réunir non seulement les agriculteurs, mais tous les ruraux, dans l'imaginaire de l'essentialisme agrarien, dans un groupe culturel jugé homogène. Il en va de même pour la jeunesse étudiante chrétienne (JEC) qui émerge la même année que la JAC et de la Jeunesse indépendante chrétienne (JIC) qui se développe à partir de 1935 et s'adresse de manière assez générale à la bourgeoisie et aux classes moyennes. La jeunesse maritime chrétienne (JMC), fondée en 1930 notamment par le père Louis-Joseph Lebret<sup>65</sup>, semble, à l'instar de la JOC, s'adresser avant tout à un milieu professionnel particulier, les travailleurs de la mer, bien qu'elle englobe, toujours dans l'esprit corporatiste, différentes classes sociales. « L'Action catholique spécialisée est ainsi le nom donné à cette forme d'engagement des laïcs à destination d'un « milieu » particulier,

---

<sup>64</sup>BARRAL Pierre, *Les agrariens français de Méline à Pisani*, op. cité.

<sup>65</sup>Ancien officier de marine alors dominicain au couvent de Saint-Malo et dont l'action ultérieure au sein du mouvement Économie et Humanisme a fait l'objet d'une thèse de Denis Pelletier : PELLETIER Denis, *Économie et humanisme : De l'utopie communautaire au combat pour le tiers-monde. 1941-1966*, Paris, Éditions du Cerf, 1996. Il fonde la JMC avec Georges Havard, prêtre malouin. GUINARD Brieuc, « Une histoire à écrire. La Jeunesse maritime chrétienne, esquisse d'un bilan historiographique et archivistique (Bretagne) », séance du GRACS « La naissance de l'Action catholique spécialisée entre mythes et réalités », Lyon, 14 décembre 2011. Disponible en ligne : <https://gracsfrance.wordpress.com>

c'est-à-dire un groupe socio-économique ou socioculturel perçu comme homogène et semblable : les ouvriers, les ruraux, les indépendants<sup>66</sup> ».

C'est en 1931, six ans après la fondation de la JOC et deux ans après celle de la JAC et dans un contexte de difficultés socio-économiques et de mise en péril de l'Église que le pape Pie XI entérine le processus de constitution de l'Action catholique spécialisée et qu'il l'institutionnalise. En effet, l'année 1931 est une année de crise : crise économique pour l'Europe et crise politique pour l'Action catholique italienne. Dans ce contexte, deux encycliques sont publiées à un mois d'intervalle, qui accordent une large importance à l'Action catholique : « *Quadragesimo ano* » le 15 mai et « *Non abbiamo bisogno* » le 29 juin. C'est la crise économique de 1929, qui atteint le vieux continent vers 1931 et l'anniversaire de « *Rerum novarum* » qui suscitent « *Quadragesimo Anno* » alors même que la papauté se retrouve en difficulté face au régime fasciste italien. L'encyclique vise à relancer les catholiques sur la doctrine sociale de l'Église, la mettre à jour et ainsi galvaniser l'Action catholique.

L'objectif apostolique des mouvements d'Action catholique est largement confirmé et il prend par l'intermédiaire de cette encyclique une forme plus officielle : « *Pour ramener au Christ ces diverses classes d'hommes qui l'ont renié, il faut avant tout recruter et former dans leur sein même des auxiliaires de l'Église qui comprennent leur mentalité, leurs aspirations, qui sachent parler à leurs cœurs dans un esprit de fraternelle charité. Les premiers apôtres, les apôtres immédiats des ouvriers seront des ouvriers, les apôtres du monde industriel et commerçant seront des industriels et des commerçants.*<sup>67</sup> ». La spécialisation est actée et non inaugurée puisque qu'elle s'est développée relativement en marge des intuitions papales. Mais le pontife transmet ici des consignes précises à l'épiscopat concernant le recrutement des militants. Il cherche à encadrer le mouvement, à resserrer les liens entre catholiques, à les unir afin de coordonner leur action et d'éviter d'éventuelles « dérives » puisque l'obéissance reste une préoccupation constante de la hiérarchie, peut-être plus depuis l'épisode de l'Action française<sup>68</sup>, et c'est pour cette raison qu'est créé dès la même année le secrétariat général de l'Action catholique dirigé par un prêtre nommé par l'Assemblée des cardinaux et archevêques. Pie XI s'adresse également aux fidèles « *choisis pour une si grande tâche* » en les exhortant « *à se donner tout entier à la formation des hommes qui leur sont confiés, mettant en œuvre, pour remplir cet office sacerdotal et apostolique au premier chef, toutes les ressources d'une formation chrétienne : éducation de la jeunesse, associations chrétiennes, cercles d'études*

---

<sup>66</sup>Conclusion de la séance du GRACS « Définir l'Action catholique », 12 octobre 2011.

<sup>67</sup>« *Quadragesimo ano* », 15 mai 1931.

<sup>68</sup>L'Action française est condamnée par la papauté en décembre 1926.

*selon les enseignements de la foi » et en insistant sur la nécessité du travail spirituel. Ainsi, « Dans cette école de l'esprit se forment au feu de l'amour du Cœur de Jésus, non seulement d'excellents chrétiens, mais de vrais apôtres pour les états de vie. De là, ils sortiront, comme jadis les Apôtres du Cénacle, forts dans leur foi, constants devant toutes les persécutions, uniquement soucieux de travailler à répandre le règne du Christ. ».* Il termine son intervention en rappelant l'autorité de l'Église et en concluant sur les objectifs de « la restauration sociale chrétienne » qui ne vise plus seulement la résolution de la question sociale, mais l'avènement du Christ<sup>69</sup>. Comme le note Yvon Tranvouez, « la faillite de la civilisation moderne », qui s'est révélée avec la Grande Guerre d'une part et la crise de 1929 d'autre part, constitue l'aspiration à « une nouvelle chrétienté <sup>70</sup> » dont l'Action catholique spécialisée est jugée par l'Église comme pouvant être l'un des fers de lance.

Dans un contexte de tension entre l'Action catholique italienne et le régime fasciste, Pie XI en 1931 publie une autre encyclique, expressément destinée à l'épiscopat et à l'Action catholique<sup>71</sup> qui rappelle que celle-ci n'est pas engagée sur le terrain politique<sup>72</sup>. Il annonce notamment que « *les droits sacrés et inviolables des âmes et de l'Église* » sont « *représentés* » et « *incorporés* » dans l'Action catholique, affirme sa grandeur et précise ses attributions dont le but ultime est, par l'apostolat, de « *participer à la divine Rédemption* » :

*« Nous avons exprimé Notre pensée ou mieux, la pensée de l'Église, sur des sujets aussi importants et aussi essentiels (...), mais Nous ne pouvons Nous empêcher d'ajouter quelque chose pour ces chères populations qui vous entourent, que vous paissez et gouvernez par*

---

<sup>69</sup>« *Combien d'Œuvres magnifiques entreprend de toutes parts le zèle infatigable des catholiques, soit pour le bien social et économique, soit en matière scolaire et religieuse, il n'est personne qui l'ignore. Mais il n'est pas rare que l'action de ce travail admirable devienne moins efficace par suite d'une excessive dispersion des forces. Qu'ils s'unissent donc, tous les hommes de bonne volonté qui, sous la direction des pasteurs de l'Église, veulent combattre ce bon et pacifique combat du Christ; que, sous la conduite de l'Église et à la lumière de ses enseignements, chacun selon son talent, ses forces, sa condition, tous s'efforcent d'apporter quelque contribution à l'œuvre de restauration sociale chrétienne que Léon XIII a inauguré par son immortelle Lettre Rerum novarum ; n'ayant en vue ni eux-mêmes, ni leurs avantages personnels, mais les intérêts de Jésus-Christ, ne cherchant pas à faire prévaloir à tout prix leurs propres idées, mais prêts à les abandonner, si excellentes soient-elles, dès que semble le demander un bien commun plus considérable : en sorte que, en tout et sur tout, règne le Christ, domine le Christ, à qui soient honneur, gloire et puissance dans tous les siècles ! » ; « *Quadragesimo anno* », 15 mai 1931.*

<sup>70</sup>TRANVOUEZ Yvon, *Catholiques d'abord. Approches du mouvement catholique en France XIX<sup>e</sup> XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1988, pp.107-131.

<sup>71</sup>« *Non abbiamo bisogno* », 29 juin 1931.

<sup>72</sup>« *Comme il est notoire, Nous avons, à plusieurs reprises et solennellement, affirmé et protesté que l'Action catholique tant par sa nature et par son essence même (participation et collaboration du laïcat à l'apostolat hiérarchique) que par Nos précises et catégoriques directives et prescriptions, est en dehors et au-dessus de toute politique de parti.* ». L'un des premiers objectifs de cette intervention est de défendre l'Action catholique italienne des attaques dont elle a fait l'objet, son argumentation vise donc principalement à démontrer « *qu'accuser l'Action catholique italienne de faire de la politique, c'était et c'est une véritable et pure calomnie.* ». Pour cela il explique et justifie l'engagement temporel des catholiques ; « *Non abbiamo bisogno* », 29 juin 1931.

*mandat divin et qui, désormais, ne peuvent plus guère connaître que par vous la pensée du Père commun de leurs âmes.*

*Nous avons dit : " les droits sacrés et inviolables des âmes et de l'Église ". Il s'agit du droit qu'ont les âmes de se procurer le plus grand bien spirituel sous le magistère et l'œuvre éducative de l'Église, divinement constituée unique mandataire de ce magistère et de cette œuvre, en cet ordre surnaturel fondé dans le sang du Dieu Rédempteur, nécessaire et obligatoire pour tous, afin de participer à la divine Rédemption. Il s'agit du droit des âmes ainsi formées à communiquer les trésors de la Rédemption à d'autres âmes, en collaborant à l'activité de l'apostolat hiérarchique. »* Pie XI clarifie ainsi la définition de l'Action catholique et profite de cette crise pour en vulgariser l'idée-clé : « la participation du laïcat à l'apostolat hiérarchique ». Marc Agostino estime « que le ton est véhément, neuf, net, tranchant. L'Action catholique est ici fondée dans l'action, la pratique. Le message de circonstance, nu, net donne un souffle nouveau, est bien adapté pour les années 1930 à l'Action catholique<sup>73</sup> ». Les circonstances internationales et italiennes ainsi que l'émergence des mouvements spécialisés accélèrent et entérinent la définition d'une Action catholique qui se veut décidément ouverte et offensive dans sa perspective de reconquête chrétienne. La réception des résolutions pontificales en la matière ne fait aucun doute : en France comme ailleurs, les journaux catholiques contribuent très largement à la diffuser<sup>74</sup> tout comme les mouvements qu'elle légitime<sup>75</sup>.

La conclusion de la séance du GRACS, « Définir l'Action catholique », nous avait permis de revenir sur les quatre points principaux qui la caractérisent, dépassant la seule approche par les actes du magistère. C'est tout d'abord « le passage d'un modèle d'action défensif centré sur l'idée de préservation d'îlots de fidèles conservant une forte pratique sacramentelle à un modèle plus ouvert et offensif de reconquête qui s'insère dans les formes profanes de la modernité (écoles, syndicats, milieux professionnels, secteur associatif, milieu politique) ». C'est ensuite « la reconnaissance par le clergé d'une relative autonomie ou d'une autonomie dans les limites assez strictes que la hiérarchie pose et rappelle souvent. L'Action

---

<sup>73</sup>AGOSTINO, op cité, p.118.

<sup>74</sup>En travaillant sur la crise ayant donné lieu à « *Non abbiamo bisogno* », en étudiant son traitement par la presse italienne et française, Marc Agostino juge que le fait que Pie XI se soit mis constamment en première ligne dans l'affaire, que *La Croix* l'ait largement couverte en la présentant comme un acte de persécution religieuse, développe un soutien unanime de l'opinion publique en faveur du Vatican, que « la crise de l'Action catholique consolide l'influence directe du pape sur les catholiques français qui reconnaissent encore plus nettement l'inspiration universelle de ses actes, ibidem, p. 469.

<sup>75</sup>Soit par l'intermédiaire de leur presse, soit en travaillant directement sur les encycliques dans leurs cercles d'études.

catholique reste ainsi entendue comme la participation des laïcs à l’apostolat du clergé. ». Il faut également noter que si l’objectif est la « restauration de l’ordre social chrétien », par l’Action catholique, celle-ci passe par une « volonté notable d’une élévation du niveau spirituel, théologique et intellectuel de ses membres » qui se formalise notamment par la mise en place de cercles d’études, héritage des Œuvres du catholicisme social. Enfin, il s’agit d’un « un mode d’organisation qui dépasse le strict cadre paroissial et diocésain même si les militants d’Action catholique s’appuient sur le cadre logistique de la paroisse. Les groupes d’Action catholique surajoutent à la trame géographique existante leur propre réseau d’organisation (sections, fédérations, etc.).<sup>76</sup> ». L’Action catholique spécialisée est ainsi l’appellation donnée à cette forme d’engagement à destination de « milieux » perçus comme homogènes, afin de « recruter et former dans leur sein même des auxiliaires de l’Église qui comprennent leur mentalité, leurs aspirations, qui sachent parler à leurs cœurs dans un esprit de fraternelle charité » et par là même qu’ils puissent participer « à la divine Rédemption<sup>77</sup> ».

« Dans un chassé-croisé d’expériences et de théorisations, dans un dialogue permanent avec les encycliques pontificales, laïcs, prêtres et évêques mettent au point l’Action catholique comme la formule la plus adaptée à l’engagement social des catholiques<sup>78</sup> ». En 1931 sa mission apparaît donc largement mise en œuvre par divers mouvements et codifiée. Si son rôle est avant tout spirituel, elle doit également réaliser un apostolat social dans le sens où elle se doit de propager le règne du christ dans la sphère temporelle pour procurer à la société le plus grand des biens. Elle s’inscrit dans la continuité du catholicisme intransigeant puisqu’elle ne fait pas de séparation entre vie privée et vie publique, les principes de la foi devant éclairer tous les domaines de la vie et emprunte très largement au cadre doctrinaire du « catholicisme social » sans pour autant s’y réduire.

### 3) Dynamiques jurassiennes d’Action catholique

Il ne s’agit pas ici de revenir sur toutes les expériences d’Action catholique développées dans le Jura depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, mais plutôt de voir dans quelles mesures et selon quelles

---

<sup>76</sup>Ces citations sont extraites du travail collectif au sein du GRACS et disponibles en ligne :

<https://gracsfrance.wordpress.com/comptes-rendus-de-seance/compte-rendu-definir-laction-catholique/>

<sup>77</sup>« *Quadragesimo anno* », 15 mai 1931.

<sup>78</sup> Citation extraite du travail collectif au sein du GRACS et disponible en ligne :

<https://gracsfrance.wordpress.com/comptes-rendus-de-seance/compte-rendu-definir-laction-catholique/>



modalités, certaines initiatives ont pu préparer le terrain au développement et à l'implantation de mouvements d'Action catholique spécialisée en direction de la jeunesse. En nous fondant principalement sur l'article de l'abbé Pierre Lacroix, qui s'arrête longuement sur les origines de la JAC jurassienne, nous reviendrons principalement sur la tentative d'organisation des Œuvres masculines au début du siècle et sur le mouvement du Sillon, qui semblent à première vue constituer la matrice d'une culture de l'engagement catholique jurassien dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle<sup>79</sup>.

### a. Les jeunes du Jura

C'est dans les temps de la République radicale jugée « anti-cléricale » par les catholiques, dans le contexte de l'interdiction faite aux congrégations d'enseigner et surtout dans celui de la préparation de la loi de Séparation des Églises et de l'État, qu'émerge une organisation des Œuvres dans le diocèse de Saint-Claude. Se mettent ainsi en place de petits groupes paroissiaux de jeunes qui se réunissent régulièrement en congrès cantonaux et dont l'attitude défensive et cléricale tente de contrer l'évolution politique d'alors. Ces cercles d'études prennent le nom de Jeunes du Jura<sup>80</sup>, publient un bulletin éponyme<sup>81</sup> et organisent des congrès cantonaux auxquels sont parfois invités des conférenciers du Sillon<sup>82</sup>. Fin novembre 1906, alors que la loi de Séparation va entrer en vigueur et en l'absence des associations culturelles dont elle prévoyait le développement, l'évêque François-Alexandre Mailet s'adresse de manière dramatique à son clergé, l'exhortant de créer et de motiver des groupes de jeunes gens : « on ne propose rien moins que de déchristianiser le pays : la lutte, déclarent nos adversaires, ne cessera pas avec la loi de séparation ; elle se poursuivra jusqu'à l'anéantissement complet de l'Église

---

<sup>79</sup>Dans son article Pierre Lacroix pose les jalons du développement national de la JAC pour s'intéresser ensuite aux différentes initiatives d'organisation de la jeunesse catholique dans les années 1920 qui ont précédé le lancement de la JAC dans le département pour ensuite revenir sur ce qu'il appelle les « racines lointaines », à savoir les origines de l'organisation diocésaine des Œuvres, de l'ACJF et du Sillon au début du siècle.

<sup>80</sup>C'est le père Jules Tervaux qui a lancé en 1874 à Voiteur, le premier cercle catholique du diocèse. Ce dernier avait ainsi été précurseur en sa matière en réunissant, chaque semaine, des jeunes garçons, qu'il faisait réfléchir sur l'évangile et créa en 1900 le groupe « jeunes du Jura », qui publie un journal du même nom jusqu'en 1907 avant que ce dernier soit remplacé par le *Bulletin de la jeunesse catholique du Jura* jusqu'en 1909.

<sup>81</sup>L'abbé Lacroix en 1979 signale qu'il n'y a pas d'archives de cette publication et nous n'en avons également pas trouvé trace pendant nos recherches aux archives diocésaines. Il note qu'elle débute en septembre 1905, cependant il semble qu'elle soit beaucoup plus ancienne puisque la monographie *Jeunes gens de France* fait références à des « articles très pratiques sur les cercles d'études ruraux (septembre 1901 à juin 1903) », ce qui nous renseigne par ailleurs sur le contenu très empirique de la publication. *Jeunes gens de France*, F. Paillart, Abbeville, 1907, p. 72

<sup>82</sup>*Vive Labeur* du 10 avril 1904 rend compte du congrès des Jeunes du Jura à Salins-les-Bains où ont été invité Henri Bruchon et Antonin Maréchal.

catholique » d'où « la nécessité urgente de créer au plus tôt dans toutes les paroisses des groupements de Jeunes auxquels Nous [voulons] donner une forte organisation en les fédérant dans une association diocésaine<sup>83</sup> ».

Un Bureau diocésain des Œuvres est ainsi formé, sous la direction de l'évêque et vise à englober toutes les initiatives, qui conservent néanmoins leurs caractéristiques propres, ne permettant pas qu'un groupe soit reconnu sans avoir été attaché à cette fédération. En 1908 le Bureau devient Direction des Œuvres autour d'un directeur, Joseph Gindre et d'un secrétaire, Nestor Perron<sup>84</sup>, et se divise en quatre branches : Œuvres d'enseignement, de jeunesse, économiques et de presse rendant par là compte de l'intérêt porté par l'Église aux questions contemporaines. Les groupes conservent la dénomination Jeunes du Jura et en 1912 l'évêque émet la volonté de mieux structurer les Œuvres afin les garder sous son contrôle. Ainsi pour l'abbé Pierre Lacroix, la nomination du chanoine Just Pouillard en 1912 comme sous-directeur des Œuvres « suit la consigne d'union des forces exprimée récemment par Pie X aux évêques français ; directive précisée avec insistance au cours de 1913 par monseigneur Maillot. Une Union diocésaine est promue, hors de laquelle aucun groupement ne sera reconnu ; toute œuvre doit être d'abord paroissiale, sous la direction du curé ; des comités paroissiaux et cantonaux, à créer avant le 1er mai et dont la liste sera publiée, garantiront une cohésion sans faille<sup>85</sup> ». Ce recadrage des mouvements de jeunes, qui avaient fleuri un peu de manière autonome, conduit à la formation de nouveaux cercles paroissiaux sous l'autorité directe de l'évêque, autorité sur laquelle s'interroge très largement Pierre Lacroix<sup>86</sup>.

Nous ne disposons que de trop peu d'information sur les activités et les méthodes de travail de ces cercles. Il semble néanmoins pouvoir se dégager que, réunis autour d'un directeur qui lit ou fait lire des brochures ou articles qu'il a choisis, les jeunes soient appelés à discuter et échanger autour de cette lecture<sup>87</sup>. Dans tous les cas, les rares propos publiés dont il reste trace des Jeunes du Jura, rappellent l'état d'esprit et les objectifs de leur travail en cercle d'étude :

---

<sup>83</sup>SRDSC, 1906, pp. 567-571.

<sup>84</sup>Surnommé le « curé projectionniste », Nestor Perron est à l'initiative de nombreuses initiatives à destination de la jeunesse. Animant le catéchisme et les conférences apologétiques de sa paroisse en projetant des clichés, il est mobilisé par le Sillon, par le diocèse, mais également par des grandes villes telles que Lille et Paris. Notice biographique dans DUCERF Laurent, PETI Vincent, TRAMAUX Manuel, *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine, volume Franche-Comté*, Paris, Éditions Beauchesne, 2016.

<sup>85</sup>SR, p. 329

<sup>86</sup>Il semble remettre en question en estimant qu'il s'agit d'une « remise au pas » dans une atmosphère de « crispation », et estime qu'elle aurait pu nuire au dynamisme de certains groupes.

<sup>87</sup>Selon un extrait de *Jeunes du Jura* d'octobre 1904 cité par *Jeunes gens de France* (F. Paillart, Abbeville, p. 61) : « On l'interrompt [le directeur] par exemple après qu'une idée importante ait été développée. Dans les commencements, c'est très souvent le directeur lui-même qui sera l'interrupteur, qui soulèvera les difficultés, demandera les avis ; peu à peu la discussion naîtra, deviendra plus nourrie et souvent passionnante ».

« Dans notre pays, où la persécution entre dans une phase aiguë, où prier devient un délit, où l'on vole les églises ; dans notre société qui insulte les prêtres et renie Dieu, où tout s'ébranle sous un souffle de tempête, il nous faut des jeunes pour combattre et des vieillards pour guider...<sup>88</sup> ».

À partir de l'année 1907 qui compte près de 13 congrès attirant chacun environ 200 jeunes, les congrès cantonaux deviennent réguliers, faisant ainsi la démonstration publique, par des défilés, de l'unité et de la force des catholiques. Le premier congrès diocésain qui a lieu également en 1907 attire près de 1800 personnes parmi lesquels les abbés Perrenet de Dijon, Cottard-Josserand de Belley et Thellier de Poncheville sur lesquels nous reviendrons. Entre conférences, rapports d'activités et séance récréatives, ces congrès diocésains, à Lons-le-Saunier en 1907, Dole en 1908, Champagnole en 1909, Saint-Claude 1910, Lons-le-Saunier en 1911, Poligny en 1912, permettent aux prétendus 250 groupes de jeunes<sup>89</sup> de se sentir membres d'un collectif diocésain, d'un « bloc infrangible et sacré<sup>90</sup> » et de faire la démonstration de leur ardeur.

## b . L' ACJF

Si les Œuvres de jeunes gens sont encadrées et structurées par l'autorité diocésaine et restent, malgré le développement de cercles d'études, relativement axées sur la défense des principes religieux, c'est moins le cas pour deux autres mouvements, l'ACJF et le Sillon qui, relevant d'une structure nationale, apparaissent plus distants du cadre diocésain et surtout, plus modernes dans leurs méthodes et leur conception du rapport entre Église et société.

Pierre Lacroix ne revient que très brièvement sur l'ACJF avant tout pour expliquer que l'association n'entretient que peu de lien avec les prémisses du mouvement jaciste, notamment parce qu'elle fit peu d'émules dans le département. Les groupes d'ACJF sont rattachés à Besançon, centre de l'Union régionale d'ACJF officiellement reconnue en 1903<sup>91</sup> et à son bulletin qui paraît à partir de 1904, *Vers l'avenir*<sup>92</sup>. Si en 1905, Dole accueille le troisième

---

<sup>88</sup>*Almanach du Chantier*, 1909, p. 38, signé M. A. des Jeunes du Jura.

<sup>89</sup>Pierre Lacroix semble sceptique face à ce chiffre annoncé par Henri Dupuis au congrès de Champagnole en 1909 ; LACROIX Pierre, « la JAC... », op cité, *SRDC*, septembre 1979, p. 327.

<sup>90</sup>D'après les termes de l'évêque François-Alexandre Maillet dans la lettre épiscopale convoquant le congrès de Poligny ; *SRDC*, 1912, pp. 553-559.

<sup>91</sup>PETIT Vincent « Le congrès de la jeunesse catholique à Besançon en 1898 », dans MAYEUR Jean-Marie (dir.), *Le Sillon de Marc Sangnier et la démocratie sociale*, Actes du colloque des 18 et 19 mars 2004 de Besançon, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2004, p. 103.

<sup>92</sup>33 numéros de *Vers l'Avenir*, de 1916 à 1919 sont disponibles sur Gallica. Ils font principalement état des mobilisés et des décès en temps de guerre et des discours d'évêques et de papes, ne rendant pas compte de

congrès régional du mouvement, qui réunit près de 250 jeunes autour d'une réflexion sur « la jeunesse catholique et la vie paroissiale », c'est parce que la petite région a développé quelques groupes. En effet, alors que Pierre Lacroix n'évoque que très brièvement l'ACJF doloise et les groupes de Thervay et Montmirey<sup>93</sup>, le répertoire des archives du monde du travail concernant l'ACJF nous permet d'affiner la connaissance du mouvement en rendant compte des groupes ayant répondu à ses questionnaires<sup>94</sup>. Ainsi, avant-guerre, 10 groupes peuvent être répertoriés en région doloise<sup>95</sup> auxquels il faut ajouter un groupe à Desnes dans la Bresse blettranoise, un à Voiteur, dans le Revermont et un à Plénise dans le canton de Nozeroy, proche du Doubs<sup>96</sup>. À l'exception de Saint-Aubin ces groupes ne semblent pas perdurer après-guerre alors qu'à cette période se créent trois nouveaux groupes, à Lons-le-Saunier, Saint-Pierre et Longchaumois<sup>97</sup>. La petite quinzaine de groupes jurassiens fait pâle figure à côté des 70 que compte le Doubs et la quarantaine de la Saône-et-Loire voisins. Les autres départements limitrophes semblent également avoir développé qu'un intérêt mitigé pour l'ACJF puisque la Haute-Saône compte une vingtaine de groupe et l'Ain seulement quatre<sup>98</sup>.

Selon Pierre Lacroix deux facteurs peuvent être à l'origine de ce relatif « boycott » : l'ACJF ne s'est pas tellement ancrée dans le Jura à l'exception de la région doloise, car elle aurait partagé ses zones d'influence avec le Sillon qui s'étend ainsi presque partout où celle-ci ne développe aucun groupe. De plus il signale que son journal n'était pas très accessible et que l'Association faisait figure de mouvement relativement élitiste. Les affiliés ne seront que 82 en 1927. Pourtant, l'ACJF a généralement été perçue comme le moteur de la JAC nationale, mais aussi de la JAC départementale comme dans le diocèse de Besançon où Patricia Thiébaud nous

---

l'activité des groupes qui a d'ailleurs certainement dû être suspendue.

<sup>93</sup>Une réunion du canton de Montmirey a lieu au château de Montrambert, propriété de la belle-mère d'Henri Picot d'Aligny, en janvier 1912. LACROIX Pierre, « La JAC... », op cité, p. 371. Montmirey est par ailleurs le village de naissance de François de Menthon qui dirige l'ACJF nationale de 1927 à 1930 et sur lequel nous reviendrons dans notre second chapitre.

<sup>94</sup>« Index par département et par année de congrès des groupes ayant répondu aux questionnaires de l'ACJF » dans le répertoire des Archives nationales du monde du travail (Roubaix), ACJF, 34 AS.

<sup>95</sup>Il s'agit des groupes de Dole (qui peut en compter plusieurs), de Brans, Chevigny, Louvatange, Montmirey-la-Ville, Offlanges, Peintre, Saint-Aubin et Mutigney (situé à 20 kilomètres de Dole, ce groupe appartient certainement plus à la dynamique de l'ACJF du Doubs voisin qu'à celle de la région doloise).

<sup>96</sup>Le répertoire inclut sans doute par erreur à cette liste jurassienne, la commune de Frasnay située à 10 kilomètres de Plénise dans le Doubs et celle, également doubiste de Rougemont. À noter que le Doubs compte près de 70 groupes d'ACJF ayant répondu aux questionnaires.

<sup>97</sup>Le groupe de Saint-Aubin envoie encore ses réponses à un questionnaire en 1918 alors que Lons-le-Saunier envoie ses premières réponses en 1926, Saint-Pierre en 1927 et Longchaumois, très actif, en 1921 et 1927. Il faut également noter que *Nenni ma foi !* fait état de l'existence d'un groupe ACJF à Archelange, près de Dole, en 1924 ; *Nenni ma foi !* mars 1924.

<sup>98</sup>Toujours d'après l'« index par département et par année de congrès des groupes ayant répondu aux questionnaires de l'ACJF » dans le répertoire des Archives nationales du monde du travail (Roubaix), ACJF, 34 AS.

signale que si le mouvement « est né relativement tôt » c'est grâce au « terrain qui avait été bien préparé par l'ACJF et l'ACJF féminine<sup>99</sup>». Ainsi, « ce faible empressement du Jura pour rejoindre l'ACJF y rend plus saisissant le démarrage enthousiaste des sections de JAC<sup>100</sup>» même s'il convient de noter que Thervay, qui constituait un groupe d'ACJF vers 1908 est la deuxième section du département à adhérer à la JAC début 1933 et Longchaumois, actif dans l'ACJF à la fin des années 1920, forme une section jaciste en 1934.

### c. Le Sillon

Tout comme pour l'ACJF, la continuité entre les foyers sillonistes et les foyers jacistes paraît plus qu'incertaine. Sans revenir sur l'histoire du Sillon jurassien, dont Pierre Lacroix pose les jalons dans son article en s'appuyant sur le journal du Sillon de l'Est, *Vive labeur*<sup>101</sup>, sur les articles de *la Croix du Jura* et sur la thèse de Jeanne Caron<sup>102</sup>, rappelons néanmoins que le mouvement se distingue de l'ACJF en ce qu'il est plus l'héritier du catholicisme libéral que du catholicisme social. En effet, comme le note Vincent Petit « le Sillon tient à préciser qu'il "est une œuvre d'action sociale et on point d'action politique" — comme certains le lui reprocheront par la suite — mais son action sociale vise à bâtir une véritable démocratie sociale. "Le Sillon travaille pour la démocratie. Il veut le bien du peuple par le peuple ; il veut un peuple éclairé conscient de ses droits et de ses devoirs ; il veut le mieux-être intellectuel, moral et matériel de ce peuple. Il veut surtout la rechristianisation, convaincu que le christianisme seul peut régénérer notre société et faire disparaître les maux dont elle souffre". L'ambition des sillonistes est claire : "Vivre le christianisme et de la sorte résoudre la question sociale" explique Jules Mondré<sup>103</sup>. Les sillonistes « s'appliquent d'abord à faire régner Jésus Christ en eux, avant de tenter d'instaurer son règne dans notre société<sup>104</sup> ». Vincent Petit signale que leur « mot d'ordre est celui du catholicisme intégraliste » et rappelle les critiques qu'émettent les sillonistes envers les diverses Œuvres de charité qui auraient une portée trop individuelle, « aumône

---

<sup>99</sup>THIEBAUT Patricia, « La JAC en Haute-Saône », mémoire de maîtrise sous la direction de Gaston Bordet, Université de Besançon, 1991, p. 142.

<sup>100</sup>LACROIX Pierre, « La JAC.. », op cité, 1979, n° 8, p.292

<sup>101</sup>Sur Gallica neuf numéros de *Vive labeur* sont disponibles pour l'année 1904 et neuf numéros pour 1905.

<sup>102</sup>CARON Jeanne, *Le Sillon et la démocratie chrétienne*, Paris, Éditions Plon, 1967.

<sup>103</sup>Jules Mondré est le pseudonyme de l'abbé Paul Rémond, Jurassien et futur archevêque de Nice.

<sup>104</sup>PETIT Vincent, « Le congrès de la jeunesse catholique de Besançon de 1898 et ses suites : l'ACJF contre le Sillon ? », dans MAYEUR Jean-Marie (dir.), *Le Sillon de Marc Sangnier et la démocratie sociale ; actes du colloque des 18 et 19 mars 2004*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2007, pp. 95-121, pp. 104-105.

déprimante », et ne développeraient pas de réflexion sur les moyens de changer structurellement la société<sup>105</sup>.

Le Sillon vise à se démarquer du patronage paternaliste chrétien en faisant collaborer le peuple à son salut et, à l'image d'Henri Forêt au congrès d'Arbois, dénonce « l'oppression du faible par le fort, l'écrasement du petit commerce et de la petite industrie, la décadence de la petite propriété<sup>106</sup> ». L'ACJF, plus distante dans son rapport à la démocratie, se situe dans la droite ligne du catholicisme social et dans l'héritage des patronages d'ancien type, car même si elle se structure autour de cercles d'étude, ceux-ci restent néanmoins moins accessibles et plus élitistes que ceux formés par le Sillon. En effet, le mouvement semble plus populaire, du moins dans le Jura, comme le démontre son développement dans des villages modestes et les réunions sont ouvertes chaque semaine « à tous ceux qui désirent s'instruire »<sup>107</sup>, comme à Vadans qui forme un groupe interparoissial, alors que les conférences contradictoires peuvent prétendre attirer un public hétéroclite<sup>108</sup>.

Également, le Sillon semble avoir intégré et mûri l'idée même de l'Action catholique, de la participation de tous les chrétiens à l'œuvre apostolique et plus encore, l'idée d'une spiritualité de l'action, dont Maurice Blondel est le chantre<sup>109</sup> et qui sera très largement reprise par les mouvements d'ACS dans les années 1930. En témoigne une lettre d'Henri Forêt à Max Bruchon : « Il est donc bien vrai que les laïques ont compris que la religion n'était rien si elle ne devenait pas une force vivante s'emparant de toutes les actions même les plus humbles pour les orienter vers un idéal divin ; que la vie d'amour et d'abandon à Jésus ne devait pas être le monopole des prêtres et des religieux, mais le caractère distinctif de tout véritable enfant de l'Église<sup>110</sup> ».

C'est à la fois pour ses positions résolument démocrates, mais également parce que le mouvement revendique une certaine égalité entre prêtres et laïcs — rappelons que les sillonistes

---

<sup>105</sup>Denis Charbit qui considère le Sillon comme « une utopie sociale d'inspiration évangéliste » explique que « l'esprit de charité cède progressivement la place à la justice sociale tandis que la pitié pour le prochain défavorisé se transforme en reconnaissance de la dignité et de l'égalité d'un membre de la société à qui doit être faite toute la place » ; CHARBIT Denis, « Coutumes et pratiques conviviales du Sillon. La construction d'une sociabilité démocratique », dans MAYEUR Jean-Marie (dir.), *Le Sillon de Marc Sangnier...*, op cité, pp. 15-36, p. 34.

<sup>106</sup>Cité par PETIT Vincent « Les congrès... », op cité, p. 105.

<sup>107</sup>LACROIX Pierre, « La JAC.. », op cité, 1979, n° 10, p. 374.

<sup>108</sup>Citons par exemple la conférence contradictoire qui réunit Henri Ponard, militant socialiste, soutenu par la Loge et la Libre Pensée et Antonin Maréchal, en décembre 1904 à Lons-le-Saunier, *La Croix du Jura*, 11 décembre 1904.

<sup>109</sup>BLONDEL Maurice, *L'Action — Essai d'une critique de la vie et d'une science de la pratique*, Paris, Presses universitaires de France, 1893.

<sup>110</sup>Lettre du 31 mai 1906 ; cité par LACROIX Pierre, « la JAC... », op cité, p. 377.

s'appellent « camarades » et pratiquent le tutoiement <sup>111</sup>— que la majorité du clergé et de la hiérarchie peuvent paraître réticents face à son développement. Pierre Lacroix met en évidence les nombreuses critiques et oppositions, notamment celle du Conseil du Grand séminaire, même si jusqu'en 1907, le silence de l'évêque en la matière paraît éloquent et laisse supposer sinon son soutien, du moins sa complaisance. Pourtant, en octobre de cette année François-Alexandre Maillet rappelle qu'une réunion de Marc Sangnier n'a « rien à voir avec l'autorité ecclésiastique et que le Sillon n'est pas affilié à la Fédération diocésaine des Œuvres<sup>112</sup> ». C'est que l'enthousiasme jurassien est tel que l'évêque qui vient juste de structurer les Œuvres diocésaines en nommant un Bureau diocésain se voit contraint de se positionner sur la question. En effet, entre le congrès de Lons-le-Saunier de janvier 1904 qui marque le début de l'engouement jurassien pour le mouvement et la condamnation papale de 1910, des congrès et des conférences contradictoires sont régulièrement organisés et surtout un nombre assez important de cercles se développent dans les zones rurales.

C'est là la spécificité jurassienne qui avait déjà été soulignée par Jeanne Caron, les quatre cinquièmes des membres du Sillon seraient des ruraux<sup>113</sup>. En effet, si en 1904 on compte une douzaine de cercles revendiqués<sup>114</sup>, Pierre Lacroix qui procède à une énumération de groupes, de congrès et de divers rassemblements pendant la décennie, repère une cinquantaine de communes dynamiques en la matière, qu'elles disposent d'un cercle officiellement constitué voire d'un local et d'un animateur ou simplement d'un ou plusieurs individus actifs. Sur cette cinquantaine de communes, à l'exception des villes de Lons-le-Saunier et d'Arbois, nous en comptons seulement quatre qui peuvent être considérées comme de gros bourgs<sup>115</sup>, Saint-Amour, Bletterans, Orgelet et Arinthod et cinq comme des bourgs<sup>116</sup>, Prémanon, Perrigny, Montaigu, Voiteur et les Bouchoux. Les 42 autres communes citées sont de petits villages et certains, à l'image de Marnézia, Bréry ou Lavigny<sup>117</sup>, accueillent un local et un animateur, le mouvement tenant réunion deux fois par semaine.

Si Pierre Lacroix prend acte d'une certaine continuité entre les foyers mennaisiens et ceux du Sillon<sup>118</sup>, à l'exception notable du canton de Moissesey et du petit séminaire de Vaux-

---

<sup>111</sup>CHARBIT Denis, « Coutumes et pratiques conviviales... », op cité, p. 27.

<sup>112</sup>LACROIX Pierre, « La JAC... », op cité, p. 378.

<sup>113</sup> LACROIX Pierre, « La JAC.. », op cité, 1979, n° 10, p. 374.

<sup>114</sup>PETIT Vincent, « Le congrès de la Jeunesse catholique... », op cité, p. 103.

<sup>115</sup>Dont la population est supérieure à 1000 habitants.

<sup>116</sup>Dont la population se situe entre 500 et 100 habitants.

<sup>117</sup>En 1906 Lavigny compte 450 habitants, Bréry 317 et Marnézia 156.

<sup>118</sup> La correspondance est établie à partir de la cartographie de la diffusion du journal *L'Avenir* vers 1830 réalisée par Gaston Bordet et se signale notamment autour de Lons-le-Saunier, Voiteur, Seillières et Arbois dans le Revermont, Orgelet, Arinthod, Clairvaux dans la petite montagne et autour de Saint-Claude, les Bouchoux et

sur-Poligny, il ne semble pas que nous puissions en faire de même entre le Sillon et la JAC. En effet, bien qu'un quart de siècle sépare les deux mouvements — ce qui reste moins que les 70 années entre *l'Avenir* et le Sillon — rares sont les communes sillonistes qui voient émerger une section jaciste. En effet, pour les 53 repérées par Pierre Lacroix, elles sont six à former une section jaciste avant 1940<sup>119</sup>. Si pour la ville d'Arbois, la continuité entre le Sillon et la JAC interroge peu dès le moment où la ville, républicaine et radicale connaît une opposition catholique structurée, pour les cinq autres villages, il apparaît probable que la mémoire du Sillon ait pu jouer en la faveur de la reconstitution d'une sociabilité catholique jeune et innovante. Si nous reviendrons plus longuement sur Lavigny dans notre troisième partie, il faut signaler le village tout proche du Vernois qui s'enflamme pour le Sillon et pour la JAC à la suite de celui qui sera le second président fédéral, Henri Richard. Perrigny accueille également les deux mouvements tout comme Mirebel et Longchaumois. Ce dernier, bourg du second plateau, qui compte près de 1700 habitants au début du siècle et 1000 dans les années 1930, après avoir constitué un cercle silloniste avait également, dans les années 1920, peu avant la création de la JAC, motivé un groupe d'ACJF, ce qui semble démontrer la pérennité d'une culture de l'engagement catholique social.

Pour toutes ces communes, une étude plus approfondie, prenant en compte les contextes politique et religieux locaux, permettrait de voir si des continuités familiales existent dans les engagements et auraient pu jouer sur la reconstitution de ces sociabilités similaires. Il faut également noter qu'à l'inverse, les villages sillonistes ont pu être coupés dans leur élan d'engagement dans l'Action catholique par les réticences de l'Église et surtout par la condamnation papale de 1910. Celle-ci a pu agir comme un frein au développement de toute initiative de groupement catholique ultérieur. Ainsi Bréry et Marnézia qui comptent un local et un animateur du mouvement ne tentent à aucun moment de former un groupe de jeunesse catholique ou tout autre groupement d'Action catholique des années 1910 jusqu'aux années 1960. La question se pose même pour l'ensemble des cantons auxquels appartiennent ces communes, Seillières et Moirans-en-Montagne qui vibraient pour le Sillon<sup>120</sup> et ne

---

Foncine dans le Haut Jura. BORDET Gaston, *Catholiques libéraux francs-comtois 1818-1870*, dactylographié, p. 29, cité par LACROIX Pierre, « La JAC... », op cité, p. 379.

<sup>119</sup>Sur les 40 sections jacistes officiellement affiliées avant 1940. Nous ne prenons pas ici en compte la vingtaine de secteurs dès le moment où ceux-ci englobent une zone plus large, presque cantonale. Néanmoins une étude plus fine, par le biais de la cartographie, qui rendrait compte des secteurs et des sections jacistes ainsi que des cercles sillonistes pourrait être envisagée afin de mesurer plus précisément les continuités.

<sup>120</sup>Outre Bréry, le canton de Seillière compte également des groupes à Monay et Saint-Lothain et le maire de Seillières, André Monier, ainsi que le curé se revendiquent sympathisants du mouvement (*Vive labeur*, 15 janvier 1905). La petite région de Moirans-en-Montagne compte des groupes à Marnézia, Marzenay, Chambéria et à Etival.



développent aucune section jaciste. Mais dans l'ensemble et à l'échelle cantonale, nous pouvons souligner quelques continuités notables notamment pour le canton de Voiteur qui compte au moins cinq groupes<sup>121</sup> sillonistes et qui est le premier à compter de nombreuses sections jacistes<sup>122</sup> et à faire émerger des responsables fédéraux. Ceux d'Arbois, Orgelet et Arinthod, mennaisiens puis sillonistes voient également fleurir la JAC. Ajoutons néanmoins que la petite région doloise, hermétique au Sillon et fermement engagée dans l'ACJF, est la première à voir émerger des sections jacistes à Malanges et Thervay et qu'elle compte six des dix premières jurassiennes<sup>123</sup>.

De manière générale, autant pour le Sillon que l'ACJF et les groupes de Jeunes du Jura, se pose la question de la mémoire et du maintien d'une culture de l'engagement. Cette mémoire a pu être véhiculée au sein du groupe paroissial ou de la cellule familiale entre les militants du début du siècle et leurs petits-enfants des années 1930. En effet, les individus dont les parents ont fréquenté les cercles d'études du Sillon ou de l'ACJF ou qui ont été membres des Jeunes du Jura ne sont-ils pas plus disposés à laisser leurs enfants se rendre à des réunions et participer à un mouvement de jeunesse catholique ? Il faut cependant veiller à ne pas surestimer la mémoire et sa transmission familiale comme nous le montre la faible connaissance actuelle qu'ont les enfants de jacistes du passé militant de leurs parents<sup>124</sup>. Également cette transmission peut, par un effet inverse, provoquer des discontinuités et des ruptures à l'image du coup d'arrêt, qui a pu être perçu comme brutal, du Sillon. Ici mémoire de la condamnation et de la frustration peuvent avoir freiné tout effort ultérieur en direction de l'Action catholique. Il convient enfin de s'interroger sur le développement d'une culture de l'engagement. En effet, les divers congrès et rassemblements du début du siècle, qu'ils soient de jeunesse catholique ou du Sillon peuvent avoir durablement marqué la société jurassienne d'autant plus qu'ils avaient lieu le plus souvent sur la place publique, avec des défilés faisant office de démonstration de force de l'ardeur catholique et qu'ils réunissaient des centaines de participants. L'habitude du cercle d'étude où les membres lisent, discutent et échangent de manière plus ou moins égalitaire qu'il s'agisse

---

<sup>121</sup> Il s'agit de Nevy-sur-Seille, Voiteur, Montain, Le Vernois et Lavigny alors qu'un grand congrès silloniste se déroule à Grange-sur-Baume en 1904.

<sup>122</sup> Notamment Frontenay, Lavigny, Le Fied et Le Vernois.

<sup>123</sup> Outre Malanges et Thervay, il s'agit de La Loye, Chissey, Mont-sous-Vaudrey et Vaudrey.

<sup>124</sup> Comme nous le démontrent les entretiens et les contacts pris avec les enfants des militants des années 1940-1950 dans la suite de notre travail. Citons néanmoins une exception notable, celle de la famille Tribut de Chapiro dont trois membres de la fratrie sont engagés à la JAC, comme président fédéral, comme aumônier et comme permanente nationale et qui se souvient de la participation paternelle au mouvement silloniste. Voir notre notice biographique dans DUCERF Laurent, PETIT Vincent, TRAMAUX Manuel, *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine, volume Franche-Comté*, Paris, Éditions Beauchesne, 2016.

d'une direction hiérarchique autour d'un prêtre ou d'un directeur pour ceux des Jeunes du Jura et de l'ACJF ou de la camaraderie démocratique silloniste, constitue également une pratique qui se maintient après-guerre. L'idée d'Action catholique même, celle de l'investissement des laïcs dans l'Église voire de l'action autonome des chrétiens dans la société, est largement prégnante dans le Jura du début du siècle.

Pour Pierre Lacroix ces usages et ces idées, notamment ceux du Sillon, auraient tout particulièrement marqué les prêtres. C'est en premier lieu Just Pouillard, nommé directeur des Œuvres en 1913, principal artisan des mouvements d'ACS jurassiens qui aurait été orienté vers l'Action catholique par le Sillon. Celui-ci découvre le mouvement alors qu'il est vicaire à Arbois, entre 1902 et 1908. À cette date, âgé de 30 ans et tout juste nommé curé de Molain, il écrit à Victor Carlhian<sup>125</sup> :

*« Je ne trouve pas ici des cœurs à l'unisson du mien comme j'en ai trouvé à Arbois, et même à Bonnefontaine. Mes confrères méconnaissent le Sillon, pour ne rien dire de plus. Leurs idées, leurs méthodes d'apostolat sont, sur certains points, radicalement opposées aux miennes. L'un attend le salut de bonnes élections, et leur préparation passe avant toute chose, au moins pratiquement, avant même la formation chrétienne de ses ouailles... Ma paroisse étant trop petite, j'aurai intérêt à un bulletin interparoissial, mais inutile d'y songer, car mes articles ne seraient point acceptés<sup>126</sup> ».*

Il signale « attendre beaucoup de l'élection de Marc Sangnier comme député » et déplore le manque de « vocations sillonistes<sup>127</sup> » chez ses jeunes marquant par là même qu'il tente d'éveiller son groupe à la cause qui l'anime. Nommé curé de Montrond deux ans plus tard, son passé de fervent silloniste<sup>128</sup> n'empêche pas l'évêque Maillet de le nommer sous-directeur des Œuvres à la veille de la guerre<sup>129</sup>. Si le Sillon a pu stimuler l'apostolat de Just Pouillard et d'autres prêtres, il est beaucoup moins certain que ce soit le cas pour ceux liés à la JAC/F. En effet, la majorité de ces derniers qu'ils soient simples sympathisants ou aumôniers de secteur sont nés au début du siècle et n'ont donc pas connu l'effervescence du mouvement condamné

---

<sup>125</sup>Henri Bruchon, animateur du Sillon jurassien envoie en janvier 1910 au lyonnais Victor Carlhian des lettres d'une vingtaine de jurassiens qu'il juge intéressantes. Ce dernier a donné ce dossier à Jeanne Caron afin qu'elle l'utilise pour sa thèse consacrée au Sillon qui l'a ensuite confié à Pierre Lacroix ; LACROIX Pierre, « la JAC... », op cité, p. 375.

<sup>126</sup>Lettre de Just Pouillard à Henri Bruchon, 27 octobre 1908, citée par LACROIX Pierre, « La JAC.. », op cité, p. 377.

<sup>127</sup> Lettre de Just Pouillard à Henri Bruchon, 3 décembre 1908, citée par LACROIX Pierre, « La JAC.. », op cité, p.

<sup>128</sup>Son engagement dans le Sillon est signalé dans sa nécrologie signée « J-B D » (Jean-Baptiste Dalloz?)  
SRDSC, n° 2, 1942.

<sup>129</sup>SRDSC, 1913, p. 337.

en 1910. Une quinzaine d'entre eux, sur les 123 que compte notre base de données, sont nés avant 1888<sup>130</sup> et seraient susceptibles d'avoir été influencés par le mouvement. Mais comme le signale Pierre Lacroix qui cherche à identifier les prêtres sympathisants, « après la condamnation ils ont dû faire silence sur leur attachement et leurs notices nécrologiques n'en soufflent mot<sup>131</sup> ». Parmi les huit qui deviennent aumôniers du mouvement jaciste, outre Just Pouillard, signalons Auguste Cretin et Paul Bonnefoy tous deux nés à Bois-D'Amont, bourg de 1300 habitants qui compte un groupe actif du Sillon qui a pu marquer ou initier leur vocation<sup>132</sup>. Également, Henri Paris né en 1887 a grandi à Marnézia, petite commune de 150 habitants qui possède un local et un animateur du mouvement. Si certains aumôniers jacistes ont pu avoir été influencés dans leur enfance par un curé ayant conservé les méthodes d'apostolat du Sillon, il est plus probable qu'ils aient été marqués par les diverses manifestations et congrès des Jeunes du Jura, voire qu'ils aient fait partie d'un de ces groupements. Pierre Lacroix insiste sur « la flamme intérieure<sup>133</sup> » qui aurait animé un bon nombre de jeunes séminaristes et dont l'esprit se retrouverait au début des mouvements d'Action catholique. Il convient ici de s'interroger sur l'esprit qui animait les aumôniers jacistes des années 1930, dont la majorité ont été ordonnés après la Première Guerre : n'était-il pas plus celui de la FNC, de la lutte contre l'anticléricalisme que celui du Sillon ? D'autant plus qu'après un rapide survol du journal de la FNC, certains aumôniers jacistes semblent avoir assisté et encadré des rencontres de la fédération à la fin des années 1920<sup>134</sup>.

L'engagement des laïcs et plus spécifiquement des ruraux dans les mouvements peut contribuer à mettre en lumière l'émergence d'usages qui ont probablement laissé des traces dans la mémoire collective. La volonté de contribuer au changement social, par l'intermédiaire d'une action défensive qui cherche à renforcer et diffuser la pratique religieuse et à positionner le catholicisme comme force sociale pour les Jeunes du Jura ou à diffuser les principes de l'évangile, perçus comme charitables par l'ACJF, démocratiques et coopératifs par le Sillon, qui surgit à cette période, marque le développement d'une culture de l'engagement social dans le

---

<sup>130</sup>Six d'entre eux ont eu un contact ponctuel avec le mouvement, un a été abonné à la *JAF* et huit ont été repérés comme aumôniers jacistes ou encadrant une section (Marcel Guillemin, Séraphin Marillier, Marius Rochet, Just Pouillard, Henri Paris, Auguste Cretin, Paul Bonnefoy et Alfred Graby)

<sup>131</sup>LACROIX Pierre, « La JAC.. », op cité, p. 378.

<sup>132</sup>Auguste Cretin est ordonné en 1905 à l'âge de 25 ans et Paul Bonnefoy en 1901 également à 25 ans.

<sup>133</sup>LACROIX Pierre, « La JAC.. », op cité, p. 375.

<sup>134</sup>C'est notamment le cas de l'abbé Paul Lamy, alors vicaire à Dole qui est conférencier sur « l'Action catholique et l'œuvre de la FNC », lors d'une réunion de militants de la FNC à Dole le 21 janvier 1931 (*Le point de direction* n° 2, février 1931, « Une réunion de militants à Dole ») et qui devient sous directeur des Œuvres en 1936 et est nommé aumônier fédéral de la JAC/F de 1940 à 1949.

diocèse dont seront très probablement redevables les groupements catholiques d'après-guerre. Mais si toutes ces expériences du début du siècle ont pu éveiller les prêtres à de nouvelles méthodes d'apostolat et développer chez les laïcs la conscience d'une possibilité de devenir acteur de l'Église, la guerre marque une rupture importante et nécessite la reconstruction des Œuvres dans un contexte nouveau.

## **II Détourner les jeunes catholiques de l'action civique ? aux origines des premiers groupes de JC/JAC**

Une fois les tensions nationalistes apaisées suite à « la grande boucherie », l'heure est à la réorganisation des Œuvres afin de préparer les assauts de la République dont pourraient à nouveau être l'objet les catholiques et de mettre en pratique les consignes pontificales sur l'insertion et la diffusion du religieux dans le milieu temporel. Dans le diocèse jurassien, les comités de jeunesse se réorganisent sous la houlette du directeur des Œuvres dans un contexte de tensions pour se positionner face à la reconstitution de la gauche politique, mais également vis-à-vis de l'émergence d'une puissante organisation civique catholique, la Fédération nationale catholique. Il convient de s'interroger sur la spécificité du positionnement de la jeunesse autour de l'action spirituelle d'autant plus que les Ligues ne semblent obtenir que peu d'audience dans le département. La question de la filiation de la JAC, déjà évoquée à l'échelle nationale,<sup>135</sup> mais également à celle des départements du Cantal et de l'Aveyron<sup>136</sup> mérite cet éclairage local qui pourrait rendre compte de la diversité des enjeux de sa création. Entre conflits d'individus, conflits théoriques, traditions communautaires et potentiel collectif, il convient de s'interroger sur les différentes dynamiques qui ont peut contribuer à l'émergence ou à la requalification de groupes agricoles catholiques.

---

<sup>135</sup> CONQ Jean, GUILLOTEAU Charles-Henri, LEPRIEUR François, VILBOUX Bernard, *JAC/MRJC. Origines et mutations*, Paris, Editions de la Chronique sociale, 1996.

<sup>136</sup> FLAURAUD Vincent, « La JAC dans le Massif central méridional : (Aveyron, Cantal) : des années 1930 aux années 1960 », thèse d'histoire sous la direction de Gérard Chastagnaret, Université d'Aix-Marseille, 2003.

## 1) La voie du milieu ? À gauche le Cartel, à droite la FNC

### a. Une jeunesse en ordre de bataille contre les réminiscences de l'anticléricalisme

Alors que la Première Guerre mondiale porte préjudice aux cercles de jeunesse catholique paroissiaux, le chanoine Just Pouillard, toujours sous-directeur des Œuvres, décide de relancer un journal de la jeunesse catholique jurassienne en 1919 : *Nenni ma foi!*. Ce journal a pour vocation de refonder des groupes de jeunes en les laissant s'exprimer sur leurs actions et leur organisation. Pierre Lacroix reprend les propos de l'abbé Maurice Perrod<sup>137</sup> au sujet du choix du titre du journal : « Cette vieille devise, symbole de la riposte comtoise à l'envahisseur, nous la reprenons, pour la confier aux jeunes d'aujourd'hui. Sans doute, du moins il faut l'espérer, ils n'auront pas à soutenir des combats pareils à ceux de leurs aînés... mais ils se souviendront qu'il y a d'autres champs de bataille où il faut aussi du courage, de l'endurance et de l'obstination ». Ce « champ de bataille » dans lequel doivent s'investir les jeunes Jurassiens est celui du programme de restauration chrétienne, réactualisé par Pie XI dès son arrivée au pouvoir, deux ans plus tard<sup>138</sup>.

Alors que *Nenni ma foi!* tire à 2000 exemplaires en 1920, le directeur des Œuvres décide de mettre en place des comités cantonaux avant de créer « l'Union cantonale de la jeunesse catholique » à l'hiver afin d'éviter une démotivation des groupes de jeunes, les fédérer et leur donner une assise directe de relais avec la direction des Œuvres. Dès l'automne 1921, ils sont près de 21 Comités cantonaux s'étendant sur 24 des 32 cantons que compte le département<sup>139</sup>. Parallèlement, on tente de faire adhérer ces groupes à l'ACJF<sup>140</sup>, ce qui est un relatif échec puisque les affiliés ne seront que 82 en 1927.

Les règlements des groupes confirment leur orientation défensive à l'image de celui du cercle catholique de Nanc-les-Saint-Amour, fondé en 1920, qui « a pour but de conserver chrétien tous ses membres en les aidant à maintenir leur foi et à pratiquer leurs devoirs de catholiques ». L'objectif apostolique du mouvement est donc incontestable même si le règlement fait aussi état de la constitution d'une « bibliothèque pouvant donner quelques renseignements juridiques ou agricoles<sup>141</sup> ». L'objectif est de « grouper les jeunes Catholiques

---

<sup>137</sup>Cité par *Nenni ma foi!*, mars 1919.

<sup>138</sup>« *Ubi Arcano dei Consilio* », 23 décembre 1922.

<sup>139</sup>*Nenni ma foi !* décembre 1921.

<sup>140</sup>Des vœux sont régulièrement émis dans ce sens par *Nenni ma foi!*, septembre 1919 et décembre 1921.

<sup>141</sup>« Règlement du cercle catholique de Nanc-les-Saint-Amour », 1920 ; archives privées de Maurice Bressoux.

pour en faire : 1. des Chrétiens solides 2. des hommes capables d'exercer une influence autour d'eux<sup>142</sup> ». Il est bien précisé que « la JC n'est pas seulement une œuvre de *préservation* mais une œuvre de *formation* » et régulièrement rappelé l'importance de la piété et des cercles d'études. Cette volonté de renforcement de la spiritualité est en partie liée à un sentiment de dégradation de la formation et de la pratique religieuse. Henri Pasteur en revenant sur les causes du développement du travail dominical se demande ainsi « quelles sont les causes de cette décadence ? » et estime qu'« il faut mettre au premier rang l'influence de la guerre. Pendant 5 ans, des paroisses sont restées sans prêtres, sans Offices réguliers<sup>143</sup> ».

Dans un contexte où la mémoire de la Première Guerre mondiale est encore très prégnante, les métaphores militaires restent de mise pour motiver les troupes. Ainsi, le directeur des Œuvres n'hésite pas à signaler que « les jeunes forment les régiments d'assaut, prêts à toutes les corvées, à tous les sacrifices<sup>144</sup> ». Le président de la Jeunesse catholique jurassienne, le commandant Henri Pasteur, décoré pendant la guerre, qui rédige souvent les éditos de *Nenni ma foi !* est tout particulièrement friand de ce type de métaphore. Ainsi, en février 1922 nous pouvons lire sous sa plume : « De même que chaque régiment a son peloton d'élèves-gradés, de même chaque groupe doit avoir son noyau d'élite. C'est la méthode qu'emploient les bolchevistes dans les syndicats de la CGT, d'après la formule fameuse du "noyautage". Ce que d'autres font pour le mal, nous pouvons le faire pour le bien<sup>145</sup> ». Dans ce contexte d'après-guerre qui voit l'affirmation des syndicats ouvriers avec le renforcement de la CGT, la création de la CGTU et celle de la CFTC, mais également celle des partis de gauche avec la scission du congrès de Tours qui fait émerger la SFIC partisane de la révolution bolchevique, les catholiques restent vigilants même s'ils ne paraissent pas encore inquiets outre mesure. Le débat autour de la mise en place de la journée de 8 heures, votée en avril 1919, se retrouve entre les pages de *Nenni ma foi !* où Just Pouillard laisse s'exprimer les différents arguments avant d'estimer que, même si elle a été portée par la CGT, la loi reste bénéfique pour les travailleurs et s'inscrit dans les valeurs du catholicisme social. Également ce dernier estime que le développement du syndicalisme reste positif afin de tempérer « le régime individualiste créé par la Révolution », dans la droite ligne de la conception organique de l'Église. La CFTC est ainsi vivement et régulièrement soutenue comme rempart contre la CGT et la CGTU dans les pages du journal<sup>146</sup>.

---

<sup>142</sup>*Nenni ma foi !* décembre 1921.

<sup>143</sup>*Nenni ma foi !* juillet 1922

<sup>144</sup>*Nenni ma foi !* octobre 1922.

<sup>145</sup>*Nenni ma foi !* février 1922

<sup>146</sup>Notamment dans *Nenni ma foi !*, septembre, novembre, décembre 1922.

L'objectif après-guerre est donc de regrouper les forces catholiques vives et de remoraliser la société en l'incitant à reprendre les « bonnes » pratiques religieuses tout en surveillant de plus ou moins loin l'évolution du monde politique et syndical. À partir de 1922, le journal semble durcir le ton en lançant une grande enquête sur « le relèvement de la France au point de vue religieux, économique et social<sup>147</sup> » alors que le bloc des radicaux se reconstitue autour d'Édouard Herriot et que les élections cantonales jurassiennes de 1922 sont remportées par la gauche. Le rapport de Just Pouillard au congrès diocésain du 6 novembre rend bien compte de la tension créée par cette victoire électorale : « Y'a t-il donc encore à nous défendre après la guerre ? Reconnaissons loyalement qu'il y a quelque chose de changé. Mais le vieil esprit anticlérical n'est pas mort ; il peut revenir au pouvoir et rouvrir la série des persécutions et des vexations. Il sera trop tard alors de faire de l'UD comme il est trop tard de préparer une armée alors que la guerre est déclarée. Force de défendre contre les mauvais Français qui voudraient faire revivre le régime abject, l'UD peut défendre nos amis, condamnés à faire de la politique, contre leurs propres faiblesses. Il y a paraît-il pour eux, une très dangereuse tentation, celle de glisser, et quelques fois de verser à gauche<sup>148</sup> ». Just Pouillard fait-il référence aux syndicalistes de la CFTC ? Dans tous les cas, la distinction paraît claire pour lui entre le catholicisme social auquel il se rattache et la gauche qui reste assimilée au « régime abject » des radicaux anticléricaux du début du siècle, et ce, malgré son ardent engagement au sein du Sillon.

D'autres articles courant 1923 rendent bien compte de ce que le combat des catholiques doit reprendre de manière plus offensive notamment autour de l'enjeu de la reprise des relations diplomatiques entre la France et le Saint-Siège et la question de la répartition du budget national de l'instruction publique au profit des écoles dites « libres »<sup>149</sup>. En début d'année, Étienne Colomb signe un article réactivant les anciennes peurs catholiques : « depuis quelques mois nous assistons en France à un réveil de l'anticléricalisme. Francs-maçons, sectaires, libres penseurs de toute nuance politique avaient semblé, depuis le début de la guerre, atténuer leurs attaques. On pouvait même croire que la grande tourmente les avait guéries de leur phobie

---

<sup>147</sup>L'enquête est lancée en décembre 1921 par *Nenni ma foi !* et sert de plan de travail pour les groupes de jeunes catholiques qui se reconstituent.

<sup>148</sup>Rapport de l'abbé Just Pouillard au congrès diocésain du 6 novembre 1922 publié dans *Nenni ma foi !* décembre 1922.

<sup>149</sup> En février 1923 est publié en une du journal la pétition concernant « la représentation proportionnelle scolaire » qui vise à une meilleure répartition des fonds du budget national de l'instruction publique notamment au bénéfice des écoles dites « libres » ainsi qu'un article « Pour la justice scolaire ». *Nenni ma foi* continue ensuite de publier des articles pour rendre compte de l'avancée des signatures de cette pétition soutenue par l'évêque du diocèse.

anticléricale. Il n'en est rien. La lutte semble vouloir reprendre<sup>150</sup> ». L'imminence des législatives de 1924 qui fait craindre le retour des radicaux au pouvoir incite également le journal de la Jeunesse catholique à publier, en novembre 1923 un article intitulé « une page d'histoire religieuse » qui revient sur la résistance jurassienne aux inventaires de 1906 en encourageant la lecture d'un ouvrage sur la question<sup>151</sup> et qui rappelle la filiation anticléricale des radicaux avec les révolutionnaires : « les sectaires de 1905-1906 espéraient-ils atteindre le même but que leurs fameux "pères de 93" ? On est en droit de le supposer. Mais ils devaient trouver à qui parler. (...) Le Jura catholique fut l'un des premiers parmi les départements français, à organiser la résistance à l'oppression<sup>152</sup> ».

Les élections sénatoriales de janvier 1924, remportées par la gauche dans le département, sont prétexte à un appel à la propagande en direction de la jeunesse qui pourrait changer la donne<sup>153</sup> pendant que se multiplient les articles contre les théories communistes, socialistes et radicales<sup>154</sup>. Alors qu'en 1919, trois députés conservateurs et un radical avaient été élus<sup>155</sup>, les trois sièges à pourvoir dans le département aux législatives de mai reviennent aux candidats cartellistes, deux radicaux-socialistes<sup>156</sup> et un socialiste<sup>157</sup>. En juin et juillet 1924, ces résultats donnent lieu à deux éditos de tonalité dramatique. Un appel est réalisé pour « étendre la propagande, multiplier les congrès et ouvrir plus largement les réunions paroissiales<sup>158</sup> ». On rappelle également, dans ces « jours sombres » la nécessité de la cohésion et de l'union des catholiques contre radicaux et socialistes. Henri Pasteur estime alors : « Voici que les pires ennemis de la religion ont repris le gouvernail de la France. (...) Devant l'orage qui se prépare, nous catholiques, nous avons une tâche à remplir. Se lamenter ne sert à rien, il faut agir<sup>159</sup> ».

---

<sup>150</sup> *Nenni ma foi !* janvier 1923.

<sup>151</sup> Il s'agit de l'ouvrage publié en 1906 de l'abbé Paul Bousset et d'Amédée Clerc : *Les inventaires dans le Jura ; Livre d'or de la défense des libertés religieuses*.

<sup>152</sup> *Nenni ma foi !* novembre 1923.

<sup>153</sup> « Les élections sénatoriales qui ont eu lieu dernièrement dans le Jura, montrent bien, nous semble-t-il, l'utilité de notre effort. (...) Le résultat obtenu n'a pas été ce que quelques-uns espéraient. Mais si l'on compare ce résultat à celui de 1920, on se rend compte qu'il est sensiblement le même, avec une légère, mais tout de même encourageante progression en notre faveur. Le fait brutal est là : nos adversaires ont environ 100 électeurs sénatoriaux de plus que nous. Pour changer cette proportion, une propagande si bien menée qu'on la suppose sur des hommes qui ont leur siège fait ne suffit pas, il faut commencer par la base, par les Œuvres de jeunesse et donner à ces Œuvres toute leur valeur éducative ». *Nenni ma foi !* février 1924.

<sup>154</sup> *Nenni ma foi !* Avril 1924 ; « Pourquoi je suis et pourquoi je ne suis pas communiste ? », *Nenni ma foi !* juin 1922.

<sup>155</sup> Le député radical élu en 1919 et sans discontinuité depuis 1898, Charles Dumont devient par ailleurs sénateur en 1924.

<sup>156</sup> Il s'agit d'Henri Petitjean et d'Aimé Berthod.

<sup>157</sup> Pierre-Henri Ponnard.

<sup>158</sup> *Nenni ma foi !*, juin 1924.

<sup>159</sup> *Nenni ma foi !* juillet 1924.



Si dans l'immédiat Après-guerre, l'enjeu est de regrouper les forces catholiques et de contribuer à remettre en place les bonnes pratiques religieuses et morales, à partir de 1922, la lutte contre le retour de l'anticléricalisme devient le champ de bataille à investir et permet aux catholiques de donner plus de sens et d'épaisseur à leur mobilisation. C'est notamment pour cette raison que l'Union diocésaine (UD) dont les statuts ont été adoptés en avril 1921<sup>160</sup> devient un an plus tard, non plus seulement un groupement de la Jeunesse catholique, mais une union plus générale regroupant également une section des Avant-gardes — avant 15 ans —, et une section des pères de famille — pour tous les hommes, mariés au non, à partir de 35 ans —.

Dès janvier 1923, l'UD compte près de 2500 adhérents<sup>161</sup> principalement des membres de la Fédération départementale des associations de Père de famille du Jura et de l'UD de Jeunesse catholique puisque seul un groupe d'Avant-garde (AG) s'est développé à Arbois<sup>162</sup>. Deux ans plus tard, les statuts sont revus et publiés en une de *Nenni ma foi !* sous la forme d'une ordonnance épiscopale pour signifier qu'afin d'organiser, d'unir et de grouper tous les catholiques du diocèse autour de l'évêque, l'UD est à considérer comme une « union d'individus et fédération d'Œuvres », celle de Pères de famille, de la Jeunesse catholique, des Avant-garde, mais également des femmes de la LPDF<sup>163</sup>. Au moment même où se structure cette fédération des Œuvres diocésaines jurassiennes, est créée à l'échelle nationale la Fédération nationale catholique (FNC) sous la houlette du général Édouard de Curières de Castelnau. D'après Corinne Bonnafoux-Verrax, historienne qui travaille sur l'association à l'échelle nationale<sup>164</sup>, la FNC constitue depuis sa création la fédération des Œuvres, spécialisées ou non, de ce que l'Église nomme « les hommes » ; « des hommes [qui] doivent être âgés de plus de vingt ans<sup>165</sup> ». Quant à l'ACJF elle fédère tous les mouvements spécialisés touchant ce que l'Église nomme « les jeunes gens ». Ainsi, l'auteure estime que « La FNC comme l'ACJF sont des branches de l'Action Catholique française, les membres d'une même famille<sup>166</sup> » et qu'elles ne connaissent pas de concurrence directe, mais apparaissent complémentaires par les publics qu'elles rassemblent. Si les *Ordos* des diocèses confirment cette complémentarité<sup>167</sup>, il convient néanmoins de comprendre, au-delà du caractère lisse que laisse paraître cette source interne et

---

<sup>160</sup> Les statuts de l'UD sont adoptés lors du Conseil diocésain du 3 avril 1921, *Nenni ma foi !* Janvier 1922.

<sup>161</sup> *Nenni ma foi !* janvier 1923.

<sup>162</sup> *Nenni ma foi !* juillet 1923.

<sup>163</sup> *Nenni ma foi !* janvier 1925.

<sup>164</sup> BONNAFOUX-VERRAX Corinne, *A la droite de Dieu: la Fédération nationale catholique (1924-1944)*, Paris, Éditions Fayard, 2004.

<sup>165</sup> p. 51

<sup>166</sup> p. 350

<sup>167</sup> Intervention de Briec Guinard lors de la séance du GRACS du 15 février 2012 autour de l'ouvrage de Corinne Bonnafoux-Verrax au sujet des *Ordos* des diocèses de Dol et de Rennes.

institutionnelle ou l'analyse à l'échelle nationale, selon quelles modalités se sont mises en place distinction et séparation, notamment en termes d'âge, entre ACJF et FNC au niveau local.

b. Assimilation, tensions et séparation entre  
Fédération nationale catholique jurassienne et  
Union diocésaine.

Mouvement du catholicisme intransigeant qui se développe également en réaction à la déchristianisation de la France et à la politique de laïcisation du cartel des gauches, la FNC, bien qu'originellement constituée d'hommes adultes, étend rapidement ses ambitions afin d'englober tous les membres de l'Action catholique. L'UD jurassienne en train de se structurer est donc confrontée à l'émergence fulgurante de cette association qui s'appuie dans le diocèse sur le comte Bernard de Froissard<sup>168</sup>, issu d'une famille aristocratique traditionnellement engagée dans l'encadrement des populations rurales et catholiques<sup>169</sup>. L'étude de l'évolution des rapports entre les deux organisations ouvre des pistes de réflexion pour comprendre les conflits et adaptations internes à la sphère catholique voire élucider les raisons de la spécialisation, somme toute précoce, de la jeunesse catholique diocésaine. Ces rapports, s'ils paraissent *a priori* se formaliser autour des deux figures principales constituées par le directeur des Œuvres Just Pouillard et le président de la FNC qui devient président de l'UD, Bernard de Froissard, n'en soulèvent pas moins la question de l'enjeu d'une distinction entre action politique, action civique et action religieuse chez les catholiques des années 1920. Pour cela, il convient de revenir plus précisément sur la manière dont la FNC s'est imposée au sein de l'UD, quel public elle prétendait atteindre et quelle forme de légitimité elle a tenté d'imposer.

Si la forme d'action apostolique paraît distincte entre les deux organisations, il convient également de mesurer les écarts entre prétentions et réalité dans la mise en œuvre pratique de l'organisation, de la structuration et de l'union des catholiques jurassiens. L'objectif serait donc de savoir, comment se joue, sur le terrain, cette distinction dans un diocèse dont l'exemple n'est certes peut être pas extrapolable, mais qui, à l'image d'une vingtaine d'autres, possédait déjà sa propre Union diocésaine au moment de la création de la FNC.

Comme nous l'avons signalé, le diocèse de Saint-Claude réactualise le modèle d'Avant-

---

<sup>168</sup>(1884-1962). Notice biographique de Claude-Isabelle BRELOT dans DUCERF Laurent, PETIT Vincent, TRAMAUX Manuel, *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine, volume Franche-Comté*, Paris, Éditions Beauchesne, 2016.

<sup>169</sup>Nous reviendrons plus longuement sur cette famille dans notre deuxième chapitre.

guerre de l'Union diocésaine en réunissant un Conseil diocésain de jeunesse catholique dès le milieu de l'année 1921 autour du directeur des Œuvres qui se fait nommer Union diocésaine en 1922 au moment où il décide de reconstituer et d'intégrer les associations cantonales de pères de famille et les Avant-gardes. Fin 1924 donc, l'UD du Jura est ancrée dans le diocèse avec une majorité de ses 10 000 adhérents qui sont des jeunes gens et celle-ci adhère en avril 1925 à la FNC. Le président diocésain de la FNC, le comte Bernard de Froissard, fort d'un ancrage parisien qui lui permet très certainement de fréquenter Édouard de Curières de Castelnau, rentré dans le Jura pour organiser la Fédération semble alors, selon Just Pouillard, s'autoproclamer président de l'UD en 1925<sup>170</sup>.

La correspondance entre le directeur des Œuvres et le nouvel évêque, Rambert-Irénée Faure qui arrive dans le diocèse en mai 1926, suite au décès de François-Alexandre Maillet en novembre 1925, rend compte de cette tension entre les Œuvres diocésaines et la FNC. En effet, à l'occasion de cette nomination, Just Pouillard en profite pour faire le récapitulatif de la situation au nouvel évêque et lui faire part des accords de principe qui auraient été passés avec son prédécesseur<sup>171</sup>. Il signale ainsi : « *c'est aux retraites ecclésiastiques de 1925 que Mgr MAILLET, en ma présence, avait demandé à M de F son concours pour l'UD (il ne l'a jamais nommé président de l'UD ; c'est lui qui a pris ce titre de lui-même après cette première entrevue). En demandant ce concours, Mgr MAILLET posait deux conditions : rien ne serait changé à l'UD qui comptait alors près de 10 000 adhérents cotisants, et rien ne serait fait que d'accord avec le Directeur des Œuvres* ».

Il estime que le comte de Froissard profite de l'absence d'évêque dans le diocèse pour prendre des décisions de manière unilatérale et liste ainsi ses reproches :

*« Sans même me consulter le secrétariat de l'UD m'a été enlevé pour être transféré à Dole, les cotisations ont été relevées ce qui a causé et causera de plus en plus un préjudice matériel et moral très grave à notre organe diocésain Nenni ma foi !. Les réunions cantonales ont été organisées en dehors de moi, je n'y ai été invité qu'une fois à Dole, en l'absence de curé ; Nos associations de Pères de famille existant dans tous les cantons ont été laissées absolument de côté ; table rase a été faite de tout le passé ; M de F parle et agit comme si l'UD n'existait que depuis qu'il s'en occupe ; notre UD ancienne qui alliait l'action religieuse à l'action civique a été coupée en deux tronçons, qui ont d'ailleurs tendance à se rejoindre par l'empiètement de*

---

<sup>170</sup>Lettre du chanoine Pouillard à l'évêque, 12 février 1927.

<sup>171</sup>Les premières lettres de Just Pouillard à l'évêque, pendant l'année 1926 concernent plus l'organisation des pèlerinages, des retraites et de la Ligue patriotique des femmes françaises (LPDF) dont la réorganisation pose question. Le directeur des Œuvres semble attendre début 1927 et peut-être de mieux connaître l'évêque pour lui faire part des problèmes concernant l'Union diocésaine et la FNC.

*l'action civique sur l'action religieuse, comme je vous le montrerai ; je n'ai été invité qu'une fois et très vaguement aux Assemblées générales de la FNC à Paris, je n'en ai pas même été prévenu. La dernière eut lieu deux jours après le Conseil fédéral auquel vous savez que j'ai assisté. Il m'eut donc été facile d'y prendre part, comme l'abbé Dubourg, venu aussi pour le conseil fédéral. Celui-ci m'a exprimé sa profonde surprise et m'a dit textuellement : "Et votre évêque supporte cela !" ».*

Faisant ici appel aux propos de son éminent confrère, le directeur des Œuvres de l'archidiocèse de Besançon, le chanoine Maurice-Louis Dubourg, Just Pouillard utilise cette autorité tierce pour faire valoir que l'évêque ne devrait pas tolérer une telle attitude de la part du directeur de l'UD qui plus est, laïc. Il va plus loin dans la suite de son courrier en signalant que « des curés malins l'appellent "le cardinal de F". Encore un peu et il se substituera à l'Évêque comme il se substitue au directeur des Œuvres ! » signalant par là même que le comte de Froissard outrepassa l'autorité de l'Église catholique. Il termine en revenant sur un conflit plus pragmatique ayant trait à la répartition financière : « enfin, il devait revenir aux Œuvres diocésaines le tiers des cotisations de l'UD. Or je crois n'avoir guère reçu que le huitième, soit 5000 francs et M de F aurait dépensé pour sa part, dit-il, 45 000 fcs ! ». Estimant qu'il serait inconvenant de faire étalage publiquement de ce conflit, il assure s'être jusqu'à présent soumis<sup>172</sup> bien qu'il lui fût dur « d'être mis dehors avec ce sans-gêne d'une organisation, à laquelle j'avais tant travaillé, mais je ne tâchais de ne voir que le bien en m'oubliant moi-même ». S'il se défend d'être en conflit personnel avec le président de l'UD et qu'il semble lui reprocher son despotisme pour des raisons organisationnelles et spirituelles, Just Pouillard se répand néanmoins sur le caractère du comte de Froissard en jugeant que la création d'un comité de coordination proposée par l'évêque « à moins d'abdications nouvelles » de sa part ne pourra que « faire éclater le conflit, M de F étant personnel et autoritaire sous une apparence de bonhomie et n'acceptant pas facilement qu'on ne soit pas de son avis ».

Un autre point d'achoppement, révélé dans le cours de l'année 1927, concerne l'association des jeunes et des adultes dans des réunions communes. C'est le cas depuis 1922, mais depuis que Bernard de Froissard est devenu président de l'UD, il semble quelque peu en évincer le directeur des Œuvres<sup>173</sup>. Celui-ci décide, en accord avec l'évêque, pour l'hiver 1927

---

<sup>172</sup>« Malgré tout pour ne pas étaler le spectacle d'un conflit, que je sentais proche de la moindre opposition, je me suis tu jusqu'ici ; j'ai cédé, cédé, trop peut-être. Mais comment faire autrement, nous n'avions pas d'évêque. Dans nos réunions de JC, dans nos organes, j'ai continué malgré tout à recommander la FNC, l'UD et son président ». Lettre de Just Pouillard à l'évêque Faure, 12 février 1926 ; ADDSC, dossier 4K1.

<sup>173</sup>Profite-t-il de l'absence d'évêque dans le diocèse ? l'évêque Maillet décède en novembre 1925 et son successeur l'évêque Faure n'arrive qu'en mai 1926.

de relancer des réunions de jeunes indépendantes estimant que « à côté de l'action civique si nécessaire menée par la FNC, il y a la place pour les Œuvres de formation religieuse, morale, sociale, et pour l'apostolat des consciences. C'est surtout dans la jeunesse que cette formation doit se faire, d'où l'importance considérable des réunions de jeunesse<sup>174</sup> ». Dès lors les jeunes, avec la reprise de leurs congrès annuels propres, semblent s'être émancipés de la tutelle de la FNC même s'ils restent membres de l'UD et qu'ils continuent à verser leur cotisation. C'est sur ce point que semble débiter le conflit ouvert en 1928 alors que l'UD du Jura n'a toujours pas remis sa part d'argent pour 1927 à la Direction des Œuvres<sup>175</sup>. L'évêque décide alors d'intercéder auprès de Bernard de Froissard qui s'engage à verser une somme forfaitaire de 5000 francs par an aux Œuvres diocésaines. N'ayant toujours rien touché et la sauvegarde du journal *Nenni ma foi !* étant en jeu, Just Pouillard insiste de nouveau en 1928. Sa lettre à l'évêque s'accompagne de nombreux reproches à l'égard de la FNC et du comte de Froissard<sup>176</sup>. Cette fois c'est l'évêque qui, excédé, répond à son directeur des Œuvres en le blâmant sévèrement sur de nombreux points et en lui reprochant sa mauvaise foi, le 13 juillet 1928. Il lui signale notamment : « je serai plus que peiné de vous voir saisir l'opinion qui n'en a cure de vos récriminations sur la question des cotisations », avant de conclure : « cette lettre va vous paraître bien sévère cher Monsieur le directeur : je vous l'écris par loyauté et aussi pour vous mettre en garde contre vos doléances, vos défiances, vos plaintes qui, à force de se répéter, finiraient par être pénibles<sup>177</sup> ». Le 18 juillet, estimant que ses migraines régulières, sa mésentente avec Bernard de Froissard nuisent aux Œuvres diocésaines, le place dans « une situation intenable » et refusant d'entrer dans une polémique avec l'évêque à qui il réitère son obéissance, Just Pouillard demande que lui soit accordée sa démission. Il renouvelle sa requête par une lettre du 23 juillet, non sans emphase : « Je vous prie donc et au besoin je vous supplie de me décharger de mon trop lourd fardeau »<sup>178</sup>.

Il y a certainement eu des tractations et négociations entre Just Pouillard et l'évêque Faure, puisque le directeur des Œuvres reste en poste jusqu'à son décès en 1941. Celles-ci ayant certainement eu lieu de vive voix, il reste difficile de savoir comment elles se sont jouées et quel rôle a pu tenir Bernard de Froissard. Ce qui paraît certain c'est qu'à partir de cette date Just Pouillard se focalise sur l'ACS. Dès 1928, la JOC est largement évoquée dans le journal *Nenni*

---

<sup>174</sup>ADDSC, dossier 4K1, liasse de correspondance entre Just Pouillard et l'évêque Faure au sujet de la FNC et de la LPDF, 1926-1930 ; note pour les retraites ecclésiastiques 1927.

<sup>175</sup>Lettre de Just Pouillard à l'évêque Faure, 16 août 1928 ; ADDSC, dossier 4K1.

<sup>176</sup>Lettre de Just Pouillard à l'évêque Faure, 11 juillet 1928 ; ADDSC, dossier 4K1.

<sup>177</sup>Lettre de l'évêque Faure à Just Pouillard, 13 juillet 1928 ; ADDSC, dossier 4K1.

<sup>178</sup>Lettres de Just Pouillard à l'évêque Faure du 18 et du 23 juillet 1928 ; ADDSC, dossier 4K1.

*ma foi !* et au moment même où Bernard de Froissard lance la publication diocésaine de la FNC, en janvier 1929, *Le point de direction*, Just Pouillard fait venir l'abbé Georges Guérin à Dole, le 26 février 1929, pour créer la JOC. Deux mois plus tard, il évoque la JAC qui vient tout juste d'être créée dans les pages de *Nenni ma foi !* et n'a de cesse que d'orienter les cercles de jeunes vers ces deux mouvements d'ACS. Il faudra également noter, fait sur lequel nous reviendrons largement dans notre deuxième chapitre, que début 1925 le directeur des Œuvres commence à poser les bases d'une fédération diocésaine de la jeunesse féminine catholique. Tout comme pour les jeunes gens, il ambitionne de développer une structure qui puisse chapeauter les différentes Œuvres, les organiser et les rendre par là même plus efficaces dans leur apostolat et dans la formation spirituelle des jeunes filles. Ainsi, bien avant la création de l'ACF en 1931, le directeur des Œuvres de Saint-Claude, estimant que la FNC se cantonne exclusivement dans l'action civique délaissant du même coup la formation spirituelle et le souci d'évangélisation, tente de distinguer l'action apostolique et de créer des structures qui lui soient propres autour des mouvements de jeunesse.

Entre le fait que Just Pouillard reproche des visées autoritaires et totalisantes au comte Bernard de Froissard et n'admette pas de se faire évincer d'une structure qu'il a lui-même créée, l'UD, et la distinction entre action civique et apostolat, il reste délicat de démêler ce qui pose vraiment problème et aboutie à la tentative de démission du directeur des Œuvres et à l'indépendance voire la spécialisation des actions de la jeunesse jurassienne. De plus, le conflit de personnes qui oppose Just Pouillard à Bernard de Froissard peut se doubler d'un conflit de classe dès le moment où ce premier, fils de paysans du premier plateau jurassien énonce dans une lettre à l'évêque une assertion qui pourrait très bien révéler le fond de sa propre pensée : « Vous savez que nos Jurassiens n'aiment guère les particules<sup>179</sup> ». Dans tous les cas, les cotisations restent communes dans les années 1930 et l'UD ne semble désormais être qu'une structure de façade sans communauté de direction et d'action entre jeunes et adultes si l'on excepte l'unité affichée entre les différentes classes d'âge à l'occasion des grands congrès de 1930 et 1932.

Pour autant, si l'exemple jurassien semble faire figure d'exception à un modèle de séparation plus stricte entre adultes et jeunes dans d'autres diocèses, il peut également révéler que certains d'entre eux ont pu développer cet amalgame entre Union diocésaine et FNC, ce qui ferait ainsi relativiser les effectifs de cette dernière<sup>180</sup>. En 1925, *Nenni ma foi !* déclare que

---

<sup>179</sup>Au sujet des hommes à inviter à siéger au Conseil des Œuvres, après avoir cité M. du Haut et M. d'Aligny, il signale cette difficulté. Lettre de Just Pouillard à l'évêque Faure, 18 mars 1927, ADDSC, dossier 4K1.

<sup>180</sup>Si les effectifs de la LPDF ne semblent jamais avoir été comptabilisés dans le Jura bien que celle-ci fasse

l'Union diocésaine compte 7000 membres dont plus de la moitié semble provenir des cercles de jeunes. Dès lors, les 8000 adhérents jurassiens à la FNC déclarés en 1932 lors de la venue pour le congrès de l'UD du général Castelnau semblent également prendre en compte non seulement les « hommes », mais aussi les jeunes gens dont la plupart se sont organisés en section de JC, de JOC ou de JAC et se concentrent sur l'œuvre apostolique. Si le comte de Froissard est encore déclaré président de l'UD en 1934, la FNC ne prétend plus, au moins depuis 1928 se préoccuper des jeunes gens à l'exception des congrès où ils sont mobilisés dans des démonstrations d'unité et de force. Ainsi le congrès de 1926 présidé par le général Castelnau réunit 12 000 hommes, celui de 1928 présidé par le père Doncoeur<sup>181</sup> 18 000. Si ce dernier chiffre paraît exagéré à Pierre Lacroix<sup>182</sup>, les effectifs des congrès suivants chutent assez largement puisque celui de 1930 autour de l'abbé Bergey, curé député de la Gironde réunit 10 000 hommes et l'un des derniers en 1932, pourtant présidé par le général Castelnau et Philippe Henriot, député de la Gironde, en attire seulement 8000<sup>183</sup>. Le compte-rendu de l'Assemblée générale de l'UD de 1934 rédigé par le commissaire de police de Lons-le-Saunier pour la préfecture, rend bien compte à la fois d'une « assez sensible diminution des adhérents », environ 3000, et également de la permanence de l'engagement dans l'action civique de l'Union qui invite comme orateur le père dominicain Forestier, rédacteur en chef de la revue *Les jeunes*, proche du père Doncoeur avec qui il entreprit une campagne contre le Cartel des gauches 10 ans plus tôt<sup>184</sup>. Il ne semble pas que ce soient déroulés d'autres congrès de la FNC avant 1938, ceux de la Jeunesse catholique tenant le haut du pavé. Celui qui se tient en novembre 1938 à Lons-le-Saunier est présidé par le désormais marquis de Froissard, toujours déclaré « président de l'Union diocésaine »<sup>185</sup>.

Ayant toujours pour but de « restaurer dans le pays l'ordre social chrétien et de replacer Dieu dans la famille, à l'école et dans la société »<sup>186</sup>, la FNC se concentre principalement sur les conséquences induites par la loi sur les assurances sociales notamment en développant un

---

partie de l'Union diocésaine, c'est le cas pour ceux des jeunes gens qui, rappelons-le, versent directement leur cotisation à la FNC.

<sup>181</sup>Père dominicain qui lance en 1924 « son mouvement « Jeune France », laquelle se veut une "élite de jeunesse catholique, en vue de " renouveler la race, forte, belle, saine, transformer les âmes qui sont égarées, empoisonnées, languissantes" » puis la Ligue pour les droits des anciens combattants (DRAC) qui réunit également des nationalistes intransigeants ; COLON David, « Les jésuites et la Jeunesse catholique en France dans l'entre-deux-guerres », *Politique, culture, société*, N° 4, janvier-avril 2008, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

<sup>182</sup>LACROIX Pierre, « La JAC... », op cité, p. 288.

<sup>183</sup>Le point de direction, juillet 1932.

<sup>184</sup>ADJ, Mp70-2 ; rapport sur l'Assemblée générale de l'UD du commissaire de police de Lons-le-Saunier au préfet du Jura, 15 juillet 1934.

<sup>185</sup>ADJ, Mp 70/1.

<sup>186</sup>D'après l'allocution du comte de Froissard au congrès de 1930 ; *Le point de direction*, octobre 1930.

secrétariat populaire<sup>187</sup>, une caisse primaire d'assurance sociale du régime industriel « La familiale du Jura », qui organise à partir de mars 1934 une section agricole, sur l'organisation de la mutualité catholique et sur les questions de l'enseignement et de la famille autour de réunions et de conférences qui semblent par ailleurs accueillir un grand nombre de « dames »<sup>188</sup>.

---

<sup>187</sup>*Le point de direction*, octobre 1930.

<sup>188</sup>Elles sont notamment signalées lors de réunions de la FNC à La Chassagne en 1930, Saint-Amour en 1933, Moirans, Longchaumois, Bois d'Amont, Morez, les Bouchoux en 1934 ; *Le point de direction*, janvier 1931, janvier 1933, janvier 1934.





Photographie n°1 éditée sous forme de carte postale. Assemblée générale et congrès de l'Union catholique (UD) du diocèse de Saint-Claude, 3 juillet 1932 à Lons-le-Saunier<sup>189</sup>.

Nous pouvons remarquer que l'évêque du diocèse qui préside l'assemblée générale et le général de Castelnaud, président national de la FNC se tiennent au premier plan, position reflétant leur prééminence sur le vicaire général et le président diocésain de la FNC, légèrement en retrait derrière leurs hiérarchies respectives. Philippe Henriot, député de la Gironde également orateur pendant le congrès manque ici à l'appel.

### c. Un intérêt précaire pour les Ligues

Les préoccupations politiques du milieu des années 1920 voient également l'adhésion de jeunes jurassiens aux Ligues comme le signale Louis Michalet, directeur de l'Union diocésaine des Œuvres de jeunesse, en 1927 à l'évêque. Sa lettre s'inquiète de « l'accaparement de notre jeunesse par d'autres groupements » :

*« Un fait est certain, c'est que si on a eu l'occasion de constater de l'enthousiasme et de l'action*

---

<sup>189</sup> De gauche à droite : le chanoine Jean Cheylus vicaire général, l'évêque Rambert-Irénée Faure, le général Édouard de Castelnaud, le marquis Bernard de Froissard. ADDSC, dossier 4K2

*[chez les jeunes des cercles], ce fut dans un tout autre domaine [que l'Action-catholique] : dans les ligues et les groupements politiques (...). Cela est un fait et il ne servirait à rien de le dissimuler qu'il s'agisse de l'Action française (à qui revient la première place) ou des Ligues de Jeunesse Patriote ou de Faisceau, tous ces mouvements divers, mais d'allure et de but politiques, ont su avec un art persuasif, je ne dirai pas « exploiter », mais tout au moins tirer parti de l'activité et des généreux enthousiasmes des jeunes qui ont été de ce fait de plus en plus perdus pour la véritable action-catholique<sup>190</sup>».*

Avant-guerre, l'Action française jurassienne alors présidée par le comte de la Villerabel, originaire de Bretagne qui habite le château de Crissey vers la Bedugue est doublée d'un comité royaliste présidé par le marquis Albéric de Froissard, oncle de Bernard de Froissard, le président de la FNC et grand-père d'Hélène et Élisabeth de Villeneuve-Bargemont qui seront aux origines de la JACF. Un rapport du préfet du Jura au président du Conseil daté de 1910<sup>191</sup> signale la formation de groupes de Camelots du roi et établit, par arrondissement, la liste des personnalités en vue dans ces mouvements royalistes. Il est notamment signalé que les Camelots du roi sont relativement actifs dans l'arrondissement de Dole, que le groupe d'Action française de Lons-le-Saunier « végète péniblement », que le comité royaliste formé autour d'Albéric de Froissard à Poligny reste à l'état embryonnaire tout comme trois groupes de Camelots du roi dans l'arrondissement de Saint-Claude qui sont menés par quatre jeunes gens qui « font partie du cercle catholique ». Un autre rapport du préfet au ministre de l'Intérieur et des Cultes datant d'août 1910<sup>192</sup> signale que le groupe d'Action française de Lons-le-Saunier compte une dizaine de jeunes gens « dont plusieurs appartenaient au Sillon ».

*L'Almanach de l'Action française* de 1913 nous apporte beaucoup plus de détails que les rapports préfectoraux concernant l'implantation de ces groupes de jeunes royalistes en citant cinq villes et près de trente villages<sup>193</sup>. L'association qui se définit comme « ayant pour but de travailler au renversement de la République et à la Restauration de la Monarchie, représentée par Monseigneur le Duc d'Orléans et ses héritiers, en suivant les doctrines et les méthodes de l'Action française » reste considérée comme le bras armé de l'Action française mettant en scène la « violence verbale et physique des jeunes<sup>194</sup> ». Après-guerre, seules des sections d'Action

---

<sup>190</sup>Lettre de Louis Michalet à l'évêque, le 7 mars 1927. ADDSC, dossier 4K1.

<sup>191</sup> ADJ, 1M, Mp 497/6, rapport du préfet du Jura au président du Conseil, 7 décembre 1910.

<sup>192</sup> ADJ, 1M, Mp 497/6, rapport du préfet du Jura au Ministère de l'Intérieur et des Cultes, août 1910.

<sup>193</sup>Les groupes les plus importants de Camelots du roi : « Dôle, Saint-Claude, Poligny, Morez, et autour de ces villes, Jouhe, Biarne, Saint-Vivant, Saint-Aubin, Saint-Ylie, Tavaux, Molay, Buvilly, Tourmont, Miéry, Plasne, Chausseans, le Fied, Besain, Chamole, Champvaux, Pont-de-Poitte, Aumont, Barretaine, Granges-sur-Baume, les Rousses, Molinges, Patornay, Claivaux, Charrier, Cinquétal, Chaumont, Avignon, Saint-Lupicin, les Bouchoux, Saint-Georges, etc... », *Almanach de l'Action française*, 1913, Paris, p. 116.

<sup>194</sup> LEYMARIE Michel, PREVOTAT Jacques, (dir.) *L'Action française culture, société, politique*, Paris, Presses

française semblent persister dans les villes de Dole, Lons-le-Saunier, Saint-Claude, Morez et Poligny<sup>195</sup>, alors que les archives de la préfecture ne rendent plus compte de groupements organisés de Camelots du roi. Les rapports préfectoraux estiment à une centaine les « ligueurs d'AF ou camelots du roy » après la condamnation en 1929<sup>196</sup> et détaillent quelques rares réunions de l'Action française et banquets royalistes se tenant tantôt à Dole tantôt à Lons-le-Saunier autour de 1934-1935. Ils signalent en 1936 qu'il n'y a pas d'agitation parmi les anciens membres des ligues dissoutes, mais que subsistent deux syndicats dolois associés au Parti social français, proches des Croix de feu, pour faire concurrence à la CGT<sup>197</sup>. Si les auteurs du *Dictionnaire religieux de la France contemporaine* signalent que « la crise de l'Action française a peu marqué la Franche-Comté<sup>198</sup> », il semble également que les Ligues ne se soient pas fortement développées dans un département somme toute de tradition républicaine et de catholicisme social<sup>199</sup>. Par ailleurs dès avant la condamnation papale, en 1927, Just Pouillard signale à l'évêque Faure que le député Pierre du Haut est « assez touché par le microbe d'A. F.<sup>200</sup> » ce qui laisse supposer qu'ils partagent tous deux une aversion commune pour le mouvement maurrassien. Mais si nous n'avons trouvé nulle mention de groupement de Croix de feu et de Jeunesses patriotes et que le Jura ne se semble guère enthousiasmé pour les Ligues, l'inquiétude du directeur de l'Union diocésaine des Œuvres de jeunesse n'est certainement pas inconsistante et peut mettre en lumière soit la négligence des services préfectoraux soit les lacunes archivistiques en la matière.

Dès les débuts de la spécialisation, il apparaît, selon Corinne Bonafoux-Verrax, que la FNC s'inquiète du développement de mouvements qui peuvent remettre en cause son fonctionnement et, à terme, son recrutement<sup>201</sup>. L'exemple jurassien montre bien que la FNC

---

Universitaires du Septentrion, 2008.

<sup>195</sup> En 1929 il y a des sections à Dole, Lons-le-Saunier, Saint-Claude, Morez, Poligny d'après *l'Almanach de l'Action française* de 1929. En 1932 subsistent 4 sections à Dole, Lons-le-Saunier, Poligny et Saint-Claude ; *Almanach de l'Action française*, 1932, Paris, p. 482

<sup>196</sup> ADJ, 1M, Mp 491/4, rapport du commissaire spécial au préfet, 26 janvier 1929.

<sup>197</sup> ADJ, 1M, Mp 239/9 : Activités des membres des ligues dissoutes et d'anciens combattants de droite, instructions, correspondances, 1936

<sup>198</sup> DUCERF Laurent, PETIT Vincent, TRAMAUX Manuel (dir.), *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine, volume Franche-Comté*, Paris, Éditions Beauchesne, 2016, p. 67.

<sup>199</sup> Arthur Reverchon note à ce sujet : « Les conservateurs jurassiens ne sont guère intéressés par les déboires de l'Action française, et ne constituent pas à fortiori des militants de l'organisation. Il y a donc là la preuve d'un certain modérantisme des droites jurassiennes qui ne participent en aucun cas de la mouvance extrémiste dont l'Action française était le drapeau », REVERCHON Arthur, « Droites et conservateurs... », mémoire op cité, p. 181.

<sup>200</sup> ADDSC ; Lettre de Just Pouillard à l'évêque Faure, 18 mars 1927, dossier 4K1.

<sup>201</sup> Ainsi, l'auteure déclare « que la spécialisation, très bien implantée chez les jeunes et très dynamique, préfigure en quelque sorte ce que pourraient être les mouvements spécialisés adultes dans un avenir proche. D'autre part, la spécialisation met en danger le recrutement de la FNC dans le sens où les jeunes issus de la JOC, JAC

s'est constituée en absorbant divers mouvements, dont les groupes de jeunes, et qu'elle a tenté de les garder sous contrôle, mais que ceux-ci sont parvenus à conserver une dynamique interne et propre dès avant la spécialisation notamment en raison de l'investissement personnel du directeur des Œuvres<sup>202</sup>. Estimant à l'image de l'ACJF<sup>203</sup>, que l'action spirituelle prime sur l'action civique et que la restauration chrétienne voulue par Pie XI passe davantage par la formation des nouvelles générations que par son engagement temporel, la jeunesse catholique conduite par Just Pouillard se positionne pour un changement structurel alors que la FNC et certaines ligues apparaissent comme les symptômes de diverses conjonctures : celles de l'arrivée au pouvoir du Cartel des gauches, de la condamnation de l'Action française ou de la montée des fascismes européens. Dans le Jura comme dans beaucoup d'autres diocèses, l'existence de groupes de jeune Avant-guerre, le développement d'une réflexion de fond sur le catholicisme social et le souvenir de la condamnation de l'action politique via celle du Sillon dont la mémoire a pu être transmise par les directeurs d'Œuvres et une partie du clergé ont pu contribuer à éviter la tentation somme toute conjoncturelle de l'engagement civique et politique de la jeunesse catholique des années 1920 bien que le contexte ait également influencé leur formation, structuration et action. Au final, la jeunesse reste encadrée par des clercs et ce n'est que par la pratique militante qu'elle va pouvoir s'émanciper, en partie, de leur contrôle.

## 2) Le passage de la Jeunesse catholique à la Jeunesse agricole catholique : filiations, permanences et échecs.

---

ou JEC ne s'inscrivent pas forcément à la FNC. », BONAFUOX-VERRAX Corinne, *A la droite de Dieu. La Fédération nationale catholique 1924-1944*, Éditions Fayard, Collection Nouvelles études contemporaines, 2004, p. 73

<sup>202</sup>Le biais induit par les lacunes archivistiques ne nous laisse percevoir ici que le rôle de Just Pouillard. Il paraît possible et probable que d'autres acteurs aient émis des protestations à l'encontre de la FNC, notamment les groupes de jeunes qui se voyaient contraints de mettre leurs dynamiques à son service. Notons néanmoins que le directeur des Œuvres n'en fait aucunement mention à l'évêque dans ses lettres alors qu'il aurait pu y trouver arguments et appuis.

<sup>203</sup>Autour de 1924 « les archives romaines montrent que la Compagnie de Jésus a tenté d'obtenir l'adhésion de l'ACJF à la FNC, mais, devant le refus du comité général, a dû se contenter d'une adhésion individuelle des groupes et des unions diocésaines ». COLON David, « Les jésuites et la Jeunesse catholique en France dans l'entre-deux-guerres », *Politique, culture, société*, N° 4, janvier-avril 2008, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

## a. Vers la spécialisation des groupes de Jeunesse catholique

La spécialisation n'est pas seulement une stratégie pour se distinguer de la FNC et de son combat jugé par trop « civique » par Just Pouillard. En effet, le bulletin *Nenni ma foi !* ouvre très largement ses pages, dès le début des années 1920 à la question agricole, rendant par là même compte de l'intérêt des jeunes, de l'Église et du directeur des Œuvres en la matière.

Le discours autour de la restauration chrétienne, de la formation « d'une élite et de cadres » catholique se double d'un intérêt croissant pour la formation professionnelle. Ainsi dès 1921, les cercles de jeunes ruraux sont encouragés à suivre les EAC de l'Union des syndicats agricoles du Sud-Est et à la fin de l'année est lancée une enquête qui sert de plan de travail pour les groupes de jeunes catholiques qui se reconstituent sur « le relèvement de la France au point de vue religieux, économique et social<sup>204</sup> ». Les thématiques de travail portent sur la vie religieuse, mais également sur les progrès agricoles et encouragent les réflexions autour de « l'exode rural ». En mars 1922, le journal s'adresse directement « aux jeunes cultivateurs » autour d'un long article qui leur conseille des lectures, valorise les initiatives du syndicalisme agricole catholique jurassien et les encourage à s'engager pour être des « catholiques d'action » et non des « moutons bêlants »<sup>205</sup>, alors que quatre mois plus tard il s'ouvre en première page sur le congrès national agraire de Chartres organisé par l'ACJF<sup>206</sup>. La Semaine rurale de Bourg-en-Bresse en avril 1923, mise en place par un proche de Just Pouillard, le chanoine Élie Cottard-Josserand directeur des Œuvres de Belley, donne lieu à plusieurs articles qui encensent l'initiative, rendent compte de la nécessité et de l'intérêt d'une formation agricole encadrée par la morale religieuse et glorifient « les paysans sensibles à la beauté de leur vie des champs »<sup>207</sup>. Dès 1922 est également mis en avant l'intérêt d'une inscription aux cours agricoles par correspondance de l'Union des syndicats agricoles de Bourgogne et de Franche-Comté dont le siège est à Dijon alors que l'année suivante ce sont les cours proposés par l'Union du Sud-Est des syndicats agricoles à Lyon qui sont promus par le journal<sup>208</sup>. L'imbrication entre activité professionnelle pratique, réflexion spirituelle et apostolat se réalise au moins au niveau théorique dans les pages du journal dirigé par le directeur des Œuvres par le biais de l'observation et du compte rendu d'actions et de réflexions mises en place à l'extérieur du

---

<sup>204</sup>*Nenni ma foi !*, décembre 1921.

<sup>205</sup>*Nenni ma foi !*, mars 1922.

<sup>206</sup>*Nenni ma foi !*, juillet 1922.

<sup>207</sup>À cette Semaine rurale participe le chanoine Just Pouillard ainsi qu'une délégation de Vesvres conduite par le président du groupe de JC, Privat-Janod, *Nenni ma foi !*, mars et mai 1923.

<sup>208</sup>*Nenni ma foi !*, novembre 1923.

diocèse.

Mais les comités cantonaux de jeunesse qui commencent alors à se mettre en place, s'engagent plutôt dans une dynamique de défense religieuse, s'orientent vers des objectifs plus « purement » apostoliques dans le contexte du retour de la gauche et de l'anticléricalisme au pouvoir. Cette réaction catholique s'exprime également par l'engagement de nombreux jeunes au sein des ligues, ce qui est largement déploré par une partie du clergé jurassien, qui récuse et rejette l'engagement politique. Le chanoine Pouillard prend ses distances avec la FNC bien que l'Union diocésaine y adhère en 1924. Mais, comme nous l'avons vu, c'est sous son influence qu'elle s'en dégage rapidement en 1925 et retrouve un nouveau souffle en se concentrant plus sur la formation professionnelle et en délaissant les débats politiques de l'époque.

Certains cercles d'études travaillent déjà sur les questions agricoles, comme le groupe de Château-Chalon autour de l'abbé Raymond Lançon. L'orientation du mouvement, principalement religieuse, renoue avec ses ambitions de formation professionnelle d'avant 1924 en partie pour se distinguer de la FNC, mais également afin de donner plus de consistance et d'attrait aux cercles de jeunes. Si l'initiative en la matière semble revenir aux Vaillantes, organisation diocésaine des jeunes filles, qui propose dès octobre 1927 des cours d'enseignement religieux, agricole et ménager par correspondance<sup>209</sup> par l'intermédiaire de leur bulletin, un an plus tard, c'est au tour des jeunes gens d'être largement sollicités à suivre une formation par *Nenni ma foi !* qui ne se contente plus seulement, comme ce fut le cas au début des années 1920, de réaliser des encadrés dans ses pages pour mettre en lien avec les différents organismes proposant des cours, mais qui insiste sur la nécessité d'une formation dont rend clairement compte l'état d'avancée des inscriptions.

En effet, alors qu'en octobre 1927, *Nenni ma foi!* indique dans ses pages l'adresse de l'Union du Sud-Est pour mettre en contact ses lecteurs avec le principal organisme d'enseignement agricole par correspondance (EAC), la direction des Œuvres, poussée par les demandes affluentes, se propose en octobre 1928 d'organiser ses propres cours<sup>210</sup>. Le succès est certain puisqu'« en huit jours arrivent 30 inscriptions » ; la première année, 8 groupes et 14 isolés, en tout 65 jeunes au moins, suivent ces cours<sup>211</sup>. L'initiative est reconduite l'année suivante pour l'hiver 1929-1930. La direction des Œuvres se félicite de son succès, mais souhaite voir ses effectifs doubler pour passer d'une soixantaine d'inscrits à 120. Elle rappelle

---

<sup>209</sup>Notons aussi l'organisation d'une Semaine rurale pour jeunes filles en 1927 à Chaux-des-Crotenay qui amorce peut-être une spécialisation.

<sup>210</sup>*Nenni ma foi !*, septembre, octobre 1928.

<sup>211</sup>*Nenni ma foi !*, novembre 1928.

que le potentiel de progression est élevé puisque seulement 8 groupes ont réalisé des devoirs collectifs alors que le diocèse compte environ 200 cercles de jeunes ruraux<sup>212</sup>. Désormais service de la Direction des Œuvres, les EAC constituent le point d'ancrage des cercles d'études à un tel point qu'en 1933, le président fédéral du mouvement jaciste, Jean Gravier, trouve nécessaire de préciser la distinction à ceux qui « ont confondu JAC et EAC<sup>213</sup> ». Les considérations de formation professionnelle des cercles d'études reviennent donc au premier plan. Depuis août 1928, *Nenni* tient une « chronique rurale » qui aborde les problèmes techniques, sociaux et moraux du « monde agricole », le chanoine Pouillard commence à exprimer son intérêt pour les initiatives lorraines de jeunesse agricole et surtout, dès mars 1929 — la JAC est officiellement créée le 17 mars — il évoque ce qu'il croit être la « Jeunesse Agricole Chrétienne ».

#### b. La greffe de la JAC sur les groupes préexistants

La mention, en octobre 1929, de l'existence de 200 groupes de jeunes ruraux montre d'une part que la jeunesse masculine rurale et catholique est bien structurée dans le diocèse, mais également que les préoccupations professionnelles sont déjà perçues comme un vecteur d'organisation de ces groupes. S'il est difficile de rendre compte précisément de la nature, des effectifs et même de la localisation de ces différents groupes — le journal *Nenni ma foi !* et les archives diocésaines et départementales n'en fournissant à aucun moment la liste — il reste néanmoins possible, en croisant différentes sources, de les approcher pour comprendre quelles dynamiques a pu générer la création nationale de cette dernière voire pour rendre compte de potentielles continuités entre les groupes paroissiaux et les sections jacistes.

En 1926, l'Union diocésaine compte 9622 adhérents, dont 2444 jeunes et annonce, que sur 391 paroisses, 233 ont une Union paroissiale vivante<sup>214</sup>. La distinction entre hommes et jeunes gens n'est ensuite plus réalisée, sans doute pour gommer une différence qui peut gêner la FNC et le directeur, le comte Bernard de Froissard, dans leur quête de démonstration d'unité. La direction des Œuvres ne rend par la suite pas compte des effectifs des jeunes hommes ou alors seulement pour signaler, toujours en 1926, que 1140 jeunes ont participé aux réunions cantonales organisées dans tout le diocèse et en 1927 que le journal *Nenni ma foi !* compte

---

<sup>212</sup>*Nenni ma foi !*, octobre 1929.

<sup>213</sup>*Nenni ma foi !*, février 1933.

<sup>214</sup>*Nenni ma foi !*, janvier 1926.

5924 abonnés<sup>215</sup>. À raison d'une huitaine par groupe, nous pouvons donc estimer que de 1926 à 1929, les Œuvres de jeunesse peuvent s'appuyer sur approximativement 2000 membres actifs auxquels s'ajoutent 3000 suiveurs épisodiques répartis dans les 200 groupes cités fin 1929.

Comme le signale *Nenni ma foi !* ces groupes sont plus ou moins actifs en fonction des années, d'où un décompte peu aisé. Après avoir dépouillé le journal sur la période allant de 1926 à décembre 1931<sup>216</sup>, nous avons repéré 111 groupes qui ont envoyé, ponctuellement ou régulièrement, des comptes-rendus de leurs activités à la direction des Œuvres. Si sur ces 111 groupes, 42 ne sont cités qu'une seule fois, rendant par là même potentiellement compte d'une activité temporaire, il nous semble néanmoins qu'ils permettent de dresser un panorama général suffisamment pertinent pour rendre compte des dynamiques préjacistes existantes dans le diocèse. Les groupements ruraux déclarés en préfecture ne sont que quatre sur la période<sup>217</sup> et n'augmentent les effectifs que d'un groupe, les trois autres ayant été cités par le journal de la jeunesse catholique. Avant décembre 1929, 75 groupes sont cités et 64 de 1930 à décembre 1931. Parmi ces 64 groupes, nous pouvons en compter 36 qui n'ont pas été cités sur la période précédente et donc susceptibles d'avoir émergé pendant ces deux années, au moment même où se formalise la JAC nationale et où les dynamiques locales en matière professionnelle (EAC, chronique rurale, etc....) se développent.

Nous pouvons donc estimer que ces deux facteurs ont pu concourir à dynamiser et à développer des groupes de jeunes ruraux. Loin d'être créées *ex-nihilo*, les sections jacistes se sont greffées sur des dynamiques, une structure organisationnelle voire des groupes préexistants. En effet, sur les 34 sections JAC affiliées dans le département entre 1932 et 1938, 19 paroisses disposaient d'un groupe organisé de jeunesse catholique masculine à la fin des années 1920. Parmi ces 19 paroisses, seulement quatre semblent avoir développé un groupe entre décembre 1929 et décembre 1931 : Gillois, le Fied, Fraroz et Picarreau. Cela tendrait à minorer l'hypothèse de l'influence de la création nationale du mouvement d'autant plus que la création des groupes de Fraroz et de Gillois semble devoir beaucoup plus à l'initiative personnelle des curés tout juste arrivés dans la paroisse en 1929, Vincent Choux et Marcel Lacroix<sup>218</sup> qui seront par ailleurs très actifs comme aumônier jaciste jusque dans les

---

<sup>215</sup>*Nenni ma foi !*, février 1927.

<sup>216</sup>Les premières sections jacistes dans le diocèse se forment à partir de 1932.

<sup>217</sup>Il s'agit des groupes de Clairvaux-les-Lacs, Epy/Nantey, Mignovillard et Fraroz ; ADJ, Mp 949-950.

<sup>218</sup>Il s'agit de deux jeunes prêtres : Marcel Lacroix, ordonné en 1924 arrive à Gillois en 1929 date de la création du groupe alors que Vincent Choux, ordonné en 1926 et après un passage aux Rousses comme vicaire, crée l'Union de la Baroche dont il est considéré comme le « président-directeur » dans les statuts déposés en préfecture, l'année même de son arrivée au Fraroz, en 1929. Le curé de Picarreau, Charles Simonin, déjà présent dans la paroisse depuis 1919 sera par la suite très actif dans la JAC alors que Léon Girard, curé du Fied depuis 1911 est au préalable resté 10 ans curé à Bréry, petite paroisse rurale qui s'est distinguée par



années 1940. Les quinze autres paroisses qui développent une section jaciste et qui avaient déjà été repérées à la fin des années 1920 avec des groupements de jeunes catholiques disposent apparemment d'une culture de l'engagement que la JAC ne fait que poursuivre. Toujours sur ces 19 paroisses qui développent une section en ayant au préalable un groupement organisé, trois se sont inscrites aux EAC pour l'hiver 1928-1929 — Saint Loup, Tourmont et Longchaumois — alors que quatre avaient hébergé un groupe d'ACJF — Tourmont, Longchaumois, Mirebel et Salins-les-Bains <sup>219</sup>—. La spécialisation ne change apparemment rien pour Tourmont et Longchaumois, actifs dans l'ACJF, les premiers à suivre les EAC. Elle redynamise sans doute la petite paroisse de Mirebel alors que Salins-les-Bains, gros bourg de 4500 habitants, ses deux paroisses et ses curés et vicaires dynamiques, semble avoir des dispositions pour accueillir une section jaciste.

Plus étonnant apparaissent certains groupes, engagés dans les EAC ou l'ACJF qui n'évoluent pas vers la JAC : il s'agit, pour les groupes ruraux<sup>220</sup> d'ACJF, de Saint-Aubin, il est vrai plus ouvrier qu'agricole, la Chaux-du-Dombief, Cramans, l'Abbaye-du-Grandvaux, Saint-Maurice-de-Salins, Poligny, qui, bien qu'urbain, compte une population agricole non négligeable, et surtout de Château-Chalon, très engagé dans les EAC, adhérant à l'ACJF en 1929 et mené par un curé, l'abbé Raymond Lançon, fer de lance de la JAC jurassienne. Également, dans les groupes engagés dans les EAC en 1928-1929 en sus de Château-Chalon il faut compter sur Pretin, Cousance et Marigny qui ne fondent pas de section jaciste. Ainsi, quatre groupes ayant suivi les premiers cours agricoles par correspondance proposés par la direction des Œuvres sur sept ne s'engagent pas vers l'affiliation tout comme sept groupes ruraux d'ACJF sur les 11 que compte le mouvement avant 1930. Si l'investissement en groupe dans les EAC et l'affiliation à l'ACJF ne présupposent pas automatiquement un engagement vers la JAC, il s'agit néanmoins de critères à prendre en considération dès le moment où plus d'un tiers suivent cette voie.

Nous avons déjà signalé qu'il existait peu de continuités entre les foyers sillonnistes ainsi que ceux d'ACJF du début du siècle et la JAC, mais que la mémoire collective de ces groupements avait pu ancrer une culture de l'engagement catholique dans la paroisse<sup>221</sup>. Il apparaît beaucoup plus certain que la présence de groupements de jeunes catholiques à la fin

---

l'organisation d'un colloque du Sillon en 1904 et qui hébergeait un groupe sillonniste très actif autour d'un local et d'un animateur, ce qui laisse supposer qu'il était sensible à l'Action catholique.

<sup>219</sup>Tourmont et Longchaumois adhèrent de longue date et régulièrement à l'ACJF alors que Salins-les-Bains et Mirebel ont été repérés comme adhérents seulement en 1926. *Nenni ma foi*, janvier 1927.

<sup>220</sup>Nous ne prenons pas en compte ici les groupes d'ACJF des villes de Dole, Lons-le-Saunier et Saint-Claude.

<sup>221</sup>Thervay, groupe ACJF avant la Première Guerre mondiale et deuxième section du diocèse à être affiliée à la JAC pouvait en constituer un exemple.

des années 1920 constitue un facteur décisif au développement de la JAC dans ces mêmes paroisses puisque c'est le cas pour plus de la moitié d'entre elles. En effet, au maximum quinze sections<sup>222</sup> sur les 34 que compte le diocèse avant décembre 1937, un peu moins de la moitié donc, semblent avoir émergé sans qu'il n'y ait eu d'organisation préalable.

Misant sur la substitution des groupes, en mars 1932, *Nenni ma foi !* publie un encadré qui vise à montrer la distinction entre « l'ancien groupe rural » et « la section JAC » au niveau de « l'esprit », du « recrutement », de « l'étude », de « l'organisation » et du « champ d'apostolat ». Les distinctions entre les anciens et les nouveaux groupes portent principalement sur l'effort apostolique, qui doit être constant et systématique à la JAC ainsi que sur la spécialisation et la volonté de « rendre la fierté et l'amour du métier » agricole. Les jacistes doivent plus profondément s'intéresser à « la masse indifférente ou même hostile » qu'ils doivent gagner par une propagande avant tout axée sur la formation agricole. Au niveau de l'étude, c'est la méthode du « voir, juger, agir » qui est mise en avant, les jeunes ne devant plus se contenter d'écouter passivement les commentaires du curé. L'organisation se prétend plus hiérarchisée en faisant la distinction entre « militants », « membres sympathisants » et « masse à convertir » alors qu'au préalable les groupes ne comptaient que sur les membres plus ou moins actifs du bureau de l'union paroissiale et « d'une masse amorphe ». Évidemment, il s'agit de fonctionnements archétypaux des anciens groupes, qui pouvaient très bien, en fonction de la personnalité du curé ou de certaines individualités, œuvrer de manière plus ou moins horizontale. Dans le même sens, des sections JAC ont pu garder l'ancienne organisation et se contenter d'adopter de manière purement formelle les nouveaux usages.

Ce qui semble *a priori* changer plus clairement reste l'accent mis sur l'aspect rural et agricole et son imbrication dans l'œuvre apostolique redéployée avec force. Les continuités entre les groupements des années 1920 et ceux de la JAC des années 1930 semblent donc assez évidentes tant au niveau des paroisses que de la structure organisationnelle que le diocèse a pu développer, qu'il s'agisse des réunions cantonales, des congrès diocésains, du journal et de l'encadrement des groupes. Il resterait à déterminer s'il existe également une continuité entre les acteurs : les militants et responsables formés dans ces groupements se maintiennent-ils ou se révèlent-ils dans le mouvement jaciste ? C'est une question à laquelle nous tenterons de répondre dans notre chapitre X concernant la JACF pour laquelle nous avons plus de données.

La jeunesse rurale jurassienne, forte de toutes ces expériences et réflexions, et possédant un précieux instrument de travail avec le journal *Nenni ma foi!*, qui a ouvert dans ses pages une

---

<sup>222</sup>« Au maximum » dans le sens où toutes n'ont pas forcément été citées et identifiées par le journal *Nenni ma foi !* ou déclarées en préfecture.

« chronique rurale » en août 1928, peut ainsi être réceptive à l'annonce de la naissance de la JAC. Le 17 mars 1929, lorsque l'ACJF envisage officiellement la création d'une branche rurale spécialisée, le chanoine Just Pouillard est très réactif puisqu'il lance le même mois un travail de propagation et de diffusion de « l'esprit de la JAC ». Alors qu'il évoque « des tentatives de JAC (Jeunesse agricole chrétienne) » qui « commencent à se faire jour ici ou là », dans *Nenni ma foi!* de mars 1929, il a au préalable invité l'abbé Georges Guérin le 26 février à Dole, réunion qui donne lieu à la création de la première section jociste du Jura,<sup>223</sup> mais qui permet sans doute également de poser les bases théoriques d'une potentielle JAC jurassienne. En effet, Just Pouillard évoque au comité diocésain du 28 avril « la création d'une JAC »<sup>224</sup> afin de former « une élite rurale pour agir sur la masse » avant de faire un exposé, deux mois plus tard, le 27 juin lors d'une journée d'étude sur les cercles de jeunesse, sur « la jeunesse rurale chrétienne ».

C'est avec beaucoup de précautions qu'il semble travailler durant l'année 1929 pour préparer les esprits à l'acceptation d'une branche spécialisée, car nombreux sont ceux qui craignent au départ l'émiettement de la jeunesse catholique et peut-être même de l'Église dans les différents mouvements. L'abbé Raymond Lançon, curé de Château-Chalon et animateur du cercle d'étude agricole de la paroisse depuis 1927, soutient un rapport sur la question jaciste, le 20 octobre, au congrès diocésain où il déclare : « La JAC qui vise à la formation intégrale leur fera comprendre ce que doit être leur vie intime christianisée, leur vie de famille, de travail et de relations extérieures christianisées... Les meilleurs le réaliseront mieux et chercheront à le faire réaliser aux autres... Ce sera l'apostolat de l'agriculteur par l'agriculteur<sup>225</sup> ». C'est d'ailleurs le groupe de l'abbé Raymond Lançon qui est le premier à utiliser le sigle JAC pour qualifier ses réunions, même si Château-Chalon ne sera affilié à la JAC que dans le cadre d'une section interparoissiale. Toujours au congrès diocésain d'octobre, la conférence du père Maurice de Ganay, aumônier national de l'UCFA, « Pour l'élite rurale », encourage vivement les jeunes agriculteurs à se regrouper en cercles d'étude pour former cette élite capable d'éclairer le milieu rural dans son ensemble. Un mois plus tard, en novembre, le directeur des Œuvres s'adresse sur un ton assez pressant à l'évêque pour lui proposer, ou plutôt lui soumettre, le lancement du mouvement qui devrait s'effectuer par trois journées de recollection à Saint-Claude, Dole et Lons-le-Saunier<sup>226</sup>. Il détaille le programme de ces journées où une large place reste faite à

---

<sup>223</sup>Officiellement affiliée le premier juin 1930.

<sup>224</sup>*Nenni ma foi !*, mai 1929.

<sup>225</sup>Rapport publié dans *Nenni ma foi !*, novembre, décembre 1929 et janvier 1930.

<sup>226</sup>Lettre de Just Pouillard à l'évêque Faure, 26 novembre 1929 ; ADDSC, dossier 4K2.

l'aspect liturgique et religieux (grand-messe, vêpres, divers offices, recueillement) avec des « intervalles » autour de « séances d'études sur la JAC et l'apostolat rural ». Signalant que « le programme va changer un peu certaines habitudes du Grand Séminaire » et qu'il « ne faut pas tout révolutionner d'un seul coup », en parlant de la journée de Lons-le-Saunier, le directeur des Œuvres demande à l'évêque d'interférer en sa faveur auprès du Supérieur de l'institution. L'évêque donne son accord pour le déroulement des journées, mais signale que le Supérieur du Grand Séminaire refuse de prêter ses locaux<sup>227</sup>.

Après une année chargée en congrès, réunions de comité diocésain et journées d'étude où Just Pouillard soutenu par Raymond Lançon, curé de Château-Chalon, pose les bases théoriques d'une future JAC, sont lancées, début 1930 ces trois journées « agricoles de récollection et d'étude »<sup>228</sup>. Elles permettent surtout aux groupes déjà constitués de s'emparer du sigle JAC puisque, comme le précise *Nenni ma foi!* de mars 1930 : « pour constituer des sections JAC, il suffira que nos cercles ruraux aient des préoccupations professionnelles et d'apostolat rural »<sup>229</sup>. La venue du père Raoul Foreau aumônier national au Conseil fédéral de l'ACJF du 25 et 26 janvier 1930<sup>230</sup> pour un exposé sur la JAC a sans doute permis de convaincre définitivement la hiérarchie diocésaine en démontrant que Just Pouillard est suffisamment investi dans son projet et en contact avec les réseaux nationaux.

Mais alors que fin 1930, le congrès diocésain de Dole semble poser les bases de l'Action catholique spécialisée, en annonçant la création officielle de la première section jociste et en développant un long exposé sur « le réveil de la terre : la JAC »<sup>231</sup>, l'année 1931 révèle une certaine léthargie de l'Action catholique rurale. En effet, même si les groupes continuent d'adhérer aux EAC et de participer aux retraites — qui ne sont pas encore spécialisées — très peu semblent abonnés au tout nouveau journal de la JAC, *La Jeunesse agricole*, et directement reliés au comité diocésain. Le groupe de La Pesse est présenté comme « le premier groupe JAC<sup>232</sup> », mais n'est — et ne sera pas — officiellement affilié et si Victor Cathy de Saint-Loup est nommé responsable JAC lors du Conseil diocésain de février 1931, l'effort semble plus porter sur les EAC que sur le développement de groupes ou d'affiliations.

L'élan décisif est annoncé par la retraite de Mont-Roland, destinée aux jeunes ruraux,

---

<sup>227</sup>Réponse de l'évêque au crayon à papier à la suite de la lettre de Just Pouillard. Lettre de Just Pouillard à l'évêque Faure, 26 novembre 1929 ; ADDSC, dossier 4K2.

<sup>228</sup>Rebaptisées ainsi dans *Nenni ma foi !*, alors qu'elles avaient été présentées à l'évêque comme des « journées de récollection ». Seulement deux auront finalement lieu à Dole et Lons-le-Saunier, celle de Saint-Claude prévue le 27 avril est annulée « faute de participants », *Nenni ma foi !*, mai 1930.

<sup>229</sup>Cité par LACROIX Pierre, « La JAC... », op cité, n° 12, p. 452.

<sup>230</sup>*Nenni ma foi !*, février 1930.

<sup>231</sup>L'exposé est réalisé par l'abbé Paul Ramboz, curé de La Chassagne, *Nenni ma foi !*, octobre 1930.

<sup>232</sup>Dès novembre 1930 dans les pages de *Nenni ma foi !*

en août 1932 et animée par le père Raoul Foreau<sup>233</sup>. À cette rencontre, jugée « fondatrice » par Pierre Lacroix, 16 paroisses sont représentées et les premières affiliations individuelles ont lieu. Jean Gravier nommé secrétaire du Comité provisoire de JAC qui s'est mis en place quelques mois plus tôt, se voit adjoindre des correspondants qui sont en charge de la propagande<sup>234</sup>. La première affiliation d'une section se déroule à peine un mois plus tard, et Malange devient ainsi la 249<sup>ème</sup> section jaciste de France<sup>235</sup>. En avril 1933, huit sections — Malange, Thervay, Cuisia, Frontenay (interparoissiale), La Loye, Chissey, Prénovel, Longchaumois — sont déjà constituées comptant 125 cotisants et 181 abonnés à *La jeunesse agricole*. Ces chiffres ne cessent d'augmenter après le congrès national de l'ACJF à Lyon en juin 1933 et, devant l'énorme succès du mouvement, le congrès diocésain annuel qui devait avoir lieu le 27 novembre est remplacé par un « congrès diocésain de la JAC ». Comme indiqué sur la carte publiée dans le numéro spécial de *La Jeunesse agricole* du 15 septembre 1934, dans le Jura « ça gaze » : le département compte en effet une vingtaine de sections et il peut être fier d'être deuxième au classement national pour le nombre d'affiliations de sections en un an<sup>236</sup>.

Plusieurs pistes restent ouvertes pour une histoire du développement local de la JAC. S'il paraît certain que les groupes jacistes se sont greffés sur des groupes existants, il conviendrait d'étudier plus précisément cette superposition sur les sociabilités existantes, les difficultés d'appropriation du « sigle » JAC et de mettre au jour d'éventuelles réticences<sup>237</sup> et concurrences. Il semble ici que seuls un travail micro-historique, à l'image de celui réalisé par Briec Guinard sur les complémentarités et les concurrences entre patronages laïcs, catholiques, et JAC dans les années 1940 dans deux villages d'Ille-et-Vilaine<sup>238</sup>, et un travail de suivi prosopographique des individus composant ces groupes et de leurs prêtres puissent permettre

---

<sup>233</sup>Ce qui peut expliquer le succès de cette journée étant donné l'aura du père Foreau, premier aumônier national

<sup>234</sup>*Nenni ma foi !*, septembre 1932.

<sup>235</sup>ADDSC, dossier 4K2.

<sup>236</sup>*Nenni ma foi !*, février 1935.

<sup>237</sup>Comme le note Vincent Flauraud dans sa thèse : « Dans l'étude des processus d'implantation du mouvement, il est instructif de repérer l'existence de ces stratégies de « contournement ». Face à des résistances de principe, ou simplement face à la faiblesse des réseaux reliant entre eux les responsables urbains et ruraux, la connaissance du mouvement a pu transiter par des réseaux parallèles, négligeant les instances officielles, voire, en l'absence de tout réseau, simplement par la presse catholique, via la propagande sur le mouvement qu'elle pouvait diffuser à l'occasion. Il faut abandonner toute idée de diffusion par simple capillarité (puisque'il y a des « obstacles » à contourner, des connexions entre voisins qui n'existent pas) ou par simple effet de répercussion d'une décision centrale selon la voie hiérarchique. » dans FLAURAUD Vincent, « La JAC dans le Massif central méridional : (Aveyron, Cantal) : des années 1930 aux années 1960 », thèse d'histoire sous la direction de Gérard Chastagnaret, Université d'Aix-Marseille, 2003, p.70.

<sup>238</sup>GUINARD Briec, « *La fête au village. Une histoire des patronages et de la Coupe de la Joie de la Libération au milieu des années 1960 dans deux communes d'Ille-et-Vilaine* », mémoire de Master 1 sous la direction de Jean-Luc Mayaud, université Lumière Lyon 2, 2010.

de venir à bout de ce projet. Dans tous les cas, c'est sur une base très largement héritière des années 1920, agissant dans le même état d'esprit et s'appuyant sur la même organisation pyramidale, de la paroisse au diocèse en passant par le canton, que s'appuie le développement de la JAC aux débuts des années 1930.

L'analyse de l'évolution du contenu des réunions des cercles d'étude pré-JAC et JAC est difficile à mettre en place parce que les archives restent assez silencieuses. Se demander quelle est la part de la permanence, de la nouveauté et de tensions dans l'instauration des sections jacistes reste un travail à peine esquissé faute de sources. Mais une fois de plus la diversité semble de mise entre des groupes plus orientés vers l'éducation spirituelle, l'action apostolique ou l'enseignement agricole. C'est néanmoins sur ce dernier point que se focalise la JAC naissante, à la fois dans une perspective d'apostolat et de propagande — donc pour aller à la rencontre des besoins des populations agricoles — mais également dans l'optique de formaliser en son sein une vision du « monde rural » dont les tenants et les aboutissants méritent d'être mis en lumière.

### **III La double mission de la JAC : sortir l'Église et le rural de la « crise »**

#### **1) Rencontre entre « crise catholique » et « crise agricole »**

Comme nous l'avons vu dans la première partie de ce chapitre, l'Église lutte, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, contre l'individualisme et le libéralisme, en exprimant sa position réactionnaire, en condamnant ce qu'elle estime être « les erreurs de la modernité » et en encourageant la multiplication d'ordres, de congrégations, de patronages et d'associations qui ont comme objectif commun d'instaurer une contre-société catholique. Mais vers la fin du siècle, notamment autour de Léon XIII, se développe un ensemble d'idées, qui, de manière offensive et non plus défensive, tentent de remédier aux problèmes modernes, notamment à celui de « la question ouvrière ». Avec le développement du suffrage universel masculin, l'instauration de régimes républicains et l'émergence de nouvelles doctrines issues de ces changements (socialisme, marxisme...), l'Église propose donc une alternative concrète en s'engageant de

manière offensive dans la modernité. L'expression « catholicisme social » est employée pour qualifier cette organisation et les autres mouvements générés par les encycliques de Léon XIII.

Apparaît aussi, plus lentement, l'expression « Action catholique », pour qualifier l'engagement des laïcs<sup>239</sup>. Au sein de l'ACJF dans les années 1920, des réflexions voient le jour sur la nécessité d'une division en branches spécialisées notamment pour répondre aux exhortations de Pie XI. En effet, ce dernier donne une nouvelle inflexion au mouvement en définissant l'Action catholique selon des objectifs de reconquête spirituelle et en encourageant la division en branches spécialisées afin de développer un apostolat du milieu par le milieu pour que « les apôtres des ouvriers soient les ouvriers et les apôtres des paysans, des paysans » : c'est ce principe qui donne notamment naissance à la JOC et à la JAC. La Jeunesse agricole catholique, une des branches de l'ACJF donc, est créée en 1929 sur deux constats : La « terre se meurt »<sup>240</sup> et la France se déchristianise. La paysannerie décline tant au point de vue matériel, démographique, que moral et la déchristianisation des campagnes en serait la cause. En effet, les diverses évolutions qui ont ébranlé l'Église et l'ont conduite à se repositionner dans la société temporelle se doublent, dans le même temps, de la fin du XIX<sup>e</sup> au début du XX<sup>e</sup> siècle, d'un sentiment de crise du milieu rural.

La prospérité agricole du troisième quart du XIX<sup>e</sup> siècle, notamment liée à l'essor des transports et l'augmentation de la demande et de la consommation urbaine, laisse place à partir des années 1875 à une « crise agricole » où la baisse des prix et des revenus, l'augmentation des charges — coût main-d'œuvre et intrants, impôts — place les agriculteurs et surtout les grands propriétaires fonciers, dans une situation difficile<sup>241</sup>. Le déséquilibre économique s'accroît dans l'économie nationale jusqu'à devenir structurel entre une industrie florissante et une agriculture qui peine à trouver sa place dans ce qui est alors perçu comme le « progrès » et la « modernité », alors pensés comme indissociables et inhérents au libéralisme. Les grands propriétaires terriens, pour la plupart d'extraction noble, qui perçoivent la terre comme un patrimoine s'investissent assez massivement dans l'associationnisme afin de se positionner comme défenseurs des intérêts agricoles et de pouvoir exercer une pression politique<sup>242</sup>. Dans le même temps,

---

<sup>239</sup> Jean Hugues Soret note cependant que l'expression serait apparue pour la première fois dans une lettre de Lamennais à Montalembert du 12 février 1833, dans SORET Jean-Hugues, *Philosophie...* op cité, p.23.

<sup>240</sup> Titre d'un ouvrage de René Bazin dont la postérité s'étend à tout le début du XX<sup>e</sup> siècle et alimente la théorie de la « décadence » de la société contemporaine qui en valorisant ville et industrie, détruit une dimension essentielle de l'humanité incarnée par la « civilisation rurale ». BAZIN René, *La terre qui meurt*, Paris, Éditions Calman Lévy, 1899.

<sup>241</sup> DUBY Georges, WALLON Armand (dir.), *Histoire de la France rurale*, tome 3 de 1789 à 1914, Paris, Éditions du Seuil, 1993.

<sup>242</sup> Voir à ce sujet : BRELOT Claude-Isabelle, *La noblesse réinventée. Nobles de Franche-Comté de 1814 à 1870*, Annales littéraires de l'université de Besançon, Paris, Les Belles Lettres, t. 1, Restaurations et reconversions ; t. 2, De la tradition à l'innovation, 1992.

l'administration républicaine, pour ne pas laisser le champ libre aux conservateurs, mais également pour ne pas s'aliéner la majorité des électeurs que constituent alors les ruraux qui pourraient faire basculer le régime, développe également structures et organisations visant à prendre en charge le « progrès » agricole. Cette opposition entre conservateurs, à tendance monarchiste et catholiques et républicains, incarnée par les deux organisations concurrentes de la rue d'Athènes et du boulevard Saint-Germain, structure en grande partie la vie politique agricole de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

Si les républicains incarnent un « agrarisme ouvert<sup>243</sup> » qui ne « signifiait nullement le repli sur une quelconque spécificité paysanne » et s'attachent à fonder un projet politique progressiste autour de la pédagogie du vote et de la formation agricole pour intégrer les paysans à la nation républicaine, les conservateurs, à l'initiative de cet investissement dans le champ de l'associationnisme agraire, cherchent avant tout à défendre leurs propres intérêts économiques, mais également à maintenir leur « emprise sur la terre » et leur domination sur les populations rurales avec qui ils entretiennent des relations de clientélisme. En effet, comme le démontre la thèse de Claude-Isabelle BreLOT<sup>244</sup>, les enjeux de l'investissement d'une partie de la noblesse dans le syndicalisme agricole sont tout autant d'ordre économique que social et symbolique. La noblesse cherche à se « réinventer » pour se rendre supportable et indispensable aux populations rurales dont le poids politique est désormais incontournable avec la mise en place du suffrage universel masculin<sup>245</sup>. Bruno Dumons qui travaille sur les administrateurs de l'Union du Sud-Est des syndicats agricole (USESA), filiale locale de la rue d'Athènes, souligne l'importance de la cooptation et des pratiques clientélares dans ce milieu des élites agrariennes qui « témoignent des conceptions leplaysiennes, plaçant la famille et le syndicat sur un même plan ». Il rappelle « qu'elles sont fondées sur des options paternalistes, décentralisatrices, antirépublicaines, antiétatistes et protectionnistes. Souvent monarchistes ces notables locaux qui sont pour la plupart à la tête de grands domaines fonciers, partagent une même vision corporatiste de la société au centre de laquelle se trouve les "autorités naturelles" comme le père, le curé, le maire et le châtelain, assimilant de fait les organisations agricoles à un corps

---

<sup>243</sup> BLETON-ROUGET Annie, « Gambetta et la République des paysans (1871-1879) », dans CORNU Pierre, MAYAUD Jean-Luc (dir.), *Au nom de la terre. Agrarisme et agrariens en France et en Europe du 19<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2007, pp. 51-64, p. 64.

<sup>244</sup> BRELOT Claude-Isabelle, *La noblesse réinventée...*, op cité.

<sup>245</sup> L'historiographie a largement démontré que la Révolution française ainsi que les années 1830 et 1840, notamment avec la loi de 1831 sur l'élection des conseil municipaux dans les petites communes ont permis l'élaboration d'une « politique au village » en lien avec les enjeux nationaux. Voir à ce sujet AGULHON Maurice, *La République au village, les populations du Var de la Révolution à la Seconde République*, Paris, Editions Plon, 1970 ; MAYAUD Jean-Luc, *Les Secondes Républiques du Doubs*, Paris, Éditions Les Belles Lettres, 1986.



intermédiaire entre l'État et les individus (...) Cela nécessite un rôle déterminant des notables, particulièrement ceux dotés d'une particule, cherchant alors à organiser "leur" paysannerie grâce à un réseau dense de coopératives, de syndicats et de mutuelles<sup>246</sup> ».

Il y a unanimité chez les chercheurs pour souligner que la matrice du catholicisme intransigeant auquel appartient le catholicisme social irrigue l'investissement dans l'associationnisme des agrariens conservateurs et qu'il s'inscrit pleinement dans le projet de contre-société catholique portée par l'Église à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>247</sup>. En effet, comme nous l'avons souligné dans la première partie de ce chapitre, la conception organique de la société que défend l'institution cléricale et ses principaux penseurs, où des classes par essence complémentaires se doivent de collaborer pour maintenir un ordre social naturellement inégalitaire, est facilement appropriable par des élites qui s'estiment au sommet de cette hiérarchie. Le discours sur « l'amour de la terre » porté par ces acteurs ne doit donc pas éluder le rôle de médiateur qu'ils entendent jouer entre les populations rurales et l'État tout comme la défense de leurs propres intérêts économiques et si leur investissement dans le progrès agricole par l'intérêt porté à la pensée physiocratique et dans les sociétés savantes peut être intellectuel il peut également révéler leur souci de proximité et de contrôle de « la localité<sup>248</sup> » par sa promotion. Cet intérêt se concrétise souvent par l'exercice de mandats locaux qui, cumulés à celui de mandats nationaux permettent à ces dirigeants agricoles de jouer un rôle de médiateur entre le centre et ses périphéries, le local et le national et par là même d'asseoir leur position de notable<sup>249</sup>. S'estimant ainsi au service de « la grande et de la "petite patrie" », leur positionnement idéologique tend à faire le lien pour constituer un ensemble cohérent entre leurs intérêts socio-économiques et les théories intellectuelles, notamment catholiques et

---

<sup>246</sup>DUMONS Bruno, « Les administrateurs de l'Union du Sud-Est », dans CORNU Pierre, MAYAUD Jean-Luc (dir.), *Au nom de la terre. Agrarisme et agrariens en France et en Europe du 19<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2007, pp. 235-255, p. 240.

<sup>247</sup>Tant chez les historiens du rural que chez ceux du religieux et les politistes. Voir notamment : GARRIER Gilbert, *Paysans du Beaujolais et du lyonnais (1800-1970)*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble ; MAYEUR Jean-Marie (dir.), *Catholicisme social et démocratie chrétienne. Principes romains, expériences françaises*, Paris, Éditions du Cerf, 1986 ; TRANVOUEZ Yvon, *Catholiques d'abord. Approches du mouvement catholique en France XIX<sup>e</sup> — XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Les Éditions ouvrières 1988 ; SORET Jean-Hugues, *Philosophie de l'Action catholique...*, op cité. AUGÉ-LARIBÉ, *La politique agricole de la France de 1880 à 1940*, Paris, Presses universitaires de France, 1950 ; TAVERNIER Yves, *L'univers politique des paysans dans la France contemporaine*, Paris, Éditions Armand Colin, 1972.

<sup>248</sup>Bruno Dumons parle de « promotion de la localité » (« Les administrateurs de l'Union du Sud-Est », op. cité, p. 249) en repérant les réseaux de l'USESA dans les sociétés savantes, ce qui avait également été mis en évidence par Claude-Isabelle Brelot et Marcel Vigreux : BRELOT Claude-Isabelle, *La noblesse réinventée..*, op cité ; VIGREUX Marcel, *La Société d'agriculture d'Autun au 19<sup>e</sup> siècle (1833-1914)*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1990.

<sup>249</sup>BRELOT Claude-Isabelle, *La noblesse réinventée...*, op cité ; DUMONS Bruno, « Élités agricoles et médiateurs politiques. Recherches sur les élus des chambres d'agriculture dans la France du Sud-Est en 1927 », dans *Histoire et sociétés rurales*, n° 10, 1998, pp. 81-103.

monarchistes, qu'ils défendent. « Antithèse d'une France urbaine centralisée et laïque<sup>250</sup> » ces agrariens conservateurs contribuent d'une part à la politisation des campagnes mais également, dans une dialectique de concurrence avec les républicains à véhiculer une multitude d'idées et de représentations sur le rural qui finissent par se structurer en un discours cohérent.

Le tissu rural de la France est ainsi pensé tant par ses élites conservatrices que républicaines, comme un « monde » à part entière, défini par son opposition à la ville perçue comme dominatrice et englobante. C'est cette vision dichotomique de la société fondée sur la disparité économique — perçue comme une opposition — matérialisée et schématisée par l'opposition spatiale ville/campagne, qui alimente les esprits tout au long du XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Le « monde rural » qui se pense alors comme tel se perçoit en crise. Une crise qui se donne l'apparence d'une nostalgie d'un passé mythifié, mais qui en réalité n'est que la perception de son infériorité face à la société industrielle émergente. La postérité de l'ouvrage de Pierre Barral<sup>251</sup>, qui qualifiait les défenseurs de ce système de représentation du rural « d'agrariens », a permis au terme « d'agrarisme » de surgir<sup>252</sup>. Ce paradigme est fondé sur le postulat de l'unité du rural, donc de l'existence d'une « civilisation » ou d'un « monde rural » supposé harmonieux dont les membres auraient plus d'intérêts communs, dans le contexte de leur marginalisation économique et démographique, que dans leurs divisions internes.

Cette marginalité économique et démographique à partir de 1930, se double d'un complexe d'infériorité développé à l'égard de « la modernité urbaine », son confort et ses avantages et est véhiculée par le regard de la société englobante sur cette « civilisation » pensée comme « archaïque », « arriérée » et ontologiquement « anti-moderne » puisqu'incarnant une conception cyclique de l'histoire face à celle, linéaire, portée par l'urbain. S'il n'y a pas plus de « crise » que de « monde rural » au XX<sup>e</sup> siècle, c'est cette représentation qui alimente l'univers mental des paysans et de la société française et qui se cristallise notamment dans la dénonciation de « l'exode rural ». C'est aussi cette vision qui permet à des mouvements agrariens de se développer sous différentes formes, politique, syndicale et même religieuse. En effet, le déclin moral de la paysannerie est aussi pris en charge par l'Église qui elle aussi, se sent affaiblie et se donne les moyens d'un rétablissement en tentant de s'adapter à la « modernité ». Déjà, les

---

<sup>250</sup>DUMONS Bruno, « Les administrateurs de l'Union du Sud-Est », op cité, p. 254.

<sup>251</sup>BARRAL Pierre, *Les agrariens français de Méline à Pisani*, Paris, Éditions Armand-Colin, 1968.

<sup>252</sup>Pierre Barral se refusait alors à toute conceptualisation en « -isme », « préférant parler des agrariens comme acteurs sociaux plutôt que de l'agrarisme comme système », CORNU Pierre, MAYAUD Jean-Luc (dir.), *Au nom de la terre. Agrarisme et agrariens en France et en Europe du 19<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2007. C'est le colloque organisé par l'Association des ruralistes français (ARF) à Lyon en 1999 dont est issu cet ouvrage qui réalise l'actualisation du concept et analyse la validité et les limites du paradigme.

associations nouvelles qui émergent dans le milieu agricole de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, qu'il s'agisse des sociétés d'agriculture, de syndicats ou de mutuelles furent prises en charges par les notables traditionnels qui y trouvèrent un cadre pour prolonger leur influence, pour la redéfinir et surtout pour la légitimer dans le contexte d'émergence de la démocratie<sup>253</sup>. Noblesse déclassée et Église se réinventent donc pour se rendre indispensables aux « masses » rurales nouvellement reconnues et exaltées par le régime républicain qui voit en elles une « assise de granit<sup>254</sup> ». C'est la rencontre de cette crise réelle de l'Église et de celle, supposée, du milieu rural, qui donne naissance à la JAC.

Les objectifs de Léon XIII et plus fortement de Pie XI, lorsqu'ils développent les principes de l'Action catholique, sont de restaurer la « civilisation chrétienne », de « tout restaurer dans le Christ ». Le mouvement jaciste se développe dans l'optique de « refaire chrétiennes les campagnes de France », mais aussi dans celle de refaire chrétienne la France. En effet, l'Église et JAC, inspirées par les discours agrariens alors en vigueur, pensent que « c'est la terre qui donne les hommes et garde la race. Réservoir immense de forces saines, d'énergie morale, de vertus familiales, où le pays puise à pleines mains ses soldats, ses inventeurs, ses savants et ses hommes d'État. Aucune civilisation ne peut subsister sans l'afflux incessant de la sève paysanne<sup>255</sup> ». La survalorisation idéologique du rural autour d'un passé symbolisant un ordre stable et solidaire face à un avenir inquiétant reflète la défense d'un système de valeurs qui fonde un ordre social conservateur et qui justifie une valeur différentielle par rapport à l'urbain incarnant la « modernité ». Les agrariens assignent au rural la fonction de conservatoire des valeurs, matrice de nation, ce que reprend l'Église en ajoutant une coloration catholique à ces valeurs. En effet, le présupposé de la supériorité morale de la « paysannerie » est instrumentalisé et véhiculé par l'Église notamment autour d'un discours sur les symboliques identitaires et surtout sur le lien entre le travail de création de dieu de celui de production des paysans qui continue l'œuvre divine. « Refaire chrétienne les campagnes de France » serait donc la première étape pour restaurer la civilisation chrétienne à l'échelle nationale. L'analogie systématique entre « civilisation chrétienne » et « civilisation paysanne » conduit la hiérarchie à penser que la formation agricole est un enjeu important : en effet, la constitution d'une élite chrétienne est censée passer par celle d'une élite agricole puisque l'exemple de réussite professionnelle de « bons chrétiens » permettrait de diffuser le christianisme. En cherchant à

---

<sup>253</sup>BRELOT Claude-Isabelle, *La noblesse réinventée...* op cité.

<sup>254</sup> Extrait du discours de Jules Ferry à Bordeaux le 30 août 1885 : « c'est, pour notre société, une base solide, et, pour la République, une assise en granit que ce suffrage universel des paysans ! ».

<sup>255</sup>JAC, *Manuel de la JAC.*, Paris, Collection Semailles, 1932, p15.

assimiler « réussite professionnelle » et « vertus morales » l'Église compte ainsi faire œuvre de pédagogie par l'exemple<sup>256</sup>. La JAC est donc proposée comme réponse à ce qui est perçu comme une « dégénérescence » due à la modernité. Par son action apostolique, elle rendrait sa vertu à la paysannerie, ce qui, ajouté à la revitalisation du milieu agricole par la création d'une élite compétente, permettrait à la « civilisation paysanne », et par extension au christianisme de se préserver.

Dans les années 1920, si les pages du journal de la jeunesse catholique jurassienne et de l'organe du diocèse, *La Semaine religieuse du diocèse de Saint-Claude* fourmillent de références qui expriment la nécessité d'un relèvement d'une « civilisation » qui serait en perdition tant sur le plan matériel que sur le plan moral, le lien avec la « crise agricole » n'apparaît pas encore. Le commandant Louis Pasteur et le chanoine Just Pouillard insistent plutôt dans leurs éditos de *Nenni ma foi !* sur la nécessité de formation de la jeunesse en vue du redressement moral national. Dans un article de novembre 1928, Henri Pasteur explique ainsi qu'un « travail immense de relèvement s'impose à la génération nouvelle » et que celui-ci passera par un travail d'étude rigoureux. Pour développer l'esprit du militantisme catholique, il déclare : « si tu as des idées dans la tête, tu peux être un meneur ; si au contraire, tu es incapable de juger par toi-même, tu ne seras jamais qu'un suiveur ». L'objectif est bien de pouvoir maîtriser le discours religieux, d'être considéré comme une référence dans son milieu pour pouvoir déteindre et peser sur celui-ci : « Étudie pour devenir un convaincu, un apôtre et demain, quand tu seras un homme, ton influence jointe à l'influence de milliers de tes frères contribuera dans une large mesure à refaire une France plus chrétienne et plus belle sur les ruines accumulées depuis 40 ans<sup>257</sup> ». Si la thématique du « déclin » est récurrente dans les publications locales, celui-ci n'est pas perçu comme conséquence d'une perdition morale liée à l'urbanisation et l'industrialisation ou aux difficultés économiques du milieu agricole ni même mis en parallèle avec la vision d'une civilisation paysanne qui pourrait lui opposer un rôle de rempart moral,

---

<sup>256</sup> Il s'agissait déjà d'une stratégie employée par la noblesse pour se requalifier : au XVIII<sup>e</sup> siècle si les physiocrates œuvraient par goût ou passion de l'innovation, dès la fin du XIX<sup>e</sup>, l'ensemble des services techniques développés par les « syndicats-boutiques » (vente engrais, matériel agricole, travail sur l'amélioration des races et leur alimentation...), dans le domaine mutualiste et bancaire ainsi que dans la formation agricole, constituent un ensemble cohérent qui vise d'une part à présenter l'élite pour performante à la tête d'exploitations modernes et modèles et d'autre part à démontrer son investissement au service de sa « clientèle », la paysannerie, pour la préserver des dangers supposés de la société urbaine et industrielle. Ainsi Gilbert GARRIER et Bruno Dumons ont montré comment l'enseignement agricole pouvait être l'une des priorités de l'USESA en vue de la constitution d'une nouvelle élite rurale qui diffuserait et perpétuerait sa conception de « l'ordre social » des champs. L'USESA patronne notamment l'école d'agriculture de Sandar à Limonest avant d'offrir des cours d'enseignement agricole par correspondance. GARRIER Gilbert, *Paysans du Beaujolais et du Lyonnais (1800-1970)*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1973, p. 345.

<sup>257</sup> *Nenni ma foi !*, novembre 1928.

mais plutôt comme résultant de la désorganisation liée à la guerre et surtout à la sécularisation républicaine et au développement de théories dites « matérialistes »<sup>258</sup>. Ainsi, dans un article de janvier 1929 du journal de la jeunesse catholique jurassienne intitulé « la crise agricole », celle-ci est exposée presque exclusivement sous ses aspects économiques et techniques. Si l'article signale « l'exode des campagnards vers les villes », il estime « qu'il y a plus grave encore », c'est l'abandon de l'entretien des sols et le développement des terres incultes lié au manque de rationalisation des méthodes et d'aménagement foncier. La « crise agricole » est donc perçue de manière purement pragmatique et son aspect « moral » n'est pas souligné dans cet article tout comme dans tout autre avant la création de la JAC. Que le département du Jura, de par la flexibilité de son agriculture de polyculture-élevage, n'ait pas subi outre mesure les conséquences d'une « crise » qui a principalement concerné les grosses exploitations, il n'en reste pas moins que les auteurs, pourtant au fait des réalités agricoles nationales et des idées traversant le catholicisme français, ne semblent pas au fait des discours liants « crise agricole » et déclin moral ainsi que son pendant, le relèvement de la France par la civilisation paysanne. Si malgré leur position de médiateurs entre des idées et conceptions globales et les populations locales auxquelles ils s'adressent ils ne sont pas encore les fidèles transcrits de ce renouveau idéologique de l'agrarisme, c'est sans doute que celui-ci ne s'est pas encore totalement déployé en dehors des sphères nationales du catholicisme social qui sont en train de penser les modalités de la mise en place de la JAC<sup>259</sup>.

L'omniprésence de ce type de discours au moment de la diffusion de la JAC au début des années 1930 dans le diocèse soulève l'hypothèse de discours descendants élaborés par les élites catholiques agrariennes à l'origine du mouvement. Tout comme la JOC a arboré l'image d'un Christ-ouvrier pour légitimer son existence et sa mission, la JAC a su redéployer et vulgariser l'idée d'une civilisation rurale chrétienne rempart contre la décadence nationale. Ce syncrétisme entre « crise rurale » et « crise religieuse » se développe de manière assez visible dans les discours locaux sur les motivations de création d'une JAC jurassienne : dans les années 1930, les pages du journal de la jeunesse catholique jurassienne le relèvent alors. Ainsi, suite au lancement d'une enquête sur « la vie de travail » et les réponses de plusieurs groupes de jeunes en septembre 1930, *Nenni ma foi !* se laisse aller à quelques élans lyriques agrariens au sujet de la relative aisance de la montagne jurassienne depuis les années 1920 : « cette

---

<sup>258</sup> Sont considéré comme « matérialistes » dans les pages de *Nenni ma foi !* assez indistinctement, communistes, socialistes et libres-penseurs.

<sup>259</sup> Notamment l'UCFA, les Semaines sociales et les divers organismes d'enseignement agricole, DUBRUEL Marc, cité par CONQ Jean GUILLOTEAU Charles-Henri, LEPRIEUR François, VILBOUX Bernard, *JAC./MRJC Origines...* », op cité.

aisance aura pour avantage de les retenir à la terre et gardera dans leur cœur l'amour de leur petite patrie<sup>260</sup> ».

Les soubassements théoriques du mouvement jaciste sont relayés, sans toujours être mis en parallèle avec les spécificités locales, notamment par le directeur des Œuvres de jeunesse, le chanoine Just Pouillard, et appropriés par les premières sections. Comme le démontrent les rares enquêtes d'affiliation retrouvées qui justifient la création d'un groupement par la volonté et la nécessité de « restaurer la fierté du travail paysan » pour conjurer « l'exode rural ». Ainsi, comme l'expose la section de Lavigny dans l'une de ses premières réunions : « au point de vue moral n'y a-t-il pas une fierté d'être paysan quand on voit la pourriture qui envahit tant de classes de la société ; n'est-ce pas chez nous que malgré tout il y a encore le plus d'honnêteté ?<sup>261</sup> ». À l'enquête d'affiliation à la JAC, cette même section constatait le désarroi des jeunes ruraux tout en montrant sa motivation à entreprendre d'y remédier par le militantisme catholique :

*« C'est un fait que la joie s'en va de nos campagnes, que beaucoup de jeunes ne s'y plaisent plus et n'aspirent qu'à rechercher à la ville et dans les amusements coupables ou pour le moins dangereux, un plaisir factice qui leur fera oublier pour un instant les misères de leur vie quotidienne. (...) En tout cas si cela ne va pas très bien à l'heure actuelle, cela ne doit pas être un motif de découragement, mais au contraire une raison de plus de travailler au redressement de notre classe paysanne, à la résurrection de notre terre de France<sup>262</sup>».*

Si les futurs jacistes parlent encore de « classe paysanne » et non de « milieu rural », montrant par là même que le lexique des mouvements d'ACS n'est pas encore parfaitement intégré, il n'en reste pas moins qu'ils en maîtrisent les idées principales et notamment la personnalisation de la « terre » qui se doit, à l'image du christ, de ressusciter ainsi qu'à l'analogie entre le « redressement » agricole et celui du pays. Le discours national semble être « descendu » vers les populations rurales jurassiennes par la médiation du journal national, *la Jeunesse agricole*, et par la presse locale, mais surtout par les questionnaires des enquêtes d'affiliation. En effet, ces dernières induisent directement par leurs questionnements, recherches et enquêtes l'idée d'un « déclin » rural en demandant d'en faire le constat au niveau local.

Ainsi « le questionnaire sur la vie agricole et professionnelle » que doivent remplir les groupes prétendant à l'affiliation exige tout d'abord de faire le constat du nombre de jeunes vivant dans la commune avant de demander quelles sont les raisons des départs d'un point de

---

<sup>260</sup> *Nenni ma foi !*, septembre 1930.

<sup>261</sup> Compte rendu de la réunion de la section jaciste de Lavigny, 30 novembre 1934, ADDSC, archives paroissiales, liasse archives privées du groupe de Lavigny.

<sup>262</sup> Lavigny réunion du 19 septembre 1935 ; ADDSC, archives paroissiales, liasse archives privées du groupe de Lavigny.

vue « matériel » et « moral ». À cette dernière question, le groupe de Lavigny répond en 1934 : « la principale raison d'ordre moral est la diminution de l'esprit chrétien de dévouement et de sacrifice et la place trop grande que prennent les préoccupations matérielles dans la vie actuelle ». La question suivante semble induire une partie des réponses ou du moins, la conception négative de ces départs : « comment il peut être remédié à ces causes de la désertion des campagnes ». Ces questionnaires, qui émanent de l'instance nationale du mouvement, doivent être remplis pour chaque groupe qui demande l'affiliation.

La logique est la même du côté du mouvement féminin puisqu'une enquête pour responsable de secteur et responsables diocésaines de la JACF, vers 1935, au moment de l'implantation du mouvement féminin demande :

*« 9. Constate-t-on dans telle ou telle région des départs fréquents pour la ville, départ de célibataires ou de personnes mariées ? à quelles raisons ? (Difficultés de vie, familles nombreuses...) attribuez-vous ces départs ? 10. Y a-t-il des jeunes filles qui se placent en ville pendant l'hiver et reviennent-elles au pays pour les travaux de la belle saison ? Quels moyens pratiques voyez-vous pour garder contact avec elles ? Constate-t-on une influence profonde exercée sur elle par leur séjour en ville ?<sup>263</sup> ».*

Ici, ce n'est pas seulement les « départs » qui sont implicitement présentés comme un « problème », mais également le fait que les jeunes filles puissent être en rapport avec la ville et ses influences.

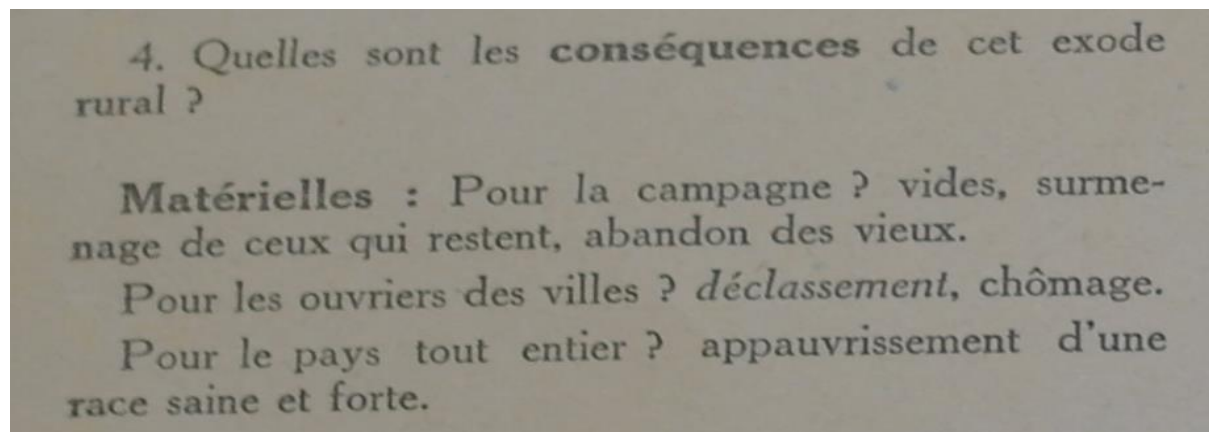
Le questionnaire de l'UCFA et de la JAC publié dans la brochure « Au service du monde rural : plans d'études pour les groupements ruraux d'hommes et de jeunes gens 1938-1939<sup>264</sup> » va encore plus loin dans la suggestion des réponses. En effet, dans la première partie qui ouvre la brochure intitulée « Examiner attentivement l'exode rural depuis 2 ans », 4 questions demandent des détails précis sur les individus qui sont partis (chiffre, catégorie socioprofessionnelle, moment du départ, etc...) avant d'interroger : « Y'a-t-il des cas où l'on s'est "déruralisé" sur place ? Où l'on travaille à la ville voisine ou dans une usine qui s'est fondée au village ? A-t-on dans ce cas gardé encore quelque chose de la mentalité paysanne ? Désire-t-on revenir s'établir un jour au pays après avoir gagné ce qu'il faut pour cela ? ». Le néologisme « déruraliser » semble indiquer la perte d'une présumée « essence » rurale ontologiquement opposée à celle de la ville. Enfin, la question sur les conséquences des départs est très explicitement guidée et ne s'embarrasse plus de la présentation formelle du

---

<sup>263</sup>Questionnaires vierges JACF : ADDSC, carton HVB, Liasse 4 « pochette verte et affiliation » ; enquêtes vierges pour les responsables de secteurs et les responsables diocésaines II Vie sociale, vers 1935.

<sup>264</sup> Paris, Éditions de l'UCFA, 1938.

questionnaire en indiquant les réponses directement sous la forme affirmative :



Les questionnaires permettent ainsi de diffuser cette idée de faillite ou de crise rurale que seule la lutte contre le matérialisme et l'individualisme *via* l'engagement jaciste pourrait résoudre. La thématique de « l'exode rural » prend alors tout son sens et alimente parfaitement l'idée de ce déclin civilisationnel puisque les jeunes le constatent de manière pragmatique, au plus près, dans leur village et dans leur canton et sont sommés d'en fournir les chiffres précis et enjoins de reconnaître que celui-ci est lié à une recherche factice du plaisir, à la tentation matérialiste urbaine. Le maintien à la terre est perçu comme le « sacrifice » nécessaire des « meilleurs » des éléments les plus robustes et les plus « sains » et est considéré comme gage de vertu chrétienne. Le discours sur « l'exode rural » trouve enfin son incarnation et est saisi dans toute sa dimension pratique : c'est un moyen de diffuser et vulgariser l'agrarisme puisqu'il n'est pensé que comme symptôme d'une crise morale révélant le matérialisme et l'individualisme ambiant dans une perspective unilatéralement néfaste et nuisible. La classification en « race », beaucoup plus que celle en « classe », montre la diffusion de l'idée d'une essence distincte entre ruraux et urbains qui, se confondant avec celle entre « paysans » et « ouvriers » permet le cloisonnement des populations et inhibe toute possibilité de constitution d'intérêts communs.

Comme nous l'avons vu, à la « crise morale » et la décadence liées à la sécularisation et déchristianisation, dès les années 1920, tant au niveau national que local, l'Église oppose l'engagement dans l'action spirituelle. C'est tout l'enjeu du développement d'un militantisme de la jeunesse catholique et l'organisation des Œuvres jurassiennes tout comme les discours du président de l'Union diocésaine, Henri Pasteur, et du directeur des Œuvres, Just Pouillard, le démontrent pendant toute la décennie. Si la formation agricole est avant tout perçue comme un moyen pragmatique de former une élite agricole qui puisse devenir compétente et ainsi faire face à la « crise agricole », l'émergence de la JAC contribue à vulgariser l'idée d'une jonction



nécessaire avec la formation spirituelle. En effet, puisque les difficultés qui touchent la France sont présentées comme avant tout morales et que c'est par la « sève paysanne<sup>265</sup> » et ses vertus que celle-ci pourra se « régénérer », revaloriser l'agriculture, tant par son image que par son économie, serait un moyen pour sortir le pays de l'ornière. Et c'est la formation agricole qui pourrait faire d'une pierre deux coups en redonnant fierté par l'acquisition de compétences au métier d'agriculteur, mais également en permettant à une élite chrétienne exemplaire en matière professionnelle de s'en dégager afin d'influer sur tout le milieu et par là même le rechristianiser. En novembre 1928, dans sa chronique rurale, *Nenni ma foi !* explique ainsi que le jeune catholique doit aspirer à être « un excellent professionnel comme un excellent chrétien » :

*« Excellent professionnel (...) c'est nécessaire parce que socialement chacun n'est plus aujourd'hui qu'une cellule d'un groupement et que l'on généralise toujours les critiques que l'on peut faire à tel ou tel en les appliquant à la collectivité dont il fait partie. C'est nécessaire parce que nous, jeunes catholiques, qui avons la volonté d'imposer par la raison notre manière de penser, nous ne devons pas donner la plus légère prise à la critique, mais tout faire pour augmenter notre influence dans notre milieu ; et de même qu'un bon ouvrier, sachant se faire aimer de ses camarades, acquiert sur eux, par la supériorité de son talent, une influence d'autant plus grande qu'il est plus habile et plus savant, de même dans nos campagnes, sera toujours consulté et écouté, celui qui, sur les mêmes terres que ses concitoyens, avec la même somme de travail, aura, grâce à sa science de l'agriculture, des récoltes toujours plus belles que les leurs. Cette influence que donne la supériorité technique il est possible de l'acquérir. N'est-ce pas alors un devoir pour chacun que de travailler à sa formation professionnelle ? ».*

La rencontre entre formation spirituelle et formation professionnelle, qui devient par là même militante puisqu'envisagée dans sa dimension apostolique, légitime donc les discours sur la nécessité de la modernisation agricole. Celle-ci est ainsi perçue comme outil d'apostolat par l'exemplarité de ses acteurs. C'est ce type de discours, souvent injonctif, qui se structure définitivement tout au long des années 1930<sup>266</sup> pour pousser les jeunes catholiques à se former et qui permet, dans le même temps, de présenter le mouvement comme socialement utile et ainsi de recruter les effectifs militants nécessaires. La diffusion du lien entre « exode rural » et « crise morale » qui se réalise par le constat des départs *via* les enquêtes de terrain de la JAC permet au mouvement de diffuser des « remèdes » concrets *via* la formation agricole et d'asseoir sa légitimité dans le paysage rural français. Mais loin d'être, à l'image des discours agrariens, une prescription descendante, la formation agricole relève aussi d'une attente du

---

<sup>265</sup>JAC, *Manuel de la JAC.*, Paris, Collection Semailles, 1932, p. 15.

milieu et tout particulièrement de la jeunesse rurale et c'est bien là tout l'intérêt du mouvement qui parvient à concilier ces aspirations locales avec les discours élaborés par les élites agrariennes et catholiques.

## 2) Dynamiques de la formation professionnelle à la JAC avant-guerre : EAC et JAC, enjeux d'une complémentarité.

La formation agricole constitue une intéressante porte d'entrée dans le mouvement, d'une part parce que celui-ci a emprunté ses outils à des organismes existants, mais également parce qu'il a développé les siens propres. C'est ce point qui est généralement mis en évidence pour présenter la JAC comme un mouvement original de formation professionnelle dans la littérature scientifique. En effet sa fonction de relai est bien souvent passée sous silence pour mettre en évidence la spécificité de sa démarche pédagogique fondée sur le triptyque « voir, juger, agir ». Ainsi le mouvement a notamment diffusé, outre les Semaines et les Journées rurales sur lesquelles nous reviendrons, les Enseignements agricoles par correspondance (EAC) dont il importe d'observer dans quelle mesure ils ont pu contribuer à l'implantation et à la diffusion du mouvement au sein des populations rurales. En effet, la formation agricole et le développement d'une « élite rurale » auxquels prétend la JAC sont également une stratégie de prosélytisme visant à recruter dans ses rangs, de jeunes ruraux aspirant à devenir des agriculteurs compétents. L'analyse de la complémentarité qui a pu s'établir entre EAC et JAC nous semble donc un moyen privilégié pour observer comment le mouvement jaciste a pu et su s'implanter dans le paysage rural.

Le *Manuel de la JAC* répertorie en 1932, 23 centres privés d'enseignement par correspondance et plus de 1700 jeunes touchés par cet enseignement. D'après Angèle Souyris si cet « enseignement professionnel agricole par correspondance a pu naître et se développer, c'est en partie dû à tout un ensemble de "manques" ou de pauvreté dont souffre la paysannerie et de carence de la politique d'enseignement agricole<sup>267</sup> ». C'est l'Union du Sud-Est des syndicats agricoles (USESA)<sup>268</sup> qui a l'initiative de ce type d'enseignement à partir de 1913, mais c'est surtout autour de l'école supérieure d'agriculture de Purpan et de l'école supérieure d'agriculture d'Angers que les cours agricoles par correspondance se développent et prennent

---

<sup>267</sup>SOUYRIS Angèle, « Le CERCA : spécificités pédagogiques (1927-1960 », thèse de sciences de l'éducation sous la direction de Maurice Magnificat Université Lyon 2, 1984, 348 p, p.25.

<sup>268</sup>Rattachée à la puissante organisation conservatrice de la rue d'Athènes (SAF) et qui regroupe depuis 1897: Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Haute-Loire, Rhône, Saône-et-Loire, Savoie, Haute-Savoie.

toute leur ampleur. En effet, la principale barrière à la formation des jeunes ruraux est leur nécessaire présence comme main-d'œuvre sur l'exploitation familiale. Les EAC partent de ce constat qui sera défini par le père Marc Debruel, un des fondateurs de l'école de Purpan: « Les notions acquises par l'expérience, pour abondantes et précises qu'elles soient, ne suffisent plus aujourd'hui. L'agriculture est un art complexe, difficile, sans cesse en progrès : il s'appuie sur des sciences (physique-chimie, biologie, sciences financières, sciences administratives et sociales) qui, chaque jour, font en ce siècle des découvertes imprévues presque immédiatement utilisables, pour augmenter les rendements. S'enfermer dans la routine serait se priver de l'avantage que procure à l'agriculture ce développement prodigieux<sup>269</sup> ». Alors que l'école de Purpan a pour objectif de constituer une élite agricole afin d'« exercer un rôle social de soutien et d'encadrement » auprès de la classe moyenne agricole qui semble se développer, l'école d'Angers tente de répondre à une attente plus large, à « un besoin d'apprendre qui ne pouvait s'exprimer que par correspondance ». Le directeur des études de cette dernière, le père Alfred Foreau, nommé en 1922, est l'un des principaux initiateurs de la JAC au niveau national et en devient son aumônier en 1930. Ainsi JAC et enseignement par correspondance sont liés dès la création de celle-ci par l'intermédiaire du père Foreau et plus généralement des jésuites<sup>270</sup>. Le mouvement encourage vivement ses membres à les suivre pour qu'ils deviennent des « as en agriculture<sup>271</sup> ». Cependant, comme le note Angèle Souyris<sup>272</sup>, si les cours par correspondance sont « souvent recommandés par la JAC, ils se sont déroulés parallèlement à elle. Ils ne sont pas devenus des organes d'action de celle-ci<sup>273</sup> ».

Les cours par correspondance, dont l'objectif est de concilier l'apport d'une formation scientifique rigoureuse et non coûteuse et le maintien sur place des jeunes, débutent généralement en octobre pour se terminer à la fin mars, pendant la période "creuse" de l'activité agricole. Chaque mois, l'élève reçoit un bulletin, qui lui indique le travail et lui fournit quelques conseils et propositions de lecture. Les copies réalisées par l'élève sont ensuite adressées au centre de correction, qui les retourne annotées et accompagnées d'un corrigé type. Les eacistes travaillent souvent collectivement et n'envoient qu'un seul rapport pour leur groupe comme on peut le constater avec les groupes de Lavigny et de Bersaillin. *La Jeunesse agricole* avait précisé

---

<sup>269</sup>DUBRUEL Marc, cité par CONQ Jean GUILLOTEAU Charles-Henri, LEPRIEUR François, VILBOUX Bernard, *JAC./MRJC Origines...* », op cité, p.22

<sup>270</sup> L'école de Purpan et d'Angers sont tenues par des jésuites.

<sup>271</sup>« Des as en agriculture », *La Jeunesse agricole*, 15 septembre 1934, p.9.

<sup>272</sup>SOUYRIS Angèle, « le CERCA... » op cité, p.59.

<sup>273</sup>Ceci est expliqué, selon l'auteur, par les divergences politiques entre le père Alfred Foreau et son successeur à la direction des Enseignements Agricoles par Correspondance d'Angers (EACA), qui est plus conservateur (proche de la droite maurassienne) alors que le père Alfred Foreau « s'appuie sur la gauche catholique », *ibidem*, p.60.

en 1934: « le travail peut se faire seul, ou mieux en groupe... mais chercher toujours le plus possible le travail personnel dans la rédaction des copies<sup>274</sup> ». Si les EAC sont avant tout utilisés par la JAC comme un élément de formation d'une « élite paysanne », ils constituent également un moyen de réaliser l'action d'apostolat en attirant des jeunes vers le mouvement jaciste. Il convient dès lors de revenir sur la diffusion et la portée des EAC, de mettre en lumière les liens qu'ils entretiennent avec la JAC afin de rendre compte des différentes dynamiques jurassiennes et des enjeux que cela soulève.

Le journal de la jeunesse catholique, *Nenni ma foi !*, encourage dès 1921<sup>275</sup> les cercles de jeunes ruraux à suivre les EAC de l'Union des syndicats agricoles du Sud-Est. Le programme étant apparemment jugé « trop difficile<sup>276</sup> », la direction des Œuvres décide à l'automne 1928 de se charger elle-même de l'organisation de ces cours. Cette initiative, qui semble répondre à une attente puisque les inscriptions sont assez importantes<sup>277</sup>, se double de la parution régulière dans les pages de *Nenni ma foi !* d'une chronique rurale qui développe des sujets techniques concernant l'agriculture<sup>278</sup>. La direction des Œuvres s'investit de manière assez importante dans cette activité puisqu'elle distribue des prix<sup>279</sup> pour récompenser les lauréats et qu'elle constitue une Commission rurale<sup>280</sup> qui se réunit assez régulièrement.

Le journal annonce en janvier 1930 que les journées de récollection pour « lancer la JAC » sont avant tout destinées à ceux qui suivent les EAC et à partir de ce moment JAC et EAC semblent agir en toute complémentarité. Le décès d'Henri Pasteur<sup>281</sup>, qui devait se charger de la préparation et de la correction des cours pour l'année 1931, la « difficulté de trouver des maîtres qualifiés<sup>282</sup> » et le nombre croissant d'adhésions, incite la direction des Œuvres à se tourner vers « une structure plus puissante<sup>283</sup> » pour dispenser les cours de l'hiver 1932 : l'Union

---

<sup>274</sup>« Des as en agriculture », *La Jeunesse agricole*, 15 septembre 1934, p.9.

<sup>275</sup>*Nenni ma foi !*, n° 33, novembre 1921.

<sup>276</sup> *Nenni ma foi !*, septembre 1928.

<sup>277</sup>Sept groupes et 14 individus isolés suivent ces cours à l'hiver 1928-1929, soit près de 70 jeunes.

<sup>278</sup>L'auteur de ces chroniques est régulièrement le correcteur des copies des EAC. Il s'agit apparemment d'un certain Émile Vernet, *Nenni*, n° 117, avril 1927 ; n° 128, avril 1930.

<sup>279</sup>Il s'agit le plus souvent de kilogrammes de potasse, d'ouvrages agricoles, de billets de train pour Lourdes ou de bourses pour participer aux Semaines rurales de Bourg-en-Bresse. *Nenni*, n° 121, septembre 1929 ; n° 136, janvier 1931.

<sup>280</sup>Just Pouillard, directeur des Œuvres de jeunesse, Raymond Lançon, curé de Château-Chalon, Albert Prost, président de la Jeunesse catholique du Jura, Henri Pasteur, président d'honneur de la jeunesse catholique du Jura et P. Maréchal y siègent à partir de juin 1930 ; *Nenni* n° 131, août 1930.

<sup>281</sup>Henri Pasteur (Censeau 1888 — Besançon 1931), président de la Jeunesse catholique du Jura de 1921 à 1924, après avoir quitté l'armée avec le grade de commandant, président d'honneur de la Jeunesse catholique du Jura de 1924 à 1929, auteur régulier de chroniques dans *Nenni ma foi!*, décède en octobre 1931 : nécrologie dans *Nenni*, n° 145, novembre 1931.

<sup>282</sup>*Nenni*, n° 154, septembre 1932.

<sup>283</sup>*Nenni*, n° 154, septembre 1932.

du Centre-Est des syndicats agricoles<sup>284</sup>. Pour l'hiver 1932-1933, on compte alors 66 inscriptions. En 1933-1934 ce sont 13 groupes et 19 individus isolés qui suivent ces cours et en 1934-1935 le Jura fait partie des départements fournissant le plus d'effectifs puisque sur les 410 élèves venant de cinq départements<sup>285</sup>, il en compte 163<sup>286</sup>. *La Jeunesse agricole* tient régulièrement dans ses pages une « Chronique des EAC » ou évoque le sujet par l'intermédiaire de militants racontant leurs expériences, de 1934 à 1940. Parfois on trouve même un article intitulé « les As des EAC <sup>287</sup> » qui félicite les groupes ayant rendu les meilleurs devoirs. Ainsi dans le n° 69 de *La Jeunesse agricole* on peut lire : « Jura: le groupe de Lavigny et de Bersaillin se classent premiers pour le cours supérieur<sup>288</sup> ». Le nombre d'inscrits ne cessant d'augmenter, la JAC décide alors, vers 1938, de prendre en charge la diffusion des EAC et nomme un « responsable fédéral des EAC » qui siège au comité fédéral. Pourtant, si la tentation centralisatrice de la direction des Œuvres diocésaines<sup>289</sup> semble laisser la place à celle de la JAC, cela ne signifie pas pour autant que ces deux organisations soient parvenues à englober et à prendre en charge la totalité des groupes et des individus suivant les EAC. JAC et EAC sont donc fortement liés même s'ils restent indépendants. Ce sont surtout les membres de la JAC qui ont suivi ces cours, collectivement ou individuellement, et qui répondent ainsi à la demande du centre : « Tout jaciste doit suivre ou avoir suivi des EAC<sup>290</sup> ».

La surexposition du rôle de la Direction des Œuvres diocésaines et de la JAC dans le développement des Enseignements agricoles par correspondance ne suppose pas pour autant que ces derniers relèvent de leur monopole. Notre regard est évidemment biaisé par le fait que nous n'utilisons que des archives produites par ces deux structures. Différentes dynamiques locales sont à l'œuvre dans les années 1920 et 1930. Il convient d'essayer d'en retrouver les traces en travaillant à des échelles plus réduites que celle du département et en essayant de dater

---

<sup>284</sup> Patrice Fabrigoule dans « Les origines de l'Action-catholique rurale dans la France de l'entre-deux-guerres » note que le « recrutement des EAC est strictement diocésain » et que le diocèse propose une formation indépendante (mémoire sous dir Gérard Cholvy, 1994, p.140-141). Cette confusion, due à l'organisation indépendante des EAC par la direction des Œuvres jusqu'en 1932, est reprise par Vincent Flauraud dans sa thèse où il suppose une organisation indépendante des EAC jurassiens sur une carte ; FLAURAUD Vincent, « la JAC... », thèse op citée, p.51.

<sup>285</sup> Il s'agit de la Haute-Saône, du Doubs, de l'Aube du Jura et de la Côte d'Or.

<sup>286</sup> Le Jura fournit alors 10 groupes avec 63 élèves et 13 isolés au cours supérieur agricole et 8 groupes avec 69 élèves et 18 isolés au cours élémentaire agricole. *Nenni*, n° 189, novembre 1935.

<sup>287</sup> *La Jeunesse agricole*, n° 71, 15 novembre 1934.

<sup>288</sup> Le CERCA dispensait plusieurs niveaux de cours : « cours de maîtrise en agriculture » ; « cours supérieur » ; « cours normal » ; « cours d'apprentissage » (*La Jeunesse agricole* n° 76, 1 février 1935). Mais les EAC du Centre-Est avaient aussi deux niveaux d'enseignement, l'un appelé « cours élémentaire » et l'autre « cours supérieur ». Il est donc difficile de savoir à quels EAC étaient rattachés Lavigny et Bersaillin.

<sup>289</sup> La direction des Œuvres centralise les inscriptions afin d'effectuer des remises sur les frais aux groupes et individus inscrits aux EAC du Centre-Est.

<sup>290</sup> « Des as en agriculture », *La Jeunesse agricole*, numéro spécial, 15 septembre 1934, p.9.

plus précisément les adhésions aux EAC et à la JAC des différents groupes. Réduire la focale permettrait alors de comprendre les configurations humaines et les modalités de constitution et de développement des cercles d'études qui ont adopté les EAC alors que rendre compte des dynamiques chronologiques permettrait d'observer la multitude des liens tissés entre JAC et EAC ou, au contraire, de mettre en évidence un développement dissocié. Un suivi des différents groupes, une datation précise de leur inscription aux EAC et la mise en évidence de leur lien à la JAC ou, au contraire, de leur distance à l'égard du mouvement, peut permettre de corréler trois hypothèses différentes : celle d'une JAC courroie de transmission des EAC, celle des EAC comme vecteur de l'engagement jaciste ou celle d'une éventuelle association par trop systématique dans l'historiographie<sup>291</sup> entre ce type d'enseignement et le mouvement jaciste.

La publication annuelle du palmarès des élèves et des groupes les plus méritants dans *Nenni ma foi !* peut nous permettre d'apporter quelques éléments de réponse. La carte ci-dessous prend en compte les sections JAC affiliées avant décembre 1937<sup>292</sup> et les groupes ayant suivi les EAC entre 1928 et 1936. Comme nous pouvons le constater, dans la plupart des communes, onze, où existait un groupe EAC s'est formée une section jaciste. Il s'agit uniquement de groupes qui ont suivi ce type d'enseignement à la fin des années 1920 et au début des années 1930, alors que la JAC n'était pas encore développée dans le département<sup>293</sup>. Pourtant une légère majorité des groupes qui suivaient les EAC, 11, n'ont pas vu les jeunes de leur commune former une section de la JAC<sup>294</sup>. Il faut néanmoins prendre en considération les groupes pour qui l'adhésion à la JAC et l'inscription aux EAC ont été synchrones : ils sont neuf<sup>295</sup>. Cette synchronisation s'explique certainement par le fait que, dans les années 1930, l'adhésion au mouvement jaciste requérait une implication longue et importante des futurs membres : pendant plus d'une année de préparation, ceux-ci devaient remplir de nombreuses enquêtes d'affiliation et montrer un

---

<sup>291</sup> COLSON François, « La Jeunesse agricole catholique : une pédagogie au service d'un projet humaniste », dans BOULET Michel (dir.), *Les enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture, 1760-1945*, Actes du colloque Enesad, 19-21 janvier 1999, Dijon, Educagri Éditions, 2000, pp. 213-227. FAUVET Étienne, *La stratégie éducative de la JAC et du MRJC dans l'Ain (1935-1979) : d'une expérience initiatrice à une éducation totale* », thèse de sciences de l'éducation sous la direction de Maurice Magnificat, Université Lyon 2, 1983, pp. 252-254.

<sup>292</sup> La première section jurassienne affiliée à la JAC est Malange, le 20 novembre 1932. En mars 1937, Salins-les-Bains, Aresches, Cernoz, Marnoz et Pretin constituent la trente-troisième section affiliée du département et Bief-du-Four la trente-quatrième en décembre 1937 : après cette date les affiliations marquent un arrêt pour reprendre en novembre 1938, il s'agit de la nouvelle dynamique induite par ce qui peut apparaître comme la deuxième génération de jacistes.

<sup>293</sup> Tourmont, Pretin, Saint-Loup, Château-Chalon et Longchaumois suivent ces cours à l'hiver 1928-1929, Lavigny à partir de 1929-1930, Frontenay et Bersaillin en 1930-1931 Cuisia, Gillois et Bief-du-Four en 1931-1932.

<sup>294</sup> Il s'agit de Cousance, Marigny, Saint-Aubin, Desnes, La Pesse, Montaigu, Falletans, Les Moussières, Brevans, Mouchard et Grozon.

<sup>295</sup> Il s'agit de Thervey, Ivory, Vincent, Plasne, Le Fied, Sérézia/Chavéria, Aiglepierre, Le Vernois et Fraroz.

intérêt pour les questions agricoles dont la participation aux EAC faisait souvent foi.

Nous pouvons également observer que seulement quatre sections jacistes<sup>296</sup> décident de respecter les directives nationales en s'inscrivant aux EAC après avoir été affiliées. Ces « bons élèves » n'occulent pas pour autant les onze sections jacistes qui n'ont jamais, du moins collectivement<sup>297</sup>, suivi ce genre d'enseignements. Néanmoins sur plus de cinq cent cinquante communes du département, il faut bien constater que vingt-trois d'entre elles disposent d'une section JAC et d'un groupe qui a suivi les EAC puisque les deux groupes d'eacistes de Château-Chalon et de Frontenay se fondent en une seule section JAC. Et si onze sections jacistes ne se sont pas pliées aux directives nationales, il convient cependant de noter que sur les douze groupes EAC qui ne se sont pas affiliés à la JAC, 8 d'entre eux étaient situés sur une commune limitrophe d'une section jaciste : Cousance de Cuisia, Marigny de Mirebel, Saint-Aubin de Chemin, Desnes de Vincent, Montaigu de Perrigny, Falletans de La Loye, Mouchard d'Aiglepierre et Grozon de Buvilly. Les eacistes pouvaient ainsi très bien être membres de la section voisine à l'image d'André Monnoyeur de Songeson rattaché à la section JAC de Saffloz, d'Albert Baud de Montigny rattaché à celle de Mirebel, d'Eugène Maillard et d'André Dalloz, respectivement de Sérezia et Marangea rattachés à la section de Chavéria<sup>298</sup>.

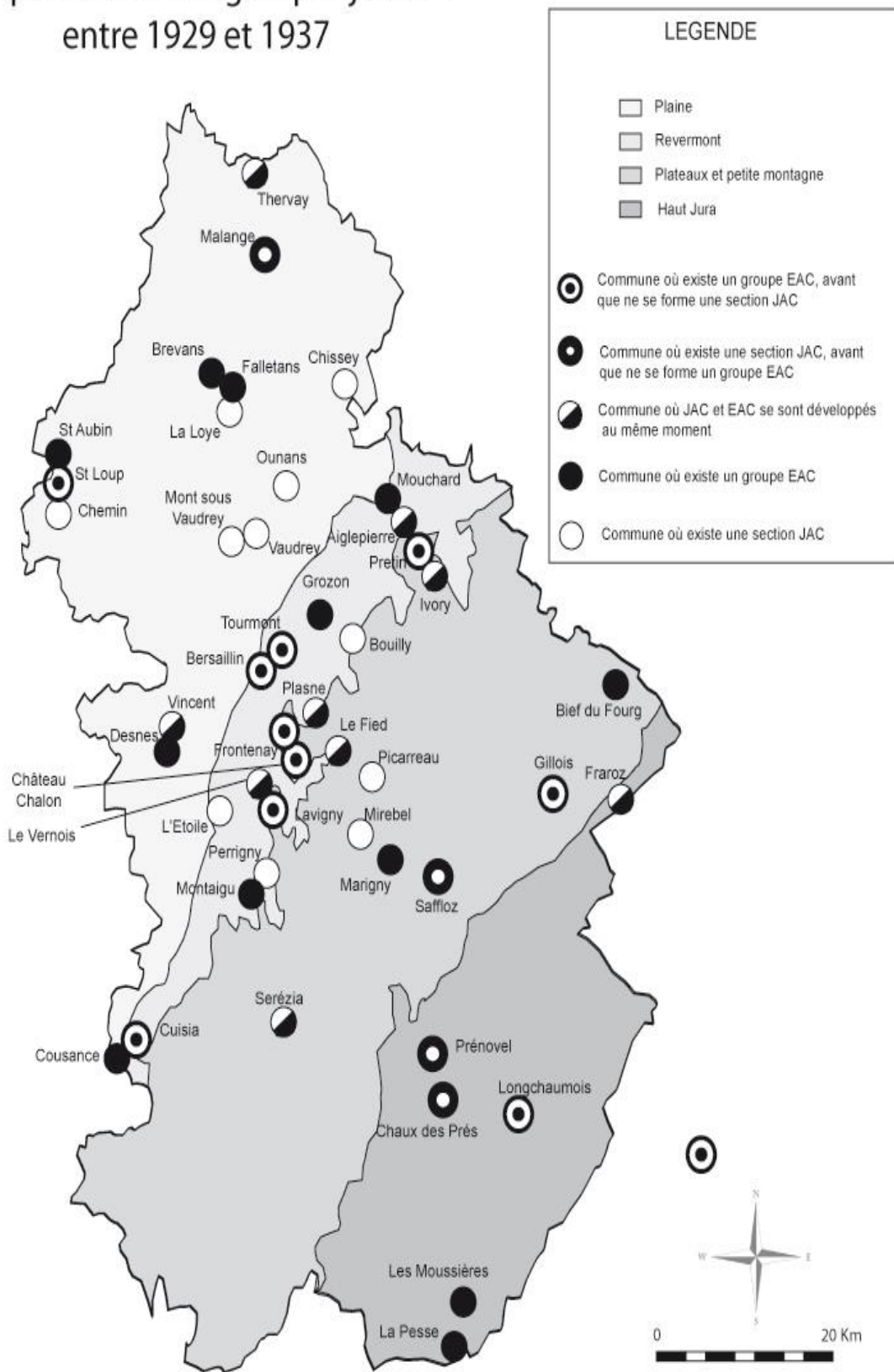
---

<sup>296</sup>Prénoyel, Chaux-des-Prés, Malange et Saffloz.

<sup>297</sup>Ce qui n'empêche pas que certains individus de la section aient pu suivre, à titre individuel, ces enseignements.

<sup>298</sup> *Nenni*, n° 203, février 1937.

# Groupes eacistes et groupes jacistes entre 1929 et 1937



Source : DIREN Franche-Comté 2004  
Archives du diocèse de Saint Claude : Dossier 5K3, *Nenni ma foi!*

Auteur : Claire BAILLY ALEMU (2012)



Si l'étude des individus nous semble nécessaire pour mettre au jour les chemins menant à la JAC et ceux où mène la JAC, il convient également de revenir sur les modalités de mise en place des EAC et des sections JAC à l'échelle du village. L'exemple de Château-Chalon, au-delà de sa valeur illustrative, peut nous permettre de comprendre une dynamique qui, loin des schémas préconçus de volontés ou d'initiatives impulsées par « le haut » et s'imposant aux populations rurales, révèle justement la capacité motrice d'individus et de groupes qui semblent avoir influé la marche d'un département tout entier.

En octobre 1927, se forme dans ce village un groupe de 15 jeunes qui veut développer ses connaissances professionnelles : ils prennent contact avec l'Union du Sud-Est des syndicats agricoles avant de se rendre compte que son programme d'EAC apparaît trop complexe. L'abbé Raymond Lançon qui encadre le groupe décide alors de faire appel à des intervenants, des agriculteurs<sup>299</sup> et techniciens locaux, pour réaliser des causeries sur les engrais agricoles et sur la greffe de vigne. Ils font également analyser leurs terres auprès de la station agronomique de Dijon et se mettent au travail en 1928 en greffant plus de 7000 plans de savagnin pour augmenter la production de vin jaune<sup>300</sup>.

Dans le même temps, le groupe s'inscrit aux EAC proposés par la Direction des Œuvres et discute collectivement de la difficulté et de l'intérêt des devoirs. Ils mettent ainsi en pratique ce qu'ils apprennent concernant les « rudiments de la chimie » en faisant des expériences sur des échantillons de terre avec des engrais gracieusement fournis par la direction des Œuvres. Le 20 octobre 1929 lors du congrès diocésain de la jeunesse catholique, l'abbé Raymond Lançon réalise la conférence sur « la jeunesse agricole chrétienne » : il part de ce qu'il a réalisé avec son cercle d'étude pour expliquer que la « JAC, grâce à la spécialisation, est appelée à servir l'intérêt du cultivateur en donnant aux jeunes gens les connaissances dont ils ont besoin pour devenir plus capables et plus industriels dans leur métier<sup>301</sup> ». Il cherche à convaincre d'autres groupes d'adhérer au mouvement revendiquant « l'apostolat de l'agriculteur par l'agriculteur<sup>302</sup> ». Le zèle de Raymond Lançon en la matière semble remarquable puisqu'en mai 1930, *Nenni ma foi !* le complimente sur le fait que le Comptoir français de l'azote « lui a attribué une médaille grand module pour l'organisation méthodique d'un champ d'expérience ».

Château-Chalon est l'une des premières sections à revendiquer l'affiliation à la JAC en 1930

---

<sup>299</sup>Des agriculteurs du cru, reconnus pour leurs compétences : nous ne sommes donc pas toujours en présence d'une transmission descendante des savoirs agronomiques.

<sup>300</sup>*Nenni*, n° 112, novembre 1929

<sup>301</sup>*Ibidem*.

<sup>302</sup>*Nenni*, n° 113, décembre 1929.

et à valider son adhésion au sein de la section interparoissiale de Frontenay<sup>303</sup> en janvier 1933. Muté en 1931 à Plasne, Raymond Lançon initie également la constitution d'un groupe EAC<sup>304</sup> dans cette paroisse qui deviendra la 23<sup>e</sup> section jaciste du département et semble avoir impulsé la même dynamique aux paroisses voisines du Fied<sup>305</sup> et de Picarreau<sup>306</sup>.

Dans son étude comparée du Finistère et des Côtes-du-Nord, Suzanne Berger<sup>307</sup> avait travaillé sur la variation de l'intérêt de l'Église envers les Études agricoles par correspondance : elle en avait notamment conclu que cet intérêt variait en fonction du profil local du syndicalisme agricole, l'enjeu étant le contrôle de la jeunesse. Dans le Jura, l'Église a pu favoriser l'essor des EAC dans les régions viticoles afin d'éviter le développement des réseaux et du syndicalisme républicain<sup>308</sup> ou de contrer l'agrarisme athée de la Fédération des terriens du Jura<sup>309</sup>. Ceux-ci ont également pu émerger sur ce terrain où la mémoire phylloxérique était encore très vivace et, par conséquent, où la volonté de faire face aux crises agricoles, d'y remédier par une plus grande maîtrise technique était prégnante. L'un des eacistes de 1935-36 est par ailleurs un ancien militant jaciste avec lequel nous avons réalisé un entretien<sup>310</sup>. Il nous avait alors expliqué qu'il avait suivi ces cours par l'intermédiaire d'un réseau mis en place par le député radical-socialiste Henri Léculier<sup>311</sup>, alors président de la Chambre d'agriculture, entre l'Union du Centre-Est et les jeunes des alentours d'Arbois. Il semble donc évident que la JAC et la direction des Œuvres diocésaines ne contrôlaient pas la totalité de la diffusion des EAC dans le département. Dans tous les cas il convient également de travailler et de revenir sur la constitution des sections jacistes. Car si les EAC semblent avoir joué un rôle important ils ne sont pas les seuls : à l'image du greffage de la JAC sur le cercle catholique de Nanc-les-Saint-

---

<sup>303</sup>Également constituée de Menetru-le-Vignoble, quatrième section du département affiliée en 1933.

<sup>304</sup>Qui commence à suivre les Enseignements à partir de l'hiver 1934-1935.

<sup>305</sup>Qui suit également les EAC du Centre-Est à partir de l'hiver 1934-1935 et qui adhère à la JAC vers janvier 1935.

<sup>306</sup>Affiliation de la section interparoissiale de Picarreau, Fay-en-Montagne et Bonnefontaine vers mars 1937.

<sup>307</sup>*Les paysans contre la politique*, Paris, Éditions du Seuil, 1975, p. 129.

<sup>308</sup>Il semble, exception faite de la petite région d'Arbois, que l'influence de la Société d'agriculture de France reste prégnante dans le vignoble jurassien, notamment autour de la maison Bouvet et du fief du marquis de Froissard. Voir à ce sujet le travail de Pierre Merlin, « Une réponse à la crise économique... », op cité.

<sup>309</sup>Voiteur, commune limitrophe de Château-Chalon, dispose justement d'un cercle d'études rurales rattaché à la républicaine Société nationale d'encouragement à l'agriculture et lié à la Fédération des terriens du Jura, depuis mai 1921. *Le cri des terriens*, 15 mai 1921, 31 mai 1921, archives départementales du Jura, Pr 120. Voir à ce sujet le mémoire de Master 2 de Thibaud Dulac sous la direction d'Édouard Lynch : « *Le Cri des Terriens*, dans les années 1920 : un journal de Défense Paysanne entre agrarisme et régionalisme dans les vignobles bourguignons et jurassiens », Université Lyon 2, 2013.

<sup>310</sup>Entretiens avec 32 jacistes réalisés dans le cadre de notre Master 1, « Contester l'ordre... », op cité

<sup>311</sup>Voir à son sujet le travail de Mélanie Atrux qui a réalisé une étude prosopographique des présidents et dirigeants des Chambres d'agriculture : « *Histoire sociale d'un corps intermédiaire. L'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (1924-1974)* », soutenue à l'Université Lyon 2 sous la direction de Claude-Isabelle BreLOT, 2010.

Amour, dont les objectifs étaient purement apostoliques et religieux<sup>312</sup>.

L'investissement intense de la Direction des Œuvres diocésaines<sup>313</sup> dans la création et le développement des EAC dans le Jura démontre que celle-ci considérait la formation des agriculteurs comme un enjeu important<sup>314</sup>. Les articles de *Nenni ma foi !* qui encouragent, tout au long des années 1930, les jacistes à capter les élèves des EAC en constituent un indice révélateur. Il s'agit de se rendre utile, voire indispensable à des agriculteurs « condamnés » à se moderniser. Cet encadrement révèle ainsi la volonté d'exercer un contrôle social pour garder dans le giron de l'Église, voire d'attirer, des individus pour qui la performance agricole est présentée alors comme une question de survie. La JAC utilise ainsi très largement les réseaux développés par les EAC pour s'implanter et continue à encourager leur pratique. En effet, les groupes indépendants pouvaient constituer le réservoir du mouvement qui les attirait par l'attrait d'une formation complémentaire sur le terrain, alors que les groupes JAC déjà constitués autour des EAC pouvaient espérer « récupérer » des candidats à la formation agricole qui n'auraient pas intégré le mouvement sans cela. Une jaciste nous explique ainsi que les EAC étaient un « biais pour faire venir les jeunes à la JAC <sup>315</sup> » d'autant plus que cela permettait à leur famille de toucher les allocations familiales.

Dans les années 1930 et 1940, les Enseignements agricoles par correspondance sont un auxiliaire précieux du mouvement jaciste dans le cadre de la formation professionnelle des jeunes agriculteurs. Il conviendrait ici de mener une étude des individus suivant les EAC pour rendre compte de leur éventuel engagement ultérieur dans la JAC. Les ressources acquises à l'extérieur du mouvement par les EAC auraient pu favoriser, à la fois l'insertion dans le mouvement jaciste, mais surtout de gravir les échelons et de prendre plus de responsabilités au

---

<sup>312</sup>Statuts du cercle d'étude de Nanc-les-Saint-Amour, 1920, archives privées de Maurice Bressoux.

Une étude plus approfondie montrerait que l'écart entre l'implantation des sections jacistes et le nombre de groupes inscrits aux EAC dans le nord du département, autour de la plaine doloise, s'explique par des motivations et des intérêts beaucoup plus religieux que professionnels. En effet, dans cette région très ouvrière où la pratique religieuse est la plus base du département plusieurs indices indiquent que le développement de sections JAC répondent à une volonté de constituer des foyers de résistance et de conquête chrétiennes.

<sup>313</sup>L'investissement en termes d'énergie puisqu'elle initie elle-même cette formation dans le département en ne faisant payer aux inscrits que les frais postaux de 1928 à 1932, mais aussi l'investissement financier puisqu'elle offre des prix en nature aux meilleurs groupes et élèves et qu'elle prend en charge le quart des frais d'inscription aux EAC de l'Union du Centre-Est de 1932 à 1937.

<sup>314</sup>Comme le notait Michel Boulet : « Les enjeux de la formation (...) sont divers, enjeux technico-économiques, sociaux ou politiques. À travers cette circulation des savoirs et leur appropriation apparaissent des questions majeures : promotion d'un modèle de développement agricole, soutien ou remise en cause d'une hiérarchie sociale, stratégie de défense des intérêts d'une catégorie d'agriculteurs ou de propriétaires fonciers », dans BOULET Michel (dir), *Les enjeux de la formation ...* », op cité, p.23.

<sup>315</sup>« Les parents étaient méfiants alors on avait trouvé un biais pour avoir des jeunes avec nous c'était de faire des EAC qui ouvraient droit à une prolongation des allocations familiales. Alors là, aussitôt qu'il y a quatre sous au bout, c'était plus attrayant pour les parents. » Entretien d'Élisabeth Germain, 28 mars 2008.

sein de la JAC, c'est ce que nous allons tenter d'observer dans une dernière sous-partie.

### 3) 117 eacistes face à la JAC

Depuis 1929, *Nenni ma foi !* publie le palmarès des meilleurs élèves des enseignements agricoles par correspondance. Les premiers résultats publiés sont ceux de l'hiver 1928-1929 dont les cours émanent de la direction des Œuvres diocésaines et quinze élèves sont ainsi désignés comme étant « dans les premiers du classement » sur la soixantaine qui ont participé au programme. Toutes les années, jusqu'en 1938, le journal publie ainsi une quinzaine de noms d'élèves les plus méritants dans l'optique de les distinguer, que les cours suivis aient été ceux de la direction des Œuvres, de l'Union du Centre-Est ou de l'USESA. Cent dix-sept jeunes jurassiens sont ainsi cités pendant cette période, nous permettant une analyse, sinon sommaire, puisqu'environ un demi-millier a dû suivre ces cours, du moins indicative du rapport à l'engagement jaciste des eacistes. En effet, l'étude des individus engagés dans cette formation et surtout, la mise en évidence de leur lien à la JAC ou au contraire, de leur distance à l'égard du mouvement, pourrait permettre de corréler deux hypothèses différentes : celle d'une JAC courroie de transmission des EAC ou celle des EAC comme vecteur de l'engagement jaciste. Il s'agit donc également de dater les engagements de chaque individu afin de déterminer de l'antériorité ou de la postérité de l'engagement jaciste.

Tableau 1 : Eacistes en lien avec la JAC entre 1928 et 1937.

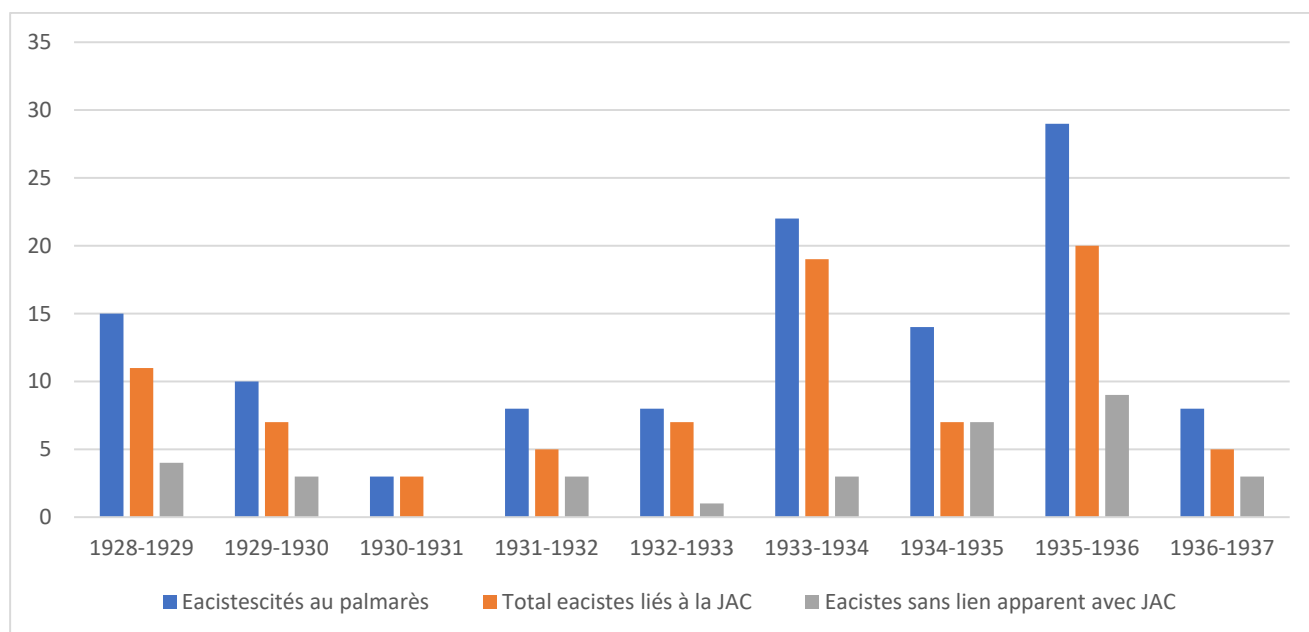
Eacistes cités entre 1928 et 1938	Eacistes repérés dans notre base de données de jacistes	Eacistes dont le village a constitué une section JAC avant 1940	Total eacistes liés à la JAC	Eacistes sans lien apparent avec la JAC
117	58	26	<b>84</b>	<b>33</b>

Comme l'indique le tableau ci-dessus, sur les 117 eacistes cités par *Nenni ma foi !* entre 1929 et 1937, 58 ont été repérés dans notre base de données d'individus liés à la JAC, qu'ils aient été responsables, militants ou simples suiveurs épisodiques. À ces 58 individus nous avons ajouté la trentaine pour qui le village a accueilli une section jaciste officiellement affiliée dans

les années 1930 en supposant qu'il y ait de fortes chances pour que les eacistes y aient pris part, à l'image des six de Château-Chalon qui contribuent à fonder la section interparoissiale de Frontenay. Ainsi cela nous amène à un total de 84 eacistes ayant été en lien avec le mouvement soit près de 72 %. Il s'agit d'un pourcentage *a priori* minimum puisque rien n'indique que les trente-trois eacistes qui n'ont pas été repérés dans notre base de données et dont le village n'a pas constitué une section du mouvement n'aient eu aucun contact avec ce dernier.

Le graphique ci-dessous nous permet d'observer plus en détail l'évolution annuelle des liens entre eacistes et JAC. Alors que 11 des 15 eacistes de 1928-1929 sont par la suite liés à la JAC, ils sont sept des dix de 1929-1930, la totalité en 1930-1931 et cinq des huit cités en 1931-1932 : ce qui nous amène à un total de 26 individus dont l'engagement dans la JAC donne suite à celui dans les EAC. En effet, la première section affiliée du département le sera le 20 novembre 1932.

Graphique 1 : Les liens des eacistes avec la JAC



Comme nous pouvons le constater sur le tableau en annexe<sup>316</sup> les quatre premières sections affiliées du département, fin 1932 et courant 1933, Malange, Thervay, Cuisia et Frontenay comptent toutes au moins un membre qui s'est signalé dans le palmarès des EAC. Notons

<sup>316</sup> Annexe A-10

néanmoins que la section de Malange, affiliée en novembre 1932, compte son premier lauréat pendant l'hiver 1932-1933 : il s'agit du président de la section, Jules Prudhon, repéré comme faisant partie des neuf meilleurs élèves jurassiens du cours élémentaire de l'Union du Centre est des syndicats agricoles. À l'exception de cette simultanéité qui n'implique pas qu'un jaciste du village ait suivi les cours avant l'affiliation, les trois autres sections ont avec certitude des eacistes méritants au sein de leur groupe avant même leur affiliation. Frontenay et Cuisia, comme nous l'avons déjà notifié, suivaient par ailleurs de manière collective ces enseignements.

Sur les 12 premières sections affiliées du département, cinq seulement n'ont eu aucun de leur membre signalé dans le palmarès des EAC avant 1933, ce qui n'implique toujours pas que ces derniers n'aient pas suivi les cours. Si, comme nous l'avons vu précédemment, la plupart des groupes de JAC se sont greffés sur des groupes de jeunes préexistants, les EAC semblent avoir constitué une dynamique supplémentaire pour encourager l'adhésion au mouvement. Ainsi, les sections de Malange et Thervay qui ne disposaient pas de groupes de jeunes auparavant peuvent avoir vu une dynamique naître de la pratique des EAC, ce qui n'est pas forcément le cas de Frontenay et Cuisia qui disposaient déjà d'un groupe organisé,<sup>317</sup> mais que la pratique des EAC a pu orienter plus facilement vers l'affiliation jaciste.

Enfin sur les 34 sections que compte le département en décembre 1937, alors que *Nenni ma foi !* ne publie plus de liste nominative des résultats pour les hivers suivants, une vingtaine compte au moins un eaciste dans leurs rangs avant l'affiliation ce qui contribue à renforcer l'hypothèse de l'importance des eacistes comme acteurs de la constitution des sections jacistes. Nous avons signalé qu'onze groupes avaient suivi collectivement les EAC avant de devenir des sections jacistes et que neuf groupes s'étaient simultanément constitués en groupe d'EAC et en section jaciste : il apparaît ici, au vu des engagements individuels que ces cinq de ces neuf groupes avaient au préalable un eaciste cité au palmarès dans la commune. Ainsi Jules Bardouillet à Thervay, Alphonse Faivre à Ivory, Louis Doyennard ou Louis Vuilloz à Vincent, Louis et Eugène Maillard à Chavéria, Henri Richard au Vernois ont pu initier le groupe d'eaciste. Et puisque trois d'entre eux sont nommés présidents de leur section alors qu'un quatrième siège au conseil diocésain de la JAC, il ne fait peu de doutes qu'ils aient également initié la formation de la JAC dans leur village.

Le suivi des eacistes nous permet également de rendre visible le fait que Chemin, l'Étoile et Vaudrey, repérés précédemment comme ne constituant pas de groupe d'EAC, accueillent

---

<sup>317</sup> Cuisia est cité dans *Nenni ma foi !* comme disposant d'un groupe actif entre 1926 et 1931 et Frontenay entre 1926 et 1930.

dans leur groupe des élèves cités au palmarès, respectivement Gustave Blot, Maurice Vandelle et Armand Vandel<sup>318</sup>. Cela nous permet de corriger nos résultats précédents en ajoutant trois sections aux 23 repérées comme ayant des liens avec les EAC. Sur les 34 sections jacistes, 13 sont celles qui ne disposaient pas d'un groupe de jeunes organisé avant l'adhésion au mouvement et 11 d'entre elles sont susceptibles d'avoir été impulsées par les EAC et leurs élèves<sup>319</sup>. Mont-sous-Vaudrey et Ounans semblent donc faire figure d'exception puisqu'à aucun moment ces sections ne disposent de groupe ou d'un eaciste « méritant » dans leurs rangs jusqu'en 1937 ni même de groupe de jeunes catholiques constitué avant l'adhésion à la JAC. Au final, 24 des 34 sections affiliées avant 1938 comptent avant ou après leur affiliation, un ou plusieurs eacistes, cité par le journal de la jeunesse catholique jurassienne comme faisant partie des « meilleurs élèves » auxquelles il faut ajouter Plasne et Le Fied qui suivent collectivement les EAC pour arriver à un total de 26 sections jacistes liées aux EAC<sup>320</sup>. Il n'y a donc que huit sections qui ne semblent pas avoir eu de lien avec les EAC, contre 11 cités précédemment.

La moitié des présidents des douze premières sections affiliées ayant par ailleurs été signalés avant 1934 nous pouvons également supposer que les eacistes ont été des éléments moteurs dans la transformation des groupes de jeunes en sections jacistes. Gilbert Janier de Chaux-des-Prés semble faire figure d'exception puisqu'il est le seul des présidents de section à apparaître dans le palmarès des EAC après que sa section ait été affiliée, soit que le mouvement l'ait poussé à se former par le biais des EAC, soit qu'il n'ait pas été suffisamment assidu pour faire partie des meilleurs élèves avant cette date. Jules Bardouillet de Thervay, Jean-Marie Mossu de Frontenay, Clément Grenier-Boley de Longchaumois, Victor Caty de Saint-Loup et Jules Prudhon de Malange sur lequel nous sommes déjà revenue, étaient donc des bons élèves des EAC avant de devenir président de leur section jaciste. Cela peut signifier qu'ils ont été nommés à cette responsabilité parce qu'ils ont été jugés « bons professionnels » suite à la reconnaissance de leurs compétences en tant qu'eacistes par la direction des Œuvres diocésaines. Mais cela ne prend pas en compte d'autres éléments de leur capital scolaire, social ou économique qui auraient pu également influencer sur leur nomination comme président de section. En effet, il est probable que les jeunes ruraux qui ont suivi les EAC soient issus d'une

---

<sup>318</sup> Ce dernier est retrouvé mystérieusement assassiné dans son village de Vaudrey en 1930 à l'âge de 27 ans : ce fait est à souligner puisqu'il peut contredire notre hypothèse de continuité entre les acteurs des EAC et de la JAC. Bien que Gustave Blot ne subisse sans doute pas le même sort, il ne figure pas dans notre base de données d'individus liés à la JAC contrairement à Maurice Vandelle qui siègera au comité fédéral de la JAC.

<sup>319</sup> Sur ces 11, Chaux-des-Prés et Saffloz sont les deux seules sections qui comptent un eaciste cité au palmarès après leur affiliation, pour les 9 autres, la reconnaissance d'un de leur membre comme « bon » élève des EAC est antérieure.

<sup>320</sup> Puisque comme nous l'avons signalé, Frontenay et Château-Chalon constituent une section interparoissiale qui englobe donc les deux groupes d'EAC.

famille potentiellement sensible à l'acquisition de compétences professionnelles et de ressources culturelles. Il en va ainsi de Jean Gravier et de Joseph Vandelle<sup>321</sup> ou de Jules Prudhon, fils de l'un des plus gros propriétaires de Malange<sup>322</sup>. Au final, treize des trente-cinq présidents de sections affiliés avant 1940 auront été repérés par *Nenni ma foi !* comme des eacistes méritants.

Tableau 2 : Les présidents de sections JAC élèves des EAC :

Section par ordre d'affiliation (1932-1937)	Président de section cité au palmarès des EAC	Organisme, année de suivi des EAC et type de citation
Malange	Jules Prudhon	Degré élémentaire des cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles : Fait partie des 9 meilleurs Jurassiens pour 1932-1933. Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles : Inscrit aux EAC pour l'hiver 1933-1934.
Thervay	Jules Bardouillet	Degré élémentaire des cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles : Fait partie des 5 meilleurs Jurassiens pour 1932-1933. Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles : responsable du groupe inscrit aux EAC pour 1933-1934
Frontenay	Jean-Marie Mossu	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines : Fait partie des 9 meilleurs élèves pour 1930-1931. Cours supérieur de la Direction des Œuvres diocésaines : Palmarès pour 1931-1932. Degré élémentaire des cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles : Fait partie des 9 meilleurs Jurassiens pour 1932-1933. Cours supérieur de l'Union du Centre-Est des

<sup>321</sup> Notices biographiques dans le chapitre 5.

<sup>322</sup> Son père Émile Prudhon est à la tête de plus de 27 hectares de terres labourables sur la commune de Malange. Voir la biographie de sa sœur, Edmée Prudhon, chapitre 4.



		syndicats agricoles : A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936.
Longchaumois	Clément Grenier-Boley	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines : Dans les premiers du classement pour l'année 1928-1929. Cours supérieur de la Direction des Œuvres Diocésaines : Palmarès pour 1931-1932. Degré élémentaire des cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles : Fait partie des 9 meilleurs Jurassiens pour 1932-1933. Cours supérieur de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles : A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936
Chaux-des-prés	Gilbert Janier	Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles : Responsable du groupe inscrit aux EAC pour 1933-1934.
Saint-Loup	Victor Caty	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines : Dans les premiers du classement pour l'année 1928-1929.
Tourmont	Albert Fournier	Degré élémentaire des cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles : Fait partie des 5 meilleurs Jurassiens pour 1932-1933. Degré élémentaire des cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles : A réalisé tous les devoirs pour 1933-1934. Cours supérieur de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles : Palmarès pour 1934-1935. Cours supérieur de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles : A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936. Cours supérieur de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles : Fait partie des 2 meilleurs candidats sur les 6 Jurassiens inscrits pour la session de 1936-1937 et fait partie des 10 premiers dans le classement général de fin d'année 1936-1937.

Saffloz	Charles Faivre	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles : A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936.
Ivory	Alphonse Faivre	Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles : Responsable du groupe inscrit aux EAC pour 1933-1934.
Gillois	Louis Masson	Degré élémentaire des cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles : Fait partie des 5 meilleurs Jurassiens pour 1932-1933. Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles : Inscrit aux EAC pour l'hiver 1933-1934.
Lavigny	Joseph Rousselot	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines : Palmarès pour 1929-1930. Cours de la Direction des Œuvres diocésaines : Fait partie des 9 meilleurs élèves pour 1930-1931. Degré élémentaire des cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles : Fait partie des 9 meilleurs Jurassiens pour 1932-1933. Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles : Responsable du groupe inscrit aux EAC pour 1933-1934.
Chavéria	Eugène Maillard	Degré supérieur des cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles : A réalisé tous les devoirs pour 1933-1934. Cours supérieur de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles : Palmarès pour 1934-1935. Cours supérieur de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles : A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936
Salins-les-Bains	Jules Girod	Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles : Inscrit aux EAC pour l'hiver 1933-1934

Le *cursus honorum* des EAC semble s'étaler sur quatre années : il s'agit de suivre le cours élémentaire de la direction des Œuvres, le cours supérieur puis le cours du degré élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles et enfin de cours supérieur de ce même organisme. Jean-Marie Mossu de Frontenay, Clément Grenier-Boley de Longchaumois ainsi que Joseph Rousselot de Lavigny apparaissent ainsi comme des élèves assidus et modèles. Albert Fournier de Tourmont se démarque également de ses camarades puisqu'il suit pendant deux hivers le cours élémentaire de l'Union du Centre-Est et pendant trois hivers son cours supérieur portant ainsi à cinq années le temps de sa formation agricole. Sur les 117 eacistes qui constituent notre base de données, ils ne sont que trois, en sus des quatre présidents précédemment cités, à avoir suivi pendant quatre hivers les enseignements agricoles par correspondance que ce soit ceux de la direction des Œuvres, de l'Union du Centre-Est ou de celle du Sud-Est des syndicats agricoles. Il s'agit de Jean Gravier de Frontenay, de Louis Maillard de Sérézia<sup>323</sup> et de Jean Bury de Château-Chalon. Si ces deux derniers eacistes n'apparaissent pas dans notre base de données et ne semblent pas, malgré une participation quasi certaine au mouvement jaciste puisque Château-Chalon et Marnézia constituent une section, réaliser une carrière militante, ce n'est pas le cas pour Jean Gravier qui devient secrétaire fédéral en 1932 et vice-président national de la JAC en 1938.

Il est intéressant de constater que les eacistes les plus assidus et les plus récompensés parmi les 13 présidents de sections sont ceux dont la carrière militante jaciste sera la plus longue. Ainsi Gilbert Janier, Victor Caty, Charles Faivre, Alphonse Faivre et Louis Masson qui n'ont suivi les enseignements que pour un hiver et deux hivers pour le dernier, n'apparaissent qu'une ou deux fois dans notre base de données d'individus liés à la JAC. Les élèves les plus assidus et les mieux signalés par la direction des Œuvres, les sept autres présidents de sections, deviennent quant à eux de fervents militants jacistes puisqu'ils obtiendront tous une responsabilité fédérale avant 1940.

Ainsi Jules Bardouillet de Thervay, élu du comité diocésain d'ACJF pour la JAC<sup>324</sup> est cité une vingtaine de fois dans les pages de *Nenni ma foi !* entre 1929 et 1938<sup>325</sup>, Jules Prudhon, membre du comité fédéral de la JAC<sup>326</sup>, 11 fois entre 1932 et 1937 et Jean-Marie Mossu, secrétaire-trésorier fédéral<sup>327</sup> 21 fois de 1933 à 1938. Albert Fournier, le zélé eaciste de

---

<sup>323</sup> Sérézia est rattaché à la section jaciste de Marnézia présidée par le frère de Louis, Eugène Maillard.

<sup>324</sup> Il occupe cette fonction depuis le 17 novembre 1935, *Nenni ma foi !*, décembre 1935.

<sup>325</sup> Alors qu'il est par ailleurs marié et père de 4 enfants, *Nenni ma foi !*, mars 1936.

<sup>326</sup> *Nenni ma foi !*, décembre 1938.

<sup>327</sup> *Nenni ma foi !*, janvier 1938.

Tourmont apparaît quinze fois dans les pages du journal entre 1932 et 1939 avant de terminer à cette date membre du comité fédéral<sup>328</sup> alors que Joseph Rousselot de Lavigny est cité 16 fois entre 1933 et 1940 date à laquelle il occupe le poste de trésorier fédéral<sup>329</sup>. Eugène Maillard de Sérézia également cité 16 fois, responsable du service "secteur" depuis le Conseil fédéral du 23 octobre 1938<sup>330</sup>, poursuit son engagement de jaciste pendant et après la guerre puisqu'il est repéré comme moniteur de journées rurales en 1946<sup>331</sup>. Enfin, Jules Girod de Salins-les-Bains, qui ne s'est pourtant distingué dans les EAC qu'une seule année, responsable de la sous-fédération d'Arbois-Salins en 1938<sup>332</sup>, marié à une jacistine d'Aiglepierre en 1941<sup>333</sup> est cité 14 fois de 1932 à 1948, pouvant par là même être considéré comme l'un des militants le plus longtemps engagé. Clément Grenier-Boley assidu aux cours par correspondance pendant quatre hivers semble faire figure d'exception puisqu'il n'est repéré qu'une seule fois, en 1935, comme auteur d'une note concernant la section de Longchaumois. Eaciste depuis l'hiver 1928-1929 et sans doute membre du groupe d'ACJF de la paroisse, il a néanmoins été actif pendant près de sept ans ce qui peut expliquer son effacement ultérieur dans la JAC.

Ainsi, le suivi des EAC et surtout l'inscription dans leur palmarès semblent bien être l'un des facteurs qui contribuent à lancer les carrières militantes à la JAC. Si d'autres éléments tels le capital social ou le capital économique des familles de ces jacistes ont pu également offrir des dispositions pour la prise de responsabilités, l'acquisition de compétences professionnelles, la reconnaissance de ces compétences par la validation d'un diplôme ainsi que le capital symbolique acquis via l'inscription dans les pages du journal de la jeunesse catholique, reste un facteur préalable décisif dans la construction des carrières militantes des jacistes jurassiens. Même s'il convient de ne pas oublier les 33 eacistes du palmarès qui ne semblent pas développer de liens avec la JAC, c'est-à-dire les 18 % de notre échantillon, il faut également noter que d'autres eacistes ainsi signalés compteront parmi les responsables du mouvement jaciste jurassien. Il en va ainsi de Pierre Dole d'Esserval-Tarte, d'Henri Richard du Vernois, d'Aristide Etiévant des Planches près d'Arbois, de Noël Gentier de Marsonnay ou de Joseph Vandelle de l'Étoile qui exerceront tous des responsabilités fédérales dans les années 1930 et 1940.

Enfin il convient également de mettre au jour ce que nous pourrions percevoir comme

---

<sup>328</sup> *Nenni ma foi !*, décembre 1939.

<sup>329</sup> *Nenni ma foi !*, mars 1940.

<sup>330</sup> *Nenni ma foi !*, novembre 1938.

<sup>331</sup> *Jeunes du Jura*, mars-avril 1946.

<sup>332</sup> *Nenni ma foi !*, janvier 1938.

<sup>333</sup> Il se marie avec Thérèse Chauvin, *Jeune du Jura*, avril 1941.

des exceptions voire des désengagements, tant au niveau collectif qu'individuel : on peut ainsi s'étonner que Cousance qui compte trois eacistes cités au palmarès, Mouchard, Publy, Falletans, Saint-Aubin et Saint-Thiébaud qui en comptent chacun deux, ne se constituent pas en section jaciste. Saint-Aubin accueille un cercle de jeunes catholiques entre 1926 et 1931 ; proche de Dole, cette commune de plus de mille habitants, plutôt ouvrière, a sans doute préféré la JOC. Il en va de même pour Falletans et Mouchard donc susceptibles d'avoir accueilli une section jociste. Cousance voit Cuisia, situé à un kilomètre, développer une section qui a sans doute attiré certains jeunes. Publy, éloigné de 8 kilomètres des sections de Perrigny et de Marnézia ne constitue pas de section, mais nous avons repéré cinq jacistes cités comme tels par *Nenni ma foi !* avant 1941<sup>334</sup>, dont les deux eacistes Henri Charnu et René Sappez, ce qui indiquerait qu'un groupe plus ou moins informel s'y est constitué. Enfin, les deux eacistes de Saint-Thiébaud ont pu rejoindre la section inter paroissiale de Salins-les-Bains qui se constitue en mars 1937.

Nous pouvons également nous interroger sur ces eacistes présidents de section qui ne font pas carrière dans la JAC à l'image de Louis Masson, Charles et Alphonse Faivre dont nous perdons toute trace après leur nomination comme président des sections de Gillois, Saffloz et Ivory. Également nous pouvons remarquer les trois eacistes de notre base de données qui suivent les cours pendant trois hivers et qui ne semblent pas prendre part au mouvement : Joseph Alixant de Pagnoz qui fait partie des cinq meilleurs candidats sur les 12 Jurassiens inscrits pour la session de 1935-1937 aux EAC de l'Union du Centre-Est, Pierre Liagu d'Ugna qui suit deux hivers le cours élémentaire puis un hiver le cours supérieur de l'Union du Centre-Est, Charles Charnu de Publy qui fait partie des cinq meilleurs Jurassiens du cours élémentaire de l'Union du Centre-Est pour 1932-1933, les suit à nouveau l'hiver suivant pour encore se distinguer dans le cour supérieur en 1934-1935. À ces rares exceptions près, il apparaît que les eacistes figurant au palmarès pendant au moins deux années apparaissent tous dans notre base de données d'individus liés à la JAC, ce qui renforce notre hypothèse des EAC comme chemin conduisant à l'engagement dans le mouvement.

Avec au minimum 70 % d'eacistes devenant militants de la JAC, 12 présidents de sections issus des rangs de ce programme et 24 des 34 sections du département comptant au moins un eaciste, il semble bien que nous puissions affirmer que les EAC constituent l'un des chemins qui mènent à la JAC, qu'il s'agisse d'un engagement collectif ou individuel. L'inverse est moins sûr puisque comme nous l'avons signalé, seulement quatre sections sur les 34 que

---

<sup>334</sup> Il s'agit de René et Victor Sappez, de Joseph et Robert Roux et d'Henri Charnu.

compte le département avant 1938 voient un eaciste se distinguer après que la section ait été affiliée. Il n'en reste pas moins que les dynamiques induites par les présidents de section ont dû conduire nombre de militants et de groupes vers le suivi des EAC puisqu'en 1936-1937 ils sont 131 à suivre les cours<sup>335</sup>. Avec des effectifs variants entre 70 et 160 élèves chaque année de 1928 à 1937, les EAC ont concerné environ 500 jeunes jurassiens<sup>336</sup> issus des rangs catholiques. Nous supposons en effet que la direction des Œuvres puis la JAC ne centralisent que les demandes d'inscription et ne rendent donc compte que des résultats des jeunes ayant accepté de passer par leur intermédiaire. Parmi eux, la majorité semble avoir constitué une bonne partie du recrutement des militants jacistes dans les années 1930. Les EAC apparaissent donc ainsi comme une voie privilégiée permettant l'engagement vers la JAC et même la prise de responsabilité en son sein.

Le lien entre « crise agricole » et « crise morale », élaboré par les élites agrariennes catholiques dans les années 1920, qui a permis la jonction entre formation spirituelle et formation professionnelle, légitime la naissance et le développement de la JAC. La formation professionnelle, ainsi envisagée dans sa dimension apostolique, devient l'un des fers de lance du prosélytisme jaciste dans un milieu qui se pense « en crise » et qui aspire à devenir compétent pour se soustraire au complexe d'infériorité qu'il développe face à la société urbaine et industrielle. Le militant est donc celui qui lutte pour rechristianiser ses semblables, mais également pour « sauver » le « monde rural » en devenant « excellent professionnel » afin de se positionner comme un exemple à suivre. Le développement des EAC illustre parfaitement le nécessaire appui sur un apport concret pour le mouvement qui aspire à développer une élite qui ferait « levain dans la pâte » puisque la plupart de ses membres deviennent des responsables du mouvement et que les dynamiques que les groupes d'étude agricole induisent forment le gros des effectifs des premières sections jacistes avant-guerre.

L'imbrication du militantisme catholique et du militantisme agrarien permet au mouvement jaciste de s'implanter durablement dans le paysage rural en se faisant le relai de formations et donc en offrant des perspectives d'avenir à ses membres, un avenir qui se veut individuel, mais également collectif.

---

<sup>335</sup> *Nenni ma foi !*, octobre-novembre 1937.

<sup>336</sup> Avec une moyenne d'une centaine d'eacistes sur 9 années et en supposant que la plupart ont été inscrits deux années consécutives.

L'émergence des mouvements de jeunesse catholiques dans le Jura peut s'expliquer par l'offensive déployée par l'Église pour se requalifier dans la société contemporaine par le biais du catholicisme social et en offrant une nouvelle place aux laïcs, mais également par l'énergie de quelques curés et laïcs qui a su rencontrer les aspirations de jeunes gens soucieux de leur élévation morale et sociale. S'ils se développent de manière capillaire sur le territoire jurassien comme sur le territoire national, leur structuration dans le diocèse reste le fait principal d'un maître d'œuvre, le chanoine Just Pouillard. Ce dernier, en sa qualité de directeur des Œuvres semble avoir toute légitimité pour agir même si, comme nous l'avons vu il est loin d'être extérieur aux conflits humains et politiques et se trouve contraint de prendre position et de développer des stratégies pour arriver à ses fins tant face à son évêque qu'à la noblesse locale et qu'aux membres du clergé pour imposer « la primauté du spirituel » et l'orientation vers la spécialisation.

En mettant au jour les différentes dynamiques des mouvements catholiques dans le premier quart du XX<sup>e</sup> siècle, qu'il s'agisse de la culture de l'engagement et de la structure organisationnelle, nous avons pu observer la richesse des appuis dont a pu disposer la JAC, notamment en ayant l'opportunité de se greffer sur des groupes préexistants. C'est sur une base très largement héritière des années 1920, agissant dans le même état d'esprit et s'appuyant sur la même organisation pyramidale, de la paroisse au diocèse en passant par le canton, que s'effectue le développement du mouvement dans le Jura au début des années 1930. L'originalité de celui-ci, avant tout fruit du contexte politique et religieux des années 1920, tient sans doute dans son positionnement face aux enjeux qui animent le milieu rural, dans son adaptation afin de mobiliser une frange importante des populations, se rendre utile et parfois même se présenter comme indispensable dans une perspective de sauvegarde d'un « monde » qui serait en proie à une marginalisation économique et symbolique.

C'est peut être l'une des originalités des années 1920/1930, qui voit le développement fulgurant des organisations de jeunesse, que d'accorder tout un rôle et une mission sociale à la jeunesse : la concurrence avec la FNC pourrait ainsi être lue à cette lumière, permettant par là même de repenser l'émergence de ce groupe social que l'historiographie situe dans les années 1950-1960 et de relativiser le conflit de générations entre « jeunes loups » du CDJA et leurs aînés de la FNSEA qui en aurait été l'un des avatars et qui est l'un des fondements de l'histoire du syndicalisme agricole de la deuxième partie du XX<sup>e</sup> siècle. Même si cette jeunesse reste fortement encadrée et qu'elle n'a pas encore acquis, comme cela pourra être le cas Après-guerre, liberté et indépendance, il n'en reste pas moins que le processus semble initié dès le moment où la pratique militante de ces jeunes permet le développement d'une relative

autonomie et l'acquisition de compétences par la formation professionnelle à laquelle la génération précédente avait moins accès. Et s'il reste difficile, voire impossible, de construire des continuités entre les acteurs des années 1920 et 1930, leur jeune âge ne permettant pas de mettre au jour des « carrières militantes », nous avons néanmoins pu rendre visibles leurs trajectoires entre leur formation d'eaciste et leur engagement de jaciste et surtout les héritages collectifs d'une culture de l'engagement catholique à l'échelle des villages.

Un article du président diocésain, Henri Richard, en 1937, qui répond à des détracteurs pointant l'action politique du mouvement suite à l'élection de quatre jacistes comme conseillers municipaux rend compte de l'engagement de cette jeunesse rurale, mais surtout du syncrétisme entre militantisme agricole et militantisme religieux comme entre action civique et action spirituelle :

« Pas de politiciens,  
Des "Christ" habillés en paysan.  
Pas de politiciens,  
Des jacistes !<sup>337</sup> »

Ainsi la situation jurassienne reflète des processus complexes d'organisation institutionnelle au moment où les mouvements ne sont encore pas très bien structurés au niveau national. Et si l'Église prenant ainsi part à la « force sociale profonde (...) « celle des agriculteurs luttant pour défendre leur place dans la société industrielle<sup>338</sup> », entend asseoir et conforter son emprise sur des populations qu'elle pense lui échapper, autour d'un projet de régénération sociale, elle rejoint des ambitions déjà initiées par un groupe social à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, celui de la noblesse. Notre deuxième chapitre, consacré au développement des mouvements de jeunesse féminine nous permettra de le mettre en évidence, les archives nous offrant plus de possibilités d'observation en la matière.

---

<sup>337</sup> *Nenni ma foi !*, décembre 1937.

<sup>338</sup> BARRAL Pierre, *Les agrariens...*, op cité, p. 13.





# **Chapitre 2 : Les Œuvres féminines dans le diocèse de Saint-Claude : un moyen de faire perdurer l'encadrement nobiliaire ?**

L'organisation des mouvements de jeunesse féminine a très peu été étudiée<sup>1</sup> avant tout parce que les traces laissées par ces organisations et leurs actrices, les femmes elles-mêmes, sont ténues. Ce « silence » historiographique rend nécessaire à la fois un état des lieux de l'organisation plus générale des femmes catholiques, mais également une mise au jour des héritages familiaux plus lointains de celles qui furent, non seulement les tenantes et les garantes d'une conception particulière de l'ordre catholique et social, mais aussi de leurs réinventions<sup>2</sup> dans la première partie du XX<sup>e</sup> siècle. Il nous semble en effet que l'échelle des individus et de leurs réseaux s'impose pour saisir au mieux les modalités de la constitution d'un projet de société qui se situe à la croisée des enjeux internationaux de l'Action catholique, de ceux nationaux du positionnement des catholiques face à la République, de ceux, locaux de luttes intestines pour le contrôle de la jeunesse catholique et enfin, entrelacés entre ces différentes échelles, les enjeux de la perpétuation de l'influence et de l'utilité sociale des anciennes élites.

Nous reviendrons donc dans une première partie, autour d'une approche événementielle, sur la constitution de la Fédération diocésaine des jeunes filles du diocèse de Saint-Claude, les Vaillantes du Jura, avant de creuser dans une seconde partie les biographies familiales qui permettront, dans une troisième partie, de cerner la continuité et la réadaptation d'un projet social porté dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par des élites qu'il conviendra de définir. Enfin, nous nous interrogerons sur les différents jeux et stratégies d'acteurs qui concourent à créer une culture organisationnelle dans la mobilisation des catholiques à la croisée entre des enjeux politiques,

---

<sup>1</sup> Si l'on excepte la thèse de Jacqueline Roux sur la constitution des fédérations diocésaines de jeunes filles : ROUX Jacqueline, *Sous l'étendard de Jeanne. Les fédérations diocésaines de jeunes filles 1904-1945*, Paris, Éditions du Cerf, 1995. Ouvrage issu d'une thèse de doctorat d'histoire, « Les Fédérations diocésaines de jeunes filles : une ACJF féminine ? », soutenue sous la direction de Gérard Cholvy à l'université de Montpellier 3, 1990.

<sup>2</sup> BRELOT Claude-Isabelle, « La noblesse réinventée. Nobles de Franche-Comté de 1814 à 1870 », thèse de doctorat d'histoire soutenue sous la direction de Philippe Vigier, université Paris X, 1990.

sociaux et culturels afin de mieux comprendre selon quelles modalités la JACF, loin d'une création *ex nihilo*, peut être l'héritière d'un passé plus ou moins lointain.

## **I Émergence et structuration des Vaillantes du Jura**

C'est la même dynamique, défensive puis offensive qui conduit à la naissance des mouvements catholiques masculins, qui guide celle des mouvements féminins au début du XX<sup>e</sup> siècle puis dans les années 1920. Sans revenir sur la constitution du cadre théorique de l'Action catholique largement développé dans notre première partie, nous proposons ici de rendre compte de l'aboutissement des diverses initiatives qui ont donné naissance au mouvement et à l'organisation des Vaillantes du Jura en 1925. L'option précoce pour la spécialisation mérite d'être précisée d'autant plus qu'elle semble relever d'un choix énergique du directeur des Œuvres qui mobilise à cet effet tout un réseau de clercs.

### **1) La création des Vaillantes du Jura : le fruit d'un contexte politique**

Le 4 mars 1925, le chanoine Pouillard décide de réunir les directrices des différentes Œuvres de jeunesse féminine afin de poser les bases d'une fédération diocésaine de la jeunesse féminine catholique. Tout comme pour les jeunes gens, il ambitionne de développer une structure qui puisse chapeauter les différentes Œuvres, les organiser et les rendre par là même plus efficaces dans leur apostolat. L'initiative n'est pas nouvelle puisque c'est au début du siècle, au moment même où surgissent la Ligue patriotique des femmes (LPDF) parisienne et la Ligue des femmes françaises (LFF) lyonnaise que se développent les premières fédérations diocésaines de jeunes filles. L'enjeu du développement de ces mouvements est éminemment lié à l'arrivée des radicaux au pouvoir qui, par des lois perçues par les catholiques comme « scélérates » et anticléricales, enracinent la laïcité comme principe républicain et préparent la séparation des Églises et de l'État de 1905. Également, l'expulsion des congrégations rend nécessaire la mobilisation des laïcs pour encadrer les patronages ou le catéchisme, d'où la multiplication et la structuration d'Œuvres de femmes et de jeunes filles.

Les premières fédérations de jeunes filles se développent en Ariège vers 1904, dans le diocèse de Tours en 1907 et de Châlons-sur-Marne en 1909. L'objectif est de rallier les forces

catholiques dans une optique défensive face à la République radicale et ainsi d'encourager l'entraide et la collaboration fraternelle entre les Œuvres d'apostolat féminines. Les groupes à fédérer sont avant tout les patronages, les congrégations d'Enfants de Marie et les comités du Noël. Ceux-ci se développent suite à la création du journal *le Noël* du frère de Saint-Vincent-de-Paul Bailly en 1896 et se structurent en Union noëliste en 1904. En 1911 il y a 190 comités, 320 en 1918 et l'essor s'intensifie pendant l'entre-deux-guerres. La LPDF tente en 1913 de proposer une ACJF féminine, mais les groupes ne progressent que très lentement pour atteindre un effectif de 600 adhérentes en 1918.

Alors qu'Avant-guerre les fédérations visent, dans une optique plutôt défensive à structurer les organisations de jeunes filles et à concentrer leurs efforts sur leur formation d'auxiliaire pour le clergé, l'Après-guerre semble faire prendre conscience aux clercs comme aux dames patronnesses de la « crise de moralité et de la crise de foi » qui touche la France et ses jeunes filles. Dans une volonté de retour à l'ordre moral, la constitution de nouvelles fédérations reprend, mais avant tout pour répondre au souci de formation spirituelle et familiale des jeunes filles en leur proposant plus explicitement de participer au relèvement chrétien et moral du pays. Au moment même où le Cartel des gauches arrive au pouvoir, l'urgence de grouper les différentes Œuvres préexistantes et de leur donner le sentiment que leur unité assure leur force semble impérieuse.

Si les constitutions de fédération reprennent dès 1919, leur point culminant reste la période de 1924 à 1926 où 12 fédérations se constituent alors<sup>3</sup> dont celle du diocèse de Saint-Claude. Les offensives anticléricales du Cartel ont sans doute hâté la structuration des fédérations dont les discours fondateurs restent empreints de cette urgence du regroupement. Ainsi en va-t-il de celui du chanoine Caussin dans le diocèse de Viviers qui rappelle les mesures anticléricales auxquelles répond la mobilisation des catholiques avant d'inciter les membres de l'Union Jeanne d'Arc tout juste créée à participer à l'effort « d'organisation, de résistance et de conquête »<sup>4</sup>. Le 19 octobre 1924, le chanoine Théophile Paravy, directeur des Œuvres du diocèse de Chambéry annonce que « Nous ne voulons plus (...) être les grains de poussière que le vent de la persécution dispersera. (...) Les Œuvres de la fédération (...) constitueront dans leur variété, en face des puissances du mal, une infranchissable muraille, ou mieux, un foyer d'activité généreuse et d'apostolat conquérant.<sup>5</sup> ». Jacqueline Roux note que la bienveillance de

---

<sup>3</sup> Il s'agit de celles de Saint-Etienne, Viviers, Mende, Nîmes, Montpellier, Belley, Valence, Meaux, Arras, Tulle, Rodez et Saint-Claude, ROUX Jacqueline, *Sous l'étendard de Jeanne*, op cité, p. 79.

<sup>4</sup> ROUX Jacqueline, *Sous l'étendard de Jeanne*, op cité, p. 80.

<sup>5</sup> Théophile Paravy, Les Edelweiss, conférence faite à Myans le 19 octobre 1924, Chambéry, 1924, p. 8, cité par ROUX Jacqueline, *Sous l'étendard de Jeanne*, op cité, p. 81.

Pie XI, élu en 1922 à l'égard des fédérations et de l'Action catholique en général ne fait pas de doute et que l'arrivée d'un nouvel évêque dans le diocèse ne conditionne pas forcément le lancement d'initiatives déjà bien entamées. C'est justement le cas dans le Jura où l'on pourrait croire que l'arrivée de Rambert Irénée Faure coïncide avec le lancement des *Vaillantes* puisque les premières grandes rencontres ont lieu à partir de 1926. Mais comme nous l'avons vu précédemment, le chanoine Pouillard réunit dès mars 1925 les différentes directrices d'Œuvres donc a priori avec l'accord de l'évêque François-Alexandre Maillet qui décède à l'automne 1925.

Si nous ne disposons pas des premiers exemplaires du bulletin des *Vaillantes* qui nous permettraient de mettre au jour les tenants de la création de l'Union jurassienne, le rapport de mademoiselle Lecointe réalisé six mois plus tard, en juillet 1926, lors d'une journée-rencontre diocésaine comble cette lacune. En effet, dans ce rapport, entièrement repris par le bulletin diocésain, elle revient sur la fondation du mouvement en insistant en premier lieu sur le besoin d'union des catholiques dans un contexte politique qui leur serait hostile : « L'énoncé du proverbe bien connu "l'union fait la force" suffirait seul à démontrer la nécessité d'une Fédération. Les ennemis de la religion ont su mieux que nous, jusqu'à présent, le mettre en pratique, tant il est vrai que les enfants des ténèbres sont plus habiles pour leurs affaires que les enfants de lumières. Cependant un réveil se produit en France et sonne le ralliement pour la défense de la religion et des grandes causes menacées, les catholiques comprennent enfin la force dont ils disposent par l'association<sup>6</sup> ». Elle rappelle ensuite les objectifs apostoliques et la nécessité de constituer un mouvement d'une envergure et d'une amplitude qui puisse peser dans la société : « La fédération n'est pas une œuvre, mais la réunion de toutes les Œuvres, pour entraîner au bien et exercer un apostolat réel auprès de la jeunesse. Sans enlever à aucun groupe, à aucune œuvre son autonomie, son règlement particulier, son esprit propre, ses moyens d'action, la Fédération les réunit tous cependant pour suivre les mêmes directives supérieures, obéir au même mot d'ordre. La Fédération seule peut former les grandes réunions où le nombre impose et entraîne<sup>7</sup> ».

La fédération jurassienne veut regrouper toutes les Œuvres féminines, des noëlistes aux enfants de Marie en passant par les patronages, les jeunes de la LPDF, les cercles d'études, les jeunes filles des chœurs de chant et les élèves des pensionnats et des écoles ménagères<sup>8</sup>. Il est recommandé aux jeunes filles, qui sont plus de 1300 en juillet 1926, de trouver un nom original<sup>9</sup>

---

<sup>6</sup> *Les Vaillantes*, n° 8, août 1926, p. 7.

<sup>7</sup> Ibidem.

<sup>8</sup> Ibidem, p. 10.

<sup>9</sup> L'objectif étant d'éviter de n'avoir que des cercles Notre-Dame ou Sainte-Jeanne-d'Arc, noms alors très répandus dans toute la France.

et poétique pour leur groupe afin de le rendre attrayant et une devise mobilisatrice et interjective. C'est chose faite assez rapidement puisqu'en janvier 1927, le bulletin des *Vaillantes* publie les noms et devises des 57 groupes cotisants. Quatre ans plus tard, en 1931, ils seront 96<sup>10</sup> à verser au moins 10 francs<sup>11</sup> à la Fédération diocésaine<sup>12</sup>.

Jeanne Lecointe rappelle également, au sujet de la réunion du 4 mars 1925, moment fondateur de la Fédération, que ce sont les directrices d'Œuvres qui ont sollicité le directeur des Œuvres Pouillard pour fonder une union diocésaine de jeunes filles et que cette « formation de la Fédération du Jura fut décidée à l'unanimité<sup>13</sup> ». Mythe ou réalité ? Il paraît cohérent et absolument nécessaire, dans un bulletin à destination des jeunes filles catholiques et dans le souci de leur totale adhésion à l'union, de montrer qu'il existait une unanimité chez leurs directrices et que ce sont elles et non le directeur des Œuvres qui furent à l'origine de la proposition. Pourtant la rencontre de mars 1925 semble avoir été très largement préparée en amont par le directeur des Œuvres qui fait intervenir à cette occasion deux de ses voisins qui ont déjà une expérience de structuration fédérale féminine : l'abbé Perrenet de Dijon et le chanoine Dubourg de Besançon. Au vu de la manière dont s'est structurée la jeunesse catholique masculine, c'est-à-dire sur l'impulsion quasi exclusive du directeur des Œuvres, il convient d'observer de manière plus fine quels réseaux celui-ci a pu mobiliser afin de comprendre sous quelles influences s'est constituée la Fédération des Vaillantes du Jura.

## 2) L'impulsion décisive du directeur des Œuvres ?

Dans la nécrologie de Just Pouillard, l'auteur<sup>14</sup> note que « les Vaillantes du Jura surgirent sous l'impulsion du chanoine » et qu'il fut à l'origine de la création du bulletin les *Vaillantes du Jura*<sup>15</sup>. S'il paraît habituel dans une nécrologie rédigée par un clerc d'attribuer tout le mérite de l'émergence de la Fédération au directeur des Œuvres et que le rôle moteur du chanoine Pouillard semble évident, il convient de garder à l'esprit que le bulletin des *Vaillantes* valorisait

---

<sup>10</sup> *Les Vaillantes du Jura*, numéros de janvier, février, mars, avril, mai et juin 1931.

<sup>11</sup> Prix de la cotisation par groupe, sachant que chaque vaillante s'acquitte également de 50 centimes annuellement.

<sup>12</sup> Annexes A-7, A-8.

<sup>13</sup> Ibidem, p. 9.

<sup>14</sup> Il signe J.-B. D. : il s'agit probablement de Jean-Baptiste Dalloz, missionnaire diocésain qui décède à Voiteur en 1945.

<sup>15</sup> *La Semaine religieuse du diocèse de Saint-Claude (SRDSC)*, n° 7, 1943, p. 96.

l'initiative des directrices d'Œuvres. Lors de la réunion fondatrice du 4 mars 1925, sont notamment présents, sur son invitation, l'abbé Georges Perrenet, alors directeur des Œuvres du diocèse de Dijon qui a développé dans son diocèse la Fédération de jeunes filles, « Les Plus Vaillantes » et le chanoine Maurice Dubourg, qui dirige les Œuvres du diocèse bisontin voisin où les jeunes filles sont organisées sous la bannière des « Ruches de l'Est ».

Quelques mois plus tard, à la réunion de lancement des Vaillantes à laquelle sont présentes 400 jeunes filles, le 11 octobre 1925, le vicaire général Georges Perrenet intervient à nouveau aux côtés de mademoiselle Lanoiselée, directrice des Plus Vaillantes. C'est à cette réunion que la Fédération du diocèse de Saint-Claude « reçut le nom qui la faisait sœur de celle de Dijon : Les Vaillantes du Jura<sup>16</sup> ». Après s'être occupé de diverses Œuvres paroissiales telles que les jardins ouvriers et les patronages de garçon au début du siècle<sup>17</sup>, l'abbé Georges Perrenet est nommé directeur des Œuvres du diocèse de Dijon<sup>18</sup>. Ses liens avec le Jura et l'abbé Pouillard remontent au moins à 1907 et au premier congrès diocésain de jeunesse masculine auquel il assiste alors qu'il n'est pas encore directeur d'Œuvres<sup>19</sup>. Il vient encore l'année suivante, au congrès de Dole pour encourager les jeunes à prier, étudier et agir, selon la formule de l'ACJF<sup>20</sup>. On le retrouve également siégeant aux côtés du chanoine Pouillard dans le comité des patronages de la Semaine sociale de France en 1925. Que les deux hommes soient liés par la proximité géographique de leur diocèse, cela va sans dire, mais il semble également que ce qui les rapproche soit une même conception de l'apostolat des jeunes et un intérêt particulier accordé à la question sociale<sup>21</sup>. Jacqueline Roux notait déjà que la fondation en 1920 des Plus Vaillantes de Dijon par l'abbé Perrenet avait très vraisemblablement inspiré celles d'Arras et de Saint-Claude<sup>22</sup>. La fédération bourguignonne organise sa première Semaine rurale autour du

---

<sup>16</sup> *Les Vaillantes*, n° 8, août 1926.

<sup>17</sup> Annuaire de l'Union fraternelle du commerce et de l'industrie, 1903 ; Bibliothèque nationale de France, département Sciences et techniques, 8-V-24529

<sup>18</sup> Il occupe cette charge au moins depuis 1911.

<sup>19</sup> Almanach de l'Union des Œuvres : aux membres des associations ouvrières catholiques, 1908 ; Bibliothèque nationale de France, département Philosophie, histoire, sciences de l'homme, 8-R-26928. *La Croix*, 8 novembre 1907

<sup>20</sup> LACROIX Pierre, « La JAC... », op cité, p. 327.

<sup>21</sup> Intervenant également au 47<sup>ème</sup> congrès des Œuvres ouvrières catholiques qui se déroule à Reims en 1927 sur la question de « la collaboration laïque dans les Œuvres de jeunes filles », l'abbé Perrenet rappela « le but des Œuvres de jeunes filles, leur multiplication surtout. Les formes nouvelles qu'elles ont prises pour répondre à des besoins nouveaux et la création de Fédérations diocésaines. Il expliqua la nature de la collaboration laïque qu'elles requièrent. Sa conception, très juste d'ailleurs, des rapports entre la directrice et le prêtre, entre la directrice et ses auxiliaires, entre les directrices des différentes Œuvres auxquelles il recommanda vivement de bannir l'esprit particulariste. Il exposa comment le prêtre peut donner à ses collaboratrices la formation religieuse et technique indispensable. Il conclut enfin en montrant que devant les efforts faits pour paganiser la femme française, il faut par les « Œuvres et par l'élite qui les dirigera, opposer à ces efforts un infrangible barrage. », *La Croix*, 07/07/1927, consulté en ligne sur Gallica.

<sup>22</sup> ROUX Jacqueline, *Sous l'étendard de Jeanne*, op cité, p. 67.

père de Ganay en 1924 et lance, dès février 1925<sup>23</sup>, un cours agricole par correspondance, autant d'éléments qui ont pu, nous le verrons plus tard, également inspirer la Fédération jurassienne.

Également mobilisé par le chanoine Pouillard lors de la réunion de mars 1925, le chanoine Maurice Dubourg<sup>24</sup>, nommé à la Direction des Œuvres de l'archidiocèse de Besançon en 1919. Celui-ci réorganise les divers mouvements catholiques tant féminins que masculins pour mieux les fédérer avec l'aide de l'abbé Gaillard et est en cela à l'initiative de la création de la Fédération des jeunes filles, les Ruches de l'Est en 1923<sup>25</sup> et du bulletin éponyme. Celui-ci, dont le pendant masculin sera, titre relativement explicite quant à ses influences, *Vers l'avenir*, accorde une très large place à l'éducation ménagère et familiale puisque, comme le signale Dominique Lambert « le souci de formation constituait l'épine dorsale de la publication : éducation religieuse (apostolat de la prière, notices sur la liturgie...), vie chrétienne (contes moralisateurs, cas de vie...). L'image de la future femme était évidemment celle de l'épouse chrétienne, mère de famille<sup>26</sup> ». Just Pouillard et Maurice Dubourg partagent, outre leur poste de directeur des Œuvres et leur ardeur à organiser les mouvements de jeunesse catholique, un engouement pour le mouvement silloniste au début du siècle. En effet, fils de l'industriel catholique rallié à la République<sup>27</sup>, président de la Chambre de commerce du Doubs et conseiller municipal de Besançon, Paul Dubourg, Maurice est étudiant en droit puis jeune avocat lorsqu'il s'engage dans le mouvement du Sillon. Militant très actif puisqu'il rédige des articles pour le journal du Sillon de l'Est, *Vive Labeur*<sup>28</sup> et qu'il intervient à de nombreuses reprises en tant que conférencier<sup>29</sup>, il publie également un opuscule en 1904, *Les retraites ouvrières*<sup>30</sup>, qui démontre l'intérêt particulier qu'il porte à la question sociale. Le jeune séminariste Pouillard et le docteur en droit Dubourg avaient peut-être eu l'occasion de se rencontrer lors des divers congrès et rencontres du Sillon de l'Est avant donc que Maurice Dubourg n'entre au séminaire de Saint-Sulpice en 1906 et ne soit nommé directeur des Œuvres de Besançon en 1919. Leur engouement mutuel pour le Sillon, leur proximité géographique et leur ardente activité de réorganisation des mouvements de jeunesse catholique semblent en

---

<sup>23</sup> ROUX Jacqueline, *Sous l'étendard de Jeanne*, op cité, p. 247.

<sup>24</sup> (1878-1954).

<sup>25</sup> ROUX Jacqueline, *Sous l'étendard de Jeanne*, op cité, p. 73.

<sup>26</sup> LAMBERT Dominique, *La presse catholique en Franche-Comté, Cité fraternelle 1944-1967*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2007 pp. 27-28

<sup>27</sup> Paul Dubourg est candidat républicain aux élections cantonales de 1889 dans le canton de Besançon Sud.

<sup>28</sup> *Vive Labeur*, 4 octobre 1904, 15 février 1905, 15 juin 1905.

<sup>29</sup> PINARD Joseph, « Syndicalistes, socialistes et catholiques sociaux à Besançon au début du XXème siècle », dans *Le Sillon de Marc Sangnier et la démocratie sociale*, Actes du colloque de mars 2004 à Besançon sous la direction de Jean-Marie Mayeur, Besançon, Presses universitaires de Besançon, 2006, pp. 67-94, p. 88-89.

<sup>30</sup> *Les retraites ouvrières : état actuel de la question en France et à l'étranger*. Publication de l'Office Social du Sillon. Au Sillon, 1904, 78 p.



grande partie expliquer que le chanoine Pouillard fit appel au chanoine Dubourg en 1925 pour présenter les intérêts d'une Fédération diocésaine aux directrices d'Œuvres jurassiennes<sup>31</sup>.

Les liens entre le directeur des Œuvres jurassiennes et l'abbé Élie Cottard-Josserant<sup>32</sup>, qui dirige celles du diocèse de Belley semblent également évidents et avoir grandement influencé à la fois l'organisation mutuelle des fédérations de jeunes filles, mais également leur spécialisation. Celui-ci, présent comme l'abbé Perrenet au premier congrès de la jeunesse jurassienne en 1907 est déjà directeur des Œuvres de son diocèse depuis deux ans. Rien d'étonnant à ce qu'il soit présent à ce premier congrès, puisqu'il contribua lui-même à les initier en tant que nouvelle méthode d'apostolat dès 1904<sup>33</sup>, où il intervient d'ailleurs sur « les congrès cantonaux ». Directeur zélé, il fonde dans le diocèse de Belley une imprimerie et une librairie pour diffuser bulletins paroissiaux et brochures<sup>34</sup>, une œuvre de jardins ouvriers, une école ménagère ambulante pour filles, les premières Semaines rurales masculines en 1920<sup>35</sup> et encourage l'inscription aux EAC<sup>36</sup> de l'Union du Sud-Est, ce qui laisse entrevoir l'intérêt qu'il porte aux jeunes ruraux. Également, il met en place l'union des jeunes catholiques autour d'une fédération masculine et d'une féminine. La Fédération Jeanne d'Arc plus communément appelée « Les Semeuses de l'Ain », qui fait pendant au groupe masculin, « Le blé qui lève » créé en 1920<sup>37</sup>, voit le jour le 8 juillet 1926 à Belley<sup>38</sup>. Le chanoine Pouillard, dès 1923 encourage par le biais du journal *Nenni ma foi !* les jeunes agriculteurs jurassiens à se rendre à la Semaine rurale de Bourg-en-Bresse, « l'une des mieux organisées de France<sup>39</sup> », semaine à laquelle il participe par ailleurs<sup>40</sup>. À noter que les deux hommes se retrouvent également, avec l'abbé Perrenet déjà cité, à siéger au Comité des patronages lors de la XVII<sup>e</sup> session de la Semaine sociale de France organisée à Lyon du 27 juillet au 2 août 1925<sup>41</sup>. Les liens d'amitié entre les chanoines Pouillard et Cottard-Josserand nous sont une fois de plus confirmés par une

---

<sup>31</sup> Nommé évêque de Marseille en 1928 puis archevêque de Besançon en 1938, nous aurons l'occasion de revenir sur Maurice Dubourg qui croisera le chemin de jacistes jurassiens pendant la Seconde Guerre.

<sup>32</sup> (1875-1935).

<sup>33</sup> SOREL Christian, « Les congrès diocésains et la mobilisation des catholiques après la Séparation » dans *Vingtième siècle*, n° 87, 2005, pp. 85-100, p. 89.

<sup>34</sup> FAUVET Etienne, *La stratégie éducative de la JAC et du M.R.J.C. dans l'Ain (1935-1979). D'une Expérience initiatrice à une « Education Totale »*, thèse de doctorat en sciences de l'éducation sous la direction de Maurice Manificat, université Lyon 2, 1983, p. 111.

<sup>35</sup> FAUVET Etienne, *La stratégie éducative de la JAC et du M.R.J.C...*, thèse op citée, p. 259, p. 265.

<sup>36</sup> Enseignements agricoles par correspondance.

<sup>37</sup> FAUVET Etienne, *La stratégie éducative de la JAC et du M.R.J.C...*, thèse op citée, p. 111.

<sup>38</sup> ROUX Jacqueline, *Sous l'étendard de Jeanne*, op cité, p. 83.

<sup>39</sup> Le programme détaillé est publié dans *Nenni ma foi !*, avril 1923.

<sup>40</sup> *Nenni ma foi !*, mai 1923.

<sup>41</sup> On retrouve également dans ce comité Rambert Faure alors vicaire général et protonotaire apostolique, qui est nommé un an plus tard évêque de Saint-Claude. Semaines sociales de France (17 ; 1925 ; Lyon), monographie imprimée 1925, 22 p., p. 13.

indiscrétion épistolaire de Melle Mathieu, secrétaire de la LPDF jurassienne qui signale à l'évêque que « l'abbé Cottard-Josserand a une grande influence, pourtant il n'est pas du diocèse et n'a rien à voir chez nous. Il doit être très bien avec l'abbé Pouillard et est encore venu parler à cette réunion de Fédération des Œuvres »<sup>42</sup>.

La Fédération des Semeuses de l'Ain d'Élie Cottard-Josserand entretient de très bons rapports avec sa voisine, les Edelweiss de Savoie, fondée par le chanoine Théophile Paravy en 1923 qui expliquait alors qu'« il ne devrait point être nécessaire de justifier ce ralliement, ce rassemblement de toutes les forces et de toutes les Œuvres à l'heure ou contre nous se dressent, dans une formidable coalition et comme pour un assaut décisif toutes les puissances du mal<sup>43</sup> ». Le directeur des Œuvres de Chambéry vient au minimum deux fois dans le Jura pour s'adresser aux Vaillantes : à la fin de l'année 1927 et en juillet 1932 lors de la journée-rencontre annuelle des Vaillantes à Saint-Claude ou il est considéré comme l'« orateur de la journée »<sup>44</sup>. Une expérience commune au Sillon<sup>45</sup> a pu, comme elle l'a peut-être fait avec Maurice Dubourg, rapprocher les directeurs jurassien et savoyard.

Un « grand ami du chanoine Paravy<sup>46</sup> » qui intervient lors de la réunion fondatrice des Semeuses de l'Ain pour recommander l'action sociale et l'engagement dans les mutuelles et syndicats est également régulièrement invité dans le Jura : il s'agit de l'abbé Thellier de Poncheville<sup>47</sup>, fils du député du Nord de 1885 à 1895, Charles de Poncheville. Auteur de plus de 88 opuscules et ouvrages d'après le catalogue de la BNF<sup>48</sup>, officier de la Légion d'honneur, titulaire de la croix de guerre, Charles-Louis Joseph est l'un des principaux penseurs et conférenciers de l'Action catholique française. Notamment auteur en 1934 de *Tout l'évangile dans toute la vie*<sup>49</sup>, programme d'un catholicisme social intégral qui influence des théologiens tels que Jacques Maritain et plusieurs générations de jocistes, jecistes et jacistes<sup>50</sup>, l'abbé intervient à cinq reprises dans le Jura lors des journées-rencontres annuelles ou des congrès des

---

<sup>42</sup> Lettre de Mlle Mathieu à l'évêque Faure, 30 janvier 1927 qui annonce citer littéralement madame de Wall, présidente démissionnaire de la LPDF.

<sup>43</sup> Cité par ROUX Jacqueline, *Sous l'étendard de Jeanne*, op cité, p. 71.

<sup>44</sup> *Les Vaillantes*, août 1932.

<sup>45</sup> Théophile Paravy est considéré comme un ardent silloniste, ROUX Jacqueline, *Sous l'étendard de Jeanne*, op cité, p. 81.

<sup>46</sup> ROUX Jacqueline, *Sous l'étendard de Jeanne*, op cité, p. 83.

<sup>47</sup> Voir à son sujet : GUITTON Jean, *L'abbé Charles Thellier de Poncheville*, Paris, Éditions Fayard, 1957.

<sup>48</sup> [http://data.bnf.fr/12118782/charles\\_thellier\\_de\\_poncheville/#allmanifs](http://data.bnf.fr/12118782/charles_thellier_de_poncheville/#allmanifs)

<sup>49</sup> Paris, Éditions Spes.

<sup>50</sup> TRANVOUEZ Yvon, *Catholiques d'abord : Approches du mouvement catholique en France (XIXe – XXe siècles)*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1988, p. 228.

Vaillantes entre 1931 et 1938<sup>51</sup>. Il était déjà venu dans le Jura en 1907, alors jeune prêtre<sup>52</sup>, à l'occasion du premier grand congrès diocésain où il était intervenu sur la question de la formation des jeunes.

Enfin il faut noter la présence régulière du père Noël Drogat dans le diocèse au début des années 1930. Celui qui fut ingénieur agricole et jociste arrive à l'Action populaire en 1926 pour collaborer avec le père Foreau aux cours agricoles par correspondance d'Angers et être aumônier adjoint de l'UCFA<sup>53</sup>. Intervenant lors de conférences dans toute la France, il publie de nombreux opuscules concernant l'apostolat rural et les conditions de vie paysanne<sup>54</sup>. Intervenant lors des Semaines rurales féminines de 1931, 1932 et 1933<sup>55</sup>, il est également prédicateur de la retraite javiste de décembre 1932<sup>56</sup> concernant spécifiquement les jeunes filles du milieu rural alors réunies sous le sigle de Jeunesse agricole des Vaillantes (JAV).

Une étude approfondie permettrait de rendre compte de manière plus fine des influences dans la formation de la fédération diocésaine. D'autres orateurs tels que l'abbé Pidoux de la Maduère<sup>57</sup> ou l'abbé Ray<sup>58</sup> interviennent : mais il est intéressant de noter ici que Just Pouillard semble s'entourer principalement sur la question des Œuvres féminines : soit qu'il ne s'estime pas suffisamment légitime, soit que les diverses expériences d'union de jeunes gens au début du siècle le rendent plus sûr de lui avec les garçons, soit qu'il se sente moins à l'aise avec les filles. Il tente peut-être également d'amadouer les dames patronnesses en leur montrant qu'il peut faire jouer de ses réseaux pour établir durablement et sérieusement une fédération qui ne convainc pas toujours, d'autant plus qu'elle est en grande partie dirigée par un homme, qui plus est, issu du milieu agricole, ce qui leur ôte une bonne partie de leur ascendant, avant tout nobiliaire, sur la jeunesse féminine catholique. Dans tous les cas, qu'il s'agisse de combler un manque d'assurance et d'expérience ou de légitimer son action en tant que directeur des Œuvres,

---

<sup>51</sup> Le 26 juillet 1931, le 26 août 1931, le 26 novembre 1935, le 18 octobre 1936 et le 9 octobre 1938. *Les Vaillantes du Jura*, juillet et août-septembre 1931, novembre 1935, novembre 1936, octobre 1938.

<sup>52</sup> Né en 1875, il est ordonné en 1900 et il décède en 1956.

<sup>53</sup> DROULERS Paul, *Le père Desbuquois et l'Action populaire 1919-1946*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1981, pp. 286, 122-123.

<sup>54</sup> Notamment *Le manuel social rural* (Éditions SPES, Paris) réédité à plusieurs reprises depuis 1933 et devenu l'un des classiques de la JAC ; avec le père de Ganay en 1935 *Pour l'action au village. Problèmes paysans et apostolat spécialisé* ; *L'évangile du militant rural* en 1942, *la Corporation paysanne* en 1942, *Le paysan des origines à nos jours* en 1942, *L'Église et le monde rural* en 1958.

<sup>55</sup> *Les Vaillantes*, octobre 1931, septembre 1932, septembre 1933. À noter que c'est le collaborateur du père Noël Drogat, le père Maurice de Ganay aumônier de l'UCFA, ancien aumônier des Cercles ouvriers qui vient diriger la Semaine rurale de 1930, *Les Vaillantes*, septembre 1930.

<sup>56</sup> *Les Vaillantes*, décembre 1932.

<sup>57</sup> Il est conférencier lors de la journée rencontre des Vaillantes le 3 août 1930 et il officie à l'affiliation des jacistes d'Arbois en 1937 (*Vaillantes* juin-juillet 1930, novembre 1937).

<sup>58</sup> Missionnaire d'Ars, il intervient à 3 reprises lors de rencontres des Vaillantes en 1934, 1937 et 1941.

il ne déploie pas autant ses réseaux dans le cadre de l'organisation de la jeunesse masculine où, à l'exception des retraites, rares sont les intervenants extérieurs au diocèse.

### 3) La spécialisation : entre intuitions locales et directives nationales

La plupart des fédérations diocésaines de jeunes filles se sont intéressées au milieu rural et même aux conditions de vie et de travail des jeunes agricoles même si elles n'ont jamais envisagé un apostolat spécifiquement rural. « Elles n'ont pas réalisé d'enquêtes sur ce milieu, ou l'on fait rarement, mais plusieurs parmi les principales, ont eu de bonne heure le souci d'offrir à leurs groupes de la campagne une formation ménagère, professionnelle, par des journées rurales, des semaines rurales, un enseignement par correspondance, et certaines ont offert une spécialisation à l'intérieur de la fédération<sup>59</sup> ». Dans le Jura, plusieurs actions profanes liées à l'agriculture concourent à la spécialisation et à la fondation d'une sous-branche agricole des Vaillantes : la Jeunesse agricole des Vaillantes (JAV).

#### a. L'inspiration jociste

Il paraît difficile de traiter de la spécialisation de l'Action catholique dans le Jura sans évoquer les débuts de la JOC et de la JOCF jurassienne ainsi que de deux de ses principales figures tutélaires originaires du diocèse : Jeanne Aubert et Henri Godin.

Nous l'avons vu, Just Pouillard fait intervenir à deux reprises l'abbé Georges Guérin dans le département en 1928<sup>60</sup> et début 1929 des sections jocistes sont en préparation à Dole et Saint-Claude<sup>61</sup>. Le directeur des Œuvres encourage très largement l'initiative jociste en publiant des articles concernant sa méthode dans le bulletin *Nenni ma foi !* bien qu'il semble garder quelques distances avec le mouvement pour se préoccuper plus de la spécialisation rurale. La JOC n'en reste pas moins active puisqu'elle peut compter sur le soutien et la présence ponctuelle d'un Jurassien, Henri Godin<sup>62</sup>, devenu aumônier adjoint national, qui vient animer des

---

<sup>59</sup> ROUX Jacqueline, *Sous l'étendard de Jeanne*, op cité, p. 242.

<sup>60</sup> En février à Dole et en juin à Lons-le-Saunier.

<sup>61</sup> *Nenni ma foi !* avril 1929, n° 117.

<sup>62</sup> Henri Godin né à Audeux dans le Doubs en 1906 fait ses études au petit séminaire de Courtefontaine puis au grand séminaire de Montciel qu'il quitte pour entrer dans la congrégation des fils de la Charité en région parisienne pour être ordonné en 1933 avant d'entrer au secrétariat national de la JOC l'année suivante. La rédaction en 1943 de l'ouvrage, *La France, pays de mission ?* perçu comme un désaveu des mouvements

rencontres et des réunions jocistes<sup>63</sup>. Sa sœur Marie-Louise, présentée dans sa nécrologie comme l'une des éminences grises de la JOCF jurassienne<sup>64</sup>, réside à Lons-le-Saunier, auprès de leur mère, où elle est responsable de l'Union catholique des PTT locale. Malgré les encouragements réitérés du chanoine Pouillard qui ne tarit pas d'éloges sur le mouvement pour former des sections JOCF, celles-ci ne semblent pas percer avant 1936 bien qu'une section doloise ait vu le jour en 1933. C'est, apparemment, la tournée diocésaine de la présidente nationale, Jeanne Aubert, qui a lancé un mouvement de plus grande envergure. Cette dernière, née dans le Jura à Vaux-sur-Poligny en 1909 a contribué à la création du mouvement féminin. Devenue dactylofacturière à Clichy elle lance, sur la demande de l'abbé Georges Guérin, fondateur de la JOC française, la première section JOCF qui est affiliée en février 1928. Jeanne Aubert devient en juillet de la même année la première présidente générale de la JOCF française, charge qu'elle occupe jusqu'en 1939 avant d'entrer à la LOC. Celle qui est considérée comme « la première jociste de France » revient en octobre 1936 dans le Jura pour s'exprimer lors de la journée-rencontre annuelle des Vaillantes à Lons-le-Saunier<sup>65</sup>, réaliser une tournée des groupes et assister à l'affiliation de la section de Lons-le-Saunier. Lorsqu'elle est de retour dans le diocèse en 1938 pour organiser la semaine d'étude régionale du mouvement à Dole<sup>66</sup>, 11 sections sont officiellement affiliées.

La spécialisation de l'Action catholique tant féminine que masculine est vue par le chanoine Pouillard comme un « tournant »<sup>67</sup> important qu'il s'agit de prendre. Il ne tarit pas d'éloges sur le mouvement : « L'expérience a déjà tellement montré l'excellence de la JOC qu'il y a maintenant une tendance générale à spécialiser les mouvements et à les "jocifier", c'est-à-dire à leur appliquer les méthodes jocistes » tout en recommandant « de ne pas faire de la JOCF à tort et à travers »<sup>68</sup> afin d'en respecter l'esprit et la méthode.

Pourtant, si la spécialisation institutionnelle à l'échelle nationale a touché en premier lieu les ouvriers et ouvrières, à l'échelle locale, la primauté des initiatives en la matière revient sans conteste au milieu agricole, plus encore du côté féminin. En effet, de nombreuses activités

---

d'ACS influence néanmoins les réflexions sur l'apostolat, mais aussi les recherches universitaires en sociologie religieuse autour de Gabriel Le Bras, lui permet de s'imposer comme une référence sur les questions d'évangélisation du monde ouvrier. Fondateur aux côtés du cardinal Suhard, archevêque de Paris, de la Mission de Paris en 1943, il meurt prématurément en 1944. Voir à son sujet sa notice biographique dans le Maitron, tome 2, Paris, Éditions de l'atelier, 2006, p. 304.

Voir également dans *Jeunes du Jura*, janvier 1944, sa nécrologie rédigée par Simon Ligier.

<sup>63</sup> GAUDILLIER Rémy, « JOC-JOCF... » article op cité, p. 194.

<sup>64</sup> *Les Vaillantes*, octobre 1936.

<sup>65</sup> *Les Vaillantes*, septembre 1936.

<sup>66</sup> GAUDILLIER Rémy, « JOC JOCF... », op cité, p. 194.

<sup>67</sup> *Les Vaillantes*, mars 1931.

<sup>68</sup> Ibidem.

profanes directement liées à l'agriculture et au milieu rural sont mises en place par la Ligue patriotique des françaises (LPDF) et les Vaillantes du Jura à la fin des années 1920, qu'il s'agisse de cours ménagers et agricoles ou de Semaines rurales. Un mouvement spécifique aux jeunes rurales, la JAV, est même initié en 1931, avant que la question de la JACF ne soit évoquée au niveau national.

## b. Les Semaines rurales

La première Semaine rurale féminine du diocèse est organisée à Chaux-des-Crotenay en mai 1927<sup>69</sup> à l'initiative de la LPDF et de l'œuvre de Protection de la jeune fille sous la direction du père Maurice de Ganay<sup>70</sup>. En 1928 l'expérience est reconduite au couvent du Saint-Esprit de Poligny et, tout comme l'année précédente, la venue de l'évêque montre le soutien apporté aux organisatrices et aux semainières. En 1930 elle est à nouveau animée par le père Maurice de Ganay à Poligny qui signale dans son rapport conclusif que « de plus en plus, pour faire sa formation ou sa préparation pour pénétrer au vif des questions vitales, l'apostolat doit se spécialiser, parler à chacun sa langue, s'intéresser aux préoccupations qui lui sont spéciales. C'est la pensée du Souverain Pontife actuellement régnant : dans les vieux pays chrétiens, l'apostolat du laïc par le laïc, de la femme par la femme »<sup>71</sup>. Si le propos des conférences tournait principalement autour de la spiritualité, de la famille, de médecine et de l'aspect social de la vie rurale<sup>72</sup> jusque-là, il s'est néanmoins ouvert aux questions rurales avec une conférence sur l'économie rurale et la visite d'une exploitation. Les aspirations du père de Ganay semblent avoir été entendues puisqu'à partir de 1931<sup>73</sup>, il est stipulé dans le bulletin des *Vaillantes* que c'est la JAV qui est en charge de l'organisation de ces Semaines avec le concours de la LPDF et le programme devient beaucoup plus spécialisé et tourné vers l'agriculture puisqu'il traite de la basse-cour, d'hygiène animale, du travail agricole de la femme, ou des transplantations des semis.

C'est d'ailleurs sous la présidence du père Noël Drogat aumônier de l'UCFA que sont organisées les Semaines de 1931, 1932 et 1933<sup>74</sup>, confirmant par là même l'orientation plus

---

<sup>69</sup> *Les Vaillantes*, novembre 1930.

<sup>70</sup> *Les Vaillantes*, octobre 1927.

<sup>71</sup> *Les Vaillantes*, décembre 1930.

<sup>72</sup> Nous reviendrons plus en détail sur ces programmes dans notre troisième chapitre puisque ceux-ci peuvent être interprétés comme une division sexuelle du travail agricole.

<sup>73</sup> *Les Vaillantes*, octobre 1931.

<sup>74</sup> Du 9 au 14 novembre 1931 à Lons-le-Saunier, du 14 au 17 novembre 1932 et du 21 au 25 novembre 1933 toujours à Lons-le-Saunier. *Les Vaillantes*, novembre 1930, octobre 1931, septembre 1932, septembre 1933.

agricole de ces dernières qui à l'origine était plutôt ménagère. En 1934, aucune Semaine n'est prévue et à partir de 1935 c'est la JACF qui organise les trois suivantes, placées sous la présidence d'Émilie Mendre, la présidente nationale qui vient à cette occasion dans le Jura en novembre 1935 et en janvier 1939<sup>75</sup>. Les effectifs des Semaines sont rarement mis en avant dans le bulletin des *Vaillantes*. En 1930, 200 jeunes filles sont présentes et parmi elles 70 internes<sup>76</sup>. Les chiffres baissent dès le moment où les Semaines s'adressent directement aux javistes et jacistes puisqu'on compte 33 semainières en 1931 et 60 en 1936<sup>77</sup>. C'est notamment pour cette raison, parce que « tout le monde n'est pas allé à la Semaine rurale, comme tout le monde ne peut pas, ce qui serait l'idéal, aller passer un an à l'Institut familial de Lons, ou dans l'une de nos Écoles ménagères, d'où l'on sort vraiment une femme complète, armée pour la vie, sachant son métier de femme<sup>78</sup> », qu'Amélie Milcent-Meyssonier, présidente de la LPDF du diocèse, décide de lancer les enseignements par correspondance pour les jeunes filles.

### c. Les Enseignements féminins par correspondance

C'est donc la même année que la première Semaine rurale, en 1927, que sont mis en place les « Cours d'enseignement religieux, familial, ménager et agricole par correspondance ». On voit l'ordre des priorités pour l'initiatrice, Amélie Milcent-Meyssonier qui part du constat que « tous les jours sur un point ou sur un autre [elle] entend une femme de [sa] génération gémir sur ce qui a manqué à son éducation<sup>79</sup> » : la femme est d'abord catholique avant d'être mère puis ménagère et enfin paysanne. Les leçons sont publiées entre octobre et, mai dans le bulletin des *Vaillantes* tout comme les sujets des devoirs et les corrigés. Chaque mois les élèves doivent réaliser quatre devoirs autour des sujets suivants : « instruction religieuse, éducation familiale, enseignement ménager, vie agricole féminine (laiterie, basse-cour, potager, comptabilité ménagère et agricole) »<sup>80</sup>. Un manuel doit être commandé pour aider à la réalisation des devoirs qui sont à retourner au secrétariat de la fédération diocésaine pour correction en échange d'un franc en timbre-poste pour chaque envoi. Comme pour les garçons,

---

<sup>75</sup> Émilie Mendre annule au dernier moment sa présence à la Semaine de novembre 1936 et est remplacée par mademoiselle Hourdeau du secrétariat national. *Les Vaillantes*, septembre et novembre 1935, décembre 1936, novembre 1938.

<sup>76</sup> *Les Vaillantes*, décembre 1931.

<sup>77</sup> *Les Vaillantes*, décembre 1931, décembre 1936.

<sup>78</sup> *Les Vaillantes*, octobre 1927.

<sup>79</sup> *Les Vaillantes*, octobre 1927.

<sup>80</sup> *Les Vaillantes*, octobre 1927.

les devoirs peuvent être réalisés individuellement ou collectivement et les plus méritants sont récompensés en fin d'année par divers prix.

À partir de l'hiver 1929, les exigences sont revues à la baisse puisque le cours ne s'étend plus que d'octobre à mars et ne contient plus que deux devoirs, un religieux et un familial. Cela est-il dû à une surcharge de travail pour Amélie Milcent-Meyssonier qui semble gérer seule l'initiative ou à un manque de succès auprès des jeunes filles ? Il semblerait qu'il s'agisse plutôt de la première hypothèse puisque pour l'hiver 1929-1930, 32 groupes et 36 individus ont réalisé le travail demandé ce qui semble être un effectif assez important si l'on considère que les groupes comptent en moyenne plus de 10 personnes. Un fléchissement s'opère en 1930-1931 puisque seulement 20 groupes réalisent 89 devoirs religieux et 79 devoirs familiaux<sup>81</sup> et une trentaine de jeunes filles les devoirs agricoles qui viennent d'être rétablis par Amélie Milcent-Meyssonier et Anne de Vaulchier<sup>82</sup>. Pour l'hiver 1931-1932 ces cours agricoles perdurent et sont organisés par la JAV. Ils sont envoyés à part et ne sont donc pas publiés dans le bulletin des Vaillantes<sup>83</sup>. Trente jeunes filles réalisent les exercices sur les cent cinquante javistes que compte alors le diocèse<sup>84</sup>. À l'hiver 1934-1935 il est proposé aux jeunes filles de suivre les cours par correspondance de l'Union du Sud Est des syndicats agricoles puisque l'Union du Centre-Est qui réceptionne les devoirs des jeunes hommes depuis l'hiver 1932, n'organise pas de cours féminin, afin que leur famille puisse prétendre à l'allocation d'encouragement aux familles nombreuses<sup>85</sup>. Il faut alors compter 15 francs pour s'inscrire au cours préparatoire et 20 francs pour le cours moyen. Les Vaillantes sont encouragées à faire inscrire les enfants de la paroisse et à en devenir les monitrices. Mais en parallèle perdurent les cours religieux et familiaux organisés par le diocèse, ceux-ci n'ouvrant néanmoins pas droit aux allocations, puisque non reconnus par le Ministère de l'Agriculture. Toujours pendant l'hiver 1934-1935, le cours agricole de la JAV laisse la place à des enquêtes javistes d'abord puis aux enquêtes jacistes. Il s'agit d'implanter le mouvement naissant et les cours agricoles sont oubliés avant de reprendre

---

<sup>81</sup> *Les Vaillantes*, septembre 1931.

<sup>82</sup> *Les Vaillantes*, mai 1931, juillet 1931.

<sup>83</sup> Aucune trace n'en subsiste dans les archives que nous avons consultées.

<sup>84</sup> À noter qu'en 1932 il est recommandé aux dirigeantes d'Action catholique et aux Vaillantes les plus sérieuses de suivre l'enseignement social par correspondance organisé par l'ACJF ; *Les Vaillantes*, septembre 1932.

<sup>85</sup> Depuis la loi du 18 janvier qui stipule que l'enseignement agricole peut être donné soit dans l'exploitation soit dans des établissements institués et le décret-loi du 30 juin 1934 qui fixe les nouvelles modalités d'attribution de l'allocation en prenant en compte le statut d'apprentis des jeunes gens suivant des cours par correspondance jusqu'à 16 ans.



en 1938<sup>86</sup> puis d'être transférés à l'Union du Sud-Est des syndicats agricoles à partir de l'hiver 1940<sup>87</sup>.

Tableau 3 : Les cours par correspondance pour les jeunes filles dans le diocèse de Saint-Claude de 1927 à 1940<sup>88</sup>.

Hiver	Organisation diocésaine des cours par correspondance			Proposition de cours agricoles d'autres structures
	Cours religieux ménager et agricole	Cours agricole	Cours religieux et ménager	
1927-1928	X			
1928-1929	X			
1929-1930			X	
1930-1931		X	X	
1931-1932		X	X	
1932-1933		?	X	
1933-1934		?	X	
1934-1935			X	Union du Sud-Est
1935-1936			X	
1936-1937			X	
1937-1938			X	
1938-1939		X	X	Union syndicale agricole du Doubs et de la Haute-Saône
1939-1940			X	Union du Sud-Est

<sup>86</sup> En octobre 1938 le bulletin des *Vaillantes* annonce le lancement par la direction des Œuvres de « cours agricoles féminins par correspondance » et signale que : « les jeunes gens nous ont devancés sur ce terrain », comme si l'expérience des cours agricoles de la fin des années 1920 et ceux pourtant plus récents de la JAV avaient été oubliés. L'auteur s'interroge d'ailleurs : « Qui sait même si ce Cours ne sera pas un moyen d'atteindre des jeunes filles qui n'ont pas été tentées par la formation jaciste ? », *Les Vaillantes*, octobre 1938. La *SRDSC* indique également : « Ce cours organisé cette année pour la première fois dans le diocèse et le seul cours féminin qui existe à notre connaissance dans le Jura, vient de clore son premier cycle », *SRDSC* n° 31, 1939, p. 402.

<sup>87</sup> *Les Vaillantes*, septembre-octobre 1940.

<sup>88</sup> Sources : *Les Vaillantes du Jura*, octobre 1927, septembre, mai, juillet 1931, septembre 1932, octobre 1938, septembre-octobre 1940, *SRDSC* 1939, n° 31.

#### d. La JAV

Le développement des enseignements par correspondance et des Semaines rurales et la multiplication des effectifs des Vaillantes et de leur recrutement rural font émerger l'idée de créer un mouvement spécialisé pour les jeunes rurales. C'est ainsi que voit le jour en 1931 la JAV, la jeunesse agricole des Vaillantes. L'acte de naissance est proposé par Thérèse Corneille lors de la réunion annuelle des directrices d'Œuvres le 8 avril 1931 et publié dans le bulletin des Vaillantes du mois de mai :

*« Pourquoi une Jeunesse Agricole parmi les Vaillantes ? Parce que les Vaillantes comptent un gros contingent de rurales. Et que les rurales ont des besoins particuliers.*

*Quels sont ces besoins particuliers ? Tout d'abord, les rurales ont besoin de mieux comprendre et de mieux aimer leur vie rurale, leur métier de cultivatrice. Elles ont besoin de devenir plus capables dans leur profession, et d'en concevoir une fierté plus grande. Trop souvent le métier de cultivateur est méprisé. Et cependant, c'est un des plus beaux ! On rougit d'être de la campagne. Et cependant, la vie y est – tout compte fait- meilleure et plus belle qu'ailleurs !*

*De plus la femme rurale se trouve devant des difficultés qui tiennent à sa vie à la campagne... devant des problèmes d'ordre économique et d'ordre moral... qui risquent de la décourager, si on ne lui apprend pas à regarder ces problèmes en face, pour les résoudre, ou tout au moins, y apporter quelques remèdes. Donc notre JAV (Jeunesse agricole des Vaillantes) prendra les rurales sur leur terrain et les formera spécialement pour leur vie agricole, imitant en cela la JOC qui prend l'ouvrier dans son milieu de travail et s'intéresse à tout ce qui fait sa vie journalière.*

*(...) C'est l'apostolat de la rurale par la rurale. On distinguera à la JAV les missionnaires, les simples adhérentes et les sympathisantes. Aux missionnaires d'amener les sympathisantes ! D'entraîner les adhérentes ! Une solide formation sera donnée à l'élite en vue de conquérir la masse. »<sup>89</sup>.*

Des expériences similaires de spécialisation agricole féminine avaient déjà émergées, tout d'abord avec le mouvement des Semeuses de Lorraine début 1928 qui est considéré comme le précurseur de la JACF<sup>90</sup> également dans la Marne, mais il n'y sera pas fait référence aux

---

<sup>89</sup> *Les Vaillantes*, mai 1931.

<sup>90</sup> C'est lors de la clôture de la première Semaine rurale du diocèse de Nancy en 1927, animée par le père de Ganay et organisé par l'association de la protection de la jeune fille que naissent Les Semeuses de Lorraine autour de l'abbé Jacques. En 1930 elles sont près de 450 réparties en groupement sur le diocèse et le mouvement est considéré comme précurseur de la spécialisation féminine agricole. CONQ, GUILLOTEAU, LEPRIEUR, VILBOUX, *JAC MRJC : Origines set mutations*, Lyon, La Chronique sociale, 1996, pp. 96-100.

débuts de la JAV jurassienne qui semble penser qu'elle initie un mouvement calqué sur le modèle jociste. Suite à cette déclaration il est également annoncé que sont mis en place des cours agricoles par correspondance et que le bulletin des *Vaillantes* aura désormais un espace dédié : « le coin des rurales ». Dès juillet de la même année on apprend que la JAV compte plus de 80 Vaillantes « unies sur le terrain agricole » et que 50 d'entre elles ont participé à la journée rurale de Dole en avril et 30 ont suivi les cours agricoles par correspondance pendant l'hiver. Les objectifs du mouvement ont été à nouveau présentés aux Vaillantes réunies lors de leur journée rencontre annuelle à Lons-le-Saunier en ces termes :

« *Que veut la Jeunesse agricole ? Elle veut vaincre l'isolement... s'unir à ses sœurs rurales faire un grand mouvement d'amitié... s'attacher de plus en plus à sa terre et à sa foi... Elle veut sauver son village du matérialisme et refaire chrétienne la France paysanne.* »(...) « *nous adopterons l'esprit et les méthodes de la Jeunesse agricole catholique vaste groupement national de tous les jeunes paysans de France.* »

Du 9 au 14 novembre a ensuite lieu la première Semaine rurale organisée par la JAV pour laquelle il faut s'inscrire auprès de mademoiselle Corneille, présentée par Anne de Vaulchier comme mettant en place les premiers cadres du mouvement à Dole<sup>91</sup>. Le même mois sont publiées les premières réponses au questionnaire de la JAV sur l'isolement à la campagne et les moyens d'y remédier, preuve que les méthodes de l'apostolat spécialisé sont adoptées même si le terme « d'enquête » n'est pas encore utilisé. Des réunions javistes ont déjà eu lieu, notamment dans la région doloise<sup>92</sup>, et des responsables ont été nommées. En février 1932 il est notifié que plus de 30 javistes répondent aux questions rurales mensuelles parmi les 150 que compte le mouvement. L'organisation devient plus formelle puisqu'une cotisation fédérale spéciale de 10 francs est mise en place pour elles, qui comprend l'abonnement au bulletin des Vaillantes, la cotisation fédérale et la réception de la feuille des cours agricoles par correspondance. Un timbre spécial sur la carte des Vaillantes distingue désormais les javistes<sup>93</sup>. L'initiative doloise se répand rapidement à tout le Jura même si le pays dolois reste majoritairement représenté lors de la première retraite javiste organisée il est vrai à Dole, autour du père Noël Drogat en décembre 1932<sup>94</sup>. Pendant que des réflexions émergent à l'échelon national autour du père de Ganay et Foreau sur la nécessité de développer la JACF et dans le journal *La Jeunesse*

---

<sup>91</sup> *Les Vaillantes*, juillet 1931.

<sup>92</sup> À Chissey, Tassenières et Vriange

<sup>93</sup> *Les Vaillantes*, février 1932.

<sup>94</sup> Étaient présentes des sections de Chissey, Tassenières, La Loye, Neublans, Ounans, Auxange, Malange, Vriange et des isolées

agricole<sup>95</sup>, les enquêtes continuent chaque mois, des conseils pour monter des sections sont donnés et en janvier 1933 des permanences pour les javistes se mettent en place à Lons-le-Saunier, Poligny et Dole, preuve que le mouvement s'implante durablement<sup>96</sup>. Les discours sont de plus en plus assurés et entraînants, les javistes sont incitées à revendiquer la « fierté paysanne » à investir le terrain et à être de bonnes militantes en réalisant des « vrais sacrifices pour entrer complètement dans le mouvement<sup>97</sup> ». Une retraite javiste a encore lieu à Dole en novembre 1933 ainsi qu'une Semaine rurale à l'Institut ménager de Lons-le-Saunier alors que le bulletin rose de la JAV tire à 1000 exemplaires<sup>98</sup>.

En février 1934, les objectifs apostoliques du mouvement, calqués sur ceux de l'Action catholique spécialisée féminine, sont précisés de manière très didactique, avec une analogie agricole, par le chanoine Pouillard dans un article intitulé « Ce que la JAV apporte de nouveau » :

*« Comme tout groupement spécialisé, elle marque une pédagogie nouvelle, une sorte de "rationalisation" de l'apostolat ». (...) Dans la culture, on ne plante pas pêle-mêle par exemple le blé et les pommes de terre ; parce qu'ils réclament des soins différents, on les place dans des parcelles séparées. Cette séparation, quand il s'agit de la culture des âmes on l'appelle la spécialisation ; c'est la JOCF pour les jeunes salariées de l'usine ou du bureau, c'est la JAV pour nos jeunes agricoles ».*

Il revient également sur la spécificité pédagogique du mouvement qu'il a pu lui-même expérimenter dans sa jeunesse silloniste : « elle supprime le système d'éducation en vase clos. C'est-à-dire que l'éducation se fait moins dans des réunions à part que dans le milieu professionnel ; la JAV travaille dans la vie réelle.<sup>99</sup> » Le directeur des Œuvres rappelle bien en conclusion que cette organisation est conforme à l'encyclique *Quadragesimo anno* et donc à la volonté papale de Pie XI.

Deux mois plus tard, le bulletin des *Vaillantes* s'ouvre en première page sur l'annonce que le père Foreau s'occupe d'organiser la JACF. L'enthousiasme du directeur des Œuvres est tel qu'il a déjà sollicité l'évêque du diocèse et déclare : « Dès lors il est tout naturel - et c'est la décision de Monseigneur - que nos sections JAV soient rattachées, elles aussi, le moment venu,

---

<sup>95</sup> Tout au long de l'année 1932 l'équipe nationale de la JAC réfléchit à cette question et démarchera à partir de 1933 les divers groupements de jeunes filles en ce sens. Les difficultés des négociations autour de ce projet qui durent près de 3 ans sont très largement évoquées dans CONQ, GUILLOTEAU, LEPRIEUR, VILBOUX « JAC MRJC... » op cité, pp. 103-121.

<sup>96</sup> *Les Vaillantes*, janvier 1933.

<sup>97</sup> *Les Vaillantes*, avril 1933.

<sup>98</sup> *Les Vaillantes*, mai 1934.

<sup>99</sup> *Les Vaillantes*, février 1934.

au groupe national de la JACF et à lui seul pour éviter la confusion et la dispersion de nos forces<sup>100</sup> ». Les jeunes filles sont appelées à s'abonner au journal de la JACF en s'adressant à la direction des Œuvres et le bulletin rose continu d'être publié entre les pages des *Vaillantes*. En écho, la *Semaine religieuse du diocèse* publie un communiqué de l'évêque Faure en novembre 1934 qui, loin de se contenter de féliciter la progression du mouvement javiste, insiste sur son nécessaire développement dans le diocèse au détriment des autres mouvements. Il argumente ainsi : « en dehors de quelques centres plus importants, nos paroisses ne sont pas assez peuplées pour que plusieurs groupements de jeunesse féminine puissent y prospérer. N'émiettons et n'affaiblissons pas nos forces en établissant plusieurs groupements, condamnés fatalement à végéter et, ce qui serait pire encore, tentés peut-être de s'enlever l'un à l'autre des adhérentes. Comme la presque totalité de nos paroisses se composent de populations rurales, il est normal que ce soit un groupe de Jeunesse agricole ou JAV qui y soit établi. Assurément les groupements de Jeunes de la Ligue, de Jocistes, de Guides, de Noëlistes gardent le droit de continuer à vivre là où ils existent et donc d'y chercher des recrues. Par contre, Nous demandons instamment que l'on ne crée pas ailleurs de ces groupements sans avoir au préalable demandé et obtenu notre autorisation. Personne ne peut s'étonner de cette réserve et de cette consigne, qui sont imposées par la situation même de nos paroisses. Aussi bien, la première et indispensable règle de l'Action catholique et des Œuvres n'est-elle pas d'agir en plein accord avec la hiérarchie ?<sup>101</sup> ». Le ton est donné, la « consigne » de la hiérarchie claire, le développement de la JAV est une priorité.

Le Jura fait donc partie des diocèses qui ont adopté précocement le principe de la spécialisation agricole féminine contrairement à d'autres diocèses plus réticents. Ces derniers sont en partie contraints de changer de conception dès le moment où, en mars 1938, l'Assemblée des cardinaux et archevêques de France entérine le principe de la division en branches en formulant ainsi la conclusion de sa rencontre : « L'Assemblée recommande une orientation nette, courageuse et prudente vers la spécialisation<sup>102</sup> ».

Après octobre 1934, le sigle JAV n'apparaît plus dans le bulletin des *Vaillantes* et avec la venue du père Foreau pour prêcher une retraite pour jeunes rurales en novembre<sup>103</sup>, la transition semble avoir été définitivement consommée entre la JAV jurassienne et la JACF

---

<sup>100</sup> *Les Vaillantes*, avril 1934.

<sup>101</sup> SRDSC, n° 46, novembre 1934.

<sup>102</sup> Cité par ROUX Jacqueline, « Sous l'étendard de Jeanne... », op cité, p. 266.

<sup>103</sup> Du 26 au 30 novembre 1934 à Mont-Roland à Dole, *Les Vaillantes*, novembre 1934.

nationale. Pour autant les différentes transitions qu'ont connues les groupements de jeunes filles n'ont pas toujours été lisses et simples. Elles procèdent d'un jeu d'acteurs beaucoup plus vaste, qui englobe l'Église et ses clercs, des organisations nationales influentes comme la LPDF et des dames patronnesses avec un ancrage familial important dans le syndicalisme agricole et le catholicisme social et dont l'enjeu principal est le contrôle de l'encadrement des populations. L'organisation de la jeunesse féminine doit ainsi être lue à la lumière des jeux et des conflits d'acteurs qui lui ont donné naissance, autant pour saisir quelles ont été les éminences grises de la JACF, pour comprendre le discours du mouvement, ses objectifs, son implantation et son succès que pour rendre compte des divers enjeux qui traversent le milieu rural, l'Église et la société française pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

## **II Des dirigeantes issues des grandes familles du syndicalisme agricole**

Au sein de la LPDF, de la fédération diocésaine des jeunes filles, des Vaillantes du Jura et aux débuts de la JACF, les dirigeantes, issues pour la plupart des grandes lignées de notables du syndicalisme agricole des débuts de la Troisième république, semblent vouloir faire perdurer l'influence de leurs prestigieuses familles en prenant en charge la gestion des premiers mouvements catholiques. C'est en effet à la naissance du syndicalisme agricole qu'il faut revenir pour comprendre selon quelles modalités et enjeux et autour de quels réseaux se sont structurés les mouvements catholiques féminins du diocèse.

Le premier syndicat agricole du département, créé le 17 novembre 1884 à Salins-les-Bains alors que la loi Waldeck-Rousseau a été votée quelques mois plus tôt<sup>104</sup>, compte parmi ses fondateurs à la fois des propriétaires fonciers qui subissent les effets de la crise économique mondiale qui touche avant tout les grosses exploitations agricoles, mais également d'importants industriels et commerçants jurassiens. Ces industriels sont bien souvent propriétaires fonciers et subissent également le contrecoup de la crise de la métallurgie comtoise. Mais, comme le note Pierre Merlin, « la création de ce syndicat doit être replacée dans des mouvements longs : elle est d'une part l'aboutissement de la crise de l'idée monarchique, de l'évolution de la pensée

---

<sup>104</sup> Le 21 mars 1884.

catholique dans ses différentes composantes, principalement du catholicisme social ; de l'autre elle est le point de départ d'un projet de société<sup>105</sup> » émanent de notables conservateurs. Alfred Bouvet, qui préside la séance et qui est déjà membre de la Société des agriculteurs de France (SAF) en est nommé président, le marquis Albéric de Froissard de Bersaillin, vice-président et Louis Milcent, également membre de la SAF, administrateur. Au syndicat d'arrondissement de Poligny, viennent s'ajouter ceux de Dole et de Lons-le-Saunier, avant qu'une structure départementale, l'Union départementale des syndicats agricoles du Jura, avec à sa tête Alfred Bouvet, comme vice-président Henri Picot de Moras d'Aligny et comme secrétaire Louis Milcent, ne voie le jour le 21 février 1887. Cette union départementale est très vite rattachée à la très conservatrice Société des agriculteurs de France (SAF) de la rue d'Athènes à Paris. Le réseau des syndicats agricoles cantonaux rattachés à l'Union se développe et compte des effectifs d'autant plus importants<sup>106</sup> que l'adhésion est peu contraignante et que les avantages de ces « syndicats-boutique » qui sont avant tout prestataires de services d'achats collectifs sont importants pour les agriculteurs<sup>107</sup>.

## 1) Les trois grandes familles du syndicalisme agricole jurassien : Bouvet/Milcent/Froissard

Si la naissance du syndicalisme agricole jurassien est très souvent réduite à trois noms, Bouvet, Milcent, Froissard, c'est avant tout parce qu'il s'agit des fondateurs-actionnaires du premier syndicat départemental, mais également parce qu'ils furent les figures majeures du développement des divers syndicats locaux du département et les initiateurs à la fois du crédit, mais aussi des mutuelles agricoles. Nous avons fait le choix de revenir sur les parcours de ces hommes en premier lieu parce que trois de leurs filles sont propulsées dans les sphères décisionnelles des Œuvres catholiques féminines, deux d'entre elles aux premiers rôles, présidente de la LPDF et secrétaire de la JACF et la dernière secrétaire d'arrondissement de la LPDF.

---

<sup>105</sup> MERLIN Pierre, « Une réponse à la crise économique et aux innovations techniques ; un enjeu politique : la fondation des syndicats agricoles dans le Jura (1884-1914), dans *Travaux de la Société d'émulation du Jura*, 1989, Lons-le-Saunier, pp. 221-240, p.228

<sup>106</sup> 3724 adhérents en 1899 d'après MERLIN Pierre, « Une réponse à la crise économique... », article op cité, p. 231.

<sup>107</sup> Le syndicat d'arrondissement de Poligny, 6 mois après sa création, en mai 1885 compte déjà 412 adhérents, TRUCHIS DE VARENNES, « Les associations professionnelles agricoles en Franche-Comté », Besançon, 1939, p. 12, p. 13

## a. D'Alfred Bouvet à Suzanne Ponsar : le paternalisme industriel

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'industriel Alfred Bouvet<sup>108</sup> fonde, à Salins-les-Bains, une importante entreprise forestière qui comprend une exploitation, plusieurs scieries et réseaux de transport routier entre Paris et Genève<sup>109</sup>. Son fils Maurice<sup>110</sup>, après avoir suivi des études à l'École forestière de Nancy et été en poste dans le Doubs en tant que Garde général des Eaux et forêts, cesse ses activités pour venir s'associer à son père, sous la raison sociale « Alfred Bouvet et fils » en 1889. Associé à son père dans le travail il l'est également dans la vie syndicale et politique. En effet Alfred Bouvet, s'il échoue aux législatives de 1889<sup>111</sup> est néanmoins élu maire de la petite ville de Salins-les-Bains<sup>112</sup> et conseiller général pour le canton<sup>113</sup>. Il s'investit également dans la vie associative agricole puisqu'il est le président de la première Société de crédit mutuel agricole du pays, le 28 février 1885<sup>114</sup>, qui deviendra par la suite le Crédit agricole. Il participe également à la création d'un syndicat des marchands de bois de la région de Salins<sup>115</sup>.

Alfred Bouvet et son fils Maurice sont également actionnaires fondateurs du premier syndicat agricole, le syndicat d'arrondissement de Poligny qui voit le jour en novembre 1884 à Salins-les-Bains. Alfred en est nommé président et sera par là même considéré comme l'un des initiateurs du syndicalisme agricole<sup>116</sup> aux côtés du marquis Albéric de Froissard et de Louis

---

<sup>108</sup> Né en 1820 à Paris, décédé en 1900 à Salins-les-Bains. Voir à ce sujet MAYAUD Jean-Luc, *Les patrons du Second Empire, Franche-Comté*, tome 3, Paris-Le Mans, Picard-Éditions Cenomane, 1991.

<sup>109</sup> JOLY Jean (dir), « Maurice Bouvet » dans *Dictionnaire des parlementaires français de 1889 à 1940*, consulté via la base de données des parlementaires français : <http://www.assembleenationale.fr/sycomore/>

<sup>110</sup> Fils de Zoé Dumont (1830-1857), né en 1855 à Dole mort en 1935 à Salins-les-Bains.

<sup>111</sup> Candidat pour l'arrondissement de Poligny, il est battu au second tour par le radical Victor Poupin.

<sup>112</sup> En 1868 puis en 1874.

<sup>113</sup> De 1871 à 1880 puis de 1888 à 1898.

<sup>114</sup> Cette caisse est une émanation du syndicat d'arrondissement de Poligny créé quelques mois plus tôt. MERLIN Pierre, « Une réponse à la crise économique et aux innovations techniques ; un enjeu politique : la fondation des syndicats agricoles dans le Jura (1884-1914), dans *Travaux de la Société d'émulation du Jura*, 1989, Lons-le-Saunier, pp. 221-240, p.230. AMIZET Yves, « Cent ans de Crédit agricole (1885-1985), dans *Travaux de la Société d'émulation du Jura*, 1987, pp. 317-332, p. 323.

<sup>115</sup> MERLIN Pierre, « Une réponse à la crise économique... » op cité, p.

<sup>116</sup> Louis Milcent s'exprimant aux funérailles d'Alfred Bouvet en tant qu'administrateur du Syndicat agricole et du Crédit mutuel de l'arrondissement de Poligny, 24 mars 1900 : « Avec sa haute intelligence et sa largeur d'esprit, M. Alfred Bouvet, quoique sa vie fût consacrée à l'industrie, avait compris le grand rôle de l'agriculture. Connaissant son importance pour nos populations jurassiennes, il voulut lui donner une partie de son activité et de son temps. Dès que la loi de 1884 eut rétabli la liberté des associations professionnelles, supprimée depuis un siècle dans un moment d'aberration, il comprit les services que les cultivateurs pouvaient en retirer. Homme de progrès, il fut un des premiers à propager le mouvement qui s'est étendu à la France entière, et l'honneur lui revient d'avoir fondé le premier de tous les syndicats agricoles. » *Alfred Bouvet 1820-1900, nécrologie* : brochure 30p. pp. 21-24 ; ADJ 111J10.



Milcent sur lesquels nous reviendrons. En 1899 Alfred Bouvet se retire et laisse Maurice seul à la tête d'une entreprise qu'il continue très largement d'étendre puisqu'il développe des exploitations forestières en Russie, plusieurs chantiers d'importation et une cimenterie à Champagnole, dans le Jura. La « maison Bouvet » avec plus de quinze succursales est alors l'une des plus importantes entreprises du département.

Héritant des dispositions sociales de son père il poursuit son œuvre paternaliste en s'investissant dans le syndicalisme agricole et en prenant la suite de son engagement politique puisqu'il est conseiller général du Jura de 1898 à 1904 puis de 1910 à sa mort en 1935. Après son échec aux législatives de 1910 et de 1914<sup>117</sup>, aux élections de 1919, il prend la tête de la liste d'Union républicaine nationale pour le développement agricole, industriel et commercial et est élu aux côtés de ses deux colistiers<sup>118</sup>. Il s'investit dans les nombreuses commissions parlementaires qui ont trait aux transports, aux moyens de communication et à l'exploitation forestière et agricole. Inscrit sur la liste concurrente<sup>119</sup> de celle du Cartel des gauches en 1924, il échoue à se faire élire et se consacre jusqu'à la fin de sa vie à son mandat de conseiller général et à l'entreprise familiale dans laquelle il fait entrer deux de ses gendres, Jean et Pierre Ponsar<sup>120</sup>. Maurice Bouvet est également président du Crédit mutuel de Poligny, de la caisse régionale de Crédit mutuel agricole de Bourgogne et Franche-Comté, du syndicat des fromageries et de la société forestière de Franche-Comté et des provinces de l'Est, il succède au marquis Albéric de Froissard à la présidence du syndicat agricole de l'arrondissement de Poligny jusqu'à son décès en 1935<sup>121</sup>.

Une des filles de Maurice Bouvet, Suzanne<sup>122</sup>, qui a épousé le lieutenant d'artillerie coloniale<sup>123</sup> et polytechnicien<sup>124</sup> Jean Ponsar<sup>125</sup>, en 1910, apparaît comme secrétaire de la Ligue pour le canton de Salins-les-Bains en 1928. Avant fin 1937 elle devient responsable de

---

<sup>117</sup> Il perd face au candidat radical-socialiste Charles Dumont.

<sup>118</sup> Il s'agit de Marcel Ferraris et de Maurice Jeantet, cousin au second degré de la présidente de la LPDF de l'arrondissement de Saint-Claude, Marie-Elisabeth Delacour.

<sup>119</sup> Cartel d'action républicaine et nationale

<sup>120</sup> Pierre Ponsar, ingénieur des eaux et forêts (1882-1955) épouse Yvonne Bouvet (1889-1973) et son frère Jean épouse Suzanne Bouvet en 1910.

<sup>121</sup> TRUCHIS DE VARENNES, « Les associations professionnelles agricoles... », op cité, p. 25

<sup>122</sup> Antoinette Marie Suzanne Bouvet (25/06/1884 Salins-les-Bains ; 20/07/1973 Cramans). ADJ 5Mi1025.

<sup>123</sup> Acte de Mariage Bouvet-Ponsar, 9 août 1910, Saint-Lupicin, ADJ 5Mi1025.

<sup>124</sup> Jean Honoré Pierre Ponsar (1880-1954) de la promotion de 1900. Fiche de la bibliothèque centrale de l'école polytechnique consultée le 28/08/2015 ; <http://www.bibliotheque.polytechnique.edu/>

<sup>125</sup> (1880-1954). Fils de Pierre Ferdinand Ponsar (1854-1936) qui dirigea à Poipincourt dans la Somme « une exploitation agricole à laquelle était annexée une distillerie et durant ce même laps de temps administra la commune en qualité de maire. ». Il fut également membre de la Société forestière de Franche-Comté et des Provinces de l'Est. Notice nécrologique de la Société Forestière de Franche-Comté, consulté en ligne le 27/08/2015 <http://mapage.noos.fr/jcparent/src3.htm>.

l'arrondissement de Poligny alors qu'elle réside dans la commune de Champagnole où son époux a repris la gestion de la cimenterie familiale<sup>126</sup>. C'est toujours avec cette responsabilité qu'elle siège au conseil départemental de la Ligue en 1943 et en octobre 1945. Lorsqu'elle accède à la présidence de la Ligue départementale, Mme Milcent-Meyssonier propose Suzanne Ponsar à l'évêque pour le poste de trésorière départementale jugeant celle-ci « extrêmement intelligente et dévouée »<sup>127</sup>.

Elle renouvelle ses compliments à son égard lorsqu'elle s'adresse à nouveau à l'évêque, un mois plus tard, pour la recommander comme présidente de l'arrondissement de Poligny, la déclarant « extrêmement ardente et active »<sup>128</sup>.

Dans le même courrier, nous apprenons que Mme Ponsar est en contact direct avec l'évêque puisqu'elle lui a soumis l'idée de mettre en œuvre un congrès départemental de la Ligue à l'automne 1927<sup>129</sup>. Le chanoine Pouillard qui fait ses préconisations pour la présidence de la Ligue en décembre 1926, cite son nom en premier lieu en précisant qu'elle est la fille de Maurice Bouvet, même s'il émet quelques critiques à son égard. Il est par ailleurs pertinent de noter que Suzanne Ponsar apparaît tantôt sous son nom de jeune fille, tantôt sous son nom d'épouse<sup>130</sup> dans les comptes rendus de la Ligue et dans les correspondances entre les ligueuses. En 1943 c'est même le patronyme de madame Ponsar-Bouvet qui lui est attribué, ce qui montre très certainement la volonté d'un ancrage de la Ligue dans la tradition catholique de patronage des populations jurassiennes, mais également, peut-être, la volonté pour Mme Ponsar de revendiquer une identité qui lui est propre, entre son rôle d'épouse et son devoir filial de fille. La même remarque est à faire concernant une autre grande figure de la Ligue, celle qui fut présidente de 1927 à son décès en 1943, Mme Milcent-Meyssonier qui elle, signe toutes ses lettres Milcent-Meyssonier<sup>131</sup>. La présidente nommée par le nouvel évêque Faure à son arrivée dans le diocèse est en effet la fille d'un autre grand nom du syndicalisme agricole jurassien et

---

<sup>126</sup> Depuis 1895 Alfred Bouvet, tentant de diversifier ses activités avait acquis le droit d'exploiter le sous-sol du Mont-Rivel. L'entreprise devient dans les années 1920 une cimenterie industrielle et dans les années 1930 sa gestion est confiée à Jean Ponsar, le gendre de Maurice Bouvet. Histoire de la cimenterie de Champagnole, site internet consulté le 27/08/2015 ; <http://cimenterie-champagnole.skyrock.com/3022839076-Histoire-de-l-usine.html>

<sup>127</sup> Lettre de Mme Milcent-Meyssonier à l'évêque Faure, 2 février 1927 ; ADDSC, dossier 4K2.

<sup>128</sup> Lettre de Mme Milcent-Meyssonier à l'évêque Faure, 10 mars 1927 ; ADDSC, dossier 4K2.

<sup>129</sup> « Je sais que Madame Ponsar a parlé à votre grandeur d'un congrès départemental de la Ligue à l'automne », *ibidem*.

<sup>130</sup> Alors qu'elle est mariée depuis 1910. Ce qui ne rend pas les choses aisées pour l'historien puisqu'il existe une autre « Mme Bouvet » responsable cantonale de la ligue : il s'agit de madame Ernest Bouvet, responsable du canton de Saint-Laurent en Grandvaux dans les années 1920 et 1930 et dont le mari négociant est conseiller général du canton (1922-1945) et maire de Saint-Laurent-en-Grandvaux.

<sup>131</sup> Sur les 13 lettres envoyées à l'évêque Faure dont nous disposons.

même du catholicisme social national, très lié à Alfred et Maurice Bouvet : Louis Milcent.

## b. Entre prédication et enseignement : l'apostolat libéral et social des Milcent

Le père de Louis, Alphonse Milcent, médecin parisien est l'un des premiers membres avec Edmond Monnier des conférences de la Société Saint-Vincent-de-Paul. En 1844 c'est Lacordaire qui célèbre son mariage avec Constance Bréchemin<sup>132</sup>, avec laquelle il a six enfants, dont Ernest, figure du catholicisme social et du syndicalisme agricole du Cotentin<sup>133</sup> et Louis<sup>134</sup>.

Ce dernier épouse en 1873, Sophie Petit<sup>135</sup>, la nièce de Joseph Petit, proche de l'usine Baudin, supérieur du petit séminaire de Vaux-sur-Poligny depuis 1859<sup>136</sup>. Louis est tout d'abord zouave pontifical puis officier de mobiles en 1870. D'abord légitimiste, il se rallie à la République au moment du toast d'Alger en 1890. Autant son frère Ernest apparaît comme une figure pionnière du syndicalisme agricole de l'ouest de la France<sup>137</sup>, Louis reste le précurseur du syndicalisme et du crédit agricole, aux côtés d'Alfred Bouvet. Cofondateur donc du premier syndicat agricole, celui de l'arrondissement de Poligny en novembre 1884, de la Caisse mutuelle de crédit agricole l'année suivante<sup>138</sup>, secrétaire du syndicat des fruitières du Jura, Louis Milcent est également maire de Vaux-sur-Poligny et élu conseiller général pour le canton de Nozeroy

---

<sup>132</sup> 1824-1876

<sup>133</sup> (1854-1909) GAUTIER René (dir), *Dictionnaire des personnages remarquables de la Manche*, tome 1, Marigny, Éditions Eurocibles, 2001.

<sup>134</sup> Né à Paris le 02/01/1846 d'Alphonse Désiré Milcent et de Marie Constance Bréchemin, AD75. Paris 8ème, acte de mariage, 1873, Registre V4E3387, acte 724. Voir sa notice biographique dans DUCERF Laurent, PETIT Vincent, TRAMAUX Manuel (dir.), *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine, volume Franche-Comté*, Paris, Édition Beauchesne, 2016.

<sup>135</sup> Marie-Joséphine Petit (dit Sophie), née le 17/06/1850 à Orléans de Pierre Célestin Petit et de Marie Justine Sophie Trébuchet ; AD75. Paris 8ème, acte de mariage, 1873, Registre V4E3387, acte 724.

<sup>136</sup> Henri François Joseph Petit (1814-1882), supérieur du petit séminaire de Vaux-sur-Poligny de 1859 à 1876 ; dossier nominatif des prêtres du diocèse de Saint-Claude, ADDSC.

<sup>137</sup> Il crée avec Émile Garnot « le Syndicat des agriculteurs de la Manche dont il est le secrétaire général jusqu'à sa mort. Il propose aussi la création de caisses indépendantes des syndicats. Il est ainsi l'instigateur en 1906 de la Caisse de Crédit agricole de Coutances, d'assurances mutuelles, de caisses de retraite pour les ouvriers agricoles, d'écoles ménagères, de l'école d'agriculture de Ducey », GAUTIER René (dir), *Dictionnaire des personnages remarquables de la Manche*, tome 1, Marigny, Éditions Eurocibles, 2001.

<sup>138</sup> Après avoir été rapporteur d'une enquête diligentée par la Société des agriculteurs de France sur l'organisation d'un crédit propre aux agriculteurs et étudié les divers systèmes de crédit pratiqués en Allemagne, dans les Flandres et en Italie, il semble être à l'origine de l'article du syndicat d'arrondissement de Poligny qui précise que le syndicat pourra créer une société de crédit mutuel, ce qui sera chose faite dès l'année suivante, en février 1885, société dont Louis Milcent fait partie des administrateurs. AMIZET Yves, « Cent ans de Crédit agricole (1885-1985), dans *Travaux de la Société d'émulation du Jura*, 1987, pp. 317-332, p. 323.

de 1901 à 1918 après avoir essuyé trois échecs aux législatives de 1893, de 1898 et de 1906<sup>139</sup>. Proche de l'Union d'études des catholiques sociaux fondée en 1901<sup>140</sup>, il fut également secrétaire de l'Union centrale des agriculteurs de France<sup>141</sup>, créé le 20 mars 1880 sous le patronage de la Société des Agriculteurs de France officiellement pour coordonner l'action des syndicats départementaux, mais également pour « restaurer l'autorité paternelle dans la famille, enseigner la loi de Dieu dans les écoles, protéger la petite propriété, protéger les produits nationaux, défendre enfin l'initiative privée<sup>142</sup> ».

Louis Milcent devient ainsi, en tant que secrétaire de l'Union départementale des syndicats agricoles du Jura et secrétaire du syndicat des fruitières créé en 1890, l'un des penseurs et acteurs du développement du syndicalisme agricole dans le département, du moins du syndicalisme conservateur, en lien avec la Société d'Agriculture de France, puisqu'en parallèle des expériences républicaines voient le jour<sup>143</sup>. Rallié à la République depuis le toast d'Alger<sup>144</sup>, l'engagement et l'expérience de Milcent le portent de plus en plus à se positionner sur des enjeux plus généraux, plus globaux et à devenir l'un des chantres du catholicisme social. C'est donc à la fois en tant qu'homme de terrain et en tant que théoricien qu'il participe aux réunions de l'Union de Fribourg<sup>145</sup> dans les années 1880, dont les réflexions sur la « question sociale » constituent les bases de l'encyclique *Rerum Novarum*<sup>146</sup>. Parmi les membres français de l'Union de Fribourg on compte également René de la Tour du Pin, Henri Lorin et Albert de Mun avec lequel Louis Milcent avait déjà collaboré dans le cadre de l'Œuvre des cercles après avoir lui-même fondé le cercle du faubourg Saint-Antoine<sup>147</sup>. Membre de la commission

---

<sup>139</sup> Face au radical socialiste Victor Poupin en 1893 et au radical Charles Dumont en 1898 et 1906.

<sup>140</sup> Union fondée à Lyon en 1901 autour de Marius Gonin qui donne naissance en 1904 aux Semaines sociales de France.

<sup>141</sup> SIRINELLI Jean-François (dir), *Histoire des droites en France*, Paris, Éditions Gallimard, 1992, p. 238.

<sup>142</sup> « De là un certain nombre d'objectifs de lutte : contre le régime républicain inspiré des idées philosophiques des Constituants de 1789, auquel on préférerait un régime corporatiste ; contre le socialisme, accusé d'introduire les divisions dans les campagnes auquel on préférerait un modèle d'organisation sociale faisant plus de place aux « communautés naturelles ». c'est pourquoi les syndicats agricoles doivent être mixtes », CUISENIER Jean, « Fonctions économiques des organisations et des administrations agricoles en France », dans *Études rurales*, n° 21, 1966, pp. 5-71, p. 9.

<sup>143</sup> MERLIN Pierre, « Une réponse à la crise économique et aux innovations techniques ; un enjeu politique : la fondation des syndicats agricoles dans le Jura (1884-1914), dans *Travaux de la Société d'émulation du Jura*, 1989, Lons-le-Saunier, pp. 221-240, p.231

<sup>144</sup> « Je crois que Mgr Lavigerie a dit, avec accompagnement et grosse caisse et avec sa maestria tarasconnaise, ce que beaucoup pensent tout bas... Mais quelle pierre lancée dans le marécage où coassent toutes les grenouilles clérico-monarchiques ! », MILCENT Ernest, « notes biographiques, 1941, 141 p, dactylo, pp. 71-72, cité par LACROIX Pierre, la JAC... », op cité, p. 382.

<sup>145</sup> Union internationale catholique d'études sociales et économiques qui fonctionne de 1884 à 1891 autour de l'évêque de Fribourg Gaspard Mermillod qui a réalisé plusieurs visites à l'usine de Baudin.

<sup>146</sup> LACROIX Pierre, « la JAC... », op cité, p. 381.

<sup>147</sup> JOBLIN Marie-Joseph, *Maîtriser le devenir : réponse des chrétiens aux transformations du monde*, Rome, Gregorian & Biblical Pres, 2013, p. 499.

permanente des Semaines sociales de France dès ses origines il en est d'ailleurs considéré comme l'un des « guides »<sup>148</sup>. Présent au congrès national de l'ACJF à Besançon en 1898, intervenant à plusieurs reprises lors de conférences organisées par le Sillon en 1904 et lors de nombreux congrès de la jeunesse catholique du Jura pendant la première décennie du siècle<sup>149</sup>, Louis Milcent s'investit donc très largement dans la vie catholique locale.

Si l'un des frères de Louis, Ernest est également engagé dans le syndicalisme agricole, à l'échelle de la Bretagne quant à lui, il en va de même de sa sœur et de sa fille Amélie<sup>150</sup>. En effet, en septembre 1902, rue de l'Abbaye à Paris, sont fondés trois syndicats féminins<sup>151</sup> autour du comité d'initiative des syndicats féminins<sup>152</sup> qui compte « neuf représentantes de la noblesse et plusieurs personnes de la "bonne société" », dont « Mme Milcent »<sup>153</sup>, c'est ce qu'on appellera les syndicats de l'Abbaye<sup>154</sup>. « Quatre hommes font partie du comité à titre de consultant parmi lesquels on retrouve Henri Lorin « éminence grise du catholicisme social » et Louis Milcent ». Sur l'initiative de madame Lorin<sup>155</sup>, en 1904 le comité se dote de statuts et prend le nom d'Association pour le développement des syndicats professionnels féminins. Il a pour objectif de « d'organiser des conférences et des cours gratuits pour les syndiqués, de rédiger des articles dans la presse syndicale, de contribuer aux collectes de fonds destinées à financer la création de services syndicaux et même d'assurer une partie de la rémunération offerte aux permanentes syndicales »<sup>156</sup>. Sont également présentes à la réunion de fondation de 1902, les filles de la Charité, sœurs de Saint-Vincent de Paul qui ont joué un rôle important dans le lancement des syndicats de l'Abbaye et parmi elles, la sœur de Louis Milcent, tante d'Amélie, Marie Elizabeth<sup>157</sup>, connue sous le nom de sœur Marie-Thérèse, qui a tenu le premier rôle. Celle-ci

---

<sup>148</sup> « Elle est donc bénie de Dieu l'œuvre conçue il y a bientôt vingt ans, dans une alternative de craintes et d'espoir ? Si Henri Lorin et Louis Milcent et Raoul Jay qui furent nos premiers guides étaient là, eux dont la grande âme avait rêvé de manifester devant leur siècle la vertu rénovatrice des dogmes et de la morale catholiques ! » compte rendu de la Semaine sociale de Grenoble, 1923, archives en ligne consulté le 10/10/2015: [https://archive.org/stream/semainesocialede15semauoft/semainesocialede15semauoft\\_djvu.txt](https://archive.org/stream/semainesocialede15semauoft/semainesocialede15semauoft_djvu.txt)

<sup>149</sup> Notamment au congrès de Champagnole les 8 et 9 novembre 1909 pour présenter la mutualité et le crédit agricole.

<sup>150</sup> Prénommée ainsi sans doute en hommage à l'une des sœurs de Louis Milcent décédée à 5 ans (Amélie Milcent 1850-1855).

<sup>151</sup> le syndicat des ouvrières de l'habillement, le syndicat des dames employées au commerce et à l'industrie, le syndicat des institutrices privées

<sup>152</sup> Ce comité est présidé par la comtesse Jean de Castellane

<sup>153</sup> Il ne s'agit pas de l'épouse de Louis Milcent puisque celle-ci, Sophie Petit, est décédée en 1877. Peut-être s'agit-il d'une de ses belles-sœurs ou de sa fille.

<sup>154</sup> Auxquels viendront s'ajouter 3 autres syndicats en 1903, 1909 et 1913, « L'origine de la CFTC », *La Croix*, 24/03/1933, n° 15 364, p. 4.

<sup>155</sup> Pauline de Belcastel

<sup>156</sup> CHABOT Jocelyne, *Les débuts du syndicalisme féminin en France, 1899-1944*, Lyon, presses universitaires de Lyon, 1998, p. 26.

<sup>157</sup> (1855-1927)

est entrée en 1883 chez les filles de la Charité et s'occupe surtout des questions professionnelles. « Elle institue et dirige des cours destinées aux jeunes ouvrières des métiers de l'habillement<sup>158</sup> » et c'est à partir de là qu'elle décide de les grouper au sein d'organisations professionnelles en recevant l'aval de ses supérieures et « les conseils et l'appui de son frère Louis qui possède des entrées dans les milieux catholiques sociaux »<sup>159</sup>. Elle est ainsi considérée comme « l'initiatrice des premiers syndicats féminins parisiens<sup>160</sup> ». Les objectifs de ces syndicats, même s'ils sont ouverts aux non-catholiques, restent de préserver l'ordre social et les valeurs de la famille<sup>161</sup>. Plusieurs sources<sup>162</sup> indiquent que c'est madame P. Meyssonier qui est secrétaire générale de l'Association pour le développement des syndicats professionnels féminins des origines en 1902 et au moins jusqu'en 1921. Il s'agit d'Amélie Milcent, fille de Louis et nièce de sœur Marie-Thérèse, qui a épousé un officier militaire, Paul Meyssonier<sup>163</sup> en 1898<sup>164</sup>.

Cette dernière<sup>165</sup> est née le 12 mars 1875 dans le huitième arrondissement de la capitale, rue de Vienne. Elle est présentée en mairie en présence de Louis Roland-Gosselin, agent de change et chevalier de la Légion d'honneur, considéré comme une des plus grosses fortunes de France et le marquis Victor Alphonse Henri de Compiègne, grand explorateur du XIX<sup>e</sup> siècle. Par *le Figaro* du 8 mai 1927 on apprend que madame Milcent-Meyssonier est « secrétaire de l'union centrale des associations rurales féminines », et intervient au congrès de l'agriculture à

---

<sup>158</sup> Ibidem, p. 27.

<sup>159</sup> Ibidem

<sup>160</sup> Ibidem, p. 28 ; *La Croix* « L'origine de la CFTC », 24/03/1933, n° 15364, p. 4.

<sup>161</sup> Paul Acker dans *La revue des deux mondes* en 1907 résume ainsi l'état d'esprit des syndicats de l'Abbaye et de l'Association pour le développement des syndicats professionnels féminins : « Le travail de la femme, aujourd'hui, est organisé de telle façon qu'elle n'a pas le temps de remplir ses devoirs d'épouse et de mère. Il faudrait que, dans la réglementation des heures de travail, on lui laissât le temps de soigner ses enfants et de préparer le repas de la famille. Il faudrait qu'elle eût, le samedi, tout l'après-midi pour mettre en ordre son intérieur ; il faudrait qu'elle eût le repos dominical pour accomplir, si cela lui convient, ses devoirs religieux. Il faudrait enfin qu'elle fût protégée avant et après l'accouchement... Or, beaucoup des syndicats féminins appartiennent aux partis avancés et sont révolutionnaires. Ils poursuivent plutôt la ruine de la famille que sa conservation. Pourquoi laisser les partis extrêmes accaparer le mouvement syndicaliste féminin ? Pourquoi ne pas grouper les ouvrières selon des idées morales et familiales qui sont les idées françaises traditionnelles ? Ainsi les syndicats féminins ne seraient pas des groupements politiques, comme tant de syndicats d'hommes, mais des associations à la fois professionnelles et familiales. », Article de Paul Acker « l'œuvre sociale des femmes » dans *la Revue des deux mondes*, tome 40, 1907.

<sup>162</sup> Mme Milcent-Meyssonier est répertoriée comme « secrétaire générale » de l'Association dans les papiers de Jean Guiraud ; lettres adressées à Marguerite Guiraud ; archives nationales 362AP/221 et 362AP/149. ; Paul Acker « l'œuvre sociale des femmes » dans *la Revue des deux mondes*, tome 40, 1907.

<sup>163</sup> Paul Jérôme Joseph Meyssonier, capitaine du 14<sup>ème</sup> chasseur et fils du général Meyssonier, celui-ci décède suite à un accident de cheval à Dole « laissant derrière lui une veuve et trois enfants » en 1907 ; *Le Figaro*, 29/10/1907, n° 302, p. 3. *La Croix*, 29/10/1907, n° 7541.

<sup>164</sup> Mariée à Vaux-sur-Poligny le 26/09/1898 ; marge de l'acte de naissance d'Amélie Milcent ; AD75, Paris 8<sup>ème</sup>, acte de naissance, 1875, Registre V4E3400, acte 380.

<sup>165</sup> Marie Anne Joséphine Amélie Milcent (1875-1942), AD75, Paris 8<sup>ème</sup>, acte de naissance, 1875, Registre V4E3400, acte 380.

Strasbourg<sup>166</sup> fin avril pour expliquer « comment on peut améliorer le sort de la femme à la campagne, lui rendre le goût du foyer rural et l'amour de la terre ». Cette Union centrale « qui fédère des cercles de fermières et des écoles ménagères rurales<sup>167</sup> » a son siège au 8 rue d'Athènes à Paris<sup>168</sup>, dans les locaux mêmes de la Société des agriculteurs de France (SAF), les deux organisations sont donc très certainement sœurs. Entre 1926 et 1935, Amélie Milcent-Meyssonier a également dirigé une publication, *Le travail au foyer*, qui a pour objectif de « restaurer la famille chrétienne » et qui diffuse des réflexions et des leçons sur l'enseignement ménager, des notions d'hygiène, de médecine, de puériculture, les bases de la comptabilité agricole et une chronique des Œuvres féminines<sup>169</sup>.

Dans les mêmes années, madame Meyssonier apparaît comme présidente de l'association « les amies des ouvrières »<sup>170</sup>, association fondée en 1920 dans l'Indre pour encourager le repos et les vacances des ouvrières<sup>171</sup>. Amélie Milcent-Meyssonier, outre son rôle de secrétaire de l'Association pour le développement des syndicats professionnels féminins, collabore activement à l'entreprise de sa tante à l'Abbaye en organisant ponctuellement les cours et les examens agricoles<sup>172</sup>. Elle porte l'héritage social de son père<sup>173</sup> en prenant sa place en tant que membre de la commission générale des Semaines sociales de France dans les années 1920<sup>174</sup>, et c'est très certainement à ce titre qu'elle est sollicitée par Marius Gonin qui lui demande ses réflexions concernant le programme de celle de 1927 à Nancy qui traite de « la femme dans la société ». Elle écrit directement au président, Eugène Duthoit, pour lui demander que l'Union nationale pour le vote des femmes (UNVF) puisse y donner une leçon à la suite du cours sur le rôle civique de la femme<sup>175</sup>, ce qui rend bien compte de ses réseaux et de son influence. A-t-

---

<sup>166</sup> Qui se déroule fin avril 1927. *Le Figaro*, 8 mai 1927, n° 128, p. 4.

<sup>167</sup> D'après la notice de l'Institut français de l'éducation (IFE) concernant le bulletin *Le travail au foyer*.

<sup>168</sup> *Le Figaro*, 13/02/1933, n° 44 ;

<sup>169</sup> D'après la notice de l'Institut français de l'éducation (IFE) concernant le bulletin *Le travail au foyer*.

<sup>170</sup> « Semaine d'étude des amies des ouvrières à Pellevoisin (Indre), *La Croix*, 09/11/1934, n° 15866, p. 4.

<sup>171</sup> « Les Amies des ouvrières », *La Croix*, 14/01/1938, n° 16849, p. 5.

<sup>172</sup> Lettres de Mme Milcent-Meyssonier à l'évêque, 18 avril 1927 et 23 mars 1927, ADDSC, dossier 4K2.

<sup>173</sup> Louis Milcent est répertorié en 1904 comme membre de la commission permanente des Semaines sociales en 1904 qui est très certainement l'équivalent de la commission générale des Semaines sociale de 1920,

<sup>174</sup> À noter qu'elle siège auprès de deux autres femmes, Mlle Butillard de Paris et Mlle Poncet de Grenoble dans un bureau masculin parmi lequel on trouve également le chanoine Thellier de Poncheville qui sera invité à plusieurs reprises dans le diocèse. *Cours de doctrine et de pratique sociales : compte rendu in extenso, 12ème Semaine sociale de France, Caen*, Paris, Éditions Gabalda, 1920, 462 p, p. 424. disponible en ligne via le site de l'université d'Ottawa, consulté le 19/10/2015 :

<https://archive.org/details/coursdedoctrinee12sema>; *Cours de doctrine et de pratique sociales : compte rendu in extenso, 12ème Semaine sociale de France, Caen*, Paris, Éditions Gabalda, 1921, 438 p, p. 400

<https://archive.org/details/coursdedoctrinee13sema>

<sup>175</sup> Lettre de Madame Meyssonier à Eugène Duthoit, janvier 1927 ; AM Lyon, fonds de la Chronique sociale, 131 ii 61 ; disponible en ligne, consulté le 15/10/2015 : [http://www.duthoit.lol.univ-catholille.fr/#!nancy/zoom/c12hw/image\\_1lxq](http://www.duthoit.lol.univ-catholille.fr/#!nancy/zoom/c12hw/image_1lxq)

elle des responsabilités nationales au sein de cette association ? Il paraît plus certain d'affirmer qu'elle agit en tant que secrétaire départementale<sup>176</sup>, charge qu'elle occupe aux côtés de la présidente la vicomtesse Simone de Villeneuve-Bargemont et dont elle défend très largement la cause auprès de l'évêque Faure qui ne souhaite pas voir s'installer un autre mouvement féminin en parallèle de la Ligue dans le diocèse.

Propulsée présidente de la LPDF au moment où le nouvel évêque, Rambert-Irénée Faure arrive dans le diocèse et décide de reprendre en main les Œuvres d'Action catholique, elle pense ne pas être à la hauteur de la tâche, notamment parce que, comparée à sa prédécessrice, madame de Wall, elle signale qu'il lui manque « trois choses » : « une liberté de temps absolue, une grosse fortune et une auto. Je suis mère et grand-mère souvent absorbée. J'ai une très modeste fortune et pas d'auto. La présidente de la Ligue devrait pouvoir arpenter le diocèse dans tous les sens<sup>177</sup> ». Il s'agissait du premier choix du chanoine Pouillard qui sur la demande de l'évêque avait fait ses recommandations en décembre 1926. Il lui reconnaissait le « talent de parole de son père M. Milcent » même s'il jugeait que Mme Milcent-Meyssonier était « impérieuse avec ses serviteurs, fermiers ou dans ses rapports d'affaires » et qu'il rappelait à l'évêque qu'elle avait un goût prononcé pour « l'action civique et même politique<sup>178</sup> ». Présidente de la LPDF jusqu'à son décès en 1942 et liée aux dirigeantes de la Protection de la jeune fille, Amélie Milcent-Meyssonier donne un élan certain aux Vaillantes du Jura et à la JACF. C'est en partie sur son initiative qu'est organisée la première Semaine rurale féminine du département en 1926 à Chaux-des-Crotenay et elle intervient régulièrement lors des suivantes. Elle est également à l'initiative des Cours d'enseignement religieux, familial, ménager et agricole par correspondance qui voient le jour dans le bulletin des *Vaillantes* en 1927<sup>179</sup> et en prend la responsabilité jusqu'en 1934, date à laquelle les cours sont délégués à l'Union du Sud-Est des syndicats agricoles<sup>180</sup>. Régulièrement elle publie les leçons de ces cours et les corrections des devoirs<sup>181</sup> dans le bulletin et intervient également lors des congrès des Vaillantes autour des

---

<sup>176</sup> Lettre de Mme Milcent-Meyssonier à l'évêque Faure, 4 septembre et 24 novembre 1927, ADDSC, dossier 4K2.

<sup>177</sup> Lettre de Mme Milcent-Meyssonier à l'évêque Faure, 16 janvier (1927), ADDSC, dossier 4K2.

<sup>178</sup> Lettre du chanoine Just Pouillard à l'évêque Faure, 30 décembre 1926, ADDSC, dossier 4K1.

<sup>179</sup> Elle signale que c'est suite à la Semaine rurale de Chaux-des-Crotenay qu'elle en a eu l'idée et parce qu'elle connaît le désir d'instruction des jeunes filles puisqu'elle fait passer des examens dans un autre département depuis un certain temps. « C'est tous les jours que sur un point ou sur un autre, j'entends une femme de ma génération gémir sur ce qui a manqué à son éducation », *Les Vaillantes du Jura*, octobre 1927, pp. 9-12.

<sup>180</sup> Le bulletin des *Vaillantes* signale qu'une demande a été faite à l'Union du Sud-Est des syndicats agricoles pour que les jeunes Jurassiennes puissent bénéficier de son cours ménager agricole par correspondance et ainsi pouvoir toucher les allocations familiales prévues par la loi de 1929. La demande a été acceptée, les cours sont donc délégués à cette union syndicale dépendant de la SAF. *Les Vaillantes du Jura*, septembre 1934.

<sup>181</sup> Entre 1927 et 1934 on recense 18 articles de fond traitant des questions religieuses, familiales et ménagères



thématiques de la famille, de l'hygiène, de la place de la femme au foyer, mais aussi dans la vie politique.

Amélie Milcent-Meyssonnier passe ainsi le plus clair de son temps entre Paris, Vaux-sur-Poligny et Flamanville où elle rend visite à sa famille. Femme très active elle permet au diocèse jurassien de bénéficier de ses réseaux et de son influence et donne une coloration sociale et politique aux mouvements féminins diocésains.

### c. Le patronage châtelain de la famille de Froissard façon Villeneuve-Bargemont

Albéric de Froissard, marquis de Bersaillin, s'est illustré dans son engagement au service « de la terre » : ancien officier de cavalerie, il gère lui-même sa grande exploitation agricole et est, en tant que membre de la SAF, l'un des initiateurs du premier syndicat agricole<sup>182</sup> dont il est nommé vice-président puis président suite au décès d'Alfred Bouvet en 1900<sup>183</sup>. C'est sur son initiative qu'est fondé en 1890 le syndicat des fruitières du Jura<sup>184</sup> dont il est président et il est également président de l'Union départementale des syndicats agricoles dont il est membre dès ses origines, de 1898 à 1927<sup>185</sup> date à laquelle il est remplacé par Pierre Gréa. Administrateur de la Société de crédit mutuel agricole depuis 1885<sup>186</sup>, il crée également plusieurs caisses et mutuelles agricoles dans son village de Bersaillin<sup>187</sup> et reçoit, en 1921 la Légion d'honneur, attribuée au titre de l'agriculture<sup>188</sup>. Il promeut l'enseignement agricole et

---

sous la plume de Mme Milcent-Meyssonnier.

<sup>182</sup> Le syndicat agricole de l'arrondissement de Poligny, créé en 1884 : A. TRUCHIS DE VARENNES, *Les associations professionnelles agricoles en Franche-Comté*, Besançon, 1939, p. 12.

<sup>183</sup> TRUCHIS DE VARENNES (vicomte Albéric de), *Les associations professionnelles agricoles dues à l'initiative privée en Franche-Comté*, Besançon, Jacques et Demontrond, 1939, p. 12.

<sup>184</sup> Fondé à Poligny le 1<sup>er</sup> février 1890 afin de défendre les intérêts des producteurs de gruyère de Comté, d'aider à la formation de « bons fromagers », d'inspecter les chalets et de veiller aux respects des conditions de vente, TRUCHIS DE VARENNES, « Les associations professionnelles... », op cité, p.45

<sup>185</sup> L'union départementale ne semble pas avoir d'activités entre 1898 et 1921 hormis la publication du *Bulletin des syndicats de Dole et Poligny*, TRUCHIS DE VARENNES (vicomte Albéric de), *Les associations professionnelles agricoles dues à l'initiative privée en Franche-Comté*, Besançon, Jacques et Demontrond, 1939, p. 154.

<sup>186</sup> AMIZET Yves, « Cent ans de Crédit agricole... », op cité, p. 325.

<sup>187</sup> À « Bersaillin, il crée une caisse rurale avec livret d'épargne (1893), une caisse d'assurance agricole mutuelle contre l'incendie et une autre encore contre la mortalité du bétail », BRELOT Claude-Isabelle, « La terre, facteur de déclassement des élites ? (1880-1939) », dans C. LE MAO, C. MARACHE, *Les élites et la terre du XVI<sup>e</sup> siècle aux années 1930*, Paris, Éditions Armand-Colin, 2010, pp. 301-310.

<sup>188</sup> BRELOT Claude-Isabelle, « La terre, facteur de déclassement des élites ? (1880-1939) », dans C. LE MAO, C. MARACHE, *Les élites et la terre du XVI<sup>e</sup> siècle aux années 1930*, Paris, Éditions Armand-Colin, 2010, pp. 301-310.

ménager, fonde une école privée à Bersaillin et « il maintient dans la ville les Œuvres charitables fondées par ses ancêtres – maison des orphelins, Sœurs du bouillon – auxquelles viennent s'ajouter les Cercles catholiques ouvriers »<sup>189</sup>. Tentant développer des initiatives qui agissent comme « contre-pouvoir face à la républicanisation<sup>190</sup> » du département, il est également maire de son village pendant près de soixante ans<sup>191</sup> et il échoue aux législatives de 1881 et 1885 face au républicain fouriériste Wladimir Gagneur. Légitimiste il reste proche du milieu monarchiste au début du siècle en envoyant son témoignage de sympathie au comte Philippe de Paris<sup>192</sup>, en dirigeant la réunion de création de l'Action française dont il est membre<sup>193</sup> dans l'arrondissement de Poligny<sup>194</sup> et en présidant le comité royaliste du département de 1883 à 1926<sup>195</sup>. Il semble également avoir joué un rôle important dans la fondation du comité des jeunes filles royalistes du Jura en 1910 et auquel nous ne savons pas si ses filles ou petites-filles ont pris part<sup>196</sup>. Il marie l'une de ses filles, Simone, à Hélion de Villeneuve-Bargemont, petit-fils du vicomte Alban de Villeneuve-Bargemont<sup>197</sup>, connu pour être l'un des initiateurs du catholicisme social dans les années 1820, proche de Montalembert et d'Armand de Melun. Si l'engagement de Simone paraît à première vue assez discret c'est d'une part parce qu'elle n'a laissé que peu de traces dans les archives, mais également parce que l'engagement de son père et de ses deux filles semble éclipser le sien. Il n'en reste pas moins qu'elle fut présidente départementale de la très catholique et conservatrice UNFV<sup>198</sup> créée en

<sup>189</sup> BRELOT Claude-Isabelle, « La terre, facteur... », op. cité.

<sup>190</sup> BRELOT Claude-Isabelle, « FROISSARD-BERSAILLIN Albéric de, marquis de », notice biographique dans DUCERF Laurent, PETIT Vincent, TRAMAUX Manuel (dir.), *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine*, volume Franche-Comté, Paris, Édition Beauchesne, 2016.

<sup>191</sup> De 1871 à son décès en 1930

<sup>192</sup> Ainsi que ceux de MM. Bouvet et d'Aligny, Réponse de Philippe de Paris à Albéric de Froissard par 12 juillet 1886 ; ADJ 36J369.

<sup>193</sup> Archives privées de la famille Froissard ; ADJ 36J369.

<sup>194</sup> Il est signalé dans ce rapport du préfet du Jura au président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes qui date du 7 décembre 1910 qu'« on a affirmé à M. le sous-préfet de Poligny que MM. Milcent et Bouvet, conseillers généraux réactionnaires, assistaient à cette conférence. Mais ce renseignement est sujet à caution » ; ADJ, Mp 497/6.

<sup>195</sup> ADJ Mp497/6 ; CHARBONNIER Quentin, *Patronages châtelains et clientélismes républicains dans la Bresse comtoise (1870-1914)*, mémoire de master 1 Études rurales sous la direction de Claude-Isabelle Brelot, Université Lyon 2, 2010, p. 14 et p. 95.

<sup>196</sup> Fondation du comité des jeunes filles royalistes à Dole le 20 août 1910 autour du marquis de Froissard, président du comité royaliste du Jura, du comte de la Villerabel, secrétaire du Comité royaliste du Jura et de la comtesse d'Oilliamson ; ADJ Mp 497/6.

<sup>197</sup> Alban de Villeneuve-Bargemont (1784-1850). Son fils, Louis Joseph Armand Elzéar Alban (1828-1878), colonel de cavalerie se marie en 1857 à Paris avec Marguerite de La Myre. De cette union naît Adrien Gabriel Gaston Hélion de Villeneuve-Bargemont qui épouse Simone de Froissard en 1894.

<sup>198</sup> Dont il ne reste apparemment aucune archive au diocèse de Saint-Claude. Le dépouillement du journal de l'UNFV, *l'Union nationale des femmes*, permettrait sans doute d'avoir de plus amples informations sur le degré d'engagement de Simone de Villeneuve-Bargemont.

1925 aux côtés de son active secrétaire Amélie Milcent-Meyssonnier et très certainement membre de la LPDF.

Ce sont surtout les deux filles de Simone et Hélion, Hélène et Élisabeth qui reprennent l'engagement de leur grand-père au service du milieu rural et des Œuvres féminines du diocèse puisqu'elles s'engagent dans les Vaillantes, lancent l'une des premières sections de la JACF dans leur village, Bersaillin, et surtout parce qu'Hélène devient secrétaire fédérale du mouvement avant de se retirer pour être présidente de la Ligue féminine d'Action catholique pour le canton de Poligny en 1937<sup>199</sup>. Nous reviendrons plus précisément sur leurs parcours dans le chapitre 3.

Dans la famille, il faut également noter l'omniprésence du cousin, le comte Bernard de Froissard, petit-neveu du marquis. Celui-ci « né en 1884, ancien élève du collège jésuite de Dole, officier de cavalerie démissionnaire à la suite des lois Combes, choisit de résider exclusivement dans le Jura à partir de 1932 pour y organiser, en réponse à l'appel du Général de Castelnau, la Fédération nationale catholique. L'acquisition à Dole d'une imprimerie, les Presses jurassiennes, lui permet d'éditer le mensuel national de la Fédération, *Credo*.<sup>200</sup> ». Bernard de Froissard<sup>201</sup>, dont nous connaissons les démêlés liés à la FNC avec le chanoine Pouillard, a épousé Claude Lebrun de Sessevalle en 1923. Celle-ci est pressentie comme présidente au moment de la réorganisation de la Ligue en 1927. Mais c'est Mme Milcent-Meyssonnier qui est nommée et qui lui préfère même Mlle de Vaulchier dans ses recommandations à l'évêque pour la charge de présidente de l'un des plus gros arrondissements du département, celui de Dole. Amélie Milcent-Meyssonnier propose finalement de s'en remettre à l'avis du clergé et suggère de la nommer trésorière de la Ligue<sup>202</sup>. C'est sans doute pour cette raison que Jean Cheylus<sup>203</sup>, alors vicaire à Dole, se permet d'écrire quelques jours plus tard à l'évêque pour lui signaler qu'il en a parlé avec Bernard de Froissard et qu'ils pensent tous deux qu'il ne convient pas de la nommer présidente pour l'arrondissement étant donné que son époux est lui-même président de l'Union diocésaine et qu'il pourrait ainsi essuyer des critiques. Le chanoine Pouillard signalait justement à l'évêque : « M. de Froissard m'avait nettement laissé entendre qu'il était tout indiqué que Mme de F. succédât à Mme de W ». Il précise par ailleurs les intentions du comte, avec une certaine ironie : « M. de F. après vous

---

<sup>199</sup> Au moins depuis 1937 comme le signale l'état de la LFACF de 1938, ADDSC, dossier 4K2.

<sup>200</sup> BRELOT Claude-Isabelle, notice dans *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine*, volume Franche-Comté, Paris, Édition Beauchesne, 2016 ; FROISSARD Antoine de, *Flavien de Froissard*, Chez l'auteur, s.l.n.d. [vers 1998], p. 88-89.

<sup>201</sup> (1884-1962).

<sup>202</sup> Lettres de Mme Milcent-Meyssonnier à l'évêque Faure, 27 février et 10 mars 1927, ADDSC, dossier 4K2.

<sup>203</sup> Jean-Louis-Marie Cheylus (1888-1951) vicaire à Dole et nommé vicaire général en 1930, ADDSC, dossiers nominatifs des prêtres.

avoir entendu parler de la coordination des Œuvres à la réunion du 8 novembre, en a tiré la conclusion que toutes les Œuvres devraient rentrer dans la FNC. Et voilà pourquoi sans doute il souhaite que Mme soit présidente de la LIGUE<sup>204</sup>. ». Pourtant dès 1928, madame Claude de Froissard apparaît comme présidente de la Ligue pour l'arrondissement de Dole et occupe ce poste au moins jusqu'en 1945<sup>205</sup>.

De Claude de Froissard à sa tante, Simone de Villeneuve-Bargemont et cousines par alliance, Hélène et Élisabeth, en passant par Jeanne Ponsar-Bouvet et surtout Amélie Milcent-Meyssonier, il semble bien que les femmes et filles des notables et personnalités du catholicisme social agrarien des débuts de la Troisième république, perpétuent la tradition familiale d'encadrement des populations. Si leurs pères usaient de leur influence plutôt sur les populations masculines et rurales et qu'elles se cantonnent à la sphère féminine et catholique, il n'en reste pas moins que dans le Jura des années 1920, le maillage qui encadre/enserme des populations est fin et structuré autour de ces trois grandes familles et d'autres, très liées aux premières par leur appartenance à la noblesse et aux prescriptions de Léon XIII.

## 2) Les familles périphériques : Monnier, Picot d'Aligny, De Vaulchier puis de Longeville et de Broissia

Au sein de la Ligue, puis de la fédération des Vaillantes du Jura, il faut encore retenir plusieurs noms qui tirent leurs racines de la naissance du syndicalisme agricole de la fin du XIX<sup>ème</sup> : les familles Monnier, Picot d'Aligny, de Vaulchier, de Froissard-Broissia et de Longeville.

### a. L'utopie catholique de Baudin

Eugène Mathieu Monnier<sup>206</sup> que la postérité retient sous son nom usuel d'Edmond Monnier, est le fils du maître de forges de l'usine de Baudin, Étienne Monnier. Edmond prend la suite de son père et l'usine devient au milieu du XIX<sup>è</sup> siècle l'un des plus importants sites industriels du Jura. Animé par les réflexions de Frédéric Ozanam, puisqu'il avait été l'un des premiers membres des conférences de Saint-Vincent-de-Paul à Paris, et très certainement

---

<sup>204</sup> Lettre du chanoine Just Pouillard à l'évêque Faure, 12 février 1927, ADDSC, dossier 4K1.

<sup>205</sup> ADDSC, Dossier, État de la Ligue 1928 et compte rendu du Conseil fédéral de la LFACF d'octobre 1945, dossier 4K2.

<sup>206</sup> (1812-1885)

influencé par les socialistes dits utopiques de la région<sup>207</sup>, soucieux du bien-être de ses ouvriers, il « crée peu à peu toutes sortes d'Œuvres éducatives et sociales : chorale et fanfare, compagnie de pompiers, école et cours d'adultes, ouvroir, bibliothèque populaire, caisse de secours.<sup>208</sup> » Il introduit dans le département les conférences de Saint-Vincent de Paul, à Baudin et à Poligny, fait bâtir une église au cœur de sa cité idéale, établit une maîtrise blanche de jeunes gens et de nombreux prêtres gravitent autour des Forges tels son neveu Adrien Gréa, futur Dom Gréa<sup>209</sup> ou le père Joseph Petit, qui devient par la suite supérieur du Petit séminaire de Vaux-sur-Poligny et oncle par alliance de Louis Milcent.

Le souci apostolique d'Edmond Monnier se double d'un engagement politique au service de la communauté puisqu'il est élu conseiller général du canton voisin de celui de Sellières, Chaumergy en 1868, charge qu'il occupe jusqu'en 1871. Fait chevalier de Saint-Grégoire-le-grand en 1854 par le Saint-Siège, il fut également nommé chevalier de la Légion d'honneur en 1863. Son fils André poursuivit l'activité des forges et fut maire de Toulouse-le-Château<sup>210</sup> et conseiller général pendant près de quarante ans de 1889 à 1931. Proche du Sillon, il déclare publiquement sa sympathie à son égard lors d'une réunion locale en 1904<sup>211</sup>. Alors que l'un de ses frères, Laurent est ordonné prêtre et devient évêque de Troyes en 1907<sup>212</sup>, l'autre, Jean, qui réside à Baudin est président d'honneur de la fédération régionale des Camelots du roi<sup>213</sup> et est considéré par l'administration préfectorale comme « l'un des membres les plus militants du parti royaliste<sup>214</sup> ».

L'épouse d'André Monnier, Jeanne Victoire Augustine Billaudel<sup>215</sup>, est née à Paris en 1854. Elle est la petite-fille d'un conseiller maître de la Cour des comptes<sup>216</sup> et de Jean-Baptiste

---

<sup>207</sup> Le bisontin Charles Fourier fait des émules dans le Jura et notamment, Wladimir Gagneur de Bréry, Victor Considérant de Salins-les-Bains, Charles Sauria de Saint-Lothain

<sup>208</sup> LACROIX Pierre, « la JAC... », op cité, p. 380.

<sup>209</sup> Marie-Etienne Adrien Gréa dit Dom Gréa (1828-1917) qui fut aumônier aux forges de 1856 à 1863, fondateur des Chanoines réguliers de l'Immaculée Conception. ROCHE Max, VERNUS Michel, *Dictionnaire biographique du département du Jura*, Lons-le-Saunier, Ars et Littérature SARL, 1996, p. 249, p. 371.

<sup>210</sup> (1851-1933).

<sup>211</sup> Lors du congrès cantonal de Bréry du 15 décembre 1904 : *Vive Labeur*, 15 janvier 1905. À noter ici qu'aucune archive concernant le Sillon jurassien ne semble avoir été conservée. La seule source dont nous disposons reste le journal *Vive labeur*, mensuel du Sillon de l'Est de la France.

<sup>212</sup> Étienne Laurent Monnier (1847-1927), ADDSC, dossier nominatif des prêtres.

<sup>213</sup> ADJ, Mp 497-6 : Rapport du préfet au président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes, 7 décembre 1910). À noter que Jean Monnier a été condamné pour outrage pour avoir « proféré des insultes sur le passage du chef de l'État » en août 1910 à Besançon.

<sup>214</sup> ADJ, Mp 497-6 : Rapport du préfet au président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes, août 1910.

<sup>215</sup> Fille de Melchior Prosper Hippolyte BILLAUDEL et Laure MUSNIER de PLEIGNE

<sup>216</sup> Le père de sa mère, Augustin Musnier de Pleignes travaille à la Cour des comptes de 1827 à 1872 et fut nommé Chevalier de la Légion d'honneur en 1838. TODISCO Umberto, *Le personnel de la Cour des comptes (1807-1830)*, Paris, Droz, 1969, p. 177

Billaudel, ingénieur en chef des Ponts et chaussée qui fut maire de Bordeaux en 1848, conseiller général et député de la Gironde<sup>217</sup>. Son père, Hippolyte Billaudel, également ingénieur en chef des Ponts et chaussées et inspecteur général honoraire, fut nommé chevalier de la Légion d'honneur en 1856<sup>218</sup>. Jeanne Billaudel est responsable de la LPDF pour le canton de Sellières avant 1927. Jugée proche de la comtesse de Wall démissionnaire en 1927<sup>219</sup>, elle se retire de la LPDF dès 1928, soit pour cette raison<sup>220</sup> soit pour d'autres puisqu'elle est alors âgée de 73 ans et qu'elle décède 10 ans plus tard. Jeanne Monnier n'apparaît pas dans le mouvement des Vaillantes et ne semble plus s'investir dans la vie diocésaine après son départ de la Ligue. L'engagement de la famille dans les Œuvres sociales catholiques semble donc s'être éteint avec elle. La Ligue du canton de Sellières qui est à nouveau désorganisée en 1938 suite à la démission de sa présidente, madame Girard est la moins fournie en effectif de tout le département<sup>221</sup>. Le canton qui avait connu un engouement certain pour le Sillon ne compte à priori dans les années 1930 aucun groupe de Vaillantes, de JAC ou de JACF. La JAC débute péniblement pendant la guerre et végète dans les années 1950.

## b. Entre la baïonnette et la plume : Les Vulchier du Deschaux

La famille de Vulchier du Deschaux, ancienne famille de la noblesse comtoise, lie également l'attachement à la grande propriété terrienne et le patronage nobiliaire. « La trajectoire exemplaire » de Louis de Vulchier, illustre l'évolution d'une certaine noblesse « en quête d'utilité sociale »<sup>222</sup> puisqu'il réalise une carrière d'érudit et d'administrateur<sup>223</sup>. Son fils

---

<sup>217</sup> De 1837 à 1849.

<sup>218</sup> Notice biographique des membres de la société d'histoire de Paris et de l'Île-de-France ; consultée sur le site du Comité des travaux historiques et scientifiques (CTHS), le 25/08/2015 ; <http://cths.fr/an/prosopo.php?id=103919>

<sup>219</sup> Lettre du chanoine Pouillard à l'évêque Faure, 18 mars 1927, ADDSC, dossier 4K1.

<sup>220</sup> Dans l'état de la Ligue de 1937 qui liste chaque commune où la Ligue est présente il est indiqué « 0 » ligueuses pour Baudin. C'est le seul lieu (il s'agit d'un hameau de Toulouse-le-Château qui compte 84 habitants en 1936 dont près de la moitié de femmes, ADJ dénombrement de population de 1936) où un chiffre nul est indiqué ce qui suppose que Mme Monnier a quitté la Ligue avec « ses ligueuses » donc qu'il pourrait s'agir d'une sécession politique et pas individuelle.

<sup>221</sup> On compte à Sellières en 1937 186 ligueuses sur une population de 4000 habitants.

<sup>222</sup> Claude-Isabelle BRELOT : « Entre académie provinciale et salons parisiens, un noble en quête d'utilité sociale : le marquis Louis de Vulchier » dans *Mémoires de l'Académie de Besançon*, vol. 189 (1990 – 1991), pp. 463 - 483.

<sup>223</sup> La fin de l'opportunité d'une carrière politique en 1830 est en effet vécue comme un choc très rude par Louis-René de Vulchier (qui fut préfet, directeur des postes en 1824) et son fils Louis, alors en pleine ascension. Ce dernier, fuyant l'oisiveté, va se lancer dans le journalisme, local puis national, et dans l'érudition culturelle notamment à travers l'Académie de Besançon. (...) Il dirigera l'administration du chemin de fer de Dijon à Besançon de 1852 à 1854 puis l'administration du chemin de fer PLM (Paris-Lyon-

unique, Louis-Anne, né en 1837<sup>224</sup>, reçoit une éducation de gentilhomme en voyageant en Europe, soutient une thèse à la Sorbonne en 1861, épouse la fille d'une grande famille, Marie Anatole Alix de Raincourt<sup>225</sup> en 1866 et s'engage dans une carrière militaire. En 1871, il prend « la place de son père au Conseil Général, mais ne fait pas carrière en politique, ne pouvant s'imposer face à la montée de la république. Il rédige par la suite des chroniques dans les Annales de Franche-Comté, où il y raconte notamment ses souvenirs de guerre<sup>226</sup>, ce qui l'amena à faire partie de l'Académie de Besançon à partir de 1882, avant d'en devenir membre résident à partir de 1891. (...) Son statut de notable se construit en s'affichant en homme de guerre, puis en homme de lettres, formant ainsi sa propre « identité nobiliaire, qui concilie l'honneur chevaleresque des Mauclerc<sup>227</sup>, la méritocratie chrétienne des Vaulchier du Deschaux et la mode de son temps<sup>228</sup> », différente notamment que celle que s'était bâtie son père. ». Maire<sup>229</sup> puis membre du conseil municipal du Deschaux, élu conseiller général du canton de Chaussin de 1869 à 1874, Louis-Anne, marquis de Vaulchier, échoue à plusieurs reprises aux élections législatives ou il tente de représenter l'arrondissement de Dole en 1876, 1881, 1885 et 1889<sup>230</sup>. Il fait également partie des trois administrateurs du syndicat agricole de l'arrondissement de Dole créé en 1886 dont le président depuis 1911 est André d'Aligny<sup>231</sup>. La famille s'investit également dans la vie religieuse locale puisqu'elle finance l'école privée depuis 1820 ainsi que l'entretien et les réparations de l'église paroissiale<sup>232</sup>.

C'est l'une des deux filles de Louis-Anne, Marie de Vaulchier<sup>233</sup>, qui poursuit le patronage familial en s'engageant dans la Ligue. En 1928, elle est répertoriée comme responsable de la Ligue pour le canton de Chaussin et l'est toujours en 1937<sup>234</sup>. En apprenant sa nomination de

---

Méditerranée) de 1854 à sa mort. ». Ibidem, p466, pp. 479-482

<sup>224</sup> (1837-1910).

<sup>225</sup> Marie-Anatole Alix de Raincourt (1841-1927) fille du marquis Jean-Baptiste de Raincourt est par ailleurs liée à la famille de Wall puisque deux de ses frères, Marie-Louis-Prospér Charles (1835-1917) et Marie-Théodore Albert (1837-1905) épousent les deux filles de la vicomtesse de Wall, présidente de la LPDF jurassienne jusqu'en 1927, respectivement Simone Berthe de Wall et Louise de Wall.

<sup>226</sup> Claude-Isabelle BRELOT, « Les pratiques autobiographiques d'une noblesse provinciale... », art. cité, p. 272.

<sup>227</sup> Sa mère est une Mauclerc, Philippine Charlotte Adrienne (1816-1837)

<sup>228</sup> Claude-Isabelle BRELOT, « Les pratiques autobiographiques d'une noblesse provinciale... », art. cité, p. 267.

<sup>229</sup> De 1871 à 1874 et de 1881 à 1888, CHARBONNIER Quentin, *Patronages châtelains et clientélismes républicains*, op cité, p. 103

<sup>230</sup> Alors considéré par l'administration comme « candidat royaliste » il échoue face à Jules Grévy en 1876 qui devient le premier président de la République républicain 3 ans plus tard, puis face à des républicains modérés ou radicaux.

<sup>231</sup> TRUCHIS DE VARENNES, « Les associations professionnelles agricoles... », op cité

<sup>232</sup> Ce sont les sœurs de la congrégation de la Sainte Famille de Besançon qui y enseignent. CHARBONNIER Quentin, *Patronages châtelains et clientélismes républicains*, op cité p. 170 et p. 184.

<sup>233</sup> Céleste Marie Pierrette de Vaulchier du Deschaux (14/07/1879, Le Deschaux-24/09/1950 Dole)

<sup>234</sup> ADDSC, dossier 4K2, état de la ligue en 1928 ; état de la Ligue en 1937-1938.

secrétaire de la LPDF par l'évêque en janvier 1927, Mme Milcent-Meyssonier lui écrit pour lui demander si le rôle de secrétaire générale de la Ligue ne lui conviendrait pas mieux et lui conseiller de trouver une présidente « plus représentative à l'image de mademoiselle Marie de Vaulchier présidente cantonale de Chaussin<sup>235</sup> ». Les deux femmes semblent proches puisque la présidente de la Ligue demande ensuite que Marie de Vaulchier soit nommée vice-présidente aux côtés de Mme Delacour de Saint-Claude<sup>236</sup>, initiative qui ne semble pas aboutir, puis qu'elle est nommée présidente de l'arrondissement de Dole<sup>237</sup>. Décrite par le vicaire de Dole, Jean Cheylus, comme « femme de tête, intelligente et capable de parler en public », elle est pressentie pour cette même responsabilité,<sup>238</sup> mais c'est finalement la comtesse Claude de Froissard, épouse de Bernard de Froissard, président de la FNC du Jura qui sera nommée à sa place. Si elle est mobilisée pour la Semaine rurale de novembre 1931 où elle intervient sur la question de « l'isolement à la campagne » et sur « le travail agricole de la femme »<sup>239</sup>, elle ne semble pas s'être investie dans la fédération diocésaine de jeunes filles. Elle reste célibataire, vivant avec sa mère veuve et quelques domestiques<sup>240</sup> et décède au Deschaux en 1950.

Des mariages stratégiques permettent à la famille de Vaulchier de se maintenir liée à la noblesse locale. Louis-Anne marie notamment deux de ses fils aux filles de Guy de Longeville, châtelain de Lavigny<sup>241</sup>.

### c. La famille d'Aligny : légitimer une ascendance sociale par le droit ?

Il faut aussi noter la présence de la famille d'Aligny, dont le père, Henri Picot de Moras d'Aligny<sup>242</sup>, docteur en droit, propriétaire à Montmirey est le principal actionnaire du premier syndicat agricole et vice-président du syndicat agricole de Dole fondé en 1886 avant d'en être nommé président en 1911<sup>243</sup>. Proche d'Alfred Bouvet<sup>244</sup>, il est élu conseiller général du canton

---

<sup>235</sup> Lettre de Mme Milcent-Meyssonier à l'évêque Faure, 16 janvier 1927, ADDSC, dossier 4K2.

<sup>236</sup> Lettre de Mme Milcent-Meyssonier à l'évêque Faure, 2 février 1927 ; ADDSC, dossier 4K2.

<sup>237</sup> Lettre de Mme Milcent-Meyssonier à l'évêque Faure, 10 mars 1927 ; ADDSC, dossier 4K2.

<sup>238</sup> Lettre de Jean Cheylus à l'évêque Faure, 15 mars 1927 ; ADDSC, dossier 4K2.

<sup>239</sup> *Les Vaillantes du Jura*, n° 10, octobre 1931.

<sup>240</sup> Dans les dénombrements de population de 1911, 1921 et 1926 elles vivent toutes deux avec 4 domestiques ; ADJ 2Mi593.

<sup>241</sup> Il s'agit de Louis Mathilde (1868-1900) qui épouse Marie Marguerite Suzanne Mareschal de Longeville (1870-1931) en 1894 et de Charles Louis François (1874-1934) qui épouse Marie Pie Mélanie Madeleine Mareschal de Longeville (1879-1932) en 1901.

<sup>242</sup> (1843-1809)

<sup>243</sup> TRUCHIS DE VARENNES, « Les associations professionnelles agricoles... », op cité

<sup>244</sup> Aux élections législatives de 1885 il est candidat sur la même liste conservatrice qu'Alfred Bouvet



de Montmirey-le-Château en 1872, charge qu'il occupe jusqu'à son décès en 1909. Son fils, André<sup>245</sup>, polytechnicien, reprend son siège de conseiller général dès cette même date jusqu'à son décès. Il épouse Thérèse Esquirou de Parieu<sup>246</sup> en 1906, présidente de la Ligue patriotique des françaises pour le canton de Moirans et de Montmirey<sup>247</sup>. Henri est également le grand-père de François de Menthon<sup>248</sup> qui, en tant que président de la Jeunesse catholique de Haute-Savoie et alors étudiant en droit, intervient le 11 avril 1920 lors de la création du comité cantonal de jeunesse catholique de Lons-le-Saunier pour montrer « l'impossibilité d'un salut national en dehors de la foi catholique » et qui invite les jeunes à rejoindre l'ACJF<sup>249</sup>. François de Menthon est d'ailleurs président national de l'association de 1927 à 1930 et joue un rôle important dans la création de la JOC française<sup>250</sup>. Si le chanoine Pouillard semble beaucoup estimer André d'Aligny le jugeant « bon chrétien, bon père et homme loyal<sup>251</sup> », lui et sa femme restent néanmoins relativement discrets et semblent se contenter de faire perdurer un patronage à la simple échelle locale<sup>252</sup>.

#### d. Froissard-Broissia : des stratégies matrimoniales qui payent

La famille de Froissard-Broissia, ancienne famille de parlementaires comtois<sup>253</sup>, fournit également des effectifs à la Ligue. Le vicomte Édouard de Froissard-Broissia, maire du petit village de Domblans<sup>254</sup>, proche des familles de Froissard et Bouvet, marie son fils, Simon<sup>255</sup>,

<sup>245</sup> Étienne Marie Fidèle André (Marpain 1876 ; Aurillac 1938)

<sup>246</sup> 1883-1960, fille de Joseph Esquirou de Parieu et d'Amélie de Redon du château de Fabrègues d'Aurillac.

<sup>247</sup> Au moins depuis 1928 et au moins jusqu'en 1938, ADDSC, 4K2, état de la Ligue en 1928, état de la Ligue en 1938.

<sup>248</sup> Il marie l'une de ses filles, Marguerite (1878-1934) à Henri de Menthon (1865-1952) en 1895. François de Menthon (Montmirrey-la-Ville 1900 ; Menthon 1984), juriste, plusieurs fois ministre sous le GPRF et la Quatrième République, procureur au tribunal de Nuremberg, député de la Savoie.

<sup>249</sup> *Nenni ma foi !*, mai 1920.

<sup>250</sup> DUCERF Laurent, *François de Menthon, un catholique au service de la République (1900-1984)*, Paris, Éditions du cerf, 2006.

<sup>251</sup> Lettre du chanoine Just Pouillard à l'évêque Faure, 18 mars 1927, ADDSC, dossier 4K1.

<sup>252</sup> À noter que l'un de leurs fils, Jean (1907-1945), qui prend le siège de son père au Conseil général suite à son décès en 1938 s'est engagé dans la Résistance et est mort en déportation à Schömburg en 1945 ; André Besson, *La voix du Jura*, n° 3114, 31 juillet 2004.

<sup>253</sup> Jean Claude Joseph de Froissard de Broissia (1657-1750) était chevalier d'honneur au Parlement de Besançon et son fils, Joseph Ignace François (1696-1779) tout comme son petit-fils Marie Charles Hilaire (1746-1825) chevaliers d'honneur au Parlement de Franche-Comté. Marie Charles Hilaire était le grand-père du vicomte Édouard Hilaire François de Froissard de Broissia (1829-1907). BRELOT Claude-Isabelle, *La noblesse réinventée : nobles de Franche-Comté de 1814 à 1870 ; t.2 de la tradition à l'innovation*, Paris, Les Belles Lettres, 1992, p. 800.

<sup>254</sup> De 1860 à 1870 puis de 1874 à 1876. Liste des maires de Domblans de la Révolution à nos jours sur le site internet de la commune : <http://www.domblans.fr/vie-municipale/liste-des-maires-successifs/>

<sup>255</sup> Simon-Georges-Jean de Froissard-Broissia, vicomte de (1861-1938).

qui est notamment président du comité de Secours aux blessés militaires (SBM)<sup>256</sup> de Poligny et commandeur de la Légion d'honneur<sup>257</sup>, à une femme qui s'investit dans les Œuvres catholiques de femmes, mais également de jeunes filles, Julie Decrais<sup>258</sup>. Présidente de la LPDF pour l'arrondissement de Lons-le-Saunier, le plus important du département puisqu'il compte 5227 ligueuses en 1938, Julie Decrais, vicomtesse de Broissia est la fille d'Albert Decrais, ministre et diplomate de la III<sup>e</sup> République<sup>259</sup>. Celui-ci fut notamment préfet de la Gironde, conseiller d'État, député et sénateur de la Gironde et ministre des Colonies du gouvernement Waldeck-Rousseau de 1899 à 1902<sup>260</sup>. La famille Decrais fournira un autre rejeton aux Froissard-Broissia puisque Jean, le frère de Julie, secrétaire d'Ambassade puis chef de cabinet du secrétariat général au ministère des Colonies et conseiller référendaire à la Cour des comptes épousera la sœur de Simon de Broissia, Marie-Madeleine. Julie Decrais écrit en 1936 au chanoine Pouillard afin de lui proposer le nom de sa fille pour remplir les fonctions de secrétaire de la Ligue pour l'arrondissement qu'elle préside, madame Pierre Vermot<sup>261</sup>. Ce sera chose faite puisqu'un an plus tard, Paule de Froissard de Broissia, épouse Vermot<sup>262</sup> apparaît effectivement comme secrétaire de la Ligue pour l'arrondissement de Lons-le-Saunier. Elle siège encore au conseil d'arrondissement en 1941 et au conseil départemental en octobre 1945<sup>263</sup>. La vicomtesse de Broissia est mentionnée une seule fois dans un événement concernant la JACF dans les

<sup>256</sup> Créée en 1864 cette société est membre du mouvement international de la Croix-Rouge.

<sup>257</sup> Ancien colonel du 7<sup>ème</sup> régiment de cuirassiers il a également obtenu la Croix de guerre. Faire-part de décès de Simon-Georges-Jean de Froissard-Broissia (1938), archives personnelles.

<sup>258</sup> Louise Julie Decrais (1870-1955).

<sup>259</sup> *L'Est républicain*, 21 octobre 1895 : annonce du mariage qui a lieu à Lunéville.

<sup>260</sup> DECRAIS (Pierre, Louis, Albert). Préfet de la Gironde du 21 mars au 18 mai 1877 et du 18 décembre 1877 au 15 mars 1879. Né à Bordeaux, le 18 décembre 1838, décédé à Mérignac le 27 février 1915.

« Licencié en droit. Premier secrétaire de la conférence des avocats de Paris en 1862.

Avocat à la cour d'appel de Paris en 1867. Attaché auprès de la mission Tachard, chargée après le 4 septembre 1870 d'annoncer à Bruxelles la proclamation de la République. Préfet d'Indre-et-Loire le 20 mars 1871. Préfet des Alpes-Maritimes le 11 novembre 1874. Nommé préfet de la Gironde par décret du 21 mars 1876. Installé le 20 décembre. Remplacé par décret du 15 mars 1879 l'appelant à d'autres fonctions. Nommé conseiller d'État le 16 mars 1879. Conseiller général du canton de Créon (Gironde) de 1880 à 1886. Ministre plénipotentiaire à Bruxelles le 8 mai 1880. Directeur des affaires politiques au ministère des Affaires étrangères lors du second ministère Freycinet le 4 février 1882. Ambassadeur à Rome le 11 novembre 1882. Ambassadeur à Vienne en juillet 1886. Ambassadeur à Londres en juillet 1893. Admis sur sa demande à faire valoir ses droits à la retraite en 1894. Élu député de la quatrième circonscription de la Gironde, le 21 février 1897 ; réélu le 8 mai 1898 et le 27 avril 1902. Ministre des Colonies dans le cabinet Waldeck-Rousseau du 22 juin 1899 au 4 juin 1902. Élu sénateur de la Gironde le 26 avril 1903 et réélu le 7 janvier 1906. Il s'occupe essentiellement au Sénat de politique étrangère et coloniale. Grand officier de la Légion d'honneur en 1895 et membre du Conseil de l'Ordre. ». Notice réalisée par les archives départementales de la Gironde ; annexe de la série M en ligne consulté le 25/08/2015 : [http://archives.gironde.fr/ead/frame.asp?chemin=/ead/xml/Archives\\_modernes&fichier=FRAD033\\_NUMIR\\_01\\_M\\_annexe.xml](http://archives.gironde.fr/ead/frame.asp?chemin=/ead/xml/Archives_modernes&fichier=FRAD033_NUMIR_01_M_annexe.xml)

<sup>261</sup> Lettre du 16 octobre 1936 de la vicomtesse de Broissia au chanoine Pouillard, 2f ; ADDSC, dossier 4K2.

<sup>262</sup> Son époux, Pierre Vermot était brigadier aux chars d'assaut et fils de Charles Arthur Vermot, maître de forges et de Louise Marie Andrieu d'Albas, *Le Figaro*, 6 janvier 1919.

<sup>263</sup> À signaler que son autre fille, Simone (1902-1973), épouse Olivier Puiseux (1899-1947), lui-même fils de Béatrice Bouvet, la sœur de Maurice Bouvet et donc cousin germain de Suzanne Bouvet-Ponsar.

années 1930. En effet, elle intervient lors de la Semaine rurale de Champagnole en 1936 pour évoquer « les soins aux malades »<sup>264</sup>. Sa fille ne semble pas s'investir dans la fédération de jeunes filles ni dans la JACF.

#### e. Un patronage qui reste local : la famille de Longeville

La famille de Mareschal de Longeville est également une ancienne famille de la noblesse comtoise. Les alliances matrimoniales avec les Vaulchier du Deschaux lui permettent de maintenir un capital social dans la société jurassienne du début du XX<sup>e</sup> siècle. Guy de Longeville puis son fils Jean et son petit-fils Guy par leur investissement dans la commune, puisque les deux premiers tiennent la mairie pendant 52 ans<sup>265</sup>, mais également dans les différentes sociétés et syndicats locaux, maintiennent une emprise certaine sur le petit village de Lavigny jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'épouse de Jean, née Marguerite-Thérèse de Martene<sup>266</sup>, n'apparaît pas dans les archives de la LPDF du diocèse conservées de manière lacunaire à partir de 1927, mais lors de son décès, le bulletin des *Vaillantes*<sup>267</sup> mentionne qu'elle fut présidente du mouvement : ce fut sans doute le cas entre 1910, date de création de la fédération jurassienne et 1927 et très certainement à une échelle locale, qu'elle soit d'arrondissement ou cantonale puisque le mouvement ne semble avoir compté que deux dirigeantes pendant ce laps de temps : mademoiselle Dijon et madame de Wall. À noter que la LPDF de Lavigny compte 58 femmes et jeunes filles en 1931, un chiffre très élevé pour cette commune de 364 habitants dont 190 catholiques réguliers<sup>268</sup> d'après l'enquête canonique de 1931 parmi lesquels 69 femmes<sup>269</sup>. Également, 23 jeunes filles sont répertoriées comme régulières alors que le groupe local des *Vaillantes* en compte une vingtaine. Autant dire que la quasi-totalité des femmes et des jeunes filles pratiquantes est engagée dans les mouvements catholiques. L'état de la LFACF de 1938<sup>270</sup> mentionne quant à lui 65 ligueuses dans la paroisse. La pratique religieuse de la paroisse est très largement encadrée par la famille de châtelains qui en plus d'avoir créé l'école privée de jeunes filles en 1865 en fournit le local tout comme celui

---

<sup>264</sup> *Les Vaillantes du Jura*, n° 12, décembre 1936.

<sup>265</sup> AM Lavigny, 1K4, élections municipales. Jean de Longeville prend la suite de son père Guy comme premier magistrat de 1911 à 1947. Guy de Longeville a été maire de 1896 à 1911.

<sup>266</sup> Montpellier 1883 -Lavigny 1931. AM Lavigny, dénombremments de population de 1921, 1926, 1931.

<sup>267</sup> *Les Vaillantes du Jura*, n° 3, mars 1931.

<sup>268</sup> Assistants à la messe dominicale selon les catégories établies par le chanoine Boulard.

<sup>269</sup> ADDSC, enquête canonique de Lavigny, 1931.

<sup>270</sup> ADDSC, dossier 4K2.

de la salle paroissiale<sup>271</sup>. Jean et Marguerite-Thérèse ont eu six enfants. Alors que le seul garçon, Guy, hérite de la position de son père dans le village, toutes<sup>272</sup> les filles s'engagent dans les mouvements catholiques du diocèse. C'est tout d'abord Germaine<sup>273</sup> qui après avoir été directrice du groupe de Vaillantes, entre en février 1933 chez les dominicaines contemplatives de Colmar sous le nom de sœur Bernadette de Jésus<sup>274</sup>. Quelques mois plus tard, en avril 1934, sa sœur Monique qui fut également directrice des Vaillantes de la paroisse, prend l'habit chez les petites Sœurs de l'Assomption à Paris sous le nom de sœur Marie Monique du Calvaire<sup>275</sup>.

Monique avait réalisé entre avril et mai 1933 une « tournée des sections » des Vaillantes du canton afin de mesurer le degré de foi et de volontariat des jeunes filles, juger du dynamisme des groupes très certainement dans l'optique d'implanter la JACF<sup>276</sup>. Nelly et Gilberte sont toutes deux nommées co-secrétaires fédérales de la JACF en 1934 au moment de l'organisation de la fédération<sup>277</sup> pour seconder Hélène de Villeneuve-Bargemont. Pendant deux ans elles interviennent régulièrement dans les rencontres du mouvement ainsi que dans celui des Vaillantes, que ce soit à l'échelle locale ou à l'échelle fédérale. En 1937 Gilberte quitte le Jura pour le Loir-et-Cher suite à son mariage avec le vicomte Gerald de Montenay<sup>278</sup> alors que Nelly se tourne vers l'Action catholique des enfants en devenant « dirigeante chef » des Âmes vaillantes et vers l'action sportive puisqu'elle est monitrice fédérale du mouvement sportif catholique le Rayon sportif féminin (RSF) puis présidente de la Fédération gymnastique et sportive des patronages de France (FGSPE)<sup>279</sup> pour laquelle elle écrit de nombreux articles dans le bulletin des *Vaillantes*. Elle épouse Jean de Dreuille en 1947 et reste sur la propriété lavignoise jusqu'à son décès en 1996.

L'investissement des dames de Longeville dans la vie catholique du diocèse et de la paroisse permet très certainement le maintien d'une forte pratique religieuse pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle et même par la suite puisque le nombre de réguliers en 1951 reste élevé même si d'autres facteurs ont pu y contribuer. En ne prétendant que peu à des responsabilités autres que locales, en assumant un dévouement sincère et entier à l'Église, en

---

<sup>271</sup> ADDSC, enquêtes canoniques de Lavigny, 1931 et 1951.

<sup>272</sup> À l'exception peut-être de l'aînée, Anne-Marie (1907-1995) qui quitte le Jura suite à son mariage béni par le pape en 1926 avec Jean de Giacomoni. *La Croix*, 18/07/1926, p. 5.

<sup>273</sup> (1909-1945).

<sup>274</sup> Elle fait profession perpétuelle en décembre 1938 ; *Les Vaillantes du Jura*, octobre 1933 et février 1939.

<sup>275</sup> *Les Vaillantes du Jura*, mai 1934.

<sup>276</sup> ADDSC, dossier 5K3, cahier donné par Nelly de Longeville à l'abbé Pierre Lacroix pour la rédaction de son article sur la JAC dans le Jura en 1979.

<sup>277</sup> *Les Vaillantes du Jura*, janvier 1935.

<sup>278</sup> *Les Vaillantes du Jura*, décembre 1937.

<sup>279</sup> *Les Vaillantes du Jura*, mars-avril 1945.

conservant/initiant une proximité solide avec les populations rurales et catholiques et en perdant un peu de la hauteur de la noblesse du XIX<sup>e</sup>, la famille semble s'être rendue discrète dans le paysage social de la noblesse jurassienne et intégrée aux mutations du monde contemporain.

Si toutes ces familles de la vieille noblesse n'ont plus le même capital symbolique que sous la monarchie elles semblent tenter de maintenir une ascendance sur les populations jurassiennes pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. L'engagement des femmes et des filles de ces familles permet à la fois de contribuer au projet de société défendu par leurs pères, mais également de le redéfinir en s'adaptant aux mutations religieuses et politiques du début du siècle. C'est ce projet sur lequel nous nous proposons de revenir.

### **III Constitution, transmission et adaptation d'un projet de régénération sociale**

#### **1) Entre évergétisme et clientélisme**

Les travaux initiés par Claude-Isabelle BreLOT ont permis de rendre compte des différentes stratégies mises en œuvre par la noblesse du XIX<sup>e</sup> afin de maintenir son statut et son rang dans la société en voie de démocratisation<sup>280</sup>. C'est tout d'abord un patronage fondé sur la grande propriété terrienne, commune à toutes les familles précédemment citées qui, s'il constitue une grande part du prestige social, permet aussi, par l'emploi de nombreux ouvriers agricoles, d'entretenir des relations de familiarité voire de dépendance avec les paysans. C'est également la propriété d'industries rurales qui permet de maintenir une clientèle au village. La houblonnière du Deschaux dont le marquis de Vaulchier est propriétaire et la tuilerie de Bersaillin qui appartient à la famille de Froissard en constituent un bon exemple. Cette frange de la noblesse, qui même si elle garde l'avantage de la double résidence, privilégie son château et « l'immersion dans le monde laborieux de la paysannerie riche, des artisans ruraux, des petits fabricants de l'industrie en sabots et dans la médiocrité bourgeoise<sup>281</sup> », révèle une forme

---

<sup>280</sup> Claude-Isabelle BRELOT, *La noblesse réinventée...*, op. cité.

<sup>281</sup> BRELOT Claude-Isabelle, « De la représentation parisienne à la réalité provinciale : aristocratie, noblesse,

d'adaptation aux mutations sociales de la fin du XIX<sup>e</sup> puisqu'elle parvient à maintenir son ascendance par une présence plus physique et plus incarnée via les relations de travail. Elle rejoint par là même la grande bourgeoisie industrielle qui, à l'instar de la famille Bouvet, a développé des relations paternalistes avec ses ouvriers. La cité idéale mise en place par les Monnier de Baudin en constitue un bon exemple tout comme la cimenterie de Champagnole dirigée par Maurice Bouvet puis par son gendre Jean Ponsar qui emploie plus de 200 personnes.

Comme nous l'avons vu, c'est également la gestion des intérêts communaux avec l'élection au poste de premier magistrat qui permet à la fois de s'adapter au suffrage universel masculin, de se rendre utile et omniprésent, de renouveler les modalités de contrôle des populations, mais également de démontrer l'acceptation par le village de la personne même du noble. Les monopoles d'Albéric de Froissard sur la mairie de Bersaillin, de la famille de Longeville sur celle de Lavigny ou de Monnier sur Toulouse-le-Château, démontrent bien la volonté d'incarner une exclusivité dans la représentation de leur village. L'engagement au sein du conseil général montre également que loin de se circonscrire au village, cette volonté de représenter le territoire s'étend jusqu'au canton. Ces nobles deviennent ainsi des notables par le biais de l'élection au sens où ils incarnent bien l'interface entre les populations et les échelles de pouvoir et exercent une influence dans la sphère politico-administrative. La mise en place de la démocratie républicaine les conduit néanmoins « à l'acceptation des seconds rôles et des fonctions symboliques » et, si les châtelains les recherchent, c'est avant tout parce qu'ils symbolisent l'utilité sociale de leur ancien ordre et « leur noblesse de cœur <sup>282</sup> ».

C'est dans cette même dynamique que se maintient d'une tradition d'évergétisme. Qu'elle passe par l'entretien de l'église, le prêt de locaux pour la mairie ou la paroisse, l'entretien d'une école privée ou la prise de responsabilité au sein du bureau de bienfaisance, elle permet de faire perdurer leur image de philanthrope et l'honneur de la ligné.

L'engagement, pour la plupart d'entre eux, dans le syndicalisme et l'associationnisme agricole à l'échelle locale ou nationale renforce leur figure de bienfaiteurs du milieu rural,<sup>283</sup> mais leur offre également la possibilité de réactiver et d'adapter les traditions de clientélisme et

---

élites », dans *Romantisme*, n° 70, 1990, p. 43

<sup>282</sup> BRELOT, Claude-Isabelle, « Fonction municipale et noblesse sous la Troisième République », dans DUMONS Bruno, et POLLET Gilles (dir.), *Élites et pouvoirs locaux. La France du Sud-Est sous la Troisième République*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1999, pp. 429-440.

<sup>283</sup> Quentin Charbonnier notait au sujet du marquis Albéric de Froissard : « Albéric de Froissard met en place un patronage moderne et exemplaire : devenant le maire incontesté de la commune, il se montre particulièrement généreux et offensif. Il parvient surtout à compléter totalement la transformation de son statut en se lançant dans le syndicalisme agricole en devant ainsi un conseiller et un bienfaiteur du monde rural. », CHARBONNIER Quentin, *Patronages châtelains et clientélismes républicains*, op. cité, p. 199.

de paternalisme par le biais des nouvelles opportunités que leur offre le cadre législatif, c'est-à-dire l'abrogation de la loi Le Chapelier et le relatif vide juridique autour des sociétés de secours mutuel ou de crédit en milieu agricole. Le repli sur la municipalité et le conseil général initié aux débuts de la Troisième république cumulé au maintien de la tradition d'évergétisme et à l'engagement dans le syndicalisme agricole permettent à ces nobles de mêler catholicisme social et familiarité avec leur hauteur châtelaine et donc, de se « réinventer »<sup>284</sup>. Ce compromis, qui ne prend pas encore le risque de la dérogeance que comportent les relations interpersonnelles, ne doit pas pour autant pas éluder la perte de la position dominante du château et l'érosion de son pouvoir face à la communauté villageoise. C'est bien pour se rendre acceptables et ménager les populations rurales relativement hostiles que les anciennes élites diversifient leur patronage tout en gardant l'espoir de pouvoir les conquérir<sup>285</sup>.

Si Albéric de Froissard, Guy de Longeville, Jean d'Aligny, Louis-Anne de Vaulchier ou Édouard de Broissia sont issus de la vieille noblesse jurassienne, il n'en va pas de même pour les familles Milcent, Monnier et Bouvet. Comment interpréter dès lors l'alliance originelle du syndicalisme agricole départemental entre un noble, un industriel de la grande bourgeoisie et un homme cultivé de la classe moyenne ? La nébuleuse des élites de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le suffrage masculin auraient-ils subverti et dilué les hiérarchies sociales ? Les historiens s'interrogent très largement sur les différents visages que revêt la notabilité tout au long du XIX<sup>e</sup>, les formes de rétablissement des anciennes élites et la pérennité de leur ascendant sur la société<sup>286</sup> ou les modalités de circulation et de transmission de leur capital symbolique<sup>287</sup>. Si certains en concluent à une acculturation de la noblesse à la bourgeoisie par la reconnaissance de l'utilité sociale du travail et à la société politique moderne par l'acceptation du suffrage masculin et la reconnaissance du critère du mérite pour combler la perte de leur statut juridique et de leur capital symbolique<sup>288</sup>, la question reste ouverte et la thèse du processus de fusion n'est

<sup>284</sup> BRELOT Claude-Isabelle, *La noblesse réinventée...*, ouv. cité.

<sup>285</sup> BRELOT Claude-Isabelle, « Châteaux, communautés de village et paysans dans une province française », dans FAURE Alain, PLESSIS Alain, FARCY Jean-Claude (dir.), *La Terre et la cité. Mélanges offerts à Philippe Vigier*, Paris, Créaphis, 1994, p. 53-65.

<sup>286</sup> C'est notamment le cas d'Yves Pourcher qui travaille sur les « lignées d'élus » en Lozère : Yves POURCHER, *Les maîtres de granit. Les notables de Lozère du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, Éditions Plon, 1995 et d'André-Jean Tudesq qui, en travaillant sur les notables de la région lyonnaise, se refuse d'opposer bourgeoisie et noblesse et considère le « notable » comme une position liée avant tout à des critères de « psychologie sociale » rendus visibles par une unité d'attitudes et de conduites et une « considération de la société sur lequel il exerce une influence », TUDESQ, *Les grands notables en France (1840-49), étude historique d'une psychologie sociale*, Paris, Presses universitaires de France, 1964, p. 10.

<sup>287</sup> DE SAINT-MARTIN Monique, *L'espace de la noblesse*, Paris, Métailié, 1993 ; LANCIEN Didier, DE SAINT-MARTIN Monique (dir.), *Anciennes et nouvelles aristocraties de 1880 à nos jours*, Paris, Edition de la Maison des sciences de l'homme, 2007.

<sup>288</sup> Nous pouvons ici citer Natalie Petiteau qui travaille sur l'importance du critère du mérite qui assure la pérennité des lignées des nouveaux anoblis de l'Empire et contribue par là même à redéfinir la noblesse dans

pas toujours satisfaisante. Ainsi, dans certains cas de figure on pourrait également envisager la conversion de la grande bourgeoisie à la culture nobiliaire de l'évergétisme — l'honneur, la respectabilité et le dévouement étant des valeurs revendiquées par cette classe sociale — et poser la question de la mobilité sociale par la réinvention d'une culture d'ordre où le souci de la transmission du nom reste essentiel<sup>289</sup>.

## 2) Le ciment fondateur : le catholicisme social

Ce qui réunit ces familles à la fin du XIX<sup>e</sup> semble être en premier lieu le partage d'une culture catholique et l'attention toute particulière portée aux prescriptions de Léon XIII sur la nécessité de l'engagement des laïcs dans la cité pour participer à l'apostolat hiérarchique. Si nous reviendrons de manière plus approfondie sur ce point dans le chapitre 3 il faut néanmoins rappeler que l'évêque du diocèse de Saint-Claude, César-Joseph Marpot<sup>290</sup> est l'un des actionnaires fondateurs du premier syndicat agricole<sup>291</sup> et que si l'Église catholique n'est pas clairement investie par le biais de ses prêtres dans le syndicalisme ou la coopération comme cela a pu être le cas en Bretagne avec les abbés démocrates, elle n'en reste pas moins présente en filigrane ne serait-ce que par la personnalité de Louis Milcent, « inspirateur de la politique de l'Église au plan national<sup>292</sup> ».

L'Église qui lutte tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle contre l'individualisme et le libéralisme issus de la Révolution en exprimant sa position réactionnaire, en condamnant ce qu'elle estime être « les erreurs de la modernité » notamment avec la publication du Syllabus en 1864 encourage également la multiplication d'ordres, de congrégations, de patronages et d'associations qui ont comme objectif commun d'instaurer une contre-société catholique. Comme le note Anthony Favier : « Dans les années 1830-1840, prenant suite de la Congrégation de la Restauration, émerge de façon générale la galaxie protéiforme et complexe des Œuvres paroissiales de jeunesse et de patronage des milieux ouvriers et populaires par des bourgeois catholiques. Marqués par la Révolution française, convaincus que la société du XIX<sup>e</sup> est en déréliction et

---

son ensemble ; PETITEAU Natalie, *Élites et mobilités : la noblesse d'Empire au XIXe siècle*, 1808-1914, Paris, Édition La Boutique de l'histoire, 1997.

<sup>289</sup> PETITEAU Natalie, « Les lignages de la noblesse d'Empire entre partis et pouvoirs locaux au XIX<sup>e</sup> siècle », *Rives nord-méditerranéennes*, 1 | 1998, 53-67.

<sup>290</sup> Jurassien né à Sainte-Agnès en 1827 ; vicaire à la cathédrale de Saint-Claude, curé de Molinges en 1860, de Fraisans en 1865, d'Arbois en 1875 puis nommé évêque de Saint-Claude en 1880, charge qu'il exerce jusqu'à son décès en 1898.

<sup>291</sup> MERLIN Pierre, « Une réponse à la crise économique... », article op cité p. 227.

<sup>292</sup> MERLIN Pierre, « Une réponse à la crise économique... », article op cité, p.232.



qu'il faut en réparer les erreurs, les catholiques sociaux mettent sur pied une véritable stratégie missionnaire de reconquête. Les hommes d'Œuvres élaborent les premiers organismes caritatifs à destination des plus vulnérables (enfants des milieux populaires ou vieillards). Ils occupent d'autant plus facilement le terrain que l'État s'en désintéresse.<sup>293</sup> ». Dans le troisième tiers du siècle, les échecs de restauration monarchique et les succès des critiques politiques et syndicales anticléricales stimulent les initiatives catholiques. L'objectif est alors de répondre de manière offensive aux problèmes modernes et notamment à celui de la « question ouvrière ».

« Les catholiques français sont aussi appelés à l'innovation par les pontifes romains qui amorcent alors une inflexion d'ordre stratégique. À partir de Léon XIII, les papes, revenant sur les formulations les plus intransigeantes du Syllabus, appellent les catholiques pas tant à former une contre-société qu'à l'investir de l'intérieur, de manière capillaire, afin de la changer dans un sens favorable à leurs intérêts et travailler ainsi à l'émergence d'un nouveau type de société chrétienne<sup>294</sup> ». L'expérience la plus connue reste la fondation des cercles ouvriers urbains autour d'Albert de Mun et de René de la Tour-du-Pin, à laquelle Louis Milcent a par ailleurs largement pris part, qui visait à soulager la détresse sociale par la charité chrétienne, mais s'inscrivait également dans un souci de régénération sociale par le biais de la collaboration de classe.

Ce projet de contre-société catholique et son avatar, l'engagement des catholiques dans l'englobant, trouve ses origines dans la conception organique de la société élaborée par l'Église. Cette conception, née dans la théorie de la complémentarité de Saint-Thomas d'Aquin et qui reprend toute sa vigueur au moment de l'émergence du catholicisme social, affirme, contre la grande idée moderne de l'égalité, que la société est composée de groupes, instances du corps social, et non d'individus qui se complètent pour tisser le tout social<sup>295</sup>. Dans cette société holiste, l'État ne peut pas tout et c'est l'Église qui doit en premier lieu suppléer à ses carences notamment dans les domaines du social<sup>296</sup> puisqu'elle considère que si les hommes ne sont pas égaux, chacun est unique et irremplaçable et a de fait droit à l'existence. C'est pour cette raison que l'abrogation des corps intermédiaires pendant la Révolution reste pour l'Église une

---

<sup>293</sup> FAVIER Anthony, « Les mouvements de laïcs jusqu'à la définition romaine de l'Action catholique (XIXe) », séance du GRACS du 13 octobre 2011, disponible en ligne : <https://gracsfrance.wordpress.com/comptes-rendus-de-seance/compte-rendu-definir-laction-catholique/>

<sup>294</sup> Ibidem

<sup>295</sup> MILLON-DELSOL Chantal, *Le principe de subsidiarité*, Presses universitaires de France, collection Que sais-je ?, Paris, 1993, p. 13.

<sup>296</sup> « L'Église supplée aux carences les plus voyantes, jouant dans la plupart des sphères sociales le rôle de secours qui sera confié plus tard à l'État (...). Elle est donnée par certains auteurs pour susceptible d'intervenir légitimement dans le pouvoir politique, si le prince de l'heure se trouve incapable et défaillant » ; DELSOL Chantal, *L'État subsidiaire*, Presses universitaires de France, 1992, ré-édition de 2010, p. 45.

aberration et le symbole de l'individualisme révolutionnaire puisque les individus se retrouvent seuls face à l'État et ne peuvent plus s'organiser ou être organisés selon leurs intérêts. Il n'est dès lors guère étonnant que des catholiques se soient saisis de la loi de 1884, à la fois pour se rétablir comme intermédiaires entre l'État et les populations se notabilisant par là même et retrouvant un nouveau souffle de légitimité sociale et culturelle, mais aussi pour construire cette contre-société mythifiée autour de la symbolique du corps humain<sup>297</sup> avec des organes différents et inégaux en puissance et en attributions, mais complémentaires et se fondant dans le tout social. L'idéal interclassiste et l'attention particulière accordée aux doctrines du corporatisme qui structure le catholicisme social de la fin du XIX<sup>e</sup> s'expliquent par cette lecture, renouvelée et adaptée au contexte, de saint Thomas d'Aquin. Les syndicats agricoles, tout comme les cercles ouvriers participent à cet investissement capillaire de la société qu'entreprennent les catholiques afin de mettre en œuvre la nouvelle doctrine sociale de l'Église.

Dans le Jura, si les références au catholicisme restent discrètes, elles reprennent néanmoins les thèmes habituels du conservatisme rural (défense de la famille, rejet du socialisme, méfiance envers l'État, dénonciation de l'individualisme...) et sont perçues avec méfiance par l'administration républicaine qui estime que « tous les moyens sont bons pour subjuguier le suffrage universel », que « le curé est l'agent de l'institution jusque dans les moindres villages sous prétexte d'aider les pauvres » et que « le parti clérical s'est très habilement attaché les paysans »<sup>298</sup>.

Le partage de la culture catholique et l'adhésion aux principes du catholicisme social, que l'on pourrait qualifier d'avatars de l'évergétisme nobiliaire et du paternalisme industriel, permettent aux élites anciennes et nouvelles de se rejoindre dans un projet de société qui voile les références par trop religieuses. Cette alliance entre la petite noblesse provinciale qui a préféré la vie au château dans la communauté rurale à la vie mondaine parisienne et la bourgeoisie industrielle et intellectuelle, qui se construit par le biais des injonctions pontificales et de la doctrine du catholicisme social, s'enracine dans le capital social<sup>299</sup> de ces familles,

---

<sup>297</sup> « Dans le corps humain, les membres malgré leur diversité s'adaptent merveilleusement l'un à l'autre, de façon à former un tout exactement proportionné et que l'on pourrait appeler symétrique. Ainsi, dans la société, les deux classes sont destinées par la nature à s'unir harmonieusement dans un parfait équilibre. Elles ont un impérieux besoin l'une de l'autre : il ne peut y avoir de capital sans travail, ni de travail sans capital. », Léon XIII, *Rerum Novarum*, 1891.

<sup>298</sup> Notes des fonctionnaires républicains, archives départementales du Jura, cité par MERLIN Pierre, « Une réponse... », op cité.

<sup>299</sup> « le capital social est l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liés à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interconnaissance ; ou en d'autres termes à l'appartenance à un groupe comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de

développé au sein du syndicalisme agricole. L'union des forces semble être acquise et entérinée par la génération suivante *via* l'investissement dans les structures de l'Action catholique. Le catholicisme social qui permet l'alliance entre le paternalisme industriel et l'évergétisme nobiliaire instaure ainsi une clientèle à la fois dans le champ rural et au plan religieux. Les valeurs se confondent au nom du catholicisme social et fusionnent autour de ce point central. Le catholicisme social permet de légitimer la fusion et la refonte des valeurs au nom d'un idéal spirituel supérieur. « La reconnaissance d'un minimum d'homogénéité objective<sup>300</sup> » nécessaire à l'élaboration du capital social qui n'est jamais indépendant passe par la proximité entre le capital économique des agents, mais également par celle de leur capital culturel. Dans notre cas de figure, il semble bien que ce soit le capital culturel et le référentiel religieux qui aient permis la constitution du réseau social des grandes familles du syndicalisme agricole. Par « grande » nous entendons justement la formation d'une nouvelle élite au croisement entre paternalisme et évergétisme qui n'implique non pas la fusion de la noblesse et de la bourgeoisie, mais l'acculturation de ces deux groupes aux principes du catholicisme social et la formation de nouvelles valeurs communes constituées d'héritages culturels propres à chaque groupe autour d'un renouveau théologique.

Le capital social et culturel de ces grandes familles est constitutif d'un nouveau capital symbolique<sup>301</sup>. Dans le contexte de la société démocratisée de la fin du siècle, de l'importance de « la question ouvrière » et du processus de sécularisation lié à celui de laïcisation, l'investissement des élites au service des populations laborieuses, bien qu'il puisse viser des objectifs clientélistes, semble légitimer, déterminer et redéfinir la position de prestige des individus dans la société.

---

propriétés communes, mais sont aussi unis par des liaisons permanentes et utiles ». BOURDIEU Pierre, « Le capital social », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 1, 1980, p. 2.

<sup>300</sup> BOURDIEU Pierre, « Le capital social », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 1, 1980, p. 2.

<sup>301</sup> « J'appelle capital symbolique n'importe quelle espèce de capital (économique, culturel, scolaire ou social) lorsqu'elle est perçue selon des catégories de perception, des principes de vision et de division, des systèmes de classement, des schèmes classificatoires, des schèmes cognitifs, qui sont, au moins pour une part, le produit de l'incorporation des structures objectives du champ considéré, c-à-d de la structure de la distribution du capital dans le champ considéré. », BOURDIEU Pierre, *Raisons pratiques*, Paris, Éditions du Seuil, 1994, p161.

### 3) Les femmes au cœur de la transmission et de la perpétuation du projet social catholique ?

Le projet conservateur des catholiques sociaux est poursuivi en général par le biais des fils qui reprennent la carrière politique ou syndicale du père, mais également par leurs filles ou leurs brus qui perpétuent l'héritage familial en entretenant son capital social et symbolique. Comme l'ont noté Monique et Michel Pinçon Charlot, le capital symbolique prend source et forme dans le temps et la lignée<sup>302</sup> : les individus profitent de l'aura et du prestige de leurs aïeux et sont potentiellement amenés à le transmettre. La transmission des capitaux au cœur même de la pensée bourdieusienne sur la reproduction sociale est d'autant plus soutenue chez la noblesse que le prestige et l'honneur rejaillissent sur toute la famille et permettent la pérennité du groupe et de sa domination.

La sociologue Monique de Saint-Martin qui travaille sur l'adaptation de la noblesse au monde contemporain estime que le capital symbolique et sa transmission sont fondamentaux pour la confirmation de l'existence du groupe<sup>303</sup>. La réinvention du capital symbolique de la noblesse et son adoption par une frange de la bourgeoisie autour de l'engagement catholique et agricole des grandes familles jurassiennes précédemment étudiées est toujours central dans la génération suivante et adaptée aux nouvelles formes de sociabilité du début du XX<sup>e</sup> siècle. Les activités jugées « désintéressées », caritatives, politiques, sportives, associatives constituent et procurent d'importants profits symboliques : elles donnent une image valorisante et légitimante à ceux qui offrent leur temps et leur énergie, font profiter les couches populaires de leur savoir et de leurs réseaux. L'engagement au sein de la Ligue d'Amélie Milcent, de Suzanne Ponsar-Bouvet, de Marie de Vaulchier, de Julie de Broissia et sa fille Paule Vermot ou de Simone de Froissard, des sœurs de Villeneuve-Bargemont et de Longeville dans la JACF, la FGSP et les Âmes vaillantes et plus largement la fédération des Vaillantes, confère une nouvelle influence à leurs familles. Le champ de l'associationnisme catholique est nouveau et permet une nouvelle fois de maintenir l'influence familiale sur une partie non négligeable des populations jurassiennes puisqu'il s'agit des femmes catholiques qui sont près de 50 000 dans le Jura des années 1920<sup>304</sup>. La Ligue qui compte 12 000 membres en 1928, 17 000 en 1937 et 19 000 en

---

<sup>302</sup> PINCON Michel, PINCON-CHARLOT Monique, « Le nom de la lignée comme garantie de l'excellence sociale », dans *Ethnologie française*, n° 1, 1990, pp. 91-97.

<sup>303</sup> DE SAINT-MARTIN, *L'espace de la noblesse*, op. cité.

<sup>304</sup> Ce chiffre est approximativement calculé à partir de la population du département en 1926 : 230 000 individus donc près d'un tiers de femmes adultes, soit 80 000 femmes et plus de la moitié de pascalisantes (Simon Ligier comptait 53 % de femmes pascalisantes en 1948 d'après les enquêtes Boulard, LIGIER, op. cité, p. 315-316. On peut estimer qu'elles devaient être légèrement plus nombreuses 20 ans plus tôt)

1945<sup>305</sup> touche donc près d'un quart des femmes catholiques du département en 1928 et près de 40 % en 1945. Simon Ligier note qu'en 1946, il y a 8,27 ligueuses pour 100 habitants dans le Jura rural et que près de 20 % de la population féminine rurale est engagée dans le mouvement<sup>306</sup>. Le champ des possibles est donc vaste pour les femmes et jeunes filles qui veulent perpétuer l'influence de leur lignée par l'encadrement des populations.

En effet, la reproduction a encore la famille pour base comme au XIX<sup>e</sup> : le maintien de la position dominante de cette élite passe toujours par l'élection des hommes, mais, c'est ce qui semble nouveau, également par la place qu'occupent leurs femmes dans la société catholique. Par elles, l'engagement associatif prend le relais des engagements syndicaux et politiques du groupe même si ceux-ci perdurent. Si la perte du statut juridique de la noblesse l'a contrainte à se réinventer au XIX<sup>e</sup> par le biais des nouvelles opportunités offertes par le suffrage masculin et les lois sur le syndicalisme et l'associationnisme professionnel, il apparaît qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle la « stratégie de reconversion<sup>307</sup> » donne un rôle plus important aux épouses et aux filles. La transmission des capitaux qui passait avant tout par des stratégies matrimoniales dans lesquelles les femmes apparaissaient passives semble dorénavant les utiliser comme agents actifs de la lignée. Par son soutien financier, le rayonnement du patronyme et ses réseaux de sociabilité, cette transmission permet aux femmes de s'engager physiquement dans la cité et c'est le contexte particulier de la France du début du XX<sup>e</sup> siècle qui va rendre cet engagement aussi pressant et nécessaire.

En effet, « le contexte social de mobilisation ouvrière, doublé par la perte d'influence de l'aristocratie qui, depuis la Révolution, a conduit à l'éviction d'une partie de cette classe sociale du pouvoir politique et économique, provoque chez les femmes catholiques (...) une réflexion sur la nécessité d'encadrer les masses, d'offrir au peuple une alternative au socialisme, en proposant un projet d'union corporatiste ou la patronne, dame de la haute société, côtoierait les ouvrières, et réglerait ainsi la question sociale<sup>308</sup> ». C'est bien ce projet qui est porté par l'union des syndicats de l'Abbaye à laquelle participe Amélie Milcent-Meyssonier. C'est toujours l'idéal corporatiste vivifié par la doctrine du catholicisme social qui reste moteur dans cette association tout comme dans celle à laquelle elle participe également dans les années 1920, « les amies des ouvrières ». Mais le rôle clef de sa tante, sœur Marie-Thérèse, rappelle également que si la naissance des associations féminines catholiques marque « un moment

---

approximativement 50 000 femmes catholiques donc.

<sup>305</sup> ADDSC, dossier 4K2.

<sup>306</sup> LIGIER Simon « Enquête sociologique sur la pratique religieuse... », op cité, p. 62 ; p. 323.

<sup>307</sup> Expression utilisée par Monique de Saint-Martin, *L'espace de la noblesse...*, op cité.

<sup>308</sup> DELLA SUDA Magali, « Une activité politique... », thèse op citée, p.56.

d'évolution des formes de l'engagement féminin dans le siècle<sup>309</sup> », elle reste très largement héritière des expériences religieuses du XIX<sup>e</sup> et notamment de la confrérie du Rosaire et des diverses congrégations féminines.

Ce sont deux événements qui jouent un rôle de catalyseur dans le renouvellement des formes de l'engagement des femmes catholiques au début du siècle : la loi de 1901 qui contraint les congréganistes à se séculariser et obtenir un diplôme pour pouvoir enseigner et les élections législatives de 1902 qui voient l'échec électoral des catholiques et la victoire des radicaux. La création de la LPDF en 1902 est une réponse à la mission apostolique confiée au laïcat par Léon XIII au même titre que le développement des initiatives masculines. Elle a un double objectif : « poursuivre l'action électorale et aider les hommes à conquérir par les urnes le terrain perdu par l'Église depuis 1789 et organiser les femmes catholiques pour faire rempart aux organisations féministes laïques<sup>310</sup> ». Dans le contexte de tensions grandissantes entre les catholiques et le gouvernement radical français, qui s'échelonne entre la loi sur les associations de 1901 et celle sur la Séparation de 1905, les femmes se sentent légitimes pour intervenir sur des questions qui *a priori* les concernent, ou du moins, qui relèvent au début du siècle de leurs attributions et compétences de genre : l'éducation et la préservation de l'influence culturelle et spirituelle de l'Église. L'engagement dans des mouvements tels que la LPDF, la LFF, le syndicalisme féminin ou la Ligue sociale des acheteurs<sup>311</sup> trouve ainsi sa justification sur le fond, mais également sur la forme puisque l'engagement des catholiques dans la cité pour répandre le projet social de l'Église est vivement encouragé par le Vatican.

L'accélération du processus de laïcisation se double également d'un enjeu imminent : le suffrage universel. En effet, si celui-ci ne semble pas d'actualité en France, le féminisme laïque perce et ne rend que plus urgente l'organisation des femmes catholiques pour parer aux débats et à une éventuelle loi leur accordant le droit de vote. C'est le sens de leur engagement au sein de la LPDF, mais aussi et surtout au sein de l'Union nationale pour le vote des femmes (UNVF) créée en 1925 dont la comtesse de Villeneuve-Bargemont est la présidente départementale et Amélie Milcent-Meyssonier la zélée secrétaire.

---

<sup>309</sup> DELLA SUDA Magali, « Une activité politique... », thèse op citée, p. 57

<sup>310</sup> DELLA SUDA Magali, « Une activité politique... », thèse op citée, p. 58

<sup>311</sup> La LSA, créée en 1902 et étudiée par Marie-Emmanuelle Chessel semble néanmoins beaucoup plus s'inspirer de la démocratie chrétienne sillonniste et des réflexions britanniques et états-uniennes sur la consommation comme mode d'action réformatrice qu'être la résultante directe de la lutte contre la politique radicale. CAPUANO Christophe, CHESSEL Marie-Emmanuelle, « Qu'est-ce qu'une association catholique "efficace" ? Consommation et famille en France 1900-1947 », dans *Entreprises et histoire*, n° 56, 2009, pp. 30-48.

Les femmes contribuent donc pleinement au projet de rénovation sociale par l'infiltration du référentiel catholique dans la société tout en contribuant à maintenir le prestige de la lignée et son capital symbolique. Elles deviennent actrices de ce projet social et par là même elles modifient leur place et leur rôle dans la reproduction sociale de leur groupe, mais également dans le projet en lui-même, notamment autour de la conception du rapport des femmes au politique et à la société par le biais de leur pratique militante.

## **IV Les mouvements catholiques féminins : un État dans l'État ?**

Si l'historiographie a pu mettre en lumière le rôle et la place des femmes dans les dynamiques féministes<sup>312</sup>, rares sont les travaux qui s'intéressent de près aux classes sociales supérieures dans la période contemporaine, d'autant plus dans les sphères conservatrices et religieuses<sup>313</sup>. Pourtant comme l'ont démontré Magali Della Sudda et Bruno Dumons, l'étude des femmes catholiques de la noblesse et de la bourgeoisie soulève bien des questions qui peuvent contribuer à une histoire plus globale et notamment celle de la place que ces femmes parviennent à acquérir dans l'Église catholique et la société, celle des modalités de l'insoumission à la domination masculine<sup>314</sup> et celle de l'évolution de cette place par le biais de leur pratique militante. Si en théorie elles doivent obéissance et soumission à la hiérarchie catholique et donc au pouvoir diocésain, celui-ci peut se trouver court-circuité par le principe même de l'organisation en fédération nationale ainsi que par les positions sociales et les réseaux familiaux de ces actrices. Il convient ici d'interroger l'effectivité des conflits individuels et

---

<sup>312</sup> Voir notamment KLEJMAN Laurence, ROCHEFORT Florence, *L'égalité en marche. Le féminisme sous la Troisième République*, Paris, FNSP, 1989 ; FRAISSE Geneviève, *Muse de la raison. Démocratie et exclusion des femmes en France*, Paris, Éditions Gallimard, 1989 ; BARD Christine, *Les filles de Marianne, Histoire des féminismes, 1914-1940*, Paris, Éditions Fayard, 1995.

<sup>313</sup> Il faut signaler ici les travaux de Marie-Emmanuelle Chessel, Magali Della Suda déjà cités et Christine Bard et Bruno Dumons : DUMONS Bruno, *Les dames de la Ligue des femmes française (1901-1914)*, Paris, Éditions du Cerf, 2006 ; BARD Christine, « L'apôtre sociale et l'ange du foyer : les femmes et la CFTC à travers Le Nord – Social (1920-1936) » dans *Le mouvement social*, n° 165, octobre-décembre 1993, pp.23-41. À signaler la récente thèse de Caroline Müller qui s'intéresse à la direction de conscience au XIX<sup>e</sup> en offrant un regard sur la sphère intime de femmes de la noblesse et de la bourgeoisie et en mettant au jour les motivations sociales des pratiques religieuses. MULLER Caroline, « La direction de conscience au XIX<sup>e</sup> siècle (France, 1850-1914) Contribution à l'histoire du genre et du fait religieux. », thèse d'histoire sous la direction de Bruno Dumons, Université Lumière Lyon 2, 2017.

<sup>314</sup> Histoire de la soumission ou de l'insoumission à la domination masculine que Rose-Marie Lagrave appelait de ses vœux : LAGRAVE Rose-Marie, « Conflits de positions, conflits d'interprétations », dans *Le Mouvement social*, 189, octobre-décembre 1999, pp. 93-100.

sociaux dans un groupe qui, loin d'être homogène, est traversé par des clivages sociaux de plus en plus accrus liés à la perte de la « hauteur » dans la vie militante quotidienne et le développement de la familiarité avec d'autres classes sociales, des clivages politiques voire religieux, mais aussi des conflits individuels entre les personnes. Ces femmes sont-elles simples agents de la préservation du capital symbolique de leur groupe, celui du catholicisme social agrarien, et de son projet social ? Où parviennent-elles à le modifier ou le modeler en prenant plus de place que celle que la société religieuse ou nobiliaire aurait bien voulu leur accorder ?

## 1) La création d'un champ d'action propre aux femmes

Michelle Perrot, tout en insistant sur « le silence de l'histoire<sup>315</sup> » autour des femmes, revient sur les multiples recherches conduites outre-Manche concernant le passage de la philanthropie féminine au travail social à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La « question sociale » a en effet permis une redéfinition des prérogatives féminines jusque-là cantonnées dans l'exercice d'un devoir de « charité » honorifique. L'exercice de la philanthropie, « gestion privée du social<sup>316</sup> » encouragée par les protestants et les catholiques qui exhortent les femmes du monde à s'occuper des plus démunis, en réconciliant « "vocation" naturelle et l'utilité sociale<sup>317</sup> », brouille les frontières entre religieux et politique. Michelle Perrot explique que par la sortie du foyer, la pratique du terrain, l'habitude des réunions, la gestion financière des Œuvres charitables, l'exercice de fonctions d'autorité, la création de nouveaux cercles de sociabilité, les femmes élargissent leurs domaines de compétence et parviennent à faire passer pour légitime cette intervention dans ces domaines en mettant en avant l'adaptation de l'esprit charitable aux nouvelles nécessités du temps. Si ces femmes restent « le moyen de la reconquête et le pivot de la paix sociale<sup>318</sup> », leur engagement contribue également à redéfinir la frontière entre public et privé, puisque sous couvert des conventions, elles finissent par sortir de cette sphère privée dans laquelle elles étaient traditionnellement enfermées pour intervenir, par un judicieux glissement, dans le « travail social<sup>319</sup> ».

Magali Della Suda, qui s'inscrit dans la continuité de cette recherche, explique quant à elle comment les femmes de la Ligue, de « dames patronnesses » ont mué en « entrepreneuses

---

<sup>315</sup> PERROT Michelle, *Les femmes ou les silences de l'histoire*, Paris, Éditions Flammarion, 1998.

<sup>316</sup> Ibid, p. 228.

<sup>317</sup> Ibid, p. 227.

<sup>318</sup> Ibid, p. 230.

<sup>319</sup> Ibid, p. 231.



politiques »<sup>320</sup>. Elle montre d'une part comment, via leurs discours, les ligueuses parviennent à requalifier et légitimer leur activité politique féminine aux yeux de la hiérarchie catholique et à ceux de leur milieu social hostile à l'intervention des femmes dans ce champ et à l'extension du suffrage et comment d'autre part, via leurs pratiques, elles se construisent comme militantes de l'Action catholique et « entrepreneuses politiques ». Si les ligueuses soutiennent qu'elles ne veulent pas faire de politique, que ce n'est pas leur rôle et qu'elles laissent aux organisations d'hommes le soin d'agir sur ces questions, elles se positionnent en parallèle en tant que « persécutées » comme apportant une réponse au Bloc de défense républicaine en finançant les candidats catholiques<sup>321</sup>. Elles structurent un mouvement de masse qui compte dans les années 1910 plus de 500 000 adhérentes<sup>322</sup>, organisent des interventions à l'échelle nationale et locale par le biais de leurs cadres qui se muent en conférencières et préparent « la reconquête du pays par les urnes<sup>323</sup> » pour « restaurer une France chrétienne » en finançant les candidats catholiques<sup>324</sup> et entrant par là même dans la compétition électorale. « Activité transgressive dans un premier temps, l'entrée des femmes catholiques dans le champ politique s'accompagne d'une mise en conformité de la qualification de leurs pratiques avec le discours officiel de l'Église<sup>325</sup> ».

En effet, la LPDF qui entend « dominer les affaires politiques puisqu'elle agit au nom de l'autorité spirituelle<sup>326</sup> » mène son action au nom de la foi dans un contexte qu'elle estime être de « persécution religieuse ». En se positionnant en surplomb des partis politiques elle entraîne un mouvement de « dépolitisation de la compétition électorale » et des questions politiques telles que la question sociale dont la résolution s'accomplit de manière collective dans le cadre du mandat religieux de la charité chrétienne<sup>327</sup>. La Ligue serait donc parvenue à

---

<sup>320</sup> DELLA SUDA Magali, « Une activité politique féminine conservatrice avant le droit de suffrage en France et en Italie : socio histoire de la politisation des femmes catholiques au sein de la Ligue patriotique des Françaises (1902-1933) et de l'Unione fra le donne cattoliche d'Italia (1909-1919) », thèse d'histoire sous la direction de Laura Lee Downs et de Lucetta Scaraffia, Paris, EHESS, 2007, 647pages, consultée en ligne. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00429918/document>. Chapitre 1 « de la dame patronnesse à l'entrepreneuse politique », pp. 55-130.

<sup>321</sup> DELLA SUDA Magali, « Une activité politique... », thèse op citée, p.107.

<sup>322</sup> Ibidem, p. 127.

<sup>323</sup> Ibidem, p. 115.

<sup>324</sup> Elles gèrent seules la répartition de leurs fonds aux candidats. C'est en partie sur cette question, celle du choix des candidats, que se produit la scission entre le comité lyonnais et le comité parisien après 1902, le comité parisien donnant sa préférence aux candidats libéraux de l'ALP (Action libérale populaire) alors que le comité lyonnais, la Ligue des femmes françaises (LFF) souhaite voir être privilégiés les candidats monarchistes. Voir Della Suda, p. 104, p. 110.

<sup>325</sup> DELLA SUDA Magali, « Une activité politique... », thèse op citée, p. 119.

<sup>326</sup> DELLA SUDA Magali, « Une activité politique... », thèse op citée, p. 119.

<sup>327</sup> Magali Della Suda note à ce sujet que « la notion de service à rendre aux populations s'inscrit dans un principe de charité. Mais le contexte particulier de la IIIème République ou des femmes (...) ont acquis une expérience politique dont le clientélisme n'est pas absent, ces services rendus s'éclairent d'un jour nouveau.

brouiller et à redéfinir les frontières entre public et privé et celles entre les « activités identifiées comme féminines et celles qualifiées de masculines en investissant le champ politique<sup>328</sup> » en présentant l'entrée des femmes dans la compétition électorale comme « un prolongement naturel de leur devoir domestique voire de leur engagement religieux<sup>329</sup> ». Si à partir du congrès de Lourdes de 1907, l'action sociale devient leur principale activité, c'est également « un moyen de poursuivre l'œuvre politique de la ligue, en attirant à elle les femmes de milieu populaire par des services et parfois l'accès à certaines formes de promotion sociale<sup>330</sup> ». Fortes d'un capital militant constitué par des expériences et des ressources acquises dans les sociétés religieuses et les Œuvres, d'un capital social et symbolique hérité de leur lignée, des réseaux des salons et des réseaux paroissiaux, les femmes de la Ligue ont ainsi constitué un espace d'autonomie d'action légitime.

Dans le cadre de la Ligue jurassienne, l'autonomie semble être d'autant plus importante que celle-ci paraît avoir fonctionné de manière indépendante de la Fédération nationale entre 1914 et 1926. En effet, la présidente jurassienne, la vicomtesse Marie de Wall<sup>331</sup>, proche de la baronne de Reille<sup>332</sup>, présidente de la Ligue, est en 1914, la chef de file d'un mouvement de dissidence interne au niveau national. Expulsée de la Ligue à cette date, il semble qu'elle ait entraîné avec elle la fédération départementale puisque c'est le nouvel évêque Faure qui décide de son rattachement à la structure nationale en 1926. Le chanoine Just Pouillard avait justement signalé dans une lettre que le jour où l'évêque demanderait « à Mme de W. le rattachement de la LIGUE à Paris, elle se retirerait d'elle-même<sup>333</sup> ». La crise de 1914 est analysée par Magali Della Suda comme portant sur un rapport différent des deux groupes en présence à la hiérarchie et au politique. Le premier parti, celui de l'aumônier jésuite Puppey-Girard et de la présidente la vicomtesse de Vélard défend une certaine autonomie et semble se complaire à « passer sous silence les directives de Rome, celle des évêques et de poursuivre des buts "peu

---

Ils participent d'une politisation des activités charitables ou des Œuvres sociales catholiques qui ne sont plus un moyen de racheter son salut, ce sont aussi des façon très concrètes "d'acheter" des votes ». Della Suda, p.117.

<sup>328</sup> DELLA SUDA Magali, « Une activité politique... », thèse op citée, 129.

<sup>329</sup> DELLA SUDA Magali, « Une activité politique... », thèse op citée, p. 121.

<sup>330</sup> DELLA SUDA Magali, « Une activité politique... », thèse op citée, p. 118.

<sup>331</sup> Il s'agit de Marie Charlotte de Selle de Beauchamp (1874-1954), fille de Paul Albert de Selle de Beauchamp, et de Charlotte Jeanne Mathilde Baudon de Mony-Colchen. Elle épouse à Paris en 1895 Marie Patrice Joseph Georges de Wall, vicomte, ancien attaché d'ambassade, fils d'Arthur Armand Patrice comte de Wall, ancien lieutenant de vaisseau et chevalier de la Légion d'honneur et de Marie-Thérèse de Lallemand. Archives municipales de Paris, acte de mariage, V4E 8712.

<sup>332</sup> Issue de la noblesse d'Empire et épouse du directeur des mines de Carmaux elle préside la LPDF de 1906 à 1910. pour plus de détail voir sa biographie dans DELLA SUDA Magali, « Une activité politique... », thèse op citée, p. 75.

<sup>333</sup> Lettre de Just Pouillard à l'évêque, 25 septembre 1926, ADDSC, dossier 4K1

suraturels<sup>334</sup> », entendons, politiques. C'est le parti dissident, moins libéral, plus intransigent et soumis aux directives de la hiérarchie, ne souhaitant pas « voir une minorité, influencée par un jésuite, diriger la Ligue<sup>335</sup> » qui est conduit par madame de Wall. La victoire de Madame de Vélard et du père Puppey-Girard qui expulsent les dissidentes du Comité central de la Ligue est perçue par certains comme « un coup d'État<sup>336</sup> ». Parmi les comités qui protestent, on peut notamment compter celui de Lons-le-Saunier. Il ne semble pas pour autant que cela ait entraîné le rapprochement de la Ligue jurassienne avec la Ligue des femmes françaises lyonnaises entre 1915 et 1926.

C'est l'évêque du diocèse, Rambert-Irénée Faure qui ordonne le rattachement de la Ligue jurassienne à la Ligue nationale dès son arrivée en 1926 dans son souci de réorganisation des Œuvres diocésaines<sup>337</sup>. Le rattachement est officiellement annoncé aux ligueuses par une lettre de la nouvelle présidente, Mme Milcent-Meyssonier en mars 1927 « À l'heure où les catholiques, d'un bout à l'autre du pays, s'organisent pour la défense des intérêts religieux, notre Évêque a voulu que les ligueuses du Jura soient rattachées à la ligue nationale qui groupe plus de 500 000 femmes.<sup>338</sup> ». La démission de Marie de Wall en 1926 met néanmoins au jour un autre conflit que l'on pourrait qualifier de politique. Bien que cela ait pu être présenté comme un conflit de personne entre une présidente caractérielle<sup>339</sup> qui se permettait de donner ses propres « directions doctrinales » et le directeur des Œuvres Just Pouillard, les choses semblent en effet plus complexes et cet argument a pu être utilisé pour endormir la vigilance du nouvel évêque qui voulait restructurer les Œuvres diocésaines. En effet, on apprend par des indiscretions de Mlle Mathieu que madame de Wall pense que Suzanne Bouvet aspire à faire « faire de l'œuvre féminine un agent électoral » et que le principal rôle de la LPDF pour elle serait « de remplir la caisse »<sup>340</sup> très certainement à des fins politiques afin de soutenir les candidats de l'ordre moral, tel qu'il était de coutume aux débuts de la Ligue<sup>341</sup> et que certains

---

<sup>334</sup> DELLA SUDA Magali, « Une activité politique... », thèse op citée, p. 128.

<sup>335</sup> Ibidem, p. 227.

<sup>336</sup> Mémoire du cardinal Sevin, archevêque de Lyon sur la LPDF à la demande du secrétaire d'État de Pie X ; archives secrètes du Vatican, Seg. Di Stato, rubr. 12, fascicule 19, juin 1914, cité par DELLA SUDA Magali, « Une activité politique... », thèse op citée, p ; 127.

<sup>337</sup> Le chanoine Pouillard lui répond le 30 décembre 1926 « Pour les principes et les modalités du rattachement de la Ligue à Paris, je suis tout à fait de votre avis ». Mais il a très bien pu lui suggérer l'idée en amont.

<sup>338</sup> Lettre aux ligueuses, mars 1927, ADDSC, dossier 4K2.

<sup>339</sup> C'est de cette manière du moins que le chanoine Just Pouillard le présente à l'évêque Faure : « Pour Mme de W., elle m'a dit et répété à moi-même que je la boycottais auprès des curés (...) Ce qu'il y a de vrai c'est que, d'accord avec Mgr Maillet, je n'ai pas voulu partager la responsabilité de la direction de la LIGUE avec Mme de W., celle-ci n'ayant ni calme ni sens de l'administration, et se mêlant de donner d'elle-même des directions doctrinales auxquelles je ne pouvais m'associer. » Lettre de Just Pouillard à l'évêque, 25 septembre 1926, ADDSC, dossier 4K1

<sup>340</sup> Lettre de Melle Mathieu à l'évêque Faure, 30 janvier 1927 ; ADDSC, dossier 4K2.

<sup>341</sup> Notamment pour les élections législatives de 1902, ce qui donne par ailleurs lieu à la scission avec le comité

départements ont remis à l'ordre du jour pour les législatives de 1924. Mlle Mathieu qui n'a décidément pas grand-chose à perdre puisqu'elle ne semble pas proche des nouvelles dirigeantes et qu'elle est brouillée avec la présidente démissionnaire se permet de rendre compte à l'évêque de ce que cette dernière pensait. Elle explique que celle-ci a supposé que la scission des cantons de Saint-Claude et de Salins-les-Bains avec la Ligue était due au fait qu'elle aurait refusé de mettre des fonds pour « la propagande électorale en faveur d'anciens députés<sup>342</sup> ». Également madame de Wall aurait déclaré de « certaines sous-chefs du groupement » : « quand ces dames Monnier, Bouvet, Jeantet, ont un mari conseiller général ou aspirant député, elles sacrifient tout à ce but et endorment les cantons ou elles s'occupent de la Ligue, ou bien elles les séparent pour faire de l'œuvre féminine un agent électoral ». On retrouve ici des accusations courantes à l'encontre de la Ligue qui semblent pouvoir être effectivement imputées à celle qui fut la chef de file des dissidentes nationales en 1914 pour dénoncer les buts politiques de la LPDF. Si nous sommes déjà revenues sur la carrière politique du père de Suzanne Bouvet et de l'époux de Jeanne Monnier, tous deux conseillers généraux à cette date, il nous faut signaler que la dame Jeantet sus-citée sous son nom de jeune fille est Marie Elisabeth Delacour<sup>343</sup>, femme depuis 1900 de Paul François Delacour<sup>344</sup>, futur maire de Saint-Claude, qui préside l'arrondissement dissident de Saint-Claude jusqu'à son décès en 1945<sup>345</sup>. Son cousin au second degré, Maurice Jeantet<sup>346</sup>, est élu député du Jura pour l'arrondissement de Saint-Claude de 1919 à 1924 sur une liste d'union républicaine nationale aux côtés de Maurice Bouvet, qui siège pour l'arrondissement de Poligny, avant d'échouer aux législatives de 1924 et de 1928.

Une fois nommée présidente, Amélie Milcent-Meyssonier demande à l'évêque qu'il lui adjoigne deux vice-présidentes et propose à ce titre Marie de Vaulchier et Marie Delacour<sup>347</sup>, preuve qu'elle se sent assez proche de cette dernière. La démission de Marie de Wall semble ainsi permettre aux « politiciennes<sup>348</sup> » de prendre la direction de la Ligue jurassienne. Et si l'on

---

de Lyon qui fonde la Ligue catholique des femmes françaises (LFF)

<sup>342</sup> Mlle Mathieu ajoute sur un ton sarcastique : « Pour des archi-millionnaires cela est vraiment bien petit ! »

<sup>343</sup> Fille de Claude-Marie-H Jeantet et de Thérèse Chaudron, née à Saint-Claude le 21 avril 1873 -Saint-Claude et décédée le 30 décembre 1945 ; ADJ 5Mi975.

<sup>344</sup> Fils de Jean-Baptiste Alix Delacour et de Marie-Adèle Gruet, négociant, né à Saint-Claude en 1874, décédé en déportation à Buchenwald en 1945 ; ADJ 5Mi975.

<sup>345</sup> Conseil départemental de la Ligue, Lons-le-Saunier, octobre 1945 ; ADDSC, dossier 4K2.

<sup>346</sup> Né le 10 juin 1873, il est le fils de Raymond Jeantet et le petit-fils de Théodore Jeantet, frère de Louis Clément le grand-père de Marie Elisabeth Jeantet ; ADJ, 5Mi975.

<sup>347</sup> Lettre de Mme Milcent-Meyssonier à l'évêque Faure, 2 février 1927, ADDSC, dossier 4K2.

<sup>348</sup> Pour reprendre un terme utilisé par Magali Della Suda dans sa thèse qui distingue les deux types de femmes à l'origine de la LPDF : les « religieuses » issues de la société des filles du cœur de Marie et les « politiciennes », « disposant d'un capital politique partiellement constitué à travers les carrières des hommes politiques de leur lignage ou le cas échéant du lignage de leur mari », DELLA SUDA Magali, « Une activité politique... », thèse op citée, p. 69.

en croit mademoiselle Mathieu, qui se positionne toujours comme la fidèle transcriptrice de la pensée de madame de Wall<sup>349</sup>, cette prise de pouvoir aurait été soutenue et encouragée par le directeur des Œuvres, le chanoine Just Pouillard, « l'agent du groupe, l'homme du parti » qui « sans ces messieurs », les politiques, « serait tout simplement petit curé d'un petit village au lieu de trôner, diriger et être chanoine<sup>350</sup> ». D'autres tensions tiraillent ce « clan<sup>351</sup> » qui, s'il n'est pas forcément illusoire, n'apparaît homogène que dans la dissension entre « but et vues surnaturels » défendus par la vicomtesse de Wall et les aspirations plus temporelles et politiques de la nouvelle direction à un moment, fin 1926, où le Cartel des gauches est toujours au pouvoir et où l'action des catholiques redouble de vigueur dans toute la France.

C'est notamment sur une question que l'apparente homogénéité du « clan » laisse entrevoir ses fissures pour renvoyer dos à dos hiérarchie catholique masculine et femmes laïques : le suffrage universel. En effet, bien que nous ne disposions que peu d'informations sur le sujet, il faut noter avec quelle insistance Amélie Milcent-Meyssonier tente d'imposer la présence de l'Union nationale pour le vote des femmes (UNVF) dans le diocèse de Saint-Claude face à un évêque et un directeur des Œuvres qui, s'ils ne peuvent être qualifiés de farouchement opposés, n'étaient clairement pas disposés à soutenir une telle association. Celle-ci, créée en 1920<sup>352</sup> pour s'opposer au développement du féminisme laïque et notamment à l'Union française pour le suffrage des femmes (UFSF)<sup>353</sup>, voit apparemment le jour dans le département en 1923<sup>354</sup>. Amélie Milcent-Meyssonier en est la zélée secrétaire aux côtés de la présidente, la fille du marquis Albéric de Froissard et la mère d'Hélène et Élisabeth Villeneuve-Bargemont, la vicomtesse Simone de Villeneuve-Bargemont. Les seules traces qu'il semble rester de cette Union jurassienne sont les échanges de lettres entre l'évêque et la secrétaire. Celle-ci ne comprend pas que l'existence de l'union, validée par le prédécesseur de l'évêque Faure, François-Alexandre Maillet, puisse être remise en question sous prétexte qu'il existe déjà une Ligue qui groupe les intérêts des femmes catholiques. Elle avait eu l'accord de madame de Wall pour que les conférences de l'Union soient accessibles gratuitement aux ligueuses tout comme l'adhésion pour éviter une double cotisation<sup>355</sup>. Elle précise que l'objectif est catholique et d'empêcher les femmes « d'entrer dans le cercle national des femmes, groupement suffragiste

---

<sup>349</sup> Elle cite d'ailleurs les présumés propos de madame de Wall entre guillemets et réaffirme que ces citations « sont toujours textuelles ».

<sup>350</sup> Lettre de mademoiselle Mathieu à l'évêque Faure, 30 janvier 1927, ADDSC, dossier 4K2.

<sup>351</sup> Ibidem.

<sup>352</sup> VERVAEKE Philippe (dir), *A la droite de la droite. Les droites radicales en France et en Grande-Bretagne au XX<sup>e</sup> siècle*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2012, p. 443.

<sup>353</sup> Créée en 1909 par Jeanne Schmahl et dont Cécile Brunschvicg est alors secrétaire générale (1924-1946)

<sup>354</sup> Autour de la conférencière Marie Gasquet.

<sup>355</sup> Lettre d'Amélie Milcent-Meyssonier à l'évêque Faure, 24 novembre 1926, ADDSC, dossier 4K2.

absolument neutre, libre-penseur et individualiste<sup>356</sup> ». L'évêque n'autorise pas le groupement<sup>357</sup>, clame qu'il craint la dispersion des forces et que les femmes doivent rester unies au sein d'un seul groupement, la Ligue. Amélie Milcent-Meyssonier rétorque qu'il s'agit d'attirer plus de femmes, que l'Union pour le vote n'est pas à considérer comme un groupement à part, mais un moyen de toucher les femmes qui ne sont pas à la Ligue et qui se préoccupent de cela et pour « empêcher les autres groupements », insiste sur le fait que le pape et plusieurs évêques l'approuvent, qu'il s'agit aussi d'avoir une « aile avancée » dans la fédération diocésaine et qu'il y a « des jeunes intellectuelles que la question du suffrage intéresse ». Elle propose que les réunions de l'Union nationale soient « patronnées ou organisées par la ligue » et que les ligueuses ne payent pas de cotisation à l'Union. Elle va même jusqu'à critiquer l'organisation mère : « On ne peut demander à la Ligue de Paris d'avoir l'élan de conquête de la jeune Union nationale et c'est cela, comme le dit votre Grandeur, qui plaît aux femmes de la petite bourgeoisie et des ouvrières chez qui les conférences sur le vote ont du succès. À la campagne ce n'est pas la même chose, la Ligue suffit »<sup>358</sup>.

Dans ce contexte se pose la question de l'évolution de la place des femmes au sein de l'Église via leurs pratiques militantes et leur capital social et symbolique. Amélie Milcent-Meyssonier se permet-elle de faire ainsi pression sur l'évêque parce qu'elle est la fille de l'un des penseurs du catholicisme social ? Parce qu'elle a acquis une légitimité via son engagement au sein des syndicats de l'Abbaye, des Semaines sociales et de diverses associations catholiques, dont la LPDF depuis une vingtaine d'années ? Est-ce que l'évêque cède sous sa pression ou d'autres facteurs entrent-ils en ligne de compte ? Dans tous les cas, l'Union finit par être approuvée par l'évêque. De surcroît, il décide, à peine quelques semaines plus tard de nommer Amélie Milcent-Meyssonier présidente départementale de la LPDF en remplacement de la vicomtesse de Wall et ceci, en connaissance de cause puisque comme le rappelle le chanoine Pouillard, il connaissait parfaitement ses prises de positions politiques au moment de la nommer<sup>359</sup>.

Comme le note Magali Della Suda, la LPDF comme les autres associations féminines relèvent de la loi de 1901 et officiellement, ne doivent rendre de compte ni au diocèse ni à la

---

<sup>356</sup> Lettre d'Amélie Milcent-Meyssonier à l'évêque Faure, 4 septembre 1926, ADDSC, dossier 4K2.

<sup>357</sup> Lettre de l'évêque Faure à la comtesse de Wall, 20 septembre 1926, ADDSC, dossier 4K2.

<sup>358</sup> Citations extraites de : Lettres d'Amélie Milcent-Meyssonier à l'évêque Faure, 4 septembre, 30 septembre, 24 novembre 1926 ; lettre en grande partie illisible de l'évêque Faure à Amélie Milcent-Meyssonier, 20 septembre 1926 ; lettre de l'évêque Faure à la vicomtesse de Wall, 20 septembre 1926 ; ADDSC, dossier 4K2, liasse de lettres concernant la LPDF.

<sup>359</sup> Lettre du chanoine Just Pouillard à l'évêque Faure, 30 décembre 1926, ADDSC, dossier 4K1.

papauté, mais à la République française. Or, en tant que mouvement d'Église, elles sont pourtant, dans le domaine spirituel soumises à leur Église diocésaine. Nous arrivons justement à un degré de complexité avec lequel les femmes ont pu jouer et développer des stratégies de contournement, d'autant plus qu'elles possédaient la légitimité de leur capital symbolique. Cet ensemble de facteurs concourt, semble-t-il, à une forme de court-circuitage de l'autorité épiscopale. Pourquoi en effet, l'évêque de Saint-Claude accepte-t-il de nommer au poste de présidente de la LPDF celle qui, quelques semaines auparavant était entrée directement en opposition avec lui sur la question de l'existence d'une Union catholique défendant le suffrage féminin ? Était-ce un moyen de la faire rentrer dans le rang en lui confiant une haute responsabilité qui la détournerait de son combat pour le suffrage ? Le chanoine Pouillard semble avoir œuvré pour cela, mais en émettant néanmoins quelques réserves. Quelles autres femmes étaient alors disponibles ? Aurait-il été facile de nommer une autre responsable sans s'aliéner une grande partie de l'élite, noblesse et bourgeoisie confondues, catholique locale ? Les motivations étaient-elles politiques dans un contexte où la condamnation de l'Action française était d'actualité ? En effet, le processus de la condamnation est lancé par le nonce Cerretti, qui craint que la jeunesse et les mouvements de jeunesse périssent en intégrant l'Action française, autour de 1924 et s'appuie jusqu'en 1926 sur la crainte de « la politique avant tout ».

La condamnation qui intervient fin décembre 1926 et qui est précisée en avril 1927 s'accompagne du développement du soutien hiérarchique envers l'Action catholique et le catholicisme social perçus comme ralliés et pacifistes<sup>360</sup>. L'enjeu est de soutenir une action de catholiques républicains relativement modérés pour faire face et front au Cartel. Les contacts et les réseaux d'Amélie Milcent, qui s'étendent, comme nous l'avons vu, autour des Semaines sociales et des principaux conseillers généraux et aspirants députés ralliés, au contraire du député Pierre Jacobé du Haut de Sigy jugé par Pouillard « contaminé par le microbe de l'AF<sup>361</sup> », semblent avoir joué en sa faveur malgré son engagement pour le suffrage féminin.

Sans archives sur la question il paraît difficile de savoir si la LPDF agit comme groupe de pression pour les législatives de 1928<sup>362</sup>. Certes elle se positionne très vigoureusement, tout

---

<sup>360</sup> BAILLY-ALEMU Claire, « l'Action catholique dans les actes du magistère », séance du GRACS du 13 octobre 2011 disponible en ligne : <https://gracsfrance.files.wordpress.com/2012/04/ac-et-magiste3a8re.pdf>

<sup>361</sup> Lettre du chanoine Just Pouillard à l'évêque Faure, 18 mars 1927, ADDSC, dossier 4K1.

<sup>362</sup> *Les Vaillantes du Jura* sont lacunaires à cette période et nous ne pouvons donc pas savoir si, comme ce sera le cas en 1932, Amélie Milcent-Meyssonier rédige un article pour pousser les jeunes filles à inciter leurs frères, pères et époux à voter pour les candidats catholiques : « « les Vaillantes ne votent pas, mais elles peuvent prier ; elles peuvent même faire bien voter les papas, les grands frères, les voisins, les fiancés ; il faut qu'on puisse le dire : ce que Vaillante veut, les hommes le veulent. Donc, faites bien voter, c'est-à-dire, au premier tour, pour l'un des candidats favorables à la religion, au second tour, s'il y a lieu, pour celui qui aura été le plus favorisé au premier tour. Et puis un jour vous voterez : on ne vous dénierait pas indéfiniment ce

comme la FNC, sur la question scolaire et les candidatures de Maurice Jeantet pour l'arrondissement de Saint-Claude, de Pierre du Haut<sup>363</sup> pour celui de Poligny et surtout d'André Coras pour l'arrondissement de Lons-le-Saunier, ce qui suggère l'hypothèse d'un soutien moral sinon financier. En effet, André Coras, ingénieur agricole, issu d'une lignée de médecins, maires de Montain et conseillers généraux<sup>364</sup>, soutenu par *la Croix du Jura*<sup>365</sup>, est très lié au milieu de l'Action catholique jurassienne et interviendra lors des Semaines rurales de Poligny en 1930 puis de Lons-le-Saunier en 1932<sup>366</sup>.

Selon Magali Della Suda et Bruno Dumont, l'action de la LPDF devient plus sociale et moins politique à la fin des années 1920<sup>367</sup>. Dans le Jura effectivement, elle semble se positionner plus dans les champs de l'enseignement et du social que dans celui du politique même si elle défend de plus en plus « le vote pour défendre les femmes, l'Église et la Patrie ». Elle semble se réfugier dans l'apostolat social et s'intéresse à la jeunesse comme nouvelle population à structurer. Ce qui peut être jugé comme un recul dans le développement des compétences politiques, une perte d'influence et de pouvoir, voir comme une dépolitisation du mouvement peut également être perçu comme une forme d'acculturation définitive à la République qu'elle va tenter de changer de l'intérieur en utilisant tous les bénéfices possibles de la loi de 1901.

Loin d'être exclues du champ politique, nous avons vu comment l'expérience et les réseaux des femmes d'Action catholique ont pu les placer au cœur d'enjeux religieux, sociétaux et politiques. Le "repli" de la LPDF vers les champs de l'enseignement et du social n'enlève

---

droit. Préparez-vous à l'exercer », *Les Vaillantes*, avril 1932.

<sup>363</sup> Pierre Jacobé du Haut de Sigy, polytechnicien, industriel et directeur de la société des Forges de Franche-Comté depuis 1909, fervent catholique et défenseur de la question scolaire, intervient à de nombreuses reprises dans les congrès catholiques de l'Union diocésaine ou les assemblées générales. Pour autant il ne mentionne pas la question religieuse dans sa profession de foi pour les élections de 1928, seulement la question scolaire et nous ne savons pas précisément quels liens il entretenait, sur l'arrondissement de Poligny et à l'échelle départementale avec les grandes familles du catholicisme social. REVERCHON Arthur, « Droites et conservateurs dans les campagnes jurassiennes de l'entre-deux-guerres », mémoire de Master 1 sous la direction d'Édouard Lynch, Université Lumière Lyon 2, 2007, p. 54, p. 76. Biographie du député sur le site de l'Assemblée nationale.

<sup>364</sup> REVERCHON Arthur, « Droites et conservateurs dans les campagnes jurassiennes de l'entre-deux-guerres », mémoire de Master 1 sous la direction d'Édouard Lynch, Université Lumière Lyon 2, 2007, p. 68.

<sup>365</sup> Ibidem, p. 77.

<sup>366</sup> *Les Vaillantes du Jura*, novembre 1930 ; septembre 1932.

<sup>367</sup> DELLA SUDA Magali, thèse op citée, p. 255. Bruno Dumont parle également de « repli vers des fonctions d'appoint » des femmes de la LFF et de la LPDF à partir de 1924. Il estime d'ailleurs que c'est « ce repli progressif dans l'univers du social qui conduit les deux ligues à fusionner en 1933 en une Ligue féminine d'Action catholique française à la demande pressante de Pie XI ». DUMONT Bruno, « Mobilisation politique et ligues féminines dans la France catholique du début du siècle », dans *Vingtième siècle*, 73, janvier-mars 2002 ; pp. 39-50, p. 49.



néanmoins rien à la constitution d'un espace d'autonomie d'action féminin<sup>368</sup> et au développement de leurs compétences sociales et organisationnelles. C'est d'ailleurs ce qui leur permet de tenir une position énergique face à l'autorité ecclésiastique dans leurs nouveaux champs d'attributions à la fin des années 1920. Ainsi il convient d'observer de manière plus fine les relations qu'entretiennent les dirigeantes de la Ligue puis des Vaillantes et la JAV avec l'autorité ecclésiastique et entre elles.

## 2) Conflits et tensions autour de l'encadrement des jeunes filles

La cristallisation du conflit entre le politique et le religieux autour de la question scolaire au milieu des années 1920, qui reste l'un des facteurs les plus importants de la mobilisation catholique au XX<sup>e</sup> siècle, encourage l'Église et ses diverses associations à porter un nouveau regard sur la « jeunesse » : celle-ci émerge alors comme catégorie culturelle qu'il s'agit de convertir et conquérir. L'enjeu est de savoir qui, au sein de l'Église, pourra développer son ascendant et son pouvoir sur cette frange de la population qui représente l'avenir du pays. Comme nous l'avons vu, l'espace d'autonomie des dames de la LPDF ainsi créé leur permet de se positionner comme des actrices clefs de l'encadrement des femmes catholiques, rôle qu'elles vont tenter d'étendre auprès de la jeunesse féminine.

En janvier 1927 alors que l'évêque est en train de solliciter Amélie Milcent-Meyssonier pour qu'elle devienne présidente de la Ligue<sup>369</sup>, madame Mathieu alors secrétaire du mouvement qui espère peut-être devenir l'éminence grise de l'évêque en matière d'Œuvres féminines voire être nommé présidente du mouvement dévoile les tensions et intrigues récentes entre madame de Wall et le chanoine Pouillard. Elle avait déjà, rappelons-le, mis à jour les jeux d'influence politiques du « clan Bouvet » dont elle accusait, sous couvert de madame de Wall d'être « l'agent du groupe et l'homme du parti ». Sous prétexte de l'arrivée récente de l'évêque Faure et afin qu'il prenne bonne décision dans la droite ligne de son successeur au moment de la réorganisation des Œuvres, elle lui signale<sup>370</sup> un « incident » qui aurait eu lieu en février 1925

---

<sup>368</sup> « L'espace d'autonomie jalousement défendu pour des centaines de milliers de femmes ou les faveurs financières accordées aux hommes politiques dépendant plus des réseaux de sociabilité et des enjeux politiques locaux que des injonctions masculines », DELLA SUDA Magali, « Une activité politique... », thèse op citée, p.129.

<sup>369</sup> Réponse d'Amélie Milcent le 16 janvier à la sollicitation de l'évêque qui hésite encore et qui accepte définitivement le 2 février 1927.

<sup>370</sup> Dans une lettre datée du 21 janvier 1927, ADDSC, dossier 4K2.

lorsque le chanoine Pouillard fait publier dans *la Croix du Jura* une tentative de Fédération des Œuvres diocésaines de jeunesse féminine en convoquant « les jeunes de la Ligue patriotique » avec une réunion prévue à Lons-le-Saunier le 4 mars. La présidente départementale et d'autres comités auraient protesté « car les jeunes de la Ligue sont censées recevoir directives de la Ligue et non d'une Fédération quelconque ». L'évêque Maillet aurait donné raison à la Ligue et fait dire au vicaire général Meynier qu'il ne fallait pas enlever les éléments jeunes des sections de la Ligue. Madame Mathieu cite alors Mme de Wall à qui l'évêque aurait dit « qu'il n'y aurait pas d'autre fédération que la Ligue ». Au sujet de la création de la Fédération diocésaine des jeunes filles du Jura, madame Mathieu en conclut donc que l'évêque Maillet « était tout à fait ignorant de l'innovation dont il s'agit parce qu'il n'avait donné aucune approbation ». Une semaine plus tard,<sup>371</sup> madame Mathieu envoie une copie d'une lettre que lui avait adressée madame de Wall juste après le décès de l'évêque Maillet alors qu'aucun successeur n'avait encore été nommé : « *l'abbé Pouillard, toujours bien inspiré vient de me bombarder d'une circulaire qu'il vient d'envoyer aux doyens pour leur proposer des réunions du 20 novembre au 4 décembre le matin pour les ligueuses (sic!) et le soir pour les jeunes gens ! Il m'invite à me promener dans le diocèse pendant 14 jours avec deux prêtres, lui et le conférencier l'abbé Belloney... et !!! à payer les frais : 1500 francs !!! je lui réponds que 1° je ne veux pas être la risée du diocèse dans une ballade grotesque 2° que les ligueuses ne seraient pas libres les jours de semaine, le matin, à l'heure où, maîtresses de maison et mères de famille, ont tout à faire chez elles... 3° que les ligueuses garderont le peu d'argent dont elles disposent pour des réunions à elles et ne payeront pas le conférencier des jeunes gens. Enfin que nous avons pensé à nos réunions nous-mêmes et qu'il serait très aimable de s'en tenir aux ordres de Monseigneur Maillet en attendant le nouvel Évêque, à savoir de laisser la Ligue travailler seule, sans lui.* ».

À madame Mathieu d'ajouter son commentaire : « Que pensez de cette prise de possession non autorisée sinon qu'il s'agissait de mettre Votre Grandeur en présence du fait accompli ? Vraiment on s'y perd... ». Elle explique donc que l'abbé Pouillard profite de la transition au moment où le diocèse n'a pas d'évêque pour faire main basse sur la Ligue en organisant lui-même ses réunions.

Loin de l'unanimité affirmée par le rapport de la réunion du 4 mars de Mlle Jeanne Lecointe<sup>372</sup>, la création de la Fédération des Vaillantes du Jura a donc été sujette à controverses et à tensions. Pour la Ligue l'union rendue nécessaire par les offensives du Cartel des gauches

---

<sup>371</sup> Lettre du 27 janvier 1927 de madame Mathieu à l'évêque Faure, ADDSC dossier 4K2.

<sup>372</sup> *Les Vaillantes*, n° 8, août 1926, p. 9.

était déjà en place, en son sein et en celui de la Fédération nationale catholique à laquelle elle adhérerait<sup>373</sup>. Pour autant le bulletin des *Vaillantes*, alors aux mains du chanoine Pouillard, annonce bien que la fédération jurassienne veut regrouper toutes les Œuvres féminines, y compris les jeunes de la LPDF<sup>374</sup>. Le rapport annonce également que c'est sur sollicitation des directrices d'Œuvres que le chanoine Pouillard prit l'initiative de cette rencontre et de la fonction d'une fédération. Si nous ne connaissons que la position de la LPDF sur ce sujet, il apparaît également probable qu'un mouvement tel que le Noël, suffisamment structuré et développé, tenait la même position. Les autres Œuvres<sup>375</sup>, plus dispersées, pouvaient quant à elles avoir un intérêt à se regrouper pour défendre leur intérêt et celui de la cause catholique. L'attaque de madame de Wall retranscrite par la plume de madame Mathieu à l'égard du chanoine Pouillard, peut ainsi tout autant s'avérer mal fondée et intéressée que pertinente : « Rejeté par la grande majorité des prêtres, ne réussissant pas près des hommes et des jeunes gens, il veut absolument s'occuper des jeunes filles et il ne sait pas quoi imaginer pour cela. Il faut bien qu'il crée des Œuvres pour avoir une raison de les fédérer et d'être "Directeur des Œuvres" »<sup>376</sup>. Dans tous les cas cette attaque démontre deux choses : que la constitution des *Vaillantes* du Jura fut loin d'être consensuelle et que les femmes de la Ligue se permettent une certaine licence à l'égard d'un clerc, directeur des Œuvres, tout comme à l'égard de l'évêque.

La démission de la vicomtesse Marie de Wall et la nomination d'Amélie Milcent au poste de présidente de la LPDF semblent apaiser les relations entre le mouvement adulte et le mouvement jeune. Dès sa nomination comme présidente celle-ci écrit à l'évêque qu'il peut lui faire connaître ses desiderata concernant la Ligue par l'intermédiaire du chanoine Pouillard<sup>377</sup>, preuve qu'ils sont en très bons termes. Courant avril elle annonce qu'elle a reçu une « aimable lettre du chanoine Pouillard au sujet de la Fédération des *Vaillantes* » et qu'elle « est très reconnaissante, car c'était un point délicat qui [la] préoccupait et espère que la liaison ainsi préparée sera féconde »<sup>378</sup>. Un terrain d'entente semble avoir été trouvé, qui arrange à la fois la Fédération et la Ligue. Le directeur des Œuvres et la présidente de la Ligue se rejoignent effectivement sur un point : un ancrage fort dans le catholicisme social et un souci accordé à la formation. L'abbé Pouillard semble faire des efforts même dans le champ politique puisqu'il

---

<sup>373</sup> Madame Mathieu annexe par ailleurs la copie de l'affiliation de la LPDF à la FNC prononcée par l'évêque Maillet dans sa lettre du 27 janvier 1926 à l'évêque Faure.

<sup>374</sup> *Les Vaillantes*, n° 8, août 1926, p. 10.

<sup>375</sup> Écoles ménagères, patronages, cercles d'études, filles du chœur de chant etc...

<sup>376</sup> Lettre du 27 janvier 1927 de madame Mathieu à l'évêque Faure, ADDSC dossier 4K2.

<sup>377</sup> « Si vote Grandeur a des observations à faire à ces quelques idées je lui serai reconnaissante de me le faire savoir par M. l'abbé Pouillard », Lettre d'Amélie Milcent-Meyssonier à l'évêque Faure, 2 février 1927, ADDSC, dossier 4K2.

<sup>378</sup> Lettre d'Amélie Milcent-Meyssonier à l'évêque Faure, 18 avril 1927, ADDSC, dossier 4K2.

publie un article dès juillet 1927 dans les *Vaillantes* qui a pour titre « Citoyenne » et qui, s'il ne soutient pas fermement le suffrage universel, défend l'idée d'une meilleure connaissance des divers enjeux politiques par les femmes<sup>379</sup>. Amélie Milcent est par ailleurs autorisée à publier dans le bulletin quelques articles de propagande sur la question du vote féminin<sup>380</sup>.

C'est surtout dans le champ de la formation que la collaboration entre le directeur des Œuvres et la présidente de la Ligue se développe le plus. En effet c'est sur l'initiative d'Amélie Milcent-Meyssonier que sont mis en place dès octobre 1927 les enseignements par correspondance. Elle dispose ainsi de nombreuses pages du bulletin des *Vaillantes* pour publier les leçons et énoncés des devoirs. La formation des Vaillantes est donc assurée par la Ligue par l'intermédiaire de sa présidente, déjà experte en la matière puisqu'elle a exercé auprès de sa tante au sein des Syndicats de l'Abbaye pendant plusieurs années. Également c'est elle qui sollicite l'évêque dès juin 1926<sup>381</sup> sur demande de l'association de la protection de la jeune fille pour mettre en place la première Semaine Rurale qui a lieu l'année suivante à Chaux-des-Crotenay. La Ligue semble en grande partie financer l'organisation de ces Semaines<sup>382</sup> au moins jusqu'en 1935 et la structuration de la JACF et fait intervenir ses membres comme conférencières<sup>383</sup>. De plus, il faut noter que c'est la LPDF qui attribue des bourses aux jeunes filles les plus méritantes pour qu'elles puissent participer à ces Semaines pendant toute la décennie des années 1930.

L'organisation du mouvement des Vaillantes semble par ailleurs devoir beaucoup à celle de la Ligue : elle se calque sur les mêmes échelles, paroissiale, cantonale et diocésaine et les dizainières de la Ligue trouvent leur pendant avec les messagères des Vaillantes<sup>384</sup>.

La nomination de Madeleine Robert comme secrétaire de la Ligue au moment de sa restructuration<sup>385</sup> a également joué dans le rapprochement entre les deux organisations. En effet, cette dernière, fille du cœur de Marie<sup>386</sup>, discrète et dévouée, présidente cantonale de la Ligue

---

<sup>379</sup> « Citoyenne : il ne faut pas avoir peur du mot, mais apprendre à se former pour connaître les lois, faire respecter les règles du foyer, lutter contre politiciens et le laïcisme (...) la femme doit être au courant même si elle tient son rôle et son rang qui ne sont pas en politique », *Les Vaillantes*, juillet 1927.

<sup>380</sup> Milcent-Meyssonier, « Formation civique : si le vote est donné aux femmes que feront-elles ? », *Les Vaillantes du Jura*, décembre 1937 et avril 1932.

<sup>381</sup> Avant donc d'être nommée présidente de la LPDF, Lettre d'Amélie Milcent-Meyssonier à l'évêque Faure, Flamanville (Manche), 11 juin 1926, ADDSC, dossier 4K2.

<sup>382</sup> C'est Madeleine Robert, secrétaire de la LPDF qui s'occupe en partie de l'organisation des SR de 1930-1932-1933, *Les Vaillantes du Jura*, septembre 1930, septembre 1932, septembre et novembre 1933.

<sup>383</sup> Nous avons déjà cité les interventions de Mlle de Vaulchier, Mme de Broissia

<sup>384</sup> « Fédération diocésaine des Vaillantes », document dactylographié, ADDSC, Correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3.

<sup>385</sup> Annonce officielle dans le bulletin des *Vaillantes du Jura*, avril 1927.

<sup>386</sup> *SRDSC*, octobre 1961, p. 458.

pour le canton de Voiteur<sup>387</sup>, collaborait déjà aux mouvements des Vaillantes très certainement en tant que directrice de patronage et surtout en tant que secrétaire départementale de l'Action catholique des Œuvres de protection de la jeune fille<sup>388</sup>. Amélie Milcent-Meyssonier avait proposé à l'évêque de reconduire Madame Mathieu qui semble avoir préféré faire consensus entre la Ligue et la Fédération en suivant une recommandation du directeur des Œuvres. Madeleine Robert attache beaucoup d'importance à la formation et l'enseignement puisqu'elle sera directrice de l'institut familial rue de Vallière à Lons-le-Saunier. C'est au sein de cet institut qu'ont lieu la plupart des Semaines rurales et des Journées rurales des années 1930 aux années 1960.

Les Semeuses de Lorraine et de l'Ain sont en partie issues d'initiatives de l'association de Protection de la jeune fille<sup>389</sup>. Peut-on considérer qu'il en va de même dans le Jura dès le moment où c'est cette association qui prend l'initiative de proposer la première semaine rurale (SR). En effet, en juin 1926, Amélie Milcent-Meyssonier écrit à l'évêque afin de lui demander son accord pour l'organisation d'une SR féminine<sup>390</sup>. Elle a été sollicitée pour cela par mesdemoiselles Lanelle et Bouvet de la protection de la jeune fille qui se proposent de prêter leur chalet de Chaux-des-Crotenay<sup>391</sup>. La section départementale dirigée par Madeleine Robert émane de l'Association catholique internationale des Œuvres de protection de la jeune fille créée en 1897 à Fribourg et dirigée par la baronne de Montenach<sup>392</sup>. L'annonce de la Semaine rurale de 1927 est signée, M. R.<sup>393</sup> : sans doute Madeleine Robert, la nouvelle secrétaire de la LPDF depuis la restructuration du mouvement. L'élan initial est si bien contrôlé par la LPDF qu'à aucun moment cette structure n'apparaît dans les archives et qu'elle est bien vite oubliée alors que la LPDF et les Vaillantes passent pour les seules organisatrices.

Les relations entre la LPDF et la Fédération semblent donc s'être apaisées avec la nomination d'une présidente aussi sensible que le directeur des Œuvres à l'apostolat social et des zones d'influence semblent avoir été délimitées : la Ligue s'occupant plus de formation avec les SR et les cours par correspondance, le directeur des Œuvres et le clergé se réservant

---

<sup>387</sup> Présidente cantonale de la Ligue pour le canton de Voiteur au moins depuis 1927. Elle est nommée secrétaire de la LPDF en avril 1927 pour seconder Amélie Milcent et s'occupera également des fonctions de trésorière jusqu'en octobre 1941 ; ADDSC dossier 4K2. Nécrologie dans *SRDSC* 1961, p. 458.

<sup>388</sup> Lettre du chanoine Pouillard à l'évêque Faure, 30 décembre 1926, ADDSC dossier 4K1.

<sup>389</sup> CONQ, GUILLOTEAU, LEPRIEUR, VILBOUX, *JAC MRJC : Origines et mutations*, Lyon, La Chronique sociale, 1996, p. 103.

<sup>390</sup> Lettre d'Amélie Milcent-Meyssonier à l'évêque Faure, 11 juin 1926, ADDSC dossier 4K2.

<sup>391</sup> Il s'agit du chalet Bon accueil, « ouvert aux jeunes filles sérieuses qui souhaitent prendre des vacances et administré par la Protection de la jeune fille de Dijon », « La Vie au patronage : organe catholique des Œuvres de jeunesse », septembre 1921, consulté en ligne sur Gallica.

<sup>392</sup> Archives publiques de l'état de Fribourg [http://www2.fr.ch/aef\\_query/detail.aspx?ID=15043](http://www2.fr.ch/aef_query/detail.aspx?ID=15043)

<sup>393</sup> ADDSC, dossier 4K2.

l'organisation des journées-rencontres, des congrès et des diverses activités spirituelles (retraites, pèlerinages, chaîne sacrée).

Pour le directeur des Œuvres, l'appui sur une structure organisationnelle qui pouvait prétendre à une implantation nationale rurale paraissait dans tous les cas nécessaires pour développer la Fédération des Vaillantes. Dans les autres diocèses de France, il en est allé de même et la LPDF a dû également se positionner face à l'émergence des Fédérations diocésaines de jeunes filles.

La Ligue commence à se spécialiser depuis janvier 1928 en publiant un bulletin, *Semer*, supplément à *Servir* la revue du mouvement destinée aux directrices rurales<sup>394</sup>. En 1930-1931 l'organisation nationale s'interroge sur l'éventualité d'une spécialisation rurale de son mouvement de jeunes, rend compte de la session rurale de l'abbaye d'Anchin de juillet 1931, s'intéresse de près à la JAC<sup>395</sup> et encourage les SR et les EAC et développe une *Page rurale* des jeunes de la Ligue. François Leprieur signale alors que « c'est la multiplicité des associations et la puissance de l'une d'entre elles, la Ligue, qui risquent de compromettre la naissance des jacistes<sup>396</sup> ». Autour de 1932-1933, le Père Foreau recueille des avis<sup>397</sup> avant de se lancer et des négociations nationales se mettent en place afin d'éviter que diverses associations s'arrachent les jeunes filles et soient mises en concurrence. Le passage des sections rurales et jeunes de la Ligue dans la JACF est envisagé, mais certains directeurs d'Œuvres ou d'ACJF comme dans l'Yonne ou à Pamiers<sup>398</sup> pensent que la JACF n'est pas nécessaire dès le moment où il existe des Fédérations diocésaines de jeunes filles. La cristallisation des tensions se fait plus forte dans les diocèses où des sections rurales de la Ligue sont présentes avec la crainte d'un double emploi. La question reste de savoir qui gèrera la future JACF : la Ligue ou la JAC ? L'éventualité d'un journal commun JAC-JACF rebute la Ligue qui craint la mixité. Le principal problème d'un éventuel encadrement par la Ligue consiste en ce que les directrices ne sont pas forcément du milieu rural, que la spécialisation reste insuffisante et que les méthodes d'apostolat relèvent plus de l'encadrement paternaliste que d'une pratique de l'apostolat du semblable par le semblable.

---

<sup>394</sup> CONQ, GUILLOTEAU, LEPRIEUR, VILBOUX, *Origines et mutations...*, op cité, p. 104.

<sup>395</sup> Ibidem, pp. 105-106.

<sup>396</sup> CONQ, GUILLOTEAU, LEPRIEUR, VILBOUX, *Origines et mutations...*, op cité, p. 107.

<sup>397</sup> Auprès des diverses Fédérations de jeunes filles, mais également auprès d'autres pôles dynamiques comme l'école ménagère agricole de l'abbaye d'Anchin dans le Nord et l'école de Purpan à Toulouse.

<sup>398</sup> CONQ, GUILLOTEAU, LEPRIEUR, VILBOUX, *Origines et mutations...*, op cité, p. 108.

La décision d'unité de mouvement entre JAC et JACF au sein de deux organisations distinctes se développe début 1933 et le projet<sup>399</sup> est présenté devant l'ACA en mai de la même année. La JACF serait donc le pendant de la JAC et la Ligue n'apparaît plus dans l'élaboration de son organisation ce qui était loin d'être gagné au départ. L'ACA se prononce favorablement en juillet c'est donc la fondation officielle de la JACF autour de son aumônier, le Père Achard, jésuite qui secondait le père Foreau, d'un secrétariat et d'un journal qui lui est propre même si le mouvement ne se développe que courant 1934-1935. La réussite de l'Action catholique spécialisée et des mouvements masculins de la JOC et de la JOC a certainement pesé dans les tractations tout comme l'influence des jésuites et plus généralement des clercs auprès de l'ACA. Malgré la puissance numéraire et organisationnelle de la LPDF, le choix d'une voie jugée plus "moderne"<sup>400</sup>, celle de la spécialisation, l'emporte.

La voie vers la spécialisation semble donc ouverte dans le Jura comme c'est le cas dans d'autres régions : la Marne, le Tarn, la Normandie, plusieurs diocèses du Languedoc, en Rouergue sans oublier la Bourgogne de l'abbé Perrenet et la Savoie du chanoine Paravy, où se mettent en place des initiatives en faveur des jeunes rurales. Au début des années 1930, si le chemin vers la spécialisation se précise, bon nombre de fédérations restent réticentes puisqu'elles craignent une forme d'ingérence d'organisations nationales extérieures au diocèse. Le risque d'une rupture de l'unité des groupements de jeunes catholiques voire d'atteinte à « l'union des classes sociales<sup>401</sup> », par la structuration en branches ouvrières et agricoles génère ainsi des oppositions entre « autonomistes<sup>402</sup> » et partisans de la spécialisation comme c'est le cas dans l'Aveyron étudiée par Vincent Flauraud. Cette crainte de la division de la jeunesse ou de la centralisation nationale ne semble pas avoir été très forte dans le Jura dès le moment où la Ligue fut partie prenante de la plupart des activités des Vaillantes. On pourrait même se demander si le chanoine Pouillard a agi et réagit en hâtant la spécialisation des Vaillantes de manière à évincer la LPDF du contrôle paternaliste qu'elle exerçait sur les jeunes rurales ? Le rapprochement via la JAV, avec la JAC aurait permis à la fois de trouver une échappatoire à l'influence des dames de la Ligue, la plupart d'entre elles étant les directrices d'Œuvres des divers mouvements fondant la Fédération diocésaine et de mettre en pratique des conceptions

---

<sup>399</sup> Le projet affirme que la JACF est un mouvement autonome et il est proposé un secrétariat général qui serait composé d'une déléguée des Œuvres agricoles du Nord, du mouvement rural-agricole des jeunes, des semeuses de Lorraine, des SR de Toulouse, CONQ, GUILLOTEAU, VILBOUX, PRIEUR, Origines et mutations..., op cité, p. 115.

<sup>400</sup> Plus moderne dans les méthodes apostoliques en encourageant celles de l'Action catholique au détriment d'un encadrement paternaliste de la jeunesse ; dans le choix de l'autonomie d'un mouvement de jeunesse qui représente le nouvel enjeu des années 1930.

<sup>401</sup> FLAURAUD Vincent, thèse op citée, p. 72.

<sup>402</sup> Ibidem, p. 66.

apostoliques qui lui étaient chères, celles du semblable par le semblable. Les rapports directs avec l'évêque qu'avaient instaurés les dames patronnesses ne lui laissaient guère de marge de manœuvre pour agir sans se retrouver mêler à des enjeux locaux. En effet, comme nous l'avons vu, les dames patronnesses ont développé une influence et un pouvoir qui n'appartiennent pas au même champ que ceux de l'institution ecclésiastique diocésaine : les attributions diverses liées à leur statut social, à leurs réseaux de sociabilité nationaux et à leur capital symbolique pouvait leur permettre d'influer et d'ouvrir des négociations directement avec l'évêque et d'émettre à son égard, au moins leurs opinions, si ce n'est leurs objections<sup>403</sup>. Cette relative licence à l'égard de l'évêque et surtout du directeur des Œuvres, donc, de l'institution ecclésiastique, que se permettent ces dames, aurait eu de quoi agacer le chanoine Pouillard qui, déjà en conflit ouvert avec le comte de Froissard président de la FNC, paraît vouloir évincer les particules et les adultes de l'encadrement de la jeunesse catholique<sup>404</sup>. Est-il contraint de composer avec celles qui, au final, sont sans doute beaucoup plus proches des populations rurales que lui via leur ancrage châtelain et nobiliaire comme les filles de Villeneuve-Bargemont, de Longeville ou de Vaulchier ? Ou au contraire accepte-t-il toutes les bonnes volontés et les compétences au service de "sa" Fédération ?

Entre instrumentalisation et dépendance, il est difficile de percer les rapports entre le directeur des Œuvres et les dames patronnesses. Mais, il n'en reste pas moins que dès le début des années 1930, par l'intermédiaire des *Vaillantes*, le chanoine Pouillard n'a de cesse d'utiliser des arguments d'autorité pour défendre l'Action catholique, en exprimant directement les volontés pontificales, en publiant de nombreux articles théoriques sur l'Action catholique, en citant des évêques d'autres diocèses et en encourageant les mouvements spécialisés (JOC et JAC). En février 1934, il semble déjà se prémunir contre ses alliées de la noblesse et de la bourgeoisie : « la JAV travaille dans la vie réelle. (...) Elle travaille à relever le niveau moral et religieux dans la profession. Ce sont donc les professionnelles agricoles et non le prêtre et non les jeunes filles d'une autre classe, sans contact permanent avec le milieu agricole, qui peuvent y faire le bon travail d'apostolat. La JAV c'est essentiellement l'apostolat de l'agricole par l'agricole. D'où la devise bien connue : entre elles, par elles, pour elles. Le prêtre et même

---

<sup>403</sup> Citons pour exemple la liberté que se permet madame Mathieu à l'égard de l'évêque Faure en lui parlant de son prédécesseur, décédé un an plus tôt : « Il [Maillet] m'a dit qu'il opposait le démenti le plus formel à l'approbation qu'on lui prête touchant cette fédération [diocésaine de jeunes filles] dont il ignorait tout. Hélas, il ignore toujours tout et les autres vont leur train ». Lettre de Madame Mathieu à l'évêque Faure, 27 janvier 1927, ADDSC, dossier 4K2.

<sup>404</sup> Dans une lettre à l'évêque Faure, au sujet des invitations pour siéger au Conseil des Œuvres en 1927, le chanoine Pouillard note : « Vous savez comme nos Jurassiens n'aiment guère les particules » ; lettre du chanoine Pouillard à l'évêque, 18 mars 1927 ; ADDSC, dossier 4K1.



la jeune fille d'une autre condition ont cependant un rôle important à jouer : aider à la formation de celles qui devront être les éducatrices du milieu et que nous appelons les missionnaires. Mais les dirigeantes et les missionnaires devront être des agricultrices »<sup>405</sup>.

C'est en grande partie à l'arrivée d'une nouvelle directrice d'institut ménager dans le département que le directeur des Œuvres doit cette conception des choses. L'opportunité offerte par l'arrivée en 1931 de la principale artisanne nationale de la spécialisation des mouvements féminins semble avoir grandement joué sur l'orientation de la Fédération diocésaine et apporté un soutien de poids au chanoine Pouillard puisque c'est apparemment sur son initiative qu'est créée la JAV. En effet, l'arrivée de Thérèse Corneille<sup>406</sup>, dans le Jura qui prend en charge la direction de la Providence de Dole, ne semble pas étrangère, à la fois à l'implantation des Semaines rurales, mais également à la marche vers la JAV.

#### **Encart biographique : Thérèse Corneille, Une figure de proue de la spécialisation féminine rurale au service du Jura**

Fille d'un négociant en cuirs<sup>407</sup> de Reims, Thérèse Corneille arrive dans le Jura en 1931 pour prendre en charge la direction de l'école catholique doloise de la Providence. Elle était auparavant directrice de l'école de plein air de Somme-Suippe rattachée à l'école familiale Jeanne d'Arc de Châlons-en-Champagne<sup>408</sup>. C'est dans cette école et sur son initiative qu'est organisée la première Semaine rurale féminine du diocèse à l'automne 1927<sup>409</sup>. Figure de proue de l'Union Jeanne d'Arc<sup>410</sup>, la fédération féminine du diocèse, Thérèse Corneille met en place un bulletin qui permet aux semainières de conserver un lien et qui fait également office d'organe des anciennes élèves de l'école ménagère Jeanne d'Arc à partir de novembre 1927, *les Semeuses de Champagne*<sup>411</sup>. Rédactrice du bulletin qui publie des cours agricoles, elle organise également les Semaines et Journées rurales du diocèse<sup>412</sup>. Courant 1928 le mouvement des Semeuses de Champagne est fondé et est considéré par Jacqueline Roux

<sup>405</sup> Pour appuyer son propos il signale que cette vue est conforme à l'encyclique *Quadragesimo anno* de Pie XI ; *Les Vaillantes du Jura*, février 1934.

<sup>406</sup> Nous remercions ici les archives diocésaines de Châlons-en-Champagne en la personne du responsable des archives diocésaines Bernard Lecocq et celle du responsable de la bibliothèque diocésaine, Dominique Tronquoy qui nous ont gracieusement envoyé les copies de tous les documents à leur disposition concernant mademoiselle Thérèse Corneille. Ils nous ont également informés que le bulletin *Les Semeuses de Champagne*, publié à partir de 1927 restait introuvable dans les archives.

<sup>407</sup> Née le 8 juin 1891 à Reims et décédée le 5 janvier 1947 à Dole ; acte de naissance consulté sur le site des archives départementales de la Marne.

<sup>408</sup> ROUX Jacqueline, *Sous l'étendard de Jeanne...*, op cité, p. 243.

<sup>409</sup> Bulletin mensuel de l'Union Jeanne d'Arc des jeunes filles du diocèse de Châlons, juillet 1927, n° 7, pp. 169-173.

<sup>410</sup> *SRDC*, n° 20, 20 mai 1927, pp. 233-235 ; et nécrologie dans n° 5, 31 janvier 1947, p. 35

<sup>411</sup> *La Semaine religieuse du diocèse de Chalon (SRDC)*, 19 avril 1929, n° 16, p. 188.

<sup>412</sup> Elle est responsable pour les Semaines rurales de 1927, 1929 et 1930 ; Bulletin mensuel de l'Union Jeanne d'Arc des jeunes filles du diocèse de Châlons, juillet 1927, n° 7 ; novembre 1928, n° 11 ; et la journée rurale de mai 1930, novembre 1929, n° 10. *SRDC* 1930, n° 19 pp. 222-224. À noter également que le père de Ganay intervient régulièrement dans ces Semaines rurales tout comme un professeur d'agriculture V. Chaume, apparemment de l'Union du Centre-Est qui sera présent pour les SR jurassiennes de 1930-1931-1932 et 1933 ; *Les Vaillantes du Jura*, novembre 1930, octobre 1931, septembre 1932, septembre 1933.

comme « l'une des réalisations les plus remarquables et la plus achevée »<sup>413</sup> de la spécialisation rurale au sein d'une Fédération de jeunes filles. C'est Thérèse Corneille qui, lors de la journée des directrices d'Œuvres le 8 avril 1931 annonce la création de la JAV dont elle apparaît alors comme principale instigatrice. Dès le mois suivant, le bulletin des Vaillantes du Jura publie le rapport lu à cette réunion et qui annonce et justifie le développement de la JAV : « Pourquoi une Jeunesse Agricole parmi les Vaillantes ? Parce que les Vaillantes comptent un gros contingent de rurales. Et que les rurales ont des besoins particuliers.

Quels sont ces besoins particuliers ? Tout d'abord, les rurales ont besoin de mieux comprendre et de mieux aimer leur vie rurale, leur métier de cultivatrice. Elles ont besoin de devenir plus capables dans leur profession, et d'en concevoir une fierté plus grande. Trop souvent le métier de cultivateur est méprisé. Et cependant, c'est un des plus beaux ! On rougit d'être de la campagne. Et cependant, la vie y est – tout compte fait- meilleure et plus belle qu'ailleurs ! De plus la femme rurale se trouve devant des difficultés qui tiennent à sa vie à la campagne... devant des problèmes d'ordre économique et d'ordre moral... qui risquent de la décourager, si on ne lui apprend pas à regarder ces problèmes en face, pour les résoudre, ou tout au moins, y apporter quelques remèdes. Donc notre JAV (Jeunesse agricole des Vaillantes) prendra les rurales sur leur terrain et les formera spécialement pour leur vie agricole, imitant en cela la JOC qui prend l'ouvrier dans son milieu de travail et s'intéresse à tout ce qui fait sa vie journalière.<sup>414</sup> ».

Thérèse Corneille intervient ensuite lors de la journée-rencontre des Vaillantes à Lons-le-Saunier le 26 juillet 1931 pour présenter le mouvement aux jeunes filles du diocèse<sup>415</sup>. Dès l'année suivante le bulletin stipule qu'elle a très largement développé la JAV dans la région doloise en tant que responsable des Vaillantes de l'arrondissement<sup>416</sup>. C'est elle qui est en charge de réceptionner les inscriptions pour la retraite javiste qui ont lieu en 1933 à Mont-Roland et qui intervient pour présenter la JACF aux dirigeantes d'Œuvres le 5 décembre 1934<sup>417</sup>. Nommée co-secrétaire de la JACF pour l'arrondissement de Dole aux côtés de Marie Baclet et membre du comité diocésain de la JACF dès la structuration du mouvement dans le Jura<sup>418</sup>, elle est considérée comme « la première ouvrière de la JAV »<sup>419</sup>. Elle semble déléguer une partie de ses activités au profit de celle qui reste son bras droit à la Providence à partir d'août 1935 puisqu'elle signale à Lucie Pasteur que « tout ce qui concerne la JACF est entre les mains de mademoiselle Baclet<sup>420</sup> ».

Elle apparaît encore fin 1936 comme responsable des inscriptions pour la retraite jaciste annuelle de Mont-Roland<sup>421</sup> puis n'apparaît plus dans les archives ayant trait au mouvement jusqu'à son décès en 1947.

Quelle fut la relation entre le directeur des Œuvres et Thérèse Corneille ? Tout laisse à penser qu'elle fut effectivement la principale instigatrice de la spécialisation et que le chanoine

<sup>413</sup> ROUX Jacqueline, *Sous l'étendard de Jeanne...*, op cité, p. 243

<sup>414</sup> *Les Vaillantes du Jura*, mai 1931.

<sup>415</sup> Mademoiselle de Vaulchier note à son sujet qu'« elle a fondé la JAV », *Les Vaillantes du Jura*, septembre 1931.

<sup>416</sup> *Les Vaillantes du Jura*, décembre 1932 ; mai 1934.

<sup>417</sup> *Les Vaillantes du Jura*, janvier 1935.

<sup>418</sup> *Les Vaillantes du Jura*, janvier 1935.

<sup>419</sup> *Les Vaillantes du Jura*, novembre 1935.

<sup>420</sup> Lettre de Lucie Pasteur à Hélène de Villeneuve-Bargemont du 3 août 1935. ADDSC, Carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 10, lettre 399.

<sup>421</sup> *Les Vaillantes du Jura*, novembre 1936.

Pouillard l'a très largement encouragée et soutenue. On peut également se demander quelles relations elle pouvait entretenir avec les dames de la Ligue ? Tout laisse à penser qu'elle conservait une certaine distance et profitait de son indépendance en tant que directrice d'école pour agir sans trop avoir à se soucier de rendre des comptes aux élites locales. Lucie Pasteur s'agace à de nombreuses reprises dans des lettres à Hélène de Villeneuve-Bargemont de l'indépendance de Thérèse Corneille et Marie Baclet<sup>422</sup> à l'égard des structures existantes et du clergé<sup>423</sup> : « ces demoiselles demandent des directives, paraissent vouloir s'y conformer rigoureusement. Dans la pratique elles font tout autrement ». Elle rappelle à Thérèse Corneille de ne « pas traiter avec le clergé sans passer par M. le chanoine » et de ne rien faire « du point de vue de la JACF » sans en avertir la secrétaire diocésaine. Lucie Pasteur en conclut qu'elle « accepte mal le contrôle du secrétariat diocésain<sup>424</sup> ». Les archives la font donc apparaître comme une actrice zélée, dévouée à la jeunesse féminine rurale, mais relativement indépendante et isolée.

Les Vaillantes du Jura se structurent en grande partie sous le patronage de la Ligue, d'autant plus que les jeunes filles sont très vivement encouragées à la rejoindre le moment venu, plusieurs communiqués épiscopaux le rappellent<sup>425</sup>. Mais la création et le développement de la JAV vont peu à peu l'évincer, si l'on excepte une présence en filigrane liée à quelques financements et surtout la présence d'individualités motrices qui permet à la JAV de s'ancrer dans le tissu départemental et qui laisse entrevoir le succès de la JACF<sup>426</sup>. Les terrains d'action entre les deux mouvements semblent relativement délimités, n'excluant pas pour autant une collaboration, dès le moment où la JAV mute en JACF et donc où le rattachement à une structure nationale permet en partie de s'extraire de la tutelle des notabilités locales. Comme

---

<sup>422</sup> Cette dernière, née le 29 août 1905 à Vriange, fille d'Émile cultivateur et maire de la commune et d'Hermance Baclet, est monitrice à la Providence, au moins depuis 1926 puisqu'elle n'apparaît plus dans le dénombrement de population de Vriange. ADJ, dénombrement de population de Vriange.

<sup>423</sup> À Dole « mademoiselle Baclet a établi là un régime un peu spécial en faisant de la JACF sans passer par le prêtre. Nous savons peu de choses des groupes. » Lettre de Lucie Pasteur à Hélène de Villeneuve-Bargemont du 7 octobre 1935 ; ADDSC, Carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 10, lettre 384.

<sup>424</sup> Lettre de Lucie Pasteur à Hélène de Villeneuve-Bargemont du 27 janvier 1935 (?). ADDSC, Carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 10, lettre 374.

<sup>425</sup> *SRDSC* 1934, p. 474.

<sup>426</sup> Il faut noter ici que les demoiselles de Villeneuve-Bargemont et de Longeville qui jouent un rôle important dans la JAV et la JACF ne semblent plus avoir de relation avec la Ligue au début des années 1930. Elles y seront actives une fois leur engagement dans la JACF terminé à la fin des années 1930. Ceci n'exclut en rien l'hypothèse de l'existence de conflits internes au sein des familles du catholicisme social agrarien : en effet, la division de ces familles entre JACF et LFAC peut également relever d'un partage des zones d'influence lié à un conflit social ou de personnes.

pour les garçons, les réseaux et les jeux de pouvoir jurassiens semblent mettre en évidence que le développement de la Fédération des Vaillantes et la précocité de la spécialisation du diocèse tiennent en partie au fait que le chanoine Just Pouillard, Thérèse Corneille et certainement d'autres individus, a souhaité extraire les jeunes filles catholiques des réseaux d'influence et d'encadrement nobiliaires locaux.

La jeunesse peut constituer un terrain d'expérimentation de changements sociétaux, c'est ce qu'envisagent l'Église catholique et les anciennes élites du catholicisme social agrarien dans un contexte de ralliement et d'acculturation définitif à la République au cours des années 1920. Les femmes jouent un rôle clef en se positionnant au service de la perpétuation du capital social et surtout symbolique de leur lignée même si elles doivent composer avec une hiérarchie ecclésiastique également porteuse d'un projet de renouvellement, apostolique et social. Ces changements, tant organisationnels que culturels et sociaux peuvent-ils être considérés comme une forme de « modernité » ?

Si nous reviendrons sur cette question concernant l'Église dans un prochain chapitre, il faut néanmoins convenir que le pouvoir décisionnel diocésain, loin d'être hors du temporel, de planer dans l'absolu, est en grande partie tributaire d'enjeux très pragmatiques et que si modernité il y a, elle est avant tout adaptation à un contexte politique national qu'il s'agisse de la loi de 1901 ou de l'arrivée au pouvoir du Cartel des gauches, bref, des réminiscences des tensions entre État et Église catholique.

Du côté des élites du catholicisme social agrarien, il faudra noter que le projet initial porté par ce groupe à la fin du XIX<sup>e</sup>, la rénovation sociale par l'infiltration du référentiel catholique dans la société, est perpétué par les femmes de la lignée des premiers notables du syndicalisme agricole. Les enjeux sont doubles, il s'agit à la fois de renouveler ce projet social en positionnant les laïcs et surtout les femmes comme acteurs clefs dans l'Église, mais aussi de contribuer à maintenir le prestige de la lignée et son capital symbolique. Si l'influence des familles nobles s'exerce plus sur des micro-sociétés, notamment villageoises, que sur l'ensemble des ruraux du département, par des charges électorales de second ordre et la pratique d'un évergétisme local, l'investissement dans les organisations catholiques permet d'atteindre une nouvelle dimension dans la tentative de conquête des populations rurales, du moins catholiques.

Il y a donc dans un sens, modernisation des pratiques militantes et élargissement du rôle et de la place de la femme dans la sphère publique au service d'un projet social traditionnel qui se renouvelle et mute en partie sous l'effet de l'évolution des pratiques et du contexte politique même s'il reste essentiellement le même qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais si cette stratégie de déplacement de l'autorité et du capital symbolique dans le champ des Œuvres féminines a pu fonctionner au début du siècle et dans les années 1920, l'émergence et la structuration de la JACF risquent de rebattre les cartes en prétendant agir « par et pour » les ruraux et faire

apparaître l'investissement des élites anciennes dans l'associationnisme catholique comme leur chant du cygne.



## Conclusion

Les principes de l'Action catholique, définis comme participation des laïcs à l'œuvre apostolique de l'Église, développés par des laïcs et des clercs inspirés du catholicisme intégral et l'un de ses avatars, le catholicisme social, et codifiés par les papes de la fin du XIX<sup>e</sup> au début des années 1930, provoquent l'émergence de pratiques d'action sociale et de mouvements catholiques organisés qui constituent une nébuleuse d'expériences apostoliques permettant à la JAC d'émerger. Si les laïcs, désormais conscients d'être acteurs de l'Église, s'organisent, c'est presque systématiquement sous la direction de la hiérarchie, qu'elle soit diocésaine ou nationale et dans une perspective qui, de défensive devient offensive, du « catholique d'abord »<sup>427</sup>.

Dans le diocèse du Jura, l'engagement silloniste et la mémoire collective de la condamnation du mouvement semblent développer tant une culture de l'engagement catholique qu'une soumission à la primauté de l'action spirituelle et apostolique dans des groupements de jeunes gens qui émergent principalement sous l'impulsion décisive d'un directeur des Œuvres par ailleurs dépositaire de cette double mémoire, celle de l'engouement silloniste et de sa condamnation. Du côté féminin, l'organisation des Œuvres apparaît beaucoup plus le fait du laïcat où des dames patronnesses, fortes de l'héritage familial et de l'appui de la puissante LPDF, se sentent relativement légitimes et libres d'agir à leur guise. Leur ambition d'encadrement et de conquête des populations rurales apparaît très formalisée dans un projet qui puise ses racines dans le catholicisme social agrarien de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. L'arrivée du chanoine Just Pouillard dans cette nébuleuse d'Œuvres et son intention de structuration des jeunes filles en fédération diocésaine trouve un écho certain chez la plupart d'entre elles, même s'il faut souligner les réticences face à l'interférence d'une hiérarchie diocésaine qui plus est, masculine. Si, comme nous l'avons signalé, le développement des mouvements ne peut pas être réduite à l'aura et la volonté d'un seul homme, nous avons néanmoins remarqué dans quelles mesures celui-ci, notamment dans le cadre de conflits de personnes se doublant d'un conflit théorique de « primauté du spirituel » a pu orienter ces mouvements en direction d'une action catholique spécialisée. C'est bien la rencontre entre le projet de renouvellement de l'Église et de la place accordée aux laïcs, qu'incarne le chanoine Just Pouillard, et le projet social des anciennes élites agrariennes prêtes à perdre de leur hauteur et à jouer le jeu de la familiarité avec les populations rurales qui permet à la JAV puis à la JACF de se développer,

---

<sup>427</sup> TRANVOUEZ Yvon, *Catholiques d'abord : Approches du mouvement catholique en France, XIXe-XXe siècle*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1988.



évacuant au passage les anciennes dames patronnesses non contentes de voir leur pouvoir entamé au profit tant de la hiérarchie cléricale que des classes sociales qui leur sont inférieures.

Ainsi, opérant un syncrétisme entre l'engagement spirituel « en tant que chrétien<sup>428</sup> » et l'engagement agrarien au service de ce collectif, tantôt pensé comme « race paysanne », tantôt comme « civilisation rurale », la JAC/F a développé un modèle de militant dont l'œuvre apostolique légitime l'ascension individuelle de ses membres. Cette ascension individuelle notamment permise par l'étude spirituelle et la formation agricole permettrait de dégager une « élite compétente » en matière professionnelle, qui puisse faire « levain dans la pâte » au point de vue moral et spirituel, est ainsi pensée comme ascension collective du milieu vers la rechristianisation des populations et vers la sauvegarde du « monde agricole ». Si pour les jeunes filles, l'ascension est avant tout morale et spirituelle, la dimension agricole n'est pas pour autant absente de leur formation bien qu'elle puisse être considérée comme étant au service du foyer et de leur rôle de mère et d'épouse. L'analyse des groupes d'étude agricole des jeunes gens tout comme le suivi de ceux ayant participé à ces cours nous ont ainsi permis de démontrer comment le mouvement a pu s'appuyer sur les aspirations des populations, leur offrir un service de formation, les valoriser comme acteurs de l'Église et du milieu et leur fournir un cadre théorique leur permettant d'ouvrir des perspectives vers un avenir plus radieux sinon plus glorieux pour ceux qui étaient alors présentés et se jugeaient comme délaissés et méprisés par la « société englobante ».

---

<sup>428</sup> MARITAIN (Jacques), *Humanisme intégral. Problèmes temporels et spirituels d'une nouvelle chrétienté*, Paris, Fernand Aubier, 1936, p. 314.

# **2<sup>ème</sup> partie : Construire et implanter le mouvement (1931-1940)**



## Introduction

Alors que nous avons pour une part éludé les enjeux qui concourent à la naissance et à la formalisation du mouvement jaciste, l'étude plus précise des groupes et des acteurs s'avère importante tant pour mesurer le poids d'éventuelles continuités générationnelles entre les années 1920 et 1930 que pour comprendre les intérêts qui sous-tendent la mobilisation individuelle et collective.

Le sens et les objectifs que s'assigne la JAC/F peuvent en effet être éclairés à la lumière du projet que portent ses initiateurs, mais également à celle des individus qu'elle mobilise. Contrairement à celle des jocistes<sup>1</sup>, l'identité des jacistes a très peu été élucidée par l'historiographie — bien qu'il faille signaler les apports de Sylvain Maresca et Vincent Flauraud — ou souvent lue à la lumière du devenir des militants, notamment des responsables agricoles dans le cadre de l'histoire de « la révolution silencieuse »<sup>2</sup> à l'image de la thèse de Marie-Josèphe Durupt qui s'interroge sur l'intégration des dirigeants nationaux et fédéraux du MFR et de la JAC dans les organisations professionnelles agricoles et notamment le CNJA, dans les conseils municipaux et dans le champ politique<sup>3</sup>. Si l'on excepte la multiplication actuelle de biographies de dirigeants marquants qui continuent de se développer en parallèle d'autobiographies qui, comme le note Vincent Flauraud, « traduisent notamment le retour en force d'une demande mémorielle de la part des 'anciens' »<sup>4</sup>, les parcours militants restent un point aveugle des recherches sur la JAC/F alors que ni les dispositions économiques et sociales des militants, ni l'influence de la JAC sur les trajectoires socio-économiques des individus ne semblent avoir été mesurées depuis l'étude de Sylvain Maresca. Peu de « visages » donc dans cette histoire de la JAC/F et souvent peu qui rendent compte de la richesse et de la diversité sociologique du milieu rural des années 1930 sans anticiper sur les changements de la deuxième

---

<sup>1</sup> RICHOU Françoise, « Apprendre à combattre : l'engagement dans la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (1927-1987) », *Le Mouvement social*, juillet-septembre 1994, pp. 51-82 ; ROUSSEAU, André « L'Action catholique ouvrière », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 44-45, 1982, pp. 70-71 ; NIZEY, Jean, « Les Militants de la JOC dans le Maitron », dans DREYFUS, Michel et autres (dir.) *La Part des militants*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1996, pp. 313-330 ; BELOUET Éric, « Solidarités jocistes, itinéraires post-jocistes. Propositions pour une étude des réseaux appliqués à un mouvement de jeunesse », dans GUILLAUME, Pierre (dir.) *Les Solidarités. Le lien social dans tous ses états*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme, 1997, pp. 357-364.

<sup>2</sup> BOURRIGAUD René, *Paysans de Loire-Atlantique. Quinze itinéraires à travers le siècle*, Nantes, Centre d'histoire du travail, 2001.

<sup>3</sup> DURUPT Marie-Josèphe, « Les mouvements d'Action-catholique, facteur d'évolution du milieu rural », thèse de science politique soutenue sous la direction de René Rémond, IEP de Paris, 1963.

<sup>4</sup> FLAURAUD Vincent, *La JAC dans le Massif-Central...*, thèse op citée, p. 17.

partie du XX<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>. Avant de savoir où vont les militants et les responsables, il convient de savoir d'où ils viennent et dans quelles mesures la JAC/F peut être perçue comme une ressource de formation à l'action ou comme une ressource de « référentiels<sup>6</sup> » mobilisés par ses acteurs.

Si l'Église et la noblesse restent dans une perspective de requalification sociale, il convient d'observer quelle frange de la population rurale a pu être mise au service de ce projet et si celui-ci ne s'en est pas trouvé de fait infléchi vers des perspectives qui correspondent mieux aux aspirations de cette population. La question de l'effectivité du passage d'une galaxie d'Œuvres encadrées par des clercs et des notables à un mouvement social capable de fournir des effectifs considérables et des cadres endogènes au milieu reste efficiente tout comme celle de l'intentionnalité des acteurs. Des éléments de réponse participeraient à la compréhension des ressorts de structuration d'une action collective et éclaireraient également les dynamiques individuelles et collectives qui ont pu concourir à l'évolution du mouvement. Pour l'envisager, il conviendrait de mettre en place une typologie qui recouvre les différents degrés de l'engagement militant du dirigeant au suiveur épisodique en passant par le militant et le responsable. La démarche n'est pas simple et reste, dans le contexte des lacunes archivistiques et dans la quasi-impossibilité d'accès à des témoignages oraux et des récits de vie, intuitive, empirique et nécessairement inductive.

Pour répondre à ces questions nous dégagerons dans un troisième chapitre les ressorts de la structuration et de l'implantation de la JACF dans le diocèse en analysant des dynamiques — plutôt collectives — qui concourent à des réussites, mais également à des échecs avant de contribuer dans un quatrième chapitre à élucider le fonctionnement interne du mouvement féminin diocésain dans sa dialectique avec l'Église, l'échelle nationale et locale de la JACF en analysant l'identité et les stratégies des différents acteurs en présence. Enfin, dans un dernier chapitre, nous reviendrons sur l'évolution des militants au sein de la JAC jurassienne en nous demandant pourquoi et comment certaines individualités ont pu être distinguées et ont pu prétendre devenir l'élite rurale de demain.

---

<sup>5</sup> Il faut cependant signaler la récente publication de Jean Marie Balanant qui réalise une recension de 307 militants et militantes jacistes du Finistère qui mêle notices biographiques et témoignages ; BALANANT Jean-Marie, *Généralisations jacistes. De 1929 à 1965 en Finistère*, Cloître imprimeurs, Saint Thonan 2017.

<sup>6</sup> MULLER Pierre, *le technocrate et le paysan*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1984 ; PURSEIGLE François, « Les jeunes agriculteurs et la mondialisation : Enjeux et paradoxes d'un positionnement catégoriel », dans Colloque international : Les mobilisations antimondialisation, décembre 2003, Institut d'Études Politiques, CEVIPOF-GERMM, Paris. document PDF ; « Le monde paysan et les sources chrétiennes de la solidarité internationale », dans AGRIKOLANSKY Éric, FILLIEULE Olivier, MAYER Nonna, dans *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, p.75-97.

# **Chapitre 3 : De la JAV à la JACF : implantation et structuration des mouvements de jeunesse catholique féminins dans le Jura des années 1930**

Annoncé en avril 1931 par Thérèse Corneille<sup>1</sup>, la fondation de la Jeunesse agricole des vaillantes, groupe spécialisé des Vaillantes, se met rapidement en place dans le diocèse autour du bulletin rose, des Journées et des Semaines rurales ainsi que des enseignements par correspondance. Le mouvement qui envisage avant tout de développer une pédagogie propre aux rurales et de fédérer de nouveaux groupes, s'appuie sur la structure organisationnelle mère, celle des Vaillantes, fondée en 1925. Dès lors il nous paraît intéressant d'observer dans quelles mesures et selon quelles modalités la formation des sections JACF s'appuie sur des dynamiques collectives antérieures et ce que les débuts du mouvement révèlent d'hésitations, de succès et d'échecs.

Si les évolutions spirituelles et didactiques, déjà étudiées, sont certaines bien qu'elles se situent dans la droite ligne des directives pontificales, il semble que la formation des groupes relève plus de l'ordre de la continuité que de la rupture. L'étude des glissements de ces derniers entre Vaillantes, JAV puis JACF nous permettra d'en prendre la mesure et de peser l'efficacité de la stratégie de la spécialisation quant au développement de nouvelles dynamiques collectives. Observer le maillage formé par ces groupes de jeunesse catholique féminine permet également de rendre compte, dans une perspective de géographie humaine, des spécificités religieuses et sociales des petites régions du territoire jurassien.

La transformation d'un groupe de javiste en section jaciste est loin d'être automatique et la rigueur de l'investissement dans un mouvement national peut être décourageante. L'analyse des modalités d'affiliation à la JACF peut nous permettre de comprendre pourquoi et comment

---

<sup>1</sup> *Les Vaillantes du Jura*, mai 1931.

certains groupes ont réussi alors que d'autres ont échoué. Également elles peuvent fournir de riches informations sur les critères de sélection d'un mouvement qui, s'il vise déjà à « conquérir la masse », veut dégager de solides élites capables de les encadrer et préserver des valeurs morales pour tenir son rang dans l'Église.

Enfin, l'étude de la structuration de la JACF à ses débuts nous permet d'observer dans quelles mesure le mouvement jurassien a pu ajuster les directives nationales en la matière et se déployer sur le territoire jurassien. L'analyse des réunions du centre de Lons-le-Saunier offre un éclairage des objectifs et du fonctionnement du mouvement et rend compte de ses tâtonnements de ses réussites mais aussi des impasses auxquelles il peut faire face.

## **I Articulations entre Vaillantes, JAV et JACF**

La JAV est relativement bien structurée et le carton de correspondance<sup>2</sup> de la première présidente de la JACF, Hélène de Villeneuve-Bargemont regorge de suffisamment d'archives pour que nous puissions reconstituer l'essentiel de son enracinement sur le territoire jurassien et suivre l'évolution vers la JACF. Au préalable il convient de revenir sur l'implantation du mouvement des Vaillantes afin de mieux saisir les dynamiques et les enjeux de la spécialisation.

### **1) Les Vaillantes du Jura : un maillage dense sur le territoire jurassien**

Les données concernant les groupes des Vaillantes du Jura sont incomplètes, nous disposons seulement du répertoire annuel des groupes ayant payé leur cotisation. En 1927, 57 groupes sont dans cette situation<sup>3</sup>, 75 en 1930<sup>4</sup> et 96 en 1931<sup>5</sup>. Ces chiffres ne sont pas exhaustifs puisqu'en 1930 un rappel à l'ordre est effectué dans les *Vaillantes* annonçant que 110 groupes sont recensés alors que seulement 75 ont payé leur dû à la Fédération. Pour 1931, avec 2200 cotisations individuelles, près de 110 groupes se maintiennent encore vraisemblablement.

---

<sup>2</sup> Il s'agit d'un carton constitué de près de 500 lettres qu'Hélène de Villeneuve-Bargemont a reçues entre 1935 et début 1938 ainsi que de nombreux documents concernant la JACF sur cette même période. Le carton, non classé, est disponible aux ADDSC et a été numérisé en totalité.

<sup>3</sup> *Les Vaillantes du Jura*, janvier 1927.

<sup>4</sup> *Les Vaillantes du Jura*, septembre 1930.

<sup>5</sup> *Les Vaillantes du Jura*, septembre 1931.

Les deux cartes ci-dessous rendent compte des 96 groupes ayant payé leur cotisation en 1931.

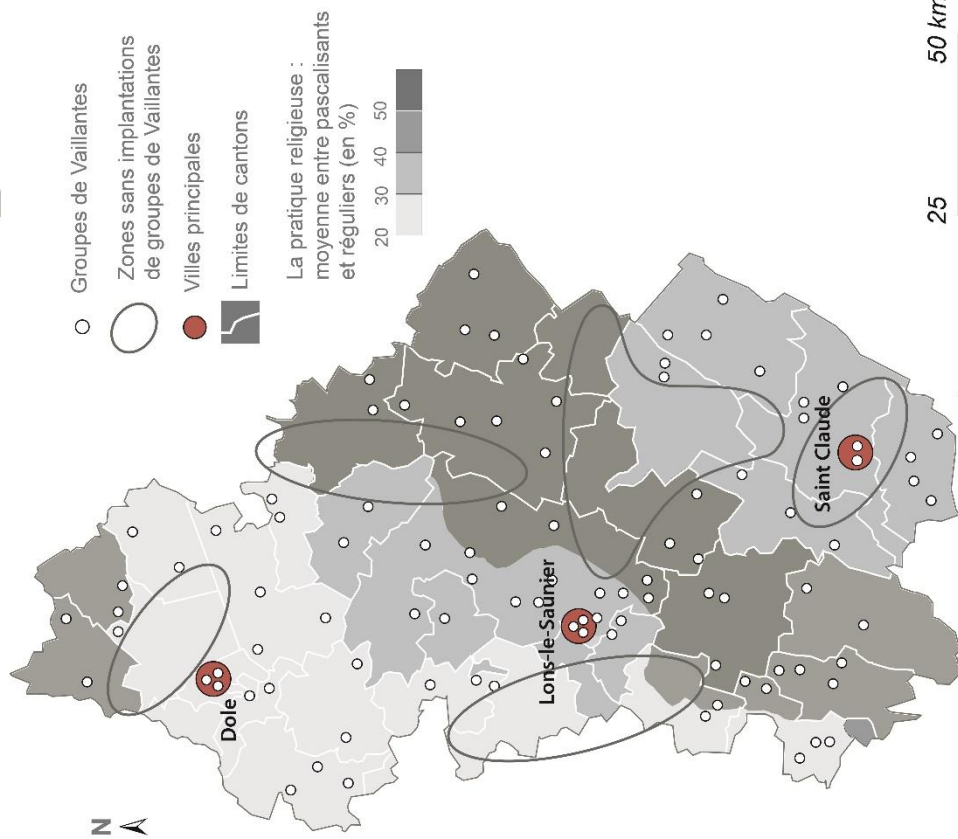
La première carte, sur fond des quatre principales unités paysagères du Jura, nous permet d'observer que ces groupes sont relativement bien répartis sur tout le territoire jurassien avec 28 groupes en plaine, 19 dans le Revermont, 33 sur les trois plateaux et 16 dans le Haut-Jura. Il est à noter une concentration importante de groupes dans le Revermont, notamment autour de Lons-le-Saunier avec plus de 13 groupes dans un rayon de 10 kilomètres autour de la préfecture. Cette concentration s'explique très certainement par le fait qu'il s'agit de l'une des petites régions les plus densément peuplées du département avec près de 46 habitants par kilomètre carré<sup>6</sup>. Comme Lons-le-Saunier, Dole, la principale ville du département, compte trois groupes de Vaillantes et Saint-Claude, forte de ses 13 000 habitants en compte deux. Nous pouvons néanmoins identifier cinq zones relativement dépourvues en Vaillantes : il s'agit de l'arc Clairvaux, Saint-Laurent-en-Grandvaux, les Planches-en-Montagne et la vallée de la Bienne, entre les plateaux et le Haut-Jura, de la zone de Salins-les-Bains au sud-est d'Arbois, du sud de la Bresse bletteranoise, du nord de la région doloise et du pourtour de la ville de Saint-Claude. Pour la plupart il s'agit de zones assez faiblement peuplées si l'on excepte le sud de la Bresse bletteranoise ou de zones où la proximité des villes de Dole et de Saint-Claude concentre une bonne partie des initiatives locales en matière de groupements catholiques. D'une manière plus générale, cette première carte nous permet d'observer un maillage relativement dense des groupes de Vaillantes sur tout le territoire jurassien.

---

<sup>6</sup> Il s'agit de la densité de population de 1946 ; LIGIER Simon, « Recherches sociologiques sur la pratique religieuse du Jura », thèse de sociologie religieuse sous la direction de Gabriel Le-Bras, ronéotypé, 1951, p. 240.

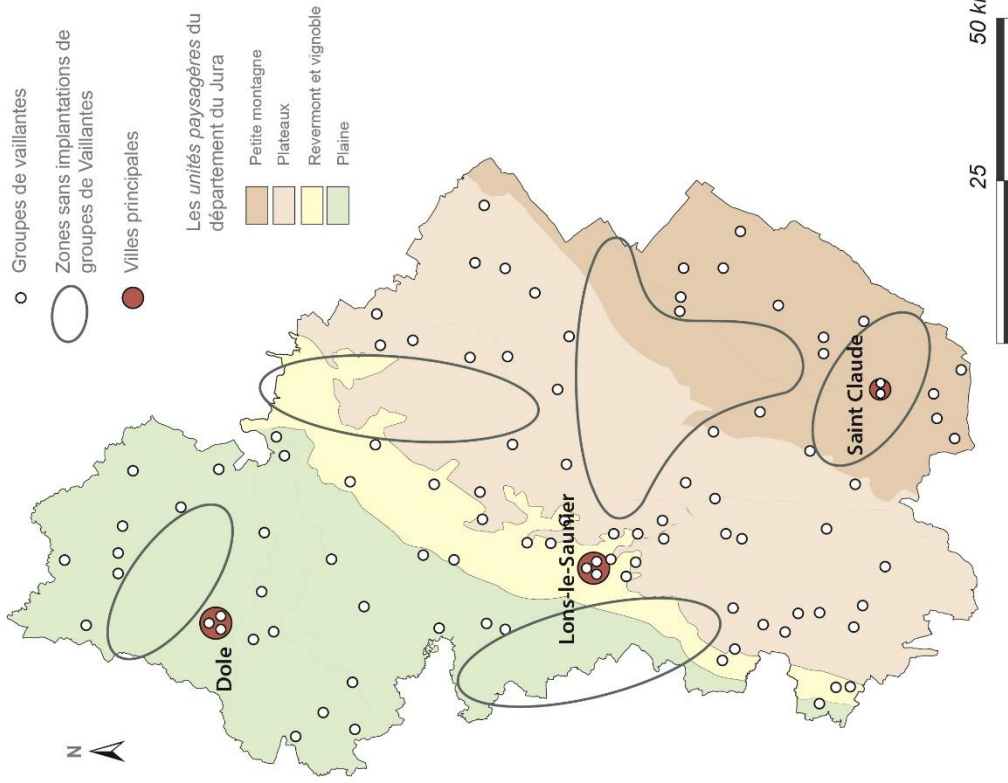


## Groupes de Vaillantes et religiosité dans le département du Jura (1927-1931)



Conception : Claire Bailly Réalisation : Cyprien Durandard 2018  
 Source : *Les Vaillantes du Jura 1930-1940*, Canton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC

## Répartition des groupes de Vaillantes dans les unités paysagères du département du Jura (1927-1931)



Conception : Claire Bailly Réalisation : Cyprien Durandard 2018  
 Source : *Les Vaillantes du Jura 1930-1940*, Canton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC

La deuxième carte, sur fond du découpage cantonal du département et de la pratique religieuse établie selon les critères du chanoine Fernand Boulard, nous permet de nous rendre compte qu'il existe à priori peu de corrélations entre l'implantation des groupes de Vaillantes et la pratique religieuse. En effet, la zone considérée comme « terre chrétienne », où la pratique religieuse dépasse les 50 %, compte 22 groupes alors que la « terre d'indifférence » qui s'étend principalement sur les plaines, où la pratique religieuse tombe en deçà de 30 %, en compte 26 pour approximativement la même superficie, mais avec une densité de population plus élevée. C'est en reprenant dans le détail les données collectées par Simon Ligier dans son étude sur la pratique religieuse dans le Jura et notamment en réduisant la focale en dessous de l'échelle cantonale que nous pouvons trouver des concordances entre une faible pratique religieuse et l'absence de groupes de Vaillantes. En effet, la vallée de la Bienne notamment, qui s'étend de Morez à Saint-Claude, est considérée comme « terre de mission » avec moins de 20 % de pratique religieuse<sup>7</sup> et il s'agit effectivement d'une zone, ouvrière et industrialisée, où aucun groupe de Vaillantes ne s'est implanté. Le canton de Rochefort-sur-Nenon avec ses 21 % de population ouvrière<sup>8</sup> et ses 27 % de pratique religieuse, l'un des taux les plus bas du département, ne compte également aucun groupe. La faible pratique religieuse, en partie liée à l'habitat dispersé<sup>9</sup> de la Bresse, peut expliquer la difficulté d'implantation des Vaillantes dans cette zone. Ce même facteur, qui contribue à la diminution de la pratique religieuse peut aussi être mobilisé pour comprendre la difficulté de rencontre des jeunes filles dans les cantons de Clairvaux et sur le plateau du Grandvaux même si à cet endroit, la pratique religieuse reste relativement élevée. Enfin, l'absence de groupe de Vaillantes dans la zone de Salins-les-Bains au sud-est d'Arbois, où la pratique religieuse est également importante, ne répond à aucune explication convaincante : la proximité d'Arbois et de Champagnole attire peut-être les dynamiques ou nous pouvons supposer que Salins-les-Bains, avec ses deux paroisses et ses 4600 habitants, dispose au moins d'un groupe de Vaillantes mais qui n'est pas à jour de cotisation en 1931. C'est sûrement, comme nous l'avons souligné, le cas d'une quinzaine de groupes dans tout le diocèse.

Le maillage des groupes dans le Jura tout comme l'intérêt pour la question de « l'isolement à la campagne » dès les premières enquêtes de travail des Vaillantes semble

---

<sup>7</sup> BRELOT Jean, « Une étude de sociologie religieuse sur le Jura », *Revue d'histoire de l'Église de France*, n° 130, 1951, pp. 192-196, p. 194. LIGIER Simon, « Recherches sociologiques... », thèse citée, p. 227.

<sup>8</sup> Simon Ligier démontre que la pratique religieuse diminue en raison du degré de dispersion de l'habitat et de l'éloignement de l'église et du prêtre notamment en prenant l'exemple du canton de Bletterans, de Saint-Laurent-en-Grandvaux et de quelques paroisses du canton des Bouchoux ; LIGIER Simon, « Recherches sociologiques... », thèse citée, p. 318.

<sup>9</sup> LIGIER Simon, « Recherches sociologiques... », thèse citée, p. 208-2010.

démontrer que la vie associative féminine, loin de se cantonner aux bourgs et aux petites villes, se diffuse de manière assez dense sur tout le territoire. Si comme le notent Martine Coquaud et Jacqueline Sainclivier, « l'habitat dispersé est un handicap pour une vie associative non dominicale<sup>10</sup> », il semble néanmoins dépassable et le critère de la densité de population, comme celui de la pratique religieuse ne semblent pas être des facteurs décisifs pour expliquer à eux seuls l'implantation des groupes de Vaillantes.

## 2) L'élan donné par la spécialisation en Jeunesse agricole des Vaillantes (JAV)

Si les Semeuses de Lorraine précèdent de trois ans la JAV et qu'elles sont au nombre de 400 en 1930<sup>11</sup>, les Jurassiennes ne sont pas en reste puisque le mouvement lancé en 1931 compte près de 800 membres trois ans plus tard. Entre 1931 et 1934 les différentes archives font état de 108 groupes de javistes<sup>12</sup>. Même si le Jura reste principalement un département rural, nous pouvons dès lors estimer que la spécialisation et la création de la JAV a donné un élan impressionnant au développement des groupes de jeunes filles catholiques puisque l'on comptait 110 groupes de Vaillantes en 1931. Néanmoins il faut prendre en compte le fait que le nombre d'individus engagés dans ces groupes est moindre. En effet, alors que les groupes paroissiaux de Vaillantes comptaient une vingtaine de jeunes filles, les groupes de javistes en comptent beaucoup moins. En 1932 elles sont 150 et si nous n'en comptabilisons que 523 en 1934, nous pouvons estimer, puisqu'il manque le nombre de militantes de 32 groupes, qu'elles

---

<sup>10</sup> Les auteures notent qu'une distance de quelques kilomètres à parcourir à pied ou en vélo pour rejoindre les lieux de réunions ou d'activité est rédhibitoire, « surtout pour les femmes », ce qui ne nous semble pas être systématiquement le cas même si le facteur de l'habitat dispersé peut en partie expliquer le manque d'implantation des groupes dans ces zones avant 1933. COQUAUD Martine, SAINCLIVIER Jacqueline, « Femmes et engagement dans le monde rural (19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup>) : jalons pour une histoire », dans *Ruralia*, n° 21, 2007.

<sup>11</sup> CONQ, GUILLOTEAU, LEPRIEUR, VILBOUX « JAC MRJC... », op. cité, p. 98.

<sup>12</sup> Dans le carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont est répertorié avec 31 fiches cantonales le nombre de javistes pour chaque commune du département. Nous avons considéré comme susceptibles de former un groupe uniquement les communes qui comptent plus de trois javistes. Par le biais de ces fiches, nous pouvons donc comptabiliser 85 groupes auxquels nous avons ajouté les 13 groupes du canton de Voiteur repéré dans le carton 5K3 des archives diocésaines. Nous avons également reconstitué la liste des groupes de vaillantes qui se sont intéressés au plus près à la JAV et qui sont donc susceptibles d'en avoir fait partie à partir de la présence importante de jeunes filles de ces groupes aux retraites javistes, aux Semaines rurales, des groupes ayant réalisé les enseignements agricoles par correspondance et de toute autre mention de groupes ayant organisé des réunions ou rencontres de javistes entre 1931 et 1934 : 10 groupes ont été repérés qui n'apparaissent pas dans les listes cantonales de membres de la JAV (Lons-le-Saunier ; Frontenay ; Vaux-sur-Poligny ; La Pesse ; Arbois ; Saint-Amour ; Villers-Farlay ; Mignovillard ; Bletterans ; Sainte Agnès). Au total 108 groupes de javistes ont été repérés. ADDSC, dossier 5K3 ; carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse « pochette verte et affiliations », liasse trois « fiches cantonales nominatives » ; *les Vaillantes du Jura*, septembre 1930, août 1932.

sont près de 800 avec une moyenne de sept dans chacun<sup>13</sup>. Comme nous pouvons le constater sur la carte ci-dessous, 48<sup>14</sup> paroisses où existait un groupe de Vaillantes ont développé un groupe de javistes, soit près de la moitié. Dans la plupart des cas, dans les petites paroisses rurales, la spécialisation est complète dans le sens où la JAV s'est substituée aux Vaillantes. Dans les villes et bourgs, deux groupes peuvent continuer à coexister comme c'est le cas à Dole, Lons-le-Saunier ou Saint-Claude où seules les rurales et les pluriactives s'abonnent à la petite feuille rose du bulletin et suivent les activités agricoles, qu'il s'agisse des retraites ou des cours par correspondance. Le fichier conservé dans les archives d'Hélène de Villeneuve-Bargemont permet de dresser un panorama assez complet des groupes de javistes puisque nous disposons du nombre d'adhérentes pour une importante majorité des paroisses. Les plus gros effectifs se trouvent ainsi dans la région doloise, là où la déchristianisation gagne, avec près de 170 javistes dans un rayon de 20 kilomètres autour de la plus grande ville du département. Également on observe une très forte concentration de javistes dans le canton de Nozeroy, considéré comme l'un des plus chrétiens du département avec un indice de pratique religieuse de 72 % et dans celui de Champagnole où le même indice atteint 59 %. Le Revermont reste très dynamique avec le développement *ex nihilo* de 11 groupes de javistes et il faut également noter celui de la paroisse des Moussières, dans le canton de Saint-Claude, qui compte 21 javistes alors qu'aucune Vaillante n'était répertoriée en 1931.

Surtout, la représentation cartographique nous permet d'observer que les zones où aucun groupe de Vaillantes n'était implanté ont été conquises par la JAV. Ainsi, cinq groupes de javistes apparaissent au sud de la Bresse bletteranaise<sup>15</sup>, cinq également au sud de Salins-les-Bains<sup>16</sup>, quatre au sud de Clairvaux-les-Lacs et de Saint-Laurent-en-Grandvaux, autour de la vallée de la Bienne<sup>17</sup> — même si le canton des Planches-en-Montagne reste hermétique à tout mouvement — un groupe seulement, mais le plus important du département dans la zone sanclaudienne et encore un également dans le canton de Rochefort-sur-Nenon, dans la paroisse d'Authume. Serait-ce le résultat d'une stratégie d'implantation et de conquête du territoire organisé par les dirigeantes du mouvement ? Dans tous les cas il est certain que le maillage du territoire par les mouvements catholiques féminins se resserre grâce à la JAV qui parvient à toucher des populations restées jusque-là relativement insensibles aux groupements non

---

<sup>13</sup> 523 militantes pour les 76 groupes répertoriés, ce qui constitue une moyenne de sept militantes par groupe.

<sup>14</sup> 14 en plaine, huit dans le Revermont, 19 sur les plateaux et sept dans le Haut-Jura.

<sup>15</sup> Il s'agit de Chapelle-Voland, Sainte-Agnès, Bletterans, Villevieux et Cousance

<sup>16</sup> Il s'agit de La Chapelle, Aiglepierre, Montrond, Ivory et Molain.

<sup>17</sup> Il s'agit de Leschères et Villard-sur-Bienne et plus à l'est de la vallée Chaux-des-Prés et Prénovel.

spécialisés. L'aspect identitaire du mouvement, sa préoccupation pour les conditions de vie et de travail des jeunes rurales et les diverses activités qu'il offre au premier lieu desquelles les enseignements par correspondance et les Semaines rurales, contribuent très largement à donner un élan à la création des groupes catholiques même si les effectifs restent moindres que chez les Vaillantes puisque l'on compte près de 800 javistes en 1934<sup>18</sup> pour près de 2200 vaillantes<sup>19</sup>.

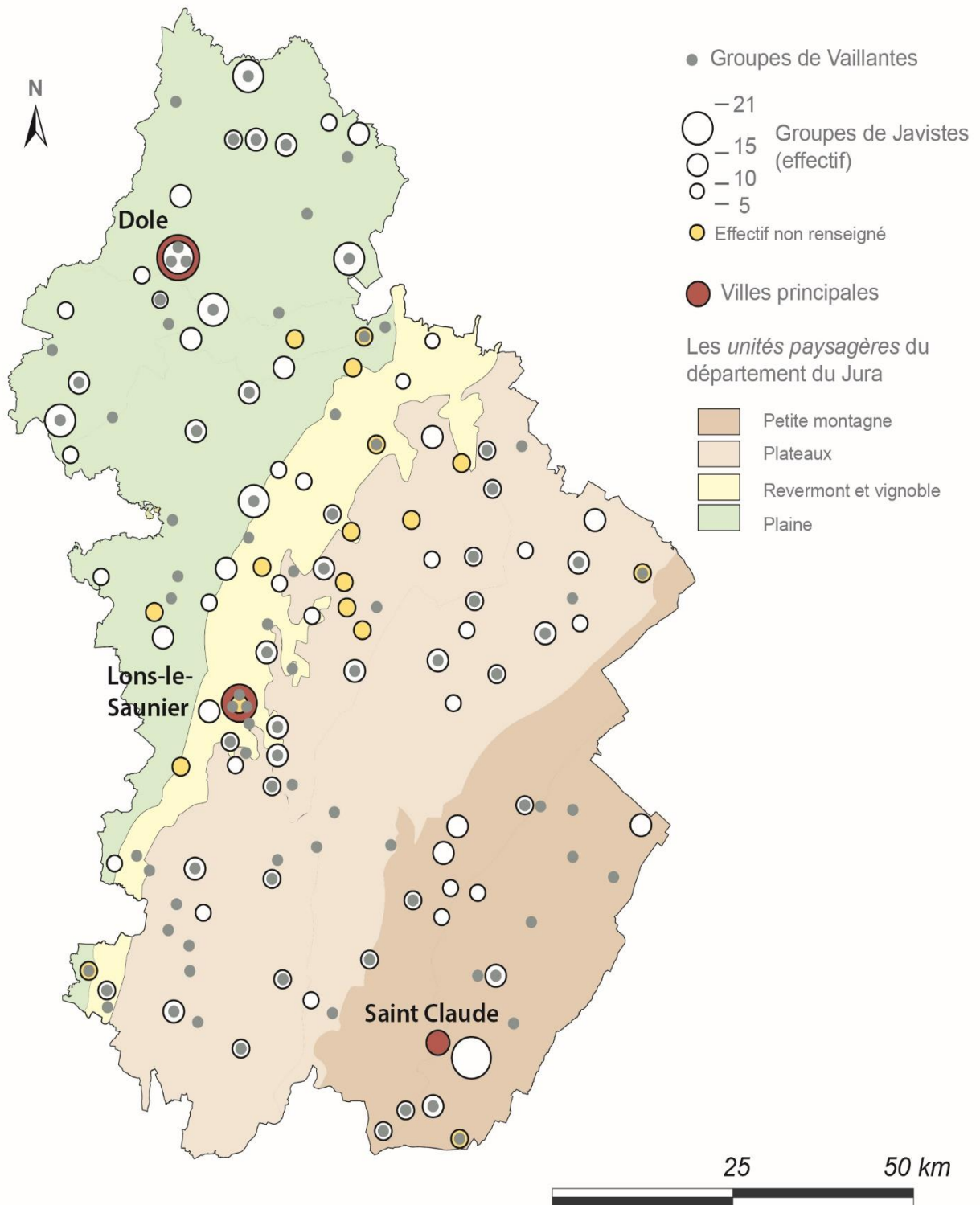
Si les groupes de javistes restent en majorité une spécialisation de groupes de Vaillantes, il faut néanmoins considérer la part de nouveauté qu'ils induisent en permettant à 46 paroisses, que le mouvement général n'était pas parvenu à pénétrer, d'être conquises. En 1934, à la veille de la création de la JACF, le territoire jurassien est donc suffisamment quadrillé par un maillage dense pour que le mouvement national puisse s'appuyer sur une structure organisationnelle préexistante et ainsi se déployer de manière optimale. C'est en effet très clairement les groupes de JAV qui sont à l'origine des premières sections jacistes.

---

<sup>18</sup> 534 sont clairement comptabilisées dans le carnet de notes d'Hélène de Villeneuve-Bargemont auxquelles il faut ajouter les 31 groupes de javistes qui comptent au minimum trois jeunes filles et en moyenne sept. Il s'agit donc de l'estimation minimale du nombre de javistes en partant de cette moyenne de sept. Rappelons également que le bulletin rose de la JAV tire à 1000 exemplaires, ce qui laisse supposer que l'audience du mouvement atteint ce chiffre ; *Les Vaillantes*, mai 1934.

<sup>19</sup> Effectifs de septembre 1931. Les javistes payent leur cotisation aux Vaillantes, elles sont donc comptabilisées en tant que telles.

# La spécialisation des Vaillantes en Jeunesse Agricole des Vaillantes (JAV) entre 1927 et 1934



Conception : Claire Bailly    Réalisation : Cyprien Durandard 2018  
 Source : *Les Vaillantes du Jura 1930-1940*, Carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC

### 3) Mutations des groupes vers la JACF

Assez étonnamment, le directeur des Œuvres du diocèse ne semble pas avoir été sollicité par les instances nationales pour le lancement de la JACF. En effet, son enthousiasme semble être relativement frais lorsqu'il annonce en avril 1934 dans le bulletin des *Vaillantes* que le père Foreau s'occupe d'organiser la JACF alors que des pourparlers en la matière ont lieu au moins depuis 1932 et que le mouvement est officiellement fondé en mai 1933<sup>20</sup>. En mars 1934, l'aumônier national dresse la liste des groupements qui ont officiellement adhéré à la JACF<sup>21</sup> dans laquelle ne figure donc pas le Jura qui compte pourtant un mouvement spécialisé de plus de 100 groupes et près de 800 militantes. Un travail souterrain préalable a néanmoins été accompli par le directeur des Œuvres puisque l'annonce de la création du mouvement aux Jurassiennes se double de celle du rattachement au mouvement national validé par l'évêque et de l'encouragement à l'abonnement à la *JAF*. Après une première retraite étiquetée JACF en novembre 1934 prêchée par le père Foreau, la première section est affiliée en août 1935 et le processus de mutation de la JAV en JACF se met en branle très rapidement puisqu'à la fin de l'année le Jura compte six sections dont cinq étaient au préalable des groupes de JAV.

Comme nous pouvons le constater sur la carte ci-dessous, 20 des groupes de JAV ont mué en sections jacistes. Nous avons fait le choix de restreindre notre analyse aux sections ayant été affiliées avant 1940 pour supposer une possible continuité entre les principaux membres ou du moins une certaine dynamique dans ce sens. Surtout, après 1940 d'autres facteurs plus pertinents pourraient être pris en considération pour comprendre les raisons d'une affiliation au mouvement dans la France vichyste et occupée. Notons néanmoins que La Pesse, affiliée en 1943 a accueilli un groupe de JAV avant 1935<sup>22</sup>.

Loin de couvrir tout le territoire départemental, les premières sections de JACF se concentrent principalement dans la région nord des plateaux, dans les cantons de

---

<sup>20</sup> Just Pouillard n'est pas présent à la réunion privée de fondation de la JACF qui réunit les organismes et les acteurs directement concernés par cette création le 10 mai 1933 rue d'Assas à Paris. Le mouvement est approuvé par l'ACA en juillet, mais l'accord reste confidentiel. CONQ, GUILLOTEAU, LEPRIEUR, VILBOUX « JAC MRJC... », op. cité, pp. 115-117.

<sup>21</sup> Il s'agit des Semeuses de Lorraine, des diocèses de Lille, Cambrai, Langres, Grenoble et d'Arras ; ibidem, p. 120.

<sup>22</sup> Les 13 autres sections affiliées entre 1941 et 1944 ne comptaient pas de groupe de JAV (1941 : L'Abbaye en Grandvaux / Sarrognia / Le Deschaux Villers-Robert / 1942 : Lains Dessia / Châtillon / Cuisia / Nantey Epy Bourcia / 1943 : Les Rousses / Rouffange Ouney / La Pesse / la Boissière / Arinthod / 1944 : Saint Loup / Annoire Chemin), LACROIX Pierre, « la JAC dans le Jura... », op. cité, état des sections, archives du MRJC, G, 1935-1939 et tableau général des sections communiqué par Mlle Clavez.

Champagnole<sup>23</sup> et surtout de Nozeroy qui accueille six sections<sup>24</sup> relativement proches les unes des autres, dans la plaine doloise et dans le centre et le nord du Vignoble entre Poligny et Salins-les-Bains. Les dynamiques de ces dernières zones peuvent être imputées à l'impulsion de certaines individualités sur lesquelles nous sommes déjà revenue. Il s'agit d'une part de Thérèse Corneille, initiatrice de la JAV qui ne ménage pas son zèle pour convertir la région doloise dont le développement jaciste prend par ailleurs appui sur l'établissement de Mont-Roland à Dole qui accueille l'écrasante majorité des jeunes retraitants et retraitantes jurassiens<sup>25</sup>. Les sections de Bersaillin, Tourmont, Poligny et Arbois doivent en grande partie leur adhésion et leur dynamisme à la présence de la secrétaire fédérale du mouvement, Hélène de Villeneuve-Bargemont, résidente du château de Bersaillin. Aiglepierre et La Chapelle et plus tard, le centre de Salins-les-Bains, doivent beaucoup à l'ardeur d'un prêtre, Paulin Bulaboïs<sup>26</sup>, tout comme la section de Plasne qui, si elle s'appuie sur Félicie Reverchon, ardente javiste, est largement soutenue par l'abbé Raymond Lançon déjà initiateur de la JAC de Château-Chalon.

Il est plus difficile de dégager des individualités motrices pour ce qui est du développement de la JACF autour de Nozeroy et de Champagnole. L'habitat groupé et les durs hivers favorisent les rencontres dans des zones qui, nous l'avons déjà souligné, font partie des plus pratiquantes du département. Il faut néanmoins souligner que les sections JAC et JACF de Gillois sont affiliées la même année en 1936 et que la création de la section masculine de Bief-du-Fourg suit de peu celle de la section féminine<sup>27</sup>. Ici, le dynamisme des curés Marcel Lacroix<sup>28</sup> et Paul Bonnefoy<sup>29</sup> a sans doute pesé. La JACF compte néanmoins sept sections dans un rayon de six kilomètres alors que son équivalent masculin seulement deux avant 1939.

La moitié sud du Jura ne compte que trois sections dont deux dans le Haut-Jura. Il s'agit des Moussières, dont le groupe de JAV était le plus important du département avec son effectif de 21 militantes et était entraîné par Germaine Barbe, secrétaire du groupe au moins depuis 1933<sup>30</sup> et du Lac-des-Rouges-Truites. Cette dernière section ne comptait pas de groupe de

---

<sup>23</sup> Avec les sections de Monnet-la-Ville, Champagnole et du Pasquier.

<sup>24</sup> Fraroz, la première section du département à avoir été affiliée, Bief-du-Fourg, Mignovillard, Gillois, Arsure-Arsurette et Mièges.

<sup>25</sup> Dans la région doloise, on compte Thervay, Malange, Auxange, La Loye, Chissey et Neublans comme section jaciste.

<sup>26</sup> Paulin Bulaboïs (Maison-Alfort 06/06/1899-12/04/1971) est très actif dans les mouvements de jeunesse et en particulier la JACF. Il fonde la section d'Aiglepierre puis le centre de militantes de Salins-les-Bains et envoie 10 lettres à Hélène de Villeneuve-Bargemont entre 1935 et 1937 ; SR 1936, n° 50, p 498 ; ADDSC ; cartons de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettres 12, 234, 247, 316, 355, 360, 96, 201, 238, 70.

<sup>27</sup> Affiliation de la section JACF de Bief-du-Fourg fin 1936 et de la section JAC fin 1937.

<sup>28</sup> Curé de Gillois de 1929 à 1949.

<sup>29</sup> Curé de Bief-du-Fourg de 1912 à 1958.

<sup>30</sup> *Les Vaillantes*, juin 1933.



Vaillantes ni de JAV ce qui laisse supposer que le jeune curé, André Vuillod, auparavant vicaire à Dole et déjà repéré comme aumônier de la section masculine en 1937<sup>31</sup>, a joué un rôle non négligeable dans le développement de la JACF. Enfin, la dernière section du sud du Jura, dans le Revermont, Sainte-Agnès, est très clairement portée par la présidente du mouvement, Marguerite Clavez qui habite à trois kilomètres, à Cesancey, et qui motive un groupe sur une paroisse où elle avait déjà initié la JAV.

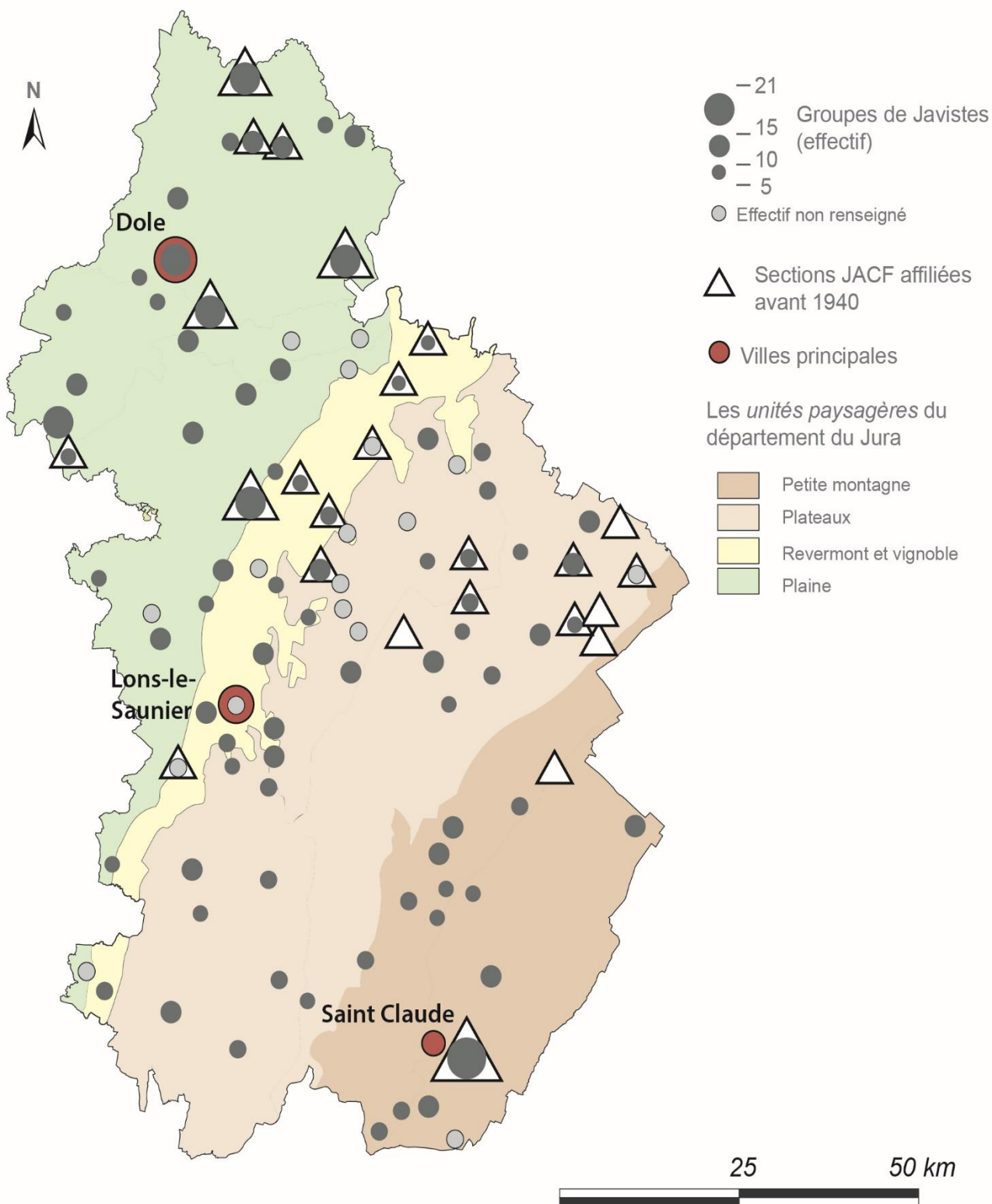
C'est donc principalement la partie nord-est du département qui est touchée par le développement de la JACF en suivant un arc de Thervay à Mignovillard qui traverse la plaine, le Vignoble et les plateaux jurassiens et par là même, un territoire relativement hétérogène au niveau de la pratique religieuse. À ce sujet, il convient de rappeler que le mouvement jaciste et l'Action catholique en général avaient pour objectif premier de lutter contre la déchristianisation, ce qui rend plus lisible l'implantation de section jaciste dans « les terres d'indifférence » de la plaine doloise où les chrétiens se sentent quelque peu isolés au contact de la population ouvrière et où la déchristianisation leur est plus visible donc moins supportable. Il se peut également que le mouvement se développe dans la même optique dans le Vignoble jurassien où les pays de vignes sont jugés moins pratiquants par Simon Ligier et où la résistance catholique face à la tradition républicaine et radicale-socialiste est toujours d'actualité dans le contexte des années 1930. Enfin, s'il ne convient guère de revenir sur le développement du mouvement dans les « terres chrétiennes » de Champagnole et Nozeroy, il faut néanmoins rappeler que ces sections jacistes, dans ces diverses régions, comme pour les sections masculines, n'ont pas forcément pris la même orientation et initié le même type d'activité que celles des plaines et du Vignoble. Ainsi, du côté de Champagnole et Nozeroy, l'heure n'est pas encore à la résistance face à une potentielle déchristianisation, mais plutôt à la réflexion au nouveau souffle à donner à la pratique religieuse traditionnelle et au maintien d'une sociabilité locale juvénile.

L'articulation entre les différents mouvements de jeunesse catholique féminine des années 1920 aux années 1930 semble en grande partie effective. Avec une multitude de groupes répartis sur le territoire diocésain, le Jura peut compter sur une culture de l'engagement suffisamment enracinée, une organisation efficace et des responsables et militantes prêtes à constituer les futures troupes de la JACF.

---

<sup>31</sup> *Nenni ma foi !* décembre 1937.

# Groupes de JAV et de Jeunesse Agricole Catholique Féminine (JACF) dans le Jura (1934-1940)



Conception : Claire Bailly Réalisation : Cyprien Durandard 2018  
 Source : *Les Vaillantes du Jura 1930-1940*, Carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC

## II Modalités, réussites et échecs de l'affiliation

En avril 1934, le bulletin des *Vaillantes* s'ouvre sur un gros titre annonçant la création de la JACF. Sous la plume du chanoine Pouillard nous pouvons lire qu'il « est tout naturel — et c'est la décision de Monseigneur — que nos sections JAV soient rattachées, elles aussi, le moment venu, au groupe national de la JACF et à lui seul pour éviter la confusion et la dispersion de nos forces ». Si l'idée paraît cohérente et évidente pour l'Église diocésaine, le processus de rattachement est loin d'être systématique et « naturel ». Les affiliations au mouvement national requièrent rigueur et investissement et peuvent se heurter à des difficultés.

### 1) Se constituer en section jaciste

Depuis 1931 le bulletin rose de la JACF publie des questionnaires pour les javistes qui visent à construire le travail de groupe autour d'une réflexion collective sur le milieu de vie. Le premier, qui concerne l'isolement à la campagne, paraît en juin accompagné de quelques réflexions sur le sujet<sup>32</sup>. Les jeunes filles sont invitées à le travailler lors des réunions de groupe et à formuler des réponses individuelles qui sont publiées en novembre de la même année dans le bulletin. Outre l'intérêt du sujet, qui concerne de près les préoccupations des jeunes filles, la motivation liée à la publication n'en rend le travail que plus assidu. Onze réponses sont ainsi éditées, attisant très certainement l'appétence des autres jeunes filles même si seulement les initiales des noms et prénoms des auteures apparaissent. Ces réponses, très certainement sélectionnées, montrent que le meilleur moyen de remédier à l'isolement à la campagne est de créer des groupes, de s'instruire, de se faire aider avec conseils et encouragements des dirigeantes de la JAV et de développer une pratique religieuse qui soit collective<sup>33</sup>. L'année suivante le sujet concerne « la maison rurale » et les améliorations à apporter à l'habitat. Le travail des javistes est une fois de plus valorisé par la publication des réponses<sup>34</sup>. En 1933 la dénomination de l'exercice change, on parle désormais d'enquête et non plus de questionnaire. Serait-ce lié à l'influence de la JAC et de ses méthodes ? C'est possible d'autant plus que

---

<sup>32</sup> Nous ne pouvons pas déterminer si ce questionnaire et les réflexions associées émanent des dirigeantes locales du mouvement ou sont d'inspiration nationale (lesquelles?), les quelques pages des *Vaillantes du Jura* sur le sujet étant manquantes.

<sup>33</sup> *Les Vaillantes du Jura*, novembre 1931.

<sup>34</sup> Il en va de même en 1932 autour des deux enquêtes : « mes enfants seront droits et loyaux » et « employons bien notre argent » en réponse à la question sur l'argent fait-il le bonheur ? *Les Vaillantes du Jura*, juin juillet 32.

l'enquête en question fait écho à des interrogations du mouvement masculin : « si l'on quitte la terre, à qui la faute ? »<sup>35</sup> .

Depuis 1931 et le lancement de la JAV, la structuration du mouvement est relativement souple bien que des règles d'adhésion aient été établies par Thérèse Corneille. Il faut quatre critères pour faire partie de la JAV : « 1. être cultivatrice (ou rurale s'intéressant à la culture) ; 2. avoir au moins 16 ans et une bonne conduite ; 3. être abonnée au bulletin des *Vaillantes* ; 4. demander soi-même son admission » et il est également annoncé que seraient adoptés « l'esprit et les méthodes de la Jeunesse agricole catholique vaste groupement national de tous les jeunes paysans de France »<sup>36</sup> et précisé qu' « on distinguera à la JAV les missionnaires, les simples adhérentes et les sympathisantes. Aux missionnaires d'amener les sympathisantes ! D'entraîner les adhérentes ! Une solide formation sera donnée à l'élite en vue de conquérir la masse. »<sup>37</sup>.

En février 1932 la Fédération met en place une cotisation spécifique pour les javistes, qui ne sont alors que 150<sup>38</sup>, qui comprend l'abonnement au bulletin des *Vaillantes*, la cotisation fédérale et la réception de la feuille des cours agricoles par correspondance. Cela leur permet également l'acquisition « d'un timbre spécial sur la carte de *Vaillantes* » qui distingue les non spécialisés. Entre 1932 et 1935 les javistes se structurent de plus en plus sur un modèle qui semble être un syncrétisme des diverses fédérations de jeunes filles et de la JAC. On distingue alors les responsables, directrices d'Œuvres qui mènent le mouvement des militantes parmi lesquelles on distingue adhérentes et sympathisantes : les « adhérentes : celles-ci sont les braves, les ardentes. Elles ont été jusqu'au bout de l'effort. Elles sont parfaitement en règle : abonnement au bulletin des *Vaillantes*, cotisation JAV et fédérale, demande personnelle d'inscription ». « Les sympathisantes : ce sont celles que la JAV intéresse ; elles aiment bien lire la feuille rose, elles l'ont réclamée. Peut-être ont-elles répondu à l'enquête, ou qu'elles sont venues à une réunion javiste. Mais c'est tout ! Elles n'ont pas encore fait de vrai sacrifice pour entrer complètement dans le mouvement »<sup>39</sup>. On voit ici comment l'établissement d'un début de structure organisationnelle de la JAV permet de préparer le terrain à celle de la JACF, notamment par cette distinction entre militante et sympathisante et par l'engagement assumé des individus dans une entreprise d'apostolat du semblable par le semblable.

---

<sup>35</sup> *Les Vaillantes du Jura*, janvier 1933.

<sup>36</sup> *Les Vaillantes du Jura*, juillet 1931.

<sup>37</sup> *Les Vaillantes du Jura*, mai 1931.

<sup>38</sup> Pour 2200 *Vaillantes* qui cotisent en 1931, *Les Vaillantes du Jura*, septembre 1931.

<sup>39</sup> « La JAV est à vous ! », *Les Vaillantes du Jura*, avril 1933.

Validé promptement par l'évêque, sans doute après que le chanoine Pouillard ait longuement préparé le terrain, le rattachement des groupes de javistes à la JACF s'effectue néanmoins relativement lentement. C'est que le protocole d'adhésion au mouvement national nécessite une rigueur et un investissement qui peuvent décourager des groupes qui travaillent alors de manière plutôt informelle. De plus les consignes tardent à être clarifiées. En effet, ce n'est qu'en novembre 1934<sup>40</sup>, soit sept mois après l'annonce du rattachement des javistes à la JACF que le bulletin rose des *Vaillantes* s'attelle à la préparation des sections jacistes en annonçant qu'il faut le faire autour de deux militantes dévouées et « avec l'autorisation et sous le contrôle de M. le curé ». La première enquête d'affiliation est publiée dans le bulletin, elle concerne la connaissance du « terrain de l'action », — entendre de l'apostolat — et doit être retournée à la direction des Œuvres. Nous l'avons vu, le processus de travail à partir d'enquêtes est déjà bien entamé, les groupes qui se mettent au travail pendant l'hiver maîtrisent donc déjà bien l'exercice. Depuis avril 1934 il est conseillé aux jeunes filles de s'abonner sans tarder au journal de la JACF en sus du bulletin rose de la JAV. Outre l'abonnement et la préparation des enquêtes, les jeunes filles doivent prouver, par un investissement dans la durée et par la densité de leurs rencontres, qu'elles sont aptes à travailler collectivement comme de vraies militantes.

La matrice du dossier d'adhésion<sup>41</sup> renseigne sur la rigueur du processus dans les années 1930. Celle-ci est sans doute perçue comme gage de qualité et vise à décourager les groupes informels ou les jeunes filles qui ne sont pas jugées assez « bonnes militantes » selon des critères de dévouement et de piété. Avant de remplir le dossier d'affiliation, le groupe constitué doit avoir réalisé plusieurs réunions et des enquêtes envoyées à la direction des Œuvres qui se charge ou non d'envoyer le dossier. Ces enquêtes portent sur quatre points : après avoir présenté leur paroisse, les jacistes s'attellent à déterminer « les responsabilités religieuses », « les responsabilités familiales », « les responsabilités sociales » qui leur incombent et à définir le rôle des « militantes »<sup>42</sup>. Avant de recevoir le dossier d'affiliation des échanges épistolaires entre le curé de la paroisse et celle qui fait déjà office de secrétaire, Hélène de Villeneuve-Bargemont, ou le directeur des Œuvres garantissent la fiabilité de

---

<sup>40</sup> *Les Vaillantes du Jura*, novembre 1934.

<sup>41</sup> La matrice est nationale, seulement trois dossiers ont été retrouvés aux ADDSC : il s'agit de ceux des sections de Plasne (1936), Malange/Auxange (1936) et Saint-Loup (1937) dans le carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont.

<sup>42</sup> Enquêtes d'affiliation des sections de Blény, Cernans et Lemuy dans un dossier du père Paulin Bulaboïs, très certainement aumônier de ces sections. ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3, sous dossier Bulaboïs

l'engagement<sup>43</sup>. C'est également pour montrer au clergé local que rien n'outrepasse l'autorité qu'il peut avoir sur ses paroissiennes. Dans tous les cas il est rappelé à de nombreuses reprises dans le bulletin des *Vaillantes* que les demandes d'affiliation et les projets de section doivent être présentés par monsieur le curé<sup>44</sup>. Le dossier d'affiliation est constitué de quatre pages. La première renseigne sur la date de constitution du bureau, le nom des responsables et le nombre d'abonnées aux mensuels *La jeunesse agricole féminine* et *La Page de la militante jaciste*. Selon une consigne de la secrétaire fédérale : « Le bureau doit être élu par les adhérentes et accepté par M. le curé. On ne peut élire ce bureau avant que la section ne soit affiliée. À la 1ère réunion chercher seulement 1 responsable. C'est dans la section agissante que l'on trouvera le bureau.<sup>45</sup> [sic] ». La seconde page demande un compte rendu succinct des réunions des sept derniers mois et la troisième interroge sur l'utilisation des moyens de formation mis à disposition. Les jeunes filles doivent également renseigner sur papier libre toutes les activités qui ont été mises en place et réalisées par le groupe, de l'organisation de la propagande aux services rendus à la paroisse en passant par les fêtes rurales ou les activités professionnelles. Enfin, la dernière page indique les noms, prénom, âge et profession de chacun des membres de la section ainsi que ceux de l'aumônier. Un avis de la présidente ou de la secrétaire et de l'aumônier fédéraux doit être inscrit sur le dossier avant qu'il ne soit transféré au secrétariat national du mouvement accompagné de la cotisation de 10 francs pour l'affiliation ainsi que des cotisations individuelles dont le montant n'est pas précisé. Les dossiers ne sont pas toujours parfaitement remplis à l'image de celui de Plasne pour qui il manque les professions des jeunes filles<sup>46</sup>. Une fois les avis de la présidente de la Fédération et de l'aumônier fédéral rédigés et le dossier transmis au secrétariat national, l'autorisation d'affiliation semble se faire assez rapidement bien qu'elle ne soit pas automatique, le sérieux de l'engagement des militantes étant scrupuleusement sondé<sup>47</sup>. Les jacistes reçoivent alors leur insigne et le groupe organise une fête d'affiliation sous l'autorité d'une responsable fédérale et de l'aumônier, le chanoine Just Pouillard, ou de son adjoint le père Paul Lamy et à laquelle sont en général conviées les sections

---

<sup>43</sup> Dans la correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, 37 lettres ont été envoyées par 18 prêtres, la plupart curés de paroisse se renseignant sur le mouvement ou la sollicitant en tant que secrétaire diocésaine ; carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC.

<sup>44</sup> *Les Vaillantes*, mars 1935.

<sup>45</sup> Souligné dans le texte. Note d'Hélène de Villeneuve-Bargemont en réponse à une lettre de Thervay, 7 janvier 1936, lettre 229.

<sup>46</sup> Dossier affiliation section JACF de Plasne, annexe A-11 .

<sup>47</sup> Comme nous le montre la correspondance qu'entretient la secrétaire diocésaine avec les curés de paroisse. ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont.

JACF voisines voire les sections JAC<sup>48</sup>. Cette journée d'affiliation donne lieu à des festivités. Elle est structurée du début à la fin par des chants jacistes, religieux et même locaux<sup>49</sup> et consiste généralement en lectures de divers rapports sur l'Action catholique, la paroisse et la JACF, d'allocutions de responsables fédérales et du directeur des Œuvres ou de son adjoint et se termine dans l'enceinte de l'église par une bénédiction avec la remise des insignes et le salut du très saint sacrement<sup>50</sup>. L'église est généreusement décorée pour l'occasion avec des épis de blé et des fleurs qui font référence à l'aspect agraire de la fête et des drapeaux jacistes peuvent être déployés au milieu des jeunes filles qui, dans les années 1930, continuent de porter le béret



blanc des Vaillantes.

---

<sup>48</sup> C'est le cas lors de l'affiliation de la section JACF de Gillois le 8 novembre 1936. Une photographie montre la présence de la section masculine. ADDSC, carton d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, dossier de photographies.

<sup>49</sup> Il s'agit en général de chants vantant les mérites de la terre jurassienne : « Rien ne vaut notre Jura », brochure d'affiliation d'Arsure, 21 janvier 1936.

<sup>50</sup> Brochure d'affiliation d'Arsure, 21 janvier 1937, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse de brochures.

Photographie n° 2: Intérieur de l'église du Fraroz pour la fête d'affiliation de la section JACF de Fraroz-Arsure, 18 août 1935, ADDSC, carton de Rémy Gaudillier, dossier « Abbé Choux »

Comme nous pouvons le voir pour la fête d'affiliation de la première section jaciste du Jura qui a eu lieu au Fraroz en août 1935, les Vaillantes qui portent le béret blanc obligatoire<sup>51</sup> sont présentes en nombre, apparemment plus de 150<sup>52</sup>, et occupent toute la partie gauche de l'église. On peut observer les nombreuses guirlandes qui ornent le chœur ainsi que des drapeaux jacistes et sans doute, des drapeaux tricolores. En haut de l'autel et en dessous d'une croix en feuillage a été placé l'écusson du mouvement alors que des gerbes de blé ornent son pourtour. Enfin, et nous reviendrons sur ce point, devant l'autel, trône un calice en épi de blé, symbole de la communion entre Dieu et les hommes, entre Dieu et les paysans.

Certains des groupes qui s'engagent dans le processus d'affiliation ne deviennent pas des sections jacistes à l'image de Cernans, Lemuy et Blény qui ont pourtant rédigé avec sérieux leurs enquêtes préliminaires d'adhésion. Pour d'autres groupes, comme celui de Saint-Loup, le processus est beaucoup plus long : un dossier est déposé en 1937<sup>53</sup> et semble avoir été refusé puisque la section ne s'affilie qu'en 1944<sup>54</sup>. Entre temps les militantes ont très certainement changé et il n'est pas impossible que même la totalité de l'équipe se soit renouvelée. Il faut néanmoins noter qu'il est exigé que l'engagement dans la JAV puis dans la JACF relève d'un choix personnel. On passe donc, au moins en théorie, d'une forme de contrôle des populations via un patronage nobiliaire et religieux à un engagement qui relève moins d'une pression sociale que d'un choix délibéré et qui permet ainsi la responsabilisation des militantes. La marche vers le mouvement est longue et nécessite souvent beaucoup d'investissement et de rigueur pour des jeunes filles qui doivent s'astreindre à des réunions et un travail régulier en sus de leurs travaux sur l'exploitation ou dans l'entreprise familiale tout en restant moralement irréprochables, les regards perçants et aiguisés du prêtre et des responsables permettant un contrôle accru. Ainsi ce sont bien la structure organisationnelle de la JAV et les méthodes apostoliques et de travail des mouvements d'Action catholique qui ont en grande partie permis le développement de la

---

<sup>51</sup> L'obligation de porter le béret blanc et l'insigne des vaillantes ou de la JACF est notifiée en mars 1935 dans le bulletin des *Vaillantes*.

<sup>52</sup> D'après la *SRDC*, n° 34, septembre 1935.

<sup>53</sup> ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3, dossier d'affiliation de Saint-Loup.

<sup>54</sup> LACROIX Pierre, « La JAC... », op. cité, *SRDC*, n° 1, 1980, p. 40.



JACF. Si 25 sections sont créées à partir d'une vingtaine de groupe de javistes, il faut néanmoins s'interroger sur les 86 groupes de javistes qui n'ont pas pris le chemin de la JACF. Nous sommes déjà revenue sur les difficultés imposées par l'échelon national pour formaliser l'affiliation, mais il convient d'observer plus finement les raisons qui ont pu conduire à un échec.

## 2) L'échec de l'affiliation

Si la grande majorité des premières sections à se convertir à la JACF ont donc au préalable été des groupes de javistes il faut prendre en compte, dans cette forme de désaffectation les groupes qui n'ayant pas adhéré à la JAV ont pourtant tenté de constituer une section jaciste. Ces groupes laissent en théorie peu de traces puisque les dossiers n'aboutissent pas. Pourtant, comme nous l'avons signalé précédemment Cernans, Lemuy et Blény ont rédigé leurs enquêtes préliminaires d'adhésion qui ont été conservées dans un dossier portant le nom d'un aumônier jaciste, Paulin Bulaboïs, par Hélène de Villeneuve-Bargemont. Quelles hypothèses émettre sur cet insuccès ?

Cernans compte deux jeunes filles abonnées à la *Jeunesse agricole féminine* en 1936 qui le sont également en 1937 et c'est l'une d'entre elles qui est par ailleurs repérée comme correspondante du groupe des Vaillantes de la paroisse au début des années 1930<sup>55</sup>. Peut-être que les jeunes filles n'ont pas été jugées suffisamment motivées à moins que le terrain à conquérir n'ait semblé trop précaire et difficile pour que le dossier aboutisse comme le laisse entendre la réponse du questionnaire d'affiliation sur le terrain d'action « Désire-t-on autour de vous l'organisation officielle de la JACF et croyez-vous cette fondation possible ? », à laquelle le groupe de Cernans répond : « Certaines jeunes filles se trouvent assez chrétienne [sic] et nous prient de les laisser tranquille [sic]. D'autres prétendent qu'elles n'ont pas le temps et qu'elles ne s'occupent pas des autres. D'autres ne se trouvent pas assez parfaites. Enfin quelques jeunes filles ont répondu on ne sera plus libre. Les parents font en général cette objection : nos filles perdent déjà assez de temps, et d'autres ajoutent ça n'aboutira à rien c'est de la bêtise <sup>56</sup> ». De 1936 à 1947, le curé de Cernans est le jeune Alexandre Bourgeois, ordonné deux ans plus tôt<sup>57</sup>. Il a sans doute été initié au mouvement lors de son vicariat à Champagnole ou dans la paroisse

---

<sup>55</sup> Il s'agit de Marie Jacquemard, correspondante des Vaillantes pour la paroisse de Cernans, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3, documents 9 et 15.

<sup>56</sup> ADDSC, carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3, sous dossier Bulaboïs enquêtes.

<sup>57</sup> Fils de diamantaires, né à Foncine-le-Haut en 1909, ordonné en 1934 à Lons-le-Saunier et vicaire à Champagnole de 1934 à 1936 avant d'être curé de Cernans, ADDSC, dossier nominatif des prêtres.

de Cernans bien que celle-ci n'ait pas été officiellement affiliée puisqu'en 1942 il participe à la session de formation pour aumôniers jacistes du 15 au 16 juillet 1942 au Grand séminaire de Montciel<sup>58</sup>. Il semble s'être plus occupé du groupe de cinq jeunes hommes qui se réunit tous les jeudis depuis fin décembre 1936 sous son égide pour mettre en place la JAC<sup>59</sup>. Le secrétaire du groupe, un certain J. Jacquemard, probablement de la même famille que Marie Jacquemard, n'apparaît par la suite que comme correspondant du secteur jaciste de Salins-les-Bains<sup>60</sup>. Cela indique que le groupe a probablement préféré se rattacher au secteur de cette ville proche plutôt que de monter une section autonome et nous laisse supposer qu'il en est allé de même pour le groupe féminin. Salins-les-Bains, situé à neuf kilomètres de Cernans, a sans doute également absorbé les dynamiques de Lemuy et de Blégny tout aussi proches<sup>61</sup>. Pour autant Lemuy, avec ses sept abonnées<sup>62</sup> à la *Jeunesse agricole féminine*, ses réunions régulières et ses deux responsables zélées, Henriette Bénétruy<sup>63</sup> et Jeanne Sornay<sup>64</sup>, aurait pu constituer une section. Peut-être que le vieux curé, Charles Fiquet<sup>65</sup> alors âgé de 80 ans n'avait pas l'énergie ou la volonté de mener des réunions régulières d'Action catholique ? Blégny compte cinq militantes<sup>66</sup> dont quatre sont abonnées au journal du mouvement en 1936 et en 1937. Mais le village est tellement proche de Salins-les-Bains que les adresses de deux d'entre elles, qui doivent être des lieux-dits situés entre les deux communes, sont signalées comme salinoises. La paroisse doit sans doute être desservie par l'un des trois curés de Salins-les-Bains puisque *l'Ordo* du diocèse ne mentionne aucun prêtre. Depuis 1936, Salins-les-Bains constitue l'un des six centres jacistes du diocèse<sup>67</sup>. Les trois paroisses<sup>68</sup> sont desservies par Louis Thevenin, Joseph Prod'hon et Charles Lébé et la section jaciste voisine d'Aiglepierre est l'une des premières affiliées du département en décembre 1935 autour de son aumônier Paulin Bulaboïs. Ce dernier,

<sup>58</sup> *SRDSC*, 1942, n° 17, p 184-185.

<sup>59</sup> *Nenni ma foi !*, mars 1937.

<sup>60</sup> *Nenni ma foi !*, février 1938, mars 1938.

<sup>61</sup> Lemuy est situé à 12 kilomètres de Salins-les-Bains et à 7 kilomètres de Cernans. Blégny se trouve à trois kilomètres de Salins-les-Bains et 7 de Cernans.

<sup>62</sup> ADDSC, carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liste des abonnées aux journaux jacistes pour 1936 et 1937.

<sup>63</sup> Abonnée à la *JAF* en 1936 et 1937, co-rédige les enquêtes d'affiliation au nom du groupe de Lemuy, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3.

<sup>64</sup> Une Jeanne Sornay est repérée comme étant abonnée à la *JAF* en 1936 et en 1937 à Lemuy. Il s'agit sans doute de Jeanne Sornay qui co-rédige les enquêtes d'affiliation au nom du groupe de Lemuy, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3.

<sup>65</sup> Né en 1856 à Fraisans il est curé de Lemuy depuis 1899 et s'y éteint en 1944.

<sup>66</sup> Il s'agit de Denise et Michelle Roussey (ou Rousset), Simone Vuillermoz (ou Vuillermot), Antoinette Faton et Yvonne Duboz.

<sup>67</sup> *Les Vaillantes du Jura*, février 1936.

<sup>68</sup> Il s'agit de Saint-Anatoile, Saint-Maurice et Saint-Jean-Baptiste.

correspondant régulier d'Hélène de Villeneuve-Bargemont<sup>69</sup> anime sans doute le centre de Salins-les-Bains où il est par ailleurs nommé en 1939, d'autant plus que les questionnaires d'affiliation des groupes de Blégny, Lemuy et Cernans ont été retrouvés dans un dossier portant son nom. C'est donc sans doute la proximité de la ville de Salins-les-Bains, éventuellement associée à un faible nombre de militantes zélées ou de curés intéressés qui fait que les trois groupes, qui ont pourtant tenté de suivre le chemin de l'affiliation, ont fini par se fondre dans le centre le plus proche.

Nous avons déjà évoqué le cas de Saint-Loup qui dépose un dossier d'affiliation en 1937<sup>70</sup> et qui n'est pas affilié avant 1944<sup>71</sup>. Grâce à la correspondance de la secrétaire fédérale, nous pouvons démêler le mystère de l'échec de la première affiliation qui semble avoir suscité beaucoup d'émotions. L'affiliation est demandée en mai 1937 autour de Renée Tissot<sup>72</sup> qui dirige le groupe et du vieux curé Édouard Picaud<sup>73</sup> qui soutient très largement l'initiative. Apparemment la secrétaire fédérale est gênée par l'âge de la future présidente puisque dans une lettre du 27 mai<sup>74</sup> le curé rappelle que « la lettre tue, l'esprit vivifie » et explique les difficultés qu'il a à Saint-Loup en tant que prêtre de paroisse à mettre en application les théories des bureaux : « Chez nous c'est la terre avec toutes ses misères, ses passions ». Il a été très difficile pour lui de choisir et de convaincre Renée Tissot de diriger la section jaciste qu'il juge « au-dessous de toutes par sa culture et sa valeur morale et ses vertus ». Il estime comme « une grâce qu'elle l'aide à conduire le troupeau », qu'elle a déjà fait du très bon travail en mettant en place de nombreuses activités jacistes. Il demande que la secrétaire fédérale ne soit pas plus difficile que le chanoine Pouillard qui tolère pour diriger la section jaciste un « jeune » de 39 ans. L'argumentaire passionné du curé ne semble pas convaincre la présidente fédérale à qui madame Pasteur écrit de « tenir bon pour Saint-Loup »<sup>75</sup>. Deux semaines plus tard, madame Pasteur révèle un autre problème concernant la section où « l'esprit jaciste » n'aurait pas été compris : « J'ai donné la demande d'affiliation de Saint-Loup à M. le chanoine. Il ne sait pas

---

<sup>69</sup> Il lui envoie 10 lettres entre 1935 et 1937 et se rend régulièrement au secrétariat des Œuvres d'après madame Pasteur.

<sup>70</sup> ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3, dossier d'affiliation de Saint-Loup.

<sup>71</sup> LACROIX Pierre, « la JAC... », op cité, *SRDSC*, n° 1, 1980, p. 40.

<sup>72</sup> Abonnée à la *JAF* en 1936, repérée à plusieurs reprises comme responsable de la section en formation de Saint-Loup, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, pochette verte, document 4 ; liasse 3 document 24.

<sup>73</sup> Né à Picarreau en 1877, curé de Saint-Loup de 1909 à son retrait du ministère en 1953, il décède en 1956.

<sup>74</sup> Lettre d'Édouard Picaud, curé de Saint-Loup à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 27 mai 1937 ; ADDSC, Carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 314.

<sup>75</sup> Lettre de Lucie Pasteur à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 4 juin 1937, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 416.

trop qu'en dire. Je crois, comme vous que l'esprit jaciste est loin d'être compris. Est-ce qu'il est préférable cependant de les pousser à l'étude en les laissant entrer dans le mouvement — elles finiront peut-être, à force de lire le journal et de se réunir sous le signe de la JACF par devenir plus jacistes — ou bien faut-il attendre encore et serons-nous bien sûres qu'elles tiendront ? Je vous avoue que je déplore encore une fois, devant ce fait, l'absence d'un contrôle d'arrondissement. C'est dommage qu'on ne puisse suivre et visiter les sections flottantes comme celles-ci, qui pourtant ont le désir de faire quelque chose. Je pense que pour St-Loup, Paris différera l'affiliation et vous serez dégagée pour leur répondre »<sup>76</sup>. Le problème ne semble donc pas seulement être l'âge de la dirigeante, mais plus le contenu des réunions et la méthode employée. Les deux peuvent néanmoins être liés dès le moment où Renée Tissot s'avère être la fille unique d'un instituteur public<sup>77</sup> peut-être donc trop formée à une pédagogie de l'école républicaine pour ces dames d'Œuvres ? Madame Pasteur suggère habilement à Hélène de Villeneuve-Bargemont de laisser le secrétariat général décider pour ne pas avoir à se mettre elle-même dans une position délicate. En juin Émilie Mendre accuse réception de la demande d'affiliation, mais estime que le secrétariat général ne peut pas juger de la situation puisque les enquêtes n'ont pas été jointes<sup>78</sup>, ce qui paraît étonnant puisque le curé Picaud évoque dans son courrier la réalisation des enquêtes. Serait-ce une stratégie du secrétariat jurassien de ne pas avoir joint les enquêtes afin de provoquer le rejet du dossier par le national ? Ou s'agit-il simplement d'une erreur ? Dans tous les cas, Émilie Mendre ne fait aucune référence dans son courrier à l'âge de Renée Tissot qui figure pourtant sur la demande d'affiliation<sup>79</sup>. La situation semble au final avoir généré assez de tensions au niveau local puisque dans une lettre du 19 juillet, la présidente Marguerite Clavez qui annonce une future visite à Mont-Roland, à Dole, afin de « garder contact avec cette drôle de région », craint la présence et la réaction des « demoiselles de Saint-Loup » pour qui donc, l'affiliation semble avoir été rejetée<sup>80</sup>.

D'autres groupes, qui ne déposent pas forcément un dossier d'affiliation comme Saint-Loup, mais qui entament très largement le processus, connaissent un échec dont il importe

---

<sup>76</sup> Lettre de Lucie Pasteur à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 18 juin 1937, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 422.

<sup>77</sup> Née le 4 avril 1904 à Asans, elle est la fille de Paul Osias, instituteur, repéré comme instituteur public dans le dénombrement de population de Saint-Loup en 1921 puis comme instituteur retraité en 1926. ADJ, état civil de la commune d'Asans ; dénombremments de population de Saint-Loup, 1921, 1926, 1931, 1936.

<sup>78</sup> Lettre d'Émilie Mendre à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 25 juin 1937, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 136.

<sup>79</sup> Renée Tissot est âgée de 33 ans et est décrite comme « sans profession ». ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3, document 24.

<sup>80</sup> Elle note « Mais sûrement les demoiselles de Saint-Loup y seront... alors, gar [sic]! », lettre de Marguerite Clavez à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 19 juillet 1937, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 149.

s'expliquer les causes. En mai 1936 le bulletin des *Vaillantes* rend compte du travail de lancement de la JACF et fait état des groupes débutant le travail d'affiliation. Sur les 16 groupes cités, six n'aboutissent pas. Il s'agit de Taravent, Montigny-sur-l'Ain, Etrepigny, Ougney, Les Bouchoux et Lavigny.

Taravent est un lieu-dit situé à deux kilomètres de l'entrée de la ville de Champagnole. Le groupe qui tente le lancement de la JACF est constitué de membres d'une même famille<sup>81</sup> et est très certainement encouragé et soutenu par l'un des vicaires de Champagnole. Depuis février 1936 la ville dispose d'un centre jaciste, il n'est donc guère étonnant que Taravent n'ait pu se constituer en section autonome et que les jeunes filles aient choisi de s'unir au centre pour être plus nombreuses. À noter qu'il est probable que le centre JACF fonctionne sous l'égide de l'un des trois vicaires, dont deux d'entre eux ont été repérés comme liés à la JAC : il s'agit d'Alexandre Bourgeois<sup>82</sup>, que nous retrouvons ensuite à Cernans, et d'André Vuitton qui participe au congrès de la JAC à Paris en 1939 avec la section de Saint-Julien-sur-Suran<sup>83</sup>.

Montigny-sur-l'Ain semble être un cas similaire. Sa proximité avec Monnet-la-Ville, un kilomètre et Mont-sur-Monnet, six kilomètres, font que les rares militantes<sup>84</sup> de ce petit village de 170 habitants ont dû se joindre à un groupe plus important. Il est probable qu'elles aient rejoint la section jaciste de Monnet-la-Ville qui aboutit à l'affiliation en 1939 sous la direction du curé de la paroisse Henri Faudot, lié à la JAC notamment par sa charge d'aumônier du secteur de Champagnole<sup>85</sup>. Il est aussi possible qu'elles se soient rapprochées du centre jaciste de Mont-sur-Monnet qui semble fonctionner au moins depuis 1940<sup>86</sup> et qui est officiellement reconnu comme secteur JACF en 1942<sup>87</sup>.

---

<sup>81</sup> Thérèse Vallet et Rose Vallet sont les aînées d'une fratrie de 12 enfants dont Marie est la quatrième. Le troisième enfant de la famille, Jean, est militant jaciste depuis 1935 et devient membre du bureau fédéral en 1939, *Nenni ma foi !*, octobre 1935, décembre 1939 ; dénombrement de population de Champagnole, 1936.

est née sont les sœurs de sont repérées dans le carnet de famille des *Vaillantes* comme jacistes qui se marient, *Les Vaillantes du Jura*, avril 1942, janvier-février 1946.

<sup>82</sup> Vicaire à Champagnole de 1934 à 1936 puis curé de Cernans de 1936 à 1947, ADDSC, dossiers nominatifs des prêtres. Alexandre Bourgeois a été repéré comme participant à la session de formation pour aumôniers jacistes du 15 au 16 juillet 1942 au Grand séminaire de Montciel, SRDSC, 1942, n° 17, pp. 184-185.

<sup>83</sup> ADDSC, dossier 5K3.

<sup>84</sup> On peut repérer deux abonnées à la *Jeunesse agricole féminine* en 1936 : Suzanne Chabot et Marthe Baud. Cette dernière est encore abonnée en 1937 et est signalée comme jaciste en 1945 (*Vaillantes* janvier-février 1945) tout comme Bernadette Perrard en 1942 (*Vaillantes* novembre-décembre 1942).

<sup>85</sup> (1893-1949), curé de Monnet-la-Ville qui dessert très certainement Montigny-sur-l'Ain, de 1937 à son décès en 1949. Henri Faudot a été repéré comme participant au congrès des dix ans la JAC de 1939 à Paris avec la section de Monnet-la-ville, participant à la session de formation pour aumôniers jacistes du 15 au 16 juillet 1942 au Grand séminaire de Montciel et aumônier du secteur JAC de Champagnole en 1940 ; ADDSC dossier 5K3, SRDSC 1942, n° 17, p 184/185, *Nenni ma foi !*, avril 1940, n° 232.

<sup>86</sup> *Les Vaillantes du Jura*, novembre-décembre 1940.

<sup>87</sup> *Les Vaillantes du Jura*, septembre-octobre 1942.

Ougney semble sensiblement dans la même disposition puisque Thervay, situé à cinq kilomètres, accueille un centre jaciste au moins depuis fin 1937<sup>88</sup>. Surtout, l'abbé Pierre Lacroix note qu'Ougney s'affilie conjointement avec Rouffange, situé à quatre kilomètres et desservi par le même curé, Eugène Choux<sup>89</sup>, pour former une section jaciste en 1943. Bien que les archives consultées ne soient plus disponibles<sup>90</sup> et que sept années se soient écoulées entre la réflexion du groupe sur la JACF et son affiliation officielle, il semble donc qu'Ougney ne puisse pas être considéré comme un groupe ayant renoncé<sup>91</sup>.

Les Bouchoux constitue un groupe de JAV avec sept militantes. Cette commune de 500 habitants dispose également d'un centre JAC depuis fin 1936<sup>92</sup> et une section masculine est répertoriée en 1941<sup>93</sup>. Situé à 10 kilomètres des Moussières affilié en 1936 sous la direction d'Eugène Dusouillez il est pour autant assez étonnant que le groupe n'ait pas abouti à une affiliation jaciste. Aucune abonnée au journal la *Jeunesse agricole féminine* n'est visible en 1936 et en 1937 et aucune jaciste désignée comme telle dans le bulletin des Vaillantes. C'est d'autant plus étonnant que le curé des Bouchoux, l'abbé Paul Bailly-Comte ne semble pas hostile au mouvement, lui qui présidait aux côtés de ses confrères de Viry<sup>94</sup> et de la Pesse<sup>95</sup> les réunions JAC du centre<sup>96</sup> et qui participe au congrès des 10 ans de la JAC en 1939 à Paris avec la section des Bouchoux<sup>97</sup>. Sans abonnements au journal de la JACF et sans mentions d'éventuelles jacistes dans le bulletin diocésain il est par ailleurs peu probable que le dynamisme des Moussières et même de la Pesse à six kilomètres, qui constitue une section JACF en 1943 ait absorbé ou empêché le développement du mouvement aux Bouchoux. Les sept javistes qui ne sont pas nominativement identifiées se sont probablement mariées faisant ainsi disparaître l'élan originel. À moins qu'un incident ne soit survenu et ait momentanément suspendu toute organisation de jeunes filles puisqu'il ne semble pas qu'il ait existé, du moins à cette époque, une section JOCF dans la paroisse<sup>98</sup>. Après-guerre une nouvelle génération lancera le

---

<sup>88</sup> *Les Vaillantes du Jura*, janvier 1938.

<sup>89</sup> (1906-1977), curé de Rouffange de 1933 à 1943, ADDSC, dossiers nominatifs des prêtres.

<sup>90</sup> LACROIX Pierre, « La JAC dans le Jura... », op. cité, p. 40 état des sections, archives du MRJC, G, 1935-1939 et tableau général des sections communiqué par Mlle Clavez.

<sup>91</sup> À noter que seulement deux jacistes ont été repérées : il s'agit de Marguerite Mercier (*Vaillantes* juin 1936) et Denise Mercier (carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, listes des abonnées pour 1936 et 1937).

<sup>92</sup> *Nenni ma foi !* Janvier 1937.

<sup>93</sup> *Jeunes du Jura* Mars 1941.

<sup>94</sup> Henri Paris curé de Viry de 1920 à 1961.

<sup>95</sup> Louis Grappe curé de la Pesse et de Choux de 1930 à 1937 et Jean Pelot lui succède de 1937 à 1958.

<sup>96</sup> *Nenni ma foi !* Décembre 1936.

<sup>97</sup> Participants au congrès de 1939, ADDSC, dossier 5K3.

<sup>98</sup> Rémy Gaudillier n'en fait pourtant pas mention dans son article sur la JOC dans le Jura.

mouvement puisque l'enquête canonique effectuée en 1953 indique que 10 jeunes filles sont membres de la JACF<sup>99</sup>.

Tout aussi étonnant est le désistement du groupe d'Etrepigny. Le village qui compte près de 330 habitants dans les années 1930 est repéré comme prenant le chemin de la JAC en 1936 et un groupe suit les cours agricoles par correspondance en 1939<sup>100</sup>. L'abbé Louis Muyard est l'un des rares curés à être abonné à la *JAF* en 1936 et 1937. Sont également abonnées en 1937 trois jeunes filles dont l'une d'entre elles, Jeanne Bouvier, fait partie des membres du comité diocésain de la JACF pour l'arrondissement de Dole depuis août 1936<sup>101</sup>. D'après les lettres que cette dernière écrit à la secrétaire fédérale, le curé met beaucoup de bonne volonté et de motivation pour lancer un groupe de JACF puisqu'il va jusqu'à parler en chaire du mouvement<sup>102</sup>. C'est sur l'initiative de l'abbé Muyard et de Jeanne Bouvier que commencent les premières réunions fin 1936,<sup>103</sup> mais ils ne semblent pas parvenir à lutter contre l'indifférence locale puisqu'aucun groupe ne sera finalement constitué. La proximité du cercle de militantes de Malange, à 10 kilomètres, qui fonctionne depuis 1936<sup>104</sup>, a peut-être attiré les quelques militantes estrepignaciennes. Le dynamisme de cette petite région<sup>105</sup> n'a pu rendre que plus difficile une marche vers la JACF pour un groupe qui ne pouvait compter que sur un curé et quelques rares membres à moins que le caractère ouvrier de la commune ne l'ait plutôt orienté vers la JOCF, la double spécialisation d'une paroisse étant proscrite par des directives nationales officieuses<sup>106</sup>.

Enfin, il reste à considérer l'un des cas les plus intéressants de cette désaffection : le groupe de Lavigny. Le curé, Jules Bonnefoy semble réticent aux mouvements d'Action catholique bien qu'il annonce ponctuellement en chaire quelques dates de réunion et de rencontres qui se tiennent au centre de Voiteur situé à cinq kilomètres<sup>107</sup>. La paroisse est pourtant dynamique en la matière puisque le groupe de jeunes hommes est affilié à la JAC en

---

<sup>99</sup> ADDSC, enquêtes canoniques de 1949.

<sup>100</sup> *Les Vaillantes du Jura*, juillet-août 1939.

<sup>101</sup> *Les Vaillantes du Jura*, septembre 1936

<sup>102</sup> Lettres de Jeanne Bouvier à Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettres 162, 258 et 286, 1936.

<sup>103</sup> Lettre de Jeanne Bouvier à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 17 novembre 1936 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 310.

<sup>104</sup> *Les Vaillantes du Jura*, octobre 1936

<sup>105</sup> Malange tout comme sa voisine Auxange ont connu un groupe de JAV et font partie des premières sections affiliées en 1935.

<sup>106</sup> Lettre d'Émilie Mendre à Hélène de Villeneuve-Bargemont du 1<sup>er</sup> janvier 1937 qui explique que l'on ne peut pas lancer deux mouvements d'Action catholique dans le même village, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 144.

<sup>107</sup> ADDSC, archives de la paroisse de Lavigny, Registre d'annonce, 1920-1955.

1935 et que la JAV fonctionne avec une dizaine de militantes au début des années 1930. Les jeunes filles de Lavigny sont par ailleurs assidues aux enseignements par correspondance puisqu'elles remportent une bourse pour la Semaine rurale en 1930 et en 1931<sup>108</sup>, qu'elles sont au sommet du palmarès en 1932<sup>109</sup> et en deuxième position en 1934<sup>110</sup>. Le 22 janvier 1936 elles organisent une journée jaciste à Lavigny avec le soutien du curé autour de la secrétaire et de la présidente diocésaines, Hélène de Villeneuve-Bargemont et Marguerite Clavez<sup>111</sup>. Celles-ci se rendent par ailleurs régulièrement dans la paroisse puisque chaque année, en septembre, le pèlerinage local attire les Vaillantes et les sections JACF environnantes. En 1935 le chanoine Pouillard et Hélène de Villeneuve-Bargemont y présentent la JACF<sup>112</sup> et l'année suivante Hélène vient avec sa sœur Élisabeth afin de présider une réunion jaciste à l'issue du pèlerinage<sup>113</sup>. En 1938 c'est Marguerite Clavez qui se déplace une nouvelle fois pour faire une allocution sur la JACF<sup>114</sup>. Pourtant le groupe composé d'une vingtaine de jeunes filles ne suit pas la voie de l'affiliation jaciste et persiste sous une forme non spécialisée des Vaillantes sous le nom des Violettes de Notre-Dame<sup>115</sup>. En 1936 seules deux Vaillantes étaient abonnées à *La Jeunesse agricole féminine*, une seule en 1937 alors que les abonnements au bulletin des Vaillantes ne cessent d'augmenter passant de 12 en 1940 à 17 en 1941<sup>116</sup>. Il est probable que le curé, Jules Bonnefoy, refuse d'endosser la charge d'aumônier ou de voir le groupe de jeunes filles se spécialiser et, par là même, perdre des membres. S'il redoute de voir se réduire le contrôle de l'Église sur les jeunes filles de la paroisse, c'est sans doute parce que les jeunes hommes fonctionnent de manière autonome et sans son aide au sein de la section jaciste du village. Il se peut aussi que ce soit les jeunes filles elles-mêmes, peu attirées par la JACF qui décident de persévérer dans un mouvement non spécialisé. C'est pour autant étonnant dès le moment où leurs frères étaient de zélés propagandistes du mouvement<sup>117</sup>. Il est également possible que le problème réside dans l'omniprésence de la famille de Longeville. Nous sommes déjà revenue sur celle-ci qui exerce son patronage dans la commune et tout particulièrement par

<sup>108</sup> *Les Vaillantes du Jura*, septembre-octobre 1931.

<sup>109</sup> *Les Vaillantes du Jura*, août 1932.

<sup>110</sup> *Les Vaillantes du Jura*, juillet-août 1934.

<sup>111</sup> *Les Vaillantes du Jura*, février 1936.

<sup>112</sup> *Les Vaillantes du Jura*, octobre 1935.

<sup>113</sup> *Les Vaillantes du Jura*, juillet-août 1936.

<sup>114</sup> *Les Vaillantes du Jura*, août-septembre 1938.

<sup>115</sup> *Les Vaillantes du Jura*, février 1940.

<sup>116</sup> *Les Vaillantes du Jura*, janvier 1941.

<sup>117</sup> Aux côtés de Gilberte de Longeville, M. L. Répécaud du hameau de Rosnay est abonnée à la *JAF* en 1936. Née en 1922, il s'agit de la sœur du jaciste Alix Répécaud, dénombrement de population de Lavigny, 1936, AM Lavigny.



l'action de quatre de ses filles dans les mouvements catholiques paroissiaux et diocésains. La tournée des sections réalisée par Monique de Longeville au printemps 1933 et dont le carnet est conservé aux archives diocésaines<sup>118</sup> donne à voir l'investissement dans les paroisses du canton de son auteure. Sont consciencieusement notés les états d'esprit de chaque groupe, les « têtes » qui s'en dégagent et les potentiels d'encadrement des curés. Nous découvrons ainsi que le curé du Fied est hostile aux Vaillantes alors que le groupe est porté par une jeune fille zélée, mademoiselle Vallet que nous retrouverons par ailleurs aux débuts de la JACF, que les curés de Château-Chalon et Lamarre sont absents et que celui de Saint-Germain-les-Arlay est jugé « trop âgé » pour s'occuper d'un mouvement. Il est souvent notifié que « les dirigeantes (sont) à recruter pour l'apostolat », ce qui nous donne des indications à la fois sur les objectifs de Monique de Longeville, mais également sur celui de la Fédération des Vaillantes qui cherche les meilleurs éléments pour les orienter vers l'entrée en religion. Cette tournée des Vaillantes du canton pour mesurer le degré de foi et de volontariat des jeunes filles et juger du dynamisme des groupes visait, semble-t-il, à développer la JAV voir la JACF puisqu'après la prise d'habit de Monique chez les petites sœurs de l'Assomption à Paris en 1934<sup>119</sup>, Nelly et Gilberte, loin d'être hostiles à la spécialisation, sont toutes deux nommées co-secrétaires fédérales de la JACF en 1934 au moment de l'organisation de la fédération<sup>120</sup> pour seconder Hélène de Villeneuve-Bargemont. Gilberte quitte le Jura en 1937 suite à son mariage et Nelly devient « dirigeante chef » des Âmes vaillantes et monitrice fédérale du mouvement sportif catholique le Rayon sportif féminin (RSF) puis présidente de la Fédération gymnastique et sportive des patronages de France (FGSPE)<sup>121</sup>. Il reste pour autant étonnant qu'une section jaciste ne se soit pas mise en place entre 1935 et 1937, avant le départ de Gilberte. Nelly aurait pu également prendre en charge sa direction à moins que ses nombreuses activités, trop chronophages ne l'en aient empêchée. Serait-il possible qu'une brouille entre les filles de Longeville et Hélène de Villeneuve-Bargemont ait gêné cette spécialisation ? C'est possible d'autant plus qu'aucun échange épistolaire entre ces dernières n'a été repéré<sup>122</sup> tout comme entre la secrétaire diocésaine et les jeunes filles de Lavigny qui ne la sollicitent donc pas. Pourtant, Gilberte de Longeville est affiliée individuellement au mouvement<sup>123</sup> et est abonnée à la Jeunesse

---

<sup>118</sup> Il a été déposé aux ADDSC par l'abbé Pierre Lacroix suite au don de Nelly de Longeville en 1979.

<sup>119</sup> *Les Vaillantes du Jura*, mai 1934.

<sup>120</sup> *Les Vaillantes du Jura*, janvier 1935.

<sup>121</sup> *Les Vaillantes du Jura*, mars-avril 1945.

<sup>122</sup> Carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC.

<sup>123</sup> Considérée comme « jaciste isolée » elle est rattachée au centre de Lons-le-Saunier, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3, liste des sections et membres.

agricole féminine en 1936 et en 1937<sup>124</sup>. Suite à son départ dans le Loir-et-Cher à la fin de cette même année<sup>125</sup>, on apprend dans les *Vaillantes* de janvier 1938 qu'elle s'est consacrée au lancement de la JICF. Elle fait parvenir une lettre en partie publiée dans le bulletin : « j'ai mis dans ma chambre, à la place d'honneur, Notre Dame de l'Espérance, patronne de la JICF et souvenir de ma chère fédération. C'est toujours pour moi une émotion de m'agenouiller devant elle et de penser à vous<sup>126</sup> ». Elle a dû être sollicitée par le directeur des Œuvres pour lancer ce mouvement auquel elle se serait consacrée pendant l'année 1937 au détriment de la JACF et de la possible affiliation du groupe de Lavigny. Une explication nous est fournie par une lettre de Lucie Pasteur en date du 18 juin 1937 : « Il me semble que Gilberte pourrait continuer à s'occuper de la JACF, c'est son premier milieu. Mais, depuis un an je la trouve plus vide d'idées, elle va par impulsion, mais elle a besoin d'être soutenue et formée par ailleurs. À la JACF, elle donne, mais ne reçoit pas, à cause de sa situation qui la met au-dessus des autres jeunes filles des cercles. Je crois qu'elle a besoin d'un autre centre de formation où elle puisera elle-même ce qui lui est nécessaire. Le Noël ne lui a rien donné du tout cette année. La JICF l'emballa parce qu'elle retrouve la même méthode et la même manière de procéder qu'à la JACF. Je crois qu'il y aurait là pour elle le grand remède à cette agitation un peu superficielle que nous constatons. Monseigneur qu'elle a vu samedi lui a parlé dans le même sens. Faites de la JICF pour vous, lui a-t-il dit, et continuez à vous occuper de la JACF pour les cercles qui vous entourent. Je crois que cette formule serait bonne. [sic]<sup>127</sup> ». Il peut paraître surprenant de constater à la fois la lucidité de Lucie Pasteur sur la déconnexion sociale entre les jeunes filles et leur directrice, le fait qu'elle le signale sans ambages à Hélène de Villeneuve-Bargemont qui est pourtant dans la même situation que Gilberte de Longeville à Bersaillin et surtout, ce qu'il faudrait bien considérer comme l'échec du maintien du patronage de la famille de Longeville sur la population locale via les mouvements d'Action catholique. En effet, il apparaît assez clairement que si Gilberte de Longeville « donne mais ne reçoit pas », cela exprime, de la part des jeunes lavignaises, le désir de se défaire d'une quelconque influence du château dans leur initiative de regroupement et de travail. Lavigny semblait bien partie pour constituer une section JACF et les raisons de son insuccès en la matière sont probablement imputables en partie au curé de la paroisse et à des tensions entre les jeunes filles et l'encadrement de la famille de Longeville. Quoi qu'il en soit, loin de constituer un échec, il convient de noter que le groupe

---

<sup>124</sup> En 1937, l'abonnement est au nom de madame de Monthenay.

<sup>125</sup> *Les Vaillantes du Jura*, décembre 1937.

<sup>126</sup> *Les Vaillantes*, janvier 1938.

<sup>127</sup> Souligné dans le texte. Lettre de Lucie Pasteur à Hélène de Villeneuve-Bargemont ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 422.

des Vaillantes reste très actif puisqu'après-guerre on en compte toujours une dizaine<sup>128</sup> et que la paroisse reste pendant de nombreuses années très ardente en matière de pratique et de vie religieuse.

Les chemins qui mènent à la JACF, s'ils sont moins nombreux que ceux qui mènent à la JAC et se fondent avant tout sur la structure javiste préexistante, restent en grande partie tributaires de la motivation des militantes, du dynamisme des responsables, du contexte social local et du soutien du curé de la paroisse. Il faut que ces facteurs soient réunis pour que l'affiliation au mouvement soit effective, même si, comme nous l'avons vu pour le cas de Saint-Loup, « l'état d'esprit » jaciste peut aussi entrer en considération dans le jugement émis par le secrétariat fédéral puis par celui des instances nationales, largement subordonné au premier puisque cet échelon ne dispose pas d'éléments précis pour être suffisamment perspicace. Il reste à observer plus précisément comment et selon quelles stratégies le mouvement s'est définitivement implanté dans le paysage jurassien en dépassant ces premiers échecs.

### **III Structurer et densifier le maillage jaciste**

Sans revenir trop longuement sur l'organisation du mouvement déjà mise en lumière par plusieurs travaux<sup>129</sup>, il s'agit ici de faire état de ses débuts autour de ses deux principaux visages dans le diocèse de Saint-Claude et de rendre compte dans quelle mesure sa structuration révèle une volonté de faire émerger une nouvelle élite constituée de jeunes filles formées à « l'apostolat de la rurale par la rurale<sup>130</sup> ». L'étude de l'échelon intermédiaire que constitue le secteur dans les années 1930, par le biais d'un éclairage sur le fonctionnement de celui de Lons-le-Saunier pour lequel le compte-rendu des réunions a été conservé, permettra d'observer les réalités empiriques auxquelles se confronte puis se conforme le mouvement.

---

<sup>128</sup> ADDSC, enquête canonique de 1951.

<sup>129</sup> Voir notamment FLAURAUD Vincent, « la JAC dans le Massif-central méridional... », op cité ; PARAVY Gaston, « La JAC, mouvement d'éducation : sa représentation dans le journal *La Croix*, 1929-1962 », thèse de troisième cycle en sciences de l'éducation, Lyon II, 1981 ; GASIGLIA Bertrand, « Militantisme au sein de la jeunesse agricole chrétienne féminine 1933-1965 », mémoire de DEA, IEP de Grenoble, 1995 ; FAUVET Étienne, *La stratégie éducative de la JAC et du MRJC dans l'Ain (1935-1979): d'une expérience initiatrice à une éducation totale*, thèse de troisième cycle en science de l'éducation sous la direction de Maurice Manificat, Université de Lyon II, 1983 ; LACROIX Pierre, « La JAC dans le Jura », dans *La Semaine religieuse du diocèse de Saint-Claude*, n° 8,9,10,12, 1979, et n° 1, 1980.

<sup>130</sup> *Les Vaillantes*, mai 1931

## 1) Des sections chapeautées par une secrétaire diocésaine

Annoncé par le bulletin des *Vaillantes* en avril 1934, l'essor de la JACF jurassienne se produit à partir de l'année suivante avec la constitution des premières sections. Fraroz est la première section affiliée le 18 août 1935<sup>131</sup> et rend parfaitement compte de la dynamique religieuse de la petite région du canton de Nozeroy, souvent considérée comme la Vendée jurassienne. S'en suit l'élan de la région doloise avec Auxange et Malange, sans aucun doute conséquence de l'élan javiste initié par Thérèse Corneille, puis celle portée par l'abbé Paulin Bulabois avec Aiglepierre et Chissey-Germigney et enfin, Neublans. Une réunion des dirigeantes avait eu lieu début décembre 1934 autour du vicaire général Jean Cheylus pour qu'il leur soit précisé qu'elles « n'auront pas à intervenir dans la formation des groupes, mais se mettront à la disposition des paroisses. Elles doivent se considérer comme des aides, des agents de liaison entre la Direction des Œuvres et les isolées<sup>132</sup> ». Sans vouloir éloigner les anciennes directrices d'Œuvres, leur pouvoir est néanmoins largement restreint pour que les sections soient à l'initiative des jeunes filles elles-mêmes, comme le requiert l'état d'esprit de l'Action catholique spécialisée. S'en suit une réunion de militantes en janvier 1935 à l'Institut ménager de Lons-le-Saunier autour de Marguerite Clavez et Jeanne Colin<sup>133</sup> et surtout, une première récollection assortie d'une sortie sur le terrain début février avec la visite de la ferme-modèle de Bersaillin par le vicomte de Villeneuve-Bargemont, le père d'Hélène et Élisabeth de Villeneuve-Bargemont et gendre du marquis de Froissard qui a pris la suite de celui-ci dans la gestion du domaine châtelain<sup>134</sup>.

C'est justement autour d'Hélène de Villeneuve-Bargemont qu'est constitué, à l'été suivant, un secrétariat diocésain. Le directeur des Œuvres annonce que pour « cette tâche, il faut une personne libre de son temps, qui puisse facilement se déplacer ; une personne expérimentée, bien au courant de l'esprit et des méthodes de la JAC qui n'absorbe pas par conséquent les initiatives des jeunes agricoles, mais qui les provoque et les dirige ». Il justifie ce choix en revenant sur son expérience en matière d'apostolat rural et surtout, sur sa généalogie : « elle a de qui tenir : nos cultivateurs du Jura ne sont pas près d'oublier son vénéré

---

<sup>131</sup> Ce sont 22 jeunes filles de Fraroz et des Arsures qui sont affiliées dans l'église du Fraroz en présence de 150 *Vaillantes* du canton de Nozeroy. *SRDSC*, n° 34, 1935.

<sup>132</sup> *Les Vaillantes*, janvier 1935.

<sup>133</sup> *Les Vaillantes*, février 1935.

<sup>134</sup> *Les Vaillantes*, mars 1935

grand-père, M. le marquis de Froissard, fondateur avec M. Milcent du premier syndicat agricole de France à Poligny en 1884, dont toute la vie a été un bel exemple de foi et de dévouement à la classe agricole. Dans sa lignée paternelle, elle compte des hommes qui se sont fait un nom par leur compétence agricole, mise au service des travailleurs de la terre. Héritière de ses traditions, Mademoiselle Hélène de Villeneuve s'est tout naturellement passionnée pour notre JACF naissante et lui a apporté un concours précieux.<sup>135</sup>». Il est de suite signifié que le choix a été ratifié par l'évêque du diocèse ainsi que par le secrétariat national parisien. La grande réunion jaciste de Mont-Roland le deux août intronise officiellement Hélène de Villeneuve-Bargemont dans ses fonctions et il est annoncé la venue de la présidente nationale de la JACF, Émilie Mendre pour présider la première Semaine rurale jaciste qui a lieu du 18 au 23 novembre à l'Institut ménager de Lons-le-Saunier. Marguerite Clavez est confirmée dans sa fonction de présidente diocésaine au moins depuis septembre 1935 même si aucune annonce officielle n'apparaît dans le bulletin des *Vaillantes*<sup>136</sup>. Cette fonction semble à première vue être honorifique et l'essentiel du pouvoir reste entre les mains de la secrétaire diocésaine, Hélène de Villeneuve-Bargemont.

**Encart biographique : Hélène et Élisabeth de Villeneuve-Bargemont : réinventer la noblesse féminine au service d'un catholicisme agrarien**

Les deux sœurs sont issues des prestigieuses lignées des Froissard de Bersaillin et des Villeneuve-Bargemont, par leur père, Hélion, petit-fils du vicomte Alban de Villeneuve-Bargemont, l'un des initiateurs du catholicisme social dans les années 1820, proche de Montalembert et d'Armand de Melun. Leur mère, Simone, est l'une des principales figures de la Ligue dans les années 1920 et elles-mêmes s'y investissent à la fin des années 1920 et participent aux réunions des *Vaillantes* dans le même temps. Hélène devient le bras droit de la secrétaire des Œuvres diocésaines, Lucie Pasteur, et prend officiellement en charge le secrétariat de la JACF en 1935, mais officieusement depuis plus longtemps, car elle s'occupait déjà en grande partie du secrétariat de la JAV comme en témoignent ses archives<sup>137</sup>. Les deux sœurs sont responsables de la section locale de la JAV puis de la JACF, à Bersaillin, qui fut l'une des premières sections affiliées du département le premier janvier 1936. De 1935 à 1938 Hélène est donc promue représentante de la JACF dans le diocèse en tant que secrétaire du mouvement. Sa position sociale permet au mouvement de s'ancrer définitivement dans le paysage jurassien puisqu'elle entretient des rapports personnels avec l'évêque qu'elle voit régulièrement et qui rend possibles sa reconnaissance

<sup>135</sup> *Les Vaillantes*, juillet-août 1935.

<sup>136</sup> *Les Vaillantes*, septembre 1935.

<sup>137</sup> C'est notamment grâce à la liste des groupes paroissiaux de JAV conservées dans ses archives que nous avons pu dresser un panorama jurassien du mouvement ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3.

et son soutien par la hiérarchie ecclésiastique<sup>138</sup>. Le chanoine Pouillard qui contribue à sa nomination la justifie ainsi dans un courrier qu'il lui adresse : « votre famille est avantagement connue : Votre grand-père s'est fait tout à tous avec les cultivateurs qui le vénéraient, c'était un saint : avec cela bien des portes s'ouvriront qui resteraient fermées à d'autres et vous n'avez pas besoin de présentation »<sup>139</sup>. Sa résidence de Bout-du-Bois à Montjavoult dans l'Oise lui offre la possibilité de passer régulièrement par Paris et lui ouvre ainsi les réseaux nationaux de la JACF. Elle semble bien connaître Émilie Mendre, la présidente nationale avec qui elle échange une correspondance régulière<sup>140</sup> et qu'elle voit ponctuellement. Très investie dans le mouvement, Hélène se rend régulièrement à des affiliations de section, des pèlerinages et des réunions de centre ou de secteur ; en outre elle siège au comité diocésain. Elle se charge surtout de réceptionner les commandes des abonnements, les enquêtes d'affiliation et de motiver les troupes, d'où une intense correspondance avec les militantes et les prêtres des paroisses concernées.

Élisabeth<sup>141</sup>, si elle est beaucoup moins visible dans les instances dirigeantes et dans la publication des *Vaillantes*, semble néanmoins être le bras droit de sa sœur et s'occuper de multiples tâches administratives. La plupart des lettres de la correspondance d'Hélène dont les émetteurs ont des responsabilités diocésaines s'adressent systématiquement aux deux sœurs sans faire la distinction ou la préférence entre leur travail et leurs charges mutuelles. Suite à des dissensions au sein de la direction des Œuvres où Hélène de Villeneuve-Bargemont estime que ses avis ne sont pas suffisamment pris en compte pour les décisions ayant trait au mouvement, elle donne sa démission en décembre 1937 qui est acceptée par l'évêque en février 1938 et annoncée aux militantes jurassiennes un mois plus tard. Principale rédactrice du bulletin paroissial de Bersaillin-Brainans-Montholier<sup>142</sup>, elle est nommée présidente du bureau cantonal de la LFAC entre 1937 et 1938 puis ne semble plus prendre de responsabilité jusqu'à son décès en 1947<sup>143</sup>. Élisabeth reste également assez discrète dans la vie diocésaine bien que « son testament, en 1978, s'inscrive en droite ligne dans l'inspiration de son aïeul – cléricale, agrarienne et patrimoniale – : le légataire universel est une Fondation des Pères Salésiens ; une association apparentée, l'association catholique d'enseignement agricole et de formation rurale, poursuivra l'exploitation des 275 hectares du domaine de Bersaillin ; le château et ses dépendances,

<sup>138</sup> Au moment de sa démission celui-ci lui adresse 2 lettres afin de la convaincre de continuer puis pour accepter avec regrets son départ, ADDSC, carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADSSC, enveloppe « démission », lettre 12, 17. Madame Pasteur conseille à de nombreuses reprises à Hélène de Villeneuve-Bargemont d'aller voir l'évêque pour lui demander son approbation formelle sur plusieurs points (participation aux journées régionales, organisation Semaines rurales...) ou aller le remercier et lui rendre hommage, notamment lorsqu'Émilie Mendre vient dans le diocèse ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 370 du 4 novembre 1935 ; lettre 143 du 19 mars 1937, lettre 375 du 5 septembre 1935, lettre 386 du 19 septembre 1935, etc...

<sup>139</sup> Lettre du chanoine Just Pouillard à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 15 juin 1935 ; ADDSC, Carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 326.

<sup>140</sup> Entre 1935 et le moment de sa démission, début 1938, Émilie Mendre lui a adressé au moins 17 lettres. ADDSC, Carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont.

<sup>141</sup> (1899-1978).

<sup>142</sup> Disponible aux ADJ pour la période 1931-1939, Per 1353.

<sup>143</sup> ADJ ; 36J454 : née le 28 avril 1895 décès le 4 octobre 1947 à Lausanne

enfin, seront reconvertis en musée, dans un mouvement de réappropriation villageoise qui fera de lui le centre du développement culturel local.<sup>144</sup> ».

La présidente du mouvement, nommée par l'évêque dès 1935 avait été désignée comme telle parce qu'elle était issue du milieu agricole et que le mouvement se devait de promouvoir « l'apostolat du semblable par le semblable ». Pourtant elle ne semble que très peu prendre part aux décisions ayant trait au mouvement, dirigé par le triumvirat Pouillard, Pasteur, Villeneuve-Bargemont, et semble se contenter, du moins au début, d'une fonction de représentation<sup>145</sup>. Elle passe avant tout du temps sur les routes du diocèse où elle suscite la constitution de groupes et de sections et incite leurs membres à intervenir lors des grands événements diocésains. Néanmoins, elle parvient à dépasser cette fonction honorifique dès le moment où le souci du mouvement pour la formation des responsables la conduit à se rendre à de plus en plus de formations régionales et nationales et par là même, à acquérir des compétences multiples et solides.

#### **Encart biographique : Marguerite Clavez : Présider la JACF « derrière le cul des vaches » ?**

Fille de Marie Bourgon et de Paul Clavez, cultivateurs, Marguerite naît en 1909<sup>146</sup> à Cesancey<sup>147</sup>. Elle grandit auprès de son frère et de ses trois sœurs<sup>148</sup> dans une exploitation d'au moins quinze hectares<sup>149</sup>, considérée comme l'une des plus grosses de la commune<sup>150</sup> et qui emploie ponctuellement un domestique de culture<sup>151</sup>. À 17 ans elle apparaît dans le

<sup>144</sup> BRELOT Claude-Isabelle, « La terre, facteur de déclassement des élites ? (1880-1939) », dans C. LE MAO, C. MARACHE, *Les élites et la terre du XVII<sup>e</sup> siècle aux années 1930*, Paris, Éditions Armand-Colin, 2010, pp. 301-310.

<sup>145</sup> Elle prend évidemment des initiatives, mais celles-ci s'effectuent sous le contrôle de Lucie Pasteur et de la secrétaire. À titre d'exemple Lucie Pasteur signale à Hélène de Villeneuve-Bargemont au sujet d'une initiative qu'elles n'approuvent pas de Marguerite qu'elle est « sûre qu [qu'elles] parviendront à l'endiguer » ; lettre 379 du 12 décembre 1935. Également, fin 1937 alors que Marguerite exerce ses responsabilités depuis plus de 2 années, madame Pasteur note que si « le bon Dieu permet qu'elle puisse mieux qu'autrefois donner les principes de la JACF », « le rôle d'administration et de contrôle » d'Hélène de Villeneuve-Bargemont « garde toute son importance » ; lettre 440, 15 novembre 1937.

<sup>146</sup> CLAVEZ Marguerite Anne Marie Joséphine, Cesancey 24/07/1909-Lons-le-Saunier 16/03/1993.

<sup>147</sup> Acte de naissance de Marguerite Clavez, ADJ, État civil de la commune de Cesancey.

<sup>148</sup> Anne-Marie née en 1909, René né en 1911 et Marie née en 1913. Anne-Marie n'apparaît plus dans le dénombrement de 1926 et est sans doute décédée puisque les parents attribueront le même prénom à la benjamine née en 1921. ADJ, dénombrements de population de la commune de Cesancey, 1921, 1926, 1931, 1936.

<sup>149</sup> Paul Clavez possède dans la commune de Cesancey 15 hectares et 13 ares en 1936. Il s'agit donc de sa propriété foncière a minima dès le moment où il est susceptible d'être propriétaire dans les communes voisines. ADJ, 3P768-769, matrice cadastrale de la commune de Cesancey. Dans une lettre à Hélène de Villeneuve-Bargemont, Marguerite Clavez se plaint du travail occasionné par l'arrachage des pommes de terre et les vendanges ce qui signifie qu'elle travaille au moins ponctuellement sur l'exploitation lors des travaux importants, qui compte des céréales, des vignes, des pommes de terre, mais également un élevage bovin dont nous ne connaissons pas le nombre de têtes ; 17 septembre 1937, ADDSC, carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 202.

<sup>150</sup> Son père, Paul Clavez est cité comme « principal propriétaire » dans l'annuaire Fournier de 1930, ADJ.

<sup>151</sup> Un domestique est rendu visible par le dénombrement de population de 1921, il s'agit de Paul Durand.

dénombrement de population comme « étudiante<sup>152</sup> », ce qui laisse supposer qu'elle suit une formation après le certificat d'études et qu'elle ne travaille pas encore dans l'exploitation.

Tout d'abord catéchiste dans son village sans prêtre, elle découvre les Vaillantes lorsqu'elle se rend à la Direction des Œuvres à Lons-le-Saunier pour chercher de la documentation et des films<sup>153</sup>. Elle semble faire partie de la JAV bien qu'il n'en existe aucun groupe à Cesancey<sup>154</sup> puisque fin 1934 elle intervient à son sujet lors de la journée-rencontre diocésaine des Vaillantes à Lons-le-Saunier<sup>155</sup>, ce qui implique qu'elle connaisse le mouvement depuis quelques années. Nommée présidente jaciste de l'arrondissement de Lons-le-Saunier en janvier 1935, elle conduit aux côtés de l'aumônier Paul Lamy presque toutes les réunions du cercle de Lons-le-Saunier jusqu'en 1940<sup>156</sup>. Présente à la première affiliation JACF, à Fraroz en août 1935<sup>157</sup>, elle est officiellement confirmée dans ses fonctions de présidente fédérale du mouvement un mois plus tard et passe plus de cinq années à parcourir les routes du Jura pour rallier les jeunes, assister à des réunions de formations régionales et nationales et former et motiver les jeunes rurales jurassiennes afin qu'elles prennent des responsabilités dans le mouvement. Elle assiste notamment à la plupart des affiliations des sections, fait des allocutions sur la JACF lors des pèlerinages des Vaillantes, intervient lors des retraites et des Semaines rurales jacistes, réalise des tournées de sections pour animer des réunions et publie régulièrement des articles dans le bulletin des *Vaillantes*<sup>158</sup>. En mars 1938 suite à la réorganisation du Comité fédéral et au départ d'Hélène de Villeneuve-Bargemont elle cumule ses fonctions de présidente avec celle de responsable des sections et des secteurs pendant que Monique Gauthier se charge des centres et tient une permanence avec celle-ci tous les jeudis à la direction des Œuvres<sup>159</sup>.

Entre 1935 et début 1936 elle envoie 41 lettres très précises à la secrétaire diocésaine dans lesquelles elle détaille toutes ses activités, partage des informations sur l'avancée des sections et des centres et émet ses opinions, souvent bienveillantes, au sujet d'autres militantes et responsables. Elle fait également part de ses doutes et se confie parfois sur des questions personnelles et intimes puisque l'on apprend les réticences de sa mère envers son futur fiancé<sup>160</sup>, le rôle de Lucie Pasteur dans ce projet de fiançailles et finalement, son

<sup>152</sup> ADJ, dénombrement de population de la commune de Cesancey, 1926.

<sup>153</sup> LACROIX Pierre, « La JAC... », op. cit., *SRDSC*, n° 1, 1980. L'abbé Pierre Lacroix note à son sujet que la secrétaire des Œuvres diocésaines, Lucie Pasteur et le père Raphaël Tournier sont les deux personnes qui l'ont encouragée, ont motivé son souci d'apostolat et contribué à sa formation. Il a sans doute obtenu ses informations auprès de Marguerite Clavez elle-même puisqu'il l'a rencontrée et qu'elle lui a confié des archives personnelles lors de la rédaction de son article sur « La JAC dans le Jura » en 1979. Raphaël Tournier est alors curé de Saint-Agnès (de 1932 à 1937), village voisin de Cesancey avant d'être nommé curé de Poligny où il est aumônier du centre JACF.

<sup>154</sup> Elle se rend très certainement dans le groupe le plus proche à Saint-Agnès situé à trois kilomètres qui compte un groupe de JAV et qui est affilié à la JACF en 1939. Le bulletin des *Vaillantes* de novembre 1935 note qu'elle est l'une des « artisanes de la JAV »

<sup>155</sup> *Les Vaillantes*, octobre 1934.

<sup>156</sup> Cahier du cercle de Lons, ADDSC, dossier 5K3.

<sup>157</sup> *Les Vaillantes*, septembre 1935.

<sup>158</sup> Les activités de Marguerite Clavez, annexe E-4.

<sup>159</sup> *Les Vaillantes*, mars 1938.

<sup>160</sup> Elle annonce avoir accepté la proposition de M. Pichon pour fonder un « foyer 100 % jaciste », mais revient sur les réticences de sa mère « assez sévère » et attend donc « l'approbation » de ses parents. Lettre de Marguerite Clavez à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 8 mars 1936, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC, lettre 365.



échec<sup>161</sup>. Elle est en effet très liée à la secrétaire des Œuvres, mais aussi à Hélène de Villeneuve-Bargemont chez qui elle est régulièrement invitée à dîner et à qui elle rend les invitations. Elle semble même avoir été introduite dans son réseau de sociabilité puisqu'elle accompagne Gilberte de Longeville à un mariage<sup>162</sup>. Sans doute, il s'agit là du prolongement de la sociabilité militante qui, par la régularité des échanges et des rencontres entre les personnes, entraîne à la fois une diminution de la « hauteur » d'Hélène de Villeneuve-Bargemont et de la déférence à son égard et une proximité plus intimiste.

Souvent mise en avant par le mouvement comme étant « une simple paysanne », elle est décrite dans les *Vaillantes du Jura* de mars 1936 comme « terminant sa prière du matin en poussant ses vaches aux champs » et se présente elle-même comme une « paysanne comme tant d'autres<sup>163</sup> ». Elle dispose en réalité d'un bagage culturel et scolaire qui lui permet d'écrire des discours et des articles et de prendre la parole en public assez facilement. Pourtant aînée de la fratrie, elle ne semble pas contrainte de travailler dans l'exploitation familiale et dispose de temps et de moyens pour se rendre en réunion et en formation régionale ou nationale. À la fin de l'année 1940 elle passe la main à celles, plus jeunes, qu'elle a contribué à former et qui constituent l'équipe fédérale du mouvement en zone libre. Elle poursuit son œuvre éducatrice en créant et animant une maison de jeunes à Orbagna « avec l'appui du secrétariat à la jeunesse » qui ouvre ses portes en novembre 1940<sup>164</sup> et perdure pendant l'Occupation<sup>165</sup>. Restée célibataire elle décède à Lons-le-Saunier en 1993. Son frère René semble également membre de la JAC<sup>166</sup> et épouse Marie-Florence Testault, jaciste de Vincelles<sup>167</sup>. La benjamine de la famille, Anne-Marie<sup>168</sup>, fait également partie du mouvement après la Seconde Guerre mondiale<sup>169</sup>.

<sup>161</sup> C'est suite à cet échec qu'elle apprend trois semaines plus tôt par Lucie Pasteur qu'elle déclare pouvoir à l'avenir continuer à se consacrer à la JACF. André Pichon est secrétaire adjoint de la JAC de 1935 jusqu'à son mariage avec une autre jaciste, Madeleine Jeannin, en décembre 1937. Il habite alors Ruffey-sur-Seille, comme Lucie Pasteur ce qui peut laisser supposer que cette dernière a joué un rôle d'entremetteuse. Lettre de Marguerite Clavez à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 17 avril mars 1936 ; lettre de Lucie Pasteur à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 27 mars 1936 ; carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC, lettres 151 et 390 ; *Nenni ma foi !* décembre 1935, décembre 1937.

<sup>162</sup> Lettre de Marguerite Clavez à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 24 septembre 1937, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC, lettre 145.

<sup>163</sup> Lettre de Marguerite Clavez à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 14 mars 1935, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC, lettre 330.

<sup>164</sup> ADJ, 332W5 : Mouvements de jeunesse du Jura, enquête sur les mouvements de jeunesse du Jura, 25 septembre 1940, bulletin de presse n° 2, secrétariat général de la jeunesse : « Création d'une maison de jeunes féminine rurale d'Orbagna qui ouvre ses portes le 1<sup>er</sup> novembre et qui réunira une trentaine de jeunes des villages ruraux du canton de Beaufort. Cette maison d'accueil permettra aux jeunes filles de mettre en commun leurs aspirations et leurs connaissances au moyen des activités diverses qui seront proposées à leur enthousiasme : complément professionnel, initiation artistique, etc etc... ». Dans son rapport au secrétariat de la jeunesse concernant l'activité des jeunes Jurassiens en 1943, le commissaire départemental en charge de ces questions note que cette maison « sera une des plus belles réussites en fait de Maison de jeunes féminine vu la personnalité vraiment marquante de la Directrice » ; ADJ, 304 W 149.

<sup>165</sup> *Les Vaillantes*, décembre 1944.

<sup>166</sup> Il n'est mentionné qu'une seule fois comme jaciste ; *Jeune du Jura*, novembre 1946

<sup>167</sup> *Les Vaillantes*, novembre 1944.

<sup>168</sup> Anne-Marie Clavez (1921—) épouse Georges Mazier en 1947.

<sup>169</sup> *Jeunes du Jura*, juillet-octobre 1947 ; novembre-décembre 1948.

La nomination de Marguerite Clavez comme présidente du mouvement en 1935 s'inscrit dans la droite ligne de la doctrine de l'Action catholique spécialisée. Il s'agit de confier des responsabilités aux jeunes issus du milieu pour qu'ils contribuent à le rechristianiser. Autour de la figure d'une présidente rurale, fille d'agriculteurs, le mouvement jurassien peut s'engager dans l'apostolat du semblable par le semblable même si, officieusement, les directives fédérales restent l'apanage du directeur des Œuvres, de Lucie Pasteur et de la secrétaire, Hélène de Villeneuve-Bargemont. Cette nomination ressemble en tout point à celle, à l'échelle nationale, de Madeleine Allaire comme présidente du mouvement en 1938. En effet, Martyne Perrot<sup>170</sup> analyse ainsi cette nomination :

*« en 1938, afin de représenter davantage l'ensemble des militantes d'origine plus modeste, une présidente "agricole" (selon son expression) est cooptée. Il s'agit de Madeleine Allaire. À cette jeune fille de vingt ans, issue d'une famille d'agriculteurs relativement aisés (propriété de 150 hectares dans l'Eure) et chrétiens, beaucoup de militantes peuvent s'identifier. Quatrième enfant d'une fratrie de cinq, M. Allaire poursuit des études jusqu'à 16 ans (fait minoritaire pour l'époque et le milieu), dans une école privée. Son premier contact avec la JAC s'effectue par l'intermédiaire du père Foreau (jésuite et aumônier du mouvement) et par celui d'une "châtelaine" qui s'occupait de la ligue d'Action catholique des femmes dans la même région. Choisie comme présidente par l'intermédiaire du père Foreau, ami personnel de la famille, sa première tâche sera la préparation du congrès de Lourdes en 1938. (...) Représentante d'une partie des paysannes, M. Allaire avait cependant le privilège de pouvoir se libérer des tâches quotidiennes sur l'exploitation de ses parents. La JACF lui fera d'ailleurs prendre conscience des différences de modes de vie de la paysannerie française ».*

Assez lucide sur sa position, Madeleine Allaire témoigne ainsi : « Il fallait trouver à l'époque quelqu'un du milieu agricole et qui soit d'une famille qui avait les moyens de payer ses déplacements à Paris, car personne n'était indemnisé à l'époque. Melle Mendre avait ses quatre permanentes (non agricoles), mais il fallait une présidente et probablement quelqu'un d'assez docile. Quelqu'un qui se laisserait un peu manœuvrer au départ...<sup>171</sup> ». Cette situation n'est pas sans rappeler celle de Marguerite Clavez, également cooptée par une châtelaine et le directeur des Œuvres et jugée « tout à fait gentille<sup>172</sup> », subtile litote, par l'éminence grise du mouvement.

---

<sup>170</sup> PERROT Martyne, « Les aspirations des jacistes et la transformation de l'image et du statut des femmes en milieu rural (1933-1962) », dans *Les Hommes, leurs espaces et leurs aspirations. Hommage à Paul Henry Chombart de Lauwe*, L'Harmattan, pp.193-203, 1994, p. 197.

<sup>171</sup> Interview de Madeleine Allaire, Paris 1985 réalisé par Martyne Perrot.

<sup>172</sup> Lettre de Lucie Pasteur à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 8 décembre 1935 ; ADDSC ; carton de correspondance d' Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 378.

## 2) La formation des centres de militantes : dégager une élite endogène au mouvement

Pendant l'hiver 1935 le mouvement commence à se structurer. Au-dessus des sections qui comptent une présidente, une secrétaire et des militantes se trouve le centre de militantes. Les réunions de centre « s'adressent aux présidentes ou militantes de groupes paroissiaux désirant s'instruire pour porter ensuite dans leur village la bonne parole reçue. En principe ces déléguées doivent être autorisées par leur curé et nous désirons vivement qu'elles rendent compte au prêtre de leur paroisse des questions étudiées en commun<sup>173</sup> ». Les réunions sont mensuelles et dans le même temps se tient celle du comité jaciste d'arrondissement, un échelon supérieur donc, établi pour l'heure à Champagnole, Dole, Poligny, Lons-le-Saunier. Ces premières consignes d'organisation ont été dictées par la présidente nationale Émilie Mendre, lors de sa venue pendant la Semaine rurale de novembre 1935. En février 1936, deux nouveaux centres sont créés : Salins-les-Bains et Arbois auxquels viennent s'ajouter à partir de l'automne suivant Sainte-Agnès, Voiteur, Bletterans, Orgelet et Malange<sup>174</sup>.

Le maillage jaciste se resserre et se structure. Dès la première réunion en décembre 1935<sup>175</sup> est formé un comité diocésain de JACF regroupant des responsables des arrondissements de Saint-Claude, de Poligny, de Dole et de Lons-le-Saunier. On retrouve ainsi les demoiselles Corneille et Lecointe qui représentent Dole, de Longeville pour Lons-le-Saunier, de Villeneuve-Bargemont pour Poligny et Lamy et Gros pour Saint-Claude. Il s'agit de directrices d'Œuvres qui opèrent la transition entre les anciennes Œuvres et la JACF et qui, pour la plupart, s'effacent ou se font effacer très rapidement pour laisser la place à des jeunes filles. En effet, dès l'été 1936<sup>176</sup> le Comité diocésain est officiellement fondé, mais officieusement refondé autour de nouvelles nominations pour aider la présidente et la secrétaire et fonctionne sous la direction du chanoine Just Pouillard auquel est adjoint l'abbé Paul Lamy. Trois dirigeantes de chaque arrondissement sont ainsi nommées pour le représenter à l'échelle fédérale. Il s'agit pour l'arrondissement de Dole d'Edmée Prudhon, de Marie-Thérèse Barilley et de Jeanne Bouvier, pour celui de Poligny d'Alice Barbaud, de Michelle Perrard et de Félicie

---

<sup>173</sup> *Les Vaillantes*, décembre 1935.

<sup>174</sup> *Les Vaillantes*, octobre 1936.

<sup>175</sup> La réunion a lieu le 5 décembre 1935 à Lons-le-Saunier. *Les Vaillantes*, janvier 1935.

<sup>176</sup> *Les Vaillantes*, septembre 1936.

Reverchon, et pour celui de Lons-le-Saunier de Marie Thibert, Francine Blanchon et d'Angéline Touilley. Une certaine mademoiselle Lamy représente l'arrondissement de Saint-Claude à la réunion, mais n'est pas désignée membre du comité diocésain alors que personne ne représente celui de Champagnole, ce qui laisse supposer que celui-ci ne fonctionne que ponctuellement.

Le bureau diocésain nommé à l'été 1936 l'a été sur les conseils de Just Pouillard, de Paul Lamy, mais aussi d'Hélène de Villeneuve-Bargemont et également de madame Pasteur. Cette notification dans le cahier du cercle de Lons<sup>177</sup> donne à voir les coulisses des nominations dans lesquelles Lucie Pasteur joue un rôle de conseillère qui n'apparaît pas ou peu dans le bulletin des *Vaillantes*. Jusqu'en janvier 1938, peu de changements interviennent dans ce fonctionnement fédéral. Les sections se multiplient pour atteindre plus de la vingtaine avant-guerre et les centres prennent de plus en plus de place dans la formation des dirigeantes et des militantes. C'est sur la fondation de l'un de ces centres, celui de Lons-le-Saunier, que nous voudrions revenir afin de saisir son fonctionnement et ses activités.

Le centre de Lons-le-Saunier, couramment désigné comme cercle de Lons-le-Saunier, débute en janvier 1935<sup>178</sup> autour de militantes réunies à l'Institut ménager de la rue de Vallière. Les 18 militantes du cercle sont pour la plupart déjà abonnées à la publication du mouvement qui débute seulement, *La Jeunesse agricole féminine* et veulent « s'entraîner, recevoir des lumières pour travailler plus sûrement à la gloire de Dieu en devenant apôtre dans et pour la JACF<sup>179</sup> ». La première page du cahier tenu par le cercle se termine à l'encre rouge et réaffirme le principe du mouvement : « Nous referons chrétiennes nos chères campagnes de France par Jésus Christ nous le jurons ! »<sup>180</sup>. L'aumônier du centre est l'abbé Paul Lamy. Marguerite Clavez, la présidente de l'arrondissement de Lons-le-Saunier et Jeanne Colin la secrétaire<sup>181</sup> en sont les principales animatrices. Le cercle débute dès janvier 1935 et jusqu'en 1938 les réunions sont mensuelles. À partir de cette date, comme dans la plupart des sections, le cercle ne fonctionne plus pendant la période des gros travaux agricoles, de la fin du printemps au début de l'automne. Ainsi il n'y a pas de rencontre entre avril et octobre 1938 et entre mars et novembre 1939 bien que l'on puisse présumer que pendant cette dernière période, le déclenchement de la guerre a freiné les activités. Ce ralentissement peut également être dû à la baisse de l'effectif de jeunes filles fréquentant le centre. Même si le nombre est relativement

---

<sup>177</sup> Cahier du cercle de Lons-le-Saunier, ADDSC, dossier 5K3.

<sup>178</sup> La première réunion a lieu le 17 janvier 1935

<sup>179</sup> Cahier du cercle de Lons-le-Saunier, ADDSC, dossier 5K3.

<sup>180</sup> Annexe E-5

<sup>181</sup> *Les Vaillantes*, février 1935.

fluctuant, il dépasse régulièrement la dizaine entre 1935 et 1938, atteignant même 19 en février 1937, alors qu'après cette date la moyenne chute autour de cinq personnes. Ces jeunes filles sont des régulières, il s'agit principalement des responsables d'arrondissement ou des présidentes des sections locales alentours. Sur les 29 réunions<sup>182</sup> qui ont lieu entre octobre 1936 et mars 1940, on compte donc une moyenne de huit jeunes filles par réunion et approximativement une vingtaine de jeunes filles différentes touchées par ces réunions. L'aumônier n'est pas systématiquement présent, c'est le cas pour neuf réunions. Qu'il soit malade, en vacances ou retenu par d'autres obligations, le cahier le spécifie systématiquement. Au départ l'abbé Paul Lamy prononce la prière, fait le commentaire d'évangile et dirige la discussion qui s'en suit. Au fur et à mesure de ses absences, c'est Marguerite Clavez qui prend le relais puis le commentaire d'évangile et la prière jaciste sont conduits de manière collective. Dès le départ, la résolution de préparer individuellement le commentaire d'évangile avait été prise, ce qui présupposait que les militantes connaissaient et avaient lu l'évangile en question ; or c'était rarement le cas et donnait régulièrement lieu à des réprimandes. Dès la douzième réunion, à l'automne 1937 et malgré la présence de l'aumônier, il est décidé que le commentaire serait dirigé par une militante ou plusieurs choisies au préalable. La prière devient également systématiquement collective et les jeunes filles prennent de plus en plus la parole pour donner leur avis, faire la revue d'activité ou rendre compte de leurs enquêtes. La plupart des résolutions prises en réunion le sont en lien avec la discussion qui suit le commentaire d'évangile — il s'agit d'être plus charitable, plus obéissante ou moins médisante — mais aussi avec la pratique militante : apprendre par cœur la prière jaciste et les chants, s'abonner au journal de la JACF, le lire régulièrement et agir au quotidien comme propagandiste du mouvement. La réunion du 18 février 1937 est révélatrice en la matière puisque son compte-rendu consiste en un *mea culpa* collectif : beaucoup de jeunes filles arrivent en retard, peu connaissent par cœur la prière de la JACF et rares sont celles qui ont préparé à l'avance le commentaire d'évangile. Elles s'engagent ainsi toutes à s'autodiscipliner à l'avenir. Les discussions, toujours en lien avec l'évangile ou l'article étudié de la *JAF*, portent sur des sujets divers tels que le travail en équipe, l'amitié, la justice, mais également, plus régulièrement, sur des sujets religieux comme Dieu, la sainte Vierge, la charité et la souffrance. La prise de parole semble être relativement facile puisqu'à de nombreuses reprises il est indiqué que le commentaire d'évangile a duré trop longtemps,

---

<sup>182</sup> Le cahier du centre de Lons-le-Saunier rend compte de chaque réunion d'octobre 1936 à mars 1940 : liste des présents, aumônier compris, résumé de la discussion, des résolutions qui s'en suivent et des diverses activités. Les réunions de janvier 1935 à octobre 1936 sont brièvement résumées, sans liste de participants.

donc que les jeunes filles ont trop parlé ou que « l'étude de l'évangile est parfois très animée<sup>183</sup> ». Les activités des réunions varient beaucoup au départ même si le commentaire d'évangile et la prière restent des éléments de base. Les jeunes filles peuvent chanter, rendre compte de l'avancée de leur section vers la JACF, lire leurs résultats d'enquête, analyser un article, discuter d'une Semaine rurale ou d'un pèlerinage. À l'hiver 1937 les réunions sont beaucoup plus codifiées : après la prière et le commentaire d'évangile, elles prennent souvent des résolutions, réalisent la revue d'activité et travaillent parfois sur le journal. Comme précisé dans le bulletin des *Vaillantes* d'octobre 1938, « le travail des centres de militantes fut plus une formation morale qu'une formation pratique et professionnelle ». Il s'agit avant tout de créer une sociabilité entre les différentes responsables d'une petite région et de contribuer à leur formation spirituelle de manière plus approfondie que dans la section. Le temps consacré au commentaire d'évangile, une à deux heures, qui structure les réunions du centre de Lons-le-Saunier rend bien compte de cette insistance sur l'instruction et la discussion religieuse de jeunes filles qui prennent l'habitude de prendre la parole sur ces aspects spirituels, auparavant traditionnellement et théoriquement réservée aux clercs et dans la pratique, depuis la fin du XIX<sup>e</sup>, à l'élite des dames patronnesses.

En janvier 1938, plus de 15 centres de militantes fonctionnent régulièrement dans tout le diocèse<sup>184</sup>. Il est dorénavant impératif de passer par le centre le plus proche avant de tenter de lancer une section de JACF et d'envoyer des déléguées pour établir un premier contact et intégrer les consignes du mouvement<sup>185</sup>. C'est ce qui apparaît un peu dans les comptes-rendus de réunion de Lons-le-Saunier : il s'agit aussi de lieux de discussion informels où sont donnés des conseils et des consignes émanant du national et à destination du local. Ainsi le 19 mars 1937, Marguerite Clavez rend compte des directives du mouvement suite à son séjour parisien ; le 9 mars 1939 on apprend que pour monter une section il faut au moins huit membres et que dans le cas contraire, il faut tenter de se regrouper pour fonder une section interparoissiale. Critiqué par Hélène de Villeneuve-Bargemont comme flottant et inefficace<sup>186</sup>, l'échelon intermédiaire entre la section et le fédéral que constitue le centre est peu à peu remplacé par le

---

<sup>183</sup> Compte rendu de la réunion du 17 décembre 1936.

<sup>184</sup> Il s'agit de ceux de Lons-le-Saunier, Voiteur, Bletterans, Sainte-Agnès, Saint-Amour, Dole, Thervay, Malange, Longwy, Poligny, Champagnole, Arbois, Salins, Foncine-le-Bas, Picarreau et plus ponctuellement de celui de Mièges

<sup>185</sup> Consigne développée dans le bulletin des *Vaillantes* d'avril 1938.

<sup>186</sup> « On a multiplié dans le diocèse les centres sans aumôniers au courant et sans militantes malgré mon avis nettement [opposé] d'après l'avis du Vaire R [Vicaire Ramboz] donc impossibilité de les surveiller, mauvais départ et Salins après 2 réunions de centre demande son affiliation avec deux jacistes de 35 et 42 ans (avis favorable). Ces centres n'ont rien donné que des noms sur le papier et ne donneront jamais rien. » ; ADDSC, note d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse « démission », carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont.

secteur. Le bulletin des *Vaillantes* commence à utiliser cette nouvelle terminologie en janvier 1938, mais ce n'est qu'à partir de 1940 que sont régulièrement évoquées des réunions ou des récollections de secteur<sup>187</sup>.

Le projet jaciste passe en premier lieu par la mise en place d'une organisation hiérarchisée qui puisse permettre, à terme, de dégager des responsables capables d'être des missionnaires zélées et éclairées. Maintenir et créer de l'interconnaissance, former aux discussions spirituelles, diffuser les directives nationales et apprendre à conduire une réunion, tels sont les objectifs du mouvement envers celles qui pourraient prendre la relève des dames patronnesses dans les années 1930.

---

<sup>187</sup> En février 1940, les *Vaillantes* fait état d'une récollection du secteur de Dole et après juin de la même année le terme de « centre » n'apparaît plus dans le bulletin.

Clairement établies, les continuités entre les groupes de Vaillantes du Jura, son avatar spécialisé la JAV puis la JACF rendent compte de l'offensive du catholicisme social qui ne cesse de s'adapter afin de se diffuser par capillarité sur tout le territoire jurassien. Si les Vaillantes du Jura ont pu fournir responsables et effectifs au mouvement en train de se constituer, les objectifs se précisent et les directives sont plus fermes et exigeantes : il s'agit, par la spécialisation, de se situer au plus près des populations à convertir et de faire émerger, à différentes échelles, un nombre plus important de responsables capables d'endosser un rôle d'intermédiaire entre l'Église et les populations rurales et entre le mouvement national, la fédération et les sections.

Si nous avons pu mettre en lumière les difficultés auxquelles a fait face le mouvement, qu'il s'agisse du manque de motivation et d'entrain, de problèmes de personnes voire d'incompréhensions face à « l'état d'esprit du mouvement », force est de constater que la dynamique apparaît d'une solide ampleur à la veille de la guerre. Les diocèses qui n'ont pas été gagnés par la spécialisation comptent néanmoins des effectifs toujours aussi considérables à l'image des Fleurs d'Arvor du diocèse de Rennes, de la Jeunesse catholique féminine de l'Aveyron (JFCA)<sup>188</sup> ou de la Fédération de la jeunesse catholique féminine de Bayeux<sup>189</sup>. Sans doute les jeunes filles restaient encore faciles à mobiliser dans un contexte de soumission à l'ordre catholique établi. La question est tranchée par l'Assemblée des cardinaux et archevêques qui, réunie en mars 1938, « recommande une orientation nette, courageuse et prudente vers la spécialisation<sup>190</sup> » ce qui contraint les derniers évêques récalcitrants<sup>191</sup> à changer de perspective au sujet des Œuvres de leurs diocèses<sup>192</sup>.

À la différence des patronages et des diverses Œuvres paroissiales, la JACF induit une nouveauté en ce qu'elle cherche l'adhésion et la motivation des jeunes filles dans leur engagement. La volonté de former une élite endogène au mouvement peut tout autant être lue comme l'aboutissement de cet objectif, former de « vraies chrétiennes », que comme une stratégie visant à conquérir plus encore. La promotion de Margueritte Clavez comme présidente

---

<sup>188</sup> Au sujet du « retard » de la spécialisation des jeunes Rouergues en JACF, qui ne sera effective qu'à partir de 1941, voir FLAURAUD Vincent, « la JAC dans le Massif-central méridional... », thèse citée, p. 124, p. 203.

<sup>189</sup> Les fleurs d'Arvor comptent près de 20 000 adhérentes, la Jeunesse catholique féminine de l'Aveyron 12 000 et la fédération féminine du diocèse de Bayeux près de 8000 membres. ROUX Jacqueline, *Sous l'étendard de Jeanne...*, op cité, p. 269, 274.

<sup>190</sup> Cité par Jacqueline Roux, *ibidem*, p. 266.

<sup>191</sup> Les évêques comme les directeurs d'Œuvres peuvent être réticents à l'égard de l'ingérence d'organisations extérieures dans la détermination d'une politique diocésaine en matière d'Œuvres.

<sup>192</sup> Plusieurs mouvements diocésains fortement organisés attendent ainsi plusieurs années avant d'entrer dans la JACF : il s'agit notamment de ceux de l'Aveyron, de l'Ardèche, du Finistère et du Calvados ; ACHARD A ; *Vingt ans de JACF*, Paris, JACF, 1953, p. 22.



du mouvement en est une bonne illustration : il s'agit avant tout de mettre en avant une « figure agricole » susceptible d'être reconnue par ses pairs tout en la formant pour qu'elle puisse diffuser l'évangile du mouvement. Dès lors se pose la question tant des critères de sélection des futures responsables que de l'effectivité des engagements motivés des jeunes filles qui constituent le gros des troupes.

## **Chapitre 4 : « Par elles, pour elles, entre elles » ? Fonctionnement et articulations dans la JACF**

La JACF jurassienne, qui prétend s'appuyer sur l'organisation préexistante des Vaillantes du Jura et de la JAV pour maintenir ses effectifs, doit de fait composer avec ses membres, qu'il s'agisse des cadres, souvent « dames d'Œuvres » et des militantes. Pourtant, et c'est bien la spécificité de l'Action catholique spécialisée, l'apostolat du semblable doit se faire par le semblable. Dès lors comment concilier la nécessité pragmatique de s'appuyer sur les anciens acteurs et l'aspiration à faire émerger de nouveaux responsables ? Ici, un suivi précis des évolutions du mouvement s'impose pour mettre en lumière les processus de transition et de recomposition mis en œuvre et les stratégies des acteurs à leurs origines. L'accès à la correspondance privée de la secrétaire diocésaine Hélène de Villeneuve-Bargemont nous permet de mettre au jour tant les coulisses de l'organisation diocésaine de la JACF à ses débuts que les enjeux de sa démission qui révèlent des tensions à l'interférence entre le local et le national dans la mise en place des directives du mouvement.

Si des recompositions sont à l'œuvre et que de nouvelles responsables émergent de manière effective, il convient de revenir de manière plus précise sur leurs origines et leurs parcours pour saisir la direction le mouvement a voulu prendre. En étudiant la première puis la deuxième génération de jacisitines qui siègent au comité diocésain, nous tenterons de comprendre pourquoi et comment des jeunes filles, en théorie « semblables » aux populations rurales censées être réceptives à leur mission apostolique, ont pu se voir confier cette tâche.

Les femmes tout comme les militants qui n'ont pas exercé de responsabilités ont très peu été étudiés en histoire, les archives restant bien souvent silencieuses à leur sujet. L'enjeu est ici de mettre en lumière celles qui sont au fondement même du mouvement et de mesurer s'il peut effectivement être jugé, comme il le prétend, représentatif de la société rurale. Notre base de données de jeunes filles liées à la JACF nous permet de dresser une sorte de portrait collectif, d'établir une distinction entre militantes et sympathisantes et de rendre visibles les facteurs discriminants du recrutement des jacistes. L'engagement dans la JACF peut tout aussi

bien être prescrit que choisit dans la société rurale des années 1930. Le poids et l'influence de la religion tout comme celui de la famille et de l'interconnaissance villageoise ne sont pas à négliger et le discours d'un mouvement qui prétend recruter des missionnaires zélées et convaincues ne doit pas faire illusion. L'étude du recrutement au sein des sections, dans le cadre d'une démarche qui emprunte à la microhistoire, peut éclairer de manière plus fine les ressorts du recrutement et de déterminer pourquoi certaines peuvent prétendre se distinguer.

Ce sont ces points sur lesquels nous souhaiterions revenir dans ce chapitre afin de rendre compte des articulations entre les différentes échelles, du respect des prescriptions nationales, mais aussi des ajustements au contexte local par l'étude des individus qui composent la JACF. En effet, si un mouvement peut être approché dans son organisation, sa structure, son implantation, il reste avant tout porté par des acteurs dont l'identité révèle à la fois des objectifs et des aspirations personnelles qui, cumulées, fondent le sens même du mouvement. Il s'agit ici également de contribuer à une histoire du militantisme qui prenne en compte ses marges, les femmes, les rurales et les catholiques afin d'accéder à une compréhension plus complète des ressorts des mobilisations collectives.

## **I Perpétuation dans l'encadrement (1935-1937)**

Si certaines directrices d'Œuvres se sont volontairement mises à l'écart du mouvement dans l'optique de laisser les jeunes filles se prendre en charge elle-même à l'image de Thérèse Corneille, que d'autres aient pu s'exclure par leur âge ou par leur rejet même du projet la JACF, certaines semblent s'être attachées à leur mission d'encadrement de la jeunesse. Au sein de ces dernières, il convient néanmoins de distinguer les dames d'Œuvres réticentes à l'abandon de leurs anciennes prérogatives et les jeunes filles promues à leurs responsabilités par le mouvement des Vaillantes et de la JAV. S'il semble évident que les ressources acquises par les militantes dans l'encadrement des groupes de Vaillantes ou de JAV ont pu largement servir les débuts de la JACF, leur poids reste à évaluer.

## 1) Assurer la transition avec les « dames d'Œuvres »

La première réunion fédérale de la JACF qui a lieu le 5 décembre 1934 donne lieu à la fondation d'un comité diocésain de JACF regroupant des responsables des arrondissements de Saint-Claude, Poligny, Dole et Lons-le-Saunier. On retrouve ainsi les demoiselles Corneille et Lecointe qui représentent Dole, de Longeville pour Lons-le-Saunier, de Villeneuve-Bargemont pour Poligny et Lamy et Gros pour Saint-Claude. Il s'agit de directrices d'Œuvres qui opèrent la transition entre les anciennes Œuvres et la JACF et qui, pour la plupart, s'effacent ou se font effacer pour laisser la place à des jeunes filles. En effet, un an et demi plus tard, à l'été 1936<sup>1</sup> le Comité diocésain est officiellement fondé, mais officieusement refondé autour de nouvelles nominations pour aider la présidente et la secrétaire et fonctionne sous la direction du chanoine Just Pouillard auquel est adjoint l'abbé Paul Lamy. Trois dirigeantes de chaque arrondissement sont ainsi nommées pour le représenter à l'échelle fédérale. Il s'agit pour l'arrondissement de Dole d'Edmée Prudhon, de Marie-Thérèse Barilley et de Jeanne Bouvier, pour celui de Poligny d'Alice Barbaud, de Michelle Perrard et de Félicie Reverchon, et pour celui de Lons-le-Saunier de Marie Thibert, Francine Blanchon et d'Angéline Touilley. Marie-Thérèse Lamy représente toujours l'arrondissement de Saint-Claude à la réunion, mais n'est pas désignée membre du comité diocésain alors que personne ne représente celui de Champagnole, ce qui laisse supposer que celui-ci ne fonctionne que trop ponctuellement. Comme nous l'avions déjà noté, c'est sur les conseils de Just Pouillard, de Paul Lamy, mais aussi d'Hélène de Villeneuve-Bargemont et de Lucie Pasteur qu'est constitué ce bureau<sup>2</sup>. Ces derniers se plient sans aucun doute aux consignes nationales de l'Action catholique et de la JACF qui exigent que les responsables du mouvement soient issues du milieu afin de permettre « l'apostolat du semblable par le semblable ». Les demoiselles Corneille, Lecointe, de Longeville, Lamy et Gros restent ainsi un an et demi en place, assurant la transition entre les anciennes organisations, celles des patronages et de la JAV avec celle de la JACF qui se veut plus adaptée aux circonstances de l'apostolat moderne. Néanmoins, si ces dames patronnesses ne sont plus visibles dans la structure organisationnelle du mouvement puisqu'elles s'effacent de son instance exécutive, il convient d'observer de manière plus fine si elles disparaissent totalement de la JACF ou de la Fédération des Vaillantes.

Si l'on excepte l'omniprésence d'Hélène de Villeneuve-Bargemont qui reste et détient le poste clef du mouvement, celui de secrétaire diocésaine, les autres responsables ne semblent

---

<sup>1</sup> *Les Vaillantes*, septembre 1936.

<sup>2</sup> Cahier du cercle de Lons-le-Saunier, ADDSC, dossier 5K3.

pas faire long feu au sein du mouvement, cherchant assez rapidement à se reconvertir ou disparaissant des Œuvres d'Action catholique. Thérèse Corneille s'efface dès fin 1936<sup>3</sup> tout comme Gilberte de Longeville qui n'intervient plus dès le début de cette même année<sup>4</sup> alors que sa sœur Nelly se consacre aux Âmes Vaillantes et à la FGSPE.

**Encart biographique : Jeanne Lecointe, une dame patronnesse « pluri-spécialisée » ?**

Née de père inconnu à Paris en mai 1880, Jeanne Augustine Lecointe est la fille d'une domestique travaillant rue Monsieur le Prince dans le 6<sup>ème</sup> arrondissement<sup>5</sup>. Elle est installée dans le Jura au moins depuis 1925 au 26 rue de Montroland à Dole, à l'école privée Sainte-Ursule<sup>6</sup> où elle enseigne en tant qu'institutrice.

Jeanne Lecointe, déjà active au mouvement de la fondation des Vaillantes du Jura en 1925, est directrice au moins depuis 1926 du groupe des Vaillantes de Dole<sup>7</sup>. Elle est également membre du secrétariat d'arrondissement de Dole et à ce titre participe à la retraite javiste de Mont-Roland à l'hiver 1933<sup>8</sup>. On apprend que l'année suivante elle est chargée des renseignements concernant le congrès eucharistique de Dole du 14 au 16 juin 1934 en tant que responsable des groupes de Vaillantes et d'Avant-garde de l'arrondissement<sup>9</sup> et qu'elle intervient lors de la journée-rencontre annuelle des Vaillantes du Jura en octobre de la même année sur le patronage de ville<sup>10</sup>. Membre du Conseil fédéral de la JACF pour l'arrondissement de Dole entre décembre 1934 et août 1936, elle est toujours abonnée au journal de la JACF en 1937<sup>11</sup>. Cédant sa place à des filles plus jeunes (elle a alors 56 ans) et surtout, issues du milieu agricole, elle continue après son passage à la JACF d'encadrer le groupe dolois des Vaillantes et est présente à la réunion de la Commission des Œuvres féminines en juillet 1939 à Lons-le-Saunier pour s'exprimer au sujet des « groupes de villes et gros centres »<sup>12</sup> qui, malgré l'éclosion des mouvements spécialisés, parviennent à maintenir une Action catholique générale. Elle semble avoir de bons rapports avec Lucie Pasteur et la secrétaire fédérale de la JACF<sup>13</sup> contrairement aux autres dames d'Œuvres de Dole.

Jeanne Lecointe parvient à s'adapter aux mutations qui s'opèrent entre patronage et Action catholique et reste une référence incontournable sur le secteur dolois en s'intéressant à la

<sup>3</sup> La dernière mention la concernant dans le bulletin des *Vaillantes* date de novembre 1936 où elle est chargée de centraliser les inscriptions pour la retraite jaciste de Mont-Roland qui a lieu le même mois.

<sup>4</sup> La dernière information la concernant dans les *Vaillantes* du Jura concerne sa présence à une journée organisée à Saint-Amour en février 1936 ; *Les Vaillantes*, mai 1936.

<sup>5</sup> Née le 13 mai 1880. Archives municipales de Paris, V4E3219, Acte 1194, Paris 6<sup>e</sup>.

<sup>6</sup> Elle n'apparaît pas systématiquement dans les dénombrements de population de Dole, peut-être parce qu'elle possède une double résidence, parisienne ou non. ADJ, dénombrement de population de Dole, 1931.

<sup>7</sup> *Les Vaillantes*, août 1926.

<sup>8</sup> *Les Vaillantes*, septembre 1933.

<sup>9</sup> *Les Vaillantes*, mai 1934.

<sup>10</sup> *Les Vaillantes*, octobre 1934.

<sup>11</sup> ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1937.

<sup>12</sup> *Les Vaillantes*, juillet 1939.

<sup>13</sup> Elle n'écrit aucune lettre à la secrétaire diocésaine, mais dans une lettre de Lucie Pasteur à Hélène de Villeneuve-Bargemont, l'expéditrice note : « J'ai eu la chance (!) de recevoir seule Jeanne Lecointe de Dole pour l'organisation du congrès » et semble ravie de ne pas avoir eu affaire aux autres dames d'Œuvres de la ville avec lesquelles elles sont en « guerre sourde » suite au « mal qu'a fait le désaccord dans les Œuvres de Dole ! », ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 375 du 5 septembre 1935 et lettre 400 du 6 août 1935.

fois à l'action catholique rurale, à celle des enfants par le biais des Âmes Vaillantes et finalement en maintenant son statut du fait de sa représentation des groupes de villes à la Commission diocésaine des Œuvres féminines.

### **Encart biographique : Marie-Thérèse Lamy et Suzanne Gros : le monopole sanclaudien**

Marie-Thérèse Lamy, directrice des Cyclamens de Saint-Claude de 1930 à 1934<sup>14</sup>, suite à sa nomination comme responsable de l'arrondissement de Saint-Claude en décembre 1934, s'investit dans la JACF en réalisant de nombreuses visites aux groupes émergeant dans sa petite région<sup>15</sup> en intervenant lors des journées de dirigeantes<sup>16</sup> et en publiant ponctuellement un article dans le bulletin des *Vaillantes*<sup>17</sup>. Responsable JACF pour l'arrondissement de Saint-Claude, nommée en décembre 1934 à la réunion de refondation du Comité fédéral, elle n'est pas reconduite, mais est présente pour représenter l'arrondissement, ce qui indique sans doute qu'aucune militante n'a été jugée suffisamment expérimentée pour être nommée responsable. Cela démontre très certainement la volonté des Œuvres féminines de renouveler les responsables du mouvement à moins que Marie-Thérèse Lamy ait souhaité assister à une dernière réunion fédérale. Encore présente à l'affiliation de la section des Moussières fin septembre 1936<sup>18</sup>, elle semble ensuite se retirer du mouvement puisqu'elle n'apparaît plus dans le bulletin des *Vaillantes* comme liée à la JACF. Sœur de l'abbé Paul Lamy, aumônier adjoint puis aumônier fédéral de la JACF après le décès du chanoine Pouillard, elle s'engage également dans l'encadrement des Avant-Gardes<sup>19</sup> et dans le mouvement noëliste<sup>20</sup>.

Suzanne Gros, fille d'un voyageur de commerce née en 1897<sup>21</sup>, suit un parcours identique à celui de Marie-Thérèse Lamy, notamment parce qu'elles travaillent ensemble sur la ville et l'arrondissement. Elles sont conjointement responsables des Cyclamens de Saint-Claude entre 1930 et 1934<sup>22</sup> puis nommées responsables JACF de l'arrondissement de Saint-Claude en décembre 1934. Suzanne Gros est l'auteure de divers comptes rendus des journées-rencontres de Vaillantes ou des congrès eucharistiques<sup>23</sup>, intervient au sein de la JACF puis en tant que déléguée des groupes des villes et gros centres aux côtés de Jeanne Lecointe à la journée-rencontre d'octobre 1936<sup>24</sup>.

<sup>14</sup> *Les Vaillantes*, septembre 1934.

<sup>15</sup> *Les Vaillantes*, septembre 1934, novembre 1936.

<sup>16</sup> *Les Vaillantes*, novembre 1935.

<sup>17</sup> Notamment « ce que doit être la militante », *Les Vaillantes*, octobre 1935.

<sup>18</sup> *Les Vaillantes*, novembre 1936.

<sup>19</sup> Lettre de Suzanne Gros et de Marie-Thérèse Lamy à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 11 mai 1936, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 342.

<sup>20</sup> *Les Vaillantes*, janvier-février 1945 : suite à l'annonce du décès de son père, elle est présentée comme « ancienne présidente noëliste ».

<sup>21</sup> Née le 29 septembre 1897, décédée le 2 septembre 1986. ADJ, 2Mi1162, Acte de naissance de Suzanne Marie Marthe Gros, état civil de la commune de Saint-Claude.

<sup>22</sup> *Les Vaillantes*, septembre 1934.

<sup>23</sup> *Les Vaillantes*, août 1932, septembre 1934.

<sup>24</sup> *Les Vaillantes*, novembre 1936.

Jeanne Lecointe comme Suzanne Gros, Marie-Thérèse Lamy et même Hélène de Villeneuve-Bargemont et la plupart des dirigeantes issues des rangs de la LPDF et des Vaillantes peuvent être considérées comme des modèles de dame patronnesse. Cette figure de l'évergétisme nobiliaire pré-révolutionnaire, apparaît et se développe au XIX<sup>e</sup> siècle autour de l'émergence des Œuvres sociales liées au processus d'industrialisation et à la « question sociale ». Si la dame patronnesse peut être mobilisée et définie comme telle par des institutions publiques, elle agit le plus souvent dans le cadre de structures religieuses et d'une charité privée soutenue de plus en plus par l'intervention croissante des pouvoirs publics<sup>25</sup>. « Le plus souvent bienveillante, sans formation spécifique, bourgeoise ou aristocrate, elle se consacre volontiers aux Œuvres de bienfaisance. Il importe alors de cadrer ou de recadrer les classes populaires : de les remettre dans le droit chemin de la vertu, de l'hygiène, de la norme, dès lors qu'il importe de répondre aux dégâts de l'industrialisation capitaliste par des remèdes individualisés. Ces dames sont l'incarnation d'un christianisme social paternaliste et caritatif. (...) Ces pionnières du travail social sont mues par une morale du travail et de l'effort ainsi que par un souci de l'ordre. Elles se veulent neutres, au-delà des classes sociales et au service de l'homme. Elles visent la paix dans le progrès. Leurs actions sont guidées par le sérieux, l'esprit d'engagement, l'abnégation, le sens du devoir, l'exaltation de la souffrance et du sacrifice, l'obéissance et la crainte du péché. Engagement qui serait aussi le reflet d'une éducation faite d'infantilisation, de répression sexuelle et de négation de soi en tant que femme<sup>26</sup> ».

Le mouvement qui prétendait vouloir rompre avec les anciennes dirigeantes se trouve malgré lui, contraint de composer avec elles, au moins à ses débuts. Mais la frontière n'est pas toujours aisée à tracer entre ces dames patronnesses et les nouvelles recrues qui seraient plus jeunes et issues du milieu rural, comme en témoigne le point de vue de Lucie Pasteur sur la question, qui, d'après ce que nous avons vu, pourrait être rangée dans la première catégorie. Cette dernière, suite à la réception d'une lettre anonyme de Dole par Hélène de Villeneuve-Bargemont, apparemment virulente, lui écrit : « Je vous demande d'accepter d'avance la mentalité très spéciale de nos femmes d'Œuvres. Il y a un fossé entre notre manière d'agir à nous qui avons vécu dans le monde, affirmant notre personnalité et gardant l'équilibre de nos affections, et ces âmes de personnes à demi religieuses, ignorant tout de la vraie vie extérieure,

---

<sup>25</sup> À ce sujet voir MAREC Yannick, « De la dame patronnesse à l'institutrice. La petite enfance entre charité et instruction à Rouen au XIX<sup>e</sup> siècle », *Annales de Normandie*, n°2, 1985, pp. 121— 150.

<sup>26</sup> PINILLA José, « Les dix péchés de la dame patronnesse Dogme, morale, autorité, déficit méthodologique ainsi que conservatisme politique et institutionnel », *Pensée plurielle*, 2003, n° 5, pp. 57-70. L'article s'appuie notamment sur les travaux de VERDES-LEROUX Jeannine, « Pouvoir et assistance : cinquante ans de service social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 2, 1976, pp.152-172.

devenant forcément pharisaïques parce qu'on les sature de leur supériorité afin de les prémunir. Je les excuse beaucoup parce que je les crois inconscientes, elles sont vraiment malheureuses. Pour nos Œuvres, il se passe la chose suivante qui est paradoxale, c'est que ces personnes préparées, semble-t-il, à l'apostolat, qui devraient être les chevilles ouvrières de tous nos groupements, ne rendent pas ce que donne une apôtre laïque comme Mlle de Villeneuve et Marguerite Clavez. C'est très triste de constater cette déficience, vous disait l'autre jour M. Cheylus. Nous ne pouvons pas les écarter à cause de l'exemple. Et il faut avoir un peu pitié de l'autorité diocésaine qui a des obligations à ce milieu, qui ne peut pas trancher, et nous sera reconnaissante de ne pas créer de conflits. J'ai essayé la première année de mon travail de créer des liens, de faire partager mes désirs, je me suis fourvoyée en plein. Beaucoup de choses ont été incomprises, d'autres déformées. Maintenant je fais comme "la femme aux yeux fermés" — je ne vois rien — je n'entends rien — je ne sens pas les coups — et je mène ma barque selon les directives de la Direction en prenant les moyens que je crois bons. (...) On peut dire que malgré la guerre sourde et tous les murs qu'il fallait renverser, notre plan diocésain s'est établi.<sup>27</sup> ». On voit bien comment ici, Lucie Pasteur se distingue et distingue la secrétaire diocésaine par la même occasion de ces « personnes à demi-religieuses » qui semblent déconnectées de la réalité contrairement à elles, en prise avec le terrain et considérées comme des pharisiennes, sans doute par leur excès de moralisme. Il faut ici noter que Thérèse Corneille, initiatrice des Semeuses de Champagne et directrice de la Providence, appartient vraisemblablement à ce groupe décrit par Lucie Pasteur, bien qu'elle soit loin de sembler déconnectée de la réalité « extérieure »<sup>28</sup>. Les conflits semblent avant tout être des conflits de personnes liés à des attitudes morales et la distinction opérée par Lucie Pasteur entre le « nous » et les « femmes d'Œuvres », éminemment subjective, fait abstraction des points communs suffisamment nombreux entre toutes, qu'il s'agisse de la piété, du dévouement, de l'investissement dans l'Action catholique et surtout de l'origine sociale très aisée, qui les classe uniformément dans la catégorie des dames patronnesses telle que nous l'avons précédemment définie.

---

<sup>27</sup> Lettre de Lucie Pasteur à Hélène de Villeneuve-Bargemont du 6 août 1935 ; ADDSC, Carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 400.

<sup>28</sup> Lucie Pasteur l'évoque tout en supposant que la lettre anonyme ne vient pas d'elle car elle est écrite en « mauvais français ».



## 2) Des responsables locales issues des rangs des Vaillantes

Si les principales responsables fédérales ont bien été renouvelées entre le lancement de la JACF, fin 1934 et l'été 1936, il convient néanmoins d'observer ce qu'il en est des responsables locales. Notre base de données, constituée à partir des archives d'Hélène de Villeneuve-Bargemont et du bulletin des *Vaillantes du Jura* entre 1926 et décembre 1934 répertorie 444 responsables ayant exercé des responsabilités au sein des Vaillantes, généralement en tant que « correspondante locale », « secrétaire » ou « présidente » de groupe ainsi que les 9 responsables des groupes javistes des cantons de Poligny, Nozeroy, Salins-les-Bains et Villers-Farlay<sup>29</sup> auxquelles il faut ajouter Hélène de Villeneuve-Bargemont qui s'occupe du groupe JAV de Bersaillin.

Sur ces 10 responsables JAV, seulement 3 ont exercé une responsabilité au sein des Vaillantes. Il s'agit de mademoiselle Besançon<sup>30</sup> qui était correspondante des Vaillantes pour la paroisse d'Onglières et qui devient responsable JAV du canton de Nozeroy et de mesdemoiselles Girard<sup>31</sup> correspondantes des Vaillantes pour la paroisse de Bonnefontaine et qui deviennent responsables JAV du canton de Poligny et Hélène de Villeneuve-Bargemont. Ces deux responsabilités ont pu être cumulées dans le même laps de temps, d'autant plus que les sources de ces informations proviennent de la même liasse d'archives. Malgré le peu de représentativité de cet échantillon, il reste possible de supposer que le mouvement javiste a fait émerger une nouvelle forme de responsable distincte de celle de la période précédente.

Mesdemoiselles Girard et Besançon sont par ailleurs les deux responsables aux côtés de Marie Guinchard de Pont d'Héry qui ne s'investissent pas par la suite dans le mouvement jaciste soit parce qu'elles se sont mariées ou ont fait le choix de se retirer, soit justement parce que le mouvement préférerait rompre avec celles qui avaient déjà trop marqué de leur empreinte les Vaillantes et la JAV et qui, vieillissantes, ne pourraient plus incarner la modernité apostolique de la JACF<sup>32</sup>. Pour les 6 autres responsables JAV, au moins 4 se sont engagées avec certitude

---

<sup>29</sup> ADDSC, Carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3, document 9.

<sup>30</sup> Il s'agit sans doute de Marcelle Besançon née en 1910 à Onglières puisque sa sœur, Simone, née en 1921, paraît trop jeune pour avoir été responsable d'un groupe de Vaillantes au début des années 1930. Marcelle Besançon est fille de cultivateurs. ADJ, 2Mi635, dénombrement de population de la commune d'Onglières, 1931 et 1936.

<sup>31</sup> Il s'agit d'Eugénie et de Thérèse Girard respectivement nées en 1906 et 1908, filles de Marius Girard considéré dans le dénombrement de population de 1931 comme « propriétaire exploitant », ce qui semble indiquer un statut social supérieur à celui de « cultivateur », terme utilisé pour la plupart de ses homologues sur la commune dans le même dénombrement. ADJ, 2Mi641, dénombrement de population la commune de Bonnefontaine, 1931.

<sup>32</sup> En 1935, Marcelle Besançon n'a que 25 ans, mais Eugénie Girard en a 29 et sa sœur Thérèse, 27.

dans la JACF. Il s'agit de Louise Bouton d'Ounans, de madame Suzanne Dumont d'Ivory<sup>33</sup>, de Camille Grandperrin de Molain et de mademoiselle Perrard de Fay-en-Montagne. Marie-Rose Romanet de Brainans et Clémence Fournier<sup>34</sup> de Tourmont laissent quant à elles leur place à leurs sœurs ou cousines plus jeunes qui font perdurer l'engagement familial en adhérant à la JACF. Ainsi Céleste et Jeanne Romanet sont repérées comme affiliées à la JACF à Brainans tout comme Marie-Louise, Madeleine, Geneviève et Marthe Fournier à Tourmont.

Sur les 444 responsables Vaillantes identifiées, 76 vont être par la suite encore liées à la JACF soit 17,1 %<sup>35</sup>, par le biais d'abonnement au journal du mouvement, par l'adhésion, mais plus souvent par la prise de responsabilité au sein d'une section, d'un centre ou de la Fédération. Parmi elles on compte Thérèse Corneille, Lucie Pasteur, Amélie Milçent-Meyssonier et Gilberte de Longeville sur lesquelles nous sommes déjà revenues. Si ce chiffre paraît peu élevé, il faut prendre en considération plusieurs facteurs pour mieux le saisir.

Tout d'abord la plupart des directrices des Vaillantes sont restées en place dans des groupes qui ne se sont pas spécialisés comme Simone Kremm, secrétaire du groupe des Rousses, au moins de 1930 à 1937<sup>36</sup>. D'autres ont suivi la spécialisation de leur groupe vers la JOCF à l'image de Jeanne Javel de Conliège ou de mademoiselle Barbé de Dole, vers la JICF, les Âmes Vaillantes ou les Avant-Gardes ou ont préféré rejoindre d'autres mouvements comme le guidisme, la FGSPE ou le Noël. Il en va ainsi d'Alice Guy qui est membre du comité noëliste de Lons-le-Saunier et du patronage de Sainte-Marguerite et de Jacqueline Maury qui, après être intervenue dans des réunions de Vaillantes, avoir secondé Lucie Pasteur à la direction des Œuvres<sup>37</sup> devient présidente du comité noëliste de Lons-le-Saunier<sup>38</sup>.

Mais la plupart d'entre elles se sont mariées, quittant l'encadrement des jeunes filles pour se consacrer à leur foyer et, pour certaines d'entre elles, à l'engagement au sein de la Ligue, devenue depuis 1933 la Ligue féminine d'Action catholique française. Il est d'ailleurs régulièrement rappelé aux Vaillantes qu'après leur mariage, leur engagement dans les Œuvres catholiques doit perdurer au sein de ce mouvement. Si l'on ne compte que 12 responsables des vaillantes mariées et 3 fiancées dans notre base de données, c'est parce que celle-ci ne contient

---

<sup>33</sup> Son mari, cultivateur né en 1905, est un homonyme du sénateur Charles Dumont député puis sénateur radical du Jura (1867-1939)

<sup>34</sup> Elle est née en 1902 a donc près de 33 ans au moment du lancement de la JACF. ADJ Dénombrement de population de la commune de Tourmont, 1931.

<sup>35</sup> Nous prenons en considération dans ce calcul les 10 responsables javistes précédemment citées. Si ce n'était pas le cas, le pourcentage s'élèverait à 16,8 % de responsables Vaillantes liées à la JACF.

<sup>36</sup> Première occurrence dans les *Vaillantes* en mai 1930 et dernière occurrence dans les *Vaillantes* de mars 1937.

<sup>37</sup> *Les Vaillantes*, novembre, décembre 1932 ; mars, avril 1933.

<sup>38</sup> *Les Vaillantes*, mars 1937.

pas les informations concernant les mariages autres que jacistes après 1935. Ces chiffres ne sont donc pas révélateurs du nombre de jeunes filles qui, après leur mariage, ont délaissé les mouvements de jeunesse et qui doivent constituer sans doute plus des deux tiers de notre corpus. Il faut néanmoins prendre en considération le fait que certaines responsables des *Vaillantes* ou même de la JAV étaient déjà mariées, ce qui peut paraître étonnant dans une fédération de jeunes filles même si cette organisation ne prétendait pas, à ses débuts à « l'apostolat du semblable par le semblable » définitivement codifié par Pie XI au début des années 1930. C'est sans doute pour cette raison que l'Action-catholique, voulant s'inscrire dans cette philosophie et marquer la rupture avec les mouvements précédents, insiste sur la limite d'âge de trente ans et sur le célibat. Sur les 444 responsables des *Vaillantes* on compte au moins 8 femmes mariées<sup>39</sup> qui sont pour la plupart issues de famille de notables ou de châtelains, ce qui pose la question de la prédominance du statut social sur le statut marital. Il en va ainsi de madame Wiltz du château de Brans et de madame Paule Vermot, déjà citée, sous son nom de jeune fille : Paule de Froissard-Broissia. Ces deux dernières rejoignent par ailleurs la LFACF pour y exercer des responsabilités<sup>40</sup> tout comme une grande partie des anciennes responsables puisque, rappelons-le, la Ligue en 1937 compte encore plus de 17 000 membres dans le département<sup>41</sup>.

S'il reste difficile de rendre compte de l'origine sociale de toutes ces dirigeantes, il convient de signaler comme pour ces dames mariées dont le prénom n'est pas signalé, une partie des jeunes filles sont désignées comme « mademoiselle ». Pour les 117 jeunes filles ainsi qualifiées, cela dénote souvent l'appartenance à un milieu aisé bien qu'il puisse s'agir de jeunes filles dont le prénom n'est pas connu par les rédacteurs des articles des *Vaillantes* ou d'Hélène de Villeneuve-Bargemont.

D'autres jeunes filles, à l'image de Germaine et Monique de Longeville, sont entrées dans les ordres, ce qui constitue l'idéal de l'aboutissement du parcours militant dans les années 1930. En effet le recrutement en vue de l'apostolat reste l'une des priorités des dames d'Œuvres et du clergé qui y voient le meilleur moyen de restaurer et de préserver une France chrétienne. Le bulletin des *Vaillantes*, jusqu'à son dernier numéro en 1946, dresse ainsi

---

<sup>39</sup> Il s'agit de madame Benoît-Gonin de Septmoncel, madame Suzanne Dumont, épouse de Charles Dumont, d'Ivoy, madame Louhet de Longwy, madame Maîtreroberth de Thervay, madame Poncin de Crançot, madame Ruty d'Aumont, madame Vermot de Blandans et de madame Wiltz de Brans.

<sup>40</sup> Madame Wiltz comme secrétaire du canton de Moisse/ Montmirey et madame Vermot comme secrétaire de l'arrondissement de Lons-le-Saunier au moins à partir de 1937 ; ADDSC, dossier 4K2.

<sup>41</sup> 5227 membres pour l'arrondissement de Lons-le-Saunier, 4767 pour celui de Dole, 4258 pour celui de poligny et 3075 pour celui de Saint-Claude : le décompte des membres ayant été fait paroisse par paroisse dans les documents des archives, ces chiffres nous paraissent réalistes et justes et nous amènent au total de 17 327 membres sur le département. ADDSC, dossier 4K2, état de la Ligue, 1937.

mensuellement la liste de celles qui sont entrées dans les ordres. Les données dont nous disposons ne sont une fois de plus pas révélatrices ici dès le moment où la saisie n'a été systématique que pour les prises d'habit concernant les jacistes<sup>42</sup>.

Parmi les 76 responsables des Vaillantes avant 1934 qui seront toujours liées à la JACF, il conviendrait d'ajouter celles qui, portant le même nom que de futurs jacistes et étant issues du même village, sont susceptibles d'être des sœurs ou des cousines. En effet, dès le moment où les jeunes filles vieillissent et se marient, elles peuvent passer le relais de leurs responsabilités au sein de la fratrie ou de la famille, ce qui implique une forme de continuité non négligeable entre la fédération des Vaillantes et la JACF. 24 responsables des Vaillantes ont ainsi été repérées comme ayant dans le même village un homonyme ayant adhéré ou pris des responsabilités au sein de la JACF. Malgré la difficulté à vérifier les dénombrements de population pour chacune d'entre-elles afin de déterminer si elles sont sœurs, cousines ou partagent simplement le même nom, nous pouvons néanmoins estimer qu'il s'agit d'une fourchette d'estimation plutôt basse dès le moment où différents villages peuvent impliquer une même fratrie ou différents noms une même famille et surtout parce que nous ne disposons pas d'une liste exhaustive des responsables jacistes. Ces 5,4 % de responsables potentiellement liées à la JACF seraient donc sans doute à revoir à la hausse. Parmi ces responsables on compte notamment Geneviève Gauthier d'Orgelet, sœur de Monique, qui devient l'une des principales responsables du mouvement après 1938.

Si nous additionnons ces 24 responsables liées à la JACF par le biais de leur famille aux 76 qui sont avec certitude engagées dans le mouvement, nous parvenons à un total de 100 responsables des Vaillantes liées à la JACF, soit 22,5 % de la totalité des responsables vaillantes repérées. Ce résultat implique, en prenant en compte tous les facteurs justifiant les renoncements — âge, mariage, engagement dans l'apostolat, engagement dans d'autres mouvements — un taux relativement important de continuité entre les responsables de la fédération de jeunes filles et les militantes JACF.

La fédération des Vaillantes a donc constitué un vivier de recrutement pour la JACF, qu'il s'agisse des responsables comme nous venons de le voir, mais également de la base des

---

<sup>42</sup> Avant 1935 on ne repère ainsi que deux responsables des Vaillantes entrants dans les ordres outre Germaine et Monique de Longeville. Il s'agit de Lucie Grossiord, ancienne présidente des Vaillantes des Moussières qui prend l'habit en 1934 au couvent des franciscaines à Lons-le-Saunier sous le nom de sœur Jeanne Agnès de et de Madeleine Jeandot, secrétaire du patronage Sainte-Thérèse de l'enfant Jésus à Lons-le-Saunier qui a fait pendant plusieurs années le compte rendu des rencontres de Vaillantes qui entre au Couvent des religieuses de Saint-Joseph à Bourg-en-Bresse en 1932 ; *Les Vaillantes*, juillet-août 1934, novembre 1932.

jeunes militantes qui, comme nous le montre la cartographie des groupes de Vaillantes, de javistes puis de jacistes, conserve de grandes similitudes. Néanmoins, si le mouvement jaciste s'est, à ses débuts, logiquement appuyé sur une structure existante pour recruter et s'implanter, à partir de 1937 et 1938 des changements ont lieu pour tenter de coller au plus près de la philosophie de l'Action catholique et suivre les directives nationales. Le premier grand changement intervient à la tête même de la JACF jurassienne dès l'instant où la secrétaire, Hélène de Villeneuve-Bargemont, décide de remettre sa démission en décembre 1937.

## **II Enjeux et stratégie d'un changement de direction (1937-1938)**

Les 467 lettres de la correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont et plus particulièrement ici les 18 lettres liées à sa démission nous ouvrent la porte sur les coulisses du mouvement: elles nous permettent de mieux appréhender son fonctionnement interne, de comprendre les processus de décision, les cooptations des membres à différentes responsabilités, d'élucider les stratégies les réseaux et les conflits des différents acteurs, de mettre en lumière réflexions et conceptions personnelles et surtout d'appréhender la construction d'un mouvement d'action collective catholique à la croisée entre les directives nationales et l'adaptation aux enjeux locaux.

Si début 1938 la secrétaire diocésaine déclare de manière fracassante à la secrétaire nationale « la JACF étant dirigée entièrement par Mme Pasteur, je ne veux plus en garder la responsabilité<sup>43</sup> », la situation est plus complexe qu'il n'y paraît. C'est autour de ce moment de crise que constitue la démission d'Hélène de Villeneuve-Bargemont que sa correspondance nous apprend le plus concernant les stratégies des différents acteurs en présence à l'interférence entre le local et le national. En effet, lors de cet épisode elle rédige parfois le brouillon de ses réponses au verso des lettres qu'elle reçoit, ce qui nous permet de saisir la dynamique houleuse de tous les échanges entre la secrétaire de la JACF, la directrice des Œuvres, le directeur des Œuvres, aumônier diocésain, l'évêque, la secrétaire nationale de la JACF et quelques responsables de secteur du mouvement. Mais c'est aussi ici que se révèlent peut-être les limites

---

<sup>43</sup> Lettre n° 8 dans la liasse relative à la démission d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, janvier 1938.

de cette source : entre les divers argumentaires mobilisés par les épistoliers, les interprétations des moindres faits et gestes des uns et des autres, les caractères de chacun des acteurs en présence, il est délicat de faire la part des choses pour mettre en lumière les tenants et les aboutissants du conflit.

## 1) Le triumvirat à la tête de la JACF jurassienne

À l'automne 1935, la JACF jurassienne dispose donc d'une secrétaire diocésaine, nommée à l'été, mais également d'une présidente, comme l'annonce officiellement la *Semaine religieuse du diocèse de Saint-Claude* : « Monseigneur a nommé Mlle de Villeneuve-Bargemont secrétaire diocésaine. À côté d'elle, Mlle Marguerite Clavez a rempli son rôle d'animatrice avec tant de dévouement et tant de flamme en portant la bonne parole sur plusieurs points du diocèse, qu'elle fut considérée tout de suite comme présidente rurale. S'il n'est plus besoin de la présenter à nos groupes, nous tenons du moins à la confirmer dans cette charge.<sup>44</sup> ». Comme nous l'avons vu, le comité diocésain de JACF est définitivement structuré à l'été 1936 autour des représentantes des arrondissements de Dole, Poligny et Lons-le-Saunier, mais le mouvement jurassien semble en grande partie fonctionner sous l'égide de trois personnes, la secrétaire Hélène de Villeneuve-Bargemont, le directeur des Œuvres Just Pouillard et la zélée secrétaire des Œuvres diocésaines, Lucie Pasteur, les autres dirigeantes paraissant ne prendre que peu d'initiatives et suivre les directives de ces derniers<sup>45</sup>.

Nous avons déjà souligné que la nomination comme présidente fédérale de Marguerite Clavez en 1935 avait avant tout comme objectif de donner une figure agricole à la JACF et par là même de lui confier une simple fonction de représentation. Malgré son investissement forcené dans le mouvement, elle ne semble pas avoir de compétences décisionnelles avant le départ d'Hélène de Villeneuve-Bargemont. Alors que le chanoine Pouillard est présent aux grands rendez-vous de la JACF et qu'il reste celui qui entérine les nominations des responsables, il semble plutôt faire office de caution cléricale à un mouvement qui reste dans les mains de la

---

<sup>44</sup> *SRDSC*, 1935, n° 39, p. 373.

<sup>45</sup> À de nombreuses reprises sont évoquées entre Lucie Pasteur et Hélène de Villeneuve-Bargemont la nécessité de contrôler les idées et initiatives des dirigeantes et notamment la présidente, Marguerite Clavez, lettres 379 du 12 décembre 1935 et 442 du 15 novembre 1937. *ADDSC*, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont. Lucie Pasteur écrit à ce sujet à Hélène de Villeneuve-Bargemont, manifestant par là le contrôle qu'elles peuvent avoir sur la présidente fédérale : « Au sujet de Marguerite je suis sûre que nous arriverons à l'endiguer », 12 décembre 1935, lettre 379.

secrétaire diocésaine qui, rappelons-le, entretient des relations directes avec l'évêque du diocèse, proche de la famille, et les réseaux nationaux. Le directeur des Œuvres garde néanmoins très certainement la main sur le mouvement par le biais de sa secrétaire, Lucie Pasteur, veuve d'une figure notable des Œuvres de jeunesse comtoises. En effet, il semble que la JACF doive beaucoup à celle qui est pendant plus de 25 ans secrétaire des Œuvres diocésaines.

### **Encart biographique : Lucie Pasteur, l'éminence grise de la JACF jurassienne**

Fille de François Drouillot et de Marie Miseray, cultivateurs, Lucie Pasteur naît à Ruffey-sur-Seille, près de Bletterans en 1893<sup>46</sup> et épouse en 1913 Henri Pasteur<sup>47</sup> originaire de Censeau. Ce dernier<sup>48</sup>, titulaire de la Légion d'honneur après une carrière d'officier qu'il termine comme commandant, devient président du comité diocésain de jeunesse catholique du Jura en 1921 avant d'être nommé président de l'Union régionale d'ACJF de Franche-Comté en 1923. Contribuant à former des responsables catholiques, insistant sur l'importance d'une organisation décentralisée et conquérante des catholiques comtois, il reste président d'honneur de la jeunesse catholique du Jura et membre d'honneur du comité de l'Union régionale jusqu'à son décès et publie de nombreux articles dans les publications catholiques locales tout en initiant et préparant les cours agricoles par correspondance dans le diocèse de Saint-Claude. Il décède subitement en octobre 1931 laissant derrière lui un ouvrage, *Soldats du Christ*, exposant sa conception d'un militantisme apostolique dynamique et offensif<sup>49</sup>. Sa femme Lucie, décrite par le chanoine Pouillard comme « sa collaboratrice intelligente et fidèle<sup>50</sup> », est secrétaire à la direction des Œuvres du diocèse de Saint-Claude au moins depuis novembre 1930<sup>51</sup>. Elle assure le secrétariat de la JAV naissante<sup>52</sup> et, aux côtés d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, assure une grande partie du secrétariat de la JACF. En deux ans elle envoie à cette dernière 81 lettres<sup>53</sup> relativement longues rendant compte par là même de son influence et de son emprise sur le mouvement puisque si elle reste toujours amicale et même déférente sur la forme avec la secrétaire diocésaine, elle émet de nombreuses suggestions et peut s'avérer assez directive. Elle rédige de nombreux articles pour le bulletin des *Vaillantes*, qu'elle ne signe pas toujours, et semble même diriger en grande partie la publication. Elle occupe sans aucun doute une place de choix dans les Œuvres diocésaines et est certainement très active dans toutes ces dernières, mais reste très peu visible dans les archives du diocèse et des mouvements. C'est sa correspondance avec Hélène de Villeneuve-Bargemont qui la révèle comme cheville ouvrière de la JACF dans les années 1930<sup>54</sup>, semblant avoir un œil sur toutes les relations entre la secrétaire diocésaine, la direction des

<sup>46</sup> 17 septembre 1893-17 août 1966 ; ADJ, 2Mi850, acte de naissance de Lucie Pasteur.

<sup>47</sup> (9 janvier 1888-15 octobre 1931).

<sup>48</sup> Fils d'Armand Pasteur et de Marie Poncet, cultivateurs, Henri Pasteur naît le 9 janvier 1888 à Censeau et décède à Besançon le 15 octobre 1931.

<sup>49</sup> Notice biographique dans DUCERF Laurent, PETIT Vincent, TRAMAUX Manuel (dir.), *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine, Franche-Comté*, Paris, Éditions Beauchesne, 2016.

<sup>50</sup> *Nenni ma foi !* décembre 1931.

<sup>51</sup> Première évocation de cette responsabilité dans le bulletin des *Vaillantes* en novembre 1930.

<sup>52</sup> *Les Vaillantes*, janvier 1933.

<sup>53</sup> Carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC. À ces 81 lettres il faut ajouter les 6 envoyées par Lucie Pasteur pendant l'épisode de la démission.

<sup>54</sup> Entre 1935 et 1938 elle lui écrit en moyenne tous les dix jours.

Œuvres, l'évêché et le mouvement national<sup>55</sup>. Pour son dévouement pendant la Seconde Guerre mondiale lui est remise la médaille de la Reconnaissance française<sup>56</sup> et le diocèse la récompense de son engagement apostolique en lui décernant la Croix de la reconnaissance diocésaine. Secrétaire des Œuvres pendant 25 années<sup>57</sup> son influence et ses stratégies sont dévoilées dans le contexte de la démission d'Hélène de Villeneuve-Bargemont et semblent la révéler comme éminence grise du chanoine Pouillard, des Œuvres et de la JACF.

## 2) Les coulisses de la démission de la secrétaire diocésaine

L'épisode qui se déroule entre décembre 1937 et février 1938, date de la démission d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, nous est révélé par dix-huit lettres<sup>58</sup> dont la secrétaire diocésaine est tantôt l'expéditrice<sup>59</sup>, tantôt la destinataire. Interviennent ici outre Lucie Pasteur et le directeur des Œuvres, l'évêque et la présidente nationale. Est ainsi mise en évidence la régularité des rapports voire l'amitié entre Émilie Mendre et Hélène de Villeneuve-Bargemont qui n'hésite pas à se plaindre et à lui soumettre les problèmes internes de la JACF jurassienne et les liens étroits avec l'évêque qu'elle prend à partie. Le contexte est la nomination d'une jaciste, Monique Gauthier, comme responsable des centres de JACF, l'échelon intermédiaire entre la section et la fédération. La secrétaire soumet sa démission à l'évêque sous prétexte qu'elle n'est plus informée de ce qui se passe dans le mouvement et que les décisions sont prises sans elle. Sur une note jointe à sa correspondance, elle énonce point par point les problèmes de la JACF jurassienne sur un ton plutôt âpre<sup>60</sup>.

Nous ne disposons pas du brouillon de la première lettre envoyée à la présidente nationale où elle expose sans aucun doute les motifs de sa démission. Il est probable qu'elle ait repris en grande partie les motifs qu'elle énonçait dans sa note puisqu'elle semble entretenir des relations

---

<sup>55</sup> Les lettres 135 et 327 de la présidente nationale Émilie Mendre à Hélène de Villeneuve-Bargemont rendent compte que cette première entretient également une correspondance avec Lucie Pasteur. Carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC. Également sur les 450 lettres de la correspondance de la secrétaire diocésaine elle est citée à près de 40 reprises, notamment par le chanoine Pouillard, Émilie Mendre et Marguerite Clavez, ce qui suppose qu'elle interagisse surtout avec les responsables du mouvement.

<sup>56</sup> Cette médaille récompense toute personne qui a pendant la guerre et les hostilités, soit accomplie des actes de dévouement dans l'intérêt public, soit rendu au pays des services signalés, sans que ces actions revêtent un caractère militaire (décret du 14 septembre 1945). À moins que la médaille ne lui ait été remise par le gouvernement de Vichy (décret du 11 août 1941) pour acte de courage et de dévouement accomplis entre le 2 septembre 1939 et la date de cessation légale des hostilités, l'article de *La Croix du Jura* ne le précise pas.

<sup>57</sup> *La Croix du Jura*, nécrologie de Lucie Pasteur, 25 août 1966.

<sup>58</sup> Ces dernières, constituant une liasse à part, n'ont pas été intégrées dans notre base de données des correspondances. Elles ont été numérotées de 1 à 18 en fonction de l'ordre dans lequel elles étaient conservées.

<sup>59</sup> Il s'agit d'une des rares fois où Hélène de Villeneuve-Bargemont rédige le brouillon de ses réponses au dos des lettres qu'elle reçoit.

<sup>60</sup> Annexe F-3 ;



assez amicales avec Émilie Mendre, de qui elle reçoit 15 lettres entre 1935 et 1937, qui lui exprime sa « sympathie » dans les formules finales et qui prend régulièrement des nouvelles de la santé de ses parents. Également elle lui rappelle à deux reprises qu'elle est la bienvenue dans le Nord, à l'abbaye d'Anchin<sup>61</sup> et tâche de s'arranger pour la rencontrer lors de ses séjours parisiens estivaux<sup>62</sup>.

Dans tous les cas, Émilie Mendre lui répond en lui expliquant qu'elle ne peut interférer dans les affaires diocésaines sauf en rappelant les directives du mouvement : à savoir que l'objectif est que les jeunes filles elles-mêmes prennent de plus en plus de responsabilités en son sein. Elle lui rappelle également que « la fédération du Jura doit être en liaison avec la Direction des Œuvres de manière à ce que l'unité du mouvement national ne gêne pas l'unité diocésaine, mais la renforce<sup>63</sup> ». Au dos de cette réponse, Hélène de Villeneuve-Bargemont, visiblement agacée, rédige le brouillon d'une note concise et sans appel : « Comme je vous l'ai déjà dit en conscience trouvant justement qu'on ne donne aucune responsabilité aux jeunes, la JACF étant dirigée entièrement par Mme Pasteur je ne veux plus en garder la responsabilité et donne ma démission pour le 1er février.<sup>64</sup> ».

Avant d'écrire à la présidente nationale, la secrétaire diocésaine de la JACF avait déjà envoyé deux courriers à Lucie Pasteur pour lui signifier son désaccord avec la nouvelle organisation et sa démission. Cette dernière ne semble pas la prendre au sérieux et lui répond le 31 décembre en justifiant le choix de Monique Gauthier par les directives nationales qui veulent que les jeunes filles se prennent en charge elles-mêmes au sein du mouvement<sup>65</sup> tout en précisant qu'il faut garder un contrôle serré sur ces dernières comme le préconise le père Stanislas Courbe, secrétaire général de l'Action catholique française. Lucie Pasteur utilise ici plusieurs arguments d'autorité en faisant référence à deux clercs d'envergure nationale, en

---

<sup>61</sup> Lettres 321 du 19 mai 1935 (?) et 322 du 24 mars 1935 d'Émilie Mendre à Hélène de Villeneuve-Bargemont, carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC.

<sup>62</sup> Lettres 135 du 23 juillet 1936 et 321 du 19 mai 1935 (?) d'Émilie Mendre à Hélène de Villeneuve-Bargemont, carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC. À noter ici qu'à ces deux reprises, Émilie Mendre annonce avoir été informée du futur séjour parisien de la secrétaire jurassienne par madame Pasteur, ce qui signifie que cette dernière entretient également une correspondance régulière avec la présidente nationale de la JACF.

<sup>63</sup> Lettre d'Émilie Mendre à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 19 janvier 1938, liasse « démission », carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC.

<sup>64</sup> Brouillon de lettre d'Hélène de Villeneuve-Bargemont à Émilie Mendre, réponse à la lettre du 19 janvier 1938, liasse « démission », carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC.

<sup>65</sup> Monique aurait été choisie par le chanoine Pouillard car elle plaît aux jeunes filles, est estimée du clergé et également est docile à l'influence du père Rouanet, l'aumônier national, qui veut des jeunes responsables. Elle justifie la division du travail dans le comité fédéral de la JACF sur le modèle de la JAC et de la JOC et de l'auto-formation en rappelant que Monique doit toujours envoyer à Hélène de Villeneuve-Bargemont une copie de tout ce qu'elle reçoit et informer de toutes ses initiatives.

rappelant les directives, en faisant appel à la nécessaire unité diocésaine et en montrant qu'elle maîtrise parfaitement la méthode de l'ACS et les enjeux du local et du national<sup>66</sup>.

Dans une lettre datée du 10 janvier, Lucie Pasteur rend compte de la dernière réunion diocésaine sans prendre en compte son désir de démission et quatre jours plus tard c'est le chanoine Pouillard qui lui écrit pour lui signifier qu'il regrette son absence à la réunion du 10 janvier également sans paraître être informé des dernières péripéties. Hélène de Villeneuve-Bargemont leur répond à tous deux en entérinant sa démission qu'ils perçoivent comme issue d'un quiproquo en tentant de la faire revenir sur sa décision<sup>67</sup>. L'évêque essaie également de la convaincre<sup>68</sup> puis déclare s'incliner en espérant qu'elle continuera d'œuvrer dans sa paroisse et à la Ligue et en la remerciant pour tout ce qu'elle a fait pour la JACF jurassienne<sup>69</sup>. Trois autres lettres de madame Pasteur, datées du 9, 16 et 23 février rendent compte de son désarroi et de son incompréhension face au départ d'Hélène de Villeneuve-Bargemont qu'elle considère comme une amie tout en revenant sur de nombreuses considérations administratives. Elle réfute également des arguments que l'ex-secrétaire aurait émis en signalant que « les nouvelles responsables ne sont pas des filles incapables<sup>70</sup> » et en revenant sur les problèmes d'organisation des centres, ce qui laisse supposer qu'Hélène de Villeneuve-Bargemont, loin d'être partie discrètement a fait part des objections et des critiques qu'elle avait notifiées dans son brouillon. Elle avait par ailleurs déjà parlé assez franchement à l'évêque en lui annonçant sa démission : « Je ne comprends une collaboration que basée sur la confiance et la loyauté je trouve que ce n'est pas loyal de dire Bon travail cet hiver ... nouvel élan la moisson lève quand les sections affiliées, par suite de départ et ne recrutant pas, sont toutes diminuées de moitié, que des membres affiliées les quittent sans prétexte. Les directives nationales que je reçois sont en opposition perpétuelles avec les directives diocésaines.<sup>71</sup> ».

---

<sup>66</sup> Lettre de Lucie Pasteur à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 31 décembre 1937, liasse « démission », carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC.

<sup>67</sup> Dans une lettre du 25 janvier 1938, Lucie Pasteur revient sur la réunion du 14 décembre où le chanoine a décidé de partager le travail notamment parce qu'Hélène était souvent surchargée et pour suivre les directives nationales qui demandent de laisser des responsabilités aux jeunes et que la Direction des Œuvres ait un simple rôle d'encadrement. Monique doit rendre des comptes de manière scrupuleuse et madame Pasteur insiste sur le fait que Marguerite doit être épaulée. Elle lui demande de revenir sur sa décision basée sur un malentendu. Le 7 février 1938, le chanoine Pouillard de retour de Paris s'étonne de la tournure des événements et demande à Hélène de Villeneuve-Bargemont de venir le voir au plus vite afin d'éclaircir la situation.

<sup>68</sup> Lettre de l'évêque Faure à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 27 janvier 1938, liasse « démission », carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC.

<sup>69</sup> Lettre de l'évêque Faure à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 7 février 1938, liasse « démission », carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC.

<sup>70</sup> Lettre de Lucie Pasteur à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 23 février 1938, liasse « démission », carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC.

<sup>71</sup> Brouillon de lettre d'Hélène de Villeneuve-Bargemont à l'évêque Faure, janvier 1938, liasse « démission »,

À sa velléité de démission la présidente nationale, l'évêque et le chanoine Pouillard lui rétorquent donc que les consignes nationales sont justement de laisser les jeunes rurales prendre des responsabilités et que si elle a toujours sa place dans le mouvement, elle doit comprendre que c'est avant tout un mouvement de jeunes et d'agricultrices ou du moins de rurales. Se déclarant en accord parfait avec ce principe, l'argument principal qu'elle oppose à cette assertion c'est que les jeunes filles ne prennent aucune responsabilité puisque c'est la secrétaire diocésaine, Lucie Pasteur, qui « contrôle tout<sup>72</sup> ». Elle l'avait déjà dénoncé dans sa note : « À l'heure actuelle, toutes les directives de la JACF sont données par Mme Pasteur ou on est convoquer [sic] pour tout approuver » en signalant également que cette dernière imposait les choix d'enquêtes et l'« impossibilité de passer une consigne dans le bulletin des *Vaillantes*, tous les articles [étant] refaits par Mme Pasteur ou totalement supprimés<sup>73</sup> ». Hélène de Villeneuve-Bargemont remet complètement en question l'efficacité et les méthodes du mouvement diocésain où « l'aumônier diocésain n'a jamais été assister [sic] à aucune réunion ni de section ni de centre. » et où le manque de formation conduit à de nombreuses désaffections. A-t-elle été réellement évincée du fait de son âge et de sa classe ? Parce qu'elle a trop d'autorité et qu'elle n'est pas assez docile et influençable ? ou ne supporte-t-elle pas la division du travail militant perçu comme une entrave au contrôle qu'elle exerce sur le mouvement ? Il est également fort probable, étant donné la maîtrise que possède Lucie Pasteur sur ce qui a trait à la JACF et de la position qu'elle occupe en tant que secrétaire des Œuvres diocésaines, bras droit du directeur des Œuvres, que cette dernière dirige effectivement en grande partie le mouvement jurassien.

Dans tous les cas l'épisode révèle les stratégies des acteurs à interférence entre le local et le national puisque dès les origines le mouvement est censé exister par et pour les jeunes rurales. Pourquoi est-ce seulement à la fin de 1937 que les dirigeants décident de mettre ce principe en application, plus de trois ans après le lancement du mouvement ? On peut supposer que le prestige du nom d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ses réseaux et son dévouement à l'associationnisme catholique ont été exploités au lancement du mouvement pour attirer et mobiliser les jeunes filles et qu'une fois le mouvement ancré dans la société jurassienne, le retour aux directives nationales a primé. Dans les *Vaillantes* du mois de mars, sous la plume du chanoine Pouillard est annoncé qu'Hélène de Villeneuve-Bargemont se retire de la JACF parce que « par un scrupule qui l'honore, elle craint de prendre des responsabilités qui reviennent aux

---

carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC.

<sup>72</sup> Brouillon de lettre d'Hélène de Villeneuve-Bargemont à Émilie Mendre, réponse à la lettre du 19 janvier 1938, liasse « démission », carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC.

<sup>73</sup> Note d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse « démission », carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC.

jeunes elles-mêmes, suivant la formule bien connue des mouvements spécialisés : par elles, pour elles, entre elles<sup>74</sup> ».

### 3) Ambiguïtés autour de la nomination de la nouvelle responsable fédérale

Pour autant la jeune fille à l'origine de la démission qui prend une place au Conseil fédéral, révèle également les ambiguïtés du mouvement puisque celle-ci réside dans un gros bourg rural<sup>75</sup> — correspondant assez peu aux réalités d'implantation de la JACF jurassienne — et est très loin d'être agricultrice. À ce sujet Hélène de Villeneuve-Bargemont signalait d'ailleurs que Lucie Pasteur comptait à l'origine orienter Monique Gauthier vers la JICF, « disant qu'elle n'était pas du milieu<sup>76</sup> », ce à quoi elle se serait opposée préférant la faire intégrer la JACF sans doute parce que le canton d'Orgelet et tout le sud du département ne comptaient encore aucune section de JACF. ». La secrétaire diocésaine note qu'en confiant les centres à Monique Gauthier, « sa responsabilité dépasse celle de Marguerite » et que de fait, la JACF jurassienne lui était confiée. Elle semble surtout s'inquiéter du fait qu'elle n'a pas reçu la formation nécessaire et qu'elle puisse être ainsi « contrôlée » et manipulée par Lucie Pasteur. À cette date, début 1938, Marguerite Clavez n'est plus la jeune fille « toute gentille<sup>77</sup> » décrite trois ans plus tôt par Lucie Pasteur. Elle a acquis une solide formation en parcourant les routes du diocèse et en assistant à de nombreuses journées d'étude régionales et nationales et comme le note Hélène de Villeneuve-Bargemont, son gain d'assurance et cette formation de dirigeante de la JACF peuvent « gêner la direction des Œuvres<sup>78</sup> ». Dès lors et si le mouvement vise à promouvoir de nouvelles recrues, il paraît étonnant qu'il ne puise pas dans le vivier des responsables du bureau diocésain, déjà formées, pour occuper l'une des plus importantes fonctions fédérales.

#### **Encart biographique : Monique Gauthier : Une fille de médecin au service de la JACF**

<sup>74</sup> Les *Vaillantes*, mars 1938.

<sup>75</sup> Lors du dénombrement de population de 1936, Orgelet compte 1279 habitants ; ADJ.

<sup>76</sup> Note d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse démission, carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC.

<sup>77</sup> Lettre de Lucie Pasteur à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 20 avril 1935 ; ADDSC ; carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 385

<sup>78</sup> Note d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse démission, carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC.

Monique Gauthier est la fille de Louis Gauthier, docteur en médecine, homme politique chrétien, conseiller municipal d'Orgelet et conseiller général élu à trois reprises pour le canton également président du conseil d'administration du syndicat d'Orgelet, vice-président de la caisse agricole et de l'association des anciens combattants du canton<sup>79</sup>. Née en 1917<sup>80</sup>, la jeune fille évolue dans le bourg d'Orgelet qui compte 1300 habitants et dans une maisonnée qui comprend outre son père médecin et sa mère sans profession<sup>81</sup>, ses deux sœurs de 14 et 15 ans ses aînées. Suite au décès de son père en 1932, alors qu'elle est âgée de 15 ans, elle est adoptée par la nation<sup>82</sup> et continue de vivre avec sa mère et l'une de ses sœurs<sup>83</sup>.

Monique Gauthier n'apparaît pas dans le bulletin des *Vaillantes* du Jura avant sa nomination comme responsable fédérale des centres en janvier 1938<sup>84</sup>. Elle est néanmoins abonnée au journal du mouvement depuis 1936<sup>85</sup>, date à laquelle semble commencer son engagement, a déjà échangé quelques lettres<sup>86</sup> avec Hélène de Villeneuve-Bargemont, assisté à une réunion du centre de Lons-le-Saunier en février 1937<sup>87</sup> et à une de celui d'Orgelet en décembre 1937<sup>88</sup>.

À partir de 1938 elle est donc propulsée à une responsabilité fédérale qui implique notamment qu'elle coordonne et développe la formation des centres jacistes du diocèse. Elle intervient pour ce faire lors des diverses réunions de centres<sup>89</sup>, siège au conseil fédéral et à partir de mars 1938 tient une permanence tous les jeudis à la direction des Œuvres<sup>90</sup>. À l'automne 1940 il est annoncé qu'« elle seconde Marguerite Clavez<sup>91</sup> » alors que c'est le cas depuis près de deux ans puisqu'elle occupe une place centrale dans la hiérarchie du mouvement si ce n'est que, comme le notait Hélène de Villeneuve-Bargemont « sa responsabilité dépasse celle de Marguerite<sup>92</sup> ». Elle représente la fédération jurassienne aux

<sup>79</sup> REVERCHON Arthur, « Droites et conservateur dans les campagnes jurassiennes de l'entre-deux-guerres », mémoire de Master 1 sous la direction d'Édouard Lynch, université Lyon 2, 2007, p. 201.

<sup>80</sup> Monique Geneviève Josèphe née le 26 novembre 1917, fille de Louis Victor Alphonse Gauthier 43 ans et de Jeanne Françoise Mathilde Fieux 41 ans originaire de Lajoux. ADJ, acte de naissance de Monique Gauthier, Orgelet.

<sup>81</sup> Sa mère, Jeanne Fieux, née à Lajoux en 1876 est la fille de Claude Fieux également docteur en médecine et de Marie Grosfilley, déclarée sans profession. ADJ, état civil de Lajoux ; acte de mariage de Louis Gauthier et de Jeanne Fieux, 11 novembre 1900.

<sup>82</sup> Adoptée par la nation suivant un jugement du tribunal civil de Lons-le-Saunier du 5 avril 1932 ; acte de naissance de Monique Gauthier, mention marginale.

<sup>83</sup> Blandine Gauthier est absente du dénombrement de population depuis 1926. Geneviève quant à elle figure encore dans le foyer pour les dénombrements de 1926, 1931 et 1936 elle est alors considérée « sans profession ». ADJ, dénombrement de population d'Orgelet, 1921, 1926, 1931 et 1936.

<sup>84</sup> *Les Vaillantes*, janvier 1938.

<sup>85</sup> Carnet des abonnements, abonnements pour 1936 et pour 1937, liasse 3, carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC.

<sup>86</sup> Entre 1936 et 1938 Monique Gauthier envoie 6 lettres à la secrétaire diocésaine. La première lettre date du 18 septembre 1936 ou elle annonce qu'une première réunion de centre sera organisée à Orgelet le 24 octobre ; ADDSC, carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 222.

<sup>87</sup> Le 18 février 1937 ; cahier du cercle de Lons-le-Saunier, 5K3, ADDSC.

<sup>88</sup> Document 22, liasse 3, carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC.

<sup>89</sup> Le 31 janvier 1938 à Mièges, en février à Dole, Malange, Thervay Longwy, Bletterans, Commenailles, Voiteur et Vadans. Elle réalise également une tournée des centres en décembre 1939, visite Toulouse, Arinthod, Auxange et Thervay entre janvier et mars 1940. *Les Vaillantes*, mars 1938 ; janvier 1940 ; février 1940 ; mars 1940. À noter que depuis sa prise de responsabilité elle ne se rend qu'une seule fois en réunion au cercle de Lons-le-Saunier, en novembre 1939 alors que celui-ci, comme nous l'avons vu, se réunit très régulièrement entre janvier 1938 et fin 1940. Cahier du cercle de Lons-le-Saunier, 5K3, ADDSC.

<sup>90</sup> *Les Vaillantes*, mars 1938.

<sup>91</sup> *Les Vaillantes*, septembre-octobre 1940.

<sup>92</sup> Note d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse démission, carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC.

jours régionales de Lyon la même année<sup>93</sup>, seule formation qu'elle ait apparemment suivi au sein du mouvement<sup>94</sup> et continue de siéger, au moins jusqu'en juin 1941<sup>95</sup> au Conseil fédéral. On apprend en décembre 1944 qu'elle dirige un service d'éducation ménagère auprès de jeunes filles en usine en Côte d'Or où sa sœur est assistante sociale et qu'elle prépare le diplôme de la Croix-Rouge d'assistante sociale rurale<sup>96</sup>. Le 7 septembre 1946 elle épouse à Orgelet Jean Gravier, veuf, ancien président fédéral de la JAC et vice-président national du mouvement.

Hélène de Villeneuve-Bargemont notait à son sujet en janvier 1938 : « la secrétaire n'est pas au courant du titre donné à Monique, ni quant elle a reçu l'insigne<sup>97</sup> ». Cette déclaration, à resituer dans le contexte de la démission de la secrétaire, soulève néanmoins le doute quant à l'affiliation à la JACF de Monique Gauthier et la question de la cooptation à son poste de responsable fédérale. En effet, celle-ci, loin d'avoir eu une carrière militante<sup>98</sup> et gravi les échelons du mouvement, semble avoir été propulsée directement dirigeante diocésaine sans autre bagage que la notoriété paternelle<sup>99</sup>.

La nomination d'une jeune fille de 21 ans à des responsabilités fédérales au début de 1938 entraîne la démission de la secrétaire diocésaine qui estime que cela vise à l'évincer et à accroître le pouvoir et l'influence de celle qui dirige en catimini le mouvement : Lucie Pasteur. Pour autant, même s'il est probable que ce soit le cas au début, la formation reçue à l'échelle régionale et nationale par ces premières responsables leur permet de contrarier ces influences de l'ombre et de prendre de plus en plus d'initiatives et de responsabilités. Si Marguerite Clavez n'appartient ni à la petite ni à la moyenne paysannerie et que Monique Gauthier est loin d'être issue du milieu agricole, il n'en reste pas moins que ces deux jeunes filles représentent l'évolution d'un mouvement qui peu à peu semble se détacher du patronage féminin de l'aristocratie ou de la grande bourgeoisie locale. Cette dynamique est d'ailleurs plus générale

<sup>93</sup> *Les Vaillantes*, novembre-décembre 1940.

<sup>94</sup> Aucune autre indication concernant une formation qu'elle aurait pu suivre n'apparaît dans le bulletin des *Vaillantes*. Il est néanmoins probable qu'elle en ait suivi d'autres même si cela fut de plus en plus compliqué pour la période 1939-1941.

<sup>95</sup> Il s'agit de la dernière mention de sa présence en Conseil fédéral, *Les Vaillantes*, juin-juillet 1941.

<sup>96</sup> *Les Vaillantes*, décembre 1944.

<sup>97</sup> Note d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse démission, carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC.

<sup>98</sup> La notion de « carrière », développée par Everett Hugues pour envisager les étapes d'accès et d'exercice d'une profession comme une suite de changements objectifs et subjectifs de positions, est notamment reprise par Howard Becker pour appréhender les successions de phases d'un parcours individuel ainsi que le sens et les perspectives que lui accorde l'individu. Appliquée au militantisme, elle permet de comprendre les différentes étapes de l'engagement et comment celles-ci interagissent avec un contexte et des institutions tout en étant déterminées par des comportements passés et conditionnant les champs des possibles. Elle nous permet ici de travailler la question des prédispositions au militantisme, le passage à l'acte et les différentes formes d'engagement prises au sein de la JAC dans le temps bien que nous n'envisagions pas « la multiplicité des engagements le long du cycle de vie », les archives ne nous le permettant que trop difficilement. HUGHES Everett, *Men and their Work*, New York, The Free Press, 1958 ; BECKER Howard, *Outsiders, études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié 1985 (New York, 1963). FILLIEULE Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *dans Revue française de science politique*, février-avril 2001, n°51, pp. 199-215.

<sup>99</sup> Il resterait à déterminer si elle a suivi des études après son certificat d'étude.

puisqu'au fur et à mesure de la spécialisation la Ligue et les dames patronnesses s'effacent pour laisser la place à un mouvement qui se construit de manière autonome autour de nouvelles recrues.

### **III Les nouvelles responsables formées par la JACF : un rôle de médiatrice (1936-1945)**

Les nouvelles responsables promues semblent être, à l'image de Monique Gauthier, issues de milieux sociaux plutôt aisés. Déjà les nominations au Conseil fédéral de l'été 1936 qui initient la relève, révèlent l'évolution du profil des responsables. En effet, si, comme nous l'avons vu, il existe une forte continuité entre les responsables des groupes de vaillantes et celles de la JACF, le nouveau Conseil fédéral semble mettre en lumière des jeunes filles plus jeunes, issues du milieu agricole et occupant une position sociale à priori plus modeste que celle des demoiselles d'Œuvres ou dames patronnesses. La comparaison entre ces responsables et celle de la génération suivante, qui émerge à partir de 1939, nous paraît pertinente puisqu'elle pose la question des permanences et des changements dans le recrutement. L'accumulation des notices biographiques permet ici de donner plus de chair au mouvement et de dresser le profil collectif des dirigeantes de la JACF entre 1936 et 1945.

#### **1) Profils des nouvelles recrues du comité diocésain**

Les nouvelles responsables qui siègent au Comité fédéral dès 1936 sont souvent filles ou femmes de personnalités locales, détenant par là même une autorité liée à leur famille ou la légitimant par leur métier d'enseignante d'école privée ou tout simplement leur statut de vieille fille offrant leur ardeur et leur vivacité à l'Église en sacrifiant leur être à la cause des mouvements catholiques. Néanmoins, il convient de revenir de près sur ces nouvelles dirigeantes qui, si elles paraissent avoir été formées par la JACF et valorisées comme étant issues du milieu agricole, se révèlent avant tout des individus clefs dans leur paroisse, voir à des échelles plus larges sur lesquelles le mouvement naissant peut s'appuyer pour se diffuser.

Aux côtés des anciennes dames d'Œuvres, siègent notamment Edmée Prudhon, Alice Barbaud, Marie Thiebert et Félicie Reverchon, sur lesquelles nous nous proposons de revenir.

**Encart biographique : Edmée Prudhon, le désengagement avisé d'une fille de cultivateur aisé.**

Née le 28 janvier 1916 à Malange, Émilienne Victoire Edmée est la fille d'Émile Prudhon et de Marie Métadiou tous deux considérés par l'administration comme cultivateurs<sup>100</sup> à la tête d'une exploitation de 27 hectares, principalement en terres labourables,<sup>101</sup> estimée comme l'une des plus importantes de la commune<sup>102</sup>. Considérée par les dénombremens de population comme « cultivatrice », elle évoque régulièrement les lourds travaux dans l'exploitation dans sa correspondance avec Hélène de Villeneuve-Bargemont<sup>103</sup>. Cinquième enfant d'une fratrie de six, l'aînée d'Edmée, Marie<sup>104</sup> avait déjà exercé des responsabilités au sein des Vaillantes en étant correspondante de la paroisse pour le mouvement et sa branche javiste<sup>105</sup>. Malange est en effet un des villages où le groupe de Vaillantes se spécialise en JAV et Edmée prend le relais de sa sœur en l'encadrant<sup>106</sup> dès avant 1935. Elle intervient dans la JACF dès la réunion du 2 août 1935 à Mont-Roland<sup>107</sup> et est élue présidente du comité d'arrondissement de Dole le même mois<sup>108</sup> ce qui laisse supposer que son parcours militant au sein de la JAV ou même des Vaillantes lui a offert les compétences langagières et certainement rédactionnelles pour être propulsée assez rapidement à un poste d'importance. Entre 1935 et 1937 elle dirige les réunions des centres de Malange et de Dole, elle se rend aux fêtes et affiliations jacistes et si elle siège au Conseil fédéral pour représenter l'arrondissement aux côtés de Marie-Thérèse Barilley et de Jeanne Bouvier, la correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont la révèle comme la principale figure de la JACF de la région doloise. Jusqu'en 1936 elle et ses frères et sœurs sont considérés comme cultivateurs travaillant sur la grosse exploitation familiale au service de leur père, ce qui permet de la considérer comme l'image idéale de la jaciste que le mouvement prétend former, issue du milieu et restant dans le milieu. Dans le dénombrement de 1926 apparaît une maison vacante définie comme étant la propriété d'Émile Prudhon ce qui indique que la famille dispose d'un patrimoine immobilier pouvant potentiellement lui offrir un revenu complémentaire de location.

Pourtant elle semble quitter le mouvement début 1938 car, si la dernière mention d'elle dans le bulletin des *Vaillantes* date du mois de février 1937 où elle est encore considérée comme « présidente jaciste de l'arrondissement de Dole », elle continue jusqu'au début de l'année suivante à entretenir une correspondance régulière avec Hélène de Villeneuve-

<sup>100</sup> ADJ, acte de naissance d'Edmée Prudhon, Malange.

<sup>101</sup> Émile Marie Eugène Prudhon, le père d'Edmée exploite dans la commune de Malange 26 hectares et 97 ares en 1932 ce qui s'apparente donc à la surface minimum de l'exploitation puisqu'il est susceptible de posséder des terres sur d'autres communes, seul le cadastre de Malange ayant été dépouillé. ADJ, 3P2249, 3P2250.

<sup>102</sup> Émile Prudhon est répertorié comme l'un des principaux propriétaires de la commune dans les annuaires Fournier de 1930 et 1936.

<sup>103</sup> Elle s'annonce souvent surchargée de travail surtout en ce qui concerne le sarclage et les foins. En août 1936 notamment, signalant qu'elle a deux frères en période militaire et une sœur malade dont elle doit s'occuper en plus des travaux agricoles, elle semble tout particulièrement surmenée ; ADDSC, Carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettres 22, 164, 187.

<sup>104</sup> Jeanne Marie Louise Prudhon née le 10 juillet 1909.

<sup>105</sup> ADDSC, Carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, pochette verte, document 1.

<sup>106</sup> ADDSC, Carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, pochette verte, document 2.

<sup>107</sup> *Les Vaillantes*, juillet-août 1935.

<sup>108</sup> *Les Vaillantes*, septembre 1935.



Bargemont, l'informant des activités du secteur dolois<sup>109</sup>. Elle quitte donc le mouvement au moment de la démission de la secrétaire diocésaine et le fait qu'elle ne semble prendre aucune responsabilité à la LPDF et ne se marie qu'en 1945, alors âgée de 29 ans, avec un jaciste de Thervay, village voisin de Malange, Jean Pélot<sup>110</sup>, rend sa désaffiliation pour le moins surprenante. A-t-elle volontairement choisi de quitter le mouvement pour exprimer sa sympathie et son soutien envers Hélène de Villeneuve-Bargemont ? Ou la surcharge de travail provoqué par son engagement dans la JACF nuisait-il beaucoup trop à ses activités sur l'exploitation familiale comme le laisse supposer le ton plaintif et l'air exténué de ses dernières lettres<sup>111</sup> ? L'une d'entre elles, destinée à la secrétaire diocésaine, nous ferait plutôt émettre l'hypothèse d'un retrait calculé et réfléchi. En effet, dans ce courrier<sup>112</sup> elle rend compte des activités du centre de Dole, de celui de Malange et des sections environnantes et signale les jeunes filles qui semblent le plus à même de prendre des responsabilités comme si elle préparait sa succession. Et signale d'ailleurs : « Je suis encore responsable à Dole avec C. Dintroz pour transmettre les consignes, mais notre présence n'est plus utile. La secrétaire dirige la réunion avec les questionnaires et les jeunes filles n'ont pas peur de parler. D'ailleurs, M. l'aumônier aide, mais dans la mesure de son rôle, à ces réunions ». Si cela n'enlève rien aux difficultés pragmatiques de la gestion de son engagement militant et de son travail sur l'exploitation, le souci d'Edmée Prudhon de voir la formation des militantes et la relève assurée semble être sincère puisque, ne se jugeant plus « utile » au mouvement, elle se retire quelques semaines plus tard.

Deux de ses trois frères s'investissent dans la JAC. C'est notamment Jules<sup>113</sup> qui, président de la sous-fédération de Dole au moins de 1936 à 1938<sup>114</sup> exerce des responsabilités importantes dans le mouvement alors que Jean semble se contenter de participer aux réunions de sections et aux retraites<sup>115</sup>. Jules épouse Monique Pélot de Thervay, la sœur de Jean son beau-frère. Elle décède en 2002 à Dole.

#### **Encart biographique : Alice Barbaud, l'ardeur jaciste d'une pupille de la nation.**

Alice Marie Apolline Barbaud est née dans la petite commune de La Perrenna<sup>116</sup> proche de Champagnole le 12 février 1913. Elle est la fille de Paul Barbaud, cultivateur et d'Apolline L'Hoste alors considérée comme « sans profession ». Par les dénombrements de population nous apprenons qu'elle a une sœur, Claire, de 7 ans sa cadette et que l'exploitation, l'une des plus importantes de la commune<sup>117</sup>, emploie deux domestiques suisses, Georges et François L'Hoste, les beaux-frères du chef de ménage<sup>118</sup>. Suite au décès de celui-ci, ils sont considérés comme « ouvriers agricoles » travaillant sur l'exploitation d'au moins

<sup>109</sup> Entre 1936 et janvier 1938, elle adresse 22 lettres à la secrétaire diocésaine.

<sup>110</sup> *Les Vaillantes*, janvier-février 1945.

<sup>111</sup> Dans sa dernière lettre elle note : « Je suis si prise et je regrette de ne pouvoir faire mieux. Je voudrai autant que possible céder mes responsabilités à d'autres et je tâche de le faire peu à peu », lettre d'Edmée Prudhon à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 12 janvier 1938, ADDSC, carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 52.

<sup>112</sup> Lettre d'Edmée Prudhon à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 17 octobre 1937, ADDSC, carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 115.

<sup>113</sup> (1907-1998)

<sup>114</sup> *Nenni ma foi !* août 1936 ; janvier 1938

<sup>115</sup> *Nenni ma foi !* octobre 1935 ; septembre-octobre 1938

<sup>116</sup> Rattachée depuis 1973 aux Planches-en-Montagne

<sup>117</sup> La veuve Barbaud est considérée comme l'une des plus importantes propriétaires de la commune dans l'annuaire Fournier de 1936.

<sup>118</sup> En 1935, Léon Barbaud, le frère de son père est élu maire ; annuaire Fournier 1936.

6 hectares<sup>119</sup> puis simplement comme « cultivateurs » alors que la veuve reste « chef d'exploitation »<sup>120</sup>. Si Alice n'est pas considérée comme cultivatrice dans les dénombrements de population de 1931 et de 1936 alors que sa mère l'est, elle y réside néanmoins sans que sa main-d'œuvre semble nécessaire étant donné la présence de deux domestiques et le fait qu'elle se permette de s'absenter régulièrement pour se rendre aux diverses réunions du mouvement dans l'arrondissement et à Lons-le-Saunier. Déjà correspondante des Planches-en-Montagne pour le groupe des Vaillantes<sup>121</sup>, Alice apparaît dans les archives de la JACF début 1936 alors qu'elle est nommée vice-présidente du cercle jaciste de Poligny<sup>122</sup>. C'est dans cet arrondissement, situé à près de 40 kilomètres de chez elle, qu'elle exerce ses principales responsabilités même si Champagnole, beaucoup plus proche, dispose d'un centre de JACF depuis 1935, mais qui ne semble plus fonctionner après 1936<sup>123</sup>. Nommée membre du comité diocésain en août 1936 en remplacement d'Hélène de Villeneuve-Bargemont définitivement occupée par sa charge de secrétaire diocésaine, elle intervient dès cette même année lors des rencontres fédérales de Vaillantes et sillonne surtout les routes des cantons de Nozeroy et de Champagnole pour assister aux réunions, fêtes et affiliations<sup>124</sup>. Officiellement « présidente jaciste de l'arrondissement de Poligny » en février 1937, elle cesse son engagement jaciste à partir du début de 1938<sup>125</sup> elle n'apparaît plus dans le bulletin des *Vaillantes*. Serait-il possible que la démission d'Hélène de Villeneuve-Bargemont ait mis fin à son engagement ? Cette dernière semblait relativement proche d'elle<sup>126</sup> tout comme d'Edmée Prudhon qui se désengage dans le même temps.

Issue du milieu agricole elle motive les militantes par des discours éloquentes et assez exaltés ce qui suppose qu'elle a suivi des études ou que le mouvement lui a permis de révéler les ardeurs de son esprit. Dans un discours qu'elle prononce avant 1938 elle révèle qu'elle maîtrise les enjeux principaux du mouvement et elle argumente sur sa capacité à rompre avec l'encadrement traditionnel des groupes de jeunes catholiques qu'elle souhaite de tout cœur responsabiliser : « Ce mouvement fait pour nous est mené par nous. Jusqu'à présent dans nos villages, n'a-t-on pas trop compté sur une directrice ou sur une compagne plus libre ? À elle de tout prévoir, de tout organiser... et de tout voir quand le mécontentement arrivait. Parmi nos groupes, combien ont pris part aux réunions pendant des années sans penser qu'elles pouvaient donner quelque chose d'elles-mêmes ? Par routine, pour faire plaisir à M. le curé ou à une compagne, on venait au patronage... on ne songeait guère à mettre en commun le meilleur de nous-même. La JACF va nous apprendre le souci de la formation personnelle.<sup>127</sup> ». Étant elle-même issue du milieu agricole et ayant

<sup>119</sup> Paul Barbaud possède sur la commune de La Perrenna 5 hectares et 60 ares en 1930. Il s'agit donc de sa propriété foncière a minima dès le moment où il est susceptible d'être propriétaire dans les communes voisines. ADJ, 3P2959, matrice cadastrale de la commune de La Perrenna. Il est répertorié dans l'annuaire Fournier de 1930 comme l'un des neuf plus importants propriétaires de la commune qui ne compte que 79 habitants, ADJ.

<sup>120</sup> Dénombrements de population de La Perrenna, 1931 et 1936 ce qui suppose que le décès de Paul Barbaud est antérieur à 1931

<sup>121</sup> ADDSC, Carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, pochette verte, document 1.

<sup>122</sup> *Les Vaillantes*, février 1936.

<sup>123</sup> Note d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse « démission », carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC.

<sup>124</sup> *Les Vaillantes*, novembre, décembre 1936 ; février, mars 1937 ; janvier 1938.

<sup>125</sup> Il est notifié en mars 1938 qu'elle a participé en janvier de la même année à une réunion à Mièges. Lettre d'Alice Barbaud à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 15 janvier 1938, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 43.

<sup>126</sup> Alice Barbaud n'envoie que 7 lettres, toujours adressées à Hélène et Élisabeth de Villeneuve-Bargemont entre 1936 et début 1938

<sup>127</sup> ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, pochette verte, document 46, non

principalement été formée par l'Action catholique, elle n'hésite pas à insister sur cette appartenance et cet objectif communs en utilisant abondamment la première personne du pluriel pour faire corps avec l'ensemble des militantes : « Nous étions pour la plupart des isolées, des âmes très faibles. Appuyées sur Dieu, unies en lui, nous devenons une force que rien ne fera sombrer. Nous nous croyions méprisées, inférieures aux autres. On nous montre la valeur de notre travail et aussi combien, malgré tout, les jeunes filles de nos villages savent se garder fières, pures, joyeuses, conquérantes. On nous a dit qu'on comptait sur nous. Avec nos frères de la JAC nous remplirons le beau programme qui nous est tracé. Comme les Croisés d'autrefois, nous répondrons aux pessimistes et aux grincheux "Restez en arrière si vous voulez, nous partons, Dieu nous aidera"<sup>128</sup> ». Elle décède à Rix-Trébief le 5 octobre 1963.

### **Encart biographique : Marie Thibert, l'éphémère promotrice de la JAC bressane**

Née dans la Bresse jurassienne à Desnes le 27 août 1911, Marie-Louise Thibert est la fille d'Alexandre Thibert et de Louise Bonnin tous deux cultivateurs sur une exploitation petite pour la Bresse qui compte dans la commune 2,55 hectares en 1937<sup>129</sup>. S'il n'est pas considéré comme l'un des principaux propriétaires du village et qu'il ne semble, à priori, pas être pluriactif, Alexandre Thibert est néanmoins élu maire en 1935<sup>130</sup>. Au moins jusqu'à 25 ans, Marie travaille dans l'exploitation familiale aux côtés de ses deux jeunes frères Georges et Joseph. Elle prend en charge le groupe des Vaillantes de la paroisse au moins dès 1934<sup>131</sup> et continue son engagement au sein de la JACF en étant nommée membre du bureau diocésain pour l'arrondissement de Lons-le-Saunier. Présidente du centre de Bletterans, elle se marie fin 1937 avec Joseph Vallet de Vannoz, actif au sein de la JAC depuis sa présence à la retraite du mouvement prêchée par le père Foreau en 1932<sup>132</sup>. Le bulletin des *Vaillantes* en rend ainsi compte : « Ce fut une vraie fête pour tout le village, la petite église parée d'épis de blé et de fleurs des champs était vraiment accueillante, et la délégation jaciste, Marguerite Clavez en tête, entoura les jeunes mariés qui communierent à leur messe avec les jeunes filles présentes ». Étant l'aînée elle initie certainement l'engagement dans la JAC de son frère Joseph qui devient en décembre 1936 président du centre de Desnes<sup>133</sup>. Celui-ci épouse, en 1943, celle qui prend le relais de sa sœur dans la gestion de la JACF bletternoise, Hélène Mervant, sur laquelle nous reviendrons.

Elle ne prend pas de responsabilité au sein de la Ligue<sup>134</sup> et reste cultivatrice aux côtés de son mari dans son village natal. Si son engagement paraît relativement bref, environ 3 ans, par la direction du centre de Bletterans et l'active propagande qu'elle a menée dans cette petite région, dans le village de Desnes et dans sa famille, Marie Thibert apparaît comme la principale figure de la JACF dans la Bresse jurassienne. Elle décède en 2006<sup>135</sup>.

---

daté.

<sup>128</sup> Ibidem.

<sup>129</sup> Alexandre Thibert possède dans la commune de Desnes 2 hectares et 55 ares en 1937. Il s'agit donc de sa propriété foncière a minima dès le moment où il est susceptible d'être propriétaire dans les communes voisines. ADJ, 3P1483-1484, matrice cadastrale de la commune de Desnes.

<sup>130</sup> Il est possible qu'il dispose d'autres revenus. Annuaire Fournier 1936.

<sup>131</sup> *Les Vaillantes*, février 1934.

<sup>132</sup> *Nenni ma foi !* Octobre 1932.

<sup>133</sup> *Nenni ma foi !* Janvier 1937.

<sup>134</sup> Celle-ci est encadrée à Desnes par mesdemoiselles Cagnes et Glusset en 1937, ADDSC, dossier 4K1.

<sup>135</sup> Pierre tombale, cimetière de Desnes.

**Encart biographique : Félicie Reverchon, une célibataire aisée au service de la JACF**

Félicie Eugénie Alphonsine Reverchon naît à Plasne le 21 janvier 1910. Ses parents, Joseph Reverchon et Eugénie Clerc sont cultivateurs et exploitent dans la commune près de 14 hectares, principalement en pâturages, mais aussi en terres labourables ce qui laisse supposer que le cheptel composé de deux bœufs, six vaches et quatre génisses, répertorié dans les archives en 1918, se maintient voire s'accroît dans les années 1930<sup>136</sup>. Benjamine d'une fratrie de quatre, elle devient assez tôt orpheline de mère<sup>137</sup> et son absence dans le dénombrement de population de 1926, alors qu'elle est âgée de 16 ans, laisse supposer qu'elle a pu suivre des études ou qu'elle a été momentanément recueillie par sa famille. Dans les dénombrements suivants, de 1931 et 1936 elle est considérée comme « sans profession », ce qui paraît étonnant dès le moment où ses deux sœurs sont définies comme « cultivatrices » et accrédite potentiellement le fait qu'elle ne travaille pas à la ferme.

Félicie Reverchon est déjà responsable du groupe de javiste qui existe depuis quelques années et en 1937, lorsque la section jaciste de Plasne est affiliée sous la houlette du curé Raymond Lançon, l'un des initiateurs de la JAC à la fin des années 1920, elle prend directement la responsabilité de secrétaire. À 27 ans elle est la plus âgée de la section et c'est également celle dont le père possède le plus de terres<sup>138</sup>, ce qui laisse supposer le double ascendant qu'elle peut avoir sur ses camarades, voire expliquer pourquoi c'est elle qui occupe la plus haute responsabilité locale. Abonnée au journal *La Jeunesse agricole féminine* en 1936 et 1937 elle fait partie des trois responsables de l'arrondissement de Poligny nommées pour siéger au Conseil fédéral en 1936<sup>139</sup>. Présidente du centre de Poligny au moins jusqu'à fin 1937<sup>140</sup>, elle ne semble pas poursuivre son activité militante au-delà de cette date. Elle décède en 2005 sous son nom de jeune fille ce qui laisse supposer qu'elle ne s'est pas mariée<sup>141</sup>.

Outre Edmée Prudhon, Alice Barbaud, Marie Thibert et Félicie Reverchon, cinq autres jeunes filles sont nommées au Conseil fédéral en 1936. Il s'agit de Marie-Thérèse Barilley de Belmont, Jeanne Bouvier d'Etrepigny, Michelle Perrard du Pasquier, Francine Blanchon de Bonnaud et d'Angéline Touilley de l'Étoile. Ces neuf responsables qui renouvellent le Conseil fédéral, sont toutes filles de cultivateurs donc issues du milieu agricole, ont plus de 18 ans avec une moyenne d'âge de 24 ans et quatre d'entre-elles et la sœur d'une cinquième ont au préalable exercé une responsabilité dans un groupe paroissial de Vaillantes. Les familles de ces jeunes filles disposent de propriétés foncières importantes et par là même d'un capital économique relativement élevé, au moins six des exploitations<sup>142</sup> étant répertoriées comme les plus

<sup>136</sup> Recensement du bétail de la commune de Plasne en 1918 ; ADJ, 5E214/37.

<sup>137</sup> Sa mère décède avant ses 11 ans. Dénombrement de population de Plasne, 1921.

<sup>138</sup> Dans l'annuaire Fournier de 1930, il est considéré comme l'un des plus importants cultivateurs du village.

<sup>139</sup> *Les Vaillantes*, septembre 1936.

<sup>140</sup> ADDSC, Carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 1.

<sup>141</sup> Pierre tombale, cimetière de Plasne.

<sup>142</sup> Il s'agit des pères d'Edmée Prudhon, d'Alice Barbaud, de Félicie Reverchon, déjà cités, auxquels il faut ajouter ceux de Francine Blanchon, Michelle Perrard et Marie-Thérèse Barilley. Annuaire Fournier 1930 et 1936.

importantes de leur commune et celles d'Edmée Prudhon et de Félicie Reverchon avec respectivement 27 hectares de terres labourables et 14 hectares de terres et pâturages<sup>143</sup> peuvent être considérées, dans le contexte des années 1930, comme de grosses exploitations à l'échelle départementale. À cela il faut ajouter que leurs pères occupent souvent des positions clefs dans la sociabilité villageoise ou dans l'administration locale telles que maire pour Jean-Léon Barilley<sup>144</sup> et Alexandre Thibert et premier adjoint pour Charles Perrard<sup>145</sup>. Le cumul du capital économique et social de leur famille auxquels s'ajoutent les ressources acquises dans le mouvement des Vaillantes offrent ainsi à ces responsables un certain ascendant sur leurs camarades.

Marie Thibert semble initier l'engagement jaciste des cadets de la famille alors que Michelle Perrard, Angéline Touilley et Edmée Prudhon suivent leurs aînées déjà engagées dans la JAC ou responsables des Vaillantes. Plus de la moitié disposent ainsi d'un réseau familial en lien avec la JAC, qu'il s'agisse de leurs frères et sœurs, voire de leurs cousins et cousines<sup>146</sup>. Pour la plupart c'est le mariage qui met fin à leur engagement dans le mouvement. Déjà relativement âgées lorsqu'elles entrent à la JACF, puisque certaines ont déjà exercé des responsabilités au sein des Vaillantes, elles apparaissent donc comme plus compétentes pour prendre le relais des demoiselles patronnesses. Au moins deux d'entre elles se marient en 1937<sup>147</sup> mettant ainsi fin à leur parcours militant dans la JACF relativement précocement. Ainsi, après 1938, aucune de ces neuf responsables fédérales n'apparaît plus dans les archives du mouvement et c'est une autre génération, formée par la JACF qui prend le relais, toujours sous l'égide des deux principales figures du mouvement, Marguerite Clavez et Monique Gauthier puisqu'Hélène de Villeneuve-Bargemont démissionne en janvier 1938.

## 2) La seconde génération de responsables diocésaines

En 1940 la JACF jurassienne est renouvelée puisque l'évêque Rambert-Irénée Faure prend en main la direction des Œuvres afin de laisser le chanoine Pouillard, malade, se reposer et que le vicaire général le chanoine Camille Ramboz est temporairement nommé aumônier de la

---

<sup>143</sup> Ce qui, comme nous l'avons déjà précisé, indique que l'exploitation est en polyculture élevage.

<sup>144</sup> Maire de Belmont, Jean Léon Barilley est également président du syndicat agricole communal ; annuaire Fournier 1930.

<sup>145</sup> Charles Perrard est élu premier adjoint aux élections de 1930 et de 1935 ; annuaire Fournier, 1930 et 1936.

<sup>146</sup> Olympe et Claire Thibert de Desnes, dirigeants de la JAC de Desnes pendant l'Occupation et militants jacistes, fils de Patrice, le frère d'Alexandre, sont les cousins de Marie Thibert. Thérèse Reverchon de Plasne, responsable des Vaillantes de la paroisse avant Félicie Reverchon est possiblement sa cousine.

<sup>147</sup> Il s'agit de Marie Thibert et d'Angéline Touilley.

JACF<sup>148</sup>. Ce sont toujours Marguerite Clavez et Monique Gauthier qui assurent les charges principales du mouvement fédéral avec, à leurs côtés, Marie-Louise Vélon qui prend de plus en plus de responsabilités jusqu'à représenter la délégation JACF du Jura au congrès jubilaire de la JAC à Paris<sup>149</sup> et surtout, à siéger aux côtés des deux responsables à la Commission des Œuvres féminines qui a lieu le 1er juillet 1939 à Lons-le-Saunier<sup>150</sup>. À ce triumvirat s'ajoute à l'automne 1940, Georgette Perret<sup>151</sup>, originaire d'Epy, dans l'extrême sud du département, à la frontière avec l'Ain. Fin 1940 cinq jacistes se rendent aux journées régionales de Lyon en tant que représentantes de la Fédération jurassienne : Monique Gauthier et Marie-Louise Vélon, les deux principaux moteurs du mouvement auxquelles s'ajoute Georgette Perret, déjà repérée comme fédérale et également Hélène Mervant et Marie Bonnefoy<sup>152</sup>. Ces nouvelles responsables sont confirmées dans leur rôle lors du Conseil fédéral de février 1941 initiant dès lors une direction collégiale du mouvement<sup>153</sup>. Marguerite Clavez se positionnant alors comme « aînée » annonce leur laisser la place : « Chères sœurs jacistes. Vous connaissez la grande joie d'une famille, lorsque bébé a grandi et marche tout seul ?... Ainsi en est-il dans cette grande famille, qu'est notre cher Mouvement Jaciste, où les aînées [sic] voient avec joie les jeunes prendre avec ardeur leurs responsabilités, et agir, conscientes de leur devoir d'Action Catholique<sup>154</sup> ». Comment et pourquoi fut prise la décision de rendre collective la tête du mouvement fédéral ? Nous ne disposons pas d'information sur cette question et ne pouvons qu'émettre l'hypothèse que cette circonstance est due aux aléas de la guerre. Le mouvement n'est alors toléré que dans la zone Sud du département rattachée au gouvernement de Vichy, nous reviendrons sur ce point plus tard.

Dans cette nouvelle génération de responsables si nous sommes déjà revenues sur la figure de Monique Gauthier, il convient d'observer plus finement les origines et les parcours des autres afin de comprendre selon quelles modalités elles parviennent à la direction du mouvement fédéral et si elles constituent un groupe effectivement différent du précédent.

---

<sup>148</sup> *Les Vaillantes*, mai-juin 1940.

<sup>149</sup> *Les Vaillantes*, mai-juin 1939.

<sup>150</sup> *Les Vaillantes*, juillet-août 1939.

<sup>151</sup> *Les Vaillantes*, septembre-octobre 1940.

<sup>152</sup> *Les Vaillantes*, novembre-décembre 1940.

<sup>153</sup> S'ajoutent à ces cinq responsables une sixième : Marie-Thérèse Mignot de Tourmont.

<sup>154</sup> *Les Vaillantes*, février 1941.

### **Encart biographique : Marie-Louise Vélon<sup>155</sup>, des ambitions parentales pour une fille unique**

Fille d'Henri Vélon et de Marie Pertuizet, Marie-Louise, fille unique, naît le 9 décembre 1918 à Saint-Amour. Son père est à la tête d'une exploitation d'au moins 13 hectares<sup>156</sup> et en 1921 le foyer héberge trois domestiques<sup>157</sup> qui à priori, au vu de la taille de l'exploitation doivent rester au service de la famille plus tard, mais qui ne sont pas répertoriés dans les dénombrements de population ultérieurs.

Élève à l'école privée du village puis pensionnaire à Bourg-en-Bresse où elle passe le brevet à 16 ans<sup>158</sup>, elle découvre et s'engage dans la JACF à partir de 1936. Dès 1938 elle est considérée comme propriétaire dans le cadastre de Saint-Amour de près de 22 hectares principalement constitués de prés et de terres cultivables qu'elle hérite de son oncle et de sa tante<sup>159</sup>. Présente au congrès jubilaire de la JAC à Paris en 1939<sup>160</sup>, elle intègre dès cette date le bureau fédéral pour seconder Marguerite Clavez et Monique Gauthier. Tout en contribuant à développer la JACF autour de Saint-Amour puis dans tout le Sud Revermont, Marie-Louise Vélon fait partie de l'équipe qui dirige la fédération entre le départ de Marguerite Clavez et la nomination de Georgette Perret comme présidente fédérale de 1940 à 1942. Elle est notamment responsable des cotisations et des abonnements des militantes pendant l'Occupation<sup>161</sup> et représente la JACF du Jura aux congrès nationaux de Lyon en 1941<sup>162</sup>, Montauban en 1942<sup>163</sup> et Orléans en 1946<sup>164</sup>. C'est à cette date qu'elle quitte la JACF pour rejoindre le Mouvement des familles rurales (MFR) : en son sein elle s'occupe de l'organisation d'expositions ménagères pour simplifier la vie des rurales et alléger leur travail avant d'être nommée responsable du service des aides familiales rurales du Jura qui tend au même but. Le fait qu'elle soit célibataire ne l'empêche pas de devenir responsable, à partir de 1951, de ce mouvement qui ne s'adresse pas, malgré son intitulé, qu'aux seuls foyers, puis d'en devenir la permanente fédérale<sup>165</sup>.

Toujours à la tête d'une exploitation agricole elle est la première femme élue à la Chambre d'agriculture du Jura en 1964 dans le collège des propriétaires fonciers<sup>166</sup>. En retraite dans les années 1980, elle se retire à Gevingey.

<sup>155</sup> Notice biographique dans DUCERF Laurent, PETIT Vincent, TRAMAUX Manuel (dir.), *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine, Franche-Comté*, Paris, Éditions Beauchesne, 2016.

<sup>156</sup> Henri Vélon possède sur la commune de Saint-Amour 12 hectares et 05 ares en 1921. Il s'agit donc de sa propriété foncière a minima dès le moment où il est susceptible d'être propriétaire dans les communes voisines. ADJ, 3P3405, matrice cadastrale de la commune de Saint-Amour.

<sup>157</sup> Il s'agit de Jules Servillat, Maria Ressonat et Clément Darnaud, ADJ, dénombrement de population de Saint-Amour, 1921.

<sup>158</sup> CHOLVY Gérard, *Jeunesses chrétiennes au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1991, p. 59.

<sup>159</sup> Les propriétés de Marie Virginie Vélon et de Georges Constantin Vélon, constituées de 22 hectares et 90 ares lui reviennent en 1938. ADJ, 3P3405, matrice cadastrale de la commune de Saint-Amour.

<sup>160</sup> *Les Vaillantes*, mai-juin 1939.

<sup>161</sup> *Les Vaillantes*, février 1941, avril 1942, mars-avril 1944.

<sup>162</sup> *Les Vaillantes*, juin-juillet 1941.

<sup>163</sup> *Les Vaillantes*, septembre-octobre 1942.

<sup>164</sup> *Les Vaillantes*, mai-juin 1946.

<sup>165</sup> CHOLVY Gérard, COMTE Bernard, FEROLDI Vincent, *Jeunesses chrétiennes au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1991, pp. 59— 62.

<sup>166</sup> ADJ, 247W624 ; élections chambre d'Agriculture ; lettre du préfet aux maires du Jura, 6 février 1964.

### **Encart biographique : Georgette Perret, une dirigeante très mobile sous l'Occupation**

Fille de Jules Perret et de Thérèse Gay, Georgette Aimée Marie-Louise naît le 9 octobre 1919 à Poisoux. Elle est la cadette d'une fratrie de cinq qui compte trois garçons et deux filles et a plus de neuf ans d'écart avec son dernier frère. Les parents sont répertoriés comme cultivateurs tout comme ses trois frères et elle-même qui restent travailler dans l'exploitation de plus de 12 hectares<sup>167</sup> au moins jusqu'en 1936. Considéré comme l'un des plus importants propriétaires de la commune, son père est également maire au moins depuis les élections de 1925<sup>168</sup>.

Propulsée à la tête du mouvement pour seconder Marguerite Clavez en 1940, elle semble seulement avoir été abonnée au journal *JAF* depuis 1936<sup>169</sup> ne paraît pas avoir milité au préalable dans la JACF dont la section la plus proche de Poisoux est celle de Sainte-Agnès située à 35 kilomètres<sup>170</sup>. Elle fréquente certainement le centre de militantes de Saint-Amour, actif depuis janvier 1938, où elle a pu rencontrer Marie-Louise Vélon ou même Marguerite Clavez. Dès 1940 elle est très investie comme représentante du mouvement et réalise de nombreux déplacements en France pour se rendre à des journées de dirigeantes<sup>171</sup> ou au Conseil national à Lyon<sup>172</sup> et à celui en 1942 de Montauban<sup>173</sup>. Début 1943 elle est nommée présidente de la JACF jurassienne<sup>174</sup> pour la zone Sud, cette nomination mettant ainsi fin à la direction collégiale du mouvement. Elle continue de se rendre, pendant toute la période d'Occupation, aux congrès nationaux annuels qui ont lieu en 1943 à Monluçon, en 1944 à Paris et en 1946 à Orléans<sup>175</sup>. Elle se forme également par le biais de journées d'étude nationales ou régionales qui ont lieu en 1943 et 1944<sup>176</sup>, preuve que l'activité militante perdure et se développe pendant cette période offrant des opportunités de déplacement et de formation que l'avant-guerre, du moins du côté féminin, ne permettait pas. En décembre 1944 on ajoute à sa charge de présidente celle de responsable de la zone d'Orgelet, nouvel échelon divisant le diocèse en huit. Dans la fédération jurassienne elle se rend aux affiliations des groupes à la JACF, transmet le savoir acquis pendant des rencontres fédérales lors de journées de formation jaciste à Dole en 1945<sup>177</sup> et 1946<sup>178</sup> et surtout, écrit de nombreux articles dans le journal des *Vaillantes* du Jura qui concernent les enquêtes, la culture, la jeunesse, les veillées, les loisirs et l'exposition de la maison paysanne<sup>179</sup>, rendant par là même compte de l'évolution des

<sup>167</sup> Jules Perret possède dans la commune de Poisoux 12 hectares et 75 ares en 1934. Il s'agit donc de sa propriété foncière a minima dès le moment où il est susceptible d'être propriétaire dans les communes voisines. ADJ, 3P3097, matrice cadastrale de la commune de Poisoux.

<sup>168</sup> Il est élu en 1925, 1930 et 1935 ; annuaire Blanchard 1925 ; Annuaire Fournier, 1930 et 1936.

<sup>169</sup> ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3, état des abonnements pour 1936.

<sup>170</sup> À noter que deux groupes javistes existaient à Nanc-les-Saint-Amour et Saint-Amour, situés à 10 kilomètres de Poisoux.

<sup>171</sup> *Les Vaillantes*, novembre-décembre 1940.

<sup>172</sup> *Les Vaillantes*, juin-juillet 1941.

<sup>173</sup> *Les Vaillantes*, septembre-octobre 1942.

<sup>174</sup> *Les Vaillantes*, janvier-février 1943.

<sup>175</sup> *Les Vaillantes*, mai-juin 1943 ; décembre 1944 ; mai-juin 1946.

<sup>176</sup> *Les Vaillantes*, mai-juin 1943 ; décembre 1944.

<sup>177</sup> *Les Vaillantes*, mars-avril 1945.

<sup>178</sup> *Jeunes du Jura*, novembre 1946.

<sup>179</sup> Plus de 19 articles signés par Georgette Perret ont été répertoriés (14 dans les *Vaillantes* et 5 dans *Jeunes du*



questionnements du mouvement. Elle reste à la tête du mouvement jusqu'à la fin de l'année 1948 pour céder la place à Colette Mouquod.

Les trois autres responsables fédérales, Hélène Mervant, Marie-Thérèse Mignot et Marie Bonnefoy sont également toutes filles de cultivateurs. Hélène Mervant, qui travaille sur la petite exploitation familiale<sup>180</sup>, doit sans doute son initiation au mouvement à son arrivée à Desnes<sup>181</sup> au début des années 1930 et à son aînée de 11 ans Marie Thibert, l'initiatrice de la JACF bressane qui évolue dans le même village. Hélène Mervant se marie d'ailleurs en secondes noces en 1943 avec son frère Joseph après avoir perdu son premier époux, Robert Thibert, suite à la guerre<sup>182</sup>. Engagée dans la JACF au moins depuis 1940, elle apparaît un an plus tard comme responsable du secteur de Bletterans<sup>183</sup> et responsable fédérale. Elle se retire après son premier mariage en 1942 pour s'engager dans la LAC<sup>184</sup> alors que son frère, Pierre prend le relais de l'engagement familial dans le mouvement<sup>185</sup>.

L'arrivée dans une nouvelle commune provoque également l'engagement de Marie-Thérèse Mignot, dont la famille originaire de Poligny arrive à Tourmont entre 1931 et 1935, ce qui peut en partie démontrer que les nouveaux arrivants, si tant est qu'ils soient catholiques et français, peuvent être facilement intégrés<sup>186</sup>. En effet, Marie-Thérèse Mignot est très rapidement investie dans un groupe qui a connu la JAV et qui est affilié à la JACF dès 1937 et subit sans doute l'influence de la secrétaire diocésaine qui suit l'évolution de la paroisse située à neuf kilomètres du château et qui fait œuvre de propagande. Abonnée à la *JAF* dès 16 ans, elle devient donc responsable fédérale en 1941 alors que son frère est également militant à la JAC<sup>187</sup>. Après son mariage en 1945, son engagement au sein de la JACF cesse à cette date<sup>188</sup>.

Tout comme elle, Marie Bonnefoy s'engage assez jeune dans la JACF, à 17 ans, par le biais de l'abonnement à la *JAF*. Son père est un propriétaire important, à la tête d'une

---

*Jura*), sachant que pendant et après-guerre, de nombreux articles restent anonymes.

<sup>180</sup> Son père possède 4 hectares et 66 ares sur la commune en 1935 qu'il a développé entre autres à partir de la propriété de sa femme, Rose Chaudat, originaire de la commune et qui possédait 1 hectare et 23 ares en 1923. ADJ, 3P1483-84, matrice cadastrale de la commune de Desnes.

<sup>181</sup> Née en 1920 à Mesnay, la famille Mervant n'apparaît qu'à partir de 1931 dans le dénombrement de population de Desnes d'où la mère d'Hélène, Marie-Rose Chaudat, est originaire et dont le père, Auguste, figure parmi les plus gros propriétaires du village dans l'annuaire Fournier de 1930.

<sup>182</sup> *Les Vaillantes*, septembre-octobre 1942 ; janvier-février 1943.

<sup>183</sup> *Les Vaillantes*, février 1941.

<sup>184</sup> *Les Vaillantes*, septembre-octobre 1942.

<sup>185</sup> *Jeunes du Jura*, mai-juin 1948 ; février-mars 1951.

<sup>186</sup> Son père, Paul Louis Ferdinand Mignot, exploite 4 hectares et 60 ares, principalement constitués de vignes sur la commune de Poligny, propriété qu'il conservera après le déménagement à Tourmont sans qu'il ne semble exploiter des terres sur cette commune. ADJ, 3P3853, matrice cadastrale de la commune de Poligny.

<sup>187</sup> *Nenni ma foi !* octobre 1935.

<sup>188</sup> *Les Vaillantes*, mars-avril 1945.

exploitation d'au moins 11 hectares<sup>189</sup> et son oncle et témoin de naissance, Paul Bonnefoy est adjoint de la commune de Boissia dans laquelle elle grandit<sup>190</sup>. Elle émerge comme responsable fédérale en 1941 après avoir participé aux journées régionales de Lyon fin 1940 aux côtés d'Hélène Mervant, Monique Gauthier, Marie-Louise Vélon et Georgette Perret<sup>191</sup>. Toujours active au comité fédéral pendant l'Occupation, elle représente la région de Clairvaux-les-Lacs<sup>192</sup>, pauvre en mouvements catholiques, qu'elle contribue très légèrement à dynamiser. Elle épouse en 1944 un jaciste, Paul Chamouton de Pimorin<sup>193</sup>, ce qui met fin à son engagement dans le mouvement.

Les six responsables fédérales qui dirigent le mouvement de manière collégiale à partir de 1941 sont fortes d'une formation qui a débuté en moyenne cinq ans plus tôt, à l'exception d'Hélène Mervant, repérée comme jaciste seulement à partir de 1940. Leur engagement dans le mouvement dure plus longtemps que celui de leurs prédécessrices, avant tout parce qu'elles se sont engagées plus jeunes, autour de 18 ans, et qu'elles restent en poste pour quatre d'elles jusqu'à la fin de la guerre, notamment parce qu'il n'était pas simple, au vu des circonstances, de renouveler la direction du mouvement<sup>194</sup>. Comme nous pouvons le constater sur le graphique ci-dessous, l'engagement de cette deuxième génération débute donc plus tôt et dure plus longtemps que celui de la première génération dont nous avons pourtant pris en compte le militantisme au sein des Vaillantes et de la JAV avant 1935.

---

<sup>189</sup> Léon Bonnefoy possède sur la commune de Boissia 10 hectares et 95 ares en 1933. Il s'agit donc de sa propriété foncière a minima dès le moment où il est susceptible d'être propriétaire dans les communes voisines. ADJ, 3P556, matrice cadastrale de la commune de Boissia.

<sup>190</sup> Acte de naissance de Marie Bonnefoy, ADJ, état civil de Boissia ; annuaire Fournier 1930 et 1936.

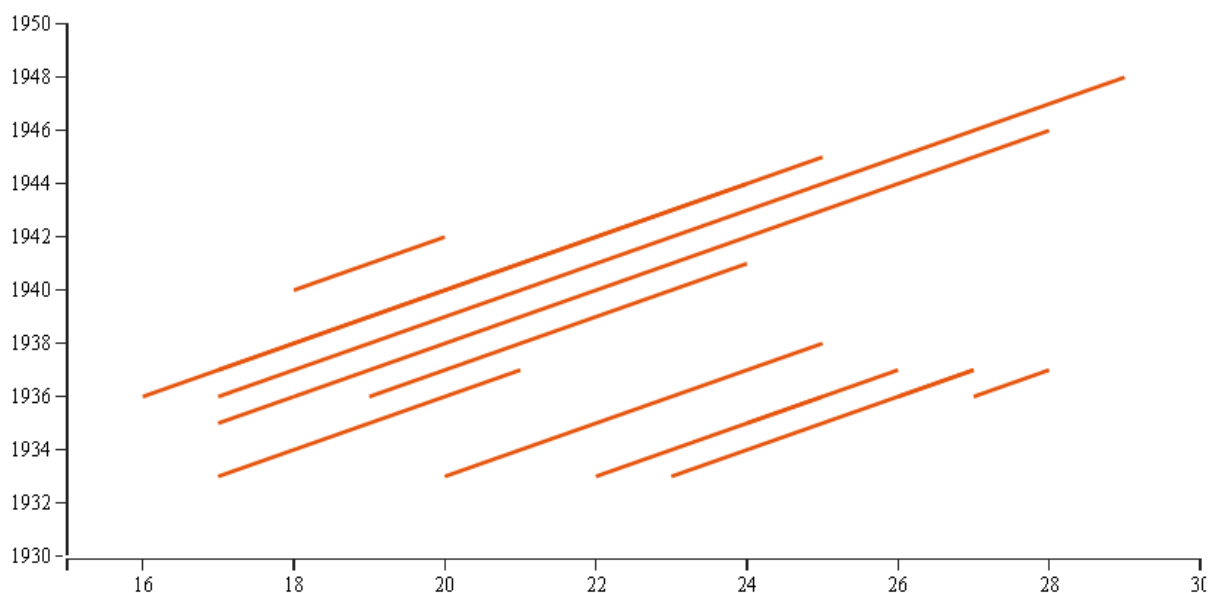
<sup>191</sup> *Les Vaillantes*, novembre-décembre 1940.

<sup>192</sup> Elle réside sur la commune de Boissia.

<sup>193</sup> *Les Vaillantes*, mai-juin 1944.

<sup>194</sup> On pourrait ajouter qu'il n'était également pas simple de trouver un mari, la plupart des jeunes hommes étant prisonniers, mobilisés en chantier de jeunesse, au STO ou dans les maquis, ce qui aurait sans doute mis fin plus tôt à leur engagement comme c'est le cas pour Monique Gauthier et Hélène Mervant, mariées et désengagées respectivement en 1941 et 1942.

Graphique 2 : Âge et durée des engagements des responsables fédérales de la JACF jurassienne



Les responsables promues font toutes partie du « monde agricole » auxquelles il faut ajouter la fille de médecin, Monique Gauthier. Ce critère d'appartenance est important pour pouvoir réaliser « l'apostolat du semblable par le semblable » et agir dans le milieu comme le préconisaient les principes de l'Action catholique. Il semble même essentiel comme nous l'apprend une lettre de la présidente fédérale à la secrétaire en 1937<sup>195</sup> qui signale au sujet de Nicole Ragot, pressentie comme future responsable que « plusieurs personnes estiment que, si elle est très dévouée [elle] n'a pas les mêmes soucis que les agricoles et peut ne pas avoir beaucoup d'influence puisqu'elle n'a pas les mêmes conditions matérielles et cela créer une distance ». Elle tempère son propos en signalant « mais accompagnée d'agricoles, il n'y aura rien à dire et elle peut faire beaucoup ». Celle-ci, originaire de Chatelneuf dans le canton de Champagnole et abonnée à la *JAF* en 1936 et 1937 est fille d'André Ragot, maire de Chatelneuf et principal propriétaire foncier<sup>196</sup> et d'Élisabeth de Froissard-Broissia<sup>197</sup>, cousine éloignée d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, propriétaires du domaine du Fioget. Rappelant ce lien de

<sup>195</sup> Lettre de Marguerite Clavez à Hélène de Villeneuve-Bargemont du 28 novembre 1937, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 83.

<sup>196</sup> Maire au moins depuis les élections municipales de 1925, réélu en 1930 et en 1935 ; annuaire Blanchard 1925 ; annuaires Fournier 1930 et 1936.

<sup>197</sup> Née en 1891 à Lugrin en Haute-Savoie de Sixte de Froissard-Broissia et de Marie Caroline Tardy de Montravel.

parenté, Nicole Ragot introduit par ailleurs ses lettres à cette dernière par « Ma chère cousine ». Elle ne reste pas dans le mouvement après cette date ou du moins n'occupe aucune responsabilité puisqu'elle n'apparaît pas dans ses archives. Ainsi, il peut être discriminant de ne pas appartenir au milieu agricole même si des exceptions existent, à l'image de Monique Gauthier.

Il faudra également noter que les responsables agricoles qui prennent place à la tête de la Fédération en 1941 tout comme la majorité de celles qui avaient été nommées à l'été 1936 font partie de ce que l'on peut qualifier de bourgeoisie agricole. Deux des cinq exploitations disposent ou ont disposé d'un ou plusieurs domestiques de culture et trois exploitations sur quatre<sup>198</sup> sont reconnues comme étant les plus importantes du village selon les annuaires Fournier de 1930 et 1936. Leur appartenance à la bourgeoisie agricole peut être soutenue par d'autres éléments liés notamment au financement des déplacements, des formations telles que les EAC, les Semaines rurales et les formations régionales ou nationales, mais également par le fait que leur main-d'œuvre ne soit pas indispensable au quotidien sur l'exploitation. En effet, si la question se pose quant au financement des formations du mouvement à l'extérieur du département et qu'il paraît a priori probable que ce soit le mouvement qui le prenne en charge, il faut rappeler que dans les années 1920, à la LPDF ou même au début des Vaillantes, c'était la fortune personnelle des militantes qui était mise à contribution notamment pour leur activité de propagande. Hélène de Villeneuve-Bargemont défraie personnellement les responsables qui se rendent aux journées régionales de Dijon en 1936 et 1937<sup>199</sup>. La fortune personnelle de la secrétaire est donc largement mise à profit même si les responsables semblent devoir utiliser leurs deniers personnels pour se déplacer aux réunions diocésaines et dans les villages alentours<sup>200</sup> et pour gérer leurs correspondances ou tous autres menus frais liés à leur activité militante. Ce sujet mériterait d'être approfondi puisque le passage d'un financement personnel

---

<sup>198</sup> Cette catégorie n'apparaît pas dans l'annuaire pour la commune de Boissia sur laquelle réside Marie Bonnefoy, mais avec une propriété de plus de 10 hectares, nous pouvons supposer que son père entrerait dans la catégorie. Seules les exploitations des pères de Marie-Thérèse Mignot et d'Hélène Mervant n'apparaissent pas dans les plus importantes de Tourmont et de Desnes. Mais ces familles sont récemment arrivées sur la commune.

<sup>199</sup> Lettre de Marguerite Clavez à Hélène de Villeneuve-Bargemont le 25 novembre 1936 : « Merci beaucoup de penser ainsi à moi pour Dijon ! Maman m'a permis puisque vous voulez bien me défrayer de tout. C'est une bien grande largesse qui me rend honteuse à cause de la charge que je vous impose chère Mademoiselle ». Et lettre du 25 décembre 1937 : « nous avons été trois à bénéficier de la somme laissée à la Direction des Œuvres pour ces journées [de Dijon] et je n'ai même pas pensé à remercier ces demoiselles [de Villeneuve-Bargemont] ». ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettres 298 et 68.

<sup>200</sup> Ce qui suppose, outre la bicyclette, le recours à d'autres moyens de transport tel que le train, la voiture, mais également la moto comme nous l'indique une lettre de Lucie Pasteur à Hélène de Villeneuve-Bargemont qui rend compte de la venue d'Edmée Prudhon à un pèlerinage accompagnée en moto par son frère, lettre du 25 août 1936, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 408.

à un financement par le collectif rendrait compte de la démocratisation de l'accès aux responsabilités dans les divers mouvements.

Si l'aisance économique des familles de ces jeunes filles a pu être un facteur déterminant dans leur accession aux plus hautes responsabilités, nous pouvons nous interroger également sur la permissibilité offerte par leurs parents. La structure de la cellule familiale semble apparaître comme critère pertinent pour émettre l'hypothèse de l'acceptation voire de l'encouragement par les parents de l'investissement dans le mouvement et dans la prise de responsabilité à l'échelle diocésaine. En effet, deux d'entre elles sont filles uniques, deux autres n'ont pas de sœurs et enfin, les deux dernières sont benjamines avec respectivement 9 et 14 ans d'écart d'avec leurs aînés. Il apparaît probable que pour Marie-Louise Vélon et Marie Bonnefoy, les parents puissent voir la prise de responsabilité dans l'Action catholique comme permettant l'acquisition d'un capital symbolique et culturel important pour leur enfant unique, d'autant plus que les deux exploitations disposent de domestiques agricoles qui soulagent la charge de travail. Rappelons également que Marie-Louise Vélon est partie faire des études au pensionnat de Bourg-en-Bresse, ce qui confirme le choix parental en matière d'investissement culturel. L'important écart d'âge entre Monique Gauthier née en 1917 et sa dernière sœur née en 1903 tout comme celui de Georgette Perret née en 1919 et son dernier frère né 9 ans plus tôt peut également expliquer au moins ce même investissement dans la formation des benjamins, sinon la permission accordée à cet engagement. Enfin, le fait qu'Hélène Mervant et Marie-Thérèse Mignot, issues d'une fratrie composée respectivement de deux et quatre frères peut aussi expliquer une bienveillance toute particulière à l'engagement des seules filles de la famille dans le dévouement à l'Église et le soin accordé à leur formation. Si les configurations familiales ne peuvent à elles seules expliquer cet engagement, elles permettent néanmoins de l'éclairer d'autant plus que la JACF était perçue, par certains parents pieux et aspirant à voir leurs enfants s'engager dans l'Église, comme le moyen d'acquérir des compétences culturelles et organisationnelles voire à préparer à l'engagement apostolique. Dans tous les cas, les rétributions symboliques<sup>201</sup> en matière de prestige et de capital social auxquelles pouvait être sensible cette bourgeoisie agricole, se révèlent assez clairement par les divers honneurs offerts aux responsables fédérales, ne serait-ce que par le service rendu à l'Église et aux paysans jurassiens, la rencontre régulière de l'évêque, ou la direction de réunions et de rencontres à l'échelle locale et diocésaine.

---

<sup>201</sup> Avant par l'acquisition d'un capital social. GAXIE Daniel, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 27 (1), février 1977, pp. 123-154.

Si les familles de ces jeunes responsables disposent de suffisamment de ressources et d'aspirations pour les pousser vers les plus hautes responsabilités, le mouvement, loin de les subir, s'appuie également sur elles pour se diffuser. En effet, ces dirigeantes émergent et prennent une place de plus en plus importante avant tout parce qu'elles sont susceptibles d'être des individus intermédiaires dans une stratégie qui vise à diffuser la JACF de manière capillaire dans le milieu rural. Elles sont suffisamment éduquées pour prendre des responsabilités, ancrées dans le travail agricole quotidien pour pouvoir être au plus près des jeunes rurales et sont capables d'activer les réseaux de sociabilité locaux pour développer le mouvement. Mais si les principales responsabilités du mouvement sont confiées à ces jeunes filles dans des positions stratégiques, le mouvement s'appuie également sur une multitude de responsables locales et surtout, sur des militantes et sympathisantes qui constituent la force vive du mouvement.

## **IV Évolutions du recrutement à la JACF : responsables locales, militantes et sympathisantes**

Réalisant un état des lieux de l'engagement et des organisations féminines dans le milieu rural et souhaitant répondre à la question « quelles femmes y participent ? », Martine Coquaud et Jacqueline Sainclivier rendent compte de « sources quasi muettes » qui ne donnent que « peu de renseignements » sur leur identité : « les notables organisent et recrutent, la moyenne et petite bourgeoisie participe, mais nous avons peu d'informations concernant l'activité des femmes du peuple<sup>202</sup> ». Si nous avons pu étudier l'évolution des profils des premières responsables diocésaines, qui, de « dames patronnesses », évolue vers celui de filles de la bourgeoisie agricole, il convient maintenant de réduire la focale pour tenter d'approcher les responsables locales et les militantes.

### **1) Quels recrutements pour quels objectifs ?**

À des échelles plus réduites, celles du canton ou de la paroisse, le mouvement est porté

---

<sup>202</sup> COQUAUD Martine, SAINCLIVIER Jacqueline, « Femmes et engagement dans le monde rural... », article op cité, p. 5.

par des jeunes filles qui ont un capital social et symbolique suffisant pour pouvoir influencer leurs camarades. Repérées par les dirigeantes fédérales où les prêtres, ce sont avant tout des jeunes filles vertueuses qui ont suffisamment d'influence pour amener leurs amies en réunions et qui occupent des positions stratégiques. Il en va ainsi de Marthe Antier qui doit son poste au sein du comité d'arrondissement de Lons-le-Saunier au prétexte que, fille du pépiniériste, elle tient un stand de fleuriste au marché de la ville tous les jeudis et « pourrait ainsi voir défiler les jacistes<sup>203</sup> ». Visible et accessible, elle peut ainsi mener une propagande efficace pour le mouvement.

Les premières dirigeantes locales peuvent également détenir une forme d'autorité et de légitimité dans la société catholique et rurale à l'image des directrices ou institutrices d'école privée<sup>204</sup>, de catéchistes comme Marguerite Clavez ou, comme nous l'avons vu, de directrices des Vaillantes. Le mouvement s'appuie sur ces individus médiateurs, actifs et visibles dans l'espace public et religieux, reconnus comme ayant une position clef dans le maillage social et qui disposent d'une certaine influence.

Néanmoins, les sœurs de diverses congrégations qui incarnent pourtant le sommet de la légitimité religieuse, si elles peuvent être présentes au début du mouvement, sont peu à peu évincées afin que les jeunes filles du milieu prennent des responsabilités. Elles étaient déjà au moins sept<sup>205</sup> à diriger les groupes de Vaillantes auxquelles il faut ajouter les directions collectives des sœurs franciscaines de Moirans et de celles de la Charité de Montmorot. Dans la correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, on apprend que certaines d'entre elles restent en place pour initier la transition vers la JACF à l'image de sœur Marthe de Mièges qui, secrétaire du groupe, envoie la demande d'affiliation à la JACF à la secrétaire diocésaine<sup>206</sup> ou de sœur Marie-Aimé qui réunit les jeunes filles de Salins-les-Bains pour fonder un centre jaciste<sup>207</sup> alors que d'autres semblent apparaître seulement à cette occasion comme sœur Marie-Paul qui dirige le groupe des Rousses qui envisage l'affiliation<sup>208</sup>. La présence des sœurs dans les fonctions de direction pose clairement problème aux dirigeantes fédérales qui tentent, dans la mesure du possible, de s'en défaire. Ainsi, Lucie Pasteur déclare au sujet de l'une d'entre

---

<sup>203</sup> ADDSC, carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 388.

<sup>204</sup> À l'exemple de Suzanne Blanc, institutrice qui lance le démarrage du groupe JACF de Cuisia avant de partir à Salins-les-Bains ; lettre de Suzanne Blanc à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 21 septembre 1937, lettre 124.

<sup>205</sup> Sœur Marie-du-Christ de Villers-Farlay, sœur Marthe de l'ermitage de Mièges, sœur René de Fraisans, sœur Marie-Eustelle de Chilly-le-Vignoble, sœur Marie-Aimée de Salins-les-Bains, sœur Faustine de Saint-Julien, sœur Henriette de Saint-Claude,

<sup>206</sup> Lettre du 7 février 1938 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 25

<sup>207</sup> Lettre du 27 décembre 1935 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 350.

<sup>208</sup> Lettre du 29 janvier 1938 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 47.

elles : « Sœur Faustine ne comprendra jamais qu'il faut laisser les jacistes seules<sup>209</sup> ». Également Marguerite Clavez dans une lettre du 12 octobre 1937 aux sœurs de Villeneuve-Bargemont évoque le problème du groupe de Viry dirigée par les sœurs et note qu'heureusement, « monsieur le curé a compris que ça ne pouvait pas être <sup>210</sup> ».

Néanmoins la présence de sœurs au sein de la JACF reste prégnante : elles sont six abonnées à la *JAF* en 1936, plus que trois en 1937<sup>211</sup> et le mouvement peut prendre appui sur elles pour combler le déficit de prêtre ou de lieux de rencontre<sup>212</sup> et surtout pour organiser divers événements dans leurs maisons : il en va ainsi de certaines retraites et de la Semaine rurale de 1936 organisées à Champagnole au couvent Saint-Joseph<sup>213</sup>, où les sœurs sont mises à contribution en tant qu'organisatrices.

Pour propager le mouvement, on confirme un « recrutement assez large », mais on demande explicitement des jeunes filles vertueuses : « On aura soin toutefois de ne pas ouvrir du premier coup, toutes grandes, les portes du groupe, mais on acceptera, d'une façon définitive, que peu à peu les jeunes filles qui se présentent, de manière à ce que l'assimilation soit plus facile étant progressive ; deuxièmement d'écarter les caractères brouillons qui mettent le désordre partout et les jeunes filles qui seraient non seulement légères, mais corruptrices<sup>214</sup> ».

Si les critères de sélection sont ici explicites, il n'en reste pas moins que d'autres facteurs discriminants interagissent dans le recrutement des javistes puis des jacistes. En effet, celles-ci sont avant tout des jeunes filles qui peuvent se déplacer pour assister aux diverses réunions ce qui implique du temps libre<sup>215</sup>, l'autorisation des parents et l'accès à un moyen de locomotion. Également, il faut avoir les moyens financiers pour payer ces déplacements, l'hébergement lors des retraites et des Semaines rurales, les abonnements<sup>216</sup> et les cotisations<sup>217</sup>. Ces éléments renvoient à la question de l'identité sociale des militantes d'autant plus qu'avec la transformation

---

<sup>209</sup> Lettre du 6 août 1937 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 429.

<sup>210</sup> ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 110.

<sup>211</sup> ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1936 et 1937.

<sup>212</sup> Ainsi le couvent des ursulines de Voiteur prête une salle pour les réunions de centre JACF tout comme celui de Saint-Joseph à Champagnole qui accueille régulièrement des retraites ; lettre d'Henri Lambey à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 7 novembre 1935 ; lettre de Nicole Ragot à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 9 novembre 1936, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettres 351, 16. Également des recollections ont régulièrement lieu chez les sœurs de Châtel dans le sud du département.

<sup>213</sup> *Les Vaillantes*, octobre 1936.

<sup>214</sup> « Notes sur la fédération des Vaillantes », Archives diocésaines du diocèse de Saint-Claude (ADDSC), carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3.

<sup>215</sup> Ce qui n'est pas toujours évident pour les jeunes filles dont la main-d'œuvre est nécessaire pour la survie de l'exploitation ou du commerce familial.

<sup>216</sup> Les jeunes filles se doivent d'être abonnées aux *Vaillantes du Jura* puis à *La jeunesse agricole féminine* voire à la *Page de la militante*.

<sup>217</sup> La cotisation fédérale aux Vaillantes et la cotisation nationale à la JACF.



des groupes de javistes en sections jacistes, on demande aux jeunes filles d'être plus actives, d'être des militantes qui assument un engagement rigoureux et réel au quotidien et qui ne se contentent pas d'une pratique religieuse jugée passive et désincarnée.

La procédure d'affiliation au mouvement national dure presque trois ans et se construit autour d'enquêtes réalisées par les groupes sur leur milieu de vie, professionnel et religieux. C'est donc une démarche rigoureuse et sérieuse qui est demandée aux jeunes filles qui sont loin de constituer des groupes informels. Ainsi dans le canton de Voiteur où l'on comptait 13 sections javistes pour 19 communes, une seule se transforme en section jaciste avant-guerre<sup>218</sup>. Dans l'ensemble, les exigences de l'affiliation nationale font effectivement baisser le nombre de recrues. Alors qu'en 1934, 1 000 jeunes filles sont abonnées au bulletin rose de la JAV<sup>219</sup>, trois ans plus tard elles sont 400<sup>220</sup> à recevoir le journal national de la JACF et près de 700<sup>221</sup> fin 1938. À la veille de la guerre, 25 sections sont officiellement affiliées<sup>222</sup> et le mouvement jurassien doit compter approximativement 300 membres<sup>223</sup> et toucher plus de 2 500<sup>224</sup> jeunes filles par ses diverses activités, retraites, pèlerinages, congrès, réunions dites « de masse » ou Semaines rurales. En 1941 une note de l'administration vichyssoise rend compte des effectifs de la JACF en zone libre en estimant que les jacistes, « jeunes filles cultivatrices âgées de 15 à 30 ans (...) sont au nombre de 1450 environ, soit 250 affiliées et environs 1200 sympathisantes. Les dirigeantes sont au nombre de six formant le Comité fédéral dont la principale est mademoiselle Gauthier Monique demeurant à Orgelet »<sup>225</sup>. S'il paraît plus probable que les chiffres transmis par le mouvement datent d'avant-guerre et concernent la totalité du département et pas seulement la zone libre, il est également possible que le mouvement se soit suffisamment développé entre 1938 et 1941 pour atteindre cette dimension.

Les militantes, pieuses et zélées, se distinguent donc des sympathisantes, pour le mouvement comme pour l'administration vichyssoise qui tient à décompter avec précision les effectifs des mouvements de jeunesse dans cette période où le contrôle des populations reste la

---

<sup>218</sup> Il s'agit du Fied qui est affilié en 1936, ADDSC, dossier 5K3, liste des sections JAV du canton de Voiteur.

<sup>219</sup> *Les Vaillantes du Jura*, mai 1934.

<sup>220</sup> ADDSC, carton des correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont (non classé), liste des abonnées pour 1936 et 1937.

<sup>221</sup> LACROIX Pierre, « La JAC... », 1980, op cité, p. 40.

<sup>222</sup> La première section affiliée est celle du Fraroz en août 1935. C'est la 38<sup>e</sup> sur le plan national.

<sup>223</sup> 193 jacistes sont officiellement affiliées avant 1938 ; ADDSC, carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont. Il y a approximativement une dizaine de jeunes filles par section donc certainement entre 250 et 300 pour le diocèse à la veille de la guerre.

<sup>224</sup> Calcul réalisé à partir d'une base de données issue de la correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, des individus cités dans le bulletin des *Vaillantes du Jura* avant 1940 et des listes d'affiliées avant 1938.

<sup>225</sup> Renseignements sur la composition des organismes directeurs de tous les groupements de jeunes et diverses sociétés constituées à Lons-le-Saunier et environs ainsi que dans le département du Jura (zone libre), de l'inspecteur de police spéciale au commissaire spécial à Lons-le-Saunier, 25 août 1941. ADJ, 332W5

priorité. Les sympathisantes sont définies et perçues comme des jeunes filles n'étant pas affiliées, pouvant être abonnées à la *JAF*, participant ponctuellement aux activités du mouvement telles que les récollections, les EAC ou les Semaines rurales et ne se rendant que rarement à des réunions de section ou de centre. Les militantes sont, avant-guerre, les jeunes filles affiliées au mouvement, que ce soit dans le cadre d'une section ou de manière isolée. Le secrétariat diocésain accepte en effet, avec l'accord du secrétariat national, ces affiliations individuelles dès le moment où les jeunes filles ont fait preuve de suffisamment d'engagement. Une lettre d'Edmée Prudhon de 1937<sup>226</sup> rend justement compte de ces « jacistes isolées » qui sont celles qui fréquentent en majorité les centres alors qu'Émilie Mendre répond à la secrétaire diocésaine qui lui en fait la demande qu' « elles doivent être considérées comme des équipes appartenant au centre interparoissial » et qu'il convient d'en nommer une responsable<sup>227</sup>. Mais la distinction entre « vraies militantes<sup>228</sup> » et sympathisantes n'est pas toujours efficace sur le terrain comme en témoignent les propos extrêmement sérieux, mais pouvant prêter à sourire de l'abbé Dussouillez, confronté aux difficultés climatiques du Haut-Jura : « En principe réunion tous les vendredis, mais réunion adaptée : s'il fait bon, elles sont nombreuses et on fait une réunion de masse, s'il fait très mauvais, seules les plus courageuses viennent, donc, sans y mettre officiellement le nom, on fait réunion de militantes ou même de bureau<sup>229</sup> ».

Les consignes nationales de recrutement semblent être respectées bien que sujettes à débat, notamment celle concernant la limite d'âge<sup>230</sup>. En effet, si, comme nous l'avons vu, cette question a en partie mis à mal l'affiliation de la section de Saint-Loup, elle crée également des tensions chez les curés et les sections qui reconnaissent la légitimité de leur responsable trop âgée et qui tiennent à ce qu'elle continue dans sa tâche. Ainsi, le curé des Moussières, l'abbé Eugène Dussouillez demande à ce que Marie Blanc, « la plus dévouée du groupe », puisse être présidente de la section JACF alors qu'elle a 37 ans et l'abbé Paulin Bulaboïs de Salins-les-Bains ne comprend pas qu'on refuse l'affiliation à des salinoises de plus de 30 ans<sup>231</sup>.

---

<sup>226</sup> Lettre d'Edmée Prudhon à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 7 septembre 1937, ADDSC, carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 227.

<sup>227</sup> ADDSC, Carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 137, nd.

<sup>228</sup> Lettre du curé des Moussières, Eugène Dussouillez à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 18 mars 1936 ; ADDSC, Carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 355.

<sup>229</sup> Ibidem.

<sup>230</sup> Émilie Mendre rappelle à plusieurs reprises qu' « aucune jaciste exceptée la secrétaire diocésaine ne peut dépasser 30 ans », passé cet âge elles ont le droit d'aider, de participer aux réunions, mais pas de porter l'insigne ; ADDSC, Carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 133, nd.

<sup>231</sup> Lettre de Lucie Pasteur à Hélène de Villeneuve-Bargemont du 19 mars 1937 et lettre de Paulin Bulaboïs à Hélène de Villeneuve-Bargemont du 30 mars 1937 ; ADDSC, Carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettres 143, 247.

La question du mariage se pose beaucoup moins avant les années 1940. Il n'en est pas question dans la correspondance de la secrétaire diocésaine et il apparaît courant de voir des femmes mariées, de moins de 30 ans, qualifiées de jacistes parfois même après la naissance de leur premier enfant dans le bulletin des *Vaillantes*<sup>232</sup> même si les foyers sont encouragés à se tourner vers le mouvement adulte de la LAC.

Si fonder un foyer jaciste est un idéal à atteindre, le mouvement et ses responsables continuent de penser que l'idéal pour les jeunes filles reste d'entrer dans les ordres comme en témoigne le titre du carnet de famille des vaillantes qui désigne, aux côtés des naissances, mariages et décès, celles qui ont fait ce choix : « la meilleure part ». Entre 1935 et juin 1946, date de la fusion du bulletin des *Vaillantes* avec son homologue masculin *Jeunes du Jura*, on repère 16 jeunes filles de la JACF qui s'engagent dans les ordres<sup>233</sup>. Quatre d'entre elles entrent chez les franciscaines de Lons-le-Saunier, quatre au couvent des sœurs de la Présentation de Marie de Châtel, une au couvent de Saint-Joseph à Champagnole, une à celui du Saint-Esprit de Poligny et une au carmel de Lons-le-Saunier. Les cinq dernières jeunes filles sortent du diocèse pour intégrer Notre-Dame des Apôtres à Vénissieux, les petites auxiliaires du clergé à Paray-le-Monial, les sœurs de Saint-Joseph à Cluny et le couvent des sœurs bleues de la Marne et les dominicaines missionnaires des campagnes de Flavigny. Si l'engagement dans des congrégations locales reste de mise, notons que près d'un quart choisissent de s'exiler de leur Jura natal, très certainement par conviction et choix mûrement réfléchi d'adhésion aux projets des diverses congrégations qu'elles rejoignent. Dans le diocèse, la préférence accordée aux franciscaines, qui bien qu'elles n'aient aucun lien avec la JACF, peut éventuellement s'expliquer par la sensibilité des jacistes à l'évangélisation et au soin des pauvres ainsi qu'à l'esprit de charité et de fraternité mis en valeur par le mouvement et par l'ordre. Celle accordée aux sœurs de la Présentation de Chatel peut se justifier à la fois par la fréquentation régulière du couvent pour des retraites et récollection par la JACF, mais aussi par le souci des sœurs de l'éducation chrétienne de la jeunesse et des pauvres. Si le pourcentage de jeunes filles à entrer dans les ordres après un passage à la JACF paraît mince, autour de 5 %<sup>234</sup>, il convient de préciser qu'il est très certainement sous-estimé, les secrétaires des sections ne signalant pas systématiquement à Lucie Pasteur en charge de la publication du bulletin, les départs des jeunes filles. Également,

---

<sup>232</sup> Nous pouvons citer comme exemple Marcelle Dumont de Bersaillin qui, née en 1912 est toujours qualifiée de jaciste à la naissance de son deuxième enfant en 1937 ; *Les Vaillantes*, avril 1937.

<sup>233</sup> Ce résultat comme les suivants prennent leur source dans notre base de données composée de 1063 individus liés à la JACF entre 1935 et 1946 et sur l'estimation de 300 militantes affiliées avant 1940.

<sup>234</sup> En prenant comme base le nombre approximatif de jeunes filles affiliées à la JACF avant 1940, 300.

la vocation des jacistes peut s'être déclarée avant leur engagement dans le mouvement, celui-ci leur permettant de patienter pour atteindre l'âge requis ou de confirmer leur choix.

Le bulletin des *Vaillantes* rend compte des prises d'habit, mais également des naissances et des mariages. Dans le carnet de famille sont ainsi répertoriés tous ces événements dont les secrétaires de section ou de groupe de Vaillantes ont cru bon d'informer la direction des Œuvres. Les mariages jacistes, surtout dans les années 1936-1937, sont tout particulièrement mis à l'honneur puisque certains articles décrivent la cérémonie, la présence des membres des sections féminines et masculines et les drapeaux et fanions du mouvement qui ornent l'église<sup>235</sup>. Le 13 octobre 1936 a lieu le premier mariage jaciste jurassien en l'église de Vannoz entre Geneviève Vallet et André Fournier. Hélène de Villeneuve-Bargemont ainsi que la présidente fédérale, Marguerite Clavez sont présentes et l'église se pare de fanions et drapeaux du mouvement alors que retentissent en son sein des chants jacistes. Entre 1936 et 1946, le bulletin des *Vaillantes* rend compte du mariage de 84 jeunes filles de la JACF dont pour 31 d'entre elles avec des jacistes ainsi qualifiés. *A priori* 37 % des jeunes filles épousent donc des jacistes. Néanmoins en croisant les noms des jeunes hommes qui ne sont pas définis comme appartenant au mouvement avec notre base de données des individus liés à la JAC constituée à partir du journal *Nenni ma foi !* puis *Jeunes du Jura*, nous découvrons que 14 d'entre eux sont répertoriés comme ayant suivi des activités du mouvement et surtout, pour la majorité, comme ayant exercé des responsabilités dans le mouvement. La proportion des mariages jacistes s'élève donc en réalité à près de 53,5 % et signifie donc que plus de la moitié des jeunes filles de la JACF semblent jeter leur dévolu sur l'un de leurs confrères militants. Ce sont surtout les responsables locales ou fédérales qui semblent le plus se marier avec des jacistes, eux-mêmes souvent responsables. Les plus importants à l'échelle de la fédération restent celui de Jean Gravier, président fédéral et vice-président national, avec Jeanne Girod, dirigeante JACF d'Arinthod puis, suite à son décès, avec Monique Gauthier, responsable fédérale du mouvement sur laquelle nous sommes déjà revenue, celui de Raymonde Coquelin, présidente fédérale de la zone occupée avec Yves Lecointre du secrétariat national de la LAC<sup>236</sup> et celui de Joseph Vandelle, fédéral de la JAC avec Andrée Boeuf, responsable de la section de Censeau<sup>237</sup>. Les responsables fédéraux, amenés à rencontrer lors de diverses réunions d'Œuvres des responsables d'autres mouvements d'Action catholique peuvent également former des couples à l'image d'Henri

---

<sup>235</sup> *Les Vaillantes*, mars ; juillet-août ; décembre 1937.

<sup>236</sup> *Les Vaillantes*, mai-juin 1944.

<sup>237</sup> *Les Vaillantes*, décembre 1941.

Richard, fédéral de la JAC puis responsable ACJF qui épouse Simone Prost<sup>238</sup>, responsable JICF et Eugène Maillard, également fédéral JAC qui épouse Paulette Pignier, responsable JOCF de Montaigu<sup>239</sup>.

Les mariages jacistes des militantes ont souvent lieu à l'intérieur d'une même commune, comme c'est le cas à Desnes et à Tourmont<sup>240</sup> ou d'une même petite région ce qui laisse supposer que l'interconnaissance liée à la proximité, la fréquentation d'une même église, les contacts entre les familles peuvent être des facteurs tout aussi importants que l'appartenance au mouvement jaciste dans le choix des futurs époux ou de leurs parents. Mais des mariages « locaux » peuvent également avoir lieu entre responsables à l'image de ceux de Thérèse Chauvin, responsable d'Aiglepierre avec Jules Girod responsable de Salins-les-Bains ou encore d'Edmée Prudhon de Malange avec Jean Pélot jaciste de Thervay. Si l'identité catholique et agricole et la proximité géographique a pu influencer largement la formation de ces couples, il n'en reste pas moins que la sociabilité militante semble être un facteur très important pour que plus de la moitié des jeunes filles de la JACF en viennent à épouser un militant du mouvement masculin. Est à dire que les mariages de convenance reculent au profit d'un choix plus éclairé des futurs jeunes époux ? Rien n'est moins sûr lorsque l'on sait que le projet de mariage entre Marguerite Clavez, présidente du mouvement et André Pichon, membre du bureau permanent de la JAC n'avait donné lieu à aucun échange verbal entre les deux futurs<sup>241</sup>.

## 2) Les sections de militantes : des micro-sociétés traditionnelles ?

Si les jeunes filles semblent aspirer à un mariage jaciste, c'est avant tout parce qu'elles supposent que le partage d'une expérience et de valeurs communes peut induire une meilleure entente dans le foyer. La recherche de la similitude, avant d'être une aspiration pour un futur couple, semble être l'un des facteurs qui réunissent aussi la fondation des sections JACF. Dès lors, il convient de revenir de manière plus fine sur ce qui unit les militantes entre elles pour

---

<sup>238</sup> *Les Vaillantes*, novembre 1944.

<sup>239</sup> *Les Vaillantes*, novembre-décembre 1945.

<sup>240</sup> Signalons ici les mariages d'Hélène Mervant de Desnes avec Robert puis Joseph Thibert, jacistes de Desnes, de Juliette Poncet de Grozon avec Raymond Fournier de Tourmont et de Marie Guillemain avec Marcel Forest, tous deux de Sainte-Agnès

<sup>241</sup> Lucie Pasteur apprenant le changement de décision d'André Pichon en informe Hélène de Villeneuve-Bargemont en estimant qu'« au fond elle [Marguerite] ne peut pas être attachée puisqu'elle n'a jamais parlé au jeune homme », lettre du 27 mars 1936, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 390.

comprendre pourquoi elles aspirent potentiellement à reproduire cette union dans leur projet d'avenir. En effet, la formation d'une section entre des individus relativement semblables pourrait révéler l'efficacité d'une solidarité mécanique et laisser penser à une tentative de reconstitution d'une micro-société traditionnelle.

La base de données que nous avons constituée à partir des 97 jeunes filles affiliées à la JACF avant 1938 nous permet de décrire plus précisément les militantes du mouvement. Celles-ci sont avant tout issues du milieu agricole. En effet, selon leur acte de naissance, elles sont 93,4 % à pouvoir être considérées comme étant filles de cultivateurs même s'il faut considérer qu'une potentielle pluriactivité n'est pas prise en considération<sup>242</sup>. Parmi les autres professions représentées, on trouve trois filles de « négociants », deux d'épiciers et une de mécanicien<sup>243</sup>. Dans un département principalement agricole, cela ne paraît guère étonnant, d'autant que le mouvement se définit lui-même comme tel. Pourtant, si près de 68 % de la population reste rurale<sup>244</sup>, la diversité du milieu est importante et celui-ci est loin de ne compter que des cultivateurs. En effet, en 1946, pour ses 148 000 ruraux, le département recense près de 20 000 exploitations agricoles avec 51 000 actifs qui comprennent les chefs d'exploitation, les employés et les enfants de plus de 14 ans<sup>245</sup>. En prenant en considération les enfants de moins de 14 ans, Simon Ligier estime que près de 65 000 individus peuvent être considérés comme « population agricole » ce qui représente 44 % de la population rurale du département. Alors que la JACF comme la JAC prétendent pourtant, dès leurs origines, toucher tous les jeunes ruraux et pas seulement les agricoles, il semblerait bien que cette catégorie soit surreprésentée dans les effectifs du mouvement<sup>246</sup>.

En moyenne ces jeunes filles ont légèrement plus de 21 ans. C'est aux Moussières que l'on trouve la benjamine, Marie-Louise Mathieu, âgée de 13 ans et à Bief-du-Fourg la plus âgée, Angèle Masson, 30 ans. Elles sont également trois à être proches de la limite d'âge avec leurs 29 ans. La consigne nationale semble donc avoir été respectée à la lettre même si on se doute qu'après avoir été affiliées, ces jeunes filles ne vont pas cesser leur engagement dès leur trentième anniversaire.

---

<sup>242</sup> Calcul réalisé sur la base des 92 militantes dont l'acte de naissance a été retrouvé ou était lisible.

<sup>243</sup> Concernant la profession des mères décrites dans les actes de naissance, on compte 70 cultivatrices, deux épicières, une couturière et huit femmes considérées comme « sans profession » par l'administration municipale.

<sup>244</sup> Le recensement de 1946 compte 148 000 ruraux pour près de 216 000 habitants.

<sup>245</sup> On compte 30 250 hommes et femmes adultes, 3104 employés et 17 675 jeunes constituant la main-d'œuvre familiale. Recensement de 1946 d'après LIGIER Simon, « Recherches... », thèse op citée, pp. 117-118.

<sup>246</sup> On pourrait objecter que les premières sections affiliées se trouvent avant tout dans des petites paroisses agricoles même si l'on peut compter sur les bourgs d'Arbois et de Poligny.

Seulement 50 d'entre elles apparaissent dans notre base de données de militantes et sympathisantes de la JACF constituée à partir des occurrences de leurs noms dans le bulletin des *Vaillantes*, dans les archives du mouvement et de celles d'Hélène de Villeneuve-Bargemont. Ceci démontre que près de la moitié des jacistes affiliées auraient pu ne pas être repérées et restent relativement « silencieuses ». Pour les 47 jacistes dont il est fait mention dans notre base de données<sup>247</sup>, nous pouvons émettre des hypothèses sur la durée de leur engagement bien qu'il s'agisse d'une durée minimum puisqu'il s'agit des dates extrêmes d'apparition dans les archives. En moyenne elles s'engagent donc près de 2 ans et 5 mois dans le mouvement. Il faut néanmoins considérer que 19 d'entre elles restent engagées une année et 17 deux années, ce qui peut paraître relativement bref. Les jeunes filles qui évoluent au sein du mouvement pendant plus de quatre ans sont rares. Il s'agit de Germaine Barbe des Moussières qui avait déjà été repérée comme secrétaire du groupe des *Vaillantes* en 1933, de Suzanne Lacroix de Malange, de Thérèse Chauvin d'Aiglepierre, de Marguerite Vallet de Poligny, des deux sœurs Marie-Rose et Colette Villet de Plasne et enfin de Cécile Dintroz, bras droit d'Edmée Prudhon dans la région doloise qui, avec ses 12 années minimum d'engagement, fait figure de doyenne du mouvement lorsqu'elle se retire suite à son mariage en 1946. Ces jeunes filles dont il est fait mention régulièrement appartiennent à des sections qui restent vivantes pendant plusieurs années. En effet, il convient de signaler que si désengagement assez rapide il peut y avoir chez certaines, c'est avant tout parce que les sections végètent ou disparaissent. Il en va ainsi de celle de Bersallin qui, suite à la démission d'Hélène de Villeneuve-Bargemont en 1938, ne semble plus très active<sup>248</sup> et surtout de celles d'Arsure-Arsurette et de Bief-du-Fourg dont, une fois l'affiliation passée, il n'est plus fait mention dans le bulletin des *Vaillantes* ni même d'aucune des militantes qui les composent<sup>249</sup>. Il est difficile de rendre compte des sections qui perçoivent l'affiliation comme une fin en soi et qui, une fois passée, subissent une baisse d'enthousiasme quitte à cesser le travail de groupe. À ce sujet, Marguerite Clavez exprime ses doutes en 1937 : « Tout le monde veut être affilié maintenant et sans se rendre compte, ni même avoir envisagé les responsabilités auxquelles on s'engage !... Il faudrait tellement la qualité plutôt que la quantité... et à quoi nous servirons des jacistes (avec l'insigne) qui feront mal juger de notre cher mouvement...<sup>250</sup> [sic] ». L'interdiction momentanée des mouvements de jeunesse en zone

---

<sup>247</sup> En moyenne, nous trouvons 3,2 occurrences de leur nom dans la base de données des militantes et sympathisantes.

<sup>248</sup> Aucune mention de Bersallin dans le bulletin des *Vaillantes* entre 1938 et 1941 ou l'on apprend que le nombre d'abonnements au journal sus-cité est passé de 9 à 20 en 1941, ce qui pourrait indiquer un repli vers le mouvement général ; *Les Vaillantes*, février 1941.

<sup>249</sup> Bief-du-Fourg est affilié fin 1936 et Arsure-Arsurette le 21 janvier 1937.

<sup>250</sup> Lettre de Marguerite Clavez à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 20 juillet 1937, ADDSC, carton de

occupée explique en grande partie la disparition de ces sections dans le nord du Jura, même s'il faut noter que certaines sections JAC parviennent à se maintenir pendant cette période. L'inquiétude au sujet des sections « feux de paille » touche à la fois les dirigeantes fédérales, mais également les dirigeantes locales. Dans une lettre à Marguerite Clavez, Félicie Reverchon qui dirige le groupe de Plasne exprime son angoisse face aux suites à donner au mouvement après la fête d'affiliation prévue le 8 août 1937 : « Elle [Félicie] me disait à Poligny le 21 mai qu'elle se demandait comment ça irait dans sa section après l'affiliation... que les aînées peut-être comprenaient qu'il faudrait continuer à s'obliger à mieux connaître la JACF, mais qu'elle ne savait pas bien comment se conduiraient les jeunes. J'aurai bien voulu qu'elle se dise à elle-même et le fasse comprendre à ses compagnes plus raisonnables que c'étaient à elles qui comprennent que revient l'obligation de retenir les jeunes en les initiant petit à petit, et sans cette volonté pour elle, Félicie verra bien vite diminuer l'enthousiasme puis l'activité de sa section<sup>251</sup> ».

L'effort sur la longueur semble donc être difficile à tenir pour maintenir les sections jacistes et en renouveler leurs membres, d'autant plus que « tous leurs rangs sont décimés par le mariage<sup>252</sup> », pour reprendre l'expression utilisée au sujet des vaillantes en 1930. Nous avons noté que le mariage n'était pas, en théorie, un facteur de désengagement comme pouvait l'être l'âge. Sur les 97 jeunes filles nous en avons repéré 25 dont la mention du mariage figure sur l'acte de naissance<sup>253</sup> et seulement 12 dont nous avons des informations sur les possibles dates extrêmes de leur engagement. Sept d'entre elles n'apparaissent plus dans les archives dès avant leur mariage, mais trois sont encore actives l'année de leur mariage et deux continuent au sein du mouvement après cette date. Il semble donc qu'effectivement, le mariage ne soit pas, au moins dans les années 1930 et sans doute parce que la LAC, le mouvement adulte de la JAC, n'est pas encore très structuré ni populaire comme le sera son héritier d'après-guerre le MFR, un élément qui signe le désengagement des militantes JACF.

Si fonder un foyer n'empêche pas les militantes de le rester, c'est comme nous l'avons vu, parce qu'une importante proportion d'entre elles épouse un jaciste, c'est-à-dire quelqu'un de potentiellement compréhensible et tolérant face aux sorties pour se rendre en réunion. C'est également parce que, avant le mariage, l'engagement familial dans la JAC semble plutôt courant. En effet, pour les 15 sections dont nous avons identifié les militantes, nous retrouvons

---

correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 150.

<sup>251</sup> Ibidem.

<sup>252</sup> *Les Vaillantes*, septembre 1930.

<sup>253</sup> Ce qui ne signifie évidemment pas qu'elles ne sont que 25 à s'être mariées, les registres de naissance ayant pu avoir été déposés avant cette date.



près de 19 fratries. Ainsi, la section du Pasquier/Vers-en-Montagne est principalement constituée de trois fratries sororales, desquelles font partie sept des dix militantes tout comme celle des Moussières dont font partie six des huit militantes. Surtout, la section de Neublans est entièrement constituée à partir des fratries Bigueur, Poilloux et Royer.

À l'exception du Deschaux, où nous n'avons pu identifier que deux militantes, d'Aiglepierre<sup>254</sup> et d'Arbois avec respectivement six et quatre militantes, toutes les sections comptent au minimum une fratrie en leur sein. Plasne, avec les quatre sœurs Villet engagées dans le mouvement et plusieurs cousines<sup>255</sup>, avec au minimum, neuf jeunes filles sur 11 membres d'une parenté élargie, semble être la section la plus « familiale » du lot. S'il est difficile de croiser ces fratries sororales avec notre base de données de jeunes hommes liés à la JAC pour déterminer à quel point l'engagement au sein du mouvement peut toucher la totalité des fratries, il n'en reste pas moins que nous pouvons estimer que les sections de JACF se constituent en grande partie autour de sœurs ou même de cousines. Cela pourrait signifier que le lien social construit par le mouvement relève avant tout d'une « solidarité mécanique<sup>256</sup> », basée sur la conscience collective d'appartenance à la même parenté, au même âge, au même genre et surtout à la même condition paysanne et à la même religion.

La conformité aux normes, aux valeurs et aux rôles sociaux traditionnels établie et soutenue par l'Église semble donc être renforcée par le mouvement jaciste qui paraît recréer une micro-société traditionnelle autour des sections de jeunes filles d'autant plus que nous pouvons supposer que l'appartenance au groupe peut relever, dans les années 1930, plus d'une pression sociale induite par le contrôle des parents et du prêtre, donc des structures traditionnelles de la famille et de l'Église, que d'un engagement conscient et délibéré des jeunes filles. Néanmoins cette hypothèse induirait à la fois que les jeunes filles ne sont pas totalement libres de leur engagement de départ, mais surtout qu'elles restent, tout au long de celui-ci, captives de cette pression sociale. Rien n'est moins sûr puisque rencontres, réunions et organisation de diverses activités induisent forcément la prise de responsabilité des individus et par là même leur distinction et leur autonomisation au sein du groupe. Néanmoins il convient de se demander pour qui cette distinction reste la plus effective dans le cadre d'une section locale. Pour cela il convient de revenir de manière plus fine sur la constitution d'une section

---

<sup>254</sup> À Aiglepierre trois jeunes filles portent le même nom : Thérèse, Marcelle et Andrée Chauvin. Mais nous n'avons pas pu retrouver l'acte de naissance de Thérèse qui indiquerait si elle a les mêmes parents qu'Andrée ou que Marcelle.

<sup>255</sup> Les quatre sœurs Villet sont cousines de Marie et Rose Villet par leur père, elles-mêmes cousines du côté maternel avec Madeleine Mignot. Marie-Louise et Odette Paget sont également cousines.

<sup>256</sup> DURKHEIM Émile, *De la division du travail social*, 1893.

afin de comprendre comment sont attribuées les responsabilités en son sein et de voir quelles opportunités sont offertes aux militantes qui la composent. Nous nous appuyerons sur l'exemple de la section de Plasne, dont nous disposons de la liste des militantes et du dossier d'affiliation, conservés dans les archives d'Hélène de Villeneuve-Bargemont.

### 3) Plasne : entre reproduction sociale et formation des militantes

La section compte 12 membres affiliées<sup>257</sup> lorsqu'elle est fondée en 1937. L'abbé Raymond Lançon, déjà initiateur de la JAC masculine autour de son expérience à Château-Chalon est toujours très zélé, voire trop au goût des responsables diocésaines qui lui reprochent de mettre en œuvre des « veillées jacistes » alors qu'aucune section n'est encore affiliée dans le département en janvier 1935<sup>258</sup>. Félicie Reverchon en est la secrétaire, Anne-Marie Villet la présidente et Rose Villet la trésorière lorsque le dossier de demande d'affiliation est déposé après plus de deux ans de réunions et d'enquêtes préparatoires<sup>259</sup>. Néanmoins dans les archives d'Hélène de Villeneuve-Bargemont nous découvrons que Rose Villet a été remplacée dans sa responsabilité par Marie Villet<sup>260</sup>. C'est sans doute le mariage de cette première, le 27 novembre 1937, qui conduit à son remplacement et qui suppose également que la section perde assez rapidement donc, l'un de ses membres. Comme nous l'avons déjà noté, Félicie Reverchon, celle qui détient la plus haute responsabilité en tant que secrétaire, est, avec ses 27 printemps, de loin la plus âgée des militantes dont la moyenne d'âge est de 19 ans. Elle est également la jeune fille dont le père, répertorié dans l'annuaire Fournier<sup>261</sup> comme l'un des plus importants propriétaires de la commune, possède le plus de terres sur Plasne avec ses 13 hectares et 62 ares en 1923 avant qu'il ne commence à effectuer son partage successoral<sup>262</sup>. La présidente de la section,

---

<sup>257</sup> Les actes de naissance de ces dernières ont été dépouillés à l'exception de celui de Marie-Louise Bailly-Maître, 16 ans, qui ne semble pas être née sur la commune. Nous ne disposons donc également pas du relevé cadastral des propriétés de son père.

<sup>258</sup> C'est une crainte d'Hélène de Villeneuve-Bargemont et de Lucie Pasteur qui lui écrit à ce sujet : « la section de Plasne n'est pas affiliée ! J'ai envie de dire qu'on n'a pas le droit de prendre le nom de JACF tant qu'il n'y a pas eu d'affiliation » le 2 janvier 1935, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 444.

<sup>259</sup> ADDSC, Carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, pochette verte, dossier 25, dossier d'affiliation de Plasne.

<sup>260</sup> ADDSC, Carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3. Dossier non daté, mais postérieur à la demande d'affiliation.

<sup>261</sup> ADJ, Annuaire Fournier, Plasne, 1930.

<sup>262</sup> Joseph Reverchon possède sur la commune de Plasne 13 hectares et 62 ares en 1923. Après cette date il semble effectuer un partage de ses terres entre ses enfants et en 1933 n'exploite plus que 30 ares dans la commune. Il s'agit donc de sa propriété foncière *a minima* dès le moment où il est susceptible d'être

l'une des quatre sœurs Villet, Anne-Marie, âgée de 23 ans, est également la fille d'un des plus gros propriétaires fonciers de la commune, Joseph Villet, également mentionné comme tel dans l'annuaire Fournier avec près de 12 hectares en champs et terres labourables<sup>263</sup>. À l'exception du père de Marie-Louise Paget, par ailleurs élu maire en 1935<sup>264</sup>, détenteur de 12 hectares et 58 ares en 1933, les pères des autres militantes possèdent des surfaces qui ne dépassent pas les 4 hectares, du moins dans la commune de Plasne<sup>265</sup>.

Est-ce à dire que les responsabilités de la section sont attribuées en fonction du statut économique de la famille des jeunes filles et de leur degré de maturité ? Tout en prenant en compte le fait que Félicie Reverchon ait déjà, au préalable, été responsable du groupe de javiste, il convient de rester sur le mode hypothétique d'autant plus que nous ne savons pas avec certitude comment sont attribuées les responsabilités, s'il s'agit d'une nomination de l'aumônier, d'une cooptation par l'échelon fédéral ou d'un vote interne à la section<sup>266</sup>. Dans tous les cas, le choix n'est pas anodin et conduit à un triple ascendant de Félicie Reverchon et d'Anne-Marie Villet : celle du statut économique, de l'âge et de la charge occupée.

Les réunions de militantes ont lieu tous les premiers et troisièmes dimanches du mois alors qu'une réunion générale a lieu tous les quatrièmes dimanches et une réunion du bureau tous les deuxièmes lundis du mois<sup>267</sup>. Le commentaire d'évangile est systématique à chaque réunion et les activités varient entre l'organisation des divers services liée à la section, la lecture du journal ou du manuel de la JACF, l'étude de chants ou de recettes de cuisine et la préparation des séances récréatives, des jeux et des fêtes qui semblent être l'une des principales activités du mouvement. Ce genre d'événements qui ont pour objectif de maintenir une sociabilité juvénile et de « détourner les jeunes filles du bal » semble être assez bien compensé par leur investissement dans la formation professionnelle, bien que celle-ci ne soit pas souvent travaillée

---

propriétaire dans les communes voisines. ADJ, 3P3057, matrice cadastrale de la commune de Plasne. ADJ, 3P3057.

<sup>263</sup> En 1933 et en 1942, la propriété atteint 13 hectares, ADJ, 3P3057.

<sup>264</sup> Annuaire Fournier 1936.

<sup>265</sup> Le père de Rose Villet, Louis, détient 32 ares en 1937, celui d'Odette Paget, Georges, 3hectares 71 ares en 1928 et approximativement la même surface en 1942, celui de Marcelle Chevassu, Aimé, 1hectares et 77 ares en 1924 avant le transfert des terres à ses enfants et celui de Madeleine Mignot, Octave, 2 hectares et 54 ares en 1929, également avant le partage successoral. À noter qu'il est probable que ces individus soient propriétaires sur des communes limitrophes, mais nous ne disposons pas des données, seule la matrice cadastrale de Plasne ayant été dépouillée. ADJ, 3P3057.

<sup>266</sup> En théorie le bureau est censé « être élu par les adhérentes et accepté par M. le curé » (note d'Hélène de Villeneuve-Bargemont en réponse à une lettre, 7 janvier 1936, lettre 229), mais il apparaît que les prêtres et les responsables fédérales influent très largement le processus en communiquant directement avec celle qu'ils estiment responsable.

<sup>267</sup> Dossier d'affiliation de Plasne, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, pochette verte, document 25 ; liasse 3, documents 21 et 26.

dans le cadre des réunions de section. En effet, quatre des plus jeunes militantes ont suivi les cours ménagers de l'Union du Sud-est des syndicats agricoles pendant deux ans et quatre aînées se sont rendues à la Semaine rurale de Champagnole en 1936. Cette orientation assez professionnelle est sans doute due à l'initiative de l'aumônier de la section Raymond Lançon qui déjà avant la fondation de la JAC en 1927, orientait le cercle d'étude de jeunes gens de Château-Chalon vers la formation agricole et particulièrement viticole. C'est d'ailleurs la présidente de la section, Félicie Reverchon, qui est mobilisée à la journée jaciste diocésaine de novembre 1937 pour prendre la parole sur « l'apprentissage agricole »<sup>268</sup>, preuve que Plasne semble être compétent en la matière. Une enquête réalisée par le groupe montre également que les jeunes filles sont particulièrement préoccupées par l'aménagement de l'intérieur de la maison et la question de l'hygiène, ce *qui* fait sans doute écho aux cours ménagers que suivent une partie d'entre elles. Le bulletin des Vaillantes nous apprend que l'une des militantes, Marie-Rose Villet entre au couvent du Saint-Esprit de Poligny en 1941<sup>269</sup> alors que sa sœur, Colette Villet, épouse un jaciste du village, René Paget<sup>270</sup>. À l'exception de Félicie Reverchon sur laquelle nous sommes déjà revenue et de Marie-Louise Paget dont le frère, André, est ordonné prêtre en 1936<sup>271</sup>, les autres militantes n'apparaissent pas dans les archives du mouvement après 1937 et il est difficile de savoir quels chemins elles ont ensuite suivis et si la formation acquise dans le mouvement a pu les aider à se construire autrement qu'humainement. D'après l'enquête canonique de 1957, la section JACF, tout comme celle de la JAC, est toujours vivante, même s'il reste difficile de savoir si elle l'a été de manière continue pendant ces 20 années. Il apparaît donc que seule la secrétaire de section poursuit une carrière militante lui permettant de se distinguer de ses camarades. Mais rappelons que dès avant son engagement dans la JACF, par son capital économique et social et par sa prise de responsabilité au sein des Vaillantes du Jura, elle était déjà distincte de ses camarades.

Une étude plus approfondie des parcours des militantes et du travail en section rendrait certainement compte que la distinction des militantes dans les années 1930 touche principalement, à l'image de Félicie Reverchon, la ou les principales responsables et que si les militantes peuvent acquérir des ressources, celles-ci restent avant tout collectives et ne leur permettent que très peu de s'émanciper du tout holistique dans lequel elles restent enfermées.

---

<sup>268</sup> ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 1.

<sup>269</sup> *Les Vaillantes*, février 1941.

<sup>270</sup> *Les Vaillantes*, novembre-décembre 1942.

<sup>271</sup> *Les Vaillantes*, mai 1936.



Proclamée par l'Assemblée de Cardinaux et archevêques en 1934, la fondation de la JACF puisse ses racines dans l'expérience de son homologue masculin et dans les longs débats entre les diverses organisations d'encadrement des femmes catholiques et peut compter, pour se développer, sur des structures organisationnelles préexistantes dans quasiment tous les diocèses de France et dont les Vaillantes du Jura ne sont qu'un exemple. Cette fédération constitue un vivier de recrutement à la fois pour les responsables, déjà initiées aux méthodes de la spécialisation avec la JAV, mais également pour les militantes, sensibilisées par les Semaines rurales et les cours par correspondance à l'apostolat agricole. Si des responsables de type « dames patronnesses » sont toujours présentes au début du mouvement, à la fois parce qu'il est difficile pour la direction des Œuvres de les évincer, mais également parce qu'elles disposent de compétences certaines en matière de culture militante, elles cèdent peu à peu la place à des jeunes filles qui disposent à la fois de ressources acquises au sein des Vaillantes et de la JAV, parfois dans le milieu scolaire, et d'un capital économique et social suffisant qui influence leurs aspirations et peut leur permettre de prétendre avoir accès à un capital symbolique par le biais d'une prise de responsabilité fédérale au sein du mouvement jaciste.

Les positions stratégiques occupées par ces nouvelles responsables, qu'elles soient sociales ou géographiques, leur permettent de mobiliser, plus au moins durablement, un socle de militantes à mener vers l'affiliation et le travail en équipe. De nombreuses sections subissent le phénomène du « feu de paille » et les premières militantes ne restent que brièvement au sein du mouvement, soulevant par la même la question de l'engagement comme choix délibéré ou comme contrainte sociale subit et par la même celle de la tentative de réactivation d'un entre-soi catholique et agricole voir de renforcement d'un ordre social et culturel traditionnel adapté aux aspirations contemporaines.

Bien que le mouvement se développe principalement dans le nord du département, dans des zones agricoles où la pratique religieuse est très forte ou au contraire dans la plaine doloise ouvrière en voie de déchristianisation, ses nombreuses activités, l'activisme de ses militantes et responsables et son organisation établie à divers échelons font qu'il fait très largement partie du paysage jurassien à la veille de la guerre. Lorsque celle-ci se déclare, émergent les premières responsables formées par le mouvement jaciste, toujours issues pour la majorité de la bourgeoisie agricole et qui, dans le cadre d'une direction collégiale, peuvent se répartir les charges et les zones de travail pour développer avec plus d'efficacité un mouvement qui trouve très largement écho à ses préoccupations avec la mise en place du régime de Vichy.



# Chapitre 5 : L'évolution des militants au sein de la JAC

La JAC, puisqu'elle est le premier « mouvement de masse » en milieu rural, est souvent décrite comme représentative de la jeunesse rurale française. Cette construction comme entité collective ne permet ni de penser son hétérogénéité ni même les marges où se situent la plupart des militants qui n'ont pas exercé de carrière de responsables ou de dirigeants. En 1980, Roger Le Guen s'interrogeait : « N'y a-t-il pas lieu de distinguer les anciens jacistes, de la JAC proprement dite ? Sinon ne risquerions-nous pas de confondre, dans l'analyse et l'interprétation sociologiques, les mouvements catholiques et toutes les formes de regroupements ultérieurs qu'on dit "dominées" par d'anciens jacistes (CETA, CDJA, FDSEA, etc...)? La démarche ne serait-elle pas alors tautologique (La JAC a contribué à façonner une nouvelle agriculture dont elle est simultanément le produit)?<sup>1</sup> ». En revenant sur la structuration du mouvement jurassien autour de ses premiers responsables et dirigeants, nous poursuivrons la même démarche que celle précédemment menée en ambitionnant de donner des « visages » au mouvement, « visages » qui semblent tout autant le produit du contexte social et économique d'une époque et d'une famille que d'un parcours militant.

Le premier objectif de la JAC dans les années 1930 étant de « former des chefs », une élite rurale afin de rechristianiser la France, il convient d'observer quels sont les préalables à cette stratégie dont la sélection des acteurs, si elle n'est pas clairement dite reste de mise, constitue le principal enjeu. Ainsi en nous demandant de quelles ressources disposent les premiers responsables et dirigeants pour prétendre devenir l'élite rurale de demain, nous mettrons tout d'abord en lumière l'organisation pyramidale du mouvement avant de présenter

---

<sup>1</sup> Il met également en garde contre cette perception homogène et contre l'attribution d'une lucidité au mouvement : « La JAC n'est pas une organisation dont les finalités ont toutes été consciemment vécues, généralement partagées ou harmonieusement structurées ; elle n'est pas plus instigatrice ou victime d'un « complot historique ». Ses raisons d'être, de penser et d'agir sont dans un ensemble de forces, une conjonction d'acteurs, de mécanismes et de stratégies qui paraissent après coup relativement rationnels, mais qui à l'époque étaient vécus comme des luttes, comme des "prises de risque"; en tout cas toujours comme la participation à une époque dont les protagonistes étaient loin d'avoir une conscience claire et entière ». LE GUEN Roger, « La place de la JAC dans l'évolution des exploitations agricoles du Maine-et-Loire », dans INRA, *JAC et modernisation de l'agriculture de l'Ouest*, compte rendu de la journée d'étude organisée le 18 mars 1980 à Rennes, INRA, Rennes, 1980, pp. 53-105, p. 56.



notre corpus de 41 responsables fédéraux qui constitue le centre de notre étude sur les origines des jacistes pour ensuite mettre en évidence les parcours ultérieurs des premiers dirigeants. Si nous développerons huit notices biographiques — quatre concernant origines et devenir de dirigeants et d'un responsable jaciste, trois concernant des carrières au sein du mouvement et une autour d'un responsable décédé précocement — une étude biographique plus longue et plus fine de Pierre Butin, secrétaire à la veille de la guerre, nous permettra de rendre compte de la pertinence de ce type de recherche avant de tenir des discours par trop globalisants sur les acteurs du mouvement et par là même sur la JAC.

## I Un fonctionnement pyramidal

Dans les années 1930, si le choix du mouvement est d'insister sur la formation spirituelle et professionnelle des jeunes agriculteurs, la fédération jurassienne se concentre surtout sur la structuration et l'ancrage du mouvement. L'objectif est avant tout de former de nouvelles sections, de mobiliser des militants et de faire émerger des responsables, des « chefs ruraux<sup>2</sup> » qui pourront faire « levain dans la pâte<sup>3</sup> ». Les objectifs professionnels et apostoliques sont manifestes, mais pour pouvoir les asseoir, il faut avant tout « conquérir ».

### 1) Développement et structuration du mouvement

La JAC jurassienne avait fait de bons débuts après son lancement en août 1932 en annonçant en avril 1933 8 sections<sup>4</sup> constituées comptant 125 cotisants et 181 abonnés à *La jeunesse agricole*. En septembre 1934, avec ses 20 sections, le Jura peut se targuer d'être deuxième au classement national pour le nombre d'affiliations de sections en un an<sup>5</sup>. Mais il fallait encore grossir les rangs. Cela sera possible notamment grâce à de fortes mobilisations comme les

---

<sup>2</sup> Expression utilisée à maintes reprises dans les années 1930 par la littérature du mouvement. Voir notamment GANAY Maurice de, *Pour l'action au village, problèmes paysans et apostolat spécialisé*, Paris, Éditions Spes, 1936, p. 191. « Des as en agriculture », *La Jeunesse agricole*, 15 septembre 1934, p. 9.

<sup>3</sup> GODIN Henri, *Le levain dans la pâte: manuel de vie chrétienne adapté à notre temps*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1941.

<sup>4</sup> Il s'agit de: Malange, Thervay, Cuisia, Frontenay (interparoissial), La Loye, Chissey, Prénovel, Longchaumois, cité par LACROIX Pierre, « La JAC... », op cité, n° 12, p. 455.

<sup>5</sup> Cité par LACROIX Pierre, « La JAC... », op cité, p. 457, qui reprend *Nenni ma foi!* de février 1935.

retraites, les kermesses, mais surtout les congrès. Ces derniers, et surtout leur préparation, permettent à de nombreux jeunes de se mobiliser au sein du mouvement. Ils touchent surtout des groupes déjà constitués, que ce soit en équipe JAC ou en cercles d'études. Leur but est généralement d'ouvrir des perspectives de réflexion sur la formation professionnelle et spirituelle qui sont ensuite travaillées au niveau du secteur. Mais certains congrès permettent aussi aux jacistes de découvrir d'autres horizons : c'est notamment le cas pour le congrès du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'ACJF à Lyon où plus de 20 Jurassiens se rendent en 1933, et au congrès de Tours, du 7 au 9 septembre 1935 où ils seront 32<sup>6</sup> du voyage. Pour pouvoir payer les frais du voyage, de nombreuses sections jurassiennes organisent des kermesses parfois même en lieu et place des vêpres, ce qui ne ravit pas tous les curés<sup>7</sup>. Les congrès diocésains accueillent aussi de nombreuses réunions de jacistes du moins lorsque ces derniers ne monopolisent pas totalement la manifestation comme ce fut le cas en 1933. Mais c'est surtout la préparation du 10<sup>e</sup> anniversaire de la JAC, durant toute l'année 1938, qui mobilise de nombreux sympathisants avec différentes manifestations à travers le diocèse et toute la France. Ils seront ainsi 285 Jurassiens<sup>8</sup> à se rendre au Vel d'Hiv du 21 au 23 avril 1939. Pierre Lacroix note qu'aux « estimations des responsables, les réunions [de préparation du congrès], multipliées jusqu'en de simples hameaux, ont atteint 10 000 personnes<sup>9</sup> ». Entre les « journées nationales de la JAC » et « les quinzaines de propagande », la préparation du congrès fait aussi se multiplier le nombre des réunions de sections qui deviennent presque partout hebdomadaires. Cependant le nombre d'affiliations de sections ralentit entre 1935 et 1939<sup>10</sup>, sans doute parce que la première vague concernait des groupes déjà constitués dans les années 1920 comme nous l'avions remarqué. Mais c'est également parce que le mouvement jaciste n'a pas, dans les années 1930, prétention à être un mouvement de masse. Il veut mobiliser avant tout des jeunes catholiques dynamiques, désireux d'approfondir leur foi et leur formation professionnelle. À la veille de la guerre, le mouvement masculin compte néanmoins 39 sections<sup>11</sup> près de 400 responsables et militants et plus de 1000 sympathisants<sup>12</sup>. Si les ressorts du recrutement des militants ont déjà

---

<sup>6</sup> *Nenni ma foi !*, septembre 1935

<sup>7</sup> Henri Richard explique dans son recueil de témoignages que pour organiser la kermesse qui allait financer le voyage des jacistes du secteur à Paris ceux-ci ont dû demander la suppression des vêpres dans les paroisses voisines, ce qui a braqué certains prêtres. RICHARD Henri, « Comme un brasier incandescent », manuscrit, imprimatur Gilbert Duchêne, évêque de Saint-Claude, 1979, pp. 96.

<sup>8</sup> ADDSC ; dossier 5K3, liste des inscrits pour le congrès de Paris.

<sup>9</sup> LACROIX Pierre, « La JAC... », op cité, *SRDSC*, n° 1, janvier 1980, p. 30.

<sup>10</sup> 28 sections affiliées entre 1933 et 1935 et 8 supplémentaires entre 1935 et 1939 (sachant que certaines sections ont fusionné)

<sup>11</sup> Nombres de sections repérées avant le déroulement du congrès de Paris en avril 1939 ; ADDSC, dossier 5K3.

<sup>12</sup> Annexes A-9, A-10.

en partie été évoqués avec les EAC dans notre premier chapitre, il convient d'observer la manière dont cette multitude de jacistes est encadrée.

La JAC est un mouvement national, donc un mouvement hiérarchisé. L'échelon de base est la section qui correspond généralement à la paroisse. Vient ensuite le centre rapidement rebaptisé « secteur », qui réunit plusieurs sections et qui correspond approximativement à l'échelle du canton. Vers la fin des années 1930, un glissement s'opère de la section au secteur comme cellule de base ce qui permet notamment de regrouper les jacistes isolés qui ont eu recours à des affiliations individuelles. Les sous-fédérations qui émergent en 1935 semblent relativement éphémères et ont plus pour vocation de coordonner les actions et de faire siéger des responsables qui représentent les différents territoires du diocèse au conseil fédéral. Enfin, l'échelon supérieur est la fédération, qui correspond aux limites du diocèse et donc dans le cas du Jura, aux limites du département. Cette structure pyramidale rend des comptes à la fédération nationale, mais également au diocèse. Nous avons vu dans le cas de la JACF comment la superposition des pouvoirs, laïcs et diocésains, ainsi que le recours au national, pouvait parfois permettre la mise en place de diverses stratégies de la part des responsables jacistes et des aumôniers. Dans le cas de la JAC jurassienne, le conflit qui opposa le directeur des Œuvres à la FNC à la fin des années 1920, semble avoir laissé une relative autonomie de fonctionnement à la fédération et toute latitude au directeur des Œuvres pour gérer « ses troupes ». Celui-ci semble néanmoins assez rapidement s'effacer pour laisser le soin aux premiers responsables de prendre en charge le mouvement par eux-mêmes. En effet, même s'il reste sans doute à l'origine des premières nominations, celles de Jean Gravier au secrétariat fédéral et celle de Robert Cuisiat à la présidence du mouvement, *Nenni ma foi !* signale que dès la première constitution du bureau fédéral en 1933, les 5 membres sont « élus<sup>13</sup> » par le comité diocésain de jeunesse catholique. L'élargissement du conseil fédéral pendant la décennie tout comme les liens développés par les responsables fédéraux avec la fédération nationale laissent supposer que Just Pouillard reste à juste distance avec le mouvement masculin d'autant plus qu'il a beaucoup à faire du côté féminin.

---

<sup>13</sup> *Nenni ma foi !*, janvier 1934.

## 2) Les premiers dirigeants de la JAC jurassienne

Jean Gravier est tout d'abord nommé provisoirement au titre de « secrétaire » de la JAC en avril 1932<sup>14</sup> avant qu'en août ne lui soit adjoint un « comité provisoire de propagande » constitué de six membres puis en fin d'année<sup>15</sup>, un président, Robert Cuisiat<sup>16</sup>. Lors du congrès diocésain annuel des mouvements de jeunesse, le 27 novembre 1933, cinq nouveaux membres sont élus pour constituer le conseil fédéral et seconder le président et le secrétaire<sup>17</sup>. Si les conditions et les raisons de nomination de ces derniers restent relativement obscures, un retour sur leurs origines et leurs débuts dans le mouvement semble nécessaire pour les éclaircir.

### Encart biographique : Jean Gravier

Jean Auguste Louis Gravier, qui naît le 27 octobre 1915<sup>18</sup> à Frontenay, est le fils de Ferdinand Gravier et de Célestine Berger, originaire du Pin. L'exploitation familiale compte près de 7 hectares principalement constitués de vignes<sup>19</sup> et Ferdinand Gravier est considéré comme l'un des principaux propriétaires du village tout comme son frère, Henri, oncle de Jean, qui exerce par ailleurs au minimum deux mandats de maire de Frontenay dans les années 1930<sup>20</sup>. La naissance tardive de Jean — son père a alors 51 ans et sa mère 44 ans — et unique incite sans doute ses parents à faire grand cas de son éducation en l'envoyant trois années à l'école d'agriculture Saint-Joseph de Dijon après son certificat d'études<sup>21</sup>. Dans le même temps, il suit les cours d'Enseignements agricoles par correspondance de la Direction des Œuvres où il se distingue au palmarès<sup>22</sup> et fréquente sans doute le cercle de jeunes catholiques de Frontenay<sup>23</sup>. En avril 1932, déjà membre du comité diocésain de Jeunesse catholique, il est nommé provisoirement secrétaire diocésain de la JAC<sup>24</sup> alors que le mouvement est lancé dans le Jura avec la retraite de Mont-Roland à la fin du mois d'août. Tout en continuant à animer la section de Frontenay, affiliée depuis janvier 1933 et en dynamisant le secteur de Voiteur, il exerce cette responsabilité jusqu'en 1935, date à laquelle il part au régiment et devient, à titre honorifique, vice-président fédéral. À l'automne 1938, il est nommé vice-président national du mouvement<sup>25</sup>, fonction qu'il n'occupe que quelques mois avant d'être mobilisé en 1939. Avec un hectare et 76 ares en 1937 constitué de prés et de terres

<sup>14</sup> *Nenni ma foi !*, mai 1932.

<sup>15</sup> La première mention de Robert Gravier en tant que président figure dans le journal de la jeunesse diocésaine de décembre 1932

<sup>16</sup> Cette fonction semble moins importante que celle de secrétaire diocésain.

<sup>17</sup> *Nenni ma foi !* décembre 1933.

<sup>18</sup> ADJ, acte de naissance de Jean Gravier.

<sup>19</sup> Ferdinand Gravier, le père de Jean exploite dans la commune de Frontenay 7 hectares, 20 ares et 40 centiares entre 1933 et 1940 dont 3hectares et 80 ares de vignes ce qui s'apparente donc à la surface minimum de l'exploitation puisqu'il est susceptible de posséder des terres dans d'autres communes, seul le cadastre de Frontenay ayant été dépouillé. ADJ, 3P1811.

<sup>20</sup> *Annuaire Fournier*, 1930 et 1936.

<sup>21</sup> GAUDILLIER Rémy, notice biographique de Jean Gravier dans DUCERF Laurent, PETIT Vincent, TRAMAUX Manuel (dir.) *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine*, vol. 12 Franche-Comté, Paris, Éditions Beauchesne, 2016, pp. 363-364.

<sup>22</sup> *Nenni ma foi !*, septembre 1931.

<sup>23</sup> Ce groupe est repéré dans *Nenni ma foi !* en 1930 et 1931. Son existence est peut-être antérieure à cette date.

<sup>24</sup> *Nenni ma foi !*, mai 1932.

<sup>25</sup> *Nenni ma foi !*, novembre 1938.

labourables, sa propriété n'augmentera guère jusqu'au moment où, en 1954, il reprend celle de son père.

### **Encart biographique : Robert Cuisiat**

Robert Cuisiat naît à Maynal, petit village du Sud Revermont le 22 octobre 1910. Son père Alphonse est originaire d'Augea et sa mère, Marie Buchot, de Lons-le-Saunier. En 1911, ils vivent tous trois avec la mère d'Alphonse ainsi qu'un domestique de culture avant que la naissance de Marie-Thérèse en février 1915 n'agrandisse la famille. Cette dernière est pluriactive puisque le père est considéré comme « cultivateur » et la mère comme « épicière » dans le dénombrement de population de 1911. L'épicerie doit constituer l'activité principale puisque les 12 ares de vignes signalés dans la matrice cadastrale du village<sup>26</sup> ne peuvent que constituer un revenu complémentaire. Alphonse est tué par l'ennemi en septembre 1915<sup>27</sup> et par un jugement du tribunal de Lons-le-Saunier d'août 1919, Robert et sa sœur sont adoptés par la nation. Toujours considérée comme « épicière », et assistée d'une domestique<sup>28</sup>, Marie Buchot se remarie le 12 mai 1924 avec le boulanger du village, Paul Chapon, de 17 ans son cadet et donne naissance à un fils l'année suivante. En 1931 Robert n'apparaît pas dans le dénombrement de population, ce qui laisse supposer qu'il est employé à l'extérieur du village. Il réapparaît dans celui de 1936 comme étant son propre patron d'une entreprise de « vins en gros » alors que, comme en 1931, la famille accueille un « ouvrier boulanger ». La page publicitaire de *Nenni ma foi !* dès la deuxième partie des années 1930 est régulièrement couverte de réclame pour son entreprise qui semble florissante. C'est sans doute sa profession qui fait qu'il est chargé de préparer l'offrande jaciste au pape lors du pèlerinage de l'ACJF à Rome en 1934, qu'il constitue de vin jaune<sup>29</sup>. Présent au congrès national de la JAC à Lyon en tant que président<sup>30</sup>, il intervient surtout lors des congrès diocésains et des réunions cantonales bien qu'il apparaisse aussi lors de réunions locales pour dynamiser ou lancer des sections. Toujours membre du bureau permanent de la JAC en 1935, il quitte néanmoins sa fonction de président pour être élu du comité diocésain d'ACJF pour la JAC.

En novembre 1935, alors que Robert Cuisiat et Jean Gravier se mettent en retrait, est nommé un nouveau président, Henri Richard, auquel on adjoint deux vice-présidents. Le nouveau secrétaire diocésain, Joseph Vandelle a également besoin d'être secondé au vu de l'évolution du mouvement. Le vignoble jurassien fournit ainsi l'écrasante majorité des premiers responsables puisque si Jean Gravier, Joseph Vandelle et Henri Richard sont fils de vigneron ou ployculteurs-vignerons, Robert Cuisiat, qu'on ne saurait tout à fait qualifier comme tel, est également originaire d'une commune viticole dans le Sud du Revermont et fait du vin son négoce. Est-ce à dire que la culture et le commerce de la vigne sont moins prenants que

<sup>26</sup> Alphonse Cuisiat, le père de Robert exploite dans la commune de Maynal 12ares en 1915 ce qui s'apparente donc à la surface minimum de l'exploitation puisqu'il est susceptible de posséder des terres dans d'autres communes, seul le cadastre de Maynal ayant été dépouillé. ADJ, 3P2330.

<sup>27</sup> Ministère des armées, base de données des morts pour la France de la Première Guerre mondiale.

<sup>28</sup> Dénombrement de population de 1921

<sup>29</sup> *Nenni ma foi !*, avril 1934.

<sup>30</sup> *Nenni ma foi !*, mai 1933.

l'élevage ou que la culture céréalière et que ces jeunes ont plus de temps libre à consacrer au mouvement ? Ou que l'aisance de leur famille leur permet d'avoir plus de temps libre ? Celle-ci est indéniable pour Joseph Vandelle, fils du propriétaire du château de l'Étoile, également maire de la commune<sup>31</sup>, cela semble également le cas, dans une moindre mesure, pour Henri Richard.

#### **Encart biographique : RICHARD Henri**

Henri Richard est né le 3 décembre 1908 au Vernois, petite commune du vignoble jurassien. Il est le fils de Rosalie Legras et de Xavier Richard, tous deux originaires de la commune et considérés comme « cultivateurs » par l'administration<sup>32</sup>. Le cadastre fait état d'une possession de 9 hectares au Vernois, dont 2 hectares de vignes<sup>33</sup> et l'annuaire Fournier de 1930 et de 1936 signale que Xavier Richard est l'un des principaux propriétaires du village. Ce dernier exerce par ailleurs deux mandats de maire entre 1929 et 1940. Souvent alité en raison d'une santé défaillante (crises de foi et d'albumine notamment), Henri fuit « le désarroi » de sa « jeunesse » en se réfugiant dans la littérature agrarienne notamment avec Henri Pourrat et Charles Ferdinand Ramuz<sup>34</sup>. En suivant les EAC de l'Union du Centre-Est pendant d'hiver 1933-1934<sup>35</sup>, il découvre le journal *la Jeunesse agricole*, et décide, l'hiver suivant, de mettre en œuvre des réunions jacistes au village. Avec le soutien du secrétaire diocésain voisin de quelques kilomètres, Jean Gravier, qui dynamise la petite région, Le Vernois est affilié au printemps 1935. Propulsé assez rapidement président du secteur de Voiteur puis président fédéral du mouvement le 17 novembre 1935 lors du congrès diocésain de Lons-le-Saunier, il occupe ce poste jusqu'en mars 1941, date à laquelle il démissionne afin d'entrer au secrétariat général de la Ligue agricole catholique (LAC)<sup>36</sup>.

Entre 1932 et 1940, 10 jacistes se succèdent ainsi aux responsabilités fédérales de président, vice-président, secrétaire, secrétaire adjoint et trésorier. Si l'on excepte André Pichon, ils sont tous originaires de la petite région du vignoble jurassien.

#### **Tableau 4 : Dirigeants de la JAC jurassienne 1932-1940**

<sup>31</sup> Marcel Vandelle est élu maire en 1918 et en 1925. Il démissionne en 1926 puis sera à nouveau élu en 1935. Voir à ce sujet l'étude de Jean-Luc Mayaud sur la constitution de la coopérative de l'Étoile en 1912 à laquelle Marcel Vandelle, alors membre du conseil municipal, s'est opposé avant d'en devenir sociétaire Après-guerre. MAYAUD Jean-Luc, « Un grand cru : une coopérative vinicole : L'Étoile (Jura) 1912-1940 », dans MAYAUD Jean-Luc (dir) *Clio dans les vignes. Mélanges offerts à Gilbert Garrier*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1998, pp. 155-181, p. 166.

<sup>32</sup> ADJ, Acte de naissance d'Henri Richard ; dénombremements de population du Vernois, 1911, 1936.

<sup>33</sup> Xavier Richard, le père d'Henri exploite dans la commune du Vernois 9 hectares et 31 ares en 1936 dont 2 hectares et 4 ares de vignes ce qui s'apparente donc à la surface minimum de l'exploitation puisqu'il est susceptible de posséder des terres dans d'autres communes, seul le cadastre du Vernois ayant été dépouillé. ADJ, 3P3972.

<sup>34</sup> RICHARD Henri, « Comme un brasier incandescent », manuscrit, imprimatur Gilbert Duchêne, évêque de Saint-Claude, 1979, pp. 28-30, pp. 94-97.

<sup>35</sup> *Nenni ma foi !*, août 1934.

<sup>36</sup> *Jeunes du Jura*, juin-juillet 1941.

Date nomination	Président	Vice président	Secrétaire	Secrétaire adjoint	Trésorier
Mai-décembre 1932	Robert Cuisiat		Jean Gravier		
17 Novembre 1935	Henri Richard	Jean Gravier Jean Trouillot	Joseph Vandelle	André Pichon	
Oct 1936			Jean Marie Mossu	Maurice Giboudot	
Janvier 1938	Henri Richard	Jean Gravier Joseph Rousselot		Pierre Butin	Jean Marie Mossu
Mars 1938			Jean Marie Mossu		
Octobre 1938	Henri Richard	Jean Gravier			
Décembre 1939	Henri Richard		Pierre Butin		Joseph Rousselot

Alors que des sous-fédérations se développent à Dole, Lons-le-Saunier et Champagnole, que les centres voient le jour avant de se faire remplacer par les secteurs<sup>37</sup>, le comité fédéral jaciste voit le nombre de ses membres se multiplier pour atteindre la vingtaine en janvier 1938<sup>38</sup>. L'abbé Paul Lamy qui avait été nommé sous-directeur des Œuvres en 1936 pour seconder le chanoine Just Pouillard, est nommé aumônier fédéral de la JAC en 1938. Le mouvement fait preuve d'une audience manifeste dans le milieu rural jurassien et d'une solide organisation dont la nomination de Jean Gravier à la vice-présidence nationale en 1939 est le révélateur. Et si son rapport préparé à l'occasion du congrès des 10 ans du mouvement, « Quelle âme animera notre milieu rural ? » ne pourra être lu par l'auteur — celui-ci ayant été rappelé à l'armée — il sera publié dans la brochure du congrès, laissant ainsi une trace jurassienne pour la postérité.

## II Origines des responsables fédéraux

L'encadrement des populations rurales par le mouvement jaciste soulève d'emblée la question de l'identité de ses responsables. Si nous avons pu l'esquisser en réalisant quelques

<sup>37</sup> Les centres qui ont pour vocation de regrouper les sections et d'être le point de contact entre l'Église et les laïcs vont être remplacés par les secteurs (sensiblement un canton) à partir d'octobre 1935.

<sup>38</sup> Annexe B-3.

notices biographiques, il convient néanmoins d’approfondir la question en observant de manière plus globale l’ensemble des responsables fédéraux. Si dans un milieu de « démocratie républicaine » selon la classification de Pierre Barral<sup>39</sup> et de petits propriétaires, il paraît peu probable de nous trouver confrontée aux mêmes figures que celles rencontrées par Sylvain Maresca en Meurthe-et-Moselle<sup>40</sup>, la question de la surreprésentation de la « bourgeoisie agricole<sup>41</sup> » chez les responsables du mouvement n’est pas pour autant éludée. Il paraît évident que nous ne pouvons valider l’hypothèse d’une « génération spontanée » de dirigeants jacistes sans mettre en lumière les mécanismes sociaux qui ont pu conduire ces jeunes à le devenir. Nous distinguerons les niveaux de responsabilité en considérant, au sein de notre corpus de 41 responsables siégeant au conseil fédéral entre 1932 et 1940, les 10 dirigeants du mouvement, qui ont occupé les fonctions de président, secrétaire et trésorier, des 31 responsables fédéraux n’ayant pas occupé ces fonctions clefs.

## 1) Un bureau fédéral dominé par des fils de l’élite agricole locale

La plupart des responsables sont issus du milieu agricole. En effet, sur les 41 jacistes pour lesquels nous avons eu accès aux données, 34 sont considérés par l’administration comme fils de « cultivateur » ou de « viticulteur » et nous comptons parmi eux un fermier également propriétaire<sup>42</sup> et un métayer<sup>43</sup>. Les deux fils d’épiciers, Robert Cuisiat et Paul Gabrillargues, grandissent néanmoins dans une maisonnée qui paraît pluriactive puisque les parents de Robert Cuisiat possèdent quelques ares de vignes alors que le père du second est connu pour son élevage de « porcs gras<sup>44</sup> ». Si les pères d’Auguste Rougebief et de Jules Bardouillet, respectivement jardinier<sup>45</sup> et domestique à la naissance de leurs enfants ne semblent pas appartenir à une classe sociale très aisée, il faut noter qu’ils restent dans le milieu de la culture d’autant plus que Jules Bardouillet est ensuite recensé dans les dénombrements de population de 1911, 1921 et 1926 comme propriétaire exploitant. Il n’en va pas de même de Clément

---

<sup>39</sup> Cette typologie est fondée sur les structures sociales, les systèmes de relation et les valeurs idéologiques ; BARRAL Pierre, *Les agrariens français...*, op cit », p.

<sup>40</sup> MARESCA Sylvain, *Les dirigeants paysans*, Paris, Éditions de Minuit, 1983

<sup>41</sup> Encore conviendrait-elle d’être définie sur des critères locaux. C’est ce que nous tenterons de faire en comparant les superficies des exploitations familiales jacistes aux moyennes départementales et en prenant en compte l’emploi d’un domestique de culture à l’année.

<sup>42</sup> Il s’agit de Jules Girod à Salins-les-Bains

<sup>43</sup> Il s’agit de Joseph Bellevret à Châtillon.

<sup>44</sup> Annuaire Fournier, Montfleur, 1930 et 1936.

<sup>45</sup> À son propre compte d’après le dénombrement de population de 1911.



Martine fils du propriétaire du café et de la scierie des Piards, également vendeur de vins en gros<sup>46</sup> tout comme de Jean Durget, fils du châtelain de Malange et « représentant de commerce » et d'André Pichon, fils de médecin. À noter que ce dernier, né en 1911 dans la commune de Venarey-les-Laumes en Côte d'Or, est adopté par la nation dans les années 1920<sup>47</sup> suite au décès de son père. Son arrivée dans le Jura, à Lons-le-Saunier d'abord puis, au moins à partir de 1935 à Ruffey-sur-Seille où il devient propriétaire d'un hectare et 20 ares en 1938<sup>48</sup> est sans doute liée aux origines jurassiennes de son père<sup>49</sup>. Voisin de la famille Trouillot, dont Lucie Pasteur est la fille, il s'engage auprès de Marguerite Clavez avant de se rétracter, ce qui suppose qu'il dispose d'un capital plus important que les quelques parcelles de Ruffey-sur-Seille<sup>50</sup>. Avec 33 fils de cultivateur et 7 responsables dont le père exerce une autre profession principale, le bureau fédéral peut être considéré comme majoritairement agricole. Parmi eux les 10 responsables qui ont occupé des fonctions clefs semblent à cette image puisque si Robert Cuisiat et André Pichon sont enfants d'épicier et de médecin, les huit autres ont grandi dans une exploitation agricole.

Il convient néanmoins d'examiner de plus près la teneur de ces exploitations, qu'il s'agisse de leur contenance et de leur taille, afin de mieux situer ces responsables dans le paysage agricole jurassien. L'enquête statistique agricole de 1929, publiée en 1936 par le ministère de l'Agriculture, nous semble fournir les données les plus accessibles et complètes, bien que légèrement décalées, pour situer les 10 exploitations des dirigeants fédéraux jacistes dans le cadre départemental. En effet, si seulement huit d'entre eux sont fils de cultivateurs, Robert Cuisiat et André Pichon sont également considérés en leur nom propre comme « propriétaires exploitants » par l'administration française. Pour les autres responsables, encore sous la tutelle familiale, nous avons donc pris en compte la matrice cadastrale de leur père dans

---

<sup>46</sup> Annuaire Fournier 1930. À noter qu'au moment de la naissance de Clément Martien, son père, Ernest, est répertorié par l'administration comme « cultivateur », Acte de naissance de Clément Martine, Les Piards, 1909.

<sup>47</sup> Acte de naissance d'André Pichon, 1911, Venarey. La date précise de l'adoption par la nation est illisible sur l'acte.

<sup>48</sup> André Pichon exploite dans la commune de Ruffey-sur-Seille 1 hectare et 20 ares et en 1938 ce qui s'apparente donc à la surface minimum de l'exploitation puisqu'il est susceptible de posséder des terres dans d'autres communes, seul le cadastre de Ruffey-sur-Seille ayant été dépouillé. ADJ, 3P3382.

<sup>49</sup> Celui-ci, Joseph, est né en 1875 à Grande-Rivière.

<sup>50</sup> Sa mère, Marguerite Mignot, fille de Gabriel Mignot, professeur à Cluny, née au Creusot en 1877, semble l'avoir suivi dans le Jura puisque c'est elle qui annonce la défection de son fils envers Marguerite Clavez à Lucie Pasteur le 26 mars 1936. L'ascendance d'André Pichon fils de médecin et petit-fils de professeur laisse supposer qu'il dispose d'un capital économique plus important que ce qui est ici rendu visible par les archives. ADDSC, lettre de Lucie Pasteur à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 27 mars 1936 ; carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 390 ; archives départementales de la Côte d'Or, état-civil du Creusot, acte de naissance de Marguerite Mignot, 21 octobre 1877.

leur commune de naissance. Il s'agit donc de leur propriété foncière *a minima* puisqu'ils peuvent posséder des terres dans d'autres communes.

Tableau 5 : Propriété foncière des pères des 10 principaux responsables fédéraux de la JAC<sup>51</sup> vers 1936

NOM	Prénom	Commune	Cadastre vers 1936
Butin	Pierre	Lavigny	12 h 58 a <sup>52</sup>
Cuisiat	Robert	Maynal	2 h 5 a 24 c
Giboudot	Maurice	Voiteur	3 h 47 a 79 c
Gravier	Jean	Frontenay	7 h 20 a 40 c
Mossu	Jean-Marie	Frontenay	48 h 78 a 88 c
Pichon	André	Ruffey-sur-Seille	1 h 20 a 36 c
Richard	Henri	Le Vernois	9 h 31 a 01 c
Rousselot	Joseph	Lavigny	6 h 34 a
Trouillot	Jean	Perrigny	4 h 48 a 95 c
Vandelle	Joseph	L'Étoile	11 h 74 a 87 c

Si la surface de ces propriétés semble plutôt disparate, allant de 48 hectares pour la famille Mossu à un peu plus d'un hectare pour André Pichon, il convient de les comparer aux 50 000 exploitations du département et de les situer dans le contexte de leur petite région agricole pour pouvoir les appréhender au mieux.

Tableau 6 : Superficie des exploitations agricoles dans le Jura d'après l'enquête statistique de 1929<sup>53</sup> :

Nombre d'exploitations	0-1 h	1 à 5 h	5 à 10 h	10 à 20 h	20 à 50 h	50 à 100 h	100 à 200 h	200 à 500 h

<sup>51</sup> Sont grisées les propriétés foncières des deux responsables jacistes.

<sup>52</sup> Propriété en date de 1941, les statistiques agricoles de la commune de Lavigny étant très précises et prenant en compte les propriétés dans d'autres communes ; détails dans la quatrième partie de ce chapitre consacrée à Pierre Butin.

<sup>53</sup> Ministère de l'Agriculture, *Statistique agricole de la France ; résultats généraux de l'enquête de 1929*, Paris, imprimerie nationale, 1936, p. 492.

<b>50 746</b>	<b>25 680</b>	<b>9480</b>	<b>8230</b>	<b>5240</b>	<b>1600</b>	<b>235</b>	<b>150</b>	<b>130</b>
<b>%</b>	<b>50,6 %</b>	<b>18,68 %</b>	<b>16,2 %</b>	<b>10,3 %</b>	<b>3,1 %</b>	<b>0,46 %</b>	<b>0,29 %</b>	<b>0,25 %</b>
<b>Exploitation famille des jacistes</b>	0	4	3	2	1			

Au regard des exploitations départementales, celles de familles des dirigeants jacistes apparaissent donc relativement importantes. Elles sont largement au-dessus de la moyenne départementale qui se situe en dessous d'un hectare : quatre sont au nombre des 18,6 % d'exploitations constituées d'un à 5 hectares, trois se plaçant dans les 16 % d'exploitations constituées de cinq à 10 hectares, deux dans les 10 % au-delà de 10 hectares et la famille Mossu, en approchant les 50 hectares peut définitivement être considérée à la tête d'une grosse exploitation. Il conviendra également de rappeler que les deux hectares possédés par Robert Cuisiat tout comme la petite propriété d'André Pichon, constituent des à-côtés substantiels. Si les statistiques agricoles de 1929 ne permettent pas une classification par petite région agricole et qu'il faut signaler que la propriété Mossu se situe sur le premier plateau jurassien et est principalement constituée de pâturages, la plupart des exploitations peuvent entrer dans une catégorie qui était alors prise en compte par l'administration : les propriétés principalement viticoles. En effet, en regardant de plus près la nature des cultures sur les matrices cadastrales, les exploitations de Jules Giboudot<sup>54</sup>, de Ferdinand Gravier, de Xavier Richard, d'Ernest Rousselot<sup>55</sup> et de Marcel Vandelle<sup>56</sup> sont en grande partie constituées de vignes. Eugène Butin avec ses deux hectares et 70 ares de vigne sur sa propriété de 12 hectares peut également être pris en considération tout comme Joseph Trouillot propriétaire de 3 hectares de vignes<sup>57</sup> pour établir cette statistique. Au final, et même si la polyculture reste de mise, sept des

<sup>54</sup> Jules Giboudot, le père de Maurice, exploite dans la commune de Voiteur 3 hectares et 47 ares et 79 centiares en 1937 dont 1 hectare et 52 ares de vignes ce qui s'apparente donc à la surface minimum de l'exploitation puisqu'il est susceptible de posséder des terres dans d'autres communes, seul le cadastre de Voiteur ayant été dépouillé. ADJ, 3P4172.

<sup>55</sup> Ernest Rousselot-Pailley, le père de Joseph, exploite dans la commune de Lavigny 6 hectares 34 ares et 79 centiares en 1937 dont 4 hectares et 51 ares de vignes ce qui s'apparente donc à la surface minimum de l'exploitation puisqu'il est susceptible de posséder des terres dans d'autres communes, seul le cadastre de Lavigny ayant été dépouillé. ADJ, 3P2090.

<sup>56</sup> Marcel Vandelle, le père de Joseph, exploite dans la commune de l'Étoile 11 hectares et 74 ares et 87 centiares en 1937 dont 6 hectares et 50 ares de vignes ce qui s'apparente donc à la surface minimum de l'exploitation puisqu'il est susceptible de posséder des terres dans d'autres communes, seul le cadastre de l'Étoile ayant été dépouillé. ADJ, 3P2157.

<sup>57</sup> Joseph Trouillot, le père de Jean et Ferdinand, exploite dans la commune de Perrigny 4 hectares et 48 ares et 95 centiares en 1937 dont 3 hectares de vignes ce qui s'apparente donc à la surface minimum de l'exploitation puisqu'il est susceptible de posséder des terres dans d'autres communes, seul le cadastre de Perrigny ayant été dépouillé. ADJ, 3P2969.

10 exploitations des responsables jacistes peuvent être considérées comme « principalement viticoles », ce qui permet de les situer de manière plus précise dans le paysage jurassien.

Tableau 7 : Exploitations principalement viticoles ou horticoles dans le Jura d'après l'enquête statistique de 1929<sup>58</sup>.

Nombre d'exploitation	0-1 hectare	1 à 5 hectares	5 à 10 hectares	Plus de 10 hectares
<b>3778</b>	3694	71	13	0
%	97,7 %	1,87 %	0,34 %	
<b>Exploitations famille des jacistes</b>		6	1	

Avec moins de cinq hectares en vignes, les familles Butin, Rousselot et Giboudot Richard et Gravier restent néanmoins d'importants propriétaires au vu des moyennes départementales qui ne comptent qu' 1,87 % d'exploitations de cette taille. Les six hectares de Marcel Vandelle le fait passer dans la catégorie supérieure qui ne recouvre que 0,34 % des exploitations viticoles du département.

Les annuaires Fournier de 1930 et 1936 confirment ces observations puisque cinq des huit pères « cultivateurs » sont considérés comme « principaux propriétaires » dans leurs communes respectives<sup>59</sup>. Il faut néanmoins signaler que le père de Jean Trouillot est décédé, et que celui de Maurice Giboudot détient une exploitation viticole relativement importante et qu'il s'agit très certainement d'un oubli concernant Marcel Vandelle, propriétaire du château de l'Étoile, déjà répertorié comme maire et comme producteur de « vins secs et mousseux ». Si nous n'avons pas eu accès aux matrices cadastrales des 21 autres responsables fédéraux fils de cultivateurs<sup>60</sup> — cinq jacistes ayant perdu leur père avant les années 1930 —, il convient néanmoins de noter que les mêmes annuaires Fournier considèrent que 10 de leurs pères sont « principaux propriétaires » de leur commune<sup>61</sup>. Ainsi 47 % des pères vivants de la totalité des

<sup>58</sup> Ministère de l'Agriculture, *Statistique agricole de la France ; résultats généraux de l'enquête de 1929*, Paris, imprimerie nationale, 1936, p. 496.

<sup>59</sup> Il s'agit d'Eugène Butin, de Joseph Rousselot, Ferdinand Gravier, Jean Mossu, et Xavier Richard ; annuaires Fournier 1930, 1936-1937.

<sup>60</sup> À l'exception de Jules Prudhon de Malange, frère d'Edmée Prudhon, fédérale de la JACF ; Émile Marie Eugène Prudhon, leur père exploite dans la commune de Malange 26 hectares et 97 ares en 1932 ce qui s'apparente donc à la surface minimum de l'exploitation puisqu'il est susceptible de posséder des terres sur d'autres communes, seul le cadastre de Malange ayant été dépouillé. ADJ, 3P2249, 3P2250.

<sup>61</sup> Il s'agit des pères d'André Dalloz à Marangea, de Pierre Dole à Esserval-Tartre, de Paul Duraffourg aux Moussières, d'Albert et d'André Fournier à Tourmont, de Joseph Morel au Lac-des-Rouges-Truites, de Jules Prudhon, de Jean Durget et de Raymond Vuillemin à Malange et de Raoul Besançon à Chemin; annuaires

membres du bureau fédéral de la JAC sont considérés comme « principaux propriétaires » de leurs communes<sup>62</sup> et ce taux monte à 71 % si nous ne considérons que les pères des dirigeants du mouvement<sup>63</sup>.

La présence de domestiques dans la maisonnée, rendue visible grâce aux dénombrements de population, peut également rendre compte d'une certaine aisance de la famille. En 1936 elles sont sept familles de jacistes à pouvoir compter sur cette aide. Si pour Robert Cuisiat il s'agit d'un ouvrier boulanger qui soutient son beau-père et pour Paul Gabrillargues, d'une « bonne » dévolue aux travaux d'intérieur, pour le reste il s'agit de domestiques de culture en charge donc des travaux agricoles. Si les exploitations d'Eugène Butin à Lavigny et de Xavier Bongain à Rahon ne peuvent pas encore excessivement compter sur la main-d'œuvre des enfants – Pierre et Jean, les aînés, ont respectivement 15 et 14 ans —, il n'en va pas de même pour les autres familles qui comptent plusieurs jeunes adultes parmi leurs membres. Ainsi les exploitations de Paul Vallet à Champagnole, de Jules Girod à Salins-les-Bains et de Xavier Richard au Vernois doivent être suffisamment importantes et rentables pour nécessiter l'emploi d'une personne supplémentaire. Le Jura de 1929 comptabilisait 657 ouvriers salariés français et étrangers<sup>64</sup>, ce qui semble peu pour les 50 000 exploitations agricoles. Si le nombre des ouvriers a pu s'accroître entre 1929 et 1936, il n'en reste pas moins qu'avec cinq ouvriers agricoles sur 33 exploitations, les familles des responsables fédéraux semblent relativement privilégiées<sup>65</sup>. Deux des exploitations qui accueillent un ouvrier sont par ailleurs celles où grandissent Pierre Butin et Henri Richard ce qui chiffre à 25 % les familles des dirigeants jacistes fédéraux ayant employé un domestique.

Les annuaires Fournier permettent également d'observer si les pères des responsables jacistes ont occupé une charge municipale. C'est le cas pour au moins 10 d'entre eux pour les mandatures de 1930 à 1935 et de 1935 à 1940<sup>66</sup>. Dans les petites communes jurassiennes où le

---

Fournier 1930, 1936-1937.

<sup>62</sup> Il reste en effet 28 jacistes sur les 40 que compte le bureau fédéral dont le père est en vie dans les années 1930.

<sup>63</sup> L'annuaire Fournier ne le précise pas pour toutes les communes : entre autres, Rahon, Champagnole et Salins-les-Bains ne disposent pas d'une liste de « principaux propriétaires » alors que les exploitations respectives de Jean Bongain, Jean Vallet et Jules Girod semblent assez importantes.

<sup>64</sup> Ministère de l'Agriculture, *Statistique agricole de la France ; résultats généraux de l'enquête de 1929*, Paris, imprimerie nationale, 1936, p. 522.

<sup>65</sup> Nous sommes ici relativement éloignées des constatations que Vincent Flauraud réalise pour les départements du Cantal et de l'Aveyron où il observe près de 30 % des familles de dirigeants jacistes disposant d'un domestique ; FLAURAUD Vincent, « la JAC dans le Massif central méridional... », thèse citée, p. 162.

<sup>66</sup> Il s'agit de Jules Besançon, maire de Chemin à partir de 1935 ; de Joseph Dole maire d'Esserval-Tartre au moins depuis 1925 et réélu en 1935 ; de Jules Méry Duraffourg, adjoint des Moussières au moins depuis 1930 et réélu en 1935 ; de Stephen Fournier, adjoint de Tourmont depuis 1935 ; d'Alfred Giboudot, adjoint de Voiteur depuis 1935 ; d'Antide Paget, maire de Plasne depuis 1935 ; de Xavier Richard, maire du Vernois au moins depuis 1930 et réélu en 1935 ; d'Ernest Rousselot, adjoint de Lavigny au moins depuis 1930 et

nombre d'électeurs et donc de candidats est relativement réduit, la fonction de maire ou d'adjoint n'est pas forcément aussi prestigieuse que dans une ville plus importante, mais elle reste néanmoins le marqueur d'une certaine notabilité locale d'autant plus que les individus sont souvent relativement jeunes, quaranténaires pour la plupart. Ainsi 25 % des membres du bureau fédéral ont un père qui est ou qui fut adjoint ou maire de sa commune et cette proportion s'élève à 40 % si on ne prend en compte que les 10 responsables fédéraux ayant occupé des fonctions clefs.

Dans les annuaires Fournier sept responsables jacistes ont un père qui cumule une fonction municipale et le fait d'être un propriétaire important de la commune voire du département, donc qui disposent d'un capital social, économique et symbolique relativement important. S'ils sont deux chez les dirigeants fédéraux il convient de noter que les pères de cinq autres dirigeants sont répertoriés comme maire ou comme « principal propriétaire ». Les trois derniers dirigeants, dont il n'est fait aucune mention du père, Robert Cuisiat, Jean Trouillot et André Pichon sont orphelins.

## 2) Structures et ancrages familiaux

Le taux d'orphelin chez les responsables jacistes semble relativement élevé. Ils sont ainsi neuf sur 41, soit près de 22 % à être orphelins de père ou de mère et parmi eux, au moins trois sont considérés comme « pupilles de la nation »<sup>67</sup>. Bien que peu de travaux aient été réalisés sur la question en histoire, il est scientifiquement admis que « dans les générations nées à la veille de la Première Guerre mondiale, 20 % environ des enfants étaient orphelins de père à 10 ans et environ 30 % à 20 ans » et que « pour les générations nées entre 1920 et 1924, dont l'enfance s'est déroulée en temps de paix, la proportion d'orphelins de père revient à 7,5 % à l'âge de 10 ans et à 17,5 % à 20 ans<sup>68</sup> ». Si les responsables jacistes sont 21 à être nés Avant-guerre, 5 pendant et 15 après celle-ci, les orphelins appartiennent pour sept d'entre eux à la génération née Avant-guerre. Il semble donc qu'avec 33,3 % d'orphelins de près de 20 ans chez les responsables jacistes nés Avant-guerre, notre corpus corresponde bien à la réalité

---

réélu en 1935 et de Marcel Vandelle, maire de l'Étoile depuis 1935. Il faut également signaler que l'oncle de Jean Gravier, Henri Gravier est maire de Frontenay au moins depuis 1930 et réélu en 1935 tout comme Henri Daloz, oncle d'André Dalloz de Marangea; annuaires Fournier 1930, 1936-1937.

<sup>67</sup> Il s'agit de Robert Cuisiat, André Pichon et Paul Fournier, mention faite sur leur acte de naissance.

<sup>68</sup> MONIER Alain, PENNEC Sophie, « Trois pour cent des moins de 21 ans sont orphelins en France », dans *Populations et sociétés*, n° 396, décembre 2003 ; LÉON TABAH — « Évolution du nombre des orphelins en France », *Population*, n° 1, Ined, 1947

nationale<sup>69</sup>. Pour les jacistes nés Après-guerre, ils sont donc 13 %, ce qui se situe approximativement dans la moyenne nationale puisqu'ils ont 16 ans en 1936. Être orphelin ne semble donc pas être un frein à l'engagement dans le mouvement.

Concernant la structure familiale, d'autres faits sont à souligner : le nombre relativement important d'enfants uniques parmi les responsables et la surreprésentation des aînés. En effet, si nous prenons en compte les dénombrements de population de 1931 et 1936 — ce qui exclut donc d'éventuels frères et sœurs beaucoup plus âgés — sept jacistes semblent être des enfants uniques<sup>70</sup>. Comme nous l'avions supposé pour Jean Gravier, cet état de fait peut avoir conduit les parents à se préoccuper davantage de la formation de leur enfant et par là même à avoir encouragé l'investissement dans la JAC qui permettait d'acquérir des connaissances théoriques et pratiques, mais également un capital social et symbolique dans l'Église et dans le milieu rural. Nous pouvons également supposer que le besoin de socialisation de ces jeunes était plus important et que le mouvement a constitué une solide base de leurs amitiés de jeunesse. Néanmoins ce point ne peut être un vecteur suffisant à l'engagement dès le moment où la prégnance de l'autorité parentale, encore plus sur une exploitation agricole qui ne dispose pas de main d'œuvre suffisante, reste de mise.

L'hypothèse d'une stratégie parentale pourrait se renforcer par l'investissement dans la JAC des aînés de fratrie. En effet, 17 des responsables siégeant au bureau fédéral sur les 33 qui comptent des frères et sœurs se trouvent être les aînés. En examinant plus attentivement la composition des familles, 10 des 16 cadets sont les aînés des garçons<sup>71</sup>. Ainsi, sur la quarantaine de responsables de la JAC des années 1930, nous comptons 34 fils uniques ou garçons aînés ce qui constitue un pourcentage très élevé de 83 %. Chez les dirigeants de la JAC, nous pouvons compter deux fils uniques et tous les autres sont les aînés de leur fratrie. Loin d'avoir subi l'engagement de leurs fils, les parents des jacistes ne peuvent que l'avoir cautionné et encouragé, d'autant plus dans un milieu qui compte voire qui nécessite la main d'œuvre que constituent les garçons aînés.

Les responsables jacistes sont généralement nés dans leur commune de résidence et leurs familles sont souvent bien intégrées dans le tissu local. Ils sont ainsi seulement neuf sur 41 à être nés dans une autre commune, dont quatre dans les départements voisins du Doubs, de

---

<sup>69</sup> D'autant plus que si nous ajoutons les cinq jacistes nés pendant la guerre, le pourcentage tombe à 27 % de jacistes orphelins nés avant 1918.

<sup>70</sup> Il s'agit de Louis Vuilloz, dont le père est décédé, d'Auguste Rougebief, de Raoul Besançon, de Jean Gravier, de Joseph Rousselot, de Jules Bardouillet et de Jean Durget décédé précocement en 1933.

<sup>71</sup> À noter que parmi les 6 responsables qui ne sont ni fils uniques ni aînés, deux ont leurs frères aînés également responsables de la JAC : il s'agit d'Albert Fournier, frère d'André et de Ferdinand Trouillot, frère de Jean.

la Saône-et-Loire et de la Haute-Saône et deux en Suisse. Ainsi les familles de Jean-Marie Mossu et d'Eugène Maillard originaires du canton de Fribourg<sup>72</sup>, se sont installées en France dans l'immédiat Après-guerre, sans doute parce que de nombreuses fermes étaient alors à reprendre à bas coût. Il en va de même pour les Girod de Mignovillard qui s'installent sur la grande exploitation de Remeton à Salins-les-Bains et les Vallet de Vannoz qui prennent possession de la ferme de Taravent à Champagnole au début des années 1920. La famille Vuillemin semble quitter les Fins dans le Doubs pour s'établir à Malange vers 1928 alors que celle de Jean Durget quitte la Haute-Saône pour venir à Fraisans en 1924 puis à Malange au début des années 1930. André Pichon, pupille de la nation, quitte Vernarey-les-Laumes pour s'installer seul à Ruffey-sur-Seille au début des années 1930, avant de se marier et de partir s'installer dans la commune de son épouse à Gevingey. La famille Bellevret originaire de Cuiseaux en Saône-et-Loire apparaît à Faverolles en Côte d'Or où naît Louis avant d'arriver dans le Jura à Châtillon où il s'engage dans le mouvement puis de s'installer à la ferme des Gouttes à la Tour-du-Meix à la fin des années 1930. Enfin, Henri Rodot appartient à la famille qui s'est le plus déplacée puisque ses parents, originaires de Saône-et-Loire s'installent à Bletterans au début du siècle avant de partir pour Cosges, toujours dans la plaine bressane, dans les années 1910. C'est ici que naît Henri en 1916 ainsi que deux de ses sœurs avant que la famille ne s'installe définitivement au Fied, sur le premier plateau jurassien, au début des années 1920, où l'engagement d'Henri pour la JAC débute. À ces quelques exceptions près, les responsables jacistes sont relativement ancrés dans leur territoire et peuvent sans conteste disposer d'un réseau familial et social important.

Si les engagements des parents des jacistes dans la vie sociale et religieuse sont difficiles à saisir, souvent fautes d'archives, notons néanmoins qu'ils sont plusieurs à être susceptibles, à l'image d'Eugène Butin, d'avoir exercé des responsabilités au sein des fruitières fromagères ou à celle d'Alfred Giboudot d'avoir été président de coopératives d'achat<sup>73</sup>. Les pères peuvent également s'être engagés dans des cercles de jeunes catholiques voire dans l'association des pères de famille. Notons également que les mères de Joseph Vandelle, de Jean Gravier et d'Henri Richard étaient correspondantes paroissiales de la LPDF respectivement de l'Étoile, Frontenay et du Vernois<sup>74</sup>.

---

<sup>72</sup> De la commune de Broc pour la famille Mossu et de celle Siviriez pour la famille Maillard

<sup>73</sup> Annuaire Fournier, Voiteur, 1936.

<sup>74</sup> L'Étoile compte alors 28 ligueuses, Frontenay 32 et le Vernois 39 ; ADDSC, dossier 4K2 ; correspondantes des paroisses de l'arrondissement de Lons-le-Saunier, 1937.



L'engagement dans le clergé des membres de leur famille est parfois plus visible puisque nous avons eu accès aux dossiers nominatifs des prêtres du diocèse de Saint-Claude. Ainsi il faut signaler qu'au moins sept jacistes ont un oncle prêtre et que l'un d'entre-deux en a deux. Pierre Butin grandit sous le patronage de Joseph Butin, frère de son père, qui, vicaire à Poligny puis curé de Nanc-les-Saint-Amour est abonné au journal de la JACF, prêche régulièrement des retraites jacistes et devient aumônier du secteur de Nanc-les-Saint-Amour après avoir été celui du centre de Poligny<sup>75</sup>. Pierre Bongain, sans doute aumônier de la section de Saffloz affiliée en 1934 puisqu'il se rend au congrès du 10<sup>e</sup> anniversaire à Paris avec ses membres<sup>76</sup>, a très certainement encouragé l'engagement de son neveu Jean tout comme Louis Muyard, oncle d'André et de Jeanne Girod<sup>77</sup>, qui, curé d'Étrepigney, est abonné au journal de la JACF et tente de lancer une section féminine sans succès malgré sa détermination<sup>78</sup>. Si les oncles de Joseph Morel<sup>79</sup>, Jean Vallet<sup>80</sup> et Jean et Ferdinand Trouillot, ne semblent pas avoir eu de lien avec le mouvement jaciste, leur vocation sacerdotale ainsi que leur autorité spirituelle ont pu agir dans le sens d'un engagement catholique familial d'autant plus qu'ils ont occupé des postes importants dans la hiérarchie ecclésiastique. En effet, un des oncles de Joseph Morel, Jean-Elie Morel part pour la mission de Pondichéry en 1887, est nommé vicaire général en 1904 puis Archevêque de Pondichéry en 1909 avant de démissionner de cette fonction en 1929<sup>81</sup>. Joseph Vallet, l'oncle de Jean, après avoir été missionnaire diocésain est nommé directeur du Grand séminaire de Montciel en 1919<sup>82</sup> alors que Jean-Ferdinand Trouillot, d'abord professeur au petit séminaire de Nozeroy exerce la fonction d'économe du Grand séminaire de 1906 à 1927<sup>83</sup>.

---

<sup>75</sup> Extrait de la base de données des prêtres liés à la JAC ; ADDSC, carton JACF correspondance HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1937 ; liasse 1, correspondance HVB ; SRDSC 1942, n° 17, p 184-185 ; SRDSC 1947, n° 23, p. 309. SRDSC 1945, n° 2, p. 226. Questionnaire de Maurice Bressoux. *Jeunes du Jura*, décembre 1941 ; *Jeunes du Jura*, novembre-décembre 1943.

<sup>76</sup> Extrait de la base de données des prêtres liés à la JAC ; ADDSC, dossier 5K3, "Participants au congrès de 1939" ; SRDSC 1942, n° 17, p 184-185.

<sup>77</sup> Militante jaciste d'Arinthod qui épouse Jean Gravier.

<sup>78</sup> ADDSC, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1936 et 1937. Lettres de Jeanne Bouvier à Hélène de Villeneuve-Bargemont, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettres 162, 258 et 286, 1936.

<sup>79</sup> Jean-Baptiste Morel (1859-1931) et Jean-Elie Morel (1862-1948), frères de Paul Morel, nés à Bellefontaine et oncle de Joseph Morel. ADJ, actes de naissance de la commune de Bellefontaine.

<sup>80</sup> Joseph Vallet (1880-1962), frère de Paul Vallet et oncle de Jean Vallet est directeur du Grand séminaire depuis 1919. ADJ, actes de naissance de la commune de Vallemoulières.

<sup>81</sup> ADDSC, dossier nominatif de Jean-Elie Morel.

<sup>82</sup> ADDSC, dossier nominatif de Joseph Vallet.

<sup>83</sup> ADDSC, dossier nominatif de Jean-Ferdinand Trouillot.

Plus proches d'eux, au moins huit jacistes ont un frère entré dans les ordres. Ainsi le frère de Gabriel Boisson, Alfred<sup>84</sup> est ordonné en 1935, celui d'André et d'Albert Fournier, Stéphane<sup>85</sup>, en 1946, celui de Jules Prudhon, Émile<sup>86</sup>, en 1938 et celui de Pierre Butin, Dominique<sup>87</sup> en 1933. Henri Richard dispose quant à lui de deux frères prêtres, Pierre<sup>88</sup> et Paul<sup>89</sup>, respectivement ordonnés en 1937 et en 1945. Si la moitié d'entre eux feront des carrières prestigieuses dans les ordres, tels Dominique Butin, supérieur du Grand séminaire de Montciel à partir de 1969 puis assistant à la faculté de théologie de Strasbourg en 1981, Pierre Richard, directeur du Grand séminaire de 1942 à 1945, ou Paul Richard envoyé par la mission étrangère de Paris (MEP) comme missionnaire à Saïgon, les trois autres restent curés de paroisse dans le Jura. Les deux autres prêtres frères de jacistes ont été repérés comme ayant des liens avec le mouvement. Il s'agit d'André Paget<sup>90</sup>, le frère de René qui prêche deux retraites pour les militantes et les responsables rurales en 1946 et 1947<sup>91</sup>. Ordonné en 1936, il a peut-être assisté à des réunions de la section de Plasne alors qu'il était jeune séminariste d'autant plus que celle-ci, tout comme la section de JACF, fonctionne autour d'un prêtre à l'initiative du mouvement jurassien, l'abbé Raymond Lançon. Iréné Fournier<sup>92</sup>, le frère de Paul, ordonné la même année qu'André Paget est repéré comme abonné à la *JAF* en 1936 puis aumônier du secteur JACF de Seillières. La section de JAC de Tourmont fonctionne depuis 1933, il a également pu assister à des réunions ou être sensibilisé à la question lors de ses retours dans la famille. Si nous pouvons signaler l'entrée de Madeleine Bongain, sœur de Jean et ancienne responsable du comité fédéral JACF chez les petites Auxiliaires du Clergé sous le nom de sœur Marie de Saint-Luc<sup>93</sup>, ce cas n'est certainement pas isolé bien que nous n'ayons pas eu accès à des archives permettant de rendre compte de l'entrée des tantes ou des sœurs de jacistes dans les ordres féminins.

Comme nous l'avons remarqué pour une partie des responsables de la JACF, l'engagement dans le mouvement est souvent un engagement familial. Ainsi sur les 41 responsables siégeant au bureau fédéral dans les années 1930, au moins 15 ont des frères et sœurs cités dans les archives en tant que militants ou sympathisants du mouvement<sup>94</sup>. Il en va

---

<sup>84</sup> Né à Villers-les-Bois en 1908 et décédé en 1984 ; ADDSC, dossiers nominatifs des prêtres.

<sup>85</sup> Né à Tourmont en 1921 et décédé en 2007 ; ADDSC, dossiers nominatifs des prêtres.

<sup>86</sup> Né à Malange en 1911 et décédé en 1995 ; ADDSC, dossiers nominatifs des prêtres.

<sup>87</sup> Né à Lavigny en 1933 et décédé en 1986 ; ADDSC, dossiers nominatifs des prêtres.

<sup>88</sup> Né à Montain en 1912, décédé en 1945 ; ADDSC, dossiers nominatifs des prêtres.

<sup>89</sup> Né au Vernois en 1919 décédé en 2006 ; ADDSC, dossiers nominatifs des prêtres.

<sup>90</sup> Né à Plasne en 1908 et décédé en 1978 ; ADDSC, dossiers nominatifs des prêtres.

<sup>91</sup> *SRDSC* 1946, n° 21, p. 277 ; *SRDSC* 1947, n° 22, p. 295.

<sup>92</sup> Né à Tourmont en 1910 et décédé en 1977 ; ADDSC, dossiers nominatifs des prêtres.

<sup>93</sup> *Jeunes du Jura*, mai-juin 1948.

<sup>94</sup> Ce qui n'exclut pas que d'autres frères et sœurs aient pu appartenir à la JAC/F seulement que les archives n'en font pas état.

ainsi des frères de Pierre Butin, Jean-Michel<sup>95</sup>, d'Alfred Legras, André<sup>96</sup>, d'Henri Richard, Jean<sup>97</sup>, de Paul Gabrillargues, Robert<sup>98</sup>, de Marcel Hugues, Roger<sup>99</sup> et de Jean et Ferdinand Trouillot tous deux responsables fédéraux. La sœur d'André Girod, Jeanne, née en 1918 de deux ans son aînée et celle de René Paget, Marie-Louise, née en 1913 de huit ans son aînée, toutes deux repérées comme militantes JACF ont très certainement motivé l'engagement de leur frère. Les cadets de Pierre Dole, Maurice et Jeanne<sup>100</sup>, ceux de Raymond Vuillemin, Fernand et Denis<sup>101</sup>, d'André Daloz, Geneviève et Madeleine<sup>102</sup> et les trois de Jean Bongain, Michel, Marie-Rose et Madeleine<sup>103</sup> ont sans doute suivi l'engagement initial de l'aîné de la fratrie. Enfin deux familles fournissent des effectifs importants au mouvement tant masculin que féminin puisque les Vallet de la ferme de Taravent à Champagnole comptent trois garçons à la JAC, Jean, Pierre et André<sup>104</sup> et deux filles à la JACF, Marie et Odile<sup>105</sup> alors que les Fournier de Tourmont quatre garçons, Albert et André responsables fédéraux, Gabriel et Georges<sup>106</sup> et deux filles Marie-Louise et Madeleine<sup>107</sup>. Dans quelques familles des membres du bureau fédéral de la JAC, toute la fratrie est engagée dans le mouvement ou dans les ordres : il s'agit des Butin de Lavigny, Pierre et Jean-Michel à la JAC tandis que Dominique devient prêtre ; des Girod d'Arinthod, Jeanne et André ; des Richard du Vernois qui comptent deux jacistes et deux prêtres avant qu'Henri n'entre lui-même tardivement dans les ordres ; des Prudhon de Malange avec Edmée chantre de la JACF en terre doloise, Jean et Jules responsables et militants et Émile prêtre ; et des cinq frères et sœurs Fournier de Tourmont militants du mouvement auxquels s'ajoute Stéphane, prêtre<sup>108</sup>.

Une étude plus systématique des parentèles des jacistes permettrait sans doute de mettre au jour des filiations importantes dans les engagements au sein des mouvements catholiques. Dans tous les cas il semble qu'une culture familiale de l'engagement catholique soit à l'œuvre

---

<sup>95</sup> Né à Lavigny en 1925 ; ADJ, dénombrement de population de Lavigny, 1936.

<sup>96</sup> Né au Vernois en 1915 ; ADJ, dénombrement de population du Vernois, 1936.

<sup>97</sup> Né au Vernois en 1910 ; ADJ, dénombrement de population du Vernois, 1931.

<sup>98</sup> Né à Montfleur en 1909 ; ADJ, dénombrement de population de Montfleur, 1936.

<sup>99</sup> Né à Longchaumois en 1922 ; ADJ, dénombrement de population de Longchaumois, 1936.

<sup>100</sup> Nés respectivement en 1911 et 1920 ; ADJ dénombrement de population d'Esserval-Tartre, 1936.

<sup>101</sup> Nés respectivement en 1921 et 1927 ; ADJ dénombrement de population de Malange, 1936.

<sup>102</sup> Nées en 1925 ; ADJ dénombrement de population de Marangea, 1936.

<sup>103</sup> Nés respectivement en 1926, 1927 et 1923 ; ADJ dénombrement de population de Rahon, 1936.

<sup>104</sup> Nés respectivement en 1920, 1922 et 1925 ; ADJ dénombrement de population de Champagnole, 1936.

<sup>105</sup> Nées respectivement en 1921 et 1926 ; ADJ dénombrement de population de Champagnole, 1936.

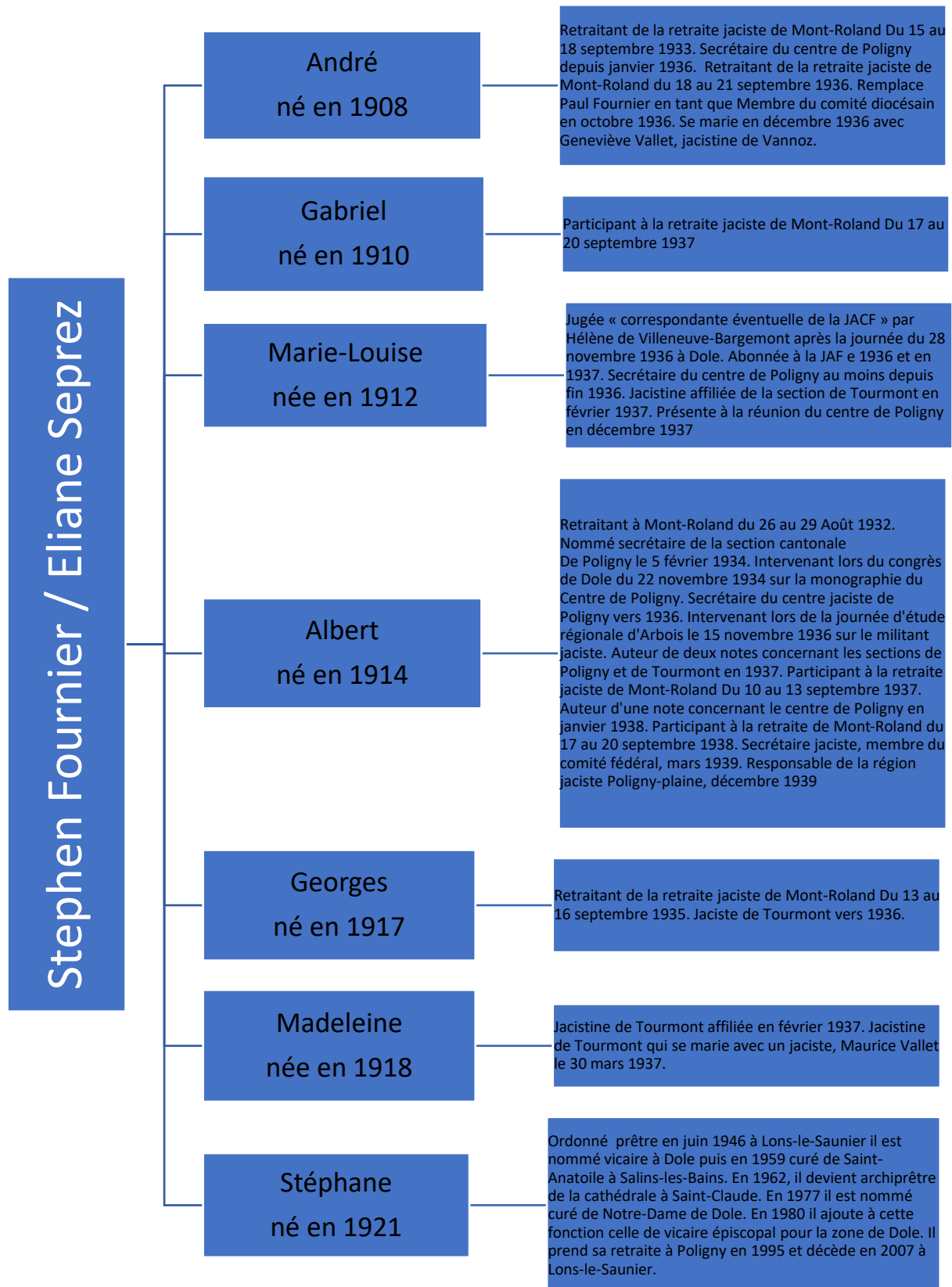
<sup>106</sup> Nés respectivement en 1910 et 1917 ; ADJ dénombrement de population de Tourmont, 1936.

<sup>107</sup> Nées respectivement en 1912 et 1918 ; ADJ dénombrement de population de Tourmont, 1936.

<sup>108</sup> Le dénombrement de population de Tourmont de 1926 nous apprend qu'ils avaient un frère aîné, Camille né en 1903 et une sœur, Justine née en 1906. Ces derniers quittent la maison familiale avant 1931.

dans les familles des responsables de la JAC et que loin d'être genrée, cette culture a été portée et parfois même initiée par les filles de la famille.

Graphique 3 : La famille Fournier de Tourmont



Au final, 11 des 34 responsables dont le père n'est pas décédé n'ont ni domestiques ni père considéré comme principal propriétaire ou ayant exercé une charge municipale. Parmi eux, Louis Bellevret, Eugène Maillard et Henri Rodot étaient soumis aux déplacements réguliers de leurs familles, ce qui leur a probablement fait envisager la JAC comme un moyen d'intégration, de sociabilisation et d'ancrage local. Et si Auguste Rougebief, fils de jardinier, a pu parfaire sa formation agricole grâce au mouvement, il n'en va pas de même pour Jules Bardouillet, fils de domestique pluriactif déjà installé comme menuisier depuis 1931. Pour Paul Grospirron, Alfred Legras, André Girod, Jean Gollion, Gabriel Boisson et Maurice Girod, la JAC a sans doute agi dans le sens d'une promotion individuelle puisque siéger au bureau fédéral du mouvement, se rendre à Lons-le-Saunier régulièrement, assister aux formations religieuses et agricoles pour les responsables ne peut que constituer une opportunité importante pour des jeunes garçons qui ne semblent pas issus d'un milieu agricole très aisé. Si Alfred Legras reste fils de petit cultivateur<sup>109</sup>, encore faudrait-il ici vérifier l'état des propriétés foncières des autres et rappeler que l'oncle d'André Girod est prêtre, tout comme le frère de Gabriel Boisson, ce qui peut illustrer l'importance accordée par leur famille de l'investissement dans l'Église.

Pour les 23 autres responsables, le mouvement a pu agir tout autant comme un tremplin dans une vie déjà féconde en ressources sociales et économiques que comme le nouvel instrument d'une reproduction sociale.

Enfin, pour les dirigeants fédéraux, la JAC semble avant tout avoir confirmé et renforcé des positions de pouvoir que leurs pères détenaient, certes à une autre échelle, et auxquelles leurs familles aspiraient. En témoigne entre autres et *a minima* la poursuite d'étude de Jean Gravier, Pierre Butin et Joseph Vandelle<sup>110</sup>.

---

<sup>109</sup> Son père Elisée Legras exploite dans la commune du Vernois 2 hectares et 35 ares avant tout constitués de champs et de terres labourables pour faire vivre sa femme et ses sept enfants. ADJ, matrice cadastrale du Vernois.

<sup>110</sup> Le capital scolaire est très difficile à établir pour les dirigeants jacistes. La poursuite d'étude chez les frères des écoles chrétiennes à Levier pour Pierre Butin, à l'école d'agriculture Saint-Joseph de Dijon pour Jean Gravier et à l'école d'agriculture de Ressins à Nandax pour Joseph Vandelle est certaine (ADDSC ; archives de la section de Lavigny ; Rapport sur le repos du dimanche de la Fédération de la Haute-Marne adressé par Jean Gravier à Joseph Rousselot, lettre du 21 février 1935.)

### **III Devenirs militants : entre exemplarités des parcours et désengagements**

Notre base de données de responsables et de dirigeants fédéraux nous permet de rendre compte de leur évolution au sein du mouvement. Alors que les données quantitatives offrent la possibilité de rendre visibles leur investissement préalable dans une formation agricole et les différentes étapes de cette carrière militante, les données qualitatives nous permettent de retracer leur vie sous la forme de notices biographiques plus précises.

#### **1) Carrières des jacistes dans les années 1930**

Les jeunes hommes qui s'engagent dans la JAC et qui deviennent membres du bureau diocésain ont, pour une bonne partie, au préalable suivi les EAC. Ils sont ainsi 16 sur les 41 membres que comptera le bureau fédéral dans les années 1930 à figurer au palmarès des EAC entre 1929 et 1937. D'autres membres du bureau ont pu suivre ces cours de manière collective au sein de leur groupe paroissial ou de leur section comme c'est le cas pour Pierre Butin de Lavigny et Auguste Rougebief d'Arbois<sup>111</sup>. Cette proportion reste néanmoins importante et souligne que bon nombre des jacistes étaient investis dans leur formation agricole avant de devenir responsables fédéraux.

En moyenne, dans notre corpus de responsables fédéraux, les jeunes hommes sont rendus visibles dans les archives du mouvement pour la première fois autour de 21 ans. René Paget de Plasne, repéré comme militant jaciste dès 14 ans, apparaît comme le plus jeune alors que Joseph Rousselot, âgé de 33 ans, est le plus âgé. Ce dernier est néanmoins investi dans le cercle catholique de la paroisse dans les années 1920 et il intègre la JAC dès son établissement dans le Jura en 1933. L'âge d'accès aux responsabilités fédérales des membres de notre corpus est beaucoup plus précis avec une moyenne de 23,2 ans. Si Marcel Hugues de Longchaumois est le benjamin du haut de ses 16 ans, ils sont néanmoins quatre à intégrer le bureau fédéral à 17 ans<sup>112</sup>, ce qui est relativement précoce. Une fois de plus Joseph Rousselot est le plus âgé en accédant aux responsabilités fédérales à 39 ans. Jean Trouillot, nommé responsable à 34 ans et Paul Gabrillargues à 31 ans seront les deux autres trentenaires à entrer au bureau fédéral. Tout comme l'âge d'entrée dans le mouvement, celui de la sortie reste approximatif en raison de la

---

<sup>111</sup> D'après l'entretien réalisé avec Aristide Etiévant, 1<sup>er</sup> mai 2008.

<sup>112</sup> Il s'agit de Jean Bongain, de Jean Gravier, de Maurice Girod et de Maurice Giboudot.

disparition des archives et ne suppose pas forcément la cessation de l'engagement. Il convient néanmoins de souligner que 12 des responsables fédéraux n'apparaissent plus dans les archives après leur nomination au bureau fédéral. Pour Jean Durget, décédé le mois même de sa nomination, cela semble logique, et nous pouvons supposer que pour les huit responsables qui ont plus de 25 ans, l'accès à cette fonction constitue le point culminant et final de leur carrière militante. Néanmoins la question reste entière pour Raymond Vuillemin qui accède aux responsabilités et disparaît des archives à 19 ans, pour Maurice Giboudot à 17 ans et pour André Daloz à 18 ans. Les sorties les plus tardives du mouvement sont le fait de Louis Vuilloz à 41 ans et de Joseph Rousselot et de Jean-Marie Mossu à 40 ans. En moyenne les responsables fédéraux disparaissent des archives du mouvement autour de 28,7 ans. La durée des engagements est donc une durée *a minima*. Elle varie entre 0 et 16 ans et la palme revient Jean-Marie Mossu et Jules Girod<sup>2</sup>. Ils sont néanmoins quatre à rester engagés au moins 15 ans dans le mouvement : Maurice Girod, Marcel Hugues, Louis Vuilloz et Joseph Vandelle. La moyenne de l'engagement des responsables est de 7,6 ans, ce qui, pour une durée *a minima*, reste important. Les carrières militantes de quelques membres du bureau fédéral permettent de donner plus de consistance à leurs activités, mais également de rendre compte des évolutions progressives ou soudaines que la JAC offrait à ses membres.

**Encart biographique : Louis Vuilloz, l'engagement progressif d'un pupille de la nation**

Louis Vuilloz de Vincent débute son engagement après avoir été responsable du groupe qui suit les EAC de l'Union du Centre-Est durant l'hiver 1933-1934. Déjà secrétaire du cercle de Sainte Agnès de Vincent il est nommé secrétaire cantonal de la JAC du canton de Chaumergy en février 1933 et participe à la retraite de Mont-Roland en septembre de la même année. La section est la quinzième du département, affiliée début 1934 et si *Nenni ma foi !* note que le groupe est « tombé en sommeil » suite à sa maladie courant 1935 — 1936, les activités reprennent à la fin de l'année alors que l'abbé Louis Chapoutot remplace l'abbé Anthelme Berthet dans la paroisse<sup>113</sup>. Il intervient en novembre 1936 lors des journées d'étude régionales de la JAC à Lons-le-Saunier sur « le militant dans l'équipe » avant d'être nommé le 7 décembre, suite à une visite de Jean Gravier, secrétaire du centre de Desnes qui regroupe une grande partie de la plaine bressane. Alors qu'il a cédé la place de président de la section de Vincent à un cousin, André Vuilloz, il rédige régulièrement des notes dans *Nenni ma foi !* pour rendre compte des avancées du centre de Desnes, continue de se rendre aux retraites de Mont Roland et intervient lors de l'assemblée générale de la JAC et de la JACF du pèlerinage de Frontenay en 1937 puis à la fin de cette même année à la réunion de la JAC lors du congrès diocésain qui se tient à Lons-le-Saunier. Responsable de la région jaciste de Vincent-Commenailles, il est nommé membre du

<sup>113</sup> *Ordo* du diocèse de Saint-Claude, 1936.



comité fédéral en décembre 1939 alors qu'il est âgé de 32 ans. Il fait partie des 11 membres de la section de Vincent qui se rendent, accompagnés de leur aumônier l'abbé Chapoutot, au congrès du 10<sup>e</sup> anniversaire de la JAC à Paris en 1939<sup>114</sup>. Si son nom n'apparaît pas dans les pages de *Nenni ma foi !* pendant la guerre et l'Occupation, il semble poursuivre son activité dans la section qui perdure puisqu'en 1948 il est toujours considéré comme « jaciste de Vincent »<sup>115</sup>. À cette date, alors âgé de 41 ans, il épouse Suzanne Blanc de Cuisia, sœur de Joseph Blanc, prêtre de la paroisse depuis 1944<sup>116</sup>, ancienne jacistine<sup>117</sup>.

### **Encart biographique : Eugène Maillard, une carrière vers la formation agricole**

Fils d'émigrés suisses, Eugène Maillard s'inscrit ses pas dans ceux de son frère aîné Louis en suivant les cours agricoles par correspondance de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles dès l'hiver 1933-1934 alors qu'il est âgé de 13 ans. Pendant trois hivers il traite tous les devoirs du cours primaire puis du cours supérieur, preuve d'une détermination certaine pour sa formation. En février 1935 il participe à la récollecion de militants jacistes à Montmorot puis à la retraite de septembre pour jocistes et jacistes à Saint-Claude ce qui suppose qu'il est déjà un militant actif du mouvement. La section de Chavéria, à laquelle il est rattaché, est affiliée fin 1935 et à partir de 1936 il participe aux réunions mensuelles du centre d'Orgelet, à plus de trois kilomètres de chez lui et en rédige les comptes rendus pour *Nenni ma foi !*. Il intervient lors de la journée régionale d'étude de Champagnole puis lors de celle de Lons-le-Saunier en novembre 1936 ce qui confirme la reconnaissance de ses compétences. En janvier 1938 il est nommé responsable de la sous-fédération de Saint-Amour/Saint-Julien puis au conseil fédéral d'octobre de la même année « responsable du service "secteur" ». Il se rend au congrès du 10<sup>e</sup> anniversaire au Vel d'Hiv à Paris avec le groupe d'Orgelet<sup>118</sup>. Mobilisé en 1940 il publie une note « sur la vie au front » dans *Nenni ma foi !* pour faire état de ses prières en regrettant qu'il n'y ait aucun prêtre dans sa compagnie. En août 1945, on apprend dans les pages de *Nenni* que, prisonnier en Allemagne, il rentre enfin en France et se marie à la fin de cette même année avec Paulette Pignier de la JOCF de Montaigu. Si la section de Chavéria ne semble pas avoir survécu à la guerre, il continue son activité dans le mouvement puisqu'il est moniteur pour les Journées rurales de Vernantais, Orgelet, Vosbles, Aromas et Dammartin de 1946, mettant sans doute à profit les connaissances acquises avec les Enseignements agricoles par correspondance. Il continue

<sup>114</sup> ADDSC, Liste de participants au congrès de 1939.

<sup>115</sup> L'enquête canonique réalisée en 1953 signale qu'il existe encore une section JAC avec 13 cotisants. ADSC ; enquête canonique de 1949, 1953, Vincent.

<sup>116</sup> Il n'est pas fait mention du prénom dans le carnet de famille de *Jeunes du Jura* et aucune mention de mariage n'apparaît sur l'acte de naissance de Louis Vuilloz. C'est sur l'acte de naissance de Suzanne Blanc, du 22 janvier 1907 que nous trouvons mention du mariage. Également âgée de 41 ans elle devait sans doute être l'aide au prêtre de son frère Joseph dans la paroisse de Vincent. Elle était abonnée à la JAF en 1936 ; archives diocésaines, carton JACF, correspondances HVB, liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1937

<sup>117</sup> *Nenni ma foi !*, février, octobre 1933, février et avril 1934, août et octobre 1936, janvier, février, avril-mai, septembre, octobre-novembre 1937, décembre 1939, mars-avril 1948.

<sup>118</sup> ADDSC, Liste de participants au congrès de 1939.

sans doute son activité militante puisque lors de la naissance de son fils Yves fin 1946, il est toujours répertorié comme « JAC de Sérézia<sup>119</sup> »<sup>120</sup>.

### **Encart biographique : Jean et Ferdinand Trouillot, une ascension fulgurante stoppée brutalement.**

Les deux fils de Joseph Trouillot et de Marie-Louise Chanois ont sans doute été prénommés ainsi en hommage à leur oncle Jean Ferdinand Trouillot, qui, de professeur au petit séminaire de Nozeroy, devient économe du Grand séminaire en 1906 avant de se retirer en 1927<sup>121</sup>. C'est peut-être cette ascendance qui leur vaut une carrière assez rapide dans la JAC puisqu'ils ne semblent pas suivre les EAC bien que Jean soit déjà responsable cantonal du groupe de jeunesse catholique du canton de Conliège en 1933<sup>122</sup>. Début 1934, alors que la section de Perrigny est affiliée au mouvement, Jean Trouillot en est nommé président avant d'être propulsé en novembre 1935 vice-président de la JAC aux côtés du président Henri Richard. Il participe à la retraite de Mont Roland de 1937, mais en janvier 1938 il lègue sa place de membre du bureau fédéral à son frère Ferdinand tout en étant remplacé dans ses fonctions de vice-président par Jean Gravier et Joseph Rousselot. Garçon aîné d'une famille orpheline de père depuis 1925<sup>123</sup>, il est sans doute une aide précieuse sur l'exploitation agricole d'autant plus que sa mère tombe malade et décède à l'été 1939. Ferdinand, de sept ans le cadet de Jean, repéré comme jaciste depuis septembre 1937, suite à sa participation au pèlerinage de Mont-Roland, reste membre du comité fédéral lors de son renouvellement en décembre 1939. Il se rend à Paris pour le congrès du 10<sup>ème</sup> anniversaire avec la section de Vevey<sup>124</sup>, ce qui est étrange puisque la section de Perrigny, qui a payé sa cotisation en 1940, est toujours active en 1941<sup>125</sup>. Ferdinand Trouillot est présent au conseil fédéral de la JAC en mars 1941 à Lons-le-Saunier avant de disparaître des archives du mouvement. Jean est syndic communal de la Corporation paysanne pour Perrigny<sup>126</sup> puis se marie en avril 1944 à Ambérieu-en-Bugey dans l'Ain où il s'installe<sup>127</sup> alors que Ferdinand ne semble pas s'être marié<sup>128</sup> et reste à Perrigny<sup>129</sup>. Est-ce à dire que le décès de leur mère constitue une rupture biographique dans leur parcours dans la JAC ? Si pour Jean, l'aîné, cela est de l'ordre du probable, pour Ferdinand, c'est sans doute la guerre qui a mis fin à son engagement<sup>130</sup>.

<sup>119</sup> Dix ans plus tard, la paroisse de Chavéria compte toujours une section JAC ce qui peut supposer que les activités ont repris Après-guerre ; ADDSC ; enquête canonique de 1949, 1956, Chavéria.

<sup>120</sup> *Nenni ma foi !*, mars, septembre 1935, janvier, avril, octobre, décembre 1936, janvier, novembre 1938 ; *Jeunes du Jura*, avril 1940, juillet-août, septembre-octobre 1945, mars-avril, novembre 1946.

<sup>121</sup> ADDSC ; fichier nominatif des prêtres ; Jean Ferdinand Trouillot (1862-1929).

<sup>122</sup> ADDSC, dossier 4K1, responsables cantonaux des groupes de JC.

<sup>123</sup> Joseph Francis Eugène Trouillot est décédé le 4 décembre 1925 ; ADJ, tables décennales de la commune de Perrigny.

<sup>124</sup> ADDSC, Liste de participants au congrès de 1939.

<sup>125</sup> *Jeunes du Jura*, mars 1940, avril 1941, septembre 1941.

<sup>126</sup> ADJ, dossier 331W155.

<sup>127</sup> La matrice cadastrale indique qu'il est cultivateur à Ambérieu-en-Bugey, bien qu'il conserve quelques parcelles à Perrigny jusqu'en 1968.

<sup>128</sup> Il n'y a aucune mention sur son acte de naissance ni dans les pages de *Jeunes du Jura*.

<sup>129</sup> Sa matrice cadastrale indique qu'il possède toujours des terres à Perrigny en 1965 et ne donne pas d'indication d'adresse.

<sup>130</sup> *Nenni ma foi !* décembre 1935, mars 1936, octobre-novembre 1937, janvier 1938, septembre-octobre 1939, décembre 1939 ; *Jeunes du Jura* avril 1941.

## 2) Rester à la terre ?

Le dénombrement de 1946 n'étant pas encore consultable, celui de 1936 nous permet néanmoins de dresser un état des lieux des statuts matrimoniaux et des professions des membres du bureau fédéral à cette date, professions qui pourront prendre un tournant bien différent Après-guerre.

À cette date deux jacistes sont mariés : il s'agit de Jules Bardouillet depuis 1929 avec Bernadette Gros qui a déjà quatre enfants et de Paul Fournier, époux de Marthe Ressay depuis 1935. Quatre autres jacistes se marieront avant 1940 : André Pichon avec Madeleine Jeannin jacistine de Gevingey en novembre 1937 qui a déjà quitté sa fonction de responsable un an plus tôt alors qu'Albert Fournier de Tourmont, marié en mars 1939 continue de militer puisqu'il est nommé au conseil fédéral en décembre de la même année, tout comme Pierre Dole marié en juillet 1938 et que Jules Prudhon marié en novembre 1938 à Monique Pélot, cesse toute activité dans la JAC à cette date. Le mariage ne marque pas systématiquement un coup d'arrêt à l'engagement au sein du mouvement Avant-guerre, ce qui sera différent Après-guerre avec le développement de la LAC qui devient Mouvement des familles rurales (MFR), qui encourage les membres mariés à rejoindre ses rangs.

En 1936 encore cinq jacistes sont considérés comme « enfants » ou « sans profession » par l'administration française du recensement. Deux sont absents du dénombrement : Jean Durget, décédé en 1933<sup>131</sup> et Jean Gravier, parti au régiment. Trente des membres du bureau fédéral sont considérés comme « cultivateur » par l'administration avec quelques écarts comme Jean-Marie Mossu déclaré « ouvrier agricole » sur l'exploitation de son père, Pierre Butin comme « apprenti agricole » sur celle du sien alors qu'André Pichon, dans le dénombrement de 1931 de Ruffey-sur-Seille est qualifié de « chef cultivateur » sans doute pour signifier qu'il vit et travaille seul. Cinq autres jacistes occupent donc d'autres professions même si cela ne signifie pas qu'ils aient pour autant « quitté la terre », la pluriactivité étant toujours d'actualité dans le Jura d'Avant-guerre. Ainsi Jules Bardouillet déjà père de famille est installé comme menuisier à Malange au moins depuis 1931. Sa femme étant déclarée « cultivatrice », le ménage est donc pluriactif. Clément Martine, fils du propriétaire d'une scierie et d'un café également commerçant en vin aux Piards est déclaré comme « tourneur » employé par son père, très

---

<sup>131</sup> Jean Durget apparaît dans le dénombrement de Fraisans comme « négociant en tissu » au service de son père ; ADJ, dénombrement de population de Fraisans, 1931.

certainement à la scierie. Marcel Hugues de Longchaumois exerce une profession propre à sa commune spécialisée en la matière depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle puisqu'il est « ouvrier sur mètre », travail qui consiste principalement à graver les mesures sur les mètres pliants en métal. Paul Gabrillargues vient enrichir l'activité familiale d'épicerie de Montfleur en se spécialisant dans la boulangerie alors que Robert Cuisiat étend celle de sa mère en développant un commerce de vins en gros. Sur ces cinq responsables jacistes, seul Marcel Hugues avait un père qualifié de « cultivateur » dans les dénombrements de population. Si la JAC ne semble donc pas avoir « converti » au métier d'agriculteur, André Pichon paraissant détenir une autre activité<sup>132</sup>, elle semble néanmoins avoir conforté les destinées de la plupart des jacistes. Un suivi longitudinal permettrait de rendre compte des évolutions Après-guerre et d'observer si les responsables jacistes sont restés dans le milieu et la profession agricole. Seule l'ouverture des archives l'autorisera. Il convient néanmoins de signaler ici le décès prématuré de certains des membres du bureau fédéral : il s'agit de Louis Bellevret, décédé en camp où il avait été déporté en 1945<sup>133</sup> et de Jean Durget en 1933.

#### **Encart biographique : Jean Durget, martyr de la JAC jurassienne ?**

Né le 26 mars 1912 à Paris, Jean Durget grandit à Port-sur-Saône en Haute-Saône. Son père Georges est représentant de commerce pour la maison Jacquemin de Bourbonne-les-Bains dans les années 1920 puis répertorié comme négociant en tissu à son propre compte lorsque la famille s'installe à Fraisans en 1924. La mère de Jean, Louise Vigoureux, elle-même considérée comme « commerçante » dans le dénombrement de 1931 de Fraisans est originaire d'une commune voisine du Jura, Lavans-les-Dole<sup>134</sup>. En 1926 Jean entre à la maîtrise de Saint-Claude, mais n'y reste que trois mois à cause d'une constitution fragile. Militant du groupe de jeunesse catholique de Fraisans et très actif dans les cantons d'Étrepigny et de Gendrey, il continue son engagement au sein du groupe de Malange constitué autour du père Alfred Graby suite au déménagement de ses parents. Ceux-ci s'établissent dans le château de Malange courant 1931<sup>135</sup> et Jean, considéré par l'administration comme « négociant en tissus » travaillant pour son père<sup>136</sup>, forme alors la section de JAC de sa paroisse dont les réunions se tiennent dans une salle de la demeure familiale. Jean Durget participe à la retraite fondatrice de la JAC à Mont-Roland en août 1932, retraite prêchée par le père Alfred Foreau, envoie régulièrement des nouvelles du

<sup>132</sup> Son acte de mariage avec Madeleine Jeannin à Gevingey en 1937 révèle qu'il est « agriculteur » alors qu'il ne possède aucune terre dans la commune et que les 15 ares de son épouse paraissent insuffisants. Il conserve ses terres à Ruffey-sur-Seille, distante de 15 kilomètres de Gevingey qui passeront d'1 hectare et 20 ares en 1938 à 2 hectares et 69 ares en 1957 (ADJ, 3P1857-1858 ; 3P3382). Peut-être exploite-t-il une terre en fermage ? ou possède-t-il d'autres propriétés dans les communes voisines ?

<sup>133</sup> Il décède le 5 mars 1945, mention faite sur son acte de naissance ; archives départementales de la Côte d'Or ; actes de naissance de Faveroles, 1921.

<sup>134</sup> Née le 12 juillet 1891, elle est la fille du maréchal-ferrant du village, Jean-Louis Vigoureux.

<sup>135</sup> Annuaire Fournier 1936-1937.

<sup>136</sup> ADJ ; dénombrement de population de Fraisans, 1931.

groupe de Malange et anime une causerie sur la JAC à Moissesey en mars 1933. La section de Malange est la première du département à être affiliée à la JAC le 20 novembre 1932 et si c'est Jules Prudhon qui en est nommé président c'est sans doute parce que Jean Durget semble faire partie de l'équipe fédérale qu'il intègre officiellement en novembre 1933. Suite à un état de santé fragile et une longue maladie qui durait depuis l'été, il décède le 11 novembre de cette même année. Just Pouillard rédige une nécrologie relativement longue dans *Nenni ma foi !* de décembre 1933 où il souligne notamment sa profonde piété, sa volonté d'être prêtre et le fait qu'il soit « d'une éducation et d'une condition supérieure à la moyenne ». Quelques jours plus tard, au congrès diocésain de la jeunesse catholique de Lons-le-Saunier du 27 novembre 1933, le président de la JAC Robert Cuisiat lui rend hommage en signalant qu'il fut un « parfait militant jaciste mort en saint<sup>137</sup> ». Il semble certain que Jean Durget, qui faisait partie du trio de direction du mouvement dès ses origines, était destiné à une carrière prometteuse au sein de la JAC jurassienne. Le décès de celui qui reste fils d'un grand négociant, châtelain de surcroît, laisse la place ou ouvre la voie à un recrutement plus large de militants, peut-être plus en prise avec le milieu agricole jurassien, dans la sphère de direction du mouvement.

Ainsi, le comité diocésain amputé de Jean Durget et formé de Robert Cuisiat et de Jean Gravier s'étoffe de quatre nouveaux membres le 27 novembre 1933 : Pierre Dole d'Esserval-Tarte, Paul Duraffourg des Moussières, Clément Martine des Piards et Jules Prudhon, président de la section du défunt, Malange<sup>138</sup>. Les noms des pères de ces nouveaux membres figurent tous dans les annuaires Fournier des années 1930, soit en tant qu'élus municipaux ou en tant que principaux propriétaires. Ce n'est qu'à partir de janvier 1938 et surtout décembre 1939 que le recrutement du bureau fédéral s'élargira tant en nombre qu'en origine de recrutement.

### 3) Devenirs post-JAC de quelques responsables

Si l'historiographie jaciste s'est longuement complu, depuis Marie-Josèphe Durupt<sup>139</sup> en 1963, à présenter les jacistes comme l'incarnation du renouvellement du pouvoir municipal et syndical en milieu rural<sup>140</sup>, rares sont les parcours étudiés dans leur globalité. Le travail reste à faire, et il est d'ampleur, pour établir ruptures et continuités entre la JAC et le syndicalisme contemporain tel qu'il a émergé Après-guerre au sein de la CGA et de la FNSEA. Le suivi longitudinal et la prosopographie des acteurs de la JAC, qui attend toujours ses archives et son

<sup>137</sup> GRAVIER Jean, « Cinq cents jeunes acclament la JAC », *Nenni ma foi !*, décembre 1933.

<sup>138</sup> *Nenni ma foi !*, janvier 1934.

<sup>139</sup> DURUPT Marie-Josèphe, « Les mouvements d'action catholique, facteurs d'évolution du milieu rural », thèse de science politique soutenue sous la direction de René Rémond, 1963 et éditée sous la forme de: DURUPT Marie-Josèphe, *Les mouvements d'action catholique, facteurs d'évolution du milieu rural*, Paris, Éditions Hachette-FNSP, 1973.

<sup>140</sup> MENDRAS Henri, *La fin des paysans*, Paris, Éditions Colin, 1967; Actes-Sud, 1992.

historien, semblent nécessaires pour mesurer le phénomène et pour avoir l'ambition de ne pas se cantonner à « l'illusion biographique » des carrières des dirigeants les plus prestigieuses et les plus visibles. En attendant, il faut admettre que le devenir de certains responsables et des dirigeants jacistes est plus facile à appréhender dès le moment où les archives sont moins silencieuses à leur sujet. Nous nous proposons ici de clore les notices biographiques de Jean Gravier, Robert Cuisiat et Henri Richard afin de rendre compte du devenir de ces dirigeants jurassiens. Mises en perspective avec celle d'un des membres du comité diocésain élu en novembre 1933, Pierre Dole, nous espérons ainsi éviter l'étude des seuls dirigeants.

#### **Encart biographique : Pierre Dole, une modeste carrière politique**

Né le 12 mars 1910 à Esserval-Tartre dans le canton très pratiquant de Nozeroy, Pierre est le fils aîné de Joseph Dole, considéré comme l'un des plus importants cultivateurs du village. Après des études au petit séminaire de Courtefontaine et à celui de Vaux-sur-Poligny, il intègre le grand séminaire de Montciel. Sa vocation semble s'effacer après son service militaire en 1930 puisqu'il revient travailler dans l'exploitation familiale<sup>141</sup>. Il suit les EAC de l'Union du Centre-Est durant deux hivers tout en s'engageant dans la JAC dès 1933. Déjà président du comité cantonal de jeunesse catholique du canton de Nozeroy<sup>142</sup>, ardent propagateur du mouvement il est nommé membre du comité diocésain en novembre de cette même année, participe à toutes les retraites du mouvement, intervient lors des journées d'étude, aide à l'installation de la section d'Onglières et est nommé responsable de la sous-fédération de Nozeroy-Champagnole en janvier 1938. Toujours membre du comité fédéral, il épouse Isabelle Vuillermet en 1938 et reprend l'exploitation de ses beaux-parents à Mièges. Cité dans le carnet de famille de *Jeunes du Jura* à chaque naissance de l'un de ses dix enfants, il reprend son activité au service de l'agriculture Après-guerre au sein de la FDSEA. Élu président du syndicat agricole du canton de Nozeroy au congrès du 14 juin 1945, il est reconduit dans cette fonction jusqu'en 1949 siégeant ainsi de droit au conseil d'administration de la CGA du Jura<sup>143</sup>. Il n'est pas reconduit dans le poste de secrétaire de la Fédération départementale qu'il occupe une année en 1945. Envoyé comme délégué au congrès de Paris en 1946 il est qualifié comme étant « de droite » par les services de la préfecture puis de tendance « URD<sup>144</sup> ». Troisième sur la liste conduite par Charles Viatte qui devient député du Jura, il est candidat MRP<sup>145</sup> à l'Assemblée nationale constituante de juin 1946<sup>146</sup>. Il ne semble pas rester actif dans le syndicalisme agricole et en politique dans les années 1950 jusqu'à ce qu'il se fasse élire maire de sa commune en 1967, fonction qu'il

<sup>141</sup> BAILLY ALEMU Claire, PETIT Vincent, notice biographique de Pierre Dole dans DUCERF Laurent, PETIT Vincent, TRAMAUX Manuel (dir.) *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine*, vol. 12 Franche-Comté, Paris, Éditions Beauchesne, 2016, p. 263.

<sup>142</sup> ADDSC, dossier 4K1, responsables cantonaux des groupes de JC.

<sup>143</sup> ADJ, 1203 W 98 : CGA ; dossier « FDSEA 1945-1965 » ; note de la préfecture du Jura n° 3083 1945 ; note d'information au préfet n° 684, 1946 ; note de la préfecture du Jura n° 367, 7 mars 1949 ; note de la préfecture du Jura n° 722, 1950.

<sup>144</sup> Union républicaine et démocratique, également classée à droite de l'échiquier politique

<sup>145</sup> Mouvement républicain populaire considéré comme démocrate-chrétien, classé au centre droit de l'échiquier politique Après-guerre.

<sup>146</sup> ADJ, 1203 W 98 : CGA ; dossier « FDSEA 1945-1965 » ; note n° 387.

occupera jusqu'en 1989. Le repli sur la petite patrie est également rendu visible par son investissement comme trésorier dans la fruitière fromagère de Mièges et dans la création du collège d'enseignement général de Nozeroy ouvert en 1961.

### Jean Gravier (2) : de la JAC au Sénat

Prisonnier pendant la campagne de France<sup>147</sup> puis libéré dans le courant de l'été, Jean Gravier est toujours considéré comme vice-président de la JAC en 1940 et 1941. Nommé président par intérim de la JAC du Jura depuis le conseil fédéral du 19 juillet 1942, il occupe cette fonction pendant un an avant de laisser la place à Auguste Rougebief. Dans un « dernier billet », il souligne qu'il ne quitte pas le mouvement puisque la « vocation » de « militant d'Action catholique ne connaît ni âge ni frontière ». En effet, il intervient lors de la première Semaine rurale du Jura qui se déroule en janvier 1944 et anime des journées rurales à Rahon, Mont-sous-Vaudrey et Champdivers dans le courant de la même année avant de devenir secrétaire du Mouvement des familles rurales (MFR) du Jura. Il est alors syndic cantonal de la Corporation paysanne pour le canton de Voiteur qui se développe dans le Jura à partir de 1942<sup>148</sup> et est élu membre de l'Union régionale corporative paysanne du Jura lors de la réunion du 9 décembre 1943<sup>149</sup>. Il poursuit son engagement dans le syndicalisme à la Libération puisqu'il est élu président du syndicat cantonal d'exploitants agricoles affilié à la CGA de Voiteur en mars 1945. Réélu en 1946 il est également nommé trésorier adjoint du conseil d'administration départemental de la CGA la même année. Suite au décès du président de la FDSEA Stéphane Gentet, il est élu pour le remplacer en 1948 puis en 1949. En 1950, toujours président du syndicat du canton de Voiteur, il est envoyé comme délégué au congrès de la CGA de Paris<sup>150</sup>. À cette date il abandonne l'essentiel de ses responsabilités et devient directeur commercial de Rivoire à Montmorot tout en conservant la propriété familiale qui au décès de son père en 1954 est constituée de 9 hectares de terres<sup>151</sup>. Membre du comité de coordination et d'action chrétienne (CCAC) puis du MRP à la Libération, il en est le candidat aux élections législatives de 1951 puis de 1956. « Maire de Frontenay de 1957 à 1983, il est élu conseiller général du canton de Voiteur en mars 1964, puis 1970 et 1976. Il est avec Jean Walter un des artisans MRP de l'accord de Divonne qui lie les tenants de la tradition laïque et radicale et ceux de la démocratie chrétienne, proches de l'école privée ; il devient ainsi suppléant d'Edgar Faure aux sénatoriales de 1965 puis sénateur en janvier 1966 lorsque ce dernier est ministre de l'Agriculture. Il adhère au groupe centriste et se lie d'amitié avec Alain Poher qu'il soutient aux présidentielles de 1969 ; réélu au second tour de 1974, il s'est apparenté au Centre démocratie et progrès (CDP) de Jacques Duhamel pour les élections cantonales de 1970. Le décès d'André Socié rallié à Jacques Duhamel lui permet de le remplacer à la tête du département de l'automne 1973 jusqu' en avril 1980, date de sa démission pour raison de santé.<sup>152</sup> ». Sa notice biographique dans le dictionnaire des

<sup>147</sup> Dictionnaire des parlementaires français, notice disponible en ligne :

[http://www.senat.fr/senateur/gravier\\_jean000370.html](http://www.senat.fr/senateur/gravier_jean000370.html)

<sup>148</sup> ADJ, 331W155, liste des syndics de la Corporation paysanne.

<sup>149</sup> ADJ, 77W1, Corporation paysanne.

<sup>150</sup> ADJ, 1203 W 98 : CGA ; dossier « FDSEA 1945-1965 » ; note de la préfecture du Jura n° 3083 1945 ; note d'information au préfet n° 684, 1946 ; note de la préfecture du Jura n° 367, 7 mars 1949.

<sup>151</sup> ADJ, Matrice cadastrale de Jean Gravier, commune de Frontenay.

<sup>152</sup> GAUDILLIER Rémy, notice biographique de Jean Gravier, dans DUCERF Laurent, PETIT Vincent, TRAMAUX Manuel (dir.) *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine*, vol. 12 Franche-

parlementaires français signale « qu'il faut moins de trois ans à Jean Gravier pour se retirer de la vie publique. Il abandonne la présidence de l'Assemblée départementale du Jura en 1980, son mandat de conseiller général en 1982, la mairie de Frontenay, la vice-présidence du Conseil régional de Franche-Comté et le Sénat en 1983<sup>153</sup> ». Marié en septembre 1943 avec Jeanne Girod, dirigeante de la JACF d'Arinthod<sup>154</sup>, qui décède assez rapidement<sup>155</sup>, il épouse en secondes noces Monique Gauthier, ancienne responsable fédérale de la JACF, en septembre 1946<sup>156</sup>.

### **Henri Richard (2) : un engagement civique, religieux et professionnel<sup>157</sup>**

Enthousiaste à l'idée de mettre en œuvre la Révolution nationale, au moins dans les premières années du régime, de restaurer le christianisme et les valeurs de l'agrarisme, Henri Richard laisse en 1941 son poste de président fédéral de la JAC pour devenir président diocésain de l'ACJF. L'association chapeaute alors les divers mouvements d'Action catholique spécialisée et est par là même l'interlocutrice privilégiée du Secrétariat général à la jeunesse de Vichy tout en luttant contre l'idée de développement d'une jeunesse unique. Il occupe ce poste jusqu'en fin d'année 1944, date à laquelle il épouse Simone Prost. Son éphémère collaboration pendant la période d'Occupation au journal de la Ligue agricole catholique (LAC), *Foyer rural*, le rapproche de cette dernière qui devient le Mouvement des familles rurales (MFR) dans lequel le couple s'investit pour réfléchir à l'avenir du milieu rural dans la continuité de ce qui a été initié à la JAC. C'est sans doute les exhortations de ces deux mouvements pour que leurs militants et responsables s'engagent dans la vie civique qui font qu'il se présente avec succès comme conseiller municipal puis maire en 1952 et qu'il est reconduit dans ses fonctions jusqu'en 1972. En tant que premier magistrat communal il s'interroge toujours sur la question de l'amélioration des conditions de vie rurale et de travail agricole et lance à partir de 1968 le remembrement viticole de sa commune qui sera le premier de France. Toujours dans le même esprit il participe à la fondation de la coopérative viticole du Vernois en 1953 et s'engage dans le syndicalisme agricole dont il devient l'une des principales figures jurassiennes puisqu'il est élu président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) en 1960. Réussissant à créer l'union autour de lui malgré les tensions dues au développement du Modéf et du syndicat des éleveurs Montbéliard<sup>158</sup>, il est réélu en 1963, 1966 et 1969<sup>159</sup>. Il occupe ce poste jusqu'en 1971 date à laquelle, suite au décès de son épouse, il décide de s'engager dans la voie de la prêtrise que

---

Comté, Paris, Éditions Beauchesne, 2016, pp. 363-364.

<sup>153</sup> Dictionnaire des parlementaires français, notice disponible en ligne :

[http://www.senat.fr/senateur/gravier\\_jean000370.html](http://www.senat.fr/senateur/gravier_jean000370.html)

<sup>154</sup> *Les Vaillantes du Jura*, septembre-octobre 1943.

<sup>155</sup> À la fin de l'année 1944, *Les Vaillantes du Jura*, novembre 1944.

<sup>156</sup> ADJ, acte de naissance de Jean Gravier, Frontenay.

<sup>157</sup> BAILLY ALEMU Claire, notice biographique d'Henri Richard dans DUCERF Laurent, PETIT Vincent, TRAMAUX Manuel (dir.) *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine*, vol. 12 Franche-Comté, Paris, Éditions Beauchesne, 2016, pp. 643-644.

<sup>158</sup> Autour d'Émile Richème ancien directeur général de l'Union départementale agricole du Jura.

<sup>159</sup> ADJ, 1203 W 98 : CGA ; dossier « FDSEA 1945-1965.



deux de ses frères, Pierre, directeur du Grand séminaire jusqu'en 1945, et Paul avaient pris<sup>160</sup>. Ordonné en 1972, il est nommé à l'équipe presbytérale de Nozeroy jusqu'à sa retraite en 1985. Maire, responsable syndical, prêtre et chevalier de la Légion d'honneur, son parcours et les mémoires qu'il laisse derrière lui le font quasiment apparaître comme l'idéal type du jaciste accompli. Il décède le 27 juin 1992.

### **Robert Cuisiat (2) : une promotion économique impressionnante**

Premier président de la JAC jurassienne nommé en novembre 1933, Robert Cuisiat est très actif jusqu'en 1935 date à laquelle, toujours membre du bureau diocésain, il cède sa place à Henri Richard et devient élu du comité diocésain d'ACJF pour la JAC. À partir de cette date, il n'apparaît dans les archives du mouvement que pour sa présence lors d'une petite réunion de jeunesse catholique à Marcornay en mars 1937. Sans doute a-t-il préféré sa carrière professionnelle à celle de militant puisque sa réussite en la matière est alors impressionnante. En effet, les encarts publicitaires de son commerce dans *Nenni ma foi !* — où le président diocésain n'hésite donc pas à faire de la promotion — s'étoffent entre 1932 et février 1938. De la vente limitée aux mousseux du Jura, il passe ainsi à celle de plusieurs vins français avant de commercialiser exclusivement ses vins en gros. C'est ces encarts publicitaires qui nous apprennent qu'il réside également à Lavigny depuis le début de l'année 1937<sup>161</sup>. Il est propriétaire de l'un des deux châteaux du village, « le vieux château »<sup>162</sup>, qu'il a acheté à Eugène Pelletier, animateur du Sillon au début du siècle, l'autre étant détenu par la famille de Longeville dont les filles sont par ailleurs très investies dans la JACF et les réseaux catholiques. Les terres familiales à Maynal qui comptaient 12 ares de vignes en 1915 s'agrandissent pour se répartir entre deux hectares et cinq ares pour Robert et deux hectares et 15 ares pour sa sœur Marie-Thérèse en 1940. Il détient également dans la commune de Lavigny un hectare et 90 ares auxquels il faut adjoindre une propriété de cinq hectares dans le village de Lect<sup>163</sup>. Dans le dénombrement de population de la commune de 1946,<sup>164</sup> il apparaît comme « négociant en vins », célibataire, employant un chauffeur et une cuisinière. Il est rayé des listes électorales de 1946<sup>165</sup>, sans doute parce qu'il possède une autre résidence. En 1953 sa propriété lavignoise devient Société du vieux château puis en 1960 « Société vinicole Saint Louis », une société anonyme dont la dernière acquisition de terrain se fait en 1965. Il se marie le 16 janvier 1958 à la mairie du 8<sup>e</sup> arrondissement de Paris avec Françoise Marie Victoria Paul-Boncour, fille d'Eugène Paul-Boncour, médecin parisien et cousin germain de Joseph Paul-Boncour socialiste, plusieurs fois ministre et président du Conseil

<sup>160</sup> Pierre Richard né en 1912 décède dans un accident de vélo en 1945, *Jeunes du Jura*, août 1945.

<sup>161</sup> *Nenni ma foi !*, février 1937.

<sup>162</sup> ADJ, matrice cadastrale des propriétés bâties de Lavigny, 3P2089

<sup>163</sup> Archives municipales de Lavigny, 2F1, statistiques nominatives agricoles de 1942.

<sup>164</sup> Archives municipales de Lavigny, 1F1, dénombrement de 1946.

<sup>165</sup> Archives municipales de Lavigny, 1K3, listes électorales, 1936-1946.

entre 1932 et 1933<sup>166</sup>. Ils divorcent en novembre 1970<sup>167</sup>. Il n'apparaît plus dans les dénombremments de population de Lavigny<sup>168</sup> bien qu'il soit élu au conseil municipal en 1953 et 1965<sup>169</sup> où il ne siège que rarement<sup>170</sup>. Sa société fait faillite au début des années 1970 et son directeur est condamné pour malversations financières<sup>171</sup>. Il reste propriétaire du château jusqu'en 1973, date à laquelle il est saisi par l'État et cédé au mouvement d'éducation populaire des Pupilles de l'enseignement public (PEP). Il décède dans le 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris le 29 février 1992. Robert Cuisiat, qui cessa toute activité militante et ne fréquenta plus les réseaux catholiques du diocèse, semble incarner le modèle d'une promotion sociale et économique individuelle. Et si le mouvement lui a sûrement offert une clientèle pour développer son commerce<sup>172</sup>, il ne semble pas avoir influencé son parcours et ses choix ultérieurs. À noter qu'un parfum de scandale plane sur sa personne qu'il s'agisse de ses relations amoureuses et d'une éventuelle fortune construite grâce au marché noir avec les Allemands pendant la guerre. Sur ces rumeurs les archives restent muettes<sup>173</sup>.

Les engagements des dirigeants et responsables jacistes pendant la période de la guerre et de l'Occupation mériteraient d'être mieux éclairés. Si Jean Gravier, Maurice Vandelle et Jean Trouillot ont pu s'investir dans le syndicat agricole unique du régime de Vichy<sup>174</sup>, cet engagement n'est pas forcément synonyme d'adhésion au projet vichyste comme le signalent Mélanie Atrux et Martin Baptiste<sup>175</sup>. D'autres ont pu défendre l'idée de la Révolution nationale

---

<sup>166</sup> Eugène Marie Joseph Paul Boncour, médecin, ancien interne des hôpitaux de Paris, chevalier de la Légion d'honneur et titulaire de la croix de guerre épouse le 22 avril 1919 Marie Vallet, fille de Joseph Vallet, directeur honoraire des contributions directes et du cadastre. Les témoins du marié sont Georges Paul-Boncour, docteur en médecine et Joseph Paul Boncour, ancien ministre, cités comme « cousin de l'époux », Marc Citoleux, docteur en lettres et Victorine Vallet, tante de l'épouse. Archives municipales de Paris, mairie du 8<sup>e</sup> arrondissement, acte n°419, 1919.

<sup>167</sup> Il réside alors, d'après les matrices cadastrales de Lavigny, 20 rue du Pont Louis-Philippe dans le quatrième arrondissement de Paris.

<sup>168</sup> Dénombremments de 1954-1962-1968.

<sup>169</sup> AML, 1K4 1

<sup>170</sup> Témoignage de Jean-Michel Rousselot dont le père Georges siégeait également au Conseil municipal entre 1953 et 1971 et signale que l'équipe sortante aurait refusé que Robert Cuisiat soit à nouveau sur leur liste de fait de ses trop nombreuses absences, mai 2019.

<sup>171</sup> Témoignage de Jean-Michel Rousselot fils de Georges Rousselot et neveu de Charles Rousselot jacistes de Lavigny, mai 2019.

<sup>172</sup> À noter que le village de Lavigny garde en mémoire le fait qu'avant la création de la fruitière viticole de Voiteur en 1957, Robert Cuisiat aurait très longuement tardé avant de payer une récolte achetée aux viticulteurs du village et ne se serait exécuté qu'après insistances et pressions. Il employait des anciens jacistes comme ouvriers. Témoignage de Jean-Michel Rousselot, mai 2019.

<sup>173</sup> Source : discussions avec des personnes âgées des communes de Maynal et de Lavigny, 2010-2018

<sup>174</sup> ADJ, dossier 331W155

<sup>175</sup> Ces historiens qui encouragent une approche de la Corporation paysanne dans ses dimensions individuelles et collectives à l'échelle microhistorique, s'interrogent sur les positionnements des dirigeants corporatifs locaux vis-à-vis du régime et du rôle que ces derniers sont amenés à jouer. Ils signalent ainsi « la diversité des comportements et opinions » entre maréchalistes, pétainistes, collaborateurs, réticents envers le régime et « simples agents du ravitaillement ». ATRUX Mélanie BAPTISTE Martin, « Por una historia social de la Corporation Paysanne (Francia, 1930-1970) », dans *Revista de Historia Contemporanea*, n°83, 2011, pp. 27-52.

qui correspondait bien à l'idéologie agrarienne et familiariste<sup>176</sup> du mouvement, alors que certains se sont investis dans la Résistance. Ici le contexte local a pu jouer : dans un département divisé entre zone libre, zone occupée et zone interdite, les expériences de la situation furent différentes. Mais, si Maurice Girod, membre du comité fédéral Avant-guerre puis responsable régional pendant l'Occupation, arrêté deux fois par la Gestapo<sup>177</sup> signale que la JAC « refuse les compromissions avec la politique » et que « la réflexion et l'action conduiront nombre des membres [de la JAC] à faire de la résistance passive<sup>178</sup> », au moins jusqu'en 1943 le soutien explicite à la Révolution nationale reste de mise pour la plupart des responsables et des aumôniers qui s'expriment dans l'organe de la jeunesse catholique du Jura, *Nenni ma foi !* puis *Jeunes du Jura*. En effet, ce dernier se fait le relai des idées du régime de Vichy que ce soit dans le constat des raisons de la défaite ou les valeurs prônées par le maréchal<sup>179</sup>. C'est en premier lieu par l'abbé Paul Lamy<sup>180</sup>, aumônier fédéral de la JAC/F, mais aussi par les présidents fédéraux comme Henri Richard<sup>181</sup> ou Jean Bongain qui appellent à suivre « avec une ferme confiance, la voie tracée par notre chef vénéré, le Maréchal Pétain<sup>182</sup> ». Entre octobre 1940 et février 1943, l'étude des quatorze<sup>183</sup> *Jeunes du Jura* à disposition révèle la présence de 31 articles faisant explicitement référence à la « révolution nationale », au maréchal Pétain ou à la « restauration morale de la Patrie ». Ces articles sont des appels vibrants à la participation des jeunes au renouveau de la France. L'engagement jaciste ou dans les mouvements de jeunesse catholique est présenté comme une « mission » au service de dieu et de la patrie. L'enthousiasme originel semble quelque peu perdre de sa vigueur à partir de 1943 et la mise en place du Service du travail obligatoire (STO) et à la Libération, en décembre 1944, *Jeunes du Jura* publie trois articles tentant de justifier l'action jaciste pendant la guerre et de rendre compte

<sup>176</sup> CAPUANO Christophe, « Le "familial" en France sous le régime de Vichy : territoires, réseaux et trajectoires. Les exemples de la Bourgogne et de la Franche-Comté », thèse d'histoire sous la direction de Serge Wolikow, Université de Bourgogne, 2008.<sup>2</sup>

<sup>177</sup> Maurice Girod, jeune membre du bureau fédéral en 1939, issu de la région de Nozeroy frontalière de la Suisse, est responsable régional de la région Bourgogne / Franche-Comté entre 1941 et 1948. Il est arrêté par les Allemands à deux reprises notamment suite à la diffusion du journal *Témoignages chrétiens* en zone interdite. Entretien avec Maurice Girod, 28 mars 2008.

<sup>178</sup> CHOLVY Gérard, COMTE Bernard, FEROLDI Vincent, *Jeunesses chrétiennes au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1991, p. 65.

<sup>179</sup> Notamment avec des citations régulières du maréchal Pétain dans des petits encarts, comme « la famille nombreuse et la terre, voilà le vrai visage de la France », *Jeunes du Jura*, n°6, juillet 1941.

<sup>180</sup> *Nenni ma foi!* n°233 septembre/octobre 1940, *Jeunes du Jura* n°3, mars 1941, *Jeunes du Jura* n°5, mai 1941. Citons notamment, ces lignes issues du n°5 : « Jeunes de 1941, toi qui souffres en ton âme des malheurs de la Patrie, sache bien que perdu par l'esprit de jouissance, le Pays se relèvera par l'esprit de sacrifice » : on reconnaît aisément les termes et l'argumentaire du maréchal Pétain : « l'esprit de jouissance a détruit ce que l'esprit de sacrifice avait édifié »

<sup>181</sup> RICHARD Henri, « la terre au service du pays », *Nenni ma foi!* N°233, septembre, octobre 1940. « Une lettre terrible », *Jeunes du Jura* n°4, avril 1941.

<sup>182</sup> BONGAIN Jean, « Debout les jeunes », *Jeunes du Jura*, n°6, juin/juillet 1941, p1.

<sup>183</sup> Cinq autres numéros ont été publiés pendant cette période auxquels nous n'avons pas eu accès.

de ses faits de « résistance »<sup>184</sup>, rédigés par Maurice Girod et Aristide Étiévant, deux responsables qui ne semblent pas avoir frayé avec le régime déchu.

Les parcours des responsables et dirigeants fédéraux, loin d'être uniformes, peuvent tendre vers une carrière politique, syndicale, professionnelle ou religieuse, mais également vers une vie plus simple faite d'engagements au service d'une communauté plus restreinte ou même au service de la promotion individuelle. Jean Gravier, grâce à sa formation professionnelle et à la présidence de la JAC jurassienne a pu se constituer un réseau qui le fait passer à l'échelle nationale. Le mouvement constitue sans doute un tremplin pour le jeune homme où les ressources acquises grâce à la pratique militante, qu'il s'agisse de l'écriture, de l'oralité, de l'organisation de rencontres, de réunions et de congrès, se combinent avec celles obtenues en école d'agriculture et avec les EAC. La volonté de diffuser le christianisme dans la société, fermement enseigné par la JAC dont il fut le principal relais chez les militants, se mua, selon les directives du mouvement, en un investissement plein et entier dans les différents champs de la société où il pouvait exercer son influence : le syndicalisme agricole puis la politique. La réussite en matière électorale n'est jamais certaine comme en témoigne le relatif échec de Pierre Dole. Que ce soit suite aux circonstances ou par choix — rappelons qu'il avait 10 enfants — celui-ci semble s'être complu dans un engagement local au service de sa communauté. Si Henri Richard apparaît, par son engagement syndical, civique et religieux comme une figure incarnant la totalité des aspirations du mouvement, rappelons que sa famille profondément chrétienne, ses origines, relativement aisées, et un père édile du village, le disposaient, sinon à une carrière toute tracée, du moins à être plus qu'un simple viticulteur. Ici encore la JAC a pu contribuer, par l'acquisition de connaissances, de compétences militantes et d'un réseau, à développer ses aspirations dans un cadre et à une échelle plus vaste que celle de sa commune. Et si le sens moral des responsables et la continuité dans leur engagement au service des autres et de la communauté sont souvent mis en exergue dans l'historiographie du mouvement, l'exemple de Robert Cuisiat, symbole de la réussite économique individuelle, démontre que la volonté de rechristianiser la société et la promotion collective du milieu ont été mises en échec au cours d'une destinée individuelle.

---

<sup>184</sup> « Notre martyrologie », « Comment nous avons résisté », « Comtois rends toi ! Nenni ma foi ! », *Jeunes du Jura*, décembre 1944.

## IV Pierre Butin : origine et parcours d'un agriculteur militant

Voulant dépasser les travaux qui se concentrent sur les individus les plus marquants et les plus visibles du mouvement, tels Bernard Lambert ou Michel Debatisse, et les notices biographiques des dirigeants que nous avons établies, nous nous proposons ici de rendre compte de manière plus fine du parcours d'un des nombreux militants de l'ombre qui a contribué à faire la JAC dans le département du Jura : Pierre Butin. Par une approche sociale fine, nous envisageons de mettre en perspective les capitaux dont disposait cet acteur avant son entrée dans le mouvement avec les ressources acquises grâce au mouvement et de retracer son parcours tant professionnel que militant. L'objectif est ici de contribuer à l'histoire sociale du mouvement pour ne pas réduire la JAC à un idéal type de responsable ou ne pas limiter les responsables des OPA<sup>185</sup> ou des formations politiques à leur parcours de jaciste puisque bien souvent on estime que ces dirigeants doivent tout à cet engagement originel. Comme l'a montré Sylvain Maresca<sup>186</sup>, la JAC constitue souvent la pierre angulaire d'un discours légitimant par la méritocratie une position de pouvoir alors que la position occupée par les acteurs peut être due à d'autres facteurs, notamment sociaux.

Approcher un mouvement collectif par les individus qui le composent en travaillant, dans le sillon creusé par Alain Corbin sur « des vies obscures » et de Michelle Perrot sur l'itinéraire militant<sup>187</sup>, pose la question de la représentativité du cas étudié, que seule la mise en rapport avec une multitude d'autres dans le cadre d'un projet prosopographique<sup>188</sup> pourrait résoudre. Elle pose aussi et surtout la question des sources mobilisables pour mener à bien une telle entreprise. Ici nous avons principalement mobilisé les archives classiques de l'histoire sociale, comme les dénombremens de population, les actes d'état civil et les archives, moins

---

<sup>185</sup> Organisations professionnelles agricoles.

<sup>186</sup> En mettant à mal l'hypothèse de la promotion collective dans sa thèse sur les dirigeants paysans : MARESCA Sylvain, « La formation de l'élite paysanne : étude sociologique des dirigeants paysans », thèse de sociologie sous la direction de P. Bourdieu, EHESS, 1981.

<sup>187</sup> PERROT Michelle, *Mélancolie ouvrière*, Éditions Grasset, 2012.

<sup>188</sup> « La prosopographie est la mise en rapport de notices bibliographiques individuelles pour partir à la recherche de facteurs discriminants sociaux, générationnels, culturels qui éclairent la variété des engagements, leurs rythmes, leurs formes, leurs natures. Elle fonde les approches typologiques et comparatives. Elle se présente comme une méthode d'histoire sociale qui s'éloignant du déterminisme suit des pistes multiples suggérées par la confrontation informatique des données. Sa vocation est de rendre compte de la complexité des engagements et de découvrir des logiques inexplorées. » C. PENNETIER, « Le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français entre passé et avenir », dans M. DREYFUS, C. PENNETIER, N. VIET-DEPAULE, *La part des militants*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1996, p. 78.

systématiquement conservées et connues<sup>189</sup>, concernant les structures d'exploitation agricole ainsi que les organisations religieuses. C'est pour cette raison que notre démarche emprunte beaucoup à la microhistoire. L'intérêt est de montrer que l'individu dont nous avons choisi de tirer le fil, ici Pierre Butin, pourrait être un autre. En effet, la démarche a l'avantage d'être reproductible même si les données, la plupart du temps sérielles, ne sont pas toujours les mêmes en fonction des lacunes des archives.

Pierre Butin évolue dans un petit village de 350 habitants du Vignoble jurassien. Si l'objectif est de savoir d'où il part et où il va, d'un point de vue professionnel et militant, nous nous concentrerons néanmoins plus sur ses origines étant donné les problèmes d'accès et de communicabilité des archives contemporaines. Nous nous attarderons donc sur le capital social de ses aïeux avant de revenir ensuite sur l'évolution de l'exploitation agricole familiale pour enfin nous intéresser à Pierre Butin militant jaciste et à son devenir professionnel et militant.

## 1) Des Roche aux Butin : transmissions sociales dans une famille de l'élite agricole lavignoise

Eugène Butin, le père de Pierre, arrive dans la commune de Lavigny en 1920, suite à son mariage avec Yvonne Sestié. Il réside chez l'oncle de son épouse, Joseph Roche qui, vivant sans enfants avec sa femme et un domestique, avait déjà pris en pension un de ses neveux âgé de 8 ans au début du siècle<sup>190</sup>. Eugène se marie le 11 août 1920 en mairie de Lavigny avec Yvonne Maria Sestié<sup>191</sup>, fille de Léon Jean Baptiste Sestié, officier militaire et de Marie Louise Antonie Roche, la sœur de Joseph, domiciliés à Montain, à trois kilomètres. Celui-ci est d'ailleurs témoin de leur mariage qui a également lieu, le même jour, en l'église de Lavigny<sup>192</sup>. Joseph Roche « cultivateur vigneron »<sup>193</sup> est conseiller municipal de 1900 à 1935<sup>194</sup>. Depuis 1908, il est délégué pour la commission administrative du bureau de bienfaisance<sup>195</sup>, membre

---

<sup>189</sup> Du moins pour le XX<sup>e</sup> siècle.

<sup>190</sup> Archives départementales du Jura (ADJ) Dénombrement de population 1906.

<sup>191</sup> Archives municipales de Lavigny (AML) Série E

<sup>192</sup> Archives diocésaines du diocèse de Saint-Claude (ADDSC), Actes de mariage de la paroisse de Lavigny.

<sup>193</sup> ADJ, Dénombrement de population 1921-1926.

<sup>194</sup> AML, 1K4

<sup>195</sup> AML, 1Q3

du conseil de fabrique<sup>196</sup> et de la congrégation des hommes et des jeunes gens de Lavigny<sup>197</sup>. Il est également à l'origine avec huit autres individus, dont le curé, Henri Morin, et le sillonniste Eugène Pelletier, de la création de la coopérative catholique de Lavigny, un syndicat agricole qui fait office de « syndicat boutique » en 1907<sup>198</sup>. Il fait partie des 14 premiers affiliés à la caisse mutuelle de la maison de l'agriculteur de Lons-le-Saunier pour cotiser aux allocations familiales agricoles en janvier 1937<sup>199</sup>. En 1898 il avait été élu gérant de la Société de fromagerie de Lavigny aux côtés de deux autres sociétaires, poste qu'il conserve jusqu'en 1902<sup>200</sup>. Joseph Roche fait donc partie de l'élite du village : il s'investit dans la vie municipale et dans la vie paroissiale et fait partie du petit groupe des catholiques sociaux qui prennent à cœur les intérêts agricoles.

Eugène Butin, qui s'installe chez Joseph Roche dès son mariage en 1920, se trouve de la sorte dans une position plus intéressante qu'il n'y paraît au départ, d'autant plus qu'il est en bonne posture pour hériter de l'exploitation et potentiellement de certaines fonctions assumées par l'oncle de sa femme Yvonne. Celle-ci n'est pas issue du milieu agricole et son éducation que l'on peut qualifier de bourgeoise, puisqu'elle revient tout juste d'un séjour en Angleterre, qu'elle joue du piano et s'adonne à la peinture n'est pas tout à fait adaptée à sa future vie de femme d'agriculteur<sup>201</sup>.

Considéré par l'administration française comme « cultivateur vigneron<sup>202</sup> » Eugène vit avec son épouse, leur premier enfant Pierre né en 1921 puis trois autres garçons<sup>203</sup>, Jean-Michel, Bernard et Dominique ainsi qu'une domestique de culture, Marie-Louise Rousseaux<sup>204</sup>.

Les listes d'électeurs à la chambre d'agriculture montrent qu'il n'est pas considéré comme « propriétaire exploitant » jusqu'en 1931, mais comme « ouvrier agricole »<sup>205</sup> : alors

---

<sup>196</sup> Depuis une date inconnue, mais au moins depuis 1919. ADDSC, registre de fabrique de Lavigny (1862-1921).

<sup>197</sup> ADDSC, registre de la congrégation des hommes et des jeunes gens de Lavigny (1866-1950).

<sup>198</sup> AML, 1S1

<sup>199</sup> AML, 2F2 ; décret de 1932 offrant la possibilité de cotiser à la caisse, cotisation rendue obligatoire par le décret de 1939.

<sup>200</sup> Cahier des sociétaires de la fruitière de Lavigny, Archives privées.

<sup>201</sup> Entretien de Marthe Brocard (belle-sœur de Pierre Butin), 14 février 2015 ; Entretien de Françoise Mercier (fille de Pierre Butin), 14 février 2015.

<sup>202</sup> En fonction des dénombrements de population cette qualification (qui ne renvoie pas à une nomenclature administrative, mais à une donnée déclarative) varie : en 1926 il est « cultivateur-vigneron », en 1931 « viticulteur », en 1936 « cultivateur-viticulteur-patron », en 1946, « cultivateur », en 1954, « exploitant agriculteur viticulteur » et en 1962, alors qu'il est âgé de 93 ans, il est toujours considéré comme « cultivateur-viticulteur ». Ces approximations dans la taxinomie sont récurrentes dans l'administration et nous renvoie au fait qu'Eugène Butin pratique la polyculture : il est à la fois cultivateur et viticulteur.

<sup>203</sup> Jean-Michel né en 1925, Bernard en 1927, Anne en 1930 (qui décède à 3 ans) Jacques Dominique né en 1933.

<sup>204</sup> Présente dans le foyer de 1926 jusqu'à la fin des années 1950.

<sup>205</sup> AML, 1K5-2, Élection Chambre d'agriculture. Élections qui ont lieu tous les ans.

qu'il est chef de ménage dans le dénombrement de population depuis 1926, il semble donc qu'il continue de travailler pour l'oncle de sa femme jusqu'à ses 38 ans. Pourtant le cadastre nous informe que depuis 1922 il dispose d'une petite propriété en vigne qui s'étoffe en 1927 et 1929, sans doute trop peu<sup>206</sup> pour que l'administration agricole le considère comme propriétaire exploitant.

Eugène prend la place de Joseph Roche au conseil municipal en 1935 et reste élu jusqu'en 1953, date à laquelle il essuie un cuisant échec<sup>207</sup>. En 1947, seule année où les candidats sont qualifiés politiquement on apprend qu'il se présente en tant « qu'indépendant de droite ». Il prend également en 1938 la place de Joseph au bureau de bienfaisance en remplacement de celui-ci, décédé : Après-guerre en 1945 il occupe toujours cette fonction aux côtés de son fils Pierre, tout juste nommé. Il hérite des parts de l'oncle de sa femme à la fruitière fromagère de Lavigny ce qui lui permet d'être élu gérant aux côtés de deux autres sociétaires en 1934. Il est renouvelé tous les ans jusqu'en 1938, date à laquelle il est élu président. Il exerce cette responsabilité jusqu'en 1945<sup>208</sup>. Il n'adhère pas aux différents syndicats agricoles qui se mettent en place dans la commune dans les années 1920, mais suite à la loi de décembre 1942 instaurant un syndicalisme agricole unique, il devient membre actif de la Corporation paysanne<sup>209</sup>. Dans le même temps, le 28 octobre 1941 est créée une société de gymnastique pour les communes de Lavigny et de Pannessières, société dont le directeur est le curé de Lavigny, Eugène en est nommé président. Membre de la congrégation des hommes et des jeunes gens de la paroisse il reste un catholique actif, notamment en se rendant tous les ans à Lourdes comme brancardier pour servir les pèlerins malades<sup>210</sup>, alors que son frère Joseph, ordonné prêtre en 1935 est aumônier du secteur jaciste de Nanc-les-Saint-Amour depuis 1941. Eugène Butin semble bien, à tous les égards, l'héritier de Joseph Roche : de ses positions acquises dans le village, qu'il s'agisse du conseil municipal, de la société de bienfaisance, de la fruitière fromagère, du syndicalisme local et de la paroisse, mais également de son exploitation agricole.

---

<sup>206</sup> 77 ares, ADJ, 3P2090, Folio 66.

<sup>207</sup> AML, 1K4 Élections municipales.

<sup>208</sup> Cahier des sociétaires de la fruitière de Lavigny, Archives privées.

<sup>209</sup> Cela est visible dans l'unique document conservé par la commune, les statuts du syndicat qui précise le nom du syndic, du syndic adjoint et des 5 membres, mais également dans le modèle C de l'enquête agricole de 1943 où près des deux tiers des agriculteurs du village ont donné leur acte d'adhésion au syndicat.

<sup>210</sup> Entretien avec Marthe Brocard, 14 février 2014.



## 2) L'évolution d'une exploitation familiale en polyculture des années 1930 aux années 1960

Les statistiques agricoles tout comme le cadastre fournissent une mine de renseignements pour cerner l'exploitation agricole et son évolution. Nous disposons des statistiques pour la commune de Lavigny à partir de 1934 alors que leur collecte devient systématique à l'échelle nationale avec la loi de 1936<sup>211</sup> qui exige de chaque cultivateur qu'il déclare la superficie de ses terres labourables et de ses emblavures en blé. Nous savons alors qu'en 1934 comme en 1936, Eugène Butin dispose d'1,6 hectare de terres labourables et qu'il en enseme la moitié en blé : la majorité de sa propriété est à Lavigny et il possède quelques ares dans des communes voisines<sup>212</sup>. Les matrices cadastrales montrent qu'Eugène développe son exploitation dans les années 1930 pour arriver à cumuler, à la veille du décès de Joseph Roche, près d'un hectare sur la commune de Lavigny. Suite au décès de ce dernier en 1938, Eugène se voit attribuer l'année suivante près d'une quarantaine de parcelles représentant plus de 6 hectares de bois, vignes, friches, prés et d'une maison<sup>213</sup>. C'est ainsi que nous découvrons que l'exploitation d'Eugène Butin est loin de se cantonner à des terres labourables. L'exploitation est en réalité en polyculture, ce qui a été omis par les statistiques agricoles qui ne recensaient jusqu'alors que les parcelles de blé.

En 1941, celles-ci se font beaucoup plus précises, puisque dans la zone libre dont Lavigny fait partie, l'agriculture est liée au ravitaillement au sein d'un même ministère : ce lien rend nécessaire un décompte extrêmement précis dans chaque exploitation. La surface des terres labourables ajoutée à la surface de jachère étant de 2,38 hectares, il possède 6 hectares d'herbage, 1,4 hectare de bois et avec ses 2,70 hectares de vignes il est le plus gros propriétaire viticole du village. Au total l'exploitation compte 12,58 hectares et fait ainsi partie des cinq plus grosses de Lavigny<sup>214</sup>. En plus des terres, ces statistiques de 1941 nous apportent d'autres informations sur l'exploitation. Eugène possède un cheval de plus de trois ans, certainement pour les labours, ce qui dénote une position sociale assez aisée puisque dans le Jura des

---

<sup>211</sup> Suite à la création de l'Office national interprofessionnel du blé (ONIB) par le Front populaire qui visait à stabiliser le marché du blé.

<sup>212</sup> 16 ares au Pin proche, 30 ares à Montain, commune d'origine de sa femme, donc certainement apportée par celle-ci. AML, 2F1, 1934/1936

<sup>213</sup> ADJ, 3P2090, Folio 66. À noter que sur la matrice cadastrale il est indiqué « Eugène Butin, époux Sestié », ce qui laisse entrevoir le statut socio-économique de la famille de sa femme.

<sup>214</sup> Parmi les 44 que compte Lavigny. Eugène Butin est le 4e plus important propriétaire en bois, le 6e en pâturage et le 10<sup>e</sup> au rang des terres labourables.

années 1930, nombreux sont ceux qui utilisent encore leur vache ou un bœuf pour cette tâche<sup>215</sup>. Il possède également 5 vaches et 3 veaux, ce qui semble logique puisqu'il dispose de 6 hectares de pâturages, pour produire le lait qu'il livre à la fromagerie du village. En outre il ne cultive pas que du blé, mais aussi un peu d'orge, d'avoine, de pommes de terre, de betteraves fourragères et de maïs<sup>216</sup>.

En 1942, le modèle des statistiques se précise encore. Nous apprenons que la famille Butin dispose de 4 ares de jardin potager avec un pommier et un cerisier. La surface d'exploitation est passée de 12,58 hectares à 15,45 hectares, soit un gain de 2,88 hectares, principalement constitué de vignes<sup>217</sup>. Enfin, pour la seule et unique fois la statistique agricole de 1942 interroge les exploitants sur leur possession de peupliers : et ici, nous découvrons qu'Eugène Butin est le seul de la commune à détenir une cinquantaine d'arbres, ce qui pourrait indiquer qu'il tire de leur exploitation des revenus supplémentaires<sup>218</sup>. Il a toujours cinq vaches, mais entretient également un porc, sept poulets, sept poules pondeuses et 13 lapins, données qui n'étaient auparavant pas demandées par l'administration française. En sus des productions précédemment décrites, il développe des microcultures de fèves et de colza.

L'année suivante la surface de l'exploitation est toujours identique et nous apprenons qu'Eugène Butin fait partie des neuf agriculteurs de la commune qui détiennent un moulin à céréales, des cinq qui possèdent un moteur électrique servant certainement à faire tourner le moulin et qu'il est également équipé d'une faucheuse.

Les statistiques de 1944 et 1945 nous informent grâce à des catégories nouvellement créées que l'exploitation est raccordée au réseau d'eau et d'électricité comme les deux tiers de celles du village. Elle comporte toujours la même surface totale de 15,45 hectares, mais la superficie attribuée à la vigne s'est encore étoffée passant de 2,45 hectares à 3,22 hectares. S'ajoute à son cheptel bovin, deux moutons et un agneau et il déclare posséder deux chariots et un râteau à chevaux.

Avec plus de 15 hectares de surface exploitable, une polyculture flexible qui s'adapte chaque année aux besoins familiaux et à ceux du marché agricole, un matériel agricole moderne, l'exploitation d'Eugène Butin apparaît dynamique et imposante au vu des autres exploitations de la région du Vignoble. En effet, la direction régionale de l'Institut national de statistique

---

<sup>215</sup> La commune compte néanmoins 21 chevaux.

<sup>216</sup> AML, 2F1, 1941.

<sup>217</sup> Cette vigne sert à fabriquer du raisin de cave et non du raisin de table tout comme celles des autres exploitants de la commune. AML, 2F1, 1942.

<sup>218</sup> Le bois de peuplier est en général utilisé pour fabriquer des allumettes, mais surtout, dans le Jura, des boîtes à fromage.

estime en 1950, soit quelques années plus tard, que dans la région agricole du Vignoble jurassien, peut être considérée comme grande toute exploitation supérieure à 7 hectares<sup>219</sup>.

Les statistiques agricoles se font plus rares en 1946 : le besoin de contrôle de l'administration sur la production a sans doute décru en cette période de renouveau démocratique, bien que la France soit encore soumise au ravitaillement jusqu'en 1947. En 1952, Eugène acquiert 2,7 hectares supplémentaires à Lavigny, sans doute suite au partage effectué après le décès de sa belle-mère en 1949, puisque les parcelles sont issues du folio attribué à son beau-père, Léon Sestié décédé en 1935<sup>220</sup>. Autour de 18 hectares, l'exploitation d'Eugène n'évolue pas beaucoup jusqu'en 1963, date à laquelle il commence à transmettre des terres à ses deux fils agriculteurs.

### 3) Pierre Butin entre héritages, conquêtes et désengagement.

C'est dans cet univers constitué d'une peupleraie, d'un pommier, d'un cerisier, de quelques vaches, d'une basse-cour, de vignes et de plusieurs microcultures, de quelques éléments de confort moderne et de progrès agricole, qu'évolue le fils d'Eugène, Pierre Butin.

Pierre Marie Auguste Butin naît le 11 mai 1921<sup>221</sup> à Lavigny et est présenté à la mairie en présence de Joseph Roche, décidément omniprésent. Il est baptisé 4 jours plus tard, le 15 mai à Lavigny par le curé Jules Bonnefoy et, comme c'était encore l'usage, ce sont deux de ses grands-parents qui font office de parrain et de marraine<sup>222</sup>.

Il est scolarisé à l'école publique mixte de Lavigny en 1929 et 1930 donc de 8 à 9 ans<sup>223</sup>. S'il a pu nous sembler qu'il ne passe pas le certificat d'études et qu'il commence à travailler dès sa sortie de l'école sur l'exploitation familiale, les témoignages familiaux nous apprennent qu'il a ensuite suivi une scolarité à Levier au pensionnat des Frères des écoles chrétiennes<sup>224</sup>. Il a

---

<sup>219</sup> Tableau n° 106, « Limites des superficies dans les différentes régions agricoles du Jura » effectué à partir de données issues de la Direction régionale de l'Institut national de statistiques dans S. LIGIER, *Recherches sociologiques sur la pratique religieuse du Jura*, thèse de sociologie religieuse sous la direction de G. Le-Bras, ronéotypé, 1951.

<sup>220</sup> ADJ, 3P2090, Folio 66 et Folio 243 (Léon Sestié).

<sup>221</sup> AML, Série E

<sup>222</sup> Selon un ancien usage, l'aîné était parrainé par son grand-père paternel et marrainé par sa grand-mère maternelle. ADDSC, Actes de baptêmes de la paroisse de Lavigny.

<sup>223</sup> À noter que des erreurs ont pu se glisser dans les registres bisannuels des élèves puisque la scolarité est obligatoire depuis 6 ans et il est étonnant que Pierre Butin ne soit pas scolarisé plus tôt. Jean-Michel et Bernard sont scolarisés respectivement de 7 à 13 ans et de 5 à 13 ans et passent tous deux le certificat d'études à Lavigny.

<sup>224</sup> Pensionnat-ferme-école construit en 1891 qui deviendra ensuite le lycée agricole Lasalle. Le registre de l'établissement nous apprend qu'en 1932, 115 internes et 50 externes sont scolarisés, mais il apparaît difficile

ainsi pu parfaire son instruction agricole et passer son certificat d'études puisque ce diplôme est consigné sur son livret militaire<sup>225</sup>. Au moins depuis 1936, mais sans doute avant, il travaille sur l'exploitation familiale comme le signale le dénombrement de population : il est alors qualifié « d'ouvrier agricole »<sup>226</sup> travaillant chez son père Eugène. Ainsi, très certainement destiné en tant qu'aîné à reprendre l'exploitation familiale, considérée comme « grande exploitation » à l'échelle du Vignoble jurassien, Pierre Butin se voit offerte l'occasion de développer ses ressources culturelles et d'apprendre son futur métier par le biais d'une scolarisation approfondie. La famille Butin dispose de capitaux économiques suffisamment importants pour l'envoyer dans ce pensionnat privé à une centaine de kilomètres de Lavigny. L'éducation spirituelle de l'aîné de la fratrie n'est pour autant pas négligée par ses parents qui sont eux-mêmes catholiques pratiquants et engagés dans la vie collective<sup>227</sup>.

Pierre, qui est confirmé le 30 mai 1935 par l'évêque du diocèse de Saint-Claude, Rambert-Irénée Faure, a sans aucun doute suivi les quatre leçons hebdomadaires du petit catéchisme puis les sept leçons hebdomadaires du grand catéchisme<sup>228</sup>. Il s'astreint aussi vraisemblablement aux messes quotidiennes ainsi qu'aux diverses obligations religieuses dont le curé, l'abbé Jules Bonnefoy, semble être le sévère garant si l'on en croit le registre d'annonces paroissial. Le programme du dimanche est tout particulièrement chargé puisqu'en plus de la messe, les paroissiens assistent à la prière de la congrégation des hommes et des jeunes gens avant que, après-midi, les jeunes ne se rendent au catéchisme pour ensuite chanter les vêpres, faire les exercices du rosaire, assister plus ponctuellement à divers événements (chemin de croix, répétitions de chants, processions, réunions, etc.) et en fin de journée, se retrouver pour les prières, égrenage du chapelet et suppliques<sup>229</sup>. Vraisemblablement à partir de 1935-1936, Pierre Butin s'engage dans la JAC, ce qui suppose, outre des réunions de section hebdomadaires, la participation à des réunions de secteur au chef-lieu de canton, Voiteur, ainsi qu'aux diverses retraites, recollections et événements du mouvement.

La densité ces obligations et engagements religieux et la scolarisation de Pierre au pensionnat des Frères des écoles chrétiennes font qu'il peut sembler logique que lorsque le

---

étant donné l'état des archives d'avoir accès à une liste nominative des élèves si tant est qu'elle ait été conservée.

<sup>225</sup> Livret militaire de Pierre Butin. Archives privées de la famille Butin.

<sup>226</sup> AML, 1F1 1931.

<sup>227</sup> Eugène Butin fait partie de la congrégation des hommes et des jeunes gens et sera nommé président de la société de gymnastique dirigée par le curé du village en 1941 et son épouse Yvonne appartient très certainement à la section locale de la LPDF qui compte en 1931, 58 femmes et jeunes filles de la paroisse.

<sup>228</sup> ADDSC, Enquête canonique de Lavigny réalisée en 1931.

<sup>229</sup> ADDSC, archives de la paroisse de Lavigny, Registre d'annonce, 1920-1955.

mouvement jaciste s'implante dans la commune, celui-ci s'engage en son sein. Loin d'être perçu et vécu comme un palliatif du manque initial de formation scolaire, l'engagement dans la JAC a pu être envisagé comme une continuité qui aurait permis de consolider et d'approfondir la culture religieuse et la formation agricole. Le parcours de Pierre Butin au sein de la JAC<sup>230</sup> est rendu visible en 1937 alors qu'il assiste à une retraite jaciste à Dole. La même année il commence à prendre la parole en public lors du congrès diocésain de jeunesse catholique, ce qui n'est pas anodin et qui suppose donc qu'il n'est pas militant seulement depuis 1937 : la section de Lavigny a débuté à l'hiver 1933-1934, il n'est pas présent à la première réunion de lancement « officiel » le 30 novembre 1934 — il a seulement 13 ans — mais nous pouvons supposer qu'il ne va pas tarder à se greffer au groupe. Début 1938, il est propulsé « secrétaire adjoint » du bureau fédéral, deux ans plus tard « secrétaire » : il occupe donc le second rang dans la hiérarchie fédérale derrière le président. La liste des participants au congrès du dixième anniversaire de la JAC à Paris nous apprend qu'il s'y est rendu, accompagné par six de ses camarades de section et de 250 autres Jurassiens. Son activité au sein du mouvement perdure tout au long de 1940 et 1941, à la fois à l'échelle départementale avec sa présence au conseil fédéral, mais aussi à l'échelle de la commune et du canton puisqu'il écrit des notes dans le journal de la jeunesse concernant l'activité du secteur. En novembre 1941, il est annoncé qu'il part aux chantiers de jeunesse, ce qui est corroboré par sa disparition comme enfant à charge dans les statistiques agricoles de l'année 1942, et c'est à ce moment qu'il abandonne son poste de secrétaire. Après avoir passé six mois au chantier de jeunesse n° 7 à Rumilly en Haute-Savoie<sup>231</sup>, il devient responsable des Enseignements agricoles par correspondance (EAC), un service important de la JAC, au conseil fédéral de juillet 1942<sup>232</sup>.

Suite à la promulgation de la loi sur le Service du travail obligatoire (STO) le 4 septembre 1942 et qui s'applique aux deux zones, Pierre Butin aurait fui avec deux autres de ses camarades dans le sud de la France, entre Marsillargues et le Grau-du-Roi pour y travailler en tant qu'ouvrier agricole sur une exploitation<sup>233</sup>. Il semble rester un certain temps dans le Sud

---

<sup>230</sup> Données concernant le parcours de Pierre Butin dans la JAC extraite de la base de données constituée à partir du journal de la jeunesse catholique du Jura, *Nenni ma foi !* qui devient *Jeunes du Jura* en 1941.

<sup>231</sup> Du premier novembre 1941 au 30 juin 1942, Livret militaire de Pierre Butin. Archives privées de la famille Butin.

<sup>232</sup> *Jeunes du Jura* n° 16, sept-oct 1942 qui cite le conseil fédéral du 19 juillet 1942. Ce qui laisse supposer qu'il a lui-même suivi les Enseignements agricoles par correspondance puisque pour avoir une responsabilité pareille à l'échelle fédérale, il faut maîtriser le sujet (à moins que ce soit son expérience au pensionnat agricole qui lui offre la légitimité de cette responsabilité). Les Lavignois suivent ces enseignements depuis 1929. À l'hiver 1933-1934, soit l'année de création de la section jaciste, un groupe du village est constitué autour de Joseph Rousselot pour participer aux enseignements dispensés par l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles : il est donc probable que Pierre Butin fasse partie de ce groupe.

<sup>233</sup> D'après trois témoignages : Alix Répécaud, entretien du 18 avril 2011, Jean-Michel Rousselot, entretien du

puisque nous perdons sa trace dans les archives et que nous le retrouvons seulement en 1944 alors qu'il est mobilisé par l'armée, le 9 septembre, pour accomplir son service jusqu'en septembre de l'année suivante, date à laquelle il rentre à Lavigny avec le grade de brigadier-chef<sup>234</sup>.

Il se marie le 27 décembre 1945 avec Suzanne Marie Louise Eugénie Brocard, née en 1922, de Pannessières, qui était alors en charge des âmes vaillantes<sup>235</sup> de la paroisse. Il se marie à l'église de Pannessières le même jour et c'est l'oncle abbé, Joseph Butin qui officie. Le jeune ménage s'installe dans une maison indépendante<sup>236</sup> et rompt avec l'habituelle cohabitation avec les parents qui était jusqu'alors de mise lorsque l'on travaillait sur l'exploitation familiale.

Pierre Butin travaille avec son père jusqu'en 1955, date à laquelle les statistiques agricoles le considèrent comme « propriétaire exploitant ». Il s'agirait donc de l'année où il s'installe à son compte, alors qu'il a 34 ans, qu'il est marié depuis 10 ans et qu'il travaille sur l'exploitation de ses parents au minimum depuis 19 ans. Il déclare alors cultiver 2,74 ares de terres dont 1,61 hectare à Lavigny, 1 hectare à Pannessières, commune de son épouse et 13 ares à Château-Chalon, en vigne également, la commune étant viticole et possédant depuis 1936 sa propre AOC en vin très réputé. Le cadastre nous signale pourtant qu'il n'est propriétaire que de 26 ares à Lavigny, ce qui indiquerait qu'il exploite une partie des terres appartenant toujours à son père.

Trois ans plus tard, en 1958, il exploite 2,63 hectares à Lavigny, toujours en grande partie pour le compte de son père puisque le cadastre ne s'étoffe pas. Suite à une transmission de ce dernier en 1963, il acquiert une nouvelle parcelle ce qui porte sa propriété lavignoise à 91 ares. Si nous avons pu penser qu'il s'est installé en polyculture puisqu'il dispose, en sus de ses vignes, de prés, et qu'il a été « secrétaire-trésorier » de la société fromagère, ce qui supposerait qu'il produisait du lait<sup>237</sup>, les témoignages familiaux nous confirment qu'il s'est pourtant spécialisé dans la viticulture dès son installation<sup>238</sup>. Entre 1958 et 1970, la surface d'exploitation gagne quelques ares pour passer à 3,19 hectares et s'est certainement encore étoffée après le partage suite au décès d'Eugène en 1973. Lavigny compte alors 54 hectares de

---

19 juillet 2012, Françoise Mercier, entretien du 14 février 2015.

<sup>234</sup> Livret militaire de Pierre Butin. Archives privées de la famille Butin.

<sup>235</sup> Groupement d'Action catholique des enfants.

<sup>236</sup> AML, 1F1 1946

<sup>237</sup> Il est signalé dans le cahier des sociétaires de la fruitière de Lavigny qu'en 1961 il quitte ses fonctions « secrétaire-trésorier ». Cette fonction nous a été confirmée par sa fille qui suppose qu'il rendait service à la fruitière dont son père était toujours sociétaire (Eugène Butin cesse ses livraisons de lait en février 1961).

<sup>238</sup> Notamment parce que son épouse se refusait à effectuer un travail dont elle avait la charge depuis son enfance : traire les vaches. Entretien avec Marthe Brocard, 14 février 2014.

vignes, dont une partie est exploitée dans le cadre de GAEC familiaux ; l'exploitation de Pierre Butin est ainsi loin d'être l'une des plus importantes du village.

Il prend part aux sept élections des chambres d'agriculture qui ont lieu entre 1959 et 1983, ce qui dénote un intérêt certain pour les élections professionnelles puisque le taux de participation atteint rarement 50 %<sup>239</sup>. Pourtant il n'apparaît dans aucune des listes syndicales de la CGA ou de la FDSEA Après-guerre<sup>240</sup> et sa famille nous a confirmé qu'il n'avait jamais fait partie d'un syndicat professionnel ce qui peut sembler surprenant pour quelqu'un qui a eu des responsabilités fédérales à la JAC.

Alors que son père Eugène enchaîne trois mandats de conseiller municipal, Pierre se présente aux élections en 1953. Il est élu conseiller tout comme en 1959 quand l'unanimité se fait autour de sa candidature en tant que maire. Il en va de même en 1965 lorsqu'il est élu conseiller municipal au premier tour avec un score très important<sup>241</sup>, et maire à l'unanimité, toujours sans concurrent. Très actif sous ses deux mandats puisqu'il peut compter sur son épouse pour pallier ses absences sur l'exploitation<sup>242</sup>, il contribue notamment à goudronner une partie des chemins de terre, à établir l'eau dans le hameau du Rosnay et à préparer la remise en service la carrière du village. Aux élections de 1971, il ne parvient pas à se faire réélire conseiller municipal. L'entretien avec la famille révèle ici une « rupture biographique », liée à des incartades de l'un de ces fils, qui pourrait expliquer tant son échec aux élections que sa volonté de cesser toute activité de représentation. Il réalise qu'il doit passer sa main pour se concentrer sur sa famille et son exploitation et ne se représentera plus<sup>243</sup>.

Ce sont sans doute en partie les exhortations de la JAC pour que leurs militants et responsables s'engagent dans la vie civique qui font qu'il se présente au service de la communauté villageoise et qu'il semble par là même atteindre le point d'orgue de sa carrière militante. En 1945, lors d'une des dernières assemblées du bureau de bienfaisance de la commune de Lavigny, nous apprenons que Pierre Butin siège aux côtés de son père<sup>244</sup> et nous le croisons également à la congrégation des hommes et des jeunes gens de Lavigny en 1948<sup>245</sup>. Alors que Jean-Michel, son cadet, s'installe également comme agriculteur, ses deux autres frères se consacrent à la prêtrise et

---

<sup>239</sup> AML, 1K5-2

<sup>240</sup> ADJ, 1782W363

<sup>241</sup> Il récolte 167 voix pour 196 votants.

<sup>242</sup> Entretien de Marthe Brocard, 14 février 2015.

<sup>243</sup> AML, 1K4 Élections municipales. Il obtient au second tour 22 voix pour 172 votants.

<sup>244</sup> AML, 1Q3.

<sup>245</sup> ADDSC, Registre de la congrégation des hommes et des jeunes gens de Lavigny (1866-1950).

l'un d'entre eux, Jacques Dominique réalise une brillante carrière d'ecclésiastique puisque suite à des études à Rome et Jérusalem il devient supérieur du Grand séminaire de Montciel puis assistant à la faculté de théologie de Strasbourg<sup>246</sup>.

Pierre reste sociétaire de la coopérative d'alimentation de Lavigny<sup>247</sup> qui est issue, après-guerre de la coopérative catholique que Joseph Roche, son grand-oncle avait contribué à fonder et continue d'être actif dans la paroisse, ne serait-ce que comme pratiquant régulier, selon les catégories de pratique religieuse définies par Gabriel le Bras<sup>248</sup>.

Marie-Josèphe Durupt dans sa thèse consacrée aux mouvements d'Action catholique ruraux notait que la JAC aurait fourni plus de 4 000 maires ruraux dans les années 1950<sup>249</sup>. Si ce chiffre a semblé trop élevé à certains chercheurs, il faut reconnaître qu'il est difficile d'être affirmatif sur ce genre de données dès lors que d'autres facteurs sont à prendre en compte. Ici, Pierre Butin qui exerce deux mandats de maire est né dans une famille établie à Lavigny depuis un certain temps, il reste le fils de l'un des plus importants propriétaires du village qui dispose de surcroît de positions sociales consolidées dans les diverses institutions locales que sont le conseil municipal et la fruitière fromagère ainsi que dans la vie associative et syndicale locale.

Pierre Butin n'a pas investi les ressources acquises grâce à son parcours au sein de la JAC dans le champ professionnel ou syndical, ce qui peut soulever la question du désengagement militant mis en évidence par le sociologue Olivier Fillieule<sup>250</sup> voire celle d'une forme de déclassement si l'on prend en considération l'exercice d'une responsabilité fédérale dans un mouvement de grande ampleur. Dès lors il paraît légitime de se demander si la guerre constitue dans son cas une rupture biographique et de s'interroger, comme le propose Florence Passy<sup>251</sup>, sur l'importance des réseaux sociaux dans la poursuite de l'activisme militant : puisqu'Après-guerre, la déprise agricole s'accélère et le tissu social rural s'amenuise ; entre les camarades morts, ceux qui quittent le milieu rural ou qui deviennent les nouveaux notables du système agricole en train de se construire<sup>252</sup>, Pierre Butin a pu subir le délitement du réseau militant local tissé par la JAC.

---

<sup>246</sup> ADDSC, dossier nominatif de Jacques Dominique Butin.

<sup>247</sup> AML, 1S1.

<sup>248</sup> LE BRAS Gabriel, *Introduction à l'histoire de la pratique religieuse en France*, 2 volumes, Paris, Presses Universitaires de France, 1945.

<sup>249</sup> DURUPT Marie-Josèphe, « Les mouvements d'action catholique... », thèse citée.

<sup>250</sup> FILLIEULE Olivier (dir), *Le désengagement militant*, Paris, Éditions Belin, 2005.

<sup>251</sup> PASSY Florence « Interactions sociales et imbrications des sphères de vie », dans O. FILLIEULE (dir), *Le désengagement militant*, Paris, Éditions Belin, 2005, p. 111-130. L'auteure estime que tout changement dans la structure relationnelle de l'individu entraîne des modifications identitaires qui contribuent aux transformations du sens que l'acteur attribue à son engagement.

<sup>252</sup> À l'image de deux grandes figures de la JAC des années 1930 : Jean Gravier qui devient responsable de la FDSEA après-guerre puis sénateur du Jura (1966-1983) et Henri Richard, président de la FDSEA dans les



Le ménage Butin a rompu avec l'usage du ménage communier, cela se situe dans l'évolution du moment. Pour autant, Pierre ne parvient à s'émanciper que partiellement de la tutelle paternelle dix ans plus tard, en 1955, lorsqu'il s'installe à son compte tout en continuant en parallèle à exploiter des terres qui restent en grande partie la propriété d'Eugène. Loin de l'image de rupture induite par la « révolution silencieuse », il constitue ainsi progressivement son exploitation qu'il spécialise dans la viticulture pour des raisons beaucoup plus personnelles que pour répondre aux injonctions économiques de la modernisation et qui reste d'une taille relativement modeste jusqu'au décès de son père en 1973 et au partage successoral qui s'en suit. Ce canton du vignoble jurassien et en particulier le village de Lavigny font à ce sujet peut-être figure d'exception puisque les structures associatives, fruitière fromagère et coopératives viticoles<sup>253</sup> et les diverses AOC en vin et en fromage garantissant la qualité et les prix des productions locales, ont permis la préservation des petites structures d'exploitation et dans une certaine mesure, celle de la polyculture<sup>254</sup>. Pour autant Pierre Butin ne s'investit pas dans les coopératives viticoles voisines, il vinifie son vin seul, peut-être justement parce que la monoculture le lui permet. Il n'adhère pas non plus à la CUMA locale qui se crée sur un consensus entre communistes et catholiques dans les années 1960, ce qui montre que l'influence du personnalisme d'Emmanuel Mounier sur les catholiques et tout particulièrement sur les jacistes n'est pas forcément automatique ou plutôt, qu'il s'agit de prendre en compte la complexité des stratégies économiques et sociales des acteurs avant de supposer que certains opérateurs intellectuels<sup>255</sup> peuvent influencer des comportements professionnels.

---

années 1960.

<sup>253</sup> Deux coopératives viticoles sont créées à proximité de Lavigny dans les années 1950 : la fruitière viticole de Voiteur et le caveau des Byards au Vernois.

<sup>254</sup> À noter la présence actuelle sur la commune de divers GAEC notamment autour des familles Rousselot et Répécaud qui produisent du lait et du vin.

<sup>255</sup> Pour reprendre une expression utilisée par Pierre Müller dans *Le technocrate et le paysan*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1984.

Si la question reste de savoir si Pierre Butin fait figure de norme ou de marge dans la grande aventure jaciste du XX<sup>e</sup> siècle, il convient de conclure que seule la multiplication des fiches biographiques peu le permettre. L'histoire du possible et du probable tout comme l'histoire sociale fine pourraient ainsi permettre de se défendre de « l'illusion biographique » contre laquelle s'élevait Pierre Bourdieu : il s'agit d'éviter de créer cohérence et cohésion dans des parcours empreints de complexités à la fois individuelles et sociales.

L'étude du groupe des responsables et des dirigeants jacistes nous permet néanmoins de parvenir à des conclusions à la croisée entre celles de Roger Le Guen et celles de Sylvain Maresca. En effet, les responsables jacistes jurassiens sans être issus des « grandes familles de la bourgeoisie agricole » comme c'est le cas pour la Meurthe-et-Moselle<sup>256</sup> ne sont pas dans une position sociale et économique légèrement supérieure à la moyenne comme observée en Maine-et-Loire<sup>257</sup>. Leurs familles sont déjà bien installées dans le paysage rural du Jura, ne serait-ce que par un ancrage important dans le village qui leur offre un capital social et parfois un capital symbolique lié aux responsabilités municipales exercées par leur père ou leur oncle.

Les exploitations familiales apparaissent plus importantes en termes de superficie que celle des autres membres de leur communauté ; dans le cas des dirigeants, elles se situent même dans le tiers supérieur du département. Les responsables et dirigeants de la JAC, qui comptent néanmoins dans leurs rangs deux châtelains et une dizaine de fils d'édiles municipaux, n'appartiennent cependant pas aux mêmes milieux que les responsables de la LPDF<sup>258</sup> ou de la FNC, ils font pour la plupart<sup>259</sup> partie du champ de la petite et la moyenne bourgeoisie agricole.

Si, faute d'archives, il n'a pas été possible de rendre compte des engagements de leurs parents dans la vie sociale et religieuse, qu'il s'agisse des groupements de jeunes catholiques antérieurs, de la Fédération des pères de famille, des diverses congrégations, des fruitières fromagères et viticoles ou du syndicalisme, nous serions tentées de rejoindre Roger Le Guen qui estime que les jacistes ont des « prédispositions héritées<sup>260</sup> » à l'engagement social. Les parcours ultérieurs des principaux dirigeants, dont les ressources ont été acquises dans la

---

<sup>256</sup> MARESCA Sylvain, *Les dirigeants...*, op cité, p. 136

<sup>257</sup> LE GUEN, Roger, « La place de la JAC dans la transformation des exploitations agricoles », Angers, École supérieure d'agriculture, ronéotypé, septembre 1979.

<sup>258</sup> Bien qu'il faille rappeler ici que les mères de trois dirigeants sont correspondantes de la Ligue pour leurs paroisses, elles n'appartiennent pas aux hautes sphères du mouvement diocésain qui compte avant tout la noblesse et la bourgeoisie jurassienne.

<sup>259</sup> Si nous exceptons les sept responsables n'appartenant pas au milieu agricole presque tous fils de commerçants plutôt prospères.

<sup>260</sup> LE GUEN, Roger, « La place de la JAC dans la transformation des exploitations agricoles », Angers, École supérieure d'agriculture, ronéotypée, septembre 1979, p. 68.

pratique militante, mais également à l'extérieur du mouvement, ne convergent pas tous vers une carrière syndicale et politique de grande ampleur. Aux côtés des réussites et des réalisations de l'idéal jaciste, dont Jean Gravier et Henri Richard restent les principales figures, persistent les déclassements et les désengagements militants qu'illustrent les parcours de Pierre Butin et de Robert Cuisiat. Si tous ne se sont pas mis « au service » de la communauté par esprit de charité comme le promouvaient les discours du mouvement, c'est sans doute parce que les aspirations individuelles de ses membres étaient de moins en moins contraintes par le cadre de l'interconnaissance villageoise et de l'Église. Rappelons ici qu'au moins la moitié des responsables fédéraux sont entrés dans le mouvement par le biais des EAC qui visaient en premier lieu à parfaire leur formation professionnelle. Les stratégies individuelles et familiales ne sont pas à négliger dans l'investissement dans un mouvement qui ambitionnait avant tout dans les années 1930 de former l'élite rurale de demain, l'éthique de la réussite sociale collective étant plutôt un concept jaciste de l'Après-guerre<sup>261</sup>. C'est peut-être toute la force du mouvement, d'avoir comblé un vide en offrant un cadre structurant et légitimant à une jeunesse plutôt prospère qui aspirait à poursuivre et élargir l'action familiale, en tout cas à se former et être en phase avec le monde contemporain, et les injonctions de l'Église de christianiser la vie sociale.

Si de nombreux chercheurs s'interrogent encore sur les ruptures qui s'effectuent entre les militants dans les années 1970, qu'ils estiment en grande partie déterminées par l'évènement « 68 »<sup>262</sup>, le regard sur les militants des années 1930 éclaire déjà sur les ambivalences des engagements ou désengagements ultérieurs : entre ceux qui optent pour la Corporation paysanne, le soutien au régime de Vichy, la Ligue agricole commune ou la Résistance, les écarts ne sont pas négligeables et un suivi plus précis des parcours de tous les militants mettrait certainement en lumière la diversité de leurs références et analyses.

---

<sup>261</sup> À ce sujet Roger Le Guen, se dégageant du mythe de « l'humanisme technicien » qui prévaut dans l'historiographie du mouvement concernant l'Après-guerre, note qu'il existe « une série de non-correspondances » entre le communautarisme personnaliste prônée par le mouvement et l'interprétation de certains jacistes qui ont opté pour des principes beaucoup plus individualistes. LE GUEN, Roger, « La place de la JAC dans la transformation des exploitations agricoles », Angers, École supérieure d'agriculture, ronéotypée, septembre 1979, p. 68.

<sup>262</sup> MARTIN Jean-Philippe, *Histoire des nouvelles gauches paysannes : des contestations des années 1960 à la Confédération-paysanne*, Paris, La Découverte, 2005, p. 106-107 ; SAINCLIVIER Jacqueline, « Jacistes et renouveau politique et syndical de 1945 à la fin des années 1970 dans l'Ouest », dans WACHE Brigitte, *Militants catholiques de l'Ouest. De l'action religieuse aux nouveaux militantismes, 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004, pp. 105-117, p. 115.

## Conclusion

La JACF et la JAC distinguent avant tout des individus qui détiennent un capital économique et social important en leur offrant des opportunités et des ressources<sup>263</sup> qui sont mises au service de la collectivité, mais également des rétributions symboliques importantes<sup>264</sup>. Il existe néanmoins des exceptions, à l'image de Marie-Thérèse Mignot qui, de simple militante de Tourmont et à priori fille de petit cultivateur, émerge comme responsable fédérale ou encore de Marie Thibert de Desnes et d'Alfred Legras du Vernois qui deviennent également responsables fédéraux. Mais dans l'ensemble, très peu de jeunes garçons et filles commençant comme militants sans avoir au préalable des frères et/ou sœurs avec des responsabilités et de capitaux économique et social conséquents ne semblent pouvoir prétendre faire carrière au sein du mouvement<sup>265</sup>. Ce résultat pose la question à la fois la JAC/F comme moyen de renforcement de la légitimité de la bourgeoisie agricole, mais également celle de l'application de la notion même d'engagement militant aux premiers affiliés<sup>266</sup>.

La thèse soutenue par Sylvain Maresca, qui travaille sur l'émergence des dirigeants paysans par le biais de la JAC dans les années 1930, et qui soutient que ceux-ci, loin de constituer une « élite spontanée », doivent « leur position dirigeante moins à la JAC qu'à leur héritage » en démontrant que les carrières des premiers jacistes sont proportionnellement importantes à leurs capitaux d'origine et que cette bourgeoisie agricole redéfinit ainsi sa légitimité en prenant des responsabilités associatives<sup>267</sup>, s'applique également aux responsables de la JAC/F jurassienne. Comme les dames patronnesses qui aspiraient à requalifier le capital

---

<sup>263</sup> Des opportunités en matière de déplacement, de formation, de constitution de réseaux avec des dirigeantes fédérales et/ou nationales qui permettent d'acquérir de nouvelles ressources sociales et culturelles qui sont en partie mises au service du groupe dont elles ont la charge notamment par le biais du travail en réunion de section et de la transmission des informations concernant les divers événements organisés par le mouvement.

<sup>264</sup> Avant par l'acquisition d'un capital social. GAXIE Daniel, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 27 (1), février 1977, pp. 123-154.

<sup>265</sup> Cécile Dintroz pourrait éventuellement faire figure d'exception avec un engagement de plus de 12 ans dans le mouvement, entre 1934 et 1946. Mais il faut noter qu'elle est assez rapidement propulsée vice-présidente du comité d'arrondissement de Dole en 1935, ce qui laisse supposer qu'elle en avait les ressources puisqu'il était rarissime à cette date de confier d'importantes responsabilités à des filles aussi jeunes sans raison. Notons que son père est à la tête d'une exploitation plutôt moyenne, voire petite pour la plaine doloise, puisqu'il possède à peine plus de 7 hectares sur la commune d'Auxange en 1934 ; ADJ 3P402-403, matrice cadastrale de la commune d'Auxange .

<sup>266</sup> Sur ce sujet Martine Coquaud et Jacqueline Sainclivier notent : « Les rapports sociaux créés [dans les organisations féminines] semblent souvent reposer sur le « respect des rangs » très important dans la société rurale de l'entre-deux-guerres, plus hiérarchique que démocratique » et décident dès lors de « parler de visibilité sociale plutôt que d'engagement », COQUAUD Martine, SAINCLIVIER Jacqueline, « Femmes et engagement dans le monde rural... », article op cité, p.1, p.5.

<sup>267</sup> MARESCA Sylvain, *Les dirigeants paysans*, Paris, Éditions de Minuit, 1983, pp. 136-139

symbolique de leur lignée dans les premières décennies du siècle, il semble bien que la bourgeoisie agricole utilise les mêmes procédés en envoyant ses filles à la conquête des places laissées vacantes par ces dames afin de s'assurer de l'encadrement des populations agricoles féminines et par là même d'une nouvelle forme de domination sociale. Du côté masculin, si le capital économique apparaît légèrement moins important que celui de leurs homologues féminines, les dirigeants tout particulièrement, mais également les responsables fédéraux, restent des individus disposant d'un capital social et symbolique relativement important.

Cela pose évidemment la question de l'acceptation ou du rejet de cet encadrement par les militantes, mais surtout de la définition même de leur engagement dans le mouvement. En effet, si l'exemple de Lavigny où les militantes « reçoivent, mais ne donnent pas » à la directrice du mouvement qui certes, appartient au modèle de la dame patronnesse plus qu'à celui des nouvelles responsables, nous éclaire sur les possibles résistances face à la domination sociale, rappelons que la pression de l'Église, en la figure du prêtre, et celle des normes prescrites par l'interconnaissance villageoise peuvent pousser à la constitution de groupes relevant plus d'une communauté de statut et de croyance défendant un « intérêt social » et remplissant une « fonction sociale » que d'un militantisme impliquant une intention consciente de la part des acteurs<sup>268</sup>. Il resterait à déterminer, pour répondre à cette question de l'efficacité de l'engagement militant chez les jeunes filles, mais également chez les jeunes gens, du sens qu'ils peuvent donner à leur implication dans le mouvement et se demander si celui-ci peut être valide au sens sociologique dès le moment où il est la résultante d'une pression sociale, « d'une attente culturelle généralisée » répondant à « l'intériorisation d'un autrui généralisé qui constitue l'assistance cachée poussant à observer les règles<sup>269</sup> ». Il semble que pour dépasser cette opposition entre déterminisme des structures et choix de l'acteur, il convient, à l'image des travaux de Maurice Agulhon<sup>270</sup> et comme l'encourage Claire Lemerrier<sup>271</sup>, de s'atteler à l'analyse des réseaux. Ceux, locaux organisés autour d'une communauté de ressemblance qui

---

<sup>268</sup> Héritage de la théorie de l'acteur rationnel développée par Mancur Olson et qui sera appliquée à l'analyse des mouvements sociaux ; OLSON Mancur, *Les logiques de l'action collective*, Paris, Presses universitaires de France, 1978 ; Harvard University Press, 1965.

<sup>269</sup> BECKER Howard, « Sur le concept d'engagement », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], 11 | 2006, mis en ligne le 28 septembre 2008, consulté le 11 octobre 2016. L'idée d'une dépendance de l'individu à l'égard des groupes et des diverses forces sociales qui l'entourent dans la construction de son choix individuel vient notamment de la psychologie sociale américaine et de l'école de Columbia : LAZARFELD Paul, BERELSON Bernard, GAUDET Hazel, *The People's Choice*, New York, Columbia University Press, 1948.

<sup>270</sup> Qui montre l'entrelacs qui existe entre réseaux d'appartenance, forme organisationnelle et culture politique pour définir le concept de sociabilité. AGULHON Maurice, *La République au village*, Paris, Éditions du Seuil, 1970.

<sup>271</sup> LEMERCIER Claire, « Analyse de réseaux et histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2005/2, n° 52, pp . 88-112.

fondent les groupes de JACF et certainement ceux de JAC, nous apparaissent avant tout comme hiérarchisés et fonctionnant comme une contrainte pour les individus. Si l'engagement militant ne peut se définir uniquement par l'intentionnalité des acteurs et qu'il peut relever en partie de déterminants structurels, seule l'étude micro des groupes paraît pouvoir révéler dans quelles mesures ces derniers sont importants dès le moment où les configurations sociales des paroisses et l'autorité morale du prêtre, bref le contexte local n'est pas toujours identique.

Ces remarques n'échappent en rien la question centrale du sens que les jacistines et jacistes peuvent donner à leur engagement, question qui pourrait expliquer « le passage à l'acte » et qui ne peut être réductible au « souci de conformité ». Il faut également souligner que la pratique militante et le temps influent très largement sur le sens même que les jeunes peuvent donner à leur présence dans le mouvement, puisque comme le souligne Olivier Fillieule, « le militantisme doit aussi être compris comme une activité sociale individuelle et dynamique<sup>272</sup> », qui leur apporte certainement plus en matière de rétributions<sup>273</sup> que ce que pensaient leur offrir leurs responsables. Et rappelons aussi que si l'Église tente avant tout de maintenir dans son giron les populations par le biais de la JAC/F et que la bourgeoisie agricole tente de prendre le relais des dames patronnesses en se faisant une place dans l'encadrement des populations rurales, les individus principaux acteurs de ces structures jouent tout autant qu'ils sont joués et ne maîtrisent pas toujours les enjeux théoriques qu'implique leur paternalisme qu'ils perçoivent comme du dévouement, que ce soit à la cause catholique ou à la cause agrarienne.

C'est d'ailleurs sur ces derniers points que se joue certainement l'élucidation de la question centrale du sens que les militants comme les responsables et dirigeants peuvent donner à leur engagement. En effet, « la vie des organisations de mouvements sociaux est incompréhensible si ne sont pas prises en compte les manières de voir, de dire et de faire, partagées ou disputées par leurs membres, et les formes dramatiques, rhétoriques, narratives et rituelles qui contribuent à leur configuration et à leurs identifications publiques<sup>274</sup> ». Les réseaux de relations entre individus et organisations tiennent sur ce sens, avant tout symbolique, dont la référence à la culture, ici catholique et agrarienne, paraît primordiale. Afin de dépasser,

---

<sup>272</sup> FILLIEULE Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. Post scriptum », *Revue française de science politique*, 2001/1, pp. 199-215, p. 200.

<sup>273</sup> Citons ici le travail de Daniel Gaxie qui démontre, dans le cadre des partis politiques et des syndicats, que le passage par ce type d'institutions sociales apporte « un capital scolaire de substitution ». Ce type de rétribution semble effectif pour les militantes de la JACF (autant du point de vue connaissance que compétences et capacités de réflexion) auquel peuvent s'ajouter des compétences en matière organisationnelle. GAXIE Daniel, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 27 (1), février 1977, p. 123-154

<sup>274</sup> CEFAI Daniel, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, Édition la découverte, 2007, p. 402-403.

peut-être pour y revenir, l'étude structurale, il nous semble qu'un détour par l'analyse de la culture portée par la JAC et la JACF est requis afin d'approcher au plus près le sens que les militants donnent à leur engagement et par là même, le sens du mouvement. Cette question sera au cœur de notre troisième partie.

# Troisième partie

## Prétendre, paraître et être :

### L'idéal jaciste en question

*« Paysanne ! » « Quelque fois on dit cela comme une injure : vous n'êtes que des paysannes ! Autrefois nous rougissions. Cela nous humiliait. Nous étions assez sottes pour nous croire au-dessous des autres... Pourquoi ?... Parce que nous sommes un peu moins à la mode ? Parce que nos mains sont plus rouges ? Bêtasses ! Il faut répondre en relevant la tête : Paysanne ? Mais certainement ! Et savez-vous ce que ça veut dire : Paysanne ? Ca veut dire : la femme du pays, celle qui est née, là, dans le pays, non pas une étrangère, arrivée de je ne sais où ; mais la propriétaire du pays, celle qui possède la terre, la bonne terre de France ; celle qui travaille pour le Pays tout entier, car tout le monde, les gens de la ville comme les autres, ont besoin de notre blé, de nos vaches et de nos veaux, de notre beurre et de nos fromages, de nos légumes et de nos fruits. Paysanne oui ! Parce que nous restons au pays, nous autres ! Nous avons le courage de travailler dur, de gagner peu, de vivre isolées... Nous comprenons que si tout le monde veut vivre en ville, cela n'irait plus. Ce sera bientôt comme c'est déjà, le chômage et la famine. Alors nous restons au poste ! Et nous sommes fières de nous dire Paysannes (avec un grand P).<sup>1</sup> »*

---

<sup>1</sup> POUILLARD Just, « Paysannes ! », *Les Vaillantes du Jura*, février 1933.





Dans *Religion et modernité*, Michel Lagrée signalait que si l'histoire religieuse s'est longtemps confondue avec l'histoire ecclésiastique, toute une tradition universitaire française « reste cependant dominée par une histoire ostensiblement culturelle du fait religieux<sup>2</sup> ». C'est dans cette perspective d'histoire culturelle du fait religieux où s'ajoute une dimension sociale<sup>3</sup>, que nous tentons de nous inscrire, en envisageant la JAC/F comme un mouvement avant tout religieux et en cela acteur du social en tentant de ne pas réduire le religieux « à une simple lunette particulière pour l'observation de l'objet social<sup>4</sup> ». Cette perspective, qui fut également celle de Vincent Flauraud ou d'Anthony Favier pour la JOC<sup>5</sup>, nous permet d'étudier l'objet « JAC » avant tout dans sa dialectique entre le religieux, le culturel et le social, sans limiter la conjonction « et » à un simple rôle d'apposition des termes. Alors que nous optons pour une approche qualitative, nous ne négligeons pas pour autant celle plus quantitative que nous permet l'utilisation des bases de données dans une perspective où les formes d'expression du sentiment religieux, si elles ne peuvent pas être comptabilisées, peuvent néanmoins être saisies dans leurs régularités. L'entreprise qui ne se revendique pas d'ethnologie religieuse cherche néanmoins, dans la lignée des travaux initiés par Bernard Plongeron<sup>6</sup>, à saisir les réceptions d'une religion par un mouvement collectif, la JAC, les stratégies pastorales qu'il développe et les ressorts de son appropriation par ses membres dans les rangs desquels il convient de distinguer responsables et militants. Nous rejoignons ici des interrogations désormais classiques de l'histoire religieuse contemporaine<sup>7</sup> : les nouveaux choix pastoraux des mouvements d'ACS n'ont-ils eu que des effets religieux ou comme le signalent Yohann Abiven et Eugène Calvez « la préférence pour une méthode d'évangélisation reflète-t-elle une décision d'ordre politique ou finit-elle par porter, parfois à son corps défendant, des corollaires politiques » ; « l'étude des

---

<sup>2</sup>LAGREE Michel, *Religion et modernité : France XIX<sup>ème</sup>, XX<sup>ème</sup> siècle*, Chapitre 2 : « Histoire religieuse, histoire culturelle ».

<sup>3</sup> Certains historiens étrangers parlent ainsi « d'histoire sociale du religieux » GIBSON Ralph, *A Social History of French Catholicism 1789-1914*, Londres/New York, Routledge, 1989 ; ALTERMATT Urs, *Le Catholicisme au défi de la modernité. L'histoire sociale des catholiques suisses aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Lausanne, Payot, 1994.

<sup>4</sup> LAGREE Michel, *Religion et modernité...*, op cité.

<sup>5</sup> FAVIER Anthony, *Égalité, mixité, sexualité : le genre et l'intime chez de jeunes catholiques du mouvement de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC-F), dans les années 1968 et au-delà (1954-1987)*, thèse d'histoire sous la direction de Claude Prudhomme, université de Lyon, 2015.

<sup>6</sup> Celui-ci s'interroge notamment sur l'effectivité d'une « religion populaire » en étudiant les pratiques et les croyances de ce qu'il estime constituer « les couches populaires ». PLONGERON Bernard (dir.), *La Religion populaire. Approches historiques*, Paris, Éditions Beauchesne, 1976 ; DUBOSCQ Guy, PLONGERON Bernard, ROBERT Daniel (dir.), *La Religion populaire*, Paris, Éditions du CNRS, 1980.

<sup>7</sup> Voir notamment à ce sujet CHESSEL Marie-Emmanuelle et DUMONS Bruno (dir.), *Catholicisme et modernisation de la société française (1890-1960)*, Lyon, Centre Pierre Léon d'histoire économique et sociale, 2003.

réalités terrestres fait-elle basculer progressivement la doctrine de l'Église d'une stricte objectivité à une herméneutique largement intuitive ?<sup>8</sup> ».

L'histoire des mouvements de jeunesse confessionnels qui, sous l'impulsion décisive de Gérard Cholvy<sup>9</sup>, a en grande partie renouvelé l'histoire religieuse en s'interrogeant sur les recompositions du tissu social français contemporain et participé à la connaissance du renouvellement des élites à laquelle ils ont contribué, a guidé notre réflexion sur le sens que les jacistes pouvaient donner au mouvement tout comme sur les distinctions et les rapports entre individus et collectif dans un mouvement catholique qui reste très hiérarchisé. En effet, il convient de se demander si la praxis de l'Action catholique a pu distinguer ce qu'il convient de désigner comme des « élites » du mouvement ou si elle a contribué à ce que l'historiographie a souvent perçu comme « une promotion collective<sup>10</sup> » du milieu. Il s'agit également d'observer comment et dans quelles mesures la pratique militante a pu influencer sur la vie quotidienne des militants ? Ainsi, sans nous départir de l'histoire sociale, nous tenterons également de mettre au jour les distinctions qui ont pu s'opérer entre militants et dirigeants, qualifiés de « responsables » par le mouvement, tant dans l'expression du sentiment religieux que dans celle du sentiment agrarien.

Puisque l'un des objectifs de la JAC reste de former des militants et des responsables qui puissent être mis au service du milieu rural pour le sortir de son présupposé « malaise », quels moyens met-elle concrètement en œuvre pour ce faire ? Quels discours véhicule-t-elle, à la fois à destination des hommes, mais également des femmes, sur le rôle que doit tenir chacun dans le milieu agricole ? Les archives de la JACF peuvent largement nous éclairer sur cette question de la place de la femme dans la société rurale<sup>11</sup> qui reste au demeurant centrale, puisque

---

8 ABIVEN Johann, CALVEZ Eugène, « Les avatars de l'identité catholique : les militants de la ruralité (1929-2000) » dans WACHE Brigitte (dir.), *Militants catholiques de l'Ouest. De l'action religieuse aux nouveaux militantismes, XIXe-XXe siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004, 250 p pp. 67-103

9 Cholvy Gérard, (dir.), *Mouvements de jeunesse chrétiens et juifs*, Paris, Éditions du Cerf, 1985. CHOLVY, Gérard (dir.), *Le patronage, ghetto ou vivier?* Actes du colloque des 11 et 12 mars 1987, Paris, Éditions Nouvelle Cité, 1988. CHOLVY Gérard, COMTE Bernard, FEROLDI Vincent, *Jeunesses chrétiennes au XXème siècle*, Paris, Éditions de L'Atelier, 1991.

10 Voir notamment à ce sujet : HOUSSEL Jean-Pierre, « Promotion collective et développement dans la France rurale progressive, l'exemple des Monts du Lyonnais », dans *Annales de géographie*, n° 611, 2000, pp. 21-42, pp. 31-34. MENDRAS Henri, *La fin des paysans*, Paris, Éditions Armand Colin, 1967; Actes-Sud, 1992, pp. 308-309. PARAVY Gaston, *La JAC, mouvement d'éducation, sa présentation dans le journal La Croix, 1929-1962*, thèse de doctorat en sciences de l'éducation, Université Lyon II, 1981. FAUVET, Étienne, *La stratégie éducative de la JAC et du MRJC dans l'Ain (1935-1979). D'une expérience initiatrice à une éducation totale*, thèse de doctorat en sciences de l'éducation sous la direction de Maurice Magnificat, université de Lyon II, 1983.

11 À ce sujet un séminaire du Laboratoire d'études rurales autour de Michelle Perrot signalait : « Bien mal représentées dans l'historiographie du monde rural tout comme dans celle du genre, cumulant les représentations négatives et minorantes, les femmes rurales constituent cependant une opportunité majeure de renouvellement de l'histoire sociale », Lyon, 28 mai 2016. Nous pouvons néanmoins signaler sur la question :

peu étudiée. Et si cette place est à priori, clairement délimitée par les élites et l'Église, elle peut évoluer tant sous le coup des réalités pragmatiques qu'impose le milieu agricole, mais également, comme Magali Della Sudda l'a montrée pour la LPDF<sup>12</sup>, par la pratique militante.

Alors que Jean-Luc Mayaud et Pierre Cornu appelaient, dans le cadre du colloque de l'ARF « Au nom de la terre » à « périodiser l'agrarisme » afin de comprendre « sa signification historique et son articulation à la question sociale<sup>13</sup> », la JAC des années 1930 nous semble en la matière un observatoire privilégié. Bien que le champ soit restreint et que la JAC ne soit pas représentative de la société française<sup>14</sup>, l'articulation du discours autour du « renouveau » paysan et chrétien qu'elle a produite semble être constitutif d'une dynamique qui dépasse le cadre des années 1930 et qui a motivé, sous-tendu voire légitimé l'action d'une partie des militants agricoles de l'Après-guerre. La nécessité de mettre au jour les ressorts qui ont permis la mobilisation des populations rurales voire leur ambition de se constituer comme acteur social reste d'actualité. Ainsi les stratégies mises en place par le mouvement au service de la « fierté paysanne », qui peuvent être assimilées à une véritable didactique du renforcement de la double identité, agricole et chrétienne, seront étudiées afin de comprendre dans quelles mesures la JAC a pu s'imposer comme un cadre de référence dans le militantisme agricole du XX<sup>ème</sup> siècle.

Pour répondre à ces questions, nous nous proposons dans un premier temps de revenir sur les didactiques apostoliques du mouvement et les métamorphoses du rapport au religieux qu'elles ont pu induire chez les militants de la JAC/F. Dans un second temps nous nous demanderons pourquoi et comment le mouvement masculin ambitionne de « conquérir le social » avant de revenir sur les discours et pratiques véhiculés par le mouvement féminin et leur réception par les militantes et responsables. Enfin dans un dernier chapitre nous nous interrogerons sur les rapports entre religion et agrarisme, entre JAC et agrarisme en nous demandant dans quels buts et dans quelles mesures celle-ci a pu tenter de le christianiser.

---

EL AMRANI Frédérique, *Filles de la terre : apprentissage au féminin (Anjou 1920-1950)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

12 DELLA SUDDA Magali, *Une activité politique féminine conservatrice...*, thèse citée.

13 CORNU Pierre, MAYAUD et Jean-Luc (dir.) *Au nom de la terre. Agrarisme et agrariens en France et en Europe du 19ème siècle à nos jours*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2007, p. 15.

14 En ce sens la JAC incarnerait plus ce qu'il conviendrait de définir comme un « agrarisme conservateur », pour ne pas dire « de droite ». Les travaux de Jean Vigreux et d'Edouard Lynch peuvent compléter cette approche puisqu'ils se concentrent sur l'étude de la gauche de l'échiquier politique : VIGREUX Jean, *La faucille après le marteau. Le communisme aux champs dans l'Entre-deux-guerres*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2012 ; LYNCH Édouard, *Le Parti socialiste (SFIO) et la société paysanne durant l'entre-deux-guerres : idéologie, politique agricole et sociabilité politique (1914-1940)*, thèse d'histoire soutenue sous la direction de Serge Bernstein, IEP de Paris, 1998.



# Chapitre 6 : Didactiques apostoliques et métamorphoses du rapport au religieux chez les militants de la JAC/F

Dans la ligne du programme fixé par les papes du XIX<sup>e</sup>, l'Église souhaite utiliser les mouvements d'ACS comme un des instruments de la restauration chrétienne de la société dans son ensemble<sup>1</sup>. C'est la première mission de la JAC/F. Pourtant, à l'image des mouvements d'Œuvres du XIX<sup>e</sup> qui, en voulant influencer sur le changement social se sont également trouvés tributaires d'une certaine forme de modernité, nous pouvons nous demander si cette restauration annoncée n'a pas abouti, paradoxalement, à des rénovations ou des innovations au sein du catholicisme. À l'image de Magali Della Suda qui s'interroge sur la manière dont les femmes de la LPDF ont pu, par leurs discours et leurs pratiques s'adapter aux nécessités du temps et requalifier et légitimer l'action féminine dans la sphère publique, de nombreux historiens se sont posé la question du rapport entre Église et modernité, entre Action catholique et modernité au XX<sup>e</sup> siècle et acte de ce rapport singulier. Comme le note Étienne Fouilloux dans la postface d'un numéro des cahiers du centre Pierre Léon consacré à cette question, *Catholicisme et modernisation de la société française (1890-1960)*<sup>2</sup>, « Le mode de participation majoritaire des catholiques à la modernisation fut pourtant paradoxal. C'est au nom de convictions profondément "anti-modernes" que nombre de prêtres et de laïcs ont ainsi œuvré à la transformation de notre pays (...) La discordance manifeste entre leur percée sociale et leur inégal succès religieux a toutefois introduit des brèches dans leur intransigeance initiale. Peut-on d'ailleurs jouer la modernisation contre la modernité sans subir de celle-ci un choc en retour

---

<sup>1</sup>« Mission », « évangélisation »... Le destin de ces deux mots serait celui que [Benjamin] Constant attribue à « illusion ». Ces termes pastoraux, ceux-là mêmes qui devaient redonner au catholicisme sa plausibilité dans le monde de l'indifférence religieuse, remis au goût du jour par l'apostolat des laïcs au sein de l'Action catholique, ne se seraient véritablement créés qu'au moment de la mise du monde et de l'Église en procès, c'est-à-dire probablement en des temps où leur sens se trouvait déjà définitivement altéré ». » ABIVEN Johann, CALVEZ Eugène, « Les avatars de l'identité catholique : les militants de la ruralité (1929-2000) » dans WACHE Brigitte (dir.), *Militants catholiques de l'Ouest. De l'action religieuse aux nouveaux militantismes, XIXe-XXe siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004, 250 p pp. 67-103.

<sup>2</sup>Actes de la journée d'étude du 22 avril 2002 ; CHESSEL Marie-Emmanuelle, DUMONS Bruno (dir.), Lyon, Cahiers du centre Pierre Léon d'histoire économique et sociale, 2003.

plus ou moins déstabilisant ? Peut-on utiliser les moyens fournis par la modernité tout en se préservant soigneusement de ses fins ? [...] L'analyse sociale découvre ainsi des infiltrations de celle-ci [la modernité] en terrain catholique là où on ne les attendait guère.<sup>3</sup> ».

La modernité missionnaire de l'Action catholique ne fait aucun doute pour Michel Lagrée qui estime d'ailleurs qu'elle contribue à structurer le XX<sup>e</sup> siècle : « De façon assez approximative, et sous réserves de nuances locales selon les espaces considérés, le siècle se divise, en matière de pastorale rurale, en deux périodes, de longueur inégale. La première fut celle du clivage, de l'alternative entre les méthodes traditionnelles et l'Action catholique, même s'il existait des passerelles entre les deux.<sup>4</sup> ». C'est de ces passerelles que semble relever la JAC/F des années 1930. Se situant entre la perspective missionnaire horizontale par milieu et « la perspective hiérarchique, sinon aristocratique<sup>5</sup> » où la pastorale traditionnelle garde sa vitalité et reste un enjeu de la rechristianisation, la JAC/F jurassienne semble être un observatoire privilégié de ce basculement. Son étude permet à la fois de rendre compte d'une évolution culturelle signifiante, puisqu'il s'agit du changement de la perception du religieux des populations rurales, mais également, pour en revenir à notre interrogation initiale, d'observer plus finement les conséquences que cette « modernité » a pu induire sur les pratiques religieuses, et aussi, au-delà du champ religieux, comment elle a pu influencer sur les gestes militants voire sur le quotidien et les mentalités rurales. Également, l'observation des modalités de mise en place de cette modernité pastorale nous permet de rendre compte des tensions et des injonctions contradictoires liées à ce changement entre mouvement masculin et mouvement féminin, entre responsables et militants, entre Église et laïcs.

Afin de rendre compte des changements qu'a pu provoquer la mise en place effective de l'Action catholique et de ses méthodes pastorales dans les années 1930 nous poserons tout d'abord la question de l'appropriation de la parole religieuse par les militants. En effet, puisque l'apostolat est avant tout affaire de parole, il convient de rendre compte dans quelle mesure et selon quelles modalités, les militants qualifiés d'apôtres se réapproprient le langage religieux. Mais la spécificité de l'Action catholique tient également à la diffusion et l'application des préceptes de l'Évangile au quotidien. En observant la nouveauté, le maintien voire le renforcement de certaines pratiques religieuses, nous nous demanderons comment les jacistes

---

<sup>3</sup>Ibid, pp. 130-131.

<sup>4</sup>LAGREE Michel, *Religion et modernité. France XIX<sup>ème</sup> XX<sup>ème</sup> siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003, pp. 121-136.

<sup>5</sup>Ibid

agissent « en chrétien » et « en tant que chrétien<sup>6</sup> » et comment ils prétendent contribuer à la transformation sociale par la rechristianisation de leur milieu. Enfin l'étude plus fine, permise par la singularité des archives de la JACF, nous permettra dans une dernière partie de rendre compte des écarts entre la théorie de l'Action catholique et sa mise en œuvre au quotidien, mais également des contradictions qui peuvent émerger dans les paroles et dans les actes, au sein de la hiérarchie militante.

## **I Quelles appropriations de la parole religieuse ?**

Nous l'avons déjà souligné dans notre premier chapitre, le rapport au religieux qui s'établit dans le mouvement jaciste est à la fois le fruit des expériences de terrain où des prêtres et une élite de laïcs prennent conscience de la nécessité de donner un sens spirituel aux actions du quotidien et des codifications papales qui en découlent, mais qui ont surtout valeur de directives officielles. Dans sa volonté de donner du sens et d'exalter plus profondément le sentiment religieux, le mouvement explicite clairement ses objectifs apostoliques auprès des jeunes qu'il intronise comme « militants », approfondit leur formation par des retraites et des recollections et surtout, développe une pratique religieuse plus incarnée avec le commentaire d'Évangile, les prières et les chants.

### **1) Vulgariser l'Action catholique et former des « militants »**

À l'échelle fédérale, tant à la JAC qu'à la JACF, les directives de l'Église sont largement rappelées et la mobilisation de la parole pontificale est récurrente dans les réunions diocésaines, mais également dans les réunions de sections. Ainsi la plupart des discours que prononce la secrétaire diocésaine, Hélène de Villeneuve-Bargemont entre 1935 et 1937, à l'occasion des congrès de Vaillantes ou de réunions fédérales et locales, reprennent très largement les textes pontificaux sur l'ACS, vulgarisées pour l'occasion et surtout, recentrées sur des enjeux que l'on pourrait qualifier de plus pragmatiques dans une démarche prosélytiste. Ainsi à un congrès des Vaillantes elle explique :

---

<sup>6</sup>MARITAIN Jacques, *Humanisme intégral. Problèmes temporels et spirituels d'une nouvelle chrétienté*, Paris, Fernand Aubier, 1936.



« Toutes celles d'entre nous qui s'intéressent aux luttes de l'Église et aux progrès de la religion, vous toutes par conséquent puisqu'il n'est pas possible à une chrétienne d'y être indifférente, savent aujourd'hui que le pape invite les laïcs à participer activement à l'apostolat de leurs prêtres c'est ce qu'on appelle l'Action catholique, et cela pour trois raisons :

*La première c'est qu'on n'est pas vraiment chrétien si on se désintéresse du salut de ses frères, du bien de sa paroisse et de son pays.*

*La deuxième c'est qu'aujourd'hui les prêtres ne suffisent plus à la tâche, ils ne sont pas assez nombreux, combien hélas de paroisses sans prêtres résidents.*

*La troisième enfin c'est que le prêtre est un séparé. Il ne vit pas, ne peut pas vivre dans les milieux où opèrent ses ennemis. Il faut cependant que dans ces milieux surgissent des témoins du christ qui rappellent sa loi et prêchent l'exemple. C'est cette pensée qui a donné naissance aux groupements spécialisés. Dans tous ces milieux, profitant de leur contact permanent avec la masse, les apôtres laïcs iront lutter contre l'impiété et l'immoralité, ils pénétreront où le prêtre ne peut pas pénétrer et chercheront à entraîner leurs frères de travail.<sup>7</sup> ».*

Il est intéressant d'examiner ici comment la secrétaire diocésaine utilise la figure du « prêtre », à la fois comme une synecdoque pour désigner l'Église et sa hiérarchie d'une manière qui parlera plus aux jeunes filles, mais aussi comme incarnation limitée et incomplète de l'Église, car vivant « séparé » de certains milieux, pour ne pas dire « séparé » du monde. Loin de se substituer au prêtre dans sa tâche apostolique, les jeunes filles sont invitées à en être les auxiliaires pour combler leur insuffisance numérique, la circonscription spatiale de leur action évangélique ainsi que leur manque de « contact permanent avec la masse ». Toujours dans cette optique de diffuser et de vulgariser les encycliques et la « doctrine du mandat », Hélène de Villeneuve-Bargemont poursuit :

« *Qu'est-ce que la JACF ? C'est un mouvement d'AC<sup>8</sup> réservé aux jeunes filles de la campagne. L'AC est la participation des « laïques » c'est-à-dire de ceux qui ne sont ni prêtres ni religieuses*

---

<sup>7</sup>Discours adressé aux Vaillantes du Jura pour présenter la JACF, nd, vers 1936-1937, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3, document 7.

<sup>8</sup>Autour de l'acronyme « AC » pour désigner l'Action catholique, que nous retrouvons dans d'autres discours, la prise de note de la secrétaire diocésaine révèle l'intégration de ce concept.

à l'apostolat. Ce sont les fidèles eux-mêmes qui doivent devenir des apôtres dans leur milieu, les apôtres de ceux avec qui ils vivent sans cesse, à la maison, aux champs, partout... [sic]<sup>9</sup> ».

La figure de l'apôtre, déjà utilisée par Pie XI, dans sa codification de l'ACS, permet d'incarner de manière très concrète la charge qui incombe aux militants d'Action catholique et de signifier que leur apostolat doit s'effectuer en tout temps et en tout lieu, à l'image de celui effectué par les compagnons de route de Jésus.

Le mouvement masculin n'est pas en reste, et si ce sont surtout les éditos du chanoine Just Pouillard, aumônier fédéral, dans *Nenni ma foi !* qui reviennent régulièrement sur les diverses directives pontificales, nous apprenons également, par le biais du journal, que les prêtres et aumôniers de sections contribuent largement à diffuser cette parole. Ainsi, suite à une première réunion de lancement de la JAC à Bief-du-Fourg fin 1937, le jeune qui réalise le compte-rendu de cette réunion note :

« M. l'abbé Lacroix nous rappelle l'origine de l'Action Catholique, et par conséquent sa nécessité, surtout dans les temps modernes, où les méthodes d'apostolat doivent s'adapter à la mentalité actuelle. L'Action catholique, si vivement recommandée par le Souverain Pontife, répond bien aux exigences de notre siècle, grâce aux mouvements spécialisés : soyons ouvriers avec les ouvriers, paysans avec les paysans<sup>10</sup> ».

Propulsés « apôtres de leur milieu », jeunes gens et filles membres de l'Action catholique se sentent ainsi valorisés par l'Église qui leur confie officiellement une mission qui se veut « moderne » puisqu'adaptée aux réalités contemporaines, par le biais du mandat qu'elle leur accorde. Pourtant le terme « d'apôtre » n'est pas souvent utilisé par les mouvements qui préfèrent très largement celui de « militant ». Celui-ci est employé dans son sens premier, médiéval et religieux comme « croyant qui passe sa vie terrestre à lutter contre les tentations du monde pour respecter les préceptes de l'Évangile<sup>11</sup> », celui qui combat au nom de sa foi<sup>12</sup>. Par

---

<sup>9</sup>Souligné dans le texte. Discours adressé aux Vaillantes du Jura pour présenter la JACF, nd, vers 1936-1937 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3, document 7.

<sup>10</sup>*Nenni ma foi !*, décembre 1937.

<sup>11</sup>Le terme « militant » provient du latin « miles, militis » qui signifie « le soldat, celui qui combat. ». Étymologiquement, terme originaire du XIV<sup>ème</sup> siècle ; Trésor de la langue française.

<sup>12</sup>Dans la conclusion de l'ouvrage *Militants catholiques de l'Ouest*, René Rémond notait au sujet de ce concept : « Le terme apparaît relativement tard. Son emploi courant est du XX<sup>e</sup> siècle et pas du XIX<sup>e</sup>. Mais la chose elle-même fait partie de la vision plus traditionnelle de l'Église. La distinction des trois Églises : militante, souffrante, glorieuse, associées dans la communion de saints, fait partie de l'enseignement dogmatique, ainsi

extension le militant est devenu au XIX<sup>e</sup> siècle « celui qui cherche par l'action à faire triompher ses idées, ses opinions et qui défend activement une cause<sup>13</sup> » ne se limitant plus à celle du triomphe de la foi et est notamment utilisé par les organisations ouvrières ou les partis politiques. L'AC<sup>14</sup> et surtout l'ACS, dans un contexte de concurrence avec ces mouvements et organisations ouvriers ou plus généralement, de gauche, redonne ainsi son sens premier au terme et se le réapproprie en l'utilisant systématiquement pour désigner les membres actifs de ses mouvements. Dès les années 1920 la notion est ainsi normalisée, en témoigne son utilisation récurrente par la presse nationale et locale et dans les discours, comme figure d'apôtre et de conquérant. Ainsi, Hélène de Villeneuve-Bargemont n'a de cesse de répéter que « les militantes sont les apôtres de leur milieu<sup>15</sup> », que « la vraie jaciste est essentiellement une conquérante, cad une militante [sic] » alors que Jean Gravier, président de la JAC estime que les jacistes « doivent demeurer toujours et partout, les militants du Christ, les semeurs de sa grâce<sup>16</sup> ». Le mouvement masculin semble aller plus loin dans sa définition du militant. À plusieurs reprises des articles du journal de la jeunesse catholique jurassienne signalent, dans un registre qui mobilise sentiment de culpabilité et injonction de charité, qu'être militant est avant tout une responsabilité et un devoir de chrétien. On peut ainsi lire dans le journal en 1935 : « être militant c'est comprendre qu'on n'a pas le droit de se désintéresser du salut de ses camarades, c'est ne pas être égoïste, c'est vouloir faire rayonner autour de soi la foi qu'on a le bonheur de posséder<sup>17</sup> ». Trois ans plus tard, le président fédéral, Henri Richard, insiste à nouveau sur la responsabilité qui définit le militant :

*« Le militant n'est pas seulement celui qui donne le bon exemple, celui qui prie pour les autres, c'est celui qui se sent responsable personnellement et devant dieu des "autres", c'est à dire de*

---

que la notion d'une Église militante engagée dans les vicissitudes du monde et du siècle. Ce terme de militant a une double connotation. L'idée d'un combat (*miles*, milice) renvoie à une vision agnostique du militant et s'inscrit dans une perspective dualiste, conflictuelle, avec la métaphore du combat. En second lieu, il implique discipline et cohésion : l'Église est une armée au combat. Cette connotation sera selon les temps et les cas plus ou moins explicites, consciente. Tout chrétien, tout membre de l'Église est appelé à être militant. En fait les militants au sens propre du terme ne sont jamais qu'une minorité. C'est le problème de la discordance entre l'appartenance à une Église et l'engagement militant. Tout fidèle n'est pas un militant. », dans WACHE Brigitte (dir.) *Militants catholiques de l'Ouest. De l'action religieuse aux nouveaux militantismes XIX<sup>e</sup>me XX<sup>e</sup>me siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004, p. 244.

<sup>13</sup>Définition du Trésor de la langue française.

<sup>14</sup>Il semble que le terme soit circonscrit aux mouvements d'Action catholique de jeunes : ainsi il ne semble pas être utilisé par le Sillon, la LPDF ou la FNC alors que l'ACJF l'utilise régulièrement depuis le début du siècle.

<sup>15</sup>Discours adressé aux Vaillantes du Jura pour présenter la JACF, nd, vers 1936-1937 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3, document 4.

<sup>16</sup>*Jeunes du Jura*, janvier 1940.

<sup>17</sup>*Nenni ma foi !*, janvier 1935.

*ses camarades, de ceux de son milieu qui sont éloignés du Christ et de l'Église. Auxiliaire en prolongement du prêtre, le militant aussi "a charge d'âmes"<sup>18</sup> ».*

C'est à partir de ces définitions du militant que se décline l'action jaciste fondée donc sur la conquête et la volonté de « refaire chrétienne les campagnes de France ». Le vocabulaire employé reste guerrier et militaire<sup>19</sup> et fait clairement référence aux temps des Croisades même si le « combat » et la « lutte » sont alors perçus comme devant rester « pacifiques<sup>20</sup> ». Les « armes » utilisées sont avant tout rhétoriques et par conséquent les militants doivent élever leur niveau spirituel, théologique et intellectuel pour persuader leurs camarades de revenir à « la foi de leur baptême ». La secrétaire diocésaine annonce ainsi dans un discours à destination des militantes :

*« Les militantes sont les apôtres de leur milieu. Le mouvement repose principalement sur elles. Pour donner il faut recevoir. Pour instruire les autres il faut s'instruire soi-même. C'est à la réunion de centre que les militantes recevront et donneront en même temps, de ce travail en commun jaillira plus ardente la flamme qui anime tout cœur de militante qui veut : refaire chrétiennes ses sœurs<sup>21</sup> ».*

Les réunions de centre permettent une formation spirituelle en « s'adressant aux présidentes ou militantes de groupes paroissiaux désirant s'instruire pour porter ensuite dans leur village la bonne parole reçue.<sup>22</sup> ». Mais ce sont surtout les retraites et les recollections qui vont offrir, par le contact direct et intensif avec le clergé, une formation plus poussée.

---

<sup>18</sup>*Nenni ma foi !*, février 1938

<sup>19</sup>En témoigne notamment le titre de l'ouvrage d'Henri Pasteur, mari de Lucie Pasteur, président de la jeunesse catholique du Doubs, de l'Union régionale d'ACJF de Franche-Comté puis président d'honneur de la jeunesse catholique du Jura qui organise les Enseignements agricoles par correspondance du diocèse, publié en 1924 : *Soldats du Christ*.

<sup>20</sup>« la vraie jaciste est essentiellement une conquérante, cad [sic] une militante. Pour conquérir, il faut des armes ? Ou la militante trouvera-t-elle des armes toutes pacifiques qui l'aideront à la conquête des âmes, but de son activité à la section » ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3, document 4.

<sup>21</sup>Discours adressé aux Vaillantes du Jura pour présenter la JACF, nd, vers 1936-1937 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3, document 4.

<sup>22</sup>*Les Vaillantes*, décembre 1935.

## 2) Retraites et recollections : réinvestir une formation traditionnelle ?

Pour pallier le manque de formation spirituelle des militants et pour qu'ils se familiarisent avec la parole religieuse, le mouvement développe des retraites spécialisées et insiste très largement sur la nécessité de les suivre. La JAC estime en effet que « c'est là le plus souvent que le militant prend vraiment conscience de sa vie chrétienne, qu'il découvrira le sens et le goût de l'apostolat. L'AC n'est qu'une étiquette si elle n'a pas de vrais militants, et la retraite est le moyen irremplaçable pour découvrir, pour former, pour multiplier les militants !<sup>23</sup> ». Cette pratique de la retraite, au demeurant relativement traditionnelle, semble en effet se renforcer avec le développement des mouvements d'ACS. Si des retraites à destination des jeunes ont déjà cours dans les années 1920<sup>24</sup>, par leur spécialisation dans les années 1930, en direction des ouvriers, des ruraux et même des responsables, leur nombre s'accroît.

Ainsi dès 1932 la JAV organise sa première retraite pour ses militantes, retraite prêchée par le père Noël Drogat, aumônier adjoint de l'UCFA. Deux retraites ont lieu en 1933 et en novembre 1934, c'est le père Alfred Foreau, initiateur de la JAC en France et aumônier national, qui vient prêcher celle qui est destinée « spécialement pour les rurales<sup>25</sup> ». C'est à nouveau le père Foreau qui est mobilisé en novembre 1936 pour une retraite officiellement « jaciste » qui se termine d'ailleurs par « une journée jaciste » où les dirigeantes reviennent sur les consignes du mouvement et présentent un rapport d'activité des sections. En octobre 1938 les retraites jacistes se spécialisent encore plus en s'adressant pour l'une aux « jacistes mariés »<sup>26</sup>, pour une autre à « toutes les jacistes ou futures jacistes »<sup>27</sup> et enfin une dernière « spécialement réservée aux responsables de sections et militantes jacistes »<sup>28</sup> qui se clôture sur une journée de propagande. Ces retraites, toutes prêchées par le père Achard aumônier national de la JACF, se doublent de quatre autres sur tout le territoire diocésain, à destination des jeunes filles et où des jacistes ont pu se rendre pour éviter d'aller jusqu'à Dole. À l'automne 1939, la guerre rend difficile la circulation des jeunes filles dans le diocèse ; aussi les retraites sont-elles remplacées par des recollections dans les secteurs<sup>29</sup>.

---

<sup>23</sup>L'aumônier jaciste, Paris, Éditions de la JAC, 1938, p. 73.

<sup>24</sup>Des retraites pour les Vaillantes ainsi que pour les jeunes hommes, *Les Vaillantes*, septembre 1926.

<sup>25</sup>*Les Vaillantes*, septembre 1934.

<sup>26</sup>Du 16 au 20 novembre 1938 à Dole.

<sup>27</sup>Du 24 au 28 novembre 1938 à Dole.

<sup>28</sup>Du 20 au 24 novembre 1938 à Dole.

<sup>29</sup>*Les Vaillantes*, novembre 1939.

Chez les garçons, les traditionnelles retraites d'automne pour jeunes gens laissent place, à partir de 1932, à des retraites spécialisées. Celle de Saint-Claude s'adresse ainsi aux « jeunes salariés et employés » alors que celle de Mont-Roland « est strictement réservée aux jeunes agriculteurs et artisans ruraux » pour « marquer une étape décisive (...) des sections spécialisées : JOC, JAC dont le besoin apparaît urgent<sup>30</sup> » selon *Nenni ma foi !*. La retraite jaciste est prêchée par le père Alfred Foreau et il est notifié qu'il importe que « ces jeunes [retraitants] aient le désir et la possibilité de devenir des militants dans leurs milieux respectifs de travail ». Entre les conférences sur « l'usage de la prière » et « la sainte communion » où les retraitants sont invités à s'exprimer, les moments de recueillement et de prière et les lectures de l'Évangile, l'aumônier national « pendant les récréations », « aborda directement les questions pratiques d'organisation de la JAC » et à la fin de la retraite, six militants du Comité provisoire de propagande la JAC qui vient d'être formé autour de Jean Gravier, reçoivent l'insigne<sup>31</sup>.

Après 36 retraitants en 1932, ils sont 48 en septembre 1933 à suivre la retraite jaciste et à profiter des « temps libres » pour évoquer les méthodes de la JAC et des soirées pour se détendre autour de « chants jacistes<sup>32</sup> ». Une retraite a lieu en 1934 et à partir de 1935, suite à plus de 73 demandes, la direction des Œuvres est contrainte d'en organiser deux, dont une autour du père Rouanet, aumônier général adjoint du mouvement<sup>33</sup>. Comme en 1932 et 1933, les pages du journal de la jeunesse catholique diocésaine publient la liste nominative des retraitants et de leur paroisse, tant pour valoriser les jacistes présents que pour signaler les absents. Les retraites se poursuivent, au rythme de deux par an et en 1938, lors de la constitution des six services de la JAC, l'un d'eux est spécialement dédié à ce type d'activité<sup>34</sup> avec à sa tête Jules Bardouillet.

Tant à la JAC qu'à la JACF, les retraites restent le moyen de développer la formation spirituelle des militants déjà engagés dans le mouvement et donc bien souvent responsables au moins à l'échelle de la paroisse<sup>35</sup>. Et si, comme nous l'avons signalé, le mouvement et ses méthodes sont toujours évoqués durant la semaine de retraite, c'est avant tout pendant les pauses

---

<sup>30</sup>*Nenni ma foi !*, juin-juillet 1932.

<sup>31</sup>Compte rendu de la retraite publié dans *Nenni ma foi !* septembre-octobre 1932.

<sup>32</sup>*Nenni ma foi !* octobre 1933.

<sup>33</sup>*Nenni ma foi !* octobre 1935.

<sup>34</sup>*Nenni ma foi !*, janvier 1938.

<sup>35</sup>À la question qui envoyer à la retraite, la brochure *L'aumônier jaciste* répond : « Pas tous indistinctement. Car tous les jacistes d'une section ne sont pas tous également aptes à profiter d'une retraite. Il y a en même qu'il faudrait dissuader s'ils désirent venir, parce qu'ils seraient un élément de trouble, de dissipation, ou un poids mort : Un "minus habens" ne doit pas être envoyé en retraite fermée ; il serait présomptueux d'attendre de la retraite qu'elle lui donne l'intelligence dont il est trop dépourvu. ». *L'aumônier jaciste*, paris, Éditions de la JAC, 1938, p. 75.

et les temps libres, la formation restant principalement spirituelle. Le directeur des Œuvres fait de nombreux rappels dans les pages de *Nenni* à ce sujet :

« la retraite c'est le grand moyen de retrouver le Christ, si vite oublié, sa grâce, si vite perdue, de ranimer en nous la volonté de refaire chrétiens nos frères. (...) Or, en retraite, on fait ce que l'Église après saint Ignace appelle : les Exercices spirituels, entraînements des facultés de l'âme. On le fait dans le silence, la solitude, la prière, avec un moniteur, qui est un prêtre connaissant nos besoins, qui est surtout Jésus lui-même, qui nous parle par ses lumières et les inspirations de sa grâce. Après cela on s'en va, non plus seulement avec un enthousiasme passager, mais avec une conviction raisonnée, qui soutiendra notre courage en présence des obstacles<sup>36</sup> ».

Si les retraitantes jacistes sont plus nombreuses que les retraitants, les effectifs ne paraissent néanmoins pas très importants, avec autour de 70 jeunes gens et 100 jeunes filles par an. C'est avant tout parce qu'un financement est nécessaire et qu'il faut disposer de temps libre, que se développent, pour pallier ces limites, les récollections.

Celles-ci s'étalent sur une journée et plus souvent sur une nuit et une journée, sont plutôt destinées aux adhérents et aux militants qu'aux responsables et ont lieu à l'échelle d'un secteur ou d'une petite région pour éviter la contrainte d'un déplacement trop lointain. Elles sont mises en place dès le début des années 1930 par la JAC et dès 1935 pour la JACF et se multiplient à la fin de la décennie. Leur contenu est avant tout spirituel, mais un temps est accordé à des causeries sur la JAC, à des chants ou d'autres activités<sup>37</sup> pour rendre l'exercice plus attractif.

Chaque année la JACF en organise au moins une et la JAC au moins deux<sup>38</sup> qui attirent chacune une trentaine de participants et qui sont en général dirigées par l'aumônier de secteur. Si les retraites et les récollections ne semblent guère redistribuer les cartes en matière de prise de parole religieuse, le prédicateur restant seul détenteur d'une parole officielle de l'Église, elles permettent néanmoins aux jeunes militants d'intervenir ponctuellement sur des questions d'ordre spirituel et théologique et surtout, leur permettent l'accès à des connaissances qu'ils seront ensuite capables de transmettre, à leur échelle et avec leurs propres mots. À la section,

---

<sup>36</sup>*Nenni ma foi !*, août 1938.

<sup>37</sup>La première récollection jaciste a lieu le 7 février 1935 à Bersaillin avec la visite de la ferme-modèle du château par le Vicomte de Villeneuve-Bargemont ; *Les Vaillantes*, mars 1935.

<sup>38</sup>*Nenni ma foi !*, novembre 1934, octobre 1935, avril 1936, mars 1937, janvier 1939, février 1940 ; *Les Vaillantes*, septembre 1936, février 1937, juin-juillet 1938, février 1940.

dans les équipes paroissiales et au niveau fédéral le prêtre reste ainsi le directeur spirituel du groupe et la « formation spirituelle » s'envisage plutôt comme l'acquisition d'un savoir que comme l'élaboration d'une réflexion personnelle sur le sujet. Néanmoins, par l'acquisition de ce savoir, traditionnellement réservé aux clercs ou à une élite, le rapport des militants au religieux évolue et cette tendance se renforce via d'autres pratiques, notamment celle du commentaire d'Évangile.

### 3) Multiplicité des pratiques du commentaire d'Évangile

Lors des réunions de centre ou de section, la formation spirituelle porte principalement sur le « commentaire d'Évangile ». En théorie il s'agit de lire un Évangile puis d'en discuter afin d'un produire un commentaire collectif. Mais comme le signale la brochure *l'aumônier jaciste* en 1937, la pratique n'est pas toujours comprise et appliquée par les jeunes et les prêtres qui la considèrent « comme une activité de l'Église enseignante<sup>39</sup> ». Il est ainsi rappelé que « c'est une erreur de pédagogie » et qu'il « s'agit non pas d'une leçon donnée par un maître, mais d'un exercice en commun dans lequel les laïcs cherchent à comprendre l'Évangile, à en imprégner leur vie quotidienne, à réaliser la vie surnaturelle, l'union à Dieu, la vie de prière, dans le cadre de leur vie. Les applications pratiques qu'ils savent faire – après une période de tâtonnement nous déroutent parfois ; mais il reste vrai que la nourriture évangélique assimilée par eux, leur est plus utile que la nourriture simplement présentée, mais de manière supérieure par nous. ». Il est ainsi signifié la méthode à suivre en référence explicite à la maïeutique socratique, qui rappelle en creux l'influence des jésuites dans la pédagogie pratiquée<sup>40</sup> même si est précisé que l'aumônier reste « docteur » et qu'il a « le devoir d'enseigner »<sup>41</sup> :

« En conséquence, un ou deux militants préparerons d'avance avec l'aumônier, la page de l'Évangile proposée sous forme de questionnaire. À la réunion, le président lira le passage

---

<sup>39</sup> « Le mot "Commentaire", employé jadis, était mal choisi : il semblait indiquer que celui-là doit commenter l'Évangile qui en est capable, c'est-à-dire le prêtre. Et de fait, trop souvent, l'on considère comme une activité de l'Église enseignante l'explication d'une page d'Évangile à la réunion JAC », « Exercices sur l'Évangile », dans *L'aumônier jaciste*, Paris, Éditions de la JAC, 1938, p. 38.

<sup>40</sup> « Au lieu d'employer la méthode habituelle, instruction ou "topo", qu'il faut bannir résolument, le prêtre emploiera la formule "Commentaire d'Évangile". (...) La méthode n'est pas nouvelle, c'est celle qu'employait le vieux Socrate avec ses disciples et qu'il appelait "Maïeutique" et définition ; *L'aumônier jaciste*, Paris, Éditions de la JAC, 1938, pp. 52-53.

<sup>41</sup> « L'aumônier, assistant et docteur » : lorsqu'il s'agit de « vérité chrétienne, toute vérité dogmatique ou morale (...) le prêtre a le devoir grave d'enseigner, devoir qu'il ne peut remettre entre les mains de personne. Il est "docens" et ce ne sont pas les jeunes qui s'enseignent eux-mêmes ; *ibidem*.



*indiqué, les questions, essaiera de faire causer des camarades... d'abord timides, gênés par la difficulté même de trouver les mots, qui correspondent à leurs idées... puis, plus hardis... heureux d'avoir découvert tel aspect de la vie du Christ... qui sera une lumière et une force. Et le prêtre est là ; assistant, joyeux lui aussi, à la vue des premiers pas de ses jeunes... reposant telle question dont on n'a pas assez tiré parti, redressant une idée excessive, aidant à creuser une mine trop vite abandonnée ; donnant lui aussi, quelque chose de sa vie, découvrant des horizons insoupçonnés, proposant tel sacrifice. Alors, il pourra se faire que les militants aient le désir d'être plus "instruits" sur tel chapitre de la théologie, sur les grandes vérités fondamentales, sur les encycliques. Dès lors, le prêtre ne sera plus seulement un initiateur, un éveilleur d'âmes, il sera le maître qui transmet le message du Christ, l'enseignement de l'Église... mais toujours pour aboutir au travail propre de l'Action catholique<sup>42</sup> ».*

La pédagogie ainsi explicitée est censée provoquer, par la joie et le plaisir commun, une stimulation intellectuelle qui pousse les jeunes gens à réclamer d'eux-mêmes une formation spirituelle plus poussée. Mais si la méthode édictée par le secrétariat central des mouvements peut apparaître moderne en ce qu'elle accorde une large place aux laïcs dans la discussion religieuse et qu'elle amoindrit le rôle du prêtre qui n'est plus le seul détenteur de la parole religieuse même s'il reste le garant des dogmes, la mise en pratique du commentaire d'Évangile dans les sections et dans les centres est loin de s'y conformer pleinement dans les années 1930. En effet, le commentaire trouve avant tout sa source dans *La page de la militante* et *La page du militant*, journaux destinés aux responsables du mouvement, où est publié un Évangile ainsi que son commentaire. Les jacistes ne commentent donc pas d'elles-mêmes le texte de l'Évangile, mais s'appuient sur celui réalisé par le secrétariat central qui pose également, en ouverture, des questions auxquelles elles peuvent répondre pour lancer une discussion. Nous avons déjà vu comment fonctionne le centre de Lons-le-Saunier autour de sa présidente Marguerite Clavez et de son aumônier Paul Lamy, souvent absent puisque faisant office de bras droit du directeur des Œuvres. Alors qu'au lancement du centre c'est lui qui a la charge de prononcer la prière et de réaliser le commentaire d'Évangile<sup>43</sup>, au fur et à mesure de ses absences, c'est Marguerite Clavez qui prend le relais puis ce travail spirituel est réalisé de manière collective à partir de la fin de l'année 1937. Le temps consacré à la discussion sur le commentaire d'Évangile, une à deux heures, qui structure les réunions du centre de Lons-le-

---

<sup>42</sup>*L'aumônier jaciste*, Paris, Éditions de la JAC, 1938, pp. 38-39.

<sup>43</sup>Il semble qu'il lise le commentaire du journal puis qu'il dirige la discussion ayant trait.

Saunier, rend bien compte de l'insistance sur « la formation morale<sup>44</sup> » de jeunes filles qui prennent l'habitude de prendre la parole sur ces aspects spirituels, auparavant traditionnellement réservés aux clercs ou à l'élite des dames patronnesses.

Dans les autres centres, les situations ne sont pas toujours analogues comme le signale une note de Monique Gauthier qui réalise une tournée fin 1937<sup>45</sup>. Ainsi le centre de Voiteur se contente de la lecture du commentaire d'Évangile alors que celui de Champagnole s'en passe tout simplement. Foncine-le-Bas provoque une discussion collective autour de l'Évangile pendant que le centre de Salins-les-Bains demande aux militantes de le préparer en répondant par écrit à au moins une des questions qu'il provoque. Monique Gauthier relève bien qu'à Lons-le-Saunier, le commentaire d'Évangile a lieu « sans aumônier » et insiste sur le centre d'Orgelet qu'elle préside et où a été réalisée « une mise au point pour arriver à ce que tout le monde parle sans gêne de Notre Seigneur pour qu'il soit bien Nôtre. ».

Dans les sections, les situations sont tout autant hétérogènes et les rares comptes-rendus de réunions auxquels nous avons pu avoir accès révèlent que si la lecture de l'Évangile est quasiment toujours effectuée par l'aumônier ou le prêtre, qui peut également l'expliquer seul comme à Prénovel<sup>46</sup> ou Thervay<sup>47</sup>, des discussions animées peuvent également avoir lieu sur le sujet, comme à Picarreau<sup>48</sup>. Cela semble dépendre de la latitude offerte par le curé qui dirige la réunion de section. Ainsi, en réponse à une lettre de la secrétaire diocésaine qui lui demande s'il serait possible de mettre en place la JACF à Voiteur, le curé de la paroisse répond par la positive et note : « au sujet du commentaire d'Évangile, je pense que c'est d'habitude l'affaire d'une militante dans vos réunions de JACF. Pour cette année, une de Mesdemoiselles les dirigeantes serait toute indiquée pour le faire<sup>49</sup> », signifiant par là même qu'il ne voit aucun inconvénient à ce que cette prérogative ne lui revienne pas, ce qui n'est pas le cas des prêtres

---

<sup>44</sup>*Les Vaillantes*, octobre 1938.

<sup>45</sup>Note de Monique Gauthier (non signée, reconnaissable à l'écriture) sur les centres de JACF, décembre 1937, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3, document 22. Cette visite permet, en plus des comptes-rendus de réunions de centre envoyés à la secrétaire diocésaine, de relativiser les propos de cette dernière concernant leur manque de consistance : « Ces centres n'ont rien donné que des noms sur le papier et ne donneront jamais rien. » ; ADDSC, note d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse « démission », carton de correspondances d'Hélène de Villeneuve-Bargemont.

<sup>46</sup>Lettre de Pauline Guyetant à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 4 décembre 1936 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 287.

<sup>47</sup>Lettre de Solange Gros à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 2 mars 1937 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 248.

<sup>48</sup>Lettre de Jeanne Vallet à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 10 octobre 1937, lettre 103 ; compte-rendu de la réunion du 18 novembre 1937 à Lamarre, inséré entre lettre 85 et lettre 86 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont.

<sup>49</sup>Lettre d'Henri Lambey à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 7 novembre 1935 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 352.

estimant avoir le monopole de la parole religieuse. Mais ces initiatives trouvent rapidement leurs limites dès le moment où sections et équipes sont principalement constituées d'adhérents qui ne sont présents que ponctuellement, n'ont pas accès aux formations plus poussées du mouvement et donc, n'osent que très peu prendre la parole.

Ainsi en 1938<sup>50</sup>, le président de la JAC s'offusque que dans les cercles d'études mis en place par les équipes jacistes<sup>51</sup>, les présents ne prennent pas suffisamment la parole et que « seuls les dirigeants et aumôniers s'expriment ». Il estime que cela révèle « tout simplement cette extrême réserve de langage, ce mutisme quasi absolu du paysan du Jura lorsqu'il s'agit de parler de sa foi de sa vie religieuse. » et annonce que le nombre de participants aux cercles a été réduit pour n'admettre « que les militants, c'est-à-dire les responsables et les chefs d'équipe » ce qui aurait permis des progrès dans travail. On voit se profiler ici une nouvelle définition du militant, qui serait quelqu'un de formé exerçant des responsabilités et qui se distinguerait du simple adhérent ou suiveur épisodique.

L'un des premiers objectifs des mouvements d'Action catholique est de permettre l'élévation du niveau spirituel et théologique des militants afin qu'ils puissent mobiliser leurs connaissances pour convertir leurs semblables. Aussi, difficultés et embarras des militants concernant l'expression sur les choses religieuses posent problème au mouvement en ce que la parole constitue un instrument central dans l'œuvre apostolique. Pour remédier à cela, permettre aux militants et adhérents d'affirmer et d'exalter leurs sentiments religieux, le mouvement met en avant une parole plus collective avec les prières et les chants.

#### 4) Prière et chants : exaltation collective du sentiment religieux

La prière jaciste<sup>52</sup>, récitée quasiment systématiquement au début de chaque réunion<sup>53</sup>, permet aux adhérents de se sentir plus directement concernés en rendant compte des aspirations religieuses ayant trait à leur milieu, à leur travail et à leur quotidien. S'adressant au Christ, elle rappelle en tentant l'homologie, qu'il a « voulu vivre dans une humble bourgade », l'enjoint de

---

<sup>50</sup>*Nenni ma foi !*, février 1938.

<sup>51</sup>Souhaitant contribuer à la formation spirituelle et intellectuelle de toute la base des adhérents, le mouvement masculin encourage les équipes de JAC, équivalentes aux sections de la JACF, à mettre en place ponctuellement en leur sein des « cercles d'études ».

<sup>52</sup>Annexe E-10.

<sup>53</sup>Visible dans tous les comptes-rendus des années 1930 qu'ils soient de la JAC ou de la JACF, de sections, de centre ou fédéraux.

les faire aimer « [leur] famille, [leur] village et tous les paysans, [leurs] frères » et d'affermir « dans le cœur de tous les militants la volonté de refaire chrétiens leurs frères ».

Également, les « veillées de prières », remises au goût du jour par le mouvement, contribuent à offrir la parole religieuse aux militants et par la même occasion, à en délester en partie le prêtre. Celles-ci sont impulsées une fois par an<sup>54</sup> par les secrétariats nationaux des deux mouvements<sup>55</sup> et on encourage ainsi les sections masculines et féminines à les organiser communément au village afin « qu'à la même heure, à travers toute la France, une même supplication jaillisse de tous [les] cœurs fraternellement unis et monte vers le ciel<sup>56</sup> ». Elles sont dirigées par les jeunes eux-mêmes, mais suivent un protocole édité et diffusé par les secrétariats centraux auxquels ils sont tenus de se conformer. Ainsi, en 1936 elle se compose de quatre parties entrecoupées par des chants : « Adoration et réparation » suite à l'exposition du saint sacrement, « action de grâce », « demande » et « offrande ». Elle prend fin avec le salut du très saint sacrement, une prière pour le pape, une consécration au sacré-cœur, et des acclamations finales. La lecture des différentes prières est répartie entre les membres de la ou des sections et a lieu tantôt debout, tantôt à genoux comme le stipulent les annotations des jacistes de Lavigny sur leur fascicule. Ceux-ci se permettent également d'ajouter une autre modification en insérant trois chants de la JAC. En général le lendemain a lieu une journée nationale jaciste où ces derniers sont invités à décorer l'église aux couleurs du mouvement et à communier ensemble pendant une messe qui prend parfois des allures de « messe des paysans ». Dans le Jura c'est à partir de 1937 et sur autorisation explicite de l'évêque que la veillée peut être mixte<sup>57</sup>. En 1938 le journal des Vaillantes qui publie un bon nombre de comptes-rendus des veillées de prière et des journées du lendemain nous apprend qu'elles sont effectivement organisées par la JAC et la JACF dans les paroisses qui disposent de deux sections, qu'elles attirent un grand nombre de parents de jacistes et que la communion commune<sup>58</sup> du lendemain remporte un important succès<sup>59</sup>. La JAC invite également les sections et les secteurs à réaliser des veillées sur ce modèle tout au long de l'année, initiative qui semble avoir été mise en place seulement par le mouvement masculin et que très ponctuellement<sup>60</sup>.

---

<sup>54</sup>Elles ont lieu les 28 mars 1936, 17 mars 1937, 25 mars 1938, 18 février 1939 et 17 mars 1940.

<sup>55</sup>Elles peuvent également être inter-mouvements.

<sup>56</sup>Fascicule de la veillée de prière du 28 mars 1936 ; ADDSC, archives paroissiales de Lavigny.

<sup>57</sup>*Nenni ma foi !*, mars 1937.

<sup>58</sup>La communion lors de la messe n'est pas encore une pratique courante dans les années 1930. Les seules évocations de communion que nous avons relevées dans les deux publications diocésaines sont collectives et concernent exclusivement les messes jacistes ou paysannes.

<sup>59</sup>*Les Vaillantes*, mars 1938, août-septembre 1938.

<sup>60</sup>Le canton d'Arinthod organise une veillée pour le secteur en mai 1937, celui de Saint-Julien en janvier 1937 ; *Nenni ma foi !*, juin-juillet 1937, février 1937.

C'est également par les chants que les adhérents et militants de la section vont pouvoir expérimenter un nouvel élan religieux, lyrique et incarné. Le chant de la JAC<sup>61</sup> notamment, écrit par Joseph Folliet, permet aux jacistes d'exprimer leur joie, de se détendre, d'encourager leur ardeur militante et surtout leur fierté d'être paysan. Si nous reviendrons de manière plus précise sur le lien entre religion et agriculture réalisé par la JAC dans notre huitième chapitre, il convient ici de noter qu'en incarnant une identité et en poussant l'exaltation de la pratique d'apostolat à son comble, les chants jacistes permettent aux militants de développer et d'entretenir un rapport plus joyeux, novateur et audacieux à « la foi de leur baptême ». Bien que la pratique de ce type de chants ait déjà cours dans certains groupements, notamment celui des Jeunes du Jura au début du siècle, elle prend ici une dimension systématique dans les rassemblement et congrès et à partir de l'année 1939 à l'occasion de la préparation du congrès de la JAC, dans les réunions de sections et de secteurs.

Ce sont donc avant tout les responsables qui bénéficient d'une formation spirituelle plus poussée et qui peuvent, dès lors, propager les idées religieuses, faire œuvre d'apostolat et agir en « militant du Christ ». La tentation est grande de distinguer deux types de militantisme et donc de militants : les « militants du mouvement », d'une part, et, d'autre part, ceux qui participent effectivement à l'apostolat hiérarchique, constitué des membres du bureau fédéral et de certains responsables de secteur. Les premiers, exercés et actifs dans le commentaire d'Évangile, ayant suivi plusieurs retraites du mouvement, maîtrisent ses enjeux théologiques et apostoliques alors que les seconds font avant tout œuvre de propagande pour le mouvement, en répandant ses idées, en « faisant des abonnements » à ses journaux et en vendant des calendriers, même si indirectement, cette publicité participe à la diffusion des idées jacistes et chrétiennes au village et dans la société.

Mais l'œuvre apostolique de la JAC comme celle des autres mouvements spécialisés ne passe pas seulement par l'appropriation et la diffusion d'un discours religieux, elle passe également par des actes. En effet, les militants doivent avant tout faire « vivre l'Évangile » dans leur vie pour être réellement chrétiens et pouvoir, par la suite, se constituer en exemple à suivre.

---

<sup>61</sup>« Nous referons chrétiens nos frères par Jésus Christ nous le jurons! Nous leur porterons la lumière et la flamme dont nous brûlons. Dans notre sol, vierge d'ivraie, les grains dorés que nous lançons, au soleil d'une amitié vraie, lèveront en lourdes moissons. », *Chant de la JAC*, Joseph Folliet, annexe E-9.

## II Agir en chrétien ou diffuser les préceptes de l'Évangile au quotidien

La préoccupation première du mouvement, « refaire chrétiennes les campagnes de France », ne vise pas seulement à réactiver les pratiques religieuses conventionnelles, mais à donner une nouvelle dynamique à la foi en insufflant l'esprit et les valeurs chrétiennes dans la vie quotidienne. Si l'esquisse d'une spiritualité de l'action semble se mettre en place par la reprise du modèle christique, il semble néanmoins que les attributions religieuses des filles et des garçons diffèrent.

### 1) Le devoir d'exemplarité

Vers 1935, la secrétaire diocésaine de la JACF présente ainsi le mouvement :

*« Est-il donc si nécessaire de parler de rechristianisation de nos campagnes, de penser que nos filles dans nos villages que l'on dit gardés, protégés, ont besoin de ce travail de conquête ? Il faut croire que oui puisque vous avez vous-mêmes, souvent, signalé certains abus, certains relâchements. Si nos villages ne sont pas révolutionnaires comme certains quartiers de nos villes, s'ils ne sont pas gagnés par certaines théories malsaines, la foi y est bien somnolente, les pratiques religieuses irrégulières et intermittentes, les vertus chrétiennes : charité, pureté, loyauté, laissent bien à désirer. Les jeunes rurales comme les jeunes ouvrières ont donc à « refaire chrétiens leurs frères et à faire reflourir dans nos campagnes l'esprit de l'Évangile. Elles doivent faire la conquête du milieu agricole.[sic]<sup>62</sup> ».*

Rendre siennes « les vertus chrétiennes » et « vivre l'Évangile » est la principale tâche à laquelle doivent s'atteler les jacistes. Ce sont notamment les commentaires d'Évangile qui permettent ce passage de la théorie à l'action notamment pour les groupes qui en discutent activement et qui concluent le commentaire en décidant de prendre des « résolutions ». Une synthèse des réunions du centre de Champagnole envoyé à la secrétaire de la JACF, nous éclaire

---

<sup>62</sup>Discours adressé au vaillantes du Jura pour présenter la JACF, nd, vers 1935 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3, document 7.

sur la manière dont les discussions autour du commentaire permettent aux jeunes filles de reprendre à leur compte la morale et les valeurs qu'ils véhiculent et d'ériger Jésus-Christ en exemple à suivre :

*« Que de belles leçons nous avons pu tirer de nos commentaires d'Évangiles. Ceux-ci nous montrent le chemin du vrai bonheur auquel nous aspirons tous, mais que nous ne trouverons réellement que dans la pratique du bien. C'est d'abord une invitation à la confiance en Dieu, l'abandon à la Providence dans tout ce que nous entreprendrons. Demandons nous d'abord le secours de Dieu, nous ne ferons rien sans sa grâce. Ensuite c'est le bonheur promis par Jésus-Christ lui-même dans le sermon sur la montagne ; à l'exemple du Maître nous voyons comment par la douceur, la charité, nous saurons ramener les âmes à Dieu. Que de fois n'aurons-nous pas à pratiquer cette charité qui nous rendra plus patient en famille et mettra l'union dans les groupes en évitant toute jalousie, toute susceptibilité. Comment accepter nos souffrances et aider les autres à supporter les leurs, en réparation.[sic] <sup>63</sup> ».*

La JAC fonde surtout son action sur les principes et sur la vie du Christ, retransmis par les Évangiles. Celui-ci est perçu comme un modèle à suivre dans la vie quotidienne et la charité dont il fait preuve est érigé comme le principal idéal vers lequel les jacistes doivent tendre. En se moralisant et en suivant au quotidien l'exemple de leur « Maître », les jacistes font également œuvre d'apostolat puisqu'en les appliquant ils donnent à voir les vertus et donc la grandeur du catholicisme. Comme le note assez maladroitement une militante de Nozeroy, vivre l'Évangile, c'est aussi le diffuser : « En vivant un peu l'Évangile dans nos champs nous pouvons faire rayonner le Christ autour de nous et c'est ce que nous nous efforcerons de faire de plus en plus en pratiquant cette vie intérieure chrétienne profonde, et en se dévouant pour le bien des âmes qui nous entourent.<sup>64</sup> ». Le mouvement masculin n'est pas en reste et estime également que l'exemplarité reste l'un des premiers moyens et devoirs du jaciste pour exercer son apostolat. En février 1938, le président de la JAC, Henri Richard explique ainsi :

*« Il faut envisager comment les militants exerceront leur action :*

*- Par leur exemple : c'est évidemment le devoir élémentaire de tout bon chrétien*

---

<sup>63</sup>Compte rendu des réunions du centre de Champagnole, 21 mai 1937 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont liasse 3, doc 23.

<sup>64</sup>Compte rendu de réunions « la JACF dans le canton de Nozeroy », nd, vers 1937 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont liasse 3, document 28.

- Par la prière, car tous nos efforts resteront vains s'ils ne sont pas fécondés par la grâce et appuyés par le secours d'En Haut.<sup>65</sup> ».

Convertir les autres par l'exemplarité d'actes puisant leur sens dans les Évangiles et les vertus chrétiennes, telle est l'une des formes de l'apostolat mis en œuvre par les mouvements d'Action catholique.

Comme nous l'avons observé dans notre premier chapitre, Léon XIII avait comme double objectif de résoudre « la question sociale » et de renforcer la place de la religion dans la société en la donnant à voir, par l'intermédiaire de l'action des laïcs. Mais s'il insiste autant sur l'harmonie nécessaire entre le salut des âmes et le souci du bien être temporel c'est parce qu'il considère aussi que « la question sociale » ne relève pas du seul domaine économique, mais aussi du domaine moral, donc spirituel. L'Église aurait donc un rôle à jouer dans la résolution de ce problème et une nouvelle forme d'argumentation est mise en place pour légitimer son intervention dans le domaine temporel.

Jean-Hugues Soret qui analyse l'encyclique « *Graves de Communi* »<sup>66</sup> explique que l'on peut ainsi « parler de l'esquisse d'une spiritualité de l'action » puisque « proposer aux catholiques de "contempler la science de la charité" du Christ telle qu'elle nous est rapportée par les évangiles c'est leur offrir une spiritualité qui soit accordée avec leur pratique<sup>57</sup> ». C'est cette harmonie entre la spiritualité évangélique et l'action des catholiques souvent qualifiée de « catholicisme intégral », à laquelle aspirent les mouvements d'ACS en général et la JAC en particulier. Il faut néanmoins noter que le mouvement reste également en grande partie tributaire de l'héritage de Jacques Maritain et de son ouvrage, *Primauté du spirituel*<sup>67</sup>, qui dans le contexte de condamnation de l'Action française donne une argumentation intellectuelle de type thomiste à une décision que beaucoup de catholiques ont du mal à recevoir : le fait que la foi n'a pas à être contrainte par des contingences stratégiques ni à prendre en compte rapports de forces et ordre politique et social, mais que le primat dans l'action chrétienne revient au « spirituel ». La reprise de cette assertion comme titre d'un article dans *Nenni ma foi !* en 1935 montre que la réception de la pensée du théologien, loin de se cantonner aux sphères intellectuelles, peut s'étendre jusque dans les maisonnettes jurassiennes les plus reculées<sup>68</sup>.

---

<sup>65</sup>*Nenni ma foi !*, février 1938.

<sup>66</sup>Léon XIII, 1901.

<sup>57</sup>SORET Jean-Hugues, *Philosophies...*, op. cité, p. 64.

<sup>67</sup>Paris, Éditions Plon, 1927.

<sup>68</sup>L'article, intitulé « Primauté du spirituel », non signé mais sans doute rédigé par le chanoine Just Pouillard fait très largement écho à la pensée de Maritain : « Nous ne sommes plus des émigrés de l'intérieur. L'Église n'est



L'influence, au demeurant réciproque, que Jacques Maritain exerce sur Charles Thellier de Poncheville peut également contribuer à éclairer les fondements théologiques ou du moins la nébuleuse spirituelle dans laquelle baignent les jacistes en général<sup>69</sup>, et les jacistes jurassiens en particulier. En effet, nous avons déjà signalé dans notre deuxième chapitre la venue à cinq reprises<sup>70</sup> dans le diocèse du chanoine Charles Thellier de Poncheville<sup>71</sup>, principal penseur et conférencier de l'Action catholique dans les années 1930. Celui-ci est notamment en 1934 l'auteur d'une brochure dont le titre lapidaire devient le slogan des mouvements d'ACS : *Tout l'Évangile dans toute la vie*<sup>72</sup>. Programme d'un catholicisme social qui se veut définitivement intégral, l'ouvrage est régulièrement cité dans les pages de *Nenni ma foi !* et la présence physique de son auteur lors des rassemblements des Vaillantes témoigne de l'influence qu'il a pu avoir.

## 2) Moraliser les filles, missionner les garçons : des attributions religieuses genrées ?

Dans les années 1930, le mouvement masculin semble plus prétendre à faire vivre « l'Évangile dans toute la vie » et à développer une spiritualité de l'action centrée sur le modèle christique que le mouvement féminin. En effet, de nombreux discours ardents des présidents diocésains affirment l'importance spirituelle et la capacité de « restauration chrétienne » par l'attitude fervente et pieuse des militants jacistes. Henri Richard s'exprime ainsi lors de la grande journée mariale qui réunit JAC et JACF à Mont-Roland le 2 août 1938 :

---

plus l'ennemie du progrès ; mieux que personne, elle sait mettre une joie saine autour de nos clochers. Toutefois, nous manquerions le vrai but de l'Action Catholique, si nous nous en tenions là et si nous ne réservions pas à l'action proprement spirituelle une bonne part de nos efforts. [...] Propager le règne du Christ, concourir à la mission de réévangéliser le monde, travailler à faire connaître Dieu, être les Samaritains de tant d'égarés, voilà ce que doivent faire les apôtres de l'Action catholique ». [...] Aussi tout en reconnaissant la nécessité d'attirer la jeunesse par d'honnêtes distractions, nous proclamons bien haut la "primauté du spirituel", la nécessité de ne jamais sacrifier le principal, qui est l'éducation chrétienne et l'apostolat des consciences, à l'accessoire des délassements extérieurs. C'est pourquoi, le travail primordial, c'est de choisir, de former et de diriger des militants, capables de prendre leurs responsabilités et de rechristianiser leurs milieux sociaux, où le prêtre ne pénètre presque plus d'ordinaire ». *Nenni ma foi !*, octobre 1935.

<sup>69</sup>TRANVOUEZ Yvon, *Catholiques d'abord : Approches du mouvement catholique en France (XIXe – XXe siècles)*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1988, p. 228.

<sup>70</sup>Le 26 juillet 1931, le 26 août 1931, le 26 novembre 1935, le 18 octobre 1936 et le 9 octobre 1938. *Les Vaillantes du Jura*, juillet et août-septembre 1931, novembre 1935, novembre 1936, octobre 1938.

<sup>71</sup>Voir à son sujet : GUITTON Jean, *L'abbé Charles Thellier de Poncheville*, Paris, Éditions Fayard, 1957.

<sup>72</sup>Paris, Éditions Spes, 1934.

« Il faut que par notre attitude à nous jacistes, nous changions notre milieu, notre village. Il faut que dans toutes nos actions nous mettions la bonne humeur, la charité de "chics types" de ceux qui considèrent un voyou comme un frère qui est dans l'erreur et qu'il faut gagner au Christ, notre frère à tous<sup>73</sup> ».

Le directeur des Œuvres et aumônier fédéral, Just Pouillard, rappelle également régulièrement dans les pages de *Nenni ma foi !* que les militants jacistes doivent être l'avant-garde de l'œuvre de rechristianisation :

« Le grand espoir de demain, ce sont ces militants, ces jeunes militants surtout, de plus en plus nombreux, dont l'attitude, l'action, les paroles, pénétrées de l'esprit de charité universelle, donc vraiment chrétienne, contribuent pour une large part au revirement de l'opinion publique qui s'opère sous nos yeux en faveur de la Religion.<sup>74</sup> ».

Le mouvement masculin se revendique actif, combattant, même « révolutionnaire » et les dirigeants n'hésitent pas à faire directement le lien entre les obligations dues aux chrétiens, les valeurs morales et religieuses et la capacité de changer le monde qui en découlerait, se réappropriant clairement les théories du catholicisme social dans des discours ardents et entraînants jouant sur la virilité. Un article du président fédéral Henri Richard publié début 1939 dans les pages de *Nenni ma foi !* rend parfaitement compte de cette capacité à créer du lien entre théories sociales de l'Église et comportements et vertus individuels afin de mobiliser les militants jacistes :

« Une restauration qui s'impose : On n'y croit pas et pourtant, il faut que cela change. C'est pour nous, chrétiens, un devoir d'organiser une société nouvelle. Les jacistes surtout ont le devoir d'accomplir cette tâche de restauration du monde rural. Tâche de tous les jours, personnelle et collective, de la réforme des consciences. Que chacun se frappe la poitrine parce que tous nous manquons à cette obligation d'entraide fraternelle et d'esprit de dévouement. Nous devons acquérir le sens de l'union, de la solidarité, de la discipline pour une action sociale, action que les encycliques pontificales ont depuis longtemps recommandée. (...) Mais notre révolution qui monte ne veut pas la violence. (...) Arrière les haines, les jalousies,

---

<sup>73</sup>Discours publié dans *Nenni ma foi !*, août 1938.

<sup>74</sup>*Nenni ma foi !*, août 1938.

*l'orgueil ! Arrière l'inaction stérile ! Nous savons de quelle doctrine nous devons inspirer un monde nouveau, ce n'est ni du libéralisme, ni de sa conséquence le communisme. La collaboration sociale chrétienne se prépare. Il faudra bien que l'on entende la masse réfléchie et volontaire des ruraux.*<sup>75</sup> ».

La JACF paraît plus en retrait sur ce type de position et prétend plutôt « moraliser » les jeunes filles. Les discours insistent avant tout sur leur « bonne tenue », le fait d'éviter les coquetteries ou d'être trop superficielles<sup>76</sup>, sur le respect des valeurs chrétiennes dans la vie quotidienne, « charité, pureté, loyauté<sup>77</sup> », mais également respect, décence et modestie. Il apparaît que le mouvement féminin semble plus viser à « encadrer les têtes frivoles des jeunes filles<sup>78</sup> », les moraliser que chercher à les positionner comme missionnaires ou « soldats du Christ<sup>79</sup> » à l'image de leurs frères jacistes. Et bien que les termes de « conquête » et de « conquérantes » soient régulièrement utilisés dans les discours, il semblerait qu'ils s'adressent plus aux jeunes filles elles-mêmes, comme si elles avaient à gagner avant tout leur propre moralité. C'est plutôt par la douceur, la compassion et la charité, vertus essentiellement féminines et mariales, qu'elles doivent s'efforcer de ramener les autres jeunes filles dans le droit chemin, celui de la décence et de la pudeur érigées en « dignité » et surtout celui de la pratique religieuse traditionnelle.

À la JACF, les liens entre les commentaires d'Évangile qui peuvent apporter des réflexions concrètes voire un passage à l'acte autour de résolutions et les enquêtes ne sont pas encore établis de manière efficiente dans les années 1930. Ces méthodes de travail restent séparées et le sens général de la diffusion des Évangiles dans la totalité du quotidien pas encore acté, ceux-ci se limitant à éclairer la vie morale des militantes. La JAC paraît plus avancée sur ce point, notamment parce que le mouvement s'est développé plus tôt et que les militants ont eu le temps d'intégrer les ressorts conceptuels d'un lien entre spirituel et temporel. Ainsi dans les enquêtes menées autour de la méthode du « voir-juger-agir », la JAC mobilise beaucoup plus facilement les enseignements des Évangiles et en général les arguments spirituels dans l'établissement de son « jugement ». L'omniprésence du chanoine Pouillard dans le mouvement masculin, par son assistance aux réunions et congrès, mais également par ses éditos mensuels

---

<sup>75</sup>RICHARD Henri, « Pour un idéal chrétien et social », *Nenni ma foi !*, janvier 1939.

<sup>76</sup>Article de Lucie Pasteur, *Les Vaillantes*, mai 1937.

<sup>77</sup>Discours adressé au vaillantes du Jura pour présenter la JACF, nd, vers 1935 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3, document 7.

<sup>78</sup>« Pour ramener aux préoccupations sérieuses et au désir d'apostolat les têtes, parfois un peu légères, de nos jeunes filles », *SRDSC*, n° 29, 19 juillet 1930.

<sup>79</sup>Titre de l'ouvrage d'Henri Pasteur, publié en 1924.

dans le journal *Nenni ma foi !*, ainsi qu'une orientation nationale largement en faveur d'une formation spirituelle poussée qui défend une vision offensive de l'apostolat masculin, se distingue d'une JACF avant tout contrôlée par des femmes laïques qui, bien que formées spirituellement et intellectuellement, défendent encore l'idée d'un mouvement qui, s'il doit rechristianiser, doit avant tout encadrer et moraliser les jeunes filles.

À la JACF comme à la JAC, la pratique religieuse « conventionnelle » est très vivement encouragée dans les années 1930. Exercice de piété, retraites et assistances aux sacrements restent un horizon qui, s'il est dépassable dans le sens où il se combine avec des pratiques plus « formatrices », constitue la base et la norme. Il n'est pas concevable qu'un jaciste, en bon chrétien, ne se plie pas à ces conventions religieuses. Ainsi, à côté des commentaires d'Évangile, les réunions de centres permettent également de contrôler le respect de ces conventions, comme en témoigne le compte-rendu d'une réunion de celui de Champagnole : « Le commentaire fini, Mr l'aumônier nous invita à faire le "point" c'est-à-dire à regarder où nous en sommes au point de vue vie spirituelle : valeur de nos prières, ferveur et nombre de nos communions<sup>80</sup> ». Les réunions de centres et de sections sont très largement codifiées à la JACF, comme le signale bon nombre de discours et de lettres de la secrétaire fédérale, mais aussi des brochures et des publications nationales<sup>81</sup> et la place accordée aux prières et au contrôle de la pratique religieuse est loin d'être négligeable même si l'exercice innovant du commentaire d'Évangile peut en apparence les dissimuler. Ainsi prières journalières<sup>82</sup>, présence quotidienne à l'office, hebdomadaire aux vêpres, régulière aux pèlerinages diocésains et ponctuelle en retraite, restent la norme à laquelle les jeunes gens et filles doivent s'astreindre. La participation à la chaîne

---

<sup>80</sup>ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 2, entre lettre 164 et 165, nd, vers 1936.

<sup>81</sup>Un article de la Croix rend compte de cette codification des réunions et de l'importance accordée à la prise de résolution concernant les pratiques religieuses quotidiennes : « Voici comment se passe la réunion. Elle commence par la prière jaciste suivie d'un commentaire d'Évangile, présidé par un prêtre, où les Jacistes apprennent à connaître mieux Notre Seigneur et à modifier leur vie à la lumière de ses enseignements. Elles prennent à la suite de chaque étude une résolution pratique pour le mois : visites au Saint Sacrement, communions plus fréquentes, récitation du chapelet, effort contre telle lacune, etc. », « La JACF, son esprit, son organisation », *La Croix*, 7 janvier 1937, p. 3, consulté sur Gallica : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k442909h/f4.item.zoom>

<sup>82</sup>La brochure *L'aumônier jaciste* préconise, outre les prières du matin et du soir, si possible effectuées en famille, que « l'habitude de l'Angélus soit très recommandée » et encourage les « oraisons de plein air », *L'aumônier jaciste*, Paris, Éditions de la JAC, 1938, p. 67.

sacrée<sup>83</sup>, aux missions paroissiales<sup>84</sup> et l'investissement dans les congrégations locales sont également perçus comme étant indispensable pour les militants du mouvement. Ces pratiques sont même renforcées par le développement des veillées de prière et des récollections jacistes.

Les enquêtes religieuses réalisées par la section JAC de Lavigny démontrent également le souci accordé au renforcement des pratiques traditionnelles. En effet, l'enquête portant sur le travail dominical dénonce la « profanation du dimanche » par le travail agricole<sup>85</sup> ou par des loisirs « dangereux »<sup>86</sup>, valorise la messe comme « devoir d'adoration, d'expiation, de réparation » pour ses fautes et « d'action de grâce » et signale que « l'expérience prouve bien que la désertion des vêpres est souvent pour un jeune homme le premier pas vers la profanation du dimanche ». En évoquant le « démon » et en signalant que « la profanation du dimanche est un des péchés qui attire le plus la colère de Dieu sur les familles et sur les peuples », les jeunes jacistes mobilisent des références médiévales d'un dieu impitoyable et vengeur aux antipodes du modèle d'un dieu indulgent et miséricordieux qui se développe depuis la période moderne, valorisé par l'Église depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle et porté par les mouvements d'Action catholique. Également l'enquête de la même section sur le culte de Notre Dame indique que les jacistes s'attachent davantage à la description érudite du culte et de son histoire qu'à la manière dont celui-ci pourrait être utilisé, réapproprié voir modernisé. Ce sont ainsi les pratiques traditionnelles qui en sortent renforcées. En effet, après avoir exposé, en huit pages, l'histoire de l'établissement du culte de Notre Dame, de la chapelle et des deux pèlerinages dédiés dans la paroisse, les jacistes répondent à deux questions en moins d'une page, en lien avec leurs pratiques :

---

<sup>83</sup> La chaîne sacrée semble se mettre en place à partir de l'automne 1927 autour de Dole. Elle a pour objectif « d'assurer pour chaque jour de l'année des communions et des prières aux intentions de la Fédération diocésaine des Vaillantes et des groupes qui la composent ». Les jeunes filles et les groupes paroissiaux s'inscrivent donc au moins pour un jour par mois où ils s'engagent à communier et prier pour leur Fédération. Ces inscriptions sont recensées par la Fédération et publiées dans le bulletin des Vaillantes à chaque numéro. *Les Vaillantes du Jura*, octobre 1927.

<sup>84</sup> Les missions paroissiales, « héritage le plus patent de la réforme tridentine » selon Michel Lagrée, sont toujours très denses dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Il s'agit de retraites spirituelles destinées à la communauté paroissiale qui durent plusieurs jours, souvent une semaine, et qui consistent en une série d'activités spirituelles (processions, salut et adoration du saint-Sacrement, récitation de chapelets, messes...) ponctuées de prêches et de conférences religieuses données par un ou plusieurs prédicateurs extérieurs. LAGRÉE Michel, *Religion et modernité. France XIX<sup>e</sup>me XX<sup>e</sup>me siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003, pp. 121-136.

<sup>85</sup> « L'on verra tel à la procession de la Fête Dieu s'en aller souffrir sa vigne, faucher son foin les dimanches suivants. Ou encore ceux-ci, manquant la Messe sans scrupules pour aller vendanger. » 16 août 1936, rapport du secteur de Voiteur sur « le dimanche jaciste », ADDSC, archives paroissiales de Lavigny.

<sup>86</sup> « Ah si les jeunes se laissant ainsi entraîner réfléchissaient aux conséquences de ces foudres, non seulement pour eux-mêmes mais aussi peut-être un jour pour des êtres bien chers, comme ils craindraient ces amusements si dangereux et comme ils éviteraient de faire ainsi du jour du Seigneur le jour du démon ! » 16 août 1936, rapport du secteur de Voiteur sur « le dimanche jaciste », ADDSC, archives paroissiales de Lavigny.

*« Quel rôle peut jouer le culte bien compris de Notre Dame dans la vie individuelle, familiale ? Indiquez une résolution très pratique de votre groupe pour renouveler parmi vous le culte de Notre Dame. ». À cette dernière question ils répondent : « Comme conclusion à cette étude sur le culte de Notre Dame, les membres du groupe de Lavigny qui ont pris part à cette étude vont travailler de tout leur cœur à augmenter le culte envers Marie dans leur paroisse en participant plus activement à la vie de leur congrégation et en prenant la résolution pratique de réciter matin et soir trois Ave Maria pour demander à cette Bonne Mère de les préserver du péché mortel.<sup>87</sup> ».*

Le souci de préservation morale reste fort et le renforcement de la pratique religieuse traditionnelle, exercices de piété et assistance aux sacrements, une priorité pour un mouvement qui vise également à susciter des vocations, tant féminines que masculines, pour renouveler un clergé numériquement affaibli.

Tout en préservant et renforçant la pratique religieuse traditionnelle, la JAC renouvelle le rapport des jeunes au religieux en valorisant leur prise de parole sur le sujet, en cherchant à développer leur formation spirituelle et en leur offrant la possibilité de discuter des Évangiles et de découvrir de manière collective, comment ils peuvent les mettre en application dans leur vie quotidienne par un enseignement qui reste essentiellement vertical, mais qui ouvre la voie à l'horizontalité. Si les exercices de l'enquête et du commentaire d'Évangile, de la méthode du « voir, juger, agir » et les apports conceptuels du religieux, ne sont pas encore mis en lien pour former un ensemble cohérent, les militants laïcs se voient ainsi offrir plus de possibilités pour se saisir du spirituel. La religion commence à être plus incarnée, avec ses références à la jeunesse, à la paysannerie et au « pays » dans les prières et les chansons et à vivre de manière plus consciente que routinière par les militants. Enfin, le développement du modèle christique autour de la valorisation des vertus chrétiennes, charité, dignité, amour, ouvre la voie à une spiritualité de l'action dont le changement social est l'un des objectifs même si sur le plan théorique cet objectif est avant tout assigné aux jeunes gens.

C'est justement l'étude plus fine de la conception de ce changement social par la branche féminine du mouvement — offerte par l'accès à des archives plus denses et plus singulières que celle de la JAC — qui peut nous permettre à la fois de mesurer les écarts entre la théorie de

---

<sup>87</sup>« Enquête sur le culte de Notre Dame à Lavigny », décembre 1934 ; ADDSC, archives paroissiales de Lavigny.

l'Action catholique et sa mise en œuvre au quotidien, mais également d'observer les éventuelles contradictions qui peuvent émerger dans les paroles et dans les actes, au sein de la hiérarchie militante.

### **III À la JACF : une foi à « deux vitesses » ?**

Si, comme nous l'avons vu précédemment, la JACF véhicule globalement le même discours et les mêmes pratiques que la JAC sur le plan spirituel, il nous semble pourtant qu'une spécificité s'en dégage. En effet, le mouvement féminin semble se concentrer prioritairement sur l'aspect religieux dans les années 1930, la conformité aux pratiques conventionnelles paraît plus pressante et la moralisation personnelle tout comme celle du « milieu » plus impérieuse. Il convient d'observer dans quelle mesure cela peut relever d'une distinction des attributions et des domaines d'action féminins et par là même de comprendre comment l'Église et la société des années 1930 perçoivent et conçoivent le rôle et la nature de la femme. Également, si les écarts entre la théorie et ses applications pratiques ont déjà été soulignés dans les sous-parties précédentes, l'accès au type d'archives que représentent les correspondances peut nous donner de nouvelles indications sur ce point et surtout, nous permettre d'observer si nous pouvons retrouver les mêmes écarts que ceux constatés au niveau social et culturel entre les militantes et les divers échelons de responsables dans l'expression du sentiment religieux. S'il apparaît évident qu'une correspondance, même intime, ne peut révéler la foi pensée et vécue des jeunes filles, elle nous donne néanmoins des indications pour voir dans quelle mesure ce type d'expression peut être considéré comme un marqueur social et pour observer plus finement d'éventuels changements, imputables aux théories véhiculées par la JACF, dans le rapport des jacistes au religieux.

#### **1) Le rôle et la nature de la femme au prisme de l'analyse des attributions au sein de la JACF**

Malgré une pratique religieuse plus efficiente chez les femmes en général et les jeunes filles en particulier, l'essoufflement des Œuvres féminines, la diminution des patronages et la

désuétude de la pratique congréganiste au début du XX<sup>e</sup> siècle, largement mis en évidence par Jacqueline Roux<sup>88</sup>, concourent à la volonté du clergé et des élites locales de renouveler et redynamiser l'encadrement spirituel des jeunes filles. Ils estiment alors, que si la déprise religieuse est moins importante du côté féminin, que si les « jeunes filles, moins émancipées, plus soumises ou plus timides, ont pu longtemps donner le change<sup>89</sup> », les pratiques traditionnelles ne leur permettent pas totalement de résister aux sollicitations du monde<sup>90</sup>. La nature jugée « faible » ou « frivole » des jeunes filles justifie un encadrement plus strict et rigoureux et le développement d'une formation spirituelle plus solide. C'est ce qui concourt en grande partie à la formation des Fédérations de jeunes filles et justifie également le développement de la JACF. Les jeunes filles doivent également être prises en charge par l'Église, se fédérer et être formées, pour pouvoir se moraliser, revenir au Christ et par là même, « refaire chrétiennes leurs sœurs ». Les objectifs spirituels de la JACF sont plus vifs et manifestes que chez son homologue masculin également parce que celui-ci se doit d'être acteur de la transformation sociale et du changement du milieu rural et ses institutions, comme nous le verrons dans une seconde partie. La JACF, assez loin de cette préoccupation et n'ayant pas les moyens d'agir comme tels dans les années 1930, se focalise sur le changement moral, dans le foyer et dans le village, champ et lieux d'action ou elle est jugée légitime.

Ce changement moral passe notamment par la défense de la vertu et de la dignité de la jeune fille, régulièrement rappelée dans les pages des journaux nationaux et qui fait l'objet de la campagne d'année de 1937-1938<sup>91</sup>. Lucie Pasteur dans un article sur « les consignes jacistes de l'été » en 1937<sup>92</sup>, se situe dans la droite ligne des conceptions nationales en révélant les à

---

<sup>88</sup> ROUX Jacqueline, « Les fédérations diocésaines de jeunes filles 1904-1945 : une ACJF féminine ? », thèse d'Histoire sous la direction de Gérard Cholvy, université de Montpellier 3, 1990.

<sup>89</sup>C'est ce que constate l'introduction de la brochure *Paysanne au miroir de la JACF* : « Là où l'on se contente de garder, d'entretenir, de prolonger, la vie religieuse se retire et dépérit. On le sait depuis longtemps en ce qui concerne les garçons. Les jeunes filles, moins émancipées, plus soumises ou plus timides, ont pu longtemps donner le change. En fait, avec un peu de retard, elles prennent le même chemin : elles y passeront comme les autres. Maintenir ne suffit pas : il faut choisir entre une lente décadence ou un renouveau sauveur. » ; ADDSC, Anonyme, *Paysannes au miroir d'une enquête de la JACF*, Paris, Bureau des Études, 1939, p. 3.

<sup>90</sup>En 1901, l'abbé Jolieu, prêtre ariégeois écrit : « Plus que jamais les légèretés, les attraites, les dangers du monde les amorcent, les oppressent » et en 1907 un texte publié dans *la Bannière de Marie* signale : « Pour ne parler que des congrégations d'Enfants de Marie, n'est-il pas vrai qu'au lieu de donner à leurs membres une forte formation intellectuelle (à l'élite, pour le moins), on a fait jouer trop exclusivement les ressorts du sentiment et du cœur ? [...] Tandis que l'esprit du monde, caché ou étalé dans les faits divers du journal impie, sous la couverture jaune d'un roman à la mode, jusque dans les conversations de la rue et de l'atelier, montant comme une inquiétante marée » cité par ROUX Jacqueline, *Sous l'étendard de Jeanne...*, op cité, p. 28 et pp. 48-19.

<sup>91</sup>La campagne d'année porte sur « la dignité de la jeune fille » et implique que le travail des sections et des fédérations se concentre sur ce sujet, par le biais de discussions et la réalisation d'enquêtes.

<sup>92</sup>*Les Vaillantes*, mai 1937.



priori de genre sur les défauts féminins et en insistant sur l'importance de « prêcher l'exemple » pour les éradiquer. Elle note ainsi :

*« Votre vie de jeune fille ne doit elle pas être la préparation de votre vie d'épouse ? Il y a des plis d'âmes qui ne s'effacent jamais ; la coquetterie, la légèreté qu'on se permet à vingt ans laisseront des traces, elles ne feront jamais de vous les femmes aimantes et dévouées nécessaires à la rechristianisation du milieu rural ».* Elle conclut sur un ton entraînant : *« Ayez donc le courage, vous surtout les militantes, de ne pas suivre les autres, mais de les entraîner vers cet idéal de réserve, de bonne tenue que vous êtes certainement capables de comprendre et de réaliser ».*

La JAC ne délaisse pas le sujet pour autant et les garçons sont régulièrement amenés à réfléchir sur leurs rapports avec les jeunes filles, appelés à être plus respectueux et à faire vivre ce respect autour d'eux. Ainsi le numéro spécial du journal *la Jeunesse agricole* en 1937<sup>93</sup>, rappelle que « à la JAC, toutes les sections s'appliquent à inculquer aux Jeunes Gens le respect, l'estime et la considération des jeunes paysannes » et que « les jacistes luttent avec vaillance contre tout ce qui, dans les conversations, dans la tenue et dans les amusements, peut porter atteinte à l'honneur et à la vertu de la jeune fille ». L'argumentation se fonde sur des valeurs et des préceptes chrétiens, mais également sur l'idée plus pragmatique des perspectives d'avenir. En effet, il est rappelé que les jeunes filles sont de potentielles femmes et que « pour fonder un foyer, il faut être deux ». Ainsi, il y a des « devoirs fraternels vis-à-vis de celles qui doivent être demain leurs épouses et les gardiennes de leurs foyers », devoirs qui participent également au projet de « relèvement du monde rural<sup>94</sup> ».

Outre ce constat concernant la baisse de moralité qui ferait intégralement partie du « malaise paysan » et qui serait révélateur d'un processus de déchristianisation des campagnes, et les solutions proposées pour y remédier, la JACF préconise également un renouveau spirituel qui dépasse les pratiques traditionnelles. Il est ainsi fait le constat que « laissant intactes les formules et les pratiques coutumières, le doute, l'indifférence religieuse s'installe dans les âmes,

---

<sup>93</sup>*La Jeunesse agricole*, mars 1937.

<sup>94</sup>« Tout relâchement à cet égard doit être considéré comme un manque de sentiment chevaleresque qui doit inspirer au jacistes l'ambition de défendre l'honneur, la réputation et la vertu des jeunes paysannes. Il faut faire comprendre aux jeunes gens qu'il s'agit là d'un dépôt sacré sans lequel relèvement du monde rural est impossible », *La Jeunesse agricole*, mars 1937.

comme un ver sournois dans les plus beaux fruits.<sup>95</sup> » et qu'une « foi de première communiant<sup>96</sup> » est insuffisante pour que les jeunes filles prennent conscience de l'utilité sociale de la religion. Pour les jacistes, ce renouveau spirituel passe notamment par la méditation, chose à laquelle elles apparaissent plus disposées, par "nature", que les garçons. Ainsi la synthèse de l'enquête nationale de 1939 souligne :

*« Une étonnante facilité à passer presque sans transition d'une attitude humiliée, asservies de bête de somme... à la liberté intérieure d'une vie contemplative. Quand elles ne se laissent pas accabler sous le poids de la solitude, l'existence laborieuse, austère, dépendante que mènent nos jeunes rurales rend leurs âmes merveilleusement attentives aux réalités spirituelles. Elles sont chez elles dans l'Évangile. Non qu'elles soient toujours capables d'expliquer le texte ; mais elles s'en nourrissent silencieusement par une sorte d'approfondissement intérieur qui se passe presque complètement du cheminement des mots.<sup>97</sup> ».*

Tout en soulignant les difficultés des jeunes filles à comprendre<sup>98</sup> ou à s'exprimer sur les textes religieux des exemples sont donnés quant aux progrès effectués grâce au mouvement en matière de travail et de réflexion sur l'Évangile :

*« Certaines, dans une vie très occupée, trouvent le temps de méditer quotidiennement l'Évangile. "A quel moment ? Demande-t-on à l'une d'entre elles. Le matin, en me levant une demi-heure plus tôt ; cela vaut bien la peine. Mais alors, à quelle heure vous levez-vous ? À 4h et demie !" ». Un autre exemple rapporte : « Deux sœurs lisent à tour de rôle à haute voix quelques lignes d'Évangile tout en faisant leur toilette : "On y repense en allant traire". ».*

L'engagement dans la voie d'une spiritualité plus intense, également visible avec la promotion des retraites fermées et de la réflexion pour faire « pénétrer l'évangile dans toute la vie » sur lesquels nous sommes déjà revenue, vise avant tout à renforcer la vie religieuse, mais également, dans une perspective plus institutionnelle, à recruter de jeunes filles pour le service

---

<sup>95</sup>Anonyme, *Paysannes au miroir d'une enquête de la JACF*, Paris, Bureau des Études, 1939, p. 2.

<sup>96</sup>À l'âge des jeunes filles « M. le curé est loin, aussi loin que le catéchisme ; la religion est encore cette chose apprise qui ne semble servir à rien ; une foi "de première communiant" ne peut aider à faire le point. D'un côté il y a ce que l'on a appris, de l'autre ce que la vie montre, et les deux tableaux ne concordent pas », *ibidem*, p. 6.

<sup>97</sup>Anonyme, *Paysannes au miroir d'une enquête de la JACF*, Paris, Bureau des Études, 1939, p. 18.

<sup>98</sup>Certaines reconnaissent « patauger » dans leur compréhension, *ibid*, p. 19.

religieux et les ordres. Ainsi, le cours de « linge d'Église » de la semaine rurale de 1936<sup>99</sup> ou l'encouragement à prendre en charge les enfants en tant que catéchèse ou monitrice puis, après la création des Âmes vaillantes en 1936<sup>100</sup>, en tant que responsable, montre que la jaciste doit rester l'auxiliaire du prêtre dans la paroisse. Comme le rappelle vigoureusement l'évêque Faure fin 1934, il faut :

*« veiller à ce que les groupements contemporains de jeunesse féminine ne privent pas les paroisses des services, ni de l'édification dont elles ont besoin. Ainsi il serait profondément regrettable que leur existence dans une paroisse empêche de trouver aussi facilement des auxiliaires pour l'enseignement du catéchisme et la tenue des églises et des autels, ou nuise au recrutement des chœurs de chant, des conférences des enfants de Marie ou autres confréries pieuses. »*<sup>101</sup>

Par ailleurs, le dossier d'affiliation à la JACF comporte dans la liste des activités dont le groupe doit rendre compte pour prétendre à l'étiquette jaciste « Services rendus à la paroisse (cultes, Œuvres paroissiales) » ce qui indique bien le caractère obligatoire de l'investissement paroissial. Comme nous l'avons déjà souligné, jusqu'en 1946, le bulletin des *Vaillantes* choisit de répertorier les prises d'habit dans son « carnet de famille » sous le titre « la meilleure part », rendant par-là compte de la prééminence du choix de l'entrée dans les ordres pour les jeunes filles. Également, la tournée des sections réalisée par Monique de Longeville au printemps 1933 et dont le carnet est conservé aux archives diocésaines<sup>102</sup> donne à voir que la Fédération des vaillantes cherche les meilleurs éléments pour les orienter vers l'entrée en religion. Si les jeunes hommes de tous milieux sociaux, par l'accès au petit séminaire, peuvent prétendre à une formation spirituelle plus poussée, l'éducation religieuse des jeunes filles s'arrête au catéchisme voire à la pratique congréganiste et c'est bien en partie le rôle de la JACF et plus généralement des Fédérations de jeunes filles de pousser à révéler des vocations. Mais il conviendrait de

---

<sup>99</sup>Programme de la SR de 1936 ; *Les Vaillantes*, décembre 1936.

<sup>100</sup>Mouvement d'Action catholique des enfants, cœurs vaillants pour les garçons, âmes vaillantes pour les jeunes filles. Ces mouvements, en théorie encadrés par le prêtre de la paroisse, sont souvent confiés à de jeunes filles et visent à encadrer les plus jeunes et à préparer au recrutement des mouvements d'ACS. Ainsi Jules Vacelet, curé de Montrond note en 1937 : « Mais ce que je voudrais c'est enrôler des pré-jacistes. J'ai une douzaine de petite filles, 11-12 ans, qui sont assez bien disposées et si elles ne sont pas groupées dans quelques Œuvres, pourraient bien échapper à notre influence. Alors pour les garder il me semble qu'un groupe de pré-jacistes pourrait être d'une grande utilité et ce serait préparer le recrutement du groupe de JACF. ». Lettre à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 28 décembre 1936 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 270.

<sup>101</sup>*Les Vaillantes*, novembre 1934.

<sup>102</sup>Il a été déposé aux ADDSC par l'abbé Pierre Lacroix suite au don de Nelly de Longeville en 1979.

savoir qui sont ces plus de 5 % de jacistes qui s'engagent dans les ordres afin de voir dans quelle mesure cet engagement peut également être un marqueur social, surtout lorsque les prises d'habit ont lieu à l'extérieur du diocèse comme c'est le cas pour cinq sur les 16 repérées. Si nous n'avons pas de réponse sur ce point, cela soulève néanmoins la question de savoir si le rapport au religieux et la manière de vivre sa foi est identique chez les militantes et les responsables du mouvement.

## 2) L'éclairage offert par les correspondances

Ceci peut en partie être rendu visible par l'analyse qualitative du contenu des lettres reçues par Hélène de Villeneuve-Bargemont<sup>103</sup>. Il faut néanmoins se prémunir contre l'illusion d'accès à une intimité entière<sup>104</sup> dès le moment où les lettres envoyées répondent avant tout à des impératifs normatifs de l'organisation militante et sont par là même plus à considérer comme des lettres administratives que comme des lettres personnelles. Il n'en reste pas moins que l'étude de cette correspondance reste l'un des moyens à notre portée pour tenter d'approcher les références culturelles et spirituelles des jacistes et la manière de percevoir et de vivre leur rapport à la religion dès le moment où l'objectif premier du mouvement et donc de ses militantes est de « dépasser une foi de première communiant » et de diffuser les préceptes et les valeurs de l'Évangile.

Tout d'abord il faut noter que quasiment aucune lettre ne produit une réflexion théorique sur la spiritualité, ne revient sur la doctrine sociale de l'Église ou n'élabore une pensée de l'Action catholique. Les seules lettres que nous pouvons estimer relativement développées sur l'aspect religieux, sont le fait de Lucie Pasteur ou de Marguerite Clavez, les deux correspondantes les plus assidues d'Hélène de Villeneuve-Bargemont. Et même dans ces lettres, aucune réflexion longue et aboutie concernant la spécificité apostolique ou sociale de la JACF n'est révélée. Marguerite Clavez et Lucie Pasteur font plutôt des références plus ou moins nébuleuses à l'Action catholique et à leur apostolat tout en révélant pourtant leur maîtrise de la doctrine qui les sous-tend. Elles expriment chacune un rapport au religieux en grande partie déterminé par la fonction qu'elles occupent. En effet, Marguerite Clavez, présidente de la JACF

---

<sup>103</sup> Il s'agit du carton constitué de près de 500 lettres qu'Hélène de Villeneuve-Bargemont a reçues entre 1935 et début 1938 ainsi que de nombreux documents concernant la JACF sur cette même période. Le carton, non classé, est disponible aux ADDSC et a été numérisé en totalité.

<sup>104</sup> Voir à ce sujet les réflexions de l'Université d'été de Ferney-Voltaire de 2011 sur les correspondances qui ont donné lieu à publication : MARTIN Philippe (dir.), *La correspondance. Le mythe de l'individu dévoilé ?*, Louvain, Presses universitaires de Louvain, 2015.

et par là même vitrine et meneuse du mouvement, mobilise le référentiel religieux au service de ce que l'on pourrait considérer comme une « mystique militante ». À de nombreuses reprises dans ses lettres elle exalte ainsi l'œuvre jaciste perçue comme « généreux apostolat » et réalisation du « magnifique idéal » de Dieu<sup>105</sup>. Elle valorise l'unité du mouvement ainsi que le zèle de ses membres qui donne la force nécessaire pour mener à bien l'entreprise de rechristianisation<sup>106</sup>. Elle glorifie le dévouement et la charité des militants et des dirigeants au premier rang duquel se trouve la secrétaire diocésaine à qui elle s'adresse, montrant par la même qu'elle a fait siennes les valeurs prônées par le mouvement et que celles-ci trouvent leur application dans le militantisme lui-même<sup>107</sup>. Le zèle dont fait preuve Marguerite Clavez s'exprime également à travers les nombreuses prières<sup>108</sup> pour le mouvement et pour ses dirigeantes dont elle rend très largement compte dans ses courriers qu'elle adresse à un Christ qu'elle perçoit comme compatissant, généreux et porteur d'un message d'amour. C'est d'ailleurs dans la volonté divine qu'elle estime puiser sa force et ses ressources et qu'elle légitime son action<sup>109</sup> qu'elle perçoit, tout comme celle de la secrétaire diocésaine, comme un « sacrifice »<sup>110</sup>.

<sup>105</sup>« La reconnaissance que je désirai témoigner à tous nos dévoués dirigeants et dirigeants je l'ai recommandé avec toute l'insistance de mon affection au bon Maître, si compatissant dans son humble crèche, le priant de bénir et de rendre fécondes et durables les démarches, les demandes et les peines de leurs généreux apostolat, pour la réalisation de son magnifique idéal ». Lettre du 2 janvier 1936 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 231.

<sup>106</sup>« Il faut que le Bon Dieu fasse des merveilles avec la bonne volonté de ses petites militantes. Toutes sont bien résolues à marcher en "plein vent contraire"[sic] et pour cela à mettre "les bouchées doubles" comme vous le dites chère Mademoiselle, quel bonheur de vivre dans une semblable unité c'est pour chacune une grande bénédiction en même temps qu'une force d'action qui nous donne un élan incroyable ! Et c'est pour nos âmes, vivant pour Jésus, la preuve de son grand amour et de son soutien chaque jour parmi tant de difficultés ! Quel bonheur de vivre ainsi intensément et consciemment. Pas de peines perdues... Quel trésor pour aider les amies et pour dédommager par cette suprême reconnaissance qu'est la prière tous les soucis de la générosité dont nous entourent toutes celles et tous ceux qui ont tant souci de nos âmes ! Et vous en avez une large part chère Mademoiselle ! », lettre du 17 septembre 1936 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 202.

<sup>107</sup>« Le bon Dieu nous laisse entrevoir une nouvelle année... qu'elle soit employée toute pour sa gloire et le bien des âmes et que pour les âmes qui lui sont dévouées Notre Seigneur les bénisse pour le plus grand bonheur de celles que nous aimons et à qui nous devons tant de reconnaissance, j'ai nommé nos chères mesdemoiselles de Villeneuve dans toute la charité qu'elles donnent si largement à notre chère JACF (...) Vous êtes si charitables envers vos filles ». Lettre du 30 décembre 1936 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 251.

<sup>108</sup>Des prières qu'elle définit comme « heureuse élévation et communion des âmes en Dieu » ; lettre du 30 décembre 1936, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 251.

<sup>109</sup>« Si Dieu veut pour moi tout ce travail, il faut qu'il y trouve sa gloire » ; lettre du 10 juillet 1937, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 148.

<sup>110</sup>Marguerite Clavez utilise le terme de « sacrifice » dans trois de ses lettres pour parler de l'engagement au service de la JACF en espérant que ceux-ci « seront récompensés » ; lettres du 2 janvier 1936, du 27 septembre 1937, du 17 novembre 1937, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettres 231, 127, 67. Régulièrement elle souligne et remercie la secrétaire diocésaine de son dévouement et fait preuve d'empathie à son égard : « De plus en plus vous méritez pour vos jacistes chère Mademoiselle... Et je comprends l'ingratitude de la charge de secrétaire diocésaine. Que le bon Dieu vous aide, en dédommageant votre zèle au service de la JACF, par d'abondantes grâces », lettre du 10 avril (1936 ou 1937), lettre 232.

Cette conception du « sacrifice » est poussée à son paroxysme dans les lettres de Lucie Pasteur qui en vient même à parler « d'immolations intimes ». Cette dernière, avant tout en charge de l'organisation des Œuvres et de tout le travail administratif s'y rapportant, semble en effet concentrer toutes ses expressions du sentiment religieux autour d'un engagement qu'elle perçoit comme « une rançon des âmes », un dévouement et une abnégation au service d'une cause qui dépasserait tout enjeu temporel et dont l'accomplissement ne se mesurerait qu'au « Paradis »<sup>111</sup>. C'est parce qu'elle entretient une relation amicale avec Hélène de Villeneuve-Bargemont et parce qu'elle se sent solidaire de sa charge qu'elle se permet ainsi de se confier :

*« Je crois que vous et moi ne devons rien attendre d'humain dans nos joies, les autres reçoivent le mot qui les entraînera et nous sommes seules de notre côté avec des choses très lourdes... Je pense que tout apôtre doit passer par cette solitude du cœur, elle est la rançon des âmes et le divin ne peut venir que lorsque le vide est fait.... Nous prions beaucoup les unes pour les autres<sup>112</sup> ».*

Le travail administratif de gestion des Œuvres et de la JACF paraît donc bien lourd à Lucie Pasteur qui, si elle rend également compte de ses joies et satisfactions, est néanmoins avant tout centrée sur ce qu'elle considère comme « les difficultés inséparables de tout apostolat<sup>113</sup> ». Ses plaintes récurrentes<sup>114</sup> laissent paraître qu'elle perçoit son dévouement et son engagement au service des Œuvres non pas comme une action temporelle contribuant à la transformation sociale voulue par les mouvements d'ACS et le catholicisme social, mais comme un moyen de rédemption personnelle dont la valeur serait révélée dans l'au-delà. Si Lucie Pasteur semble

---

<sup>111</sup> « Je ne sors plus ces temps-ci des paperasses, circulaires, travaux d'organisation ! Et je m'aperçois que de votre côté les soucis ne manquent pas non plus ! C'est l'apport personnel à toute la rançon des âmes, on ne saura qu'au Paradis combien ces immolations intimes ont coûté parfois. Heureusement que ces efforts servent au moins à une cause qui en vaut la peine, tant d'autres luttent pour un but matériel. », lettre du 22 juin 1937 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 417.

<sup>112</sup> Lettre du 8 juillet 1936, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 396.

<sup>113</sup> Lettre du 6 août 1935, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 400.

<sup>114</sup> Pour ne citer que quelques exemples parmi tant d'autres qui révèlent sa conception de l'apostolat comme sacrifice : « J'ai bien souvent pensé que le plus dur dans l'apostolat n'était pas encore l'effort personnel, mais cet isolement dont j'ai toujours souffert ici malgré l'entrain apparent. On aura quelques secours intermittents mais dans l'ensemble il n'y faut guère compter. C'est le mérite de ceux qui dirigent de tenir envers et contre tout, l'œuvre est belle, le travail se fait dans nos groupes lentement mais avec du cœur. Alors tant pis pour les petites blessures ! J'en ai eu pas mal ces temps, ce dont je vous parlerai de vive voix » ; lettre du 29 avril 1936, lettre 394 ; « Je crois que sans vous, sans le réconfort de votre amitié, je n'aurais pas eu le courage de continuer l'œuvre entreprise. Ensemble nous porterons mieux la Croix » ; lettre du 27 août 1936, lettre 404. « Je passe une mauvaise période. Vous m'écriviez un jour que vous ne pouviez pas travailler sans sympathie ni sans confiance... Je ne sens moi-même ni sympathie ni confiance, et je marche dans le noir » ; lettre du 12 janvier 1937, lettre 418 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont.

maîtriser le vocabulaire et les méthodes de l'Action catholique et souhaite la prise en charge des rurales par elles-mêmes, elle pense avant tout à « l'élévation des âmes » dans le cadre d'une entreprise de rechristianisation qui se soumette entièrement aux vues hiérarchiques<sup>115</sup>.

À l'exception des lettres de Lucie Pasteur et de Marguerite Clavez dont l'expression du sentiment religieux révèle la manière dont elles conçoivent leur apostolat, entreprise d'abnégation et de sacrifice pour l'une et enthousiaste et ardente pour l'autre, rares sont également les lettres qui évoquent le terme d'« Action catholique » et même d'« apostolat ». Les six lettres qui font référence à l'Action catholique, qui en soi, ne signifient pas adhésion ou même compréhension pleine et entière du concept, sont principalement le fait de hauts responsables. En effet, il s'agit de lettres de Mme Suzanne Ponsar, qui écrit au nom de la Ligue féminine d'ACF, d'Anne Leflaive<sup>116</sup>, secrétaire du secrétariat central des Fédérations diocésaines de jeunes filles, de Vincent Choux curé et aumônier de la section d'Arsure et de Lucie Pasteur<sup>117</sup>. La dernière lettre qui évoque l'Action catholique, utilisée sans majuscule contrairement aux autres citées, est de Jeanne Poux<sup>118</sup>. Cette dernière, déjà responsable des Vaillantes de la paroisse de Mont-sous-Vaudrey avant la formation de la JACF<sup>119</sup>, remercie la secrétaire diocésaine de l'envoi d'une brochure du mouvement, mais lui signale qu'il est difficile, avec « un milieu tellement partagé et si peu de jeunes » de mettre en place un mouvement spécialisé. S'occupant également des jeunes de Vaudrey, cette directrice d'œuvre semble donc maîtriser le sens du concept d'Action catholique et d'Action catholique spécialisée et avoir réfléchi sur la question.

---

<sup>115</sup>À de nombreuses reprises, Lucie Pasteur montre qu'elle tente de faire le lien entre organisation nationale de la JACF et diocèse. Elle insiste auprès d'Hélène de Villeneuve-Bargemont sur le fait « qu'il est des initiatives qui dépassent le cadre diocésain » et sur le développement nécessaire de « relations entre diocèses et de contacts entre le diocèse et Paris [le secrétariat national de la JACF] tout en insistant sur le fait que « tout est entre les mains de l'évêque » et en demandant à la secrétaire fédérale « d'entrer en rapports plus fréquents avec l'évêché », rappelant l'obéissance et la soumission due à la hiérarchie ecclésiastique ; lettre du 25 juin 1935 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 402.

<sup>116</sup>C'est notamment à partir des archives personnelles d'Anne Leflaive, secrétaire centrale de cette Fédération en gestation depuis 1928 et reconnue dans son rôle par l'ACA en 1933 que Jacqueline Roux a pu construire sa thèse sur les Fédérations diocésaines de jeunes filles. ROUX Jacqueline, *Sous l'étendard de Jeanne...*, op. cité, p. 22, pp. 161-174

<sup>117</sup>Lettre de S B Ponsar (Suzanne Bouvet Ponsar) avec en tête de la Ligue féminine d'ACF, du 9 décembre 1936, lettre 318 ; Lettre d'Anne Leflaive avec en tête du Secrétariat central des Fédérations diocésaines de jeunes filles du 9 mai 1936, lettre 345 ; Lettre de Vincent Choux du 24 décembre 1936, lettre 271 ; Lettres de Lucie Pasteur du 24 septembre 1936, lettre 407 et du 31 juillet 1937, lettre 436. ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont.

<sup>118</sup>Lettre du 3 février 1938 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 41.

<sup>119</sup>Jeanne Poux dirige le groupe des Vaillantes de Mont-sous-Vaudrey et est abonnée à la JAF en 1937 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, pochette verte, documents 1, 2 et 4.

Nous n'avons également repéré que dix lettres qui utilisent le terme « apostolat »<sup>120</sup>. Quatre d'entre elles émanent de Lucie Pasteur, deux d'Émilie Mendre, secrétaire nationale de la JACF, une de Marcel Lacroix curé et aumônier de Gillois, une de Marguerite Clavez, présidente fédérale et une autre de Monique Gauthier en date du premier janvier 1938<sup>121</sup>, alors qu'elle est considérée comme le bras droit de la présidente fédérale en étant en charge des secteurs de la JACF. Il n'apparaît rien d'étonnant à ce que ces responsables nationales et fédérales et un aumônier du mouvement utilisent ce terme qui reste le principal mot d'ordre du mouvement. Il apparaît plus étonnant qu'aucune militante ne l'emploie dans sa correspondance, révélant par là même soit le peu de conscience de l'objectif du mouvement soit le détachement à l'égard de celui-ci dans l'échange avec la secrétaire diocésaine. Dans tous les cas il s'agit d'un mot de vocabulaire dont l'emploi ne semble pas aller de soi, sauf pour les dirigeantes ou les aumôniers. À noter cependant que la dernière lettre qui évoque le terme est celle d'une certaine Colette Lambey de Nevy-les-Dole qui, enthousiasmée par une retraite et une journée jaciste, veut se consacrer « à l'apostolat de ces pauvres jeunes filles si ignorantes de la religion et du vrai sens de la vie<sup>122</sup> ». La formulation, très condescendante, révèle assez clairement que Colette Lambey, loin d'être une simple militante, dispose ou croit disposer, d'un capital culturel qui lui permet de formuler ce souhait. Elle dirige en effet, dès avant 1935, le groupe des Vaillantes de cette petite paroisse proche de Dole et est pressentie par Edmée Prudhon pour prendre sa succession comme responsable du centre de Dole fin 1937<sup>123</sup>.

Quelques lettres expriment enfin les sentiments religieux de leurs rédactrices. Elles émanent, une fois de plus, principalement d'individus dont on pourrait attendre qu'ils s'expriment ainsi : des sœurs, des prêtres et de la secrétaire nationale Émilie Mendre<sup>124</sup>. À ces derniers s'ajoutent néanmoins trois jeunes filles : Régina Mourreau, Marie Sage, et une certaine Cécile. Si l'expression religieuse de la première peut sembler classique puisqu'elle revendique son intérêt pour le « mouvement de rechristianisation » qu'est la JACF et son dévouement

---

<sup>120</sup>Il est ici possible que certaines lettres aient échappé à notre vigilance, le repérage ayant été moins rigoureux que pour l'utilisation de l'expression « Action catholique ». Même en considérant ces neuf lettres comme un échantillon, cela ne paraît pas modifier les résultats de l'analyse.

<sup>121</sup>Dans sa lettre Monique Gauthier utilise la première personne du pluriel (« notre apostolat ») rendant par-là compte de l'aspect collectif de l'action ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 259.

<sup>122</sup>Lettre du 30 novembre 1936, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 277.

<sup>123</sup>ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, pochette verte, document 15 et lettre d'Edmée Prudhon à Hélène de Villeneuve-Bargemont du 17 octobre 1937, lettre 115.

<sup>124</sup>Si nous exceptons celles de Marguerite Clavez et de Lucie Pasteur sur lesquelles nous sommes déjà revenue. Il s'agit de sœur Marthe, de sœur Hippolyte et de Paulin Bulaboïs ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettres 3, 25, 349.



religieux, celle des deux autres ont un point commun qu'il convient de souligner. En effet, ces deux lettres émanent de jeunes filles malades, qui le signalent dans leur courrier et s'étendent sur le soutien que leur apporte la religion dans leurs souffrances<sup>125</sup>, comme si celles-ci leur permettaient de développer un surcroît de spiritualité et de l'exprimer. Marie Sage est par ailleurs la seule à rendre compte dans une autre de ses lettres d'une de ses lectures religieuses<sup>126</sup>.

### 3) Les évolutions des rapports des jacistines au religieux

Pour autant les lettres de militantes ne sont pas exemptes d'expressions religieuses. C'est notamment en rendant compte de leurs prières, en sollicitant celles de la secrétaire diocésaine ou en la remerciant pour celles effectuées, que les jacistes estiment élever leurs âmes vers Dieu. Si ce sont surtout Marguerite Clavez qui remercie Hélène de Villeneuve-Bargemont pour ses prières et son dévouement et des prêtres qui évoquent leurs prières pour le mouvement et ses membres<sup>127</sup>, une dizaine de militantes et responsables locales font également état de leurs supplications<sup>128</sup>. L'analyse des formules finales des lettres nous permet de rendre compte de manière plus méthodique de l'utilisation du référentiel religieux et de l'écart sous ce rapport entre les militantes et les divers responsables.

Ainsi il apparaît que 22 lettres utilisent l'expression « Union de prières » et 60 d'autres formules religieuses, ce qui constitue un total de 82 lettres dont la formule finale est empreinte d'expression religieuse, soit 18 % du corpus. L'expression « Union de prières » est utilisée pour 19 des 22 lettres par des prêtres et des responsables fédérales ou nationales du mouvement<sup>129</sup>. Seules Marguerite Delacroix, Geneviève Vallet et Raymonde Coquelin peuvent alors être considérées comme des militantes bien que la première soit responsable du groupe de

---

<sup>125</sup>Marie Sage souligne qu'elle fait déjà « partie de bien des choses de malades : 1. L'union des malades du jura à Lourdes 2. l'Apostolat des malades 3. D'une Fraternité de malade » dirigée par des dominicains avec qui elle entretient des échanges réguliers, pour justifier le fait qu'elle ne peut pas s'investir dans la JACF. Cécile (nom de famille illisible) signale : « Puisque appelée à la "vocation de la souffrance" je ne puis vous aider davantage par mon activité, je le ferai mieux par mes prières et mes souffrances offertes à l'intention de la JACF dans le diocèse » ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettres du 31 octobre 1936 et du 16 septembre 1937, lettres 19 et 128.

<sup>126</sup>Il s'agit de La vie du père Foucault dont elle rend compte de manière exaltée à la secrétaire diocésaine. Lettre du 27 décembre 1936 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 274.

<sup>127</sup>Il s'agit notamment de Paulin Bulaboïs (lettres 349 et 316) ; Paul Lamy (lettre 167) ; Maurice Dalod (lettre 217).

<sup>128</sup>Il s'agit notamment de Geneviève Vallet (lettre 2) ; Marguerite Girod (lettres 7 et 264) ; Marie Sage, (lettre 19) ; Huberte Jaillot (lettre 80) ; Germain Pidoux (lettre 256) ; Jeanne Haury (lettre 336) ; Jeanne Bride (lettre 31) ; Madeleine Robert (lettre 306) ; Anne-Marie Petit (lettre 292) ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont.

<sup>129</sup>Il s'agit d'Alice Barbaud, d'Edmée Prudhon, de Marguerite Clavez, de Paulin Bulaboïs, de Paul Grandvaux, de Lucie Pasteur et d'Émilie Mendre.

Longchaumoises, la seconde présidente du centre de Champagnole<sup>130</sup> et que la dernière devienne par la suite présidente fédérale de la JACF en zone occupée<sup>131</sup>. Dans les 60 lettres qui utilisent des expressions religieuses dans leur formule finale peut être fait le même constat : 33 d'entre elles émanent de clercs, qu'il s'agisse de prêtres ou de sœurs et 22 de responsables fédérales et nationales auxquelles nous avons adjoint celles de Lucie Pasteur<sup>132</sup>. Il reste ainsi seulement cinq lettres que nous pouvons estimer avoir été rédigées par des militantes<sup>133</sup>.

Sans doute pourrait-on supposer qu'à l'instar des formules initiales, les militantes suivent les codes en vigueur dans les divers manuels de correspondance alors que les responsables, fortes d'un capital culturel plus important et d'une meilleure maîtrise de l'expression écrite, se permettent de s'en détacher pour laisser libre cours à leur imagination. Il faut cependant noter que du côté du clergé, les formules sont très codifiées et souvent identiques<sup>134</sup>. Chez les responsables cependant, où les rares militantes qui les utilisent, les formules finales à caractère religieux relèvent, pour la plupart du temps, d'une construction syntaxique lourde, poétique ou exaltée, qui rend bien compte de leur singularité<sup>135</sup>. La grande majorité des militantes choisissent donc d'exprimer dans leurs formules finales leur reconnaissance et leur respect à l'égard de leur secrétaire diocésaine, ce qui pourrait indiquer qu'elles ne maîtrisent pas les mêmes codes de l'écriture que les responsables et les clercs. La maîtrise ou non de ces codes semble justement révéler l'écart et la distance entre responsables et militantes puisqu'au final, les militantes fournissent moins de 10 % des formules finales à caractère religieux, contre 90 % pour les responsables fédérales, les prêtres et les sœurs. Si ces formules ne révèlent pas pour

---

<sup>130</sup> ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 2.

<sup>131</sup> *Les Vaillantes*, décembre 1944.

<sup>132</sup> Ces correspondantes sont suffisamment peu nombreuses pour que nous puissions toutes les citer : Jeanne Bouvier, Marguerite Clavez, Marie-Thérèse Barriley, Monique Gauthier et Émilie Mendre.

<sup>133</sup> Deux d'entre elles sont néanmoins responsables locales : Marie-Louise Billet, présidente de la section du Pasquier et Hélène Faivre, responsable du groupe de Romange. Les trois autres lettres émanent d'Anne Marie Petit, déjà citée pour son « Union de prière », de Germaine Richard de la Loye, de Suzanne Blanc de Salins-les-Bains.

<sup>134</sup> Ces formules évoquent quasiment systématiquement la dévotion à « Notre Seigneur », parfois avec l'abréviation « N. S. ». Citons comme exemple : « En vous remerciant une fois encore, je vous prie Mademoiselle de croire à l'assurance de mes prières et à mes sentiments bien dévoués en N S », Eugène Dussouillez, lettre 337 ; « En terminant je vous prie d'agréer Mademoiselle mes meilleurs souhaits de bonne année, que Dieu vous bénisse ainsi que nos Œuvres. Votre tout dévoué en N. S. », Jules Vacelet, lettre 270 ; « Croyez chère Mademoiselle, à l'expression de mes religieux sentiments en notre Seigneur », Sœur Marthe, lettre 25. ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont.

<sup>135</sup> Pour ne citer que quelques exemples : « Je termine en vous redisant mon affection la plus sincère et l'assurance de mes prières les plus jacistes », Jeanne Bouvier lettre 310 ; « Recevez mon salut affectueux et reconnaissant en la paternelle bonté de notre Père céleste », Germaine Richard lettre 21 ; « Je vous quitte, chère Mademoiselle, en vous disant union de prières pour que le bon Dieu daigne encore bénir cette nouvelle année d'apostolat jaciste et le rendre fécond et recevez l'assurance de mes sentiments cordiaux et respectueux », Edmée Prudhon lettre 59 ; « Croyez à ma profonde union dans le cœur de notre Seigneur, et recevez, ainsi que mademoiselle votre sœur, l'expression de mes sentiments bien affectueux », Monique Gauthier lettre 109. ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont.

autant une pratique religieuse plus importante ou une vie spirituelle plus intense de ce groupe, cela soulève néanmoins la question de la difficulté que peuvent avoir les militantes à se saisir du vocabulaire religieux ou à s'exprimer sur la question comme le révèle la faible proportion d'entre elles qui le font. Cela peut également soulever la question d'une religion qui serait plus incarnée chez les élites religieuses et du mouvement qui assumerait avec plus de fierté leurs convictions religieuses que chez des militantes qui ne parviennent pas encore à adapter les formules religieuses à leur militantisme et à s'approprier et diffuser l'esprit religieux et jaciste dans toutes leurs pratiques quotidiennes par exemple dans leur correspondance. C'est peut-être également par pudeur, par manque d'assurance ou manque de confiance en leurs compétences d'écriture que les militantes n'osent pas s'exprimer ainsi, se contentant de s'en tenir aux considérations pragmatiques et administratives.

Cet écart dans la maîtrise du discours religieux au sein du mouvement entre les différents types d'engagements nous enjoint de nous interroger sur les différences de pratique religieuse qu'il peut révéler ou impliquer. À première vue il semble apparaître que pendant que les militantes nettoient et plient le linge d'Église<sup>136</sup>, font partie du chœur de chant, participent de manière relativement passive aux pèlerinages et réollections, les responsables, formées en retraite, aident à la rédaction du bulletin paroissial, réalisent le commentaire d'Évangile ou dirigent les groupes d'âmes vaillantes. S'agit-il d'une distinction réalisée sur le degré de foi, sur le degré d'engagement dans le mouvement ou sur les capacités culturelles et intellectuelles des militantes ?

Monique de Longeville qui réalise sa tournée des sections tout comme les prêtres et les responsables qui écrivent à Hélène de Villeneuve-Bargemont rendent bien compte du jugement qu'ils formulent sur les capacités intellectuelles et spirituelles des jeunes filles et sur les attributions qui en découlent. Ainsi le curé de Montrond, Jules Vacelet qui écrit à la secrétaire diocésaine pour préparer l'affiliation de la section signale que celle-ci est composée de « 2 vraiment jacistes ; 3 bonnes personnes, mais pas d'autres préoccupations que le mariage ; 2 pour le moment au Saint Esprit de Poligny, très bonnes ; 2 têtes tout à fait légères, espoir de leur être utile ; 1 insignifiante, mais bien disposée.<sup>137</sup> ». Monique de Longeville en 1933 signalait quant à elle les « bons éléments », les « têtes » potentielles des groupes, les jeunes filles à « recruter

---

<sup>136</sup> Comme ne témoigne notamment une lettre de Jeanne Haury qui rend compte de cette activité dans son groupe de Vers-sous-Seillières: « chaque semaine nous nous réunissons un jour pour entretenir le linge d'église, préparer les chants et les enquêtes », lettre du 3 novembre 1936 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 18.

<sup>137</sup> Lettre du 28 décembre 1936 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 270.

pour l'apostolat » ou celles « pour qui seule la partie matérielle existe »<sup>138</sup>. Ces jugements, qui rendent compte du dynamisme ou de l'attentisme du groupe, permettent avant tout de distinguer les jeunes filles estimées « valables » afin de les orienter vers une formation plus approfondie. En effet, comme le signale la brochure jaciste à destination des aumôniers « Un "*minus habens*"<sup>139</sup> ne doit pas être envoyé en retraite fermée ; il serait présomptueux d'attendre de la retraite qu'elle lui donne l'intelligence dont il est trop dépourvu.<sup>140</sup> ». Est également soulignée dans la correspondance de la secrétaire diocésaine l'inconduite de certaines jeunes filles qui provoque l'exclusion du groupe ou une plus forte surveillance<sup>141</sup>. Ainsi, pour être estimées et promues par le mouvement, les jeunes filles doivent avoir des pratiques vertueuses, des dispositions spirituelles et une intelligence jugée acceptable alors que chez les garçons, éloquence, dynamisme et charisme semblent être des critères tout aussi importants que ferveur et piété religieuse. C'est ce qui leur ouvre la porte à une formation spirituelle plus poussée notamment avec l'assistance aux retraites fermées du mouvement. De ces critères découlent en grande partie l'accès aux responsabilités et une division du travail militant. Ainsi, en faisant figure « d'exemple à suivre » par ses qualités morales, sa piété et son ardeur militante, la jeune fille peut prétendre accéder à la « véritable foi », celle comprise et réalisée au quotidien et ainsi vivre non seulement « en chrétienne », mais « en tant que chrétienne », c'est-à-dire en engageant l'Église dans son apostolat<sup>142</sup>.

Dans les années 1930 les objectifs spirituels restent donc la priorité et le champ d'action privilégié de la JACF. La rechristianisation des campagnes est avant tout perçue comme moralisation du milieu, renforcement des pratiques religieuses conventionnelles et initiation d'un renouveau spirituel. L'encadrement des jeunes filles, tantôt perçues comme légères et trop

<sup>138</sup> Cahier de tournée dans les groupes de Vaillantes du canton de Voiteur, Monique de Longeville, avril-mai 1933 ; ADDSC, dossier 5K3, feuillets épars.

<sup>139</sup> Personne ayant moins de sens, moins d'intelligence.

<sup>140</sup> *L'aumônier jaciste*, Paris, Éditions de la JAC, 1938, p. 75.

<sup>141</sup> Dans le groupe des Moussières, deux jeunes filles ont été « exclues du groupe déshonorées » ce qui d'après le curé de la paroisse, « a contribué à discréditer le groupe ». Après cet épisode, dont nous ne connaissons pas la nature de « l'inconduite » en question, le curé a « exigé des futures militantes la promesse ferme du bon exemple et surtout l'engagement de ne jamais mettre les pieds au bal », Lettre d'Eugène Dussouillez, 18 mars 1936, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 355. Plusieurs lettres évoquent « la mauvaise tenue » de certaines jeunes filles en faisant référence à leurs vêtements, sans donner plus d'indications.

<sup>142</sup> Selon la distinction opérée par Jacques Maritain dans son ouvrage *Humanisme intégral* en 1937, qui souligne la différence de l'engagement « *en chrétien* », « qui n'engage que soi dans la totalité de son être chrétien (...) en tant que membre de la communauté spirituelle, sur le plan de l'action directement temporelle et politique » et l'engagement « *en tant que chrétien* », qui engage l'Église dans son apostolat. Le militant d'Action catholique idéal pour l'épiscopat agit « *en tant que chrétien* » dans les limites du mandat qui lui a été assigné alors que l'action catholique et le catholicisme social prônent également une action « en chrétien » dans le domaine temporel. MARITAIN Jacques, *Humanisme intégral. Problèmes temporels et spirituels d'une nouvelle chrétienté*, Paris, Fernand Aubier, 1936, p. 314.

fragiles pour résister aux sollicitations du monde et tantôt comme réservoir des traditions chrétiennes, constitue un enjeu important pour l'Église et pour la JACF qui estiment les femmes légitimes dans leur intervention dans la sphère publique pour la moraliser. Si le renouveau spirituel est effectivement introduit par le travail sur les textes d'Évangile et l'encouragement à une prise de parole sur la chose religieuse, il n'en reste pas moins que cette modernité concerne avant tout la minorité des responsables locales et fédérales. Le fait que les vocables « Action catholique » et « apostolat » soient employés presque exclusivement par des responsables nationaux et fédéraux du mouvement, qui maîtrisent par ailleurs l'expression du sentiment religieux telle qu'elle est alors codifiée par l'Église, pourrait signifier qu'une distinction s'opère entre ceux qui les pensent et les mettent en œuvre et ceux qui font l'objet de cette action ou du moins qui en sont les témoins. S'il ne paraît pas légitime de parler de foi « à deux vitesses », dès le moment où nous ne pouvons pas avoir accès aux pensées intimes des jeunes filles, se distinguent néanmoins différents degrés dans les pratiques apostoliques : celle des responsables fédérales, conscientes et formées aux théories et aux méthodes de l'Action catholique, celle des responsables locales qui peuvent accéder à une formation spirituelle plus solide et interprétable,<sup>143</sup> mais qui restent garantes des pratiques religieuses conventionnelles et celle des militantes, plus propagandistes du mouvement que de la foi, qui complètent de manière plus pédagogique leur instruction religieuse issue du catéchisme.

---

<sup>143</sup>Dans le sens où la formation leur permet de « faire vivre l'évangile dans toute leur vie » et d'agir « en tant que chrétienne », donc de leur offrir une cohérence entre spiritualité et action.

L'analyse des discours et des pratiques religieuses au sein de la JAC/F dans les années 1930 nous permet d'observer la coexistence entre des pratiques traditionnelles riches et denses et des nouveautés pédagogiques et théoriques qui transforment le rapport des populations rurales au religieux. La volonté d'une élévation du niveau spirituel théologique et intellectuel des membres d'Action catholique conduit tout d'abord à un intérêt tout particulier porté à la formation spirituelle de responsables reconnus capables d'agir en « apôtres » dans la société rurale et devant par là même mobiliser des connaissances théologiques solides tout en rendant compte de la vitalité de leur piété.

Mais l'enjeu est crucial : pour éviter la déchristianisation, l'Action catholique revendique également une pratique qui soit, pour tous ses membres, plus conscientisée et incarnée autour de la volonté de transformation et de perfectionnement de soi-même et de celle du milieu environnant. Pour « dépasser la foi de première communiant » , les innovations pédagogiques permettent, en théorie, à chacun de se saisir de la parole religieuse, induisant par là même un enseignement plus horizontal qui, de fait, contribue à remettre en question le monopole de la parole prescriptive du prêtre. En exigeant des militants qu'ils agissent « en chrétien », en diffusant et en appliquant les préceptes de l'Évangile, le mouvement permet de rendre plus palpables et consistantes des théories dont ils peuvent se saisir de manière plus profonde par le travail de discussion collective. Comme le note Jean-Hugues Soret : « La spécialisation est à la fois une méthode de formation et d'apostolat. Méthode de formation tout d'abord qui se caractérise par des traits essentiels : c'est une pédagogie adaptée, concrète et organique. Adaptée au cas de conscience qui se posait à chaque âme dans son milieu de vie alors que l'enseignement du haut de la chaire ne peut être qu'un rappel des principes généraux. Concrète puisque la méthode consiste à faire l'application des principes de la religion et des règles de vie chrétienne à tous les devoirs qui, dans le milieu familial, professionnel, social, s'offrent sous une forme déterminée à chacun, sans jamais séparer le culte d'un côté, l'existence humaine de l'autre. Organique enfin, puisque cette application des principes à la vie toute entière se fait collectivement par une réflexion entre personnes appartenant au même milieu, organiquement, c'est-à-dire que l'organisation elle-même est agent de formation.<sup>144</sup> ». Néanmoins nous avons souligné les limites de cette mise en application de la théorie de l'ACS. Les apports conceptuels du religieux ne sont pas encore toujours mis en lien avec la méthode du « voir, juger, agir » ou, si c'est le cas, dans une optique moralisatrice qui ramène « l'Église enseignante » à sa place, laissant peu de place aux interprétations individuelles.

---

<sup>144</sup>SORET Jean-Hugues, *Philosophies de l'Action catholique...*, op. cité, p. 108

Également, les écarts entre les membres des mouvements, liés aux différents degrés d'engagement, dans la maîtrise des codes et des discours religieux et dans la manière de vivre sa foi rappellent la dysmorphie d'un mouvement qui prétend vouloir former des élites pour « faire levain dans la pâte ». Ainsi, l'action « en tant que chrétien » semble toujours réservée aux dirigeants et responsables du mouvement, suffisamment formés pour pouvoir engager l'Église dans leur apostolat. Mais tout en restant focalisé sur des objectifs missionnaires, le mouvement permet, par le développement d'un enseignement qui ouvre la voie à l'horizontalité, l'émergence d'outils et de théories dont les militants commencent à se saisir pour modifier leur rapport au religieux. En affirmant sa volonté de faire des militants des « apôtres », l'Action catholique leur permet ainsi de sortir de leur passivité, de devenir acteurs de l'Église agissante ce qui contribue en retour à une forme de modernisation de l'Église, en ce qu'elle intègre des principes démocratiques. Et si le souci de préservation morale et la piété traditionnelle, surtout mariale, restent de mise, le développement du modèle christique autour de la valorisation des vertus chrétiennes, charité, dignité, amour, ouvre la voie à une spiritualité de l'action dont le changement social est l'un des objectifs.

# **Chapitre 7 : Le rôle social attribué au militant : discours, pratiques et possibles**

La JAC prétend sortir le milieu rural d'une « crise » qui serait autant agricole que morale en rechristianisant la société rurale et en initiant ses membres à un catholicisme plus incarné. Mais si elle envisage de former de « bons chrétiens » qui puissent devenir des valeurs apostoliques, elle prétend également former une nouvelle élite paysanne qui puisse intégrer toutes les sphères sociales et ainsi contribuer à diffuser par capillarité son influence dans la société. Comme nous l'avons signalé dans notre précédent chapitre les attributions apostoliques des jeunes gens et celles des jeunes filles semblent distinctes. Dans le champ social, les rôles paraissent également genrés : l'homme étant censé prendre une part active à sa conquête, la femme, par sa vertu et sa moralité, maintenir l'homme la terre.

Il convient dès lors d'observer plus précisément la manière dont le mouvement envisage de mettre en place son projet, processus censé se décliner sur le long terme, tant à la JAC qu'à la JACF. Dans quels domaines les jacistes doivent-ils faire preuve d'exemplarité sinon d'infaillibilité ? Comment le mouvement envisage-t-il les rôles du responsable et du militant jaciste ? Dans quelle mesure ces rôles attribués aux hommes et aux femmes diffèrent-ils et s'adaptent-ils aux réalités du quotidien de travail et de la vie sociale ? Les jacistes s'approprient-ils des discours qui restent descendants ? Quelles marges de manœuvre et quelles possibilités s'offrent aux militants et responsables pour infléchir le projet du mouvement ?

Les objectifs, les acteurs et les sources des mouvements JAC et JACF étant distincts, ici encore nous sommes contrainte de décliner nos interrogations en deux parties qui divisent mouvement masculin et mouvement féminin. Nous verrons donc tout d'abord comment se décline la prescription de la « conquête du social » pour les jeunes gens avant d'observer dans quelles mesures les jacistines et la JACF peuvent, par la pratique militante et la confrontation au vécu des jeunes filles, adapter le projet initial.



# I Conquérir le social

Si le rôle des responsables et des militants d'ACS, hérité du catholicisme social, est établi clairement dès les origines du mouvement, il convient d'observer de quelle manière la spécialisation l'adapte et le codifie à destination des ruraux. En effet, l'isolement relatif du paysan dans le travail, si on le compare à son camarade jociste de l'usine, nécessite une différence dans la visibilisation de l'action professionnelle. Également, il convient de se demander quelles distinctions s'opèrent dans les rôles du militant et du responsable et quelle figure « d'élite » le mouvement prétend constituer ?

Pour cela nous nous demanderons tout d'abord quelles convictions animent et motivent la volonté du mouvement de faire émerger des « chefs ruraux » avant d'observer comment il envisage de les former. Nous reviendrons dans un second temps sur la conception qu'il développe du métier d'agriculteur et comment il envisage que cette conception puisse se mettre au service de l'idéal de « reconquête chrétienne ». Enfin, dans un dernier temps nous verrons comment le mouvement s'ancre et s'appuie sur une définition de la famille rurale dont le père, chef de famille, se doit d'être le garant afin d'établir, à une échelle micro, sa propre société catholique.

## 1) Former des chefs

Après la Première guerre mondiale, en 1922, le président de la jeunesse catholique jurassienne, Henri Pasteur, lance un appel exalté à la formation de « chefs » afin de reconstituer et d'encadrer les forces catholiques. Il part de ce constat :

*« Quand on étudie de près la situation actuelle de la Jeunesse catholique du Jura, on est frappé de ce double fait :*

*D'une part, une masse de jeunes gens, de tout jeunes surtout, de 15 à 20 ans, qui ne demandent qu'à marcher.*

*D'autre part, personne ou presque personne pour les encadrer, pour orienter leur activité bouillonnante, pour soutenir et utiliser leurs généreux élans. Cette crise des cadres existe partout. C'est que la guerre a fauché largement dans la génération précédente. [...]*

*Or le rôle de chef est capital. Privée de cette élite, la masse est comme un corps sans ossature, comme un grand fleuve dont les eaux coulent inutiles au lieu d'irriguer les prairies ou de mouvoir les machines. [...] Il faut préparer notre belle jeunesse pour les tâches de demain.<sup>1</sup> »*

L'idée de former une « élite » capable d'encadrer les « masses » est omniprésente dans la société d'Après-guerre qui voit l'émergence de structures partisans et syndicales modernes<sup>2</sup> et qui, chez les catholiques se double du besoin de mettre en ordre de marche des populations qui pourraient faire barrage à de potentielles réminiscences de l'anticléricisme. Convaincu que « Ce sont les élites qui mènent le monde » et que l'œuvre entreprise « vaudra ce que vaut son élite », Henri Pasteur offre ainsi un « remède » en proposant de former des « chefs » dans la nouvelle génération :

*« Il faut d'abord les découvrir dans la masse parmi les plus pieux, les plus intelligents, les plus débrouillards, puis s'occuper d'eux d'une façon particulière. »* et propose une formation autour de trois axes : « goût de la piété », « goût des lectures sérieuses » et « goût de l'action » pour « prendre la tête du mouvement dans toutes les circonstances : accoutumance progressive à exposer un sujet, d'abord devant des camarades, puis devant un auditoire plus important<sup>3</sup> ».

Le programme ainsi posé est mis en œuvre durant toute la décennie dans les groupements de jeunesse catholique du Jura et c'est en grande partie celui que reprendront les mouvements d'Action catholique spécialisée à leur création en ajoutant la dimension ouvrière ou rurale. Ainsi, la volonté de la JAC de former une « élite rurale » et des « chefs compétents », n'est pas nouvelle, elle s'adapte à un milieu de vie. Pour le mouvement, l'objectif est double dans le sens où la formation de cette élite permettrait au milieu rural de sortir de la « crise » dans laquelle il se trouve en formant des exemples professionnels, mais aussi dans le sens où la formation d'une élite chrétienne pourrait concourir à la rechristianisation du milieu rural puisque comme nous l'avons déjà observé, la « crise » définie par la JAC est à la fois morale et matérielle et c'est la déchristianisation qui serait à l'origine du déclin social de la paysannerie. Les responsables jacistes jurassiens intègrent parfaitement ces discours nationaux qu'ils reprennent à leur compte afin de galvaniser les militants. Ainsi alors que le journal diocésain

---

1 « Des Chefs ! », article d'Henri Pasteur dans *Nenni ma foi !*, février 1922.

2 Notamment avec les restructurations de la SFIO et de la SFIC et la création de la CGTU.

3 « Des Chefs ! », article d'Henri Pasteur dans *Nenni ma foi !*, février 1922.

retranscrit une allocution du pape Pie XI sur les « Élités et la masse<sup>4</sup> », lors du congrès diocésain d'ACJF à Lons-le-Saunier le 17 novembre 1935, Henri Richard alors président fédéral s'écrit : « Amis jacistes nous sommes heureux d'appartenir à cette jeunesse paysanne, cette nouvelle jeunesse qui a l'ambition de devenir l'élite dont nos campagnes ont tant besoin<sup>5</sup> ».

L'élite que se propose de former le mouvement devrait donc être à la fois profondément chrétienne et compétente au niveau professionnel. Si la définition même du terme « d'élite » et de ses champs d'action restent assez vagues et qu'il semble s'agir plus simplement de trouver des meneurs ou des cadres afin d'organiser un mouvement qui n'en est qu'à ses débuts, c'est peut-être parce que la JAC se refuse de dénoncer « l'élite » rurale alors en place. Et c'est bien parce que le mouvement est national et que chaque situation locale est distincte, que l'on parle de la Bretagne, de la Beauce ou du Jura, que le positionnement sur le sujet reste assez délicat. Ainsi les journaux jacistes, que ce soit les journaux nationaux ou locaux n'évoquent ni ne dénoncent un « monopole » des notables dans les responsabilités agricoles. Le consensus est unanime : il ne faut pas entrer dans un conflit qui pourrait s'apparenter à une lutte des classes. Cependant lorsque les journaux affirment : « il faut à la terre des compétences et des chefs paysans<sup>6</sup> » ou « pour conjurer la crise rurale il faut une élite rurale<sup>7</sup> », cela signifie que cette « élite » doit être endogène, issue du milieu agricole, et laisse supposer que l'élite d'alors, les responsables des organisations agricoles, ne sont pas des « paysans ». Ces affirmations peuvent s'apparenter à une critique dissimulée : les agriculteurs doivent se prendre en main en gérant leurs propres organisations et cela ne doit plus être le rôle d'une élite extérieure. Néanmoins, si la situation bretonne notamment étudiée par Yves Lambert ou François Colson<sup>8</sup>, a pu montrer que les jacistes ont été poussés à prendre la relève des « anciens notables », c'est très loin d'être le discours véhiculé par le mouvement à l'échelle nationale qui préfère prôner la « collaboration » de tous dans le cadre de la défense de l'unité du milieu.

---

4 *Nenni ma foi !*, avril 1934.

5 Henri Richard, *Nenni ma foi !*, décembre 1935.

6 *La Jeunesse agricole*, mai 1940, supplément illustré, p. 7.

7 « Pour conjurer la crise rurale il faut une élite rurale », *La Jeunesse agricole*, 15 septembre 1934, p. 3.

8 Yves Lambert note alors : « Elle [la JAC] a été en particulier une véritable machine de guerre contre les notables qui encadraient traditionnellement les paysans. On peut parler de lutte des classes dans la mesure où l'enjeu était l'affirmation autonome d'une paysannerie jusque -là maintenue en état de tutelle et d'assistance. », alors que François Colson parle « d'émancipation sociale » et d'opposition aux « exploitants capitalistes ». LAMBERT Yves, « La JAC et la modernisation de l'agriculture dans la région d'Anceis » ; dans BARRES D., BOURQUELOT Françoise, COLSON François, et NALLET Henri (dir.), *JAC et modernisation de l'agriculture dans l'Ouest, Compte-rendu de la journée d'étude organisée le 18 mars 1980 à Rennes par l'INRA*, Rennes, INRA, 1980, pp. 29-51, p. 35 ; COLSON François, « La JAC et la modernisation de l'agriculture », *ibidem*, pp.107-135, p.111.

Au milieu des années 1930, les choses semblent se préciser à propos des domaines dans lesquels une élite endogène, « formée par les Écoles d'agriculture, les EAC, les Semaines rurales et surtout la JAC<sup>9</sup> » pourrait exercer son influence. Ainsi la JAC, à travers ses organes de presse, incite les jeunes jacistes à prendre des responsabilités et à investir, d'une part les organisations agricoles et d'autre part, la politique locale. Il s'agit de faire vivre *Tout l'évangile dans toute la vie*<sup>10</sup>, programme du catholicisme social intégral, et la « charité chrétienne » en se mettant au service des autres. Puisque l'objectif du mouvement est de former des chefs compétents, mais aussi responsables, *La Jeunesse agricole* explique ainsi : « Nous, les paysans unis fortement dans des organisations puissantes et disciplinées. À nous de compléter l'organisation syndicale, mutualiste, coopérative. On cherche des chefs qui acceptent la responsabilité de relever le monde paysan. Nous voilà !<sup>11</sup> ». C'est à l'occasion du cinquantenaire de la loi Waldeck-Rousseau sur les syndicats agricoles que *Nenni ma foi !* revient sur l'importance du syndicalisme et expose aux jacistes le devoir de se préparer à l'investir<sup>12</sup>. Prenant exemple sur la force des syndicats ouvriers qui sont « écoutés par le gouvernement », l'article explique la nécessité que le syndicat pensé comme « une arme » s'inspire « de la doctrine sociale chrétienne, pratiquant la justice envers tous, enseignant à ses membres la bienveillance, l'entraide mutuelle, respectant la famille, la propriété, la religion » afin de construire « l'ordre dans l'avenir ». Encourageant la fondation de syndicats communaux pour mettre fin à « l'esprit individualiste » et réaliser « le bien commun », l'article appelle au regroupement de ces syndicats locaux dans une organisation départementale qui rejoindrait l'Union du Centre Est de Dijon affilié à l'Union des Agriculteurs de France, n'évoquant pas l'alternative plus républicaine du boulevard Saint-Germain. Ainsi les jeunes jacistes jurassiens, préparés et formés, pourront constituer les « rouages agricoles » des communes.

Ainsi, dans les années 1930 le mouvement encourage ses membres à « organiser en France, une Corporation agricole unie et forte<sup>13</sup> » et pour cela, à poursuivre leur engagement catholique et professionnel au sein de l'Union Catholique de la France Agricole (UCFA). Cette organisation a pour objectif de « grouper les membres d'une même corporation, non seulement en vue de leurs intérêts matériels et économiques, ce qui est le rôle du syndicat, mais aussi sur le terrain de leurs intérêts spirituels, de leurs obligations morales et sociales<sup>14</sup> ». L'UCFA a

---

9 « Pour conjurer la crise rurale il faut une élite rurale », *La Jeunesse agricole*, 15 septembre 1934, p. 4.

10 Titre de l'ouvrage du chanoine THELLIER DE PONCHEVILLE, Paris, Éditions Spes, 1934.

11 « Jeunes paysans de France », *La Jeunesse agricole*, 15 septembre 1934, p. 5.

12 Anonyme, « Cinquantenaire syndical (1884-1934), *Nenni ma foi !*, septembre 1933.

13 *La Jeunesse agricole*, 15 septembre 1934, p. 1.

14 « Après la JAC...l'UCFA », *La Jeunesse agricole*, 15 septembre 1934, p. 22.

donc de nombreux objectifs communs avec la JAC. Elle est d'ailleurs en partie à l'origine, du moins au développement du mouvement puisqu'elle compte parmi ses aumôniers le père Maurice de Ganay, le père Noël Drogat et le père Alfred Foreau, et un organe de presse, *L'écho de l'union catholique de la France agricole*, qui devient le *Bulletin des jeunes agriculteurs catholiques*, organe commun avec la JAC. Mais le mouvement jaciste lui doit surtout « l'existence d'un réseau qui procure soutien et assistance<sup>15</sup> ». Les liens sont donc originels entre les deux mouvements et la JAC encourage ses militants à continuer leur apprentissage au sein de cette structure d'adulte, comme le signale le titre de l'article de *La Jeunesse agricole* du 15 septembre 1934 : « Après la JAC... l'UCFA. » et un article de *Nenni ma foi !* qui présente l'organisation comme « la continuation directe de la JAC<sup>16</sup> ». Ces appels semblent trouver peu d'échos et si Jacques Ferté, premier président de la JAC initie la démarche en 1939<sup>17</sup> c'est sans doute pour contribuer à l'évolution du mouvement qui devient, sous l'impulsion du jaciste isérois François Romatif et en accord avec la Commission permanente des cardinaux et archevêques, Ligue Agricole Catholique (LAC) le 14 juin 1939. Le projet, pensé autour de l'Action catholique familiale rurale ne répond « cependant pas aux souhaits des militants, car elle n'en fait pas un mouvement de foyers, une distinction entre les hommes et les femmes étant exigée<sup>18</sup> ».

Avec l'encyclique *Immortale Dei*, en 1885, Léon XIII avait encouragé les laïcs à prendre des responsabilités dans la vie civique, pour se substituer à l'Église, en diffusant la doctrine chrétienne dans les institutions temporelles. L'Action catholique est née sur cette base, de la volonté de prise en considération de l'action des laïcs en tant que membres de l'Église. L'ACJF et la JAC encouragent donc la prise de responsabilités de ses membres dans les différentes institutions et en premier lieu la commune, cellule de base de la communauté civique. Déjà dans son numéro de septembre 1934, *La Jeunesse agricole* encourageait les jeunes jacistes à prendre des responsabilités de maire. L'argument utilisé pour provoquer le désir jaciste de prendre des responsabilités au sein de leur municipalité est assez intéressant :

---

15CONQ, GUILLOTEAU, LEPRIEUR, VILBOUX, *JAC, MRJC...*, op. cité, p. 26.

<sup>16</sup>*Nenni ma foi !*, janvier 1936.

<sup>17</sup> Jacques Ferté, membre de la Société des agriculteurs de France (SAF), fermier employant près de 40 ouvriers agricole, maire de Passy-en-Valois, fondateur des allocations familiales agricoles et premier président de la JAC devient ensuite le premier président de la LAC puis du MFR. CHOLVY Gérard, « L'homme et la femme d'œuvre », dans DURIEZ Bruno (dir.) *Les catholiques dans la République 1905-2005*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2005, pp. 217-224, p. 221.

<sup>18</sup> CAPUANO Christophe, « Le "familial" en France sous le régime de Vichy : territoires, réseaux et trajectoires. Les exemples de la Bourgogne et de la Franche-Comté », thèse d'histoire sous la direction de Serge Wolikow, Université de Bourgogne, 2008.

« Car votre famille et votre profession se situent bien quelque part dans l'espace. Celle-là vit, celle-ci s'exerce dans la cité, dans une commune déterminée, celle où vous comptez la plupart du temps toute une ascendance de terriens profondément ancrée dans le sol de votre province. Vous avez donc des attaches directes à votre commune. Rien ni personne ne vous y est étranger. C'est pourquoi vous devez participer à sa vie.<sup>19</sup> ».

La commune est la cellule de base de la collectivité des hommes après la famille, c'est pourquoi la JAC incite ses membres à prendre des responsabilités en son sein. L'objectif est d'être au « service » d'une communauté que les militants connaissent bien et dont ils pourraient rendre la gestion optimale en gouvernant autour du consensus et de la défense des « intérêts de tous ».

Nous avons déjà souligné comment le mouvement jurassien, avait pu, dès ses origines dans les années 1920, se délier de l'action politique et même de l'action civique pour distinguer sa démarche d'avec celle de la FNC. Sous la direction du chanoine Just Pouillard, les Œuvres de jeunesse jurassienne restent donc relativement frileuses face à tout engagement civique, si l'on excepte le combat pour « l'école libre ». Néanmoins les directives du mouvement semblent peser de plus en plus au milieu des années 1930 et notamment aux élections municipales de 1935 puisque certains militants sont élus. Un article de *Nenni ma foi !*, éclaire bien toute l'ambiguïté du mouvement diocésain qui persiste face à l'action politique et semble se présenter comme une justification, après coup, des résultats de cette élection. Ainsi, après avoir longuement rappelé qu'à la JAC on « ne fait pas de politique, ni de la politique de parti ni de la politique électorale », les jacistes élus sont présentés comme des « camarades [qui], sans l'avoir cherché, ont été élus ici ou là, de façon très honorable<sup>20</sup> ». Et au journal d'ajouter « on nous a même cité une commune, où les électeurs voulaient porter au Conseil municipal et même à la mairie, un de nos jeunes amis, non encore éligible. ». Estimant nécessaire, ces constatations faites, de rendre compte de leurs « causes », l'article explique après maintes circonvolutions et relativement maladroitement que le mouvement a contribué à faire naître un esprit de « charité » et de « justice » et que l'influence de la JAC sur les élections est née des « liens d'amitié » et de la « concorde catholique » qu'elle a créés. Il ajoute que « *le souci de la conquête par la charité, les services rendus avec désintéressement et à tous sans exception, qui caractérisent le jacisme, nous ont gagné des sympathies chez les indifférents et même chez les adversaires* ». Ainsi ce serait la méthode apostolique du mouvement, la volonté même de faire « vivre

---

<sup>19</sup> « Maire ? », *La Jeunesse agricole*, 15 septembre 1934, p. 17.

<sup>20</sup>*Nenni ma foi !*, juin-juillet 1935.

l'évangile dans toute la vie<sup>21</sup> » qui aurait été à l'origine d'élection de militants qui ne se seraient pas présentés sur les listes électorales. L'article se termine en validant et cautionnant la prise du pouvoir municipal par les jacistes en la présentant comme un « surcroît » de l'activité évangélique :

*« N'est-ce pas la bonne méthode, la méthode évangélique : "Chercher d'abord le Royaume de Dieu, et le reste vous sera donné par surcroît ?" »*

*Restons lui fidèle et les victoires dans les domaines moral et religieux iront s'élargissant sur le terrain professionnel et même civique. La commune sera l'une des premières à bénéficier de notre effort. »*

Toujours défiant à l'égard des Ligues, le directeur des Œuvres s'autorise une nouvelle mise au point en février 1936, à l'occasion d'une réunion cantonale à Poligny, alors que les élections législatives se préparent en France. Il interdit formellement l'enrôlement de la jeunesse dans ces structures : « on ne doit pas accepter que les jeunes militent à la fois dans les Ligues et à la JAC » puisque celles-ci « semblent faire appel aux moyens extra-légaux, donc à la violence ». Il estime que ce sont aux hommes de se charger de « s'occuper des élections, prendre part aux réunions » pour y « rétablir la vérité » et que tous doivent se garder « de procédés déloyaux ou haineux susceptibles de dresser une partie de la localité contre l'autre [... afin de] limiter les dégâts de la bataille électorale pour ne pas perdre tout l'avantage des contacts établis antérieurement.<sup>22</sup> ». Le directeur des Œuvres tente, une fois de plus, de préserver la jeunesse qu'il estime en cours de formation sociale et civique des « luttes partisans » incarnées par les élections et la politique en général. Mais alors que le Front populaire emporte les élections en mai et que le président diocésain de l'ACJF annonce en première page de *Nenni* qu'il convient de s'en « lamenter », Just Pouillard estime quant à lui qu'il ne faut pas se décourager, jouer « les saules pleureurs » et, se plaçant au-dessus de ces résultats qu'il juge conjoncturels, reste convaincu que le travail de formation accompli payera à plus long terme : « Nos campagnes, dans l'ensemble, restent saines, et la JAC a pu y contribuer déjà pour sa petite part : elle peut y contribuer dans une part bien plus large dans l'avenir. Or, le monde paysan reste l'armature la plus solide du Pays. ». Il appelle ainsi la jeunesse à persévérer dans

---

<sup>21</sup> THELLIER DE PONCHEVILLE, *Tout l'évangile...*, op. cité.

<sup>22</sup> *Nenni ma foi !*, avril 1936.

sa mobilisation, à diffuser leur esprit de paix et de concorde et termine en affirmant la volonté de propager cet esprit dans toute la société, y compris dans les luttes politiques :

*« Donc, tout n'est pas perdu. N'avons-nous pas dit et répété que notre travail d'action catholique était autrement profond que celui des luttes politiques, lesquelles ne changent pas le fond des cœurs ? Notre tâche, c'est de noyauter tous les milieux, tous les partis, d'y déposer un ferment de vie meilleure. Qu'importent les étiquettes si les hommes deviennent plus justes, plus fraternels ! »*

En décembre de la même année, le président diocésain du mouvement, Henri Richard, répond à une accusation personnelle et récuse fermement faire partie d'un parti politique tout comme les jacistes de sa section. Il explique à nouveau que l'objectif du mouvement est de préserver l'unité et la concorde et de ne pas établir de rapport de « méfiance » en apparaissant comme « partisans d'un clan politique », cela porterait atteinte à l'action même du mouvement. Reprenant un article du *Nouvelliste de Lyon* qui retranscrit les paroles de Pierre Butin, jaciste lavignois : « les jacistes veulent être des apôtres sur les terrains familial, social et politique », il les corrige en expliquant que le Jurassien aurait dit que les jacistes « travaillaient, pour Dieu, au service de la famille, de la profession et de la cité ». Le remplacement du terme « politique » par celui de « cité » est un choix sémantique réfléchi qui reflète parfaitement l'image de consensus et de neutralité que tente de développer le mouvement. La substitution du terme « politique » à celui de « cité » est avant tout sophistique et diplomatique et vise à neutraliser un terme qui renvoie par trop à l'engagement temporel et aux luttes partisans alors que celui de « cité » évoque le service aux autres et la défense du bien commun. Ainsi, en parlant de quatre jacistes élus aux dernières élections municipales, il estime : « *Si des jacistes s'imposent par leur compétence et leur dévouement est-ce là faire de la politique ? Je ne le pense pas.* ».

Le Jura reste relativement hésitant et prudent et ne semble pas encore assumer totalement l'activité civique des jacistes alors que le mouvement national revendique et assume pleinement l'arrivée au pouvoir municipal de plusieurs de ses membres, tout comme la communauté catholique. En témoigne un article de *La Croix* de janvier 1937 qui se félicite que « le plus jeune maire de France [soit] un jaciste » :

*« La JAC qui compte déjà dans ses rangs de nombreux élus municipaux nous apprend par l'intermédiaire de son organe bimensuel La Jeunesse agricole que l'un de ses membres,*



*M. Paul Jaubey, récemment élu maire de Champagny-les-Langres est le plus jeune maire de France. La Fédération jaciste de Haute-Marne avait constaté avec fierté, au lendemain des élections municipales de 1935, que le plus jeune maire du département était un jaciste Lucien Pinoemaille, élu maire de Cirfontaines, à 26 ans. Mais ce titre vient de lui être enlevé par un autre jaciste, qui devient sans doute le plus jeune maire de France. Par suite de circonstances municipales assez extraordinaires, notre ami Paul Jaugey, de Ghampagny-les-Langres, vient d'être amené à prendre la tête d'une liste aux élections de ballottage du 25 octobre. Et sa liste ayant eu la majorité des sièges, notre ami a été élu maire. Or, il a tout juste 25 ans. En acceptant cette charge et cette responsabilité, Paul Jaugey [sic] fait preuve d'esprit de sacrifice au service du bien commun <sup>23</sup>».*

Si dans d'autres fédérations l'organisation des Semaines et des Journées rurales<sup>24</sup>, l'assistance et le suivi des Semaines sociales<sup>25</sup> et les publications locales<sup>26</sup> ont pu développer une partie de la formation sociale des jacistes, dans le Jura il semble que seuls les EAC et la presse aient pu fournir cette opportunité. En effet, alors que la presse nationale du mouvement publie régulièrement des articles sur les dimensions du catholicisme social qui s'appliquent au milieu rural, *Nenni ma foi !* en fait ponctuellement de même.

Ainsi la publication diocésaine des jeunes rend compte des travaux de la Semaine sociale<sup>27</sup> ou de l'Union régionale des Secrétariats sociaux du Sud-est<sup>28</sup>, encourage le suivi des cours sociaux par correspondance<sup>29</sup> et publie également des articles sur les assurances sociales<sup>30</sup> ou l'idéal social chrétien<sup>31</sup>. C'est surtout en 1936, alors que le Front populaire vient d'accéder au pouvoir, que de nombreux articles à portées pédagogiques expliquent les méfaits du communisme et l'idéal du socialisme chrétien<sup>32</sup>. Il faut également ajouter que les jacistes sont

---

<sup>23</sup> *La Croix*, 7 janvier 1937.

<sup>24</sup> C'est notamment le cas dans le Cantal dès les années 1930 comme le signale Vincent Flauraud dans sa thèse et dans l'Ain. La première Semaine rurale dans le Jura est organisée en 1944 avec beaucoup de retard par rapport aux autres fédérations comme le signale *Jeunes du Jura*, septembre-octobre 1943.

<sup>25</sup> Créée à Lyon en 1904 autour de la revue la *Chronique sociale* et de Marius Gonin.

<sup>26</sup> Comme en témoigne l'analyse de la presse de la jeunesse catholique aveyronnaise et cantalienne étudiée par Vincent Flauraud dans FLAURAUD Vincent, « La JAC... », thèse citée, p. 633, document A-4-1-1.

<sup>27</sup> *Nenni ma foi !*, juin-juillet et août 1932.

<sup>28</sup> *Nenni ma foi !*, janvier 1930.

<sup>29</sup> *Nenni ma foi !*, août 1930, septembre 1932. Il encourage également le suivi des Enseignements religieux par correspondance (ERC).

<sup>30</sup> *Nenni ma foi !* mars 1931, octobre 1932.

<sup>31</sup> *Nenni ma foi !*, janvier 1939.

<sup>32</sup> « Notre socialisme », juin 1936 ; « Justice sociale », août 1936, « La propriété », septembre 1936, « Capital et travail », octobre 1936, « Le vrai visage du communisme », décembre 1936. La plupart de ces articles sont rédigés par André Gruyer, président diocésain de l'ACJF.

régulièrement conviés à participer aux Semaines rurales de Bourg-en-Bresse organisées par le chanoine Cottard-Josserand pendant toute la décennie des années 1930<sup>33</sup>.

Alors que le choix du mouvement jaciste d'insister sur la formation professionnelle des jeunes agriculteurs se double de la défense et de l'affirmation d'une certaine conception de la profession et de la société, organisation corporatiste et catholicisme social, la fédération jurassienne se concentre surtout, dans la décennie des années 1930, sur la structuration et l'ancrage du mouvement, la diffusion des doctrines de l'Action catholique spécialisée et la formation professionnelle. C'est surtout à partir de 1940 et de la mise en place du régime de Vichy que la dimension sociale du mouvement sera développée par diverses formations et que les jacistes seront encouragés plus pleinement à s'engager dans la vie civique et professionnelle. Néanmoins, les responsables fédéraux des années 1930, par leur assistance aux congrès nationaux, celui de Tours en 1935<sup>34</sup> et celui de Paris en 1939, et aux réunions régionales et nationales, sont mieux initiés au cadre théorique plus général qui comprend une formation sociale relativement solide<sup>35</sup>. Ainsi, Jean Gravier, secrétaire diocésain du mouvement jurassien et éphémère vice-président national en 1939 avant d'être mobilisé, reste une des figures exemplaires de cet engagement dans les instances syndicales et politiques. Considéré comme un exemple de réussite Après-guerre, il explique ainsi aux ruraux lors du Congrès de la jeunesse catholique du département en 1951 120 qu'ils se doivent de prendre toutes sortes de responsabilités dans les différentes organisations qui s'offrent à eux. Il évoque en premier lieu les organisations professionnelles, mais insiste aussi sur « les assemblées municipales et départementales ». Il invite alors les jacistes à apprendre à mieux connaître ces différentes institutions pour pouvoir les investir en connaissance de cause et surtout, les diriger avec compétence. Il s'agit toujours de constituer des « chefs » pour le monde rural, chefs compétents qui peuvent alors diffuser la doctrine catholique dans les institutions et par là, rendre la société plus chrétienne.

L'objectif premier de la JAC étant de « relever la paysannerie », il lui paraît donc indispensable de « former des chefs paysans », « une élite rurale » qui pourrait servir de modèle

---

<sup>33</sup> Il en va ainsi pour la Semaine rurale qui se déroule du 23 au 26 février 1933 et celle du 16 au 19 janvier 1936 où *Nenni ma foi !* publie la totalité du programme ; *Nenni ma foi !*, janvier 1933, janvier 1936

<sup>34</sup> 32 jurassiens se rendent à Tours pour le congrès national. *Nenni ma foi !*, septembre 1935.

<sup>35</sup> Comme en témoigne l'article de Jean Gravier « Ayons les idées claires » qui, après avoir repris les causes du « malaise rural », exprime les solutions envisageables d'un point de vue social et notamment la nécessité de développer des « lois nouvelles et l'organisation professionnelle dans le sens corporatif », *Nenni ma foi !*, mars 1939.

et faire « levain dans la pâte ». Mais pour cela, il faut avant tout que les jacistes puissent être considérés comme des exemples à suivre en matière professionnelle.

## 2) Former l'agriculteur modèle

La position d'élite doit être justifiée par un élément : la compétence. C'est cette compétence professionnelle qui légitime sa domination, ou du moins, sa suprématie. Nous retrouvons ici la conception bourgeoise de la société fondée sur le mérite. En effet, depuis la Révolution française, le nouveau critère de reconnaissance sociale, le principe qui s'établit en opposition à la naissance, à l'inné, est le mérite qui, lui, s'acquiert. Le changement du « capital symbolique<sup>36</sup> », autour de l'émergence de la méritocratie, entre en opposition, dans la société villageoise, avec les références de dominations antérieures, basées notamment sur l'ancienneté, et le prestige ou la naissance. C'est donc l'acquisition de compétences par la formation qui légitime la position dominante des jacistes dans la société rurale et c'est cette légitimité qui autorise la prise de responsabilité dans des organisations agricoles. Ainsi le changement par la prise de responsabilité des jacistes dans la vie professionnelle et civique pourrait prendre un double sens et exprimer à la fois le renouvellement du personnel, mais aussi et surtout le renouvellement des valeurs dominantes de la société rurale. Selon la JAC, l'élite jouerait donc un rôle de moteur, pour entraîner derrière elle la paysannerie dans sa totalité. C'est notamment autour de la pédagogie par l'exemple qu'elle peut jouer ce rôle. En effet, si les jacistes veulent « devenir des valeurs sociales et professionnelles<sup>37</sup> », c'est pour faire « levain dans la pâte<sup>38</sup> ». Les jacistes sont encouragés à être des modèles : « *chefs ils veulent l'être; mais il faut qu'ils soient dignes de l'être. Pour le devenir, ils devront tendre à être des modèles au sein de leurs familles, de leurs communes.*<sup>39</sup> ». Le journal *La Jeunesse agricole* ne cesse d'insister sur la nécessité d'une formation professionnelle dans ses pages. L'enjeu est à la fois de montrer l'exemple, mais également de faire preuve de fierté et de démontrer son attachement

---

<sup>36</sup> « J'appelle capital symbolique n'importe quelle espèce de capital (économique, culturel, scolaire ou social) lorsqu'elle est perçue selon des catégories de perception, des principes de vision et de division, des systèmes de classement, des schèmes classificatoires, des schèmes cognitifs, qui sont, au moins pour une part, le produit de l'incorporation des structures objectives du champ considéré, c'est-à-dire de la structure de la distribution du capital dans le champ considéré. », BOURDIEU Pierre, *Raisons pratiques*, Paris, Éditions du Seuil, 1994, p. 161.

<sup>37</sup> *La Jeunesse agricole*, supplément illustré, février 1939, p. 15.

<sup>38</sup> GODIN Henri, *Le levain dans la pâte: manuel de vie chrétienne adapté à notre temps*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1941.

<sup>39</sup> TOUSSAINT Adrien, « pour conjurer la crise rurale, il faut une élite rurale », *La Jeunesse agricole*, 15 septembre 1934, p. 3.

au métier afin de pouvoir plus tard, en être le digne représentant. C'est sous le titre « des as en agriculture » que le numéro de septembre 1934 de *la Jeunesse agricole* présente les compétences que doivent posséder les jacistes :

*« Les jacistes seront demain les chefs du monde agricole. Quelle influence aurait un chef incompetent ? ... dont les blés seraient infestés de mauvaises herbes... les animaux indignes d'être exposés et primés... l'exploitation mal tenue et mal gérée.*

*Un jaciste qui ne s'intéresserait pas à son métier ne possède même pas la première qualité requise de lui : l'amour du travail agricole.*

*Et quelles compétences il lui faudrait ?*

*Connaissance du sol, des plantes, des animaux, des machines, notions juridiques, sociales, économiques, science de la gestion et de la direction d'une exploitation... conviction que, dans toute question de production, il faut viser, actuellement, surtout à la qualité<sup>36</sup>. »*

Les populations paysannes ne peuvent donc bénéficier de l'influence jaciste que si ces derniers sont perçus comme des modèles. Puisque le dessein du mouvement est de rendre « sa fierté au métier de paysan », le premier moyen qui est mis en œuvre pour accomplir cet objectif est la formation professionnelle des militants. Acquérir des compétences, devenir des « as » ou des « maîtres » en agriculture, voilà le maître mot du mouvement dans les années 1930. Pour cela sont développés ou promus différents outils de formation tels que les EAC, les Semaines rurales et les publications du mouvement, qu'il s'agisse de presse ou de brochures. Et si Michel Lagrée souligne que « la liaison quasi organique avec les cours par correspondance fut une des bases du succès [de la JAC] durant les années 1930<sup>37</sup> », c'est bien parce qu'ils constituent un biais pour faire venir les jeunes ruraux à la JAC et par là même, un moyen d'apostolat, comme le signale à plusieurs reprises le journal diocésain :

*« Outre l'avantage des EAC pour ceux qui les suivent, ils peuvent, en beaucoup de cas, servir à "accrocher" des camarades que les sentiments chrétiens ne suffisent pas à amener à la*

---

<sup>36</sup> « Des as en agriculture », *La Jeunesse agricole*, 15 septembre 1934, p. 9.

<sup>37</sup> LAGRÉE Michel, *La bénédiction de Prométhée. Religion et technologie*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1999, p. 115.

*section. Ils peuvent servir puissamment à procurer ces contacts et ces rapprochements si favorables à la conquête dont parle sans cesse la JAC<sup>38</sup> ».*

Dans les années 1930, le programme des EAC réservé aux garçons porte sur les techniques agricoles, la morale religieuse et quelques aspects sociaux du « monde rural ». La part de la morale religieuse est relativement importante, d'autant plus que les enseignements « sociaux » distillent bien souvent conceptions agrariennes et catholiques de l'organisation sociale. Les EAC partent de ce constat qui sera défini par le père Marc Debruel, un des fondateurs de l'école de Purpan: « S'enfermer dans la routine serait se priver de l'avantage que procure à l'agriculture ce développement [des sciences] prodigieux<sup>39</sup> ». Ainsi ces cours véhiculent des pratiques « rationalisées » concernant la maîtrise d'un métier, l'agriculture, et une logique d'innovation et de progrès, ce que proposent alors, peu ou prou, la plupart des autres réseaux agricoles, tels que les cours post-scolaires agricoles ou les journaux des services agricoles. Il faut néanmoins noter que certains jacistes jurassiens s'inquiètent de la difficulté et de la technicité des cours à l'image du groupe de Lavigny qui signale vers 1934/1935: « *la JAC peut contribuer à l'instruction professionnelle des jeunes cultivateurs par la méthode des EAC ; mais pour être à la portée de la plupart des élèves, il faudrait que, au moins pour le cours élémentaire, le travail soit facile et pour ainsi dire "mâché", car en général, les cultivateurs ont de grandes difficultés à fixer par écrit des idées qu'ils ne savent comment exprimer*<sup>40</sup> ». L'appropriation collective des cours, qui peut marquer une originalité pédagogique par rapport à la pratique habituelle qui privilégie un enseignement vertical, descendant, dont les élèves ne maîtrisent pas le contenu, a sans doute permis de pallier ces difficultés. Les cours semblent suffisamment techniques pour proposer une formation relativement solide aux jeunes ruraux. Ainsi, le programme de travail élaboré par la Direction des Œuvres diocésaines pour 1930-1931 et qui s'appuie sur le *Manuel du cours moyen de zootechnie*<sup>41</sup> disponible à la bibliothèque agricole de la Direction des Œuvres se décompose ainsi :

« *Devoir individuel :*

---

<sup>38</sup>*Nenni ma foi !*, octobre 1935.

<sup>39</sup>DUBRUEL Marc, cité par CONQ GUILLOTEAU, LEPRIEUR, VILBOUX, JAC/MRJC : Origines... », op cité, p. 22

<sup>40</sup> ADDSC, archives paroissiales de Lavigny, archives privées de la section JAC, dossier de M. Rousselot, enquêtes sur la vie professionnelle, vers 1934-1935.

<sup>41</sup> Cours abrégé d'agriculture et de zootechnie par FGM chez J. de Gigord à Paris, 1920.

*Expliquer pourquoi la vie économique d'un pays est en rapport étroit avec la prospérité de l'agriculture.*

*Quel est le rôle de l'eau dans la nutrition de la plante ?*

*Pourquoi les légumineuses constituent-elles un excellent engrais naturel ?*

*Quelle est la nature du sol de votre village et expliquer pourquoi telle culture y réussit mieux que telle autre.*

*Pourquoi les eaux de nos régions déposent-elles du tartre au fond des récipients dans lesquels elles ont bouilli ? Répercussion sur la nature de nos terrains ; comment remédier aux inconvénients créés par ce phénomène ?*

*Devoir collectif :*

*Analyser la phrase suivante :*

*Tel sol, telle plante ; telle plante, tel bétail. »*

Pendant l'année 1930, alors que *Nenni ma foi !* avait ouvert dans ses pages une « Chronique rurale » en 1927, de nombreux articles techniques sont publiés afin d'aider à la réalisation des EAC. Ils sont en général rédigés par un ingénieur agricole ou par celui qui dirige les devoirs, Henri Pasteur. Ainsi nous trouvons des articles détaillés sur « l'emploi de la sylvinite spéciale pour la destruction des mauvaises herbes<sup>42</sup> », sur « les engrais phosphatés et potassiques<sup>43</sup> », sur « l'eau potable<sup>44</sup> » ou encore sur « la verse des céréales<sup>45</sup> ». Au total une dizaine d'articles de fond permettent aux ruraux de se saisir de ce qui constitue la « rationalisation » agricole. En 1931 on compte seulement un article sur la fumure<sup>46</sup> et un sur le déchaumage<sup>47</sup> alors que *Nenni ma foi !* oriente ses lecteurs vers trois ouvrages<sup>48</sup> qui pourront les aider à acquérir de plus amples connaissances. Le développement de la JAC et surtout de ses publications *La Jeunesse agricole* et *La page du militant*<sup>49</sup>, semblent freiner les initiatives

---

42Nenni ma foi !, avril 1930.

43Nenni ma foi !, avril 1930.

44Nenni ma foi !, mai, août, septembre et décembre 1930.

45Nenni ma foi !, octobre 1930.

46 « Les EAC », Nenni ma foi !, janvier 1930.

47 « Déchaumons », Nenni ma foi !, août 1931.

48 Il s'agit de : L'agriculteur praticien : traité méthodique et raisonné d'agriculture de Paul Genay et L. Devaux en deux volumes édité par La Loraine agricole à Lunéville dès 1907, du Précis d'agriculture de Charles Seltensperger chez J. B. Baillièrre à Paris en 1900 et du Cours abrégé d'agriculture et de zootechnie par FGM chez J. de Gigord à Paris, 1920.

49 Le journal du mouvement est publié dès mars 1930. La page du militant est destinée spécifiquement aux militants et responsables du mouvement.

en matière d'article sur les techniques agricoles puisqu'un seul est publié en 1932<sup>50</sup>. Le journal diocésain se concentre alors sur des articles concernant le développement des sections du mouvement, sur ses objectifs ou des résultats de ses enquêtes. Il se désengage de cette voie de la formation professionnelle et reste un bulletin de la jeunesse catholique avant tout. Les aspects professionnels sont très peu traités, ou ils le sont sous la forme de publicités pour du matériel agricole, et d'encouragement à la lecture d'ouvrages spécialisés<sup>51</sup>. Ainsi, alors que Vincent Flauraud comptabilise encore dans *Jeunes Rouergue* et surtout dans *Jeunes Arvernes* respectivement 14 % et 20,8 % de l'espace des pages du journal occupé par des articles ayant trait aux « cultures et méthodes » agricoles jusqu'en 1939<sup>52</sup>, le journal jurassien, certes plus ouvert aux autres milieux sociaux que celui du Cantal et de l'Aveyron, semble déléster la formation agricole au profit des organes nationaux et des journaux professionnels locaux<sup>53</sup>. En effet, comme le souligne la section jaciste de Lavigny dans son enquête sur la vie professionnelle, les diverses lectures contribuent, en sus des EAC, à « préparer une élite de jeunes agriculteurs à devenir les animateurs nécessaires de nos associations professionnelles » :

*« La JAC peut aussi aider à l'instruction professionnelle des jeunes cultivateurs en leur permettant de se faire part de leurs expériences et observations personnelles dans les réunions amicales et les cercles d'études, elle les instruit aussi par son bulletin "La jeunesse agricole". Par les mêmes moyens ainsi que par "La page des militants jacistes" et la revue "Mon Village", la JAC peut préparer une élite de jeunes agriculteurs. Nous avons aussi la chance de posséder dans notre région un excellent journal agricole : "L'Action rurale" dont la lecture régulière peut être très utile à la formation professionnelle et sociale des jeunes cultivateurs<sup>54</sup>. »*

---

50 « Soins à donner aux prairies naturelles », *Nenni ma foi !*, février 1932.

51 Nous observons ainsi régulièrement des incitations à lire ou à acheter différents manuels ou brochures, généralement publiés par la JAC. La direction des Œuvres possède en effet une librairie destinée aux jacistes qui peuvent commander les brochures les intéressant. Quelques-unes de ces dernières concernent la profession agricole comme *Le Manuel social rural* du père Noël DROGAT (Paris, Éditions Spes, 1933). Celui-ci est considéré comme le manuel de référence indispensable pour les jacistes. Il expose les différentes associations et organisations agricoles, explique les différentes lois concernant les agriculteurs et la famille rurale et insiste sur l'utilité et le rôle des Semaines et Journées rurales.

<sup>52</sup> Moyenne réalisée sur les deux journaux entre 1929 et 1939. FLAURAUD Vincent, « La JAC... », thèse op citée, p. 633, document A-4-1-1.

<sup>53</sup> *L'action rurale*, organe mensuel des associations agricoles du Centre-Est et des unions de syndicats du Doubs, du Jura et de la Haute-Saône, publié de 1925 à 1941, émanant de la Rue d'Athènes est préféré à *au Jura agricole* publié de 1923 à 1934 et à *L'écho des campagnes* qui prend sa suite entre 1935 et 1942, publiés par la Direction des services agricoles du Jura.

<sup>54</sup> ADDSC, archives paroissiales de Lavigny, archives privées de la section JAC, dossier de M. Rousselot, enquêtes sur la vie professionnelle, vers 1934-1935.

La presse jaciste est en effet le meilleur moyen de se renseigner sur les évolutions du monde rural, notamment en matière d'apports techniques. Il n'y a pas que les aspects professionnels qui sont traités par cette presse, mais ils occupent une grande place. Dès décembre 1934, *La Jeunesse agricole*<sup>57</sup> affiche en première page quatre photographies de différents tracteurs, sans autre légende que « des jacistes au travail », comme si l'image du tracteur était ordinaire et l'utilisation de cet engin motorisé était acquise dans le travail agricole. Mais le journal diffuse aussi de nombreuses explications pour moderniser l'agriculture, des conseils techniques ou fait des analyses des problèmes agricoles. Dans le même numéro de *La Jeunesse agricole*, on peut ainsi observer des articles concernant « le problème du blé » qui détaille les risques d'une surproduction et la politique agricole à son égard, « une expérience » qui détaille de manière chiffrée l'augmentation de la production due à l'utilisation d'azote et d'acides phosphoriques ou « un fruitier commode », qui explique comment conserver les fruits de table dans de bonnes conditions en fabriquant un fruitier: des dessins techniques sont même insérés dans le texte pour une meilleure compréhension. Tout au long des années 1930 les pages de *La Jeunesse agricole* fournissent des modèles et des exemples à suivre en incitant les agriculteurs à se moderniser en matière de matériel technique et d'utilisation d'engrais, à devenir plus compétents en expliquant comment tenir des comptes et un budget, à rationaliser leurs pratiques pour produire plus, en leur montrant empiriquement que certaines nouveautés sont profitables, en insérant aussi des publicités et des photographies pour telle ou telle marque de tracteur et de motoculteur. Ce journal bimensuel est donc, jusqu'en 1940, le principal outil de formation professionnelle que les jacistes et les simples sympathisants ont à leur disposition.

Si le mouvement tend à former des « as en agriculture » qui pourraient jouer le rôle moteur d'une élite agricole entraînant derrière elle les populations vers la voie de la confiance renouvelée dans le métier, de l'excellence professionnelle et surtout, de la rechristianisation, c'est avant tout en mettant en avant des exemples de réussite. C'est pour cette raison que le journal *Nenni ma foi !* publie chaque année un palmarès des EAC afin de distinguer les groupes et les individus ayant réalisé les devoirs proposés- tout en signalant ceux qui n'ont pas terminé le travail<sup>55</sup>-. Il distingue aussi ponctuellement les responsables et les militants remarquables pour leur exemplarité professionnelle à l'image d'Henri Richard, Robert Grandvaux et Joseph Rousselot encensés en mai 1939 pour avoir « gagné les trois premières places au concours de

---

<sup>57</sup> *La Jeunesse agricole*, n° 73, 15 décembre 1934, p. 1.

<sup>55</sup> Les noms des groupes et des individus n'ayant pas rendu la totalité des devoirs ne sont jamais signalés mais *Nenni ma foi !* rappelle systématiquement qu'ils ne seront ainsi pas cités dans ses pages.



viticulture d'Arbois<sup>56</sup> ». Cette valorisation par l'exemple dépasse le cadre diocésain puisqu'un article de *La Jeunesse agricole* repris par *La Croix*, rend compte en 1937, des vertus et de la probité des jacistes jurassiens :

« *Conscience professionnelle : Sous ce titre, La Jeunesse Agricole rapporte la conversation que voici : elle fait honneur à la JAC qui s'efforce de donner à ses membres une profonde formation sur le terrain de la conscience professionnelle.*

- *Vive la JAC ! s'écriait récemment le président d'une laiterie coopérative du Jura*

- *Pourquoi ?*

- *Eh bien, sur les 47 fournisseurs de notre laiterie, l'analyse a prouvé que le lait le plus propre provient des étables des Jacistes<sup>57</sup> »*

L'objectif du progrès agricole, qui passe par la pédagogie par l'exemple, inculquée à ce qui reste, somme toute une minorité, dans les années 1930 se double d'une réflexion autour des moyens pour recruter le plus grand nombre de militants, atteindre « la masse » et asseoir le mouvement dans le paysage des organisations agricoles. Ainsi, si les EAC sont avant tout utilisés par la JAC comme un élément de formation d'une « élite paysanne », ils constituent également un moyen de réaliser l'action d'apostolat en attirant des jeunes vers le mouvement jaciste. Les réunions des sections jacistes qui, dans les années 1930, reposent principalement sur la réalisation de devoirs collectifs et sur la lecture en parallèle du journal *La jeunesse agricole*, contribuent également à la formation professionnelle, sociale et morale des jacistes et les préparent au métier d'agriculteur, envisagé dans une perspective chrétienne. Ce qui est avancé par la JAC nationale en termes d'excellence professionnelle est repris, à la fois dans la presse diocésaine et les discours *aposteriori* des jacistes<sup>41</sup> et tente d'être appliqué par les responsables du mouvement qui sont convaincus de la nécessité de faire émerger des « modèles » dans leur milieu pour faire face à « l'exode rural » et à la déchristianisation. Et si à la fin des années 1930, rares sont encore les militants qui se distinguent et peuvent apparaître

---

<sup>56</sup>*Nenni ma foi !*, mai-juin 1939.

<sup>57</sup>*La Croix*, 21 janvier 1937.

<sup>41</sup>« La JAC était, je pense, un peu faite pour développer l'esprit d'apostolat. Mais pour avoir de l'influence sur le milieu, il a bien fallu que professionnellement aussi on soit valable. Si on veut essayer d'être chrétien et que, dans son milieu professionnel on est "un pauvre type", on ne peut pas être pris en considération, on n'est pas crédible. Tandis que si on est à la fois un groupe dynamique en lui-même et que professionnellement on est entreprenant, on a un certain poids auprès des gens. », témoignage d'un jaciste dans : *MRJC, 50 ans de notre mémoire*, Paris, Éditions du MRJC, 1980, p. 43.

comme une « élite », ce sont les périodes suivantes, celles de l'Occupation puis de la Libération qui les voient émerger comme telle. Un encart nous paraît ici nécessaire pour rendre compte de la manière dont certains militants ont ainsi pu être promus pendant la période de l'Occupation, en raison de leurs compétences professionnelles. En étudiant l'émergence des Semaines et des Journées rurales il s'agit ici d'observer comment et dans quelles mesures des dynamiques de développement du mouvement ont pu être insufflées par les militants des années 1930, mais également de rendre compte de la promotion interne que le mouvement a pu effectuer dans ce champ du professionnel.

## **Encart sur la prise initiative des anciens eacistes dans Journées et les Semaines rurales sous l'Occupation**

### **La vulgarisation agricole au service des ruraux**

Les « Semaines rurales » (SR) ne sont pas, à l'origine, une initiative jaciste puisque c'est la Chronique Sociale de Lyon et l'Union des syndicats agricoles du Sud-est qui proposent pour la première fois une activité de ce type en 1911. Elles sont généralement organisées par les Œuvres ou par des associations professionnelles, principalement la Société d'agriculture de France. C'est d'ailleurs pour cette raison que le programme de ces conférences agricoles qui visent à « préparer les chefs ruraux de demain<sup>58</sup> » est tripartite : moral, technique et social. Les SR se sont notamment développées dans le Sud-est et surtout dans les Dombes. L'Ain est perçu comme un département pilote autour du chanoine Cottard-Josserand dès les années 1920. Le Doubs et la Haute-Saône, limitrophes du Jura, organisent également des SR, ce qui interroge sur le développement tardif de ce type d'activité dans le Jura.

Alors que l'idée de lancer des Journées rurales apparaît en 1941<sup>59</sup>, ce n'est qu'à partir de 1943 que le responsable récemment promu, Henri Rodot, parvient à mobiliser les troupes pour les mettre en place sur neuf communes<sup>60</sup>. L'objectif est d'aider les jeunes ruraux à mieux connaître leur métier et à prendre modèle sur les expériences réussies de la JACF qui, depuis le début des années 1930, organise sous la coupe de la direction des Œuvres Journées et Semaines rurales<sup>61</sup>. Les problèmes d'organisation retardent la mise en place de la SR prévue en 1943. Elle sera finalement organisée au grand séminaire de Montciel, en janvier 1944 en collaboration avec la Corporation paysanne, le syndicat agricole unique du régime de Vichy<sup>62</sup>.

La Semaine, qui compte une quarantaine de participants, tout comme la Journée rurale a pour objectif d'englober la dimension professionnelle, sociale et spirituelle pour faire de ses élèves « des valeurs sur lesquelles puisse compter la paysannerie<sup>63</sup> ». La SR se déroule généralement sur trois jours pleins, commence toujours la veille au soir, pour permettre aux

<sup>58</sup>-GANAY Maurice de, *Pour l'action au village, problèmes paysans et apostolat spécialisé*, Paris, Éditions Spes, 1936, p.191.

<sup>59</sup>*Jeunes du Jura*, n° 4, avril 1941.

<sup>60</sup>JJ, n° 23, novembre-décembre 1943.

<sup>61</sup>*La Semaine religieuse du diocèse de Saint-Claude*, n° 43, 1930, p. 412.

<sup>62</sup> La dynamique est lancée et malgré quelques hésitations dans l'hiver 1945 elle reprend de plus belle au moins jusqu'en 1949. SR et JR font désormais partie du paysage des jacistes jurassiens.

<sup>63</sup>JJ, n° 24, janvier-février 1944.

jeunes garçons de se familiariser et débute le premier jour par une messe. Les questions traitées sont adaptées au territoire et s'inscrivent dans des préoccupations très locales<sup>64</sup>, comme « l'arboriculture »<sup>65</sup> dans le sud du Jura, « les caves d'affinage » ou « l'élevage bovin, sélection, amélioration de la race et ses moyens »<sup>66</sup>, sur les plateaux, « la culture et traitement de la vigne, récolte et conservation du vin »<sup>67</sup> dans le Revermont. L'objectif est de promouvoir les acteurs locaux et de travailler sur des problématiques qui concernent au plus près les jacistes afin qu'ils prennent conscience du territoire dans lequel ils s'inscrivent, des enjeux agricoles de leur région pour pouvoir rendre plus efficient leur apostolat. Le programme est précis, il touche à des aspects techniques de la profession agricole : on observe régulièrement des conférences sur les maladies des bêtes comme la fièvre aphteuse ou le varron, ou encore sur « l'amélioration rationnelle du bétail ». Les techniques modernes sont d'ailleurs souvent mises en valeur et rendues accessibles aux agriculteurs par des conférences sur « l'électricité pratique » ou sur « la mécanique et l'entretien d'un moteur »<sup>68</sup>. Insémination artificielle, motorisation et utilisation des engrais sont les thèmes les plus récurrents des Semaines et des Journées rurales et s'ajoutent aux conférences sociales qui visent à comprendre le fonctionnement du milieu agricole<sup>69</sup>.

Les Semaines sont destinées aux dirigeants ou aux militants du mouvement<sup>70</sup>. Un minimum scolaire est généralement requis pour pouvoir suivre les conférences qui font parfois appel à un degré de théorisation important. Elles s'adressent également à des individus qui ont les moyens de payer 200 francs<sup>71</sup> par jour et surtout, qui ont du temps libre. C'est donc la Journée rurale qui permet d'atteindre le plus largement la masse, avec un programme plus condensé, dans un temps plus limité. Celle-ci s'appuie sur le modèle de la Semaine à la différence qu'elle s'adresse à tous les ruraux et par là, promulgue un enseignement moins spécialisé et plus accessible<sup>72</sup>. On en compte une vingtaine chaque année et elles peuvent estimer toucher, depuis 1944 au moins, entre 400 et 600 jeunes ruraux par an<sup>73</sup>. L'objectif est clair dès le premier lancement : « la JR est organisée et animée par les jacistes, mais il n'y est pas question de propagande ou de technique du mouvement<sup>74</sup> ». Il s'agit d'atteindre la masse : à la fois pour se servir de la journée comme un biais pour ramener des individus vers la JAC, mais aussi pour diffuser, doucement, mais sûrement l'esprit chrétien. Comme le note Vincent Flauraud, il s'agit « d'une nouvelle démarche missionnaire : l'apostolat doit passer par l'immersion dans le milieu social et la discrétion de la référence

<sup>64</sup>« Il faut traiter des sujets adaptés aux besoins locaux », *En Cordée*, n° 6, décembre 1948.

<sup>65</sup>SR de Chatel (vers Cousance) 1947,

<sup>66</sup>SR de Mièges 1948, *JJ*, n° 44, novembre-décembre 1947.

<sup>67</sup>SR de Champagne-sur-Loue 1949, *JJ*, n° 50, janvier-février 1949.

<sup>68</sup>Détails des programmes de 6 Semaines rurales, à Lons-le-Saunier, Esserval-Tartre, Coisia, Champagne-sur-Loue, Chatel (vers Cousance) et Mièges de 1944 à 1949 dans: *Jeunes du Jura*, n° 24, janvier-février 1944 ; *JJ*, n° 44, novembre-décembre 1947 ; *JJ* n° 49, novembre/décembre 1948; *JJ* n° 50, janvier/février 1949; Affiche de la Semaine rurale de Mièges, 9 10 et 11 janvier 1948, archives de Marius Ferreux.

<sup>69</sup> Ainsi on observe régulièrement des interventions sur les prestations et allocations familiales, sur les « avantages de la mutualité agricole », le « syndicalisme et les coopérations », « la mitoyenneté et le bornage », le remembrement, ou encore sur « les coopératives fromagères ». Ces exposés qualifiés de « conférences sociales », sont utiles pour la formation des futurs chefs agricoles. Ils leur permettent de mieux comprendre le système institutionnel et associatif afin d'être capables de l'intégrer. La mission de « cette éducation intégrale du jeune agriculteur est de briser (aussi) toute tendance individualiste au profit du développement d'une prise de conscience de ses solidarités » (CONQ, GUILLOTEAU, LEPRIEUR, VILBOUX, *JAC/MRJC...*, op. cité, p.25) dans la mouvance de ce que prône alors le mouvement jaciste.

<sup>70</sup>*JJ*, n° 22, septembre-octobre 1943.

<sup>71</sup>*JJ*, n° 49, novembre/décembre 1948

<sup>72</sup>« Au lieu de plusieurs jours, c'est une seule journée qui réunit dans un village les jeunes de la région pour des cours de même genre, mais d'une tenue moins élevée, plus accessible à la masse », *JJ*, n° 22, sept-oct 1943

<sup>73</sup> 21 Journées rurales ont lieu en 1944, 15 en 1946, *JJ*, n° 25, mars-avril 1944 ; n° 36, mars-avril 1946.

<sup>74</sup>*JJ*, n° 18, janvier-février 1943.

chrétienne<sup>75</sup> ». Très formalisées pendant l'Occupation puisque le programme est identique et strictement respecté pour les neuf Journées rurales de 1943 et les 21 de 1944 alors que le maire du village et le syndic communal sont presque toujours présents<sup>76</sup>, elles sont moins contrôlées par le pouvoir en place au lendemain de la guerre. Mais la structure reste souvent la même : alors que la matinée est consacrée aux conférences sociales et agricoles, l'après-midi est employée aux travaux pratiques comme le bricolage, l'apprentissage de la soudure à l'étain ou l'étude d'un moteur électrique<sup>77</sup>.

### **Les acteurs des Journées et Semaines rurales : de la responsabilisation à la promotion**

Les Journées rurales sont organisées à l'échelon du secteur par les responsables de secteur, alors que les Semaines rurales sont organisées par le bureau fédéral et plus spécialement par le responsable du service professionnel et le responsable du service social<sup>78</sup>. Cela révèle un phénomène nouveau au sein du mouvement jaciste : celui-ci promeut une quantité plus importante de responsables et leur laisse une marge de manœuvre et d'initiative sans cesse croissante<sup>79</sup>. En effet, depuis la création du comité fédéral en 1934 autour d'un président et d'un secrétaire, le nombre d'individus siégeant au bureau fédéral ne fait que s'accroître pour approcher la trentaine en 1939 suite à l'augmentation des effectifs et à la diversification du nombre d'activités. Les charges qui incombent au responsable de secteur, qui était auparavant avant tout intermédiaire entre l'échelle locale et l'échelle fédérale du mouvement, s'étendent notamment par la possibilité d'organisation des Journées rurales. Cette prise d'initiative est bien souvent le fait d'anciens eacistes. Ces derniers, dont les compétences agricoles ont été acquises en suivant pendant plusieurs années les EAC de l'Union du Centre-Est, du Sud-est ou du CERCA d'Angers, se sentent plus en confiance pour organiser ces journées de vulgarisation. Il en va ainsi d'André Monnoyeur<sup>80</sup> de Songeson qui organise la Journée rurale de Saffloz en 1943, qui est moniteur à celles de Ney et du Pasquier en 1944 et également à celles de Censeau, Mièges et Mignovillard en 1946. Henri Jourdain<sup>81</sup>, eaciste d'Arinthod organise les deux Journées rurales d'Arinthod et de Saint-Hymetière en janvier 1943 alors qu'Eugène Maillard<sup>82</sup>, eaciste de Sérézia, affilié à la section de Chavéria est moniteur pour celles d'Orgelet, de Vernantois, de Vobles, d'Aromas et de Dammartin en 1946<sup>83</sup>, plus de 10 ans après avoir suivi les cours par correspondance. Nous pouvons également signaler les charges d'André Monnoyeur, syndic adjoint de la commune de Songeson et celle d'Henri

<sup>75</sup>FLAURAUD Vincent, « La JAC... », op. cité, p. 264.

<sup>76</sup>JJ, n° 18, janvier-février 1943 ; JJ, n° 25, mars-avril 1944.

<sup>77</sup> À partir de 1948 *En Cordée*, le bulletin de liaison de la JAC jurassienne, stipule que ces « Journées et Semaines rurales s'adressent à tous les jeunes ruraux, patrons, fermiers, métayers, ouvriers agricoles, sans distinction de croyance et d'opinion. Elle est organisée par des jeunes et pour les jeunes, avec un programme rural essentiellement éducatif, adapté à la région ». (*En Cordée* n° 6, décembre 1948). L'aspect religieux passe au second plan et c'est surtout l'enseignement agricole qui est privilégié. L'analyse des comptes-rendus des semaines rurales confirme cette hypothèse : il n'y a plus de cérémonie religieuse et les questions traitées sont exclusivement agricoles et sociales.

<sup>78</sup>*En Cordée*, n° 6, décembre 1946, *En Cordée* n° 9, février 1948.

<sup>79</sup>Ces responsables restent néanmoins encadrés par la hiérarchie du mouvement et par les aumôniers de secteurs.

<sup>80</sup>André Monnoyeur a, au minimum, suivi le cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles l'hiver 1934-1935 et l'hiver 1935-1936 ; *Nenni ma foi !*, novembre 1935, février 1937.

<sup>81</sup>Henri Jourdain a, au minimum, suivi le cours élémentaire puis le cours supérieur de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles à l'hiver 1934-1935, l'hiver 1935-1936 et l'hiver 1936-1937 ; *Nenni ma foi !*, novembre 1935, février 1937.

<sup>82</sup>Eugène Maillard a, au minimum, suivi le cours élémentaire puis le cours supérieur de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles pendant les hivers 1933-1934 ; 1934-1935 et 1935-1936 ; *Nenni ma foi !*, août 1934 ; novembre 1935, février 1937.

<sup>83</sup>La plupart des informations concernant les militants sont issues de notre base de données des militants jacistes. Il serait ici trop long de retranscrire toutes les références des sources.

Jourdain, syndic adjoint de celle d'Arinthod<sup>84</sup>, qui interrogent sur une initiative et des ressources qui auraient pu être acquises à l'extérieur du mouvement, auprès des cadres du syndicalisme. Gaston Defert, moniteur de la Journée rurale du Fied en 1943 a certainement suivi les EAC puisque sa section était inscrite collectivement alors qu'Amédée Tissot, jaciste de Montfleur rattaché à Saint-Julien-sur-Suran, ceux de ce groupe.

C'est d'ailleurs sans doute sous l'impulsion d'Henri Jourdain et d'Eugène Maillard que le Sud-ouest du département, qui accueille un tiers des Journées rurales en 1944<sup>85</sup>, voit se développer neuf sections jacistes entre 1939 et 1945<sup>86</sup> comme l'illustre la carte des dynamiques jacistes de la Petite montagne en annexe<sup>87</sup>. La Bresse comtoise et le Val d'Amour, qui ont également vu émerger de nouvelles sections jacistes, sont aussi dynamiques et organisent assez régulièrement des Journées rurales. Si le Revermont qui avait un réel engouement pour les EAC reste froid face à celles-ci, c'est parce que les sections jacistes sont à bout de souffle, n'ayant, pour la plupart, pas pu renouveler leurs membres<sup>88</sup>. La JAC évolue, les sections ne sont pas figées et c'est l'augmentation du nombre de responsables et l'extension de leurs marges d'action qui permet de lancer des dynamiques régionales.

En 1944, sur les 11 moniteurs formés à l'hiver 1943<sup>89</sup> et qui réalisent les 21 journées rurales de l'année, sept au moins ont avec certitude suivi des enseignements agricoles par correspondance<sup>90</sup>. Et si Aristide Étiévant, Auguste Rougebief et Maurice Girod n'avaient pas été repérés dans notre base de données d'eacistes, c'est parce que celle-ci s'arrête en 1937 et qu'ils ont été élèves du CERCA d'Angers entre 1938 et 1940<sup>91</sup>. Albert Midol, président de la section d'Arbois en 1939 a certainement suivi les cours du CERCA d'Angers avec ses camarades alors qu'Henri Rodot, dont la section du Fied est inscrite collectivement aux EAC, ceux de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles. Ainsi seuls Alphonse Daubigny<sup>92</sup> et Claude Pouillard<sup>93</sup> ne semblent pas, à première vue, avoir entretenu des liens avec les EAC. Le mouvement permet ainsi à certains de ses membres ou de ses anciens membres de promouvoir leurs compétences professionnelles au-delà du cadre de la JAC puisqu'il les mobilise comme intervenants pour les Journées et les Semaines rurales où interviennent également des professionnels du milieu et qui s'adressent aux jeunes ruraux dans leur ensemble.

C'est dans le cadre de la Semaine rurale que cette promotion est la plus effective puisque les jacistes s'adressent à un public averti, aux côtés d'intervenants qualifiés. Leur parole, valorisée par cette proximité, est ainsi rendue plus légitime. Ainsi, dès la première Semaine rurale organisée en collaboration avec la Corporation paysanne, sept des seize intervenants sont des jacistes. Henri Richard se demande si « Le métier de paysan est(-il) un

<sup>84</sup> ADJ, dossier des syndicats de la Corporation paysanne ; 331W155.

<sup>85</sup> JR sur les 21 organisées en 1944 ont lieu dans cette petite région.

<sup>86</sup> Il s'agit de Saint-Jean-d'Etreux, Nanc-les-Saint-Amour, Pimorin, Rothernay, Sarrognay, Cernon, Arinthod, Villechantria et Epy.

<sup>87</sup> Annexe E-3.

<sup>88</sup> Le départ de la première génération de jacistes dont faisaient notamment partie les meneurs fédéraux Henri Richard, Jean Gravier, Joseph Vandelle et Jean-Marie Mossu semble avoir dévitalisé cette petite région.

<sup>89</sup> *Nenni ma foi !* signale en octobre 1943 que les moniteurs des journées rurales seront formés lors d'une session les 22 et 23 décembre à Montmorot.

<sup>90</sup> Il s'agit de Jean Gravier, d'Henri Richard, d'André Monnoyeur, repérés dans notre base de données des eacistes et d'Aristide Étiévant, Maurice Girod et Auguste Rougebief.

<sup>91</sup> Entretien réalisé avec Aristide Étiévant le 1er mai 2008 et avec Maurice Girod le 28 mars 2008. Auguste Rougebief militant depuis 1937 et président de la section d'Arbois au moins depuis 1938 a vraisemblablement été inscrit au CERCA d'Angers au même titre qu'Aristide Étiévant puisqu'ils faisaient partie du même groupe de JAC.

<sup>92</sup> Jaciste de Champdivers.

<sup>93</sup> Claude Pouillard a uniquement été repéré comme auteur d'un article dans *Jeunes du Jura* en 1944 et comme moniteurs de journées rurales. Il est vraisemblablement originaire de Bonnefontaine.

beau métier pour les hommes ? » et Henri Rodot, responsable fédérale des journées rurales, « Que demander à la technique, pour que notre métier soit moins dur et plus épanouissant ? ». Auguste Rougebief, le président fédéral, intervient sur la « Culture potagère », Jean Gravier sur « La place qui doit être faite à la femme dans la vie rurale, son rôle, sa mission, son droit à la dignité et au bonheur » alors que Maurice Girod, responsable régional s'interroge sur « Comment nous cultiver personnellement pour devenir des paysans complets? », alors qu'Aristide Etiévant présente les manières d'améliorer « le conditionnement physique du travailleur rural ». Albert Midol, repéré comme président de la section d'Arbois en 1939<sup>94</sup> et présenté comme « spécialiste » de la question, intervient sur « L'apiculture ». Aux côtés de messieurs Mingasson, directeur des services agricoles et de Brisis, syndic régional, de divers intervenants de la Direction des services agricoles et d'assistantes sociales, les jacistes prennent donc la parole devant une assemblée de 40 jeunes ruraux pour exposer leurs connaissances. Ces six intervenants semblent avoir suivi les EAC dans les années 1930<sup>95</sup>, ce qui nous renvoie à l'idée développée précédemment, que les ressources acquises par cet intermédiaire aient pu favoriser leur ascension au sein du mouvement. Tous ont également été<sup>96</sup>, sont<sup>97</sup> ou seront<sup>98</sup> présidents de la JAC du Jura à l'exception d'Henri Rodot, qui fut néanmoins membre du bureau fédéral<sup>99</sup>. L'un d'entre eux, Jean Gravier, intervient également à plusieurs titres : en tant qu'ancien secrétaire et président de la JAC jurassienne, ancien vice-président national<sup>100</sup> de ce même mouvement, mais aussi en tant que syndic cantonal de la Corporation paysanne<sup>101</sup>.

Si pendant la période de l'Occupation, l'enseignement agricole est toujours promu comme une nécessité pour « dominer son métier et ne pas rester encroûté dans les routines du passé<sup>102</sup> », le mouvement commence à distinguer ses membres dans le champ agricole en leur offrant l'opportunité de se positionner comme des professionnels compétents et suffisamment légitimes pour transmettre leurs savoirs. Les Journées et les Semaines rurales participent donc à la promotion de membres du mouvement, mais surtout à ceux qui ont déjà été formés en amont par les EAC et qui occupaient des responsabilités fédérales dans le mouvement<sup>103</sup>. Ces responsables développent des pratiques, produisent un discours qui se détachent peu à peu des préoccupations spirituelles et qui sont de plus en plus influencés par les fonctionnaires agricoles : ils reprennent, diffusent, vulgarisent, les conseils, les connaissances des techniciens et des responsables syndicaux, du personnel jugé « légitime » par la JAC, en direction d'agriculteurs de plus en plus sensibles à l'élévation sociale de certains de ses éléments.

<sup>94</sup>*Nenni ma foi !*, novembre 1939.

<sup>95</sup> Un seul doute subsiste concernant Auguste Rougebief, dont la section d'Arbois a collectivement suivi les EAC du CERCA d'Angers.

<sup>96</sup> Henri Richard de 1935 à 1940, Jean Gravier de 1942 à 1943.

<sup>97</sup> Auguste Rougebief, président de 1940 à 1942 et de 1943 à 1944.

<sup>98</sup> Aristide Etiévant président de 1944 à 1946 et Maurice Girod, président régional de 1941 à 1947.

<sup>99</sup> Depuis l'hiver 1934, Henri Rodot suit les EAC de l'Union du Centre-Est et il milite au sein de la section du Fied depuis que celle-ci a été affiliée en 1935. Il devient responsable du centre jaciste de Picarreau en 1937, membre du comité fédéral de la JAC en 1938 et, en son sein, responsable des Journées rurales depuis 1942.

<sup>100</sup> De 1938 à 1941.

<sup>101</sup> Archives départementales, 331W155.

<sup>102</sup> *Jeunes du Jura*, septembre-octobre 1943.

<sup>103</sup> Si les intervenants jacistes ont occupé ou occupent des responsabilités à l'échelle fédérale et s'il s'agit rarement de simples militants, ces derniers assistent en tant que « semainiers » aux exposés de leurs camarades. Ils sont ensuite chargés de les synthétiser et de les diffuser lors des différentes JR. Ce phénomène circulatoire, tout comme les échanges et discussions collectives lors des SR et des JR, consacrent une nouvelle pédagogie à l'intérieur du mouvement.

### 3) Chef d'exploitation, chef de famille : de l'exemplarité dans la sphère privée

Si le militant jaciste doit être un « bon agriculteur » afin d'être considéré comme un modèle à suivre et d'être irréprochable et légitime dans sa position de défenseur des intérêts agricoles, il doit également faire preuve d'exemplarité dans sa vie privée. Cependant, comme le fait remarquer Rose-Marie Lagrave, l'agriculture suppose une organisation du travail où « *les frontières entre public et privé sont plus ténues*<sup>104</sup> » qu'ailleurs. *La JAC valide et renforce cette conception en mettant en avant l'idéal du foyer chrétien comme pierre angulaire de l'exploitation familiale. C'est en constituant une micro-société chrétienne autour de lui, dans sa famille et sur son exploitation, que le jaciste peut être un bon militant et prétendre pouvoir devenir un représentant du milieu agricole. Ainsi de chef de famille et par extension, d'exploitation, il peut aspirer à être « chef paysan*<sup>105</sup> ».

Dans un article intitulé « la famille et les métiers », publié dans *La Jeunesse agricole*<sup>106</sup>, Jean Yole expose en cinq points les bienfaits de l'exploitation familiale. Tout d'abord il considère que « la famille ennoblit la profession » dans le sens où cette dernière est riche de l'enthousiasme des jeunes et de la sagesse des anciens, mais aussi parce qu'elle est imbriquée dans la cellule de base que représente la famille. Il insiste ensuite sur les avantages de cette imbrication qui permet à la profession d'être régie par le principe de la solidarité familiale avant d'expliquer que « le salaire familial donne à l'argent un caractère d'épargne que le salaire individuel ne saurait lui conférer », il se met ainsi au service de la collectivité familiale pour le bien commun. L'auteur de l'article évoque aussi l'assimilation du chef de famille au « chef de chantier » qui revêt dans l'exploitation familiale, une autorité « inestimable pour la paix sociale et la bonne conduite des affaires ». Il conclut en évoquant les bienfaits de la discipline exigée par la vie en communauté et le développement de « l'esprit de corps ». Cette analyse part du présupposé que la famille est la cellule de base de la société. Elle est la communauté humaine par excellence et son organisation, fondée sur le sacrement du mariage, est perçue comme « première » et donc la plus « naturelle » pour l'Église. Dès lors que l'organisation

---

<sup>104</sup> LAGRAVE, (Rose-Marie), « Les agricultrices en France. Un bilan critique des recherches », dans *Études rurales*, n° 92, 1983, pp. 9-40, p. 23.

<sup>105</sup> *La Jeunesse agricole*, mai 1940, supplément illustré, p. 7.

<sup>106</sup> YOLE Jean, « La famille et les métiers », *La Jeunesse agricole*, 15 septembre 1934, p. 8.

professionnelle de la société rurale se base sur cette composante « naturelle », sa position est légitimée. L'exploitation familiale est donc perçue comme l'entité idéale, la plus proche de dieu, puisque la plus proche de la nature qu'il a créée. Les principes familiaux sont ainsi les principes du métier. L'exploitation familiale devient alors le symbole de la lutte contre une société matérialiste, puisque le salaire prend une dimension patrimoniale, de la lutte contre l'individualisme, puisque « l'assistance mutuelle, loi de la famille, devient une loi de la profession », de l'intégration et d'application de l'ordre catholique patriarcal puisque « le chef de famille est en même temps le chef de chantier » et de la mise en pratique d'une discipline induite par la vie en communauté. L'exploitation familiale serait ainsi le type d'organisation professionnelle temporelle la plus proche de la « loi divine », des principes catholiques.

Si l'exploitation familiale est protégée par les premiers jacistes c'est également parce qu'elle s'oppose aux principes qui régissent les entreprises capitalistes et plus généralement l'industrie<sup>107</sup>. La JAC pense en effet les moyens de sortir de ce qu'elle juge comme une « crise » en tentant de trouver un modèle d'exploitation appropriée au système économique qui régit la société. L'hypothèse de « la grande culture » est rapidement rejetée puisqu'elle mettrait à bas l'organisation sociale fondée sur la famille et qu'elle induirait « la constitution d'une main-d'œuvre salariée, à partir des anciens exploitants autonomes, désormais "atteints dans leur indépendance, gardant au fond d'eux-mêmes la rancœur de la déchéance subie" <sup>108</sup>». L'exploitation familiale revêt alors un caractère identitaire, ses spécificités la distinguant de « l'industrie capitaliste » perçue comme individualiste, organisée autour du profit et la prolétarianisation de ces membres. Mais elle se distingue aussi d'autres formes d'organisation tels le socialisme en échappant à l'État ou du moins en y substituant « l'esprit de corps ». En effet, comme le souligne Henri Hitier: « *L'œuvre à réaliser d'une meilleure organisation de la production agricole ne saurait être confiée à l'État ou aux organismes de droit public, les communes notamment (...) Ils font le métier d'un autre quand ils se mêlent de labourer, semer, récolter. Ce métier là est celui des individus, il faut le leur laisser*<sup>109</sup> ».

---

<sup>107</sup> Comme le signale Vincent Flauraud: « Pour les Aveyronnais, notamment, c'est bien l'exploitation familiale qu'il s'agit de défendre. Ils s'inscrivent dans la droite ligne du discours national, qui y voit le meilleur système pour le monde rural, un système capable de maintenir les travailleurs libres et indépendants, alors que le renforcement des grandes exploitations est une porte ouverte à leur prolétarianisation », FLAURAUD Vincent, « La JAC... », op. cité, p. 341.

<sup>108</sup> CONQ, GUILLÓTEAU, LEPRIEUR, VILBOUX, *JAC/MRJC...*, op cité, p. 152.

<sup>109</sup> HITIER Henri, « Le problème des modèles et faire-valoir du sol », *Semaines rurales de France*, XVI<sup>e</sup> me session, Rennes, 1924, p182, cité par CONQ, GUILLÓTEAU, LEPRIEUR, VILBOUX, *JAC/MRJC...*, op. cité, p. 151.



Les choix se portent donc sur l'exploitation familiale, meilleur moyen de préserver un tissu social qui semble menacé. Des questions se posent alors autour de la transmission de la propriété, d'autant plus qu'il est souhaité que la famille soit nombreuse. Plusieurs solutions sont envisagées pour éviter le morcellement de la propriété et pour qu'elle puisse être adaptée au système économique moderne. L'évolution technique est préconisée et encouragée, comme nous l'avons précédemment observé, et la JAC se convainc que les différentes formes de faire-valoir, basées sur des contrats équitables et adaptées aux différentes régions, pourraient permettre une meilleure gestion des ressources agricoles et la préservation de la cellule familiale. Le mouvement désire aussi initier un esprit de solidarité et de communauté pour ses membres, afin de les préserver de l'individualisme et de développer, dans une conception organique du monde, des organisations et des solidarités qui permettraient à l'individu de ne pas être seul face à l'État. La théorie de Victor Boret, qui préconise l'union coopérative est ainsi adoptée par la JAC puisqu'elle correspond à son idéal de solidarité : « La formule agricole de l'avenir c'est l'exploitation paysanne renforcée par l'action syndicale et la coopérative<sup>110</sup> » bien qu'il faille noter qu'elle ne trouve que peu d'échos dans les années 1930, tant au niveau national que local<sup>111</sup>. Ainsi pour le mouvement, l'exploitation familiale permet à l'individu de conserver sa dignité humaine et chrétienne. Elle lui permet de préserver son indépendance et sa dignité d'homme face aux grandes entreprises accusées de prolétarianisation et face au socialisme d'État qui remet en cause l'esprit de corps. La tâche du jaciste est donc également de construire cette famille chrétienne et pour cela, de trouver l'épouse idéale.

Contrairement à la JACF qui se donne comme mission première de recruter de jeunes filles pour les ordres religieux, la JAC ne semble pas autant avoir ce souci de la vocation. Il est certes toujours présent, comme en témoigne un long article du chanoine Grenier, supérieur du petit séminaire de Vaux-sur-Poligny dans *Nenni ma foi ! intitulé « L'Action catholique. Son épanouissement : les vocations sacerdotales<sup>112</sup> »* qui appelle les jeunes catholiques à soutenir les vocations qui peuvent émerger autour d'eux et à se poser la question de leur propre destinée, mais le mouvement ne semble guère insister sur la question. Les jeunes jacistes sont donc surtout appelés à fonder des foyers chrétiens autour de jeunes filles vertueuses.

---

<sup>110</sup> YOLE Jean, *Le malaise paysan*, Paris, Éditions Spes, 1929, p.110.

<sup>111</sup> L'idée de la coopération professionnelle émerge plutôt vers la fin de la guerre et à la Libération alors que les ruraux se posent la question d'un nécessaire renouvellement de l'organisation de l'agriculture. La première référence à l'action coopérative apparaît dans le Jura dans le cadre de la première Semaine rurale de 1944 au moment où les jacistes s'interrogent sur les conditions de la production agricole Après-guerre ; *Nenni ma foi !*, mars-avril 1944.

<sup>112</sup> *Nenni ma foi !* mai et juin-juillet 1932.

Si les relations et surtout les rencontres entre garçons et filles étaient mal perçues par l'Église et la société rurale, très tôt, la JAC a décidé d'encourager les échanges et a trouvé des moyens pour que ceux-ci ne nuisent pas aux « bonnes mœurs ». Ainsi, dans le numéro de *La Jeunesse agricole* de septembre 1934, nous pouvons lire un échange de correspondance entre jeunes filles et jeunes hommes. Les jeunes gens expriment alors leurs vœux concernant leurs épouses : elles doivent avoir « une conduite irréprochable<sup>113</sup> », doivent être « des chrétiennes pratiquantes », avoir « des vertus familiales (enfants, au pluriel) et ménagères (ordre, travail, bon goût) » et posséder « l'amour de la terre ». Les jeunes filles sont tout autant exigeantes, mais elles annoncent aux garçons : « vous devriez être supérieurs à nous, étant chefs, donc soutien moral de la femme ». Si les échanges, bien que par correspondance et très surveillés sont encouragés, c'est parce que la JAC et la JACF ont une prétention commune : créer des foyers jacistes. En effet, pour « refaire chrétiennes les campagnes de France », il faut refaire chrétiens les hommes et les femmes, c'est pour cela que le mouvement féminin se développe. Si « la terre se meurt », c'est la famille chrétienne, cellule de base de l'organisation humaine, qui pourra la sauver. Le constat est clair dès les origines de la JACF et en 1933, l'abbé Jacques, un des fondateurs du mouvement masculin officialise l'expression « couple jaciste<sup>114</sup> ». Quelques mois plus tôt, une des fondatrices des Semeuses de Lorraine, précurseurs de la JACF, avait annoncé en s'adressant aux jeunes filles :

*« Et plus tard, lorsque vous serez mariées, vous continuerez votre apostolat. Quel bel exemple, dans un village, qu'un foyer paysan bien uni, attaché fortement à sa terre, donnant l'exemple des vertus familiales, trop oubliées de nos jours et montrant à tous qu'on peut vivre heureux loin du brouhaha des villes. (...) Et plus tard, vos enfants élevés dans cette atmosphère, seront à leur tour des terriens de race et de vaillants chrétiens.<sup>115</sup> ».*

Les valeurs défendues par l'Église et la JAC ne peuvent se développer que par l'intermédiaire de ses membres qui montrent l'exemple, d'où l'importance du foyer jaciste, « vivant et sain<sup>116</sup> ». C'est sur ce principe que les deux mouvements, même s'ils ont très peu de contacts, encouragent leurs membres respectifs à se trouver. Dans le Jura la question est abordée

<sup>113</sup> « Mon fiancé... ma fiancée... », *La Jeunesse agricole*, numéro spécial, 15 septembre 1934, p. 7.

<sup>114</sup> Cité par CONQ, GUILLOTEAU, VILBOUX, LEPRIEUR, *JAC/MRJC Origines...*, op. cité, p. 147.

<sup>115</sup> Mademoiselle Michel, « Les Semeuses face à l'avenir », congrès diocésain, le 14 mai 1932 à Sion, cité par Cité par CONQ, GUILLOTEAU, VILBOUX, LEPRIEUR, *JAC/MRJC Origines...*, op. cité, p119.

<sup>116</sup> « Pour des foyers vivants et sains », *La Jeunesse agricole*, février 1939.

par un seul article dans *Nenni ma foi !* Alors que le *bulletin des Vaillantes* traite régulièrement du « futur foyer », les garçons semblent moins prolixes sur un thème qu'ils doivent estimer ne pas être de leur ressort. L'article est d'Henri Pasteur et s'intitule « Le choix d'une épouse ». Après être revenu sur le choix d'une fiancée qui doit se faire en accord avec les parents et ne pas accorder trop de l'importance « aux qualités extérieures », c'est-à-dire physiques, l'auteur revient sur un point qui intéresse particulièrement les ruraux et, par une anticipation qui en dit long, moralise par avance les parents du futur :

*« De la part des parents, il existe un autre danger [...]. Il consiste à juger la future épouse d'après le nombre de 'journaux' de champs qui lui reviendront, d'après la situation des pièces de terre et la possibilité de fusionner un jour les deux héritages. Cette étrange mentalité est assez répandue dans nos campagnes, où le prestige d'un homme dépend de sa fortune plus que de sa valeur personnelle.<sup>117</sup> »*

Ce point est repris par les mouvements jacistes à l'occasion de la grande journée mariale de Mont-Roland en 1938 où un chœur parlé mixte, constitué de membres de la JAC et de la JACF affirme : « *Le mariage n'unit pas seulement des champs et des intérêts – il unit d'abord deux cœurs – deux âmes<sup>118</sup>* ». Cette dénonciation des « intérêts » semble fidèle à l'esprit chrétien et à celui du mouvement qui lutte contre l'individualisme et l'égoïsme et prétend défendre des valeurs de vertu en unissant les foyers autour de « l'amour ». Mais d'autres critères participent également à la sélection d'une épouse selon Henri Pasteur. En effet, pour que celle-ci puisse être collaboratrice du mari, dans les travaux agricoles, elle se doit d'être en bonne condition physique :

*« Il est un point cependant auquel on accorde à la campagne une grande importance, et bien à juste titre : c'est le point de vue santé. Il est certain qu'un cultivateur ne peut rien entreprendre avec une femme malade, incapable d'assurer le travail d'intérieur. L'agriculture est un rude métier qui exige des santés robustes. Il vaut mieux, dans une ferme, aller au moulin qu'au médecin. Tout le monde étant d'accord sur ce point, inutile d'y insister ».*

---

<sup>117</sup> Henri Pasteur « Le choix d'une épouse », *Nenni ma foi !*, avril 1932.

<sup>118</sup> Chœur parlé, qui semble avoir été rédigé par la JAC/F jurassienne à l'occasion de la grande journée mariale de Mont-Roland du 2 août 1938, retranscrits dans *Nenni ma foi !*, juillet 1938.

La charité et l'amour chrétiens semblent ici trouver leurs limites et si l'argument n'est pas repris tel quel par le mouvement, il peut avoir sous-tendu le choix de certains jacistes en matière d'épouse, celle-ci devant être la « collaboratrice<sup>119</sup> » dans le cadre de l'exploitation familiale. Henri Pasteur conclut qu'il faut rechercher « *dans l'ordre d'importance, d'abord la santé de l'âme puis la santé du corps, et enfin la santé du portefeuille* », un choix selon lui idéal pour fonder un foyer chrétien. Les jeunes filles de la JACF quant à elles, ne développent que l'idéal d'un homme chrétien et vertueux qui pourrait leurs faire prendre leurs responsabilités « de ménagère, d'épouses et de mamans » dans un foyer où les enfants sont perçus comme une « bénédiction » et où elles seront « heureuses et fières d'en faire des paysans et des chrétiens pour la France de demain<sup>120</sup> ».

Les jacistes se préparent donc à défendre et promouvoir une conception morale de la famille dans une perspective de lutte contre l'individualisme hérité de la Révolution et de la rechristianisation de la France. La famille reste une question privée, faisant par là même entrer la JAC dans la catégorie du « familialisme d'Église » élaborée par Rémi Lenoir qui le définit comme « recouvrant toutes les associations familiales d'obédience catholique utilisant la défense de la famille comme un moyen de rétablir un ordre social ancien et de promouvoir un ordre politique conservateur, voire antirépublicain » et s'opposant au « familialisme d'État »<sup>121</sup>. Les jacistes sont appelés à se former et à s'instruire sur les enjeux confessionnels, tels que la lutte contre « l'école unique » ou le soutien aux familles nombreuses, afin de se saisir d'outils qui feront d'eux de bons pères de famille et permettront le maintien et la défense de la famille chrétienne dans la société. Ainsi *Nenni ma foi !* rend régulièrement compte dans ses pages des avancées législatives en matière d'allocations aux familles nombreuses ou d'allocation familiales agricoles<sup>122</sup>, défend vivement l'enseignement confessionnel et présente même projet de loi défendu par un sénateur du Doubs visant à « la défense de la famille rurale » qui présente un ensemble de mesures qui constituerait « l'esquisse de la famille paysanne et contribueraient efficacement à réduire l'exode rural ; fléau de notre état social<sup>123</sup> ».

Alors que le chanoine Just Pouillard, s'adressant aux militantes de la JACF estime que « rien ne sera fait de façon stable tant qu'on n'aura pas rénové la famille, base de tout l'édifice

---

<sup>119</sup> Le terme est utilisé par le chœur parlé lors de la journée mariale de Mont-Roland en 1938.

<sup>120</sup> Chœur parlé, op cité, *Nenni ma foi !*, juillet 1938.

<sup>121</sup> LENOIR Rémi, *Généalogie de la morale familiale*, Paris, Seuil, 2003, cité par CAPUANO Christophe, « Le "familial" en France... », thèse op citée, p. 94-95.

<sup>122</sup> « L'encouragement aux familles nombreuses et l'apprentissage agricole », *Nenni ma foi !*, septembre 1932 ; « À propos des allocations familiales agricoles », *Nenni ma foi !*, mars 1939

<sup>123</sup> « À la défense de la famille rurale », *Nenni ma foi !*, mars 1939.

social<sup>124</sup> », les jeunes gens, futurs chefs de famille et chefs d'exploitation sont appelés à en être les garants. Et si, comme le revendique le mouvement, le foyer peut être construit autour de « l'amour » mutuel, il doit également se fonder sur un couple solide, chrétien et idéalement jaciste, convaincu de la nécessité de « rester à la terre ».

La perception unitaire de « la paysannerie » et la volonté de lutte contre la déchristianisation et le matérialisme qui en serait la conséquence, incite le mouvement à penser que pour « sortir de la crise » il faut une élite rurale qui puisse être formée au sein du milieu qu'elle prétend défendre. Le jaciste doit avant tout être engagé dans la société, à la fois pour que le christianisme se diffuse dans les institutions temporelles, comme le préconisait Léon XIII, mais aussi et surtout pour pouvoir défendre le « corps paysan » et l'unité villageoise, pensés comme le socle d'une « civilisation » ontologiquement chrétienne. Pour un mouvement qui prétend former « l'élite rurale » de demain, la JAC ambitionne avant tout l'exemplarité de ses militants dans tous les domaines. Si celui-ci doit apparaître comme « un chic type<sup>125</sup> » au service de l'ensemble de la communauté, se positionner au-delà des luttes partisans dans un esprit de concorde et de charité, respectant par là même le principe chrétien de faire « vivre l'évangile dans toute la vie » et faire « barrage au matérialisme<sup>126</sup> », il doit également être un « bon agriculteur », exigeant avec lui-même et savant. De nombreuses conceptions chrétiennes sont aussi portées par les jacistes dans leur profession, notamment autour du modèle de l'exploitation familiale qui préserve la cellule familiale, mais aussi autour de la coopération et de la solidarité de « corps ». En s'insérant de plus en plus dans les réalités temporelles, le mouvement jaciste tente d'insuffler à ses membres l'esprit de responsabilité, de coopération, mais aussi le souci de la perfection et le désir du bien être ou plutôt, du « mieux être ». C'est ainsi « le bon agriculteur » qui est perçu comme « le bon chrétien » dans un mouvement qui estime que les « meilleurs » sont ceux qui restent à la terre et qui la défendent et qui n'envisage pas l'autonomisation du champ religieux et du champ professionnel. Jean Gravier, secrétaire du mouvement fédéral en 1935, résume ainsi ce que doit être le jaciste :

*« Le jaciste sera fier de son métier, de sa vocation paysanne, désireux d'accroître sa compétence professionnelle- et il le pourra puissamment au moyen des EAC et des semaines*

---

<sup>124</sup> *Les Vaillantes du Jura*, mars 1940.

<sup>125</sup> Joseph Rousselot notait dans un article « Voyez donc comme ils s'aiment » : « Que l'on puisse entendre souvent dire : celui-là, c'est un chic type, c'est un jaciste ! », *Nenni ma foi !*, décembre 1935.

<sup>126</sup> « Le rôle providentiel du jaciste c'est d'opposer au flot dévastateur du matérialisme qui menace de ravager nos campagnes, le barrage vivant de son exemple », abbé Camille Ramboz « Le réveil de la Terre », *Nenni ma foi !*, janvier 1931.

*rurales- ; il sera un chef de famille et un chef d'exploitation conscient de ses devoirs, et sur qui l'on pourra prendre modèle. Dans son village, il aura à cœur de répandre l'union, la concorde et la saine gaieté ; dans les organisations professionnelles et corporatives, il servira avec dévouement et désintéressement ; parfois même, les cadres de l'administration municipale s'offriront à son activité : il fera alors de la politique dans le véritable et noble sens du mot, se dévouant pour le bien commun, dans l'honnêteté, la justice et la charité ; enfin, par-dessus tout, le jaciste sera chrétien : son christianisme sincère, profond, pénétrera toute sa vie, rayonnant autour de lui, inspirant et fortifiant toutes ses activités <sup>127</sup>».*

Si les militants ne constituent pour l'heure que des recrues qui grossissent les effectifs du mouvement où de potentiels « chefs » émergeront, ils sont néanmoins formés à être des « agriculteurs compétents » et encouragés à faire vivre l'évangile dans leur métier, dans leur foyer et dans leur village, préalable à la rechristianisation de leur milieu. Si le champ d'action promu par la JACF n'est pas le même pour une Église et un mouvement qui n'envisagent pas que les femmes puissent s'investir dans la « chose publique », celles-ci sont néanmoins appelées à agir en complémentarité avec la JAC dans plusieurs domaines, c'est ce que nous allons observer dans une deuxième partie.

## **II Discours prescriptif et discours sur soi à la JACF**

Le projet de la JACF concernant les jeunes filles, porté par les premières dirigeantes du mouvement, peut être compris et analysé à la fois au regard des aspirations sociales de ces dernières, mais également à celui du paradigme agrarien. En effet, dès avant sa fondation et dans les réflexions nationales et locales qui y concourent, l'élite du catholicisme social agrarien envisage le rôle de la femme à la campagne comme étant au service du maintien de l'homme à la terre. L'idéal de la militante jaciste revêt évidemment d'autres aspects. C'est ce que nous allons observer avant d'examiner selon quelles modalités l'application de cet idéal et la pratique

---

<sup>127</sup> Jean Gravier : « Pour la Renaissance rurale », *Nenni ma foi !*, novembre 1935

militante féminine ont pu modifier la vie quotidienne des jeunes filles au sein du foyer, de l'exploitation, mais aussi de la société villageoise.

## 1) L'idéal de la militante jaciste

*« Toute jeune fille doit se préparer à cette tâche de demain [le foyer]. Pour la femme surtout, pas de vie intérieure, sans vie d'intérieur, et, dans la vie agricole, le problème de la maison est plus qu'ailleurs primordial. Actuellement, l'homme ne demeurera à la terre que s'il y a une demeure pour l'y maintenir, avec une femme prête à sa tâche. L'avenir de l'agriculture française, ou de l'exploitation familiale autour du foyer stable, dépend d'une femme de courage et de foi qui ne laissera pas éteindre la flamme du foyer. "Les femmes font ou défont les maisons" a dit Fénelon. Or c'est la maison qui fait l'exploitation. Problème national au premier chef, problème d'âmes aussi, problème d'apostolat et encore problème féminin. Qu'une jeunesse généreuse se lève ! Jeunes filles de la terre comtoise, gardez votre vieille terre comtoise chrétienne et forte. Et elle, à son tour, vous gardera.<sup>128</sup> ».*

Nous voyons ici comment, pour Thérèse Corneille qui prononce ce discours dès 1930, la femme permet de préserver ce qui est pensé comme « la civilisation paysanne ». Son rôle est avant tout de maintenir l'homme à la terre, d'éviter « l'exode rural » pour préserver un « monde rural » perçu comme le réservoir des vertus et des valeurs chrétiennes. Moralement est ainsi justifié l'intérêt porté à l'aménagement intérieur de la maison chez les Vaillantes, à la JAV puis à la JACF : puisque c'est cela qui permet à l'homme de rester à la terre et donc à la France de rester chrétienne, cette tâche n'est plus jugée superficielle et légère. Le même lyrisme anime une des responsables des Semeuses de Lorraine, qui concourent à fonder la JACF, mademoiselle Michèle, lorsqu'est lancé le mouvement en 1932 :

*« Le problème de la terre est essentiellement féminin. (...) les jeunes agriculteurs catholiques ne pouvaient vivent seuls. Il fallait à côté d'eux, la branche féminine, leurs futures épouses. À la ferme plus qu'ailleurs, la femme tient entre ses mains la vie du foyer. Si elle n'y est pas profondément attachée, si elle ne comprend pas la noblesse des champs, elle ne verra plus que*

---

<sup>128</sup>Thérèse Corneille, *Les Vaillantes du Jura*, novembre 1930.

*le côté pénible de sa situation, sa vie austère, et par tous les moyens elle cherchera à secouer le joug, qu'elle trouve trop dur. Le foyer paysan est alors condamné à mort<sup>129</sup>. »*

La JAC prend racine dans le double constat d'une « crise » agricole et chrétienne, et de leur imbrication, constat partagé à la fois par les dirigeantes locales et nationales, mais également par les acteurs de l'Église. Ceux-ci estiment que l'endiguement de cette « crise » symbolisée notamment par « l'exode rural » passe par la formation d'une élite paysanne préparée pour éviter la déchristianisation du milieu. La JACF n'est pas exactement le pendant féminin du mouvement, puisque si elle a également des objectifs apostoliques, elle ne prétend pas former une élite féminine, mais plutôt mettre les jeunes filles et les femmes au service des hommes par l'intermédiaire d'un investissement dans le foyer, dans la sphère domestique. Celles-ci ne participent qu'indirectement à la « survie sociale de la paysannerie » puisqu'elles doivent se contenter de maintenir « la flamme du foyer », car, comme le souligne Thérèse Corneille, « c'est la maison qui fait l'exploitation ». Les objectifs sont donc clairement affichés dès l'origine du mouvement et pour qu'ils puissent être mis en œuvre, il fallait offrir aux jeunes filles les moyens d'améliorer leur rôle et leur condition et de devenir « les reines du foyer ». C'est le sens des principales activités mises en place par le mouvement qui sont, rappelons-le, très largement empruntées à la décennie précédente et aux initiatives des grandes structures du syndicalisme agricole de la rue d'Athènes ou des écoles agricoles catholiques.

Il faut également noter que l'intérêt porté à la préparation de futures ménagères trouve écho chez les jeunes filles qui aspirent à l'amélioration de leur condition et à sortir du travail purement agricole. En faisant miroiter cette possibilité de l'affectation à la sphère domestique, la JACF peut ainsi prétendre recruter, d'autant plus que les activités proposées offrent échappatoire au quotidien, sociabilité et surtout, souvent le seul moyen de développer connaissances et compétences après la fin de la scolarité marquée par l'obtention du certificat d'étude. Le travail et la réflexion autour du foyer permettent ainsi à la JACF, dans un souci autant moral que pragmatique, d'attirer de nombreuses jeunes filles.

En sus d'aspirer à devenir « reine du foyer », la jaciste est également « fière pure joyeuse et conquérante », selon la devise du mouvement. S'il paraît évident que de jeunes filles engagées dans un mouvement catholique se doivent d'être vertueuses et pieuses, les termes « fière » et « conquérante » sont entendus à la fois dans leur dimension religieuse, participer à l'apostolat

---

<sup>129</sup>Mlle Michel, « les semeuses face à l'avenir », congrès diocésain du 14 mai 1932 à Sion, cité par CONQ Jean, *JAC/MRJC Origines et mutation...*, op. cité, p. 118.



du semblable par le semblable, mais également dans leur dimension professionnelle. La militante est en effet une rurale accomplie qui aime son milieu et son travail. C'est pour cette raison qu'elle doit se former pour devenir compétente avec la lecture des journaux du mouvement, de ses brochures et en suivant les enseignements par correspondance ou les Semaines rurales. Assister aux réunions et aux rencontres du mouvement lui permet d'agir « en chrétienne<sup>130</sup> » dans sa vie quotidienne et par là même de « refaire chrétiennes les campagnes de France ». La formation professionnelle a donc, comme pour les garçons, également des objectifs apostoliques : il s'agit de devenir un modèle, dans sa vie et dans son foyer pour montrer que seuls les « bons chrétiens » peuvent réussir et que la vertu militante ouvre la porte du bonheur.

Garder à la terre et au Christ les jeunes filles et par extension les jeunes gens, voici le rôle de la JACF et les objectifs militants de ses membres dans les années 1930. Mais si la jaciste se doit d'être « la gardienne de la terre et du foyer chrétien », de préserver l'ordre social et religieux, elle se doit également, et ce n'est pas la moindre des contradictions, de se former pour être une femme accomplie et une ménagère moderne<sup>131</sup>. Cet idéal peut néanmoins se heurter aux réalités de la vie quotidienne.

## 2) Les enquêtes : un moyen de prise en compte du quotidien et de la parole des militantes ?

Le discours sur soi des militantes que l'on peut saisir par le biais des lettres envoyées à la secrétaire fédérale du mouvement entre 1935 et 1938 et surtout par les enquêtes réalisées par la JAV et la JACF montrent qu'il existe un décalage entre les aspirations des jeunes filles et les possibilités qu'offre leur réalité quotidienne. En effet, l'injonction à s'occuper de son foyer relève avant tout d'une aspiration bourgeoise, certainement liée au profil social des premières dirigeantes, où la femme serait cantonnée à l'intérieur de la maison et s'occuperait de la cuisine, de l'éducation des enfants et de rendre plus agréable la vie quotidienne. La formation première

---

<sup>130</sup>Selon la distinction opérée par Jacques Maritain, « agir en tant que chrétien » consiste à respecter les rites et les dogmes de l'Église alors qu'agir « en chrétien » consiste à mettre en œuvre et à diffuser les valeurs et les idées chrétiennes dans la sphère temporelle. MARITAIN Jacques, *Humanisme intégral. Problèmes temporels et spirituels d'une nouvelle chrétienté*, Paris, Fernand Aubier, 1936. Voir à ce sujet SORET Jean-Hugues, *Philosophie de l'Action-catholique, Blondel et Maritain*, Paris, Les Éditions du Cerf, 2007.

<sup>131</sup>Éliane GUBIN parle à ce sujet pour la Belgique de « double mission des femmes rurales » qui doivent « à la fois être des agents de la modernité (technique et ménagère) et du conservatisme (social et familial) » ; « Femmes rurales en Belgique. Aspects sociaux et discours idéologiques XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, 16, 2002, pp. 221-244.

qui est revendiquée pour les femmes est celle de ménagère et d'éducatrice, les termes de "paysanne", "fermière" ou encore "cultivatrice" ne sont quasiment pas employés par le mouvement. Pourtant les jacistes qui écrivent à Hélène de Villeneuve-Bargemont profitent de l'espace d'expression que leur offre la correspondance pour rendre compte de leurs réalités quotidiennes de travail : certaines indiquent l'heure tardive à laquelle elles rédigent leur lettre après une journée épuisante de labeur, d'autres se plaignent de devoir se lever tôt pour aller ramasser les pommes de terre, jouer les garde-malades ou évoquent la surcharge de travail pendant les vendanges et ses désagréments physiques<sup>132</sup>. Beaucoup utilisent l'argument des travaux des champs pour justifier le retard dans leurs correspondances ou dans la réalisation des enquêtes ou du travail de section, à l'image d'Edmée Prudhon qui dit profiter de la pluie pour écrire après avoir passé une semaine au sarclage et aux foins<sup>133</sup>, et des groupes du Pasquier et de Plasne qui prétendent n'avoir pu finir leurs enquêtes, car « le temps était propice aux travaux des champs »<sup>134</sup>. Surtout, un certain nombre de correspondantes informent Hélène de Villeneuve-Bargemont de l'avancée ou du retard de ces divers travaux agricoles, comme si celle-ci était concernée par la question, à moins que ce ne soit pour lui signifier de quoi dépend la réalité quotidienne des jeunes agricoles. Mais si les aspirations initiales des responsables des premières heures ne semblent pas toujours correspondre aux possibilités de la majorité des militantes, le mouvement en vient à ajuster ses attentes.

Cette adaptation résulte en grande partie des résultats des enquêtes menées par la JAV puis la JACF. En effet la méthodologie de l'enquête permet de faire remonter aux échelons supérieurs les constats, les protestations, les doléances et les aspirations des jeunes filles qui ne semblent pas hésiter à en rendre compte, souvent sous couvert de ce qu'elles entendent de leurs camarades.

Dès 1933, le bulletin des *Vaillantes* annonce ainsi la première enquête de la JAV :

*« Nos frères, chères Javistes, marchent hardiment dans ce sens, et ils s'en trouvent bien. Nous allons les imiter, n'est-ce pas ? Et nous allons faire mieux encore : nous allons entamer une conversation avec eux. Car il paraît qu'ils parlent de nous, ces chers frères ! Oh ! Ça n'est pas*

---

<sup>132</sup>Citons entre autres une lettre de Geneviève Vallet à Hélène de Villeneuve-Bargemont : « Je tombe de sommeil il est 11 heures et Papa qui m'avait bien recommandé d'aller vite au lit parce que demain lever à 4h 1/2. », 21 mai 1936 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 2.

<sup>133</sup>Dans cinq lettres sur une vingtaine envoyées à la secrétaire diocésaine, Edmée Prudhon évoque la difficulté des divers travaux des champs ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettres 157, 164, 187, 349, 52.

<sup>134</sup>ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettres 366 du 26 mars 1936 et lettre 194 du 13 août 1936.

*pour nous faire des compliments !... Croiriez-vous, à les entendre, s'ils désertent la terre, c'est la faute des femmes ? Les jeunes filles, disent-ils, ne veulent plus épouser les cultivateurs. Pour ces demoiselles, la terre est trop basse. Alors, si on veut se marier, il faut se faire gendarme ou cheminot. Et leurs accusations étaient si bruyantes, dans une de leurs réunions, qu'un bon curé disait en sortant : "Eh bien ! Qu'est-ce qu'elles prennent les filles !!..." ».* Il est ainsi décidé que la première enquête porterait sur le sujet suivant : « *si l'on quitte la terre, à qui la faute ?* »<sup>135</sup>.

Si nous ne possédons pas les résultats de cette enquête, celle du mois de novembre qui porte sur « le travail de la femme aux champs », nous en livre quelques extraits. Les jeunes filles semblent notamment insister<sup>136</sup> sur l'incapacité de mener correctement à bien les travaux ménagers dès le moment où elles doivent passer le plus clair de leur temps aux champs et soulignent que cela nuit à leur principale activité, celle de mère<sup>137</sup> :

*« Pour les enfants mauvaise chose. Ils rentrent de l'école, personne à la maison. Les enfants s'en vont rôder n'importe où, avec n'importe qui. Les parents rentrent fatigués, n'ont aucun goût de converser avec les bambins : on ne s'occupe pas de savoir si la leçon est apprise, les devoirs faits... » « Pas un moment pour les petites confidences; elle n'a pas le temps d'écouter ; l'enfant ne sera pas compris... graves inconvénients pour l'éducation morale. ».*

D'autres réponses précisent même que « *le surmenage de la femme nuit à la venue des enfants* » et que « *Le rôle de la femme est de se préparer à élever une belle famille. Ce n'est pas en faisant un trop rude travail qu'elle pourra avoir des enfants bien portants.* ». Et à celle qui réceptionne les enquêtes d'ajouter : « *Mais voici quelque chose de plus grave ! « on entend dire parfois que les enfants sont de trop et que le temps manque pour s'en occuper... et qu'un suffit largement !... »* Terrible et triste parole ! Alors si l'on en vient là, que maudit soit le travail qui empêche la vie d'éclorre, où Dieu le veut ! ».

Non seulement le travail féminin aux champs nuit à l'éducation morale des enfants, voire à leur développement physique, mais il risquerait donc de provoquer une dénatalité rurale,

---

<sup>135</sup>*Les Vaillantes*, janvier 1933.

<sup>136</sup>À moins qu'il s'agisse d'un choix éditorial qui sélectionne en grande partie les réponses.

<sup>137</sup>Toutes les citations suivantes sont extraites du bulletin des Vaillantes du mois de février 1934. Les réponses des javistes à l'enquête ont été mises en italique alors que les commentaires de celle qui les réceptionne sont restés en caractères droits.

problème avant tout spirituel, puisque donner la vie est le rôle conféré à la femme par Dieu, mais également problème démographique pour un mouvement qui vise à redynamiser le milieu rural. Le bulletin conclut néanmoins, dans la synthèse des réponses de l'enquête, en actant de l'attachement des javistes aux travaux des champs, ce qui peut induire une forme de prise de conscience pour les dirigeantes que la formation ménagère ne peut être le seul type de formation offert par le mouvement et qu'il y a un intérêt à s'occuper en parallèle, de leur formation agricole :

*« Les javistes aiment les champs et le labeur des champs. Elles sauront être la compagne dévouée de leur mari et partager ses peines en gagnant avec lui le pain quotidien. Mais elles veulent aussi pouvoir remplir les tâches sacrées de la femme et de la mère. Dans la vie il ne faut pas voir que le gain immédiat, la terre et l'argent. Il faut savoir faire les sacrifices nécessaires pour assurer aux âmes la satisfaction de leurs justes aspirations. À nous javistes, de persuader doucement cela à nos fiancés, et plus tard, à nos fils. ».*

Nous voyons ici comment est mobilisé, dans une dimension moralisatrice, le vieux préjugé des paysans qui ne se préoccuperaient que de « la terre et l'argent » pour encourager les javistes à le dépasser en réalisant les aspirations divines. L'enquête du mois suivant poursuit dans la même direction avec des questions clairement orientées sur « le travail de la maison et de la ferme ». Les javistes ont ainsi jugé que « le travail de la femme à l'extérieur est regrettable et l'empêche d'accomplir parfaitement ses tâches principales », mais il est également « reconnu qu'il est souvent inévitable... vu le manque de ressources pour payer la main-d'œuvre étrangère... vu aussi les exigences des frères ou des maris... ». Très didactique et même un brin audacieuse au sujet de la gente masculine, celle qui est responsable des enquêtes<sup>138</sup> décide de rebondir sur ces résultats pour lancer la riposte suivante : « Voyons aujourd'hui comment nous pouvons réagir doucement contre l'égoïsme masculin. Mais d'abord soyons bien convaincues nous-mêmes de l'utilité qu'il y a de rester à la maison et des moyens d'en tirer un plus grand profit<sup>139</sup> ». Le questionnaire de l'enquête porte ainsi sur les moyens techniques de prouver que la place de la femme est au sein du foyer. En mars 1934, le bulletin clôt cette série d'enquêtes sur le travail féminin :

---

<sup>138</sup>Il s'agit sans doute de Thérèse Corneille, à moins qu'il s'agisse de Lucie Pasteur.

<sup>139</sup>*Les Vaillantes*, janvier 1934.

« *Nous en sommes convaincus : la femme est faite surtout pour les tâches familiales, l'éducation de l'enfant, la tenue de l'intérieur. Cela ne veut pas dire qu'elle ne doit jamais aller aux champs... oh non ! Au contraire son devoir d'épouse l'y appelle souvent* ».

Il semble bien que ce soient les responsables du mouvement et de la publication des enquêtes qui, en tentant de convaincre les javistes par des questionnaires orientés de l'importance et de l'utilité du travail des femmes dans le foyer, aient pris conscience, grâce aux retours des enquêtes, que les rurales ne pouvaient faire autrement que de participer aux travaux des champs et de la spécificité du milieu où travail domestique et travail agricole sont toujours imbriqués.

Les enquêtes se poursuivent avec le passage à la JACF<sup>140</sup> et en 1939 les résultats d'une grande enquête nationale sur « les données essentielles du problème paysan du point de vue de la femme sont publiés sous forme de brochure<sup>141</sup> : *foyers abandonnés, foyers déserts, foyers qui végètent*, forment un triptyque où tous les aspects de la vie à la terre se trouvent évoqués ». Comme pour les enquêtes jurassiennes, il semble que les rédactrices de la brochure, certainement des responsables nationales du mouvement, ne sont pas issues du milieu agricole qu'elles tiennent à distance par la mobilisation de préjugés voire d'un certain mépris. Les témoignages de jacistes semblent être utilisés de manière à étayer une argumentation, ou à lui donner une consistance pratique. On rend ainsi compte de la difficulté du passage de l'école à la ferme après le certificat d'études et de la frustration intellectuelle dans laquelle se trouvent les jeunes filles en concluant à un « *aveu douloureux d'une adolescence humiliée et moralement abandonnée qui explique cette sauvagerie un peu gauche, cette impression d'infériorité vis-à-vis des compagnes du bourg, cette honte parfois d'être restée paysanne... 142* ». La question de l'intimité entre jeunes filles et jeunes hommes qui partagent ou traversent des chambres, avec une insistance marquée à l'égard des domestiques dont il convient de se protéger lorsqu'ils sont hommes et qu'il faut protéger lorsqu'elles sont femmes, deviennent un « grave péril moral ». La brochure prend acte des difficultés auxquelles sont confrontées les jacistes qui tentent de faire évoluer leur foyer, témoignages à l'appui, en arguant de l'immobilisme paysan qu'il conviendrait de bousculer voire de renverser : « *la routine paysanne a une force de résistance incroyable. Il est à peu près impossible à une jeune fille non seulement de changer quelque*

---

<sup>140</sup>Le sujet de « la femme au foyer ou aux champs » est le centre d'une enquête de la JACF de 1936.

<sup>141</sup>ADDSC, Anonyme, *Paysannes au miroir d'une enquête de la JACF*, Paris, Bureau des Études, 1939.

<sup>142</sup>Ibidem, p. 6

*chose dans son milieu, mais simplement de modifier son vocabulaire, sa manière de penser ou d'agir, sans s'opposer aussitôt aux siens*<sup>143</sup> ». Un exemple est ainsi déployé :

*« Après avoir étudié le problème du logement en Semaine rurale, des jacistes rentrent chez elles, bien décidées à quelques petites améliorations qui n'entraînent qu'une dépense très modique. Les parents s'y opposent : « On n'a pas le temps de ça... C'est pas la peine d'avoir l'air riche pour que le propriétaire cherche à nous augmenter... Tu n'es pas capable de le faire, et puis, c'est pas toi qui commande. Toute la ténacité paysanne est là, avec son goût de l'ordre, sa méfiance des aventures et cette sagesse un peu bornée qui devient vite avarice d'esprit et de cœur, si la grâce ne l'assouplit point. ».*

Il peut paraître étonnant que des parents qui laissent leurs filles partir une semaine de l'exploitation et même qui prennent en charge les frais inhérents à la Semaine rurale, ne les laissent pas mettre en application les connaissances qu'elles en ont tirées. La mobilisation de cet exemple et sa montée en généralité semblent ainsi plus servir l'argumentation sur la nécessité de faire évoluer les habitudes au sein du foyer, mais également de remettre de la « grâce » et donc de la religion dans le quotidien. Dans tous les cas, les enquêtes ont des visées moralisatrices, car, comme pour les garçons, la pédagogie reste simple. S'il s'agit de « voir » et de « juger », il s'agit aussi « d'agir » pour faire évoluer les comportements. Nous avons déjà vu comment le travail du centre JACF de Lons-le-Saunier aboutissait, un certain nombre de fois, à des résolutions prises de manière collective pour moraliser les militantes, qu'il s'agisse de travail, de ponctualité ou de rigueur. Par les enquêtes, les jeunes filles sont censées prendre conscience de leurs imperfections, de leurs travers et faire en sorte d'y remédier. Il s'agit de faire contrition et de se moraliser de manière collective. En anticipant les potentielles critiques, Hélène de Villeneuve-Bargemont précise : *« dans l'enquête il ne faut pas voir une ingérence ou une curiosité mauvaise à connaître ou critiquer la vie de telle ou telle personne, mais la connaissance d'un mal pour le guérir. Si l'on fait l'enquête correctement, on s'aperçoit souvent que ce qui manque autour de soi manque très souvent en soi.*<sup>144</sup> ». Ainsi à l'enquête sur l'utilisation du temps, la section du Deschaux note :

---

<sup>143</sup>Ibidem, p. 8.

<sup>144</sup>ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3, document 8.

« C'est un problème de passer trop de temps à sa toilette, à causer, à traîner. Nous avons mal employé notre temps en restant à la laiterie près d'une heure à causer avec d'autres jeunes filles ». Et en conclusion à la question « comment mieux gérer son temps ? » elles répondent : « En mettant les objets à leur place ce qui gagnerait du temps aux autres. En donnant des idées plus pratiques pour gagner du temps aux autres. Et surtout : donner une place pour chaque chose. On dépense moins en n'abîmant pas ses affaires et en ne les perdant pas. On en retire plus d'ordre, d'économie et on a le souci de penser au temps des autres. En conclusion nous avons compris de quelle façon on occupe le mieux son temps et nous voyons quels changements à faire pour mieux l'utiliser<sup>145</sup> ».

Le bulletin des *Vaillantes* encourage vivement les prises de résolutions collectives et individuelles auxquelles sont censées conduire les enquêtes : « On peut même donner une consigne variant chaque mois d'après le sujet d'enquête. Par exemple, en février, au sujet de la question : "Y'a-t-il des manques de dignité dans les travaux ?", une section demande de faire la liste de tous les chants entendus au cours des travaux, dans les fermes et dans la campagne. « Une mauvaise chanson écoutée ou chantée est un manque de dignité. Il a été entendu qu'on réagirait autour de soi pour supprimer cette habitude de chants plus ou moins légers<sup>146</sup> ».

Les enquêtes ont donc avant tout comme objectif de faire « agir » les jeunes filles afin de corriger leurs comportements quotidiens pour qu'ils correspondent à celui de chrétiennes. Mais par leur retour aux échelles supérieures, cela permet également aux responsables fédérales et nationales de prendre conscience de la réalité vécue par les jeunes filles dans le milieu agricole et rural et notamment de la réalité de travail et c'est notamment ce qui permet au mouvement de s'adapter pour mieux répondre à leurs attentes.

### 3) Ajustements vers la formation agricole

Ainsi la JAV puis la JACF ajustent leurs objectifs en combinant l'idéal de la femme au foyer avec les aspirations propres des jeunes filles et surtout leurs potentiels respectifs de mise en pratique. Les enseignements par correspondance, les réunions et les principales activités ont lieu pendant la période creuse du travail agricole entre octobre et avril. Également, les cours

---

<sup>145</sup>ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 2, compte rendu de réunion du Deschaux, 1936.

<sup>146</sup>*Les Vaillantes*, avril 1938.

par correspondance ou les Semaines rurales évoluent plus clairement vers l'acquisition de compétences professionnelles en lien avec l'agricole. En effet, si les trois premières Semaines rurales de 1927, 1928 et 1930 se concentrent quasiment exclusivement sur la spiritualité, la famille, la médecine et sur l'aspect social de la vie rurale, à partir de 1931 c'est la JAV, sous l'impulsion de Thérèse Corneille, qui les prend en charge et le programme prend une dimension plus agricole.

Tableau 8 : Évolution du programme des Semaines rurales jurassiennes de 1931 à 1939<sup>147</sup>.

<b>Programme des 3 jours de la SR</b>	<b>1931</b>	<b>1935</b>	<b>1936</b>	<b>1939</b>
<b>Messes et allocutions</b>	8 heures	6 heures	6 heures	6 heures
<b>Cours agricoles (cours pratiques)</b>	6 heures	5,5 heures	3 heures	3 heures
<b>Conférences rurales</b>	3 heures	6 heures	6 heures	
<b>Cours ménagers</b>	7,5 heures	8 heures	6 heures (cuisine)	6 heures (cuisine)
<b>Éducation familiale</b>	4 heures	3 heures		3 heures
<b>Cercle jaciste (organisation militante)</b>		3 heures	3 heures	6 heures

Comme nous pouvons le constater sur le tableau ci-dessus, les cours pratiques d'agriculture ont déjà lieu sous l'égide de la JAV. Leur part diminue même avec l'organisation des Semaines rurales par la JACF, notamment au profit de conférences rurales dont les sujets varient entre analyse des lois sur les assurances sociales, réflexion sur l'isolement à la campagne, le travail agricole féminin et l'importance de l'hygiène. En 1931 les cours portent principalement sur les

<sup>147</sup> Seulement les trois premiers jours ont été pris en considération sur les quatre que compte la semaine rurale notamment parce que le dernier jour est consacré au compte-rendu des journées et à des interventions théoriques sur le mouvement ou sur l'Action catholique par des aumôniers, des dirigeantes fédérales ou nationales ou même par l'évêque. Des Semaines rurales ont lieu en 1932 et 1933 mais nous ne disposons pas des programmes précis. *Les Vaillantes*, octobre 1931, novembre 1935, octobre 1936, décembre 1938.



semis (transplantation, arrosage, binage), les couvées de la basse-cour et les soins au bétail. Les Semaines rurales de 1932 et 1933 accordent encore une place au travail agricole puisque si nous ne disposons pas des programmes complets, nous savons qu'interviennent messieurs Chaume et Coras, habitués des questions pratiques agricoles. La Semaine rurale de 1935 laisse encore une place non négligeable au travail agricole, mais celui-ci se situe à l'interface entre le domestique et l'agricole. On compte ainsi des cours sur « les bons fruits de chez nous : utilisation des pommes » ou « pour faire du beurre qui se garde » qui semblent plus porter sur la transformation des produits agricoles pour l'usage familial que pour la commercialisation.

Mais dans l'ensemble, ces travaux agricoles se centrent sur des tâches qui se prêteraient et correspondraient plus à la « nature féminine » : soins aux animaux, hygiène, basse-cour, comptabilité, pour éviter les travaux de force et répétitifs, et ainsi « faciliter » le travail des femmes sur l'exploitation. Dans un imaginaire où la femme est douce, aimante, maternelle, minutieuse, mais aussi pragmatique, il convient qu'elle s'occupe des petits animaux et de leur reproduction, des soins divers et du budget domestique. En 1936, les cours agricoles sont groupés en une seule après-midi autour de la visite commentée de la ferme de la famille Vallet de Vannoz et en 1939, seulement 3 heures sont consacrées aux cours agricoles et se centrent sur les volailles<sup>148</sup>. En 1936 et 1939 les cours ménagers portent exclusivement sur l'apprentissage de notions et de recettes de cuisine alors qu'auparavant ils étaient plus diversifiés et permettaient aux jacistes de « rajeunir et moderniser les vieux meubles », de s'occuper du budget familial, de soigner les plaies ou d'aménager son intérieur. Il s'agit certainement d'une évolution liée à une demande des jeunes filles qui semblent relativement se désintéresser de ces éléments et préférer se concentrer sur la tâche quotidienne et essentielle que représente la cuisine. En 1935 l'éducation familiale grâce à laquelle les jeunes filles apprennent à être « une femme », « une éducatrice » et « une apôtre » est professée en 1939 par le chanoine Lamy, preuve de son orientation spirituelle et théorique. Si la part spirituelle est toujours identique avec près de deux heures de messe et d'allocutions chaque matin auxquelles il faut ajouter le Salut du Saint-Sacrement tous les soirs, celle de la formation au militantisme augmente. Elle devient en effet de plus en plus consistante jusqu'en 1939 avec des formations pour organiser les réunions de sections et de centre ou sur ce que doit être une militante JACF, sans doute au détriment des cours agricoles, indice d'une structuration de plus en plus rigoureuse du mouvement.

---

<sup>148</sup>Un cours porte sur « l'installation du poulailler », un autre sur « l'alimentation des volailles » et le dernier sur « les bonnes pondeuses ».

Vincent Flauraud note que dans le Cantal, à partir de 1934, les Semaines rurales « accordent beaucoup plus de place à la prise en compte concrète de l'environnement rural<sup>149</sup> » et « du milieu agricole »<sup>150</sup> même si la formation reste essentiellement ménagère. Dans le Jura, la JAV a très largement initié cette prise en compte du milieu et nous pouvons considérer que si elle n'est pas en retrait avec la structuration de la JACF, la formation rurale et agricole se concentre sur des aspects plus théoriques au détriment des cours pratiques dans une optique plus englobante de la place de la femme dans son milieu. Si la femme est décrite comme « collaboratrice du mari », elle est plutôt envisagée comme restant au service du foyer et toujours, à celui de « la terre ». Le compte-rendu de la Semaine rurale de 1936 souligne bien ces objectifs : « il faudra que nous soyons à la fois des valeurs professionnelles, morales et spirituelles d'où une triple préparation d'adaptation, de compréhension et d'abnégation <sup>151</sup>».

S'il reste difficile d'analyser les contenus des Enseignements agricoles par correspondance, ceux-ci étant dispensés par des structures extérieures au mouvement<sup>152</sup>, il faudra néanmoins noter

que dès leur lancement en 1927 ils comportent une dimension agricole même si l'objectif premier reste de former au « métier de femme ». Pour justifier leur lancement Amélie Milcent-Meyssonier explique que sa génération a souvent « failli à sa tâche » à la fois dans la tenue du foyer et dans l'éducation des enfants. Elle déclare ainsi :

*« tout le monde n'est pas allé à la Semaine rurale, comme tout le monde ne peut pas, ce qui serait l'idéal, aller passer un an à l'Institut familial de Lons, ou dans l'une de nos Écoles ménagères, d'où l'on sort vraiment une femme complète, armée pour la vie, sachant son métier de femme enfin... car c'est un métier, et très complexe, et dans lequel on ne réussit pas sans préparation, sans formation, bien que beaucoup ne s'en doutent pas.*

*Avez-vous parfois songé à tout ce que nous devons savoir, nous femmes ? Le catéchisme d'abord, assez, comme nous le disions tout à l'heure, et pour l'apprendre à nos enfants, et pour répondre aux objections que nos pères ou nos frères revenant du service militaire, rapportent : objections banales et sans valeur sans doute, mais qui les impressionneront d'autant plus qu'elles nous trouveront sans réplique. Il nous faut savoir encore assez de médecine pratique*

---

<sup>149</sup> FLAURAUD Vincent, « La Jeunesse agricole... », thèse citée, p. 109, p. 346.

<sup>150</sup> Alors que dans l'Aveyron, sans possibilité d'appui sur une structure de formation, elles ne se développent pas Avant-guerre.

<sup>151</sup> *Les Vaillantes*, décembre 1936.

<sup>152</sup> Notamment par l'Union des syndicats agricoles du Sud-Est ou celle de Bourgogne-Franche-Comté ;

*pour soigner les membres de la famille qui en ont besoin, afin d'être préservé de certaines maladies qu'on évite avec un peu d'hygiène... Et quant à la science ménagère, que de branches : cuisine, repassage, lavage, nettoyages de toutes sortes ! Une femme, pour être complète, doit savoir un peu tous les métiers. Elle doit être un cordon bleu, repasseuse, tailleur, etc., etc. ; et enfin elle doit posséder la science des sciences qui est d'être toujours de belle humeur. Et le secret de la belle humeur, Mesdemoiselles, le savez-vous ? C'est d'être au-dessus de son travail ; et pour être au-dessus de son travail, pour ne pas se laisser déborder, il faut très bien savoir comment prendre sa besogne.<sup>153</sup> ».*

En 1928 les cours sont encore considérés comme « religieux, ménagers, familiaux et agricoles », mais cette dernière dimension disparaît en 1929. La JAV organise à l'hiver 1930-1931 et 1931-1932 des cours purement agricoles en parallèle des cours ménagers et religieux proposés par le diocèse et à partir de 1935 les jeunes filles sont invitées à suivre ceux des Syndicats agricoles du Sud-est qui ne semblent être, d'après leur intitulé que « religieux et ménagers ». La formule ne semble pas convenir puisqu'il est décidé fin 1938 de lancer un « cours agricole féminin par correspondance » qui serait organisé par la direction des Œuvres. Il est ainsi annoncé :

*« Jacistes ou futures jacistes, vous avez le désir de renouveler le monde paysan. La routine, le laisser-aller ont nui trop longtemps à votre profession, qui exige pourtant des connaissances variées et un esprit ouvert. Des moyens vous sont offerts pour lutter contre la routine, et contre cette paresse intellectuelle que vous déplorez souvent vous-mêmes. Il faudra un petit effort, il faudra surtout que, dans chaque village, dans chaque centre, le travail soit recommandé, suivi, qu'il devienne un **service jaciste**, rigoureusement contrôlé ».*

L'auteur argumente sur l'intérêt de se perfectionner après l'arrêt de la scolarité, sur la loi sur l'apprentissage agricole qui permet de toucher des primes pour enfants jusqu'à 16 ans et sur la possibilité de s'en servir comme instrument de propagande : « qui sait même si ce Cours ne sera pas un moyen d'atteindre de jeunes filles qui n'ont pas été tentées par la formation jaciste ?<sup>154</sup> ». La prise en charge par la direction des Œuvres, certainement trop complexe, ne fonctionne pas et dès le mois suivant il est annoncé que le cours est « *organisé sous le patronage*

---

<sup>153</sup>Les Vaillantes, octobre 1927.

<sup>154</sup>Les Vaillantes, octobre 1938.

de l'Union des syndicats agricoles du Doubs, du Jura et de la Haute-Saône qui adhère à l'union des syndicats d'enseignement par correspondance dont le siège est à Paris rue d'Athènes et à l'Union des syndicats du Centre-Est de Dijon<sup>155</sup> ». Est affichée la volonté de la JACF « qui ne veut pas seulement faire des jeunes filles de la campagne, des chrétiennes, mais aussi des paysannes, connaissant leur métier, parmi les plus difficiles, quoiqu'on en dise... et aimant la terre<sup>156</sup>. ». Malgré leur succès, 10 inscriptions individuelles et 3 de groupes pour le cours supérieur et 21 individuelles et 10 de groupe pour le cours élémentaire, la guerre empêche le Jura de se tourner à nouveau vers le Centre-Est et l'hiver suivant c'est à nouveau l'Union du Sud-est qui est sollicitée pour organiser l'enseignement par correspondance qui est alors désigné comme « cours agricole ». À cette date on estime qu'ils sont « plus nécessaires que jamais », car « le pays compte plus que jamais sur les paysans<sup>157</sup> ».

Les Vaillantes avaient très largement initié l'enseignement par correspondance en lui accordant une dimension agricole. La JAV s'y consacre pleinement pendant plus de deux hivers, publiant même des leçons pratiques dans les pages du bulletin féminin diocésain. Le lancement de la JACF initie un retour à la dimension purement religieuse et ménagère de la formation dispensée par ces cours avant que le besoin de formation agricole des jeunes filles ne s'exprime à nouveau et que les Œuvres diocésaines reconnaissent et prétendent clairement vouloir également former des « paysannes » en 1938.

Pour autant, la presse n'évolue guère dans la direction d'un renforcement de la formation agricole et reste concentrée sur les domaines spirituels et ménagers. Ainsi, après la disparition de la JAV et de son bulletin rose dans les *Vaillantes*, aucun article ne traite des questions agricoles. Une étude plus approfondie du journal *La Jeunesse agricole féminine* montrerait qu'il en va de même au sein de l'organe national du mouvement. Si celui-ci contient parfois des articles qui traitent des cultures, des semis et surtout des élevages de poules et de lapins, mais aussi de l'artisanat rural, il se concentre avant tout sur la formation des jeunes filles en tant que ménagères, épouses et mères avec des articles sur la puériculture, les relations avec les garçons, le foyer, l'amitié. Formations morale et spirituelle trouvent leur place au milieu des patrons de couture, d'actualités du mouvement et d'articles qui exaltent la vie paysanne. Le journal, principal outil du mouvement avec les enquêtes, porte ses objectifs et véhicule ses valeurs :

---

<sup>155</sup>*Les Vaillantes*, novembre 1938.

<sup>156</sup>*Les Vaillantes*, juillet-août 1939.

<sup>157</sup>*Les Vaillantes*, septembre-octobre 1940.

« *Le problème de la terre est pour une grande part un problème féminin. La terre a besoin des qualités de la femme. La terre ne peut se passer d'elle. Elle est l'âme de la vie paysanne. Seul le concours généreux des jeunes paysannes peut assurer le succès de la campagne jaciste. Par nos services, nous voulons permettre à nos compagnes de "pouvoir rester" au village. Par notre rayonnement, nous les amènerons à "vouloir y rester" pour y fonder de vrais foyers terriens et ruraux*<sup>158</sup> ».

Les enquêtes insistent également sur la formation de la jeune fille comme valeur morale et familiale puisque celle de 1939 s'intitule « Pour nos foyers heureux » alors que celle de 1937 traite de « la tenue de la jeune fille<sup>159</sup> » et celle de 1938 de « sa dignité<sup>160</sup> » dans le cadre du « malaise paysan »<sup>161</sup>.

#### 4) Une insertion des jeunes filles dans la sphère publique par la pratique militante ?

Le travail d'enquête permet aux jeunes filles de la JACF de mieux « connaître le milieu » dans lequel elles évoluent, de « prendre conscience de ses besoins<sup>162</sup> » afin d'adapter leur activité de propagande et par là même, de rendre leur apostolat plus efficace. Dès lors il paraît pertinent de se demander en quoi ces diverses pratiques ont pu influencer voire modifier le rapport que ces jeunes filles entretiennent avec la société locale, avant tout villageoise. Michelle Perrot estime que l'insertion des femmes dans le « travail social » à la fin du XIX<sup>e</sup>, notamment par les Œuvres d'évergétisme et de bienfaisance, a en grande partie contribué à la requalification de ces dernières et à la redéfinition de la frontière entre public et privé<sup>163</sup>. Nous avons vu, dans notre deuxième chapitre, comment Magali Della Sudda rend compte du même processus concernant les femmes de la LPDF qui parviennent, par leur pratique militante, à conquérir la sphère sociale<sup>164</sup> et à s'infiltrer dans le champ politique. Si jusque dans les années 1930, la pratique apostolique reste l'apanage des classes sociales supérieures, la diffusion des principes

---

<sup>158</sup> *La jeunesse agricole féminine*, septembre 1935.

<sup>159</sup> *Les Vaillantes*, janvier 1938.

<sup>160</sup> *Les Vaillantes*, novembre 1937.

<sup>161</sup> La liste des enquêtes de la JAC et de la JACF a été publiée par Marie-Josèphe Durupt, annexe VI, p. 29-30 du volume d'annexes. Thèse citée.

<sup>162</sup> Brouillon de discours d'Hélène de Villeneuve-Bargemont ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3, document 4.

<sup>163</sup> PERROT Michele, *Les femmes ou les silences de l'histoire*, Paris, Éditions Flammarion, 1998.

<sup>164</sup> DELLA SUDDA Magali, « Une activité politique féminine conservatrice... », thèse citée.

de l'Action catholique et surtout sa mise à la portée de tous les militants et militantes catholiques, pose la question des changements sociétaux et culturels que cela peut induire. Bien qu'il reste difficile de mesurer précisément ces changements dès le moment où l'historiographie, tout comme les sources, sur la vie quotidienne des jeunes filles en milieu rural restent lacunaires, il est néanmoins possible d'observer, par les discours tenus sur la nécessité de rompre avec certaines « convenances », par une relative prise de distance avec les codes sociaux dans les correspondances, par les déplacements induits par la pratique militante et surtout par l'analyse de l'activité de propagande, comment les jeunes filles sont amenées à s'affirmer et se rendre plus visibles dans la sphère publique.

#### a. Un espace de discussion libre ?

Si certains préjugés négatifs concernant le milieu rural sont régulièrement mobilisés par la JACF, le « bon sens » et le pragmatisme paysans sont également loués, certainement parce que ceux-ci renvoient à la fois à l'honnêteté et la vertu chrétienne, mais également à l'idée agrarienne d'une nature qui n'aurait pas été pervertie par les faux-semblants et les vices de la société contemporaine :

*« La JACF, pour faire du vrai travail, établira d'abord un climat de sincérité. Il faudra se méfier des réponses toutes faites, apprises, mais pas vécues. Ainsi, à l'entretien sur l'Évangile de Noël, on se demande pourquoi les anges sont apparus d'abord aux bergers. Une jaciste répond tout simplement : « Sans doute parce qu'à cette heure, ils étaient seuls éveillés ». Une autre « Parce que c'était des âmes droites et des cœurs purs ». Avec perspicacité, celle qui oriente l'entretien retient la première réponse, et à la seconde, qui était sûre d'avoir "bien dit", elle riposte : « ce n'est pas dit dans l'Évangile<sup>165</sup> ».*

En critiquant le « sens des convenances » poussé jusqu'à « l'aigu » et en rappelant que « les âmes risquent de se fausser en n'étant qu'à jamais à moitié sincères<sup>166</sup> », le mouvement encourage une prise de parole libre des jeunes filles. Ce point fait écho à ce qui est encouragé dans la fédération jurassienne et dont témoigne en octobre 1937 une lettre d'Edmée Prudhon qui voit comme une réussite le fait que « les jeunes filles n'ont pas peur de parler » et surtout

---

<sup>165</sup>ADDSC, Anonyme, *Paysannes au miroir d'une enquête de la JACF*, Paris, Bureau des Études, 1939, p. 15.

<sup>166</sup>Ibidem, p. 14.

que « M. l'aumônier, aide, mais dans la mesure de son rôle, à ces réunions<sup>167</sup> ». Les consignes fédérales édictées par Hélène de Villeneuve-Bargemont vont également dans ce sens :

*« Prenez l'habitude entre vous de parler de choses sérieuses. Vous avez du jugement, vous l'utilisez pour votre travail de tous les jours, pour l'organisation de votre vie matérielle. Ayez le courage de songer à la vie de votre âme, la seule qui compte réellement et laissez parler votre cœur quand on vous demande votre avis sur telle ou telle enquête.<sup>168</sup> »*

C'est peut-être l'une des avancées culturelles majeures que permet la JACF dans les années 1930 : en offrant un espace de réflexion et de discussion aux jeunes filles et en sollicitant leur point de vue pour les enquêtes, elle permet à ces dernières d'exprimer leurs opinions sans craindre le regard et le jugement d'autrui, que ce soit de leurs camarades ou du curé. Il faut néanmoins relativiser cet apport qui reste avant tout théorique puisque les injonctions portent plus sur une prise de parole « sincère » que libre et qu'elle s'effectue toujours dans le cadre d'un contrôle exercé par le collectif et l'autorité morale que représente le prêtre. L'espace ainsi ouvert ne permet pas tout et peut aussi révéler, à contrario de l'intégration par les militantes, des normes sociales et culturelles véhiculées par l'élite du mouvement. Ainsi, dans une enquête réalisée par la section de Plasne au sujet des « obstacles à la dignité de la jeune fille » nous pouvons lire :

*« En général, les maisons sont assez bien tenues, mais par contre, ont [sic] en voit aussi qui laissent bien à désirer, dehors comme dedans. La cour est remplie de tout ce que l'on peut imaginer vaisselles cassées, vieilles boîtes à conserve, bidons et caisses défoncée. À l'intérieur aussi tout est en désordre ; dans ces maisons là, ce sont les femmes qui sont responsables, car elles préfèrent soigner le bétail, travailler ds [sic] les champs que de faire le ménage. Pour d'autres il y a beaucoup de négligence, et c'est plus intéressant pour elles d'aller bavarder chez la voisine. ».*

---

<sup>167</sup>Lettre d'Edmée Prudhon à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 17 octobre 1937 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 115.

<sup>168</sup> ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, liasse 3, document 11 : « Présentation de la JACF »

Ici, les jeunes filles qui constatent de la négligence de certains intérieurs rendent responsables des femmes qui « préféreraient » travailler aux champs comme si cela relevait d'un choix d'agrément et non d'une nécessité économique. Serait-ce la relative aisance des militantes de Plasne qui leur permet d'émettre ce jugement dévalorisant qui frôle le mépris ? Ou alors l'intégration plus ou moins consciente à la fois du préjugé sur l'avarice paysanne et surtout de l'idéal de la femme au foyer véhiculés par le mouvement ?

b. Une mise à distance des codes de la correspondance ?

L'analyse de l'évolution des rapports entre les militantes et leur principale responsable par la correspondance reçue par leur secrétaire diocésaine peut également laisser entrevoir un relatif affranchissement des codes traditionnels lié à la pratique militante<sup>169</sup>. En effet, l'entrée de ces lettres dans une base de données prenant en considération plusieurs critères, nous permet de rendre compte de manière diachronique des rapports personnels entre expéditeurs et destinataires.

L'analyse des « Formules initiales » et « Formules finales » permet de mesurer la proximité entre les correspondants<sup>170</sup> : nous remarquons notamment que le « chère Mademoiselle », qui est largement majoritaire pour introduire une lettre à Hélène de Villeneuve-Bargemont, suppose souvent qu'il y a eu un précédent d'échange ou de rencontre entre les correspondantes. Cette formulation augmente significativement entre 1935 et 1938<sup>171</sup>. Ainsi l'utilisation du « Mademoiselle »<sup>172</sup> dénote une proximité moins grande et tend à s'amenuiser sur les trois ans alors que le « chère amie » ou « chère Hélène »<sup>173</sup>, relativement rare, implique des liens très étroits entre les interlocuteurs. L'utilisation du « Madame », remarqué dans six lettres, pour introduire la lettre est uniquement le fait d'hommes et en général de clercs ou de responsables nationaux qui ne semblent pas connaître le statut de la secrétaire fédérale.

---

<sup>169</sup> Cette réflexion se retrouve notamment dans notre article « La correspondance d'une secrétaire fédérale de la JACF dans les années 1930 : enjeux et problèmes », dans MARTIN Philippe (dir.), *La correspondance : le mythe de l'individu dévoilé*, Louvain, Presses universitaires de Louvain, 2014, pp. 165-176.

<sup>170</sup> Proximité qui peut avant tout être mise en évidence par la régularité de la correspondance.

<sup>171</sup> On peut compter 45 % de lettres en 1935 utilisant cette formule initiale, 56,5 % en 1936 et 66,8 % en 1937, ce qui tend à démontrer un dévouement sinon une sympathie de plus en plus profonde à l'égard de la secrétaire diocésaine.

<sup>172</sup> Utilisé dans 135 lettres soit tout de même 30 % de la correspondance.

<sup>173</sup> Utilisé dans 8 lettres émanant notamment de Lucie Pasteur, Suzanne Gros et Marguerite Clavez.



La mise en évidence des différents tons<sup>174</sup>, qui peuvent constituer des marqueurs sociaux<sup>175</sup>, contribue également à l'analyse des rapports personnels entre expéditeurs et destinataires, tout comme la rubrique de la base de données intitulée « rapport expéditeur/destinataire » qui offre le choix entre : distant, amical, dominant, déférent en indiquant l'expression du rapport de l'expéditeur face au destinataire<sup>176</sup>. Ainsi nous pouvons noter que si rares sont les lettres qui optent pour un ton « pressant » et « irrité » en 1936, elles sont néanmoins de plus en plus courantes en 1937 ce qui indique une prise de distance face aux égards traditionnellement dus à une demoiselle de la noblesse<sup>177</sup>. Le nombre de jeunes filles qui se complaisent à être affectueuses ou à se confier ne varie guère entre 1936 et 1937 pour se situer respectivement autour de 18 % et 8 %, mais le nombre de celles qui sont amicales s'accroît pour passer de 24 % en 1936 à 31 % l'année suivante<sup>178</sup>. Si certaines catégories de correspondants, comme les prêtres, d'autres responsables diocésains ou nationaux ont toujours été amicaux, distants ou dominants, cela n'évolue guère<sup>179</sup>. Les militantes sont quasiment systématiquement déférentes à l'égard de leur secrétaire en 1935 et 1936, alors que les rapports distants diminuent nettement<sup>180</sup> et évoluent lentement vers l'amitié avec le temps<sup>181</sup>.

---

<sup>174</sup>Les catégories de « tons » : Plaintif, pressant, mal-assuré, affectueux, amical, confidentiel, décidé, irrité, jovial.

<sup>175</sup>Les 10 % des lettres jugées « mal-assurées » émanent la plupart du temps de militantes ou de responsables locales qui écrivent pour la première et parfois unique fois.

<sup>176</sup>« L'objet lettre et le cérémonial concrétisent et rendent visibles les barrières et les positions de supériorité, l'infériorité ou d'égalité » : DAUPHIN Cécile, « Les manuels épistolaires au XIX<sup>e</sup> siècle », dans CHARTIER Roger BOUREAU Alain, La correspondance : les usages de la lettre au XIX<sup>e</sup> siècle, Paris, Fayard, 1991.

<sup>177</sup>5,7 % des lettres peuvent être jugées pressantes en 1936 et 15,2 % en 1937 et 2 % irritées en 1936 contre 6,6 % en 1937 dans une base de données où 452 lettres sont entrées.

<sup>178</sup>Nous ne prenons en compte ici que les 191 lettres reçues en 1936 et les 151 reçues en 1937, car en 1935, la JACF débute seulement, les correspondantes d'Hélène de Villeneuve-Bargemont sont en grande partie d'anciennes directrices des Vaillantes ou des responsables fédérales et leur nombre paraît moins significatif (44 lettres reçues) tout comme en 1938 où la secrétaire reçoit entre janvier et mars 30 lettres et où l'annonce de sa démission conduit à biaiser l'analyse des différents tons. On note par exemple que 40 % des lettres reçues pendant ces trois mois peuvent être jugées « affectueuses ».

<sup>179</sup>On peut noter ici que la nature de la position d'Émilie Mendre, présidente nationale de la JACF, au départ amicale, devient de plus en plus dominante avec le temps, certainement parce qu'elle répond à des demandes précises d'Hélène de Villeneuve-Bargemont et que le mouvement se structurant, les directives deviennent de plus en plus claires. Lucie Pasteur oscille entre des rapports d'amitié et de domination même si elle se positionne parfois comme subordonnée (5 lettres sur 81 envoyées). Mais là encore il s'agit souvent d'une stratégie rhétorique pour mieux persuader Hélène de Villeneuve-Bargemont de ce qu'il convient de prendre comme décision. Deux des trois lettres du chanoine Pouillard s'inscrivent également dans un rapport de domination tout comme une des sept du père Paul Lamy qui en majorité reste assez déférent.

<sup>180</sup>Sur l'ensemble de la correspondance on passe de 20 % de rapports distants en 1935 à 13,6 % en 1936, 11,9 % en 1937 et à 6,6 % en 1938.

<sup>181</sup>Si 36 % des rapports peuvent être considérés comme amicaux en 1935 c'est avant tout parce que, comme nous l'avons déjà signalé, les premières correspondantes d'Hélène de Villeneuve-Bargemont sont des responsables des Vaillantes ou des directrices d'Œuvres qu'elle a déjà fréquentées. En 1936, 15,7 % des rapports peuvent être considérés comme amicaux et 18,5 % en 1937.

L'emprise d'Hélène de Villeneuve-Bargemont sur celles qui se qualifient elles-mêmes de « siennes »<sup>182</sup> laisse supposer que son rôle dans le mouvement lui permet de pérenniser l'ascendance que sa famille a eue sur le milieu rural jurassien. Néanmoins, un autre élément peut être mis en évidence : en prenant en considération les objectifs des lettres par rapport à la fonction qu'occupent leurs expéditeurs dans la JACF, il apparaît que ces comptes-rendus ou ces demandes administratives sont beaucoup plus le fait de militantes ou de responsables locales. La récurrence de ces demandes administratives « de base » induit la construction d'une familiarité entre les militantes et leur secrétaire. Il devient dès lors régulier, normal, de s'adresser à celle qui est la secrétaire du mouvement, aussi noble soit-elle. Et si quelques militantes commencent leur lettre en s'excusant de leur impudence de s'adresser et de déranger une figure aussi imposante, elles en viennent toutes assez vite aux considérations pratiques qui semblent leur faire oublier « l'étiquette ».

Ici, un suivi chronologique s'impose pour rendre compte des évolutions entre 1935 et 1938 à la fois sur le corpus, mais également chez les expéditrices qui semblent prendre de l'assurance au fur et à mesure de la correspondance. Il en va ainsi de Raymonde Coquelin qui, de sa première lettre du 2 octobre 1937 à sa dernière lettre du 20 février 1938, passe d'une attitude cordiale, voire distante, à un ton beaucoup plus affectueux, tout en se permettant de plus en plus d'être pressante à l'égard d'Hélène, notamment au sujet de commandes de journaux. À noter également que dans ses trois lettres de 1937 elle utilise le « Mademoiselle » comme formule initiale et le « Chère Mademoiselle » pour les deux lettres de 1938<sup>183</sup>. La même lecture pourrait être effectuée sur les 22 lettres envoyées par Edmée Prudhon entre le 26 mai 1936 et le 12 janvier 1938 : celle-ci reste cordiale, voire distante tout au long de l'année 1936 et opte pour un ton beaucoup plus grave, des entrées en matière plus abruptes et une attitude assez pressante vers la fin de l'année 1937 tout en se permettant des confidences personnelles et en étant de plus en plus amicale<sup>184</sup>. Dans ses six lettres envoyées à la secrétaire, Monique Gauthier passe du « Chère mademoiselle » au « Bien chère Mademoiselle » pour revenir à sa formule initiale fin 1937 et début 1938, sans doute parce que leurs rapports se sont refroidis suite à sa nouvelle nomination en tant que responsable de centre. Au départ le ton reste cordial puis il devient affectueux. Dans ses deux dernières lettres, il est à la fois pressant et amical, reflétant certainement l'ambiguïté de sa position entre ses nouvelles responsabilités fédérales qui lui

---

<sup>182</sup> Plus d'une trentaine de lettres sont signées : « votre petite jaciste », « votre dévouée secrétaire cantonale », « votre petite Jeanne », « vos petites rurales »...

<sup>183</sup> ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettres 28, 45, 51, 93 et 129.

<sup>184</sup> ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettres 362, 341, 349, 157, 164, 160, 177, 187, 221, 296, 295, 269, 268, 242, 227, 131, 102, 115, 94, 59, 52 et 5.

permettent de se sentir plus à l'aise avec la secrétaire diocésaine et la tension autour de sa nomination<sup>185</sup>.

Il faudra néanmoins noter que pour la plupart des militantes, les formules de politesses restent identiques et ne varient guère, sans doute parce qu'elles s'imposent une régularité en suivant les codes épistoliers alors en vigueur souvent véhiculés par des recueils de modèles de lettres<sup>186</sup> ou par l'école. De même, l'écrasante majorité reste dans un rapport de déférence avec un ton tantôt mal-assuré, tantôt très enjoué ou plaintif. Celles qui se permettent une attitude amicale ou distante avec un ton décidé, confidentiel, pressant ou irrité sont des responsables fédérales ou locales qui entretiennent une correspondance relativement régulière avec la secrétaire diocésaine.

### c. Les déplacements

Si la familiarité se construit donc avant tout entre les responsables du mouvement et leur secrétaire diocésaine, nous pouvons tout de même noter que les contacts réguliers entre cette dernière et les militantes et surtout ses fonctions administratives lui font perdre une partie de sa « hauteur » et amenuisent progressivement la distance sociale.

Ainsi ce sont surtout les responsables fédérales et locales qui, par une certaine familiarité acquise avec une demoiselle de la noblesse et, certainement avec d'autres individus clefs de l'encadrement diocésain, tel Lucie Pasteur, accessible par sa présence quotidienne au bureau des Œuvres diocésaines<sup>187</sup>, qui semblent le plus investir ce qui apparaît comme le réseau de la JACF. Mais au-delà des relations interpersonnelles qui se nouent, c'est également par la régularité de leurs déplacements, liés à l'activité militante, que les responsables de la JACF intègrent ce qu'il conviendrait de désigner comme la « sphère publique ». En effet, par leurs passages répétés à la direction des Œuvres de Lons-le-Saunier, par les déplacements effectués pour se rendre aux réunions de centre, aux réunions fédérales, aux diverses retraites, recollections et Semaines rurales, les responsables et une partie des militantes s'approprient le territoire diocésain et se rendent visibles. Souvent, les déplacements ont lieu en bicyclette, parfois en ski dans le Haut-Jura où la neige empêche tout autre moyen de locomotion. Certaines peuvent se déplacer en voiture, non pas parce qu'elles en possèdent une, mais parce que

---

<sup>185</sup> ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettres 196, 222, 259, 109, 87 et 39.

<sup>186</sup> DAUPHIN Cécile, « Les manuels épistolaires au XIX<sup>e</sup> siècle », dans CHARTIER Roger (dir), *La correspondance. Les usages de la lettre au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions Fayard, 1991, pp. 209-272,

<sup>187</sup> Celui-ci est régulièrement fréquenté par les responsables qui viennent chercher documentation et conseils ou même les aumôniers de sections qui se doivent d'être de plus en plus en retrait.

l'aumônier de section ou de centre réalise des tournées pour conduire en réunion. Si cela pouvait également « être mal vu » -des jeunes filles seules en voiture avec le prêtre- il semble pourtant qu'il s'agisse de quelque chose d'assez courant. Les échanges entre Hélène de Villeneuve-Bargemont et Lucie Pasteur, dès le milieu des années 1930 témoignent ainsi de l'utilité de choisir un aumônier qui ait « une auto »<sup>188</sup>. Une lettre de Paulin Bulabois qui regrette de ne plus avoir de voiture pour venir à Lons-le-Saunier le 18 mars 1937<sup>189</sup> écouter mademoiselle Mendre, nous renseigne également sur l'importance de ce moyen de transport, au moins pour les aumôniers. Hélène de Villeneuve-Bargemont fait quant à elle régulièrement envoyer sa voiture pour contribuer aux déplacements de Lucie Pasteur et parfois de Marguerite Clavez même si celle-ci possède une camionnette<sup>190</sup>. Les autres responsables semblent se déplacer comme elles le peuvent, parfois avec le train et parfois, à l'image d'Edmée Prudhon, en se faisant accompagner par un frère en moto<sup>191</sup>. Les déplacements sont d'ailleurs l'un des principaux arguments employés par les parents pour justifier leur réticence à l'engagement. Ainsi l'abbé Dusouillez qui lance la section des Moussières explique qu'il est assez difficile de faire venir pour des réunions de centre des militantes de la section voisine de la Pesse, car si celle-ci se situe en temps normal à 8 kilomètres, elle l'est à 35 en hiver<sup>192</sup> et les parents désapprouvent souvent ce déplacement<sup>193</sup>.

Les responsables fédérales se rendent aussi de plus en plus régulièrement en réunion ou en formation à l'extérieur du département, souvent à Dijon<sup>194</sup> et parfois à Paris<sup>195</sup> ou Lyon<sup>196</sup>. Il n'en reste pas moins que les déplacements importants, même à l'intérieur du diocèse, sont le fait de responsables qui ont un niveau économique suffisamment élevé pour pouvoir se les

---

<sup>188</sup>Elles s'étendent notamment sur le fait que l'abbé Paul Dusouillez n'ait pas « d'auto » et sur le fait que le curé de la Pesse peut lancer une section, car il a « santé et voiture », lettres du 15 novembre 1937 et du 2 octobre 1937 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettres 449 et 429.

<sup>189</sup>ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 234.

<sup>190</sup>Lettre de Lucie Pasteur à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 30 août 1935 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 398.

<sup>191</sup>ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 408.

<sup>192</sup> Les routes secondaires n'étant plus accessibles à cause de la neige.

<sup>193</sup>Lettre de l'abbé Paul Dusouillez à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 18 mars 1936 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 355.

<sup>194</sup>En 1936 Marguerite Clavez, Alice Barbaud et Edmée Prudhon se rendent aux journées d'étude de Dijon ; Et pour celles de 1937 encore trois Jurassiennes Marguerite Clavez, Monique (Gauthier?) et Lucienne (Rameaux?) se rendent à La Bussière, près de Dijon ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettres 298 et 68.

<sup>195</sup>Marguerite Clavez se rend en mars 1937 à Paris pour assister à une rencontre nationale de la JACF mais effectuée très certainement d'autres voyages dont la correspondance de la secrétaire diocésaine qui ne court que jusqu'à début 1938, ne nous informe pas. ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 239. Marie-Louise Vélon se rend au congrès jubilaire de la JAC à Paris en 1939, *Les Vaillantes*, mai-juin 1939.

<sup>196</sup>Monique Gauthier, Marie-Louise Vélon, Georgette Perret, Marie Bonnefoy et Hélène Mervant participent notamment aux journées régionales de Lyon en 1940 ; *Les Vaillantes*, novembre-décembre 1940.

permettre. Ces déplacements sont avant tout constitués par des tournées afin de diffuser les directives du mouvement et motiver les troupes. Les responsables fédérales en réalisent au moins une de grande ampleur pendant l'année à l'image de celle effectuée par Monique Gauthier et Marguerite Clavez en 1936 qui se rendent les 8, 9 et 11 février dans la région doloise à Malange, Thervay Dole et Longwy pour animer des réunions puis dans la Bresse et le Vignoble à Bletterans, Commenailles, Voiteur et Vadans<sup>197</sup>. Edmée Prudhon écrit quasiment systématiquement à Hélène de Villeneuve-Bargemont pour lui rendre compte de ses régulières tournées et visites dans la région doloise en donnant des détails précieux sur l'état d'esprit et la motivation des groupes<sup>198</sup>. L'objectif est d'inciter les jeunes filles à se rendre en pèlerinage et en retraite, de motiver les groupes, de réaliser des abonnements à la *JAF* et de les initier à la pratique militante en diffusant les méthodes du mouvement pour réaliser les réunions et les diverses activités de propagande<sup>199</sup>. Ces visites sont importantes puisqu'elles permettent de réaliser un lien entre les différents échelons et le contact avec des fédérales permet aux jeunes filles de se sentir moins isolées dans leur pratique militante, de saisir qu'elles s'inscrivent dans un mouvement rural de grande ampleur dont l'indispensable incarnation passe par la présence physique des responsables.

La demande en la matière est assez importante et nombreuses sont les responsables locales ou les aumôniers de sections qui écrivent à Hélène de Villeneuve-Bargemont pour demander des visites de fédérales. En témoigne notamment celle de l'abbé Louis Chapoutot, aumônier du centre de Bletterans qui se réjouit de la visite prochaine de la secrétaire diocésaine pour l'occasion de laquelle une réunion de centre sera organisée et qui signale, sans vouloir faire de « reproches » que « ce sera la seconde fois seulement que le centre de Bletterans verra une dirigeante de la JACF<sup>200</sup> ». Il rend compte du potentiel jaciste des paroisses environnantes, regrette la non-spécialisation des vaillantes dans la région, le jeune âge des militantes et surtout « la difficulté de trouver au moins une jeune fille ayant assez de loisirs, de facilité pour s'occuper

---

<sup>197</sup>*Les Vaillantes*, mars 1938.

<sup>198</sup>Citons comme exemple le compte-rendu de la visite d'Evans réalisé par Edmée Prudhon, Jeanne Vincent et Jeanne Bouvier le 24 mai 1936 où Edmée Prudhon note que seulement 5 jeunes filles ont assisté à la réunion, que la paroisse est divisée en trois groupes : les peu pratiquantes, les chanteuses et « deux ou trois antipathiques aux divers mouvements et qui font bande à part » mais qui sont pourtant pratiquantes. Elles ont encouragé les jeunes filles à former un groupe jaciste et les ont initiées à la pratique militante. Lettre du 26 mai 1936, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 157.

<sup>199</sup>Comme nous l'apprennent les différentes lettres d'Edmée Prudhon qui visite, souvent accompagnée de Camille Dintroz ou Jeanne Bouvier, les paroisses de Saligney, Paquery, Vitruve, Baverans, Azans. Ougney, Jouhe, Falletans, Malange et Thervay. ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettres 160, 157, 227, 343, 94, 356, 295.

<sup>200</sup>Lettre de Louis Chapoutot à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 11 décembre 1937, ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 76.

d'elles ». Il en conclut : « bref, quand vous viendrez, nous organiserons le centre et nous marcherons », pour bien rappeler à la secrétaire diocésaine la nécessité de sa visite. La présence des fédérales semble effectivement importante pour initier le lancement des centres de militantes comme le rappelle Edmée Prudhon qui espère que la venue de Marguerite Clavez et de Monique Gauthier début 1938 permettra la création d'un centre jaciste à Menotey<sup>201</sup>.

#### d. L'activité de propagande

Mais les militantes investissent également le territoire diocésain, à une échelle plus réduite, généralement celle du canton, afin de mener l'une des principales activités du mouvement, celle de propagande. En effet, la meilleure connaissance de leur milieu par la pratique des enquêtes qui confère une forme « d'expertise » aux jeunes filles et l'exercice de la prise de parole lors des réunions leur permettent de devenir des militantes actives et d'ardentes propagandistes.

Si la propagande est au cœur même de la JACF, avant tout mouvement apostolique, par un retour logique, elle permet aux militantes d'être plus présentes et plus visibles dans l'espace public. Tous les ans, à l'initiative du national, a lieu une « journée de propagande »<sup>202</sup>, généralement en mars-avril. À cette occasion, la plupart des sections organisent une séance récréative ou une « journée-rencontre » dont l'objectif consiste à faire venir le plus de jeunes filles possibles et à expliquer le fonctionnement et les enjeux du mouvement tout en distribuant des exemplaires gratuits du journal *La Jeunesse agricole féminine*<sup>203</sup> et en tentant de « faire des abonnements<sup>204</sup> ». Mais en général, la propagande pour le mouvement a lieu au quotidien et constitue l'une des principales activités du mouvement. Les jeunes filles disposent de journaux qu'elles distribuent autour d'elles tout en parlant du mouvement, en expliquant ses méthodes et en tentant de faire venir leurs camarades aux diverses « réunions de masse », en pèlerinage, en retraite ou à toute autre activité organisée par le mouvement. Elles peuvent également intervenir

---

<sup>201</sup>Lettre d'Edmée Prudhon à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 28 décembre 1937 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 59.

<sup>202</sup>Celles-ci ont lieu le 18 avril 1937, le 18 juillet 1937, le 25 mars 1938, le 8 mai 1938 et le 18 février 1940 ; *Les Vaillantes*, novembre 1937, juin-juillet 1938, août-septembre 1938, mars 1940. En 1939 au moins un a dû être organisé dont les *Vaillantes* ne rendent pas compte à moins qu'elle ait été annulée à cause de la guerre.

<sup>203</sup>Il s'agit « d'exemplaires de propagande » spécialement édités par le secrétariat central et envoyés aux fédérations et aux responsables qui en font la demande. Ces demandes passent souvent par Hélène de Villeneuve-Bargemont mais peuvent aussi s'effectuer directement comme en témoigne une lettre de Marie-Thérèse Lamy qui signale commander d'elle-même les journaux à Paris et une autre d'Edmée Prudhon qui annonce avoir reçu « 100 magazines de Paris qu'elle n'avait pas commandés » ; 3 janvier 1936, 27 mars 1937 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettres 276 et 242.

<sup>204</sup>Expression communément utilisée par les militantes dans leur correspondance avec la secrétaire diocésaine. Il semble que ce soit là l'un de leurs principaux objectifs qui prouve leur influence et leur popularité et leur offre par là même l'accès à la reconnaissance de la hiérarchie.

lors de divers événements religieux ou festifs à l'image de Geneviève Vallet qui réalise une intervention sur la JACF et s'adresse directement aux jeunes filles lors de la première communion qui a lieu à Levier, à 35 kilomètres de chez elle en mai 1936<sup>205</sup>. Les jeunes filles ne sont néanmoins pas abordées dans la rue, à l'improviste. Les militantes savent toujours à qui elles s'adressent, que ce soit parce que les filles présentes lors d'une communion ou de tout autre événement religieux sont pratiquantes, parce qu'elles suivent les recommandations du curé, parce qu'il s'agit d'une connaissance plus ou moins lointaine ou parce que celles qui approchent le stand du mouvement lors des foires le font d'elles-mêmes. En effet, les foires comme les marchés sont un lieu de sociabilité où les jacistes peuvent se rencontrer et croiser d'autres personnes pour évoquer la JACF et ses activités. Si dans les années 1930 il est encore assez rare que le mouvement dispose d'un stand et que la tendance s'accélère après plutôt Après-guerre, le marché reste un lieu privilégié pour les rencontres et les échanges. Marthe Antier, membre du comité d'arrondissement de Lons-le-Saunier et fille de pépiniériste, dispose par exemple « d'un banc de plantes sur le marché le jeudi » et peut ainsi voir « défiler des jacistes<sup>206</sup> ». Des « feuilles de propagande » sont également mises à la disposition des militantes par le secrétariat national qui peuvent ainsi tracter lors de diverses occasions<sup>207</sup>. Des séances récréatives, des « journées-rencontres » et des kermesses sont organisées pendant toute l'année par les sections avec pour principal objectif d'entraîner les jeunes filles à se familiariser avec la JACF. Lors de ces journées, les responsables ou les militantes les plus zélées interviennent avec des discours lyriques qui constatent le désarroi du « monde paysan » et valorisent le rôle de la JAC. Quant aux jeunes filles, elles passent le reste de leur temps à chanter grâce aux carnets de chant qui sont distribués. Ces journées ont parfois lieu en extérieur, notamment celles organisées autour de kermesses. Les jeunes filles investissent pour l'occasion la cour de l'école, de la cure ou un terrain dans le village mis aimablement à disposition.

La vente annuelle de calendriers<sup>208</sup> permet également aux militantes d'entrer en contact avec la population villageoise et leur offre l'occasion de faire connaître le mouvement, de parler avec les parents et ainsi de les convaincre de laisser leurs filles se rendre aux réunions ou aux activités jacistes. L'espace public, avant tout villageois, est ainsi peu à peu investi par des

---

<sup>205</sup>Lettre de Geneviève Vallet à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 21 mai 1936 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 2.

<sup>206</sup>Lettre de Lucie Pasteur à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 19 octobre 1935 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont Lettre 381.

<sup>207</sup>Marie-Thérèse Barilley dans une lettre à Hélène de Villeneuve-Bargemont déclare qu'elle les commande directement à Paris, lettre du 29 novembre 1936 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 308.

<sup>208</sup>Outre la vente à la sortie de l'église, nous ne savons pas si cette vente s'effectue par les réseaux d'interconnaissance, villageois ou familiaux ou si les jeunes filles pratiquent également le porte-à-porte.

militantes qui, sous couvert des objectifs apostoliques du mouvement, peuvent se permettre échanges, discussions et déplacements en risquant moins d'être jugées désinvoltes et inactives.

Néanmoins il faut noter que certains estiment toujours que ces pratiques restent trop permissives, qu'il s'agit de « loisirs » que seules les filles des familles les plus aisées peuvent se permettre et la JACF reste perçue d'un mauvais œil par les tenants d'un moralisme puritain où l'apostolat doit rester l'apanage des clercs, les jeunes demeurant reclus dans leur cercle familial, ou par ceux qui n'y voient que futilité parce que la priorité reste le travail au service de l'exploitation familiale. Également, l'activité de propagande peut être vue et comprise comme vanité, un désir de se mettre en avant, de se donner en spectacle et reste perçue comme une marque d'indécence ou de ridicule<sup>209</sup>, dans la société villageoise catholique où réserve et humilité sont érigées comme valeurs, surtout en ce qui concerne les jeunes filles. Mais si moralement, échanges, discussions, réunions et déplacements sont perçus comme une forme d'oisiveté opposée au labeur physique, la caution ecclésiastique attribuée aux militantes de la JACF donne, peu à peu, de donner une consistance morale et pieuse à ces pratiques qui, par un effet consécutif, permettent aux jeunes filles de prendre confiance en elles et de sortir encore plus de la sphère privée.

Dans les années 1930 néanmoins, le contrôle social des jeunes filles reste prégnant et beaucoup moins de libertés leur sont accordées qu'aux jeunes gens. En témoigne une lettre de la secrétaire des Œuvres diocésaines qui signale au sujet de l'activité de propagande en 1935 :

*« Avec M. le chanoine nous pensons, pour le Jura, faire une sorte de programme d'action un peu copié sur la méthode des équipes de la JOC ; pour les jeunes gens c'est moins compliqué. On peut franchement prendre l'équipe de deux ou trois par région et les lancer dans les visites de groupes. Pour les jeunes filles, il faut un programme d'action paroissiale [sic], à moins de cas rares, on ne peut pas les sortir du village, et du reste ça ne serait plus les préparer à l'apostolat immédiat<sup>210</sup> ».*

L'activité militante, tout comme les divers déplacements, génèrent également une redistribution de la gestion calendaire des jeunes filles. En effet, si traditionnellement la seule

---

<sup>209</sup>En témoignent les propos de Jeanne Haury : « Mes parents même m'ont dit que les gens se moqueraient de moi. Tout cela est exagéré. Pour ce qui est du respect humain d'abord, on ne nous demande pas de faire l'article sur la place publique », lettre à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 12 février 1936 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 330.

<sup>210</sup>Lettre du 30 août 1935 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 398.



coupure au cycle du travail est constituée par le dimanche, « jour du Seigneur », les diverses réunions de la JACF, l'activité militante, l'assistance aux activités du mouvement comme les retraites et les Semaines rurales, induisent un nouvel ordonnancement du temps. La pratique jaciste modère et transforme ainsi « l'injonction à travailler<sup>211</sup> » qui règle théoriquement le quotidien et le mouvement encourage les jeunes filles à revendiquer un temps libre consacré à ces activités définies comme « saines » parce que religieuses. Mais là encore, c'est avant tout la pratique collective qui est valorisée, autour des veillées de prières, des kermesses, des réunions ou des retraites. Le temps libre n'est pas revendiqué pour soi et en soi, mais comme étant un temps consacré au service de l'action religieuse et communautaire. Seules les responsables diocésaines peuvent mener une action de propagande seules ou en petit nombre et ainsi avoir une gestion de leur temps qui, tout en restant dans le cadre jaciste, peut être perçu comme relativement libre. Et, ici encore, le statut économique des responsables détermine en grande partie le temps qu'elles peuvent mettre à disposition du mouvement. Marie-Thérèse Barilley signale ainsi à Hélène de Villeneuve-Bargemont en 1936 qu'il ne lui est « plus possible (...) de partir à la recherche de militantes et de groupes à former », car les jours sont courts et elle ne dispose que de ses dimanches après-midi<sup>212</sup> alors que Jeanne Haury lui rapporte que ses parents estiment qu'elle « n'a pas bien de temps pour [s]'occuper des autres », mais qu'au sujet de « ce temps perdu », elle « saura combiner [son] travail avec le reste<sup>213</sup> ».

Il reste difficile de parler de conquête de la sphère publique par les jeunes filles de la JACF dès le moment où la majorité agit dans le cadre paroissial et au sein de lieux qui, s'ils ne sont pas privés, restent des lieux traditionnellement dévolus à la pratique religieuse, comme les églises, les parcours de pèlerinage ou les salles des cures. Néanmoins, d'autres lieux plus profanes sont investis par la pratique de l'activité de propagande et si les jacistes sont loin de s'ériger en tribuns sur les places des villages, leur activité de prosélytisme déborde très largement de la sphère privée pour, peu à peu, au détour d'une rencontre au chalet, au marché, à la sortie de la messe ou dans tout autre lieu de sociabilité, s'infiltrer par capillarité dans la société rurale. En investissant l'espace public, en menant une propagande quasiment quotidienne, en créant une nouvelle sociabilité et en présentant cela comme un engagement religieux et comme le prolongement de leur devoir domestique au service du « monde rural »,

---

<sup>211</sup>EL AMRANI-BOISSEAU Frédérique, *Filles de la terre. Apprentissages au féminin (Anjou 1920-1950)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, pp. 279-280.

<sup>212</sup>Lettre du 29 novembre 1936 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 308.

<sup>213</sup>Lettre à Hélène de Villeneuve-Bargemont, 12 février 1936 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 330.

les jeunes filles attisent voire généralisent la redéfinition des frontières entre public et privé qui avait été initiée notamment par la LPDF. Tel est l'objectif apostolique du mouvement, rendre « le village jaciste<sup>214</sup> » et grâce au mandat de l'Église dont les militantes disposent, les obligations traditionnelles pesant sur elles semblent se relâcher subtilement et progressivement<sup>215</sup>. Pourtant, si l'on peut légitimement se poser cette question d'un relatif affranchissement des contraintes liées aux activités de loisirs, aux sorties tardives en réunions ou aux déplacements en général, il faut noter que celui-ci touche plus encore les responsables locales et fédérales. Ces dernières renforcent et ne font qu'accroître un capital social et symbolique dont elles disposaient déjà en grande partie et qui s'appuie toujours sur le capital économique de leurs parents.

Entre 1935 et 1940, la JACF reste centrée sur l'idéal féminin que constituerait la femme au foyer même si l'on peut noter un infléchissement vers une formation qui tient de plus en plus compte du milieu professionnel, surtout agricole, mais aussi artisanal. Mais cette dimension reste plus envisagée comme un moyen de répondre aux attentes des jeunes filles et une stratégie pour les attirer vers le mouvement. Avec un contenu concret et pratique, les parents perçoivent moins d'inconvénients à laisser s'engager leurs filles et celles-ci se sentent valorisées par l'acquisition de nouvelles compétences et connaissances. Le mouvement se concentre davantage sur la formation militante, envisagée comme moyen de structurer et d'implanter durablement le mouvement dans le paysage rural et surtout comme répondant à son objectif apostolique de reconquête des campagnes françaises.

Poser comme modèle la « femme au foyer » et développer une formation dédiée à cet objectif, se révèle être inadapté aux besoins contemporains notamment parce que l'exploitation familiale est le lieu où économie et vie domestique ne sont pas séparées, où le travail agricole de la femme, s'il n'est pas reconnu, est nécessaire. Les enquêtes réalisées dans les sections et qui remontent aux échelons fédéral et national rendent compte des besoins et des desideratas de jeunes filles qui, si elles aspirent à plus de confort, cherchent avant tout à gérer leur quotidien. En donnant une finalité spirituelle à cette gestion du quotidien, qu'il s'agisse des tâches ménagères accomplies pour la « grâce », des travaux agricoles correspondant à une « nature

---

<sup>214</sup>Dans une lettre à la secrétaire diocésaine, Lucie Pasteur rend compte de la préoccupation de Mlle Mendre d'arriver à l'édification du « village jaciste », 8 décembre 1935 ; ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, lettre 378.

<sup>215</sup>Il reste difficile d'analyser dans quelles mesures la JACF offre plus d'opportunités de pratiques sociales des jeunes filles dès le moment où l'historiographie en matière de vie quotidienne est extrêmement lacunaire par manque de sources. Citons l'un des rares travaux d'historien sur la question : EL AMRANI-BOISSEAU Frédérique, *Filles de la terre. Apprentissages au féminin (Anjou 1920-1950)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012.

féminine » ou des conférences rurales qui permettent de « nourrir l'âme » et répondent à un besoin de réflexion plus conceptuelle après l'arrêt de l'école tout en offrant des connaissances pratiques, la JACF parvient à donner du sens et à faire du lien entre une représentation idéalisée de la jeune fille rurale et leur réalité quotidienne. Et cette dernière, par la pratique militante qui suppose un amenuisement de la distance sociale d'avec les responsables, l'exercice constant et répété de la propagande pour le mouvement et une nouvelle gestion de l'espace et du temps, se modifie peu à peu pour offrir plus de libertés aux jeunes filles. Si la question du commencement d'un processus d'émancipation de ces dernières peut légitimement se poser puisque cette pratique militante modifie le rapport qu'elles entretiennent avec le temps libre, le travail, l'espace public et la connaissance (voire la réflexion), il n'en reste pas moins que ce sont avant tout les responsables qui profitent de l'espace de liberté que leur offre la JACF.

La JACF s'est tout particulièrement trouvée confrontée au problème de la place de la femme dans une organisation du travail ou « *les frontières entre public et privé sont plus ténues*<sup>216</sup> » qu'ailleurs. C'est aussi ce qui rend plus perceptibles et concevables les ambiguïtés et incohérences entre discours, pratiques et possibles autour de la place et du rôle de la jaciste dans son milieu. Mais le mouvement féminin, s'il s'oriente de plus en plus nettement autour des aspirations des jeunes filles qu'il connaît mieux grâce aux enquêtes, s'il tend à faciliter leur quotidien, reste un mouvement d'apostolat qui vise à maintenir « la France chrétienne » et les hommes à la terre.

Ce dernier, dans l'idéal du mouvement, se doit d'être avant tout « un bon chrétien » dans le sens établi par le catholicisme social et par extension l'Action catholique. Modèle à la fois de compétence professionnelle, mais aussi d'engagement au service des autres, au service de son « corps », le jaciste se pose comme un exemple à suivre afin de conquérir les différents champs du social et les christianiser. Galvanisés par la confiance et la fierté retrouvée et ambitionnant d'être l'élite de demain pour faire sortir le milieu rural de la « crise », les responsables du mouvement s'estiment ainsi garants de l'unité du milieu en s'appuyant sur des bases méritocratiques et chrétiennes qui leur permettent de se sentir légitimes comme défenseurs du « bien commun ».

Ainsi, au moins au niveau théorique, la conception des rôles de l'Église et tant de la JAC que de la JACF dans le milieu rural, se rejoignent. Et puisque l'objectif commun reste de sortir de « la crise rurale », éviter « l'exode » et refaire la France chrétienne, les deux mouvements développent un arsenal de références, d'analogies et de raisonnements qui parviennent à faire système pour donner une nouvelle coloration voire une nouvelle consistance à l'agrarisme.

---

<sup>216</sup> LAGRAVE, Rose-Marie, « Les agricultrices en France. Un bilan critique des recherches », dans *Études rurales*, n° 92, 1983, pp. 9-40, p. 23.



# Chapitre 8 : Christianiser l'agrarisme ?

Nous avons déjà signalé dans notre premier chapitre comment l'Église avait, dès les années 1920, utilisé la concomitance entre « crise agricole » et « crise morale » de la société française afin de mobiliser la jeunesse catholique et de motiver son organisation. La JAC systématise ce lien et, en proposant un « remède », la régénération de la société rurale par la formation spirituelle et professionnelle semble donner une nouvelle consistance au paradigme agrarien. En effet, s'il convient d'historiciser le concept<sup>1</sup>, les années 1930 avec la dynamique induite par la JAC, voient se développer et se naturaliser l'imbrication symbolique entre « la terre » et l'Église, entre dieu et les paysans. L'analyse des ressorts de cette « naturalisation » pourrait apporter un élément de compréhension des sociétés rurales et des forces sociales qui ont contribué à les faire mouvoir tout au long du XX<sup>e</sup> siècle dès le moment où c'est en grande partie cette construction symbolique qui a alimenté l'imaginaire collectif des militants jacistes qui ont pu se retrouver ultérieurement engagés dans d'autres mouvements sociaux. S'il convient de ne pas se perdre dans le risque de lire à la lumière de l'advenu, il faut néanmoins se poser la question du sens qu'une partie importante de la population rurale a pu donner à son identité et à sa destinée et tenter de déconstruire la fiction d'une communauté d'intérêts qui nie l'existence des classes et du genre en reléguant le conflit entre capital et travail du côté de la « modernité industrielle ». Dès lors nous nous proposons d'observer comment le mouvement est parvenu à « naturaliser » ce lien entre agriculture et religion en nous arrêtant dans un premier temps sur la symbolique identitaire qu'il a développée avant, dans un second temps, de revenir sur la didactique d'un renforcement du sentiment religieux par la valorisation du travail agricole.

---

<sup>1</sup> D'après l'appel de Pierre Cornu et Jean-Luc Mayaud dans *Au nom de la terre. Agrarisme et agrariens en France et en Europe du 19<sup>ème</sup> siècle à nos jours*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2007, p. 15.

# **I « Catholiques parce que paysans<sup>2</sup>? » : le travail de l'Église sur les symboliques identitaires**

Les discours autour de la « fierté d'être paysan » se structurent tout au long des années 1930 pour encourager les jacistes à se former et ainsi devenir des modèles d'exemplarité tant professionnelle que morale afin d'accomplir leur mission apostolique. Nous reviendrons tout d'abord sur l'intégration du référentiel identitaire de la JAC chez les militants en mobilisant des entretiens que nous avons réalisés avec d'anciens jacistes, entretiens qui couvrent la période des années 1930 aux années 1950, avant de nous attarder sur la méthode discursive utilisée par le mouvement pour requalifier le travail agricole et par là même, l'identité agricole et rurale.

## **1) Le constat d'un mépris envers les paysans qui reste fondateur dans l'engagement jaciste**

Les discours sur le dénigrement voire le mépris de la société englobante<sup>3</sup> à l'égard des paysans sont reproduits par les jacistes plus de 50 ans plus tard lorsque nous entreprenons nos entretiens oraux. Ils viennent souvent en introduction dans un récit de vie où la JAC apparaît comme le moteur d'une revalorisation identitaire. Ces discours sont évidemment biaisés dès le moment où les acteurs ont intégré les conditions de leur engagement dans le mouvement, d'autant plus avec cinquante années de recul et la réinvention mémorielle d'un passé militant glorieux qui laissent libre cours au lyrisme et à l'hyperbole. Ainsi les questionnaires puis les entretiens oraux<sup>4</sup> que nous avons réalisés révèlent cette mésestime de la société urbaine que ressentent alors les paysans jurassiens. Le qualificatif de « bouseux » et « cul-terreux » revient régulièrement sous leur plume ou dans leur bouche pour exprimer les insultes dont ils étaient les victimes. Alors que tous, dans les entretiens oraux, parlent des dénigrement subis par les paysans, certains ajoutent même un paragraphe pour évoquer ce malaise dans les questionnaires

---

<sup>2</sup>Sur le modèle de l'expression de l'ACJF: « catholiques parce que sociaux! »

<sup>3</sup> Expression utilisée par Henri Mendras pour qualifier la société française à dominante industrielle.

<sup>4</sup> 32 questionnaires directifs de 7 pages ont été complétés par d'anciens militants et responsables du mouvement dont 5 ont adhéré avant la Seconde Guerre mondiale. Nous avons réalisé 20 entretiens oraux, intégralement enregistrés, avec 29 anciens militants et responsables du mouvement dont 7 ont adhéré avant la Seconde Guerre mondiale.

directifs. Ainsi, un jaciste a voulu insister sur ce point en citant des dictionnaires, sources qui semblent, pour lui, être la plus à même de refléter la vision de la société englobante :

*« Il suffit de prendre le dictionnaire et de lire ce qui était écrit pour connaître la définition du mot paysan : " hommes et femmes rustres et crottés de la campagne, malpropres et sans instruction en plus d'une franchise brutale " : j'en ai encore le cœur révolté d'être traité ainsi, d'un tel mépris. Voici ce qui dit encore en 2008 le dictionnaire sur l'état de paysan : " personne de la campagne qui cultive le sol. Péjor: Bouseux, cul-terreux, pequenot, des manières de paysans, peu raffinées- homme rustre, d'une franchise brutale, avoir l'air paysan, condition de paysan." Nos grands perpétuels de l'Académie française n'ont pas à être fiers de laisser une telle définition de l'appellation "paysan" »<sup>5</sup>.*

Un autre jaciste signale que « l'image du paysan n'était guère reluisante : il était l'arriéré, le rustre, le bouseux, le cul-terreux que l'on ridiculisait<sup>6</sup> ». Ces descriptions nous renvoient aux romans d'Émile Zola ou de Guy de Maupassant, qui percevaient les paysans comme des êtres fermés, répulsifs et éloignés de toute civilisation<sup>7</sup>.

Au début des années 1930, il est d'autant plus facile pour les ruraux de se sentir inférieurs et dénigrés que l'évolution technique et économique en faveur de l'industrie semble le justifier, tout comme l'évolution démographique qui les relègue dans la minorité face aux citadins à partir de 1931. C'est justement au contact de ces derniers que les paysans prennent conscience de leurs différences. En effet, le regard des autres nous renvoie notre propre image et comme le note Pierre Bourdieu, « le paysan ne se saisit comme paysan qu'en présence du "citadin"<sup>8</sup> ». Un jaciste explique que c'est cette proximité avec la ville qui lui a fait comprendre le mépris que générait sa condition :

---

<sup>5</sup> Questionnaire directif Claude Grosperin.

<sup>6</sup> Questionnaire directif de Maurice Girod.

<sup>7</sup> Pourtant depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, un renouveau littéraire s'est également produit avec l'émergence de romans nostalgiques où le milieu agricole et rural est présenté comme une sorte de jardin d'Eden. Avec Georges Sand, René Bazin, Eugène Le Roy et bien d'autres, les paysans sont remis à l'honneur autour du mythe du « bon sauvage » de Jean-Jacques Rousseau et la campagne et ses habitants sont glorifiés avec les mouvements picturaux tels que le Romantisme, l'École de Barbizon et les Impressionnistes. Cette idéalisation du paysan dans le domaine artistique double le discours politique agrarien, mettant en avant la paysannerie soit comme « assise de granit » pour la République, soit comme le modèle d'une civilisation conservatrice et vertueuse. Ces romans et discours renforcent néanmoins l'idée que la paysannerie reste « un monde à part » avec des valeurs et des intérêts spécifiques et ne font qu'alimenter la vision dichotomique de la société française basée sur l'opposition ville/campagne expression de l'opposition modernité/archaïsme ou civilisation/sauvagerie

<sup>8</sup> BOURDIEU Pierre, *Le bal des célibataires : crise de la société paysanne en Béarn*, Paris, Les Éditions du



*« Nous, paysans, on était près de la ville; on voyait bien ce qui se passait en ville et pis ce qu'on disait de nous quand on passait en ville<sup>9</sup>... et pis quand on allait à l'école on voyait comme on était habillé et comme étaient habillés les autres ». (...) Les agriculteurs qui se trouvent près des gros centres, ils voient tout de suite la différence<sup>10</sup> ».*

Les jacistes ayant intégré leur condition de « dominés », lorsqu'on leur demande quels ont été les principaux apports de la JAC, la plupart répondent : « remettre les paysans debout<sup>11</sup> » ou « faire prendre conscience des beautés du métier de paysan ». Certains affirment aussi que c'est ce sentiment de frustration, d'infériorité à l'égard des citadins, qui les a poussés à l'engagement au sein de la JAC et un jaciste précise même que s'il n' « avait pas connu la JAC, il ne serait pas resté paysan<sup>12</sup> ».

Dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, le mépris qui peut être exprimé et ressenti par les gens de la ville à l'égard des paysans se double souvent d'une déconsidération que perçoivent les paysans face à leur situation vécue comme une « condition » fataliste et insurmontable. « Paysan » ne fait pas référence à une catégorie professionnelle, mais à une donnée à la fois sociale et culturelle. La consolidation de l'exploitation familiale de taille moyenne renforce cette conception puisqu'elle est perçue à la fois comme un patrimoine économique, mais également comme un patrimoine symbolique et culturel<sup>13</sup>. Les liens noués entre l'exploitation agricole et la famille impliquent que celle-ci toute entière soit au service de la production. Il est difficile de dissocier les activités domestiques des activités liées à la production. Ce travail n'a pas de prix ni de valeur d'échange, il ne se conçoit donc pas dans une économie capitaliste, mais dans la structure familiale dont la terre est l'expression symbolique. L'Église et la JAC, réactualisant les discours des agrariens conservateurs, insistent sur ce point en développant l'idée qu'il n'y aurait pas les mêmes rapports sociaux que dans la société industrielle, mais une place, un rôle à tenir pour l'individu, rôle considéré comme « naturel » puisque s'inscrivant dans la cellule première de la société : la famille<sup>14</sup>. Elles présentent ainsi la préservation du patrimoine comme

---

Seuil, 2002, p. 109.

<sup>9</sup>Cette occurrence du mot « ville », sur lequel l'entretien insiste de manière verbale, marque encore plus l'opposition entre deux réalités antinomiques : « la ville » et « nous » (paysans).

<sup>10</sup>Claude Groperrin, entretien avec Claude et Marie Groperrin, réalisé le 1<sup>er</sup> mai 2008, 1h37min

<sup>11</sup>Entretien avec Gérard Mouquod, réalisé le 18 avril 2008, 2h04min.

<sup>12</sup>Entretien avec Maurice Girod, réalisé le 28 mars 2008, 1h41min.

<sup>13</sup>Patrimoine défini alors comme « l'ensemble des attributs sensibles par lesquels un groupe donne à voir à un moment donné son identité dans un temps donné », dans Communication d'André Micoud au séminaire « nouveaux usages de la campagne et patrimoine », Die, juin 1996.

<sup>14</sup>YOLE Jean, « La famille et les métiers », dans La jeunesse agricole, numéro spécial, 15 septembre 1934, p. 8.

nécessaire puisque relevant de la préservation de l'identité du groupe auquel il appartient. Le maintien de cet « ordre éternel des champs », où les paysans restent à la terre et chacun garde sa place, implique également que l'Église et les élites conservent les leurs dans une hiérarchie qui les positionne au sommet. Si des historiens ont démontré l'importance des mobilités géographiques et sociales dans les sociétés paysannes du XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle<sup>15</sup>, la perception fataliste de l'enracinement reste de mise pour les jacistes qui semblent avoir intégré l'idée de mobilité, dans sa conception péjorative véhiculée par la JAC, comme un abandon et un « exode ». Ils présentent ainsi leur horizon comme fermé et insistent sur leur devoir de travailler sur l'exploitation familiale. Un frère et une sœur, anciens jacistes, nous signalent à ce sujet : « On ne se posait pas de question, tu étais paysan, tu resteras paysan. [...] On ne sortait pas de sa condition, ça ne se faisait pas <sup>16</sup>».

Pourtant, en un siècle, le Jura rural connaît une baisse importante de sa population vivant de l'agriculture. Alors qu'en 1852 on comptait plus de 39 000 exploitants, en 1951 ils ne sont plus que 18 000 et la population agricole se réduit à 33 % de la population rurale contre 70 % en 1856<sup>17</sup>. Les jeunes refusent de plus en plus de vivre comme leurs parents. « Il ne veulent pas que la terre les retienne en servitude dans une situation amoindrie, car ils ne veulent plus être considérés en mineurs, mais en hommes dans la famille moderne<sup>18</sup> ». Ainsi tous ne « restent pas à la terre » même si la JAC et les jacistes semblent considérer que « quand un jeune partait pour travailler en ville, il était perdu<sup>19</sup> ». Également, le morcellement de la propriété dans le département<sup>20</sup> crée un obstacle à la modernisation alors que les prix agricoles semblent s'effondrer. Alors que l'on comptait 1 700 000 parcelles en 1866, il en subsiste 1 323 000 en 1952, pendant que le nombre d'exploitants se réduit de moitié. Cet émiettement rend difficile toute utilisation de techniques modernes et la taille de l'exploitation, qui est en moyenne de 10 hectares, ne permet pas de rendements suffisants pour investir dans du matériel agricole. De plus « la valeur relative du revenu agricole qui était autrefois quadruple de celui de l'industrie,

---

15 Voir à ce sujet : DUPÂQUIER Jacques, KESSLER Denis [dir.], *La société française au XIXe siècle.*

*Tradition, transition, transformations*, Paris, Librairie Arthème Fayard 1992 ; CORNU Pierre, « La forteresse vide : une histoire des hautes terres du Massif central entre déprise humaine et emprise symbolique (XIXe-XXe siècles) », thèse d'histoire sous la direction de Gilbert Garrier et Jean-Luc Mayaud, Université Lyon 2, 2000.

<sup>16</sup>Entretien avec Claude et Marie Grosperin, op cité.

<sup>17</sup>Société d'émulation du Jura, *Enquête sur le Jura depuis 100 ans*, Lons-le-Saunier, Imprimerie Maurice Declume, 1953, p. 61: chiffres issus de *L'annuaire du Jura* de 1846, de 1849, du recensement de 1946 et des Statistiques officielles de 1951.

<sup>18</sup>DUBY Georges, WALLON Armand (dir), *Histoire de la France rurale depuis 1914*, Paris, Éditions du Seuil, 1992, p. 275.

<sup>19</sup>Entretien avec Claude Grosperin, op cité.

<sup>20</sup>Explicable par le code civil, la forte natalité jusqu'en 1860 et le retard du remembrement dans le Jura en 1950.

lui est en 1953 inférieure de 50 %<sup>21</sup>». Cet état de fait peut donner l'impression que toute la structure agraire et économique empêche l'accès à de meilleures conditions de vie matérielles et alimente le « malaise paysan » mis en évidence par la JAC<sup>22</sup>. Cette conception de la condamnation de l'agriculture jurassienne et française, incite les jacistes à soutenir l'idée de la nécessité d'un changement imminent qui irait dans le sens du progrès technique<sup>23</sup>.

Des années 1930 aux années 1950 la pléthore de discours de la JAC présentant « l'agriculteur moderne » comme ce que doit devenir le jaciste, contribue dans le même temps à construire le « paysan routinier » comme figure de repoussoir. Celui-ci est présenté comme enfermé dans l'idée qu'il est condamné, que « la terre se meurt », qu'il n'a pas assez de capacités intellectuelles pour faire changer le cours des choses, qu'il est abandonné et méprisé par les citadins incarnant une modernité conquérante. Comme l'exprime Maurice Girod pour justifier son entrée dans le mouvement : « L'image de marque du paysan n'était guère reluisante. Il était l'arriéré, le rustre que l'on ridiculisait à chaque occasion.<sup>24</sup> ». Se pose dès lors la question de l'existence réelle de cette figure. En effet, dès le moment où nous ne disposons que de sources produites par le mouvement ou par la société englobante, il est difficile de savoir quel regard les principaux intéressés portaient réellement sur eux-mêmes. S'agit-il d'une construction que la JAC parachève dans l'optique de justifier son action de revalorisation et de retrouver un ferme appui à la défense de la chrétienté rurale ? Loin de valider cette réalité sociale et culturelle, les discours des anciens jacistes, qui eux justement, estiment s'être construits en opposition et en rupture, semblent du moins confirmer que cette figure de repoussoir a existé dans l'imaginaire collectif du mouvement. De plus, c'est sous la plume des responsables du mouvement qui eux, peuvent apparaître comme armés culturellement pour avoir conscience de l'infériorité dans laquelle ils sont relégués, qu'apparaissent les principales références à ce dénigrement, généralement en présentant de manière péjorative le paysan tel qu'il était avant la JAC. Ainsi, alors qu'un compte rendu national d'enquête de la JACF fait état de la « sauvagerie

---

<sup>21</sup>Société d'émulation du Jura, *Enquête...*, op. cité, p. 347.

<sup>22</sup>Les jacistes sont encouragés à aller dans le sens de ce constat en observant et en jugeant des causes des difficultés économiques au village. Ainsi la section jaciste de Lavigny estime que ce sont « la mévente des produits agricoles, le trop peu de terre » et leur « morcellement » qui induisent ces difficultés. Réponse au questionnaire sur la vie professionnelle agricole : avril 1934 dans le cadre de l'enquête d'affiliation, ADDSC, archives paroissiales, liasse archives privées du groupe de Lavigny.

<sup>23</sup>« On voulait changer les mentalités du fatalisme en agriculture », Jean Barraux, entretien avec Jeanne et Jean Barraux, 12 mai 2008, 2h05min.

<sup>24</sup>Témoignage du jurassien Maurice Girod, militant de 1937 à 1952 dans CHOLVY Gérard, COMTE Bernard, FEROLDI Vincent, Paris, *Jeunesses chrétiennes au XX<sup>e</sup> siècle*, Les Éditions ouvrières, 1990, pp. 63-66.

un peu gauche » et de « la méfiance des aventures <sup>25</sup> » des paysannes, le secrétaire fédéral du mouvement s'exprime ainsi :

*« Il n'est pas nécessaire de définir le malaise rural pour montrer que notre classe agricole est complètement désorganisée et désunie. [...] Autrefois nous étions des peureux, des timides, des vaincus d'avance. Les paysans acceptaient d'être la classe des sacrifiés.<sup>26</sup> ». L'objectif reste de mettre en exergue la nécessité de l'engagement jaciste : « Mais déjà renaît l'espérance. Une jeunesse rurale s'est levée qui entreprend de régénérer le monde rural<sup>27</sup> ».*

L'entreprise frôle parfois l'autoflagellation afin de faire réagir le lecteur. Dans un article de *Nenni ma foi !*, Henri Richard estime ainsi « traduire la mentalité rurale » au sujet de « l'exode rural » et de la « misère et la dénatalité » qui touchent le milieu :

*« À qui la faute... ?*

*Oui, à qui la faute ? À nous paysans. Nous sommes indépendants, individualistes. Nous ne croyons pas à l'utilité de la collaboration et "le paysan a toujours été le serf, le sacrifié, cela ne peut pas changer". C'est dans cet esprit là qu'est tout le mal, et de cette façon les améliorations sociales sont désastreuses parce que pas comprises. [...] À chaque fois on me répond : "Si tu crois que ça peut changer, le paysan est trop naïf", quand on n'emploie pas un autre terme que le respect dû aux lecteurs de ce journal m'interdit de reproduire<sup>28</sup>. »*

Ce sont donc les responsables, certainement plus confrontés au regard de l'autre dans le sens où ils constituent bien souvent une interface médiatrice entre urbain et rural, qui rendent visible et inadmissible cette « infériorité ». S'estimant les porte-paroles de la paysannerie, ils expriment ce rejet de la société englobante, s'en offusquent et encouragent les jeunes ruraux à s'organiser au sein du mouvement pour changer l'image du milieu. Ces discours, en grande partie descendants, font certainement écho, comme le démontrent quelques enquêtes jacistes<sup>29</sup>,

---

<sup>25</sup> ADDSC, Anonyme, *Paysannes au miroir d'une enquête de la JACF*, Paris, Bureau des Études, 1939.

<sup>26</sup> Discours d'Henri Richard à la journée mariale de Mont-Roland du 3 août 1938, *Nenni ma foi !*, août 1938.

<sup>27</sup> Ibidem.

<sup>28</sup> Article d'Henri Richard « Pour un idéal chrétien et social », *Nenni ma foi !*, janvier 1939.

<sup>29</sup> Comme en témoigne les questions du questionnaire d'affiliation sur la vie professionnelle agricole où les groupes doivent « voir », mettre en évidence, les individus ayant quitté le village et répondre à la question : « pour trouver quelle place ? » ; 1934, ADDSC, archives paroissiales, liasse archives privées du groupe de Lavigny.

à la réalité des départs de certains pour la ville et surtout, du retour ponctuel au pays de ceux qui ont « réussi ».

S'il a pu exister chez le paysan « sinon avec la honte de soi, du moins une conscience aiguë de ses déficiences et de ses limites<sup>30</sup>», les difficultés économiques et la visibilité des écarts dans les modes de vie avec l'urbain, ont pu s'imbriquer pour alimenter le sentiment de « malaise rural » dont la JAC a choisi de se saisir. Elle théorise ainsi un discours cohérent qui fait écho à des difficultés réelles afin d'offrir des remèdes concrets via la formation agricole et le développement moral pour devenir « excellent chrétien » et « excellent professionnel » et ainsi justifier son projet de sauvegarde de la société par la rechristianisation. Il ne s'agit plus, comme auparavant, d'une didactique de l'acceptation de la soumission à un ordre social mais une injonction à faire changer les choses autour de la nécessité d'acquérir des compétences et de devenir meilleur professionnel. Proclamant sa volonté de rompre avec une « résignation » perçue comme caractéristique voire constitutive de « l'essence paysanne », le mouvement prétend ainsi défendre la reconnaissance d'un groupe social dans la société. En distinguant ce qui est objectivement visible par les populations rurales, les départs et le confort, de ce qui est mis en sens par le discours du mouvement, la dépréciation culturelle, le sentiment d'infériorité et le ressenti de la « condition » comme fatalité, l'Église donne un sens au « rester sur place » : ce sont les meilleurs qui restent, les plus vertueux, ceux qui auraient compris le sens de leur mission, de leur profession : celle de continuer l'œuvre de création divine en cultivant la terre.

## 2) La noblesse du travail paysan

L'un des premiers éléments mobilisés pour requalifier le travail agricole est celui de sa « noblesse » dans une perspective catholique qui insiste sur le lien privilégié entre le paysan et dieu. Une oratrice du congrès diocésain des Semeuses de Lorraine signalait ainsi en 1932 :

*« Le Bon Dieu a donné, à nos premiers parents, l'ordre de cultiver la terre. Est-ce que le même commandement n'existe plus aujourd'hui ? N'avons-nous pas donné du pain à nos frères ? Et ceux qui se révoltent contre cet ordre divin ont oublié tout ce qu'il y a de noble, de grand dans la profession agricole. Le paysan ne donne pas seulement le pain du corps, mais c'est lui qui a été choisi pour permettre de continuer l'institution ecclésiastique. Le Bon Dieu ne montre-t-il*

---

<sup>30</sup> BOURDIEU Pierre, *Le bal des célibataires*, Paris, Éditions du Seuil, 2002, p106.

*pas par là qu'il attend tout de nous ? Si nous lui refusons notre collaboration, nous l'obligeons à supprimer le pain des âmes. Notre vocation a quelque chose de saint.*<sup>31</sup> ».

Dans ce discours, la culture de la terre est perçue comme le respect d'un commandement divin puisque dieu aurait fait tous les premiers hommes paysans. Sans remettre en cause la valeur des autres professions, l'auteure rappelle que le respect dû à cet « ordre » de cultiver la terre fait du métier de paysan le plus noble qu'il soit. De plus, le paysan tire une autre fierté de son travail : celle de collaborer avec dieu. En effet, « le grand semeur » a créé l'homme, l'a fait vivre. Le travail du paysan est de continuer cette « œuvre » en faisant vivre à son tour, par la production de nourriture, l'homme, comme l'explique la *Jeunesse agricole* : « travailler c'est collaborer avec dieu à l'acte créateur, qui transforme le grain de blé en épi, et, selon l'expression du *Credo du paysan* que nous devrions tous chanter à plein cœur "sème partout la vie et la fécondité" ». Ainsi les jacistes affirment : « nous gardons la fierté d'être dans notre métier ses collaborateurs immédiats <sup>32</sup> ». Cultiver la terre est donc présenté par la JAC comme l'entretien d'une relation privilégiée avec le dieu créateur. La fierté de se revendiquer catholique se double, chez les premiers jacistes, de celle d'être le collaborateur de dieu, de poursuivre son œuvre, « d'accomplir une destinée divine<sup>33</sup> », d'accomplir sa mission<sup>34</sup>. Le paysan est aussi présenté comme plus proche du créateur parce qu'il vit au contact de la nature, il est soumis à ses éléments : « l'agriculteur a ceci de particulier qu'il dépend peu des autres et beaucoup de dieu, ce qui grandit toujours un homme<sup>35</sup> ». Affirmer sa fierté d'être catholique passe donc par l'affirmation de sa fierté professionnelle. Avoir honte d'être paysan et vouloir s'échapper de sa condition est perçu comme refuser le rôle que dieu a confié à l'homme, refuser sa « destinée » et dans ce sens « condamner l'humanité » en « supprimant le pain des âmes ». Le sens de la

---

<sup>31</sup>Mlle Michel, « les semeuses face à l'avenir », congrès diocésain du 14 mai 1932 à Sion, cité par CONQ Jean, *JAC/MRJC Origines et mutation...*, op. cité, p. 118.

<sup>32</sup>« Le sain et glorieux travail producteur » dans *La Jeunesse agricole*, n° 69, 15 octobre 1934, p. 2.

<sup>33</sup>Henri Richard, « La terre au service du pays », dans *Nenni ma foi!*, septembre, octobre 1940: « il faut vivre, mais ce qui compte vraiment ce n'est pas l'abondance des biens, c'est la possibilité d'accomplir notre destinée divine ».

<sup>34</sup>Une définition de la mission est donnée par une circulaire sur « la profession » récapitulant une session fédérale de la JACF en octobre 1956 « Qu'est-ce qu'on entend par profession ?

La mission de chacun sur terre : c'est une mission reçue de dieu. Il nous a mis sur terre pour réaliser le monde, travailler à achever la création, la mettre au service de l'homme. Cette mission est différente, mais complémentaire pour l'homme et la femme.

L'homme a reçu mission pour faire fructifier la terre, afin de vivre de la création. Dans le foyer il est celui qui apporte le pain, assure la vie matérielle de la famille. La plus grande partie de son travail se fait en dehors de la maison. (...) Ses aptitudes, sa force d'homme lui sont données, en fonction de sa place dans le foyer. Il est celui qui a la force, qui voit les choses essentielles, apporte son esprit de décision et d'organisation. », Circulaire sur la « profession », archives de Marie Bal.

<sup>35</sup>Ganay Maurice de, cité par CONQ Jean, *JAC MRJC Origines et mutation...*, op. cité, p. 138.

conquête jaciste se fonde sur ce constat et se développe sur la conviction que « plus l'agriculteur sera chrétien, meilleur paysan il sera, ou encore, plus le paysan sera chrétien, meilleur agriculteur il pourra devenir<sup>36</sup> ». Être « fier d'être paysan » c'est tout simplement être fier d'être catholique : nous voyons ainsi comment les deux identités s'imbriquent pour n'en former qu'une seule : celle du jaciste. Le retour à la « civilisation chrétienne » tant souhaité par l'Église passe donc par la revalorisation de « la civilisation paysanne », toutes deux jugées interdépendantes.

Pour s'étendre, le mouvement jaciste tente de faire prendre conscience au milieu agricole de cette double appartenance en multipliant les métaphores et les analogies entre « vocation paysanne et vie chrétienne ». La terre est très souvent personnifiée dans sa plainte et sa détresse comme c'est le cas lors de l'allocution de l'évêque Gaudron au congrès du parc des princes de 1939 : « Vous venez, jeunes paysans chrétiens faire entendre les plaintes douloureuses de la terre de France<sup>37</sup> » alors que le concept de « renaissance rurale » qui serait permise grâce au mouvement jaciste, fleurit dans les discours. Les poèmes publiés dans les journaux nationaux et locaux véhiculent le lyrisme d'une position entre le « ciel » et la « terre » occupée par le paysan alors que des jeux scéniques mettent en scène l'union collective autour de la moisson<sup>38</sup>. Rebondissant sur des thèmes classiques de l'agrarisme, véhiculée par la littérature dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la JAC prétend ainsi apporter des « remèdes » à un milieu agricole qui serait dévalorisé. Dans un article qui veut, à l'instar d'un discours de l'abbé Camille Ramboz deux ans plus tôt, « réveiller la terre »<sup>39</sup>, Jean Gravier, le président fédéral du mouvement, utilise ainsi les effets rhétoriques requis pour rompre avec la résignation collective et rendre ses lettres de noblesse au travail agricole :

*« Sommes-nous donc des déclassés, des êtres inférieurs ? Certes non ! Au contraire nous avons de nombreuses raisons d'être fiers de notre métier. L'agriculture est la base de la civilisation, c'est elle qui règle la vie économique des pays, c'est aussi le réservoir d'énergies physiques et morales de la société<sup>40</sup> ».*

---

36 CONQ Jean, JAC/MRJC Origines et mutation..., op. cité, p.143.

37 Cité par *Nenni ma foi !*, mai-juin 1939

38 « Unis dans la moisson », jeux scénique du congrès du 10<sup>ème</sup> anniversaire de la JAC, *Nenni ma foi !*, mai-juin 1939.

39 « Le réveil de la terre », rapport de l'abbé Camille Ramboz au congrès diocésain de la jeunesse catholique du 23 novembre 1930 à Dole, *Nenni ma foi !*, janvier et février 1931.

40 Jean Gravier, *Nenni ma foi !*, juillet 1933.

### 3) De la nécessaire unité du rural

« Nous voulons une classe paysanne unie, organisée, prospère et respectée. Nous ne sommes pas des parias et nous voulons aider le monde rural à conquérir la place qu'il mérite dans la société<sup>41</sup> ». Ainsi s'exprime le chœur parlé lors de la grande journée mariale qui réunit la JAC et la JACF à Mont-Roland en août 1938. La JAC contribue à penser et vulgariser la conception du milieu agricole comme un « monde » à part entière dont les éléments seraient constitutifs d'une « classe » et formeraient une « civilisation paysanne ». Si cette vision des choses semble faire l'unanimité, les divisions internes, notamment politiques, du « monde paysan » sont reconnues mais sont perçues comme dépassables et surmontables puisqu'elles sont censées être subordonnées aux intérêts de la « civilisation ». L'appartenance à ce « monde agricole » et le partage d'intérêts communs par ses composantes, ne rendent que plus insensées et aberrantes ces querelles endogènes pour les défenseurs de « la paysannerie », dont fait partie la JAC. Le président diocésain du mouvement qui les perçoit comme un « désordre social » et récuse le « conflit entre le capital et le travail » l'explique ainsi dans les pages de *Nenni ma foi !* en 1939 :

À la campagne, « *s'il y a désaccord social ce n'est pas entre le capital et le travail, puisque le patron-employeur est en même temps le premier ouvrier de l'exploitation, et, d'autre part, l'ouvrier salarié vit dans la famille de l'exploitant et partage ses repas le plus souvent à la même table familiale* ». Après avoir démontré, chiffres à l'appui, que seulement 1 % des exploitants agricoles ne travaillent pas mais « font travailler sous leur direction » et que la main-d'œuvre est avant tout familiale : « *Ces chiffres prouvent bien qu'il n'y a pas d'un côté le capitalisme agricole et de l'autre le prolétariat, mais que le régime agricole est un régime familial. S'il y a malaise rural, il n'atteint pas que la main-d'œuvre, mais aussi tous les travailleurs exploitants, qu'ils soient exploitants directs ou métayers. Il ne peut donc pas y avoir, chez nous, de lutte des classes*<sup>42</sup> ».

Il transparait parfois, certainement par inadvertance, des difficultés ou des constats d'impuissance à l'image de celui du secteur de Saint-Aubin qui fait état de l'« existence de deux milieux agricoles, celui des propriétaires ou exploitants à leur compte et celui des ouvriers

---

<sup>41</sup>*Nenni ma foi !*, juillet 1938.

<sup>42</sup> Henri Richard « Pour un idéal chrétien », *Nenni ma foi !*, février 1939.



agricoles, les jeunes du premier pouvant difficilement avoir une action sur ceux du second<sup>43</sup> ». Néanmoins le mot d'ordre reste celui de la collaboration et de l'unité entre toutes les catégories du milieu rural, qu'il s'agisse de catégories sociales ou professionnelles puisque tous appartiennent, selon le mouvement, au même « milieu ». Du côté de la JACF, qui se préoccupe pourtant rarement d'organisation sociale, l'injonction descendante est la même : « notre présidente nous rapporte quelques bonnes idées de Paris sur la collaboration de toutes les rurales sans exception : rurales et artisanes, rurales et bourgeoises<sup>44</sup> ».

La Jeunesse agricole justifie l'utilité de la JAC qui, en formant une élite rurale, serait par là même capable de surmonter toutes les divisions internes à la société rurale. Son utilité serait d'autant plus forte que le syndicalisme antérieur n'a pas joué son rôle :

*« Ce syndicalisme en effet, n'a pas été assez fort pour empêcher ces rivalités d'intérêts qui jettent malheureusement le trouble dans certains villages pour atténuer cette vivacité des passions politiques, qui a empoisonné l'atmosphère d'autres communes, pour assurer une discipline assez respectée tout en étant librement consentie, qui a empêché quelques associations de remplir leur rôle intégral de défense et de protection<sup>45</sup>. »*

La raison d'être du syndicat est ici perçue comme étant le dépassement des différentes rivalités pour défendre un tout, protéger une entité à part, « la paysannerie ». La JAC est ainsi présentée comme étant l'organisation qui, par la formation d'une élite rurale, permettra de dépasser les différents clivages et de mobiliser autour d'elle la totalité du « monde agricole » dans l'optique de sortir de « la crise ».

C'est notamment pour cette raison que le mouvement encourage la convergence de la défense des intérêts agricoles au sein d'organisations unitaires. L'alliance des classes et le corporatisme sont perçus comme étant l'aboutissement idéal de l'unité du « monde agricole » dans une perspective qui s'inspire très largement de la conception organique de la société défendue par l'Église. La publication de la JAC et de l'UCFA « Au service du monde rural »

---

<sup>43</sup> Constat effectué sans plus de détails suite à la réunion cantonale du 28 février 1937. Saint-Aubin est un bourg de la plaine doloise, zone de grande culture dans le département où le nombre d'ouvriers agricoles apparaît important et où ces derniers côtoient sans doute les ouvriers voisins de la ville de Dole. *Nenni ma foi !*, mars 1937.

<sup>44</sup> ADDSC ; Cahier du centre de Lons-le-Saunier, compte-rendu de la réunion du 19 mars 1937.

<sup>45</sup> « Pour conjurer la crise rurale, il faut une élite rurale », *La Jeunesse agricole*, 15 septembre 1934, p. 4.

est révélatrice en la matière et les suggestions de réponses induites par les questions d'étude, très significatives de cette volonté d'imposer le modèle corporatiste :

« *Au monde rural individualiste nous apportons le sens de la collaboration.*

*La solidarité professionnelle.*

1. *Les agriculteurs sont-ils convaincus que tous ceux qui vivent de la terre : travailleurs indépendants ou salariés, sont solidaires, puisque tous ne peuvent vivre, eux et leur famille, que des produits, consommés à la ferme ou vendus ?*

2. *Sont-ils convaincus que seule l'organisation professionnelle, syndicale, mutualiste, coopérative- et englobant le tout corporative- pourra remédier à la faiblesse du monde paysan ?*

[...]

6. *Parle-t-on autour de vous de la « Corporation paysanne » ? Le mot a-t-il bonne ou mauvaise presse ? En quoi la Corporation se distinguerait-elle du Syndicalisme ? et qu'y ajouterait-elle ? [sic]<sup>46</sup>»*

En général les différentes publications de la JAC insistent dans leurs pages sur l'unité du milieu rural en utilisant des expressions telles que « monde paysan<sup>47</sup> » ou même en évoquant une supposée « race paysanne<sup>48</sup> ». À partir de janvier 1937, le journal national n'est plus « l'organe bimensuel des sections JAC » mais « l'organe des jeunes ruraux de France : Exploitants, ouvriers agricoles, artisans, commerçants<sup>49</sup> ». Ce changement de sous-titre est justifié par l'acceptation de la diversité qui constitue toujours un même ensemble : « Il faut que tous les autres jeunes ruraux, artisans, commerçants, comprennent qu'ils sont solidaires des paysans et que leur prospérité à eux, dépend de la prospérité des cultivateurs<sup>50</sup> ». L'article conclut donc que « la Jeunesse agricole est au service de toute la paysannerie et les artisans et les commerçants ruraux s'incorporent à cette paysannerie, qu'elle veut refaire plus chrétienne,

---

<sup>46</sup> JAC / UCFA, *Au service du monde rural. Plans d'études pour les groupements ruraux d'hommes et de jeunes gens 1938-1939* ; Paris, Éditions de l'UCFA, 1938

<sup>47</sup> « Pour un monde paysan plus heureux », *La Jeunesse agricole*, n° 117, mai 1937, p. 1.

<sup>48</sup> En parlant des paysans : « une race saine et forte », JAC / UCFA, *Au service du monde rural. Plans d'études pour les groupements ruraux d'hommes et de jeunes gens 1938-1939* ; Paris, Éditions de l'UCFA, 1938. « La stabilité, la force et la prospérité d'une race », pour qualifier la paysannerie dans « J'ai confiance dans le paysan de France » *La Jeunesse agricole*, 15 septembre 1934, p. 4.

<sup>49</sup> *La Jeunesse agricole*, n° 111, 2<sup>e</sup>me quinzaine de janvier 1937.

<sup>50</sup> « Peau neuve », *La Jeunesse agricole*, n° 111, 2<sup>e</sup>me quinzaine de janvier 1937, p. 1.

par conséquent plus unie, plus joyeuse, plus heureuse. ». Plus qu'un « monde agricole » uni, la JAC prône donc l'unité de tout un espace géographique qu'elle assimile au « monde paysan ».

C'est également parce que la JAC veut « refaire la paysannerie plus chrétienne » que cette dernière doit être « plus unie ». Si l'Église romaine a toujours tenté d'imposer son centralisme face aux différentes colorations nationales du catholicisme<sup>51</sup>, cette injonction est encore plus énergique au XX<sup>e</sup> siècle alors que le Vatican se trouve isolé dans l'Italie unifiée. L'insistance sur l'union des forces autour du Saint-Siège s'effectue également dans un contexte de résistance face à la montée de l'anticléricalisme dans les sociétés européennes des années 1920-1930. C'est également pour cette raison que l'Église accorde une place prépondérante à l'organisation pyramidale et hiérarchique nationale des mouvements, incarnée en France par l'ACJF<sup>52</sup>.

L'institution ecclésiastique, qui estime qu'il est du devoir des chrétiens de participer à la restauration du christianisme envisage la corporation, élément par excellence de la société organique qu'elle défend, comme un moyen d'éclairer et de convertir les populations puisque se mettant « au service de chacun » en faisant vivre l'esprit de « charité ». Ainsi pourra s'exercer « la solidarité chrétienne dans le corps mystique de l'Église<sup>53</sup> » tel que le prônent les mouvements spécialisés agricoles. L'unité comme la collaboration de classe s'avèrent ainsi primordiales dans un projet qui tend à présenter le christianisme comme élément central de la culture sinon de la « civilisation » paysanne.

Alors que les mouvements de jeunesse catholique ont largement insisté, dans les années 1920, pour démontrer le lien entre « exode rural » et déchristianisation qui seraient tous deux les symptômes de la « crise rurale », la JAC s'appuie sur cet acquis qu'elle renforce et pérennise par le biais des enquêtes et des discours, tout en accentuant la nécessité pour les agriculteurs de changer leur image, de devenir « fiers » de leur métier en acquérant des compétences et en sortant d'une posture attentiste et résignée pour se prendre collectivement en main. En revalorisant voire en sacralisant leur métier qui en fait des auxiliaires de « la

---

<sup>51</sup> Le centralisme de Rome s'accroît progressivement jusqu'au Concile de Vatican 1 en 1870 mais ne sera jamais totalement abouti comme en témoignent les tensions entre gallicanisme et ultramontanisme en France ou les différentes marges de manœuvre des évêques nationaux dans le reste de l'Europe au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

<sup>52</sup> Nous avons déjà évoqué dans notre premier chapitre, les craintes de certains membres du clergé face à la division en branches spécialisées de l'ACJF. Même si cette dernière devient dans les années 1930 une simple instance de coordination entre tous les mouvements, elle reste le symbole de l'unité de la jeunesse catholique et toutes les branches expriment leur union autour d'elle. Ainsi dans les congrès jacistes jurassiens, ou dans les divers rassemblements des groupements, les drapeaux de la JAC et de la JACF côtoient ceux de l'ACJF.

<sup>53</sup> JAC / UCFA, *Au service du monde rural. Plans d'études pour les groupements ruraux d'hommes et de jeunes gens. 1938-1939* ; Paris, Éditions de l'UCFA, 1938, p. 47.

Providence éternelle<sup>54</sup> » et en insistant sur la nécessaire unité du milieu dans la solidarité professionnelle, avatar de la charité chrétienne dans une conception organique de la société, la JAC offre ainsi des soubassements identitaires à des membres qui se sentent dénigrés par la société englobante. Dans les années 1930, cette conception théorique irrigue toutes les activités du mouvement. Nous allons donc observer dans une seconde partie quels sont les ressorts et les moyens de cette diffusion.

## **II Didactiques d'un renforcement du sentiment religieux par la requalification du travail agricole : les pratiques religieuses liées à l'agricole.**

Les ressorts de l'assemblage culturel entre le catholicisme et « la paysannerie », qui puisent leurs racines dans une tradition séculaire, deviennent de plus en plus systématiques et multiformes dans le cadre du développement de la JAC. Il s'agit avant tout de montrer et de diffuser aux populations rurales, l'idée, précédemment développée, d'une imbrication et d'une communauté d'intérêts entre deux identités afin les valoriser conjointement pour mettre fin au « malaise rural ». Cette diffusion prend plusieurs formes dont nous nous proposons de revenir sur les principales afin de comprendre comment plusieurs générations ont pu vibrer pour un mouvement et trouver un sens à leur engagement voire à leurs choix de vie : la liturgie, les différentes fêtes, les chants et la prière jaciste.

### **1) Une liturgie empaysannée**

*« Voir la JOC célébrer sa messe face au peuple sur un banc de menuisier (quel symbole), au lieu du maître-autel tout au fond du chœur et le célébrant fesse au peuple. Quelle avancée !... Mais pour nous quelle révolution ! (...) Un brave notable arboisien, pas d'accord*

---

<sup>54</sup> Extrait de la chanson « Semeurs de France ».

*avec ces façons de faire, eut cette réaction de très haut niveau : "La JOC dit la messe sur un banc de menuisier, la JAC va bientôt la dire sur un tas de fumier."<sup>55</sup> ».*

Ce passage des mémoires d'un jaciste jurassien exprime plusieurs choses : tout d'abord le mépris manifeste du « notable » face aux paysans dont la transposition matérielle de leur condition s'apparenterait à un tas de fumier. L'utilisation symbolique d'un banc de menuisier dans la cérémonie, qui rappelle l'humble état d'apprenti charpentier de Jésus, a pour objectif de s'adapter à l'assemblée des jocistes en faisant un rapprochement entre leur profession et celle du fils de dieu. La liturgie est en quelque sorte personnalisée, elle intègre de nouveaux éléments pour être plus proche de ceux à qui elle se donne à voir. Cette spécialisation autour de symboles apporte d'autres innovations du même ordre : les règles de la cérémonie sont moins strictes, puisqu'on la célèbre face au peuple, face aux laïcs. Ils sont ainsi pris en considération, le prêtre s'adresse directement à eux en les rendant plus seulement spectateurs mais aussi protagonistes de la célébration. Cette idée a pour fondement le rejet de la messe comme sacrifice pour n'y voir que le renouvellement de la cène : le repas fraternel et communautaire. La logique de l'Action catholique, qui revendique la participation du laïcat à l'établissement du royaume de dieu sur terre va dans ce sens et a certainement influencé ces choix en matière liturgique<sup>56</sup>. L'Action catholique spécialisée ouvre de nouvelles perspectives de réflexion quant à la place des laïcs dans l'Église et dans les célébrations religieuses. Les messes jocistes et jacistes voient ainsi leur liturgie s'adapter au milieu dont sont issus ses membres. Pour la JAC cela se réalise autour d'une création originale sur laquelle nous allons nous arrêter : la messe des paysans.

Cette messe est d'abord célébrée en français<sup>57</sup> et non plus en latin, afin que tous puissent comprendre et être associés pleinement à l'action liturgique sacerdotale. Maurice Bouvier, l'auteur de cette messe explique :

*« Je l'ai écrite à la demande de nombreux curés de village, qui ayant souffert de l'incompréhension de la nef plus encore que de son silence, rêvent d'une liturgie rurale plus*

---

55Mémoires d'Aristide Étiévant, imprimé par l'auteur, p. 54.

56 C'est le point de vue de Gerd Rainer Horn qui estime qu'un certain nombre d'expériences européennes catholiques de l'Entre-deux-guerres et notamment d'évolutions liturgiques au sein des mouvements d'ACS constituent en partie la genèse d'une théologie de la libération, qu'il qualifie de « première vague », HORN Gerd Rainer, *Western European Liberation Theology, 1924-1959*, Oxford, Oxford University Press, 2008.

57Le célébrant parle cependant en latin et le Credo reste aussi en latin.

*sincère et désirent connaître, quelquefois, dans leur église de campagne, la joie d'une cérémonie comprise par tous et bienfaisante pour tous*<sup>58</sup>».

Les chants expriment des préoccupations principalement agricoles : « nous vous bénissons pour la beauté de nos moissons, pour la sève qui monte et le sol qui fleurit<sup>59</sup> », et de nombreuses métaphores sont utilisées notamment entre le produit de la terre, le blé qui devient pain et le corps du Christ ou le vin qui devient sang du Christ : « Et voici des hosties, la blanche floraison, vous ferez l'aliment sacré de nos vies, du grain de nos moissons<sup>60</sup> ». S'ajoute ensuite à la cérémonie un « offertoire » de l'assemblée, qui apporte ainsi une participation effective de ses membres, des produits de la terre. Il s'agit généralement d'un bouquet d'épis de blé, de tonnelets de vin, de fruits et de légumes et parfois de créations artisanales. L'église est généralement décorée avec une symbolique agraire où fleurs et blé ont une place prépondérante. Deux anciens jacistes ayant commencé à militer à la fin des années 1930, confient ainsi l'importance qu'a pu revêtir cette messe à leurs yeux : ainsi, Élisabeth Germain, entrée dans le mouvement en 1938, explique :

*« Oser chanter ça [la messe des paysans] dans nos paroisses, avec, je dis pas les "collets-montés" mais bon, avec toutes ces bonnes mamans... toutes à la prédication de leur curé! qui n'entendaient pas parler de quoi que ce soit d'autre que de la sainte vierge et du bon dieu et de la vie des saints, mais tout ce qui était à côté, la charité chrétienne, l'indulgence envers ceux qui ne pensent pas comme eux, ça n'existait pas!*<sup>61</sup> ».

Elle en conclut ainsi que la messe des paysans est « révolutionnaire », parce qu'elle a permis de sortir de la liturgie traditionnelle en s'adaptant aux aspirations du milieu rural. Maurice Girod a également été marqué par cette messe :

---

58BOUVIER Maurice, *La messe des paysans*, Lyon, Éditions de la JAC, 1942, p. 3. La première édition date de 1939 et a été publiée à Paris dans la Collection rurale.

59Ibid, p. 16.

60Ibid p. 13.

61 Entretien Élisabeth Germain, 1er enregistrement, 7 min.

« Une révélation, ce fut la ‘Messe des paysans’. Première messe où nous avons pu nous exprimer librement dans notre langue et chanter : ‘Sois fier paysan, ta besogne est féconde, ton pain c’est le soutien du monde’<sup>62</sup>».

Si dans le diocèse la première « messe des paysans » ainsi formalisée semble se dérouler le 17 février 1940<sup>63</sup>, d’autres célébrations qui détiennent la plupart de ces codes ont lieu pendant la décennie des années 1930. Ainsi, à l’occasion des affiliations des sections jacistes, les messes rendent hommage au travail paysan et au mouvement, notamment dans leur décoration et dans la participation des jeunes à la communion collective ou l’offrande des fruits de leur travail.

Ainsi pour l’affiliation de la section JACF de Fraroz en 1935, première du diocèse, l’église est parée de toute une symbolique agraire. Comme nous pouvons le remarquer sur cette photographie, un calice géant est constitué avec des épis de blé alors que des feuilles et des fleurs ornent son pourtour au sol. Ce genre de composition revient régulièrement, le calice symbolisant l’alliance entre les hommes et dieu contenant le sang du Christ offert en sacrifice pendant la cène. Représenter ce calice en épi de blé peut ainsi signifier que l’alliance entre l’homme et dieu passe aussi par le travail de la terre ou que le travail de la terre est constitutif de cette alliance. Quoi qu’il en soit cette représentation met en avant l’importance du travail agricole, le respect de l’ordre premier de dieu « de cultiver la terre ». Le rôle du paysan mis en avant dans cette représentation évoque une relation privilégiée entre catholicisme et paysannerie. Relation qui doit rendre l’homme fier de son travail, une fierté aussi généreuse que la taille du calice.

---

<sup>62</sup> Témoignage de Maurice Girod, militant de 1937 à 1952 dans CHOLVY Gérard, COMTE Bernard, FEROLDI Vincent, Paris, *Jeunesse chrétiennes au XX<sup>e</sup> siècle*, Les Éditions ouvrières, 1990, pp. 63-66

<sup>63</sup> À Arbois à l’occasion d’une rencontre cantonale de la JAC et de la JACF, *Les Vaillantes du Jura*, mars 1940.



Photographie n°3 : Calice en épi de blé ; église du Fraroz, fête d'affiliation de la section JACF de Fraroz-Arsure, 18 août 1935, ADDSC, carton de Rémy Gaudillier, dossier « Abbé Choux ».



L'année suivante, dans la même paroisse, à l'occasion d'une fête des moissons, l'église est à nouveau décorée avec les mêmes éléments alors que le corps des laïcs participe à l'offertoire comme le décrit le bulletin des *Vaillantes du Jura* :

« *L'ornementation de l'église rappelle la fête d'affiliation jaciste avec le grand calice au milieu du chœur, la grande croix de blé suspendue à la voûte et portant l'écusson de JAC, l'autel lui-même a sa parure de froment blond* » [...] *Après l'Évangile de la Messe, au chant d'un cantique de circonstance, chaque paroissien et chaque paroissienne s'avance en portant un bouquet confectionné avec les plus beaux épis de la récolte. Ces bouquets sont bénis et déposés sur la patène du grand calice*<sup>64</sup> ».

C'est notamment à l'occasion des affiliations, des fêtes de la moisson et des journées de propagande que les églises sont ainsi parées et que les militants prennent de plus en plus de place dans la cérémonie religieuse en contribuant au chœur de chant et à l'offertoire, en communiant collectivement mais également en prononçant des discours pour présenter le mouvement jaciste. *Nenni ma foi !*, à l'occasion de la journée nationale de propagande du 8 mai 1938, recommande ainsi de réaliser pendant la messe, « une offrande des fruits de la terre » avec du « pain béni jaciste » ou des « gerbes de blé » et fait le récit d'une section « qui fit bien les choses » à la journée de propagande de 1937 pour encourager à faire de même :

« *L'église était décorée de guirlandes appropriées : feuille de vignes, grappes de raisins, etc... Au-dessus de l'autel était suspendu un grand écusson de la JAC. La table de communion était ornée de charrue, faucheuses, etc... découpées dans un catalogue de machines agricoles et peintes en couleurs voyantes. À la fin du Credo, un jaciste apporte un minuscule sac dont les bords retournés laissaient apparaître le blé qu'il contenait. Puis un autre apporte un tout petit tonneau de vin ; et un autre encore, des œufs, puis du fromage, des légumes ; le dernier portait une minuscule ruche en porcelaine, contenant du miel du pays.*<sup>65</sup> »

---

<sup>64</sup>*Les Vaillantes du Jura*, novembre 1936.

<sup>65</sup>*Nenni ma foi*, mars 1938.

## 2) Célébrer dans la joie la fierté paysanne

Outre les journées de propagande, ce sont les fêtes organisées par le mouvement qui donnent à voir, par la mise en scène matérielle et rituelle, l'identité du mouvement jaciste. À la question « pourquoi faire une fête de la terre ? » la brochure de Marcel Nouvellon répond : « parce que ce n'est pas une petite chose que d'être paysan : c'est beau et il faut le dire. Parce qu'il faut dire aussi qu'on est paysan de France et remercier dieu de tout cela. <sup>66</sup> ». Ces fêtes, organisées par la JAC, se développent pendant l'été et ont pour objectif d'exprimer la fierté d'être paysan. Dans les années 1930 et au début 1940, elles sont nommées « fêtes de la Moisson ». Elles se déroulent suivant un même schéma : la journée commence par une célébration liturgique, souvent « la messe des paysans » dans une église pleine de symboles jacistes avec offrande des fruits de la terre, une procession s'ensuit pour se rendre au monument aux morts pour une cérémonie du souvenir ou aller bénir une croix à un carrefour. Le repas est ensuite tiré du sac avant que ne débute, l'après-midi, la partie la plus laïque de la manifestation : les sections ou secteurs organisent alors une séance récréative faite de chants mimés et de chœurs parlés ou un défilé de chars qu'ils ont eux-mêmes confectionnés. C'est le travail agricole qui est mis en valeur, les savoir-faire et les techniques, par l'intermédiaire de ces chars. Vincent Flauraud considère que les jacistes « entreprennent essentiellement de redonner quelque éclat aux fêtes traditionnelles qui scandaient jadis le cycle des travaux agricoles ou des saisons », qu'ils sont à la recherche d'« un âge d'or idyllique ou primait l'entente communautaire<sup>67</sup> » et que « la perspective, au bout du compte, se révélait essentiellement nostalgique ». L'objectif est de donner à voir, par la taille des chars et leur confection scrupuleuse, l'importance et la fierté « d'être paysan » et d'exprimer l'appartenance à une catégorie professionnelle dont les jacistes revendiquent les savoir-faire en les exposant.

Dans le département du Jura s'il est fait mention de fêtes des moissons à Onglières en 1938<sup>68</sup> et qu'il est précisé que celle de 1936 à Fraroz, « n'est plus une nouveauté mais devient une tradition<sup>69</sup> », elles semblent se cantonner à la matinée et les défilés de chars ne semblent pas être d'actualité avant la période de l'Occupation<sup>70</sup>. Les jacistes investissent ponctuellement des

---

<sup>66</sup> NOUVELLON Marcel, *Veillées et fêtes paysannes : les fêtes de la terre*, Collection Semailles, Paris, 1949, p. 1.

<sup>67</sup> FLAURAUD Vincent, « La J.A.C. dans le Massif central méridional (Aveyron, Cantal) des années 1930 aux années 1960 », thèse d'histoire soutenue sous la direction de Gérard Chastagneret, Aix-en-Provence, 2003, p. 326.

<sup>68</sup> *Les Vaillantes du Jura*, décembre 1938.

<sup>69</sup> *Les Vaillantes du Jura*, novembre 1936.

<sup>70</sup> Une dizaine de photographies de défilés de chars, notamment à Malange et à Thervay, de 1940 à 1945 ont été conservées par le MRJC du Jura, ce qui indique que cette pratique s'est développée pendant la période. *Nenni*

fêtes agraires existantes, comme celle de Saint-Vernier à Perrigny en 1938<sup>71</sup>, mais se contentent dans la majorité des cas d'organiser des kermesses ou des séances récréatives où banderoles et écussons du mouvement ont la part belle. Mais c'est avant tout le travail et sa conception religieuse qui sont valorisés dans une société qui rejette l'oisiveté et peine à concevoir les loisirs comme une occupation « en soi »<sup>72</sup>. D'autres initiatives suivent pour que les paysans ressentent leur position privilégiée dans la religion catholique. La glorification de leur travail comme « destinée divine » se poursuit alors qu'apparaît un missel rural en 1949<sup>73</sup> et que les métaphores entre agriculture et religion<sup>74</sup> se systématisent dans les journaux et les publications jacistes mais surtout dans les chants.

L'utilisation des chants, forme traditionnelle de loisir mais aussi de prière, est avant tout un moyen de diffuser un climat de joie dans l'église, dans les réunions et les rassemblements du mouvement. Dans les années 1930 ils ont pour principal objet la glorification du travail agricole, du pays et des paysans. Le premier d'entre eux, le chant officiel de la JAC, rédigé par Joseph Folliet en 1932<sup>75</sup>, accompagne tous les événements du mouvement qu'il s'agisse des affiliations, des messes paysannes et même des simples réunions de section. Il aborde les principales thématiques de la JAC, l'amour de la petite patrie, la pureté, le foyer chrétien, le combat contre la routine, l'unité paysanne, la France et la rechristianisation, et dans un refrain entraînant, « jaciste en avant ! » encourage les militants à répondre à « l'appel du grand Semeur » et à « planter la Croix de lumière sur notre Terre ». Le dernier couplet, sans doute celui qui sera le plus entonné et connu des militants proclame le mot d'ordre du mouvement :

*« Nous referons chrétiens nos frères,*

*Par Jésus Christ nous le jurons !*

*Nous leur porterons la lumière*

---

*ma foi !* notait par ailleurs en janvier-février 1943 au sujet des fêtes de la JAC : « Elles ont pour but de célébrer le travail paysan et son sens chrétien. Elles comportent d'ordinaire des exhibitions spectaculaires : chars, défilés, jeux scéniques, etc. Les fêtes les plus fréquentes sont celles de la moisson et des vendanges ». Une étude ultérieure pourrait mettre en évidence le développement de ces fêtes dans le cadre du régime de Vichy puis à la Libération.

<sup>71</sup> Le 24 avril 1938 cette fête en l'honneur du saint patron des vignerons est réinvestie par la JAC à l'occasion du 25<sup>ème</sup> anniversaire de prêtrise de l'aumônier de la section, *Nenni ma foi !*, mai-juin 1938.

<sup>72</sup> Voir à ce sujet : FARCY Jean-Claude, « Le temps libre au village, 1830-1930 », dans CORBIN Alain (dir.), *L'avènement des loisirs, 1850-1960*, Paris, Éditions Aubier, 1994, pp. 231-245.

<sup>73</sup> Pour l'occasion *En Cordée* d'août 1948 annonce « un événement pour le monde rural » : « le fameux "missel rural" attendu depuis 3 ans, est sur le point de sortir, probablement le 1er octobre », mais celui-ci ne sortira qu'en avril 1949 et *En Cordée* annoncera en septembre 1949 qu'il est disponible au secrétariat des Œuvres.

<sup>74</sup> Ou les métaphores entre dieu et l'agriculteur : tous deux « semeurs » par exemple.

<sup>75</sup> Annexe E9.

*Et la flamme dont nous brûlons,  
Dans notre sol, vierge d'ivraie,  
Les grains dorés que nous lançons,  
Au soleil d'une amitié vraie,  
Lèveront en lourdes moissons. »*

De nombreux autres chants qui constituent le répertoire jaciste rendent compte du lien privilégié entre dieu et les paysans. Ainsi *Semeurs de France* déclare : « Nous semons, notre vie est la plus belle. Nous aidons la Providence éternelle<sup>76</sup> » pendant que *Les Semailles* assimile le « semeur » à un « prêtre d'un mystère divin » et un « père nourricier du monde » avant de signaler que son « rôle est sacré » et sa « besogne est sainte<sup>77</sup> ». D'autres chants tels que *La Terre*, *Plantons la vigne*, *la Saint-Jean*, *Chantons le blé* ou *Au fond des campagnes* valorisent cette alliance entre dieu et les hommes et encouragent de manière lyrique, les ruraux à rester à la terre et à persévérer dans leur apostolat.

Nombreux sont aussi les chants qui exaltent l'avenir en dénonçant les vieilles habitudes ou les préjugés et bien qu'aucune référence explicite ne soit faite au progrès, c'est bien lui qui semble mis en avant. Ainsi alors que le couplet IV du chant de la JAC compte détruire la « routine » avec les « socs des charrues »<sup>78</sup>, le chant *Jeunesse* de Joseph Folliet annonce « Le passé jaloux, meurt à nos genoux et l'avenir est à nous ! » et sa destruction virulente par les jacistes :

*« Parcourant tous les chemins  
La hache à la main,  
Durement nous abattons  
Souches et troncs ;  
Les vieux préjugés,  
Branlants et rongés,  
Les haines et les dangers<sup>79</sup>. »*

---

<sup>76</sup>*Semeurs de France*, dans *Gai Lon La, chants jacistes*, Paris, Éditions de la Jeunesse agricole, 1937.

<sup>77</sup>*Les Semailles*, A. Chenal, dans *Gai Lon La, chants jacistes*, Paris, Éditions de la Jeunesse agricole, 1937.

<sup>78</sup> « Dans la routine, herbe têtue,  
Qu'il fasse chaud, qu'il fasse froid  
Nous pointons les socs des charrues,  
Vers l'avenir. Ferme et tout droit !... ».

<sup>79</sup>*Jeunesse* de Joseph Folliet dans *Gai Lon La, chants jacistes*, Paris, Éditions de la Jeunesse agricole, 1937.

Si les jacistes jurassiens reprennent amplement, grâce aux divers carnets publiés par le mouvement, ces chants élaborés à l'échelle nationale, ils se les réapproprient très vite afin de créer les leurs propres. L'abbé Henri GrosPierre, collecteur de chansons populaires, compose la musique de nombre de ces chants alors que les paroles semblent le plus souvent écrites collectivement. Déjà les Vaillantes du Jura avaient leur chant et dès octobre 1935, alors que les premières sections s'affilient, le bulletin publie un chant de la JACF du Jura. Celui-ci reprend pour partie les thématiques chères du mouvement en les agrémentant des couleurs jurassiennes pour terminer sur la dénonciation de « l'exode rural ».

*« Des sommets aux vastes herbages*

*Des marais du pays bressans*

*Du vignoble aux coquets villages*

*Le même appel monte pressant :*

*C'est la détresse de la terre qu'on abandonne et qui se meurt !*

*Rendons-la de nouveau prospère et suivons le Divin Semeur*

*Dans notre Comté pour servir l'Église et la France.*

*Semons la bonté, la foi, l'amour et l'espérance.*

*De la plaine en haut des monts sans nous laisser semons, semons*

*Et prions le ciel qu'il assiste l'humble jaciste.*

*Si nos mains perdent leur finesse,*

*Si l'ardent soleil nous brunit ;*

*Les vertus de notre jeunesse,*

*Sont les attraits que Dieu bénit.*

*Continuons la noble race*

*Des Jurassiens cultivateurs,*

*Fièremment, marchons sur leur trace*

*Et raillons les déserteurs !...<sup>80</sup>»*

Autre innovation du mouvement, la prière jaciste permet aux militants d'élever leur âme vers dieu pour lui exprimer leur adoration et leurs supplications en tant qu'habitants des « campagnes de France [...] autrefois d'inépuisables sources d'obscurs dévouements et d'héroïques vertus chrétiennes ». Élaborée dès les débuts du mouvement et souvent accrochée dans les locaux des sections, elle est régulièrement récitée au début ou à la fin des réunions fédérales et de sections. Elle invoque dieu afin qu'il « daigne établir et affermir » son « règne » dans les cœurs paysans, ce qui est censé sauver « la terre qui meurt faute de cœurs qui s'y attachent<sup>81</sup> ».

La journée de propagande du 18 février 1940, organisée dans le canton d'Arbois conjointement par les secteurs de JAC et de JACF, semble faire la synthèse des apports agraires du mouvement à la liturgie catholique. En effet, avant que l'après-midi ne soit consacrée à une réunion générale avec chants, discours, chœurs parlés, chants mimés et pièces de théâtre, la matinée se déroule autour d'une communion collective dans le cadre d'une messe des paysans :

*L'Église est « pour la circonstance décorée d'outils paysans et l'autel surmonté d'une immense croix de blé. Les jeunes gens offrent et font bénir les fruits de leurs travaux, puis nous chantons tour à tour à l'Offertoire :*

*'Nos rudes mains, nos simples cœurs,*

*Nos gestes méprisés de paysans,*

*Nous vous les offrons, Seigneur''.*

*Nous nous préparons à recevoir le Pain offert par les jacistes eux-mêmes et devenu le Corps du Christ. C'est au nombre de 30 que nous approchons de la Sainte Table. La messe se termine par le chant de la JAC<sup>82</sup> ».*

Le journal *La Croix*, en date du 7 janvier 1937, rendait ainsi compte de la réactualisation d'anciennes pratiques religieuses agricoles par le mouvement jaciste dans toutes les régions de France :

---

<sup>80</sup> Premier couplet, refrain et dixième couplet du chant JACF : sur une musique de l'abbé Pierre Grosperre et des paroles de Mme Roland-Pelletier, *Les Vaillantes du Jura*, octobre 1935.

<sup>81</sup> Prière jaciste dans *La Jeunesse agricole*, septembre 1934.

<sup>82</sup>*Les Vaillantes du Jura*, mars 1940.

*« Il faut noter tout d'abord un renouveau des traditions paysannes, grâce à la JAC et la JACF. Du Nord au Midi, les feux de la Saint-Jean, abandonnés, en bien des endroits, se rallument, et les Jacistes forment en chantant des rondes autour du feu. Dans le Pas-de-Calais, des Jacistes apportèrent à la traditionnelle procession de Notre-Dame Panetière de véritables Œuvres d'art : insignes jacistes, charrues, ostensoirs faits d'épis de blé et de fétus de paille ; ailleurs elles ressuscitent la fête de saint Eloi, patron des travailleurs, ou de la coutume de la bénédiction du blé, de la distribution du pain bénit, etc. Dans le département du Vaucluse, des Jacistes ont organisé la procession de la Fête-Dieu en pleins champs, le maire ayant défendu de la faire dans les rues. Ils ont édifié (comme dans d'autres régions déjà) un reposoir jaciste fait de deux charrettes sur lesquelles s'étagaient des instruments agricoles, l'ensemble terminé par une grande croix formée de deux échelles croisées...<sup>83</sup>»*

Si renouveau il y a, nouveauté également. Une prière spécifique aux jacistes, une messe des paysans, des usages allégoriques de l'agriculture à travers les symboles religieux, de nouveaux chants, tout concourt à donner une vision d'une religion qui s'est adaptée à ses fidèles en se spécialisant. La JAC avec l'aide des membres les plus dynamiques du clergé commence ainsi, sans peut-être en être totalement consciente, à modifier la pratique religieuse de ses membres mais aussi du milieu rural. Surtout, le mouvement insiste sur le lien entre l'identité paysanne et l'identité catholique, les imbrique et les valorise afin de rallier les populations rurales à son entreprise apostolique. Et si l'objectif reste de s'appuyer sur « cette force sociale profonde [...] celle des agriculteurs luttant pour défendre leur place dans la société industrielle<sup>84</sup> », la JAC contribue dans le même temps à la redéfinir en la colorant, par le biais de tout un arsenal d'activités et de représentations symboliques, de catholicisme.

---

<sup>83</sup> Geneviève de Saint Martin « La JACF, son esprit, son organisation », *La Croix*, 7 janvier 1937.

<sup>84</sup> BARRAL Pierre, *Les agrariens...*, op cité, p. 13.

Sans cesser de renvoyer l'image d'une paysannerie méprisée par la société urbaine et industrielle, la JAC entend ainsi rétablir la « fierté paysanne » par la systématisation d'analogies entre le travail agricole et l'œuvre divine, par la valorisation des prétendues vertus d'une « civilisation » et par une incarnation symbolique de sa « ruralisation » dans sa liturgie et dans ses chants. Cette construction symbolique, débutée dans les années 1930, se poursuit pendant et après-guerre pour alimenter l'imaginaire collectif de plusieurs générations de militants : en témoignent les entretiens oraux que nous avons réalisés près de 50 ans plus tard.

La dynamique apostolique de la JAC est ainsi double et circulaire : il s'agit de « refaire chrétiennes les campagnes de France » afin de préserver les « campagnes » et par là même une civilisation rurale qui serait ontologiquement chrétienne. Si la logique paraît tautologique et empêche de penser pleinement le « progrès » en s'enfermant dans un essentialisme, elle n'en constitue pas moins une dynamique qui génère une mobilisation sociale d'ampleur. Et nous aurions pu inverser la question en nous demandant si le processus en cours ne s'apparentait pas à « agrariser » le christianisme ; la stratégie initiale qui reste celle d'endiguer « l'exode rural » et la perte de l'emprise culturelle de l'Église sur des populations qu'elle conserve encore dans son giron, nous en empêche.

Ainsi, la JAC participe pleinement au renouvellement sinon à l'actualisation de l'agrarisme défini comme « mouvement social et politique dynamique, participant pleinement de la modernité<sup>85</sup> » en proposant au corps social qu'elle entend représenter la reconstitution d'une identité rurale dont l'essence serait catholique et la destinée militante.

---

<sup>85</sup> CORNU Pierre, MAYAUD-Jean-Luc, *Agrariens et agrarisme...*, op. cité, p. 10.





## Conclusion

Émile Poulat mettait en garde contre une lecture par trop ascendante et historiciste de l'acculturation des catholiques à la modernité libérale en rappelant régulièrement que l'intransigeantisme avait maintes ressources pour se métamorphoser et se réinventer<sup>86</sup>. Si dans la lignée d'Étienne Fouilloux, nous pouvons observer que le mouvement jaciste a contribué à ce que « de larges pans du catholicisme [aient] été conduits à des transactions de taille avec leur intransigeance initiale<sup>87</sup> », la JAC n'en reste pas moins un mouvement avant tout apostolique qui persiste à mettre en œuvre le projet du catholicisme intégral. Il participe ainsi à ce qu'Yvon Tranvouez a qualifié de « nouvelle Chrétienté<sup>88</sup> » en aspirant à restaurer l'ordre social chrétien promu par Pie XI<sup>89</sup> et faisant figure de rempart contre « l'inévitable faillite de la société moderne qui veut se passer de Dieu<sup>90</sup> ». Certes, le mouvement se saisit de la modernité sociale — presse, transport, rassemblements, enquêtes sociales, enseignement — mais pour mieux servir le projet initial, offensif, dont il ne dévie pas, de rechristianiser la France et de « diffuser l'évangile dans toute la vie ». Les « transactions », celle de l'Église avec la modernité libérale peuvent se lire non pas dans le projet mais dans les pratiques et les discours.

Ainsi, avec l'ACS et ici la JAC, l'Église s'adapte en développant une religion plus incarnée où les laïcs, considérés comme « apôtres » peuvent prendre une place plus grande et agir dans la cité « en chrétien<sup>91</sup> » et innove au niveau pédagogique en remettant en question le monopole de la parole prescriptive du prêtre même si « l'Église enseignante » veille. Le mouvement développe un arsenal de théories et de pratiques qui ouvrent la voie à un nouveau rapport des militants au religieux qui leur permet de devenir acteurs de l'Église et du milieu rural. Et si les pratiques traditionnelles restent le socle du mouvement, le développement du modèle christique ouvre la voie à une spiritualité de l'action dont le changement social est le corollaire. Par bien des aspects ce changement tant voulu, parfois qualifié de

---

<sup>86</sup> POULAT Émile, *Église contre bourgeoisie. Introduction au devenir du catholicisme actuel*, Paris/Tournai, Casterman, 1977 ; « Permanence et actualité du modernisme », introduction à *Histoire, dogme et critique dans la crise moderniste*, Paris, Éditions Albin-Michel, 1996.

<sup>87</sup> FOUILLOUX Étienne, « Du catholicisme selon Émile Poulat » dans, Valentine Zuber (dir.), *Un objet de science, le catholicisme*, Paris, Bayard, 2001, p. 251.

<sup>88</sup> TRANVOUEZ Yvon, *Catholiques d'abord. Approches du mouvement catholique en France XIX<sup>ème</sup> – XX<sup>ème</sup> siècle*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1980, pp. 107-131.

<sup>89</sup> Pie XI, encyclique *Ubi Arcano*, 1922.

<sup>90</sup> TRANVOUEZ Yvon, *Catholiques d'abord...*, op. cité, p. 119

<sup>91</sup> MARITAIN (Jacques), *Humanisme intégral. Problèmes temporels et spirituels d'une nouvelle chrétienté*, Paris, Fernand Aubier, 1936, p. 314.

« révolutionnaire<sup>92</sup> » sous la plume même des responsables jacistes, peut être perçu comme conservateur pour ne pas dire réactionnaire puisqu'il suppose un retournement de l'opinion publique en faveur de la religion et un retour à un ordre ancien fantasmé : « le temps où le village ne formant qu'une seule famille à l'ombre du clocher, on venait chercher chaque dimanche, dans l'assistance aux offices, en même temps qu'une force, un délassement aux peines et aux fatigues quotidiennes<sup>93</sup> ». Cependant nous avons bien distingué deux types de militantisme, celui des responsables qui peuvent prétendre, par une formation spirituelle et sociale plus poussée à agir « en tant que chrétien » dans la société et celui de la majorité des militants qui restent des « militants du mouvement » et qui, s'ils sont motivés par une pédagogie participative et une compréhension générale des enjeux spirituels et moraux, font avant tout œuvre de propagande et d'exemplarité dans leur vie privée.

L'objectif missionnaire reste de donc de mise bien qu'il ne suppose pas de la manière dont les militants peuvent se saisir des outils tant théoriques que pratiques que le mouvement met à leur disposition. Et comme nous l'avons vu pour la JACF, si la conception de l'apostolat reste liée à l'origine sociale des premières dirigeantes, qui s'imposent plus par leur autorité sociale que par leur légitimité intellectuelle, et à la position de sexe qui fait qu'elles ne sont pas censées intervenir dans la transformation sociale et agir sur les structures mais plutôt sur les mentalités dans le cadre de la moralisation du milieu, les militantes et surtout les responsables peuvent se saisir d'une forme d'autonomie. Les discours catholiques peuvent en effet légitimer l'ordre social et sexué existant mais les pratiques militantes peuvent également offrir des ressources tactiques aux femmes qui, tout en acceptant les règles globales du fonctionnement sexué, y trouvent une forme d'émancipation et peut-être participer, comme actrices méconnues, à un mouvement social plus général d'émancipation qui ne s'énonce pas, toutefois, comme un féminisme<sup>94</sup>.

Le renouveau qu'implique le mouvement réside certainement dans son aptitude à mobiliser les jeunes ruraux dans un idéal commun et en leur offrant les moyens de sa réalisation. Certes si la formation agricole et sociale ne concerne encore qu'une minorité, le mouvement diffuse l'idée de la nécessité de penser l'agriculture comme un métier dont ses membres doivent

---

92 RICHARD Henri, « Pour un idéal chrétien et social », *Nenni ma foi !*, janvier 1939.

93 Camille Ramboz « La JAC, le Réveil de la Terre », *Nenni ma foi !*, janvier 1931.

94 Séance du GRACS du 11 octobre 2012 : « Les Enjeux d'une perspective de genre dans l'histoire des mouvements de jeunesse de l'Action catholique » co-organisée avec l'ARGU : BAILLY-ALEMU Claire, « Interrogations sur la pertinence du concept de genre dans l'analyse des archives jurassiennes de la JACF » ; FAVIER Anthony, « Genre et action militante : féminin et masculin dans la JOC et la JOCF (années 1950) », compte-rendu disponible en ligne.

être « compétents » et les incite à se penser comme de potentiels et futurs acteurs de leur environnement social, qu'il s'agisse du syndicalisme ou de la commune. Et même si ce faisant, elle peut le mettre réellement en œuvre que pour une minorité de dirigeants et responsables dont les pères occupent ou ont largement occupé ce type de responsabilité<sup>95</sup>, l'idée est là, bien présente et largement répétée et ruminée. Pierre Müller soulignait déjà que l'un des principaux apports du mouvement avait consisté en sa volonté de « rompre avec la résignation et la soumission traditionnelle du paysan » et avait ainsi permis de « débloquer l'un des verrous fondamentaux qui empêchaient la paysannerie de se constituer en tant qu'acteur social<sup>96</sup> ». Si l'utilisation du terme « paysannerie » au singulier se discute dans le sens elle nie l'existence de différentes catégories sociales qui coexistent en son sein<sup>97</sup> et que les catholiques et la JAC n'en constituent pas sa totalité, il convient également de signaler la préexistence de certains groupes s'étant constitué comme acteurs du changement social à l'image des vigneron du Languedoc au début du siècle<sup>98</sup> ou des gemmeurs landais<sup>99</sup>. Le mouvement, en ce qu'il constitue de nouveau, apporte avant tout des ressources identitaires à une partie importante des populations catholiques rurales et une incitation, pour ne pas dire une autorisation, de la part de l'Église, à se constituer comme force sociale. La volonté de peser dans la société comme « acteur social » semble rester celle d'individus suffisamment éclairés par l'enseignement social de l'Église pour prétendre constituer une « élite » et représenter des populations qu'elles recrutent plus autour d'éléments concrets telle la formation agricole et galvanisent par « la fierté d'être paysan » qu'elles ne poussent vers le décryptage du réel et de la réflexion autonome et critique.

Si c'est bien le projet de l'intransigeantisme qui reste le moteur « de l'ambition d'un groupe social à être reconnu comme tel<sup>100</sup> » sa dilution ultérieure ne doit pas faire illusion. Ainsi, comme le signale Jean-Hugues Soret, qui mène une étude sur les ressorts théologiques

---

<sup>95</sup> Voir notamment chapitres 4 et 5.

<sup>96</sup> MULLER Pierre, *Le technocrate et le paysan*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1984, p. 66.

<sup>97</sup> Si l'emploi du pluriel faisait sens au XIX<sup>e</sup> siècle et qu'il le fait encore au début du XXI<sup>e</sup> siècle, c'est bien parce qu'il a toujours été efficient pour rendre compte des différences sociales entre les acteurs du milieu agricole. Voir à ce sujet : MAYAUD Jean-Luc, « Les paysanneries françaises face à la Seconde République », dans *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle*, n°6, 1990, pp. 55-64 ; HERVIEU Bertrand, PURSEIGLE François, *Sociologie des mondes agricoles*, Paris, Éditions Armand Colin, 2013. Voir également à ce sujet les ouvrages de Philippe Gratton qui remettent très largement en cause le mythe de l'unité paysanne et tendent à faire passer l'agrarisme pour un fait minoritaire dans le milieu agricole. Son intérêt réside notamment dans le fait qu'il met entre guillemets l'expression « monde rural » pour lui préférer le terme de « sociétés rurales » au pluriel dans le cadre d'une approche qui privilégie « les aspects dissolvants de l'unité terrienne. GRATTON Philippe, *Les Luites de classe dans les campagnes*, Paris, Éditions Anthrope, 1971 ; *Les Paysans français contre l'agrarisme*, Paris, Éditions La Découverte, 1971.

<sup>98</sup> Voir notamment à ce sujet : PECH Rémi, MAURIN Jules, 1907, *les mutins de la République. La révolte du Midi viticole*, Toulouse, Privat, 2007.

<sup>99</sup> DUPUIS Francis, « Le pin de la discorde : les rapports de métayage dans la Grande Lande », thèse d'histoire soutenue sous la direction de Maurice Dupuis, EHESS, 1990.

<sup>100</sup> MULLER Pierre, *Le technocrate et le paysan*, op. cité, p. 66.

des mouvements d'ACS et qui met en garde contre des lectures par trop soumises au paradigme de leur contexte d'écriture : « On peut parler d'un "effet Humanisme intégral" qui, de sa publication jusqu'aux années 1980, a stimulé explicitement, puis informé de manière plus souterraine les militants populaires héritiers du catholicisme intransigeant. Opposition fondamentale au capitalisme et au mode de vie libéral, idéalisation du peuple, recours à une utopie mobilisatrice, générosité morale plus que dialectique intellectualiste, sous-estimation de la dimension proprement politique de l'État de droit et des règles de la démocratie, autant de caractéristiques d'une culture catholique militante qui doivent infiniment plus à Maritain qu'à Marx. (...) La majorité des militants catholiques va privilégier l'opposition au capitalisme libéral plutôt que l'acculturation démocratique, continuant ainsi la tradition intransigeante<sup>101</sup> ».

En développant un militantisme qui englobe une dimension agrarienne et apostolique, le mouvement fait la jonction entre la religion et la terre qui reste pour nombre de jacistes une ressource identitaire vivifiante. Ainsi, en renouvelant la « fierté d'être paysan » et en « naturalisant » le lien entre religion et agriculture, dans une conception où l'unité du « monde » rural reste un idéal et sa prise en charge une aspiration collective pour les catholiques, la JAC offre un soubassement théorique et un cadre légitimant solides à des responsables qui s'estiment prêts à passer à l'action pour conquérir l'organisation agricole et la cité.

---

101 SORET Jean-Hugues, *Philosophie de l'Action-catholique...*, op. cité, pp. 444-445.





# Conclusion

« 80 ans qu'on change le monde et on ne va pas s'arrêter là ! » proclamait le MRJC à l'occasion de l'anniversaire de sa création en 2009. Si le projet initial de la JAC visait en effet à changer le monde, il ne semble pas pour autant que ce soit dans la même dynamique ni dans la même direction que celles qui, aujourd'hui, ont cours dans le mouvement, nouvellement nommé en 1961.

Nous avons pu observer dans quelle mesure la naissance et le développement de la JAC/F révèlent des enjeux sociaux, culturels et même politiques. Du côté masculin le mouvement apparaît avant tout comme le prolongement des patronages du début du siècle où le contexte politique de marginalisation de l'Église, lié tant au processus de sécularisation de la société qu'aux campagnes de l'État pour imposer la laïcité dans les années 1900 puis 1920, rend nécessaire la concession d'une « mission sociale » à la jeunesse catholique. Les stratégies déployées par l'Église, qui tente de se rendre utile aux populations qu'elle prétend enrôler, s'appuient sur la soif de reconnaissance et de formation d'un milieu agricole, mais également sur le sens donné à un engagement social, produit d'un syncrétisme entre militantisme agricole et militantisme religieux et entre action civique et action spirituelle. Si cette stratégie est notamment formalisée dans le cadre de l'Action catholique, elle puise ses racines dans le projet du catholicisme social, porté à la fin du XIX<sup>e</sup> par une noblesse contestée mais associée à la florissante bourgeoisie qui, s'appuyant sur des traditions d'évergétisme et de paternalisme, tentent de maintenir et de conquérir une clientèle à la fois dans le champ rural et dans le champ religieux. Du côté féminin c'est bien cette continuité qui est mise en évidence par l'étude de la structuration des Vaillantes du Jura, de la JAC et de la JACF. Les femmes semblent ici perpétuer — ou tenter de le faire — l'héritage familial en entretenant le capital social et symbolique de la lignée. Si la réussite est certaine pour une partie d'entre elles, Hélène de Villeneuve-Bargemont et Amélie Milcent-Meyssonnier notamment, la plupart sont peu à peu évincées des instances dirigeantes du mouvement au profit de jeunes filles principalement issues de la bourgeoisie agricole du département.

A la question de savoir comment la JAC a mobilisé, nous serions tentée de faire un détour par une autre question : « qui la JAC/F a-t-elle mobilisé ? ». Si, du côté féminin, c'est, en premier lieu, avant tout des femmes de la noblesse et de la bourgeoisie industrielle et



intellectuelle pour les raisons évoquées précédemment, c'est ensuite des jeunes filles détenant dans les microsociétés villageoises, si ce n'est à une échelle plus large, un certain prestige. Nous avons démontré comment dans une dynamique circulaire la JACF distingue avant tout des individus qui détiennent un capital économique et social important en leur offrant des opportunités et des ressources qui sont mises au service de la collectivité, mais également des rétributions symboliques individuelles. Du côté masculin, à ces rétributions symboliques, qui pourront devenir des ressources sociales importantes mobilisables ultérieurement, s'ajoute une formation professionnelle toujours envisagée dans une dimension apostolique, qui est à la fois procédé de recrutement et promesse d'ascension sociale pour les « bons militants », c'est-à-dire les « bons chrétiens ». Le champ religieux dans lequel évoluent les mouvements se révèle ainsi porteur d'enjeux de pouvoir par les carrières qu'il permet et les ressources sociales et symboliques qu'il est susceptible d'offrir. Cela révèle que les hiérarchies des sociétés rurales sont loin d'être immuables et que l'engagement et la prise de responsabilité dans les mouvements catholiques peuvent être vecteurs de qualification ou de disqualification de certains groupes sociaux et de certains individus. Par le même biais, notre étude révèle justement la diversité des sociétés rurales et contribue à mettre en lumière leurs hiérarchies.

En effet, l'étude des parcours militants rend compte des diverses ressources des individus et de la diversité économique et sociologique des paysans et des ruraux. Nous avons pu ici esquisser une typologie pour distinguer les différents degrés d'engagement. L'exercice était difficile et si nous nous sommes contentée de distinguer les dirigeants, les responsables, les militants et les suiveurs épisodiques avant tout sur des critères de position dans l'organisation et de rapport aux activités du mouvement, c'est avant tout parce que les sources ne permettaient qu'une approche relativement désincarnée pour des individus qui s'évaporeraient rapidement des archives du fait de leur jeune âge et des possibilités qu'il offrait. En travaillant de manière plus qualitative sur la pratique religieuse et l'expression du sentiment religieux qui distingue assez clairement les dirigeants et responsables des militants et des sympathisants, nous sommes néanmoins parvenue à mettre en lumière une typologie du rapport au religieux qui se révèle comme facteur fondamental de la typologie du militantisme dans le cadre d'un mouvement d'Action catholique. Ainsi, entre les « militants du Christ » poussés à agir « en tant que chrétiens<sup>1</sup> » dans la société et participant effectivement à l'apostolat hiérarchique et les

---

<sup>1</sup> MARITAIN Jacques, *Humanisme intégral. Problèmes temporels et spirituels d'une nouvelle chrétienté*, Paris, Fernand Aubier, 1936

« militants du mouvement » faisant avant tout œuvre de propagande et d'exemplarité dans leur vie privée, la frontière reste mince et perméable, mais perceptible. Le traitement intégral des activités des jacistes dans une base de données et un suivi longitudinal des individus dans puis à l'extérieur du mouvement permettrait sans doute d'approcher avec plus de justesse les acteurs du mouvement tout en mesurant le poids de ce dernier dans leur parcours de vie. Pour l'heure nous avons pu avant tout observer que le mouvement ne fait que confirmer l'idée que les dirigeants et responsables du mouvement ont des « prédispositions héritées<sup>2</sup> » à l'engagement social et que la JAC a avant tout renforcé des positions de pouvoir que leurs pères détenaient à une échelle plus réduite et auxquelles leurs familles aspiraient.

La question du militantisme a été soulevée par l'analyse des prédispositions et des aspirations des acteurs, par celle des discours portés par le mouvement, mais également par celle des pratiques militantes. Celles-ci éclairent l'histoire des femmes par l'analyse de leur quotidien militant, de leur vie religieuse et de leurs marges de manœuvre sinon de leur pouvoir dans la société rurale et dans l'Église des années 1920-1930. Si la soumission à la domination masculine et cléricale reste sensiblement la norme pour les jeunes filles issues des paysanneries, nous avons souligné qu'il en allait autrement pour les femmes issues des classes supérieures et pouvant estimer tirer une légitimité de leur ascendance engagée au service du milieu rural ou de leurs compétences acquises par la formation à l'image de Thérèse Corneille, directrice du pensionnat pour jeunes filles de la Providence à Dole. Dans le milieu agricole plus aisé, l'investissement parental en direction de la JACF semble de mise et met à bas l'hypothèse d'une société exclusivement patriarcale où les jeunes filles ne pourraient pas prétendre à des aspirations sociales et professionnelles. Si l'on excepte Marguerite Clavez et Marie-Louise Vélon, ces aspirations sont loin de s'être réalisées pleinement, bien qu'il faille considérer qu'un « bon mariage », avec un jaciste ou un homme qui partage les vues de sa femme, puisse être une réelle ambition dans les années 1930. Ici encore un suivi longitudinal des jacistines, notamment Après-guerre, permettrait de rendre compte de manière plus précise du rôle social que le mouvement a pu jouer dans leur vie et leur rapport au monde. Dans tous les cas, pour toutes les militantes et dans une moindre mesure pour les sympathisantes, les pratiques portées par la JACF ont clairement modifié leur quotidien, qu'il s'agisse du rapport à l'espace, au temps et surtout à la réflexion religieuse qu'elles saisissent et s'approprient distinctement et fermement.

---

<sup>2</sup> LE GUEN, Roger, « La place de la JAC dans la transformation des exploitations agricoles », Angers, École supérieure d'agriculture, ronéotypée, septembre 1979, p. 68.

Nous avons pu néanmoins nous interroger sur l'effectivité d'un engagement plein, entier et volontaire pour toutes, celui-ci pouvant être perçu comme la résultante « d'une attente culturelle généralisée<sup>3</sup> » répondant à une contrainte ou une pression sociale dans le cadre de l'interconnaissance villageoise. Cette question reste entière également pour les garçons et au final il reste probable que la JAC comme la JACF aient pu en grande partie mobiliser par conformisme et obligation morale chez les militants et les suiveurs épisodiques pour constituer un mouvement d'ampleur aussi importante. Pour les dirigeants et responsables néanmoins, il semble que le projet jaciste trouve écho dans le contexte de l'Entre-deux-guerres chez des jeunes qui aspirent à la reconnaissance de la société englobante et à l'élévation sociale, comme en témoigne le succès des EAC. Le projet initial du catholicisme social agrarien est pleinement réinvesti par l'Église pour répondre à aux attentes et aux aspirations des populations rurales comme le crédit mutuel agricole et le syndicalisme avaient pu le faire fin XIX<sup>e</sup>. Si les discours de défense communautaire sont mis en avant et peuvent fonctionner, c'est également parce qu'ils ont du sens dans le Jura rural du début du siècle : la culture de l'engagement catholique et celle de l'engagement agricole restent vivaces dans le pays du Sillon et des fruitières.

Cette volonté de réunir ces deux traditions, si elle trouve écho dans le Jura, reste nationale. Le travail sur la dimension apostolique de l'agrarisme et sur la dimension agricole du catholicisme est au cœur du mouvement. La volonté de produire une élite rurale va sans cesse de pair avec celle de rechristianiser le milieu. C'est le projet du catholicisme social et de l'ACS d'infiltrer le référentiel catholique par capillarité dans tous les champs sociaux et notamment dans le champ professionnel et civique. Cette stratégie, que l'on pourrait estimer de survivance, entraîne des changements tant dans les pratiques religieuses que dans le rapport à l'agricole et au rural. D'une volonté initiale d'encadrement et d'apostolat, le mouvement opère ainsi, et ce dès les années 1930, une mutation du paradigme agrarien.

Si la matrice du catholicisme intransigeant auquel appartient le catholicisme social irrigue l'investissement dans l'associationnisme des agrariens conservateurs et s'inscrit pleinement dans le projet de contre-société catholique portée par l'Église dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la JAC renouvelle le rapport entre terre et religion dans le contexte de la fin des années 1920. En développant un attirail de référence visant la survalorisation idéologique du

---

<sup>3</sup> BECKER Howard, « Sur le concept d'engagement », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], 11 | 2006, mis en ligne le 28 septembre 2008, consulté le 11 octobre 2016.

rural autour d'un passé symbolisant un ordre stable et solidaire face à un avenir inquiétant et en prônant un système de valeurs fondant un ordre social conservateur qui justifie une valeur différentielle par rapport à l'urbain, le mouvement crée la jonction entre une prétendue « crise rurale » et la « crise religieuse », plus réelle, pour se positionner comme protecteur et rédempteur. La JAC assigne ainsi à ses membres la fonction de préservation des valeurs agrariennes et catholiques perçues comme constituant « l'ordre éternel des champs » dans un contexte qu'elle estime de déclin moral. L'étude des discours et surtout des enquêtes qui, par des questionnaires inductifs, véhiculent tant l'idée du déclin de « la civilisation paysanne » que la nécessaire revitalisation spirituelle et matérielle du milieu agricole, nous a permis de mettre au jour les dynamiques d'une diffusion capillaire d'un agrarisme renouvelé. Mais au-delà du déploiement et de la vulgarisation de l'idée d'une civilisation rurale chrétienne, rempart luttant contre la décadence nationale, le mouvement a su offrir les ressorts d'une action dans ce sens *via* la formation agricole censée faire émerger une élite agricole compétente professionnellement et avancée spirituellement pour diffuser le catholicisme dans la société. Avec une conception du militantisme qui englobe une dimension agrarienne et apostolique et autour d'un projet de régénération sociale, la JAC et par extension l'Église entend ainsi asseoir et conforter son emprise sur des populations qu'elle pense lui échapper. La coloration catholique de l'agrarisme développée par la JAC pourrait être lue à bien des égards dans l'évolution du paradigme dans la deuxième partie du XX<sup>e</sup> siècle.

Si aujourd'hui l'agrarisme n'apparaît plus comme un paradigme structurant, la persistance des thèmes et du référentiel agrarien ne fait aucun doute comme en témoignent les lieux communs sur la spécificité du rural utilisés dans les médias<sup>4</sup> et la convocation du « mythe terrien » dans les discours politiques<sup>5</sup> et la publicité<sup>6</sup>. Les nombreuses mobilisations de l'image d'un rural essentialisé et immuable s'expliquent peut-être dans un contexte de perte de repères identitaires et de quête effrénée du « moi »<sup>7</sup> ou de crise de l'idéal de progrès. Et si la « terre » n'est pas convoquée, cela ne présuppose en rien de la disparition de ses porte-paroles qui peuvent s'exprimer au nom du « patrimoine » ou de « l'environnement » dans une dynamique

---

<sup>4</sup> Entre autres l'enquête « Y a-t-il une sagesse paysanne ? », *Philomag*, juillet 2012.

<sup>5</sup> « La France a un lien charnel avec son agriculture -- j'ose le mot --, avec sa terre. Le mot « terre » a une signification française et j'ai été élu pour défendre l'identité nationale française. (...) Eh bien, la terre fait partie de cette identité nationale française. Et cette identité nationale française est constituée notamment par le rapport singulier des Français avec la terre. » ; SARKOZY Nicolas, discours « un nouvel avenir pour notre agriculture », Poligny, 27 octobre 2009.

<sup>6</sup> En témoigne le slogan publicitaire du Crédit agricole : « le bon sens près de chez vous ».

<sup>7</sup> Voir à ce sujet le travail de François Purseigle qui montre comment de jeunes militants réactivent le mythe de « la terre matrice de la nation » en réponse à la crise identitaire ; PURSEIGLE François, « Visages d'une jeunesse 'néo-agrarienne' », dans CORNU Pierre, MAYAUD Jean-Luc, *Au nom de la terre...*, op cité, pp. 387-407.

qui peut volontiers remettre en cause l'anthropocentrisme. Si nous avons encore affaire à un « mythe terrien » qui se présente comme une « naturalité », s'interroger sur les modalités de sa construction apparaît nécessaire. C'est ce que nous avons tenté de faire en confrontant l'agrarisme à une observation plus réduite du jeu social, à ses réseaux d'acteurs, mais également à leurs pratiques. Tentant de mettre au jour l'ordre social qui s'exprime à travers le fantasme de la subjectivité de la terre, il nous a semblé que celui-ci reste celui d'une élite aspirant à l'encadrement des populations rurales<sup>8</sup> et d'un catholicisme intransigeant et offensif dans le cadre du milieu rural catholique des années 1920 et 1930. L'historicisation est ici imparfaite et mériterait d'être poursuivie par l'analyse de l'évolution du paradigme sous Vichy et à la Libération pour comprendre si la coloration catholique de l'agrarisme développée par la JAC peut être lue dans la deuxième partie du XX<sup>e</sup> siècle. Si l'agrarisme prétend représenter un corps social en mouvement et que ses acteurs se renouvellent, il faut néanmoins convenir que la spécificité du mouvement est d'avoir diffusé sa vision du monde dans de larges pans de la société rurale, catholique d'abord puis dans d'autres champs laïcisés, syndicaux, politiques et associatifs et qu'il peut rester en grande partie héritier de sa formalisation des années 1930. Il conviendrait ici encore d'observer à plus long terme les modalités de l'utilisation de l'agrarisme comme prétexte à l'engagement dès lors qu'être au service de « la terre » reste efficient pour prétendre représenter le milieu rural et que se maintiennent ceux qui se présentent comme les garants de son unité. Pour autant, loin de constituer un avatar de l'archaïsme, l'agrarisme aurait été le moteur de l'innovation et du développement agricole, notamment par son inscription dans une logique socio-économique de défense d'une communauté d'intérêts. Le dynamisme que lui insuffle l'Église et qu'il lui insuffle réciproquement révèle qu'elle s'engage de plain-pied dans la lutte contre les disqualifications sociales et culturelles du milieu rural.

Est-ce à dire que l'ACS et la JAC permettent à l'Église de se moderniser ? Rien n'est moins sûr dès le moment où le projet global reste celui d'un catholicisme intransigeant qui ne semble accepter que des concessions sur la forme. Ainsi, ces transactions, celles de l'Église avec la modernité libérale peuvent se lire non pas dans le projet, mais dans les pratiques et les discours. Alors que l'ambition apostolique de la JAC reste typiquement intégraliste, « tout restaurer dans le Christ », ce sont en effet les usages pastoraux, la pratique militante ainsi que l'introduction de savoirs profanes dans la culture catholique qui ont pu contribuer à la modification de la matrice intransigeante. Si Yohann Abiven et Eugène Clavez se posaient déjà

---

<sup>8</sup> Qu'il s'agisse de l'élite déclinante de la noblesse alliée à celle de la bourgeoisie industrielle et intellectuelle aux débuts de la JACF ou de l'élite déjà en partie établie de la bourgeoisie agricole par la suite et pour la JAC.

la question de la métamorphose de l'intransigeantisme et y répondaient par l'affirmative estimant que « la préférence pour une méthode d'évangélisation (...) finit par porter, parfois à son corps défendant, des corollaires politiques » et que « l'étude des réalités terrestres fait basculer progressivement la doctrine de l'Église d'une stricte objectivité à une herméneutique largement intuitive <sup>9</sup> », ils se sont avant tout concentrés sur la praxis de l'Action catholique face au « progrès agricole ». Claude Grignon encourageait à s'interroger de manière plus globale d'une part sur la capacité des usages pastoraux à se constituer comme « facteurs endogènes de la maturation et de la modification de la matrice intransigente<sup>10</sup> » et d'autre part sur l'analyse des méthodes pédagogiques de la JAC qui « montrerait sans doute comment l'Église a pu constituer et marquer, à partir de l'habitus paysan "naturel" et dans son prolongement, l'habitus de l'agriculteur et du leader paysan moderne<sup>11</sup> ». Ce sont ces questionnements auxquels nous avons tenté d'apporter un nouvel éclairage en observant comment les discours et les pratiques de la JAC, toujours dans le cadre de son projet apostolique, l'avaient contrainte à des concessions avec la modernité libérale tout en parvenant à se positionner comme dépositaire et gardienne des « valeurs paysannes ». Les pratiques traditionnelles restent le socle du mouvement, mais le développement du modèle chrétien ainsi que la méthode des enquêtes ouvrent la voie à une spiritualité de l'action dont le changement social devient le corollaire. L'expérimentation d'une religion plus incarnée et le sentiment offert aux militants d'être des acteurs de l'Église permet sans doute à la JAC/F de freiner le processus de sécularisation du moins dans les franges de la population clairement acquise à l'Église, sinon en modifiant « l'habitus paysan<sup>12</sup> », du moins en distillant un « langage militant », un modèle de l'exemplarité paysanne et une spiritualité de l'action qui puise son ardeur dans un agrarisme christianisé. Cet ensemble peut tenir lieu de caution morale à plusieurs générations de militants et dirigeants paysans qui encore dans les années 2000, s'estiment les « garants » de leur profession et implicitement d'une « civilisation rurale » bien que les références religieuses restent discrètes ou aient été gommées.

Le rôle des aumôniers dans ces transactions avec la modernité libérale aurait mérité d'être plus finement étudié. Le curé de paroisse, souvent fer de lance du mouvement dans les années 1930, peut-il être considéré comme un militant ? Ses aspirations sont-elles identiques à

---

<sup>9</sup> ABIVEN Yohann, CALVEZ Eugène, « Les avatars de l'identité catholique : les militants de la ruralité (1929-2000) » dans WACHE Brigitte (dir.), *Militants catholiques de l'Ouest. De l'action religieuse aux nouveaux militantismes, XIXe-XXe siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004, 250 p pp. 67-103

<sup>10</sup> GRIGNON Claude, « Sur les relations entre transformations du champ religieux et les transformations de l'espace politique », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 16, septembre 1977, pp. 3-34, p. 11.

<sup>11</sup> Ibidem, p. 18.

<sup>12</sup> Selon l'expression utilisée par Claude Grignon, op cité, p. 18.

celles des jacistes ? L'ébauche de notre travail sur la question met en lumière des prêtres majoritairement issus du milieu agricole, relativement jeunes, fortement attachés à leur territoire jurassien et héritiers d'une culture de l'engagement. Une étude plus approfondie à l'image de celle menée sur les militants et militantes permettrait sans doute de montrer que le directeur des œuvres, Just Pouillard, s'est appuyé sur tout un réseau relativement homogène de curés qui pourraient être considérés, dans le contexte des années 1930, comme relativement ouverts dans leurs pratiques pédagogiques et dans la place qu'ils ont accordée aux laïcs dans la mission apostolique. Si dans le diocèse de Saint-Claude, être « aumônier de la JAC », ne constitue pas un fait notable, un élément d'une carrière ecclésiastique<sup>13</sup>, ni même un élément d'une « carrière militante<sup>14</sup> » — puisque le prêtre n'est pas considéré comme militant en dehors du sens religieux que l'on accorde à ce terme<sup>15</sup> — et qu'il s'agit tout au plus d'une preuve de dévouement aux populations rurales, les aumôniers n'en restent pas moins des acteurs du mouvement. Éclaircir le rôle et la place des aumôniers dans le mouvement permettrait sans doute de comprendre comment des éléments endogènes à l'Église ont pu agir dans le sens d'une évolution de la matrice intransigeante et d'interroger à nouveau l'expression de « promotion collective » du milieu rural. Il serait sans doute possible de répondre à ces questions en travaillant sur leurs origines sociales, en interrogeant leurs prédispositions à l'engagement, en observant les réseaux de sociabilité dans lesquels ils évoluent et en suivant leur carrière ecclésiastique pour observer si leur rôle est réellement moteur dans le lancement et le maintien des sections. Alors que des sections fonctionnent sans prêtre résident, à l'image des Essarts, d'autres semblent œuvrer à l'écart voire en opposition, comme Lavigny où le curé n'assiste à aucune réunion. L'observation à l'échelle micro permettrait sans doute d'être plus précis pour cerner la diversité des dynamiques en présence.

Étudier une population dans son ensemble sur un territoire plus restreint comme celui de la commune permettrait de rendre plus finement compte de la diversité des dynamiques qui animent le milieu et les choix et possibilités auxquels étaient confrontés les jeunes ruraux. La réduction de la focale permettrait ainsi de rendre compte de manière précise des capitaux dont disposent les individus ainsi que des stratégies qu'ils mobilisent dans leur engagement au sein du mouvement jaciste. Également elle nous permettrait d'entrevoir les irrégularités et les régularités dans le fonctionnement de la section, d'appréhender les différents contextes

---

<sup>13</sup>Excepté pour les aumôniers fédéraux

<sup>14</sup>FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian, PECHU Cécile, (dir) *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de la fondation nationale de sciences politiques, 2009, pp. 86-87.

<sup>15</sup>« Militant » : « qui passe sa vie terrestre à lutter contre les tentations du monde pour respecter les préceptes de l'Évangile », selon le dictionnaire de l'Académie française, neuvième édition.

religieux, économiques et politiques de manière plus pertinente, de situer les individus qui les composent dans différents réseaux sociaux et de rendre compte de la totalité des éléments susceptibles d'entrer en jeu dans la création, la pérennisation ou la disparition d'une section jaciste. Loin d'être uniforme et même uniformisateur le mouvement jaciste se doit d'être resitué dans différents contextes pour que puisse être appréhendés plus finement son poids et sa signification sociale.

C'est toujours cette échelle d'observation qui permettrait de rendre compte des marges et des exclus du mouvement. Pour qualifier la JAC et rendre compte de sa potentielle représentativité, il conviendrait d'analyser plus finement les raisons de l'engagement comme « suiveur épisodique », identifier les opposants — souvent non catholiques, mais pas seulement — et interroger le rapport du mouvement aux migrants, Suisses et Italiens pour le département. L'exclusion apparaît à première vue sociale puisque si le Jura rural n'est plus dans une logique de subsistance se maintient une paysannerie pauvre et moyenne qui ne dispose pas de suffisamment de temps libre à consacrer à l'engagement et d'intérêt à l'acquisition d'un capital social ou symbolique. Interroger le rapport au mouvement de cette autre jeunesse rurale permettrait sans doute de mesurer plus pleinement ses apports pour la société rurale et de contribuer à répondre à la question « qu'est-ce que la JAC ? ». La démarche comparative entre jacistes et non-jacistes dans le cadre d'un suivi longitudinal aiguïserait la connaissance sur la portée du mouvement et éclairerait la question du poids effectif des jacistes dans les évolutions ultérieures du milieu rural, notamment Après-guerre. Nous rejoignons ici David Bensoussan qui estimait que « « L'Entre-deux-guerres apparaît bien comme une période décisive dans l'histoire des campagnes françaises, dévoilant des phénomènes historiques qui s'inscrivent dans une temporalité plus longue » et appelant à poursuivre la recherche en direction de « l'étude des continuités générationnelles entre les années 1930, la période de Vichy et les deux premières décennies de l'après-guerre lorsque la paysannerie est confrontée aux défis de la modernisation<sup>16</sup> ».

À l'heure où le militantisme, entendu dans le sens d'engagement au service d'une vision du monde, manque d'acteur et semble disqualifié par une société qui se complaît avant tout dans le profit et l'épanouissement individuel, le récit de l'historien permet tant de prévenir les

---

<sup>16</sup> BENSOUSSAN David, « Les droites en Bretagne dans l'Entre-deux-guerres. Tensions et déchirements dans un monde catholique et rural », dans *Ruralia*, n° 14, 2004.



enthousiasmes par trop lyriques de certains mouvements en déconstruisant les discours et les stratégies portées par ses acteurs que de repenser les modalités de mobilisation.





# Sources et méthodes pour une histoire de la JAC

## I « Faire son miel de toute fleur »<sup>1</sup>

Travailler sur une période récente de l'histoire et sur un mouvement d'Église soulève d'emblée la question des archives et de leur accès. Si l'on peut supposer que le XX<sup>e</sup> siècle est assez fourni en documents divers c'est sans compter que les archives contemporaines le sont trop pour être accessibles : soit elles sont considérées comme personnelles, puisqu'elles concernent une période dont les acteurs sont encore en vie, soit elles sont jugées dénuées d'intérêt à cause, justement, de la présence de survivants, ou du fait qu'elles ne concernent pas un objet d'étude jugé « prestigieux », notamment les grands conflits du siècle. L'approche d'un mouvement d'Église suppose également le recours à des archives privées, en vertu de la Séparation de 1905, à moins qu'un dépôt n'ait été effectué par des acteurs dans les archives publiques, ce qui ne fut pas le cas dans le Jura. Nous disposons donc de deux ressources pour accéder à des archives du mouvement : le diocèse de Saint-Claude et les anciens militants.

L'archiviste diocésain se trouva désemparé à l'annonce de nos recherches. Peu de documents avaient été conservés et ils restaient non inventoriés et relativement mal classés dans les dossiers 4K1, 4K2 et 5K3. Outre les feuillets épars et quelques brochures nationales, le bulletin de liaison entre les sections de la fédération jaciste du Jura, *En Cordée*, avait été conservé dans son intégralité de 1945 à 1962 et *Les Vaillantes du Jura*, bulletin de la fédération diocésaine des jeunes filles de manière relativement complète de 1926 à 1946. Nous espérons mettre la main sur le mensuel *Nenni ma foi!*, le bulletin de la jeunesse rurale du département, créé en 1919 et devenu, à partir de 1941, *Jeunes du Jura*<sup>2</sup>, jusqu'à sa disparition en 1962. Le journal est resté introuvable aux archives diocésaines

---

<sup>1</sup> Pour reprendre la célèbre analogie de Lucien Febvre : « L'histoire se fait avec des documents écrits, sans doute. Quand il y en a. Mais elle peut se faire, elle doit se faire, sans documents écrits s'il n'en existe point. Avec tout ce que l'ingéniosité de l'historien peut lui permettre d'utiliser pour fabriquer son miel, à défaut des fleurs usuelles. Donc avec des mots, des signes. Des paysages et des tuiles. Des formes de champs et de mauvaises herbes. (...) D'un mot, avec tout ce qui, étant à l'homme, dépend de l'homme, sert à l'homme, exprime l'homme, signifie sa présence, l'activité, ses goûts et les façons d'être de l'homme », FEBVRE Lucien, *Combats pour l'histoire*, Paris, Éditions Armand-Colin, 1953, p. 428. Nous entendons également pour cette expression, outre le recours à des documents autres qu'écrits (dans notre cas surtout sources iconographiques et sources orales), le recours à des documents extérieurs au mouvement étudié, qui peuvent, dans bien des cas, être considérés comme des fleurs « inusuelles ».

<sup>2</sup> Il y aura un autre changement en novembre 1946 : *Jeunes du Jura* fusionne avec *Les Vaillantes*, bulletin de la jeunesse

jusqu'en 2012 alors que nous avons réussi à constituer une collection, encore incomplète, en arpentant les archives départementales du Jura<sup>3</sup>, du Doubs<sup>4</sup>, des militants<sup>5</sup> et surtout de la Bibliothèque nationale de France (BNF)<sup>6</sup>.

Nous pensions aussi que certaines archives du mouvement avaient pu être déposées aux archives départementales du Jura, puisque trop peu de choses se trouvaient au diocèse mais il n'en était rien. Nous décidâmes alors de joindre le MRJC départemental et régional, qui, semblait-il, devait garder de nombreuses traces de la JAC<sup>7</sup>. Armée d'une lampe de poche et guidée par des responsables régionaux du MRJC franc-comtois, nous avons constaté que la cave du grand séminaire de Besançon ne recelait les archives du mouvement qu'à partir des années 1965-1970. Au même moment, le responsable jurassien nous apprit par téléphone l'échec de sa recherche dans les locaux du mouvement départemental. Après avoir contacté toutes les bibliothèques municipales du département, l'archevêché de Besançon et même celui de Lyon, nous dûmes nous rendre à l'évidence : hormis *En Cordée*, le bulletin de liaison de la fédération, *Jeunes du Jura*, *Les Vaillantes du Jura* et quelques documents épars, nous disposions de trop peu d'archives.

Nous avons prévu dès l'origine de faire appel aux anciens jacistes pour avoir accès à leurs archives privées : ce recours s'imposait après le relatif échec des recherches dans les différents dépôts. Deux anciens responsables du mouvement, Thérèse Tribut et Aristide Etiévant nous ouvrirent les portes de tout un réseau qui nous permit de contacter près de 86 militants. Une quinzaine de personnes possédaient encore des archives de la période, allant de la simple photo au carton entier de documents, qu'ils acceptèrent aimablement de mettre à notre disposition. C'était encore assez peu, du moins beaucoup moins que nos espérances : en effet, suite aux déménagements ou au manque de place, beaucoup ne possédaient plus aucun document relatif à leur engagement. Les lettres envoyées nous permirent aussi d'établir des contacts pour réaliser questionnaires et entretiens puisque nous avons jugé le recours à l'enquête orale nécessaire afin de compléter nos recherches concernant les aspects purement factuels de l'histoire du mouvement mais aussi et surtout dans l'optique de comprendre la JAC au travers de ses acteurs et de cerner leurs motivations, leurs idéaux et les apports du mouvement dans leur vie. 32 d'entre eux ont ainsi accepté de répondre à un questionnaire directif de douze pages,

---

catholique féminine du Jura: Il va ainsi se nommer *Jeunes du Jura Vaillantes*, mais l'appellation d'origine *Jeunes du Jura* continuera d'être la référence.

<sup>3</sup> Jeunes du Jura disponible de 1952 à 1962 outre quelques numéros épars en 1927, 1941, 1944 et 1949.

<sup>4</sup> *Jeunes du Jura*, disponible de 1952 à 1961, ADD.

<sup>5</sup> Voir l'état des sources des militants.

<sup>6</sup> La collection étant en mauvais état, la consultation est possible qu'à partir de 1935.

<sup>7</sup> Les anciens militants nous avaient parlé de la présence d'archives en 1979, lors de la célébration du cinquantième anniversaire de la JAC dans le Jura et en Franche-Comté.

d'ordre assez général<sup>8</sup> et 20 entretiens oraux ont été réalisés avec 29 anciens responsables et militants<sup>9</sup>. Si seulement 5 questionnaires et 7 entretiens ont été mobilisés pour le présent travail, les autres jacistes s'étant engagés pendant ou Après-guerre - donc en dehors de notre chronologie - ces métasources constituent néanmoins des données pertinentes pour la mémoire du mouvement et d'ultérieures recherches. Elles nous ont également permis de saisir dans un mouvement plus dynamique, l'état d'esprit général de la JAC sur une période certes hétérogène, mais où l'énergie militante reste sensiblement identique. Lors de nos déplacements pour réaliser les entretiens, nous nous sommes rendu compte que les anciens militants qui nous avaient affirmé ne pas posséder d'archives, avaient conservé quelques carnets de notes, des photos ou des feuilles volantes concernant le mouvement. C'est avec un grand étonnement qu'ils apprirent que ces documents pouvaient être importants pour notre recherche. En réalité, la plupart n'entendaient par le terme « archive » que les documents officiels du mouvement tels les circulaires ou les journaux. Ces seconds apports nous permirent d'ajouter à notre fonds de nouveaux éléments, d'autant plus précieux qu'ils étaient personnels. En parallèle deux personnes nous contactèrent<sup>10</sup> pour nous signaler qu'elles mettaient à notre disposition, l'une, une valise contenant de la presse nationale du mouvement, l'autre, un carton d'archives privées<sup>11</sup>. Ce dernier carton, apparemment issu des archives diocésaines, nous a permis notamment d'avoir accès à des documents de la fédération jurassienne de la JACF des années 1950, à des dossiers incomplets de deux aumôniers jacistes et à quelques feuilles volantes qui, bien qu'éparses et légères, nous ont donné des renseignements précieux concernant les relations de la JAC avec d'autres mouvements comme la Corporation paysanne ou le CDJA.

Ce travail de glanage des archives nous prit beaucoup de temps mais nous sommes finalement parvenue à constituer une base documentaire solide pour comprendre le mouvement jaciste jurassien d'autant plus qu'il n'a jamais cessé jusqu'au début de la rédaction de cette thèse. Au fil des années nous avons pu ainsi étoffer cette collection d'archives notamment avec celles d'Henri Richard en 2010, de Joseph Tribut en 2015 alors que nous découvrons de nouvelles brochures et journaux

---

<sup>8</sup> Questionnaire divisé en 7 sections : la vie au village/ la pratique religieuse et celle de votre famille/ situation économique, sociale et politique de votre famille/ vos engagements sociaux et politiques/ la JAC/F dans le Jura : organisation et activités/ influences philosophiques et littéraires de l'engagement jaciste/ la propagande de la JAC/

<sup>9</sup> Ces entretiens devaient être libres pour permettre aux anciens militants de s'exprimer totalement. Une feuille de route avait tout de même été préparée, mais dans plusieurs cas, les entretiens pouvaient être considérés comme semi-directifs, parce que les entretenus étaient en attente de questions et ne s'exprimaient pas très longuement sur les divers sujets : nous avons donc dû intervenir à de nombreuses reprises pour obtenir des précisions et relancer la discussion sur les sujets qui nous intéressaient.

<sup>10</sup> Il s'agit de Thérèse Regard de Saint Lothain et de Rémy Gaudillier de Champagnole à qui nous renouvelons notre profonde reconnaissance, ainsi qu'à Daniel Petit, aumônier actuel du MRJC qui nous a mis en contact.

<sup>11</sup> Ce carton, transmis à Rémy Gaudillier par l'abbé Philippe Adellon il y a une dizaine d'années, contenait plusieurs dossiers (plusieurs archives privées de militants, d'aumôniers et d'autres dont l'origine ne peut être vérifiée) qui devaient faire l'objet d'études qui n'ont pas abouti. Il a ainsi été déposé courant mai 2008 aux archives diocésaines de Saint-Claude.

nationaux et de nouveaux cartons non classés aux archives diocésaines notamment un dossier de photographies du congrès de la jeunesse rurale de 1951<sup>12</sup> et surtout celui de la correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, secrétaire de la JACF dans les années 1930, en 2013. Cette dernière découverte, d'environ 500 lettres écrites à la secrétaire diocésaine entre 1935 et 1938 par des responsables, militantes et sympathisantes jurassiennes mais également des responsables nationales et des aumôniers jacistes, nous a permis d'accéder à un entre-soi militant et a réorienté en grande partie notre chronologie et affiné nos questionnements.

À l'origine de nos recherches nous nous sommes donc principalement concentrée sur les archives du mouvement qui étaient toutes des archives privées. C'est que le repérage et l'exploitation de ce type d'archives nous ont paru nécessaires dans un contexte dans lequel les particuliers ne font guère cas de leurs « vieux papiers ». Ainsi de nombreux jacistes nous ont avoué avoir brûlé ou jeté de nombreux documents assez récemment<sup>13</sup>, soit par manque de place soit suite à un décès ou un déménagement. L'urgence de la situation nous apparut telle que nous décidâmes de nous concentrer sur la recherche de sources exclusivement jacistes, dans l'espoir de sauver un patrimoine s'amenuisant de jour en jour. L'acuité de cette recherche nous a posé deux problèmes : le premier, comme nous le constaterons dans l'état des sources, est la nature disparate des documents découverts, tant dans leurs origines (nationale, fédérale, locale) que dans leur contenu (loisirs, formation professionnelle, religieuse...). Outre le nécessaire tri de ces sources éparses, il a fallu chercher un moyen optimal de conservation : par la photocopie ou la photographie<sup>14</sup>. Mais le principal problème posé par notre recherche est avant tout que nous avons eu affaire à des documents, la plupart du temps officiels, mais toujours produits, élaborés, par les acteurs du mouvement, les jacistes, et donc offrant une vision lisse et consensuelle sur le mouvement lui-même. Le type de sources auxquelles nous avons eu à faire nous a donc dirigée, dans un premier temps, lors de notre Master 1, vers une approche chronothématique. Notre objectif était de déblayer le terrain, de rendre compte de la JAC jurassienne et de ses activités. Si nous nous sommes plus longuement arrêtée sur les aspects culturels, tels que les loisirs, la pédagogie du mouvement, ou plus généralement les activités jacistes, c'est avant tout parce que les sources étaient les plus riches sur ces thèmes. Avec les questionnaires et les entretiens aux

---

<sup>12</sup> Une collection de 270 photographies professionnelles prises à l'occasion du congrès de la jeunesse rurale en 1951.

<sup>13</sup> Quelle ne fut notre frustration lorsque, contactant une ancienne militante par téléphone, nous apprîmes que son mari, également militant, décédé dans les années 1990 avait conservé de nombreux documents écrits et photographiques de la JAC, qu'elle venait tout juste, deux semaines avant notre appel, de décider de jeter...

<sup>14</sup> Nous avons été confrontée à de nombreux problèmes techniques (batterie appareil photo, manque de place sur carte sim, photographies floues...) qui nous ont empêchée de conserver la totalité des données, en sus du fait que d'anciens jacistes n'étaient pas disposés à nous donner l'accès à la totalité de leurs archives (notamment les photographies personnelles ou les carnets de notes). La plupart des archives ont été découvertes lors de nos déplacements pour des entretiens : nous ne savions pas à quoi nous attendre avant de voir les militants ouvrir leur album de photographies ou leur pochette de documents.

anciens jacistes, nous avons néanmoins tenté de sortir d'une approche événementielle afin de comprendre et d'analyser le discours des anciens militants dans une perspective d'histoire des représentations et de sociogenèse de l'engagement. Mais le discours tenu par les acteurs de la JAC a bien souvent fait écho à nos documents écrits, le panel retenu étant constitué des acteurs les plus visibles dans les sources et les réseaux du mouvement. Il apparaît donc relativement logique que ces responsables nous aient tenu un discours quasiment uniforme sur la JAC, avec cependant quelques variations concernant leurs motivations personnelles, d'autant plus que pour la plupart, la JAC a pu être un tremplin dans leur carrière militante et même professionnelle puisqu'ils ont exercé de nombreuses responsabilités par la suite, dans leur paroisse, leur commune et surtout dans leur profession.

Le type de sources utilisé oriente en grande partie l'élaboration du discours de l'historien même si sa recherche est avant tout déterminée par les questions qu'il leur pose. Ainsi, comme le notait Robin George Collingwood, « les données d'un côté, et les principes d'interprétation de l'autre, sont les deux éléments de toute pensée historique. Mais ils n'existent pas séparément pour se combiner ensuite. Ils existent ensemble ou pas du tout. L'historien ne peut pas récolter les données dans un premier temps et les interpréter dans un second. C'est seulement quand il a un problème en tête qu'il peut se mettre à la recherche de données qui s'y rapportent. N'importe quoi n'importe où peut lui servir de données s'il est capable de trouver comment l'interpréter. Les données de l'historien sont la totalité du présent. Le commencement de la recherche historique n'est donc pas la collecte ou la contemplation de faits bruts non encore interprétés, mais le fait de poser une question qui mette à la recherche de faits qui puissent aider à y répondre. Toute recherche historique est focalisée de cette façon sur une question ou problème particulier qui définit son sujet.<sup>15</sup> ». Ainsi, après avoir privilégié une approche du mouvement par le mouvement, nous avons fait le choix de prendre un certain recul, de sortir de cet assoupissement de l'esprit critique dans lequel nous avait entraînée cette claustration dans les représentations et les discours de la JAC, pour nous ouvrir à des sources extérieures au mouvement en nous demandant quelle était la signification du mouvement jaciste dans la société jurassienne des années 1930 aux années 1960 et surtout quels en étaient ses acteurs. Appréhender la question du sens du militantisme jaciste en interrogeant l'identité sociale des acteurs nous ouvrit ainsi à de nouvelles perspectives archivistiques.

Le dépouillement systématique de *La Semaine religieuse du diocèse de Saint-Claude* entre 1929 et 1960 et des enquêtes canoniques des années 1930 et 1940<sup>16</sup> a amélioré notre connaissance du contexte

---

<sup>15</sup> COLLINGWOOD Robin George, « The philosophy of History », in *Historical Association Leaflet*, n° 70, Londres, 1930, p. 14, cité par PROST Antoine, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Éditions du Seuil, 1996, pp. 84-85.

<sup>16</sup> Les deux séries d'enquêtes canoniques que nous avons dépouillées concernent toutes les paroisses du département du



religieux du diocèse et a rendu visibles les diverses Œuvres de jeunesse et mouvements d'adultes ayant côtoyé la JAC/F ; l'incursion dans les archives de la FNC et de la LPDF nous offrit la possibilité de démêler les tensions existantes entre ces organisations et le mouvement jaciste naissant. Après avoir repéré les aumôniers et prêtres liés au mouvement, le dépouillement des *Ordos* annuels du diocèse et des dossiers nominatifs des prêtres a poursuivi la recherche sur les acteurs dans une perspective d'histoire sociale. Des questionnements autour de leur identité nous ont ainsi conduite à mobiliser des archives publiques.

Nous avons ainsi consulté les actes de naissance avec la sous-série 3E et les dénombrements de population avec la sous-série 6M afin de mieux saisir les prêtres liés au mouvement mais également les militants et les militantes que nous avons repérés et entrés dans nos bases de données. Une étude partielle des matrices cadastrales des propriétés non-bâties (série 3P), nous a permis de rendre compte de l'étendue des propriétés agricoles détenues par les parents d'une vingtaine de jacistes pour lesquels nous avons réalisé une courte biographie. Nous avons également entamé des recherches de plus grande ampleur aux archives départementales pour comprendre la perception du mouvement jaciste par les autorités préfectorales, le contexte du milieu professionnel agricole et élucider l'identité des militants notamment avec les séries M et W et la presse départementale entre 1920 et 1960. Les sous-séries 1M (administration de la préfecture) et 4M (police) nous permirent notamment de nous rendre compte de l'état de la surveillance des divers mouvements et associations et de révéler d'éventuelles proximités entre leurs membres alors que les archives administratives postérieures au 10 juillet 1940, classées en série W, nous offrirent de précieux renseignements notamment avec les rapports périodiques faits au préfet par la Direction des services agricoles (DSA) et avec les dossier du génie rural (304W), mais également avec les archives du cabinet du préfet concernant l'agriculture (247W), sur l'évolution du milieu rural et agricole jurassien. Ce sous-dossier nous offre notamment l'accès à une liste exhaustive des syndics et des syndics adjoints de la Corporation paysanne de l'ensemble du département, soit près de 500 noms, qui ouvre de nombreuses perspectives de recherche concernant le devenir de la première génération de jacistes. Les sous-série 7W, 23W et 77W sur les affaires économiques du département complétèrent ces renseignements et nous donnèrent ainsi une vision générale de la nébuleuse de syndicats et coopératives du département. Si les archives départementales jusqu'en 1950 sont relativement accessibles, à l'exception faites des registres d'état civil, une partie reste cependant non communicable. Nous n'avions donc aucun moyen de savoir si tel ou tel carton

---

Jura et sont datées de 1931 et de 1949. Mais en réalité les rapports sur les paroisses, qu'ils aient été écrits par l'évêque lui-même ou par un prêtre revêtu d'une "commission", ont été réalisés entre 1931 et 1935 pour la première série et entre 1949 et 1959 pour la deuxième série.

renfermait quelques documents concernant la JAC ou ses militants. C'est donc un peu à l'aveugle, procédant par intuition, que nous avons fait une demande de dérogation aux archives nationales pour avoir accès à quelques cartons. Notre choix s'est avant tout porté sur les archives des renseignements généraux classées en sous-série 1782 W et 2156 W. Nous pensions que ces dernières étaient les plus susceptibles de contenir quelques traces du mouvement, étant donné notamment leur forte proportion de dossiers concernant l'agriculture et le syndicalisme agricole. Si cette recherche n'a pas été très probante concernant la JAC, elle nous a néanmoins permis d'approfondir nos connaissances sur le contexte professionnel agricole jurassien, de collecter quelques renseignements sur les jacistes pour ultérieurement reconstituer des notices biographiques voire de nous rendre compte que le mouvement était très mal connu par les autorités publiques qui, ne le considérant pas comme « radical », ne semblaient guère s'en soucier. La série d'archives privées des archives départementales des familles Maréchal de Longeville (38J), Villeneuve-Bargemont (36J439-455), d'Alfred Bouvet (111J) et d'Albéric de Froissard (36J373-388), a complété nos recherches sur le syndicalisme agricole de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et de mieux cerner l'influence de ces familles dans le catholicisme social et au sein de la JAC et la JACF naissantes.

L'incursion dans les archives municipales de Lavigny, avant tout guidée par la volonté de réaliser une monographie de la section jaciste du village dans une perspective micro historique, a rendu possible la réalisation d'une notice biographique relativement complète d'un jaciste. Les listes électorales (1K3), les élections à la chambre d'agriculture (1K5-2), les élections municipales (1K4), les archives de la coopérative catholique (1S1), celles du bureau de bienfaisance (1Q3), de l'école (1R2), et l'accès, sans limite de temps aux actes d'état civil et aux dénombrements de population, ont précisé le contexte dans lequel s'est créée cette section dans les années 1930 et surtout d'identifier les réseaux et les engagements des parents voire grands parents des militants. Ce sont surtout les statistiques agricoles (2F1), nominatives et particulièrement bien conservées pour les années 1930 et 1940 qui indiquèrent les positions économiques occupées dans le village par les familles des jacistes et plus particulièrement par celle de Pierre Butin. Nous avons complété nos recherches sur le contexte villageois et les positions sociales et économiques de ces mêmes familles grâce aux archives privées de la fruitière fromagère<sup>17</sup>.

---

<sup>17</sup> Archives privées de la fruitière fromagère de Lavigny, rendue accessibles par le président de la fruitière en 2012, Christophe Rousselot. Ces documents ont été entièrement numérisés.

## **II Jeux d'échelles : du groupe à l'individu, du global au local. Discours de la méthode**

Notre recherche s'inscrit d'emblée dans l'axe du Laboratoire d'étude rural qui vise à éclairer « les acteurs du développement rural » au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Partant du présupposé, appuyé par l'historiographie, que la JAC constituait l'un des acteurs centraux de ce « développement rural » au XX<sup>e</sup> siècle, nous avons tout d'abord éludé la question de la nature même de ce « développement » en nous concentrant sur les concepts de « progrès » et de « modernité » qui nous paraissaient, dans leur confrontation tant à l'objet rural qu'à l'objet religieux, revêtir des enjeux heuristiques plus importants. L'objet d'étude reste néanmoins le même : il s'agit d'observer comment acteurs et groupes se recomposent et s'articulent afin de concourir à un projet de transformation sociale qui, s'il ne s'inscrit pas forcément dans une « modernité » qu'il reste à définir, participe de fait aux mutations du milieu rural.

Afin de cerner au mieux ces configurations d'acteurs, la démarche micro-historique nous est apparue comme la plus pertinente. Notre travail de Master 1 nous a fait prendre conscience des limites de l'approche départementale de la JAC mais également des limites du structuralisme qui suppose que les discours et les pratiques composent un système de signification, une logique englobante et totalisante. En effet, nous avons déjà souligné combien « l'humanisme technicien », cette réalité transcendante qui animerait le mouvement et ses individus, nous paraissait être, à la fois un outil de justification pour toute action du mouvement et de ses membres et, dans ce qu'il a d'insaisissable, la négation des individualités engagées. Le mouvement jaciste, comme toute entité collective reste avant tout composé d'une multitude d'acteurs. Ceux-ci développent des stratégies, mobilisent des ressources et ont des intérêts, qui composent des systèmes de signification différents ne pouvant pas seulement être appréhendés par des discours, mais bien par une analyse fine des configurations sociales. C'est avant tout la confrontation au terrain, le repérage d'irrégularités dans le fonctionnement des secteurs jacistes, la diversité du vécu des acteurs, celle de leurs interprétations et de leur sensibilisation à différents concepts et la difficulté à faire tenir notre présentation dans les cadres définis par les autres chercheurs qui nous ont amenée à nous poser la question de la pertinence de notre échelle d'observation et à nous tourner vers une approche qui rende compte de la complexité et de la diversité des groupes et des individus en offrant une lecture « par le bas » de phénomènes globaux.

La démarche micro-historique propose, en lieu et place de la démarche historique traditionnelle qui part d'un contexte global, souvent vaguement défini, pour situer et saisir son objet, de « constituer la pluralité des contextes nécessaires à la compréhension des comportements observés<sup>18</sup> », puisque « chaque acteur historique participe, de façon proche ou lointaine, à des processus — et donc s'inscrit dans des contextes — de dimensions et de niveaux variables, du plus local au plus global ». L'évidence de la complexité et de l'emboîtement des échelles religieuses nous a décidée à nous lancer dans un travail d'explicitation des différents cadres effectifs et de leurs relations. Comme le note Alban Bensa : « le contexte est immanent aux pratiques, il en fait partie. Il est donc impossible de le penser en termes de structure statique. Comme l'échange d'information, l'apprentissage ou la mobilisation de la mémoire, il n'est pas continu ni cohérent dans la durée, mais habité par de multiples contradictions et fractures internes<sup>19</sup> ». Il est donc nécessaire d'effectuer un travail préliminaire d'identification des jeux d'échelles, d'appréhension de leur dynamisme, avant de réaliser une réduction de la focale. Pierre Grémion<sup>20</sup> a déjà démontré la complexité des relations entre le centre et la périphérie au vu des possibilités d'interprétation et d'adaptation que ces relations permettaient. La multiplication des intermédiaires complexifie ce jeu social et doit être prise en compte pour comprendre au plus près les actions humaines. Ce qui doit être cerné ici, c'est bien la composition des intérêts locaux avec ceux de la logique centrale et ceux des différents intermédiaires. Si les logiques surplombantes de l'Action catholique spécialisée et de l'agrarisme doivent être mises au jour, elles sont cependant mouvantes et se recomposent au gré des interactions avec les projets des acteurs qui les portent et en fonction des multiples contextes politiques, culturels, sociaux et économiques globaux. Jean-Luc Mayaud notait que l'enjeu d'une histoire rurale comparée résidait avant tout dans le fait « d'interroger la manière dont les échelles s'ajustent et se désajustent, et dont les acteurs sociaux, économiques et institutionnels construisent leurs rapports réciproques dans l'espace, le jeu social et la dynamique historique<sup>21</sup> ». C'est dans cette optique que nous souhaitons travailler, en présupposant que chaque acteur s'inscrit dans différents contextes de dimensions et de niveaux variables, qu'il participe ainsi à l'histoire globale puisque « ce que l'expérience d'un individu, d'un groupe, d'un espace, permet de saisir, c'est une modulation particulière de l'histoire globale<sup>22</sup> » ;

---

<sup>18</sup> REVEL Jacques, « Micro-analyse et construction du social », dans REVEL Jacques (dir), *Jeux d'échelles...*, op. cité, pp. 15-36, p. 26.

<sup>19</sup> BENSA Alban, « Vers une anthropologie critique », dans REVEL Jacques (dir), *Jeux d'échelles...*, op. cité, pp. 37-70, p. 43.

<sup>20</sup> GRÉMION Pierre, *Le pouvoir périphérique*, Paris, Éditions du Seuil, 1976.

<sup>21</sup> MAYAUD Jean-Luc, « Introduction », dans MAYAUD Jean-Luc, RAPHAEL Lutz, *Histoire de l'Europe rurale contemporaine. Du village à l'Etat*, Paris, Éditions Armand-Colin, p. 14.

<sup>22</sup> REVEL Jacques, « Micro-analyse et construction du social », dans REVEL Jacques (dir), *Jeux d'échelles...*, op. cité, pp. 15-36, p. 26.

une approche préliminaire de tous les aspects de la vie sociale peut permettre d'encercler notre objet et de cerner au mieux le caractère inépuisable et contrasté de la réalité jaciste.

Si ce ne sont pas uniquement et forcément les évolutions de grande ampleur qui donnent à voir le sens des transformations sociales, la focalisation sur les individus apparaît pouvoir offrir une autre lecture du social. Jacques Revel notait que ce choix « doit permettre de saisir, au fil d'un destin particulier – celui d'un homme, celui d'une communauté, celui d'une œuvre -, l'écheveau complexe des relations, la multiplicité des espaces et des temps dans lesquels il s'inscrit.<sup>23</sup> ». Pour cerner les militants jacistes et le sens de leur engagement le recours à la démarche prosopographique semblait s'imposer d'autant plus que la JAC a souvent été présentée comme une « école » de formation à l'action collective, un moule dont seraient sortis la plupart des acteurs du milieu rural de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Si on se demande aujourd'hui comment justement ce même moule a « pu produire des gens et des engagements si différents » c'est à la fois parce que la plupart des études se concentrent sur les individus les plus marquants du mouvement, ne s'interrogent pas sur la réalité de « l'idéal-type » jaciste, et n'envisagent pas une approche sociale fine qui permette de mettre en perspective les capitaux dont disposaient les individus avant leur entrée dans le mouvement<sup>24</sup> avec les ressources acquises grâce à lui et avec le suivi de leurs parcours. Le recours à la prosopographie entendue ici comme mise en rapport de biographies et non comme une collection de simples notices biographiques, nous permet ainsi de ne pas réduire la JAC à un idéal type de responsable mais de rendre compte de la complexité sociale, économique et culturelle des individus qui la composent. Puisque ceux qui apparaissent uniformément comme « issus de la moyenne paysannerie » et de « simples militants » dont l'engagement a rarement dépassé le cadre cantonal ou départemental, ne partagent pas toujours le même capital social, les mêmes ressources et le même parcours professionnel et militant. Multiplier et comparer les biographies évite le biais d'une démarche modélisante, écarte le problème épistémologique du choix d'individus et tient à distance le risque pointé par Pierre Bourdieu de la « mise en sens » par la reconstitution biographique.

En effet, l'objectif poursuivi par cette méthode d'histoire sociale est de serrer au plus près les individus, de saturer au maximum les informations les concernant afin de broser une sorte de portrait collectif qui tienne compte de l'individualité des parcours et des expériences. Si pour l'histoire

---

<sup>23</sup> REVEL Jacques, « L'histoire au ras du sol », dans LEVI Giovanni, *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions Gallimard, 1989, pp. I-XXXIII, p. XII.

<sup>24</sup> La seule étude sur ce point reste celle de Sylvain MARESCA, largement cité dans notre historiographie : *Les dirigeants paysans*, Paris, Éditions de Minuit, 1983.

antique<sup>25</sup>, médiévale et moderne les études se rapportent à des catégories sociales supérieures<sup>26</sup>, c'est avant tout parce que les sources dont disposent les chercheurs ne rendent visibles que ces catégories. Pour la période contemporaine cependant la multiplication des archives concernant des individus relativement « ordinaires », comme les registres d'état civil, le cadastre, les dénombremments de population ou les archives notariales, permet de plus en plus l'accès à des données sérielles concernant les individus. Pour autant si l'on excepte *Le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, pertinemment surnommé le « dictionnaire des élites obscures » par Bernard Pudal<sup>27</sup>, encore peu d'entreprises s'attachent à recenser et à rendre compte de groupes situés au bas de l'échelle sociale. Les groupes sociaux les plus prisés, certainement parce qu'ils sont les plus visibles, voire les plus ou les seuls dignes d'intérêt pour certains chercheurs, restent très largement ceux qui détiennent un fort capital économique, qu'il s'agisse des universitaires<sup>28</sup>, des avocats<sup>29</sup> ou des élus<sup>30</sup>. Notre objectif de départ était de réaliser une prosopographie des jacistes afin de mieux cerner les chemins qui mènent à la JAC/F, mais aussi afin de créer une typologie des acteurs entre militants, sympathisants et suiveurs épisodiques. Il s'agissait alors de comprendre les modalités de l'engagement jaciste et ses différents degrés. Cependant l'approche prosopographique implique de pouvoir établir des notices biographiques en des termes comparables ce qui suppose de disposer de données similaires, pour tous les membres du corpus préalablement identifiés. Or, les états civils et les dénombremments de population dans le département du Jura ne sont accessibles, aux archives départementales, qu'avant 1936, et la plupart des archives concernant des individus toujours en vie, tels que les militants jacistes, sont inaccessibles. Nous ne disposons donc pas suffisamment de ressources sérielles relativement similaires pour brosser un portrait des jacistes jurassiens. Outre le problème d'accès aux sources, nous nous sommes également interrogée sur les biais que pouvait supposer une prosopographie de militants. En effet, seuls les militants les plus actifs sont les plus visibles. À défaut de disposer de

---

<sup>25</sup> PFLAUM Hans Georg, *Les carrières procuratoriennes équestres sous le haut-Empire romain*, 2 tomes, Paris, Éditions P. Geuthner, 1960 et 1962. Nous pourrions également citer l'entreprise de Prosopographie chrétienne du Bas-Empire qui a débuté en 1952 et a été fondée par Henri Irénée Marrou et Jean Rémy Palanque.

<sup>26</sup> TUDESQ André-Jean TUDESQ, *Les grands notables en France (1840-49), étude historique d'une psychologie sociale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1964 ; BERGERON Louis, CHAUSSINAND-NOGARET Guy (dir.), *Grands notables du premier Empire*, Paris, Édition du CNRS, 1978, ; CHARLE Christophe, NAGLE Jean, PERRICHET Marc, RICHARD Michel, WORONOFF Denis, *Prosopographie des élites françaises (XVIe-XXe siècles). Guide de recherche*, Paris, CNRS-IHMC, 1980.

<sup>27</sup> PUDAL Bernard, « Maitron (Jean), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Paris, Les Éditions Ouvrières, 1989 », dans *Politix*, n° 7-8, pp. 169-173.

<sup>28</sup> CHARLE Christophe, *La République des universitaires (1870-1940)*, Paris, Éditions du Seuil, 1994. CHARLE Christophe, *Les professeurs de la faculté des sciences de Paris : dictionnaire biographique*, Paris, Éditions du CNRS, 1988.

<sup>29</sup> LE BEGUEC Gilles, *La République des avocats*, Paris, Éditions Armand Colin, 2003.

<sup>30</sup> NIVET Philippe, *Le Conseil municipal de Paris de 1944 à 1977*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994 ; PENNETIER Claude, VIET-DEPAULE Nathalie, « Pour une prosopographie des élus locaux de la Seine (1919-1940) : premier bilan d'une enquête », dans *Paris et Ile de France*, vol. 38, 1987, pp. 205-215.

sources sérielles, nous aurions donc pu nous égarer vers l'étude des seuls individus fortement engagés puisque ce sont surtout eux qui ont laissé des traces dans les archives, qu'ils aient pris la parole lors de congrès, écrit des articles dans les journaux, gravi des échelles de responsabilité dans le mouvement, été en contact avec des dirigeants nationaux ou acquis des responsabilités professionnelles, paroissiales ou politiques. N'ayant pas pu appliquer entièrement cette démarche jusqu'à l'aboutissement souhaité, nous nous en sommes néanmoins largement inspirée puisque c'est elle qui a guidé la construction de nos bases de données concernant les militantes et militants du mouvement et qui nous a permis d'en extraire environ 200 individus pour les lesquels nous avons creusé certains aspects de leurs parcours. Nous reviendrons sur ce point en commentant plus précisément l'élaboration et l'utilisation de ces bases de données.

L'un des intérêts de la prosopographie est de mettre à la disposition du chercheur tout autant le groupe que l'individu. Si son objectif est de créer une biographie de masse par les allers-retours incessants entre le groupe observé et les individus qui le constituent, le chercheur peut néanmoins succomber à l'illusion de l'exactitude statistique. Pour éviter cela, il convient d'une part de vérifier la pertinence des croisements de données effectués et d'autre part de prendre en compte les caractéristiques propres des individus qui sont difficilement mesurables et quantifiables tels les « accidents biographiques » définis par Anselm Strauss<sup>31</sup> et les « ruptures biographiques » mises en évidence par Olivier Fillieule<sup>32</sup>. Les bases de données doivent donc être complétées par des notices biographiques précises. Sans vouloir revenir à l'étude du personnage "hors-norme", longtemps objet de prédilection des historiens, il convient en effet d'accorder de l'intérêt aux individualités qui constituent le groupe pour ne pas simplement les considérer comme des données parmi d'autres et pour mesurer la spécificité de leurs réactions face aux mêmes agents extérieurs, leur idiosyncrasie. Il s'agit également de vérifier le bien-fondé de nos observations, de nos mises en relation et de déterminer quelles réalités peuvent recouvrir certaines subtilités ou certains éléments à première vue insignifiants pour ouvrir de nouvelles possibilités d'interrogation à soumettre au groupe. Surtout, il s'agit de poser les bases d'une réflexion sur le sens individuel que peuvent donner les acteurs à leur engagement. La mise en récit de la vie d'un individu peut encourager la reconstitution d'un parcours de vie qui ait un sens beaucoup plus intelligible que ce qu'il n'est en réalité. La tentation est grande, en effet, de ne repérer que les éléments d'une vie qui semblent, à priori, constitutifs d'un parcours intelligible et de les articuler pour déceler une totalité qui soit, sinon complètement artificielle, du

---

<sup>31</sup> Notamment les crises, les échecs, les deuils ou les maladies et les traumatismes. STRAUSS Anselm, *Miroirs et masques*, Paris, Éditions de L'Harmattan, 1992 (1ère éd. : *Mirrors and Masks : The Search for Identity*, The Free Press of Glencoe, 1959), cité par FILLIEULE Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », dans *Revue française de science-politique*, vol. 51, 2001, pp. 199-215.

<sup>32</sup> Ibidem.

moins en partie reconstituée par le chercheur. Donner à posteriori un sens à une vie ou à un phénomène, déceler dans les ressources dont l'individu dispose et dans tous les actes de sa vie, des indices de ses prédispositions et de son engagement, que ce soit dans l'Action catholique ou dans le milieu agricole, est le principal risque de notre tentative biographique. L'intelligibilité du récit de vie rend ce risque inhérent et nécessaire à la démarche même. Discontinuités et hasards sont donc à prendre en considération pour éviter de tomber dans la logique de la totalisation du fait militant que peut constituer l'engagement dans la JAC. La démarche prosopographique avec la confrontation des parcours, la mise en relation des origines sociales est un puissant moyen d'éviter ce biais. Surtout, pour éviter de tomber dans le piège de cette reconstitution artificielle, Pierre Bourdieu préconise en premier lieu de rendre compte des champs sociaux dans lesquels évoluent les individus, de la structure englobante pour reconstituer « l'espace des possibles » dans lesquels ils s'insèrent<sup>33</sup>. Il prend également en compte les différents changements qui peuvent s'opérer au sein du champ social, sa dimension temporelle, en utilisant l'expression « états successifs » : « C'est dire qu'on ne peut comprendre une trajectoire (c'est-à-dire le *vieillessement social* qui, bien qu'il l'accompagne inévitablement, est indépendant du vieillissement biologique) qu'à condition d'avoir préalablement construit les états successifs du champ dans lequel elle s'est déroulée, donc l'ensemble des relations objectives qui ont uni l'agent considéré — au moins, dans un certain nombre d'états pertinents du champ — à l'ensemble des autres agents engagés dans le même champ et affrontés au même espace des possibles<sup>34</sup>. ». Il paraît logique de considérer que les actes et les choix des individus, au moment

---

<sup>33</sup> Nous croyons bon ici de retranscrire un long extrait de la pensée de Pierre Bourdieu, étant donné sa pertinence : « L'analyse critique des processus sociaux mal analysés et mal maîtrisés qui sont à l'œuvre, à l'insu du chercheur, dans la construction de cette sorte d'artefact irréprochable qu'est « l'histoire de vie », n'est pas à elle-même sa fin. Elle conduit à construire la notion de *trajectoire* comme série des *positions* successivement occupées par un même agent (ou un même groupe) dans un espace lui-même en devenir et soumis à d'incessantes transformations. Essayer de comprendre une vie comme une série unique et à soi suffisante d'événements successifs sans autre lien que l'association à un « sujet » dont la constance n'est sans doute que celle d'un nom propre, est à peu près aussi absurde que d'essayer de rendre raison d'un trajet dans le métro sans prendre en compte la structure du réseau, c'est-à-dire la matrice des relations objectives entre les différentes stations. Les événements biographiques se définissent comme autant de *placements* et de *déplacements* dans l'espace social, c'est-à-dire, plus précisément, dans les différents états successifs de la structure de la distribution des différentes espèces de capital qui sont enjeu dans le champ considéré. Le sens des mouvements conduisant d'une position à une autre (d'un éditeur à un autre, d'une revue à une autre, d'un évêché à un autre, etc.) se définit, de toute évidence, dans la relation objective entre le sens au moment considéré de ces positions au sein d'un espace orienté. C'est dire qu'on ne peut comprendre une trajectoire (c'est-à-dire le *vieillessement social* qui, bien qu'il l'accompagne inévitablement, est indépendant du vieillissement biologique) qu'à condition d'avoir préalablement construit les états successifs du champ dans lequel elle s'est déroulée, donc l'ensemble des relations objectives qui ont uni l'agent considéré — au moins, dans un certain nombre d'états pertinents du champ — à l'ensemble des autres agents engagés dans le même champ et affrontés au même espace des possibles. Cette construction préalable est aussi la condition de toute évaluation rigoureuse de ce que l'on peut appeler la *surface sociale*, comme description rigoureuse de la personnalité désignée par le nom propre, c'est-à-dire l'ensemble des positions simultanément occupées à un moment donné du temps par une individualité biologique socialement instituée agissant comme support d'un ensemble d'attributs et d'attributions propres à lui permettre d'intervenir comme agent efficient dans différents champs. », BOURDIEU Pierre, « L'illusion biographique », dans *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, n° 62-63, juin 1986, pp. 69 - 72.

<sup>34</sup> BOURDIEU Pierre, « L'illusion biographique », dans *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, n° 62-63, juin



où ils sont produits, ne relèvent pas systématiquement d'une logique cohérente, mais avant tout d'un positionnement relatif à des opportunités et des conjonctures. Pour les jacistes cela est d'autant plus évident que leur jeune âge ne leur permet pas toujours de faire des choix individuels et qu'ils peuvent être soumis à des logiques familiales ou des sujétions à la communauté villageoise ou religieuse. Ici il convient de rester vigilant et de mesurer la part de choix et de pression voire d'obligation liée au militantisme jaciste en resituant les acteurs dans le contexte parfois contraignant de leur cadre de vie. La remarque de Sylvain Maresca au sujet des discours militants pourrait être celle tout chercheur ambitionnant de réaliser une biographie, c'est à dire, justement, de produire un discours sur une vie : « Les discours, surtout ceux qui sont prononcés après coup, introduisent souvent un excès de cohérence dans la chronologie des événements passés, faisant passer leur enchaînement pour une suite de coups stratégiquement adaptés quand il ne s'agissait, plus fréquemment, que des phases successives d'un jeu dans lequel les joueurs étaient joués en même temps qu'ils jouaient et que se transformaient les règles du jeu<sup>35</sup> ». Ces propositions scientifiques rejoignent très largement celle de la micro-histoire puisqu'elles rendent compte de la nécessité de reconstituer les différents contextes, les différents champs dans lesquels évoluent les individus et se réalise le jeu social<sup>36</sup>. La dialectique permanente entre les différents contextes et les parcours individuels nécessite une approche diachronique et synchronique des individus et une identification systématique des décisions subjectives et des contraintes objectives, ce qui n'est pas toujours aisé à réaliser lorsque l'on travaille principalement avec des traces écrites. Le récit de vie doit donc envisager, en plus du parcours ou de la carrière de l'individu, « une multiplicité de temps biographiques (en fonction de l'âge, du moment de l'engagement et de sa durée), générationnels et historiques (effets de période), qu'il importe de démêler.<sup>37</sup> ». Les conditions objectives de l'engagement jaciste que nous avons pu mettre en lumière par l'intermédiaire des biographies sont avant tout fondées sur la culture familiale de l'engagement, qu'il s'agisse des parents ou de la fratrie, les dispositions économiques qui rendent possibles cet engagement et les conditions pratiques de cet engagement (présence d'une section au village, curé ou militante zélé...). Les conditions subjectives de l'engagement, plus difficiles à cerner, sont très hétérogènes. Elles relèvent parfois des aspirations familiales à l'acquisition d'un capital symbolique et encore plus rarement, d'une volonté et d'un engouement visible de la part des militants, qu'il

---

1986, pp. 69-72.

<sup>35</sup> MARESCA Sylvain, *Les dirigeants paysans*, Paris, Éditions de Minuit, 1983, p. 14.

<sup>36</sup> Dans *Miroirs et masque* Anselm Strauss<sup>36</sup> mettait en évidence le fait que l'identité militante pouvait être modifiée en fonction des mutations des structures mais également en fonction des changements de position des acteurs au sein de ces structures. STRAUSS Anselm, *Miroirs et masques*, Paris, Éditions de L'Harmattan, 1992 (1ère éd. : *Mirrors and Masks : The Search for Identity*, The Free Press of Glencoe, 1959).

<sup>37</sup> FILLIEULE Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », dans *Revue française de science-politique*, vol. 51, 2001, pp. 199-215.

s'agisse de la distance parcourue pour se rendre aux réunions ou du zèle de certains discours. Si les désengagements militants procèdent également bien souvent, pour ce groupe avant tout circonscrit par l'âge, de contraintes objectives (départ à l'armée pour les garçons et mariage ou naissance pour les filles), celles-ci ne sont pas aussi systématiques que nous pourrions le croire. Là encore, seule une approche fine permet de les saisir. Les désengagements liés à des « ruptures biographiques » restent bien souvent dans l'ombre, peu d'éléments en effet dans les archives permettant d'expliquer pourquoi et comment tel jaciste disparaît. Pour les jacistines, l'analyse des lettres reçues par Hélène de Villeneuve-Bargemont nous permet néanmoins d'accéder à leurs éventuelles stratégies et de les approcher au plus près, dans leur identité sociale, dans leurs références culturelles et parfois même, dans leur intimité. C'est cette source, utilisée tant de manière quantitative que qualitative, qui nous a ouvert la voie à une étude plus fine des individus, nous permettant même, quelquefois, de nous rapprocher de l'ambition de l'Alltagsgeschichte. Néanmoins, la plupart des notices biographiques extraites de nos bases de données restent en grande partie factuelles et rendent peu compte, si ce n'est sous la forme d'hypothèses, de la subjectivité des acteurs engagés dans le mouvement jaciste. La biographie la plus complète que nous ayons réalisée porte sur Pierre Butin et envisage avant tout de mettre en perspective les capitaux dont disposait cet acteur avant son entrée dans le mouvement avec les ressources acquises grâce au mouvement et avec le suivi de son parcours tant professionnel que militant. Si nous avons tenté de reconstituer le paysage dans lequel il a évolué, c'est avant tout pour rendre compte du champ des possibles dans lequel il s'inscrivait et tenter de mettre au jour les contraintes, les influences, les choix et la part de conjoncture dans le destin d'un jeune militant puis d'un adulte. Approcher un mouvement collectif par l'une de ses composantes, en travaillant, dans le sillon creusé par Alain Corbin sur « des vies obscures » et de Michelle Perrot sur l'itinéraire militant<sup>38</sup>, pose la question de la représentativité du cas étudié. Cette question ne peut être éludée : nous avons choisi cet individu totalement au hasard parmi les membres d'une section sur laquelle nous comptions à l'origine réaliser une étude plus approfondie et nous désirions mettre en lumière le parcours d'un militant à première vue « ordinaire ». Or il s'est révélé en réalité être un responsable fédéral. Il nous reste donc à nous appuyer sur la notion « d'exceptionnel normal »<sup>39</sup> développée par Edoardo Grendi pour faire face au problème de la représentativité du cas, qui exprime la possibilité de la normalité de l'exception et surtout celle de l'éclairage de la norme par l'exception<sup>40</sup>.

---

<sup>38</sup> PERROT Michelle, *Mélancolie ouvrière*, Éditions Grasset, 2012.

<sup>39</sup> GRENDI Edoardo, « Micro-analisi e storia sociale », dans *Quaderni storici*, n° 35, 1977, pp. 506-520, p. 512.

<sup>40</sup> Carlo Ginzburg s'est exprimé à ce sujet : « *Il y a des attitudes et des comportements qui sont répandus dans le corps social, et sont donc normaux, mais auxquels nous n'accédons que par des témoignages écrits qui les présentent comme exceptionnels. Mais il y a aussi autre chose dont je me suis rendu compte après coup : il est possible de connaître les comportements normaux en partant de l'étude de certains cas présentés comme exceptionnels. Qu'est-ce que cela veut dire ? Si on part des normes, on ne peut pas prévoir la gamme des infractions multiples et variées* ».

Si la démarche méthodologique ainsi présentée se diffuse dans tout notre travail, l'hétérogénéité des sources tout comme le temps dont nous disposons a néanmoins infléchi notre capacité à mener à bien notre entreprise de manière uniforme dans tous nos chapitres. Ainsi la première partie relève plus de l'analyse du jeu d'échelles en ce qu'elle expose les théories romaines de l'Action catholique spécialisée et leurs applications et réappropriations locales. Cette dialectique permanente au niveau religieux entre global et local se retrouve également dans notre deuxième partie sur la naissance du catholicisme social agrarien et dans la quatrième partie où nous tentons d'approcher la réception des pratiques apostoliques à l'échelle de la section par le biais de l'analyse des enquêtes et du commentaire d'évangile. Toujours dans l'analyse des discours, c'est bien la confrontation systématique entre ceux produits par l'englobant et ceux portés et réappropriés par les jacistes qui nous permet de redéfinir le paradigme agrarien tel qu'il est pensé par le mouvement. Étudier les heurts et les réajustements de ces discours descendants avec la pratique militante, le pragmatisme du terrain et les aspirations collectives et individuelles nous permet de saisir ce phénomène dans sa dynamique dans nos premières et troisièmes parties. C'est également l'échec ou la réussite d'une prescription descendante sur le rôle et la place de la jeune fille catholique que nous tentons de mettre au jour dans nos secondes et troisièmes parties en faisant dialoguer ces prescriptions avec le ressenti, les pratiques et le quotidien des militantes jacistes. Ici, les micro-analyses de la construction des macro-phénomènes que constituent le catholicisme social, l'agrarisme et le sexe nous semblent de mise pour évaluer la capacité des militants et du mouvement de dialoguer avec des injonctions globales pour constituer l'identité jaciste. Se demander en fonction de quels micro-phénomènes peut se réajuster le discours descendant et prescriptif sur l'identité et observer les adaptations réciproques entre le local et le global, l'individu et le collectif, reste, à notre sens, l'une des questions essentielles de notre travail.

L'analyse des permanences et des discontinuités dans les groupes ayant donné naissance à la JAC et à la JACF permet d'élucider des cheminements collectifs toujours dans des allers retours permanents entre groupes et fédération pour saisir le visage mouvant et évolutif de la JAC/F

---

*qu'elles peuvent engendrer. Tandis que toute infraction, toute exception, implique d'une façon intrinsèque la norme. Cela veut dire que, du point de vue cognitif, et j'insiste bien du point de vue cognitif, s'il y a une asymétrie entre norme et exception, l'exception est plus riche que la norme parce que la norme y est systématiquement impliquée. », Carlo Ginzburg, « L'historien et l'avocat du diable » Entretien avec Charles Illouz et Laurent Vidal, dans Genèses, n° 53, 2003,*

[http://www.cairn.info/resume.php?ID\\_REVUE=GEN&ID\\_NUMPUBLIE=GEN\\_053&ID\\_ARTICLE=GEN\\_053\\_0113](http://www.cairn.info/resume.php?ID_REVUE=GEN&ID_NUMPUBLIE=GEN_053&ID_ARTICLE=GEN_053_0113)

jurassienne alors que la focalisation sur des objets plus précis, les EAC et la JAV rend compte de logiques plus fines dans les intérêts collectifs dans notre première et troisième partie. Toujours dans ces parties, la focalisation sur des individus par le suivi longitudinal des carrières jacistes de 117 jacistes et de 76 anciennes responsables de la JAV, mettent en lumière des parcours de continuités et de ruptures dans l'engagement et dans l'encadrement des groupes. Notre second chapitre nous permet également de revenir sur des notices biographiques familiales qui permettent de saisir sur sa longueur, l'élaboration, la maturation et la transmission du projet social du catholicisme social tout en mettant en évidence les stratégies de ces acteurs qui créent une culture organisationnelle de la mobilisation de populations catholiques. Dans notre seconde partie ce sont encore les stratégies des acteurs qui sont mises en lumière, à l'interférence entre le local et le global puisque nous revenons sur la jonction entre les « réseaux d'en haut » et les « réseaux d'en bas » qui permettent au mouvement de se stabiliser tout en observant les solidarités à l'œuvre dans la construction d'une section de JACF. Les stratégies de conservation, reproduction ou d'ascension sociale des acteurs du mouvement sont complétées par une approche plus fine qui permet, par 21 notices biographiques<sup>41</sup>, de rendre compte de la part de régularité et d'exceptionnalité dans les parcours individuels et d'offrir de nouvelles hypothèses sur le sens de l'engagement. Toujours dans cette partie, la biographie plus étoffée d'un jaciste nous permet de saisir une « carrière militante » en prenant en compte ses dispositions antérieures et les possibles de son devenir. Enfin le sixième chapitre tente de mettre en œuvre une démarche d'Alltagsgeschichte du phénomène militant et de la pratique religieuse, démarche permise par la richesse des 400 lettres de militantes envoyées à leur secrétaire diocésaine.

### **III Présentation frontale des corpus**

#### **1. Corpus des militantes**

Ce corpus a été réalisé par l'intermédiaire de deux bases de données distinctes qui n'ont pu être mises en lien : une base de données concernant les individus liés à la JACF de 1926 à 1946 et une base de données constituée à partir de la correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont.

##### **a. Repérage des individus : la base de données « individus liés à la JACF »**

---

<sup>41</sup> 13 notices biographiques de femmes et huit d'hommes.

C'est principalement le carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont qui nous a permis de constituer, autour de 6 tables d'une base de données constituée à partir de différentes sources, une base générale aussi dense des femmes et jeunes filles ayant évolué autour de la JACF. Dans ce carton nous avons notamment pu mettre la main sur la liste des abonnées au journal *La Jeunesse Agricole féminine* en 1936 qui compte 367 noms<sup>42</sup> (table 1) et la listes des abonnés en 1937 qui en compte 411<sup>43</sup> (table 2). Dans la troisième liasse du carton se trouvait une liste nominative des adhérentes à la JACF qui a été réalisé avant 1938. Nous avons pu ainsi repérer 192 jeunes filles (table 3). Les documents 1 et 2 de la « pochette verte » du même carton nous a permis d'accéder aux noms des 344 correspondantes des Vaillantes et de la Jeunesse agricole des Vaillantes (JAV) vers 1933 (table 4). Enfin, le dépouillement des autres documents épars de ce carton nous a livré une liste de 359 occurrences de noms de jeunes filles dont la plupart sont clairement identifiées comme jacistines (table 5). À cela s'ajoutent les jeunes filles repérées lors du dépouillement du journal de la jeunesse catholique diocésaine féminine du diocèse, *Les Vaillantes du Jura* de 1926 à 1946 (table 6). En soustrayant les 136 occurrences de noms d'hommes, 928 saisies ont ainsi pu être effectuées.

#### Les 6 tables de la base de données de repérage des individus liés à la JACF

	Table 1 Abonnements 1936	Table 2 Abonnements 1937	Table 3 Militantes Avant 1938	Table 4 Correspondantes Vaillantes JAV	Table 5 Individus éparses	Table 6 <i>Les Vaillantes</i>
Saisie totale	397	447	192	344	358	1064
Occurrences femmes et jeunes filles	367	411	192	344	346	928
Occurrences Hommes	36	30	0	0	12	136
Total femmes et jeunes filles	367	411	192	344	214	378

Pour réaliser notre calcul des femmes et des jeunes filles liées à la JACF dans le département du Jura nous avons regroupé les tables 1, 2, 3, 5 et avons extrait les noms des individus de la table des *Vaillantes du Jura* (table 6) à partir de janvier 1935, année de la création officielle de la JACF jurassienne. En soustrayant les 173 occurrences d'hommes (clercs compris) apparaissant ainsi, les

<sup>42</sup> La liste totale des abonnés au journal de la JACF en 1936 compte 397 occurrences d'individus desquels nous avons soustrait 25 prêtres (dont 5 était cités 2 fois). À noter que six sœurs figurent dans cette base de données.

<sup>43</sup> La liste totale des abonnés au journal de la JACF en 1937 compte 447 occurrences d'individus desquels nous avons soustrait 31 prêtres (dont 5 était cités 2 fois). A noter que quatre sœurs figurent dans cette base de données.

1894 occurrences de noms et prénoms rendent visibles 1064 jeunes filles liées à la JACF jurassienne entre 1935 et 1946<sup>44</sup>.

### **b. La base de données « Correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont » : des choix qualitatifs**

Cette base de données, constituée à partir des 467<sup>45</sup> lettres du carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, secrétaire fédérale de la JACF de 1935 à début 1938, nous a permis d'approcher plus finement certaines jacistines mais également de réaliser une approche statistique plus qualitative<sup>46</sup>.

Cette base de données est constituée de cinq vues, accessibles par différents onglets.

Le premier onglet, « Expéditeur », rassemble toutes les informations le concernant, l'objectif étant de croiser ces informations avec d'autres sources pour être certaine de son identité<sup>47</sup>, d'engranger suffisamment d'éléments pour reconstituer une partie de sa vie militante dans le mouvement<sup>48</sup> et de pouvoir avoir des indices<sup>49</sup> pour avoir accès à d'autres sources le concernant ; le projet étant de mener un travail de prosopographie des acteurs de la JAC. Dans le cas où les expéditeurs sont plusieurs<sup>50</sup>, nous avons fait le choix d'entrer les individus comme co-expéditeurs dans le quatrième onglet « Individus concernés ». Ces cas étant présents en faible quantité, nous n'avons donc pas souhaité modifier le modèle initial de notre grille d'entrée.

Le deuxième onglet « Destinataire » est construit sur le même modèle que celui de l'expéditeur : il s'agit dans la plupart des cas d'Hélène de Villeneuve-Bargemont. Parfois d'autres individus sont présents comme destinataires puisqu'il lui arrive de rédiger des brouillons de réponse

---

<sup>44</sup> Nous avons d'emblée éliminé les 5 occurrences de la secrétaire nationale Émilie Mendre ainsi que les 8 références inutilisables (sans nom ni prénom ou sans noms et prénoms lisibles). Nous avons néanmoins conservé les références où seul le prénom apparaissait et celles où seules les initiales du prénom et celles du nom apparaissaient.

<sup>45</sup> 449 lettres sont entrées dans notre base de données auxquelles s'ajoutent les 18 lettres traitées à part concernant la démission d'Hélène de Villeneuve-Bargemont.

<sup>46</sup> La nécessité d'avoir une grille d'entrée satisfaisante pour pouvoir traiter toutes les informations que nous voulions saisir constitue le principal problème dans l'utilisation de ce type d'outil. En effet, la grille d'entrée ne peut que difficilement être modifiée au fur et à mesure de l'investigation alors que de nouveaux éléments peuvent apparaître et de nouveaux questionnements surgir. Nous avons donc fait le choix, après avoir réalisé notre questionnaire préalable, d'entrer le maximum de données, même celles qui ne nous semblaient pas d'un très grand intérêt à première vue ou dont l'analyse ne répondait pas à des questions précises. L'objectif était d'éviter le plus possible de passer à côté d'informations importantes et de ne pas avoir à dépouiller ces correspondances plusieurs fois.

<sup>47</sup> Parfois la signature peut être illisible, ou l'auteur de la lettre ne signer que de son prénom ou de son nom.

<sup>48</sup> Différentes rubriques nous permettent de situer l'individu dans le mouvement jaciste, si tant est qu'il en est fait mention dans la lettre : mis bout à bout dans un ordre chronologique nous pouvons ainsi lire le parcours des individus au sein du mouvement.

<sup>49</sup> Notamment son âge ou son adresse qui peuvent nous orienter vers son acte de naissance et donc identifier ses parents, ses frères et sœurs.

<sup>50</sup> C'est notamment le cas pour les cartes postales qui sont rédigées collectivement pendant les réunions ou pèlerinages du mouvement.

au verso des lettres qu'elle reçoit. Enfin, sa sœur peut être co-destinataire, comme c'est le cas pour plus d'une vingtaine de lettres<sup>51</sup>.

Le troisième onglet, « Lettre » concerne toutes les informations contenues dans le document à l'exception de celles concernant les individus. La « Date » et le « Lieu de rédaction » nous permettent de répondre à des questions que l'on pourrait qualifier « de base » sur la régularité des envois, leur périodicité et les réseaux géographiques alors que d'autres éléments plus qualitatifs peuvent être révélateurs de la condition sociale de l'auteur. En effet, alors qu'une écriture dactylographiée<sup>52</sup> dans les années 1930 révèle l'accès à un matériel particulièrement rare, qu'un en tête de carte à son propre nom<sup>53</sup> indique une certaine aisance matérielle, d'autres marqueurs sociaux peuvent être mis en évidence pour situer socialement l'expéditeur, notamment la syntaxe et l'orthographe<sup>54</sup>, révélant sans doute la faiblesse de l'apprentissage scolaire. L'analyse des « Formules initiales » et « Formules finales » permet quant à elle de mesurer la proximité entre les correspondants<sup>55</sup> : nous remarquons notamment que le « chère Mademoiselle » est largement majoritaire pour introduire une lettre à Hélène de Villeneuve-Bargemont et suppose généralement qu'il y a eu un précédent d'échange ou de rencontre entre les correspondantes. L'utilisation du « Mademoiselle » dénote une proximité moins importante alors que le « chère amie » ou « chère Hélène », relativement rare, implique des liens très étroits entre les interlocutrices. La mise en évidence des différents tons, qui peuvent là encore constituer des marqueurs sociaux, contribue également à l'analyse des rapports personnels entre expéditeurs et destinataires, tout comme la rubrique intitulée « rapport expéditeur/destinataire » qui offre le choix entre : distant, amical, dominant, déférent (l'expression du rapport de l'expéditeur face au destinataire)<sup>56</sup>. Les rubriques « Principaux objets », « Objectifs de la lettre » et « Résumé » permettent une analyse plus qualitative du contenu. La rubrique « Autres éléments de la lettre » permet notamment de mettre en évidence les annotations d'Hélène de Villeneuve-Bargemont sur le courrier qu'elle reçoit et également de notifier si celui-ci dispose d'un entête particulier, ce qui contribue à situer les individus dans leur contexte et à voir quelle position ils occupent.

---

<sup>51</sup> Cet élément est notamment rendu visible par la formule initiale « Mesdemoiselles » qui signale que la lettre s'adresse aux deux sœurs.

<sup>52</sup> Visible dans la rubrique « type d'écriture ».

<sup>53</sup> Visible dans la catégorie « autres éléments ».

<sup>54</sup> Voir à ce sujet l'élucidation des « marqueurs sociaux » (orthographe, syntaxe, assurance...) : DAUPHIN Cécile, « Les correspondances comme objet historique Un travail sur les limites », *Sociétés & Représentations* 1/2002 (n° 13), pp. 43-50. URL : [www.cairn.info/revue-societes-et-representations-2002-1-page-43.htm](http://www.cairn.info/revue-societes-et-representations-2002-1-page-43.htm).

<sup>55</sup> Proximité qui peut avant tout être mise en évidence par la régularité de la correspondance.

<sup>56</sup> DAUPHIN Cécile, « L'objet lettre et le cérémonial concrétisent et rendent visibles les barrières et les positions de supériorité, d'infériorité ou d'égalité », « Les manuels épistolaires au XIX<sup>e</sup> siècle », dans CHARTIER Roger (dir), *La correspondance. Les usages de la lettre au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions Fayard, 1991, pp. 209-272, p. 236.

Le quatrième onglet « Individus concernés », nous permet une fois de plus d'enregistrer le maximum d'informations sur les acteurs liés au mouvement jaciste. Sept rubriques permettent à la fois à chaque individu cité dans chaque lettre d'être ainsi identifié par son nom et prénom, par sa position dans la JAC/F et également d'entrer tous les éléments le concernant<sup>57</sup>.

Le cinquième onglet permet d'offrir une vue de la lettre que nous avons photographiée.

### **c. Utilisation des données :**

À partir de notre base de données nous avons pu constituer de nouvelles tables qui nous ont permis d'approfondir nos recherches :

- Une table de 444 responsables des vaillantes du Jura ou de la JAV avant 1935 constituée à partir de la table 4 et de la table 6.
- Une table de 95 jacistines pour lesquelles nous avons effectué des entrées avec actes de naissance et dénombrements de population.

La base de données « Correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont », dans laquelle nous avons entré les 449 lettres du carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont autour d'un modèle d'entrée créé pour permettre une analyse plus qualitative, nous a notamment permis d'approcher plus finement certaines jacistines. Ces traces laissées par les jeunes filles ont été complété par des recherches dans les matrices cadastrales afin de rendre compte du capital économique de leur famille. Ainsi notre base de données sur les individus liés à la JACF, celle sur les correspondances auxquelles s'ajoutent des recherches dans le cadastre, les dénombrements de population, les registres d'état civils et plus ponctuellement dans la presse catholique nous ont permis de réaliser 13 notices biographiques et d'apporter une approche plus qualitative.

## **2. Corpus des militants**

### **a. Repérage des individus liés à la JAC**

Pour identifier les individus liés à la JAC nous avons saisi chaque nom lié au mouvement apparaissant dans le journal de la jeunesse catholique du Jura *Nenni ma foi !* puis *Jeune du Jura* entre mars 1932, date à laquelle apparaît la première référence à un jaciste identifié comme tel à janvier 1962, date de l'arrêt de la publication. En novembre 1946, la publication fusionne avec celle des

---

<sup>57</sup> Rubriques : « Prénoms lus », « Prénoms interprétés », « Noms lus », « Noms interprétés », « Positions dans la JAC/F », « Cités en tant que », « Autres éléments sur les individus ».



jeunes filles *Les Vaillantes du Jura*, notre saisie devient donc beaucoup plus « mixte »<sup>58</sup>. Cette base de données est constituée de 2589 références qui rendent visible 1205 individus liés à la JAC.

Pour le présent travail nous n'avons utilisé que les données concernant les individus cités jusqu'en 1940<sup>59</sup>. Autour de 1142 références nous comptabilisons ainsi 464 individus dont 6 femmes, ce qui nous donne un total de 458 hommes et jeunes hommes<sup>60</sup> liés à la JAC<sup>61</sup>.

Nous avons également réalisé une base de données des eacistes<sup>62</sup> entre 1929 et 1937 en dépouillant le journal *Nenni ma foi !* qui rendait compte des inscriptions et du palmarès de ces cours. Pour 117 eacistes nous avons ainsi pu saisir leur lieu de résidence, le niveau des cours suivis et l'organisme de rattachement ainsi que leur potentiel classement dans le palmarès annuel jurassien.

### **b. Utilisation des données**

La base de données des individus liés à la JAC a principalement été utilisée pour effectuer des recherches ponctuelles sur les acteurs du mouvement, pour rendre compte de son ampleur et pour étudier son implantation.

À partir de cette base de données nous avons pu constituer une table des responsables fédéraux du mouvement jusqu'en 1940. Entre 1932 et 1940, 10 jacistes se succèdent aux responsabilités fédérales de président, vice-président, secrétaire, secrétaire adjoint et trésorier et 31 autres siègent au Comité fédéral. Cette table de 41 responsables fédéraux nous a permis de travailler sur les parcours militants et de réaliser 8 notices biographiques plus détaillées à partir des archives classiques de l'histoire sociale, dénombrement de population, actes de naissances et cadastre.

La confrontation entre cette base de données des individus liés à la JAC et celle des eacistes nous a permis d'observer plus finement les solidarités ou les discontinuités entre les deux structures que constituent les EAC et la JAC par l'intermédiaire des parcours de leurs membres.

## **3. Corpus des aumôniers**

---

<sup>58</sup> Avant cette date des références à des jeunes filles (qui ont été saisies) étaient plus ponctuelles : il s'agissait surtout des responsables diocésaines présentes à certaines rencontres ou des jacistes mariées à des jacistes (annonces de mariage).

<sup>59</sup> De mars 1932 à décembre 1940.

<sup>60</sup> Les prêtres ont été saisis dans une autre base. Les noms d'hommes apparaissant sont souvent des intervenants laïcs lors des formations.

<sup>61</sup> La partie de la base de données de janvier 1941 à janvier 1962, autour de 1447 références comptabilise 741 individus : 367 hommes et 374 femmes.

<sup>62</sup> Individus ayant suivi les Enseignements agricoles par correspondance (EAC).

La base de données des prêtres liés à la JACF qui compte 123 entrées de prêtres diocésains et 14 de prêtres d'autres diocèses ou rattachés à un ordre religieux, n'a été mobilisé que ponctuellement pour ce travail. Elle se trouve en annexe de ce travail<sup>63</sup>.

---

<sup>63</sup> Annexe D-1.



# État des sources

## Sommaire de l'état des sources

État des sources .....	617
<b>ARCHIVES PUBLIQUES .....</b>	<b>621</b>
<b>ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU JURA.....</b>	<b>621</b>
A. Périodiques.....	621
B. Dénombrement de population et État civil .....	622
1. Dénombrements de population : .....	623
2. Actes de naissance .....	624
C. Cadastre.....	626
<b>D. Administration générale et économie .....</b>	<b>627</b>
1. Série M : administration générale du département 1800-1940 .....	627
a. Série 1M : Administration de la préfecture .....	627
b. 4M : Police .....	627
2. Série W. Archives administratives postérieures au 10 juillet 1940.....	627
a. Préfecture ; cabinet du préfet (classeur 1 et 2).....	628
b. Rapports périodiques des chefs de service au préfet. 1939-1955 .....	628
d. Sous série 7W ; 23W et 77 W : Affaires économiques.....	628
e. SCAE.2ème section, documentation, études économiques 1903-1977 .....	629
3. Fond des renseignements généraux.....	629
E. fonds privés .....	632
F. Archives communales .....	632
G. Annuaire.....	632
<b>ARCHIVES MUNICIPALES DE LAVIGNY .....</b>	<b>633</b>
1F1 : dénombrement de population .....	633
1K5-2 : élections chambre d'agriculture .....	633
1K3 : listes électorales 1936-1946.....	633
1K4 : élections municipales 1900-1970 .....	633
1Q3 : liste des indigents.....	633
1R2 : école privée .....	633
1S1 : coopérative catholique.....	633
2F1 : statistiques agricoles.....	634

2F2 : accidents, allocations, calamités.....	634
2H1 : pompiers .....	634
2Q : retraites ouvrières et paysannes .....	634
2S1 : autres fonds.....	634
<b>ARCHIVES PRIVÉES .....</b>	<b>635</b>
<b>Première section : ARCHIVES DIOCÉSAINES DU DIOCÈSE DE SAINT-CLAUDE</b>	<b>635</b>
A. Archives des mouvements d'Action catholique générale.....	635
I. FNC.....	635
1) Dossier 4K4.....	635
2) Dossier 4K1, sous dossier « tensions Pouillard/Froissard ».....	638
II. LPDF .....	639
Dossier 4K2.....	639
B. Journaux de la jeunesse catholique .....	640
1) <i>Nenni ma foi!</i> 1919-1940 .....	640
2) Jeunes du Jura 1941-1962.....	642
3) Les Vaillantes du Jura 1926-1946.....	642
C. Archives de la JAC/F .....	644
I Archives classées .....	644
1) Brochures et livrets .....	644
2) Dossier 5K3 .....	645
3) Dossier 4K2 .....	648
4) Dossier 4K1 .....	648
4) En Cordée .....	649
II Nouveau carton d'archives.....	649
1) Dossier « n° 45 : fiches P. Ligier ou P. Pernot».....	649
2) Dossier « Abbé Choux ».....	651
3) Dossier « Jura » .....	651
4) Dossier « Cours et exposés divers Fédération » .....	652
III Carton d'archives d'Hélène de Villeneuve-Bargemont .....	653
1) Liasse 1 correspondances .....	654
2) Liasse 2 correspondances .....	654
3) Liasse 3 correspondances .....	654
4) Pochette verte.....	654
5) Enveloppe de compte.....	656
6) Photographies .....	656
7) Brochures.....	656
8) Correspondances liées à la démission d'HVB.....	656
	618

9) Correspondance avec Lucie Pasteur .....	656
D. La Semaine religieuse du diocèse de Saint-Claude .....	657
I Articles de la SRDSC sur l'Action catholique, les mouvements de jeunesse et l'agriculture. .....	657
II Nécrologies des aumôniers fédéraux, de secteur, de section de la JAC/F ou des prêtres ayant un lien avec la JAC/F.....	657
E. Dossiers nominatifs des prêtres ayant participé au mouvement jaciste .....	657
F. Ordo du diocèse de Saint-Claude .....	658
G. Procès-verbaux des visites canoniques .....	661
<b>Deuxième section : .....</b>	<b>666</b>
<b>FONDS D'ARCHIVES DES MILITANTS.....</b>	<b>666</b>
A. Fonds de Marie Bal.....	666
I Circulaires et comptes rendus .....	666
II Cahiers et ensemble de feuillets .....	667
III Dossiers:.....	668
IV Brochures .....	670
V Périodiques .....	670
B. Fonds de Thérèse Regard.....	672
C. Fonds de Jean et Jeanne Barraux .....	674
D. Fonds de Marius Ferreux .....	675
E. Fonds d'Aristide Etiévant .....	676
F. Fonds de Joseph et Élisabeth Tribut.....	676
G. Fonds de Marcel et Jeanne Schouvet.....	677
H. Fonds de Maurice Bressoux.....	677
I. Fonds d'Amédée et Madelaine Tissot.....	678
J. Fonds de Denise Bourgeois.....	678
K. Fonds de Joseph Pernot.....	679
L. Fonds de l'abbé Vivant .....	679
M. Fonds d'Yvette Jallet.....	679
N. Fonds de Jeanne Gollion.....	680
O. Fonds de Christiane Jouffroy .....	680
P. Fonds de Simon Girardet.....	680
Q. Fonds de Pierre Richard.....	681
I Organes de la jeunesse catholique du Jura.....	681
II Organes nationaux de la JAC .....	683
<b>Troisième section :                    SOURCES ORALES .....</b>	<b>684</b>

A. Questionnaire directif .....	684
B. Entretien oraux .....	685

# ARCHIVES PUBLIQUES

## ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU JURA

### A. Périodiques

#### 1. *Journal de la jeunesse catholique du Jura*

**Per 115:** *Comtois rends toi! Nenni ma foi!* puis *Jeunes du Jura-Vaillantes*

Bulletin de la jeunesse catholique du Jura, édité par le secrétariat diocésain des Œuvres, Lons-le-Saunier. Mensuel puis bimestriel puis 10 fois l'an.

*Nenni ma foi!*: N° 92 (janvier 1927) à n° 103 (janvier 1928) [manque: n° 94, n° 95, n° 98]; n° 232 à 234 (avril à décembre 1940);

*Jeunes du Jura*: N° 2 à 8 (février à octobre 1941); n° 26 (mai-juin 1944); n° 51 (mars 1949); n° 69 (septembre 1952) à 123 (janvier 1962)

#### 2. *Le cri des terriens 1921-1925*

**Pr 120**

Sous-titre jusqu'en 1924 : « Organe officiel de la Confédération générale des terriens de Bourgogne et Franche-Comté ».

Sous-titre à partir de 1924 : « Organe officiel de l'Union des syndicats viticoles, agricoles, horticoles de Bourgogne, Franche-Comté, de la Fédération des terriens du Jura, de l'Union syndicale des côteaux et arrières-côteaux de Beaune à Dijon, de l'Union des syndicats des côteaux et arrières côteaux de Beaune, Nolay, Chagny, Couches-les-Mines.

#### 3. *Le Jura Agricole 1923-1935*

**Pr 380**

Bulletin du syndicat agricole départemental du Jura. Revue bimensuelle illustrée.  
Éditeur : Direction des Service agricoles (DSA) du Jura

#### 4. *L'écho des campagnes et l'agriculteur jurassien 1935-1944*



**Pr 407**

Sous-titre : Organes réunis d'études et d'informations agricoles.  
Éditeur : Direction des Service agricoles (DSA) du Jura

5. *Le Jura agricole* 1945-

**Pr 408.**

Éditeur : Direction des Service agricoles (DSA) du Jura  
Bulletin du syndicat agricole départemental du Jura. Revue bimensuelle illustrée.

6. *La Croix du Jura* : 1891-1944 :

**Pr 406**

« *La Croix du Jura* est fondée le 6 décembre 1862 à Lons-le-Saunier par Alphonse Lorain. Ardent défenseur de valeurs chrétiennes à ses débuts, le journal voit sa ligne éditoriale évoluer au fil du temps. Un peu plus d'un siècle après sa création, l'inspiration chrétienne du journal est toujours présente, bien que celle-ci se soit adaptée aux transformations de la société. En 1891, *La Croix du Jura* compte quatre pages d'actualité jurassienne. Publiée le dimanche comme supplément à *La Croix de Paris*, elle concurrence *La Croix Jurassienne*, localisée à Dole. En 1895, l'hebdomadaire passe au format quotidien, impliquant un changement de contenu. La rubrique de brèves "la semaine" relate des faits d'intérêts nationaux, voire internationaux, sous un angle engagé. En 1906, *La Croix Jurassienne* disparaît et la vocation départementale de *Croix du Jura* s'affirme. En 1944, *Croix du Jura* devient *La Voix Jurassienne*. Quarante-cinq ans plus tard, en 1989, le journal change à nouveau de nom pour s'appeler *Voix du Jura*.<sup>1</sup> »

7. *Le Point de direction* 1929-1934

**Per 1315**

Bulletin mensuel de l'Union diocésaine catholique (UDC) du Jura  
n° 1 (janv 1929) à 3 (mars 1934)

[mqe n° 2, 4, 10 (1930) ; n° 4 (1932)]

## **B. Dénombrement de population et État civil**

Fonds microfichés classés par cantons et par communes.

Nous ne reprenons ici dans le détail que les cotes des archives qui nous ont permis de réaliser des notices biographiques.

---

<sup>1</sup> Notice des ADJ

## 1. Dénombrements de population :

NOM	Prénom	Lieu de résidence	Cote dénombrement population 1936
Barbaud	Alice	La Perrena	6M690
Bonnefoy	Marie	Boissia	6M448
Clavez	Marguerite	Cesancey	6M327
Corneille	Thérèse	8 rue Saurin Dole	2mi611
Dintroz	Cécile	Auxange	6M530
Gauthier	Monique	Orgelet	6M673
Gros	Suzanne	13 rue Carnot Saint-Claude	6M782
Lecoïnte	Jeanne	26 rue De Mont- Roland Dole	6M520
Mervant	Hélène	Desnes	6M345
Mignot	Marie-Thérèse	Tourmont	6M720
Perret	Georgette	Poisoux	6M753
Ponsar Bouvet	Suzanne	Salins-les-Bains	6M850
Prudhon	Edmée	Malange	6M533
Reverchon	Félicie	Plasne	6M717
Thibert	Marie	Desnes	6M345
Vélon	Marie-Louise	Saint-Amour	6M754

Cuisiat	Robert	Maynal	6M333
Dole	Pierre	Esserval-Tartre	6M638
Durget	Jean	Malange	6M533
Gravier	Jean	Frontenay	6M882
Maillard	Eugène	Chavéria	6M660
Richard	Henri	Le Vernois	6M894
Trouillot	Jean et Ferdinand	Perrigny	6M484

Vuilloz	Louis	Vincent	6M414
---------	-------	---------	-------

Ont également été dépouillés les dénombremets de population des communes suivantes :

- Aiglepierre : 6M827
- Arsure/Arsurette : 6M626
- Auxange : 6M530
- Bersaillin : 6M696
- Bief-du-Fourg : 6M627
- Brainans : 6M701
- Fay-en-Montagne : 6M709
- Fraroz : 6M640
- Gillois : 6M642
- Le Deschaux : 6M423
- Malange : 6M533
- Neublans : 6M427
- Plasne : 6M717
- Tourmont : 6M720
- Voiteur (canton) : 6M 877-895.

## 2. Actes de naissance

NOM	Prénom	Lieu de naissance	Cote acte de naissance
Barbaud	Alice	La Perrena	2Mi2154
Bongain	Madeleine	Rahon	2Mi2169
Bonnefoy	Marie	Boissia	2mi1682
Clavez	Marguerite	Cesancey	
Coquelin	Raymonde	Paris	2mi2154
Corneille	Thérèse	Reims	Archives départementales de la Marne, 1891, en ligne
Dintroz	Cécile	Auxange	2mi2111
Gauthier	Monique	Orgelet	2mi1847
Gros	Suzanne	Saint-Claude	2Mi1162
Lecoite	Jeanne	Paris 6ème	Archives municipales de Paris, V4E3219,

			Acte 1194, Paris 6ème.
Marcoux	Geneviève	Dole	2Mi2054
Mervant	Hélène	Mesnay	2Mi2114
Mignot	Marie-Thérèse	Poligny	2mi2054
Milcent Meyssonnier	Amélie	Paris 8ème	Paris 8ème, 1875, Registre V4E3400, acte 380
Pasteur	Lucie	Ruffey	2 mi 1154
Perret	Georgette	Poisoux	2mi1856
Ponsar Bouvet	Suzanne	Salins-les-Bains	5Mi1025
Prudhon	Edmée	Malange	2mi1988
Reverchon	Félicie	Plasne	2 Mi 2155
Thibert	Marie	Desnes	2mi1730
Vélon	Marie-Louise	Saint-Amour	
Villeneuve- Bargemont	Hélène	Bersaillin	36J454
Villeneuve- Bargemont	Elisabeth	Bersaillin	36J454

Cuisiat	Robert	Maynal	2 Mi 1809
Dole	Pierre	Esserval-Tartre	2 Mi 1736
Durget	Jean	Port-sur-Saône	ADCO, en ligne
Gravier	Jean	Frontenay	2 Mi 1744
Richard	Henri	Le Vernois	2 Mi 1939
Trouillot	Jean et Ferdinand	Perrigny	2 Mi 1850-51
Vuilloz	Louis	Vincent	2 Mi 2223

Ont également été dépouillés les registres d'actes de naissance des communes suivantes :

- Aiglepierre : 2 mi 1970 ; 2 Mi 1971
- Arbois : 2 Mi 1976 ; 2 Mi 1968
- Arsure/Arsurette : 2 Mi 1981 ; 2 Mi 1982
- Auxange : 2 Mi 2111

- Bersaillin : 2 Mi 1994
- Bief-du-Fourg : 2 Mi 1996
- Bonnefontaine 5Mi143
- Brainans : 2 Mi 2001
- Champagnole/Taravent : 2 Mi 2014
- Chissey/Germigny : 2 Mi 2064 ; 2 Mi 2035 ; 2 Mi 2093
- Fay-en-Montagne : 2Mi 2078
- Fraroz : 2Mi 2089
- Frontenay : 2 Mi 1744
- Gillois : 2 Mi 2094 ; 2 Mi 2097
- Le Pasquier/Vers : 2mi 2148
- Le Deschaux : 2 Mi 2050 ; 2 Mi 2051
- Les Moussières : 2 Mi 1676 ; 2 Mi 1839
- Le Fied : 2 mi 2160
- Malange : 2 Mi 1988
- Neublans : 2 Mi 2136
- Picarreau 3E 9453.
- Plasne : 2Mi2155
- Poligny : 2 Mi 1739 ; 2 Mi 2160 ; 2 mi 2078
- Saint-Claude 2Mi1164
- Tourmont : 2 Mi 2210 ; 2 Mi 2211

## C. Cadastre

Matrices cadastrales des propriétés non bâties :

- Auxange : 3P402 ; 3P403
- Belmont : 3P504 ; 3P505
- Boissia : 3P556
- Cesancey : 3P768-3P769
- Desnes : 3P1483 ; 3P1484
- L'Etoile : 3P2157
- Frontenay : 3P1811 ; 3P1812
- La Perrena : 3P2959
- Lavigny : 3P2090,
- Malange : 3P2249 ; 3P2250 ; 3P1857-1858 ; 3P3382
- Maynal : 3P2330
- Perrigny : 3P2969
- Plasne : 3P3057
- Poisoux : 3P3097
- Poligny : 3P3853
- Ruffey-sur-Seille : 3P3382
- Saint-Amour : 3 : 3P3401 ; 3P3402
- Thervay : 3P3003 ; 3P3804 ; 3P3805
- Tourmont : 3P3853 ; 3P3854
- Le Vernois : 3P3972
- Voiteur : 3P4172

## D. Administration générale et économie<sup>2</sup>

### 1. Série M : administration générale du département 1800-1940

#### a. Série 1M : Administration de la préfecture

- Propagande royaliste, Camelots du Roy, rapports, correspondances 1909-1911 : **Mp 497/6**
- Ligue patriotique des Françaises : réunion de Poligny 1910 : **Mp 73/11**
- Congrès catholique de Saint-Claude 1910 : **Mp 132/7.**
- Propagande extrémiste et défense nationale (PC, AF), 1929 : **Mp 491/4**
- Surveillance de l'opinion, manifestations catholiques (JOC, JAC) 1934-1939 : **Mp 70/1**
- Ligues des patriotes, 1897 : **Mp 56/10**
- La Ligue de la patrie française 1901 : **Mp 56/11**
- Activités des membres des ligues dissoutes et d'anciens combattants de droite, instructions, correspondances, 1936 : **Mp 239/9**
- Action-française 1934-1937 : **Mp 70/2**

#### b. 4M : Police

Associations, 1880-1903 : **M 4034-4058**

4.7 : Cercle/associations : 1905-1936 : **Mp 508/2**

5.3 : Surveillance politique : Mp 73/10 / Mp 271/3 / Mp 495/1

Associations diverses entre 1920 et 1940, communes de A à F : Mp949

Associations diverses entre 1920 et 1940, communes de G à Y : Mp950

### 2. Série W. Archives administratives postérieures au 10 juillet 1940.

Services extérieurs du ministère chargé de l'intérieur.

---

<sup>2</sup> Une dérogation a été faite pour avoir accès à la plupart de ces documents notamment le dossier 1203W98 sur la CGA, le dossier 247W617 sur le malaise paysan pour certains dossiers sur la médaille d'honneur agricole et concernant le génie rural.

## a. Préfecture ; cabinet du préfet (classeur 1 et 2).

- **247W503** : Foyer agricole de Dole et de Saint-Laurent
- **247W624** : Élections chambre d'agriculture
- **247W617** : « Malaise paysan » vers 1960
- **247W801-811** : Mérite agricole, dossiers individuels, 1950-1955.
- **247W820** : Médaille d'honneur agricole, listes et dossiers, 1949-1957.
- **247W852** : Médaille aux organismes agricoles, 1947-1969.
- **247W836** : Médaille de la mutualité agricole, listes et notices, 1950-1957.
- **247W504** : Ingénieurs des services agricoles : nominations, mutations, 1945-1956.
- **247W498** : Office interprofessionnel des céréales, personnel, 1943-1958.
- **332W5** : Mouvements de jeunesse du Jura
- **1203W98** : CGA (dossier nommé : « FDSEA 1945-1965 »)
- **331W155** : Corporation paysanne

## b. Rapports périodiques des chefs de service au préfet. 1939-1955

- Rapports périodiques faits au préfet par la Direction des services agricoles : **304 W 148** : 1944 ; **304 W 166** : 1945 ; **304 W 210** : 1946-1947 ; **304 W 225** : 1951-1952 ; **304 W 226** : 1953 ; **304 W 227** : 1954
- Rapports périodiques faits au préfet par le Service du génie rural : **304 W 212**
- Rapports périodiques faits au préfet par la délégation départementale à la jeunesse 1943 : **304 W 149**.
- Églises et mouvements catholiques conférences, réunions et rapports de police 1951-1953 : **304 W 13**
- Mérite agricole : **304 W 266** : 1947 ; **304 W 267** : 1948 ; **304 W 268** : 1949

## d. Sous série 7W ; 23W et 77 W : Affaires économiques.

- **7W16-7W20** : Vulgarisation agricole 1953-1958
- **7W26** : enquête sur la coopérative agricole 1963
- **7W48** : école de fromagerie de Franche-Comté, école d'agriculture d'hiver, école, etc... public 1941-1961
- **7W79** : activités culturelles : développement des activités culturelles de la jeunesse rurale, demande des associations, versement des subventions 1953-1962
- **7W115** : statuts des caisses locales d'assurances mutuelles agricoles contre les accidents 1951-1959
- **7W127** : main-d'œuvre agricole recensement 1941-1945
- **23W14** : activités agricoles dans le Jura rapports périodiques 1961-1966
- **77W1** : corporation paysanne : 1941-1944
- **77W2** : syndicats agricoles réglementation et déclarations 1945
- **77W3** : coopératives agricoles agréées 1947-1950
- **77W7** : programme d'action agricole : vulgarisation agricole 1947-1951

- 77W8 : programme d'action agricole : vulgarisation agricole 1951-1952
- 77W15 : statistiques agricoles instruction bureau 1942-1951
- 77W69 : primes d'encouragement à l'hectare, seigle blé 1948-1951

### e. SCAE.2ème section, documentation, études économiques 1903-1977

- 258W137 : agriculture, rapports du Conseil général, habit rural, CUMA 1962-1964
- 258W139 : agriculture (plusieurs éléments dont groupement de productivité, etc...)
- 258W141 : maison familiale d'apprentissage rurale d'Amanges : subventions, enseignement, etc 1962-1964
- 258W142 : structures agricoles
- 258W143-145 : vulgarisation agricole
- 258W151 : coopératives agricoles 1903-1962
- 258W152 : coopérative agricole 1950-1969
- 258W153 : promotion sociale en agriculture 1959-1964
- 258W154 : promotion sociale en agriculture 1963
- 258W159 : foyers de progrès agricole 1956-1963
- 258W160 : cumuls en agriculture (affaire Henri Maire)
- 1110W3-6 : enseignement agricole 1941-1980

### 3. Fond des renseignements généraux

Série W classeur n° 20 : versements de la direction départementale des renseignements généraux (1825-2003) numérotés 1782 W et 2156 W.

<b>Cote</b>	<b>Contenu</b>
1782W193	Dossiers généraux direction départementale associations d'entraide et d'intérêts, 1947-1969 associations d'anciens combattants, patriotique et de résistance associations d'anciens combattants, 1939-1945 et 1945-1970
1782W320	Centre MRP (mouvement républicain populaire) : question de principes, documents de synthèse et documentation, 1945-1962; organisation, 1945-1965; activité interne, vie organique du parti, 1951-1966; réunions de bureau, 1951-1962; congrès, 1948-1964. Parti démocrate moderne, 1966-1968. Club « de Marc Sangnier à Jean Jaurès », 1969. Association des femmes démocrates, mars-septembre 1968. Centre démocrate, 1966-1974.



	Centre démocratie et progrès, 1970-1974. Mouvement réformateur.
1782W322	Mouvement populaire des familles, 1943-1950 Comité de coordination d'action chrétienne, 1944-1947. Libre pensée, 1947-1959. Comité d'action laïque, 1948-1962 et FOLJ, 1951-1964.
1782W331	RPF (rassemblement du peuple français), 1947-1952 Fédération franc-comtoise des jeunes républicains, indépendants giscardiens, 1966-1973. Rassemblement démocratique, J. Duhamel, 1964-1971. Centre démocrate du Jura, 1966-1967. Union nouvelle république, 1959-1973. RPF, 1947-1952. MRP, 1945-1965. Centre national des indépendants, 1977. Union des jeunes pour le progrès, 1974-1977. Mouvement poujadiste, 1955-1960, 1966. Indépendants paysans, 1954, 1957-1959, 1961. Nouvelle action française, 1972-1976, 1980. Restauration nationale (centre royaliste comtois), 1970-1978. Monarchistes, 1960.
1782W333	Poste des Rousses (dossiers constitués surtout d'instructions) Partis issus de la Résistance, Front national et mouvement de libération nationale (FLN, MLN), 1945-1947. UNR (Union pour la nouvelle République), 1959-1961. RPF, 1946-1951. MRP, 1945-1964. Centre démocrate, 1968-1972. Extrême droite : mouvement paix et liberté, 1953; PSF et PPF, 1944-1945; mouvements néonazis, extrême droite, 1961-1973. Parti radical-socialiste, 1946-1966. Gauche prolétarienne, maoïstes, 1969-1972. Comités d'action révolutionnaire, anarchistes, 1968-1973. Ligue communiste révolutionnaire, 1975.
1782W339	Direction départementale Effectifs des principaux syndicats, 1948-1972; rapports sur les positions actuelles du syndicalisme, mars 1946.
1782W349	Syndicalisme agricole État d'esprit des agriculteurs : rapports, 1974-1977. Confédération générale agricole : instructions, rapports d'ensemble, statuts, activités, 1944-1951. Comité départemental d'action paysanne, 1945. Comité d'action agricole, 1945. Informations diverses sur les syndicats agricoles et les cours des productions agricoles, 1959-1972.

1782W350	FDSEA : actions 1966-1971; activités, 1952-1958; 1952-1972.
1782W353	MODEF, 1965-1971.
1782W354	Centre des jeunes agriculteurs CA et bureau, 1963-1971; effectifs, 1970-1971; réunions cantonales, 1969-1970; congrès, 1966-1968; prises dépositions, 1963-1971; opération sourire, 1968-1971; manifestations, 1969-1971. Regroupements syndicats locaux, 1962-1969.
1782W363	Syndicalisme agricole, organisation et activités CGA, 1945-1958; FDSEA, 1957-1979; CDJA, 1961-1973; MODEF, 1965-1967, 1974-1976; Confédération paysanne, 1975-1979; FFA, 1975-1978; syndicat départemental de la propriété agricole, 1976-1977
1782W368	Poste des Rousses Grèves, 1949-1965. Syndicalisme agricole, CGA, 1945-1962.
1782W371	Syndicats par secteurs d'activités Fonctionnaires : 1945-1970; enseignement, 1949-1970; cheminot, 1948-1972; gaz-électricité, 1949-1970; banques, 1960-1961; métallurgie, 1947-1963; syndicats patronaux, 1949-1959. Commerçants-artisans: Union de défense des commerçants et artisans, 1954-1966; CID-UNATI, 1970-1984; Union professionnelle artisanale (UPA), 1982. Syndicalisme agricole : organisation et agitations, 1945-1968.
1782W373	Direction départementale Services publics, syndicats et mouvements sociaux. Comité de liaison syndical des fonctionnaires, 1960-1966. Grèves dans la fonction publique : rapports, télégrammes, 1965-1971. Dossiers par secteur d'activités, suivi des grèves, 1950-1979.
1782W374	Grèves Instructions générales sur la transmission des informations concernant les conflits sociaux, 1949-1953; dossiers par conflits, par année, 1958-1963.
1782W380	Agitation paysanne lors des événements de mai 68, septembre-octobre 1968. Affaire LIP, événements locaux, juin 1973-1977.
1782W381	Poste de Dole Dossiers des grèves et des journées d'action, 1945-1977; manifestations du 1er mai, 1960-1961, 1963-1980.

Archives ayant fait l'objet d'une demande de dérogation pour consultation :

**1782 W 166** : Guerre d'Algérie / Surveillance générale de l'opinion publique / Presse / Presse religieuse 1953-1969.

**1782 W 195** : Associations pour le centre de Saint-Claude.

**1782 W 197** : Religion / mouvements catholiques 1944-1970.

**1782 W 294** : Dossiers individuels sur le personnel municipal.

**1782 W 356** : Dossiers individuels syndicats.

**1782 W 364** : Affaires de terres.

**1782 W 367** : Dossiers individuels des syndiqués de Dole avec JOC et JAC

## **E. fonds privés**

- **38 J** fonds Maréchal de Longeville
- **36 J 373-388** : Bernard Eugène François Albéric de Froissard (1839-1930)
- **36 J 439-455** : Famille Villeneuve-Bargemont (1867-1954)
- **111 J** : Alfred Bouvet

## **F. Archives communales**

- **5E 270/44-46** : Bureau de bienfaisance de la commune de Lavigny
- **5E 270-22** : Élections municipales Lavigny
- **5E 214/37** : Plasne recensement du bétail 1918 ; 1941

## **G. Annuaire**

Instruments de travail

- Annuaire Fournier 1930
- Annuaire Fournier 1936-1937

# **ARCHIVES MUNICIPALES DE LAVIGNY**

**1F1 : dénombrement de population**

**1K5-2 : élections chambre d'agriculture**

**1K3 : listes électorales 1936-1946**

**1K4 : élections municipales 1900-1970**

**1Q3 : liste des indigents**

**1R2 : école privée**

**1S1 : coopérative catholique**

**2F1 : statistiques agricoles**

**2F2 : accidents, allocations, calamités**

**2H1 : pompiers**

**2Q : retraites ouvrières et paysannes**

**2S1 : autres fonds**

Caisses, mutuelles, assurances, syndicats, sociétés sportives

# **ARCHIVES PRIVÉES**

## **Première section : ARCHIVES DIOCÉSAINES DU DIOCÈSE DE SAINT-CLAUDE**

### **A. Archives des mouvements d'Action catholique générale**

#### **I. FNC**

##### **1) Dossier 4K4**

La plupart de ce dossier est constitué de circulaires et de rapports nationaux. Nous avons conservé l'ordre originel des documents de la liasse.

- « La défense de la moralité publique » ; rapport présenté par Monsieur de Froissard, président de l'Union ; assemblée générale du 7 novembre 1932 ;
- « La question des bibliothèques publiques » ; rapport de la FNC présenté par le R P de Parvillez ; assemblée générale du 7 novembre 1932 ;
- « Les écoles nouvelles et la ligue pour l'éducation nouvelle d'après leurs promoteurs », document non daté ; 39 p plus annexes
- Circulaire de la FNC n° 183, 9 mars 1936
- Lettre de la FNC à l'évêque, 9 mars 1936
- « L'action des sans Dieu en URSS et dans le monde », 1 feuillet nd
- « Quelques réflexions sur l'enseignement libre », document non daté ; 3 feuillets.
- Circulaire de la FNC n° 53, 1er septembre 1930

- Circulaire de la FNC n° 52, 1er septembre 1930
- Lettre de la FNC à l'évêque, 1er septembre 1930
- Programme du 2nd pèlerinage de la FNC à Montmartre
- Circulaire de la FNC n° 51, 1er septembre 1930
- Circulaire de la FNC n° 62, 29 octobre 1930
- Lettre de la FNC à l'évêque, 31 octobre 1930 sur l'exposition coloniale internationale de Paris de 1931 avec en annexe la lettre du pape l'amiral Lacaze
- Circulaire de la FNC n° 82, 23 juin 1931
- Circulaire de la FNC n° 83, 24 juin 1931
- Lettre de la FNC à l'évêque, 28 novembre 1931
- « La FNC et la question électorale en 1932 » ; 11ème Assemblée générale de la FNC, 9-10 novembre 1931 ;
- Lettre de la FNC à l'évêque, 11 octobre 1932
- Circulaire de la FNC n° 111, 1er octobre 1932 avec en annexe un document sur le service des conférences de la FNC et un sur les sujets de conférences recommandés aux auditoires de la FNC
- Lettre de la FNC à l'évêque, 23 mars 1932.
- Circulaire de la FNC n° 100, 23 mars 1932
- Circulaire de la FNC n° 101, 23 mars 1932
- Document justifiant la controverse entre la FNC et la jeunesse catholique au sujet de la condamnation des fascicules des Annales de la jeunesse catholique par le général de Castelnau, Paris, 22 décembre 1932, 15 p. (À la fin du document lettre manuscrite au président en date du 12/01/1933)
- Circulaire de la FNC n° 98, 9 mars 1932
- Programme du pèlerinage national à Rome de l'Action catholique française ; avril-mai 1932 ; 4 p.
- Circulaire de la FNC n° 102, 4 mai 1932
- Statuts de l'Union des associations de défense de la moralité publique ; 5 p
- Document concernant le brevet d'assistante sociale ; 2 p
- Lettre de la FNC à l'évêque, 4 mai 1932
- Lettre de la FNC au président diocésain, 13 mai 1932
- Circulaire de la FNC n° 105, 10 juin 1932
- Circulaire de la FNC n° 115, 2 décembre 1932
- Circulaire de la FNC n° 99, 11 mars 1932
- Circulaire de la FNC n° 106, 10 juin 1932
- Circulaire de la FNC n° 114, 1er décembre 1932 avec en annexe le rapport sur « la question civique » ; 17 p
- Lettre de la FNC à l'évêque, 2 décembre 1932
- Circulaire de la FNC n° 140, 11 janvier 1933
- Circulaire de la FNC n° 117 (confidentiel), 24 mars 1933 avec en annexe les tableaux à remplir sur les différentes Œuvres
- Circulaire de la FNC n° 119, 20 avril 1933
- Circulaire de la FNC n° 121, 8 avril 1933
- Lettre de l'Union des associations de défense de la moralité publique au président diocésain, 20 avril 1933
- Circulaire de la FNC n° 123, 5 mai 1933 avec en annexe le « texte nouveau » de la règle VIII, relatif aux rapports de la FNC avec la politique
- Circulaire de la FNC n° 124, 5 mai 1933 avec en annexe la proposition de loi concernant la création d'écoles primaires agréées sur la réforme des caisses d'écoles par Monsieur François Saint-Maur, sénateur, 3 p.

- Liste des députés qui ont voté contre l'amendement Vallat ou se sont abstenus, séance du 3 mars 1931
- « Les familles françaises de deuxième zone » ; général de Castelnau ; nd ; 2 p
- « Questionnaire relatif aux élections législatives de 1932 » ; nd ; 5 p
- Feuille d'information de l'Union des associations de défense de la moralité publique ; 2 juillet 1934 ; 8 p
- « La doctrine marxiste et la religion » ; nd
- « Consignes électorales » ; nd ; 3 feuillets
- Circulaire de la FNC n° 176 , 20 décembre 1935
- Circulaire de la FNC n° 177, 20 décembre 1935
- Circulaire de la FNC n° 151, 22 mai 1934
- Circulaire de la FNC n° 161, 18 décembre 1934
- Lettre de la FNC à l'évêque, 18 décembre 1934
- Circulaire de la FNC n° 160, 18 décembre 1934
- Circulaire de la FNC n° 156, 19 septembre 1934 avec en annexe le tableau des stations du réseau de radio-diffusion de l'État et des associations auxquelles sont confiées la composition et la réalisation des programmes d'émission de ces stations ; 2 feuillets.
- Circulaire de la FNC n° 162, nd
- Circulaire de la FNC n° 163, 18 décembre 1934
- Circulaire de la FNC n° 172, 6 juillet 1935
- Circulaire de la FNC n° 173, 6 juillet 1935
- Circulaire de la Fédération de Radio familles adressée au président diocésain, 5 juillet 1935
- Lettre de la FNC à l'évêque, 20 décembre 1935
- Circulaire de la FNC n° 175, 20 décembre 1935
- Lettre du ministère de la santé publique et de l'éducation physique aux préfets, 15 mai 1934, 3 feuillets
- Lettre de la FNC à l'évêque, 22 mai 1934
- Lettre de la FNC au président, 7 avril 1934 avec en annexe le programme des conférences recommandées avec auditoire de la FNC
- Lettre de la FNC à l'évêque, 6 avril 1934
- Circulaire de la FNC n° 145, 6 avril 1934
- Circulaire de la FNC n° 146, 7 avril 1934
- Lettre de la FNC à l'évêque, 7 mars 1934
- Circulaire de la FNC n° 114, 28 février 1934 avec en annexe l'affiche pour adhérer à la Fédération des associations Radio famille
- Lettre de la FNC à l'évêque, 28 février 1934
- Lettre de la FNC au président diocésain, juin 1934
- Lettre de la FNC à l'évêque, 19 février 1934
- Circulaire de la FNC n° 143, 19 février 1934
- Circulaire de la FNC n° 150, 5 mai 1934
- Circulaire de la FNC n° 153, 10 juillet 1934 avec en annexe les dates des conférences de M. Léon Poirier
- Circulaire de la FNC n° 156, 19 septembre 1934
- Lettre de la FNC à l'évêque, 19 septembre 1934
- Lettre de la FNC au président diocésain, 9 janvier 1934
- Lettre de la FNC à l'évêque, 11 janvier 1934
- Circulaire de la FNC n° 136, 13 novembre 1933
- Circulaire de la FNC n° 135, 2 novembre 1935 avec en annexe un article qui va être publié et un document au sujet de la pièce de théâtre « l'homme que j'ai tué »



- « La question scolaire en 1932 » ; rapport présenté par le général de Castelnau à la 12ème Assemblée générale de la FNC ; 7 novembre 1932 ; 27 feuillets
- Vœux du secrétariat central à la fédération diocésaine de jeunes filles ; 25 décembre 1934
- Circulaire de la FNC n° 125, 9 mai 1933
- Circulaire de la FNC n° 128, 6 juin 1933
- Circulaire de la FNC n° 131, 11 octobre 1933
- « Catéchisme rectifié » ; Extrait de *l'Émancipation*, bulletin mensuel du syndicat des membres de l'enseignement laïc de Mayenne ; janvier 1933
- « Ce qu'un syndicat d'instituteur laïc fait de la neutralité » ; Extrait du *Nouvelliste de Bretagne* ; 23 septembre 1933
- Lettre du général P. Pouget Abadie adressée à la FNC au sujet « d'une publication diffamatoire » ; Laval ; 28 septembre 1933
- « Communiqué sur les fédérations diocésaines de jeunes filles ; monographie de la fédération diocésaine d'Annecy » ; décembre 1934 ; secrétariat central des fédérations diocésaines de jeunes filles ; communication n° 12 ; 10 feuillets
- « Avis très important » ; octobre 1934 ; secrétariat central des fédérations diocésaines de jeunes filles ; communication n° 10 ; 15 feuillets
- « Communiqué sur les fédérations diocésaines de jeunes filles ; monographie de la fédération diocésaine de Saint-Claude » ; janvier 1935 ; secrétariat central des fédérations diocésaines de jeunes filles ; communication° 13 ; 12 feuillets
- « Le danger socialiste et la doctrine sociale catholique » ; compte rendu du rapport présenté par M. François Saint-Maur ; 3ème Assemblée générale de la FNC ; 1er juin 1926 ; 30 feuillets

## 2) Dossier 4K1, sous dossier « tensions Pouillard/Froissard<sup>1</sup> »

- Just Pouillard à l'évêque Faure : 12 février 1927, 3p
- Just Pouillard à l'évêque Faure : 16 février 1927, 2p
- Louis Michalet à l'évêque Faure : 9 mars 1927, 1p
- Just Pouillard à l'évêque Faure : 11 mars 1927, 2 p
- Just Pouillard à l'évêque Faure : 10 mars 1927, 2p
- Just Pouillard à l'évêque Faure : 19 avril 1927 ?, 2 p
- Just Pouillard à l'évêque Faure : 25 septembre 1927, 1p
- Programme du Congrès régional de la jeunesse catholique du 19 décembre 1926 à Dole, 1 p
- Réunion des cadres de l'union diocésaine du 8 novembre 192X ?
- Just Pouillard à l'évêque Faure : 30 décembre 1926, 2p
- Just Pouillard à l'évêque Faure : 11 juin 1926, 2p
- Just Pouillard à l'évêque Faure : 21 août 1926, 2p
- Just Pouillard à l'évêque Faure : 15 septembre 1926, 1p
- Just Pouillard à l'évêque Faure : 25 septembre 1926, 2p
- Just Pouillard au comte de Froissard : 18 novembre 1927, 2p
- Just Pouillard à l'évêque Faure : 5 juillet 1928, 1p
- Just Pouillard à l'évêque Faure : 11 juillet 1928, 1 p / au dos brouillon de réponse de l'évêque, 13 juillet 1928, 1p
- Note pour les retraites ecclésiastiques de 1927, 2 p.

---

<sup>1</sup> Sous-dossier intitulé ainsi par nos soins.

- Brouillon de l'évêque Faure adressé à Just Pouillard, reprise du brouillon du 13 juillet 1928, 2p
- Lettre non datée à l'évêque, Donnemarie-en-Montois, Seine et Marne, 3 p
- Lettre de X à X, 3 septembre 1926, Fraisans, 2 p
- Just Pouillard à l'évêque Faure : 4 juillet 1930, 1p
- Lettre de Bernard de Froissard à l'évêque Faure : 23 novembre 1929, 3p avec en annexe la lettre de Just Pouillard à Bernard de Froissard du 22 novembre 1929, 1 p
- Just Pouillard à l'évêque Faure : 21 juillet 1928, 3p
- Just Pouillard à l'évêque Faure : 18 juillet 1928, 3p
- Just Pouillard aux doyens avec le projet d'itinéraire pour les réunions cantonales de 1926-1927.
- Brouillon d'une lettre de l'évêque Faure à Just Pouillard : 17 octobre 1928, 2p

## II. LPDF

### Dossier 4K2

Le dossier étant conséquent et courant des années 1920 aux années 1950, figurent ici uniquement les documents ayant servi à notre analyse.

- **Enveloppe « services généraux de la Ligue » : comptes rendus de Conseils d'arrondissement et de Conseils départementaux**, 1937-1946, 27 feuillets.
- **27 lettres** adressées par des membres de la Ligue (Mme Milcent-Meyssonier, Mlle Mathieu, Mlle Robert, à l'évêque Rambert-Faure, dont 3 brouillons de lettres de l'évêque adressées à des responsables de la LPDF illisibles, une lettre du chanoine Just Pouillard, une de l'abbé Jean Cheylus et une de l'abbé Simon Ligier à l'évêque), 1926-1944.
- **Liste des Œuvres féminines du diocèse vers 1930**, 7 feuillets.
- **État de la Ligue patriotique des Françaises en 1928** avec noms des présidentes de cantons et effectifs, 2 feuillets.
- **Effectifs de la Ligue en 1945 et en 1953 par arrondissement et cantons**, 1 feuillet.
- **Effectifs de la Ligue par doyennés et par paroisses** avec noms des présidentes, secrétaires voire trésorières de chaque canton en 1927, 1934, 1936 et 1937, 9 feuillets.
- **Compte rendu des présentes au Conseil d'arrondissement de Lons**, octobre 1941
- **Compte rendu des présentes au Conseil départemental** mai 1943
- **Compte rendu des présentes au Conseil départemental Lons-le-Saunier**, octobre 1945
- **Compte rendu des présentes au Conseil d'arrondissement de Lons-le-Saunier** novembre 1945

## B. Journaux de la jeunesse catholique

La collection complète du journal de la jeunesse catholique masculine puis, à partir de 1946, masculine et féminine<sup>2</sup>, *Nenni ma foi !* qui change de titre en 1941 pour devenir *Jeunes du Jura*, a été retrouvé aux archives diocésaines en 2011. Elle a été entièrement numérisée puisqu'elle ne se trouve qu'à la Bibliothèque nationale de France dans un état qui ne permet pas la consultation de tous les numéros. Les numéros manquants sont signalés par un « X »

### 1) *Nenni ma foi!* 1919-1940

	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930
Janvier		N° 11	N° 23	N° 35	N° 47	N° 59	N° 71	N° 82	N° 92	N° 103	N° 114	N° 125
Février		N° 12	N° 24	N° 36	N° 48	N° 60	N° 72	N° 83	N° 93	N° 104	N° 115	N° 126
Mars	N° 1	N° 13	N° 25	N° 37	N° 49	N° 61	N° 73	N° 84	N° 94	N° 105	N° 116	N° 127
Avril	N° 2	N° 14	N° 26	N° 38	N° 50	N° 62	N° 74	N° 85	N° 95	N° 106	N° 117	N° 128
Mai	N° 3	N° 15	N° 27	N° 39	N° 51	N° 63	N° 75	N° 86	N° 96	N° 107	N° 118	N° 129
Juin	N° 4	N° 16	N° 28	N° 40	N° 52	N° 64	N° 76	N° 87	N° 97	N° 108	N° 119	N° 130
Juillet	N° 5	N° 17	N° 29	N° 41	N° 53	N° 65	N° 77		N° 98		N° 120	
Août	N° 6	N° 18	N° 30	N° 42	N° 54	N° 66	N° 78	N° 88		N° 109		N° 131
Septembre	N° 7	N° 19	N° 31	N° 43	N° 55	N° 67	N° 79	N° 89	N° 99	N° 110	N° 121	N° 132
Octobre	N° 8	N° 20	N° 32	N° 44	N° 56	N° 68			N° 100	N° 111	N° 122	N° 133
Novembre	N° 9	N° 21	N° 33	N° 45	N° 57	N° 69	N° 80	N° 90	N101°	N° 112	N° 123	N° 134
Décembre	N° 10	N° 22	N° 34	N° 46	N° 58	N° 70	N° 81	N° 91	N° 102	N° 113	N° 124	N° 135

	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
Janvier	n° 136	n° 147	n° 158	n° 169	n° 180	n° 191	n° 202	n° 210	n° 220	n° 229
Février	n° 137	n° 148	n° 159	n° 170	n° 181	n° 192	n° 203	n° 211	n° 221	n° 230
Mars	n° 1938	n° 149	n° 160	n° 171	n° 182	n° 193	n° 204	n° 212	n° 222	n° 231
Avril	n° 1939	n° 150	n° 161	n° 172	n° 183	n° 194	n° 205	n° 213	n° 223	n° 232
Mai	n° 140	n° 151	n° 162	n° 173	n° 184	n° 195		n° 214	n° 224	
Juin	n° 141	n° 152		n° 174	n° 185	n° 196	n° 206			
Juillet			n° 163					n° 215	n° 225	

<sup>2</sup> Le journal fusionne alors avec son équivalent féminin, *Les Vaillantes du Jura*.

Août	n° 142	n° 153	n° 164	n° 175	<b>X</b>	n° 197	n° 207	n° 216		
Septembre	n° 143	n° 154	n° 165	n° 176	n° 187	n° 198	n° 208	n° 217	n° 226	n° 233
Octobre	n° 144	n° 155	n° 166	n° 177	n° 188	n° 199	n° 208 <sup>3</sup>			
Novembre	n° 145	n° 156	n° 167	n° 178	n° 189	n° 200		n° 218	n° 227	n° 234
Décembre	n° 146	n° 157	n° 168	n° 179	n° 190	n° 201	n° 209	n° 219	n° 228	

---

<sup>3</sup> Erreur de numération du journal

## 2) Jeunes du Jura 1941-1962

	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Janvier	n° 1	n° 11	n° 18	n° 24	n° 29	n° 35	n° 40	n° 45	n° 50	n° 55	n° 60	n° 66	n° 71	n° 76	n° 82	n° 87	n° 93	n° 99	n° 104	n° 110
Février	n° 2	n° 12									n°61			n°77						n°111
Mars	n° 3		n° 19	n° 25	n° 30	n° 36	n° 41	n° 46	n° 51	n° 56		n° 67	n° 72		n° 83	n° 88	n° 94	n° 100	n° 105	n° 112
Avril	n° 4	n° 13									n°62			n° 78				X	n° 106	
Mai	n° 5	n° 14	n° 20	n° 26	n° 31	n° 37	n° 42	n° 47	n° 52	n° 57			n° 73		n° 84	n° 89	n° 95			n° 107
Juin	n° 6	n° 15									n° 63	n° 68		n° 79					n° 108	n° 114
Juillet			n° 21	n° 27	n° 32	n° 38	n° 43	n° 48	n° 53				n° 74		n° 85	n° 90	n° 96			
Août	n° 7									n° 58										n° 115
Septembre		n° 16	n° 22		n° 33						n° 64	n° 69		n° 80		n° 91	n° 97			
Octobre	n° 8									n° 59			n° 75					n° 102	n° 109	
Novembre	n° 9	n° 17	n° 23		n° 34	n° 39	n° 44	n° 49	n° 54		n° 65	n° 70		n° 81	n° 86	n° 92	n° 98	n° 103		
Décembre	n° 10			n° 28									n° 76							n° 116

## 3) Les Vaillantes du Jura 1926-1946

	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945
Janv		N°1			N° 1	N° 1	N° 1	N° 1	N° 1	N° 1	N° 1	N° 1	N° 1	N° 1	N° 1	N° 1	N° 11	N° 18	N° 24	N° 29
Fév					N° 2	N° 2	N° 2	N° 2	N° 2	N° 2	N° 2	N° 2	N° 2	N° 2	N° 2	N° 2	N° 12			
Mars					N° 3	N° 3	N° 3	N° 3	N° 3	N° 3	N° 3	N° 3	N° 3	N° 3	N° 3	N° 3		N° 19	N° 25	N° 30
Avril		N° 4				N° 4	N° 4	N° 4	N° 4	N° 4	N° 4	N° 4	N° 4	N° 4	N° 4	N° 4	N° 13			
Mai					N° 5	N° 5	N° 5	N° 5	N° 5	N° 5	N° 5	N° 5	N° 5	N° 5-6	N° 5	N° 5	N° 14	N° 20	N° 26	N° 31
Juin					N° 6-7	N° 6	N° 6	N° 6	N° 6	N° 6	N° 6	N° 5-6	N° 6-7			N° 6	N° 15			
Juillet		N° 7				N° 7		N° 7-8	N° 7-8	N° 7-8	N° 7-8			N° 7-8				N° 21		N° 32
Août	N° 8				N° 8		N° 7									N° 7				

Sep	N° 9				N° 9	N° 8-9	N° 8	N° 9	N° 9	N° 9	N° 9	N° 7-8	N° 8-9	N° 9-10	N° 6		N° 16	N° 22		N° 33
Oct		N° 10		N° 10		N° 10	N° 9	N° 10	N° 10	N° 10	N° 10	N° 9	N° 10			N° 8				
Nov		N° 11	N° 11		N° 11	N° 11	N° 10	N° 11	N° 11	N° 11	N° 11	N° 10	N° 11	N° 11	N° 7	N° 9	N° 17	N° 23	N° 27	N° 34
Déc		N° 12		N° 12	N° 12	N° 12	N° 11	N° 12	N° 12	N° 12	N° 12	N° 11	N° 12	N° 12		N° 10			N° 28	

## C. Archives de la JAC/F

Nous croyons bon ici de respecter le classement des archives, bien que celui-ci n'ait aucune signification pertinente. C'est également pour cela qu'il nous a paru nécessaire de détailler l'ensemble des documents trouvés.

### I Archives classées

#### 1) Brochures et livrets

Ces brochures sont issues de la section « JAC » du classement de la bibliothèque diocésaine du diocèse de Saint-Claude.

- Anonyme, *Chante clair, coq de France*, Lyon, Editions A. Lémerly et fils, nd, 150 p.
- CHENAL André, *Chantons la terre*, Paris, Éditions Spes, 1937.
- Collectif, *L'apostolat rural*, Paris, Procure générale du clergé, union apostolique, 1944, 48 p.
- JAC, *Manuel de la JAC*, Paris, Éditions Semailles, 1942, 116 p.
- GAUDILLIERE Marc, *Éléments d'une culture intellectuelle paysanne*, JAC, 1945, 164 p.
- JAC, *Le problème des distractions au village*, Paris, JAC, nd, 59 p.
- JACF, *Manuel de la JACF*, Paris, JACF, nd, 53 p.
- ANCEL A., *Le communisme et les paysans*, Paris, Éditions Providence du Prado, 1946, 94 p.
- JACF, *La femme dans la vie rurale*, Paris, JACF, 1946, 111 p.
- JAC, *Foyers nouveaux, France nouvelle : jeu scénique*, Lyon, Secrétariat général de la JAC, 1943, 24 p.
- JACF, *Milieu rural et JACF*, Lyon, JACF, nd, 56 p.
- JACF, *La JACF et la masse*, Paris, JACF, nd, 32 p.
- JAC, *Au service de l'homme : notre programme pour l'année 1945*, Paris, Éditions Semailles, 1944, 92 p.
- MFR, *La mission du MFR*, Paris, MFR, 1946.
- JAC, *Le jeu de l'homme et de la terre*, jeu scénique, nd, JAC, 22 p.
- Anonyme, *Pastorale rurale*, Paris, Œuvres de Campagnes, nd, 24 p.
- JACF, *Pour une vie plus belle*, Paris, JACF, 1944, 47 p.
- LEBRET Louis, *Manuel de l'enquêteur*, tome 1 : « guide pratique de l'enquête sociale », Paris, Presses universitaires de France, 1952.
- Anonyme, *Manuel des retraites et recollections jacistes*, Paris, Imprimerie Laboureur, 1938, 151 p.
- BOUVIER Maurice, *La Messe des paysans*, Paris, Collection rurale, 1939, 39 p.
- Collectif, *Gai lon la : recueil de chants jacistes*, Paris, JAC, 1937, 52 p.
- LAMBERT Pierre et Marguerite, *Lettres à Natole par un foyer jaciste*, Versailles, Les Éditions Saint Paul, 1949, 128 p.

## 2) Dossier 5K3

### - Documents épars -

- **Enquête de vacances** 1933: « La mentalité des jeunes à la campagne », *6 feuillets*.
- **Liste des 34 sections jacistes du Jura** par ordre d'affiliation faite par le trésorier, J-M Mossu, non daté (environ 1937-38), *1 feuillet*.
- **La Jeunesse agricole**, numéro spécial de mars 1937: « la jeunesse paysanne veut vivre, fière, libre, honnête, joyeuse », *10 pages*.
- **Feuillet sur les retraites fédérales** ayant eu lieu de 1936 à 1938.
- **Carnet sur les débuts du cercle de Lons-le-Saunier de la JACF du Jura**: comptes rendus des réunions par les responsables (Jeanne Colin, Marguerite Clavez et collaboratrices) du 17 janvier 1935 au 8 février 1940, *23 pages*.
- **Liste des 16 sections du canton de Voiteur** avec le nom des responsables, non daté, *1 feuillet*.
- **Cahier tenu par Monique de Longeville, responsable JACF** de la section de Lavigny: tournée dans le secteur à partir du 22 avril 1933.
- **Circulaire de Jeunes forces rurales** du 19 février 1948 au sujet d'un stage en Autriche pour les jacistes, *1 feuillet*.
- **Rapport général du service d'entraide de la JAC du Jura**, le 15 mars 1944: ramassages de légumes, colis familiaux, placements enfants, pour la campagne 1942-1943 et pour la campagne 1943-1944, *1 feuillet*.
- **Campagne de fraternité des sections de zone sud et zone nord du Jura**, non daté, *1 feuillet*.
- **Liste des congressistes jurassiens au congrès du dixième anniversaire de la JAC** à Paris en avril 1939: 37 sections représentées et 4 congressistes isolés, *1 feuillet*.

### - Sous dossier : Demande d'affiliation à la JAC d'Etival-lès-Crozets -

- **Demande d'affiliation à la JAC** d'Etival-lès-Crozets, de ses 28 membres, le 13 avril 1942, *1 feuillet*.
- **Liste des membres de la section** avec nom et profession des parents, *1 feuillet*.
- **L'activité de la section et ses services**, *1 feuillet*.
- **Avis du comité fédéral sur l'affiliation** : avis du président fédéral et avis de l'aumônier de secteur, le 23 avril 1942, *1 feuillet*, (X2)

### - Sous dossier : adhésion de 13 sections du Jura à la JAC, avec numéro fédéral, numéro national et date d'adhésion

Thervay: n° 2, n° 272, 6 février 1933



Malanges: n° 1, n° 249, le 20 novembre 1932

Mignovillard: n° 38, 9 juin 1939

Rahon: n° 39, n° 1662, 20 juillet 1939

Saint-Julien sur Suran: n° 35, n° 1366, 22 novembre 1937

Arbois: n° 36, n° 1616, 5 mai 1939

L'Abbaye du Grandvaux: n° 37, n° 1362, 3 novembre 1937

Lac-des-rouges-truites: n° 34, n° 1362, 3 novembre 1937

Inter paroissiale: Saint Jean-Baptiste de Salins, Aresches, Cernans, Marnoz, Pretin, La Chapelle: n° 33, n° 1154, 10 mars 1937.

Inter paroissiale: Picarreau, Fay-en-montagne, Bonnefontaine: n° 32, n° 1153, 10 mars 1937

Mirebel: n° 30, n° 934, 17 mars 1936

Aiglepierre, n° 31, n° 1029, 8 juin 1936

L'Étoile, n° 29, n° 863, 20 décembre 1935

**- Sous dossier : Le congrès de la jeunesse catholique jurassienne du 23 novembre 1941 -**

*Jeunes du Jura*, novembre 1941, n° 9, 4 pages.

**Article de journal**, « Le congrès de la jeunesse catholique du 23 novembre 1941 à Lons-le-Saunier », non daté, 2 feuillets.

**Article de journal** : « Plus d'un millier de jeunes présents au rassemblement de la jeunesse catholique du Jura », non daté, 1 feuillet.

**Lettre du comité diocésain de l' ACJF** au sujet de l'organisation, destinée aux organisateurs et aux prêtres, et le chant « sois fier ouvrier, sois fier paysan », 2 feuillets.

**Feuillet** : « services demandés à l'Espérance »

**Feuillet du service d'ordre du congrès** : organisation et déroulement de la journée.

**Liste des loges** attribuées aux différents groupes et personnalités.

- **Autorisation préfectorale au déroulement du congrès** adressé à l'abbé Paul Lamy, directeur des Œuvres diocésaines, 1 feuillet.
- **Demande de l'abbé Paul Lamy au préfet de l'autorisation du déroulement du congrès** de la jeunesse catholique du Jura, 1 feuillet.

**- Sous dossier: Congrès des Jeunes du Jura à Saint Claude le 11 octobre 1942 -**

- *Jeunes du Jura*, septembre / octobre 1942, n° 16, 2 pages.

- **Programme de la journée du congrès**, 1 feuillet.

- **Rapport général de l'année 1941-1942**: introduction, 1 feuillet.

- **Rapport sur la JAC année 1941-1942**, *1 feuillet*.
- **Activité du mouvement jaciste en 1941**, *1 feuillet*.
- **Discours d'un membre du secrétariat général de la jeunesse**, « allocution du délégué à la jeunesse », *2 feuillets*.

**- Sous dossier : Coupe de la joie du 15 avril 1948 à Lons-le-Saunier -**

- **Coupe de la joie 1948** : recettes, dépenses et conclusions, *3 feuillets*.
- **Déclaration pour la coupe de la joie**, organisée par « La jeunesse rurale du Jura, société déclarée », *1 feuillet*.
- **Critiques et défauts de l'organisation** après la coupe de la joie, *1 feuillet*.
- **Consignes générales de l'organisation de la coupe de la joie**, destinées aux organisateurs, *1 feuillet*.
- **Budget de la coupe de la joie**: recettes et dépenses, *1 feuillet*.
- **Feuille d'inscription** à « l'éliminatoire fédérale du Jura » pour les chanteurs, *1 feuillet*.
- **Feuille d'inscription** à « l'éliminatoire fédérale du Jura » pour les conteurs, *1 feuillet*.
- **Feuille d'inscription** à « l'éliminatoire fédérale du Jura » pour les chanteuses, *1 feuillet*.
- **Feuille d'inscription** à « l'éliminatoire fédérale du Jura » pour les conteuses, *1 feuillet*.
- **Feuille de note** des 10 chanteurs et 2 conteurs d'un membre du jury, *1 feuillet*.
- **Feuille de note** des 10 chanteurs et 2 conteurs d'un membre du jury, *1 feuillet*.
- **Feuille de note** des 13 chanteuses et 6 conteuses d'un membre du jury, *1 feuillet*.
- **Feuille de note** des 13 chanteuses d'un membre du jury, *1 feuillet*.
- **Feuille**: « contributions indirectes: droits sur automobiles », du 16 avril 1948.
- **Feuille de quittance des droits d'auteurs** de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique à la « Jeunesse rurale du Jura » pour la coupe de la joie du 15 avril 1948.
- **Liste des 16 chants exécutés le 15 avril 1948** pour la coupe de la joie, *1 feuillet*.
- **Affiche de la coupe de la joie du 15 avril 1948**, « organisée par le journal *Jeunes forces rurales* », au Rex-cinéma à Lons-le-Saunier (X2).

**-Sous dossier : Rapports des assemblées générales de la jeunesse rurale du Jura (JRJ), 1954 -**

- **Discours d'un jaciste**, *3 feuillets*.
- **Discours de Margueritte Mouquod**, *6 feuillets*.
- **Discours d'un jaciste**, *6 feuillets*.
- **Discours d'une jaciste**, *10 feuillets*.
- **Discours d'un jaciste** sur les activités de masse de la JAC après la guerre, *5 feuillets*.

- **Feuillets reliés sur la fiscalité, les droits d'auteurs et les assurances** de la jeunesse rurale du Jura, *7 feuillets*.
- **Feuilles de compte de la JRJ** (Jeunesse rurale du Jura) sur les droits d'auteurs, *3 feuillets*.

### 3) Dossier 4K2

**Abonnements de 15 cantons aux différents journaux relatifs à la JAC**, un feuillet par canton, réalisés par le chanoine Pouillard en 1937: Clairveau, Orgelet, Cousance, Conlièges, Voiteur, Bletterans, Saint-Laurent, Saint-Claude, Etrepigny, Choisey, Gendrey, Dole, Mont-sous-Vaudrey, Champagnole, Lons-le-Saunier.

**Lettre du chanoine Pouillard à l'évêque au sujet de la possibilité de création d'une « Jeunesse Agricole Chrétienne »**, datée du 26 novembre 1929, *4 feuillets*.

### 4) Dossier 4K1

**Lettre à l'évêque du président de l'union diocésaine de la jeunesse catholique**, Louis Michalet, qui s'inquiète du « dégageant catholique » et de « l'engagement politique des jeunes », daté du 7 mars 1927, *6 feuillets*.

**Photo** de l'intérieur de l'église de Fraroz, d'une fête jaciste, le 18 août 1935.

« **Chant d'Arbois** » des vaillantes du Jura, *1 feuillet*.

« **Chant de l'unité** » et « chant des adieux », de la JACF, *1 feuillet*.

« **Les Vaillantes du Jura** »: chant de Saint-Claude, *1 feuillet*.

**Lettre du chanoine Pouillard à l'évêque** au sujet de Salins et Arbois, le 16 avril 1934, *1 feuillet*.

**État des abonnements** pour le doyenné de Dole, non daté, *1 feuillet*.

**État des abonnements** pour le doyenné d' Arinthod, non daté, *1 feuillet*.

**État des abonnements** pour le doyenné d' Orgelet, non daté, *1 feuillet*.

**État des abonnements** pour le doyenné de Salins-les-Bains, non daté, *1 feuillet*.

**État des abonnements** pour le doyenné d' Arbois, non daté, *1 feuillet*.

**Calendrier de la JACF** 1947.

**Lettre anonyme** du 2 septembre 1950 adressée à l'abbé Pernot qui critique l'orientation de l'Action-catholique: lettre jointe avec un mot à l'évêque monseigneur Cheylus

**Fascicule de 10 pages sur « les objectifs et l'histoire de l'Action-catholique »**, anonyme, non daté

#### 4) En Cordée

**En Cordée: bulletin de la fédération JACF du Jura:** n° 1: 6 mars 1945, n° 2: 15 juillet 1945, n° 3: 1er octobre 1945.

**En Cordée: bulletin des fédérations JAC et JACF du Jura:** toute la collection de décembre 1945 à octobre 1962. Parution irrégulière, environ 6 numéros par an.

## II Nouveau carton d'archives

Carton d'archives déposé aux archives diocésaines du diocèse de Saint-Claude en mai 2008 par Rémy Gaudillier. Ce carton n'est pas classé, mais il comporte différents dossiers que nous avons voulu présenter tels que nous les avons trouvés. En effet, l'ordre des dossiers et des documents peut être révélateur pour notre étude c'est pourquoi nous avons décidé de le conserver dans notre présentation outre le fait que cela pourra simplifier toute recherche ultérieure sur le sujet. Le carton comprenait quatre petits dossiers, trois enveloppes de documents et un fascicule: nous reprendrons les inscriptions figurant à l'en-tête de ces documents pour notre état des sources.

### 1) Dossier « n° 45 : fiches P. Ligier ou P. Pernot»<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Le propriétaire le plus probable de ce dossier ne nous semble être un aumônier JAC et JACF ayant exercé sa fonction entre 1937 et 1942. Il y a donc peu de chance qu'il s'agisse de l'abbé Simon Ligier, aumônier J.O.C. Nous avons tout d'abord pensé au chanoine Pouillard, directeur des Œuvres, mais celui-ci abandonnera toute action en 1940 avant de décéder en 1942. Alors que le père Pernot ne prendra ces fonctions d'aumônier

## - Questionnaires -

- questionnaire n° 1: « La dignité de toute personne humaine »
- questionnaire n° 2: « Notre dignité spéciale de jeune fille »
- questionnaire n° 3: « Les périls qui menacent notre dignité humaine et féminine »
- questionnaire n° 4: « La dignité... des autres »
- questionnaire n° 5: « Comment cultiver notre dignité personnelle? »

## - Extraits de *Nenni ma foi!* -

- « JAC : à toi militant » et « À propos de l'équipe », non daté.
- « JAC précisons! », décembre 1937.
- « L'équipe », non daté.
- « Sous le signe du sacrifice », août 1935.

## - Feuilles volantes -

- **Extrait d'un journal:** « La route et les étapes », 15 juillet 1939.
- **Lettre anonyme** de réponse à une dame au sujet des activités de l'Action-catholique féminine, non datée.
- **Notes personnelles d'un aumônier**, sur la religion, les loisirs et la dignité, 2 *feuilles*
- **Lettre anonyme à destination du prêtre** au sujet d'une rencontre jaciste sur « la dignité de la jeune fille », 21 juillet 1937.

## - Brochures et feuillets imprimés -

- « **Les frères missionnaires des campagnes** », *L'Union*, août/septembre 1945, 4 pages.
- « **Pour une culture paysanne : l'éducation de l'enfance rurale** », *Pré-JAC*, non daté, 4 pages.
- « **Les groupes de jeunes paysans et l'action sociale corporative** », *Jeunes paysans*, n° 75, 1er avril 1944, 4 pages.
- « **La JAC et les groupe de jeunes paysans** », *JAC/Jeunes paysans*, n° 75, 1er avril 1944, 2 pages.
- *Aux aumôniers*, 15 décembre 1937, 16 pages.
- « **Élites rurales : le problème d'une culture humaine** », *JAC*, n° 46, 15 novembre 1942, 6 pages.
- « **Paroisse rurale et Action-catholique** », *Action catholique rurale*, n° 38, 1er mai 1942, 4 pages.
- *Bulletin des aumôniers ACJF*, n° 25, juillet/août 1937.

---

J.A.C/ JACF que dans les années 1950, l'hypothèse la plus probable serait donc qu'il s'agit des archives de l'abbé Paul Lamy, nommé aumônier JAC/JACF en novembre 1938 jusqu'à l'arrivée du père Pernot. (À moins évidemment que ce dossier recouvre deux fonds différents)

## 2) Dossier « Abbé Choux »

### - Photos -

- **Intérieur de l'église lors de l'affiliation** des jacistes de Fraroz, 18 août 1935.
- **Photo de groupe des sections JACF** de Fraroz, Arsures, Arsures, 1936.
- **Calice en épi de blé** dans l'église de Fraroz, 18 août 1935.

### - Brochures -

- **Brochure d'une « fête familiale jaciste »** du 21 au 24 janvier (1936?) , Arsures et Fraroz, *20 pages manuscrites*.
- **Programme d'une fête des moissons**, Fraroz, 8 août 1937, *17 pages manuscrites*.

## 3) Dossier « Jura »

### - Sous dossier: Congrès de Lourdes, du MIJARC, 1960 -

- **article découpé annonçant le premier congrès du MIJARC** les 27 28 et 29 mai 1960, non daté, *1 feuillet*.
- **Fascicule présentant le déroulement du congrès du MIJARC**, *13 pages*.
- **Lettre d'impressions de stages de Samuel Ella**, gabonais, accueilli à Marnoz chez M. Brocard suite au congrès du MIJARC, 1960, *4 feuillets*.
- **Programme du « stage d'étrangers en France »**, du 5 juin au 3 juillet 1960, *5 feuillets*.

### - Sous dossier: Coordination CDJA/JAC -

- **Note nationale de la branche JAC sur « La coordination CDJA./JAC (F) et la Vulgarisation »**, 16 septembre 1962, *8 feuillets*.

### - Sous dossier: Subvention de l'association de la jeunesse rurale du Jura -

- **demande de subvention au préfet de l'association de la jeunesse rurale du Jura**, 20 juin 1961, *9 feuillets*

### - Sous dossier: stages de culture générale -

- **Fascicule de la JAC de Bourgogne/Franche-Comté: « Le stage de culture générale »**, *20 pages*.
- **Programme du stage de culture générale** du second degré à Maranville du 5 au 26 janvier 1959, *4 pages*.

- **Liste des participants au stage de culture générale** du second degré à Maranville, du 8 au 29 janvier 1961, *1 feuillet*.
- **Fiches de renseignements personnels des participants au stage de culture générale de Maranville du 8 au 29 janvier 1961**, *18 fiches*.

#### 4) Dossier « Cours et exposés divers Fédération »

### - Comptes rendus de comités et de sessions

- **Compte rendu du comité Dole/ Lons-le-Saunier**, 12 et 13 mars 1956, *6 feuillets*.
- **Compte rendu du comité fédéral** du 15 et 16 mai 1954 autour de « notre mission de mouvement d'action catholique » et « Le sens et le but du congrès », *12 feuillets*.
- **Compte rendu de session des aumôniers de secteur**, 22 octobre 1956, *3 feuillets*.
- **Compte rendu de la session régionale** du 7, 8 et 9 septembre 1957 autour de « la mission du mouvement », *7 feuillets*.
- **Compte rendu de la session fédérale** de Lons-le-Saunier du 6 et 7 octobre 1956 autour de « la profession », exposé de Monique Berthail, *5 feuillets*.
- **Compte rendu du comité fédéral** du 5 et 6 mai 1955 autour de « Exigences et conditions de notre mouvement d'A-C pour des activités valables dans le sens voulu par Dieu », *8 feuillets*.

### - Exposés<sup>2</sup>

- **Exposé JACF: « Le mouvement: sa raison d'être »**, non daté, *8 feuillets*.
- **Exposé: « Structure et organisation du mouvement JACF »**, non daté, *5 feuillets*.
- **Exposé: « Le secteur »**, JACF, non daté, *2 feuillets*.
- **Exposé: « Notre engagement dans le mouvement »**, non daté, *7 feuillets*.
- **Exposé JACF: « Le terrain d'action de la militante »**, non daté, *1 feuillet*.
- **Exposé JACF: « La militante face à son village »**, non daté, *9 feuillets*.
- **Exposé: « Le milieu rural »**, non daté, *8 feuillets*.
- **Exposé: « Physionomie du milieu rural »**, *8 feuillets*.
- **Exposé JACF: « Les problèmes posés aux secteurs actuellement dans le Jura »**, non daté, *11 feuillets*.
- **Exposé dactylographié « Le problème de l'avenir des jeunes »**, non daté, *3 feuillets*.
- **Exposé JACF: « Présentation des problèmes des jeunes rurales aux séminaristes : ce qu'elles attendent du prêtre, »**, 30 mai 1956, *12 feuillets*.
- **Exposé dactylographié: « Vivre c'est risquer »**, non daté, *5 feuillets*.
- **Exposé JACF: « la campagne d'année 1956-1957 »** par Monique Berthail, non daté, *4 feuillets*.

---

<sup>2</sup> Tous ces exposés sont manuscrits à l'exception de ceux qui sont signalés « dactylographiés ». Ils ont certainement été présentés dans le cadre de comités ou de sessions, mais n'en ayant pas la preuve formelle, nous avons voulu les signaler à part.

- **Exposé JACF:** « **La mission de la femme dans le monde** », non daté, *8 feuillets*.
- **Exposé JACF:** « **Nos responsabilités de chrétiennes** », à l'occasion du pèlerinage à Mièges du 7 juin 1954, *1 feuillet*.
- **Exposé dactylographié:** « **Le bonheur** », non daté, *3 feuillets*.
- **Exposé JACF :** dactylographié « **Présentation de la campagne d'année 1955-1956** », non daté, *8 feuillets*.
- **Exposé :** « **La valeur éducative du camp à travers différents éléments de base et quelques principes** », non daté, *12 feuillets*.
- **Exposé JACF :** « **la jeune fille; aux adolescentes** », non daté, *7 feuillets*.

### **- Discours -**

- **Discours d'inauguration au congrès de Chaumergy**, 27 mai<sup>3</sup>, anonyme, *3 feuillets*.
- **Discours d'inauguration au congrès de Nozeroy**, 19 mai, anonyme, *4 feuillets*.
- **Discours d'inauguration à un congrès non spécifié**, anonyme, non daté, *2 feuillets*.
- **Discours d'inauguration au congrès de Marigna**, 31 juillet, anonyme, *2 feuillets*.
- **Discours d'inauguration au congrès de Saint-Julien**, 10 juin, anonyme, *3 feuillets*.
- **Discours d'inauguration au congrès du 25ème anniversaire de la JAC dans le Jura**, « congrès de la jeunesse rurale du Jura », 22 août 1954, anonyme, *2 feuillets*.
- **Discours sur l'engagement dans l'Action catholique**, non daté, (de Monique Berthail?), *3 feuillets*.

### **- Lettre, articles, témoignages et autres documents-**

- **Lettre** de Colette X à Monique (Berthail?), le 23 mars 1955, *1 feuillet*.
- **Article découpé :** « **Près d'un millier de jeunes ruraux ont animé le rassemblement de Longwy-sur-le-Doubs** », non daté.
- **Programme de la session d'information et de pastorale rurale** au grand séminaire d'Autun, le 25 mai 1956, *1 feuillet*.
- **Fascicule de témoignages anonymes de jacistes**, non daté, *8 pages*.

## **III Carton d'archives d'Hélène de Villeneuve-Bargemont**

Ce petit carton, de la taille d'une boîte de chaussures, non classé, a été découvert en 2011 dans les archives diocésaines. Il s'agit apparemment d'un dépôt réalisé par Hélène de Villeneuve-Bargemont suite à sa démission du secrétariat de la JACF vers 1938. Il est principalement constitué de lettres reçues par la secrétaire diocésaine entre 1934 et 1938, mais contient aussi de précieux éléments concernant les débuts du mouvement JACF et un petit carnet de listes d'abonnées au journal de la JACF pour 1936 et 1937.

---

<sup>3</sup> Nous supposons que ces congrès de secteurs se sont tenus en 1954 afin de préparer le congrès fédéral du 25ème anniversaire de la JAC qui se déroule le 21 et 22 août 1954.



### 1) Liasse 1 correspondances

Lettres reçues par Hélène de Villeneuve-Bargemont, secrétaire fédérale de la JACF, 1935-1938

- **132 lettres** numérotées de 1 à 132 dans la base de données

### 2) Liasse 2 correspondances

Lettres reçues par Hélène de Villeneuve-Bargemont, secrétaire fédérale de la JACF, 1935-1938

- **129 lettres** numérotées de 133 à 262 dans la base de données

### 3) Liasse 3 correspondances

Lettres reçues par Hélène de Villeneuve-Bargemont, secrétaire fédérale de la JACF, 1935-1938

- **102 lettres** numérotées de 263 à 365 dans la base de données
- **Note de la fédération des Vaillantes**, nd, 4 feuillets
- **Liste nominative de mariés**, nd, 1 feuillet
- **Fête de Jeanne d'Arc, 1941**, 8 feuillets
- **Brouillon discours sur la JACF**, nd, 6 feuillets
- **Brouillon discours sur la JACF**, nd, 3 feuillets
- **Bilan de travail 1935**, 2 feuillets
- **Discours sur la JACF**, 8 feuillets
- **Brouillon de discours sur la réunion de centre**, nd, 9 feuillets
- **Liste nominative des correspondantes JAV par canton**, nd, 5 feuillets
- **Note concernant l'entrée à la basilique**, nd, 1 feuillet
- **Présentation de la JACF**, dactylographié, nd, 2 feuillets
- **Nombre abonnements par paroisse**, nd, 2 feuillets
- **Note sur une retraite**, nd, 1 feuillet
- **Communiqué du secrétariat central des fédérations diocésaines de jeunes filles**, janvier 1935, 4 feuillets
- **Effectifs des Vaillantes, des javistes et des « AG »** pour les cantons de Poligny, Salins, Nozeroy, Commenailles, Seillièrre avec noms des correspondantes, nd, 5 feuillets
- **Note sur les réunions JACF de l'arrondissement de Poligny**, nd, 6 feuillets
- **Brouillon sur l'état des lieux de la JACF**, nd, 14 feuillets
- **Discours sur la JACF**, nd, 10 feuillets
- **Cartes vierges d'adhésion à la JACF**
- **Listes nominatives des adhérentes à la JACF pour 22 sections**, 31 feuillets
- **Facture de charbon** pour la Semaine rurale de 1936, 1 feuillet

### 4) Pochette verte

- **Lettre de J Revon (JOCF)** (classée **Lettre 366**)

- **Cantons** : nombre d'adhérentes au V, JAV, AG et liste nominative des correspondantes, 9 feuillets
- **Canton de Saint-Claude et autres** : 5 feuillets
- **Canton de Lons-le-Saunier et autres** : 11 feuillets
- **Canton de Poligny et autres** : 7 feuillets
- **Noms et correspondantes de groupes par commune** : 4 feuillets.
- **Noms et adresses des correspondantes pour arrondissement de Dole** : 1 feuillet
- **Doyenné de Gendrey** : 2 feuillets recto verso
- **Correspondantes jacistes**: 1 feuillet
- **« JACF »**: 2 feuillets.
- **Questionnaire adressé aux sections**, 1 feuillet
- **Lettre de HVB à X de 1937**, 1 feuillet
- **Modèle de réunion de section**, 1 feuillet
- **Enquête pour les responsables de secteur et les responsables diocésaines** : 3 feuillets recto verso
- **Programme d'une journée de récollection** du 15 mai 1936, 1 feuillet
- **Programme d'une réunion interparoissiale de JACF à la Pesse**, 1 feuillet resto-verso
- **Programme de la Semaine rurale**, 1 feuillet recto verso
- **Correspondantes éventuelles de Dole**, 1 feuillets
- **Réunion interparoissiale des Vaillantes de St-Claude**, 1 feuillet
- **Rapport sur l'activité des cercles de militantes de l'arrondissement de Poligny**, 4 feuillets recto verso
- **Appel des paroisses**, 1 feuillet
- **Programme de la journée du 22 janvier 1936 à Lavigny**, 1 feuillet
- **Compte rendu de réunion de la paroisse de Fraroz 1936**, 1 feuillet
- **Questionnaires à remplir**, 3 feuillets
- **Questionnaire à remplir** tous les 3 mois par les membres de la commission diocésaine ou les responsables de secteur (arrondissement de Poligny), 2 feuillets
- **Compte rendu de réunion de Tarravent**, 1 feuillet
- **Compte rendu de réunion de Chatelneuf**, 1936 1 feuillet
- **Compte rendu de réunion de Gillois**, 1936, 1 feuillet
- **Compte rendu de réunion du Pasquier**, 1936, 1 feuillet
- **Compte rendu de réunion de Neublans** (lié au suivant)
- **Compte rendu de réunion de Chissey**, 1 feuillet (lié au suivant)
- **Compte rendu de réunion Malange-Auxange** 1 feuillet
- **Compte rendu de réunion de Moussière** 1936, 1 feuillet
- **Feuille volante de notes sur la JACF**, 1 feuillet
- **Demande d'affiliation de Plasne**, 2 feuillets recto verso
- **Questionnaire pour les sections**, 2 feuillets
- **Questionnaire pour journée nationale de JACF**, 2 feuillets recto verso
- **Questionnaires**, 4 feuillets recto verso
- **Enquête pour les responsables de secteurs et les responsables diocésaines**, 2 feuillets
- **L'action-catholique spécialisée**, 2 feuillets
- **Questionnaire a remplir tous les trois mois**, 2 feuillets
- **Lettre adressée à HVB de 1935**, 1 feuillet (classée **Lettre 367**)
- **Dole, permanence du jeudi 12 mars**, 4 feuilles liées
- **Lettre de Cécile Dintroz à HVB** d'Auxanges accompagné d'un tableau des présences, 2 feuillets (classée **Lettre 368**)

- **La JACF dans l'arrondissement de Dole**, 1 feuillet
- **Militantes responsables et centres de militants possibles**, 2 feuillets
- **Permanence du 4 avril (Dole?)**, 1 feuillet
- **Comité diocésain du 16 août 1936**, liste des présentes 1 feuillet
- **Questionnaire des sections affiliées**, 1 feuillet
- **Lettre type au curé**, 1 feuillet
- **Lettre type d'invitation réunion**, 1 feuillet
- **Feuille vierge de réunion**, 1 feuillet
- **Feuille vierge sur activité des sections et membres**, 1 feuillet
- **Questionnaire à étudier pour les cercles jacistes**, 1 feuillet
- **Rapport à préparer par les présidentes d'arrondissement**, 1 feuillet
- **JACF le Deschaux**, 1 feuillet
- **Retraite jaciste de Mont-Roland de 1935 ? liste des présentes**, 1 feuillet
- **JACF journée de récollection au couvent du St esprit, programme**, 1 feuillet
- **Pour Geneviève Vallet**, 1 feuillet
- **Programme de messe**, 1 feuillet
- **Programme d'une journée de récollection**, Mièges, 1 feuillet
- **Premier rapport par Alice Barbaud**, 3 feuillets

#### 5) Enveloppe de compte

54 avis de virement sur le compte d'HVB pour des commandes et abonnements, 1938.

#### 6) Photographies

13 photographies, nd

#### 7) Brochures

- Brochure d'affiliation de la section d'Arsure et Fraroz, 1935
- Brochure du congrès de Nancy, septembre 1937

#### 8) Correspondances liées à la démission d'HVB

**18 lettres** qui n'ont pas été entrées dans la base de données

#### 9) Correspondance avec Lucie Pasteur

**80 lettres**, numérotées de 369 à 449 dans la base de données

## **D. La Semaine religieuse du diocèse de Saint-Claude**

### **I Articles de la SRDSC sur l'Action catholique, les mouvements de jeunesse et l'agriculture.**

Articles de la *Semaine religieuse du diocèse de Saint-Claude* de 1929 à 1960, concernant la JAC/F, la JOC/F, l'Action-catholique, les mouvements de jeunesse de l'Action-catholique, l'agriculture et le milieu rural et la formation des jeunes ruraux.

### **II Nécrologies des aumôniers fédéraux, de secteur, de section de la JAC/F ou des prêtres ayant un lien avec la JAC/F.**

Les nécrologies des prêtres du diocèse de Saint-Claude sont publiées dans le bimensuel du diocèse, *la Semaine religieuse du diocèse de Saint-Claude*. Certains prêtres ont droit à plusieurs pages d'une nécrologie détaillée, alors que d'autres se contentent d'une simple annonce de leur décès. Nous retranscrivons donc ici, sans distinction, les références des nécrologies des prêtres ayant un lien avec la JAC, que nous avons pu repérer.

Pour une lecture simplifiée, nous avons réalisé un tableau qui comprend, outre les références des nécrologies dans la *Semaine religieuse du diocèse de Saint-Claude*, les références des nécrologies consultées dans l'*Ordo du diocèse de Saint-Claude* et l'accès aux dossiers nominatifs des prêtres. Ce tableau se trouve à la fin de la présentation de ces sources.

## **E. Dossiers nominatifs des prêtres ayant participé au mouvement jaciste**

Ces dossiers sont constitués comme suit :

- Nom et prénoms

- Lieu et date de naissance
- Lieu et date d'ordination
- Dates et lieux des différentes nominations
- Date et lieu de décès

Parfois le dossier fait aussi état de:

- Date et lieux de retraite
- Date et lieu d'inhumation
- Fonction d'aumônier fédéral
- Différentes responsabilités (centre de loisirs, hôpitaux)
- Distinctions honorifiques (souvent chanoine honoraire ou chanoine titulaire)

Les prêtres ayant été rattachés à la JAC ont en grande partie été repérés grâce aux questionnaires et entretiens réalisés auprès des anciens jacistes en 2008, au journal diocésain de la jeunesse catholique du Jura, *Jeunes du Jura*, et à la *Semaine religieuse du diocèse de Saint-Claude*<sup>4</sup>.

## F. Ordo du diocèse de Saint-Claude

*L'Ordo du diocèse de Saint-Claude* est publié tous les ans et expose la nomenclature du clergé du diocèse. Il s'agit en quelque sorte d'un annuaire diocésain. Il nous a tout d'abord permis de retrouver les prêtres en relation avec le mouvement jaciste qui n'étaient cités qu'en tant que curé de telle ou telle paroisse. Il a ensuite rendu possible l'accès à des informations sur les prêtres dont nous ne disposons pas du dossier nominatif : en effet nous avons pu trouver leur retranscription dans *L'Ordo du diocèse de Saint-Claude qui*, après le décès de chaque prêtre, reprend de manière rédigée leur cursus. Les informations y sont donc en général les mêmes que celles données par les dossiers nominatifs. Enfin, il nous a permis de repérer les autres fonctions qu'ont pu exercer les prêtres en relation avec la JAC au sein du diocèse.

---

<sup>4</sup> *La Semaine religieuse du diocèse de Saint-Claude*, n° 17, 20 et 27 août 1942, pp. 184-185; n° 21, 13 octobre 1956, pp. 300-301; n° 40, 5 octobre 1929, p. 354; n° 46, 15 novembre 1930, p. 437; n° 32, 6 août 1936, p. 327; n° 50, 10 décembre 1936, p. 498.

<b>Nom prénom</b>	<b>Dossier nominatif</b>	<b>Nécrologie Année de la Semaine religieuse et page Ou de l'Ordo</b>
Anstett Louis	oui	1988, p388
Bailly-Comte	oui	1954, p281
Becu Roger	oui	1961, p321, p369, p376
Bel Jacques	oui	1997, p272-273
Bellat Charles	oui	1985, p507
Bergère Michel	oui	1990, p506
Besson Pierre	oui	1994, p466 ou 455
Blanc Joseph	oui	1990, p116
Boichut Pierre	oui	1986, p298
Boisson Bernard	oui	Ordo 2007
Boisson Henri	oui	1995, p392
Boivin René	oui	191, p347, p390
Bongain Pierre	oui	1985, p334, p523
Boudet Edmond	oui	1968, p175; 1969, p22
Bouillet Jean		Ordo 2004
Bourgeois Alexandre	oui	1987, p492
Bulabois Paulin	oui	1971, p128
Butin Joseph	oui	1985, p448
Cantenot Michel	oui	1949, p X
Chalumeau Paul	oui	2001, p311-360
Chapeau Noël	oui	
Chapelotte Paul	oui	1948, p229
Chapoutot Louis	oui	1990, p117
Choux Vincent	oui	1985, p448
Clavelin Charles	oui	1957, p139-145
Crétin Auguste	oui	1950, p95
Cuby Charles	oui	2002, p141, p177, p178

Dalloz Jean-Baptiste	oui	1945, p295
Déthé Raoul	oui	1989, p456
Domerc Eustache	oui	1970, p166, p302
Faudot Henri	oui	1949, p75
Fraignier Louis	non	Ordo 2008
Gai Lucien	oui	1980, p143
Gaudard Bernard	oui	1997, p5-6
Grappe Joseph	oui	1997, p315
GrosPierre Félix	oui	1971, p410
Guillemin Marcel	oui	1953, p219
Guy Charles	oui	1997, p79, p80
Guyon Fernand	oui	2000, p41, p46
Jourdain Jean	oui	1962, p447
Lacroix Marcel	oui	1969, p279
Lamy Paul	oui	1994, p466 ou 455
Lance Raymond	oui	1977, p187
Lardanchet Antide	oui	1975, p163
Lesne Edmond	oui	Ordo 2007
Lizon Paul	oui	Ordo 2005
Marillier Séraphin	oui	1947, p327
Mermet Marcel	oui	1993, p54
Michalet Louis	non	1997, p113
Monneret Henri	oui	1993, p134
Morel Jean Joseph	oui	1955, p313-314
Mutin Edouard	oui	1980 p194
Paget André	oui	1978, p294
Paris Henri	oui	1975, p15
Pelletier Gabriel	oui	2003, p62
Pelletier Pierre	non	Ordo 2008
Pernet Maurice	oui	1964, p4, p343

Pernot André	oui	Ordo 2005
Petit Jean	non	Ordo 2008
Pouillard Just	oui	1942, p141; 1943, p8, 18, 57, 93, 104
Primot Louis	oui	1989, p456
Prost Abel	oui	
Ramboz Camille	oui	1989, p177
Ranfer Jean	oui	1965, p155, p310
Reverchon Antoine	oui	1983, p401-467
Rochet Marius	oui	1942, p273
Romanet Paul	oui	1962, p211
Roposte Henri	oui	1984, p243
Sedes Charles	oui	1997, p113, p148
Simonin Charles	oui	1966, p295
Thuillier Paul	oui	1994, p7
Thurel Ernest	oui	1962, p227, p240
Vuillod André	oui	
Vuitton André	oui	1969, p251

« ??? » : La date de décès de ces prêtres n'étant pas connue, nous n'avons pas pu avoir accès à leur nécrologie.

Lorsque seule l'année est inscrite, cela signifie que nous n'avons pas encore pu avoir accès aux nécrologies, soit parce que nous n'avons pas terminé toutes nos recherches, soit parce que le décès est trop récent et qu'aucune nécrologie n'a encore été publiée.

## G. Procès-verbaux des visites canoniques



Le procès-verbal de visite canonique, également connu sous le nom d'enquête canonique ou de visite paroissiale, relativement bref au Moyen-âge, s'est surtout développé et formalisé à partir du XVIème et du XVIIème siècle. Il s'agit d'un instrument de contrôle de l'autorité ecclésiastique, d'un moyen de « connaître précisément et personnellement l'état matériel et spirituel de chaque paroisse relevant de sa juridiction<sup>5</sup> ». La visite n'est pas systématiquement réalisée par l'évêque, il nous a même semblé que ce fait était relativement rare dans les deux séries d'enquêtes que nous avons dépouillées<sup>6</sup>. Comme le notent les auteurs de l'article « Pour un répertoire des visites pastorales » : « L'intérêt des procès-verbaux de visite varie suivant la qualité du visiteur - qui peut-être non seulement l'évêque, l'archidiacre, le doyen ou même tout prêtre revêtu d'une "commission"- suivant aussi ses préoccupations personnelles, qui peuvent l'inciter à se pencher particulièrement sur tel ou tel problème<sup>7</sup> ». Avant la visite, le prêtre de la paroisse peut rédiger une première ébauche de réponse qui sera parfois insérée dans le document final<sup>8</sup>.

Comme le notait Gabriel Le Bras, dans ces enquêtes « presque toutes les sciences humaines viennent défiler sous nos yeux : géographie et toponymie, archéologie et chronologie, liturgie et droit canon, démographie, sociologie et psychologie collective, histoire de la culture et des mœurs, des arts et des techniques, des traditions populaires<sup>9</sup> ».

Les deux séries d'enquêtes canoniques que nous avons dépouillées concernent toutes les paroisses du département du Jura et sont datées de 1931 et de 1949. Mais en réalité les rapports sur les paroisses, qu'ils aient été écrits par l'évêque lui-même ou par un prêtre revêtu d'une "commission", ont été réalisés entre 1931 et 1935 pour la première série et entre 1949 et 1959 pour la deuxième série.

Nous présentons ici l'archive telle qu'elle se présente. Nous n'entrerons pas dans les détails concernant la première section (immeubles et mobiliers) ni pour ceux concernant la troisième section (état financier) puisque nous n'avons pas eu accès à ces données, l'archiviste nous ayant laissée seulement consulter la deuxième section, celle qui nous intéressait : « Paroisse et vie paroissiale ».

## Composition du document :

I Immeuble et mobiliers (29 questions)
--

<sup>5</sup> JULIA Dominique, VENARD Marc, GADILLE Jacques, « Pour un répertoire des visites pastorales », dans *Annales, Économies, Sociétés, Civilisations*, 1970, vol 25, n° 2, pp. 561-566, p. 561.

<sup>6</sup> Monsieur Bosc, l'archiviste diocésain, connaissant l'écriture de l'évêque de l'époque (de la série de 1949), Claude Constant Marie Flusin (1948-1975), nous signalait chaque document de sa main.

<sup>7</sup> Ibidem, p. 562.

<sup>8</sup> En 1909, l'évêque de Saint-Claude a adressé à tous les curés du diocèse un questionnaire pour préparer ses visites canoniques qui eurent lieu la même année. Ce questionnaire, très semblable aux procès-verbaux des visites canoniques, est retranscrit dans LOCATELLI, BRELOT, DEBARD, GRESSET, SOLNON, *La Franche-Comté à la recherche 1800-1914*, Paris, Éditions Les Belles Lettres, 1982, pp. 130-132. En ce qui concerne les procès-verbaux des visites canoniques de 1931 et 1949, rares sont les notes des curés de la paroisse qui ont été insérées dans le document. (4 ou 5 pour les visites de 1949).

<sup>9</sup> LE BRAS Gabriel, « Enquête sur les visites de paroisse », dans *Revue d'histoire de l'Église de France*, N° 125, 1949, pp. 39-41, p. 41.

- A) Église
- B) Sacristie
- C) Cimetière
- D) Presbytère
- E) Archives

### III État financier (30 questions)

Mobilier

Ressources

Conseil Paroissial

Clergé

#### Double page : Situation des immeubles :

1. Origine de la propriété
2. Description de l'immeuble
3. Propriétaire légal
5. Location : bail, durée, titulaire, prix

### II Paroisse et vie paroissiale

1. La paroisse comprend-elle plusieurs communes ? Lesquelles ?
2. Combien y a-t-il d'habitants dans la paroisse ? De catholiques ?
3. Y a-t-il des chapelles semi-publiques ou privées ? Sont-elles en règle ?
4. Y a-t-il des communautés religieuses ? Des sœurs garde-malades ? Lesquelles ?
5. Y a-t-il des auxiliaires laïques ?
6. Les parents font-ils baptiser leurs enfants dans les délais prescrits ?
7. Y a-t-il des parents qui refusent à faire baptiser leurs enfants ? Combien de non-baptisés au dessus de 7 ans ?
8. Les catéchismes sont-ils organisés selon les prescriptions synodales ?
  - a) Petit catéchisme : Combien de leçons par semaine ? Confesse-t-on les enfants qui en font partie au moins tous les trois mois ?
  - b) Grand catéchisme : Combien de leçons par semaine ? Confesse-t-on les enfants au moins tous les deux mois la première année et tous les mois la seconde ?
  - c) Catéchisme de persévérance : Est-il distinct du grand catéchisme ? Comment est-il fréquenté et par qui ?
  - d) Donne-t-on des leçons d'Histoire Sainte et d'Histoire de l'Église ? Où ont eu lieu ces différents catéchismes ?
9. La communion solennelle a-t-elle lieu tous les ans ou tous les deux ans ?
10. Combien n'ont pas fait leur communion solennelle ?
11. L'examen pour l'admission a-t-il lieu selon les prescriptions synodales ?
12. Quelle est la note moyenne obtenue ?
13. Y a-t-il des catéchistes volontaires ? Organisés en confrérie ?

14. Y a-t-il des enfants de chœur ? Pour la messe quotidienne ?
15. Combien d'enfants au Petit Séminaire ? Au Grand Séminaire ?
16. Combien de prêtres, religieux, religieuses vivants, sortis de la paroisse ?
17. Combien de personnes font leurs pâques ? Hommes, femmes, jeunes gens, jeunes filles ?
18. Combien d'unions purement civiles ? De personnes divorcées ?
19. Combien refusent les derniers sacrements ? Combien d'enterrements civils ? Moyenne par an pour les hommes et les femmes ?
20. Combien de personnes assistent à la messe dominicale ? D'hommes, de femmes, de jeunes gens et de jeunes filles ?
21. Y a-t-il de chantres pour les offices ?
22. La prédication dominicale se fait-elle régulièrement ?
23. Y a-t-il des prédicateurs, des confesseurs extraordinaires chaque année ?
24. Quelle est la date de la dernière mission ? De la prochaine ?
25. Indiquez les congrégations paroissiales existant pour les hommes, les femmes, les jeunes gens, les jeunes filles ?
26. Indiquez le nombre de cotisants de votre Union paroissiale d'hommes ; de vos groupes de la Ligue patriotique des Françaises ; de la Jeunesse Catholique ; des Vaillantes et des autres associations ? Ces groupes tiennent-ils des réunions paroissiales régulières ? Ont-ils participé à des réunions cantonales ou diocésaines ?
27. Y a-t-il un cercle d'études pour les jeunes gens ? Pour les jeunes filles ?
28. Y a-t-il un comité de presse ? Quels sont les bons journaux, les bonnes publications, les mauvais journaux, les mauvaises publications lus dans la paroisse ? Indiquez-en approximativement le nombre ?
29. Des conférences ont-elles été données dans la paroisse ?
30. Avez-vous un bulletin paroissial ?
31. Y a-t-il une bibliothèque paroissiale ?
32. Y a-t-il une salle paroissiale ?
33. Y a-t-il une école libre des garçons ? Nombre d'élèves ?
34. Y a-t-il une école libre des filles ? Nombre d'élèves ?
35. Y a-t-il une association pour soutenir l'école libre ? Une association pour pères de famille ?
36. L'école laïque respecte-t-elle la neutralité ? Quels sont les manuels en usage ?



# Deuxième section :

## FONDS D'ARCHIVES DES MILITANTS

### A. Fonds de Marie Bal

#### I Circulaires et comptes rendus

- **Circulaire de la présidente fédérale à la réunion fédérale du 1 et 2 février 1958.**  
Datée du 22 janvier 1958. *1 feuillet*
- **Compte rendu du bureau fédéral du 1 et 2 février 1958.**  
*1 feuillet*
- **Circulaire de la JACF au sujet d'une prise d'habit et d'un mariage.**  
Datée du 5 août 1958. *2 feuillets*
- **Circulaire JAC/F au sujet de l'enquête questionnaire « presse ».**  
Datée du 5 septembre 1958. *1 feuillet.*
- **Compte rendu du Conseil fédéral.**  
Non daté. *4 feuillets.*
- **Circulaire « l'heure de l'Afrique »**  
Organisation d'un grand congrès au Deschaux le 7 septembre 1958. *1 feuillet.*
- **Circulaire aux secteurs au sujet du dépouillement des référendums**  
Non daté : les dépouillements doivent être terminés le 15 septembre. *1 feuillet.*
- **Circulaire JAC/F Bourgogne/ Franche-Comté: les nouvelles de la région.**  
Non daté. *1 feuillet.*
- **Circulaire sur l'assurance engagée par la JAC du Jura**  
Non daté. *1 feuillet.*
- **Circulaire sur la profession de la session fédérale.**  
Datée du 6 et 7 octobre 1956 par Monique Berthail. *2 feuillets.*
- **Circulaire « Avenir de jeunes » autour du film « Routes barrées » de Jean Collet.**  
Non daté; analyse du film et travail sur le référendum. *3 feuillets.*
- **Circulaire « Qu'est-ce qu'un syndicat?**  
Non daté. *4 feuillets*

- **Circulaire « Le but de l'Action catholique »**  
Non daté. *2 feuillets*
- **Circulaire de l'abbé Michalet au sujet d'une brochure nationale pouvant être utilisée pour des veillées jacistes.**  
*25 novembre 1959. 1 feuillet.*
- **Circulaire de « Enfance rurale », ALPE: « Colonies rurales » aux responsables, parents et éducateurs.** *1 feuillet*
- **Compte rendu du comité professionnel agricole de Bourgogne Franche-Comté** des 26 et 27 décembre 1959. *1 feuillet.*
- **Circulaire de la JACF de Bourgogne / Franche-Comté**  
invitant au bureau régional du 12 et 13 février à Dijon. *1 feuillet.*
- **Circulaire invitant à une réunion de « zone » qui regroupe les quatre secteurs autour de Lons-le-Saunier.** Datée du 13 octobre 1956 et signée de Marie Bal et Dédée Vivant. *1 feuillet.*
- **Circulaire concernant la vente des calendriers 1957.**  
Signé par les présidents fédéraux: Joseph Tribut et Anne-Marie Maréchal. *1 feuillet*
- **Circulaire invitant à la réunion des responsables de section en vue de la préparation du congrès départemental à Bornay**  
datée du 17 mars 1960 et avec une enquête (vierge) comme travail préparatoire. *3 feuillets.*
- **Circulaire à destination des responsables régionales et aux aumôniers régionaux JACF, équipes rurales-ouvrières.**  
Daté du 15 septembre 1959 en prévision du congrès régional rurales-ouvrières. *2 feuillets.*
- **Circulaire à destination des responsables régionales et aux aumôniers régionaux JACF, équipes rurales-ouvrières.**  
Daté de janvier 1960. Compte rendu du comité national rurales-ouvrières du 5 et 6 décembre 1959. *5 feuillets.*

## II Cahiers et ensemble de feuillets

- **Carnet (bleu) de notes d'une responsable de secteur JACF:**  
Compte rendu de réunion de sections autour de 1956/ Programme d'une réunion/ Liste des jacistes et dates de naissance des différentes sections du secteur de Voiteur.  
  
17 sections: Plainoiseau; Voiteur; Blois, Domblans; Frontenay; Ladoye; Menétru; Nevy; Le Pin; St Germain; Le Vernois; Château-Chalon; L'Étoile; Lavigny; Le Louverot; Montain; Pannesière.
- **Enquête sur les jeunes filles des villages**  
date de naissance + profession. 4 villages: Le Louverot; Le Vernois; Le Pin; Montain. *3 feuillets.*
- **Discours de Marie Bal récapitulatif la création de la zone de Lons-le-Saunier**  
Daté du 21 octobre 1956. *2 feuillets.*
- **Feuillets de notes sur les thèmes de l'initiative et de l'action**  
Datant sûrement de la réunion de zone d'octobre 1956. *Plusieurs feuillets.*

- **Fichier de la vente de calendriers 1956**  
390 ventes sur le secteur de Voiteur. *1 feuillet.*
- **Fichier fédéral et assurance JAC**  
Secteur de Voiteur octobre 1957. *1 feuillet.*
- **Bulletin de commande de feuilles de chants pour les secteurs de Voiteur, Seillières et Chaumergy.**  
Le 18 septembre 1958. *1 feuillet.*
- **Référendum JACF « Pleins feux sur les loisirs ».**  
Non daté; vierge.
- **Questionnaire: Plan de recherche à travailler au village pour la préparation des journées sociales.**  
Vierge. *3 feuillets*
- **Questionnaire « Concours de jeunes fermières ».**  
56 questions. Anne Marie Maréchal responsable: 1958. *3 feuillets.*
- **Session nationale A.V.P**  
Daté du 7, 8 et 9 novembre 1958. *9 feuillets*
- **Demande de réabonnement à *En Équipe*, non daté.**
- **Tract « Choisis ta profession »:**  
Publicité pour une brochure éditée par la JACF *1 feuillet*
- **Rapport d'orientation du Conseil national JACF**  
Avril 1957. Secrétaire générale: Marie-Thérèse Gatinois, *1 feuillet.*
- **Plan de travail « Vivre c'est risquer »**  
Non daté. *3 feuillets.*
- **Calendrier JAC / JACF 1959.**
- **Notes sur une session rurales-ouvrière.**  
Non daté: environ 1956. Résumé de la session. *4 feuillets.*
- **Chant du 30ème anniversaire de la JAC Et chant « fraternité mondiale ».**  
*1 feuillet.*

### III Dossiers:

#### A. Sous dossier: Camps rurales-ouvrières:

- 1) **Camp de vacances des rurales-ouvrières du 9 au 18 août 1958**
  - **Tract publicitaire pour le camp.**
  - **Autre tract publicitaire pour le camp.**
  - **Un petit cahier racontant le camp.**  
Du 9 au 18 août 1958. *11 pages*

- Carte postale du 9 août 1958 de Marie Bal à ses parents.
- 76 petites photos du camp.
- 9 photos du camp.

## 2) Stage culturel régional des rurales-ouvrières à Velesmes du 13 au 20 janvier 1960

- **Circulaire de l'équipe de stagiaire et de leur aumônier**  
après le stage: le 4 février 1960 . *1 feuillet*
- **Circulaire JACF Bourgogne / Franche-Comté**  
au sujet du stage. 10 mars 1960. *1 feuillet*
- **Premier rapport de Marie Bal sur le stage.**  
Non daté. *2 feuillets.*
- **Rapport du stage de Marie Bal.**  
Non daté. *5 feuillets.*
- **Lettre de Monique (Berthail?) à Marie Bal au sujet du stage.**  
Le 4 février 1960. *1 feuillet.*
- **Lettre de Monique (Berthail?) à Marie Bal au sujet du stage.**  
Le 11 mars 1960. *2 feuillets.*

## B. Sous dossier : Coupes de la joie

### 1) Littérature nationale

- **Règlement national de la Coupe de la joie.** *4 feuillets*
- **Brochure « Concours d'initiatives, cahier de l'organisatrice ».** *5 feuillets*
- **Catalogue année 1957 1958 « Joie au village ».**  
Pour organiser les loisirs au village, édité par la JAC
- **Feuillet de chant et danse « cano-canoé ».** *2 feuillets.*

### 2) Coupe de la joie fédérale 1957 Salins-les-Bains.

- **Programme de la coupe de la joie fédérale de 1957, Salins-les-Bains.** *2 feuillets.*
- **Feuilles de notation des concurrents.**  
8 jurys: notes et critiques. 20 groupes concurrents. *160 feuillets.*
- **3 lettres entre Marie Bal, le groupe de Monbarrey et le prêtre.**  
Lettre des filles lésées de Montbarrey à Marie Bal  
  
Réponse de Marie Bal aux filles  
  
Lettre de Marie Bal au prêtre pour convocation d'une réunion
- **Liasse de feuilles « Comité après coupe » 1957.**  
Après la coupe de la joie fédérale de 1957, comptes rendus, bilans financiers, critiques. *17 feuillets.*



### **3) Coupe de la joie fédérale 1958, Saint-Laurent en Grandvaux, 18 mai.**

- **Tract publicitaire et programme « Rallye de la joie JAC JACF ».** *2 feuillets.*
- **Feuille de notes personnelles de Marie Bal sur le déroulement de la coupe de la joie.**
- **Feuilles de notation des concurrents.**  
7 jurys: notes et critiques. 26 groupes notés. *182 feuillets.*

### **4) Coupe de la joie fédérale 1959**

- **Tract publicitaire et programme de la coupe de la joie par zone à Maynal.**  
Le 26 avril 1959. *2 feuillets.*
- **Programme de la coupe de la joie par zone à Montrond.**  
Le 26 avril 1959. *2 feuillets*
- **Programme de la coupe de la joie de Cousance.** Non daté, mais certainement 26 avril 1959. *2 feuillets*
- **Programme de la messe du festival de la joie d'Annecy.**  
Le 7 juin 1959. *1 feuillet.*

## **IV Brochures**

### **1) Brochure « Avec Marie mère de l'humanité nouvelle »**

Non daté: brochure nationale de la JACF

## **V Périodiques**

### **A. Bulletins de liaison :**

#### **1) Bulletin *En Cordée***

Septembre 1956 ; janvier 1957 ; novembre 1957 ; janvier 1958 ; novembre 1958 ; janvier 1959 ; juin 1959

#### **2) Bulletin *Fédé Actualité* : journal du centre fédéral : CV-AV**

N° 1: mars 1958 ; n° 2: juin 1958 ; n° 4: décembre 1958 ; n° 6: mai 1959

**3) Bulletin *En route***: compte rendu du « stage congrès »

Non daté. Au sujet du congrès qui aura lieu dans tous les départements: celui du Jura est prévu le 24 avril.

**4) Bulletin de liaison national des équipes rurales-ouvrières: *Routes ouvertes***, n° 7, numéro spécial, septembre 1958.

**5) Bulletin de la campagne d'année 1958-1959 « Libre et joyeuse »** à destination de toutes les équipes JACF

**6) Bulletin national *Construire*** n° 32 février 1957.

**7) Bulletin national *En Équipe*** destiné aux responsables fédérales et aux équipes de secteur, n° 56, juin juillet 1958 et n° 63 juillet août 1959, JACF

## B. Périodiques

**1) Journal de l'Action catholique jurassienne : *Jeunes du Jura***

2 numéros: n° 104 janvier février 1959, n° 111 février 1960.

**2) ACJF Information** : organe édité par le secrétariat général : JAC / JEC / JIC / JMC / JOC, n° 8 « Les loisirs », non daté.

**3) Bimensuel national de masse JACF: *Promesses*** :

3 numéros : n° 207 1er octobre 1957, n° 208 15 octobre 1957, n° 209 1er novembre 1957.

**4) Mensuel national des militantes JACF : *Militante jaciste***:

35 numéros de mai 1955 à août 1959

	1955	1956	1957	1958	1959
janvier		106	117	128	139
Fevrier		N° 107	N° 118	N° 129	N° 140
mars		N° 108	N° 119	N° 130	N° 141
avril				N° 131	N° 142
mai	N° 99	N° 110	N° 121	N° 132	N° 143
juin			n° 122		N° 144
juillet		N° 112			
aout					
septembre		N° 113	N° 124	n° 135	
octobre		N° 113	N° 124	N° 136	
novembre	N° 104	N°114	N° 126	N° 137	
decembre	N° 105		N° 127	N° 138	

## B. Fonds de Thérèse Regard

### 1) Bulletin

- **Bulletin national *En Équipe***: n° 40, 3ème trimestre 1955
- **Bulletin départemental *En Cordée***: 6 numéros:

N° 9: mai 1954 ; n° 10: octobre 1954 ; n° 11: novembre 1954 ; n° 12: décembre 1954 ; n° 15: mars 1955

### 2) Feuilles

- **Concours national de jeunes fermières**: convocation à la finale régionale centre-est le 23 septembre 1956 à Lyon. Daté du 10 septembre 1956, fait à Lyon, *3 feuilles*.
- **Demande de réabonnement à *Militante***. Secrétariat national JACF, non daté, *1 feuille*.

### 3) Journaux

- ***Jeunes du Jura***: Bulletin de la jeunesse catholique du Jura: administration et rédaction: Secrétariat diocésain des Œuvres, 1 rue des Perrières, Lons-le-Saunier. 18 numéros de juin 1954 à février 1958.

	1954	1955	1956	1957	1958
janvier					
Fevrier		82	87	93	99
mars					
avril			88	94	
mai					
juin		84	89	95	
juillet	79				
aout			90	96	
septembre					
octobre	80		91	97	
novembre					
decembre		86	92	98	

- **Militante jaciste**: mensuel des responsables de la JACF : 23 numéros d'avril 1954 à février 1957.

	1954	1955	1956	1957
janvier			N° 106	N° 117
Fevrier		N° 96	N° 107	N° 118
mars		N° 97	N° 108	
avril	N° 87	N° 98	N° 109	
mai	N° 88	N° 99	N° 110	
juin		N° 100	N° 111	
juillet				
aout		N° 101	N° 112	
septembre		N° 102		
octobre			N° 113	
novembre		N° 104	N° 114	
decembre		N° 105	N° 116	

- **Promesses**: bimensuel puis mensuel de la JACF: 90 numéros de mars 1954 à septembre 1959.

	1954		1955		1956		1957		1958		1959
	1er	15	1 er	15	1er	15	1er	15	1er	15	Mensuel
janvier			N° 142	N° 143	N° 166	N° 167	N° 190	N° 191	N° 213	N° 214	
février			N° 144	N° 145	N° 168	N° 169	N° 192	N° 193	N° 215	N° 216	
mars		N° 123	N° 146	N° 147	N° 170	N° 171	N° 194	N° 195	N° 217	N° 218	
avril			N° 148	N° 149	N° 172	N° 173	N° 196	N° 197			N° 237
mai		N° 127	N° 150		N° 174	N° 175	N° 198	N° 199			N° 238
juin	N° 128	N° 129	N° 152	N° 153	N° 176	N° 177	N° 200	N° 201			N° 239
juillet				N° 155	N° 178	N° 179	N° 202	N° 203			N° 240
août				N° 157		N° 181	N° 204	N° 205			N° 241
septembre	N° 134	N° 135	N° 158	N° 159	N° 182	N° 183	N° 206				N° 242
octobre	N° 136	N° 137	N° 160	N° 161	N° 184	N° 185	N° 207	N° 208			
novembre		N° 139	N° 162	N° 163	N° 186	N° 187	N° 209	N° 210			
décembre	N° 140	N° 141	N° 164	N° 165	N° 188	N° 189	N° 211	N° 212			

#### 4) Photos

- 7 photos sur le congrès de la jeunesse rurale du Jura, Lons-le-Saunier, 21 et 22 août 1954.

## C. Fonds de Jean et Jeanne Barraux

#### 1) Bulletins

- *Essor*: bulletin périodique de l'Action catholique rurale de la Haute-Saône, n° 81
- *Le Semeur de l'Aube*, bulletin de l'Action catholique de l'Aube, mars 1963
- *En marche*, bulletin de liaison MRJC/MRJCF de la Saône-et-Loire, environ 1963

#### 2) Journaux nationaux

- *Militant à l'action*, mensuel des responsables JAC: n° 192, n° 200, n° 207, n° 211, n° 214 entre 1961 et 1963
- *Jeunes forces rurales*, bimensuel des militants JAC: n° 367, n° 368, n° 385, n° 387 entre 1961 et 1962

#### 3) Brochures et dossiers

- Brochure sur le premier congrès du MIJARC 1960
- *Dialogues aînés par correspondance*, Branche aînée, thème 1958-1959: « l'entreprise agricole en face des exigences économiques et humaines du monde moderne », JAC nationale.
- *Dialogues aînés par correspondance*, Branche aînée, thème 1959-1960: « Le politique au service

de l'homme », JAC nationale.

- *Lettres aux fédérations*, corpus de documents nationaux, n° 2, n° 3, n° 5, n° 6, de mai à septembre 1962.

- 4) **Notes personnelles d'un militant (Jean Barraux)**: Stage de culture générale de premier degré: Brans 11-17 janvier 1960, 12 feuillets.

## D. Fonds de Marius Ferreux

### 1) Affiches

- Affiche du programme de la semaine rurale de Mièges : 9, 10, et 11 janvier 1948
- Affiche du Congrès de Paris au Parc des princes, 1950
- Affiche d'appel à la préparation du Congrès de Paris et à la finale cantonale de la Coupe de la joie, 1950, Mièges

### 2) Almanach

- Almanach JAC/F de 1946 : « Bonheur nouveau »

### 3) Journaux

- *Jeunes du Jura* :

Janvier / février 1949 ; mars / avril 1949 ; novembre / décembre 1949 ; janvier / février 1950 ;  
avril / mai 1951 ; septembre / octobre 1951 ; novembre / décembre 1952 ; février  
/ mars 1954 ; octobre / novembre 1959 ; mars / avril 1960

- *Militante jaciste* :

Mai 1950 ; novembre 1950 ; mai 1951 ; juillet / août 1951

- *Militant à l'action* : octobre 1951

- *Jeunes forces rurales* : février 1950

### 4) Feuilles volantes et articles des journaux

- Article sur Marie-Louise VELON dans *Jeunesses chrétiennes au XX<sup>ème</sup> siècle*, non daté, 3 feuillets.
- « La vie du mouvement: propagande », non daté, 1 feuillet.
- « La JAC a vingt ans », non daté, 1 feuillet.
- « Coupe de la joie », non daté, 1 feuillet.
- « Apprendre à contester », 1968, 1 feuillet.

## E. Fonds d'Aristide Etiévant

- 1) **Cahier de notes d'un jaciste:** Aristide Etiévant: retraites, sessions fédérales, sessions régionales, tournées dans les sections... 1942-1945, environ 40 pages.
- 2) **Discours sur la JAC pour le 70<sup>ème</sup> anniversaire, 1999**
  - discours d'Aristide Etiévant
  - discours de Noël Gentier, ancien président JAC
- 3) **Journal Jeunes du Jura**, décembre 1944
- 4) **Mémoires d'un jaciste:** sur la JAC et l'occupation, période 1939-1945: 20 pages

## F. Fonds de Joseph et Élisabeth Tribut

- 1) **Ensemble de feuillets d'une jaciste** (environ 50 feuilles): Élisabeth Vacelet (Tribut): travail préparatoire de Conseil fédéral, vie du secteur...
- 2) **Cahier d'un militant et responsable départemental:** Joseph TRIBUT: mélange organisation de la JAC avec formation des animateurs des cercles d'études et réunions des jeunes agriculteurs. 1956-1957
- 3) **Feuilles volantes:** débats spirituels, sessions sociales, politique...

## G. Fonds de Marcel et Jeanne Schouvet

1) **Cahier d'une militante et responsable départementale:** Jeanne Schouvet: notes sur les sessions départementales, régionales... 1956-1962, environ 35 pages.

### 2) Photos

- **6 photos du stage de culture générale** de Brans, 1959.
- **2 photos de mariage d'un couple jaciste** (Marcel et Jeanne Schouvet)
- **2 photos de pèlerinage JACF** vers 1957.
- **4 photos de l'équipe fédérale JACF** et d'un congrès, non datées.

## H. Fonds de Maurice Bressoux

### 1) Programme

- **Programme d'une soirée détente.**  
1943, 1 feuillet.

### 2) Enquête

- **Enquête sur le village de Nanc lès St Amour en 1958**  
Pour le M.F.R., pour journée sociale

### 3) Brochures

- **Manuel de chant de la JAC:**  
« Vive la joie! », édité par le secrétariat national de la JAC, non daté, 17 pages.
- **Brochure de Jeunesse catholique du Jura sur le congrès de Lons-le-Saunier**



Le 26 août 1951, 15 pages.

#### 4) Photos

- 8 photos: congrès de Paris de 1950 et section de **Nanc lès St Amour**

## I. Fonds d'Amédée et Madelaine Tissot

### 1) Journaux

- *La jeunesse agricole*, n° spécial pour le congrès du 10ème anniversaire de la JAC, 15 mai 1939.
- *Quotidien du congrès de la JAC* du 13 mai 1950, supplément au n° 104 de *Jeunes forces rurales* et au n° 59 de *Promesses*.
- *Quotidien du congrès de la JAC* du 14 mai 1950, supplément au n° 104 de *Jeunes forces rurales* et au n° 59 de *Promesses*.

### 2) Pièce de théâtre

- Pièce de théâtre: *La meule de maître François*, manuscrite, environ 30 pages.

## J. Fonds de Denise Bourgeois

- 1) **Carnet d'une jaciste, responsable de la section de Vescles et du secteur d'Arinthod**: Denise Thiriet (Bourgeois). Notes des sessions fédérales et interrégionales de la JACF et organisation du secteur et de la section, vers 1956, *environ 20 pages*.

### 2) Photos

- 7 photos du congrès de la jeunesse rurale du Jura du 21 et 22 août 1954.
- 5 photos de divers congrès et fêtes JACF, vers 1954-1956.
- 2 photos d'une session ménagère, mars 1955.

## K. Fonds de Joseph Pernot

### 1) Ouvrages

- RICHARD Henri, *Comme un brasier incandescent: mon cheminement à travers des témoignages*, publié par l'auteur, 1979.
- RICHARD Henri, *Le cep et la ronce*, publié par l'auteur, non daté.

### 2) Photos

- 4 photos de la pièce de théâtre: *La meule de maître François*
- 2 photos d'une rencontre JAC, non datées, non situées.

## L. Fonds de l'abbé Vivant

### 1) Brochures

- *Chante jaciste, chante*, Lyon, Éditions de la JACF, 1942, 35 pages.
- *Jacistes, chantons!*, Lyon, Éditions de la JACF, non daté, 60 pages.
- *Les fêtes de la terre*, Éditions Semailles, non daté, 60 pages.
- *La messe des paysans*, Éditions Semailles, 1939, 32 pages.
- *Vive la joie*, Lyon, Éditions de la JACF, 1941, 35 pages.
- *Grands jeux*, collection jeux et joie, cahier n° 8, Lyon, Éditions de la JACF, 1941.
- *Le village: veillées et fêtes paysannes*, Éditions Semailles, non daté, 60 pages.
- *Cantiques de mission*, Besançon, 1946.

### 2) Feuilles de chants

- Feuilles de chants jacistes et de danses, de jeux et sketches, environ 20 feuillets.

## M. Fonds d'Yvette Jallet

### 1) Carnet de notes d'une militante

Yvette Jallet: notes sur les sessions et les retraites, 1952-1956, 41 pages.

## N. Fonds de Jeanne Gollion

### 1) Brochures

- *Gai lon la! Chants jacistes*, Éditions de la jeunesse agricole, Lyon, 1941, 47 pages.
- *Jacistes chantons!*, Lyon, Éditions de la JACF, non daté, 60 pages.

## O. Fonds de Christiane Jouffroy

### 1) Photos

7 photos de la section de Saint-Laurent-en-Grandvaux, de prise de voile de jaciste et d'équipe fédérale JACF

## P. Fonds de Simon Girardet

### 1) Journal: *La jeunesse agricole*

*La jeunesse agricole*, organe bimensuel des sections JAC; siège social: 14 rue d'Assas, Paris (VIème) et à partir de janvier 1940: 13 rue Martenot, Rennes.

89 numéros d'octobre 1934 à juin 1940. Les numéros manquants sont signalés par un « M » alors que les cases vides indiquent que le journal n'a pas été publié.

	1934		1935		1936		1937		1938		1939		1940
	1er	15	1er	15	1er	15	1er	15	1er	15	1er	15	mensuel
<b>janvier</b>			N° 74	M	N° 93	N° 94	M	N° 111	N° 128	N° 129	N° 150	N° 151	N° 168
<b>fevrier</b>			N° 76	N° 77	N° 95	N° 96	N° 112	M	N° 130	N° 131	N° 152	N° 153	N° 169
<b>mars</b>			N° 78	N° 79	N° 97	N° 98	N° 114	N° 115	N° 132	M	N° 154	N° 155	N° 170
<b>avril</b>			N° 80	N° 81	N° 99		N°116		M	M	N° 156	N° 157	N° 171
<b>mai</b>			N° 82		N° 100		N° 117		N° 136	M	N° 158	M	M
<b>juin</b>			N° 83		N° 101		N° 118		M	M	N° 160	N° 161	N° 173
<b>juillet</b>			N° 84		N° 102		N° 119		N° 140		N° 162		
<b>aout</b>			N° 85		N° 103		N° 120		N°141		N° 163		
<b>septembre</b>			N° 86		N° 104		N° 121		N° 142	N°143	N° 164	M	
<b>octobre</b>		N° 69	N° 87	M	N° 105		N° 122	N° 123	N° 144	N° 145			
<b>novembre</b>	N° 70	N° 71	N° 89	N° 90	N° 106	N° 107	N° 124	N° 125	N° 146	N° 147			
<b>decembre</b>	N° 72	N° 73	N° 91	N° 92	N° 108	N° 109	N° 126	N° 127	M	N° 149			

## Q. Fonds de Pierre Richard<sup>10</sup>

### I Organes de la jeunesse catholique du Jura

<sup>10</sup> Ces archives sont issues de l'oncle de Pierre Richard, Henri Richard, ancien président fédéral de la JAC

## 1) *Nenni ma foi!*

	1935	1936	1937	1938	1939	1940
Janvier		n° 191	n° 202	n° 210	n° 220	n° 229
Février			n° 203	n° 211	n° 221	n° 230
Mars			n° 204	n° 212	n° 222	n° 231
Avril		n° 194	n° 205			n° 232
Mai				n° 214	n° 224	
Juin			n° 206			
Juillet				n° 215		
Août	n° 186			n° 216		
Septembre			n° 208	n° 217	n° 226	n° 233
Octobre	n° 188		n° 208 <sup>11</sup>			
Novembre				n° 218	n° 227	n° 234
Décembre	n° 190	n° 201	n° 209		n° 228	

## 2) *Jeunes du Jura*

	1941	1942	1943	1944	1945
Janvier	n° 1	n° 11	n° 18	n° 24	n° 29
Février	n° 2				
Mars	n° 3		n° 19	n° 25	n° 30
Avril	n° 4				
Mai			n° 20	n° 26	n° 31
Juin	n° 6	n° 15			
Juillet				n° 21	
Août	n° 7				

<sup>11</sup> Erreur de numération du journal

Septembre		n° 16	n° 22		
Octobre	n° 8				
Novembre		n° 17	n° 23		
Décembre	n° 10			n° 28	

## II Organes nationaux de la JAC

### 1) *Foyer Rural*

N° 56, avril 1944 ; n° 59, juillet / août 1944

### 2) *Jaciste*

Novembre 1943 ; décembre 1943

### 3) *Le militant jaciste*

Septembre 1943

### 4) *La jeunesse agricole*

Numéro spécial : 15 septembre 1934

# Troisième section :

## SOURCES ORALES

### A. Questionnaire directif

**Anciens militants jacistes ayant rempli le questionnaire écrit de 12 pages entre 2007 et 2009: 32** (par ordre alphabétique). Les individus surlignés sont ceux ayant commencé à militer avant-guerre et que nous avons pu mobiliser dans le présent travail.

- **BAL Marie:** (Voiteur): responsable de secteur de 1956 à 1962; membre du bureau fédéral et responsable rurales-ouvrières de 1957 à 1962.
- **BARRAUX Jean:** (Longwy-sur-le-Doubs): militant de 1955 à 1962; responsable du secteur de Chemin de 1956 à 1958; membre du bureau fédéral et régional de 1958 à 1962.
- **BARRAUX Jeanne:** (Vaudrey): militante de 1955 à 1963 ; membre du bureau fédéral, responsable « enfance » de 1957 à 1962; membre du comité national de 1962 à 1963; responsable du MIJARC de 1963 à 1964.
- **BOURGEOIS Raymond:** (Esserval-Tartre) responsable de secteur vers<sup>12</sup> 1950.
- **BOURGEOIS Denise:** (Vescles) responsable de secteur Arinthod de 1951 à 1956.
- **BRESSOUX Maurice:** (Nanc-lès-Saint-Amour) militant de 1942 à 1945; animateur « loisirs » de 1945 à 1953; responsable de secteur de 1950 à 1953.
- **ETIEVANT Jeanne:** (Mesnay) militante de 1939 à 1946.
- **ETIEVANT Aristide:** (Les Planches) militant de 1939 à 1946; secrétaire fédéral de la « fédération du Jura occupé » de septembre 1940 à mars 1943; président fédéral de septembre 1944 à mars 1946.
- **FERREUX Marius:** (Esserval-Tartre) militant de 1941 à 1951; membre du bureau fédéral, responsable « loisirs » vers 1944-1948
- **FRAICHARD Monique:** (Romain): militante de 1954 à 1959; membre du bureau fédéral, responsable « adolescentes » vers 1956-1959.
- **GERMAIN Élisabeth:** (Charbonny) militante de 1938 à 1947; responsable de zone de 1943 à 1947.
- **GIROD Maurice:** (Mignovillard): militant de 1937 à 1954; responsable de section de 1937 à 1952; membre du bureau fédéral, responsable « presse » de 1941 à 1948 ; président régional de 1941 à 1947.
- **GOLLION Jeanne:** (Poissoux): militante de 1937 à 1946.
- **GROSPERRIN Marie:** (Bracon): membre du bureau fédéral, responsable « loisirs » et responsable

---

<sup>12</sup> «Vers »: Nous donnons ici un ordre d'idée de la date où ont été exercées les responsabilités, les militants n'ayant pu se souvenir et aucun document ne nous permettant de la préciser.

« professionnels » vers 1946-1952.

- **GROSPERRIN Claude:** (Bracon): militant de 1947 à 1957; responsable de secteur de 1950 à 1957; membre du bureau fédéral, responsable « propagande et presse » de 1953 à 1957.
- **JALLEY Yvette:** (Chaumergy): militante de 1954 à 1956; responsable de secteur de 1954 à 1956; membre du bureau fédéral, responsable « loisirs » de 1955 à 1956.
- **JOUFFROY Christiane:** (Grande-Rivière): militante de 1954 à 1960; responsable de secteur de 1955 à 1960.
- **MOUQUOD Gérard:** (Villette-lès-Dole) militant de 1955 à 1962; responsable de secteur vers 1956/1962; membre du bureau fédéral, responsable « professionnel » vers 1956/1962.
- **MUSSEROTTE Josette:** (Foncine-le-Bas) militante de 1953 à 1956.
- **PIANNET Françoise:** (Lac-des-Rouges-Truites) militante de 1956 à 1958.
- **PERNOT Renée:** (Champagnole) militante vers 1945/1950.
- **PERNOT Joseph:** (Montain), militant vers 1945/1950.
- **REGARD Thérèse:** (Graye-et-Charnay et Poligny plaine) responsable de secteur vers 1953/1956.
- **SCHOUVET Jeanne:** (Vaudrey) militante de 1955 à 1962; membre du bureau fédéral, responsable « adolescentes » de 1956 à 1959; présidente fédérale de 1959 à 1962.
- **SCHOUVET Marcel:** (Vaudrey) militant vers 1955 /1959.
- **TRIBUT Thérèse:** (Chapois) militante de 1956 à 1961; membre du bureau fédéral responsable « adolescentes » vers 1957/1959; membre du bureau national, responsable « adolescentes » et « presse » de 1959 à 1961.
- **TRIBUT Jean:** (Chapois) aumônier de secteur et aumônier adjoint fédéral de 1949 à 1962.
- **TRIBUT Joseph:** (Chapois) militant de 1949 à 1956; président fédéral de 1952 à 1955.
- **TRIBUT Élisabeth:** (Cuvier) : militante de 1953 à 1958; responsable « adolescentes » pour le secteur de 1953 à 1958.
- **TONNAIRE Margueritte:** (Villette-lès-Dole) militante de 1954 à 1959; responsable de secteur vers 1955/1959; membre du bureau fédéral, responsable « branche aînés professionnels » vers 1956/1959 ; responsable régionale vers 1957/1959.
- **VANNIER Lucienne:** (Maynal) sympathisante vers 1948-1954.
- **VERJUS Monique:** (Champagnole) militante de 1949 à 1953.

## B. Entretien oraux

**20 entretiens oraux ont été réalisés avec 29 anciens militants jacistes<sup>13</sup>. ). Les individus surlignés sont ceux ayant commencé à militer avant-guerre et que nous avons pu mobiliser dans le présent travail.**

---

<sup>13</sup> Les couples de jacistes ont été interrogés ensemble, d'où l'inadéquation entre le nombre d'entretiens réalisés et le nombre d'entretenus. Également, Jeanne Gollion, Amédée et Madeleine Tissot ont tenu à être interrogés ensemble.



Ces entretiens ont été réalisés en 2008 à l'exception de ceux d'Alix Répécaud et de Gabriel Rousselot (2012), de la famille Michalet, du second entretien réalisé avec la famille Tribut (2014) et de Françoise Butin (Mercier), (2015).

- **BAL Marie:** (Voiteur): responsable de secteur de 1956 à 1962; membre du bureau fédéral et responsable rurales-ouvrières de 1957 à 1962.
- **BARRAUX Jean:** (Longwy-sur-le-Doubs): militant de 1955 à 1962; responsable du secteur de Chemin de 1956 à 1958; membre du bureau fédéral et régional de 1958 à 1962.
- **BARRAUX Jeanne:** (Vaudrey): militante de 1955 à 1963 ; membre du bureau fédéral, responsable « enfance » de 1957 à 1962; membre du comité national de 1962 à 1963; responsable du MIJARC de 1963 à 1964.
- **BOURGEOIS Denise:** (Vescles) responsable de secteur de 1951 à 1956.
- **BUTIN Françoise (MERCIER) :** (Saint-Germain les Arlay) : au sujet de son père, Pierre Butin, militant puis responsable fédéral de 1935 à 1942.
- **BRESSOUX Maurice:** (Nanc-lès-Saint-Amour) militant de 1942 à 1945; animateur « loisirs » de 1945 à 1953; responsable de secteur de 1950 à 1953.
- **ETIEVANT Jeanne:** (Mesnay) militante de 1939 à 1946.
- **ETIEVANT Aristide:** (Les Planches) militant de 1939 à 1946; secrétaire fédéral de la « fédération du Jura occupé » de septembre 1940 à mars 1943; président fédéral de septembre 1944 à mars 1946.
- **FERREUX Marius:** (Esserval-Tartre) militant de 1941 à 1951; membre du bureau fédéral, responsable « loisirs » vers 1944-1948
- **FERREUX Colette:** (Vilette - lès-Dole): militante de 1946 à 1951; responsable de secteur de 1947 à 1948; présidente fédérale de 1948 à 1950<sup>14</sup>.
- **FRAICHARD Monique**<sup>15</sup>: (Romain): militante de 1954 à 1959; membre du bureau fédéral, responsable « adolescentes » vers 1956-1959.
- **GERMAIN Élisabeth:** (Charbonny) militante de 1938 à 1947; responsable de zone de 1943 à 1947.
- **GIROD Maurice:** (Mignovillard) militant de 1937 à 1954; responsable de section de 1937 à 1952; membre du bureau fédéral, responsable « presse » de 1941 à 1948 ; président régional de 1941 à 1947.
- **GIROD Andrée**<sup>16</sup>: (Villevieux) militante vers 1951/1953.
- **GOLLION Jeanne:** (Poissoux): militante de 1937 à 1946.
- **GROSPERRIN Marie:** (Bracon): membre du bureau fédéral, responsable « loisirs » et responsable « professionnel » vers 1946-1952.
- **GROSPERRIN Claude:** (Bracon): militant de 1947 à 1957; responsable de secteur de 1950 à 1957;
- **MICHALET (famille) :** Au sujet de l'abbé Louis Michalet, aumônier fédéral de la JAC de 1958 à 1962.
- **MOUQUOD Gérard:** (Villette-les-Dole) militant de 1955 à 1962; responsable de secteur vers 1956/1962; membre du bureau fédéral, responsable « professionnel » vers 1956/1962.

---

<sup>14</sup> Colette Ferreux n'avait pas pu remplir le premier questionnaire.

<sup>15</sup> Monique Fraichard n'a pas souhaité être enregistrée durant l'entretien oral: nous ne possédons donc que des notes.

<sup>16</sup> Andrée Girod n'avait pas pu remplir le premier questionnaire.

- **PERNOT Renée:** (Champagnole) militante vers 1945/1950.
- **PERNOT Joseph:** (Montain), militant vers 1945/1950.
- **REPECAUD Alix** (Lavigny), militant vers 1935-1940.
- **ROUSSELOT Gabriel :** (Lavigny) : militant vers 1935-1940.
- **SCHOUVET Jeanne:** (Vaudrey) militante de 1955 à 1962; membre du bureau fédéral, responsable « adolescentes » de 1956 à 1959; présidente fédérale de 1959 à 1962.
- **SCHOUVET Marcel:** (Vaudrey) militant vers 1955 /1959.
- **TISSOT Amédée**<sup>17</sup>: (Montfleur), militant de 1940 à 1950; responsable de secteur de 1942 à 1943; membre du bureau fédéral vers 1943/1946.
- **TISSOT Madeleine:** (?) militante vers 1945/1950.
- **TRIBUT Thérèse:** (Chapois) militante de 1956 à 1961; membre du bureau fédéral responsable « adolescentes » vers 1957/1959; membre du bureau national, responsable « adolescentes » et « presse » de 1959 à 1961.
- **TRIBUT Jean:** (Chapois) aumônier de secteur et aumônier adjoint fédéral de 1949 à 1962.
- **TRIBUT Joseph :** (Chapois) militant de 1949 à 1956; président fédéral de 1952 à 1955.
- **TRIBUT** (famille) : Au sujet de Joseph Tribut (suite à son décès).
- **TONNAIRE Margueritte :** (Villette-lès-Dole) militante de 1954 à 1959; responsable de secteur vers 1955/1959; membre du bureau fédéral, responsable « branche aînée professionnelle » vers 1956/1959 ; responsable régionale vers 1957/1959.

---

<sup>17</sup> Amédée et Madeleine Tissot n'avaient pas pu remplir le premier questionnaire.

# Bibliographie



# I Instruments de travail

## 1) Ouvrages méthodologiques

### A Sciences sociales

- BOLTANSKI Luc, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1982
- BONNAMOUR Jacqueline, « *La géographie rurale pendant le dernier quart de siècle* », dans *Ruralia. Revue de l'Association des ruralistes français*, n° 1-1997, pp. 81-111.
- BOURDIEU Pierre, "Espace social et pouvoir symbolique ", dans *Choses dites*, Paris, Minuit, 1987.
- BOURDIEU Pierre, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Éditions du Seuil, 1994
- BOURDIEU Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 1980, 268 p.
- BOURDIEU Pierre, « Éléments pour une théorie du champ politique », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 36-37, février-mars 1981, pp. 3-25
- CROZIER Michel, *À quoi sert la sociologie des organisations ? Tome 1 : Théorie, culture et société. Tome 2 : Vers un nouveau raisonnement pour l'action*, Paris, Seli Arslan, 2000.
- FILLIEULE Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », dans *Revue française de science-politique*, v 51, 2001, pp. 199-215.
- FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian, PECHU Cécile, (dir) *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de la fondation nationale de sciences-politiques, 2009, pp. 86-87.
- GREMION Pierre, *Le pouvoir périphérique*, Paris, Éditions du Seuil, 1976.
- KAYSER Bernard, *Les sciences sociales face au monde rural : méthodes et moyens*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1989, 144 p.
- LAFAYE Claudette, *Sociologie des organisations*, Paris, Éditions Nathan, 1996, pp. 97-98.
- MENDRAS Henri, *Comment devenir sociologue ou les mémoires d'un vieux mandarin*, Actes Sud, Arles, 1995.
- STRAUSS Anselm, *Miroirs et masques*, Paris, Éditions de L'Harmattan, 1992 ( *Mirrors and Masks : The Search for Identity*, The Free Press of Glencoe, 1959).

### B. Histoire sociale

- BRAUDEL Fernand, LABROUSSE Ernest (dir), *Histoire économique et sociale de la France*, Paris, Presses universitaires de France, 1969-1982.

- BRELOT Claude-Isabelle, *La noblesse réinventée. Nobles de Franche-Comté de 1814 à 1870*, Paris, Belles-Lettres, 1992.
- CHARLES Christophe, *Les élites de la République, 1880-1900*, Paris, Éditions Fayard, 1987.
- *L'histoire sociale. Source et méthode*, Acte du Colloque de l'École Normale Supérieure de Saint-Cloud, 15-16 mai 1965, Paris, Presses Universitaires de France, 1967.
- LIPP Carola, « Histoire sociale et *Alltagsgeschichte* », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 106-107, mars 1995, pp. 53-67.
- MAYAUD Jean-Luc, « Saisir l'histoire dans la singularité individuelle ? », dans *Ruralia. Revue de l'Association des ruralistes français*, n° 3-1998, pp. 160-164.
- Hélène MILLET (dir.), *Informatique et prosopographie. Actes de la Table Ronde du CNRS, Paris, 25-26 octobre 1984*, Paris, Éditions du CNRS, 1985, 358 p

### C. Microhistoire/ jeux d'échelles

- BENZA Alban, « De la micro-histoire vers une anthropologie critique », dans Jacques REVEL (dir.), *Jeux d'échelles : la micro-analyse à l'expérience*, Seuil, Paris, 1996, pp. 37-71.
- BROMBERGER Christian, « Du grand au petit. Variations des échelles et des objets d'analyse dans l'histoire récente de l'ethnologie de la France », dans CHIVA Isaac et JEGGLE Utz, (dir) *Ethnologues en miroir. La France et les pays de langue allemande*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 1987, pp. 67-94.
- GARDEN Maurice, « Mariages parisiens à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle : une micro-analyse quantitative », dans *Annales de démographie historique*, 1998, pp. 111-133.
- GARDEN Maurice, « Alltagsgeschichte, Microstoria, pourquoi pas Histoire social ? », dans Claude-Isabelle BRELOT et Jean-Luc MAYAUD (dir.), *Voyages en histoire, Mélanges offerts Gerbod dans Annales littéraires de l'Université de Besançon*, n° 550, Série Historiques, n° 9, pp. 99-118
- GINZBURG Carlo et PONI Carlo, « La micro-histoire », dans *Le débat. Histoire, politique, société*, n° 17, décembre 1981, pp. 133-136.
- GINZBURG Carlo, PONI Carlo, « Il nome e il come. Mercato storiografico e scambio disuguale », dans *Quaderni storici*, 40, 1979, pp. 181-190.
- GRENDI Edoardo, « Micro-analisi e storia sociale », dans *Quaderni storici*, 33, 1976, pp. 881-891.
- GRENDI Edoardo, « Micro-analisi e storia sociale », dans *Quaderni storici*, n° 35, 1977, pp. 506-520

- GONZALEZ y GONZALEZ Luis, *Les barrières de la solitude : histoire universelle de San José de Gracia, village mexicain*, PLON, 1977.
- GONZALEZ y GONZALEZ Luis, *Hacia una teoría de la microhistoria, en Memorias del COLMICH*, 1973 en ligne  
<http://www.colmich.edu.mx/files/relaciones/057/pdf/Luis%20Gonzalez%20y%20Gonzalez.pdf> ,
- LEVI Giovanni, *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVIIème siècle*, Paris, Éditions Gallimard, 1989.
- LEVI-STRAUSS Laurent, « Pouvoir municipal et parenté dans un village bourguignon », dans *Annales, Economies, Sociétés, Civilisation*, tome 30, janvier-février 1975, n°1, pp. 149-161
- LUDTKE Alf, *Alltagsgeschichte : Zur Rekonstruktion historischer Erfahrungen und Lebensweisen*, Frankfurt/New York Campus Verlag, 1989.
- LYNCH Édouard, « Le Parti socialiste et la paysannerie dans l'Entre-deux-guerres : pour une histoire des doctrines agraires et de l'action politique au village », dans *Ruralia*, 1998-03, [En ligne], mis en ligne le 1 janvier 2003. URL : <http://ruralia.revues.org/document54.html>. Consulté le 25 janvier 2010
- MAYAUD Jean-Luc, « Pour une communalisation de l'histoire rurale », dans *La politisation des campagnes au XIXe siècle (France, Italie, Espagne, Portugal)*, Actes du colloque organisé par l'École française de Rome, 20-22 février 1997, Rome, École Française de Rome, 2000.
- REVEL Jacques, « L'histoire au ras du sol », dans LEVI Giovanni, *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVIIème siècle*, Paris, Éditions Gallimard, 1989, pp. I-XXXIII.
- REVEL Jacques (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Éditions du Seuil, 1996.

#### **D. Prosopographie**

- BERGERON Louis, CHAUSSINAND-NOGARET Guy (dir.), *Grands notables du premier Empire*, Paris, Édition du CNRS, 1978.
- BIJSTERVELD A-J, « L'analyse prosopographique d'un groupe professionnel ecclésiastique. Le cas des curés du Brahant du nord 1400-1570 », dans, GENET J-P, LOTTES G, *L'État moderne et les élites. Apports et limites de la méthode prosopographique*. Actes du colloque de Paris 16-19 octobre 1991, Paris.
- BOUTRY Philippe, *Recherches prosopographiques sur la curie romaine à l'âge de la*

*restauration (1818-1846)*, École française de Rome, 2002.

- BRUNEAU Ivan et LE DŒUFF Emmanuel, « Les paysans du "Maitron". Militants de l'entre-deux-guerres », dans *Les petites Russies des campagnes françaises, Études rurales*, n° 171-172, 2004, pp. 161-174
- CHARLE Christophe, NAGLE Jean, PERRICHET Marc, RICHARD Michel, WORONOFF Denis, *Prosopographie des élites françaises (XVIe-XXe siècles). Guide de recherche*, Paris, CNRS-IHMC, 1980 pp.169-173.
- CHARLE Christophe, *La République des universitaires (1870-1940)*, Paris, Éditions du Seuil, 1994.
- CHARLE Christophe, *Les professeurs de la faculté des sciences de Paris : dictionnaire biographique*, Paris, Éditions du CNRS, 1988.
- CORBIN Alain, « Le vertige des foisonnements. Esquisse panoramique d'une histoire sans nom », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 39, fasc. 1, mars 1992, pp. 103-126.
- GARDEN Maurice, « Mariages parisiens à la fin du XIXème siècle : une micro-analyse quantitative », dans *Annales de démographie historique*, 1998, pp. 111-133.
- LE BEGUEC Gilles, *La République des avocats*, Paris, Éditions Armand Colin, 2003.
- LEMERCIER Claire et ZALC Claire, *Méthodes quantitatives pour l'historien*, Paris, La Découverte, 2008
- MILLET Hélène [dir.], *Informatique et prosopographie. Actes de la Table Ronde du CNRS, Paris, 25-26 octobre 1984*, Paris, Éditions du CNRS, 1985
- NIVET Philippe, *Le Conseil municipal de Paris de 1944 à 1977*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994
- NOIRIEL Gérard, *Sur la "crises" de l'histoire*, Paris, Éditions Gallimard, réed. 2005
- NOIRIEL Gérard, *Introduction à la socio-histoire*, Paris, Éditions La Découverte, 2006
- PENNETIER Claude, « Le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français entre passé et avenir », dans DREYFUS Michel, PENNETIER Claude, VIET-DEPAULE Nathalie, *La part des militants*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1996, p. 78
- PENNETIER Claude, VIET-DEPAULE Nathalie, « Pour une *prosopographie* des élus locaux de la Seine (1919-1940) : premier bilan d'une enquête », dans *Paris et Ile de France*, vol 38, 1987, pp. 205-215.
- PFLAUM Hans Georg, *Les carrières procuratoriennes équestres sous le haut-Empire romain*, 2 tomes, Paris, Éditions P. Geuthner, 1960 et 1962. Nous pourrions également citer l'entreprise de



Prosopographie chrétienne du Bas-Empire qui a débuté en 1952 et a été fondée par Henri Irénée Marrou et Jean Rémy Palanque.

- PUDAL Bernard, « Maitron (Jean), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Paris, Les Éditions Ouvrières, 1989 », dans *Politix*, n°7-8, pp.
- SALY Pierre, *Méthodes statistiques descriptives pour les historiens*, Paris, Librairie Armand-Colin, 1991, 191p.
- SAPPPIA Caroline, « la prosopographie : quelques clefs sur une méthode », dans *Clio*, n°126, janvier/juin 2007.
- TUDESQ André-Jean TUDESQ, *Les grands notables en France (1840-49), étude historique d'une psychologie sociale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1964
- VERLEY Patrick, « À propos de la « prosopographie » des élites économiques : un retour à l'anecdotique, une sociologie du patronat et/ou une nouvelle entrée dans le champ de l'histoire économique ? », *Revue d'histoire du 19e siècle*, 2001, n° 23, pp. 202-210.
- *L'histoire sociale. Source et méthode*, Acte du Colloque de l'École Normale Supérieure de Saint-Cloud, 15-16 mai 1965, Paris, Presses Universitaires de France., 1967.

## F. Biographie

- BARTHELEMY Thiphaine, PINGAUD, Marie-Claude, ed., *La généalogie : Entre science et passion* Paris : Éditions du CTHS, 1997.
- BECKER S. Howard , « Biographie et mosaïque scientifique », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 62-63, juin 1986, pp. 105-111.
- BERTAUX Daniel , « Mobilité sociale biographique. Une critique de l'approche transversale », dans *Revue française de sociologie*, volume XV, n° 3, pp. 329-363.
- BERTAUX Daniel, « L'approche biographique : sa validité méthodologique, ses potentialités », dans *Cahiers internationaux de sociologie*, volume LXIX, 1980, pp. 197-225
- BOURDIEU Pierre, « L'illusion biographique », dans *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, n° 62-63, juin 1986, pp. 69- 72.
- CONINCK Frédéric de et GODARD Francis, « L'approche biographique à l'épreuve de l'interprétation. Les formes temporelles de la causalité », dans *Revue française de sociologie*, volume XXXI, n° 1, 1990, pp. 23-53.
- CORBIN Alain, *Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot, sur les traces d'un inconnu, 1798-1876*, Paris, Flammarion, 1998, 336 p.

- CORNU Pierre, « Lucien Gachon : un itinéraire entre géographie rurale et littérature agreste », dans *Ruralia*, Revue de l'Association des ruralistes français, n° 12-13, 2003, pp. 123-137
- COURGEAU Daniel et LELIEVRE Eva, *Analyse démographique des biographies*, Paris, Institut national d'Études démographiques, 1989, VIII-268 p.
- LEVI Giovanni , « Les usages de la biographie », dans *Annales Économies Sociétés Civilisations*, novembre-décembre 1989, n° 6, pp. 1325-1336.
- MARESCA Sylvain, « Intérêt savant et intérêts politiques. Les intellectuels français et la question du syndicalisme agricole », dans *Sociologie rurale, sociologie du rural ? — Recherche sociologiques*, volume XX, numéro 3, 1989, pp. 383-40
- MAYAUD Jean-Luc, RÉMY Jacques et BOUJOT Corinne, « " Recherches pinagotiques ". À propos du Monde retrouvé de Louis-François Pinagot », dans *Ruralia*. Revue de l'Association des ruralistes français, n° 3, 1998, pp. 159-191.
- MAYAUD Jean-Luc, « Saisir l'histoire dans la singularité individuelle ? », dans *Ruralia*. Revue de l'Association des ruralistes français, n° 3-1998, pp. 160-164
- PASSERON Jean-Claude , « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », dans *Revue française de sociologie*, volume XXXI, n° 1, 1990, pp. 3-22.
- PIKETTY Guillaume, « La biographie comme genre historique. Étude de cas », dans *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 63, juillet-septembre 1999, pp. 119-126.
- ROBIN Régine, « Récit de vie, discours social et parole vraie », dans *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 10, avril 1986, pp. 103-109.

### **G. Histoire orale/terrain**

- POLLAK Michael et HEINICH Nathalie, « Le témoignage », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 62-63, juin 1986, pp. 3-30.
- SCHNAPPER Dominique et HANET Danièle (dir.), *Histoire orale ou archives orales ? rapport d'activité sur la constitution d'archives orales pour l'histoire de la Sécurité Sociale*, Paris, Association pour l'étude de l'histoire de la Sécurité Sociale, 1980, 114 p
- VOLDMAN Danièle, « Le témoignage dans l'histoire du temps présent », dans *Bulletin de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP)*, n°75, juin 2000, 10 p. [article publié en ligne]

## 2) Épistémologie

### A. Généralités

- BÉDARIDA François, [dir.], *L'histoire et le métier d'historien en France, 1945-1995*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 1995.
- BLOCH Marc, *Apologie pour l'histoire ou le métier d'historien*, Paris, Librairie Armand-Colin, 2ème édition, 1952.
- CORBIN Alain, « Le vertige des foisonnements. Esquisse panoramique d'une histoire sans nom », dans, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 39, fasc. 1, mars 1992, pp. 103-126.
- DOSSE François, *L'histoire en miettes. Des "Annales" à la "nouvelle histoire"*, Paris, Édition La Découverte, 1987, 270p.
- GINZBURG Carlo, « *L'historien et l'avocat du diable* » *Entretien avec Charles Illouz et Laurent Vidal*, dans *Genèses*, n°53, 2003, [http://www.cairn.info/resume.php?ID\\_REVUE=GEN&ID\\_NUMPUBLIE=GEN\\_053&ID\\_ARTICLE=GEN\\_053\\_0113](http://www.cairn.info/resume.php?ID_REVUE=GEN&ID_NUMPUBLIE=GEN_053&ID_ARTICLE=GEN_053_0113)
- LE GOFF Jacques et NORA Pierre, *Faire de l'histoire, 1. Nouveaux problèmes, 2. Nouvelles approches, 3. Nouveaux objets*, Paris, Éditions Gallimard, 1974, 230, 252 et 280 p.
- NOIRIEL Gérard, *Sur la "crise" de l'histoire*, Paris, Éditions Gallimard, réed. 2005
- NOIRIEL Gérard, *Introduction à la socio-histoire*, Paris, Éditions La Découverte, 2006
- PROST Antoine, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Éditions du Seuil, 1996

### B. Histoire rurale

- BARRAL Pierre, « Note historique sur l'emploi du terme 'paysan' », *Études rurales*, n° 21, 1966, pp. 70-80.
- BLOCH Marc, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, Oslo/Paris, Institut pour l'étude comparative des civilisations/Les Belles Lettres, 1931. Réédition : Paris, Librairie Armand Colin, 1952, 266 p.
- BODIGUEL Maryvonne, *Le rural en question, politiques et sociologues en quête d'objet*, Éditions de l'Harmattan, 1986
- BOURDIEU Pierre, « La paysannerie, une classe objet », dans *Actes de la recherche en*

*sciences sociales*, n°17-18, novembre 1977, pp. 2-5.

- CHIVA Isaac, RAMBAUD Paul, *Les études rurales en France, tendances et organisation de la recherche*, Paris-La Haye, Mouton, 1972.
- DOUZOU Laurent, « Monde rural et Résistance : entre histoire et mémoire », dans *Ruralia*. Revue de l'Association des ruralistes français, n°4, 1999, pp. 101-122.
- GUERREAU Alain, « Note critique : Ethnologie à Minot : structure et inversion », dans *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, 1982, vol 37, pp. 344-352.
- JOLLIVET Marcel, « La "vocation actuelle" de la sociologie rurale », dans *Ruralia*, 1997-01, [En ligne], mis en ligne le 1 janvier 2003. URL : <http://ruralia.revues.org/document6.html>. Consulté le 25 janvier 2010.
- JOLLIVET Marcel, « Comment se fait la sociologie : à propos d'une controverse en sociologie rurale », dans *Sociétés contemporaines*, n°49-50, 2003, pp. 43-60, en ligne : <http://www.cairn.info/revue-societes-contemporaines-2003-1-page-43.htm>, consulté le 4 février 2010.
- JOLLIVET Marcel, *Pour une science sociale à travers champs : paysannerie, ruralité, capitalisme (France XX e siècle)*, Paris, Éditions Arguments, 2001
- JOLLIVET Marcel, *Sociétés paysannes ou lutte des classes au village ? Problèmes méthodologiques*, Paris, Colin, 1974.
- LEFEBVRE Henri, « Problèmes de sociologie rurale. La communauté paysanne et ses problèmes historico-sociologiques », dans *Cahiers internationaux de sociologie*, Volume 6, 1949, pp. 79-100.
- LEFEBVRE Henri, « Perspectives de la sociologie rurale », dans *Cahiers internationaux de sociologie*, Volume 14, 1953, pp. 122-140
- MAITRE Jacques, « L'apport de la sociologie religieuse aux études rurales françaises », *Études rurales*, 1964, (13-14), pp. 176-780.
- MAYAUD Jean-Luc, « Contre le repli disciplinaire des ruralistes », dans *Ruralia*, n°1, 1997, mis en ligne le 7 novembre 2005. URL : <http://ruralia.revues.org/document1.html>. Consulté le 5 janvier 2010.
- MOLLARD Éric, « D'un malentendu à l'autre, de la jachère à la rationalité paysanne. Pensée agronomique et représentation sociale dans l'histoire de l'agriculture », dans *Ruralia*, 2002-10/11, [En ligne], mis en ligne le 22 janvier 2005. URL : <http://ruralia.revues.org/document290.html>. Consulté le 26 janvier 2010.

- MULLER Pierre, « Peut-on (encore) penser le global à partir du rural ? Réflexions d'un politiste », dans *Économie rurale*, 4/2007, n° 300, pp. 105-109.
- PREVEL Maxime, « L'usine à la campagne. Socio-anthropologie du productivisme agricole », *Ruralia*, 2006-18/19, [En ligne], mis en ligne le 28 août 2007. URL : <http://ruralia.revues.org/document1481.html>. Consulté le 26 janvier 2010.

### C. Historiographie rurale

BRUNEL Ghislain, MORICEAU Jean-Marc, « Histoire et sociétés rurales (1994-1998). Première radioscopie quinquennale », dans *Histoire et sociétés rurales*, n°11, 1999, pp. 7-14 et pp. 263-288.

CORNU Pierre et MAYAUD Jean-Luc, « L'agrarisme, question d'histoire urbaine ? Approche comparée de la construction des « campagnes » dans la France et l'Allemagne de l'ère industrielle », pp. 33-53

FARCY Jean-Claude, « Bibliographie des thèses de droit portant sur le monde rural 1885-1959, dans *Recherches contemporaines*, n°1, 1993, pp. 109-190.

GAVIGNAUD-FONTAINE Geneviève, « La Révolution rurale. Un concept opératoire pour l'étude des mutations en cours dans les campagnes », dans *Historiens et géographes*, n°354, 1996, pp. 131-134.

GRATTON Philippe, « Notes bibliographiques », BARRAL Pierre, *Les agrariens français de Méline à Pisani*, dans *Revue française de sciences-politiques*, 1969, vol 19, pp. 899-301.

Groupe de sociologie rurale, « Le groupe de sociologie rurale, organisation et recherches en cours », dans *Revue française de sociologie*, vol 6, hors série, 1965, pp. 148-151.

GUILLON Jean-Pierre, « Notes bibliographiques » Philippe Gratton, *Les paysans français contre l'agrarisme*, dans *Économie rurale*, 1972, vol 94, pp. 71-75.

KAYSER Bernard, *Les sciences sociales face au monde rural : méthodes et moyens*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1989, 144 p

LEVI-STRAUSS Laurent, MENDRAS Henri, « Les études rurales en France », dans *Economie rurale*, 1974, n°103, pp. 3-12.

LYNCH Édouard, « Le Parti socialiste et la paysannerie dans l'Entre-deux-guerres : pour une histoire des doctrines agraires et de l'action politique au village », dans *Ruralia*, 1998-03, [En

ligne], mis en ligne le 1 janvier 2003. URL : <http://ruralia.revues.org/document54.html>.  
Consulté le 25 janvier 2012.

MAGET Marcel, *Ethnographie métropolitaine. Guide d'étude directe des comportements culturels*, Paris, Civilisations du Sud, 1953.

MAYAUD Jean-Luc, « Une histoire rurale éclatée (1945-1993), dans *La terre et la cité. Mélanges offerts à Philippe Vigier*, Paris, 1994, pp. 21-31.

MENDRAS Henri, « L'invention de la paysannerie. Un moment de l'histoire de la sociologie française d'après-guerre », dans *Revue française de sociologie*, vol. 41, n° 3, 2000, pp. 539-551.

MOLLARD Éric, « D'un malentendu à l'autre, de la jachère à la rationalité paysanne. Pensée agronomique et représentation sociale dans l'histoire de l'agriculture », dans *Ruralia*, 2002-10/11, [En ligne], mis en ligne le 22 janvier 2005. URL :  
<http://ruralia.revues.org/document290.html>. Consulté le 26 janvier 2010.

PECOUT Gilles, « Réflexions sur l'historiographie des campagnes françaises du XXème siècle, dans CANAL Jordi, PECOUT Gilles, RIDOLFI Maurizio, *Sociétés rurales du XXème siècle : France, Italie et Espagne*, Collection de l'école française de Rome, n°331, Rome, 2004, pp. 7-21.

PETIT Michel, « L'enseignement de l'économie marxiste aux économistes ruraux dans les pays non marxistes », dans *Économie rurale*, 1980, n° 140, pp. 30-37.

ROGERS Susan Carol, « Natural histories. The rise and fall of French rural studies », dans *French Historical Studies*, n°19, 1995, pp. 381-397.

SEGALEN Martine, « Un regard sur le Centre d'ethnologie française », dans *La Revue pour l'histoire du CNRS*, n°13, 2005, [En ligne], mis en ligne le 3 novembre 2007. URL :  
<http://histoire-cnrs.revues.org/document1683.html>. Consulté le 26 janvier 2010.

## **II Ouvrages généraux sur le contexte historique :**

# 1) Société et politique dans la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle

- AZEMA Jean-Pierre, BEDARIDA François, *Vichy et les français*, Paris, Fayard, 1998
- BECKER Jean-Jacques et BERSTEIN Serge, *Victoire et frustrations, 1914-1929*, Nouvelle histoire de la France contemporaine, Paris, Éditions du Seuil, 1990
- BORNE Dominique et DUBIEF Henri, *La crise des années 30, 1929-1938*, Nouvelle histoire de la France contemporaine, Paris, Éditions du Seuil, 1989
- DOUZOU Laurent (dir.), *Faire l'histoire de la Résistance : actes du colloque international de Lyon, 18-19 mars 2008*, organisé par la Fondation de la résistance et l'Institut d'études politiques de Lyon, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010
- GARRIER Gilbert (dir.), *Histoire économique et sociale du monde. Volume 4 : La Domination du capitalisme, 1840-1914*, Paris, Armand Colin, 1978
- GUILLON Jean-Marie, « Vichy au village », dans *Contemporary french civilization*, volume 23, n°2-1999, pp. 247-264
- LABORIE Pierre, *L'opinion française sous Vichy*, Paris, Éditions du Seuil, 1990
- LELEU Claude, *Géographie des élections françaises depuis 1936*, Paris, Presses universitaires de France, 1971.
- LÉVÊQUE Pierre, *Histoire des forces politiques en France. Tome 2 : 1880-1940. Tome 3 : 1940 à nos jours*, Paris, Librairie Armand Colin, 1994-1997.
- PAXTON Robert, *La France de Vichy*, Paris, Seuil, 1975
- LACOSTE Yves, *Géographie du sous-développement*, Paris, Presses Universitaires de France, 1965
- MICHEL Marc, *Décolonisation et émergence du Tiers-monde*, Paris, Hachette, 1994
- SAUVY Alfred, *Histoire économique de la France entre les deux guerres. Tome 1 : De l'armistice à la dévaluation de la livre. Tome 2 : De Pierre Laval à Paul Reynaud. Tome 3 : Divers sujets. Tome 4 : Sujets divers, conclusions et enseignements*, Paris, Fayard, 1965-1975
- SIRINELLI Jean-François (dir.), *Histoire des droites en France*, Paris, Éditions Gallimard, 2006.

## 2) Histoire des femmes et de la famille

- BARD Christine, *Les femmes dans la société française au XX<sup>ème</sup> siècle*, Paris, Colin, 2001
- BARTHELEMY Thiphaine, « L'héritage contre la famille ? De l'anthropologie à l'économie, des approches plurielles », dans *Sociétés contemporaines*, n°56, 2004, pp. 5-18
- BARTHELEMY Thiphaine, « Pratiques successorales et mobilité sociale, exemples bretons », dans G. Bouchard et J. Goy (ed) : *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation (XVII<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup> siècles)*, Centre universitaire SOREP, EHESS, Chicoutimi-Paris, 1990.
- LENOIR Rémi, « L'effondrement des bases sociales du familialisme », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°57-58, juin 1985, pp. 69#89.
- MUEL-DREYFUS Francine, *Vichy et l'éternel féminin*, Paris, Éditions du Seuil, 1996
- PERROT Michelle, « Le couple », dans RIOUX, SIRINELLI (dir), *La France d'un siècle à l'autre. Dictionnaire critique*, Paris, Hachette, 1999, pp 806-813
- PERROT Michelle, *Les femmes ou les silences de l'histoire*, Paris, Éditions Flammarion, 1998.

## 3) Histoire des élites

- AGULHON Maurice, GIRARD Louis, ROBERT Jean-Louis et SERMAN William (dir.), *Les maires en France du Consulat à nos jours*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1986.
- BERNSTEIN Basil, *Langages et classes sociales : codes sociolinguistiques et contrôle social*, Paris, Éditions de Minuit, 1975
- BAYARD Françoise et BRELOT Claude-Isabelle (dir.), *Élites et conflits ; Cahiers d'histoire*, tome 45, n° 4-2000, pp. 495-836.
- BOLTANSKI Luc, « Taxinomies sociales et luttes de classes. La mobilisation de "la classe moyenne" et l'invention des "cadres" », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 29, septembre 1979, pp. 75-107.
- Pierre BOURDIEU, « Le capital social », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°31, janvier 1980, pp. 2-4
- BOURDIEU Pierre, *La noblesse d'État : grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Éditions de Minuit, 1989
- BRELOT Claude-Isabelle, *Grands notables du premier Empire, tome 4 : Jura, Doubs, Haute-Saône*, Paris, Éditions du CNRS, 1979.
- BRELOT Claude-Isabelle, « La noblesse d'apparence, révélateur de l'identité nobiliaire au XIX<sup>e</sup>



- siècle », dans *L'identité nobiliaire. Dix siècles de métamorphoses (IXe-XIXe siècles)*, Le Mans, Publications du Laboratoire d'histoire anthropologique du Mans, 1997, pp. 110-123.
- BRELOT Claude-Isabelle BRELOT (dir.), *Noblesses et villes (1780-1914). Actes du colloque de Tours, 17-19 mars 1994*, Tours, Université de Tours/Maison des sciences de la ville, 1995.
  - DUMONS Bruno et POLLET Gilles (dir.), *Élites et pouvoirs locaux, la France du Sud-Est sous le Troisième République, Actes des journées d'études de Lyon les 21 et 22 mars 1996*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1999.
  - GOUJON Bertrand, « Entre cosmopolitisme, insertions nationales et ancrages locaux, l'aristocratie au XIXe siècle : la Maison d'Arenberg (1820-1919) », thèse de doctorat d'histoire, sous la direction de Claude-Isabelle Brelot, Université Lyon 2, 2006, 3 volumes.
  - HALÉVY Daniel, *La Fin des notables*, Paris, Grasset, 1930.
  - Annie LACROIX-RIZ, *Le choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Librairie Armand Colin, 2006
  - MARESCA Sylvain, « Ébauche d'une analyse sociologique des élites paysannes : cinq biographies de dirigeants paysans », dans *Études rurales*, octobre-décembre 1979, n° 76, pp. 51-81.
  - MARESCA Sylvain, « Grandeur et permanence des grandes familles paysannes. L'essor des organisations agricoles en Meurthe-et-Moselle », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°31, janvier 1980, pp. 35-63.
  - MENSION-RIGAU Éric, *L'enfance au château : l'éducation familiale des élites françaises au vingtième siècle*, Paris, Rivages, 1990
  - MERLLIÉ Dominique et PRÉVOT Jean, *La mobilité sociale*, Paris, Éditions de La Découverte, 1991.
  - POURCHER Yves, *Les Maîtres de granit : les notables de Lozère du XVIIIe siècle à nos jours*, Paris, Olivier Orban, 1987.
  - de SAINT-MARTIN Monique, « Les stratégies matrimoniales dans l'aristocratie. Notes provisoires », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°59, septembre 1985, pp. 74-78.
  - de SAINT-MARTIN Monique, *L'espace de la noblesse*, Paris, Métailié, 1993.
  - THÉBAULT Vincent, « Les bourgeois de la terre : stratégies foncières et mobilités sociales dans le Midi toulousain (XIXe-XXe siècles) », thèse de doctorat de géographie, Université de Toulouse II, 1995.
  - THÉBAULT Vincent, « "La faute des pères". Fragmentation patrimoniale et représentation du déclin social », dans *Ruralia. Revue de l'Association des ruralistes français*, n° 10/11-2002, pp. 147-179.
  - TUDESQ André-Jean, *Les grands notables en France : étude historique d'une psychologie sociale*, Bordeaux, imprimerie Delmas, 1964, 2 volumes.

## 4) Histoire de la jeunesse et de l'éducation

- COMTE Bernard, « Les organisations de jeunesse », dans AZEMA Jean-Pierre, BEDARIDA François, *Vichy et les français*, Paris, Fayard, 1998, pp 409-421.
- COUTROT Aline, *Jeunesse et politique*, Paris, Presses de la FNSP, 1971.
- DEREYMEZ Jean-William (dir), *Être jeune en France (1939-1945)*, Paris, Éditions de l'Harmattan, 2001.
- DEVRIESE Marc, « Approche sociologique de la génération », dans Vingtième siècle. Revue d'histoire, n°22 spécial, avril 1989, pp. 11-16.
- MEAD Margaret, *Le fossé des générations*, Paris, Éditions Denoël-Gontier, 1971.
- PROST Antoine, *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France, T. 4. L'école et la famille dans une société en mutation (1930-1980)*, Paris, Nouvelle Librairie de France, 1981.
- Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), *Les jeunes de 1950 à 2000 : un bilan des évolutions*, Collection Les publications de l'INJEP, Éditions INJEP, Paris, 2001.
- Conseil économique et social de la République française, « La formation : une nécessité pour accompagner le changement dans les exploitations agricoles », dans *Journal officiel de la République française, avis et rapports du Conseil économique et social*, Paris, Les éditions des journaux officiels, 2000, n°11, 133p.

## 5) Histoire des loisirs et de la culture

- CORBIN Alain, « La révolution des loisirs », dans *L'Histoire*, n°226, novembre 1998, pp.60-63
- CORBIN Alain (dir.), *L'avènement des loisirs 1850-1960*, Paris, Aubier, 1994.
- KALIFA Dominique, *La culture de masse en France*, 2 tomes, Paris, Éditions La Découverte, 2001.
- LALIVE D'EPINAY Christian, BASSAND Michel, CHRISTE Étienne, GROS Dominique, *Temps libre : culture de masse et culture de classe aujourd'hui*, Lausanne, Éditions Pierre-Marcel Favre, 1982.

# III Ouvrages d'histoire rurale et d'histoire religieuse de la France contemporaine

## 1) Mondes ruraux contemporains, approches historiques<sup>1</sup> :

- AGULHON Maurice AGULHON, *La République au village. Les populations du Var de la Révolution à la Seconde République*, Paris, Plon, 1970.
- AUGÉ-LARIBÉ Michel, *La révolution agricole*, Paris, Albin Michel, 1955.
- AUGÉ-LARIBÉ Michel, *La Politique agricole de la France de 1880 à 1940*, Paris, Presses universitaires de France, 1950.
- BACQUÉ Martine, « Petites exploitations rurales en Pays basque français (1850-1900) », thèse de doctorat d'histoire, sous la direction de Jean-Luc Mayaud, Université Lyon 2, 2004.
- BARRAL Pierre, *Les agrariens français de Méline à Pisani*, Paris, Éditions Armand-Colin, 1968.
- BARRAL Pierre, *Les sociétés rurales du XX<sup>ème</sup> siècle*, Paris, Éditions Armand-Colin, 1978
- BARRAL Pierre, *Le département de l'Isère sous la Troisième République, 1870-1940. Histoire sociale et politique*, Paris, Librairie Armand Colin, 1962
- BRUNIER Sylvain, « Conseillers et conseillères agricoles. L'amour du progrès aux temps de la 'révolution silencieuse' (1945-1983) », thèse d'histoire sous la direction d'Anne-Marie Granet-Abisset, Université de Grenoble, 2012.
- CHAMPAGNE Patrick, *La crise de la reproduction sociale de la paysannerie française, 1950-2000*, Paris, Éditions du Seuil, 2002.
- CORBIN Alain, *Archaïsme et modernité en Limousin au XIX<sup>ème</sup> siècle. 1845-1880. Tome I, La*

---

<sup>1</sup> Travaux et ouvrages dont l'ambition est de retracer l'évolution des mondes ruraux dans une perspective diachronique indépendamment des disciplines des auteurs.

- rigidité des structures économiques, sociales et mentales. Tome II, La naissance d'une tradition de gauche, Paris, Marcel Rivière, 1975.
- CORNU Pierre, « La forteresse vide : une histoire des hautes-terres du Massif-Central entre déprise humaine et emprise symbolique (XIXe-XXe siècles) », thèse de doctorat d'histoire, sous la direction de Gilbert Garrier et Jean-Luc Mayaud, Université Lumière-Lyon 2, 2000.
  - CORNU Pierre, MAYAUD Jean-Luc (dir), *Au nom de la terre: Agrarisme et agrariens en France et en Europe du XIX<sup>ème</sup> siècle à nos jours*, Paris, Boutique de l'histoire Éditions, 2007.
  - DELFOSSE Claire, *La France fromagère (1850-1990)*, Paris, La Boutique de l'histoire, 2007
  - DUBY Georges, WALLON Armand (dir), *Histoire de la France rurale: (tome 4) La fin de la France paysanne*, Paris, Éditions du Seuil, 1992
  - FAURE Marcel, *Les paysans dans la société française*, Paris, Armand Colin, 1966.
  - GAVIGNAUD FONTAINE Geneviève, *La révolution rurale dans la France contemporaine XVIII<sup>ème</sup> XX<sup>ème</sup> siècle*, Paris, Éditions de L'Harmattan, 1996.
  - GARRIER Gilbert, *Paysans du Beaujolais et du Lyonnais, 1800-1970*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1973
  - GUESLIN André, Les origines du crédit agricole, 1840-1914, Annales de l'Est, Nancy, Université de Nancy 2, 1978.
  - GUESLIN André, *Le Crédit agricole*, Paris, La Découverte, 1985.
  - GERVAIS Michel, JOLLIVET Marcel et TAVERNIER Yves, *Histoire de la France rurale, tome 4 : La fin de la France paysanne, de 1914 à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, 1976.
  - HOUEE Paul, *Les étapes du développement rural*, 2 tomes, Paris, Les Éditions ouvrières, 1972
  - HOUSSEL Jean-Pierre (dir), *Histoire des paysans de France du XVIII<sup>ème</sup> siècle à nos jours*, Roanne, Horvath, 1976.
  - HUBSCHER Ronald, « L'Agriculture et la société rurale dans le Pas-de-Calais : du milieu du XIXe siècle à 1914 », thèse de doctorat d'État en histoire, sous la direction de François Crouzet, Université Paris IV, 1978
  - LYNCH Édouard, « Monde rural et mutations des agricultures à l'ère industrielle (1880-1985), dans GUEDJ François, SIROT Stéphane (dir), *Histoire sociale de l'Europe*, Paris, Seli Arslan, 1998, pp39-58.
  - MAYAUD Jean-Luc, *La petite exploitation rurale triomphante*, Paris, Éditions Belin, 1999.
  - MAYAUD Jean-Luc, RAPHAEL Lutz, *Histoire rurale de l'Europe contemporaine : du village à*

*l'État*, Paris, Armand-Colin, 2006.

- MAYAUD Jean-Luc, *Gens de la terre. La France rurale 1880-1940*, Paris, Éditions du Chêne, 2002
- MAYAUD Jean-Luc, "« 30 glorieuses » ou « 30 massacreuses »? Pour un autre regard historiographique sur la « modernisation agricole »", contribution au séminaire *Agriculture, sciences et environnement : retours sur la « modernisation » agricole. Nouvelles perspectives à la croisée de l'histoire rurale, de l'histoire environnementale et de l'histoire des sciences agronomiques*, 8 octobre 2007, Agro-Paris-Tech, Paris.
- MAYAUD Jean-Luc, « Pour une histoire des cultures rurales », dans, textes réunis par Claude-Isabelle Brelot et Jean-Luc Mayaud, *Voyages en histoire; mélanges offerts à Paul Gerbod*, Annales littéraires de l'université de Besançon, n°550, série historique, n°9, 1995.
- MAYAUD Jean-Luc, *Les Secondes Républiques du Doubs*, Paris, Les Belles Lettres, 1986.
- MAYAUD Jean-Luc, *150 ans d'excellence agricole en France. Histoire du Concours général agricole*, Paris, Belfond, 1991
- MENDRAS Henri, *La fin des paysans*, Arles, Éditions Actes Sud, 1984.
- MENDRAS Henri, *Les paysans et la modernisation de l'agriculture au XX<sup>ème</sup> siècle: compte-rendu d'une enquête pilote*, CNRS, 1958<sup>2</sup>.
- MOULIN Annie, *Les paysans dans la société française de la révolution à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, 1988.
- WEBER Eugen, *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale 1870-1914*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1983.
- WRIGHT Gordon, *La Révolution rurale en France, histoire politique de la paysannerie au XX<sup>ème</sup> siècle*, Paris, Éditions de l'Epi, 1967

## **2) Mondes ruraux contemporains : approches des autres sciences humaines**

- Pierre ALPHANDÉRY, Pierre BITOUN et Yves DUPONT, *Les Champs du départ : une France*

---

<sup>2</sup> Utilisation de l'introduction uniquement, pp7-27.

rurale sans paysans ?, Paris, La Découverte, 1989

- BARTHELEMY Tiphaine, WEBER Florence (dir.), *Les campagnes à livre ouvert. Regards sur la France rurale des années 1930*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, 1989.
- BESSIÈRE Céline, DOIDY Éric, JACQUET Olivier, LAFERTÉ Gilles, MISCHI Julian, RENAHY Nicolas et SENCÉBÉ Yannick (dir.), *Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales*. Actes du colloque, Dijon, 17-19 mai 2006, Paris, Jouve, 2007
- BOUSSARD Isabel, « Les agriculteurs entre l'ancien et le nouveau », dans *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 37, janvier/mars 1993, pp. 81-93.
- BOUSSARD Isabel, *Attitudes politiques des agriculteurs : analyses et commentaires*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1995.
- BRAUN Armand, *La promotion sociale en agriculture*, Paris, Cujas, 1965.
- CHAMPAGNE Patrick, « Jeunes agriculteurs et vieux paysans. Crise de la succession et apparition du "troisième âge" », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 26-27, mars-avril 1979, pp. 83-109.
- CHIVA Isaac et GOY Joseph (dir.), *Les baronnies des Pyrénées. Anthropologie et histoire, permanences et changements. Tome 1 : Maisons, mode de vie, société. Tome 2 : Maisons, espace, famille*, Paris, Éditions de l'École des Hautes études en sciences sociales, 1981-1986, 2 volumes.
- COLSON François, « Le développement agricole face à la diversité de l'agriculture française », dans *Économie rurale*, 1986, n° 172, pp. 3-9.
- COULOMB Pierre, DELORME Hélène, HERVIEU Bertrand, JOLLIVET Marcel et LACOMBE Philippe (dir.), *Les agriculteurs et la politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990.
- FAURE Marcel, « L'exploitation agricole dans l'économie moderne », dans *L'exploitation familiale, Paysans*, n° 6, juin-juillet 1957, pp. 43-56.
- FAURE Marcel, « Les paysans dans la démocratie française », dans *Paysans*, n° 8, octobre-novembre 1957, pp. 1-12.
- FAURE Marcel, « La rencontre des paysans avec la société moderne », dans *Esprit*, avril-mai 1977, n° 152, pp. 66-69.
- GERVAIS Michel, SERVOLIN Claude et WEIL Jean, *Une France sans paysans*, Paris, Éditions du Seuil, 1965.
- GRIGNON Claude, « L'enseignement agricole et la domination symbolique de la paysannerie », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 1, janvier 1975, pp. 75-97

- HERVIEU Bertrand et VIARD Jean, *L'archipel paysan. La fin de la République agricole*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2001
- HERVIEU Bertrand, « Ouvriers ruraux du Perche : industrialisation et conflits sociaux en milieu rural », thèse de doctorat en sociologie, sous la direction d'Henri Mendras, Université Paris 10, 1976, 2 volumes.
- HERVIEU Bertrand (dir.), *Les agriculteurs français aux urnes*, Paris, Éditions l'Harmattan, 1992.
- HERVIEU Bertrand, MAYER Nonna, MULLER Pierre, PURSEIGLE François et REMY Jacques (dir.), *Les mondes agricoles en politique. De la fin des paysans au retour de la question agricole*, Paris, Presses de sciences po, 2010.
- KAYSER Bernard, *La renaissance rurale*, Paris, Éditions Armand Colin, 1990
- MARIE Jean-Louis, *Agriculteurs et politique*, Paris, Montchrétien, 1994.
- MENDRAS Henri et JOLLIVET Marcel, « Les sociétés rurales françaises : inventaire typologique et étude de changements sociaux », dans *Économie rurale. Revue française d'économie et de sociologie rurales*, avril-juin 1965, pp. 9-18.
- MENDRAS Henri, *Les paysans et la modernisation de l'agriculture : compte-rendu d'une enquête pilote*, Paris, CNRS, 1958.
- MENDRAS Henri, *Sociologie de la campagne française*, Que-sais-je, Paris, Presses universitaires de France, 1959.
- NALLET Henri, « Les aspects idéologiques de l'agriculture de groupe », Mémoire DES de science politique, 1966.
- PONTON Rémy, « L'éducation morale des ruraux. Tu seras agriculteur. Histoire d'une famille de cultivateurs. Un manuel de lecture de l'école primaire », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 57-58, juin 1985, pp. 103-108
- REBOUL Claude, « L'apprentissage familial des métiers de l'agriculture », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 39, septembre 1981, pp. 113-121.
- RIVIÈRE Georges-Henri (dir.), *Aubrac. Étude ethnologique, linguistique, agronomique et économique d'un établissement humain*, Paris, Éditions du CNRS, 1970-1975, 8 volumes.
- SERVOLIN Claude, *L'agriculture moderne*, Paris, Éditions du Seuil, 1989.
- VERMERSCH Dominique, *Économie politique agricole et morale sociale de l'Église*, Paris, Economica, 1997.

### 3) Société et religion au XX<sup>ème</sup> siècle :

- BOULARD Fernand, *Premiers itinéraires en sociologie religieuse*, Paris, Éditions ouvrières, 1954.
- CHOLVY Gérard, *Christianisme et société en France au XIX<sup>ème</sup> siècle, 1790-1914*, Paris, Éditions du Seuil, 2001.
- CHOLVY Gérard, HILAIRE Yves-Marie, *Histoire religieuse de la France contemporaine, tome 3, 1930-1988*, Toulouse, Privat, 1988.
- CHOLVY, Gérard, « Des femmes et de la religion », *La religion et les femmes*, Actes de la Xe université d'été d'histoire religieuse, Bordeaux 2001, Montpellier, CRHM-Université Paul Valéry, 2002, p.1-9
- COUTROT Aline, DREYFUS François-Georges, *Les forces religieuses dans la société française*, Paris, Éditions Armand Colin, 1966.
- DANSETTE Adrien, *Destin du catholicisme français*, Paris, 1957.
- DUROSELLE Jean-Baptiste, *Les débuts du catholicisme social en France*, Paris, 1951, p 59-71.
- FOUILLOUX, Étienne, « Femmes et catholicisme dans la France contemporaine. Aperçu historiographique », dans *Clio*, n°2, 1995
- GODIN Henri, DANIEL Yvan, *La France pays de mission ?* Paris, Éditions du Cerf, 1943.
- HERVIEU-LEGER, Danièle, *Catholicisme, la fin d'un monde*, Bayard, 2003.
- HILAIRE Yves-Marie, « L'Histoire religieuse de la France contemporaine », *Historiens et géographes*, n° 331, 1990, p. 255-270
- LAGRÉE Michel, *Religion et cultures en Bretagne (1850-1950)*, Paris, Éditions Fayard, 1992
- LATREILLE Henri (dir), *Histoire du catholicisme en France*, t III, Paris, SPES, 1962.
- LE BRAS Gabriel, *Études de sociologie religieuse : sociologie de la pratique religieuse dans les campagnes françaises*, tome 1, Paris, Presses Universitaires de France, 1956.
- RÉMOND, René, « L'histoire religieuse de la France au XX<sup>e</sup> siècle », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 17, janvier-mars 1990, p. 93-108
- PELLETIER, Denis, *La crise catholique. Religion, société, politique*, Paris, Payot, 2002, 321 p.



# IV Ouvrages spécialisés sur l'engagement des catholiques et l'engagement des ruraux.

## 1) La vie religieuse en milieu rural

- BOULARD Fernand, *Problèmes missionnaires de la France rurale*, Paris, Cahiers du Clergé rural, 1952.
- BOULET, Michel, « L'enseignement agricole entre l'État, l'Église et la profession », *Annales d'histoire des enseignements agricoles*, n° 10, 1986, p. 85-94.
- BOUTRY Philippe, *Prêtres et paroisses au pays du curé d'Ars*, Paris, les Éditions du Cerf, 1986.
- Jean-Pierre HOUSSEL, « Dynamiques rurales et sociabilité catholique. Les municipalités des régions rurales progressives de pratique catholique majoritaire », dans *La politique en campagnes*, *Politix*, n° 15, 1991, pp. 59--#67.
- LAMBERT Yves, « Développement agricole et action catholique », dans *Sociologia ruralis*, 1978.
- LE BRAS Gabriel, *Introduction à l'histoire de la pratique religieuse en France*, 2 volumes, Paris, Presses Universitaires de France, 1945<sup>3</sup>.
- MENGOTTI Daniel, « Noblesse et catholicisme social dans les campagnes », dans *La noblesse et le catholicisme social de la Restauration à la première guerre mondiale*, n° spécial du Bulletin de l'Association d'entraide de la noblesse française, juin 1992, pp. 64-121
- VERMERSCH Dominique, *Économie politique agricole et morale sociale de l'Église*, Paris, Economica, 1997.
- WACKERMAN, Gabriel, « Le rôle de l'Église et de l'école dans l'évolution rurale en arrière-pays azuréen depuis les années Trente », *Revue de géographie de l'Est*, 1986, t. 26, n 2-3, p. 241-255.

---

<sup>3</sup> Ce spécialiste du droit canonique est considéré comme le père de la sociologie religieuse. Cet ouvrage est considéré comme la référence première pour toute compréhension du phénomène religieux dans la France contemporaine.

## 2) L'engagement politique et civique en milieu rural<sup>4</sup> :

- AGULHON Maurice et BODIGUEL Maryvonne, *Les associations au village*, Le Paradou, Éditions Actes Sud, 1981.
- BENSOUSSAN David, *Combats pour une Bretagne catholique et rurale. Les droites bretonnes dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2006.
- BENSOUSSAN David, « Pour une analyse socio-politique du dorgérisme : l'exemple de la Bretagne », dans *Ruralia*, n° 16-17, 2005, pp. 153-174.
- BERGER Suzanne, *Les paysans contre la politique, l'organisation rurale en Bretagne, 1911-1974*, Paris, Éditions du Seuil, 1975 (traduction française de *Peasants against Politics*, 1972)
- BOUCHARD Isabel, *Vichy et la corporation paysanne*, Paris, Presses de la FNSP, 1980.
- BRELOT Claude-Isabelle, « Le syndicalisme agricole et la noblesse en France de 1884 à 1914 », dans *Cahiers d'histoire*, tome 41, n° 2-1996, pp. 199-218.
- BRUNEAU Ivan, *La Confédération paysanne : s'engager à « juste » distance*, thèse de doctorat de science politique, sous la direction de Bernard Pudal, Université Paris XNanterre, 2006, 2 volumes
- CADÉ Michel, *Le parti des campagnes rouges. Histoire du Parti communiste dans les Pyrénées-Orientales (1920-1949)*, Paris, Éditions du Chiendent, 1988.
- CHARCOSSET Gaëlle, « La politique au village. Histoire sociale de l'institution municipale, 1880-1940. Arrondissement de Villefranche (Rhône) », thèse d'histoire sous la direction de Jean-Luc Mayaud, Université Lyon 2, 2018.
- CLEARY Mark, « Crise de l'entre-deux-guerres et réactions paysannes », dans *Un siècle d'histoire agricole française, 1880-1980*.— *Économie rurale*, n° 184-185-186, mars-août 1988, pp. 128-133
- Collectif, « Chacun se débrouille comme il peut. Enquête », dans *Esprit*, « Les militants d'origine chrétienne », n°4-5, avril-mai 1977, pp. 115-138.
- COULOMB Pierre et NALLET Henri, *Le syndicalisme agricole et la création du paysan modèle*, Paris, INRA-CORDES, 1980
- DUPUIS Francis, « Le pin de la discorde : les rapports de métayage dans la Grande Lande », thèse d'histoire soutenu sous la direction de Maurice Dupuis, EHESS, 1990.

---

<sup>4</sup> Approches historiques et sociologiques.

- FLAURAUD Vincent, PONSARD Nathalie, *Histoire et mémoire des mouvements syndicaux au XXe siècle. Enjeux et héritages*, Nancy, L'Arbre bleu, 2013
- Fondation Nationale des Sciences Politiques, *L'univers politique des paysans dans la France contemporaine*, Paris, Presses de la FNSP, 1972.
- FOUILLOUX Etienne, « Jalons pour une histoire de dix ans », dans *Esprit*, « Les militants d'origine chrétienne », n°4-5, avril-mai 1977, pp. 40-57.
- GRATTON Philippe, *La lutte des classes dans les campagnes*, Paris, Anthropos, 1971.
- GRATTON Philippe, *Les paysans français contre l'agrarisme*, Paris, Maspero, 1972.
- GUESLIN André, « Les dirigeants agricoles dans leurs villages en France depuis la fin du XIXe siècle », dans *Intermédiaires économiques, sociaux et culturels au village. Colloque ruraliste du 22 mars 1986.- Bulletin du Centre d'histoire économique et sociale de la région lyonnaise*, n° 1-2, janvier-juin 1986, pp. 73-86.
- HERVIEU Bertrand et LAGRAVE Rose-Marie (dir.), *Les syndicats agricoles en Europe*, Paris, Éditions de L'Harmattan, 1992.
- LAGRAVE Rose-Marie, *Celles de la terre. Agricultrice : l'invention politique d'un métier*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1987.
- LAMBERT Bernard, « Quand un paysan chrétien devient marxiste », dans *Esprit*, « Les militants d'origine chrétienne », n°4-5, avril-mai 1977, pp. 70-75.
- LYNCH Édouard, « Le parti socialiste (SFIO) et la société paysanne durant l'entre-deux-guerres. Idéologie, politique agricole et sociabilité politique (1914-1940) », thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Serge Berstein, Institut d'études politiques de Paris, 1998, 3 volumes publié sous la forme de LYNCH Édouard, *Moissons rouges. Les socialistes français et la société paysanne dans l'Entre-deux-guerres (1918-1940)*, Lille, Presses du Septentrion, 2002.
- LYNCH Édouard, « Le Parti socialiste et la paysannerie dans l'Entre-deux-guerres : pour une histoire des doctrines agraires et de l'action politique au village », dans *Ruralia*. Revue de l'Association des ruralistes français, n° 3, 1998, pp. 23-43.
- LYNCH Édouard, « Toury, une grève à la campagne sous le Front populaire », dans *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 67, juillet-septembre 2000, pp. 79-93.
- MARTIN Jean-Philippe, *Histoire de la nouvelle gauche paysanne : des contestations des années 1960 à la Confédération paysanne*, Paris, Éditions de La Découverte, 2005,
- MARESCA Sylvain, « La formation de l'élite paysanne : étude sociologique des dirigeants paysans », thèse de sociologie sous la direction de Pierre Bourdieu, EHESS, 1981 publiée sous la forme de MARESCA Sylvain, *Les dirigeants paysans*, Paris, Éditions de Minuit, 1983.

- MULLER Pierre, *Le technocrate et le paysan*, Paris, Les éditions ouvrières, 1984.
- ORY Pascal, « Le dorgérisme, institution et discours d'une colère paysanne », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, volume XII, avril-juin 1975, pp. 168-190.
- PAXTON Robert Owen, *Le temps des chemises vertes : révoltes paysannes et fascisme rural, 1929-1939*, Paris, Éditions du Seuil, 1996.
- PECH Rémi, MAURIN Jules, *1907, les mutins de la Républiques. La révolte du Midi viticole*, Toulouse, Privat, 2007
- PELLETIER Denis, « Aux origines du Tiers-mondisme catholique. De l'utopie communautaire au développement harmonisé : Économie et Humanisme et le Père Lebreton (1944-1966) », thèse d'histoire sous la direction d'Étienne Fouilloux, Université Lyon 2, 1992
- PENNETIER Claude, *Le socialisme dans les départements ruraux français : l'exemple du Cher (1850-1921)*, thèse de 3ème cycle en histoire, sous la direction de Jacques Droz, Université de Paris I, 1979, 2 volumes.
- PESCHE Denis, *Le syndicalisme agricole spécialisé en France*, Paris, Éditions de l'Harmattan, 2000.
- POSTEL-VINAY Gilles, « Recherches sur le développement du capitalisme en agriculture en France. Sa voie classique, exemple du Soissonnais », thèse de doctorat de 3e cycle en histoire, sous la direction de Pierre Vilar, Université de Paris I, 1971.
- PUCHEU René, « Ceux qui ont cru réussir », dans *Esprit*, « Les militants d'origine chrétienne », n°4-5, avril-mai 1977, pp. 11-27.
- PURSEIGLE François, « L'engagement des jeunes agriculteurs dans les organisations professionnelles agricoles : contribution à l'étude des processus d'entrée dans l'action collective », thèse de doctorat en sociologie, sous la direction de Jean-Pierre Prodhomme et Pierre Roux, Institut national polytechnique de Toulouse, soutenue en 2003.
- PURSEIGLE François, *Les sillons de l'engagement : jeunes agriculteurs et action collective*. Paris, Éditions de L'Harmattan, 2003.
- PURSEIGLE François, « L'engagement professionnel des jeunes agriculteurs, du concept aux représentations », dans *Lexicometrica*, n° 5, 2004.
- RINAUDO Yves, « Syndicalisme agricole de base : l'exemple du Var au début du XXe siècle », dans *le Mouvement Social*, n° 112, juillet-septembre 1980, pp. 79-96.
- SAGNES Jean, *Politique et syndicalisme en Languedoc : l'Hérault durant l'Entre-deux-guerres*, Montpellier, Centre d'histoire contemporaine du Languedoc méditerranéen et du Roussillon, 1986.

- TAVERNIER Yves, « Le monde paysan et la politique », dans *Cahiers français*, juillet/septembre 1978, n°187, pp. 63-66.
- TAVERNIER Yves, *Le syndicalisme paysan FNSEA, CNJA*, Pris, ENSP-Colin, 1969.
- TAVERNIER Yves, « Le syndicalisme paysan et la politique agricole du Gouvernement, juin 1958-avril 1962 », dans *Les paysans et la politique sous la Ve République. Revue française de science politique*, volume XII, n° 3, septembre 1962, pp. 599-647.
- TAVERNIER Yves, « Le syndicalisme paysan et la Ve République, 1962-1965 », dans *Revue Française de science politique*, Volume XVI, n° 4, octobre 1966, pp. 869-912.
- TAVERNIER Yves, GERVAIS Michel et SERVOLIN Claude (dir.), *L'univers politique des paysans dans la France contemporaine*, Cahiers de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, Éditions Armand Colin, 1972.
- TAVERNIER Yves, *Sociologie politique du monde rural et politique agricole de 1914 à nos jours*, Paris, Presses de la Fondation nationale de science politique, 1976.
- TOUCAS Patricia, *Les coopérateurs. Deux siècles de pratiques coopératives*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2005.
- VERCHERAND Jean, *Un siècle de syndicalisme agricole : la vie locale et nationale à travers le cas du département de la Loire*, Saint-Etienne, Centre d'études foréziennes, 1994.
- VERCHERAND Jean, « Le syndicalisme agricole dans la Loire. Un demi-siècle entre unité et pluralité », dans *Représentation politique et sociologique du monde agricole et rural français, Économie rurale, agriculture, espaces, sociétés*, n° 237, janvier-février 1997, pp. 37-43.
- VIGREUX Jean, « Waldeck Rochet : du militant paysan au dirigeant ouvrier », thèse pour le doctorat en histoire sous la direction de Serge Bernstein, Institut d'études politiques de Paris, 3 volumes
- VIGREUX Jean, « Les journées rurales de Dijon en 1927. La jeune République et les paysans », dans *Histoire et sociétés rurales*, n° 5, 1er semestre 1996, pp. 189-200.
- VIGREUX Jean, *La faucille après le marteau. Le communisme aux champs dans l'Entre-deux-guerres*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2012.

### 3) Militantisme et positionnements des catholiques au XX<sup>ème</sup> siècle hors Action catholique

- CABANEL Patrick, « Les militants catholiques (XIX<sup>ème</sup> XX<sup>ème</sup> siècle) », dans *MIRHEC*, bulletin n°4, 2000.
- CAPUANO Christophe, « Le “familial” en France sous le régime de Vichy : territoires, réseaux et trajectoires. Les exemples de la Bourgogne et de la Franche-Comté », thèse d’histoire sous la direction de Serge Wolikow, Université de Bourgogne, 2008.
- BAUDOIN Jean, PORTIER Philippe (dir.), *Le mouvement catholique français à l’épreuve de la pluralité. Enquête autour d’une militance éclatée*, Rennes, PUR, 2002.
- BOUTRY Philippe, « Une acculturation politique à droite ? Les conservateurs et l’apprentissage du suffrage universel dans le département de l’Ain en 1848 », dans *Fidélité républicaine et monde rural. Actes du colloque d’Aurillac, 27-28 août 1999*, rassemblés par Jean-Eric Jung, Aurillac, Société des lettres, sciences et arts « La Haute-Auvergne », Mémoires n°7, pp.159-213.
- CHOLVY Gérard (dir.), *Mouvements de jeunesse chrétiens et juifs. Sociabilité juvénile dans un cadre européen. 1799-1968*, Paris, Éditions du Cerf, 1985.
- COLON David, « Les jésuites et la Jeunesse catholique en France dans l’entre-deux-guerres », dans *Revue électronique du Centre d’Histoire de Sciences Po*, n°4, janvier-avril 2008
- DELLA SUDDA Magali, « Une activité politique féminine conservatrice avant le droit de suffrage en France et en Italie : socio histoire de la politisation des femmes catholiques au sein de la Ligue patriotique des Françaises (1902-1933) et de l’Unione fra le donne cattoliche d’Italia (1909-1919) », thèse d’histoire sous la direction de Laura Lee Downs et Lucetta Scaraffia, Paris, EHESS, 2007.
- CHESSEL Marie-Emmanuelle et DUMONS Bruno (dir.), *Catholicisme et modernisation de la société française (1890-1960)*, Lyon, Centre Pierre Léon d’histoire économique et sociale, 2003.
- DURIEZ Bruno, FOUILLOUX Étienne, PELLETIER Denis (dir.), *Les catholiques dans la République : 1905-2005*, Paris, les Éditions de l’Atelier, 2005.
- FOUILLOUX Étienne, *Les chrétiens français entre crise et libération 1937-1947*, Paris, Éditions du Seuil, 1997.
- MAYEUR Jean-Marie, *Des partis catholiques à la démocratie chrétienne XIX<sup>ème</sup> XX<sup>ème</sup>*, Colin, Paris, 1980.

- MORLET Joël, « La fonction sociale de la religion dans l'évolution de l'agriculture en France. Le cas des exploitants agricoles militants chrétiens de la Marne », thèse, Université catholique de Louvain, 1984.
- TOULAT Pierre, BOUGEARD Ange, TEMPLIER Joseph, *Les chrétiens dans le monde rural*, Paris, Éditions du Seuil, 1962.
- PELLETIER Denis, *Les catholiques en France depuis 1815*, Paris, Éditions La Découverte, 1997.
- PELLETIER Denis, *Économie et humanisme. De l'utopie communautaire au combat pour le Tiers-monde, 1941-1966*, Paris, Éditions du Cerf, 1996.
- PIERRARD, Pierre, *Les laïcs dans l'Église de France, XIXe-XXe siècles*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1988, 289 p
- RÉMOND René, *Forces religieuses et attitudes politiques dans la France contemporaine*, Paris, Éditions Armand-Colin, 1965.
- RÉMOND René, *Les catholiques dans la France des années 1930*, Paris, Armand Colin, 1979, 273 p.
- TRANVOUEZ Yvon, *Catholiques d'abord. Approches du mouvement catholique en France, XIXe-XXe s.*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1988.

#### **4) Les mouvements d'Action catholique<sup>5</sup> :**

- BELOUET Éric « Solidarités jocistes, itinéraires post-jocistes. Propositions pour une étude des réseaux appliqués à un mouvement de jeunesse », dans GUILLAUME, Pierre (dir.) *Les Solidarités. Le lien social dans tous ses états*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme, 2001, pp. 357-364.
- BONAFoux-VERRAX, Corinne, *A la droite de Dieu. La Fédération nationale catholique (1924-1944)*, Éditions Fayard, 2004.
- BONHOTAL Jean-Pascal, « La Jeunesse Ouvrière Chrétienne. 1950-1980, trajectoire idéologique et politique d'un mouvement d'Action Catholique », DES histoire, Université de Lyon II, 1982. 97 p.
- CARON Jeanne, *Le Sillon et la démocratie chrétienne*, Paris, Éditions Plon, 1967.
- CHOLVY Gérard, *Histoire des organisations et mouvements chrétiens de jeunesse en France*

---

<sup>5</sup> Pour une bibliographie plus complète sur ce sujet voir le travail réalisé par le GRACS : <https://gracsfrance.wordpress.com/bibliographie/>

XIX<sup>ème</sup> XX<sup>ème</sup> siècle, Paris, Éditions du Cerf, 1999.

- DANSETTE Adrien, *ACJF, signification d'une crise*, Paris, Éditions de l'Epy, 1964.
- DEBES Joseph, POULAT Émile, *L'appel de la JOC. 1926-1928*, Paris, Éditions du Cerf, 1986.
- DURIEZ Bruno « *Entre apostolat et action sociale. L'action catholique spécialisée en France, 1930-1980* », 2003, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00198337>
- DURUPT Marie-Josèphe, « Les mouvements d'action catholique, facteurs d'évolution du milieu rural », thèse de science politique soutenue sous la direction de René Rémond, 1963 et éditée sous la forme de: DURUPT Marie-Josèphe, *Les mouvements d'action catholique, facteurs d'évolution du milieu rural*, Paris, Éditions Hachette-FNSP, 1973.
- FAURE, Marcel, « Action catholique en milieu rural », dans FAUVET, Jacques et MENDRAS, Henri (dir.), *Les paysans et la politique*, Paris, Colin, 1958, pp. 345-360
- FAVIER Anthony, « Égalité, mixité, sexualité : Le genre et l'intime chez de jeunes catholiques de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC-F) dans les années 1968 et au-delà (1954-1987) », thèse d'histoire sous la direction de Claude Prudhomme, Université Lyon 2, 2015.
- HERVIEU, Bertrand, « De la croisade à l'incertitude, l'itinéraire des jeunes ruraux », *Autrement*, 1977, n° 8, pp. 31-41.
- HERVIEU, Bertrand, « Du corporatisme d'hier au gauchisme d'aujourd'hui. L'Action catholique rurale », *Les cahiers français*, n° 184, juill.-sept. 1978.
- LAMBERT, Yves, « Développement agricole et Action catholique », *Sociologia ruralis*, 1978.
- LAUNAY Michel, PIERRARD Pierre, TREMPÉ Rolande, *La JOC Regards d'historiens*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1984.
- MOLETTE Charles, *L'association catholique de la jeunesse française 1886-1907*, thèse, Paris, 1968.
- NIZEY Jean, « Les Militants de la JOC dans le Maitron », dans DREYFUS, Michel et autres (dir.) *La Part des militants*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1996, pp. 313-330
- RICHOU Françoise, « La JOC/F dans l'Ouest », thèse de doctorat en sociologie sous la direction de Michel Verret, Université de Nantes, 1986.
- RICHOU Françoise, « Apprendre à combattre : l'engagement dans la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (1927-1987) », *Le Mouvement Social*, juillet-sept 1994, n°168, pp. 51-82.
- RICHOU Françoise, *La Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). Genèse d'une jeunesse militante*, Paris, Éditions de L'Harmattan, 1997.
- ROUSSEAU André, « L'Action catholique ouvrière », dans *Actes de la recherche en sciences*



*sociales*, vol. 44-45, 1982, pp. 70-71

- SORET Jean-Hugues, « Courants philosophiques dans l'Action catholique en France: Blondel et Maritain », thèse de philosophie religieuse soutenue à l'Institut catholique de Paris en 1991 sous la direction de Pierre Colin et publiée sous la forme de: SORET Jean-Hugues, *Philosophie de l'Action-catholique: Blondel et Maritain*, Paris, Éditions du Cerf, 2007.
- MAUGENEST Denis (dir), *Le mouvement social catholique en France au XX<sup>ème</sup> siècle*, chapitre 6: LECRIVAIN Philippe « les semaines sociales de France », Paris, Les Éditions du Cerf, 1990, pp151-167.
- ROUSSEAU André, « L'Action-catholique ouvrière », dans, *Actes de la recherche en sciences-sociales*, 1984, vol 44, pp. 70-71.
- ROUX, Jacqueline, *Sous l'étendard de Jeanne : les fédérations diocésaines de jeunes filles, 1904-1945*, Paris, Les Éditions du Cerf, 1995
- DE MOUSTIER Raphaëlle, « Un mouvement d'Action-catholique spécialisé : la JICF 1935-1945 », maîtrise sous la direction de MJ Gadille, 1970, université Lyon 2.
- ROUX Jacqueline, « Sous l'étendard de Jeanne : les fédérations diocésaines de jeunes filles, 1904-1945 », Paris, Éditions du Cerf, 1995.
- FERRIER Marie, « La crise chronique (et mortelle) de la JEC », dans *Esprit*, « Les militants d'origine chrétienne », n°4-5, avril-mai 1977, pp. 76-83.
- WACHÉ Brigitte (dir.) *Militants catholiques de l'Ouest, de l'action religieuse aux nouveaux militantismes, 19e-20e siècles*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2004.

## **5) Un acteur de l'Église : les prêtres**

- BERAUD Céline, *Prêtres, diacres, laïcs. Révolution silencieuse dans le catholicisme français*, Paris, Presses universitaires de France, 2007
- BIJSTERVELD A-J, « L'analyse prosopographique d'un groupe professionnel ecclésiastique. Le cas des curés du Brahan du nord 1400-1570 », dans, GENET J-P, LOTTES G, *L'État moderne et les élites. Apports et limites de la méthode prosopographique*. Actes du colloque de Paris 16-19 octobre 1991, Paris.
- BOUTRY Philippe, "Le prédicateur des villes et le prédicateur des champs : Lacordaire à Ars (4 mai 1845)", dans *Prédication et prédicateurs, XIXe – XXe siècles. Revue des sciences religieuses* (Strasbourg), LXXVIII, 2004/3, p.335-357.

- BOUTRY Philippe (dir.) *GORINI Jean-Marie, Un curé de campagne à l'étude*, Actes du colloque sous la présidence de Pierre Boutry, octobre 2003, Bourg-en-Bresse, Société nouvelle Gorini, 2006.
- DIBIE Pascal, *La tribu sacrée : ethnologie des prêtres*, Editions AM Metailie, 2004.
- SUAUD Charles, *La vocation. Conversion et reconversion des prêtres ruraux*, Paris, Éditions de Minuit, 1978.
- SUAUD Charles, VIET-DEPAULE Nathalie, *Prêtres et ouvriers. Une double fidélité mise à l'épreuve*, Paris, Editions Katharla, 2004.

## **V Ouvrages spécialisées sur la Jeunesse agricole catholique en France:**

### **1) Ouvrages généraux**

- BARRES Denis, BOURQUELOT Françoise, COLSON François, NALLET Henri, « La JAC et la modernisation de l'agriculture » dans *Économie et sociologie rurales*, Paris et Nantes, EHESS, mars 1980.
- BOULANGER Jean-Claude<sup>6</sup>, « Évolution du monde rural en France et attitude de la « jeunesse agricole catholique de 1930 à 1950 », thèse de théologie soutenue à l'Institut catholique de Paris, 1973, 407p.
- BOURQUELOT Françoise, « la JAC et les ouvriers agricoles » dans *Analyse d'un mouvement social rural, la jeunesse agricole catholique (1929-1978)*, Angers, École supérieure d'agriculture, 1978, pp. 29-40
- BOURQUELOT Françoise, « La JACF et l'évolution de la femme dans l'agriculture », dans *Analyse d'un mouvement social rural, la jeunesse agricole catholique (1929-1978)*, Angers, École

---

<sup>6</sup> Jean-Claude Ezéchiel Jean-Baptiste Boulanger, prêtre depuis 1972 fut aumônier MRJC de la région Nord-Pas-de-Calais avant de devenir évêque de Sées en 2002 puis évêque de Bayeux et Lisieux en 2010.

supérieure d'agriculture, 1978, pp. 41-51

- BRUNETEAU Bernard, « La construction d'une nouvelle élite paysanne en France. Des sessions de la JAC à la mise en place de l'IFOCAP (1945-1966) », dans *Élites et notables en Bretagne de l'Ancien régime à nos jours*, Brest, Centre de recherches bretonne et celtique, 1999, p279-296
- CHOLVY, Gérard, « Des enfants de Marie à la jeunesse agricole féminine : Églises, jeunesse féminine et monde rural, 1930-1960 », 110 e congrès soc. savantes, Montpellier 1985, Sect. hist. moderne, 1985, t.2, pp. 343-351.
- CHOSSON Jean-François, *Les générations du développement rural 1945-1990*, Paris, LGDJ, 1990
- COLSON François, « la JAC des origines à la libération », mémoire INRA, 1976
- COLSON François, « la JAC et la modernisation de l'agriculture », dans *JAC et modernisation de l'agriculture de l'Ouest*, Rennes, INRA, 1980, pp. 107-145
- COLSON François, « la JAC : une pédagogie au service d'un projet humaniste. Analyse des méthodes pédagogiques et du contenu de la formation mis en œuvre par la JAC 1929-1945 », dans *Les enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture 1760-1945*, Actes du colloque de Dijon, 1999, pp. 213-222
- CONQ Jean<sup>7</sup>, *De la JAC au MRJC 1959-1965: histoire de l'évolution d'un mouvement d'action catholique en milieu rural*, maîtrise, université de Paris 1, 1991, 148p
- COUTOULY Julien, « La JAC et la production de notables », dans *Esprit*, avril/mai 1977, n° 4/5, pp. 62-75.
- FRAMONT Olivier, « Histoire théologique et anthropologique de la J.A.C. », mémoire de maîtrise, Institut catholique de Toulouse, 1990
- GASIGLIA Bertrand, « la J.A.C. 1945-1957: une étude monographique », maîtrise de science politique sous la direction de Maurice Croizat et Dominique Labbé, IEP de Grenoble, 1994, 185p
- GASIGLIA Bertrand, « Militantisme au sein de la jeunesse agricole chrétienne féminine 1933-1965 », mémoire de DEA, IEP de Grenoble, 1995, 119p
- HERVIEU Bertrand, « Du corporatisme d'hier au gauchisme d'aujourd'hui: l'Action catholique rurale », dans *Cahiers français*, juillet/septembre 1978, n°187, pp59-62.
- HERVIEU Bertrand, « la JAC et le MRJC, une brève étude historique », Paris, Éditions du MRJC, 1971

---

<sup>7</sup> Jean Conq, aumônier du MRJC depuis 1973 (à l'équipe nationale du mouvement de 1987 à 1990), est aumônier diocésain du MRJC pour le sud-Finistère.

- HERVIEU Bertrand, LEPRIEUR François, «Les 50 ans d'histoire de la J.A.C. Et du M.R.J.C. », dans *Études*, novembre 1979, pp 521-539
- HOUEE Paul, « Les étapes du projet jaciste dans le développement rural », dans *J.A.C. Et modernisation de l'agriculture de l'Ouest*, Rennes, INRA, 1980, pp 7-26
- HOUSSEL Jean-Pierre, « Max Weber revisité: quand les pays de chrétienté réussissent le passage de la société paysanne à la modernité », dans Actes du festival international de géographie de Saint-Dié-des-Vosges, 2002, « Religion et géographie », [http://fig-st-die.education.fr/actes/actes\\_2002/houssel/article.htm](http://fig-st-die.education.fr/actes/actes_2002/houssel/article.htm)
- LAMBERT Yves, *L'affirmation et la différenciation sociales des paysans d'une région de l'Ouest (Ancenis) le rôle de la JAC*, ronéotypé, INRA Station d'économie rurale de Rennes, 1978.
- LE GUEN, Roger, « La place de la JAC dans la transformation des exploitations agricoles », Angers, École supérieure d'agriculture, ronéotypé, septembre 1979.
- LEPRIEUR François, « Histoire et idéologie religieuse de la JAC-JACF », dans *Analyse d'un mouvement social rural, la jeunesse agricole catholique (1929-1978)*, Angers, École supérieure d'agriculture, 1978, p3-16
- LEPRIEUR François, CONQ Jean, GUILLOTEAU Charles-Henri, VILBOUX Bernard (dir)<sup>8</sup>, *JAC MRJC, Origines et Mutations. Un mouvement de jeunesse au cœur de la société française*, Lyon, Chronique sociale, 1996
- LEPRIEUR François, « JAC MRJC, 50 ans d'histoire », *Église aujourd'hui en monde rural*, n°406, mars 1979.
- LEPRIEUR François, « Un cas de dépérissement de la doctrine sociale de l'Église. L'évolution du mouvement J.A.C.-M.R.J.C. », dans *Lumière et vie*, Lyon, n°170, 1984, pp. 13-24
- LEPRIEUR François, *Le rôle social de la JAC et du MRJC depuis 1929*, Paris, MRJC, 1984
- PARAVY Gaston « La JAC, mouvement éducatif : actualité d'une pédagogie », dans *Cahiers Binet Simon: L'éducation rurale*, n° 626/627, 1991, pp. 114-124.
- PARAVY Gaston, « La JAC, mouvement d'éducation : sa représentation dans le journal *La Croix*, 1929-1962 », thèse de troisième cycle en sciences de l'éducation, Lyon II, 1981.
- PERROT Martyne, « Les aspirations des jacistes et la transformation de l'image et du statut des femmes en milieu rural 1933-1962, dans *Les hommes, leurs espaces et leurs aspirations*, Hommage à Paul Henry Chombart de Lauwe, Paris, L'Harmatan, 1994, pp. 193-205.

---

<sup>8</sup> Jean Conq aumônier MRJC du Nord-Pas-de-Calais, Charles-Henri Guilloteau aumônier MRJC de 1972 à 1982 et Bernard Vilboux président MRJC de 1991 à 1994.

- PERROT Martyne, « L'agricultrice selon la JACF : ruptures et permanences », *Pour, Femmes, les chemins de l'autonomie*, n°108, 1986, p52-56
- PERROT Martyne, « La jaciste, une figure emblématique », dans LAGRAVE Rose-Marie (dir.), *Celles de la Terre*, Paris, EHESS, 1987, pp.33-61
- RAIMBAULT René, *Le secteur, école de militants de la jeunesse agricole chrétienne*, collection Semailles, Paris, 1953.
- ROSSIGNOL, Catherine, « La crise du MRJC, 1967-1974 », mémoire de maîtrise, université de Paris I, 1991
- YAMANE SCHIOZAKI Hiroko, « De la conception catholique de la modernité à la conception moderne du catholicisme: la presse du mouvement J.A.C.-M.R.J.C., 1929-1972 », thèse de science politique sous la direction de Georges Lavau, Paris, IEP, 1982.

## 2) Quelques études régionales<sup>9</sup>

- BOURRIGAUD René, *Paysans de Loire-Atlantique. Quinze itinéraires à travers le siècle*, Nantes, Centre d'histoire du travail, 2001.
- CIERA<sup>10</sup>, *La JAC en Rhône-Alpes de la guerre au MRJC*, actes du colloque CIERA collège coopératif, 9 novembre 1984, Cahier du CIERA n°6 1987.
- FAURE Robert, « La JAC Dans l'Isère » dans *La Jeunesse Agricole Catholique dans la région Rhône-Alpes*, actes du colloque CIERA collège coopératif, 9 novembre 1984, Cahier du CIERA n°6 , 1987, pp 51-62
- FAUVET Étienne, *La stratégie éducative de la JAC et du MRJC dans l'Ain (1935-1979): d'une expérience initiatrice à une éducation totale*, thèse de troisième cycle en science de l'éducation sous la direction de Maurice Manificat, Université de Lyon II, 1983.
- FLAURAUD Vincent, « La JAC dans le massif central méridional (Aveyron Cantal) des années 30 aux années 60 », thèse d'histoire soutenue à Aix en Provence sous la direction de Gérard Chastagneret, 2003.
- FLAURAUD, Vincent, « La naissance de la JACF dans la Cantal », *Siècles, Cahiers du Centre d'histoire des entreprises et des communautés*, 1998, pp. 21-38.

---

<sup>9</sup> Pour une bibliographie plus complète voir FLAURAUD Vincent, « La JAC dans le Massif-central... », thèse op citée, pp. 680-683.

<sup>10</sup> Centre Interdisciplinaire d'Études Rurales Appliquées

- FLAURAUD Vincent, « Militantisme jaciste et engagement à gauche », dans *Parlement(s), Revue d'histoire politique*, 2014/2, pp. 121-134.
- FLAURAUD Vincent, « La Jeunesse Agricole Catholique (JAC) : un réseau militant de formation (années 1930-années 1960) », *Rives méditerranéennes*, n°25, 2005, p. 25-40
- FLAURAUD Vincent, « La JAC dans le Massif central méridional (Aveyron, Cantal) des années 1930 aux années 1960 », *Ruralia*, 18/19, 2006.
- FLAURAUD Vincent, « De l'apôtre à la militante. La naissance de la JACF dans le Cantal », dans *Siècles*, n°6, 1998 pp. 21-36.
- FLAURAUD Vincent, « Les jeunes ruraux, l'Église et la guerre d'Algérie : l'exemple de la JAC », dans *Ultramarines*, 2003, numéro spécial « L'Algérie du passé au présent », pp. 42-48.
- FLAURAUD Vincent, « Lectures jacistes. Les ressorts de la prescription dans un mouvement rural de jeunesse catholique », Actes de la journée d'étude « Lectures militantes », Clermont-Fd, CHEC, 9 décembre 2008, dans *Siècles*, n°29, 2009, pp. 23-34
- FLAURAUD Vincent, « JAC et christianisation », *La christianisation à travers l'histoire. Actes du forum d'histoire religieuse d'Albi, 2007*, *Les Cahiers du littoral*, 2, n°8, 2009, pp. 253-268.
- FLAURAUD Vincent, « La Jeunesse agricole catholique face à la guerre. L'exemple cantalien », Actes de la journée d'étude « Le Cantal dans la guerre », février 2003 *Revue de la Haute-Auvergne*, juill.-déc., 2003, pp. 445-456.
- GUINARD Briec, « La fête au village. Une histoire des patronages et de la Coupe de la joie de la Libération au milieu des années 1960 dans deux communes d'Ille-et-Vilaine », mémoire de Master 1 sous la direction de Jean-Luc Mayaud, université Lyon 2, 2010.
- HOUSSEL Jean-Pierre, « Pour une étude de l'héritage actuel de la jeunesse agricole catholique (JAC) dans la modernisation des campagnes de la région Rhône-Alpes », dans *Revue de géographie de Lyon*, 1986, n°61, pp. 461-475.
- LYNCH Édouard, « La jeunesse agricole dans le Rhône : entre archaïsme et modernité » dans *Catholicisme et modernisation de la société française 1890-1960*, *Cahiers du centre Pierre Léon*, n°2, 2003
- PRAT Germaine, *L'action catholique rurale dans l'Hérault, de la JAC au MRJC*, Maîtrise, Montpellier, 1977, ronéotypé.
- THIEBAUD Patricia, « La JAC en Haute-Saône de 1930 à 1951: l'action dynamique d'un groupe de jeunes paysans chrétiens dans un département immobile », mémoire de maîtrise soutenu sous la

direction de Gaston Bordet, Université de Besançon, 1992<sup>11</sup>.

- TRICHET Pierre, « La JAC de Côte d'Ivoire, Étude sociographique », Paris, Bureau d'études coopératives et communautaires, 1972.

### **3) Ouvrages et témoignages à caractère de sources**

- ACHARD A, *Vingt ans de JACF, 1933-1953*, Paris, JACF, 1953
- COLSON René, *Un paysan face à l'avenir rural : la JAC et la modernisation de l'agriculture*, Paris, Éditions de l'Epy, 1976.
- DEBATISSE Michel, *La révolution silencieuse, le combat des paysans*, Paris, Éditions Calmann-Lévy, 1963.
- DE BIGU Christian, « La JAC a vingt-cinq ans », dans *Études*, juin 1954, pp. 339-351.
- D'HAENE Michel, *La JAC a vingt-cinq ans*, Paris, J.A.C., 1954.
- FAURE Marcel, « Pourquoi la JAC? », dans *Paysans*, n°66, juin/juillet 1967, pp. 43-49
- FORT Robert, *Ils ont révolutionné le monde rural : l'aventure de la JAC en Bretagne 1930-1970*, Éditions Le Télégramme, Brest, 2001.
- HASCOET Didier, *De la JAC à la politique : Cinq itinéraires finistériens*, Quimper, Éditions Calligrammes, 1992.
- JAC/F MRJC, *50 ans de notre mémoire*, Paris, Édition MRJC, 1980.
- JEANNEROD-PINNARD Michel, *Le reste viendra par surcroît : le combat d'une génération de militants paysans*, Fontain, par l'auteur, 1999
- LAMBERT Bernard, *Les paysans dans la lutte des classes*, Paris, Éditions du Seuil, 1970
- Équipe cinquantenaire MRJC, *50 ans d'animation rurale, JAC-MRJC 1929-1979*, Paris, Promo service, 1979.
- MRJC national, *70 ans de jeunesse*, Quetiny, Édition MRJC, 2000<sup>12</sup>.

---

<sup>11</sup> Seul mémoire réalisé à l'heure actuelle concernant un département franc-comtois: on peut cependant regretter l'amalgame récurrent entre la région « Franche-Comté » et « le diocèse de Besançon » qui jusqu'en 1979 comprenait le Doubs, la Haute-Saône et le Territoire de Belfort.

<sup>12</sup> Ouvrage de photos et de témoignages.

- VIAL André, *La foi d'un paysan*, Paris, Éditions de l'Epy, 1967
- VUILLEZ Hyacinthe, *La JAC, Des savoyards racontent*, Annecy, Éditions Le Viel Annecy, 2004.

#### **4) La JAC/F dans le Jura :**

- LACROIX Pierre, « La JAC dans le Jura », dans *La Semaine religieuse du diocèse de Saint-Claude*, n°8,9,10,12, 1979, et n°1, 1980.
- LACROIX Pierre, « Une force novatrice dans un cadre départemental : la montée des responsables issus de la JAC/F dans le milieu rural jurassien depuis 1945 », in *Le département: 2 siècles d'affirmation*, Association pour l'étude du fait départemental, textes présentés par Agnès Guellec, Rennes, Presses universitaires de Rennes 2, 1989, p 187-192.

## **VI Le terrain : le département du Jura :**

### **1) Le monde rural jurassien et franc-comtois :**

- AMIZET Louis, « Cent-ans de Crédit Agricole (1885-1985) », dans *Société d'émulation du Jura*, Travaux de 1985, pp. 315-332.
- BORDET Gaston, « Approche pour une anthropologie culturelle franc-comtoise », dans *Tricentenaire du rattachement de la Franche-Comté à la France*, Université de Franche-Comté droit sciences économiques, 1979.
- BOURGENOT, « Vie rurale et pastorale et comportement démographique dans le secteur du Jura montagneux », dans *Revue de géographie alpine*, volume 47, 1959, pp. 419-436.
- BRELOT Claude-Isabelle, « Châteaux, communautés de village et paysans dans une province française au XIXe siècle » dans : *La terre et la cité, mélange offert à Philippe Vigier*, Paris,



- Creaphis, 1994, pp. 53- 63.
- BRELOT Claude-Isabelle, « La table du château », *Travaux 1995 de la Société d'émulation du Jura*, 1997, pp. 167-183.
  - BRELOT Claude-Isabelle, « La terre, facteur de déclassement des élites ? (1860-1939) », dans LE MAO Caroline, MARRACHE Corinne (dir.), *Les élites et la terre du XVIème siècle aux années 1930*, Paris, Librairie Armand Colin, 2010, pp. 301-310.
  - BRELOT Claude-Isabelle, « Entre académie provinciale et salons parisiens, un noble en quête d'utilité sociale : la marquis Louis de Vaulchier », dans *Mémoires de l'Académie de Besançon*, vol. 189, 1990-1991, pp. 464 - 483.
  - BRELOT Claude-Isabelle, « Les réappropriations villageoises du château (1800-1950) », dans Samuel BOUSSION (dir.), *Les châteaux du social (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Presses universitaires de Vincennes, Éditions Beauchesne, 2010.
  - BRELOT Claude-Isabelle, « Château, grande propriété domaniale et promotion des vins du Jura (19<sup>e</sup> 20<sup>ème</sup> siècles) », dans *La vigne et les hommes en Bourgogne et alentours, propriétés et propriétaires (14<sup>e</sup>-21<sup>e</sup> siècles)*. Actes des premières rencontres « Aujourd'hui, l'histoire des bourgognes », Beaune, 16 avril 2005. *Cahiers d'histoire de la vigne et du vin*, n°5, 2005, pp. 137-154
  - BRELOT Claude-Isabelle, « Les pratiques autobiographiques d'une noblesse provinciale au XIX<sup>e</sup> siècle : l'exemple de la Franche-Comté », dans *Société d'Émulation du Jura, Travaux 1991*, Lons-le-Saunier, 1992, pp. 262 - 276.
  - BRELOT Claude-Isabelle, « Fonctions municipales et noblesse sous la Troisième République », dans DUMONS Bruno et POLLET Gilles (dir.), *Élites et pouvoirs locaux, la France du Sud-Est sous le Troisième République, Actes des journées d'études de Lyon les 21 et 22 mars 1996*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1999, 429-440.
  - BRELOT Claude-Isabelle, « Château, grande propriété domaniale et promotion des vins du Jura (19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècles) », dans *La vigne et les hommes en Bourgogne et alentour, Propriété et propriétaires (14<sup>e</sup> -21<sup>e</sup> siècle)*. Actes des premières rencontres « Aujourd'hui, l'histoire des bourgognes », Beaune, 16 avril 2005. *Cahiers d'histoire de la vigne et du vin*, n° 5, 2005, pp. 137-154
  - CHARBONNIER Quentin, « Patronages châtelains et clientélismes républicains dans la Bresse comtoise, 1871 – 1896 », mémoire de Master 1 d'histoire sous la direction de Claude-Isabelle BreLOT, Université Lyon 2, 2010.
  - Comité régional d'histoire de l'enseignement agricole, *L'enseignement agricole a 150 ans, 1848-1998, Contributions historiques de la Franche-Comté*, Besançon, Service régional de la formation et du développement, 1998.
  - DION Michel, DION-SALITOT Michelle, *La crise d'une société villageoise, les survivanciers*,

*les paysans du jura français (1800-1970)*, Paris, Éditions Anthropos, 1972.

- DULAC Thibaut, « Le Cri des terriens. Dans les années 1920, un organe de “défense paysanne” entre agrarisme et régionalisme dans les vignobles bourguignons et jurassiens, mémoire de Master 2 d’histoire sous la direction d’Edouard Lynch, Université Lyon 2, 2012.
- JACQUES-JOUVENOT Dominique, GILLET Marie, « L’agriculture en Franche-Comté. Un métier patrimonial rediscuté », dans *Études rurales*, Exclusions, n°159/160, 2001  
<http://etudesrurales.revues.org/document72.html>, consultation le 13 avril 2008.
- GAGNEUR Wladimir, *Socialisme pratique*, Paris, Librairie sociétaire, 1850. (publié en ligne sur le site de la bibliothèque virtuelle de l’université de Poitiers le 29 mai 2008):  
<http://premierssocialismes.edel.univ-poitiers.fr/index.php?id=521>)<sup>13</sup>, consultation le 2 juin 2008.
- GAUDILLIER Rémy, « Le mouvement populaire des familles dans le Jura (1935-1950), dans *Société d’émulation du Jura*, Travaux de 1996, pp. 147-165.
- GAUDILLIER Rémy, « JOC-JOCF et mouvement ouvrier dans le Jura des années 1930 à 1958 », dans *Société d’émulation du Jura*, Travaux de 2008, pp. 191-221.
- LEBEAU René, « Les paysages agraires du Jura français : genèse et devenir », dans *Société d’émulation du Jura*, Travaux de 1986-1987, pp. 61-82.
- MAYAUD Jean-Luc, *Patrons du Second Empire, 3. La Franche Comté*, Paris, Picard le Mans, 1991.
- MAYAUD Jean-Luc, « Un grand cru, une coopérative vinicole : L’Étoile (Jura), 1912-1940 », dans Jean-Luc MAYAUD [dir.], *Clio dans les vignes. Mélanges offerts à Gilbert Garrier*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1998, pp. 155#181
- MAYAUD Jean-Luc, « Les pouvoirs locaux : fruitière et conseil municipal en Franche-Comté sous la Troisième République », dans Bruno DUMONS et Gilles POLLET (dir.), *Élites et pouvoirs locaux, la France du Sud-Est sous la Troisième République, Actes des journées d’études de Lyon les 21 et 22 mars 1996*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1999, pp. 305-320
- MERLIN Pierre, « Une réponse à la crise économique et aux innovations techniques : un enjeu politique : la fondation des syndicats agricoles dans le Jura (1884-1914) », dans *Société d’émulation du Jura*, Travaux de 1989, pp. 221-240.
- REVERCHON Arthur, « Droites et conservateurs dans les campagnes jurassiennes de l’entre-deux-guerres », mémoire de Master 1 sous la direction d’Edouard Lynch, Université Lumière Lyon 2, 2007.

---

<sup>13</sup> Ouvrage qui sera notamment utilisé pour mieux cerner la tradition et l’esprit communautaire du département du Jura.

- ROCHE Max et VERNUS Michel, *Dictionnaire biographique du département du Jura*, Lons-le-Saunier, Arts et littérature, 1996, 522 p.
- Société d'émulation du Jura, *Enquête sur le Jura depuis 100 ans, étude sur l'évolution économique et sociale d'un département français de 1850 à 1950*, Imprimerie Maurice Declume, Lons-le-Saunier, 1953.
- TRUCHIS DE VARENNES Albéric, *Les associations professionnelles et agricoles en Franche-Comté*, Besançon, 1939.
- VERNUS Michel, « Les fouriéristes et les fruitières comtoises », dans *Cahiers Charles Fourier*, n° 2, décembre 1991, pp. 47-56

## 2) Vie religieuse dans le Jura :

- BORDET Gaston, *Catholiques libéraux franc-comtois 1818-1870*, rapport pour le colloque de Grenoble, dactylographié, 1971.
- DAVID Christian, *Le Jura à la veille de la séparation de l'Église et de l'État, 1898-1905, Étude des forces politico-religieuses et de l'opinion publique dans un département « radical »*, mémoire de maîtrise sous la direction de Gaston Bordet, Université de Besançon, 1979.
- DUCERF Laurent, PETIT Vincent, TRAMAUX Manuel (dir.), *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine, Franche-Comté*, Paris, Éditions Beauchesne, 2016.
- DUMONT A, « Le collège Notre-Dame de Mont-Roland. De l'uniformité didactique à la gestion du pluralisme », Thèse soutenue sous la direction de Guy Avanzin à l'Université Lyon II, 1985.
- GAUDILLIER Rémy, « Le Mouvement populaire des familles (MPF) dans le Jura », *Travaux de la Société d'émulation du Jura*, Lons-le-Saunier, 1997.
- LACROIX Pierre, « Prêtres jurassiens érudits ou serviteurs modestes de l'histoire au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle », dans *Société d'émulation du Jura*, Travaux de 1983-1984, pp. 515-532.
- LIGIER Simon, *Recherches sociologiques sur la pratique religieuse du Jura*, thèse de sociologie religieuse sous la direction de Gabriel Le-Bras, ronéotypé, 1951<sup>14</sup>.
- PETIT Vincent, « Légitimisme et catholicisme au début de la Troisième République (1871-1883) : l'exemple du département du Doubs », maîtrise d'histoire sous la direction de Gaston Bordet, Université de Franche-Comté, 1993.
- REY Maurice (dir), *Besançon et St Claude, Histoire des diocèses de France*, Paris, Beauchesne

---

<sup>14</sup> Thèse disponible aux archives diocésaines de Montciel en 4 volumes.

Éditeur, 1977.

# Annexes

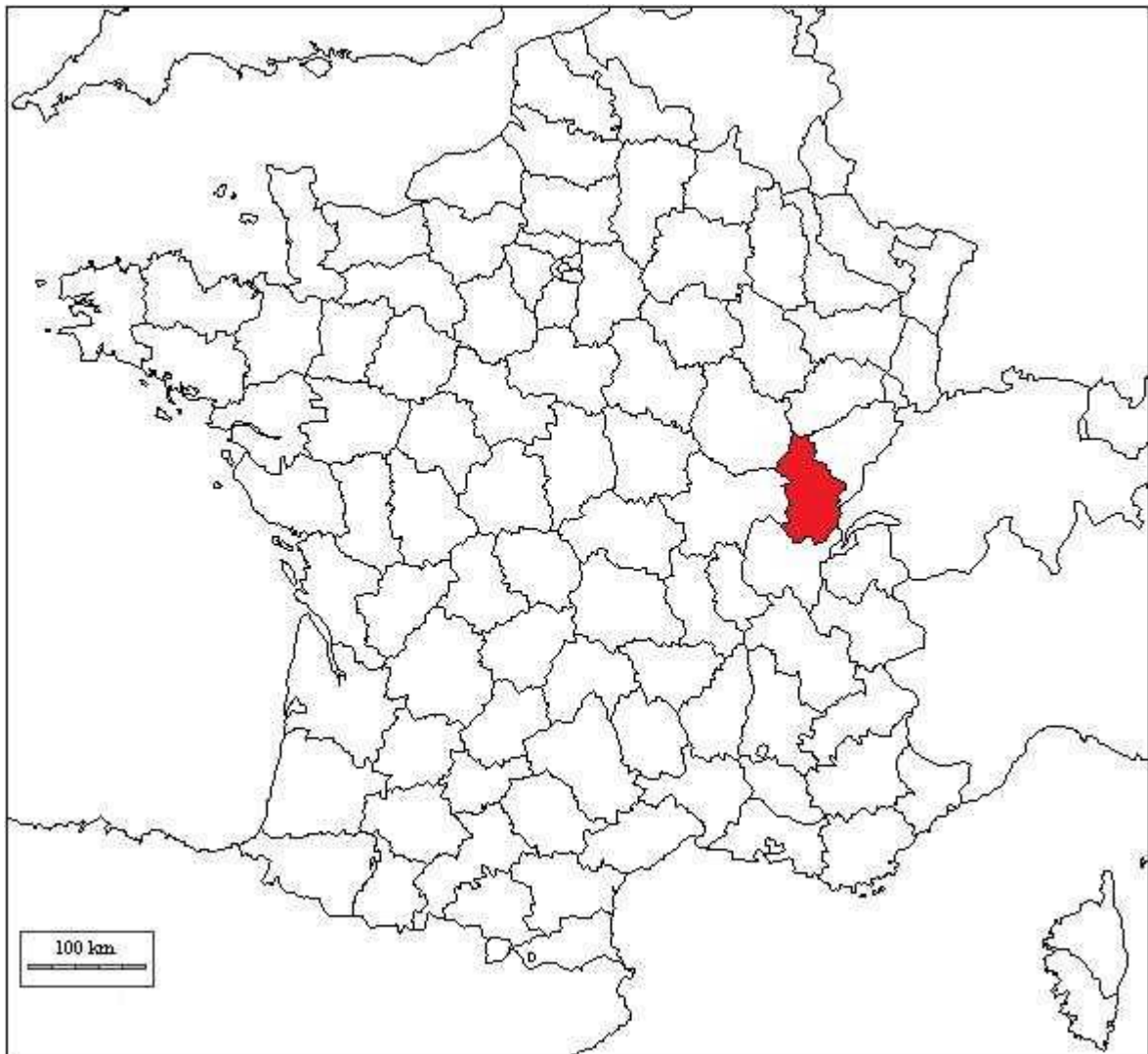
## Table des matières des annexes

<a href="#">Dossier A : le Jura agricole, catholique et jaciste.....</a>	732
<a href="#">Document A-1 : Le département du Jura.....</a>	732
<a href="#">Document A-2 : catégorisation des exploitations agricoles dans le Jura 1929-1946.....</a>	733
<a href="#">Document A-« : La pratique religieuse dans les cantons du Jura en 1949.....</a>	734
<a href="#">Document A-4 :.....</a>	735
<a href="#">Document A-5 : le développement de la JAC en France en 1934.....</a>	736
<a href="#">Document A-6 : évolution du nombre de sections JAC en France et dans la fédération jurassienne.....</a>	737
<a href="#">Document A-7 : les 57 groupes paroissiaux de Vaillantes du Jura déclarés en 1927.....</a>	738
<a href="#">Document A-8 : les 96 groupes paroissiaux des Vaillantes du Jura ayant payé leur cotisation pour l'année 1931.....</a>	740
<a href="#">Document A-9 :.....</a>	743
<a href="#">Document A-10 : Liste des sections de la fédération jaciste du Jura et de leurs correspondants avant 1938.....</a>	744
<a href="#">Document A-11 : Dossier d'affiliation de la section de Plasne.....</a>	745
<a href="#">Document A-12 : chronologie de la JAC/F jurassienne d'après La Semaine religieuse du diocèse de Saint-Claude 1929-1940.....</a>	747
<a href="#">Document A-13 : liste des présidents nationaux, secrétaire généraux et aumôniers généraux de la JAC et de la JACF entre 1929 et 1940.....</a>	755
<a href="#">Dossier B : Profils des militants, responsables et dirigeants de la JAC jurassienne.....</a>	757
<a href="#">Document B-1 : l'engagement dans la JAC des eacistes 1928-1937.....</a>	757
<a href="#">Document B-2 : Les présidents de section JAC et les jacistes parmi les 117 eacistes.....</a>	759
<a href="#">Document B-3 : Membres du comité diocésain puis du comité fédéral de la JAC 1933-1940.....</a>	767
<a href="#">Document B-4 : principales informations concernant les 41 responsables fédéraux dans les années 1930.....</a>	769
<a href="#">Document B-5 : les origines des 10 dirigeants de la JAC jurassienne des années 1930.....</a>	771
<a href="#">Document B-6 : graphiques autour des âges et des durées d'engagement des 41 responsables fédéraux de la JAC dans les années 1930.....</a>	772
<a href="#">Document B-7 : extrait de la base de données « Les jacistes dans Nenni ma foi ! ».....</a>	775
<a href="#">Dossier C : Profils des militantes, responsables et dirigeantes de la JACF jurassienne.....</a>	776
<a href="#">Document C-1 : extraits des 6 tables de la base de données de repérage des individus liés à la JACF.....</a>	776

<a href="#">Document C-2 : Extrait de la table des 444 responsables des vaillantes du Jura ou de la JAV avant 1935 constituée à partir de la table 4 et de la table 6.</a> .....	782
<a href="#">Document C-3 : Jacistines entrées dans les ordres religieux</a> .....	783
<a href="#">Document C-4 : Extrait de la table des 95 responsables de la JACF :</a> .....	784
<a href="#">Dossier D : Les aumôniers de la JAC/F jurassienne</a> .....	785
<a href="#">Document D-1 : les prêtres liés à la JAC/F dans le Jura entre 1930 et 1962.</a> .....	785
<a href="#">Dossier E : Les activités de la JAC/F et de ses membres</a> .....	796
<a href="#">Document E-1 : Devoir de morale des EAC du Centre-Est réalisé par Maurice Girod en 1939.</a> .....	796
<a href="#">Document E-2 : Devoir de zootechnie des EAC du Centre-Est réalisé par Maurice Girod en 1939.</a> .....	797
<a href="#">Document E-3 :</a> .....	798
<a href="#">Document E-4 : Les activités de Margueritte Clavez, présidente de la JACF recensées dans les Vaillantes du Jura entre 1934 et 1944 :</a> .....	799
<a href="#">Document E-5 : Les réunions du cercle de Lons-le-Saunier de 1936 à 1940</a> .....	801
<a href="#">Document E-6 : la section JAC de Mignovillard en mai 1938</a> .....	803
<a href="#">Document E-7 : les deux groupes JAC et JACF de Gillois lors de la fête d'affiliation de la section JACF, 8 novembre 1936.</a> .....	804
<a href="#">Document E-8 : Hélène de Villeneuve-Bargemont et Margueritte Clavez vers 1937</a> .....	805
<a href="#">Document E-9 : Chant de la JAC de Joseph Folliet</a> .....	806
<a href="#">Document E-10 : la prière jaciste</a> .....	807
<a href="#">Document E-11 : Liste des campagnes d'année de la JAC et de la JACF</a> .....	808
<a href="#">Dossier F : La correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, 1935-1938</a> .....	809
<a href="#">Document F-1 :</a> .....	809
<a href="#">Document F-2 : Capture d'écran de la base de données « correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont »</a> .....	810
<a href="#">Document F-3 : Note d'Hélène de Villeneuve-Bargemont au sujet de sa démission</a> .....	811
<a href="#">Document F-4 : lettre de l'évêque à Hélène de Villeneuve-Bargemont suite à sa démission, 27 janvier 1938</a> .....	813
<a href="#">Document F-5 : Discours d'Hélène de Villeneuve-Bargemont présentant la JACF lors de la journée-rencontre diocésaine des Vaillantes du Jura le 13 octobre 1935 à Dole</a> .....	815

## Dossier A : le Jura agricole, catholique et jaciste

### Document A-1 : Le département du Jura



## Document A-2 : catégorisation des exploitations agricoles dans le Jura 1929-1946

### a. Superficie des exploitations agricoles dans le Jura d'après l'enquête statistique de 1929

Nombre d'exploitations	0-1 h	1 à 5 h	5 à 10 h	10 à 20 h	20 à 50 h	50 à 100 h	100 à 200 h	200 à 500 h
<b>50 746</b>	25 680	9480	8230	5240	1600	235	150	130
<b>%</b>	50,6 %	18,68 %	16,2 %	10,3 %	3,1 %	0,46 %	0,29 %	0,25 %
<b>Exploitation famille des jacistes</b>	0	4	3	2	1			

Source : ministère de l'Agriculture, *Statistique agricole de la France ; résultats généraux de l'enquête de 1929*, Paris, imprimerie nationale, 1936, p. 492.

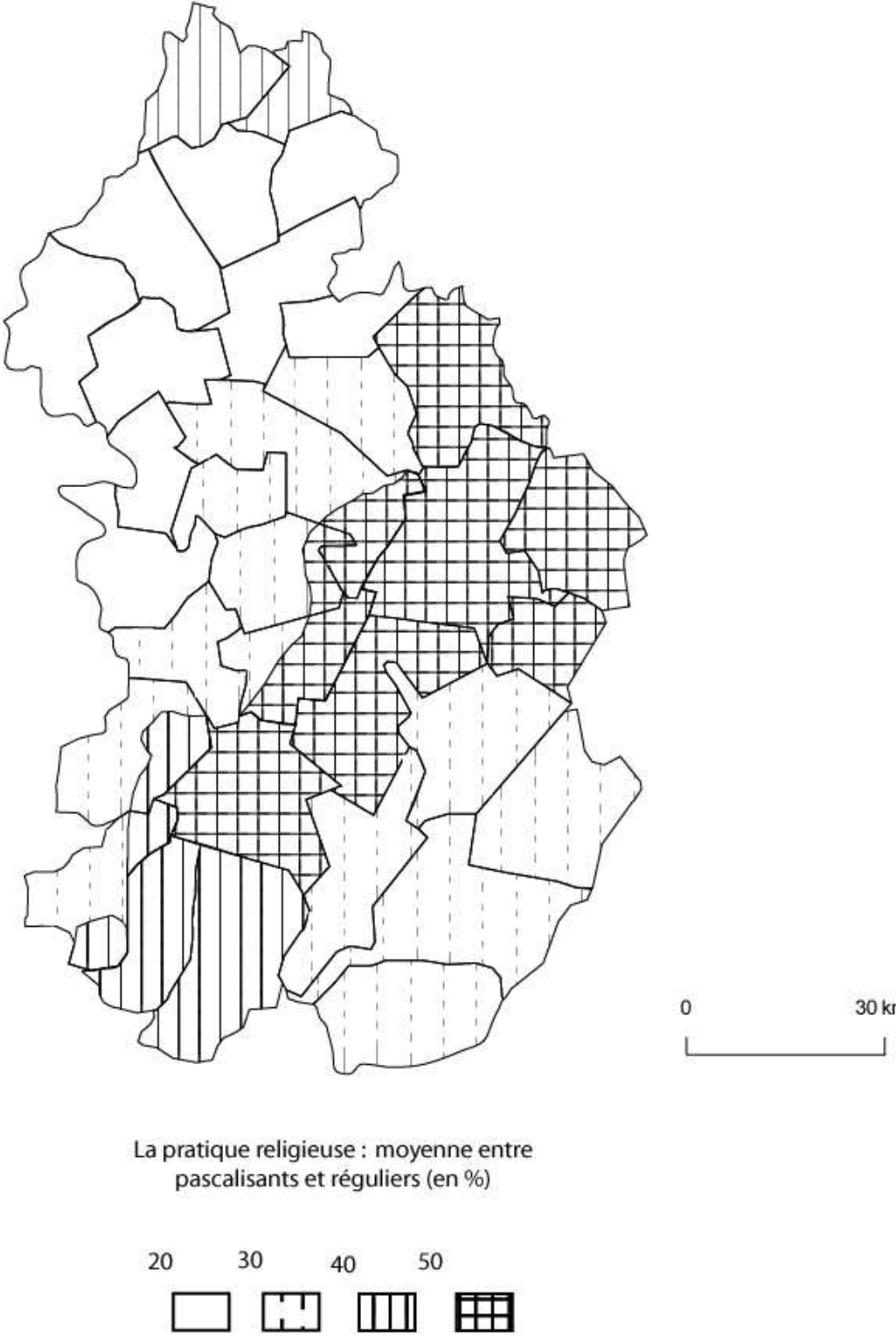
### b. Limites des superficies dans les différentes régions agricoles du Jura d'après la Direction régional de l'Institut national de statistique, 1946.

Catégories d'exploitations	Régions agricoles									
	Haut Jura	Bresse	Finage	Val d'Amour et Forêt de Chaux	Plaine Doloise	Vignoble	Combe d'Ain	Premier plateau	2 <sup>ème</sup> plateau	Petite montagne
<b>Très petite</b>	-8h	-6h	-8h	-6h	-8h	-2h	-5h	-12h	-10h	-4h
<b>Petites</b>	8 à 20h	6 à 10h	8 à 40h	6 à 8h	8 à 12h	2 à 4h	5 à 7h	12 à 16h	10 à 14h	4 à 10h
<b>Moyennes</b>	20 à 35h	10 à 15h	40 à 80h	8 à 14h	12 à 20h	4 à 7h	7 à 13h	16 à 24h	14 à 25h	10 à 20h
<b>Grandes</b>	35 et +	15 et +	80 et +	14 et +	20 et +	7 et +	13 et +	24 et +	25 et +	20 et +

Source : LIGIER Simon, « Recherches sociologiques sur la pratique religieuse du Jura », thèse de sociologie religieuse sous la direction de Gabriel Le Bras, 1951, Vol 1, p257, fig. n°106.

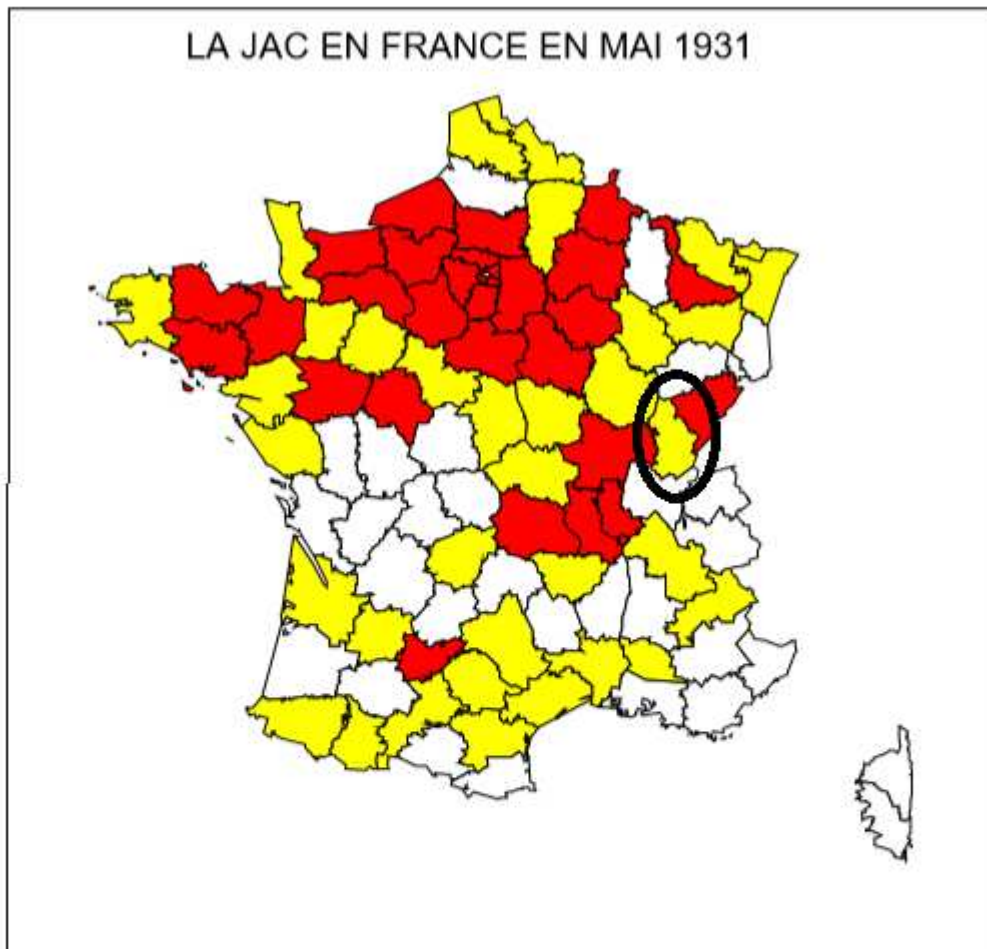


Document A-3 : La pratique religieuse dans les cantons du Jura en 1949






Source: LIGIER Simon, « Recherche sociologiques sur la pratique religieuse dans le Jura », thèse de sociologie religieuse, sous la direction de Gabriel Le Bras, 1951, carte n°70.

Document A-4 :

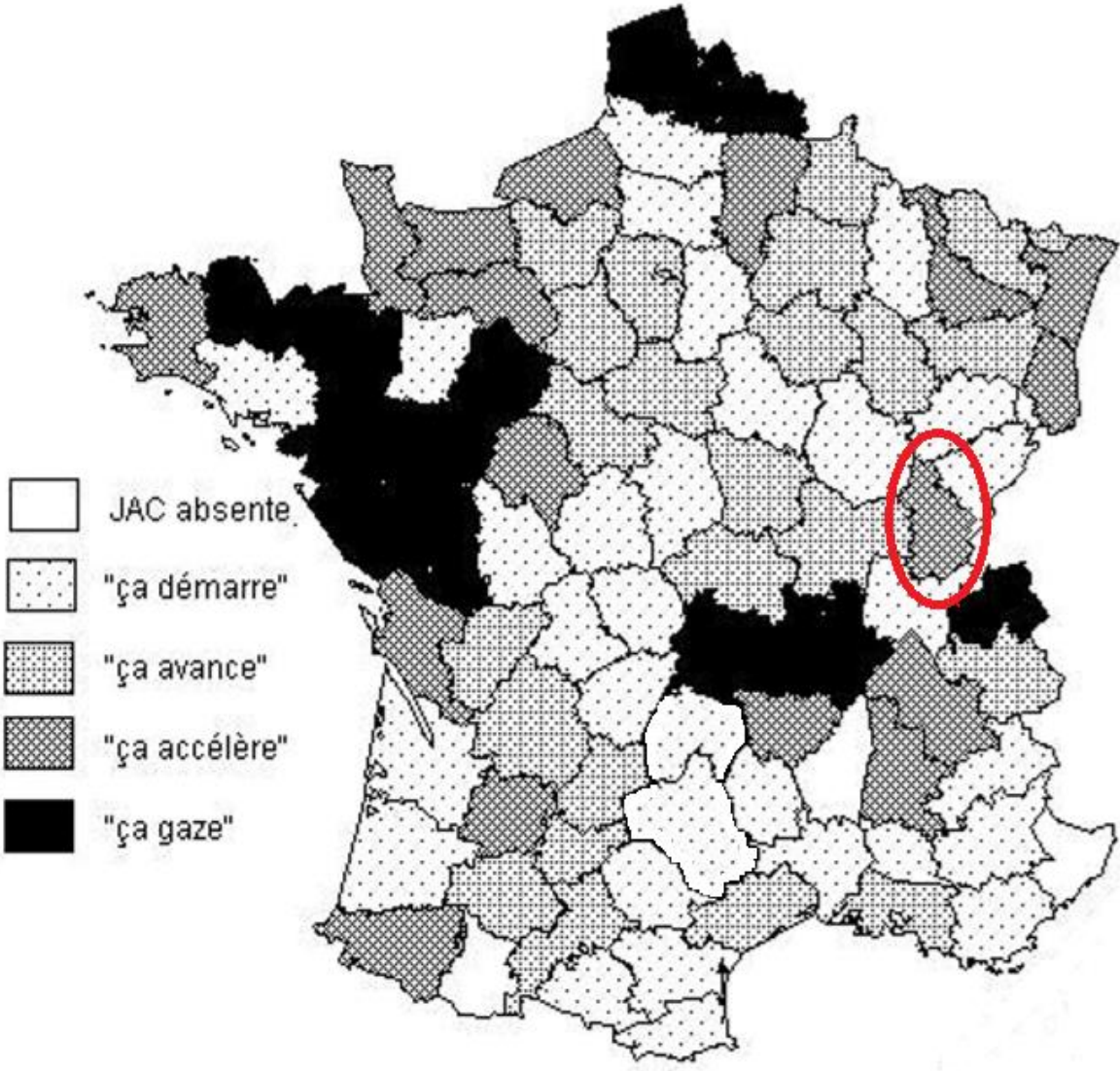


Implantation de la JAC

-  JAC "absente"
-  JAC en préparation
-  Fédération jaciste organisée

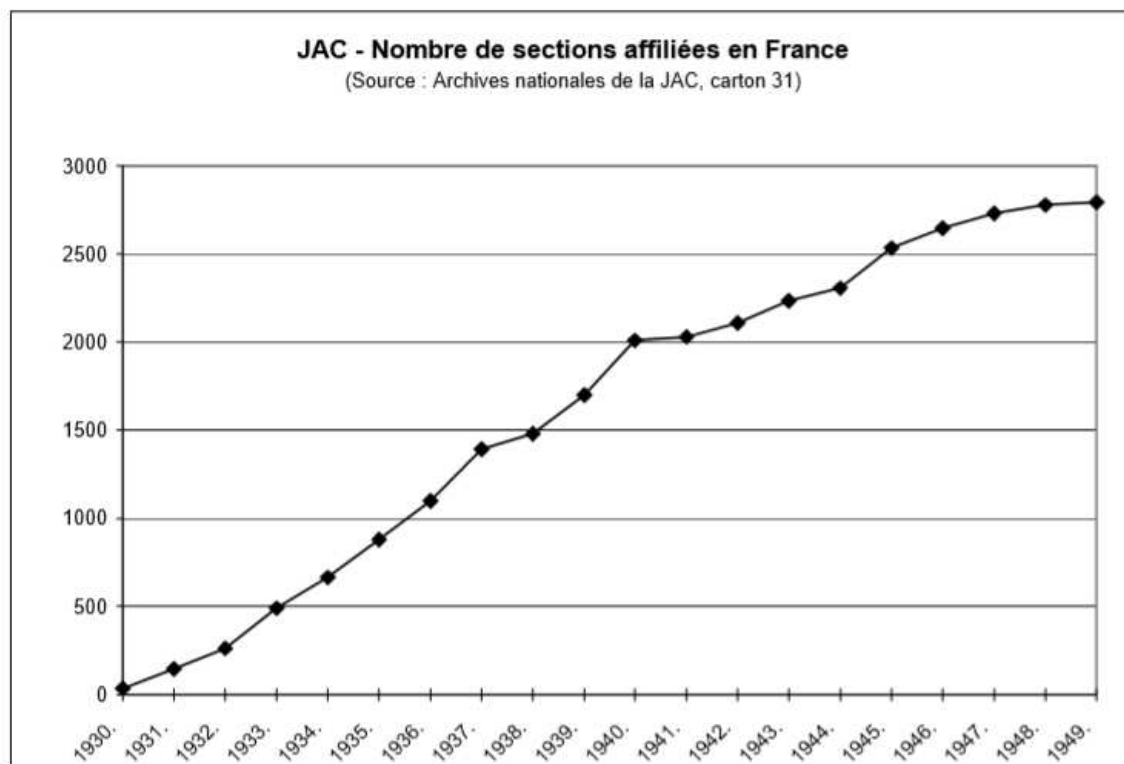
Source : FLAURAUD Vincent, « La JAC dans le massif central méridional (Aveyron Cantal) des années 30 aux années 60 », thèse d'histoire soutenue à Aix en Provence sous la direction de Gérard Chastagneret, 2003, p. 34 ; d'après la carte d'époque reproduite dans 50 ans d'animation rurale, JAC-MRJC, 1929-1959, Paris, MRJC, 1979, p.29.

Document A-5 : le développement de la JAC en France en 1934



Source : d'après *La Jeunesse agricole*, septembre 1934.

## Document A-6 : évolution du nombre de sections JAC en France et dans la fédération jurassienne



### JAC : Nombre de sections en France et dans le Jura

	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
France JAC	36	145	261	488	663	880	1099	1391	1481	1700	2011
Jura JAC			1	12	28	29	31	35 <sup>15</sup>	35	39 <sup>16</sup>	Env 45 <sup>17</sup>

Sources : FLAURAUD Vincent, « La JAC dans le massif central méridional (Aveyron Cantal) des années 30 aux années 60 », thèse d'histoire soutenue à Aix en Provence sous la direction de Gérard Chastagneret, 2003, p. 34 ; ADDSC, dossier 5K3, liste des sections affiliées dans le Jura ; *Nenni ma foi !*

<sup>15</sup> En novembre 1937, la section de Saint-Julien-sur-Suran est affiliée alors que les sections de Prénovel et Chaux-des-Prés ont fusionnées en une seule section.

<sup>16</sup> Chiffre *a minima* d'après la liste officielle des affiliations qui s'arrête en juillet 1939. D'après *Nenni ma foi !* près de 6 sections supplémentaires.

<sup>17</sup> *Nenni ma foi !* de mars 1940 effectue un rappel à l'ordre puisque seulement 19 sections ont réglé leur cotisation.

Document A-7 : les 57 groupes paroissiaux de  
Vaillantes du Jura déclarés en 1927

<b>Paroisse</b>	<b>Nom du groupe ou de sont saint-patron</b>
Abbaye-du-Grandvaux	Les Nénuphars
Arbois	Marie-Immaculée
Aresches	Les Paisibles Violettes des Monts d'Aresches
Asnans	Les Bleuettes
Baume	Les Violettes de Baume
Bouchoux (les)	Marie-Thérèse
Bonnefontaine	Les Pastourelles
Champagnole	Saint-Joseph
Chatillon	Les Petites Soeurs de Jeanne d'Arc
Choisey	Les Roses de Sainte-Thérèse
Conliège	Les Aubépines
Crissey	Les abeilles de Saint-Laurent
Cressia	Les Roses de Noël
Desne	Sainte Jeanne d'Arc
Dole-ville	Les Marguerites de Notre-Dame
Dole-le-Bedugue	Les Marguerites du Sacré-Coeur
Domblans	Les Nivéoles
Etrepigny	Les petites Avettes de Marie-Immaculée
Ivory	Les Roses de Sainte-Thérèse
Lemuy	Les Pâquerettes
Longwy	Les Avettes de l'Assomption
Loye (la)	Le Blé qui lève
Longchaumois	Les Jeunettes
Lons-le-Saunier (Les Cordeliers)	Sainte Marguerite-Marie
Lons-le-Saunier (St Désiré)	Sainte-Thérèse
Mont-sous-Vaudrey	L'Aube nouvelle
Morbier	Les Perce-Neige de Notre-Dame des Buclais
Morez	Les Muguets
Orgelet	Les Bruyères
Pesse (La)	Les Perce-Neige
Lons-le-Saunier (Pensionnat Sainte-Marie)	

Poligny	Les Jeannettes
Pont-de-Poitte	Sainte Solange
Revigny	Les abeilles de Notre-Dame du Mont-Carmel
Saint-Amour	Les Marguerite du Sacré-Coeur
Saint-Claude	Les Cyclamens
Saint-Julien	Les Pensées de Sainte-Thérèse de l'enfant Jésus
Saint-Laurent-en-Grandvaux	
Saint-Pierre	Sainte-Thérèse de l'enfant Jésus
Salins	Les Jeannettes des Carmes
Vadans	Les Eglantines
Verges	Saint Michel
Vers-sous-Seillières	Les Glaneuses
Vevy	Saint Jeanne-d'Arc
Villers-Farlay	Les compagnes de Sainte-Agnès
Viry	Les Roses de Sainte Thérèse
Fort-du-Plasne	Les Volontaires
Lect	Sainte-Marie-Madeleine
Loulle-Pillemoine	Les Daphnées
Montaigu	Les Œillets du Mont
Nozeroy	Les Roseaux de la Serpentine
La Rixouse	Les Coeurs de Marie
Poligny, couvent du St Esprit	Les Petites Colombes du Saint-Esprit
Macornay	Les Violettes de Marie
Plasne	Les Rochettes
Saint-Maur	Les pensées
Chateau-Chalon	Les petites Fleurettes de Notre-Dame

Source : ADDSC, *Les Vaillantes du Jura*, janvier, avril, juillet, octobre, décembre 1927.

Document A-8 : les 96 groupes paroissiaux des  
Vaillantes du Jura ayant payé leur cotisation pour  
l'année 1931

<b>Paroisse</b>	<b>Nom du groupe</b>
Lons-le-Saunier	Amicale des Anciennes de Fénélon
Mièges	Les servantes de Notre-Dame de Mièges
Le Vaudioux	Les Fougères
Nanc	Les Mésanges de Notre-Dame du Bon-Rencontre
Longwy	Les Avettes de l'Assomption
Nogna-Poids-de-Fiole	
Desnes	Patronage Jeanne d'Arc
Saint-Loup	Les Lys de Jeanne d'Arc
Orgelet	Les Bruyères
Plasnes	Les Rochettes
Bersaillin	Les amies de Sainte-Catherine
Loisia	Les Myosotis de Marie-Immaculée
Morbier	Les Perce-Neige de Notre-Dame des Buclets
Mignovillard	Groupe de Mignovillard
Saint-Maur	Les Petites Pensées
Saint-Amour	Les Marguerite du Sacré-Cœur
Graye	
Parcey	Les Glycines de Sainte-Colette
Dampierre	Les Petites Fleurs de Sainte-Thérèse
Thervay	Les Violettes du Coeur de Marie
Cramans	Les Arums
Longchaumois	Les Petites Fleurs de Sainte-Thérèse
Etival	
Champagnole	Pensionnat Jeanne-d'Arc
Lemuy	Les Pâquerettes
Villers-Farlay	Les Compagnes de Sainte Agnès
Viry	Les Roses de Sainte Thérèse
Montaigu	Les Œillets du Mont
Champagnole	Les Violettes de Saint Joseph

Montmirey-la-Ville/Pointre	
Lains	
Légna	Les Roses de Notre-Dame de Lourdes
Saint-Claude	Les Vaillantes du Sacré-Cœur
Moirans	Les verts Sapins
Saint-Jean d'Etreux	Les Jacinthes
Picarreau	Les Pervenches de Notre-Dame du Sacré-Cœur
Cuisia	Les Anémones de Notre-Dame du Chêne
Cressia	Les Roses de Noël
Vadans	Les Églantines
Gizia	Les Campanules de Notre-Dame du Sacré-Cœur
Saint-Julien	Les Pensées de Sainte-Thérèse
Montbarrey	Les Compagnes de Sainte-Jeanne-D' Arc
Soucia	
Malange	
Crissey	Les Abeilles de Saint-Laurent
Le Pasquier	
Dole	Les Marguerite de Notre-Dame
Lons-le-Saunier, Sainte-Marie	Maria Duce
Morez	Les Muguets
Mont-sous-Vaudrey	L'Aube nouvelle
Gigny	Petites Sœurs de Bernadette
Lavigny	Les Violettes de Notre-Dame
Chissey	Les Fleurs des Blés
Les Bouchoux	Les Amies de Sainte-Thérèse
Revigny	Les Abeilles de Notre-Dame du Mont-Carmel
La Loye	Le Blé qui lève
La Pesse	Les Perce-Neige
Sirod	Patronage Jeanne-d'Arc
Choux	Les Narcisses
Frontennay	Les Gardiennes de la Grotte
Saint-Claude	Groupe de la Cathédrale
Mirebel	Notre-Dame du Guet
Poligny	Cercle Jeanne d'Arc
Pont-de-Poitte	
Saint-Laurent	Les Vaillantes

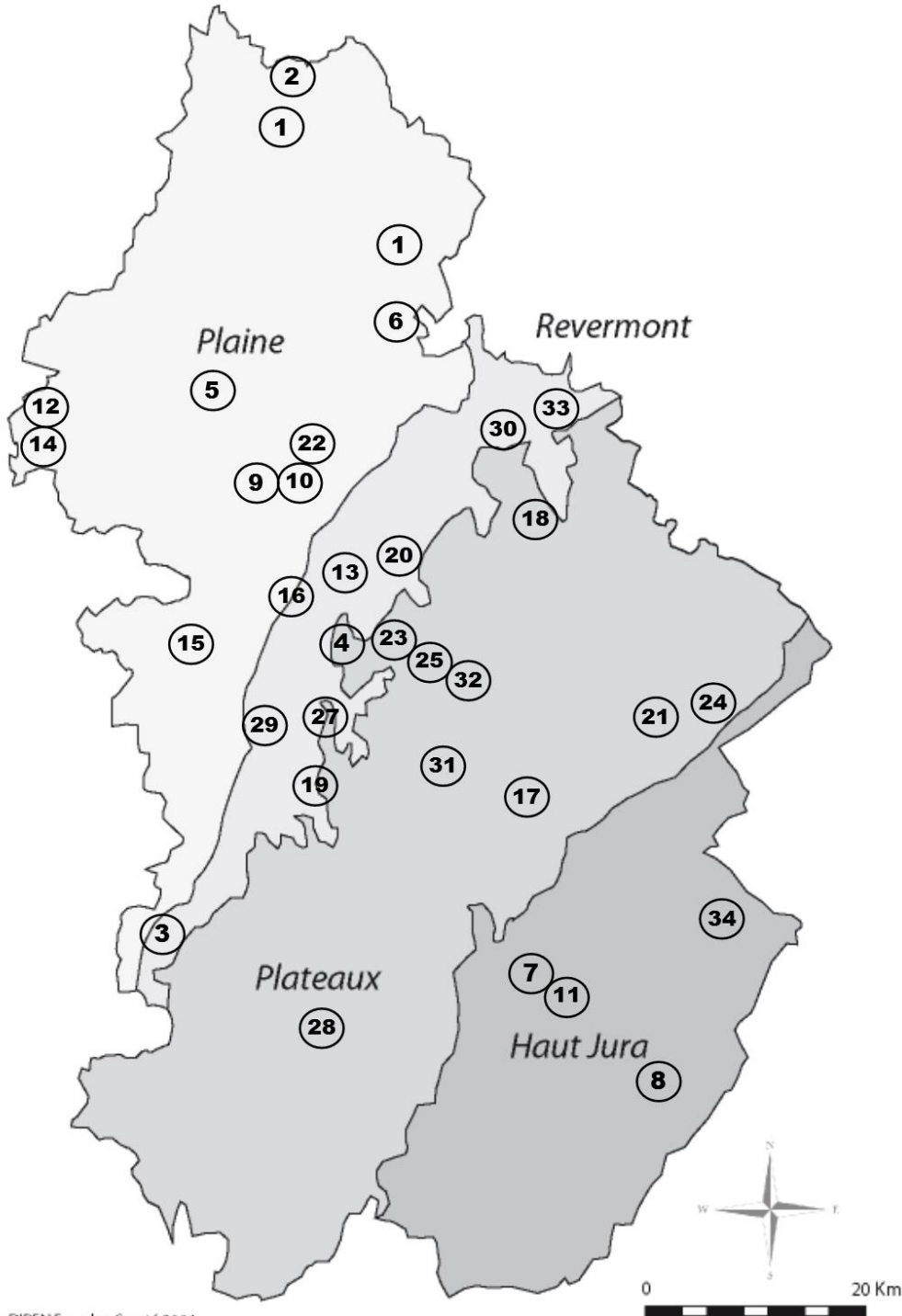


Saint-Hymetière	Les Violettes
Conliège	Les Aubépines de Notre-Dame
Macornay	Les Violettes de Marie
Andelot	Les Pervenches
Dole-Bedugue	Les Marguerites du Sacré-Cœur
Voiteur	
Lons-le-Saunier	Patronage Sainte-Thérèse
Les Rousses	Patronage Sainte Jeanne-d 'Arc
La Favières	Les Myrtilles
Abbaye-du-Grandvaux	Les Nénuphars
Septmoncel	Les Stéphannes
Louvenne	Les Petites Roses de Sainte Thérèse
Toulouse	La Grappe
Aresches	Les Violettes de Notre-Dame du Mont
Arbois	Cercle de Marie Immaculée
Arbois	Patronage Sainte-Thérèse
Petit-Noir	
Auxange	Les Pâquerettes de la Vierge
Vriage	
Etrepigney	Petites Avettes de Marie Immaculée
Moiron	Les Protégées de Notre-Dame des Champs
Vincent	
Lect	
Saint-Christophe	
Asnans	Les Bleuettes
Chaumergy	
Mont-sur-Monnet	Les Glaneuses de l'Assomption
Baume	Les Violettes
Tassenières/Le Deschaux	
Dole-Bedugue	Pensionnat Sainte-Marie
Orgelet	Les Bruyères

Source : ADDSC, Les Vaillantes du Jura, janvier ; février ; mars ; avril ; mai ; juin 1931.

Document A-9 :

Les sections JAC par ordre d'affiliation, 1933-1938



Source : DIREN Franche-Comté 2004  
Auteur : Claire BAILLY ALEMU (2012)

Document A-10 : Liste des sections de la fédération  
jaciste du Jura et de leurs correspondants avant 1938

Sections par ordre d'affiliation (1933-1937)	Adresse du président ou correspondant
1. Malanges	Jules Prudhon à Malanges
2. Thervay	Jules Bardouillet à Thervay
3. Cuisia	Maurice Pavat à Cuisia
4. Frontenay	Jean Mossu à l'Ecouvette
5. La Loye	Henri Cohendet à La Loye
6. Chissey	Bernard Boilley à Chissey
7. Prénovel	Edmond Morel à les Piards
8. Lonchaumois	Clément Grenier-Boley à Sous le Daim
9. Mont-sous-Vaudrey	Marie Montjean à Mont-sous-Vaudrey
10. Vaudrey	Jean Petitguyot à Vaudrey
11. Chaux-des-prés	Gilbert Janier à Chaux-des-prés
12. Saint-Loup	Victor Caty à Saint-Loup
13. Tourmont	Albert Fournier à Tourmont
14. Chemin	Raymond Garnier à Beauchemin
15. Vincent	René Jalley
16. Bersaillin	Léon Vaivre à Bersaillin
17. Saffloz	Charles Faivre à Saffloz
18. Ivory	Alphonse Faivre à Ivory
19. Perrigny	Jean Trouillot à Perrigny
20. Buvilly	René Sage
21. Gillois	Louis Masson à Gillois
22. Ounans	Etienne Schouvet à Ounans
23. Plasne	Alphonse Prost ou René Paget
24. Fraroz	Henri Lacroix à Fraroz
25. Le Fied	Henri Rodot au Fied
26. Le Vernois	Alfred Legras au Vernois
27. Lavigny	Joseph Rousselot à Lavigny
28. Chavéria	Eugène Maillard à Sezéria
29. L'Etoile	André Gilles à L'Étoile
30. Aiglepierre	Jean Chauvin à Aiglepierre
31. Mirebel	Édouard Cachot à Mirebel
32. Picarreau	Joseph Girard
33. Salins-les-Bains	Jules Girod
34. Lac-des-rouges-truites	Joseph Morel

Source : ADDSC, dossier 5K3, liste du trésorier Jean-Marie Mossu.

Document A-11 : Dossier d'affiliation de la section de Plasne

**J. A. C. F.**  
14, RUE DU CHERCHE-MIDI  
PARIS 6  
83, Rue PARIS 6

Diocèse de *H. Claude*

## DEMANDE D'AFFILIATION <sup>1</sup>

La Section Paroissiale de *Plasne*  
ou interparoissiale de \_\_\_\_\_  
demande à la Fédération jaciste de \_\_\_\_\_  
(diocèse de *H. Claude*)  
et par elle au Secrétariat national son affiliation à la **J. A. C. F. nationale.**

1<sup>re</sup> Elle a un Bureau formé depuis *Septembre 1935* (mettre la date)  
*composé de M<sup>lle</sup> Anne Marie Villet - présidente*  
*Félicie Berenhou - secrétaire*  
*Robe Villet - trésorière*

2<sup>e</sup> Elle est en relations avec le Secrétariat de la Fédération, la Présidente (ou l'Aumônier)  
depuis *Octobre 1935*

3<sup>e</sup> Elle compte *5* abonnées à la *Jeunesse Agricole féminine*. Depuis quand ? *Depuis Novembre 1935*  
*5* abonnées à la *Page de la militante Jaciste*. Depuis quand ? *Depuis Novembre 1935*  
*et 3 depuis Janvier 1937*

1. L'examen complet de ce dossier demande au moins trois semaines; l'envoyer à temps à sa propre Fédération, quand on veut faire une fête d'affiliation à une date donnée.  
2. L'insigne ne peut être reçu que par celles qui font partie d'une Section régulièrement affiliée, paient la cotisation et lisent la *Jeunesse Agricole féminine*.  
Les insignes ne sont envoyés qu'aux Comités diocésains. Les présidentes de Section doivent se les procurer par eux. Le prix de l'insigne est de 3 francs.  
3. Il est insuffisant de s'abonner au moment de l'affiliation.

### 4<sup>e</sup> Compte-rendu succinct de nos Réunions depuis \_\_\_\_\_ mois

Indiquer : date, nombre des présences, sujets traités :  
Commentaire d'évangile (à faire par les militantes)  
Lecture commentée du Manuel - du Journal - de la Page de la Militante  
Etude et rédaction des Premières Enquêtes « Jacistes », etc...

1<sup>er</sup> mois — Réunion du bureau : *2<sup>e</sup>me lundi du mois, régulière chaque mois*  
Réunion des militantes : *1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup>me dimanche du mois*  
Réunion générale : *le 4<sup>e</sup>me dimanche du mois*  
Réunion avec les militantes des Sections voisines — à quel centre ? *Poligny*

2<sup>e</sup> mois — Réunion du bureau : *organisation de la section*  
Réunion des militantes : *préparation des enquêtes communes à l'évangile à chaque réunion*  
Réunion générale : *6. et 7. évangile à chaque réunion, réunion de propagande*  
Réunion avec les militantes des Sections voisines — à quel centre ? *Poligny*

3<sup>e</sup> mois — Réunion du bureau : *organisation des services*  
Réunion des militantes : *Compte-rendu du journal*  
Réunion générale : *étude du Manuel, à plusieurs réunions*  
Réunion avec les militantes des Sections voisines — à quel centre ? *Poligny*

4<sup>e</sup> mois — Réunion du bureau : *organisation du service des seneals*  
Réunion des militantes : *étude, question familiale*  
Réunion générale : *question familiale, recette de cuisine, chant*  
Réunion avec les militantes des Sections voisines — à quel centre ? *Poligny*

5<sup>e</sup> mois — Réunion du bureau : *solution de q. q. difficultés*  
Réunion des militantes : *parties pratiques et distractions (jeu)*  
Réunion générale : *préparation d'une séance récréative*  
Réunion avec les militantes des Sections voisines — à quel centre ? *Poligny*

6<sup>e</sup> mois — Réunion du bureau : *préparation de l'affiliation*  
Réunion des militantes : *détails de la fête d'affiliation*  
Réunion générale : *résolution de fête en vue de l'affiliation*  
Réunion avec les militantes des Sections voisines — à quel centre ? *Poligny*

7<sup>e</sup> mois — Réunion du bureau : *préparation de l'affiliation*  
Réunion des militantes : *détails de la fête d'affiliation (communication de l'anglais et de la bible)*  
Réunion générale : *préparation au chœur paré*  
Réunion avec les militantes des Sections voisines — à quel centre ? *Poligny*

5° Nous avons utilisé les moyens de formation.

Le Manuel : A-t-il été lu en entier? *oui* par qui? *par 5 des militantes*  
a-t-il été commenté dans les réunions? *oui*

La page de la militante est-elle régulièrement employée pour la formation des militantes? *oui*

Ses directives sont-elles « réalisées »? *oui en ce qui concerne le travail en équipes, et les distractions du dimanche.*

Les premières enquêtes « Jacistes » :

— Ont-elles été étudiées et rédigées par les membres de la section? *oui, chacune y a participé, et le travail a été fait à chaque réunion.*

(N. B. — Les réponses à ces enquêtes doivent être jointes à la demande d'affiliation. — Le S. Gén. considère comme **insuffisantes** les réponses écrites sur le questionnaire lui-même.)

6° Nos activités.

(Faits précis à citer sur une feuille spéciale.)

1. Organisation de la *propagande jaciste* par villages, quartiers.
2. *Propagande pour la Jeunesse Agricole Féminine* : abonnements recueillis.
3. Services des *Jeunes Semeuses* de 13 à 16 ans ; — des *écolières* : expériences déjà réalisées.
4. *Bibliothèques. Chansons.*
5. *Fêtes rurales*, religieuses ou profanes, fêtes familiales.
6. *Excursions.*
7. *Activité professionnelle* : cours par correspondance, semaines rurales, journées rurales. Ecoles ménagères.
8. *Services rendus à la paroisse* (culte, œuvres paroissiales).

7° Nous envoyons :

- a) 10 fr. pour frais d'affiliation.
- b) — fr. comme montant des cotisations (part nationale) de \_\_\_\_\_ membres.

LISTE DES MEMBRES (AVEC AGE ET PROFESSION)

Marie-Louise Paget 24 ans  
Rose Villet 21 ans  
Marie Villet 19 ans  
Félicie Reverchon 27 ans  
Marie-Louise Bailly Maître 16 ans  
Odette Paget 16 ans  
Marcelle Cohevassu 15 ans  
Madeleine Mignot 16 ans  
Anne Marie Villet 23 ans  
Genevieve Villet 20 ans  
Marie-Rose Villet 17 ans  
Colette Villet 18 ans } 4 sœurs

La Présidente :

Anne Marie Villet

L'Aumônier :

R. Lanson

La Secrétaire :

Félicie Reverchon

Avis de la Présidente de la Fédération de la J. A. C. F.

Avis de l'Aumônier

Fédéral  
Favorable  
J. P. Villard

## Document A-12 : chronologie de la JAC/F jurassienne d'après La Semaine religieuse du diocèse de Saint- Claude 1929-1940.

1929

**27 juin** : journée sacerdotale d'Œuvres à Lons-le-Saunier ; Première évocation de la JAC et volonté d'amorcer le mouvement exprimé par le chanoine Pouillard, directeur des Œuvres.

**13 octobre** : journée-rencontre des Vaillantes du Jura à Lons-le-Saunier ; environ 1400 présentes.

**20 octobre** : Congrès diocésain de la jeunesse catholique à Lons-le-Saunier ; environ 1000 présents ; intervention de l'abbé Lançon, curé de Château-Chalon qui présente la JAC à travers l'expérience de sa commune.

**29 décembre** : Journée agricole de récollection et d'étude à Dole pour lancer la JAC.

1930

**16 février** : Journée agricole de récollection et d'étude à Lons-le-Saunier pour lancer la JAC.

**27 avril** : Journée agricole de récollection et d'étude à Saint-Claude.

**5 mai** : Réunion sacerdotale pour les Œuvres de jeunesse à Lons-le-Saunier avec mise en place d'un « règlement directoire des Œuvres de jeunesse masculines » par l'évêque.

**3 août** : Journée-rencontre diocésaine des Vaillantes du Jura à Poligny.

**3/8 novembre** : Troisième semaine rurale féminine du Jura à l'Institut ménager de Lons-le-Saunier.

**23 novembre** : Congrès diocésain de la jeunesse catholique à Dole ; la JAC est présentée par l'abbé Ramboz, curé de La Chassagne.

1931

**26 juillet** : Assemblée générale annuelle des Vaillantes du Jura Lons-le-Saunier ; présentation de la spécialisation en branche et notamment de la JAV (Jeunesse agricole des Vaillantes) par Mlle Corneille de Dole.

**28 juillet** : Journée-rencontre des Vaillantes du Jura à Lons-le-Saunier.

**8 novembre** : Congrès diocésain des Œuvres de jeunesse Lons-le-Saunier.

**8/12 novembre** : Retraite des agriculteurs à Mont-Roland.

**1932**

**24 janvier** : Réunion de jeunesse catholique Lons-le-Saunier sous la présidence de l'évêque pour former des chefs de groupe de l'Action-catholique.

**10 juillet** : Journée-rencontre des Vaillantes du Jura à Saint-Claude.

**26/29 août** : Retraites fermée pour les agriculteurs à Mont-Roland pour développer la JAC avec le père Foreau; 36 jeunes présents.

**30 août** : Réunion pour les prêtres ruraux à Mont-Roland avec le père Foreau.

**23 octobre** : Congrès diocésain de la jeunesse catholique à Saint-Claude.

**14/18 novembre** : Semaine rurale féminine à l'institut ménager de Lons-le-Saunier.

**21/25 novembre** : Retraite javiste à Mont-Roland avec le père Drogat.

Réunions cantonales de jeunesse catholique :

**14 février** : Poligny

**21 février** : Salins-les-Bains

**28 février** : Saint-Amour

**6 mars** : Cousance

**13 mars** : Sellières

**20 mars** : Champagnole

**3 avril** : Bletterans

**10 avril** : Moirans

**17 avril** : Saint-Claude

**24 avril** : Morez

**6 novembre** : Saint-Julien

**13 novembre** : Saint-Amour

**20 novembre** : Cousance

**27 novembre** : Conlièges

**6 décembre** : Mièges

**11 décembre** : Saint Aubin

**12 décembre** : Chaussin

**18 décembre** : Saint-Amour

**1933**

**5 janvier** : Premier article présentant longuement la JAV.

**15/18 septembre** : Retraite jaciste à Mont-Roland pour agriculteurs et artisans.

**27 novembre** : Congrès diocésain de la JAC à Lons-le-Saunier avec Robert Cuisiat comme président diocésain ; 500 présents.

Réunions cantonales de jeunesse catholique :

**12 février** : Villers-Farlay

**19 février** : Mont-sous-Vaudrey

**19 mars** : Gendrey

**26 mars** : Arbois

**2 avril** : Salins-les-Bains

**9 avril** : Voiteur

**8 octobre** : Les Bouchoux

**15 octobre** : Morez

**29 octobre** : Saint-Claude  
**12 novembre** : Foncine-le-Haut  
**19 novembre** : Saint-Julien  
**3 décembre** : Orgelet  
**6 décembre** : Mièges  
**11 décembre** : Chaussin  
**17 décembre** : Conlièges

1934

**20/24 février** : Semaine rurale féminine (6ème) à l'institut ménager de Lons-le-Saunier.

**3 mai** : Article de la direction des Œuvres incitant la transformation de la JAC en JACF.

**16 juin** : Journée-rencontre des Vaillantes du Jura à Dole.

**14/17 septembre** : Retraite JAC à Mont-Roland.

**14 octobre** : Journée-rencontre des Vaillantes à Lons-le-Saunier ; 1500 présentes.

**9/13 novembre** : Retraite à Mont-Roland « pour les cultivateurs ».

**22 novembre** : Congrès jaciste à Dole avec l'abbé Jacques et Adrien Toussaint, président du Centre-Est; 350 présents.

Réunions cantonales de jeunesse catholique :

**14 janvier** : Chaumergy

**21 janvier** : Villers-Farlay

**11 février** : Voiteur

**1 mars** : Champagnole

**25 mars** : Mon-sous-Vaudrey

**15 avril** : Arinthod

**29 avril** : Salins-les-Bains

**6 mai** : Pont de Poitte

**7 octobre** : Saint-Claude (programme jociste)

**28 octobre** : Foncine-le-Haut

**18 novembre** : Conlièges

1935

**18 août** : Affiliation du groupe du Fraroz à la JACF (22 filles du Fraroz et des Arsures); présence de 150 Vaillantes.

**8 septembre** : Journée jaciste (JACF) régionale à la Pesse.

**26 septembre** : Annonce dans un article de la Semaine Religieuse du diocèse de Saint-Claude de la nomination par l'évêque de Mlle de Villeneuve Bargemont comme secrétaire diocésaine de la JACF et de Mlle Marguerite Clavez comme « présidente rurale ».

**13 octobre** : Journée-rencontre des Vaillantes à Dole; 1200 présentes.

**17 novembre** : Congrès diocésain de la jeunesse catholique à Lons-le-Saunier (ou congrès de l'ACJF<sup>2436</sup>); 1100 présents.

---

<sup>2436</sup>Les deux dénominations sont employées pour le même congrès dans deux articles différents.



**18/23 novembre** : Semaine rurale jaciste à l'institut ménager de Lons-le-Saunier avec la présence de Mlle Mendre.

**26/27 novembre** : Journée d'Oeuvres à Lons-le-Saunier réservées aux dirigeantes, militantes et prêtres; 220 présentes.

**2/5 décembre** : Retraite JACF à Mont-Roland.

Réunions cantonales de jeunesse catholique :

**13 février** : Sellières

**14 février** : Villers-Farlay

**24 mars** : Champagnole

**31 mars** : Saint-Julien

**7 avril** : Orgelet

**14 avril** : Arinthod

**20 octobre** : Foncine-le-Haut; orientation JAC; 60 présents

**27 octobre** : Saint-Laurent-en-Grandvaux; orientation JAC; 70 présents

**3 novembre** : Moirans; orientation JOC; 70 présents

**10 novembre** : Morez; orientation JOC et JAC; 170 présents

**20 novembre** : Doucier; orientation JAC; 70 présents

**1 décembre** : Salins-les-Bains; orientation JOC; 67 présents

**9 décembre** : Nozeroy; 130 présents

**22 décembre** : Etrepigny; 31 présents

**22 décembre** : Champagnole; orientation JOC et JAC; 78 présents

1936

**19 janvier** : Réunion au cercle catholique de Dole pour provoquer la création de sections jacistes et la création d'un comité fédéral pour l'arrondissement.

**9 février** : Réunion à Lons-le-Saunier pour provoquer la création de sections jacistes et la création d'une sous-fédération pour l'arrondissement.

**22 mars** : Récollecion pour les militants jacistes à Arbois.

**10 mai** : Réunion pour les militants jacistes à Saint-Claude pour mettre en place une sous-fédération et après midi, réunion commune avec les travailleurs chrétiens.

**18 juillet** : Récollecion de la JACF à Lons-le-Saunier; 30 présentes.

**26 juillet** : Comité fédéral de la JAC à l'abbaye d'Accey dans la région de Dole; mise en place de la sous-fédération doloise avec J. Prudhon de Malanges comme président et A Gellé de Thervay comme secrétaire.

**16 août** : Création d'un comité diocésain JACF à Lons-le-Saunier.

**21/24 août** : Retraite pour les jeunes du sud du diocèse à Saint-Claude pour la formation de cadre de l'Action-catholique (JOC et JAC).

**18/21 septembre** : Retraite pour jacistes à Mont-Roland prêchée l'abbé Marteau, aumônier diocésain de la JAC de Lyon.

**27 septembre** : Journée régionale JACF aux Moussières.

**18 octobre** : Journée-rencontre diocésaine des Vaillantes du Jura à Lons-le-Saunier; réunion de la JACF sous la présidence du chanoine Lamy et avec le concours de Mlle Médard du secrétariat national.

**25 octobre** : Journée d'étude jaciste à Saint-Claude; 20 présents.

**8 novembre** : Journée d'étude jaciste à Champagnole; 50 présents.

**8 novembre** : Adhésion de Bief-du-Fourg et du Gillois à la JACF

**15 novembre** : Journée d'étude jaciste à Arbois; 30 présents.

**22 novembre** : Journée d'étude jaciste à Lons-le-Saunier; 60 présents.

**29 novembre** : Journée d'étude jaciste à Dole; 35 présents.

**15 décembre** : Récollecion JACF à Salins-les-Bains avec l'abbé Bulabois.

Réunions cantonales de jeunesse catholique :

**11 février** : Poligny; 60 présents

**23 février** : Saint-Aubin; orientation JAC; 60 présents

**27 février** : Picarreau; orientation JAC; 55 présents

**1 mars** : Moisse; 65 présents

**5 mars** : Clairvaux; orientation JAC; 65 présents

**15 mars** : Mont-sous-Vaudrey; orientation JAC et JEC; 55 présents

**13 décembre** : Arbois; création de deux centres jacistes à Arbois et Vadans; 60 présents

**14 décembre** : Mièges; 110 présents

**20 décembre** : Salins-les-Bains; création d'un centre jaciste; 90 présents

1937

Non daté: Fête jaciste et messe des paysans à Gillois, en même temps que la fête patronale.

**7 mars** : Récollecion jaciste à Arbois; 15 présents.

**17/18 avril** : 18 avril journée de propagande nationale; incitation de l'évêque pour qu'ait lieu des veillées, fêtes et messes jacistes, les 17 et 18 avril.

**18 mai** : Réunion à Champagnole pour former des prêtres pour la JAC avec le père Rouanet, aumônier national de la JACF; 26 prêtres présents.

**19 mai** : Réunion à Lons-le-Saunier pour former des prêtres pour la JAC avec le père Rouanet, aumônier national de la JACF; plus de 30 prêtres présents.

**20 mai** : Réunion à Dole pour former des prêtres pour la JAC avec le père Rouanet, aumônier national de la JACF; 15 prêtres présents.

**7 septembre** : Pèlerinage des jeunes de l'Action-catholique jurassienne à Frontenay; présence des présidente et présidents de la JAC et de jacistes.

**10 octobre** : Journée-rencontre diocésaine des Vaillantes du Jura à Saint-Claude.

**14 octobre** : Article de la *Semaine religieuse* visant à lancer l'organisation de la Pré-JAC dans le Jura.

**2/6 novembre** : Retraite à Chatel avec l'abbé Gautheron, rédemptoriste et réunion JACF.

**3/7 novembre** : Retraite à Champagnole avec l'abbé Ray, missionnaire d'Ars et journée régionale jaciste le 7 novembre (JACF).

**8 novembre** : Journée régionale jaciste à Salins-les-Bains avec l'abbé Ray (JACF).

**8/12 novembre** : Retraite à Poligny avec le père Beauquis, rédemptoriste et journée régionale jaciste le 12 novembre (JACF).

**8/12 novembre** : Retraite à Saint-Julien (JACF).

**9/13 novembre** : Retraite à Lons-le-Saunier (JACF).

**10 novembre** : Journée régionale jaciste à Orgelet avec l'abbé Ray (JACF).

**11 novembre** : Journée régionale jaciste à Lons-le-Saunier avec l'abbé Ray (JACF).

**14 novembre** : Grand congrès diocésain de jeunesse catholique à Lons-le-Saunier.

**28 novembre / 1 décembre** : Retraite jaciste à Mièges; 14 présents à la retraite et 100 à la réunion.

Fin novembre: Journée rurale à Mont-Roland (JACF).

Réunions cantonales de jeunesse catholique:

**17 janvier** : Cousance; création d'un centre jaciste rattaché à Maynal

**24 janvier** : Saint-Amour; tentative de mise en place d'un centre jaciste

**7 février** : Sellières; Centre mis en place à Toulouse

**14 février** : Commenailles; un centre marche à Vincent et désir d'en mettre un en place à La Chassagne; 70 présents

**15 février** : Poligny

**28 février** : Saint-Aubin; 45 présents

1938

**14/17 janvier** : Retraite de la JAC à Arbois.

**9 mars** : Journée jaciste avec messe mariale et réunion jaciste à Mièges.

**25 mars** : Veillée d'adoration devant le saint sacrement de la JAC/F (Comptes-rendus de Tourmont; Mignovillard; Châtillon; Chaux-du-Dombief).

**30 avril/2 mai** : Pèlerinage et congrès national de la JACF à Lourdes.

**8 mai** : Grande journée jaciste avec messe et réunion jaciste:

Dompierre pour le secteur d'Orgelet : 90 jacistes et 600 présents à la réunion de masse.

La Chapelle pour le secteur de Salins-les-Bains 70 jeunes

Andelot pour le secteur de Champagnole : 100 jeunes et 300 présents à la réunion de masse.

Saint-Agnès pour le secteur de Lons-le-Saunier en collaboration avec la JOCF et la JICF.

(Autres paroisses mobilisées mais pas de comptes-rendus envoyés)

**12 mai** : Réunion de formation pour les présidentes de secteur et de section JACF à Dole.

**27 mai** : Réunion de formation pour les présidentes de secteur et de section JACF à Lons-le-Saunier.

**8 juin** : Réunion de formation pour les présidentes de secteur et de section JACF à Arbois.

**12 juin** : Réunion de formation pour les présidentes de secteur et de section JACF à Champagnole.

(Pour la JAC même type de réunion aux mêmes lieux mais pas de dates).

**16 octobre** : Réunion de tous les groupement de jeunes filles à Lons-le-Saunier avec la présence de Thellier de Poncheville.

**23 octobre** : Assemblée régionale pour les jeunes de la montagne qui hésitent entre la JAC et la JOC à Saint-Claude.

**27 octobre** : Article de *La Semaine religieuse du diocèse de Saint-Claude* qui annonce le déchargement du chanoine Pouillard de la direction de la JAC/F dorénavant attribuée à l'abbé Lamy, sous-directeur des Œuvres.

**16/20 novembre** : Retraite pour jacistes mariées à Mont-Roland (JACF) avec le père Achard.

**20/24 novembre** : Retraite pour militants et futurs militants JAC à Mont-Roland avec le père Achard.

**24 novembre** : Journée de propagande jaciste à Dole avec le concours du père Achard.

**14/28 novembre** : Retraite pour toutes les jacistes à Mont-Roland avec le père Achard.

**26/28 novembre** : Session de formation pour dirigeants jacistes au Chatelard (proche de Lyon).

**29 novembre** : Journée pour aumôniers jacistes à Lyon.

**10/11 décembre** : Réunion générale de l'union diocésaine à Dole.

**11/14 décembre** : Retraite jaciste à Mièges pour les jeunes de la région de Nozeroy.

1939

**2/6 janvier** : Semaine rurale féminine à Lons-le-Saunier, à l'Institut rural ménager avec mademoiselle Mendre, secrétaire nationale de la JACF; 30 militantes présentes.

**6 janvier** : Grande journée jaciste à Lons-le-Saunier ; 200 jacistes présentes.

**5/18 février** : Quinzaine de propagande de la JAC pour préparer le congrès du dixième anniversaire ; vente de magazines, d'insignes et organisation de veillées.

**19 février** : Journée nationale jaciste : messe et réunion de masse dans diverses paroisses.

**21/23 avril** : Congrès jubilaire de la JAC au parc des princes à Paris pour le dixième anniversaire ; présence de 252 jacistes et 19 aumôniers jurassiens.

**1 juillet** : Réunion de la commission des Œuvres diocésaines de jeunesse féminine à Lons-le-Saunier avec Milles Gauthier, Clavez et Velon, représentant la JACF.

**20/25 août** : Retraite jaciste à Mont-Roland prêchée par l'abbé Pierre Richard de Lyon.

**27 août** : Pèlerinage à Notre dame de la Balme à Epy et réunion de la JAC et de la JACF.

**8/11 septembre** : Retraite jaciste qui était prévue est remise aux vues du contexte.

**4 septembre** : Pèlerinage à Notre dame des Bucllet à Morbier avec des réunions spécialisées l'après-midi, dont une de la JACF.

**28 septembre/15 octobre** : Article de la *Semaine religieuse* écrit par le président diocésain de la JAC, Henri Richard demandant la liste des mobilisés des sections et secteurs et de ceux qui restent, ainsi que la formation d'un comité provisoire.

**10 mars** : Journée nationale de prière pour la paix organisée par la JAC/F

**18/25 avril** : Article de la Semaine religieuse faisant part des problèmes de santé du chanoine Pouillard et le déchargement de ses responsabilités. L'évêque prend provisoirement la charge de la direction des Œuvres et l'abbé Ramboz, vicaire général, aidera l'abbé Lamy en ce qui concerne la JAC/F.

**9 juin** : Journée de pèlerinage de la jeunesse féminine catholique à Saint-Claude.

**1 octobre** : Conseil diocésain des Œuvres.

**10/17 octobre** : Article de la Semaine religieuse annonçant le remplacement de la direction des Œuvres par un Conseil des Œuvres, sous la présidence des vicaires généraux, Lamy, Ligier et Bouvet.

**13 octobre** : Réunion d'information pour les futurs dirigeants jacistes à Saint-Claude.

**15 octobre** : Conseil diocésain des Œuvres.

**29 octobre** : Conseil diocésain des Œuvres.

**9 novembre** : Conseil diocésain des Œuvres.

**7 décembre** : Veillée de prière nationale pour la France organisée par la JAC/F.

**7 décembre** : Conseil diocésain des Œuvres; le comité d'ACJF est reconstitué avec Henri Richard comme président.

**27 décembre** : Conseil diocésain des Œuvres.

Document A-13 : liste des présidents nationaux,  
secrétaire généraux et aumôniers généraux de la JAC et  
de la JACF entre 1929 et 1940

Année	Présidents		Secrétaires		Aumôniers	
	JAC	JACF	JAC	JACF	JAC	JACF
1929	Jacques Ferté				RP Foreau	
1930	Robert Gravier					
1931						
1932						
1933				Émilie Mendre		
1934						
1935	Léon d'Hem					
1936						RP Rouanet
1937			Pierre Lemasson			
1938				Augustine Lerouxel		
1939	Pierre Lambert	Madeleine Allaire			RP de Bigu	
1940						
1941	Jean Fribault		Jean Prunayre			

Source : d'après DURUPT Marie-Josèphe, « Les mouvements d'action catholique, facteurs d'évolution du milieu rural », thèse de science politique soutenue sous la direction de René Rémond, volume annexe, p. 30.



# Dossier B : Profils des militants, responsables et dirigeants de la JAC jurassienne

Document B-1 : l'engagement dans la JAC des eacistes  
1928-1937

Section par ordre d'affiliation (novembre 1932-décembre 1937)	Au moins un eaciste cité avant affiliation	Au moins un eaciste cité après affiliation	Président de section cité au palmarès des EAC	Section liée au palmarès des EAC (1928-1937)
Malanges	OUI	OUI	Jules Prudhon	OUI
Thervay	OUI	OUI	Jules Bardouillet	OUI
Cuisia	OUI	NON		OUI
Frontenay	OUI	OUI	Jean-Marie Mossu	OUI
La Loye				NON
Chissey				NON
Prénoval	NON	OUI		OUI
Longchaumois	OUI	NON	Clément Grenier-Boley	OUI
Mont-sous-Vaudrey				
Vaudrey	OUI	NON		OUI
Chaux-des-prés		OUI	Gilbert Janier	OUI
Saint-Loup	OUI	OUI	Victor Caty	OUI
Tourmont	OUI	OUI	Albert Fournier	OUI
Chemin	OUI	NON		OUI
Vincent	OUI	OUI		OUI
Bersaillin	OUI	OUI		OUI
Saffloz	NON	OUI	Charles Faivre	OUI
Ivory	OUI	OUI	Alphonse Faivre	OUI
Perrigny	NON	NON		
Buvilly	NON	NON		



Gillois	OUI	OUI	Louis Masson	OUI
Ounans	NON	NON		
Plasne				OUI (groupe)
Fraroz	NON	OUI		OUI
Le Fied	NON	NON		OUI (groupe)
Le Vernois	OUI	OUI		OUI
Lavigny	OUI	OUI	Joseph Rousselot	OUI
Chavéria	OUI	OUI	Eugène Maillard	OUI
L'Etoile	OUI	NON		OUI
Aiglepierre	NON	OUI		OUI
Mirebel	NON	NON		
Picarreau	NON	NON		
Salins-les-Bains	OUI	OUI		OUI
Bief-du-Fourg	OUI	NON		OUI
<b>TOTAL</b>	<b>19</b>	<b>5</b>	<b>12</b>	<b>26</b>

## Document B-2 : Les présidents de section JAC et les jacistes parmi les 117 eacistes<sup>1</sup>

Nom	Prénom	Origine géographique	Groupe	Type de cours	Année du suivi des EAC	Source
Alixant	Joseph	Pagnoz	Pagnoz	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937
Arnaud	S		Pretin	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Dans les premiers du classement pour l'année 1928-1929	<i>Nenni</i> , n°121, sep 1929
Arnaud	Léon	Villers-les-Bois	Villers-les-Bois	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Palmarès pour 1929-1930	<i>Nenni</i> , n°135, déc 1930
Bachut	René	Saint-Aubin	Saint-Aubin	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Fait partie des 10 premiers dans le classement général de fin d'année 1936-1937	<i>Nenni</i> , n°208, oct-nov 1937
Bailly	Léon	Fay-en-Montagne	Fay-en-Montagne	Cours supérieur de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Fait partie des 10 premiers dans le classement général de fin d'année 1936-1937	<i>Nenni</i> , n°208, oct-nov 1937
Bardouillet	Jules		Thervay	Degré élémentaire des cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Fait partie des 5 meilleurs jurassiens pour 1932-1933	<i>Nenni</i> , n°164, août 1933
Baud	Albert	Montingy-sur-l'Ain	Montingy-sur-l'Ain	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Palmarès pour 1934-1935	<i>Nenni</i> , n°189, nov 1935
Bénier	Bernard	Saint-Pierre	Saint-Pierre	Cours supérieur de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Fait partie des 10 premiers dans le classement général de fin d'année 1936-1937	<i>Nenni</i> , n°208, oct-nov 1937
Blanc	R		Cuisia	Degré élémentaire des cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Fait partie des 9 meilleurs jurassiens pour 1932-1933	<i>Nenni</i> , n°164, août 1933
Blot	Gustave	Chemin	Chemin	Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Inscrit aux EAC pour l'hiver 1933-1934	<i>Nenni</i> , n°175, août 1934
Boisson	Louis		Château-Chalon	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Dans les premiers du classement pour l'année 1928-1929	<i>Nenni</i> , n°121, sep 1929
Boisson	Robert	Vadans	Vadans	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Palmarès pour 1934-1935	<i>Nenni</i> , n°189, nov 1935

<sup>1</sup> En gris clair les président de sections JAC, en gris foncé, les jacistes affiliés.

Bonnefoy	abbé		Bief-du-Fourg	Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Responsable du groupe inscrit aux EAC pour 1933-1934	<i>Nenni</i> , n°175, août 1934
Bouillet	Léon	Chilly-sur-Salins	Chilly-sur-Salins	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937
Bouillet	Gabriel		Ivory	Cours supérieur de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937
Bouvier	Michel	Saint-Loup	Saint-Loup	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937
Bury	Jean		Château-Chalon	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Dans les premiers du classement pour l'année 1928-1929	<i>Nenni</i> , n°121, sep 1929
Bury	Louis		Château-Chalon	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Dans les premiers du classement pour l'année 1928-1929	<i>Nenni</i> , n°121, sep 1929
Bury	Eucher	Château-Chalon	Château-Chalon	Cours élémentaire de la Direction des Œuvres diocésaines	Palmarès pour 1931-1932	<i>Nenni</i> , n°154, sep 1932
Castella	Martin	Arloz	Arloz	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937
Caty	V		Saint-Loup	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Dans les premiers du classement pour l'année 1928-1929	<i>Nenni</i> , n°121, sep 1929
Cêtre	Raymond	Saint-Thiébaud	Saint-Thiébaud	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Palmarès pour 1929-1930	<i>Nenni</i> , n°135, déc 1930
Cêtre	Lucien	Saint-Thiébaud	Saint-Thiébaud	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Palmarès pour 1929-1930	<i>Nenni</i> , n°135, déc 1930
Chapeau	Roger	Bief-du-Fourg	Bief-du-Fourg	Cours élémentaire de la Direction des Œuvres diocésaines	Palmarès pour 1931-1932	<i>Nenni</i> , n°154, sep 1932
Charnu	Charles	Publy	Publy	Degré élémentaire des cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Fait partie des 5 meilleurs jurassiens pour 1932-1933	<i>Nenni</i> , n°164, août 1933
Charnu	Henri	Publy	Publy	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937
Chatillon	René	La Boissière	La Boissière	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Palmarès pour 1934-1935	<i>Nenni</i> , n°189, nov 1935
Clerc	Lucien	Lains	Lains	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937

Colin	Henri	Besain	Besain	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Palmarès pour 1934-1935	<i>Nenni</i> , n°189, nov 1935
Cordier	Maurice	Cousance	Cousance	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937
Courderot	Aimé	Malange	Malange	Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Inscrit aux EAC pour l'hiver 1933-1934	<i>Nenni</i> , n°175, août 1934
Daclin	René	Censeau	Censeau	Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Inscrit aux EAC pour l'hiver 1933-1934	<i>Nenni</i> , n°175, août 1934
Daloz	André	Marengia	Marengia	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937
Dole	Pierre	Esserval-Tartre	Esserval-Tartre	Degré élémentaire des cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Fait partie des 9 meilleurs jurassiens pour 1932-1933	<i>Nenni</i> , n°164, août 1933
Doyennard	Louis	Vincent	Vincent	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Palmarès pour 1929-1930	<i>Nenni</i> , n°135, déc 1930
Dumont	André	Baptillard	Baptillard	Cours supérieur de la Direction des Œuvres diocésaines	Palmarès pour 1931-1932	<i>Nenni</i> , n°154, sep 1932
Dumont-Girard	A		Longchaumois	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Palmarès pour 1929-1930	<i>Nenni</i> , n°135, déc 1930
Dupuis	Marcel	La Rixouse	La Rixouse	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Palmarès pour 1929-1930	<i>Nenni</i> , n°135, déc 1930
Etiévant	A	Les Planches	Les Planches	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937
Faivre	Alphonse		Ivory	Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Responsable du groupe inscrit aux EAC pour 1933-1934	<i>Nenni</i> , n°175, août 1934
Faivre	Charles		Saffloz	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937
Fournier	Paul		Tourmont	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Dans les premiers du classement pour l'année 1928-1929	<i>Nenni</i> , n°121, sep 1929
Fournier	Albert	Tourmont	Tourmont	Degré élémentaire des cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Fait partie des 5 meilleurs jurassiens pour 1932-1933	<i>Nenni</i> , n°164, août 1933
Fournier	G		Tourmont	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937

Gentier	N	Marsonnay	Marsonnay	Cours supérieur de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937
Girod	Jules	Remeton	Remeton	Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Inscrit aux EAC pour l'hiver 1933-1934	<i>Nenni</i> , n°175, août 1934
Girod	Emile	Remeton	Remeton	Cours supérieur de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Palmarès pour 1934-1935	<i>Nenni</i> , n°189, nov 1935
Grand	René	Saint-Lothain	Saint-Lothain	Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Inscrit aux EAC pour l'hiver 1933-1934	<i>Nenni</i> , n°175, août 1934
Grandvaux	Robert		Le Vernois	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937
Gravier	Jean		Frontenay	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Fait partie des 9 meilleurs élèves pour 1930-1931	<i>Nenni</i> , n°143, sep 1931
Gregis	Victor	Prénoval	Prénoval	Cours supérieur de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937
Grenard	Robert	La Pesse	La Pesse	Cours supérieur de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Palmarès pour 1934-1935	<i>Nenni</i> , n°189, nov 1935
Grenier-Boley	Clément		Longchaumois	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Dans les premiers du classement pour l'année 1928-1929	<i>Nenni</i> , n°121, sep 1929
Grezet	Geroges	Baud	Baud	Cours supérieur de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937
Gros	Camille		Bellecombe	Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Responsable du groupe inscrit aux EAC pour 1933-1934	<i>Nenni</i> , n°175, août 1934
Guichard	F		Frontenay	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Fait partie des 9 meilleurs élèves pour 1930-1931	<i>Nenni</i> , n°143, sep 1931
Guichard	Emile	Frontenay	Frontenay	Cours supérieur de la Direction des Œuvres diocésaines	Palmarès pour 1931-1932	<i>Nenni</i> , n°154, sep 1932
Guyet	Sosthène	Saint-Loup	Saint-Loup	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Fait partie des 10 premiers dans le classement général de fin d'année 1936-1937	<i>Nenni</i> , n°208, oct-nov 1937
Hugues	M	Tancua	Tancua	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Dans les premiers du classement pour l'année 1928-1929	<i>Nenni</i> , n°121, sep 1929

Jalley	Henri	Bois-de-Nanc	Bois-de-Nanc	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Palmarès pour 1929-1930	<i>Nenni</i> , n°135, déc 1930
Janet	L		Cousance	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Dans les premiers du classement pour l'année 1928-1929	<i>Nenni</i> , n°121, sep 1929
Janier	Gibert		Chaux-des-Prés	Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Responsable du groupe inscrit aux EAC pour 1933-1934	<i>Nenni</i> , n°175, août 1934
Javourez	Paul	Les Crozets	Les Crozets	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Palmarès pour 1934-1935	<i>Nenni</i> , n°189, nov 1935
Jourdain	Henri	Arinthod	Arinthod	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Palmarès pour 1934-1935	<i>Nenni</i> , n°189, nov 1935
Lacroix	Roger	Malange	Malange	Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Inscrit aux EAC pour l'hiver 1933-1934	<i>Nenni</i> , n°175, août 1934
Lacroix	Georges		Fraroz	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937
Lamy	M	Plaisia	Plaisia	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Dans les premiers du classement pour l'année 1928-1929	<i>Nenni</i> , n°121, sep 1929
Lavry	Lucien	Saligney	Saligney	Cours supérieur de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937
Liagu	Pierre	Ugna	Ugna	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Palmarès pour 1934-1935	<i>Nenni</i> , n°189, nov 1935
Lombardet	Henri	Mouchard	Mouchard	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937
Longchamp	Louis	Grusse	Grusse	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Palmarès pour 1929-1930	<i>Nenni</i> , n°135, déc 1930
Maillard	Louis	Sérézia	Sérézia	Cours supérieur de la Direction des Œuvres diocésaines	Palmarès pour 1931-1932	<i>Nenni</i> , n°154, sep 1932
Maillard	Eugène	Sérézia	Sérézia	Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Inscrit aux EAC pour l'hiver 1933-1934	<i>Nenni</i> , n°175, août 1934
Maréchal	Paul	Vincelles	Vincelles	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Dans les premiers du classement pour l'année 1928-1929	<i>Nenni</i> , n°121, sep 1929
Masson	Louis	Gillois	Gillois	Degré élémentaire des cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Fait partie des 5 meilleurs jurassiens pour 1932-1933	<i>Nenni</i> , n°164, août 1933

Ménétrier	Alphonse	Damparis	Damparis	Cours supérieur de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Fait partie des 10 premiers dans le classement général de fin d'année 1936-1937	<i>Nenni</i> , n°208, oct-nov 1937
Métadiou	Michel	Rouffange	Rouffange	Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Inscrit aux EAC pour l'hiver 1933-1934	<i>Nenni</i> , n°175, août 1934
Michaud	Georges	Nogna	Nogna	Cours supérieur de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Palmarès pour 1934-1935	<i>Nenni</i> , n°189, nov 1935
Mignot	Joseph	Audelange	Audelange	Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Inscrit aux EAC pour l'hiver 1933-1934	<i>Nenni</i> , n°175, août 1934
Milland	J		Cousance	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Dans les premiers du classement pour l'année 1928-1929	<i>Nenni</i> , n°121, sep 1929
Monnoyeur	And	Songeson	Songeson	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Palmarès pour 1934-1935	<i>Nenni</i> , n°189, nov 1935
Mossu	Jean-Marie	Frontenay	Frontenay	Cours supérieur de la Direction des Œuvres diocésaines	Palmarès pour 1931-1932	<i>Nenni</i> , n°154, sep 1932
Nicolas	Charles	Vaulgrenant	Vaulgrenant	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937
Noir	Gabriel	Granges-sur-Baume	Granges-sur-Baume	Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Inscrit aux EAC pour l'hiver 1933-1934	<i>Nenni</i> , n°175, août 1934
Pagnier	Paul		Gillois	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937
Paillard	A	La Chapelle-sur-Furieuse	La Chapelle-sur-Furieuse	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937
Pansard	Ber		Aiglepierre	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937
Petitjean	J		Mouchard	Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Responsable du groupe inscrit aux EAC pour 1933-1934	<i>Nenni</i> , n°175, août 1934
Picaud	R		Frontenay	Degré élémentaire des cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Fait partie des 9 meilleurs jurassiens pour 1932-1933	<i>Nenni</i> , n°164, août 1933
Pouget	Robert	Saint-Aubin	Saint-Aubin	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937

Prudhon	Jules	Malange	Malange	Degré élémentaire des cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Fait partie des 9 meilleurs jurassiens pour 1932-1933	<i>Nenni</i> , n°164, août 1933
Prudhon	Jean	Malange	Malange	Cours supérieur de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Fait partie des 10 premiers dans le classement général de fin d'année 1936-1937	<i>Nenni</i> , n°208, oct-nov 1937
Repécaud	Alix	Rosnay	Rosnay	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Palmarès pour 1934-1935	<i>Nenni</i> , n°189, nov 1935
Richard	Henri	Le Vernois	Le Vernois	Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Inscrit aux EAC pour l'hiver 1933-1934	<i>Nenni</i> , n°175, août 1934
Rimaud	Jacques		Falletans	Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Responsable du groupe inscrit aux EAC pour 1933-1934	<i>Nenni</i> , n°175, août 1934
Rimaud	M-J		Falletans	Cours supérieur de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937
Rollet	Aimé	La Chatelaine	La Chatelaine	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Fait partie des 10 premiers dans le classement général de fin d'année 1936-1937	<i>Nenni</i> , n°208, oct-nov 1937
Rousseaux	Eugène	Eclangeot	Eclangeot	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937
Rousselot	Joseph		Lavigny	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Palmarès pour 1929-1930	<i>Nenni</i> , n°135, déc 1930
Rousselot	Jean	Lavigny	Lavigny	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Palmarès pour 1934-1935	<i>Nenni</i> , n°189, nov 1935
Roussot	Gabriel		Château-Chalon	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Palmarès pour 1929-1930	<i>Nenni</i> , n°135, déc 1930
Roussot	Georges	Château-Chalon	Château-Chalon	Cours élémentaire de la Direction des Œuvres diocésaines	Palmarès pour 1931-1932	<i>Nenni</i> , n°154, sep 1932
Ruty	Roger		Grozon	Cours supérieur de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937
Sappez	René	Publy	Publy	Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Inscrit aux EAC pour l'hiver 1933-1934	<i>Nenni</i> , n°175, août 1934
Serrette	Raymond	Froidfontaine	Froidfontaine	Cours supérieur de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937
Thiou	Léon	Thervay	Thervay	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	A traité tous les devoirs pour la session 1935-1936	<i>Nenni</i> , n°203, février 1937



Truchot	André	Tavaux	Tavaux	Cours élémentaire de la Direction des Œuvres diocésaines	Palmarès pour 1931-1932	<i>Nenni</i> , n°154, sep 1932
Vaivre	René		Bersaillin	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Fait partie des 9 meilleurs élèves pour 1930-1931	<i>Nenni</i> , n°143, sep 1931
Vaivre	Lucien		Bersaillin	Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Responsable du groupe inscrit aux EAC pour 1933-1934	<i>Nenni</i> , n°175, août 1934
Vandel	Armand	Vaudrey	Vaudrey	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Dans les premiers du classement pour l'année 1928-1929	<i>Nenni</i> , n°121, sep 1929
Vandelle	Joseph	L'Etoile	L'Etoile	Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Inscrit aux EAC pour l'hiver 1933-1934	<i>Nenni</i> , n°175, août 1934
Vincent	Maurice	Coulouvre	Coulouvre	Cours élémentaire de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Palmarès pour 1934-1935	<i>Nenni</i> , n°189, nov 1935
Vuillemin	Raymond	Malange	Malange	Cours supérieur de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Fait partie des 2 meilleurs candidats sur les 6 jurassiens Inscrits pour la Session de 1935-1937	<i>Nenni</i> , n°208, oct-nov 1937
Vuillod	Gabriel	Augea	Augea	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Dans les premiers du classement pour l'année 1928-1929	<i>Nenni</i> , n°121, sep 1929
Vuillonet	Georges		Prénoyel	Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Responsable du groupe inscrit aux EAC pour 1933-1934	<i>Nenni</i> , n°175, août 1934
Vuilloz	Louis		Vincent	Cours de l'Union du Centre-Est des syndicats agricoles	Responsable du groupe inscrit aux EAC pour 1933-1934	<i>Nenni</i> , n°175, août 1934
Vuitton	Gabriel	Lavans-sur-Valouse	Lavans-sur-Valouse	Cours de la Direction des Œuvres diocésaines	Dans les premiers du classement pour l'année 1928-1929	<i>Nenni</i> , n°121, sep 1929

Document B-3 : Membres du comité diocésain puis du comité fédéral de la JAC 1933-1940

Date nomination	Membres
Entre 1932 et 1933	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Jean Durget</li> <li>- Jean Gravier</li> <li>- Robert Cuisiat</li> </ul>
27 novembre 1933	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pierre Dole</li> <li>- Paul Duraffourg</li> <li>- Clément Martine</li> <li>- Jules Prudhon</li> <li>- Jean Gravier</li> <li>- Robert Cuisiat</li> </ul>
Septembre 1934	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Jules Bardouillet</li> </ul>
17 novembre 1935	<ul style="list-style-type: none"> <li>- André Pichon</li> <li>- Jules Bardouillet</li> <li>- Robert Cuisiat</li> <li>- Henri Richard</li> <li>- Joseph Vandelle</li> <li>- Jean Gravier</li> <li>- Jean Trouillot</li> <li>- Paul Fournier</li> </ul>
9 février 1936	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Jules Bardouillet</li> <li>- Raoul Besançon</li> <li>- André Fournier</li> <li>- Maurice Giboudot</li> <li>- Jean-Marie Mossu</li> <li>- Marcel Hugues</li> <li>- Alfred Legras</li> <li>- Henri Richard</li> <li>- Jean Gravier</li> </ul>
Décembre 1937	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Clément Martine</li> </ul>
Janvier 1938	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Jules Bardouillet</li> <li>- Raoul Besançon</li> <li>- Gabriel Boisson</li> <li>- Pierre Butin</li> <li>- Pierre Dole</li> <li>- Paul Duraffourg</li> <li>- Paul Gabillargues</li> <li>- Jules Girod</li> <li>- Jean Gravier</li> <li>- Paul Grospiron</li> <li>- Marcel Hugues</li> <li>- Eugène Maillard</li> <li>- Clément Martine</li> <li>- Jean-Marie Mossu</li> <li>- Jules Prudhon</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Henri Richard</li> <li>- Henri Rodot</li> <li>- Joseph Rousselot</li> <li>- Ferdinand Trouillot</li> <li>- Joseph Vandelle</li> </ul>
Depuis 23 octobre 1938	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Jean-Marie Mossu</li> <li>- Jean Gravier</li> <li>- Eugène Maillard</li> <li>- Henri Richard</li> <li>- Joseph Rousselot</li> <li>- Joseph Vandelle</li> </ul>
Mars 1939	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Albert Fournier</li> </ul>
Décembre 1939	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Louis Bellevret</li> <li>- Jean Bongain</li> <li>- Pierre Butin</li> <li>- André Dalloz</li> <li>- Albert Fournier</li> <li>- André Girod</li> <li>- Maurice Girod</li> <li>- André Girod</li> <li>- Joseph Morel</li> <li>- René Paget</li> <li>- Henri Richard</li> <li>- Auguste Rougebief</li> <li>- Joseph Rousselot</li> <li>- Ferdinand Trouillot</li> <li>- Jean Vallet</li> <li>- Raymond Vuillemin</li> <li>- Louis Vuilloz</li> </ul>
Novembre décembre 1940	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Jean Bongain</li> <li>- Pierre Butin</li> <li>- Jean Gollion</li> <li>- Henri Richard</li> <li>- Henri Rodot</li> <li>- Joseph Rousselot</li> </ul>

Document B-4 : principales informations concernant les  
41 responsables fédéraux dans les années 1930

Clef	NOM	Prénom	Lieu du militantisme (naissance)	Date naissance
1	Bardouillet	Jules	Thervay	18-déc-06
2	Bellevret	Louis	Châtillon (Faverolles, Côte d'or)	14-avr-21
3	Besançon	Raoul	Chemin	14-mars-12
4	Boisson	Gabriel	Villers-les-Bois	20-avr-13
5	Bongain	Jean	Rahon	01-janv-22
6	Butin	Pierre	Lavigny	11-mai-21
7	Cuisiat	Robert	Maynal	23-oct-10
8	Dalloz	André	Marangea	16/10/1921
9	Dole	Pierre	Esserval-Tartre	12-mars-10
10	Duraffourg	Paul	Les Moussières	20-avr-10
11	Durget	Jean	Malange	26-mars-12
12	Fournier	Paul	Tourmont	04-août-12
13	Fournier	André	Tourmont	13-avr-08
14	Fournier	Albert	Tourmont	16-nov-14
15	Gabillargues	Paul	Montfleur	06-sept-07
16	Giboudot	Maurice	Voiteur	26-nov-19
17	Girod	Jules	Remeton, Salins (Mignovillard)	05-mars-14
18	Girod	André	Arinthod	29-sept-20
19	Girod	Maurice	Mignovillard	05-févr-22
20	Gollion	Jean	Poisoux	11-avr-22
21	Gravier	Jean	Frontenay	27-oct-15
22	Grospiron	Paul	La Pesse	14-sept-10
23	Hugues	Marcel	Longchaumois	10-janv-20
24	Legras	Alfred	Le Vernois	20-nov-09
25	Maillard	Eugène	Sérézia (Seviriez, Suisse)	01-janv-10
26	Martine	Clément	Les Piards	15-nov-09
27	Morel	Joseph	Lac-des-Rouges-Truites	26-juil-20

28	Mossu	Jean-Marie	Frontenay (Broc, Suisse)	01-janv-09
29	Paget	René	Plasne	19-janv-21
30	Pichon	André	Ruffey (Port-sur-Saône, Haute Saône)	11-juil-11
31	Prud'hon	Jules	Malange	02-nov-07
32	Richard	Henri	Le Vernois	03-déc-08
33	Rodot	Henri	Le Fied (Cosges)	04-mai-16
34	Rougebief	Auguste	Arbois	05-avr-21
35	Rousselot	Joseph	Lavigny	16-févr-00
36	Trouillot	Jean	Perrigny	18-juin-05
37	Trouillot	Ferdinand	Perrigny	09-mars-12
38	Vallet	Jean	Taravent, Champagnole (Vannoz)	21-janv-20
39	Vandelle	Joseph	L'Etoile	23-mars-15
40	Vuillemin	Raymond	Malange (Les Fins, Doubs)	25-févr-20
41	Vuilloz	Louis	Vincent	13-oct-07

Document B-5 : les origines des 10 dirigeants de la JAC jurassienne des années 1930<sup>1</sup>

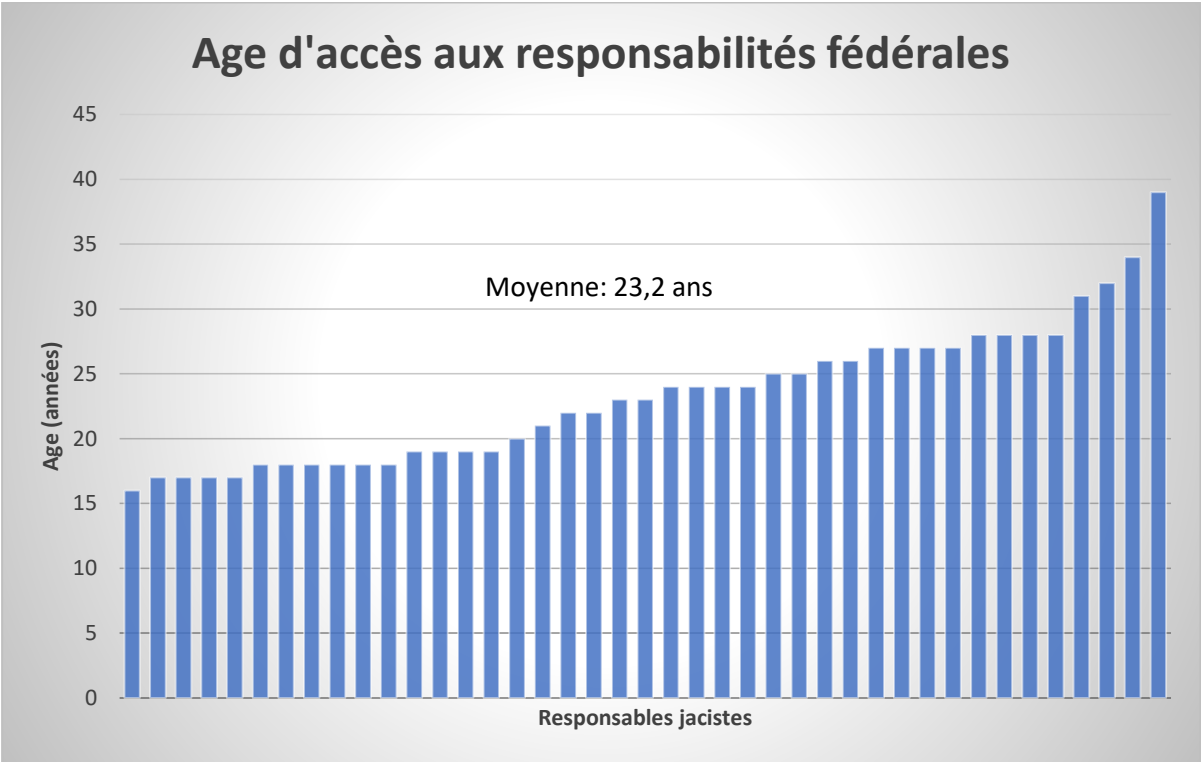
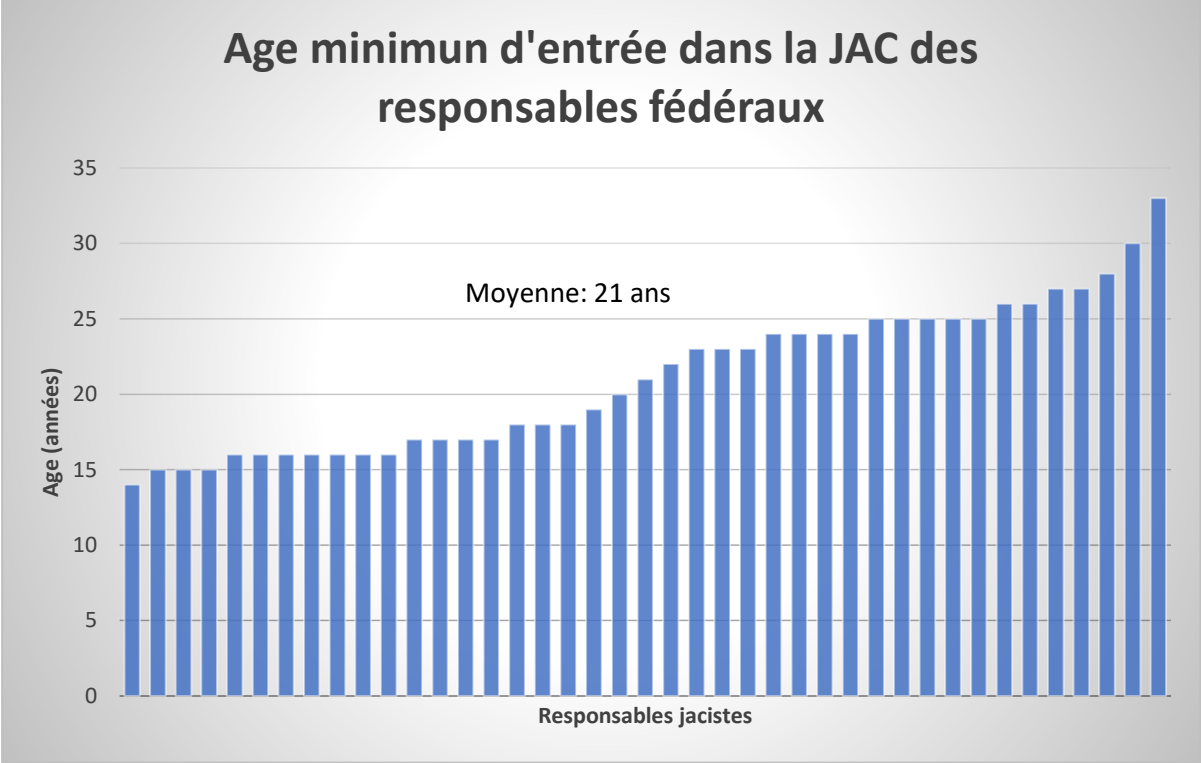
Prénom Nom	Année naissance	Lieu naissance	Profession père (AN, D1911, D1936)	Profession mère (AN, D1911, D1936)	Domestique (D1911, D1936)	Nombre frère sœur (D1911, D1936)
Robert Cuisiat	23 octobre 1910	Maynal	- Cultivateur Bp boulange r <sup>2</sup>	- Épicière épicière	1 1 <sup>3</sup>	0 1
Jean Gravier	27 octobre 1915	Frontenay	Propriétaire - vigneron	Sp - sp	- 0	- 0
Henri Richard	3 décembre 1908	Le Vernois	Cultivateur Pptaire cultivateur cultivateur	Cultivatrice Aide culti néant	0 1	0 2
Jean Trouillot	18 juin 1905	Perrigny	Cultivateur - abs	Cultivatrice - Propriétaire exploitante	0	0 1
Joseph Vandelle	22 mars 1915	L'Etoile	- cultivateur cult	- néant néant	1 0	1 3
André Pichon	7 juillet 1911	Venarey Les Laumes (1936 Ruffey)	Docteur en medecine Medecin -	Sp Néant -	1 0	1 0
Jean-Marie Mossu	1909	Broc (Suisse)	- - cultivateur	- - cultivatrice	- 0	- 4
Maurice Giboudot	26 novembre 1919	Voiteur	- - cultivateur	- - cultivatrice	- 0	- 1
Joseph Rousselot	16 février 1900	Lavigny	Propriétaire cultivateur Viticulteur Ppre viti	Propriétaire Sp cultivatrice	0 0	3 0
Pierre Butin	11 mai 1921	Lavigny	Propriétaire cultivateur - Culti-viti	Sp - sp	- 1	- 3

<sup>1</sup> AN : acte de naissance ; D1911 : dénombrement de population de 1911 ; D1936 : dénombrement de population de 1936.

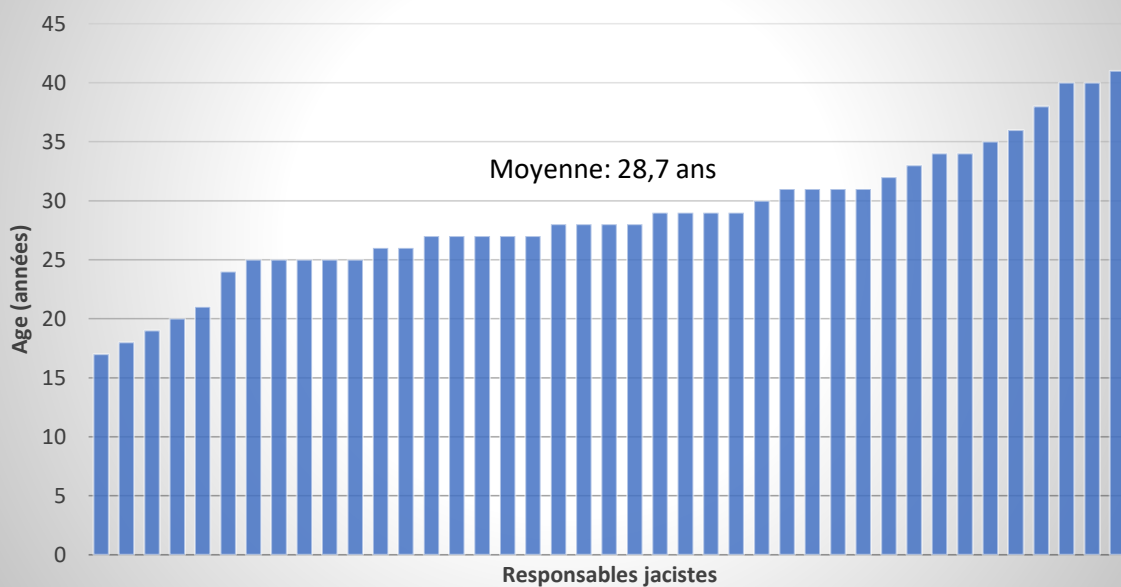
<sup>2</sup> Beau-père de Robert Cuisiat : Paul Chapon boulanger

<sup>3</sup> Un ouvrier boulanger du beau-père Paul Chapon

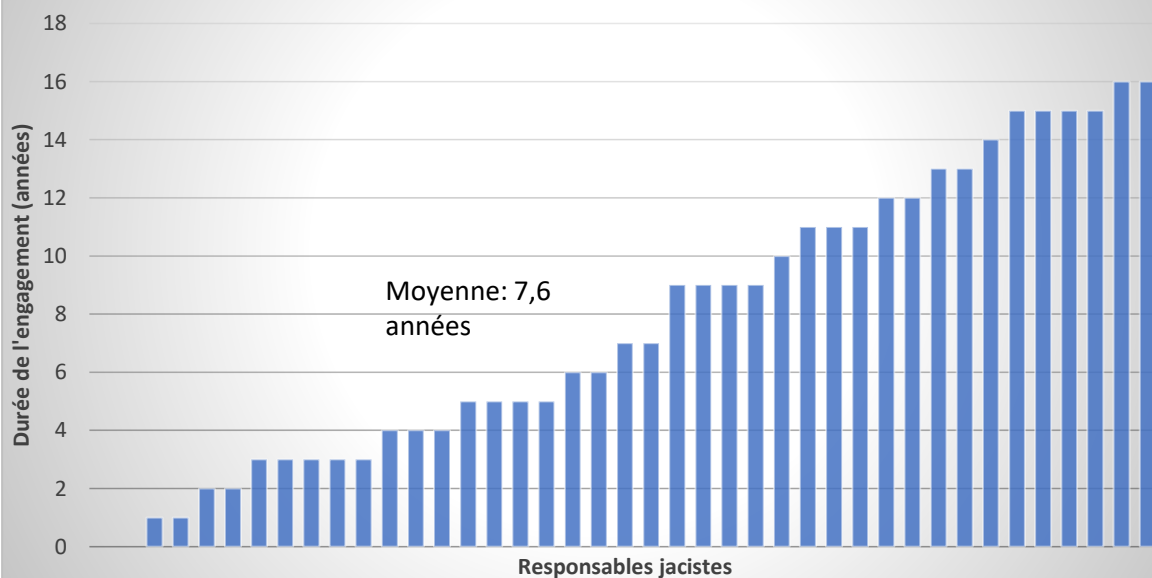
Document B-6 : graphiques autour des âges et des durées d'engagement des 41 responsables fédéraux de la JAC dans les années 1930



## Age minimum de sortie de la JAC des responsables fédéraux

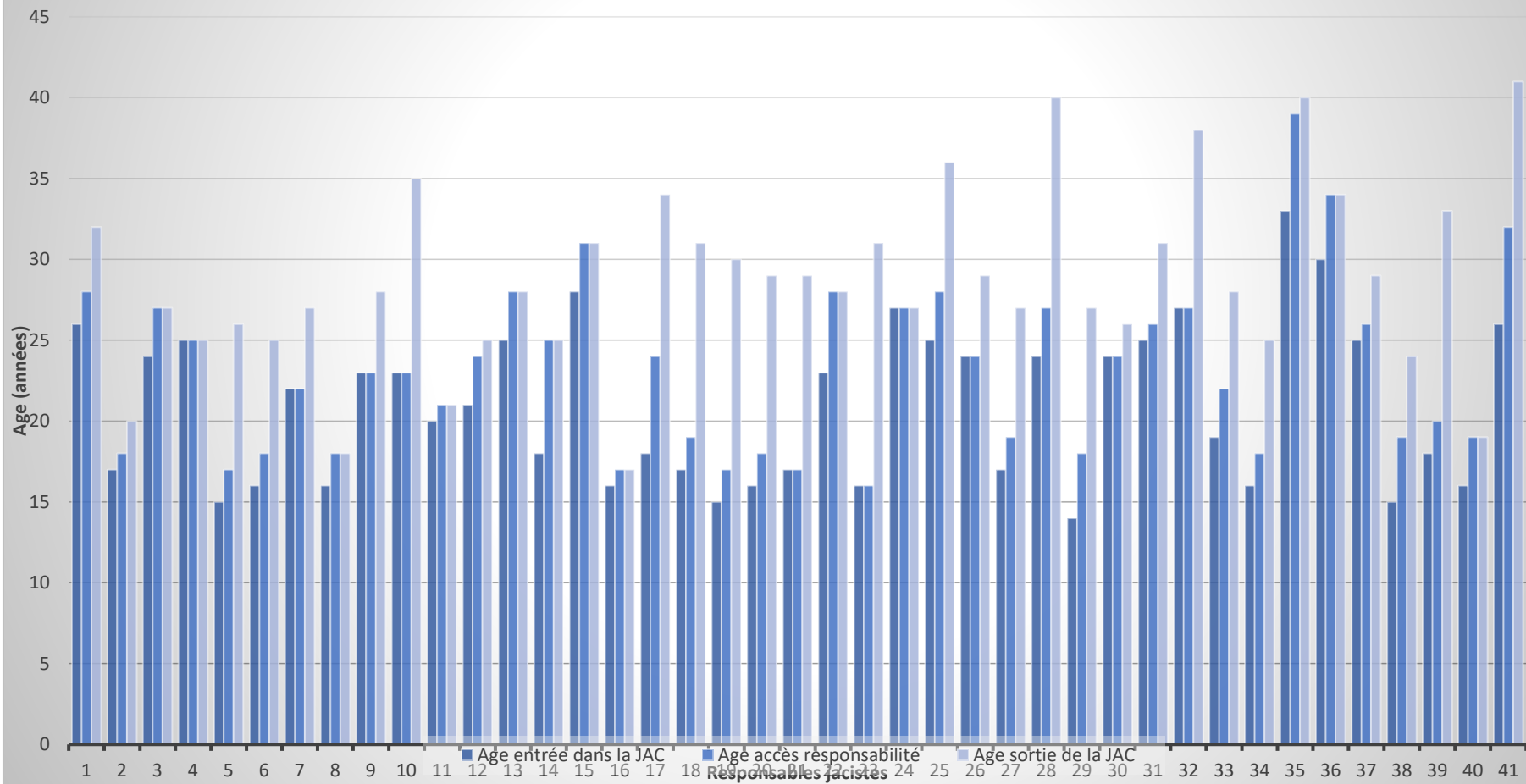


## Durée minimum de l'engagement des responsables jacistes dans les années 1930





## Age des 41 responsables fédéraux de la JAC jurassienne dans les années 1930



Document B-7 : extrait de la base de données « Les jacistes dans Nenni ma foi ! »<sup>1</sup>

CLE F	NOM	PRÉNOM	NOM DE L'EPOUX	ORIGINE GÉOGRAPHIQUE	RAISON DU REPÉRAGE	Autre information sur individu	SOURCE
1	Alabouvette	Marcel		La Rixouse	Retraitant de la retraite de Saint-Claude du 31 août au 1er septembre 1935 pour JOC Et JAC		<i>Nenni</i> , n°187, sep 1935
2	Arbey	Alexandre		Bois-d'Amont	Retraitant de la retraite de Saint-Claude du 31 août au 1er septembre 1935 pour JOC Et JAC		<i>Nenni</i> , n°187, sep 1935
3	Arbez	Joseph		Les Rousses	Participant à la retraite de la JAC et de la JOC à Saint-Claude les 4 et 5 septembre 1937		<i>Nenni</i> , n°208, sept 1937
2	Arbez	Alexandre		Bois-d'Amont	Participant à la retraite de Saint-Claude du 2 au 5 septembre 1938		<i>Nenni</i> , n°217, sep-oct 1938
4	Arnaud	Stéphane		Pretin	Participant à la récollecion jaciste à L'Ermitage d'Arbois le 21 mars 1936		<i>Nenni</i> , n°194, avril 1936
5	Arnaud	Claude			Intervenant lors de la réunion cantonale de Mont-sous-Vaudrey le 13 mars 1936 sur le Cinquantenaire de l'ACJF		<i>Nenni</i> , n°195, mai 1936
6	Aubertin	Maurice		Dole-Bedugue	Participant à la retraite de Mont-Roland du 17 au 20 septembre 1938		<i>Nenni</i> , n°217, sep-oct 1938
7	Aviet	Jean		Thervay	Retraitant de la retraite jaciste de Mont-Roland du 18 au 21 septembre 1936		<i>Nenni</i> , n°199, oct 1936
8	Bagnard	Paul		Villevieux	Présent à la récollecion de militant jaciste À Montmorot les 23 et 24 février 1935		<i>Nenni</i> , n°182, mars 1935

<sup>1</sup> Cette base de données est divisée en deux tables : de 1932 à 1940 et de 1940 à 1962. La présente table, de 1932 à 1940 compte 458 individus pour 1143 entrées.

## **Dossier C : Profils des militantes, responsables et dirigeantes de la JACF jurassienne**

Document C-1 : extraits des 6 tables de la base de données de repérage des individus liés à la JACF

**Les 6 tables de la base de données de repérage des individus liés à la JACF**

Table 1	Table 2	Table 3	Table 4	Table 5	Table 6
<b>Abonnés à la <i>JAF</i> et à la <i>Page de la militante jaciste</i>, 1936</b>	<b>Abonnés à la <i>JAF</i> et à la <i>Page de la militante jaciste</i>, 1937</b>	<b>Militantes affiliées avant 1938</b>	<b>Correspondantes Vaillantes / JAV</b>	<b>Individus éparses liés à la JACF</b>	<b>Individus cités dans <i>Les Vaillantes du Jura</i> entre 1926 et 1946</b>

**Table 1<sup>1</sup> : abonnés à la *JAF* et à la *Page de la militante jaciste*, 1936**

Titre	Prénom lu	Prénom interprété	Nom lu	Nom interprété	Autre qualif	Autre individu lié à l'abonnement	Adresse	Commune actuelle	Somme payée en francs <sup>2</sup>	Abonnement Réabonnement	Autre élément	Source
Mlles	M-Th	Marie-Thérèse	Meynier	Meynier		Germaine Meynier			7	a		Archives diocésaines, carton JACF, correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1936
	Michelle	Michelle	Roussey	Roussey			Blégny	Blégny	7	a		Archives diocésaines, carton JACF, correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1936
	Marie-Thérèse	Marie-Thérèse	Roux	Roux			Publy	Publy	7	r		Archives diocésaines, carton JACF, correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1936
Mlles			Royau Megerot	Royau Megerot			Mièry	Mièry	7	r		Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1936
	Cécile		Prenas	?			La Muyre	Domblans	7			Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1936
	M-L	Marie-Louise	Laurent			Cécile Laurent	Rue de Bresse	Saint-Amour	4	a		Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1936

<sup>1</sup> La table 2, abonnés à la *JAF* et à la *Page de la militante jaciste*, 1937 est constituée sur la même modèle.

<sup>2</sup> Les sommes payées sont de 4, 5, 7, 8 et 9 francs : les prix des abonnements semblent donc varier et nous pouvons supposer que les sommes de 4 et 5 francs correspondent à un abonnement à la *JAF* et celles de 7, 8 et 9 francs à la *JAF* ainsi qu'à la *Page de la militante jaciste*.

**Table 3 : militantes affiliées avant 1938**

Titre	NOM LU	NOM INTER	PRÉNOM LU	PRÉNOM INTER	SECTION	AGE	PROFESSION	Autre information Sur individu	Date d'affiliation De la section	SOURCE
	Billet	Billet	Marie-Louise	Marie-Louise	Le Pasquier / Vers	23	« cult »	« présidente »		Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, liste des sections et des membres
	Billet	Billet	Antoinette	Antoinette	Le Pasquier / Vers	23	« cult »			Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, liste des sections et des membres
	Perrard	Perrard	Marie-Louise	Marie-Louise	Le Pasquier / Vers	19	« cult »			Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, liste des sections et des membres
	Chapeau	Chapeau	Suzanne	Suzanne	Bief-du-Fourg	28	cultivatrice	Secrétaire de la section avant Janvier 1938 ; présidente à Partir de janvier 1938	14/10/36	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, liste des sections et des membres
	Chauvin	Chauvin	Angèle	Angèle	Bief-du-Fourg	25	cultivatrice	Secrétaire de la section à Partir de janvier 1938	14/10/36	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, liste des sections et des membres
	Chapeau	Chapeau	Antoinette	Antoinette	Bief-du-Fourg	26	cultivatrice		14/10/36	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, liste des sections et des membres
	Javaux	Javaux	Marie-Rose	Marie-Rose	Bief-du-Fourg	22	cultivatrice	Quitte la section avant janvier 1938	14/10/36	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, liste des sections et des membres
	Ruty	Ruty	Cécile	Cécile	Gillois	18	cultivatrice			Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, liste des sections et des membres
	Grelle	?	Marie	Marie	Le Deschaux	23		présidente		Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, liste des sections et des membres

**Table 4 : Correspondantes Vaillantes / JAV**

TITRE	Nom lu	Nom inter	Prénom lu	Prénom inter	ORIGINE GEOGRAPHIQUE	RAISON DU REPERAGE	Autre information sur individu	SOURCE
mlle	Lecoïnte	Lecoïnte		Jeanne	Dole ville	Correspondante Vaillante et JAV pour Dole ville		Carton de correspondance d'HVB, pochette verte, document 1
mlle	Bernard	Bernard			Dole Bedugue	Correspondante Vaillante pour Dole Bedugue		Carton de correspondance d'HVB, pochette verte, document 1
mlle	Joly	Joly			Azans	Correspondante Vaillante et JAV pour Azans		Carton de correspondance d'HVB, pochette verte, document 1
	Guillemin	Guillemin	Adelina	Adelina	Crissey	Correspondante Vaillante pour Crissey		Carton de correspondance d'HVB, pochette verte, document 1
	Ferry	Ferry	M-Th	Marie-Thérèse	Foucherans	Correspondante Vaillante pour Foucherans		Carton de correspondance d'HVB, pochette verte, document 1
	Couterot	Couterot			Monnières	Correspondante Vaillante et JAV pour Monnières		Carton de correspondance d'HVB, pochette verte, document 1
	Banet	Banet	Emilienne	Emilienne	Parcey	Correspondante Vaillante et JAV pour Parcey		Carton de correspondance d'HVB, pochette verte, document 1
mlle	O'Mahony	O'Mahony			Sampan	Correspondante Vaillante et JAV pour Sampan		Carton de correspondance d'HVB, pochette verte, document 1
mlle	Fontaine Clément	Fontaine Clément			Saint-Aubin	Correspondante Vaillante et JAV pour Saint-Aubin		Carton de correspondance d'HVB, pochette verte, document 1
	Gatefossey	Gatefossey	Alice	Alice	Annoire	Correspondante Vaillante et JAV pour Annoire		Carton de correspondance d'HVB, pochette verte, document 1
mme	Louhet	Louhet			Longwy	Correspondante Vaillante et JAV pour Longwy		Carton de correspondance d'HVB, pochette verte, document 1
	Bécoulet	Bécoulet	Marie	Marie	Petit-Noir	Correspondante Vaillante et JAV pour petit-Noir		Carton de correspondance d'HVB, pochette verte, document 1
	Guyet	Guyet	Fauste	Fauste	Saint-Loup	Correspondante Vaillante pour Saint-Loup		Carton de correspondance d'HVB, pochette verte, document 1

**Table 5 : individus éparses liés à la JACF**

Titre	Nom lu	NOM inter	Prénom lu	Prénom inter	ORIGINE GEOGRAPHIQUE	RAISON DU REPÉRAGE	Autre information sur individu	SOURCE
	Vallet	Vallet	J	Jeanne	Picarreau	Rédige le compte-rendu de la réunion du 10 octobre 1937 à Picarreau		Liasse 1, correspondance HVB
abbé	Butin	Butin				Présent à la journée jaciste du 12 novembre 1937 au Couvent du Saint-Esprit en tant qu'aumônier du centre de Poligny		Liasse 1, correspondance HVB
	Clavez	Clavez	Marguerite	Marguerite		Présente à la journée jaciste du 12 novembre 1937 au couvent du Saint-Esprit intervient pour donner les directives de l'année		Liasse 1, correspondance HVB
	Bailly-Maître	Bailly-Maître	B			Réalise le compte rendu de la réunion de Lamarre du 18 novembre 1937		Liasse 1, correspondance HVB
Mr le curé de Syam					Syam	Animateur d'une réunion à Champagnole courant 1936		Liasse 2, correspondance HVB
Mlle	De Villeneuve-Bargemont	De Villeneuve-Bargemont		Hélène		Présente lors d'une réunion à Champagnole courant 1936		Liasse 2, correspondance HVB
	Vallet	Vallet	Geneviève			Présente lors d'une réunion à Champagnole courant 1936 en tant que présidente	Présidente section	Liasse 2, correspondance HVB
	Maître	Maître	Denise		Seligney	Présidente de la section interparoissiale du Deschaux et de Seligney au moins depuis octobre 1936	18 ans, cultivatrice, de Seligney	Liasse 2, correspondance HVB
	Berthaud	Berthaud	Camille		Le Deschaux	Vice-présidente de la section interparoissiale du Deschaux et de Seligney au moins depuis octobre 1936	17 ans, cultivatrice, du Deschaux	Liasse 2, correspondance HVB
	Ressy	?	Andrée		Tourmont	Va se marier		Doc 2, Liasse 3, correspondance HVB

**Table 6 : individus cités dans *Les Vaillantes du Jura* entre 1926 et 1946**

NOM	PRENOM	Titre	NOM DE L'EPOUX	ORIGINE GEOGRAPHIQUE	RAISON DU REPERAGE	Autre information sur individu	SOURCE
Lecoïnte		Mlle			Présente un rapport sur la constitution et le développement des Vaillantes du Jura lors de la Rencontre des Vaillantes à Arbois le 25 juillet 1926		N°8 aout 1926
Lecoïnte		Mlle			Directrice du groupe des Vaillantes de Dole		N°8 aout 1926
MARTAGON	Lys				Auteur d'un article « Rencontres de Vaillantes à Arbois »		N°8 aout 1926
MARTAGON	Lys				Auteur d'un article « Coutumes et traditions »		N°1 janvier 1927
Decoeur	Marie-Louise	Mlle			Responsable de la diffusion du cantique en l'honneur de Sainte-Thérèse chanté par les Vaillantes		N°1 janvier 1927
de Wall		vicomtesse			Démissionne de sa fonction de présidente de la Ligue Patriotique		N°4 avril 1927
Carrez	J				Auteur d'une note concernant le patronage de Morez		N°7 juillet 1927
Féger	G				Auteur d'une note concernant le cercle d'étude Marie-Immaculée d'Arbois		N°7 juillet 1927
Borges	L				Auteur d'un article « Pour les tous petits SVP »		N°10 octobre 1927
Herrgott		Mlle		Dole	Du groupe des Marguerite de Notre-Dame de Dole, a proposé un projet de règlement pour la chaîne sacré en Juillet 1927		N°10 octobre 1927
Meysonnier-Milcent		Mme			Présente à un rapport à la rencontre de Lons-le-Saunier Concernant les Semaines rurales et cours ménagers		N°10 octobre 1927
Drogat		rp			Intervenant lors de la 4ème Semaine rurale du Jura du 9 au 14 novembre 1931 concernant la JAC ses idées et ses Méthodes		N°10 octobre 1931
Gros	Suzanne				Auteur d'un article « Notre fête patronale »		N°11 novembre 1931
Meysonnier					Auteur d'un article « les dangers qui menacent la famille » Dans le cadre du cours par correspondance		N°11 novembre 1931
Michaud	Marcelle				Organisatrice du groupe de Nevy-les-Dole qui se marie		N°11 novembre 1931



Document C-2 : Extrait de la table des 444 responsables des vaillantes du Jura ou de la JAV avant 1935 constituée à partir de la table 4 et de la table 63.

<b>Titre</b>	<b>Nom</b>	<b>Prénom</b>	<b>Origine géographique</b>	<b>Raison du repérage</b>	<b>Source</b>
	Gatefossey	Alice	Annoire	Correspondante Vaillante et JAV pour Annoire	Carton de correspondance d'HVB, pochette verte, document 1
	Gauthier	Geneviève	Orgelet	Correspondante Vaillante et JAV pour Orgelet	Carton de correspondance d'HVB, pochette verte, document 1
	Gérard	J	Montholier	Correspondante des Vaillantes pour la paroisse de Montholier	Doc 15, Liasse 3, correspondance HVB
mles	Gindre		Montrond	Correspondante Vaillante et JAV pour Montrond	Carton de correspondance d'HVB, pochette verte, document 1
	Girod	Suzanne	La Mouille	Correspondante Vaillante pour la mouille	Carton de correspondance d'HVB, pochette verte, document 1
mle	Gouillaud		Arbois	Correspondante du groupe (Vaillante) d'Arbois	Carton de correspondance d'HVB, pochette verte, document 2
	Grandperrin	Camille	Molain	Membre avec responsabilité des JAV du canton de Poligny	Doc 9, Liasse 3, correspondance HVB
	Granviennot	Violette		Vice-présidente du groupe des Cyclamens de Saint-Claude depuis novembre 1930	N°5 mai 1931
	Gréa	Suzanne	Graye	Correspondante Vaillante pour Graye	Carton de correspondance d'HVB, pochette verte, document 1
mle	Gréa		Gizia	Correspondante du groupe (Vaillante?) de Graye	Carton de correspondance d'HVB, pochette verte, document 2
mle	Gréa		Saint-Agnès	Correspondante du groupe (Vaillante?) de Saint-Agnès	Carton de correspondance d'HVB, pochette verte, document 2
	Grebot	Clémentine	Moissey	Correspondante Vaillante et JAV	Carton de correspondance d'HVB, pochette verte, document 1

<sup>3</sup> En gris foncé, les responsables de Vaillantes ou de JAV ultérieurement engagées dans la JACF ; en gris clair les responsables de Vaillantes ou de JAV liées par leur nom de famille et leur origine géographique à des militantes de la JACF.

## Document C-3 : Jacistines entrées dans les ordres religieux

Nom lu	Prénom lu	Engagement religieux	Source
Béjanin	Louise	Jacistine de Foncine-le-Bas qui entre aux religieuses de Notre-Dame des apôtres à Vénissieux	<i>Vaillantes</i> , n°12 décembre 1938
Bland	Germaine	Jacistine de Chapelle-Voland qui entre au couvent de la Présentation de Marie à Châtel sous le nom de sœur Marie-Ursule le 21 novembre 1941	<i>Vaillantes</i> n°10 décembre 1941
Bongain	Madeleine	Ancienne du comité fédéral JACF qui prend l'habit le 8 mai chez les petites auxiliaires du clergé à Paray-le-Monial sous le Nom de sœur Marie-de-Saint-Luc	<i>Vaillantes</i> , n °37 mai-juin 1946
Bonnet	Paulette	Jacistine de Chemin qui prend l'habit chez les sœurs de Saint-Joseph à Cluny sous le nom de sœur Anne de la Sainte-Famille	<i>Vaillantes</i> , n °22 septembre-octobre 1943
Bosne	Yvonne	Ancienne présidente JACF de Mont-sur-Monnet qui fait Profession au couvent du Saint-Esprit à Poligny sous le nom De sœur Léon	<i>Vaillantes</i> , n °29 janvier-février 1945
Fillod	Cécile	Jacistine de Dessia est entrée au couvent des sœurs de la Présentation à Châtel	<i>Vaillantes</i> , n °36 mars avril 1946
Gentil	Yvonne	Jacistine de Lains qui prend l'habit le 11 mai 1943 chez les Religieuses de la Présentation de Marie à Chatel sous le nom De sœur Marie-Agnès	<i>Vaillantes</i> , n °20 mai-juin 1943
Grillot	Marie	Dirigeante fédérale JACF qui prend l'habit au Carmel de Lons-le-Saunier le 21 décembre 1944	<i>Vaillantes</i> , n °28 décembre 1944
Jacques	Paulette	Jacistine de Censeau est entrée au couvent des Sœurs de la présentation à Chatel	<i>Vaillantes</i> , n °35 janvier-février 1946
Magoni	Thérèse	Jacistine de Sarroгна qui prend l'habit chez les franciscaines De Lons-le-Saunier sous le nom de sœur Hélène	<i>Vaillantes</i> , n °22 septembre-octobre 1943
Pellier	Thérèse	Jacistine de Cernon qui entre au couvent de Saint Joseph de Champagnole	<i>Vaillantes</i> , n °5 mai 1941
Pusset	Jeanne	Jacistine de Rahon a pris l'habit chez les religieuses franciscaines de Lons-le-Saunier sous le nom de sœur Marie-Thérèse	<i>Vaillantes</i> , n °36 mars avril 1946
Romanet	Céleste	Jacistine de Bersaillin qui entre au couvent des Franciscaines de Lons-le-Saunier le 8 novembre 1941 sous le nom de sœur Céleste	<i>Vaillantes</i> , n °10 décembre 1941
	Lucienne	Jacistine du Fraroz qui prend l'habit au couvent des sœurs bleues de la Marne le 29 avril 1936 sous le nom de sœur Saint-Pierre	<i>Vaillantes</i> , n ° 6 juin 1936
Laurbey	Marguerite-Marie	Va entrer au couvent des franciscaines de Lons-le-Saunier	ADDSC, 10 janvier 1938, lettre 53.
Lizon	Hélène	Jacistine des Rousses est entrée chez les dominicaines Missionnaires des campagnes à Flavigny	<i>Vaillantes</i> , n °30 mars-avril 1945

Document C-4 : Extrait de la table des 95 responsables de la JACF<sup>4</sup> :

NOM LU	NOM INTER	PRENOM LU	SECTION	Nbre app	date extreme app	Date Affiliation	Durée eng	AGE	date naissan	Lieu naissance	Prénom père	Prof père	Nom mère	Prof mère	adoption Nation	Mariage date	Mariage lieu	epoux	Décès date	Décès lieu
Billet	Billet	Marie-louise	Le Pasquier / Vers	0		1936		23	03-avr-13	Le Pasquier	Sosthène Auguste	culti	bourmy	culti						
Billet	Billet	Antoinette	Le Pasquier / Vers	0		1936		23	06-déc-13	Le Pasquier	albert	culti	bernard	culti						
Billet	Billet	Madeleine	Le Pasquier / Vers	0		1936		18	12-déc-18	Le Pasquier	albert	culti	bernard	culti		11/05/38	le pasquier	simon fabre		
Parrad		Cécile	Le Pasquier / Vers	1	1937	1936	2	23	14-déc-13	Le Pasquier	joseph	culti	micbaud	culti						
Perrard	Perrard	Michelle	Le Pasquier / Vers	6	1937	1936	2	18	22/08/18	Le Pasquier	Charle Hippolyte	culti	Jacquemin-guilla	culti					14/12/98	
Perrard	Perrard	Marie-thérèse	Le Pasquier / Vers	0		1936		22	1914	Le Pasquier	Charle Hippolyte	culti	Jacquemin-guilla	culti						
Perrard	Perrard	Marie-louise	Le Pasquier / Vers	0		1936		19	1917	Le Pasquier	Charle Hippolyte	culti	Jacquemin-guilla	culti						
Bossu	Bossu	Denise	Le Pasquier / Vers	0		1936		23	01-oct-13	Le Pasquier	henri honoré élie	culti	cornier	culti						
Bossu	Bossu	Philomène	Le Pasquier / Vers	0		1936		17	03-oct-19	Le Pasquier	henri honoré élie	culti	cornier	culti						
Donnet		Laure	Le Pasquier / Vers	0		1936		23	13-avr-14	Le Pasquier	anatole	culti	tonnaire ?	culti						
Masson		Angèle	Bief-du-Fourg	0		1936		30	03-juin-05	Bief-du-Fourg	françois émile	culti	oudet ?	sp						
Chauvin		Angèle	Bief-du-Fourg	0		1936		25	21-avr-11	Bief-du-Fourg	florence joseph ma	culti	trouillet ?	culti					30/06/87	pontarlier
Chapeau		Antoinette	Bief-du-Fourg	0		1936		26	09-nov-10	Bief-du-Fourg	françois jules	culti	ratte	culti						
Javaux		Marie-rose	Bief-du-Fourg	0		1936		22	09/08/06	Bief-du-Fourg	émile alphonse	culti	rousseaux	culti		28/02/38	bief du fourg	louis bolard		
Javaux		Hélène	Bief-du-Fourg	0		1936		26	28-mars-10	Bief-du-Fourg	émile alphonse	culti	rousseaux	culti						
Lhomme		Georgette	Bief-du-Fourg	0		1936		17	14-sept-21	Bief-du-Fourg	gustave maurice	culti	pasteur	culti	?		bief du fourg			
Gentet		Paulette	Bief-du-Fourg	0		1936		16	11-sept-21	Bief-du-Fourg	maurice antide	culti	rousseau	culti		18/02/50	bief du fourg	pierre lhomme		
Chapeau		Odette	Bief-du-Fourg	0		1936		17	14-févr-20	Bief-du-Fourg	victor joseph paul	culti	chauvin	culti						
Chauvin		Y	Gillois	4	1937	1936	1	18	06-oct-18	Gillois	paul louis constant	culti	lamy	culti						
Chauvin		Reine	Gillois	1	1937	1936	2	17	30-mars-19	Gillois	paul louis constant	culti	lamy	culti						
Longchamp		M-L	Gillois	1	1937	1936		28	30-janv-03	Gillois	marius joseph vict	culti	royet	culti						
Maire		Marie-louise	Gillois	2	1937	1936	2	24	27-avr-06	Gillois	louis alphonse	culti	fumey	culti						
Michaud		Odile	Gillois	1	1937	1936	2	17	09-avr-19	Gillois	prosper virgile edm	culti	chauvin	culti						
Ruty		Marie-louise	Gillois	0		1936		22	04-avr-14	Gillois		culti	courvoisier	culti		15/06/37	gillois	gaston ferreux		
Ruty		Cécile	Gillois	0		1936		18	05-déc-18	Gillois	joseph henri	culti	courvoisier	culti						
Grelle	?	Marie	Le Deschaux	0		1936		23	18-nov-12	Le Deschaux	augène félicien	culti	berthaud	culti		12/09/36	le deschaux	lucien ramboz		
Poty	?	Blanche	Le Deschaux	1	1936	1936	1	29	20-avr-15	Le Deschaux	françois alban	mécanicien	michelet	sp		03/02/49	le deschaux	lavrut élisée		
Barbe		Germaine	Les Moussières	5	1939	1936	4	26	10-janv-10	Belcombe	louis joseph	culti	grosfilley	culti		04/11/47	bellecombe			
Barbe		Jeanne	Les Moussières	0		1936		16	10-avr-20	Belcombe	louis joseph	culti	grosfilley	culti		08/10/46	bellecombe	laurent grenard		
Mathieu		Marie-louise	Les Moussières	0		1936		13	28-sept-23	Belcombe	isaie hippolyte	culti	barbe	culti						
Grossirod	Grossiord	Thérèse	Les Moussières	1	1936	1936	1	22	01-mars-14	Les Moussières	isaie hippolyte	culti	barbe	culti		20/10/36	moussières	camille gros		
Grossiord		Jeanne	Les Moussières	0		1936		21	13-nov-15	Les Moussières	eugène albert	culti	millet	culti						
Grostabussiat		Bernadette	Les Moussières	0		1936		16	13-sept-20	Les Moussières	eugène albert	culti	millet	culti						
Grostabussiat		Valentine	Les Moussières	1	1937	1936	2	15	29-sept-21	Les Moussières	eugène albert	culti	millet	culti					12/09/87	
Vincent		Blanche	Les Moussières	0		1936		28	01-févr-08	Les Moussières	aristide lucien	culti	mermet	culti						
Chébillot		Madeleine	Malange / Auxange	0		1935		16	31-déc-14	Malange	joseph félix marcel	culti	thouret	culti						
Dintroz		Cécile	Malange / Auxange	18	1946	1935	12	26	09-juil-19	Auxange	françois	culti	renaud	culti						
Dintroz		Simone	Malange / Auxange	0		1935		22	10-déc-13	Auxange	françois dominique	culti	royer	culti		23/11/37	auxange	louis vuillermoz		
Lacroix		Suzanne	Malange / Auxange	2	1939	1935	5	16	11-mars-20	Malange										
Pruhdon		Edmée	Malange / Auxange	36	1937	1935	3	19	28-janv-16	Malange	emile marie eugèn	culti	métadiou	culti						
Pruhdon		Marie-louise	Malange / Auxange	1	1936	1935	2	26	10-juil-09	Malange	emile marie eugèn	culti	métadiou	culti		02/06/37	malange	jean baptiste ?		
Thouret		Marie	Malange / Auxange	2	1936	1935	2	22	12-avr-17	Malange	louis alphonse	épiciier	maréchal	épicière						

<sup>4</sup> Capture d'écran de la table de la base de données : « nbre app » : nombre d'apparition ; « durée eng » : durée d'engagement ; « prof père » : profession du père

# Dossier D : Les aumôniers de la JAC/F jurassienne

Document D-1 : les prêtres liés à la JAC/F dans le Jura entre 1930 et 1962<sup>1</sup>.

Nom	Prénom	Origine	Raison repérage	Source (Nenni : <i>Nenni ma foi !</i> ; JJ : <i>Jeunes du Jura</i> ; SR : <i>Semaine religieuse du diocèse de Saint-Claude</i> ; lorsque journal non cité : <i>Les Vaillantes</i> )
Anstett	Louis		Aumônier du secteur Chemin / Chaussin	Questionnaire de Jean Barraux.
Bailly-Comte	Paul		Abonné 1936 JAF ; Participant au congrès des dix ans la JAC de 1939 à Paris avec la section des Bouchoux.	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1936 "Participants au congrès de 1939", archives diocésaines, dossier 5K3.
Becu	Roger		Participation à la session de formation pour aumôniers jacistes du 15 au 16 juillet 1942 au Grand séminaire de Montciel. Aumônier du secteur de Mont-sous-Vaudrey.	SR 1942, n°17, p 184/185. JJ, janvier 1942, n°11.
Bel	Jacques		Prédicateur de la retraite pour toutes les rurales du 19 au 22 novembre 1947 à Mont-Roland. Prédicateur de la retraite pour rurales du 22 novembre 1955 à Montagna-le-Templier. Prédicateur de la retraite pour jeunes gens à Montmorot du 28 au 30 décembre 1956.	SR 1947, n°22, p 294/295. SR 1955, n°21, p 301. JJ, janvier février 1957, n°93.
Bellat	Charles		Abonné 1937 JAF Participation à la session de formation pour aumôniers jacistes du 15 au 16 juillet 1942 au Grand séminaire de Montciel.	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1937 ; SR 1942, n°17, p 184/185.
Bergère	Michel		Encadrant de l'excursion du secteur de Beaufort à Chamonix le 10 juillet 1955.	JJ, novembre décembre 1955, n°84.
Bernard	Michel		Aumônier du secteur de Rochefort / Dole.	Questionnaire de Gérard Mouquod.
Berne			Prédicateur de la retraite pour les jeunes rurales en voie de mariage du 19 au 22 novembre 1946 à Mont-Roland et pour toutes les rurales du 26 au 30 novembre 1946 à Mont-Roland.	SR 1946, n°21, p 277.
Besson	Pierre		Prédicateur des retraites pour rurales et jacistes du 16 au 20 novembre 1947 à Mièges et du 11 au 15 novembre 1947 à Saint-Julien. Retraite pour ruraux et jacistes du 20 au 24 novembre 1947 à Mièges. Aumônier du secteur de Mièges. Participant au congrès des dix ans la JAC de 1939 à Paris avec la section du Fraroz. Aumônier de la JAC d'Onglières après avoir été aumônier de la JOC. Prédicateur de la recollection du secteur de Champagnole le 9 janvier 1940. Prédicateur de la retraite jaciste	SR 1947, n°23, p 309. Questionnaire de Marius Ferreux. Nenni, septembre 1937, n°207. "Participants au congrès de 1939", archives diocésaines, dossier 5K3. Nenni, février 1940, n°230. JJ, décembre 1941, n°10. JJ, novembre décembre 1943, n°23.

<sup>1</sup> Sur un total de 137 prêtres identifiés, sont grisés les 14 prêtres extérieurs au diocèse de Saint-Claude.

			de la sous-fédération nord du 8 au 11 novembre 1941 à Mièges."Aumônier de zone".	
Billet	Gaston		Participant au congrès des dix ans la JAC de 1939 à Paris avec la section de Chemin.Prédicateur de la retraite pour ruraux et jaciste du 11 au 15 décembre 1947 à l'abbaye d'Acey.	"Participants au congrès de 1939", archives diocésaines, dossier 5K3.SR 1947, n°23, p 309.
Blanc	Joseph		Participation à la session de formation pour aumôniers jacistes du 15 au 16 juillet 1942 au Grand séminaire de Montciel."Aumônier de secteur"Participant à la journée rurale du 21 janvier 1943 à Saint-Julien."Aumônier de secteur"Prédicateur de la retraite pour rurales du 18 au 22 novembre 1955 à Mont-Roland.Aumônier du secteur de Saint-Amour.Saint-Julien.Aumônier du secteur de Commenailles.	SR 1942, n°17, p 184/185.JJ, novembre décembre 1943, n°23.JJ, janvier février 1943, n°18.JJ, novembre décembre 1943, n°23.SR 1955, n°21, p 300.Questionnaires de Jeanne Gollion et d'Yvette Jalley.
Boichut	Pierre		Nouvel aumônier pour le secteur jaciste de Poligny en remplacement de l'abbé Lançon.	Nenni, janvier 1938, n°210.
Boillon	Pierre	Salins-les-Bains	Prédicateur de la retraite jaciste du 10 au 13 septembre 1937 à Mont-Roland et de la retraite jaciste du 17 au 20 septembre 1937 à Mont-Roland.	Nenni, octobre novembre 1937, n°208.
Boisson	Bernard		Aumônier du secteur de Gendrey.	Questionnaire de Monique Fraichard.
Boisson	Henri		Participant au congrès des dix ans la JAC de 1939 à Paris avec la section de Rahon.	"Participants au congrès de 1939", archives diocésaines, dossier 5K3.
Boivin	René		Animateur de la journée "ciné-club" du secteur de Montbarrey le 13 octobre 1957.	JJ, décembre 1957, n°98.
Bolomier	Joseph Victor Anselme		Lettre à HVB 368 du 29/05/1936	ADDSC, Carton de correspondances d'HVB
Bongain	Pierre		Participant au congrès des dix ans la JAC de 1939 à Paris avec la section de Saffloz.Participation à la session de formation pour aumôniers jacistes du 15 au 16 juillet 1942 au Grand séminaire de Montciel.	"Participants au congrès de 1939", archives diocésaines, dossier 5K3.SR 1942, n°17, p 184/185.
Bonnefoy	Paul Victorien		Lettres à HVB 198, 211, 213, 216, 343 ; Abonné 1937 JAF	ADDSC, Carton de correspondances d'HVB ; Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1937
Boudet	Edmond		Participant au congrès des dix ans la JAC de 1939 à Paris avec la section de Cuisia.Participation à la session de formation pour aumôniers jacistes du 15 au 16 juillet 1942 au Grand séminaire de Montciel.	"Participants au congrès de 1939", archives diocésaines, dossier 5K3.SR 1942, n°17, p 184/185.
Bouillet	Jean		Participation à la session de formation pour aumôniers jacistes du 15 au 16 juillet 1942 au Grand séminaire de Montciel.	SR 1942, n°17, p 184/185.
Bouraux	abbé		Abonnée 1936 JAF ; Abonné 1937 JAF	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1936
Bourgeois	Alexandre		Participation à la session de formation pour aumôniers jacistes du 15 au 16 juillet 1942 au Grand séminaire de Montciel.	SR 1942, n°17, p 184/185.
Bouvet	abbé		En charge de la récollecion jaciste du 3 décembre 1937 à L'Institut ménager de Lons-le-Saunier ; Interviendra à la Semaine rurale du 2 au 6	N°1 janvier 1938 ; N°11 novembre 1938

			janvier 1939 à Lons-le-Saunier	
Bulabois	Paulin	curé d'Aiglepierre	Présent à la journée des dirigeantes le 5 décembre 1934 Pour parler des Avants-gardes ; A contacter pour la journée de recollection jaciste pour les Militantes de Salins-les-Bains le 19 octobre 1936 ; Célébrant de la messe de la journée de recollection jaciste du 15 décembre 1936 à Salins-les-Bains en tant qu'aumônier ; Abonnée 1937 ; Président de la journée de recollection de la JACF le 15 décembre 1936 à Salins-les-Bains en tant qu'aumônier du cercle de Salins". Participe à l'affiliation de 6 équipes en une section jaciste interparoissiale. Lettres à HVB 12,234, 247, 316, 355, 360, 96, 201, 238, 70,	N°1 janvier 1935 ; N°10 octobre 1936 ; N°2 février 1937 ; Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1937 ; SR 1936, n°50, p 498.Nenni, avril mai 1937, n°205 ; ADDSC, Carton de correspondances d'HVB
Butin	Joseph		Abonnée 1937 ; A contacter pour la journée de recollection jaciste pour les Militantes de Poligny le 26 octobre 1936 ; Prédicateur de la retraite jaciste à Saint-Julien du 12 au 6 Novembre 1945 ; Prêche une retraite jaciste à Saint-Julien ; Présent à la journée jaciste du 12 novembre 1937 au Couvent du Saint-Esprit en tant qu'aumônier du centre de Poligny ; Prédicateur de la retraite pour ruraux et jacistes du 17 au 21 novembre 1947 à Saint-Julien.Prédicateur de la retraite JACF du 12 au 16 novembre 1945 à Saint-Julien.Participation à la session de formation pour aumôniers jacistes du 15 au 16 juillet 1942 au Grand séminaire de Montciel.Aumônier du secteur de Nanc-les-Saint-Amour.Prédicateur de la retraite jaciste du 14 au 17 novembre 1941 à Montmorot.Prédicateur de la retraite de Saint-Julien en novembre 1943.	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1937 ; N°10 octobre 1936 ; N°33 septembre-octobre 1945 ; N°34 novembre-décembre 1945 ; Liasse 1, correspondance HVB ; SR 1947, n°23, p 309. SR 1945, n°2, p 226.SR 1942, n°17, p 184/185.Questionnaire de Maurice Bressoux.JJ, décembre 1941, n°10.JJ, novembre décembre 1943, n°23.
Cantenot	Michel		Participation à la session de formation pour aumôniers jacistes du 15 au 16 juillet 1942 au Grand séminaire de Montciel ; Abonnée 1937	SR 1942, n°17, p 184/185.
Chalumeaux	Paul		Aumônier du secteur de Rochefort / Dole.	Questionnaire de Gérard Mouquod ;Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1937
Chalumeaux	Noël	La Loye	Abonnée 1937	
Chapeau	Noël		Prédicateur de la retraite pour rurales du 15 au 19 novembre 1955 à Lons-le-Saunier.	SR 1955, n°21, p 300.
Chapelotte	Paul		Rédacteur du compte-rendu de la session d'aumôniers de la JAC/F et du MFR qui s'est tenu à Versailles le 6 mars 1947 (seul représentant du Jura en remplacement du chanoine Lamy).	SR 1947, n°17, p231
Chapoutot	Louis		Abonnée 1937 ;Lettre à HVB 76 ; Présent en tant que curé de Vincent lors de la réunion de création du centre de Desnes le 7 décembre 1936.Participant au congrès des dix ans la JAC de 1939 à Paris avec la section de Vincent.Participation à la session de formation	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1937 ; ADDSC, Carton de correspondances d'HVB ; Nenni, février 1937, n°203."Participants au congrès de 1939", archives diocésaines, dossier 5K3.SR 1942, n°17, p 184/185.

			pour aumôniers jacistes du 15 au 16 juillet 1942 au Grand séminaire de Montciel.	
Choux	Eugène		Abonnée 1936 et 1937 JAF ; Lettre à HVB 108	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1936 et 1937 ; ADDSC, Carton de correspondances d'HVB
Choux	Vincent		Lettres à HVB 271, 218 ; Organisateur de l'affiliation à la JACF du groupe du Fraroz le 18 août 1935, en tant qu'aumônier de section. Aumônier du secteur de Mignovillard. Participant au congrès des dix ans la JAC de 1939 à Paris avec la section du Fraroz. Participant à la réunion du comité sous fédéral à Mouchard.	ADDSC, Carton de correspondances d'HVB ; SR 1935, n°32, p 310. Questionnaire de Maurice Girod. "Participants au congrès de 1939", archives diocésaines, dossier 5K3.JJ, mai juin 1943, n°20.
Clavelin	Charles		Abonnée 1936 et 1937 JAF ; Aumônier du secteur d'Arbois.	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1936 et 1937 ; Questionnaire de Jeanne Etiévant.
Clémence	RP		Prédicateur de la retraite JAC du 11 au 15 novembre 1943 à Montmorot et de celle de la JACF du 2 au 6 novembre à Lons-le-Saunier. Prédicateur des retraites jacistes à Montmorot du 2 au 6 novembre et du 6 au 9 novembre 1942. Prédicateur de la retraite jaciste du 10 au 15 novembre 1943 à Montmorot. Prédicateur de la retraite de jeunes filles à Lons-le-Saunier du 9 au 13 décembre 1957. "de la compagnie de Jésus"	SR 1943, n°21, p 235.JJ, septembre octobre 1942, n°16.JJ, novembre décembre 1943, n°23.JJ, octobre 1957, n°97.
Coeur	Maurice		Aumônier du secteur d'Arinthod. "Notre aumônier, M. le curé de Vesclès".	Questionnaire de Denise Bourgeois.JJ, janvier février 1958, n°99.
Cretin	Auguste		Abonnée 1936 JAF ; Célébrant de l'office et conférencier sur la JAC lors de la journée jaciste du 18 avril 1937 à Tourmont ; Lettres à HVB 173	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1936 ; Nenni, juin juillet 1937, n°206 ; ADDSC, Carton de correspondances d'HVB
Cuby	Charles	Picarreau	Abonnée 1937 ; Intervenante lors de la journée rencontre des Vaillantes à Lons-le-Saunier le 18 octobre 1936 en tant qu'aumônier des Guides des Lons-le-Saunier ; S'occupe de l'organisation du centre de Picarreau ; Aumônier du secteur de Picarreau Participant au congrès des dix ans la JAC de 1939 à Paris avec la section de Picarreau / Fay / Le Fied. Prédicateur de la retraite pour toutes les rurales du 15 au 19 novembre 1946 à Mont-Roland. Prédicateur de la retraite pour jeunes rurales qui se destinent au mariage, du 23 au 27 novembre 1947 à Mont-Roland. Participation à la session de formation pour aumôniers jacistes du 15 au 16 juillet 1942 au Grand séminaire de Montciel. Prédicateur de la retraite du 22 novembre 1943 à Saffloz en tant qu'aumônier du secteur de Picarreau.	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1937 ; N° 9 septembre 1936 ; N°1 janvier 1938 ; N°28 décembre 1944 "Participants au congrès de 1939", archives diocésaines, dossier 5K3.SR 1946, n°21, p 277. SR 1947, n°22, p 294/295. SR 1942, n°17, p 184/185.JJ, novembre décembre 1943, n°23.
Daloz	Jean-Baptiste		prédicateur d'une retraite de jeunes (dont jacistes) du 2 au 5 septembre 1938 à Saint-Claude.	Nenni, septembre octobre 1938, n°217.
Dalod	Maurice-Léon		Abonnée 1936 ; Abonnée 1937 ; Lettres à HVB 217, 339 ; A contacter pour la journée de recollection jaciste pour les Militantes de Champagnole le 20 novembre	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1936 e1937 ; ADDSC, Carton de correspondances d'HVB ; N°10

			1936 ; Présent lors d'une réunion à Champagnole courant 1936	octobre 1936 ; Liasse 2, correspondance HVB
Delautal	André		Abonnée 1937 ; Participant au congrès des dix ans la JAC de 1939 à Paris avec la section de Prénovel.	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1937 ; "Participants au congrès de 1939", archives diocésaines, dossier 5K3.
Déthé	Raoul		Prêchera la journée de récollection jaciste du 18 juillet 1936 ; Prêche la retraite jaciste du 15 au 18 juillet 1936 à Lons-le-Saunier Officiant pour la messe de communion lors de la récollection de la JACF le 18 juillet 1936 à Lons-le-Saunier, et intervention sur "le champ de l'apostolat".	N° 6 juin 1936 ; N°7-8 juillet-août 1936 ; SR 1936, n°32, p 327.
Dole	Jean		Aumônier du secteur de Salins-les-Bains.	Questionnaire de Claude Groperrin.
Domerc	Eustache		Participation à la session de formation pour aumôniers jacistes du 15 au 16 juillet 1942 au Grand séminaire de Montciel.	SR 1942, n°17, p 184/185.
Duboz	Pierre		Aumônier du secteur de Saint-Laurent-en-Grandvaux.	Questionnaire de Christianne Jouffroy.
Dussouillez	Eugène		Dirige les réunions jacistes des Moussières ; Lettres à HVB 171, 18,4, 223, 361,337 ; Abonnée 1937	N°1 janvier 1938 ; ADDSC, Carton de correspondances d'HVB ; Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1937
Eymerard	R.P		Présent à la session régionale jaciste de Mont-Roland du 25 au 28 septembre 1945 en tant qu'aumônier national ; Directeur de la session de formation pour adolescentes rurales du 10 au 15 novembre 1947à Mont-Roland.Prédicateur pour la retraite des adolescentes rurales du 11 au 15 novembre 1946 à Mont-Roland.	N°33 septembre-octobre 1945 ; SR 1947, n°22, p294/295. SR 1946, n°21, p 277.
Faudot	Henri		Participant au congrès des dix ans la JAC de 1939 à Paris avec la section de Monnet-la-ville.Participation à la session de formation pour aumôniers jacistes du 15 au 16 juillet 1942 au Grand séminaire de Montciel.Aumônier du secteur de Champagnole.	"Participants au congrès de 1939", archives diocésaines, dossier 5K3.SR 1942, n°17, p 184/185.Nenni, avril 1940, n°232.
Favier	Joseph		Aide le curé de Beaufort pour l'aumônerie du secteur de Beaufort	JJ, décembre 1957, n°98.
Fournier	Iréné	Les Planches-près d'Arbois ; Curé de Toulouse	Abonnée 1936 ; Sera aumônier du secteur de Seillières	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1936 ; N°11 janvier 1942
Fraignier	Louis		Aumônier du secteur de Saint-Amour / Saint-Julien.	Questionnaire de Jeanne Gollion.
Garnier	Marc		Aumônier du secteur de Mouchard.	Questionnaire de Marie Groperrin.
Gaudard	Bernard		Aumônier du centre de Lavans-les-Dole depuis le lancement le 13 décembre 1936.Présent à la réunion du centre de Lavans-les-Dole, le 17 janvier 1937.Présent à la réunion du centre de Lavans-les-Dole, le 14 février 1937.Présent à	Nenni, janvier 1937, n°202.Nenni, février 1937, n°203.Nenni, mars 1937, n°204.Nenni, avril mai 1937, n°205.Nenni, mai juin 1938, n°214.



			la réunion du centre de Lavans-les-Dole, le 14 mars 1937. Conférencier lors de l'assemblée générale jaciste à Lavans-les-Dole.	
Gauthier			Prédicateur de la retraite pour tous les jeunes mais en particulier pour former des cadres de la JAC, du 30 août au 2 septembre 1935 à Saint-Claude. Prédicateur de la retraite jaciste du 21 au 24 septembre à Mont-Roland.	Nenni, août 1935, n°186. Nenni, octobre 1935, n°188.
Gay	Lucien		Auteur d'un article « méditation pour nos jacistes du Jura » ; Intervenant sur la JACF lors de la bénédiction du fanion du Groupe des Vaillantes de Malange le 4 octobre 1936 ; Organise une réunion jaciste à la Pesse en juin 1935 ; Aumônier du secteur de Nozeroy. Participation à la session de formation pour aumôniers jacistes du 15 au 16 juillet 1942 au Grand séminaire de Montciel. Prédicateur de la retraite jaciste du 8 au 11 novembre 1941 à Chatel. Prédicateur de la retraite jaciste à Saffloz, courant 1942.	N° 2 février 1936 ; N°11 novembre 1936 ; N°1 janvier 1937 ; Questionnaire de Raymond Bourgeois. SR 1942, n°17, p 184/185.JJ, décembre 1941, n°10.JJ, novembre décembre 1942, n°17.
Girard	Léon Charles		Lettre à HVB 285	ADDSC, Carton de correspondances d'HVB
Graby	Alfred		Aumônier de la section de Malange Auxange qui demande l'affiliation à la JACF en 1936	Doc 25, Liasse 3, correspondance HVB
Grandvaux	Paul		Lettre a HVB 282, 214	ADDSC, Carton de correspondances d'HVB
Grange	père		Prêche les retraites jacistes de la Rixuse et de Viry en 1943. Prédicateur de la retraite JACF du 5 au 9 novembre 1945 à Viry et de celle du 9 au 13 novembre 1945 à la Rixouse. Prédicateur de 4 retraites jacistes (JAC/F) en décembre 1946 à Mont-Roland. Prédicateur de la retraite JAC du 13 au 17 novembre 1948 à Saint-Julien et de la retraite JACF du 13 au 17 novembre 1948 à Saint-Julien.	N°23 novembre-décembre 1943 ; SR 1945, n°2, p 226. SR 1946, n°24, p314. SR 1948, n°22, p 294.
Grappe	Louis		Initiateur d'une journée jaciste à la Pesse en septembre 1935 ; Présidera les réunions du cercle des jacistes de Saint-Claude ; Présente à la fête d'affiliation des Moussières le 29 Septembre 1936 ; Célèbre le mariage jaciste de thérèse Chauvin et Jules Girod en tant que cousin du marié avec le curé de Marnoz le 11 février 1941 ; "Curé de La Pesse, aumônier jaciste". Conférencier sur la JAC lors de la réunion du canton des Bouchoux le 8 novembre 1936. Présent à la réunion du centre des Bouchoux à Viry, le 13 décembre 1936. Présent à la réunion jaciste du centre des Bouchoux, à Choux, le 28 février 1937.	N°10 octobre 1935 ; N°11 novembre 1936 ; N°11 novembre 1936 ; N°3 mars 1941 ; Nenni, décembre 1935, n°190. Nenni, décembre 1936, n°201. Nenni, janvier 1937, n°202. Nenni, février 1937, n°203.
Grappe	Joseph		Aumônier du secteur de Saint-Laurent-en-Grandvaux.	Questionnaire de Christianne Jouffroy.
Grosperrière	Félix		Abonnée 1937 ; Participant au congrès des dix ans la JAC de 1939 à Paris avec la section de Frontenay.	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1937 ; "Participants au congrès de 1939", archives diocésaines, dossier 5K3.
Guillemin	Marcel		Aumônier du secteur de Foncine	Questionnaire de Josette Muserrotte.

Guy	Charles		Participation à la session de formation pour aumôniers jacistes du 15 au 16 juillet 1942 au Grand séminaire de Montciel.	SR 1942, n°17, p 184/185.
Guyon	Fernand		Prédicateur de la récollection JAC du secteur de Longwy-sur-le-Doubs, le 7 avril 1957.	JJ, mai juin 1957, n°95.
Henry			Présent à la réunion du centre de Saint-Julien-le-Suran le 29 novembre 1936.Présent à la veillée jaciste à Saint-Julien-le-Suran le 3 janvier 1937.	Nenni, janvier 1937, n°202.Nenni, février 1937, n°203.
Huot			Prédicateur de la retraite fédérale pour militants et dirigeants JAC du 27 novembre au 1 décembre 1953 à Lons-le-Saunier et de la retraite fédérale pour militantes et dirigeantes JACF du 23 au 27 novembre 1953 à Lons-le-Saunier.	SR 1953, n°22, p 295.
Jacquemin	Emile Victor Eugène	curé Maynal	Abonnée 1936	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1936
Jobey	Maurice Charles Louis		Lettre à HVB 304 ; Abonnée 1937	ADDSC, Carton de correspondances d'HVB ; Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1937
Jourdain	Jean		Aumônier du secteur d'Arbois.	Questionnaire d'Aristide Etiévant.
Julien			Célébrant de la messe lors du congrès cantonal de Longwy-sur-le-Doubs en août 1955.	JJ, mai juin 1955, n°84.
Lacroix	Alcide	curé de Chilly-le-Vignoble	Abonnée 1936 et 1937 JAF ; Aumônier du secteur d'Arbois.	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1936
Lacroix	Marcel		Abonnée 1937 ; Lettres à HVB 46, 186, 190, 220, 353 ; Aumônier du secteur de Mièges .Aumônier du secteur de Champagnole.Président de la réunion de Bief-du-Fourg, en tant que curé du Gillois qui décide de la création d'une section jaciste fin 1937.	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1937 ; ADDSC, Carton de correspondances d'HVB Questionnaire d'Elisabeth Germain et de Joseph Tribut.Nenni, décembre 1937, n°209.
Lacroix			Conférencier lors de la session de responsables de l'enfance rurale le 15 et 16 mars 1957 à Lons-le-Saunier.	JJ, mai juin 1957, n°95.
Lamy	Paul		Voir a part total sources	
Lance	Raymond		Aumônier du secteur de Seillières.	JJ, janvier 1942, n°11.
Lançon	Raymond		Lettre à HVB 307 ; Conférencier lors du congrès diocésain des Oeuvres de jeunesse le 20 octobre 1929 à Lons-le-Saunier avec une intervention sur "la jeunesse agricole chrétienne".	ADDSC, Carton de correspondances d'HVB ; SR 1929, n°40, p 365. SR 1929, n°45, p 411.
Lardanchet	Antide	curé de la Ferté	Sera aumônier du secteur de Mont-sous-Vaudrey ; Participation à la session de formation pour aumôniers jacistes du 15 au 16 juillet 1942 au Grand séminaire de Montciel.Aumônier du secteur d'Arbois. Aumônier du secteur de Montbarrey.	N°11 janvier 1942 ; SR 1942, n°17, p 184/185.Questionnaire de Jeanne Etiévant et de Jeanne Schouvet.
Lesne	Edmond		Aumônier du secteur d'Arbois.Aumônier du secteur d'Arbois.Participant au congrès des dix ans la JAC de 1939 à Paris avec la section d'Arbois.	Questionnaire d'Aristide Etiévant.Nenni, novembre 1939, n°227."Participants au congrès de 1939", archives diocésaines, dossier 5K3.

Ligier	Simon		Prêche le pèlerinage-rencontre des Vaillantes le 5 mai 1940 À Mont-Roland	N°5-6 mai-juin 1940
Lizon-au-Cire	Paul		Aumônier du secteur de Saint-Laurent-en-Grandvaux.	Questionnaire de Christianne Jouffroy.
Marillier	Séraphin		Dirige le groupe jaciste de Cernans.	Nenni, mars 1937, n°204.
Marteau	Joseph		Dirige une réunion jaciste à Arbois le 14 février 1944	N°25 mars-avril 1944
Mermet	Marcel		Abonnée 1937 ; Participation à la session de formation pour aumôniers jacistes du 15 au 16 juillet 1942 au Grand séminaire de Montciel.	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1937 ; SR 1942, n°17, p 184/185.
Michalet	Louis		Aumônier fédéral de la JAC/F de 1958 à 1962	SR
Monneret	Henri		Participant au congrès des dix ans la JAC de 1939 à Paris.	"Participants au congrès de 1939", archives diocésaines, dossier 5K3.
Morel-Jean	Joseph		Participant au congrès des dix ans la JAC de 1939 à Paris avec la section de Viry.	"Participants au congrès de 1939", archives diocésaines, dossier 5K3.
Morin	Georges	Bersaillin	Abonnée 1936	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1936
Mutin	Edouard	La Boissière	Ancien jaciste devenu prêtre ; Ancien jaciste devenu curé de La Boissière. Fête jaciste lors de son ordination. Prédicateur de la retraite pour rurales du 25 au 29 novembre 1955 à Poligny. Aumônier du secteur de Poligny-plaine.	JJ, n°21, juil-août 1943 ; JJ, juillet août 1943, n°21. SR 1955, n°21, p 301. Questionnaire de Thérèse Regard.
Muyard	Louis	curé Etrepigny	Abonnée 1936 et 1937	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1936 et 1937
Paget	André		Prédicateur de la retraite pour responsables et militantes de la JACF du 22 au 26 novembre 1946 à Mont-Roland. Prédicateur de la retraite pour les militantes rurales du 15 au 19 novembre 1947 à Mont-Roland.	SR 1946, n°21, p 277. SR 1947, n°22, p 295.
Paris	Henri		Présent à la réunion jaciste du canton des Bouchoux le 8 novembre 1936. Présent à la réunion jaciste du centre des Bouchoux à Viry, le 13 décembre 1936. "Groupe jaciste constitué à Viry autour de son curé". Participant au congrès des dix ans la JAC de 1939 à Paris avec la section de Viry.	Nenni, décembre 1936, n°201. Nenni, janvier 1937, n°202. Nenni, avril mai 1937, n°205. "Participants au congrès de 1939", archives diocésaines, dossier 5K3.
Pélessier	RP rédemptoriste		Prédicateur de la retraite jaciste du 9 au 11 janvier 1941 à Vadans.	JJ, février 1941, n°2.
Pelletier	Gabriel		Aumônier du secteur de Gendrey.	Questionnaire de Monique Fraichard.
Pelletier	Pierre		Prédicateur de la retraite pour rurales du 2 au 7 novembre 1955 au couvent de Chatel. Aumônier du secteur de Voiteur ; "Aumônier du secteur de Mièges"	SR 1955, n°21, p 300. Questionnaire de Marie Bal ; JJ, mars avril 1956, n°88.
Pelot	Bernard		Aumônier du secteur de Dole.	Questionnaire de Margueritte Tonnaire.
Pernet	Maurice		Participation à la session de formation pour aumôniers jacistes du 15 au 16 juillet 1942 au Grand séminaire de Montciel.	SR 1942, n°17, p 184/185.
Pernot	André		Aumônier fédéral de la JAC/F de 1950 à 1959.	SR.

Perraud			Présent à la réunion du centre de Voiteur en décembre 1937	Doc 22, Liasse 3, correspondance HVB
Perrot	Armand		Aumônier du secteur de Rochefort / Dole.	Questionnaire de Gérard Mouquod.
Petit	Jean		Aumônier du secteur de Commenailles.	Questionnaire d'Yvette Jalley.
Picaud	Edouard Léon		Lettres à HVB 314, 315	ADDSC, Carton de correspondances d'HVB
Pidou de la Maduère			Officie à l'affiliation des jacistes d'Arbois le 29 août 1937	N°10 novembre 1937
Piebac	Victor Henri		Lettre à HVB 359	ADDSC, Carton de correspondances d'HVB
Pierre	RP		Prédicateur de retraites jacistes à Mièges courant 1943.	JJ, novembre décembre 1943, n°23.
Poiblanç	Jean		Aumônier du secteur de Poligny-plaine.	Questionnaire de Thérèse Regard.
Pouillard	Just		Dirigire la JAC/F de sa création à 1938 en tant que directeur des Oeuvres diocésaines.	SR 1938, n°41, p397.
Pourchet	Antoine		Participation à la session de formation pour aumôniers jacistes du 15 au 16 juillet 1942 au Grand séminaire de Montciel.	SR 1942, n°17, p 184/185.
Poussot	Marcel Auguste		Lettre à HVB 119	ADDSC, Carton de correspondances d'HVB
Primot		curé de Saint-Hymetière	Abonnée 1936 et 1937 ; Participation à la session de formation pour aumôniers jacistes du 15 au 16 juillet 1942 au Grand séminaire de Montciel.	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1937 ; SR 1942, n°17, p 184/185.
Prost	Abel		Prédicateur de la retraite pour rurales du 11 au 15 novembre 1955 à Champagnole.	SR 1955, n°21, p 300.
Ramboz	Camille		Conférencier lors du congrès de la jeunesse catholique le 23 novembre 1930 à Dole sur le thème "le réveil de la terre : la JAC".Ajoint au chanoine Lamy en tant que vicaire général, pour l'aumônerie de la JAC/F en 1940.	SR 1930, n°46, p 438. SR 1940, n°9, p 124.
Ranfer	Jean		Participant au congrès des dix ans la JAC de 1939 à Paris avec la section de Champagnole.	"Participants au congrès de 1939", archives diocésaines, dossier 5K3.
Ray			Présent aux réunions régionales jacistes (JACF) du 7 novembre 1937 à Champagnole, du 8 novembre 1936 à Salins-les-Bains, du 10 novembre 1936 à Orgelet et du 11 novembre 1936 à Lons-le-Saunier.Prédicateur de la retraite JACF du 3 au 7 novembre 1937 à Champagnole.	SR 1937, n°41, p 434.
Renaud	Marc	curé d'Azans	Abonnée 1936 ; Aumônier jaciste de l'arrondissement de Dole, présent à la Journée jaciste de Dole en novembre 1936	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1936 ; N°2 février 1937
Reverchon	Antoine		Nouvel aumônier jaciste de Val d'Epy pour le secteur de Saint-Julien.Participation à la session de formation pour aumôniers jacistes du 15 au 16 juillet 1942 au Grand séminaire de Montciel.Aumônier du secteur de Saint-Amour/Saint-Julien.	Nenni, février 1937, n°203.SR 1942, n°17, p 184/185.Questionnaire de Jeanne Gollion
Rochet	Marius		Aumônier du secteur de Nanc les Saint-Amour	Questionnaire de Maurice Bressoux
Romanet	Paul	curé de Prénovel	Abonnée 1936 et 1937 ; Participant au congrès des dix ans la JAC de 1939 à Paris avec la section de Prénovel.	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1936 et 1937 ;

				"Participants au congrès de 1939", archives diocésaines, dossier 5K3.
Roposte	Henri		Organisateur de la journée rurale d'adolescents à Commenailles le 27 novembre 1952.	JJ, novembre décembre 1952, n°70.
Saint-Olive			Prédicateur des retraites pour rurales et jacistes du 18 au 22 novembre 1947 et celle pour ruraux et jacistes du 22 au 26 novembre 1947, à Montmorot.	SR 1947, n°23, p 309.
Sedes	Charles		Participation à la session de formation pour aumôniers jacistes du 15 au 16 juillet 1942 au Grand séminaire de Montciel.	SR 1942, n°17, p 184/185.
Simonin	Charles		Lettres à HVB 27 et 283 ; Excusé lors de la réunion du comité sous fédéral à Mouchard le 6 mai 1943.	ADDSC, Carton de correspondances d'HVB ; JJ, mai juin 1943, n°20.
Thevenin	Louis Joseph François		Lettre a HVB 356	ADDSC, Carton de correspondances d'HVB
Thiéfaine			Prédicateur de la retraite pour rurales du 4 au 8 novembre 1955 à la colonie du père Pey et de la retraite pour ruraux du 1 au 4 décembre 1955 à Mont-Roland.	SR 1955, n°21, p 300/301.
Thuillier	Paul		Aumônier du secteur de Nanc-les-Saint-Amour	Questionnaire de Maurice Bressoux
Thurel	Ernest		Présent à la réunion jaciste du 2 juin 1935 du secteur d'Arinthod à Saint-Hymetière. Il est fait état du curé des Rousses "qui, durant son séjour à Saint-Hymetière a mis en branle le mouvement jaciste et lui a donné une vigoureuse impulsion".	Nenni, août 1935, n°186. Nenni, juin juillet 1937, n°206.
Tournier	Raphaël	curé de Sainte-Agnès	Abonnée 1936 ; Aumônier du secteur JACF de Poligny	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1936 ; N°2 février 1941
Tribut	Jean		Présent à la session de la JACF à Mont-Roland du 28 et 29 septembre 1954. Auteur d'un article sur les loisirs ruraux. Prédicateur d'une retraite jaciste à Mont-Roland du 21 au 23 janvier 1956. Présent au congrès de la jeunesse de Saint-Julien le 17 juin 1956.	JJ, janvier février 1955, n°82. JJ, mai juin 1955, n°84. JJ, mars avril 1956, n°88. JJ, juillet août 1956, n°90.
Ugel	Y		"Aumônier du secteur de Beaufort".	JJ, décembre 1957, n°98.
Vacelet	Jules	Montrond	Lettre a HVB 270, 354	ADDSC, Carton de correspondances d'HVB
Vialle			Prédicateur des retraites jacistes du 21 au 25 novembre 1945 à la Rixouse et du 25 au 29 novembre 1945 à Viry.	SR 1945, n°2, p 226.
Vieille	Charles	curé d'Asnans	Aumônier du secteur JACF du Deschaux	N°13 avril 1942
Vincent	Léon		Auteur d'un article vantant les mérites de la Coup de la joie.	JJ, janvier février 1953, n°71.
Vionnet	Louis	La Ferté	Abonnée 1936 et 1937	Archives diocésaines, carton JACF correspondances HVB, Liasse 3, carnet des abonnements, abonnements pour 1936 et 1937 ; Lettre 275 à HVB
Vuillod	André	Légna	Retraitant à Mont-Roland du 26 au 29 Août 1932. Retraite prêchée par le père Foreau qui a lancé la JAC ; Aumônier de la section jaciste du Lac-des-Rouges-Truites.	Nenni, N°155, octobre 1932 ; Nenni, décembre 1937, n°209.

Vuitton	André		Participant au congrès des dix ans la JAC de 1939 à Paris avec la section de Saint-Julien-sur-Suran.	"Participants au congrès de 1939", archives diocésaines, dossier 5K3.
---------	-------	--	--	---

# Dossier E : Les activités de la JAC/F et de ses membres

Document E-1 : Devoir de morale des EAC du Centre-Est réalisé par Maurice Girod en 1939.

<b>SINDICAT DU CENTRE-EST DES E. A. C.</b> Maison de ... - DIJON	
Nom de l'Élève :	
Age :	
Adresse :	
MOIS de	19

## Devoir de Morale

On ne peut pas reprocher à Emile de s'être enrichi malhonnêtement et on ne pourrait pas lui reprocher non plus d'accroître son domaine poutou, que ce ne soit pas aux dépens des autres. Emile agit en égoïste, il ne pense que qu'à lui et pour augmenter son avoir il ne recule pas devant un procédé pas très décent il a l'intention de profiter de la misère de quelqu'un pour s'enrichir; et ce qu'il y a de plus fort il est pour son refus de prêter de l'argent la cause de cette misère. Si ce n'est pas crié la justice stricte c'est au moins très gravement violé la charité et la justice sociale. Le devoir social du propriétaire riche est de venir en aide à ses voisins plus pauvres que lui et qui sont dans la misère et en leur prêtant de l'argent de matériel ou la main d'œuvre.

Oui. car Emile par sa conduite a contribué à l'exode rural et à la révolte contre les riches.

Bon devoir

un peu court cependant

12  
 20

Document E-2 : Devoir de zootechnie des EAC du Centre-Est réalisé par Maurice Girod en 1939.

SYNDICAT DU CENTRE-EST DES E. A. C.	
Fédération du Doubs - DIJON	
Nom de l'élève :	Section Faculté
Age :	
Adresse :	Mignovillard
	MOIS de Février 1939

Devoir de zootechnie.

Hérédité: Selon le principe admis les semblables engendrent leurs semblables.

Girod

Les enfants héritent des caractères de leur parents. Les principaux caractères sont les caractères morphologiques (couleur forme) physiologiques (force musculaire) psychologiques (endurance, entêtement, caprice). L'influence n'est pas prédominante, il semble plutôt que la femelle joue le rôle principal dans la formation du nouveau sujet par son contact plus long avec lui et par la part qu'elle prend à son accroissement.

Girod

Exemple de race et de sous race.

Girod

La race chevaline de notre région est la race franc-comtoise. La sous race de qui existe chez nous et <sup>un croisement</sup> ~~est la~~ race franc-comtoise et de race ardennaise qui forme des chevaux plus forts mais qui gardent malgré tout le cachet du franc-comtois.

Jusqu'à présent ensemble

12

20

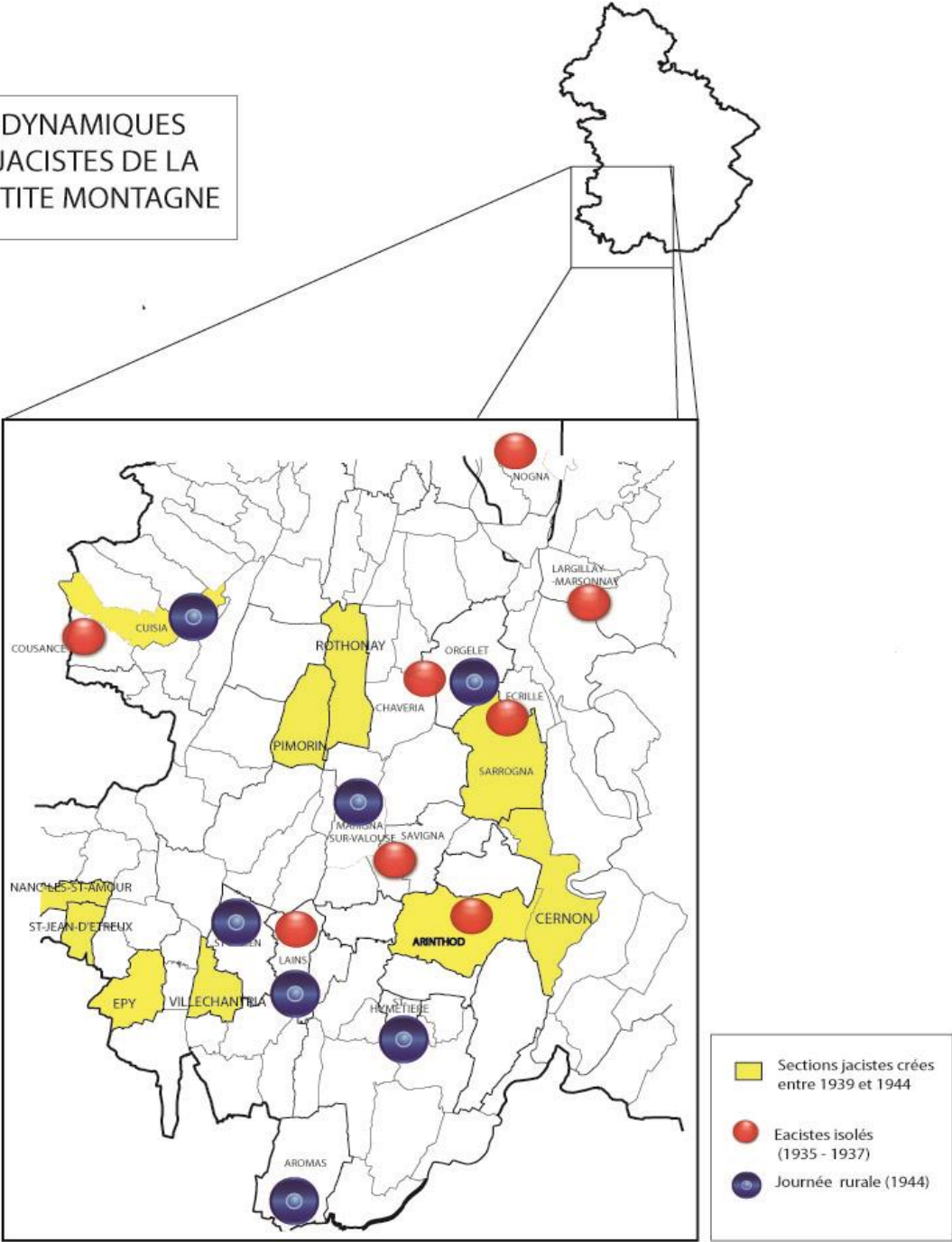
Devoir de Zootechnie

Source : archives privées de Maurice Girod, carnet de cours.



Document E-3 :

DYNAMIQUES JACISTES DE LA PETITE MONTAGNE



- Sections jacistes créées entre 1939 et 1944
- Jacistes isolés (1935 - 1937)
- Journée rurale (1944)

Source:  
 © IGN 1997 - BDCARTHAGE  
 © DIREN Franche-Comté 2004  
 Archive du diocèse de Saint-Claude  
 Dossier 5K3

Auteur: Claire BAILLY ALEMU (2011)

Document E-4 : Les activités de Margueritte Clavez,  
présidente de la JACF recensées dans les Vaillantes du  
Jura entre 1934 et 1944 :

<b>RAISON DU REPÉRAGE</b>	<i>Les Vaillantes du Jura</i>
Doit intervenir lors de la journée rencontre du 14 octobre 1934 à Lons-le-Saunier sur la JAV	N°10 octobre 1934
Proclamée présidente jaciste de l'arrondissement de Lons, présente à la première réunion de la JACF à l'Institut ménager le 17 janvier 1935	N°2 février 1935
Auteure d'un article « A toi ma petite sœur de la JACF » en tant que présidente jaciste de l'arrondissement de Lons-le-Saunier	N°4 avril 1935
Interviendra lors du pèlerinage de Frontenay pour parler de La JACF	N°7-8 juillet-août 1935
Intervenante lors de la journée jaciste régionale de la Pesse en tant que secrétaire de l'arrondissement de Saint-Claude Le 8 septembre 1935 en tant que présidente diocésaine	N°9 septembre 1935
Présente lors de l'affiliation à la JACF de la section du Fraroz	N°9 septembre 1935
Présente à une réunion du groupe de Prénozel pour parler de la JACF en septembre 1935	N°10 octobre 1935
Présente à la journée jaciste de la Pesse en septembre 1935	N°10 octobre 1935
Intervenante lors d'une réunion de présentation de la JAC lors Du pèlerinage de Cousance en septembre 1935	N°10 octobre 1935
Auteure d'un article sur la Semaine rurale	N°11 novembre 1935
Artisane de la JAV	N°11 novembre 1935
Présente à l'affiliation de la section d'Aiglepiepierre le 20 Décembre 1935 en tant que présidente	N° 2 février 1936
Intervenante lors de la journée jaciste de Lavigny le 22 Janvier 1936	N° 2 février 1936
Présente à Prénozel le 25 août 1935 à la clôture de la Retraite des Vaillantes pour présenter la JACF	N°3 mars 1936
Intervenante à la journée jaciste de la Pesse le 8 Septembre 1935	N°3 mars 1936
Intervenante lors de la journée de Saint-Amour le 16 février 1936	N°5 mai 1936
Présente à la journée de récollection jaciste du 18 juillet 1936	N° 6 juin 1936
Présente au bureau des Œuvres pour organiser la rencontre Jaciste du 18 juillet 1936	N°7-8 juillet-août 1936
Doit être invitée pour présider et diriger les réunions de Jeunes filles de l'arrondissement de Lons-le-Saunier	N°7-8 juillet-août 1936
Intervenante lors de la journée rencontre des Vaillantes à Lons-le-Saunier le 18 octobre 1936 sur la JACF	N° 9 septembre 1936
Présente à la réunion du 16 août 1936 en vue de former un Comité diocésain de la JACF	N° 9 septembre 1936
Intervenante lors de la journée rencontre des Vaillantes Du 18 octobre 1936 sur la JACF	N°11 novembre 1936
Présente au pèlerinage de Frontenay en septembre 1936	N°11 novembre 1936
Présentes au pèlerinage de Cousance en septembre 1936	N°11 novembre 1936
Assiste au mariage jaciste de Geneviève Vallet et d'André Fournier à Vannoze le 13 octobre 1936	N°12 décembre 1936

Présidente jaciste de l'arrondissement de Lons-le-Saunier	N°2 février 1937
Présente à la journée jaciste de Dole en novembre 1936	N°2 février 1937
Présente à la journée de récollection jaciste du 15 décembre 1936 à Salins-les-Bains	N°2 février 1937
Présente à l'affiliation des jacistes d'Arbois le 29 août 1937	N°10 novembre 1937
Présente au mariage de Joseph Vallet et Marie Thibert en 1937	N°12 décembre 1937
Responsable de la propagande, des départs des sections, de L'organisation des régions et des formations des équipes Suite à la réorganisation de janvier 1938	N°1 janvier 1938
Réalise une tournée dans le secteur de Dole en février 1938 Pour animer des réunions à Malange le 8 février, Thervay le 9 février, Dole le 11 février, Longwy le 11 février puis Bletterans, Commenailles, Voiteur, Vandans	N°3 mars 1938
Désormais responsable des secteurs et sections paroissiales , présente tous les jeudis à la direction des Œuvres	N°3 mars 1938
Présente à une réunion de la JACF à Saint-Amour en février 1938	N°4 avril 1938
Intervenante à la journée de propagande jaciste organisée Par le centre de Saint-Amour à Epy le 27 mars 1938	N°5 mai 1938
Interviendra lors du pèlerinage de Cousance le 13 septembre 1938	N°8-9 août-septembre 1938
Interviendra lors du pèlerinage de Lavigny le 19 septembre 1938	N°8-9 août-septembre 1938
Interviendra à la Semaine rurale du 2 au 6 janvier 1939 à Lons-le-Saunier	N°11 novembre 1938
Présente à la réunion de la commission des Œuvres Féminines le 1 <sup>er</sup> juillet 1939 à Lons-le-Saunier pour la JACF	N°7-8 juillet-août 1939
Sera présente à la plupart des pèlerinages de l'été pour Parler aux jacistes.	N°7-8 juillet-août 1939
Continue son travail à la JACF et est secondée par Monique Gauthier	N°7-8 septembre-octobre 1940
Auteure d'un article « JACF	N°2 février 1941
Travaille dans une maison de jeune qu'elle a créée avec l'appui du secrétariat à la jeunesse à Orbagna, elle habite Toujours Cesancey	N°28 décembre 1944

Document E-5 : : Les réunions du cercle de Lons-le-Saunier de 1936 à 1940

Date de la réunion	Présentes	Présence de l'aumônier de centre	Activités								
			Prière jaciste	Commentaire d'évangile	Discussion	Enquête	Lecture article	Revue d'activité	Résolutions	Chants	Autre
15 octobre 1936	3	oui		X	X	X	X		X		X
19 novembre 1936		non	X	X	X	X			X		
17 décembre 1936	16	oui		X	X			X			X
21 janvier 1937	8	non	X	X	amitié		X		X	X	
18 février 1937	19	oui	X	X	charité	X		X	X		
19 mars 1937	16	Oui + chanoine Pouillard et abbé Méroux	X	X	souffrance			X			X
15 avril 1937	17	oui	X	X	justice					X	X
23 mai 1937	9	oui		X	pureté	X		X			
24 juin 1937	7	non		X	prière						
25 juillet 1937	9	oui	X	X	dieu			X	X		
8 août 1937	5	non		X				X		X	
7 octobre 1937	8	oui		X	Sainte vierge	X		X			
21 octobre 1937	11	oui		X		X		X			
18 novembre 1937	10	oui		X		X		X			

16 décembre 1937	11	non	X	X			X				X
13 janvier 1938	8	oui	X	X				X	X		X
17 février 1938	5	oui	X	X				X	X		X
19 mars 1938	7	oui	X	X				X			
7 avril 1938	7	oui	X	X			X	X		X	
20 octobre 1938	5	oui	X					X	X		
10 novembre 1938	4	non		X			X		X		
8 décembre 1938	4	non		X				X	X		X
9 février 1939	7	oui		X			X	X			
9 mars 1939	3	oui		X				X			
9 novembre 1939	7	Le chanoine	X					X			X
14 décembre 1939	4	Le chanoine	X	X				X			
11 janvier 1940	3	non	X	X				X			X
8 février 1940	5	Le chanoine	X	X				X		X	
14 mars 1940	4	non	X	X				X			

Le cercle débute sa première réunion le 17 janvier 1935. Les réunions de 1935 à 1936 sont résumées. À partir d'octobre 1937 le sujet des discussions n'est plus précisé mais il est en lien avec le commentaire d'évangile ou l'article de journal.

Document E-6 : la section JAC de Mignovillard en mai 1938



Source : Source : archives privées de Maurice Girod.

Document E-7 : les deux groupes JAC et JACF de Gillois  
lors de la fête d'affiliation de la section JACF, 8  
novembre 1936



Source : ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeuvenne-  
Bargemont, dossier de photographie

Document E-8 : Hélène de Villeneuve-Bargemont et Margueritte Clavez vers 1937



**Au centre Margueritte Clavez, présidente fédérale de la JACF, à sa gauche Hélène de Villeneuve Bargemont, secrétaire fédérale. À droite il pourrait s'agir de Monique Gauthier, responsable fédérale de la JACF.**

Source : ADDSC, carton de correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont, dossier de photographie



# Document E-9 : Chant de la JAC de Joseph Folliet

Ja-cis-les de-bout ! L'ap-pel du grand Se-meur s'é-lé-ve  
 La jeu-nes-se bouit Dans nos ve-i-nes com-me u-ne  
 sé-ve L'au-be trem-ble sur les monts Har-di les gars se-mons, se-mons  
 Et plan-tons la croix de lu-miè-re sur no-tre ter-re  
 Le pro-fil des co-reaux se do-re Un coq jef-te son  
 pre-mier chant Le so-leil ne luit pas en-co-re Mais nous ja-cis-les,  
 en a-vant Notre i-dé-al no-tre jeu-nes-se  
 Rendent ja-yeux Tous nos la-bours Con-fi-ants  
 en no-tre pro-mes-se Nos champs at-tan-dent leurs se-meurs

1 Le profil des coteaux se dore.  
 Un coq jette son premier chant.  
 Le soleil ne luit pas encore.  
 Mais nous, Jacistes, en avant !  
 Notre idéal, notre jeunesse  
 Rendent joyeux tous nos labours,  
 Confiants en notre promesse,  
 Nos champs attendent leurs semeurs.

2 Nous aimons nos champs et nos vignes,  
 Notre clocher et notre toit,  
 Notre horizon aux nobles lignes,  
 Notre travail et notre foi.  
 Comme le vin aux cuves pleines,  
 Fermente en nous une fierté,  
 Car ce sont nos mains et nos peines  
 Qui font vivre l'humanité !

3 Pareil au chant de l'alouette,  
 Qui sur nous tombe de l'azur,  
 Notre chant que l'écho répète,  
 Jaillit de cœurs simples et purs.  
 Clairs comme l'eau de nos fontaines,  
 Nos yeux déjà voient le foyer  
 Dont la flamme, ardente et sereine,  
 En leur miroir viendra briller.

4 Nous ignorons l'ombre du doute  
 Et le vent glacé de la peur ;  
 Quand le Christ nous montre la route  
 D'avance nous sommes vainqueurs.  
 Dans la routine, herbe tétue,  
 Qu'il fasse chaud, qu'il fasse froid,  
 Nous pointons les socs des charrues,  
 Vers l'avenir — ferme et tout droit !

5 De tous les paysans, nos frères,  
 Nous saurons défendre les droits,  
 Et nous voulons justice entière  
 Pour chacun de nous — quel qu'il soit.  
 Mais une charité féconde  
 Nous engerbe dans Jésus-Christ,  
 A tous les travailleurs du monde,  
 Œuvrant des mains et de l'esprit.

6 Dévoués à notre patrie,  
 Par nos soins de tous les instants,  
 Nous la faisons verte et fleurie,  
 Ainsi qu'un verger au printemps.  
 Pourtant nous sommes pacifiques,  
 Et, d'un seul cœur, nous travaillons  
 Pour que la Paix évangélique  
 Germe enfin dans tous les sillons !

7 L'insigne aux couleurs d'espérance  
 Que fièrement nous arborons,  
 Proclame à tous le rêve immense  
 Qu'un jour nous réaliserons.  
 Et ton soutien, Croix rédemptrice,  
 V supporte le blé nouveau,  
 Affirmant que nos sacrifices  
 Construiront un monde plus beau.

8 Nous référons chrétiens nos frères,  
 Par Jésus-Christ, nous le jurons !  
 Nous leur porterons la lumière  
 Et la flamme dont nous brûlons.  
 Dans notre soi, vierge d'ivraie,  
 Les grains dorés que nous lançons.  
 Au soleil d'une amitié vraie,  
 Lèveront en lourdes moissons.

Le profil des coteaux se dore,  
 Un coq jette son premier chant,  
 Le soleil ne luit pas encore,  
 Mais nous, Jacistes, en avant !...  
 Notre idéal, notre jeunesse,  
 Rendent joyeux tous nos labours,  
 Confiants en notre promesse,  
 Nos champs attendent leurs semeurs.

Refrain  
 Jacistes, debout !...  
 L'appel du grand semeur s'élève ;  
 Sa jeunesse bouit  
 Dans nos veines comme une sève,  
 L'aube tremble sur les monts,  
 Harde les gars !... Semons, semons,  
 Et plantons la croix de lumière  
 Sur notre terre !...

I Nous aimons nos champs et nos vignes,  
 Notre clocher et notre toit,  
 Notre horizon aux nobles lignes,  
 Notre travail et notre foi.  
 Comme le vin en nos cuves pleines  
 Fermente en nous une fierté,  
 Car ce sont nos mains et nos peines  
 Qui font vivre l'humanité !...

II Jamais en chantant de l'alouette,  
 Qui sur nous tombe de l'azur,  
 Notre chant que l'écho répète,  
 Jaillit de cœurs simples et purs  
 Clairs comme l'eau de nos fontaines,  
 Nos yeux déjà voient le foyer  
 Dont la flamme ardente et sereine  
 En leur miroir viendra briller.

III Nous ignorons l'ombre du doute  
 Et le vent glacé de la peur,  
 Quand le Christ nous montre la route  
 D'avance nous sommes vainqueurs.  
 Dans la routine, herbe tétue,  
 Qu'il fasse chaud, qu'il fasse froid,  
 Nous pointons les socs des charrues  
 Vers l'avenir ferme et tout droit !...

IV De tous les paysans nos frères,  
 Nous saurons défendre les droits,  
 Et nous voulons justice entière,  
 Pour chacun de nous, quel qu'il soit,  
 Mais une charité féconde

Source: *Chante jaciste, chante*, Lyon, Éditions de la JACF, 1942, p.4 ; carnet de note de Maurice Girod

# **PRIÈRE JACISTE**



Seigneur Jésus qui avez voulu vivre jusqu'à trente ans dans une humble bourgade notre vie paisible et laborieuse; accordez-nous de travailler avec vous, de prier par vous, d'aimer en vous notre famille, notre village, et tous les paysans nos frères.

Délivrez-nous à jamais du respect humain et de la lâcheté, de tout mal et de tout péché.

Que votre vie divine demeure et s'épanouisse en nos âmes.

Que votre grâce nous aide à travailler dans la paix pour l'union de tous au village.

Affermissez dans le cœur de tous les militants la volonté de refaire chrétiens leurs frères.

Mettez au cœur de nos sœurs paysannes le véritable esprit jaciste; donnez-nous d'être unis dans un même idéal, et de fonder des foyers, qui peupleront de vrais chrétiens notre France, et de Saints votre Paradis.

**Ainsi soit-il.**

Imprimé par  
L'AMICALE JACISTE, 100, Paris  
Tous les Jours 15.000

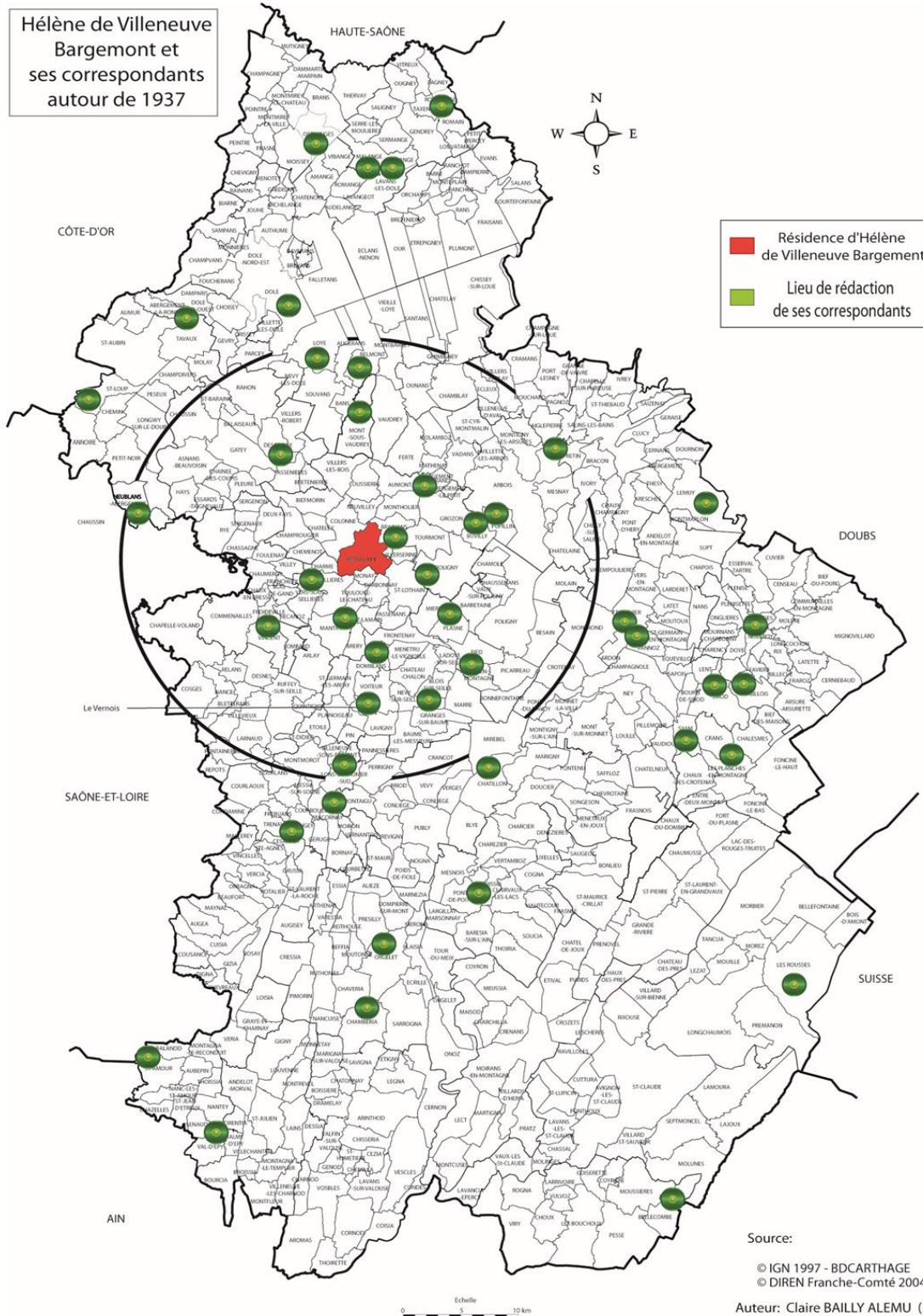
## Document E-11 : Liste des campagnes d'année de la JAC et de la JACF

Années	JAC	JACF
1935	La dignité de jaciste	
1935-1936	Vie chrétienne, familiale et sociale	Le travail de la femme à la campagne
1936-1937		Vie bien remplie
1937-1938		La dignité de la jeune rurale
1938-1939	Le malaise paysan	Le malaise paysan
1939-1940	La préparation au foyer	Pour nos foyers heureux
1940-1941	Travail aux champs	Le travail dans notre vie rurale
1941-1942	En face du futur / foyer	Le travail de la jeune rurale
1942-1943		Les jeunes rurales au service de la France
1943-1944	Etre un homme	Jeune rurale de demain
1944-1945	AU service de l'homme	Pour une vie plus bvelle
1945-1946	Construire un foyer	A la découverte de l'amour vrai
1946-1947	Notre travail et notre avenir	La femme dans la vie rurale
1947-1948	La jeunesse et la joie	Joie
1948-1949	Sois un homme	Quelqu'un t'attend
1949-1950	Ensemble, dans nos communes vivons le congrès	Ensemble
1950-1951	Vers l'amour	Aimer
1951-1952	En route vers l'avenir	Librement
1952-1953	Qui seras-tu demain ?	Maisons vivantes
1953-1954	Espoir	Préparons demain
1954-1955	La famille	Intelligente et active
1955-1956	Vers des communautés de base	Jeunesse qui construit
1956-1957	L'avenir des jeunes	Vivre c'est risquer
1957-1958	Les hommes d'action	Présence
1958-1959	Pleins feux sur les loisirs	Libre et joyeuse
1959-1960	Les hommes construisent le monde	Le monde a besoin de nous
1960-1961	En marche vers l'amour	Vivre et aimer
1961-1962	Nos professions dans un monde qui change	Actives dans un monde au travail

Source : d'après DURUPT Marie-Josèphe, « Les mouvements d'action catholique, facteurs d'évolution du milieu rural », thèse de science politique soutenue sous la direction de René Rémond, volume annexe, p. 30.

# Dossier F : La correspondance d'Hélène de Villeneuve de Bargemont, 1935-1938

Document F-1 :



Document F-2 : Capture d'écran de la base de données  
 « correspondance d'Hélène de Villeneuve-Bargemont »

Lettre n°: 62				
03/01/1938				
Expéditeur:	Destinataire:			
CLAVEZ Marguerite	VILLENEUVE-BARGEMONT Hélène			
<b>Expéditeur</b>	<b>Destinataire</b>	<b>Lettre</b>	<b>Autres individus concernés</b>	<b>Photo</b>
Date de rédaction	03/01/1938	Date interprétée	03/01/1938	
Lieu de rédaction	Cesancey			
Circonstances de rédaction	Envoi simultané d'un mandat			
Type d'écriture	Manuscrite			
Formule initiale	Chère mademoiselle			
Formule finale	Meilleures amitiés à mademoiselle			
Ton	<input type="checkbox"/> Plaintif <input type="checkbox"/> Cordial <input type="checkbox"/> Confidentiel <input type="checkbox"/> Pressant <input checked="" type="checkbox"/> Amical <input type="checkbox"/> Froid <input type="checkbox"/> Irrité <input type="checkbox"/> Décidé <input type="checkbox"/> Mal assuré <input type="checkbox"/> Jovial <input type="checkbox"/> Grave <input checked="" type="checkbox"/> Affectueux <input type="checkbox"/> Sévère			
Principaux objets	Abonnements Institut ménager Affiliation Centres			
Objectif de la lettre	Informar des activités			
Résumé	Pour accompagner le mandat elle donne des explications sur son contenu: notamment pour des abonnements et des brochures. Elle s'occupera ultérieurement de la commande faite par les élèves de l'Institut ménager ou elle pense recruter de futures iacistine ou du moins de bonnes			
Rapport Expéditeur / Destinataire	Subordonné / Déferant			
Autres éléments	En tête de la JACF Noms des abonnées soulignés au			
Lien avec d'autres lettres				

## Document F-3 : Note d'Hélène de Villeneuve-Bargemont au sujet de sa démission<sup>2447</sup>

La secrétaire diocésaine a été avisée en réunion avec Monique G [Gauthier] et Marguerite qu'à partir de jour tous les centres du dio [diocèse] seraient confiés à Monique G [Gauthier] que tous les c.r. [compte-rendus] devraient lui être adressés et remettre tous les mois un XXX [résumé]

Donc impossibilité pour le secrétariat de savoir ce qui se passe, et C<sup>hamp</sup> [Champagnole] depuis 5 mois sans aumôniers. On a multiplié dans le diocèse les centres sans aumôniers au courant et sans militantes malgré mon avis nettement XXX [opposé] d'après l'avis du Vaire R [Vicaire Ramboz] donc impossibilité de les surveiller, mauvais départ et Salins après 2 réunions de centre demande son affiliation avec deux jacistes de 35 et 42 ans (avis favorable).

Ces centres n'ont rien donné que des noms sur le papier et ne donneront jamais rien.

Il faudrait que des dirigeantes au courant aillent sur place faire faire le cercle d'autre et rapidement voient point par point ce qui est défectueux jusqu'à ce qu'une militante puisse continuer.

Les sections n'ont jamais été visités. Marg. [Marguerite Clavez] devrait passer dans toutes, c'est son rôle étant du milieu et dans le milieu.

Il XXX être interdit X un rapport et de demander un compte rendu de travail aux sections préparant l'affiliation. J'ai appris par La X du Jura [*la Croix du Jura*] comme Marguerite qu'il y en avait ou par le bulletin des jeunes gens que telle paroisse faisait [sic] les enquêtes.

A l'heure actuelle toutes les directives de la JACF sont données par Mme Pasteur ou on est convoquer [sic] pour tout approuver.

En septembre témoin d'une soi disant commission diocésaine composé de 2 responsables et moi, de 10h à 4H pour écouter les directives de M [messieurs] Pouillard Lamy et Mme Pasteur qui a imposé comme enquête dans le diocèse : la conduite de la militante au chalet.

Pour les EAC dont m'avaient parlé plusieurs militantes pour l'hiver 37-38 Mme Pasteur a dit qu'il ne fallait pas en parler que ça ne pouvait pas se faire dans le diocèse....

M. le chanoine poussait à l'accrochage [ ?]une militante présente lui a répondu qu'il ne se

faisait [sic] que par le point de vue professionnel [ce] qui concerne le point de vue social est totalement mis de côté, à la JAC depuis 7 ans il n'y a jamais eu une semaine rurale.

L'aumônier diocésain n'a jamais été assister [sic] à aucune réunion ni de section ni de centre. Foncine on ne travaille pas sur de vrai [ ?] : St Bernadette

La secrétaire n'est pas au courant du titre donné à Monique, ni quant elle a reçu l'insigne, en fait sa responsabilité dépasse celle de Marguerite, il y a 2 mois Mme Pasteur disant qu'elle n'était pas du milieu devait la faire venir à la JICF de Lons ce que je lui ai demandé de ne pas faire.

XXX Grea. Gilberte pour sa dernière réunion va à la JJCF [ ?] et annonce son mariage à l'aumônier.

Gilberte et le Noël

Aucune formation diocésaine pour les dirigeantes on a laissé tomber Alice et Edmée. Alice et Les Planches. Edmée et Gendrey.

Journées de l'Abbé Ray.

<sup>2447</sup> Brouillon rédigé dans la liasse de lettre concernant sa démission ; 4 pages manuscrites.

Quel est le rôle du secrétariat diocésain ?

Dans le diocèse rien n'est apparu, ni XXX XXXX tout se passe en projet qui n'aboutissent pas.

On change fin décembre toute l'organisation, magazine, XXX calendriers.

Pour la journée du 18 avril reçu aucun c. rendu [compte-rendu] que par des on dit.

Impossibilité de passer une consigne dans le bulletin des Vaillantes, tous les articles refaits par Mme Pasteur ou totalement supprimés.

En fait le secrétariat ne peut rien dire aucune jaciste n'est consulté on leur donne un rôle elles n'ont aucune responsabilité il n'y a aucune responsable de secteur, et une fois par an M.P [Mme Pasteur] nomme une commission diocésaine qui ne fait rien tout se passe sur le [papier]

Dans le canton de Nozeroy opposition absolu à un centre -neige [ ?] - jeunes gens.

Molain – Montigny – Montmorot – St Deschaud – St Loup – Salins (St Jean Baptiste)

Julliette Passot

Les ab [abonnement] et le secrétariat diocésain inutile.

En fait je ne vois pas à l'heure actuelle à quoi sert le SD. Responsable d'un mouvement dont les directives diocésaines sont en opposition avec les directives nationales.

Manque [ ?]semaine rurale.

On peut dire que la JACF est confiée à Monique la personnalité et la formation reçu par Marguerite gênant la direction des Œuvres.

Depuis 7 ans la JAC n'a rien réalisé (Bibliothèque par un ancien séminariste) ils le disent sur eux-même.

Mariages jacistes qui sont une façon de se faire remarquer. Il y a beaucoup de XXX XXX et un manque absolu de Méthode et de curiosité d'esprit.

Le mouvement repose sur des militantes qui ne sont pas formées et ne le seront jamais si on continue avec les mêmes méthodes.

{Dijon : avis nettement X 1937

{Dijon : personne de la direction ne veut y aller 1938

Question des préjacistes qui parlent/partent [ ?] toute seule et pourtant signalé

M.P. et le Père Rouanet.

tout ce que Marguerite XXX directives est déformé

Fraroz de 22 passe à 11

Bief le Fourg 2 départs

Bersaillin 3 départs

Plasne 1 départ

Malange 1 départ





Transcription partielle de la lettre :

Evêché de Saint-Claude  
Lons le Saunier le 27 janvier 1938

Mademoiselle,

J'ai bien vite mandé Monsieur le Directeur des Œuvres et Madame Pasteur. L'un et l'autre m'ont paru surpris et m'ont affirmé qu'ils n'avaient eu aucune intention de vous faire la moindre peine. A la réunion du 14 décembre lors de la répartition des charges ils n'ont pas soupçonné que vous pouviez être mécontente. Le bulletin de janvier n'est pas du tout la réponse à la lettre que vous avez adressée à Madame Pasteur : le bulletin était déjà à l'impression quand vous avez écrit.

Ce qu'ils ont voulu faire c'est tout d'abord vous décharger un peu, à raison des devoirs qui vous retiennent auprès de Monsieur de Villeneuve puis selon l'esprit de la JACF utiliser le concours et le dévouement des jeunes militantes Marguerite et Monique.

D'après toujours Monsieur Pouillard et Madame Pasteur, Marguerite et Monique doivent visiter les centres de la région de Dole la semaine prochaine. Si j'ai bien compris, déjà mademoiselle Gautier a visité les centres du canton d'Orgelet. D'autres centres, la plupart, seront aussi visités par elles cet hiver.

Tous les mois d'ailleurs, Monique doit vous adresser un rapport vous tenant au courant des centres et de leur activité de façon à vous permettre de bien suivre leur marche et d'en informer le bureau de Paris.

En résumé, ils estiment n'avoir rien enlevé à vos titres ni à votre mission de Secrétaire diocésaine mission qu'ils désirent vous voir conserver.

Madame Pasteur doit d'ailleurs vous écrire et serait heureuse de vous voir à Bersaillin ou à Lons à votre choix pour dissiper ce qu'elle croit n'être qu'un malentendu et maintenir entre vous les bonnes relations qui ont existé jusqu'ici.

Personnellement, Mademoiselle, je souhaite vivement que tout s'arrange bien vite et que vous ne donniez pas suite à votre projet d'envoyer votre démission.

Avec ma gratitude profonde pour tout ce que déjà vous avez fait, je vous renouvelle mon sincère désir de vous voir continuer votre collaboration à ce beau mouvement de la JACF qui doit rechristianiser les âmes et les paroisses.

Évidemment il faut s'attendre à des surprises et même à des déceptions du côté des jeunes jacistes. XXX XXX soigneusement veiller à ce que l'on fasse vraiment de la JAC et non pas du simili. Sur ce dernier point, nous pensons tous de la même façon.

À côté du secrétariat que vous continuerez je l'espère, on compte beaucoup sur vous pour visiter les sections affiliées et les maintenir dans l'esprit jaciste.

Veillez excuser la mauvaise graphie et l'incorrecte rédaction de cette lettre. Je n'ai cessé d'être dérangé par des visites.

Je vous prie d'agréer, Mademoiselle, avec mon espoir de vous voir continuer les fonctions de secrétaire diocésaine et mes remerciements pour le passé, l'assurance de mes sentiments respectueux et dévoués,

Document F-5 : Discours d'Hélène de Villeneuve-Bargemont présentant la JACF lors de la journée-rencontre diocésaine des Vaillantes du Jura le 13 octobre 1935 à Dole

Mes chères sœurs,

Vous savez que la Föder. Dioc. des Vaillantes du Jura doit venir de vous parler de ce gros groupe toutes les jeunes filles de notre diocèse, celles de la ville, comme celles de la campagne; mais comme la vie de la ville n'est pas semblable à celle de la campagne, il y a des nuances différentes dans cette Föder, celle dont je vais vous parler maintenant est celle qui m'a été confiée la J.A.C.F. ou jeunesse agricole <sup>chrétienne</sup> féminine.

Il en est peut-être parmi vous qui n'ont pas entendu parler de la J.A.C.F. ou qui ne savent pas encore bien en quoi consiste ce mouvement. Les nouvelles dans notre diocèse.

Qu'est-ce que la J.A.C.F.

C'est le mouvement J.A.C. réservé aux jeunes filles de la campagne.

J.A.C. est la participation des "laïques" c.à.d. de ceux qui ne sont ni prêtres, ni religieux à l'apostolat, ce sont les fidèles eux-mêmes qui doivent devenir des apôtres dans leur milieu, les apôtres de ceux avec qui ils vivent sans cesse, à la maison, aux champs, partout... pour qu'il y ait mouvement, il faut qu'il y ait action, c'est donc aux fidèles à agir par eux-mêmes, car vous savez qu'il ne suffit pas de se sauver soi-même, notre Seigneur nous veut pour les apôtres, tout comme au temps où Il choisissait

les pêcheurs de Galilée pour pecher son Evangile.

Vous vous rendez bien compte <sup>in</sup> <sup>elles</sup> que beaucoup de paroisses sont sans prêtres, que les prêtres sont si rares par un vie de sacrifice sans cesse renouvelles, qu'ils ne peuvent donner aux âmes tout ce qui leur serait nécessaire... vous même isolées laissez vous parfois aller au découragement, en vous demandant quoi faire?

Quoi faire? devenir une vraie faciste, unie à ses autres sœurs de la J.A.C.F. ... la faciste ne sera plus isolée, elle fera partie de cette grande famille qui veut "Refaire chrétiennement nos paroisses".

Pour donner il faut posséder, et pour posséder il faut recevoir, nous aurons donc à cœur quand on nous le demandera de faire partie d'une section faciste.

Pour former une section de J.A.C.F. il faut d'abord aller en parler à Monsieur le curé de sa paroisse et lui en demander l'autorisation. S'il ne vous l'aurait déjà demandé... Il y a des sections paroissiales quand on peut grouper 5 ou 6 familles, (cultivatrices ou professionnières, commerçantes, officiers, etc.) de 15 à 30 ans, si l'on n'a pas assez nombreuses dans une paroisse, on peut se grouper avec les jeunes filles des paroisses voisines, la section sera alors inter-paroissiale. (page 14)

3  
C'est aux réunions de la section que la faiciste rendra  
"recevoir" c. a. d. s'instruira elle-même pour instruire  
les autres, elle deviendra une conquérante, une mi-  
litante, elle voudra faire partager à toutes ses sœurs  
(car en Dieu nous sommes toutes sœurs) ses con-  
victions, elle ne pourra les rester indifférente en  
voyant des âmes se perdre, ne pas connaître Dieu  
en voyant une de ses sœurs en J.C. mourir d'au-  
gèreusement avec son cœur, sa santé, son avenir  
elle sera pour cette âme pleine de pitié, elle tâchera  
de l'aider à revenir dans le droit chemin en  
lui donnant le bon exemple en l'encourageant à  
bien faire, en étant bonne et compatissante.....  
C'est par la bonté qu'on touche les cœurs.

Elle donnera partout le bon exemple, on attraira  
plus par des actes que par des paroles.

Elle sera pieuse, c. a. d. qu'elle sera dans son  
travail la volonté de Dieu et que voyant et vi-  
vant avec le bon Dieu, son travail deviendra une  
prière, la vraie piété ne consistant pas à réciter  
beaucoup de prières, mais à vivre dans la pensée  
de Dieu.

A la section elle travaillera à des devoirs adaptés  
à son genre de vie de rurale, par le commentaire  
d'évangile fait à la réunion elle apprendra  
à mieux connaître Jésus et à conformer sa  
vie à l'enseignement adonné par Dieu lui-même  
à ses apôtres.

4  
en rejoignant une enquête qui ait pour but de  
connaître les besoins moraux et professionnels de la  
jeune fille à la campagne.  
La faiciste est fière de sa profession, elle est une  
rurale convaincue, tenace de vivre la ou Dieu  
l'a placée, considérant que sa profession est une  
des plus belles puisque le monde vit par ceux qui  
cultivent la terre, elle pensera aussi que les espèces  
de blé et de vin que font pousser sont formés  
du sang et du lait du Christ sont formés  
cultivent la terre..... il y aura aussi à la  
section des études sur la "profession" la faiciste  
voudra être une bonne cultivatrice.

+ A une vraie faiciste il est inutile de dire qu'elle  
sera toujours prête à rendre service dans  
sa paroisse pour tout ce que l'on demandera  
lui de demander, catéchisme, groupement des  
jeunes femmes, service de l'église etc.....

La faiciste ne sera plus une isolée, partout  
dans chaque paroisse elle retrouvera des sœurs  
qui pensent comme elle, à Lourdes, dans  
nos pèlerinages et nombreux dans le diocèse  
elle retrouvera des sœurs.

Dans plusieurs chef lieux de canton déjà  
on se retrouve le jour de foire, on travaille  
on s'encourage entre militantes, on chante  
un beau chant faiciste avant de se quitter

5  
car il y a une gaite faciste, les facistes sont joyeux  
on travaille dans la joie...  
La devise est:

**Fiers, Purs, Joyeux et conquérants**

**Fiers** de sa foi, car elle accend sa foi à son  
jeun de vie.

**Purs**, elle garde son cœur, à l'abri des spectacles  
les conversations qui saliraient son âme.

**Joyeux** parce qu'elle a la conscience au fait et  
qu'elle remplit son devoir gaiement.

**Conquérants** parce qu'elle possède Dieu dans sa  
vie, elle a le vrai bonheur, le seul véritable, elle  
veut faire partager à ses sœurs cette joie qui  
remplit sa vie en ce monde et lui promet une  
plus grande encore dans l'éternité.

Elle sera donc pas en vain qui se ferai appel  
à votre cœur, si nous les lions peu nombreuses  
dans ce grand et beau diocèse nous ne pour-  
rions pas grand chose, mais nous en rendrez  
bien compte, avec vous, avec votre aide, nous  
pourrons tout espérer de l'avenir, de la re-  
christianisation de nos campagnes, vous  
serez toutes être des apôtres, en votre cœur  
faîtes en la promesse à Dieu ~~de~~ en ce  
jour de la nativité de la S<sup>te</sup> Vierge qui a  
été "Le servante du Seigneur" j'ai espéré  
en vous, je compte sur vous, une de vos sœurs

6  
cultivatrice comme vous va nous parler de "l'An  
faciste" de vit vobis et sanna vos couronne,  
à vous dire ce que l'on peut faire quand on  
a accepté de répondre à l'appel de Dieu.

Avant de terminer je tiens à remercier M<sup>lle</sup>  
le curé de la Pesse pour le rôle remplit à au-  
jourd'hui... à dire aux vaillants de la  
Pesse facistes bientôt votre plaisir de les reho-  
rer. M<sup>lle</sup> le doyen de S. et les autres.

~~Tout va bien~~

Je vous remercions aussi tout particulièrement  
M<sup>lle</sup> Gros et Lamy pour tout le zèle appliqué  
par elle à l'inter les paroisses de l'A<sup>st</sup> et pour  
l'aide donné à la journée d'aujourd'hui.  
Pour tous les renseignements pour la forma-  
tion de sections, centres, n'hésitez pas à venir  
à votre secrétaire, elle est entièrement à votre  
disposition, et vous dit encore une fois toute  
le joie d'avoir fait connaissance avec les  
futurs facistes de l'A<sup>st</sup>! Claude.

2<sup>e</sup> semaine rurale 18-25 novembre

1<sup>er</sup> journée de J.A.C.F.

12 novembre au couvent de S<sup>te</sup> Joseph à  
Champagnole, où vous êtes toutes invitées.

## TABLE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Les liens des eacistes avec la JAC .....	186
Graphique 2 : Âge et durée des engagements des responsables fédérales de la JACF jurassienne .....	360
Graphique 3 : La famille Fournier de Tourmont.....	402

## TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Eacistes en lien avec la JAC entre 1928 et 1937. ....	185
Tableau 2 : Les présidents de sections JAC élèves des EAC :.....	189
Tableau 3 : Les cours par correspondance pour les jeunes filles dans le diocèse de Saint-Claude de 1927 à 1940.....	214
Tableau 4 : Dirigeants de la JAC jurassienne 1932-1940 .....	387
Tableau 5 : Propriété foncière des pères des 10 principaux responsables fédéraux de la JAC vers 1936.....	391
Tableau 6 : Superficie des exploitations agricoles dans le Jura d'après l'enquête statistique de 1929 : .....	391
Tableau 7 : Exploitations principalement viticoles ou horticoles dans le Jura d'après l'enquête statistique de 1929.....	393
Tableau 8 : Évolution du programme des Semaines rurales jurassiennes de 1931 à 1939. ....	525

## TABLE DES PHOTOGRAPHIES

Photographie n°1 éditée sous forme de carte postale. Assemblée générale et congrès de l'Union catholique (UD) du diocèse de Saint-Claude, 3 juillet 1932 à Lons-le-Saunier.	150
Photographie n° 2: Intérieur de l'église du Fraroz pour la fête d'affiliation de la section JACF de Fraroz-Arsure, 18 août 1935, ADDSC, carton de Rémy Gaudillier, dossier « Abbé Choux » .....	301
Photographie n°3 : Calice en épi de blé ; église du Fraroz, fête d'affiliation de la section JACF de Fraroz-Arsure, 18 août 1935, ADDSC, carton de Rémy Gaudillier, dossier « Abbé Choux ». ....	565

